ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS141/R
30 octobre 2000

(00-4407)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – DROITS ANTIDUMPING SUR LES IMPORTATIONS DE LINGE DE LIT EN COTON EN PROVENANCE D'INDE

Rapport du Groupe spécial

Le rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* est distribué à tous les Membres conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Il est mis en distribution générale le 30 octobre 2000, en application des procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC (WT/L/160/Rev.1). Il est rappelé aux Membres que, conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, seules les parties au différend pourront faire appel du rapport d'un groupe spécial. L'appel sera limité aux questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et aux interprétations du droit données par celui-ci. Il n'y aura pas de communication *ex parte* avec le Groupe spécial ou l'Organe d'appel en ce qui concerne les questions que l'un ou l'autre examine.

Note du Secrétariat: Le présent rapport du Groupe spécial sera adopté par l'Organe de règlement des différends dans les 60 jours suivant la date de sa distribution, sauf si une partie au différend décide de faire appel ou si l'ORD décide par consensus de ne pas l'adopter. Si le rapport du Groupe spécial fait l'objet d'un appel formé devant l'Organe d'appel, il ne sera pas examiné aux fins d'adoption par l'ORD avant l'achèvement de la procédure d'appel. Des renseignements sur la situation à cet égard peuvent être obtenus auprès du Secrétariat de l'OMC.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – DROITS ANTIDUMPING SUR LES IMPORTATIONS DE LINGE DE LIT EN COTON EN PROVENANCE D'INDE (DS141)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1

II. ASPECTS FACTUELS 2

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES 3

A. INDE 3
B. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 5

IV. ARGUMENTS DES PARTIES 6

V. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 6

VI. CONSTATATIONS 7

A. DEMANDES DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES 7
1. Demande des CE **7**
a) Portée des allégations dont est saisi le Groupe spécial 7
i) Arguments des parties 7
ii) Constatations 9
b) Éléments de preuve concernant la teneur des consultations 15
i) Arguments des parties 15
ii) Constatations 15
c) Éléments de preuve contenant des renseignements confidentiels issus d'une enquête différente 17
i) Arguments des parties 17
ii) Constatations 17
2. Demande de l'Inde **18**
a) Arguments des parties 18
b) Constatations 18
B. CHARGE DE LA PREUVE ET CRITÈRE D'EXAMEN 19
C. ALLÉGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 2 20
1. Allégation au titre de l'article 2.2.2 – Détermination du montant des bénéfices (allégation 1) **21**

a) Article 2.2.2 – Ordre des options 21
i) Arguments des parties 21
ii) Constatations 22
b) Article 2.2.2 ii) – Données provenant d'"autres exportateurs ou producteurs" 25
i) Arguments des parties 25
ii) Constatations 26
c) Article 2.2.2 ii) – Montants "engagés ou obtenus" en ce qui concerne la production et les ventes 29
i) Arguments des parties 29
ii) Constatations 31

***2. Allégation au titre de l'article 2.2 – Caractère raisonnable (allégation 4)* 32**

a) Arguments des parties 32
b) Constatations 34

***3. Allégation au titre de l'article 2.4.2 – "Réduction à zéro" (allégation 7)* 36**

a) Arguments des parties 36
b) Constatations 40

D. ALLÉGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 3 42

***1. Allégations au titre de l'article 3.1, 3.4, et 3.5 – Toutes les importations en provenance d'Inde (et d'Égypte et du Pakistan) ont été considérées comme faisant l'objet d'un dumping dans l'analyse du dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping (allégations 8, 19 et 20)* 43**

a) Arguments des parties 43
b) Constatations 47

***2. Allégation au titre de l'article 3.4 – "Tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production" n'ont pas été évalués (allégation 11)* 50**

a) Arguments des parties 50
b) Constatations 52

***3. Allégation au titre de l'article 3.4 – Des renseignements concernant divers groupements de producteurs communautaires ont été pris en considération dans l'analyse de la situation de la branche de production nationale (allégation 15)* 57**

a) Arguments des parties 57
b) Constatations 59

E. ALLÉGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 5 62

***1. Allégation au titre de l'article 5.3 – L'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve n'ont pas été examinées (allégation 23)* 62**

a) Arguments des parties 62
b) Constatations 65

***2. Allégation au titre de l'article 5.4 – Le soutien de la branche de production n'a pas été correctement établi (allégation 26)* 67**

a) Arguments des parties 67
b) Constatations 70

F. ALLÉGATION AU TITRE DE L'ARTICLE 15 – LES POSSIBILITÉS DE SOLUTIONS CONSTRUCTIVES N'ONT PAS ÉTÉ EXPLORÉES (ALLÉGATION 29) 72

***1. Arguments des parties* 72**

2. Constatations **74**

G. ALLÉGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12.2.2 (ALLÉGATIONS 3, 6, 10, 13, 18, 22, 25, 28 ET 31) 79

1. Arguments des parties **79**

2. Constatations **82**

VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION **86**

ANNEXE 1 COMMUNICATIONS DE L'INDE

Annexe 1-1 Première communication de l'Inde 88
Annexe 1-2 Demande de décision préliminaire de l'Inde 296
Annexe 1-3 Réponse de l'Inde à la demande de décisions préliminaires des Communautés européennes 297
Annexe 1-4 Déclaration orale et remarques finales de l'Inde Première réunion du Groupe spécial 302
Annexe 1-5 Questions de l'Inde aux Communautés européennes et aux États-Unis 324
Annexe 1-6 Réponses de l'Inde aux questions posées après la première réunion avec le Groupe spécial 331
Annexe 1-7 Deuxième communication écrite de l'Inde 357
Annexe 1-8 Déclaration orale et remarques finales de l'Inde Deuxième réunion du Groupe spécial 390
Annexe 1-9 Questions de l'Inde aux Communautés européennes 402
Annexe 1-10 Réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial faisant suite à la deuxième réunion du Groupe spécial 403
Annexe 1-11 Communication présentée par l'Inde en réponse à la communication des Communautés européennes en date du 22 juin 2000 421
Annexe 1-12 Observations de l'Inde sur la partie descriptive du rapport du Groupe spécial 423
Annexe 1-13 Observations de l'Inde sur le réexamen intérimaire du rapport du Groupe spécial 425

ANNEXE 2 COMMUNICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Annexe 2-1 Première communication et demande de décisions préliminaires des Communautés européennes 426
Annexe 2-2 Réponse des Communautés européennes au sujet de la décision préliminaire demandée par l'Inde 480
Annexe 2-3 Déclaration orale des Communautés européennes Première réunion du Groupe spécial 481
Annexe 2-4 Questions des Communautés européennes à l'Inde, à l'Égypte, aux États-Unis 503
Annexe 2-5 Réponses des Communautés européennes aux questions faisant suite à la première réunion du Groupe spécial 507
Annexe 2-6 Deuxième communication écrite des Communautés européennes 536
Annexe 2-7 Déclaration orale et observations finales des Communautés européennes 558
Annexe 2-8 Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial après sa deuxième réunion 584
Annexe 2-9 Réponses des Communautés européennes aux questions posées par l'Inde après la deuxième réunion du Groupe spécial 593
Annexe 2-10 Communication des Communautés européennes au Président du Groupe spécial 598

Annexe 2-11 Observations formulées par les Communautés européennes sur la partie descriptive du rapport du Groupe spécial 599
Annexe 2-12 Observations formulées par les Communautés européennes sur le réexamen intérimaire du rapport du Groupe spécial 602

ANNEXE 3 COMMUNICATIONS DES TIERCES PARTIES

Annexe 3-1 Communication de l'Égypte en tant que tierce partie 603
Annexe 3-2 Communication du Japon en tant que tierce partie 613
Annexe 3-3 Communication des États-Unis en tant que tierce partie 618
Annexe 3-4 Déclaration orale de l'Égypte
Première réunion du Groupe spécial 646
Annexe 3-5 Déclaration orale du Japon
Première réunion du Groupe spécial 652
Annexe 3-6 Déclaration orale des États-Unis
Première réunion du Groupe spécial 655
Annexe 3-7 Réponses de l'Égypte aux questions du Groupe spécial et des Communautés européennes 663
Annexe 3-8 Réponses du Japon aux questions du Groupe spécial 668
Annexe 3-9 Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, de l'Inde et des Communautés européennes 676

I. INTRODUCTION

1.1 Le 3 août 1998, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord"), à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994") et à l'article 17 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 ("Accord antidumping"), au sujet du Règlement (CE) n° 2398/97 de la Commission du 28 novembre 1997 imposant des droits antidumping définitifs sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde.[1] Le 17 août 1998, le Pakistan a demandé à participer aux consultations demandées par l'Inde.[2] L'Inde et les Communautés européennes ont tenu des consultations à Genève les 18 septembre 1998 et 15 avril 1999, mais ne sont pas parvenues à un règlement mutuellement satisfaisant de la question.

1.2 Le 7 septembre 1999, conformément à l'article XXIII:2 du GATT de 1994, à l'article 6 du Mémorandum d'accord et à l'article 17 de l'Accord antidumping, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner la question.[3]

1.3 À sa réunion du 27 octobre 1999, l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un groupe spécial comme l'Inde l'avait demandé dans le document WT/DS141/3.[4] À cette réunion, les parties au différend sont convenues également que le Groupe spécial serait doté du mandat type. Ce mandat est donc le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par l'Inde dans le document WT/DS141/3, la question portée devant l'ORD par l'Inde dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.4 Le 12 janvier 2000, l'Inde a demandé au Directeur général, en vertu de l'article 8:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, de déterminer la composition du Groupe spécial. L'article 8:7 est ainsi libellé:

> "Si un accord sur la composition du Groupe spécial n'intervient pas dans un délai de 20 jours après la date d'établissement du groupe, le Directeur général, à la demande de l'une ou l'autre des parties et en consultation avec le Président de l'ORD et le Président du Comité ou Conseil compétent, déterminera la composition du Groupe spécial en désignant les personnes qui lui paraissent les plus indiquées, conformément aux règles ou procédures spéciales ou additionnelles pertinentes de l'accord visé ou des accords visés qui sont invoqués dans le différend, après avoir consulté les parties au différend. Le Président de l'ORD informera les Membres de la composition du Groupe spécial ainsi constitué au plus tard dix jours après la date à laquelle il aura reçu une telle demande."

[1] WT/DS141/1.
[2] WT/DS141/2.
[3] WT/DS141/3.
[4] WT/DS141/4.

1.5 Le Directeur général a donné au Groupe spécial la composition suivante:

Président: Dr Dariusz Rosati

Membres: Mme Marta Lemme
M. Paul O'Connor

1.6 L'Égypte, le Japon et les États-Unis se sont réservé le droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

1.7 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties les 10 et 11 mai 2000 et le 6 juin 2000. Il s'est réuni avec les tierces parties le 11 mai 2000.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le présent différend concerne l'imposition de droits antidumping définitifs par les Communautés européennes sur le linge de lit en coton en provenance d'Inde.

2.2 Le 30 juillet 1996, le Comité de l'industrie du coton et des fibres connexes de la Communauté européenne ("Eurocoton"), qui est la Fédération qui regroupe au niveau communautaire les associations nationales de producteurs d'articles textiles en coton, a déposé une demande auprès des Communautés européennes en vue d'obtenir l'imposition de droits antidumping sur le linge de lit en coton en provenance, entre autres, d'Inde.[5]

2.3 Le 13 septembre 1996, les Communautés européennes ont publié un avis d'ouverture d'enquête antidumping concernant les importations de linge de lit en coton provenant, entre autres, d'Inde.[6]

2.4 Les Communautés européennes ont fixé comme période couverte par l'enquête (ci-après dénommée la "période d'enquête") la période comprise entre le 1er juillet 1995 et le 30 juin 1996, et l'enquête relative au dumping a porté sur cette période. L'examen du dommage a couvert la période allant de 1992 jusqu'à la fin de la période d'enquête.

2.5 Compte tenu du grand nombre de producteurs et exportateurs indiens, les Communautés européennes ont procédé à leur analyse du dumping sur la base d'un échantillon d'exportateurs indiens. Elles ont aussi établi un échantillon de réserve, à utiliser au cas où les sociétés de l'échantillon principal refuseraient par la suite de coopérer.

2.6 Les Communautés européennes ont établi la valeur normale sur la base d'une valeur construite pour tous les producteurs indiens soumis à l'enquête. Il a été constaté qu'une société, la Bombay Dyeing, avait effectué des ventes représentatives de linge de lit en coton sur son marché intérieur dans l'ensemble. Cinq types de linge de lit comparables à ceux qui étaient exportés vers les Communautés européennes avaient été vendus dans des quantités représentatives sur le marché intérieur. Il a été constaté que ces cinq types n'avaient pas été vendus au cours d'opérations commerciales normales. Par conséquent, des valeurs construites ont été calculées pour tous les types vendus par Bombay Dyeing. Pour les autres producteurs indiens soumis à l'enquête, les renseignements concernant les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général (ci-après dénommés "frais ACG") ainsi que les bénéfices utilisés dans la valeur normale construite étaient ceux de Bombay Dyeing. Le prix à l'exportation a été établi par référence au prix effectivement payé ou à

[5] Pièce n° 6 de l'Inde. Les autres pays dont les exportateurs de linge de lit en coton étaient visés par la demande d'enquête et d'imposition de droits antidumping étaient l'Égypte et le Pakistan.

[6] Pièce n° 7 de l'Inde.

payer sur le marché communautaire. La moyenne pondérée de la valeur normale construite par type a été comparée à la moyenne pondérée du prix à l'exportation par type pour les producteurs indiens soumis à l'enquête, et une marge de dumping a été calculée pour chacun de ces producteurs.

2.7 La plainte contenait une liste des sociétés qui produisaient du linge de lit dans les Communautés européennes. Les Communautés européennes ont exclu certaines sociétés plaignantes. Il a été estimé que les 35 sociétés restantes avaient représenté une proportion majeure de la production communautaire totale de linge de lit au cours de la période d'enquête; elles ont donc été considérées comme constituant la branche de production/l'industrie communautaire.

2.8 En raison du nombre de sociétés dans l'industrie communautaire, les Communautés européennes ont établi un échantillon. Cet échantillon comprenait 17 des 35 sociétés communautaires, représentant 20,7 pour cent de la production communautaire totale et 61,6 pour cent de la production de l'industrie communautaire. Les Communautés européennes ont constaté que l'industrie communautaire devait faire face à une rentabilité décroissante et insuffisante et à des prix déprimés; elles en ont donc conclu que l'industrie communautaire avait subi un dommage important. Les Communautés européennes ont constaté qu'il existait un lien de causalité direct entre, d'une part, l'augmentation en volume et l'effet sur les prix des importations faisant l'objet d'un dumping et, d'autre part, le dommage important subi par l'industrie communautaire. Ce lien direct était démontré, selon les Communautés européennes, par l'existence d'une forte sous-cotation des prix entraînant une hausse substantielle de la part de marché des importations faisant l'objet d'un dumping ainsi que des conséquences négatives sur les volumes et les prix de vente des producteurs communautaires.

2.9 Les Communautés européennes ont publié l'avis annonçant leur détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité le 12 juin 1997.[7] Des droits antidumping provisoires ont été imposés avec effet à compter du 14 juin 1997.

2.10 Les Communautés européennes ont poursuivi leur enquête, ont reçu des observations des parties intéressées et leur ont ménagé la possibilité d'être entendues. Les parties ont été informées des faits et considérations essentiels sur la base desquels il était envisagé de recommander l'imposition de droits antidumping définitifs et la perception définitive, au niveau de ces droits, des montants déposés au titre des droits provisoires, le 3 octobre 1997.[8] Possibilité a par la suite été donnée aux parties de présenter d'autres observations.

2.11 L'avis annonçant la détermination finale positive a été publié le 28 novembre 1997. Il a été déterminé que les marges de dommage étaient supérieures aux marges de dumping dans tous les cas, et des droits antidumping définitifs du montant des marges de dumping déterminées, allant de 2,6 à 24,7 pour cent selon l'exportateur visé, ont été imposés sur les importations de linge de lit en coton originaire d'Inde.[9] Certains produits de l'artisanat ont été exemptés de l'application des droits définitifs, pour autant qu'ils soient accompagnés d'un certificat d'origine artisanale en bonne et due forme. Les droits provisoires n'ont pas été perçus définitivement.

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDEES PAR LES PARTIES

A. INDE

3.1 L'Inde demande que le Groupe spécial constate que, en imposant des droits antidumping définitifs sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde, les Communautés européennes ont violé les articles 2.2, 2.2.2, 2.4.2, 3.1, 3.4, 3.5, 6, 6.10, 6.11, 5.3, 5.4, 15 et 12.2.1

[7] Règlement (CE) n° 1069/97 de la Commission, pièce n° 8 de l'Inde ("Règlement provisoire")
[8] Pièce n° 33 de l'Inde.
[9] Règlement (CE) n° 2398/97 du Conseil, pièce n° 9 de l'Inde ("Règlement définitif").

et 12.2.2. L'Inde formule 31 allégations distinctes en ce qui concerne ces violations dont elle affirme l'existence, allégations qui se présentent comme suit:

- Allégation 1: Incompatibilité avec l'article 2.2.2, du fait du recours à l'option énoncée à l'article 2.2.2 ii) et de la mauvaise application de cette option;

- Allégation 4: Incompatibilité avec l'article 2.2, du fait de l'application du montant des bénéfices déterminé pour Bombay Dyeing dans le calcul de la valeur construite pour les autres producteurs, même si ce montant n'était manifestement pas "raisonnable";

- Allégation 7: Incompatibilité avec l'article 2.4.2, du fait que les montants de dumping négatifs ont été réduits à zéro dans le calcul des marges de dumping;

- Allégation 8: Incompatibilité avec l'article 3.1, du fait qu'il a été présumé que toutes les importations du produit concerné pendant la période d'enquête faisaient l'objet d'un dumping;

- Allégation 11: Incompatibilité avec l'article 3.4, du fait que tous les facteurs relatifs au dommage mentionnés dans cette disposition pour la détermination de la situation de la branche de production nationale n'ont pas été pris en considération;

- Allégation 14: Incompatibilité avec l'article 6, au cas où les Communautés européennes feraient valoir qu'elles ont en fait bien pris en considération tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4, du fait qu'elles n'ont pas divulgué ou rendu publiques les constatations s'y rapportant, ce qui porte atteinte aux droits de la défense énoncés à l'article 6;

- Allégation 15: Incompatibilité avec l'article 3.4, du fait que des sociétés n'appartenant pas à la branche de production nationale ont été prises en compte dans la détermination du dommage, que cette détermination n'a pas été constamment fondée sur l'échantillon choisi et que des "niveaux" différents de l'industrie ont été pris en compte pour différents indices relatifs au dommage;

- Allégation 16: Incompatibilité avec l'article 6.10 et 6.11, du fait de la sélection d'un échantillon qui n'était pas représentatif de la branche de production nationale;

- Allégation 19: Incompatibilité avec l'article 3.4, du fait de la prise en compte du dommage prétendument causé par les importations effectuées avant la période d'enquête, importations dont il n'a pas été déterminé qu'elles faisaient l'objet d'un dumping;

- Allégation 20: Incompatibilité avec l'article 3.5, du fait de la prise en compte du dommage prétendument causé par les importations effectuées avant la période d'enquête, importations dont il n'a pas été déterminé qu'elles faisaient l'objet d'un dumping;

- Allégation 23: Incompatibilité avec l'article 5.3, du fait que les allégations contenues dans la plainte n'ont pas été examinées et qu'il n'a pas été tenu compte au moment de l'ouverture de l'enquête de renseignements disponibles qui indiquaient l'absence d'un dommage important causé par les importations faisant l'objet d'un dumping;

- Allégation 26: Incompatibilité avec l'article 5.4, du fait que la représentativité du plaignant n'a pas été correctement examinée et/ou que la représentativité n'a pas été correctement déterminée comme l'exige cette disposition;

- Allégation 29: Incompatibilité avec l'article 15, du fait que les possibilités de solutions constructives n'ont pas été explorées avant l'imposition de droits antidumping.

3.2 Dans ses allégations 2, 5, 9, 12, 17, 21, 24, 27 et 30, l'Inde affirme qu'il y a incompatibilité avec l'article 12.2.1 du fait que les CE n'ont pas correctement expliqué, dans le Règlement provisoire, leur raisonnement concernant les questions soulevées dans les allégations 1, 4, 8, 11, 16, 20, 23, 26 et 29, respectivement.

3.3 Dans ses allégations 3, 6, 10, 13, 18, 22, 25, 28 et 31, l'Inde affirme qu'il y a incompatibilité avec l'article 12.2.2 du fait que les CE n'ont pas correctement expliqué, dans le Règlement définitif, leur raisonnement concernant les questions soulevées dans les allégations 1, 4, 8, 11, 16, 20, 23, 26 et 29, respectivement.

3.4 L'Inde fait valoir que, en agissant ainsi, les Communautés européennes ont annulé et compromis des avantages découlant pour l'Inde de l'Accord sur l'OMC.

3.5 L'Inde demande par ailleurs que le Groupe spécial recommande que les Communautés européennes rendent leurs mesures conformes à leurs obligations dans le cadre de l'OMC et qu'elles abrogent immédiatement le Règlement imposant des droits antidumping définitifs et remboursent les droits antidumping versés à ce jour.

3.6 L'Inde demande également que le Groupe spécial rende la décision préliminaire suivante:

1. En ce qui concerne certains éléments de preuve documentaires fournis par les Communautés européennes dans leur pièce n° 4, l'Inde note que ce document n'a jamais été mis à sa disposition, ni même mentionné, à aucun moment auparavant. L'Inde indique que la représentativité a été une question essentielle tout au long de l'enquête antidumping qui a conduit à l'imposition de droits antidumping sur le linge de lit en coton en provenance d'Inde, et que malgré cela les Communautés européennes n'ont jamais auparavant produit la pièce n° 4. L'Inde demande par conséquent que le statut exact de la pièce n° 4 des CE soit établi.

B. COMMUNAUTES EUROPEENNES

3.7 Les Communautés européennes demandent que le Groupe spécial rejette les demandes de recommandations formulées par l'Inde.

3.8 Dans leur première communication, les Communautés européennes demandent que le Groupe spécial rende les décisions préliminaires suivantes:

1. Les Communautés européennes s'opposent à l'inclusion dans la première communication écrite de l'Inde des allégations qui n'ont pas été mentionnées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Il s'agit des allégations selon lesquelles les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions suivantes de l'Accord antidumping: article premier; article 3.4, en ce qui concerne l'allégation selon laquelle les Communautés européennes ont présumé que les importations effectuées avant la période d'enquête faisaient l'objet d'un dumping (allégation 19); article 3.6 (allégation 8); article 6.2, 6.4 et 6.9 (allégation 14); et article 6.10 et 6.11 (allégation 16).

2. Les Communautés européennes font valoir que les allégations de l'Inde concernant des défauts allégués dans le Règlement provisoire ne relèvent pas du domaine de compétence du Groupe spécial parce que i) l'article 17.4 définit les circonstances dans

lesquelles une mesure provisoire peut être portée devant l'ORD et l'Inde n'a pas affirmé que le Règlement provisoire remplissait les conditions de cette disposition et ii) les allégations de l'Inde concernant le Règlement provisoire ne présentent plus d'intérêt puisque ledit règlement a expiré en novembre 1997 et qu'il n'a pas été perçu de droits antidumping au titre de ce règlement. Les Communautés européennes demandent que le Groupe spécial exclue ces allégations du champ de la présente procédure (allégations 2, 5, 8 (en partie), 9, 11 (en partie), 12, 15 (en partie), 17, 19 (en partie), 21, 24, 27, 29 (en partie) et 30).

3. Les Communautés européennes demandent que le Groupe spécial décide que les comptes rendus *in extenso* des consultations présentés comme éléments de preuve par l'Inde sont irrecevables et ne seront pas pris en considération.

4. Les Communautés européennes demandent que le Groupe spécial décide que le document présenté par l'Inde en tant que pièce n° 49 ne fait pas partie de la présente procédure, parce qu'il s'agit manifestement d'un calcul de dumping effectué par les autorités communautaires au cours d'une autre enquête. Les Communautés européennes condamnent l'infraction à la règle de confidentialité et indiquent qu'elles ne sont pas disposées à faire des observations sur le contenu du document.

3.9 Outre leur demande de décision préliminaire concernant le mandat du Groupe spécial, les Communautés européennes ont également fait valoir que l'allégation 29 ne relevait absolument pas du mandat du Groupe spécial parce que la demande d'établissement dudit groupe se référait au comportement des CE avant l'existence du Règlement provisoire.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Avec l'accord des parties, le Groupe spécial a décidé que son rapport, au lieu de comporter la traditionnelle partie descriptive exposant les arguments des parties, contiendrait sous forme d'annexes le texte complet de leurs communications. En conséquence, les première et deuxième communications écrites et déclarations orales des parties, ainsi que leurs réponses écrites aux questions, figurent à l'**annexe 1** (Inde) et à l'**annexe 2** (Communautés européennes). Les communications écrites, déclarations orales et réponses aux questions des tierces parties figurent à l'**annexe 3**.

V. REEXAMEN INTERIMAIRE

5.1 Le 31 juillet 2000, le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties. Les parties ont présenté leurs observations sur le rapport intérimaire le 7 août 2000. Aucune n'a demandé que le Groupe spécial tienne une réunion de réexamen intérimaire et par conséquent il n'y en a pas eu.

5.2 Ayant examiné les observations des parties, le Groupe spécial a corrigé une erreur typographique dans le titre de la section VI.C.1, et a apporté une modification de pure forme afin d'utiliser l'appellation "Communautés européennes". En outre, nous avons apporté quelques modifications pour clarifier les passages suivants: i) le titre de la section VI.C.1, pour qu'il reflète plus exactement le fondement juridique de l'allégation en question; ii) la troisième phrase du paragraphe 6.215, pour rendre compte de la nature des incohérences dans certains documents photocopiés présentés au Groupe spécial; et iii) la note de bas de page 89, pour indiquer sur quoi reposait la décision des Communautés européennes de ne pas appliquer un droit moindre. Nous n'avons pas apporté le changement demandé à la dernière phrase du paragraphe 6.215, car le moment où les CE ont proposé au Groupe spécial de consulter les documents est déjà indiqué au paragraphe 6.207 et n'a pas à être répété.

VI. CONSTATATIONS

A. DEMANDES DE DECISIONS PRELIMINAIRES

6.1 Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont demandé des décisions préliminaires en ce qui concerne i) la portée des allégations dont nous sommes saisis, ii) certains éléments de preuve concernant les consultations présentés par l'Inde dans sa première communication, et iii) certains éléments de preuve provenant d'une enquête antidumping différente présentés par l'Inde dans sa première communication. L'Inde a par la suite formulé une demande préliminaire concernant certains éléments de preuve présentés par les Communautés européennes dans leur première communication. Chaque partie a fourni des réponses écrites aux demandes de décisions préliminaires de l'autre avant notre première réunion, et des arguments additionnels ont été présentés à cette réunion. À la clôture de la première réunion, nous nous sommes prononcés oralement sur la demande des Communautés européennes visant à ce que nous rejetions les allégations de l'Inde au titre de l'article 6 de l'Accord antidumping, et avons transmis une version écrite de notre décision orale aux parties. Nous nous sommes également prononcés sur le statut d'une communication d'*amicus curiae* présentée spontanément[10], et avons exposé notre position concernant certaines des demandes de décisions préliminaires sur lesquelles nous ne nous étions pas prononcés. L'examen ci-après expose nos décisions, avec des précisions supplémentaires, sur les demandes de décisions préliminaires traitées à la première réunion, et traite les demandes de décisions préliminaires restantes dans le présent différend.

1. Demande des CE

a) Portée des allégations dont est saisi le Groupe spécial

i) Arguments des parties

6.2 En ce qui concerne la portée des allégations dont est saisi le Groupe spécial, les CE demandent, pour deux raisons, que celui-ci décide que certaines des allégations de l'Inde ne lui sont pas soumises à bon droit.

6.3 Premièrement, les Communautés européennes font valoir que certaines des allégations formulées par l'Inde dans sa première communication écrite n'ont pas été mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, soit parce qu'il n'est pas fait référence à la disposition de l'Accord antidumping prétendument violée ou que la mesure à laquelle l'allégation se rapporte n'est pas soumise au Groupe spécial, soit parce que le fondement de l'allégation est différent dans la demande de celui qui est présenté dans la première communication et n'est donc pas clairement indiqué dans la demande. Les Communautés européennes affirment que les éléments suivants n'ont pas été mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et ne relèvent donc pas du mandat du Groupe spécial:

> Allégations selon lesquelles les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions ci-après de l'Accord antidumping:
>
> Article premier (paragraphe 7.3 de la première communication de l'Inde);

[10] Le mardi 9 mai 2000, soit la veille de notre première réunion avec les parties, le Groupe spécial a reçu un mémoire d'*amicus curiae* présenté spontanément à l'appui de la plainte de l'Inde dans le présent différend, au nom de l'Association de commerce extérieur, par M. Konrad Neundörfer. Nous en avons donné copie aux parties pour qu'elles le commentent. Aucune partie n'a formulé d'observation de fond concernant cette communication. Nous n'avons pas jugé nécessaire de tenir compte de la communication au moment de rendre notre décision dans le présent différend.

Article 3.4, en ce qui concerne l'allégation selon laquelle les Communautés européennes ont supposé que les importations effectuées avant la période d'enquête faisaient l'objet d'un dumping (allégation 19);

Article 3.6 (allégation 8);

Article 6.2, 6.4 et 6.9 (allégation 14); et

Article 6.10 et 6.11 (allégation 16).

Affirmation de l'Inde (paragraphes 3.106 et 3.107 de la première communication de l'Inde) selon laquelle le Règlement de base des CE (pièce n° 1 de l'Inde) est incompatible avec l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping.

6.4 En ce qui concerne ces allégations, les Communautés européennes font valoir qu'il est un principe bien établi à l'OMC qui veut qu'un Membre plaignant ne peut pas, au cours d'une procédure de groupe spécial, présenter une allégation qui n'est pas mentionnée ou visée dans le mandat. Dans la présente affaire, le mandat est le mandat-type, qui porte devant le Groupe spécial la "question" exposée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde. Les Communautés européennes affirment que ladite demande ne contient pas en l'espèce, expressément ou par référence, la mention des allégations indiquée ci-dessus. En ce qui concerne l'article premier, l'article 3.6 et l'article 6, les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping ne sont même pas mentionnées dans la demande. S'agissant de l'article 3.4, l'allégation exposée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est différente de celle qui est présentée dans la première communication de l'Inde. En ce qui concerne l'incompatibilité alléguée de la législation communautaire avec l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping, les Communautés européennes affirment que ce sont leurs droits antidumping définitifs qui constituent la mesure en cause dans le présent différend, non le Règlement communautaire. Elles soutiennent en outre avoir subi un préjudice du fait que l'Inde n'a pas clairement indiqué lesquelles des multiples obligations énoncées dans les dispositions de l'Accord antidumping invoquées avaient prétendument été violées.

6.5 En ce qui concerne l'article premier de l'Accord antidumping, l'Inde reconnaît dans sa réponse écrite qu'elle n'a pas formulé d'allégations séparées au titre de cette disposition. De l'avis de l'Inde, l'article premier est une disposition générale, et une constatation de violation de l'article premier de l'Accord antidumping "découle automatiquement" des incompatibilités avec les autres articles. L'Inde considère que l'article premier de l'Accord antidumping n'a pas à être mentionné séparément puisqu'il n'a pas été porté atteinte aux droits des Communautés européennes en tant que défendeur.

6.6 En ce qui concerne l'article 3.6 de l'Accord antidumping, l'Inde affirme que, comme elle a inclus la totalité de l'article 3 de l'Accord antidumping dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'article 3.6 de cet accord fait partie du mandat. Cependant, elle déclare que, dans un esprit de coopération, elle s'abstient de demander une décision sur l'article 3.6.

6.7 S'agissant des allégations au titre de l'article 6 de l'Accord antidumping, l'Inde s'élève contre la demande visant à ce qu'elles soient rejetées. Elle soutient qu'il est apparu clairement tout au long de la procédure de règlement du différend, y compris dans la demande de consultations, les discussions et les questions écrites prises pendant les consultations, que l'Inde était préoccupée par les actions des Communautés européennes en ce qui concernait l'article 6 de l'Accord antidumping. L'Inde soutient donc que les Communautés européennes ne pouvaient pas avoir été surprises par ses allégations à cet égard (allégations 14 et 16), et qu'elles n'avaient pas été lésées dans leur capacité de se défendre. L'Inde précise également que l'allégation 14 fait partie d'un argument à l'appui de l'allégation 13 (selon laquelle il y a incompatibilité avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping),

laquelle allégation a été expressément mentionnée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

6.8 S'agissant de l'allégation 19, dans la mesure où elle concerne l'article 3.4 de l'Accord antidumping, l'Inde affirme que cette allégation a été clairement indiquée au paragraphe 13 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui mentionne l'article 3 et 3.4. L'Inde affirme que la référence à l'article 3 de l'Accord antidumping inclut l'article 3.5. De plus, l'Inde soutient que les Communautés européennes n'ont pas été lésées en ce qui concerne les droits de la défense, citant à cet égard les paragraphes 343 à 350 de leur première communication.

6.9 Deuxièmement, les Communautés européennes font valoir que les allégations de l'Inde affirmant l'existence de violations en ce qui concerne le Règlement provisoire ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial.[11] À cet égard, les Communautés européennes font valoir que l'Inde ne s'est pas conformée aux prescriptions de l'article 17.4 de l'Accord antidumping pour soumettre une mesure provisoire au Groupe spécial, parce qu'elle n'a pas soutenu ni présenté des éléments de preuve indiquant que la mesure provisoire avait une incidence notable. De plus, les Communautés européennes font valoir que le Règlement provisoire ne présente pas d'intérêt, qu'il n'a jamais été perçu de droits au titre de ce règlement, et que la mesure n'est plus en vigueur. Par conséquent, elles estiment qu'il n'y a pas de véritable mesure corrective que l'Inde puisse obtenir en ce qui concerne ce règlement – il n'y a pas de mesure à rendre conforme à l'Accord antidumping, et pas de mesure à retirer. Les Communautés européennes font valoir que dans ces circonstances, le Groupe spécial devrait refuser de rendre une décision sur les allégations relatives au Règlement provisoire.

6.10 L'Inde fait valoir qu'il était clair que la mesure antidumping définitive était la mesure en cause, mais que cela ne limitait pas la nature des arguments et allégations qui pouvaient être formulés. Elle se réfère à la législation et à la pratique communautaires qui veulent que des aspects du Règlement provisoire soient adoptés par référence dans le Règlement définitif, et affirme qu'il en découle automatiquement que des aspects du Règlement provisoire peuvent être contestés dans le cadre des mesures antidumping définitives. Toutefois, l'Inde a précisé que, étant entendu que ce point de vue était correct, elle n'a pas demandé une décision sur ses allégations 2, 5, 9, 12, 17, 21, 24, 27 et 30.

6.11 L'Égypte, en tant que tierce partie, fait valoir que l'argument des Communautés européennes selon lequel le Groupe spécial ne peut pas connaître des plaintes relatives au Règlement provisoire n'est pas fondé et devrait être rejeté par le Groupe spécial. Elle part du postulat qu'il est clair que, si l'Inde et les autres pays affectés par la mesure n'avaient pas pensé que cette mesure constituait une infraction aux dispositions de l'article 7.1 de l'Accord antidumping, ils n'auraient pas jugé nécessaire de participer à la présente procédure de groupe spécial. Pour l'Égypte, il s'ensuit également que, si la mesure n'avait pas eu une incidence notable, l'Inde et les autres pays affectés n'auraient pas déposé une plainte. Le fait même qu'ils ont collaboré à l'enquête et fourni des éléments de preuve pour réfuter les allégations signifie, selon l'Égypte, qu'ils étaient préoccupés par l'incidence notable que l'imposition de droits antidumping aurait sur leur industrie du linge de lit.

ii) Constatations

6.12 À la fin de la première réunion, nous avons fait droit à la demande des Communautés européennes visant à ce que nous rejetions les allégations au titre de l'article 6 de l'Accord

[11] Les allégations 2, 5, 9, 12, 17, 21, 24, 27 et 30 de l'Inde affirment dans l'ensemble que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.1 du fait qu'elles n'ont pas correctement expliqué, dans le Règlement provisoire, le fondement juridique et factuel et l'analyse qui sous-tendent les éléments de la décision des Communautés européennes qui sont contestés par l'Inde.

antidumping, soit les allégations 14 et 16 de l'Inde, ayant conclu que ces allégations ne relevaient pas de notre mandat. Les raisons qui nous ont conduit à prendre cette décision seront exposées ci-après.

6.13 L'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose que la demande d'établissement d'un groupe spécial "contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème". En examinant ce qu'il faut inclure dans une demande d'établissement d'un groupe spécial pour se conformer à cette disposition, l'Organe d'appel a fait observer ce qui suit:

> "**L'identification des dispositions d'un traité** dont il est allégué qu'elles ont été violées par le défendeur **est toujours nécessaire** aussi bien pour définir le mandat d'un groupe spécial que pour informer le défendeur et les tierces parties des allégations formulées par le plaignant; **cette identification est une condition minimale** pour que le fondement juridique de la plainte soit énoncé."[12]

L'Organe d'appel a ensuite noté qu'il pouvait y avoir des situations dans lesquelles la "simple énumération" des articles du traité ne satisferait pas au critère de l'article 6:2.[13] Dans la présente affaire, nous ne sommes pas confrontés à la question de savoir si une "simple énumération" des articles du traité dont il est allégué qu'ils ont été violés est suffisante pour "énoncer clairement le problème" comme l'exige l'article 6:2 du Mémorandum d'accord – il s'agit plutôt d'une situation dans laquelle les articles du traité dont il est allégué qu'ils ont été violés **ne sont même pas énumérés** dans la demande d'établissement d'un groupe spécial – la mention "article 6" (de l'Accord antidumping) n'apparaît pas du tout dans le document. Dans ces circonstances, nous considérons que le fondement juridique d'une plainte concernant cet article n'a pas été présenté du tout.

6.14 L'Inde a reconnu, à notre première réunion, que l'article 6 de l'Accord antidumping n'apparaissait pas du tout dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, qualifiant cela d'omission par inadvertance. Elle a toutefois fait valoir que ses allégations au titre de cet article devraient cependant être admises, affirmant que les Communautés européennes ont confirmé que l'omission de l'article 6 de l'Accord antidumping dans la demande d'établissement d'un groupe spécial n'avait pas lésé leur capacité de défendre leurs intérêts. À l'appui de cette affirmation, l'Inde fait observer que ses allégations concernant l'article 6 ont été clairement exposées dans sa première communication, et que l'article 6 de l'Accord antidumping était mentionné dans la demande de consultations et a été effectivement examiné pendant les consultations.

6.15 À notre avis, qui n'a pas formulé une allégation ne serait-ce que de la façon la plus minimaliste, en énumérant les articles du traité prétendument violés, ne peut pas y remédier en faisant référence à des communications ultérieures. À cet égard, nous notons la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes*:

> "L'article 6:2 du Mémorandum d'accord prescrit que les *allégations*, mais non les *arguments*, doivent toutes être indiquées de manière suffisante dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pour permettre à la partie défenderesse et aux éventuelles tierces parties de connaître le fondement juridique de la plainte. Si une *allégation* n'est pas indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les arguments présentés par une partie plaignante dans sa première communication écrite au groupe spécial ou dans d'autres communications ou exposés présentés

---

[12] *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée – Sauvegarde concernant certains produits laitiers*"), rapport de l'Organe d'appel, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 124 (pas de caractère gras dans l'original).

[13] *Idem*.

> ultérieurement pendant la procédure du groupe spécial ne peuvent ensuite "remédier" à une demande qui présente des lacunes."[14]

Par conséquent, le fait que l'Inde a peut-être pleinement élucidé sa position en ce qui concerne les violations alléguées de l'article 6 de l'Accord antidumping dans sa première communication écrite au Groupe spécial ne lui est d'aucun secours d'un point de vue juridique. À notre avis, celui qui ne mentionne même pas dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial l'article du traité dont il allègue qu'il y a eu violation ne formule pas d'allégation du tout.

6.16 En l'absence de toute référence dans la demande d'établissement d'un groupe spécial à l'article du traité dont il est allégué qu'il y a eu violation, la question du dommage qui pourrait résulter du fait qu'une allégation n'est pas formulée avec suffisamment de clarté ne se pose tout simplement pas. De plus, nous sommes d'avis que l'argument selon lequel il n'y avait pas de dommage pour les Communautés européennes parce que l'article 6 de l'Accord antidumping était mentionné dans la demande de consultations et a peut-être même été examiné pendant les consultations est, en l'espèce, dépourvu de pertinence. Les consultations font partie du processus de clarification de la question qui oppose les parties. Il est parfaitement compréhensible, et même souhaitable, que les questions examinées au cours des consultations ne deviennent pas par la suite des allégations en cause. Ainsi, si une question qui a été examinée lors des consultations ne figure pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, cela signifie que le Membre plaignant n'a pas l'intention de poursuivre cette question plus avant. Qu'elle ait ou non été commise par inadvertance, l'omission de l'article 6 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial a fait que le Membre défendeur, soit les Communautés européennes, et les pays tiers n'ont pas su que l'Inde avait l'intention de présenter des allégations au titre de l'article 6 de l'Accord antidumping dans cette affaire, et étaient en droit de conclure qu'elle ne le ferait pas. Par conséquent, l'Inde serait de toute façon forclose à présenter de telles allégations.

6.17 Nous concluons que l'Inde n'a pas formulé d'allégations au titre de l'article 6 de l'Accord antidumping dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial dans le présent différend. Par conséquent, ces allégations putatives, soit les allégations 14 et 16 de l'Inde telles qu'elles sont exposées dans sa première communication écrite, ne relèvent pas de notre mandat. Comme nous l'avons noté en rendant notre décision à la fin de la première réunion, cela n'empêche évidemment pas l'Inde de présenter des arguments se référant aux dispositions de l'article 4 de l'Accord antidumping. Cependant, nous ne formulons pas de constatations sur les allégations 14 et 16 de l'Inde.

6.18 Pour ce qui est de la demande des Communautés européennes concernant les allégations de l'Inde relatives à l'article premier de l'Accord antidumping, les allégations de l'Inde relatives à l'article 3.6 de l'Accord antidumping et les allégations de l'Inde contestant le Règlement provisoire au titre de l'article 12.2.1, à savoir les allégations 2, 5, 9, 12, 17, 21, 24, 27 et 30, nous avons pris note à notre première réunion des déclarations de l'Inde figurant dans sa réponse écrite et des déclarations des parties faites à la première réunion. À la lumière de ces déclarations, nous n'avons pas jugé nécessaire de nous prononcer sur ces aspects de la demande des Communautés européennes. Nous avons noté alors, et nous le répétons ici, qu'à notre sens l'Inde a retiré ces allégations. Là encore, cela n'empêche naturellement pas l'Inde de présenter des arguments se référant aux dispositions de ces articles. Cependant, comme pour les allégations 14 et 16, nous ne formulons pas de constatations sur ces allégations.

6.19 À notre première réunion, nous ne nous sommes pas prononcés sur l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle l'allégation 19 présentée par l'Inde au titre de l'article 3.4 telle qu'elle est exposée dans sa première communication n'est pas la même que l'allégation au titre de

---

[14] *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes* ("*CE – Bananes*"), rapport de l'Organe d'appel, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, paragraphe 143.

l'article 3.4 exposée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Nous examinons cette question maintenant.

6.20 Dans sa demande d'établissement de groupe spécial, l'Inde présente ceci comme une disposition prétendument violée: "Article 3, en particulier, mais pas exclusivement, article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5". En ce qui concerne l'allégation 19 au titre de l'article 3.4, les Communautés européennes reconnaissent que l'article 3.4 apparaît dans le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial, mais elles font valoir que les faits et circonstances décrits comme constituant une violation de l'article 3.4 dans ladite demande sont totalement différents de ceux qui sont présentés à l'appui de l'allégation dans la première communication écrite de l'Inde. Par conséquent, les Communautés européennes affirment que l'Inde n'a pas indiqué clairement cet aspect de son allégation au titre de l'article 3.4, empêchant donc les Communautés européennes de préparer correctement leur défense et privant les tierces parties de leur droit d'être prévenues des questions qui font l'objet du présent différend.

6.21 La demande d'établissement d'un groupe spécial contient les déclarations suivantes en ce qui concerne l'article 3.4 de l'Accord antidumping:

> "14. La CE a choisi un échantillon de la branche de production nationale, mais n'a pas systématiquement fondé sa détermination relative à l'existence d'un dommage sur cet échantillon. En outre, la CE a explicitement déterminé que la branche de production nationale consistait en 35 sociétés, mais s'est fondée pour déterminer l'existence d'un dommage sur des sociétés n'appartenant pas à ce groupe. Dans l'un et l'autre cas, la CE a agi de manière incompatible avec l'article 3.4. Le fait que la CE n'a pas correctement expliqué sa détermination est incompatible avec l'article 12.2.
>
> 15. La CE n'a pas examiné tous les facteurs relatifs au dommage mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping pour déterminer la situation de la branche de production nationale, y compris la productivité, le retour sur investissement, l'utilisation des capacités, l'importance de la marge de dumping, le flux de liquidités, les stocks, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. La CE a donc agi de manière incompatible avec l'article 3.4. Dans la mesure où la CE ferait valoir qu'elle a en fait examiné tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4, elle n'a pas divulgué ou rendu publiques ses constatations à ce sujet et a donc agi de manière incompatible avec l'article 12.2.
>
> 16. La CE n'a pas effectué une analyse impartiale et objective de l'évolution de la part de marché de la branche de production nationale et n'a pas suffisamment expliqué sa position, comme l'exige l'article 3.4 de l'Accord antidumping. Dans la mesure où la CE ferait valoir qu'elle a en fait effectué cette analyse, elle ne l'a pas suffisamment expliqué, et a donc agi de manière incompatible avec l'article 12.2."[15]

6.22 Les Communautés européennes font valoir que l'allégation 19 de l'Inde, telle qu'elle est présentée et défendue dans sa première communication, se rapporte à une question différente de celle qui est spécifiée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial – la question de savoir si les Communautés européennes ont inclus dans leur examen du dommage l'incidence des importations qui ne faisaient pas l'objet d'un dumping. De l'avis des Communautés européennes, cette allégation ne peut raisonnablement pas être désignée, d'après la demande d'établissement d'un groupe spécial, comme une allégation au titre de l'article 3.4. Par conséquent, les Communautés européennes font valoir que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde n'énonce pas clairement le problème auquel se rapporte l'allégation 19 telle qu'elle est exposée dans la première

[15] WT/DS141/3.

communication écrite et ne relève donc pas du mandat du Groupe spécial. Les Communautés européennes ne soulèvent pas d'objections en ce qui concerne les autres allégations de l'Inde au titre de l'article 3.4 (allégations 11 et 15).

6.23 Nous notons qu'au paragraphe 13 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Inde semble bel et bien avoir formulé une allégation au sujet du fait que toutes les importations ont été considérées comme faisant l'objet d'un dumping au titre de l'article 3.5 de l'Accord antidumping:

> "13. Contrairement au libellé de l'article 3 et en particulier de l'article 3.5 de l'Accord antidumping, la CE a automatiquement et sans autre explication supposé que *toutes* les importations du produit concerné pendant les années précédant immédiatement la période couverte par l'enquête faisaient l'objet d'un dumping. En conséquence, la constatation relative au lien de causalité entre les importations en provenance d'Inde et le dommage allégué causé à la branche de production nationale est viciée et incompatible avec l'article 3.5. Le fait que la CE n'a pas correctement expliqué cette détermination est incompatible avec l'article 12.2." [16]

L'Inde a indiqué et défendu cette allégation en tant qu'allégation 20 dans sa première communication écrite, et les Communautés européennes n'ont pas d'objection à cette allégation.

6.24 Cependant, il ne ressort pas clairement du texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial que l'Inde a formulé une quelconque allégation au sujet du fait que toutes les importations ont été considérées comme faisant l'objet d'un dumping **au titre de l'article 3.4** de l'Accord antidumping, par opposition à l'article 3.5 de cet accord. Par conséquent, nous devons examiner la question de plus près pour déterminer si la demande de l'Inde contient "un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème" à cet égard, et satisfait donc au critère énoncé à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[17] Nous notons qu'il est important qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial soit suffisamment précise pour deux raisons. Premièrement, elle constitue souvent la base du mandat du Groupe spécial conformément à l'article 7 du Mémorandum d'accord et, deuxièmement, elle informe la partie défenderesse et les tierces parties éventuelles du fondement juridique de la plainte.[18]

6.25 Comme il est noté plus haut, l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit dans le passage pertinent:

> "La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème ..."

---

[16] *Idem*.

[17] Les règles spéciales ou additionnelles applicables aux différends concernant un dumping n'ont pas été invoquées par les Communautés européennes à cet égard. Le Groupe spécial *Mexique – SHTF* a conclu que l'article 17.4 de l'Accord antidumping, qui décrit les questions qui peuvent être soumises au mécanisme de règlement des différends, "n'énonce pas ... de prescriptions supplémentaires ou additionnelles concernant le degré de spécificité avec lequel les allégations doivent être exposées dans une demande d'établissement d'un groupe spécial contestant une mesure antidumping définitive", et a noté à cet égard qu'il n'était pas question d'"allégations" à l'article 17.4. *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis* ("*Mexique – SHTF*"), rapport du Groupe spécial, WT/DS132/R, adopté le 24 février 2000, paragraphe 7.14 et note 531.

[18] *CE – Bananes*, paragraphe 142; *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS22/AB/R, adopté le 20 mars 1997, page 22.

Nous rappelons que l'Organe d'appel a examiné cette prescription récemment, dans l'affaire *Corée - Sauvegarde concernant certains produits laitiers*.[19] L'analyse de l'Organe d'appel dans cette affaire donne des indications quant à la façon dont un groupe spécial devrait aborder la question de savoir si une demande d'établissement d'un groupe spécial contient "un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème" conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Premièrement, la question doit être résolue au cas par cas. Deuxièmement, le Groupe spécial doit examiner la demande d'établissement très attentivement pour vérifier sa conformité tant à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Troisièmement, le Groupe spécial devrait tenir compte de la nature de la disposition particulière en cause – par exemple, lorsque les articles énumérés établissent non pas une obligation unique et distincte mais plutôt des obligations multiples, la simple énumération des articles du traité peut ne pas satisfaire au critère énoncé à l'article 6:2. Quatrièmement, le Groupe spécial devrait se demander si le fait que la demande d'établissement du Groupe spécial ne faisait qu'énumérer les dispositions prétendument violées a porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre, compte tenu du déroulement de la procédure du Groupe spécial. Il semble que même si la demande d'établissement d'un groupe spécial est insuffisante à première vue, une allégation selon laquelle les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord ne sont pas respectées ne sera pas retenue si aucun dommage n'est établi.

6.26 En substance, l'Organe d'appel semble fixer un critère en deux étapes pour déterminer si une demande d'établissement d'un groupe spécial est suffisante au regard de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord: la première étape consiste à examiner le texte proprement dit de la demande, à la lumière de la nature des dispositions juridiques en question; la deuxième étape consiste à se demander si le défendeur a été lésé par la formulation des allégations dans ladite demande, compte tenu du déroulement de la procédure du Groupe spécial.

6.27 En appliquant cette approche en deux temps aux faits de la cause, nous examinons tout d'abord le texte proprement dit de la demande d'établissement du Groupe spécial, pour déterminer dans quelle mesure l'article 3.4 est concerné. En l'espèce, l'article 3.4 est expressément cité parmi les articles énumérés dans ladite demande. Cependant, nous rappelons qu'une "simple énumération" n'est pas nécessairement suffisante aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En l'espèce, l'explication concernant l'article 3.4 qui est donnée dans la demande d'établissement du Groupe spécial ne se réfère pas ni se rapporte d'une façon quelconque à l'argument avancé dans la première communication au sujet du fait que toutes les importations ont été considérées comme faisant l'objet d'un dumping dans l'analyse du dommage au titre de l'article 3.4. Cela implique que la demande d'établissement du Groupe spécial n'était pas, en fait, suffisamment claire sur cet aspect des allégations de l'Inde au titre de l'article 3.4.

6.28 Nous passons donc maintenant à la question de savoir si les Communautés européennes, ou l'une quelconque des tierces parties, ont été lésées par ce manque de clarté, "compte tenu du déroulement de la procédure du Groupe spécial". Il est clair que les Communautés européennes ont pu répondre aux arguments de l'Inde à cet égard. De plus, même s'il se peut que des tierces parties potentielles n'aient pas été prévenues de ce que l'Inde entendait soulever la question concernant le fait que toutes les importations avaient été considérées comme faisant l'objet d'un dumping **au titre de l'article 3.4** de l'Accord antidumping, il ressortait clairement du texte de la demande d'établissement du Groupe spécial que l'Inde soulevait cette question **au titre de l'article 3.5** de cet accord. Par ailleurs, les trois tierces parties ont toutes bel et bien abordé la question de savoir si les Communautés européennes agissaient d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping en considérant toutes les importations comme faisant l'objet d'un dumping. À notre avis, cela tend à indiquer qu'il n'a pas été porté atteinte aux intérêts des tierces parties dans le présent différend. On ne sait pas très bien si les tierces parties potentielles ont compris l'allégation comme étant établie au titre de l'article 3.4 ou

[19] *Corée – Sauvegarde concernant certains produits laitiers*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 6.

de l'article 3.5, mais la substance de la question était de toute évidence claire pour elles, et a été abordée par les Membres qui ont participé à la procédure en tant que tierces parties. La disposition spécifique de l'Accord antidumping dont il est allégué qu'elle a été violée est, à notre avis, de moindre importance que la question de savoir si la pratique concernée, c'est-à-dire le fait que toutes les importations ont été considérées comme faisant l'objet d'un dumping, est autorisée par l'Accord antidumping ou non, et cette question a de toute évidence été abordée par toutes les parties et tierces parties au présent différend, et nous a été de toute évidence soumise par la demande d'établissement du Groupe spécial.

6.29 En conséquence, nous concluons que, compte tenu des circonstances propres à l'affaire, le manque de clarté de la demande d'établissement du Groupe spécial concernant l'allégation 19 de l'Inde qui conteste le fait que toutes les importations ont été considérées comme faisant l'objet d'un dumping dans l'analyse du dommage au titre de l'article 3.4 n'a porté préjudice ni aux Communautés européennes ni aux tierces parties. Nous écartons par conséquent la demande des Communautés européennes visant à ce que nous rejetions cet aspect de l'allégation 19. Naturellement, cela est sans préjudice de notre décision quant au fond sur cette allégation, laquelle est exposée plus loin dans le présent rapport.

b) Éléments de preuve concernant la teneur des consultations

i) Arguments des parties

6.30 Les Communautés européennes s'élèvent contre le fait que l'Inde a inclus dans sa communication des procès-verbaux des consultations entre les parties avant l'établissement du Groupe spécial. Elles font valoir que ces procès-verbaux ont été établis par l'Inde, sans l'approbation des Communautés européennes, sont inexacts et foncièrement sujets à caution, et ne constituent pas des éléments de preuve qui peuvent être à bon droit soumis au Groupe spécial.

6.31 Dans sa réponse sur ce point, l'Inde a souligné l'"exactitude absolue des procès-verbaux" qu'elle avait établis et qu'elle invoquait dans sa première communication. L'Inde a reconnu qu'il était inhabituel de présenter ce genre de document, mais a soutenu qu'elle était contrainte de le faire car ces procès-verbaux témoignaient du non-respect par les Communautés européennes de l'objectif fondamental du processus de consultations, la recherche d'une solution à l'amiable.

ii) Constatations

6.32 Tout d'abord, nous notons que l'Inde semble reconnaître qu'il n'y a dans les procès-verbaux relatant la teneur des consultations rien de nouveau ni de substantiel dont le Groupe spécial n'ait pas été informé. L'Inde dit qu'elle invoque les procès-verbaux des consultations parce qu'ils "témoignent du non-respect par les Communautés européennes de l'objectif fondamental du processus de consultations, la recherche d'une solution à l'amiable". Cette dernière affirmation n'est pas pertinente ni pour les questions en cause (qui ne concernent pas l'adéquation des consultations) ni pour la question de savoir si un élément de preuve concernant les consultations devrait être pris en considération par le Groupe spécial. Ainsi, il semble que l'élément de preuve concernant les consultations est dans le meilleur des cas inutile, et peut être dénué de pertinence. Cela dit, nous ne sommes toutefois pas tenus d'exclure un élément de preuve simplement parce qu'il est inutile ou dénué de pertinence.

6.33 Un groupe spécial est obligé, en vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de procéder à "une évaluation objective de la question dont il est saisi". Le Groupe spécial *Australie – Cuir pour automobiles* a fait observer ce qui suit:

> "Quelles que soient les décisions que nous devons rendre en ce qui concerne les éléments de preuve, elles doivent donc être compatibles avec cette obligation. À notre avis, si nous décidions de limiter les faits et arguments que les États-Unis peuvent présenter au cours de cette procédure à ceux qu'ils ont énoncés dans la demande de consultations, il nous serait difficile, voire impossible, de remplir notre obligation de procéder à une "évaluation objective" de la question dont nous sommes saisis."[20]

Dans la présente affaire également, nous considérons qu'il n'est pas nécessaire de limiter les faits et arguments que l'Inde peut présenter, même s'il est vrai que nous pourrions estimer que ces faits ou arguments sont dénués de pertinence ou de force probante pour les questions dont nous sommes saisis. À notre avis, il y a une différence significative et substantielle entre les questions de recevabilité des éléments de preuve et le poids à accorder aux éléments de preuve au moment de rendre nos décisions. En d'autres termes, nous pouvons choisir d'autoriser les parties à présenter un élément de preuve, mais par la suite ne pas prendre en considération cet élément de preuve parce qu'il n'est pas pertinent ou nécessaire pour nos déterminations ou n'a pas de force probante pour les questions dont nous sommes saisis. Selon nous, il ne vaut guère la peine de consacrer notre temps et nos efforts au règlement de questions de "recevabilité" ou non des éléments de preuve.

6.34 En outre, nous notons que, aux termes de l'article 13:2 du Mémorandum d'accord, les groupes spéciaux ont d'une manière générale le droit de demander des renseignements "à toute source qu'ils jugeront appropriée". À cet égard, nous estimons que, en règle générale, les groupes spéciaux ont toute latitude pour retenir des éléments de preuve dans le règlement des différends à l'OMC. Le Mémorandum d'accord ne contient aucune règle qui pourrait restreindre les formes d'éléments de preuve que les groupes spéciaux peuvent prendre en considération. De plus, les tribunaux internationaux sont généralement libres de retenir et d'évaluer des éléments de preuve de toutes sortes et de leur attribuer le poids qu'il juge approprié. Comme l'a fait observer un professeur de droit:

> "La flexibilité inhérente à la procédure internationale, et sa tendance à s'affranchir des règles techniques de la preuve appliquées en droit interne donne aux "éléments de preuve" une plus large étendue dans les procédures internationales ... D'une manière générale, les tribunaux internationaux ne se sont pas engagés à appliquer les règles restrictives de la preuve en vigueur en droit interne. Ils ont estimé qu'il était justifié d'accepter toutes les sortes et toutes les formes d'éléments de preuve, et leur ont accordé la force probante qu'ils méritaient en fonction des circonstances de l'espèce."[21]

Il a été clairement indiqué à l'OMC que des renseignements obtenus lors des consultations pouvaient être présentés au cours de la procédure de groupe spécial ultérieure.[22]

6.35 Il ne sert à rien de limiter les éléments de preuve dans la présente affaire en faisant droit à la demande des Communautés européennes et par conséquent nous la rejetons. De plus, nous notons

---

[20] *Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles*, rapport du Groupe spécial, WT/DS126/R, adopté le 16 juin 1999, paragraphe 9.25.

[21] Kazazi, Mojtaba, *Burden of Proof and Related Issues – A Study of Evidence Before International Tribunals*, Malanczuk, Peter, éditeur, Kluwer Law International, La Haye, pages 180 et 184.

[22] *Corée – Taxes sur les boissons alcooliques*, rapport du Groupe spécial, WT/DS75/R-WT/DS84/R, adopté le 17 février 1999, paragraphe 10.23 (question non soulevée en appel). La situation est très différente dans un grand nombre de tribunaux internationaux, qui souvent refusent de retenir des éléments de preuve obtenus lors de négociations tenues entre les parties au différend en vue de trouver un règlement. Les circonstances de ces négociations sont de toute évidence différentes de celles des consultations menées dans le cadre de la procédure de règlement des différends de l'OMC qui, comme l'Organe d'appel l'a fait observer, font partie des moyens par lesquels les faits sont clarifiés avant l'engagement d'une procédure de groupe spécial.

que nous n'avons pas utilisé les éléments de preuve concernant les consultations pour rendre nos décisions dans cette affaire. Nous considérons par conséquent que l'exactitude des représentations de l'Inde quant à ce qui s'est produit lors des consultations n'est pas pertinente pour notre décision et nous ne formulons pas de conclusion à cet égard.

c) Éléments de preuve contenant des renseignements confidentiels issus d'une enquête différente

i) Arguments des parties

6.36 En dernier lieu, les Communautés européennes notent que la pièce n° 49 de l'Inde jointe à sa première communication semble contenir un calcul de dumping provenant d'une enquête antidumping différente de celle qui est en cause dans le présent différend. Elles affirment que si cela est vrai, la communication de cet élément de preuve constitue une violation des obligations de confidentialité dans cette autre affaire, et elles ne sont pas disposées à faire des observations sur la teneur du document. Les Communautés européennes ne prétendent pas que les renseignements contenus dans la pièce jointe sont faux ou dénués de pertinence. Elles affirment en revanche que l'Inde a, ou a peut-être, violé une obligation de confidentialité concernant le contenu de la pièce n° 49. Elles demandent que le Groupe spécial décide que le document ne fait pas partie de la présente procédure.

6.37 L'Inde a déclaré qu'elle était en droit de présenter les renseignements en question à l'appui de ses arguments, que les procédures de travail du Groupe spécial exigeaient que tous les renseignements soumis restent confidentiels et qu'il n'y avait pas violation des règles de confidentialité, citant à cet égard la pièce n° 81, où figure le consentement écrit exprès du producteur dont les renseignements sont en cause, jointe à sa communication dans la présente procédure de règlement du différend.

6.38 Les États-Unis, en tant que tierce partie, partagent l'opinion des Communautés européennes selon laquelle si la pièce n° 49 de l'Inde est effectivement un document confidentiel provenant d'une autre enquête antidumping, sauf s'il est démontré que les parties dont les renseignements confidentiels sont contenus dans ce document ont consenti à la divulgation desdits renseignements, la communication du document au présent groupe spécial représente une violation déplorable des règles de confidentialité que ne devrait pas encourager le Groupe spécial. Cependant, les États-Unis ne suggèrent aucune décision spécifique à cet égard.

ii) Constatations

6.39 La question que nous devons trancher consiste à savoir si certains renseignements confidentiels qui ont été soumis aux Communautés européennes lors d'enquête antidumping sans rapport avec la mesure antidumping dont nous sommes saisis ici peuvent être pris en considération par le présent groupe spécial. Nous notons le point de vue des Communautés européennes selon lequel la communication de ces renseignements constitue une violation des règles de confidentialité. Bien que les Communautés européennes ne le disent pas spécifiquement en ces termes, on peut présumer que leur inquiétude concerne la divulgation non autorisée alléguée de renseignements confidentiels qui constitue une violation de la dernière phrase de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Nous rappelons toutefois qu'il ne nous a pas été soumis d'allégation indiquant que l'Inde a violé l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Notre tâche se limite à examiner les questions qui sont nécessaires pour rendre une décision sur l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle ces renseignements sont irrecevables.

6.40 Nous estimons qu'une question de recevabilité des éléments de preuve pourrait être présentée si nous avions des raisons de penser que la partie à laquelle les renseignements confidentiels appartenaient s'est opposée à leur divulgation et à leur prise en considération dans le présent différend. Or, dans la présente affaire, la partie à laquelle appartiennent les renseignements et dont les intérêts sont protégés par le traitement confidentiel a renoncé à ses droits et a consenti à ce que nous prenions

en considération les renseignements en question.[23] Dans ces circonstances, nous ne voyons pas l'utilité d'exclure les renseignements. Le fait que le document, dans lequel l'intéressé consent à la communication des renseignements dans la présente procédure porte une date postérieure à celle où les renseignements nous ont été soumis pour la première fois, ne modifie pas, à notre sens, cette conclusion. Nous notons que, quoi qu'il en soit, les éléments de preuve en question tendent à démontrer que la pratique des Communautés européennes concernant la réduction à zéro n'est pas appliquée par ces dernières de manière cohérente dans tous les cas. Comme la question dont nous sommes saisis est de savoir si la pratique des Communautés européennes telle qu'elle est appliquée dans la présente affaire est compatible avec leurs obligations au titre de l'Accord antidumping, nous ne jugeons pas nécessaire de décider si les Communautés européennes appliquent cette pratique de manière cohérente.[24] Si la réduction à zéro est interdite, les Communautés européennes ont violé leurs obligations au titre de l'Accord antidumping dans la présente affaire. Si cette pratique est autorisée, alors il n'y a pas eu violation. La question de savoir si elle a ou non eu recours à cette pratique dans une autre enquête antidumping n'affectera pas nos conclusions sur ce point. Nous rejetons par conséquent la demande des Communautés européennes visant à ce que nous décidions que la pièce n° 49 n'est pas recevable dans la présente procédure.

2. Demande de l'Inde

a) Arguments des parties

6.41 L'Inde a présenté une lettre où elle conteste la pièce n° 4 jointe par les Communautés européennes à leur première communication, et demande une décision préliminaire concernant le statut exact du document en question. Bien qu'elle ne l'ait pas dit expressément, il semble que l'Inde considère que ce document a été créé *post hoc* aux fins du présent différend, et qu'il ne devrait pas être pris en considération par le Groupe spécial.

6.42 Les Communautés européennes ont affirmé que le document était un tableau récapitulatif des déclarations de soutien en faveur de la demande reçues avant l'ouverture de l'enquête, et qu'il ne constituait pas un nouvel élément de preuve. Au contraire, elles ont affirmé que la pièce ne faisait que systématiser des éléments de preuve dont avait toujours disposé l'Inde, et a cité à cet égard la pièce n° 59 de l'Inde, qui selon les Communautés européennes contenait quelques-uns de ces mêmes éléments de preuve.

b) Constatations

6.43 L'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping dispose qu'un groupe spécial examinera un différend au titre de l'Accord antidumping "en se fondant: ... sur les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur". Il n'exige toutefois pas qu'un groupe spécial examine ces faits exclusivement sous la forme sous laquelle ils ont été initialement communiqués à l'autorité chargée de l'enquête. De fait, le but même des communications des parties au groupe spécial est d'ordonner les faits pertinents à l'appui de leurs arguments de façon organisée et compréhensible pour élucider les positions des parties. Sur la base de notre examen des renseignements dont disposaient les Communautés européennes au moment où elles ont pris leur décision, en particulier ceux qui ont été présentés par l'Inde dans les pièces qu'elle a présentées, de l'argumentation détaillée des parties concernant cet élément de preuve, et de nos constatations au sujet de l'allégation de l'Inde au titre de l'article 5.4, nous concluons que la pièce en question ne contient pas de nouveaux éléments de preuve. Par conséquent, nous concluons que la forme du document (c'est-à-dire un nouveau document) ne nous empêche pas de prendre en

[23] Pièce n° 81 de l'Inde.

[24] L'Inde n'a pas formulé d'allégations concernant une application prétendument incompatible de la législation communautaire.

considération son contenu, qui comprend les faits communiqués à l'autorité chargée de l'enquête au cours de l'enquête. Il n'y a à notre avis aucune raison de ne pas prendre en considération le document dans la présente procédure et nous rejetons par conséquent la demande de l'Inde.

B. CHARGE DE LA PREUVE ET CRITERE D'EXAMEN

6.44 En examinant la mesure finale des Communautés européennes imposant des droits antidumping, qui est la mesure en cause dans le présent différend, nous gardons à l'esprit les principes applicables en ce qui concerne la charge de la preuve et le critère d'examen dans les différends portant sur des procédures antidumping. Dans les procédures de règlement des différends de l'OMC, la charge de la preuve concernant une allégation ou un moyen de défense donné incombe à la partie qui avance cette allégation ou moyen de défense.[25] La charge de la preuve est "un concept procédural qui se rapporte à l'examen et au règlement équitables et ordonnés d'un différend".[26] Dans le cadre du présent différend, qui concerne l'évaluation de la compatibilité avec l'OMC d'une mesure antidumping définitive imposée par les Communautés européennes, l'Inde est obligée d'établir *prima facie* qu'il y a violation des articles pertinents de l'Accord antidumping. À cet égard, l'Organe d'appel a déclaré que "… un commencement de preuve, en l'absence de *réfutation effective* par la partie défenderesse, fait obligation au groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie plaignante fournissant le commencement de preuve".[27] Ainsi, si l'Inde établit *prima facie* le bien-fondé d'une allégation, il incombe aux Communautés européennes de fournir une "réfutation effective" des éléments de preuve et arguments de l'Inde, en soumettant leurs propres éléments de preuve et arguments à l'appui de leur affirmation selon laquelle elles se sont conformées à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping. En supposant que des éléments de preuve et des arguments soient présentés des deux côtés, il nous appartient alors de les peser et de les évaluer afin de déterminer si l'Inde a établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Accord antidumping.

6.45 L'article 17.6 de l'Accord antidumping énonce un critère d'examen spécial pour les différends qui surviennent dans le cadre de cet accord. En ce qui concerne les questions factuelles, l'article 17.6 i) dispose ce qui suit:

> "i) dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée;"

À supposer que nous concluions que l'établissement des faits concernant une allégation donnée dans la présente affaire était correct, nous pouvons ensuite examiner si, sur la base des éléments de preuve dont disposaient les autorités communautaires chargées de l'enquête au moment de la détermination, une autorité impartiale et objective évaluant ces éléments de preuve aurait pu formuler les conclusions que les autorités communautaires chargées de l'enquête ont formulées sur le point en question.[28]

---

[25] *États-Unis - Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, page 16.

[26] *Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999, paragraphe 198.

[27] *Communautés européennes - Mesures concernant les viandes et les produits carnés* ("*CE - Hormones*"), rapport de l'Organe d'appel, WT/DS26/AB/R-WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, paragraphe 104.

[28] Nous notons qu'il s'agit du même critère que celui qui a été appliqué par le Groupe spécial *Mexique - SHTF*, lequel, en examinant si les autorités mexicaines chargées de l'enquête avaient agi d'une manière compatible avec l'article 5.3 en déterminant qu'il y avait des éléments de preuve suffisants pour justifier

6.46 En ce qui concerne les questions d'interprétation de l'Accord antidumping, l'article 17.6 ii) dispose ce qui suit:

> "ii) le groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles."

Par conséquent, en examinant les aspects de la détermination des Communautés européennes qui doivent être admis ou rejetés selon l'interprétation de l'Accord antidumping en soi au lieu ou en plus de l'analyse des faits, nous interprétons tout d'abord les dispositions de l'Accord antidumping. Comme l'Organe d'appel l'a déclaré à plusieurs reprises, les groupes spéciaux doivent envisager l'interprétation des Accords de l'OMC, y compris l'Accord antidumping, conformément aux principes énoncés dans la *Convention de Vienne sur le droit des traités* (la "*Convention de Vienne*"). Par conséquent, nous examinons le sens ordinaire de la disposition en question, dans son contexte, et à la lumière de son objet et de son but. Enfin, nous pouvons prendre en considération les travaux préparatoires (l'historique de la négociation) de la disposition, si cela s'avère nécessaire ou approprié à la lumière des conclusions que nous formulons sur la base du texte de la disposition. Nous évaluons ensuite si l'interprétation des Communautés européennes est une interprétation qui est "admissible" à la lumière des règles coutumières d'interprétation du droit international. Si tel est le cas, nous admettons cette interprétation et, sauf s'il y a une erreur dans l'analyse ultérieure des faits effectuée dans le cadre de cette interprétation juridique selon le critère d'examen prévu à l'article 17.6 i), l'action contestée est jugée conforme.

6.47 En dernier lieu, nous notons que, en général, l'objet de l'examen par un groupe spécial d'une mesure antidumping finale est axé sur la détermination finale de l'autorité chargée de l'enquête, en l'espèce le Règlement définitif des Communautés européennes (pièce n° 9 de l'Inde). Il est toutefois clair pour nous, et les Communautés européennes l'ont confirmé, que dans la pratique communautaire, le Règlement définitif ne constitue pas à lui seul la détermination finale. Les Communautés européennes formulent un grand nombre de leurs conclusions dans la phase préliminaire du processus d'enquête, et annoncent ces décisions dans le Règlement provisoire (pièce n° 8 de l'Inde). À moins qu'il y ait un changement dans la substance de ces décisions au cours de la phase finale du processus d'enquête, ces décisions sont souvent simplement confirmées dans le Règlement définitif, sans que soient répétés dans le détail l'analyse et les faits qui les sous-tendent, même si des faits additionnels peuvent être mentionnés ou des explications supplémentaires données. Ainsi, dans la mesure où nous cherchons à comprendre l'analyse et l'explication des Communautés européennes concernant un élément donné de leur détermination finale afin d'évaluer les allégations de l'Inde, nous jugeons approprié d'examiner à la fois le Règlement provisoire et le Règlement définitif pour nous informer de la teneur de la décision contestée.

C. ALLEGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 2

6.48 Les Communautés européennes, dans leur enquête, ont utilisé une valeur normale construite, c'est-à-dire qu'elles ont établi la valeur normale sur la base du coût de production majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général

---

l'ouverture de l'enquête, a déclaré: "Notre approche dans le présent différend consistera … à examiner si les éléments de preuve dont disposait le SECOFI au moment où il a ouvert l'enquête étaient tels que, si une autorité impartiale et objective les avait évalués, elle aurait à bon droit pu déterminer qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité pour justifier l'ouverture d'une enquête." *Mexique – SHTF*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.95.

(ci-après dénommés "frais ACG") et pour les bénéfices. L'Inde ne conteste pas cette décision de la part des autorités communautaires. Cependant, l'Inde conteste des aspects de la méthode utilisée par les Communautés européennes pour calculer la valeur normale construite. En outre, l'Inde fait valoir que la méthode de la "réduction à zéro" que les Communautés européennes ont appliquée en comparant la valeur normale et le prix à l'exportation pour calculer les marges de dumping est incompatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping.

1. Allégation au titre de l'article 2.2.2 – Détermination du montant des bénéfices (allégation 1)

a) Article 2.2.2 – Ordre des options

i) Arguments des parties

6.49 Les alinéas i) à iii) de l'article 2.2.2 présentent trois méthodes distinctes pour obtenir le montant des frais ACG et des bénéfices à utiliser dans le calcul de la valeur construite. L'Inde fait valoir que les Communautés européennes ont appliqué l'article 2.2.2 ii), qu'elles ne pouvaient pas utiliser, au lieu de l'article 2.2.2 i), qu'elles pouvaient utiliser, et qu'ainsi elles ont agi de façon contraire à l'esprit et à la structure de l'article 2.2.2 et 2.2. L'Inde soutient que le texte de l'Accord antidumping fait apparaître un ordre dégressif dans les options possibles en ce qui concerne la relation avec le producteur. La première option, exposée dans la partie introductive de l'article 2.2.2, est la "situation réelle de dumping" et la quatrième option (article 2.2.2 iii)) est la méthode "la plus alternative". Le recours aux options prévues aux alinéas ii) et iii) de l'article 2.2.2 priverait normalement un exportateur non seulement de la possibilité de vérifier le calcul de sa propre marge de dumping, du moins dans le système communautaire, mais aussi de la possibilité d'empêcher le dumping, parce qu'il ne saurait même jamais s'il est en train de pratiquer un dumping. Par conséquent, l'Inde fait valoir que ces dispositions sont ordonnées de telle façon que leur utilisation soit moins possible que l'utilisation de l'article 2.2.2 et de l'article 2.2.2 i). L'Inde estime que, en fonction du libellé de l'article 2.2.2 ainsi que de la notion de dumping, l'article 2.2.2 établit une préférence en faveur de l'utilisation de données relatives au producteur en question.

6.50 L'Inde fait observer que la législation des CE – article 2 6) du Règlement 384/96 – énumère en fait les options possibles pour déterminer les montants des frais ACG et des bénéfices indiquées à l'article 2.2 de l'Accord antidumping dans un ordre différent. Cela semblerait indiquer, d'après l'Inde, que les Communautés européennes estiment implicitement que l'ordre des options n'a pas d'importance. Les Communautés européennes ne se sont même pas demandé quelle option serait la plus raisonnable, mais ont simplement appliqué l'article 2 6) a). L'Inde estime que, en fait, l'article 2 6) c) aurait pu être appliqué, mettant en avant la situation d'au moins une société qui effectuait sur le marché intérieur des ventes d'autres produits de la même catégorie générale. De l'avis de l'Inde, les Communautés européennes jugent manifestement contraignant l'ordre dans lequel les options sont énoncées à l'article 2 6) de leur Règlement. Par ailleurs, l'Inde note que la jurisprudence de la Cour européenne de justice confirme que l'ordre du Règlement a un caractère contraignant et la documentation communautaire parue récemment sur ce sujet confirme que l'ordre établi dans le Règlement est suivi dans la pratique. L'Inde estime que l'ordre de préférence *de facto* établi par les Communautés européennes est incompatible avec l'ordre de préférence établi par l'Accord antidumping tel qu'il est appliqué dans la procédure relative au linge de lit.[29]

6.51 Les Communautés européennes réfutent l'interprétation de l'Inde concernant une priorité de l'article 2.2.2 i) sur l'article 2.2.2 ii). Elles soutiennent que le sens ordinaire du texte de l'article 2.2.2 n'indique aucune priorité entre les trois options. Il n'y a rien dans le libellé des trois alinéas qui

[29] L'Inde n'a pas formulé d'allégation concernant le Règlement lui-même, mais uniquement son application dans la présente affaire.

indique que l'un doit être appliqué de préférence à l'autre, ni aucune préférence inhérente à la nature des trois options, ou du moins des deux premières. En conséquence, suivant l'interprétation correcte de l'article 2.2.2, les Membres sont totalement libres de choisir l'une ou l'autre option. De plus, les Communautés européennes soutiennent que, si l'exportateur ou le producteur concerné est sans doute un élément important dans le calcul de la valeur normale, il en est de même du produit concerné. En fait, d'un point de vue économique, la communauté de produits est plus importante que la communauté de producteurs, parce que les forces du marché opèrent très vigoureusement entre produits de même nature. Ainsi, l'option ii) est au moins aussi réaliste d'un point de vue économique que l'option i).

6.52 Les Communautés européennes notent que l'Inde appelle l'attention sur certains inconvénients qu'il y a à utiliser l'option ii) ou iii) pour l'exportateur/le producteur. Cet argument implique, pour les Communautés européennes, que les rédacteurs auraient cherché à éviter de tels inconvénients. La protection des intérêts de l'exportateur/du producteur est sans doute l'un des objectifs implicites dans l'Accord antidumping, mais d'autres sont tout aussi plausibles. Par exemple, comparée à l'option ii), l'option i) nécessiterait un effort d'investigation beaucoup plus grand, avec les inconvénients et les retards que cela suppose pour tous les intéressés. En revanche, les données se rapportant à l'option ii) seraient déjà entre les mains des autorités chargées de l'enquête. Les Communautés européennes pensent qu'il serait conforme à l'objet et au but de l'Accord antidumping de conclure que le texte laisse les Membres libres de décider s'ils donnent la priorité à l'option i) ou à l'option ii).[30]

6.53 Les États-Unis, en tant que tierce partie au différend, font valoir que le texte de l'article 2.2.2 ne comporte pas une hiérarchie en ce qui concerne les différentes méthodes de calcul des frais ACG et des bénéfices. La détermination du dumping est à la fois propre au producteur concerné et au produit concerné: par conséquent, la partie introductive de l'article 2.2.2 exprime une nette préférence pour l'utilisation des données réelles du producteur ou de l'exportateur soumis à l'enquête, pour les ventes du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales. Lorsque la méthode indiquée dans la partie introductive de l'article 2.2.2 ne peut pas être appliquée, n'importe laquelle des trois méthodes alternatives qui suivent peut être appliquée à sa place. Il est notamment permis de déduire de la présence d'une hiérarchie explicite entre la partie introductive et les trois dispositions alternatives qui suivent, et de l'absence d'une telle hiérarchie entre les trois dispositions alternatives, que les rédacteurs de l'Accord n'ont pas voulu qu'une telle hiérarchie existe entre les alinéas i), ii) et iii) de l'article 2.2.2.

ii) Constatations

6.54 Nous examinons tout d'abord l'argument de l'Inde selon lequel l'ordre des options concernant la méthode de calcul d'un montant raisonnable pour les bénéfices figurant à l'article 2.2.2 reflète une préférence en faveur d'une option plutôt qu'une autre, notamment l'option indiquée à l'alinéa i) par rapport à celle de l'alinéa ii).

6.55 L'article 2.1 de l'Accord antidumping énonce la règle générale concernant la comparaison des prix aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping. Il dispose ce qui suit:

> "Aux fins du présent accord, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours

[30] À cet égard, les Communautés européennes notent que l'Inde évoque la rédaction de l'article 2 6) de leur Règlement de base, en particulier le fait que les options i) et ii) sont énoncées dans l'ordre inverse de celui qui est le leur dans l'Accord antidumping. Comme il est indiqué plus haut, l'Inde n'a pas formulé d'allégation concernant le Règlement lui-même, et nous ne rendons pas de décision sur sa compatibilité avec l'Accord antidumping.

d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur."

6.56 L'article 2.2 dispose ce qui suit:

"Lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché ou du faible volume des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur[2], de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la marge de dumping sera déterminée par comparaison avec un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié, à condition que ce prix soit représentatif, ou avec le coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général, et pour les bénéfices.

_____

[2] Les ventes du produit similaire destiné à la consommation sur le marché intérieur du pays exportateur seront normalement considérées comme une quantité suffisante pour la détermination de la valeur normale si elles constituent 5 pour cent ou plus des ventes du produit considéré au Membre importateur, étant entendu qu'une proportion plus faible devrait être acceptable dans les cas où les éléments de preuve démontrent que les ventes intérieures constituant cette proportion plus faible ont néanmoins une importance suffisante pour permettre une comparaison valable."

6.57 Ainsi, l'article 2.2 de l'Accord antidumping dispose que, dans certaines circonstances, on peut déterminer la marge de dumping en utilisant une valeur normale construite, comprenant "le coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices". L'article 2.2.2 indique ensuite comment les autorités chargées de l'enquête doivent procéder pour obtenir les montants des frais ACG et des bénéfices à utiliser dans le calcul de cette valeur normale construite. Il dispose ce qui suit:

"Aux fins du paragraphe 2, les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête. Lorsque ces montants ne pourront pas être ainsi déterminés, ils pourront l'être sur la base:

i) des montants réels que l'exportateur ou le producteur en question a engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes, sur le marché intérieur du pays d'origine, de la même catégorie générale de produits;

ii) de la moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine;

iii) de toute autre méthode raisonnable, à condition que le montant correspondant aux bénéfices ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine."

6.58 La partie introductive et les alinéas i) et ii) de l'article 2.2.2 décrivent donc les méthodes spécifiques que peuvent utiliser les autorités chargées de l'enquête pour obtenir les montants des frais ACG et des bénéfices à utiliser dans le calcul de la valeur normale construite, et l'alinéa iii) autorise le recours à toute autre méthode raisonnable. La partie introductive de l'article 2.2.2 exige l'utilisation de la marge de bénéfice tirée des ventes du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur dans le calcul de la valeur normale construite. Lorsque le montant ne peut pas être déterminé sur cette base, un Membre peut recourir à une méthode décrite dans les alinéas i) à iii).

6.59 En regardant tout d'abord le texte de l'article 2.2.2, nous ne voyons rien qui puisse indiquer qu'il y a une hiérarchie entre les options méthodologiques énumérées dans les alinéas i) à iii). Naturellement, elles sont énumérées dans un certain ordre, mais c'est le propre de toute liste, et cela n'implique pas en soi une quelconque préférence pour une option par rapport aux autres. De plus, nous notons que lorsque les rédacteurs ont prévu un ordre de préférence, le texte le précise clairement. Ainsi, l'article 2.2.2 dispose que "Lorsque ces montants ne pourront pas être ainsi déterminés …", l'autorité chargée de l'enquête peut recourir aux alinéas i) à iii). Or, il n'y a pas de précision analogue en ce qui concerne les alinéas eux-mêmes. Si les rédacteurs avaient souhaité indiquer une hiérarchie entre les trois options, ils l'auraient certainement fait d'une manière qui aurait rendu cette hiérarchie explicite. Assurément, nous aurions attendu quelque chose de plus qu'une simple énumération. Par conséquent, vu le contexte, il semble clair pour nous que l'ordre dans lequel les options apparaissent à l'article 2.2.2 n'a aucune signification en matière de préférence.

6.60 L'argument de l'Inde, selon lequel l'alinéa i) doit être envisagé en premier et l'option ii) ne peut être appliquée que si l'option i) ne peut pas l'être, repose sur des conclusions implicites concernant l'opportunité relative des trois options de l'article 2.2.2 et nous demande de conclure que l'option i) est, dans toutes les circonstances, préférable à l'option ii). Les alinéas i) à iii) fournissent trois méthodes alternatives pour le calcul du montant des bénéfices qui, à notre avis, sont censées constituer des approximations étroites de la règle générale énoncée dans la partie introductive de l'article 2.2.2. Ces approximations diffèrent de la règle de la partie introductive en ce qu'elles assouplissent, respectivement, la référence au produit similaire, la référence à l'exportateur concerné, ou les deux références, explicitées dans cette règle.[31] Ainsi, l'article 2.2.2 i) autorise le calcul du montant des bénéfices sur la base des données de l'exportateur concerné, correspondant à *une catégorie générale de produits*, y compris le produit similaire. En revanche, l'article 2.2.2 ii) autorise le calcul du taux de profit sur la base du taux de profit moyen pondéré pour les *autres exportateurs faisant l'objet de l'enquête*, correspondant au produit similaire lui-même. Enfin, l'article 2.2.2 iii) autorise l'utilisation de n'importe quelle autre méthode, pour autant que le taux qui en résulte ne soit pas supérieur au taux de profit moyen pondéré réalisé par les *autres exportateurs soumis à l'enquête* pour les ventes dans *la même catégorie générale de produits*.[32]

6.61 À notre avis, il n'y a pas de base sur laquelle se fonder pour déterminer laquelle de ces trois options est la "meilleure". Assurément, il y a eu pendant les négociations des vues divergentes quant à la façon dont cette question devait être résolue[33], et rien dans le texte de l'Accord ne laisse entendre que les rédacteurs jugeaient une option préférable aux autres. Étant donné, comme nous l'avons expliqué ci-dessus, que chacune des trois options est dans un certain sens "imparfaite" par

[31] La question se pose de savoir si les méthodes décrites dans les alinéas i) à iii) de l'article 2.2.2 assouplissent aussi la règle des "opérations commerciales normales" présente dans l'article 2.2.2. En fait, c'est l'une des questions en cause dans le présent différend (voir la section VI.C.1 c)).

[32] En fait, pour arrêter un critère, cette méthode exige le calcul du taux de profit moyen pondéré des autres exportateurs visés par l'enquête, correspondant à la même catégorie générale de produits.

[33] *Voir* Stewart, Terence P., ed., *The GATT Uruguay Round: A Negotiating History (1986-1992)*, Kluwer Law International, La Haye, pages 171 à 190.

comparaison à la méthode préconisée dans la partie introductive, il n'y a, à notre avis, aucun moyen valable de déterminer quelle option est moins imparfaite – ou fait davantage autorité – qu'une autre et donc, aucune base évidente sur laquelle construire une hiérarchie. Et, c'est aux rédacteurs d'un accord qu'il appartient, à notre avis, de fixer une hiérarchie ou un ordre de préférence entre des approximations reconnues imparfaites d'un résultat précisé, et non à un groupe spécial d'imposer un tel choix lorsqu'il ne ressort pas du texte considéré.

6.62 Nous concluons donc que l'ordre dans lequel les trois options sont énoncées aux alinéas i) à iii) de l'article 2.2.2 n'a aucune signification d'un point de vue hiérarchique et que les Membres sont totalement libres de décider laquelle des trois méthodes utiliser dans leurs enquêtes. Nous constatons donc que les Communautés européennes n'étaient pas tenues par l'Accord antidumping de recourir à l'option i) avant de pouvoir recourir à l'option ii) et qu'elles n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.2 en utilisant la deuxième option.

b) Article 2.2.2 ii) – Données provenant d'"autres exportateurs ou producteurs"

i) Arguments des parties

6.63 L'Inde allègue ensuite que les Communautés européennes ont mal appliqué l'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping en utilisant les données d'un autre producteur pour le montant des bénéfices. Elle fait valoir que la méthode de calcul prévue à l'article 2.2.2 ii) ne pouvait pas être utilisée par les Communautés européennes parce que les conditions de son application n'avaient pas été réunies, mettant en avant les termes "autres exportateurs ou producteurs" qui figurent dans cette disposition. Elle affirme qu'il faut faire la moyenne des montants de la production et des ventes des autre**s** exportateur**s** ou producteur**s**, et que le montant de la production et des ventes d'un seul "autre" exportateur ou producteur ne peut pas être utilisé dans le cadre de l'article 2.2.2 ii). À cet égard, elle ajoute que toutes les définitions du mot "moyenne" impliquent que le groupe ou ensemble dont la moyenne doit être calculée doit consister en plus d'une unité. Une moyenne, de par sa nature même, ne peut pas être obtenue à partir d'une seule variable. L'emploi à l'article 2.2.2 ii) des mots "moyenne pondérée", c'est-à-dire une moyenne qui attribue une valeur statistique à chacun des paramètres résumés dans une seule valeur, ne fait que souligner le fait que plus d'un facteur doit être pris en compte. L'Inde affirme que le mot "montants" à l'article 2.2.2 ii) se réfère aux "montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices". Ce sont donc les montant**s** correspondant aux "frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices" des "autres producteurs ou exportateurs" dont une "moyenne pondérée" doit être établie. Or, les Communautés européennes n'ont appliqué qu'un seul montant provenant d'un seul producteur comme données à utiliser conformément à l'article 2.2.2 ii).

6.64 L'Inde estime que la logique suivant laquelle les Communautés européennes ont agi pervertit le texte de l'article 2.2.2 ii). Le calcul des valeurs normales construites pour les sociétés n'effectuant pas de ventes sur le marché intérieur est faussé par des facteurs propres à l'unique producteur dont les montants des frais ACG et des bénéfices ont été utilisés, conduisant ainsi artificiellement à la constatation d'un dumping pour tous les producteurs lorsque, en réalité, il n'y en a pas pour la plupart d'entre eux. C'est précisément pour éviter ce genre de résultat extrême que, de l'avis de l'Inde, l'Accord exige que la moyenne pondérée des données concernant au moins deux exportateurs ou producteurs soit utilisée. Cette motivation peut être déduite de la règle principale énoncée dans la partie introductive de l'article 2.2, qui veut que le montant des frais ACG et des bénéfices soit "raisonnable". L'Inde estime que Bombay Dyeing est une société totalement atypique en Inde, et les frais ACG et bénéfices d'une entreprise particulière et extraordinaire ne peuvent pas être considérés comme "raisonnables". Elle fait valoir qu'une autre entreprise qui avait effectivement à son actif des ventes représentatives suffisantes sur le marché intérieur avait été incluse dans l'échantillon retenu, et que ses données auraient dû être prises en compte par les Communautés européennes.

6.65 Les Communautés européennes contestent l'interprétation que l'Inde donne de l'article 2.2.2 ii). Elles soulignent que l'approche prescrite par l'article 31 de la *Convention de Vienne* s'appuie sur le sens ordinaire des termes du traité dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de ce traité. Les Communautés européennes notent que l'Inde allègue que le terme "moyenne" exige la prise en considération de plus d'un paramètre. Elles ne partagent pas l'opinion selon laquelle des dispositions contenant le mot "moyenne" (ou les mots "moyenne pondérée") deviennent inapplicables si les circonstances sont telles que la catégorie des données dont il faut "faire la moyenne" contient uniquement un élément. L'article 2.4.2, par exemple, utilise la notion de comparaison entre "une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables". Pour les Communautés européennes, il n'y a aucune raison de penser que la formule ne pourrait pas être appliquée si l'une des deux parties de la comparaison contenait uniquement une vente. Les Communautés européennes affirment par ailleurs que cette interprétation de l'article 2.2.2 implique que l'on se concentre sur l'utilisation du mot "montants" plutôt que "montant". Elles estiment que l'utilisation de ce mot est plus complexe. Comme la première phrase de la partie introductive de l'article 2.2.2 se réfère à un "exportateur ou producteur" à titre individuel, il serait surprenant, de l'avis des Communautés européennes, qu'il y ait plus d'un montant correspondant "aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général" et plus d'un montant correspondant aux "bénéfices". Par conséquent, le mot "montants" traduit très vraisemblablement le fait qu'il y aurait deux montants (un de chaque type) pour chaque exportateur ou producteur.

6.66 S'agissant de l'utilisation du mot "montants" à l'article 2.2.2 ii), les Communautés européennes indiquent que ce terme est au pluriel pour deux raisons, la première ayant été expliquée ci-dessus au sujet de l'article 2.2.2, la seconde étant que dans de nombreux cas il y aurait plus d'un autre exportateur ou producteur, comme le laisse également envisager la mention "les autres exportateurs ou producteurs". Les Communautés européennes estiment toutefois que, tant dans le langage parlé que dans les textes juridiques soigneusement rédigés, on utilise souvent le pluriel dans l'intention d'inclure le cas où il n'y a qu'une seule personne ou chose du genre visé. Les articles 4.1 et 17.4 de l'Accord antidumping utilisent un langage similaire. De l'avis des Communautés européennes, il serait absurde d'empêcher l'application de ces dispositions simplement parce qu'il n'y a qu'un seul autre producteur ou exportateur. L'Inde n'explique pas non plus pourquoi l'usage normal de la formule ne devrait pas s'appliquer en l'espèce. Les Communautés européennes ajoutent que l'élément central de l'article 2.2.2 ii) est la formule "les autres exportateurs ou producteurs", et la mention de "moyenne" n'ajoute rien à l'utilisation du pluriel dans la formule "exportateurs ou producteurs".

6.67 En dernier lieu, les Communautés européennes font valoir que, lorsque les termes "les autres exportateurs ou producteurs" sont considérés à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping, il devient clair que le but évident de cette partie de l'Accord est d'obtenir des données qui sont indépendantes de l'entreprise en question, mais sont néanmoins limitées aux ventes de produits similaires. Il n'y a en soi aucune raison que l'on ne puisse pas atteindre cet objectif en utilisant les données provenant d'une seule entreprise.

6.68 Les États-Unis, en tant que tierce partie, font valoir que l'article 2.2.2 ii) n'exige pas l'utilisation d'un nombre minimum d'entreprises dans le calcul des montants des frais ACG et des bénéfices, et qu'il n'interdit pas non plus à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser une seule entreprise aux fins de ce calcul, pas plus qu'il ne l'oblige à utiliser plus d'une entreprise. L'emploi de pluriels dans cette disposition, sans plus, n'est pas déterminant à cet égard.

ii) Constatations

6.69 Ayant conclu que les trois options des alinéas i) à iii) de l'article 2.2.2 ne sont pas présentées par ordre de préférence et que les Communautés européennes étaient donc en droit de recourir à la

méthode décrite à l'alinéa ii), nous devons maintenant examiner la question de savoir si, comme le fait valoir l'Inde, il est interdit aux Communautés européennes d'appliquer l'option indiquée à l'alinéa ii) parce que cette disposition ne peut pas être appliquée dans les cas où les données relatives aux montants correspondant aux bénéfices et aux frais ACG sont disponibles uniquement pour un seul autre exportateur ou producteur, comme c'était le cas dans la présente affaire. Autrement dit, l'existence de données concernant plus d'un autre exportateur ou producteur est-elle la condition nécessaire à l'application de la méthode indiquée à l'alinéa ii)?

6.70 Nous examinons tout d'abord le libellé de l'article 2.2.2 ii). L'argument de l'Inde comporte deux principaux éléments – l'emploi du pluriel dans le texte de l'article 2.2.2 ii), et l'expression "moyenne pondérée". S'agissant du premier élément, les Communautés européennes font valoir que le pluriel est souvent utilisé, en général et dans l'Accord antidumping, dans l'intention d'inclure le cas où il n'y a qu'une seule personne ou chose du genre visée. Nous sommes d'accord. La formule "les autres exportateurs ou producteurs", d'une manière générale, admet une interprétation dans laquelle le pluriel inclut le singulier – le cas où il n'y a qu'un autre producteur ou exportateur. Dans le langage parlé comme dans les textes juridiques, il est admis que le sens ordinaire de la forme pluriel peut inclure le cas singulier. De plus, l'accent qui est mis dans les options énoncées à l'article 2.2.2 sur l'utilisation des données réelles nous conduit à penser qu'une telle interprétation est admissible. La question que nous devons examiner est de savoir si c'est le sens à donner à l'expression telle qu'elle est utilisée à l'article 2.2.2 ii). Comme on l'a vu plus haut, l'alinéa i) de l'article 2.2.2 maintient l'accent sur le producteur faisant l'objet de l'enquête, mais autorise la prise en considération de données concernant une plus large gamme de produits, tandis que l'alinéa ii) maintient l'accent sur le produit similaire, mais autorise la prise en considération d'autres producteurs ou exportateurs. La troisième option, soit l'alinéa iii), autorise toute autre méthode raisonnable, sous réserve d'une limite concernant les résultats. Dans ce contexte, nous ne considérons pas que la présence du pluriel dans la référence faite aux autres producteurs ou exportateurs doive nécessairement être interprétée comme excluant le recours à l'option ii) dans le cas où il n'y a qu'un autre producteur ou exportateur du produit similaire.

6.71 En ce qui concerne le second élément, l'Inde fait valoir qu'étant donné qu'une moyenne pondérée doit reposer sur plus d'une source de données, il faut prendre en considération les données de plus d'un "autre" producteur ou exportateur. Toutefois, nous n'estimons pas que les formules "moyenne pondérée" et "les autres producteurs ou exportateurs" constituent deux prescriptions séparées. Nous pensons au contraire que la notion de moyenne pondérée est pertinente uniquement **lorsqu'il y a des renseignements émanant de plus d'un autre producteur ou exportateur** qui peuvent être pris en considération. À notre avis, l'obligation d'envisager une moyenne pondérée des renseignements émanant des autres producteurs ou exportateurs élimine la possibilité d'un choix orienté vers un résultat ou autrement biaisé ou discriminatoire parmi les données disponibles. Cependant, lorsque les données disponibles proviennent d'une source uniquement, une telle possibilité n'existe pas. L'interprétation avancée par l'Inde limiterait les options analytiques s'offrant aux autorités chargées des enquêtes pour déterminer le taux de profit et le montant des frais ACG dans une valeur normale construite d'une manière qui à nos yeux n'est pas prescrite par le texte.

6.72 À cet égard, nous jugeons instructives les autres dispositions qui utilisent le pluriel mais sont applicables au singulier. Par exemple, l'article 4.1 de l'Accord antidumping définit la branche de production nationale à l'aide des termes "producteurs nationaux" au pluriel. Pourtant nous estimons qu'il est incontestable qu'un seul producteur national peut constituer la branche de production nationale au regard de l'Accord antidumping, et que les dispositions de l'article 4 concernant la branche de production nationale continuent de s'appliquer dans une telle situation de fait. De même, nous notons que l'article 9.4 i) dispose qu'un droit antidumping appliqué à des importations en provenance d'exportateurs ou de producteurs qui n'auront pas été examinés dans le cadre d'un échantillon ne dépassera pas "la marge moyenne pondérée de dumping établie pour les exportateurs ou producteurs choisis". Nous considérons que cette disposition ne devient pas inapplicable s'il n'y a qu'un exportateur ou producteur choisi – la marge de dumping pour cet exportateur ou producteur peut

être appliquée. À notre avis, ces considérations corroborent une interprétation de l'article 2.2.2 ii) selon laquelle les Membres peuvent appliquer la méthode indiquée dans cette disposition même au cas où des données ne sont disponibles que pour un "autre" exportateur ou producteur. Par conséquent, nous concluons, sur la base de notre interprétation du texte de la disposition, qu'il n'est pas interdit à un membre d'employer la méthode décrite à l'article 2.2.2 ii) au cas où il y a uniquement un autre producteur ou exportateur.

6.73 Nous estimons également que l'historique de la négociation de l'article 2.2.2 confirme notre point de vue selon lequel l'alinéa ii) n'est pas limité au cas où il y a plus d'un "autre" producteur ou exportateur. Il n'y a dans le Code antidumping du Tokyo Round pas de disposition qui corresponde à l'article 2.2.2 ii). En l'absence d'indications à cet égard, certains Membres, notamment les États-Unis, ont eu pour pratique de calculer les montants relatifs aux bénéfices et aux frais ACG dans une valeur construite sur la base de critères établis sans référence à des renseignements pertinents spécifiques obtenus au cours de l'enquête. Cette pratique a été vivement contestée par d'autres Parties au Code antidumping du Tokyo Round, et a fait l'objet lors du Cycle d'Uruguay de négociations qui ont abouti à l'adoption de l'article 2.2.2 et de ses alinéas, le but étant de donner des indications pour l'obtention des montants des bénéfices et des frais ACG dans le calcul de la valeur construite.[34] À notre avis, ce contexte indique que la disposition a pour objectif de garantir l'utilisation de données réelles pour déterminer le taux de profit et le montant des frais ACG dans une valeur normale construite, plutôt que de montants déterminés de manière arbitraire. Le fait qu'il n'y a qu'un producteur dont les renseignements sont disponibles à cette fin ne compromet pas cet objectif. La prescription d'une moyenne pondérée résout la question de savoir comment déterminer les montants appropriés au cas où il y a plus d'un exportateur visé par l'enquête dont les données réelles peuvent être utilisées. Ainsi, les autorités chargées de l'enquête ne peuvent pas choisir un seul producteur comme source des renseignements nécessaires lorsqu'elles disposent de renseignements émanant de plus d'un producteur, mais doivent utiliser une moyenne pondérée des renseignements disponibles.

6.74 Cependant, dans la présente affaire, les Communautés européennes n'ont pas pris arbitrairement les données d'un producteur pour les utiliser dans leur calcul. Elles ont été confrontées à un état de fait: il n'y avait qu'un producteur dont les données étaient disponibles pour le calcul au titre de l'article 2.2.2 ii). Il est vrai qu'il y avait au moins un autre producteur qui avait effectué des ventes du produit similaire sur le marché intérieur pendant la période d'enquête. Ce producteur ne figurait toutefois pas dans l'échantillon sur lequel les Communautés européennes avaient basé leur calcul dans l'enquête antidumping. Les autorités communautaires chargées de l'enquête auraient pu, du moins en théorie, calculer un taux de bénéfice moyen pondéré incluant les renseignements de ce producteur.[35] L'Inde n'a néanmoins formulé aucun argument convaincant quant à la raison pour laquelle, en l'absence d'une conclusion selon laquelle l'échantillon n'avait pas été correctement choisi[36], les Communautés européennes auraient dû être **obligées** de prendre en considération, dans cet aspect de leur analyse, des renseignements concernant une entreprise qui ne faisait pas partie de l'échantillon, renseignements qui n'avaient par ailleurs pas été pris en considération. L'Inde a fait valoir que ce producteur figurait dans l'échantillon, mais ce n'est en fait pas exact. Les Communautés européennes l'avaient placé dans l'échantillon de réserve qu'elles avaient établi au cas où les entreprises choisies pour l'échantillon ne coopéreraient pas ou ne fourniraient pas de renseignements

[34] *Voir* Stewart, Terence P., ed., *The GATT Uruguay Round: A Negotiating History (1986-1992)*, Kluwer Law International, La Haye, pages 171 à 190.

[35] Nous notons à cet égard que les Communautés européennes font valoir que les renseignements concernant le producteur en question n'auraient de toute façon pas été pris en considération car ses ventes au cours d'opérations commerciales normales étaient insuffisantes pour que ses renseignements puissent être utilisés. De plus, les Communautés européennes affirment que l'inclusion des données concernant ce producteur n'aurait guère eu d'effet sur le résultat.

[36] Nous notons que l'Inde n'a pas formulé d'allégation concernant l'échantillon utilisé par les Communautés européennes.

exploitables.[37] Des renseignements ont été recueillis auprès des entreprises de l'échantillon de réserve pour être utilisés si cela s'avérait nécessaire, chose qui ne s'est pas produite. Nous estimons par conséquent que, en fait, il n'y avait qu'un producteur dont les données pouvaient être utilisées aux fins de l'article 2.2.2 ii).

6.75 Comme nous avons conclu que l'article 2.2.2 ii) peut être appliqué au cas où il n'y a des données concernant les bénéfices et les frais ACG que pour un autre producteur ou exportateur, nous concluons qu'il n'était pas interdit aux Communautés européennes d'appliquer la méthode indiquée dans cette disposition en l'espèce et qu'elles n'ont par conséquent pas agi d'une manière compatible avec l'article 2.2.2 ii) à cet égard.

c) Article 2.2.2 ii) – Montants "engagés ou obtenus" en ce qui concerne la production et les ventes

i) Arguments des parties

6.76 L'Inde affirme également que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.2 ii) dans leur application de cette disposition en utilisant les montants concernant la production et les ventes "engagés ou obtenus" dans des transactions au cours d'opérations commerciales normales, à la place des montants "engagés ou obtenus" dans toutes les transactions. Pour l'Inde, l'approche des Communautés européennes est manifestement incompatible avec le libellé exprès de l'article 2.2.2 ii), qui indique que tout le but de cette disposition est de prévoir une autre base différente de celle que contient la partie introductive de l'article 2.2.2 sur laquelle établir les montants des frais ACG et des bénéfices. En effet, la seconde phrase de la partie introductive de l'article 2.2.2 indique expressément que l'on est en droit de recourir à la méthode de l'alinéa ii) uniquement lorsque la base donnée dans la partie introductive de l'article 2.2.2 "ne peut pas" être utilisée; c'est de toute évidence soit l'un soit l'autre. Il serait par conséquent absurde, de l'avis de l'Inde, de conclure que la limitation aux ventes lors d'opérations commerciales normales prévue à l'article 2.2.2 peut être appliquée aux calculs prévus à l'alinéa ii) de cet article.

6.77 L'Inde note que la définition des montants correspondant aux frais ACG et aux bénéfices qui est donnée dans la première phrase de la partie introductive inclut l'expression "au cours d'opérations commerciales normales". À son avis, comme cette expression apparaît après les mots "fondés sur", cette prescription était de toute évidence censée faire partie de la base ou du fondement de la méthode spécifique prévue dans la partie introductive, mais uniquement de cette méthode. Par conséquent, les mots "ces montants" dans la seconde phrase de la partie introductive ne peuvent logiquement pas être considérés comme renvoyant aux montants des frais ACG et des bénéfices "au cours d'opérations commerciales normales", mais uniquement aux montants des frais ACG et des bénéfices dans leur ensemble. L'Inde conclut que le mot "montants" utilisé aux fins de l'article 2.2.2 ii) n'inclut par conséquent pas de prescription voulant que les montants aient été engagés ou obtenus au cours d'opérations commerciales normales.

6.78 De l'avis des Communautés européennes, la question qui se pose en ce qui concerne l'article 2.2.2 ii) est de savoir si les autorités communautaires étaient en droit de limiter les données qu'elles prendraient en considération aux fins du calcul de la valeur normale. Les catégories de données exclues en l'espèce étaient, pour les frais ACG, des données résultant de ventes qui étaient non représentatives et, pour les bénéfices, des données résultant de ventes qui étaient non représentatives et/ou réalisées sans bénéfice. Les Communautés européennes font observer que ces catégories correspondent aux principes mentionnés dans la clause introductive de l'article 2.2, qui

[37] Règlement provisoire, pièce n° 8 de l'Inde, paragraphe 21; pièce n° 22 de l'Inde.

indique clairement qu'un objet et but de cette partie de l'Accord antidumping est d'éviter le recours à des ventes qui entrent dans l'une ou l'autre de ces catégories. Les Communautés européennes font valoir que l'Inde affirme manifestement que les rédacteurs n'étaient pas opposés à ce que la valeur normale soit basée sur des ventes réalisées sans bénéfice ou non représentatives dès lors que ces données provenaient d'autres producteurs ou exportateurs, interprétation qui n'est pas, aux yeux des Communautés européennes, fondée sur une application correcte des règles d'interprétation des traités de l'article 31 de la *Convention de Vienne* et qui, même si elle l'était, aboutirait à un résultat "manifestement absurde ou déraisonnable" et exigerait le recours aux principes d'interprétation énoncés à l'article 32 de la *Convention de Vienne.*

6.79 En dernier lieu, les Communautés européennes affirment que le principe fondamental des ventes effectuées "au cours d'opérations commerciales normales" est exprimé à l'article 2.2. En fait, il s'agit d'un principe composé de deux parties: les données relatives à des ventes réalisées sans bénéfice ou non représentatives ne sont pas fiables. Pour des raisons de cohérence, les Communautés européennes soutiennent que ce principe s'applique à toutes les dispositions relevant de l'article 2.2, y compris l'article 2.2.2 ii).

6.80 L'Égypte, en tant que tierce partie, allègue que les frais calculés par les Communautés européennes ne l'ont pas été sur la base des registres des exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête dans le cas de l'Égypte, comme l'exige l'article 2.2.1.1, et que les montants correspondant aux frais ACG n'ont pas été fondés sur des données réelles présentées par les exportateurs ou producteurs pertinents, comme l'exige l'article 2.2.2.

6.81 Le Japon, en tant que tierce partie, fait valoir que l'article 2.2.2 ii) ne permet pas d'exclure les ventes à des prix inférieurs aux coûts avant de déterminer le montant des bénéfices. Cet article se réfère aux "montants réels engagés ou obtenus" et ne contient aucune réserve. D'après le Japon, si les autorités choisissent cette option, elles doivent déterminer la moyenne pondérée des marges de bénéfices réelles qui sont consignées par les exportateurs ou producteurs dans leurs registres comptables ou qui ressortent du prix et du coût des transactions en cause. L'article 2.2.2 ii) n'autorise pas les autorités à modifier ces marges de bénéfice réelles. Le Japon estime qu'il est incorrect de greffer la notion d'"opérations commerciales normales" sur l'article 2.2.2 ii). À ces yeux, le libellé de la première phrase de l'article 2.2.2 inclut explicitement la notion d'"opérations commerciales normales" mais est grammaticalement distincte de la seconde phrase qui sert de texte introductif au reste de cette disposition. Le Japon note le fait que les rédacteurs ont pris grand soin d'insérer la notion d'"opérations commerciales normales" lorsqu'ils ont voulu qu'elle s'applique, et il faut par conséquent donner un sens à leur décision de ne pas inclure cette notion dans l'article 2.2.2 ii) lorsqu'on interprète cette disposition. Enfin, le Japon considère qu'une interprétation qui autorise l'exclusion des ventes à des prix inférieurs aux coûts viderait de son sens la distinction importante entre le libellé de l'option décrite à l'article 2.2.2 qui repose sur les "données réelles" et le libellé de l'option décrite à l'article 2.2.2 ii) qui repose sur les "montants réels engagés ou obtenus".

6.82 Les États-Unis, en tant que tierce partie, affirment qu'une interprétation de l'article 2.2.2 ii) limitant les "montants réels engagés ou obtenus" pris en considération à ceux qui sont imputables aux ventes réalisées au cours d'opérations commerciales normales est une interprétation admissible. Une telle application n'est pas interdite par l'Accord et serait, en fait, une interprétation plus raisonnable de l'Accord. Il n'y a pas de prescription explicite dans le texte de l'article 2.2.2 ii) qui permet de déterminer si les ventes non effectuées au cours d'opérations commerciales normales devraient être incluses ou non dans le calcul des montants des frais ACG et des bénéfices à utiliser pour obtenir la valeur construite concernant les autres producteurs ou exportateurs. En outre, bien que l'article 2.2.2 ii) ne prévoie pas explicitement l'exclusion des ventes à des prix inférieurs aux coûts, l'article 2.2.1 indique clairement que, lorsque des ventes à des prix inférieurs aux coûts ont été effectuées, les autorités n'ont aucunement l'obligation de les prendre en considération dans la détermination de la valeur normale, pour autant que certaines conditions soient réunies. De plus, le

fait d'exclure les ventes non effectuées au cours d'opérations commerciales normales est compatible avec le fonctionnement global de l'article 2 de l'Accord antidumping.

ii) Constatations

6.83 La dernière question que nous devons examiner en ce qui concerne l'article 2.2.2 consiste à savoir si les Communautés européennes ont fait erreur dans leur application de l'alinéa ii) de cet article. En particulier, la question que nous devons résoudre est de savoir si les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec cette disposition en utilisant les montants engagés et obtenus uniquement dans les transactions qui n'ont pas été effectuées à un prix inférieur au coût – à savoir les transactions qu'elles ont considérées comme ayant été réalisées au cours d'opérations commerciales normales – au lieu d'utiliser tous les montants engagés ou obtenus. Plus précisément, le principe énoncé à l'article 2.2 – à savoir que les données relatives à des ventes non lucratives ne sont pas fiables[38] - peut-il être appliqué à toutes les dispositions relevant de l'article 2.2?

6.84 En examinant tout d'abord le texte de l'article 2.2.2 ii), nous notons qu'il n'est pas fait référence à des ventes réalisées au cours d'opérations commerciales normales. Nous partagerions donc l'opinion selon laquelle l'exclusion des ventes non effectuées au cours d'opérations commerciales normales n'est pas prescrite par cette disposition.[39] Toutefois, à notre connaissance, les Communautés européennes ne font pas valoir qu'elles étaient tenues d'exclure ces ventes dans leur détermination du taux de profit mais simplement qu'elles étaient autorisées à le faire en vertu du principe général autorisant l'exclusion des ventes non effectuées au cours d'opérations commerciales normales du calcul de la valeur normale.

6.85 Nous considérons que ce principe peut être à bon droit interprété comme s'appliquant à toutes les dispositions qui relèvent de l'article 2.2, y compris l'article 2.2.2 ii). Nous **ne** considérons **pas** qu'un Membre est obligé d'exclure les ventes non effectuées au cours d'opérations commerciales normales aux fins de déterminer le taux de profit dans le cadre des alinéas de l'article 2.2.2, mais simplement que cette exclusion n'est pas interdite par le texte. À notre avis, interpréter l'article 2.2.2 comme interdisant l'exclusion des ventes non effectuées au cours d'opérations commerciales normales pourrait, dans certains cas, donner suivant les autres méthodes décrites aux alinéas i) et ii) des résultats qui seraient en contradiction avec un principe fondamental contenu dans la méthodologie de la partie introductive. L'article 2 établit un principe général qui veut que les Membres puissent fonder leur calcul de la valeur normale uniquement sur des ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales. Nous estimons que dans ces conditions, en l'absence d'une interdiction spécifique, il est permis d'interpréter les alinéas de l'article 2.2.2 comme autorisant l'application de ce principe général dans le cas spécifique d'une détermination du taux de profit au titre de l'article 2.2.2 ii). Si la solution préconisée par l'Inde était acceptée, l'interdiction de l'exclusion des ventes non effectuées au cours d'opérations commerciales normales pourrait aboutir à une valeur construite fondée sur des données concernant précisément les ventes qui ne pourraient pas être prises

[38] L'article 2.2 énonce la règle qui veut que les données relatives à des ventes non représentatives ne soient pas fiables. Une question analogue à celle qu'a soulevée l'Inde serait de savoir si ce principe s'étend à l'article 2.2.2, étant donné que seule la règle des "opérations commerciales normales" est mentionnée à l'article 2.2.2. L'Inde ne soulève toutefois pas cette question et nous n'avons donc pas à l'examiner et ne l'examinerons pas.

[39] De fait, nous notons que bien que la partie introductive de l'article 2.2.2 indique que ces ventes ne doivent pas être prises en considération dans le calcul des bénéfices au titre de cette disposition, l'article 2.2 prévoit simplement que les ventes à des prix inférieurs au coût de production **peuvent** être traitées comme des ventes non effectuées au cours d'opérations commerciales normales. Cela signifie que même si les critères pertinents pour considérer les ventes à des prix inférieurs aux coûts comme des ventes non effectuées au cours d'opérations commerciales normales sont remplis, l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue d'exclure ces ventes de son calcul de la valeur normale sauf, apparemment, pour déterminer les montants des bénéfices et des frais ACG au titre de la partie introductive de l'article 2.2.2.

en considération pour déterminer la valeur normale. De fait, ce serait le résultat obtenu en l'espèce. L'application des méthodes des alinéas i) à iii) pourrait donc donner des résultats incompatibles avec les principes fondamentaux de l'article 2.2.

6.86 Nous rappelons que la limitation "au cours d'opérations commerciales normales" exclut la possibilité de calculer les bénéfices sur la base de ventes effectuées à des prix inférieurs au coût.[40] Le montant des bénéfices réalisés sur des ventes à des prix inférieurs au coût serait négatif. À notre avis, exiger que le calcul de la valeur normale construite comprenne de telles ventes ne serait pas conforme à l'objet et au but globaux de la disposition – établir des méthodes pour la détermination d'un montant raisonnable correspondant aux bénéfices à utiliser dans le calcul d'une valeur normale construite. Si des ventes qui sont considérées comme n'étant pas effectuées au cours d'opérations commerciales normales parce qu'elles sont effectuées à des prix inférieurs au coût étaient utilisées pour le calcul du taux de profit, la valeur construite pourrait être égale au coût et n'inclurait donc pas un montant raisonnable pour les bénéfices. Le calcul de la valeur construite n'aurait alors plus aucun sens et ne serait pas compatible avec l'article 2.2.[41] À cet égard, nous rappelons que l'une des raisons pour lesquelles l'autorité chargée de l'enquête peut être amenée à construire une valeur normale est le fait que les ventes réelles de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête sont jugées inappropriées pour servir de base à la valeur normale parce qu'elles sont effectuées à un prix inférieur au coût. Conclure que de telles ventes à un prix inférieur au coût **doivent** alors être prises en compte dans la construction de la valeur normale dans ces circonstances n'a pas de sens.

6.87 En conséquence, nous estimons qu'une interprétation de l'article 2.2.2 ii) selon laquelle les ventes non effectuées au cours d'opérations commerciales normales sont exclues de la détermination du montant des bénéfices à utiliser dans le calcul d'une valeur normale construite est admissible. Nous concluons donc que les Communautés européennes n'ont pas commis d'erreur dans leur application de l'alinéa ii) en utilisant des données portant uniquement sur des transactions effectuées au cours d'opérations commerciales normales.

2. Allégation au titre de l'article 2.2 – Caractère raisonnable (allégation 4)

a) Arguments des parties

6.88 L'Inde estime que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2 en appliquant les montants pour les frais ACG et les bénéfices incorrectement déterminés au regard de l'article 2.2.2 ii) même s'ils n'étaient de toute évidence pas "raisonnables". Pour l'Inde, l'article 2.2.2 définit la façon dont les "montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices" doivent être déterminés. Il n'explique toutefois pas comment les montants **raisonnables** correspondant aux frais ACG et aux bénéfices doivent être déterminés. Selon elle, le mot raisonnable utilisé à l'article 2.2 a une fonction distincte, et le critère du caractère "raisonnable" énoncé à l'article 2.2 est une prescription générale indépendante s'ajoutant aux prescriptions de l'article 2.2.2, plutôt qu'une règle concrétisée par l'article 2.2.2. Ce caractère "raisonnable" doit être interprété comme une prescription de fond: quelle que soit la méthode utilisée dans le cadre de l'article 2.2.2, l'article 2.2 prescrit que le résultat doit être "raisonnable". De plus, l'Inde fait valoir que l'article 2.2.2 iii) contient une définition implicite de la

[40] Elle peut aussi exclure la possibilité de calculer les bénéfices sur la base de ventes entre parties liées (bien qu'elles puissent être effectuées au prix coûtant). Ce n'est toutefois pas une question qui se pose dans le présent différend.

[41] En ce qui concerne les observations faites par l'Égypte, nous notons que l'Inde n'a pas formulé d'allégation de violation de l'article 2.2.1.1 ni de la partie introductive de l'article 2.2.2. Les "allégations" formulées par les tierces parties ne relèvent évidemment pas du mandat du Groupe spécial et ne lui sont par conséquent pas soumises à bon droit.

notion de montant "raisonnable", qui peut être utilisée pour évaluer les résultats obtenus suivant les méthodes indiquées dans la partie introductive et les alinéas i) et ii) de l'article 2.2.2.

6.89 En ce qui concerne la situation de fait spécifique dans la procédure relative au linge de lit, l'Inde rappelle que certains producteurs ont bel et bien effectué des ventes d'autres produits de la même catégorie générale (textiles). Le taux de profit moyen des ventes intérieures de ces autres producteurs dans cette même catégorie était de 7,04 pour cent et leur taux de profit global moyen de 5,41 pour cent. Il a été constaté que le taux de profit moyen pour le linge de lit était de 6,1 pour cent pour les autres pays visés par l'enquête, soit l'Égypte et le Pakistan. L'Inde rappelle que le taux de profit raisonnable imputé à l'industrie communautaire était de 5 pour cent. Enfin, l'Inde note que le taux de profit déterminé par les Communautés européennes sur la base des ventes réalisées avec bénéfice d'une entreprise indienne, et appliqué dans le calcul de la valeur normale pour tous les autres producteurs indiens, était de 18,65 pour cent. Il est évident, de l'avis de l'Inde, qu'en comparaison avec tous les autres taux de profit qui étaient pertinents dans le contexte de la procédure relative au linge de lit, le chiffre de 18,65 pour cent est manifestement une complète anomalie et ne reflète pas les bénéfices effectivement réalisés par les producteurs de linge de lit en Inde et dans les autres pays. Ce chiffre est trois fois supérieur aux taux de profit moyens déterminés pour les deux pays visés par l'enquête ainsi qu'à celui de l'industrie communautaire du linge de lit. L'Inde estime que, si le mot raisonnable est défini par référence aux critères énoncés à l'article 2.2.2 iii), il est évident que le taux de profit établi pour les autres producteurs indiens est déraisonnable.

6.90 Les Communautés européennes sont d'avis que les méthodes qui sont indiquées aux alinéas i) à iii) de l'article 2.2.2 pour le calcul des montants des frais ACG et des bénéfices prévoient la détermination d'"un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices". Ces options représentent, pour les Communautés européennes, des formulations particulières et détaillées de ce qui constitue des montants "raisonnables". Les Communautés européennes pensent également que la limitation fixée dans la troisième option – "à condition que le montant correspondant aux bénéfices ainsi établi n'excède pas …" – s'applique uniquement à la troisième option, et non aux deux autres. Si les rédacteurs avaient souhaité appliquer cette clause conditionnelle à toutes les options, les Communautés européennes estiment qu'ils l'auraient jointe à la partie introductive de l'article 2.2.2.

6.91 Les Communautés européennes rejettent l'argument de l'Inde selon lequel l'option iii) définit ce qui est raisonnable. Les options i) et ii) sont, de l'avis des Communautés européennes, des formules qui donnent des solutions raisonnables. Elles considèrent par ailleurs que l'intention des rédacteurs était à l'évidence que l'application de ces formules produise toujours des chiffres pour les frais ACG et pour les bénéfices qui remplissent le critère du caractère raisonnable énoncé dans la dernière phrase de la partie introductive de l'article 2.2. Les termes "d'autres méthodes raisonnables" figurant dans l'option iii) se réfèrent manifestement à des *méthodes* autres que celles qui sont décrites dans les options i) et ii) la précédant, qui sont en elles-mêmes raisonnables et non pas à être qualifiées comme telles. Le libellé de ces options implique au minimum que les résultats obtenus par l'application des options i) et ii) sont présumés satisfaire le critère du caractère raisonnable. La question pertinente, selon les Communautés européennes, serait alors la suivante: des éléments de preuve de quelle sorte et de quelle valeur seraient requis pour infirmer la présomption? Les Communautés européennes affirment que l'Inde n'a présenté aucun élément de preuve pertinent pour réfuter la présomption selon laquelle les résultats obtenus par l'application de l'option ii) étaient en l'espèce raisonnables.

6.92 Les Communautés européennes affirment que les trois options de l'article 2.2.2 sont censées donner des approximations des montants qui résulteraient de l'application de la formule indiquée dans la partie introductive, c'est-à-dire les frais ACG et les bénéfices d'un producteur vendant le produit similaire sur son propre marché. Ces approximations sont censées à leur tour permettre à l'autorité chargée de l'enquête de construire une valeur normale qui est aussi proche que possible de la valeur

normale qui aurait été établie sur la base des prix intérieurs, s'il y avait eu un volume suffisant de ventes comparables effectuées au cours d'opérations commerciales normales. Les Communautés européennes font observer que Bombay Dyeing a des ventes représentatives sur le marché indien. Il n'est peut-être pas courant qu'un seul producteur détienne 80 pour cent du marché intérieur du linge de lit et réalise un bénéfice de plus de 18 pour cent tandis que de nombreux autres producteurs ignorent ce marché et se consacrent aux exportations, mais ce n'est pas pour autant que les résultats qui découlent de l'utilisation des données provenant de cette entreprise sont *ipso facto* déraisonnables. Les Communautés européennes sont au contraire d'avis qu'il aurait été déraisonnable d'ignorer cette entreprise et de choisir une autre source, laquelle serait inévitablement moins typique des vendeurs sur ce marché.

6.93 Les États-Unis, en tant que tierce partie, soutiennent que l'article 2.2 et 2.2.2 de l'Accord énonce les prescriptions à suivre pour calculer les bénéfices lorsque la valeur normale est basée sur une valeur construite au lieu de l'être sur les prix. L'article 2.2 prévoit, entre autres, la majoration du coût de production d'un montant raisonnable pour les bénéfices. L'article 2.2.2 présente ensuite plusieurs options explicites concernant la façon dont on peut déterminer un bénéfice raisonnable. Les États-Unis ne partagent pas l'opinion selon laquelle il y a une limitation du montant des bénéfices dans la valeur construite. Selon eux, une telle limitation n'existe pas dans l'Accord. À une exception près – l'alinéa iii) – les méthodes prévues à l'article 2.2.2 limitent la *façon* dont les autorités peuvent déterminer le montant des bénéfices, *non le montant des bénéfices proprement dit*. Le "plafonnement des bénéfices" à l'alinéa iii) est nécessaire afin d'imposer certaines limites aux "autres" méthodes "raisonnables" non expressément prévues dans l'Accord pour la détermination des bénéfices. Il est significatif de voir que l'alinéa ii) *n*'impose *pas* expressément ou implicitement une limite analogue en ce qui concerne la méthode préconisée pour le calcul des bénéfices dans la partie introductive ou les autres méthodes des alinéas i) ou ii).

b) Constatations

6.94 Ayant conclu que les Communautés européennes pouvaient à bon droit appliquer l'option décrite à l'article 2.2.2 ii) et qu'elles agissaient d'une manière compatible avec cette disposition en basant leur calcul sur des renseignements relatifs à un seul autre producteur pour les ventes du produit similaire effectuées au cours d'opérations commerciales normales, la question dont nous sommes maintenant saisis consiste à savoir si les résultats d'un calcul correct au regard de l'article 2.2.2 ii) sont soumis à un critère distinct concernant le "caractère raisonnable" avant de pouvoir être utilisés dans la construction d'une valeur normale pour les autres producteurs.

6.95 Nous examinons tout d'abord le texte de la disposition. La partie introductive de l'article 2.2.2 commence ainsi: "Aux fins du paragraphe 2", et dispose que les montants correspondant, entre autres, aux bénéfices "seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête". La seconde phrase de l'article 2.2.2 précise que si la méthode prévue dans la partie introductive ne peut pas être utilisée, ces montants "pourront … être … déterminés … sur la base" des alinéas i) à iii). L'article 2.2, qui est mentionné dans la première phrase, établit le principe de base selon lequel lorsqu'une valeur construite est utilisée, elle doit inclure, entre autres, un montant raisonnable pour les bénéfices.

6.96 Le texte indique donc que les méthodes décrites à l'article 2.2.2 sont présentées "aux fins" du calcul d'un montant **raisonnable** pour les bénéfices conformément à l'article 2.2. Il n'y a pas un libellé spécifique établissant un critère du caractère raisonnable distinct, ou indiquant comment un tel critère devrait être appliqué. Dans ces circonstances, nous considérons qu'il n'y a rien dans le texte sur quoi fonder une telle prescription. Ainsi, le sens ordinaire du texte indique que si l'une des méthodes de l'article 2.2.2 est correctement appliquée, les résultats sont par définition "raisonnables" comme le prescrit l'article 2.2.2.

6.97 En outre, nous notons que l'article 2.2.2 iii) prévoit l'utilisation de "toute **autre** méthode raisonnable", sans spécifier cette méthode, sous réserve d'un plafond ainsi défini: "le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine". Pour nous, l'inclusion d'un plafond lorsque la méthode n'est pas définie indique que lorsque la méthode est définie, aux alinéas i) et ii), son application donne des résultats raisonnables. Si cette méthode définie ne donnait pas des résultats raisonnables, on peut présumer que les rédacteurs auraient inclus quelque restriction explicite concernant les résultats, comme ils l'ont fait pour l'alinéa iii).

6.98 En conséquence, nous concluons que le texte indique que, si un Membre fonde ses calculs soit sur la partie introductive soit sur les alinéas i) ou ii), il n'est pas nécessaire d'examiner séparément le caractère raisonnable du taux de profit par rapport à un critère quelconque. En particulier, il n'est pas nécessaire de prendre en considération la limite fixée à l'alinéa iii). Cette limite n'entre en jeu que lorsqu'un Membre n'applique pas l'une des méthodes indiquées dans la partie introductive ou les alinéas i) et ii) de l'article 2.2.2. De fait, c'est sans doute précisément parce qu'aucune méthode spécifique n'est décrite à l'alinéa iii) que la limite concernant le taux de profit existe dans cette disposition.

6.99 Nous notons par ailleurs que la méthode indiquée dans la partie introductive de l'article 2.2.2, ainsi que celles des alinéas i) et ii), reposent sur des données réelles provenant des registres du ou des producteur(s) ou exportateur(s) utilisé(s) comme sources. L'Inde fait valoir toutefois que même lorsque la méthode indiquée dans le texte introductif est appliquée, laquelle exige l'utilisation de données réelles concernant le produit visé par l'enquête vendu par le producteur faisant l'objet de l'enquête, les résultats sont soumis à un critère du caractère raisonnable distinct.[42] À notre avis, vérifier le caractère raisonnable de résultats obtenus en utilisant des données **réelles** relatives à la production du produit similaire par le producteur/exportateur faisant l'objet de l'enquête ne sert à rien. Quel que soit l'argument avancé quant au "caractère raisonnable" d'un résultat donné – un taux de profit de 50 pour cent, par exemple – s'il est fondé sur des données réelles et correctement calculées, c'est la réalité. L'un des objets et des buts importants de l'article 2.2.2, comme nous l'avons indiqué plus haut, est de fonder le calcul du montant des bénéfices sur des données réelles. De même, si les méthodes indiquées aux alinéas i) et ii) sont des dérivés de la méthode prévue dans le texte introductif, lorsque des données réelles sont utilisées comme prescrit et que le calcul est correct, les résultats obtenus reflètent eux-mêmes une réalité objective. Ainsi, l'utilisation de données réelles en soi garantit que des jugements subjectifs quant au caractère raisonnable des résultats n'affecteront pas le calcul de la valeur normale construite. Nous estimons qu'il ne servirait à rien de vérifier les résultats obtenus suivant les méthodes du texte introductif et des alinéas i) et ii) par rapport à un critère arbitraire ou subjectif quelconque du caractère raisonnable.

6.100 À cet égard, nous notons que le critère du caractère raisonnable proposé par l'Inde – le plafonnement des bénéfices à l'article 2.2.2 iii) – est, à notre avis, arbitraire compte tenu de la "réalité" des résultats obtenus suivant les méthodes des alinéas i) et ii). Les autres critères suggérés par l'Inde en ce qui concerne la situation de fait propre à la procédure relative au linge de lit semblent tout aussi arbitraires et subjectifs. L'Inde affirme que le taux de profit moyen des autres producteurs lors de ventes intérieures de produits de la même catégorie était de 7,04 pour cent et le taux de profit global moyen de ces autres producteurs de 5,41 pour cent. L'Inde indique également qu'il a été déterminé au cours de l'enquête que le profit moyen des producteurs de linge de lit en Égypte et au Pakistan était de 6,1 pour cent. Nous ne voyons aucune raison objective de conclure que ces montants sont plus "raisonnables" que le montant déterminé sur la base des données réelles. Le seul facteur commun à ces chiffres est le fait qu'ils sont tous inférieurs à 18,65 pour cent, soit le taux de profit déterminé par

[42] En réponse à une question posée par le Groupe spécial, l'Inde confirme que "[l]e critère du caractère raisonnable, tel qu'il est énoncé à l'article 2.2, régit le texte introductif de l'article 2.2.2 et ses alinéas". Réponse de l'Inde à la question 1 posée par le Groupe spécial après la première réunion, annexe 1-6.

les Communautés européennes sur la base des ventes lucratives d'un producteur indien et appliqué dans la construction de la valeur normale pour les autres entreprises indiennes.[43] L'Inde n'avance aucune raison indiquant pourquoi un taux de profit "raisonnable" en l'espèce devrait être défini par référence à ces données, si ce n'est pour souligner la différence entre le taux de profit effectivement utilisé et ces taux de profit de référence suggérés. Le simple fait que ces autres taux de profit sont plus bas ne les rend pas, à notre avis, plus "raisonnables" que le taux effectivement calculé et appliqué par les Communautés européennes.

6.101 Nous concluons, par conséquent, que l'article 2.2.2 ii), lorsqu'il est appliqué correctement, donne nécessairement des montants raisonnables pour les bénéfices, et que l'Accord antidumping n'exige pas la prise en considération d'un critère du caractère raisonnable distinct pour les résultats obtenus en utilisant cette méthode. Les Communautés européennes n'ont, par conséquent, pas agi d'une manière incompatible avec les prescriptions de l'article 2.2 en n'ayant pas appliqué un tel critère aux résultats qu'elles ont obtenus dans le cadre de l'article 2.2.2 ii).

3. Allégation au titre de l'article 2.4.2 – "Réduction à zéro" (allégation 7)

6.102 La pratique de la "réduction à zéro" intervient dans les situations où l'autorité chargée de l'enquête fait de multiples comparaisons entre le prix à l'exportation et la valeur normale et regroupe ensuite les résultats de ces comparaisons individuelles pour calculer une marge de dumping concernant le produit en général. Dans la présente affaire, les Communautés européennes ont comparé les moyennes pondérées des prix à l'exportation et la valeur normale pour chacun des divers modèles ou types de linge de lit. L'Inde ne présente pas de plainte au sujet de cet aspect de la détermination des CE.[44] Les comparaisons faites pour les différents modèles ont indiqué dans certains cas que le prix à l'exportation était inférieur à la valeur normale et, dans d'autres cas, que le prix à l'exportation était supérieur à la valeur normale. Les résultats de ces dernières comparaisons sont désignés sous le terme de marges "négatives". Les Communautés européennes ont ensuite calculé une marge de dumping moyenne pondérée pour le produit en question, le linge de lit en coton, sur la base des résultats obtenus lors des comparaisons par modèle. Au cours de cette partie du calcul, les Communautés européennes ont récapitulé la valeur totale du dumping – le "montant du dumping" total – sur les importations visées par l'enquête. Elles ont calculé les montants de dumping en multipliant la valeur des importations de chaque modèle par la différence de prix pour chaque modèle. Elles ont chiffré à zéro le montant du dumping concernant les modèles pour lesquels la marge était négative. Elles ont ensuite divisé le montant total du dumping par la valeur des exportations concernées, y compris la valeur des modèles pour lesquels la marge individuelle était négative, et le montant du dumping a donc été chiffré à zéro. C'est cet aspect du calcul, l'attribution d'une valeur zéro aux comparaisons donnant une marge "négative", qui constitue la pratique faisant l'objet de la plainte de l'Inde au titre de l'article 2.4.2, pratique dite de la réduction à zéro.

a) Arguments des parties

6.103 L'Inde fait valoir que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping en réduisant à zéro les "montants de dumping négatifs" pour certains types de linge de lit au moment de calculer la marge de dumping moyenne pondérée globale

[43] Nous notons à cet égard que l'Inde n'a **pas** contesté le caractère raisonnable de ce taux, calculé sur la base de la méthode indiquée dans la partie introductive, tel qu'il est appliqué à Bombay Dyeing, mais uniquement son utilisation en tant que taux appliqué conformément à l'article 2.2.2 ii) pour les autres producteurs indiens.

[44] De fait, l'Inde semble reconnaître que les comparaisons effectuées pour les divers types d'un produit similaire sont appropriées dans le cadre d'une enquête antidumping, que la valeur normale moyenne pondérée et le prix à l'exportation moyen pondéré pour chaque modèle en cause dans cette affaire ont été correctement calculés par les Communautés européennes et qu'une comparaison équitable a été faite en ce qui concerne chaque type de produit considéré.

pour le produit similaire correspondant. D'après l'Inde, les Communautés européennes n'ont effectivement établi une moyenne que pour un modèle et non entre les modèles et n'ont donc pas comparé une valeur normale moyenne pondérée à une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, comme l'exige l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. De l'avis de l'Inde, l'article 2.4.2 prévoit trois possibilités pour établir une marge de dumping:

- comparer une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables;

- comparer la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction; ou

- comparer la valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée et les prix de transactions à l'exportation prises individuellement (dans certains cas spécifiques).

L'Inde affirme que les Communautés européennes ont choisi d'appliquer la première option pour établir la marge de dumping dans la présente affaire, mais n'ont pas correctement fait cette comparaison en ayant recours à la pratique de la réduction à zéro.[45]

6.104 De l'avis de l'Inde, la pratique de la réduction à zéro n'est pas compatible avec la prescription énoncée à l'article 2.4.2 qui veut que la comparaison tienne compte de la "moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables". L'Inde affirme que ce libellé empêche d'exclure certains montants du calcul simplement parce qu'ils indiquent un dumping "négatif". Elle fait valoir que, étant donné l'utilisation des termes "moyenne pondérée" à l'article 2.4.2 et la définition du mot "moyenne", il n'y a manifestement aucune raison justifiant l'exclusion de certains montants pour établir une moyenne. Une "moyenne" se rapporte au total de montants donnés et non à un certain nombre de montants donnés parmi lesquels on peut faire une sélection pour l'établissement de la moyenne. L'utilisation du mot "toutes" à l'article 2.4.2 souligne cette idée. Et, enfin, l'Inde part du principe que la pratique consistant à attribuer une valeur zéro au "dumping négatif" pour le calcul final des marges de dumping globales est contraire à la notion de pondération et en fait fausse le processus de pondération effective des marges de dumping. De plus, l'Inde soutient que cette méthode des CE aboutit toujours à une marge de dumping plus élevée par rapport à la méthode qui, selon elle, est envisagée par l'Accord antidumping. L'Inde reconnaît que si tous les modèles faisaient l'objet d'un dumping, les résultats seraient les mêmes, mais elle fait valoir que cette situation ne s'est pas produite dans le cas du linge de lit. Cependant, l'Inde affirme qu'en l'espèce, comme tous les modèles considérés dans la procédure relative au linge de lit ne faisaient pas l'objet d'un dumping, la réduction à zéro des "marges de dumping négatives" calculées pour certains types de produits a entraîné pour quatre entreprises la surestimation des marges de dumping et pour une entreprise une constatation de dumping alors qu'il n'existait pas de dumping.

6.105 Les Communautés européennes soutiennent que la pratique qu'elles ont suivie pour calculer la marge de dumping est compatible avec les prescriptions de l'article 2.4.2. À leur avis, la pratique de la réduction à zéro telle qu'elle est appliquée dans cette affaire reconnaît que le processus de calcul des marges de dumping est axé sur le dumping et, par conséquent, leur méthode se concentre sur les types de produits pour lesquels un dumping a été constaté. Pour tous les types de produits sur lesquels il n'y a pas de dumping (c'est-à-dire que la marge est égale à zéro ou inférieure à zéro ("dumping négatif")),

[45] L'Inde affirme que les Communautés européennes ne suivent pas toujours la pratique de la réduction à zéro telle qu'elle est appliquée dans la procédure relative au linge de lit, se référant à un document qui révèle le calcul effectué par les CE dans une autre procédure antidumping. Dans cette autre affaire, l'Inde soutient que le dumping "négatif" constaté pour certains modèles a été déduit du dumping constaté pour les autres modèles qui faisaient l'objet d'un dumping. Nous ne considérons pas que la pratique suivie par les Communautés européennes dans d'autres enquêtes a la moindre pertinence pour notre décision en l'espèce, car l'Inde n'a formulé aucune allégation de traitement discriminatoire dans le présent différend.

les Communautés européennes traitent cette marge comme équivalant à zéro. Cependant, les types de produits pour lesquels des marges inférieures à zéro sont constatées (et qui ne font donc pas l'objet d'un dumping) sont toutefois conservés dans le calcul (quoi qu'avec des marges symboliques égales à zéro), sur la base d'une moyenne pondérée, de la marge de dumping globale pour le produit similaire, et réduisent ainsi la marge de dumping moyenne pondérée globale déterminée pour ce produit.

6.106 Les Communautés européennes mettent l'accent sur la nécessité de considérer toutes les transactions à l'exportation "comparables", et elles affirment que c'est ce qu'elles font en suivant cette pratique, qui respecte le principe consistant à comparer des moyennes pondérées pour les produits qui sont comparables. Elles font valoir en outre que l'article 2.4.2 se réfère à "l'existence de marges de dumping", indiquant clairement que le processus de comparaison des moyennes pondérées aboutit normalement à plus d'une marge de dumping. Cependant, le processus consistant à déterminer une seule marge de dumping, sur laquelle repose la perception du droit, à partir de ces marges ne figure pas, de l'avis des Communautés européennes, dans les termes exprès de l'article 2.4.2 mais est laissé à l'appréciation des Membres. Les Communautés européennes contestent également l'affirmation de l'Inde selon laquelle leur méthode aboutira toujours à une marge de dumping plus élevée que cela n'aurait été le cas s'il n'y avait pas eu la réduction à zéro.

6.107 L'Égypte fait valoir que les Communautés européennes ont manipulé le calcul de la marge de dumping globale pour les producteurs égyptiens en ramenant à zéro les montants de dumping négatifs par type de produit, ce qui est contraire à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. De l'avis de l'Égypte, si la Commission avait suivi strictement sa propre pratique établie, le résultat aurait été différent. Vu qu'elles ne l'ont pas fait, il est clair pour l'Égypte que les Communautés européennes étaient déterminées à obtenir des marges de dumping plus importantes.

6.108 Le Japon affirme que la pratique de la "réduction à zéro" utilisée par les CE n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 2.4.2. De l'avis du Japon, cette disposition exige expressément que les marges de dumping soient basées sur une comparaison entre une moyenne pondérée de la valeur normale et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, et lorsqu'on établit une moyenne pondérée digne de ce nom on n'augmente pas arbitrairement certains des chiffres qui la composent afin d'en amplifier le résultat final. Le Japon soutient que le terme "comparable" tel qu'il est utilisé à l'article 2.4.2 ne peut pas justifier la pratique des Communautés européennes. À son avis, le terme exprime uniquement la nécessité de comparer des choses comparables et il n'autorise pas la réduction à zéro. Le Japon fait valoir que les Communautés européennes semblent croire que si elles établissent correctement la moyenne pondérée une fois pour **chaque** type de produit, elles n'ont ensuite pas à établir correctement la moyenne pondérée lors de la phase suivante, le calcul global pour **l'ensemble** des divers types de produits. De l'avis du Japon, cette interprétation ne tient pas compte du sens ordinaire de l'article 2.4.2, qui exige que la comparaison d'une moyenne pondérée soit basée sur toutes les transactions à l'exportation comparables, pas seulement sur les transactions dont il est constaté qu'elles font l'objet d'un dumping. L'approche des CE, y compris le volume des types de produits ne faisant pas l'objet d'un dumping dans la moyenne globale, ne prend en considération qu'une partie des transactions à l'exportation, l'élément volume, mais ignore l'élément prix. En fixant à zéro la valeur des transactions sur les types de produit ne faisant pas l'objet d'un dumping, les Communautés européennes ont en substance modifié les prix des transactions à l'exportation concernées. De l'avis du Japon, le texte de l'article 2.4.2 exige expressément une moyenne pondérée des **prix**, non de quelques prix réels et quelques prix arbitrairement ajustés. En outre, le Japon affirme que l'article 2.4 crée une obligation générale, celle de faire une comparaison équitable pour le calcul des marges de dumping. Il soutient qu'il n'est pas équitable de fausser une moyenne pondérée en ajustant à la hausse certains prix utilisés dans le calcul de cette moyenne.

6.109 Les États-Unis soutiennent que l'article 2.4.2 n'interdit pas la pratique de la réduction à zéro.[46] À leur avis, tout ce que l'article 2.4.2 exige c'est que, lorsqu'on compare le prix à l'exportation et la valeur normale du produit similaire dans une enquête, chaque comparaison soit faite moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction. Cette obligation de comparer des chiffres moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction est expressément subordonnée aux prescriptions de l'article 2.4. Ainsi, il est clair que l'établissement de moyennes pondérées ne doit normalement pas faire intervenir des transactions qui sont distinctes de par les caractéristiques physiques des produits, les conditions et modalités de vente et d'autres différences affectant la comparabilité des prix. De l'avis des États-Unis, la pratique de la réduction à zéro suivie par les Communautés européennes dans cette affaire n'est pas visée par les articles 2.4 et 2.4.2 parce qu'elle intervient à une étape **postérieure** à la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale, lorsque les marges individuelles propres à chaque modèle ont été regroupées en un taux de dumping moyen global. Les États-Unis affirment que leur point de vue est confirmé par le fait que l'article 2.4.2 autorise expressément les comparaisons transaction par transaction sans prévoir une méthode pour regrouper les marges calculées de cette façon. Ils font observer que lorsque cette étape où sont regroupés les résultats des comparaisons effectives est franchie, les différences individuelles par produit entre la valeur normale et le prix à l'exportation peuvent être positives ou négatives. Si elles sont positives, elles représentent le montant global des droits antidumping que le pays importateur est autorisé à percevoir pour ce produit ou ce groupe de transactions. Si elles sont négatives, elles représentent le montant du dépassement du prix à l'exportation par rapport à la valeur normale. Cependant, les États-Unis notent que l'Accord antidumping n'oblige nullement le pays importateur à effectuer des versements en cas d'absence de dumping sur la marchandise en question. La différence négative entre la valeur normale et le prix à l'exportation signifie simplement qu'il n'y a pas de dumping, c'est-à-dire que la marge de dumping pour ce produit ou groupe de transactions est nulle. Ainsi, pour les produits sur lesquels il n'y a pas de marge de dumping, le montant des droits antidumping que le pays importateur est autorisé à percevoir est à juste titre considéré comme nul. Les États-Unis font valoir que lorsque l'autorité chargée de l'enquête calcule un taux de dumping moyen global, aucune disposition de l'Accord antidumping ne l'oblige à donner davantage d'importance à des montants de "dumping négatifs" que si les droits antidumping devaient être perçus par produit, ce qui serait le résultat obtenu si l'interprétation que l'Inde donne à l'article 2.4.2 était acceptée, interprétation qui, toujours selon les États-Unis, viderait de leur sens les prescriptions de l'article 2.4 qui veulent que les comparaisons soient faites au moins par produit afin de tenir compte des différences physiques et autres qui affectent la comparabilité des prix. Enfin, les États-Unis notent que l'article 2.4.2 a été inséré dans l'Accord antidumping au cours du Cycle d'Uruguay pour répondre à la préoccupation de certains Membres qui s'inquiétaient de voir d'autres Membres, y compris les Communautés européennes et les États-Unis, comparer les prix de transactions à l'exportation individuelles à des valeurs normales moyennes pondérées. L'article 2.4.2 a été incorporé à l'Accord pour garantir que, sauf dans le cas d'un dumping ciblé, le calcul des marges lors d'une enquête serait effectué sur une base cohérente, à savoir moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction.[47] L'intention était donc, selon les États-Unis, d'éliminer les comparaisons entre des transactions et des moyennes dans les enquêtes, non de modifier la façon dont les autorités calculent les marges globales après avoir procédé à toutes les comparaisons appropriées.

[46] Les États-Unis notent que rien dans leur argument sur cette question ne devrait être interprété comme exprimant une approbation ou une désapprobation du calcul proprement dit de la marge de dumping fait par les Communautés européennes dans la présente affaire, parce qu'ils n'ont pas accès aux renseignements factuels spécifiques qu'elles ont pris en considération.

[47] Les États-Unis citent à cet égard Stewart, Terence P., ed., *The GATT Uruguay Round: A Negotiation History (1986-1992)*, Kluwer Law International, La Haye, pages 155 à 161 (qui traite des négociations en ce qui concerne, entre autres choses, les comparaisons de moyennes pondérées), et *CE – Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon*, rapport du Groupe spécial, ADP/136, 28 avril 1995 (non adopté), paragraphe 348 (qui traite de la pratique antérieure des Communautés européennes qui consistait à comparer des prix à l'exportation individuels à une valeur normale moyenne pondérée).

b) Constatations

6.110 L'article 2.4.2 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée pourra être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement si les autorités constatent que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes, et si une explication est donnée quant à la raison pour laquelle il n'est pas possible de prendre dûment en compte de telles différences en utilisant les méthodes de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction."

6.111 Pour situer cette disposition dans son contexte, nous notons que l'article 2.4 de l'Accord antidumping (qui ne fait pas l'objet d'une allégation de l'Inde dans le présent différend) dispose ce qui suit dans la partie pertinente:

> "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Elle sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix.[7]"

---

[7] Il est entendu que certains de ces facteurs peuvent chevaucher, et les autorités feront en sorte de ne pas répéter des ajustements qui auront déjà été opérés au titre de cette disposition.

Les deux sous-paragraphes de l'article 2.4 traitent d'aspects spécifiques de la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation. L'article 2.4.1 (qui n'est pas en cause dans le présent différend) contient des règles pour la conversion des monnaies lorsque cette conversion est nécessaire aux fins d'une comparaison au titre de l'article 2.4. L'article 2.4.2 établit que, sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées à l'article 2.4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison moyenne à moyenne ou transaction par transaction. Ces dispositions de l'Accord antidumping sont nouvelles - le Code antidumping du Tokyo Round ne contenait pas de dispositions analogues.

6.112 Conformément aux dispositions de la *Convention de Vienne* régissant l'interprétation des traités, nous examinons tout d'abord le sens ordinaire du membre de phrase "une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables", dans son contexte et à la lumière de son objet et de son but, pour déterminer si la pratique de la réduction à zéro est autorisée par l'article 2.4.2. En observant tout d'abord le texte, nous notons que l'article 2.4.2 exige que normalement, sauf dans des circonstances qui en l'espèce n'existent pas, l'existence de "marges de dumping" doit être établie sur la base d'"une

comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables" ou sur la base d'une comparaison de transactions prises individuellement.

6.113 Les Communautés européennes font valoir que cette disposition n'aborde tout simplement pas la question des marges "multiples" déterminées sur la base de comparaisons pour différents modèles du produit similaire. À leur avis, cette "étape ultérieure" du calcul ne relève tout simplement pas du champ de l'article 2.4.2 et, par conséquent, la méthode à appliquer pour obtenir la marge de dumping concernant le produit similaire en général en cas de comparaisons multiples, est laissée à l'appréciation du Membre qui mène l'enquête.

6.114 Nous ne pouvons pas partager ce point de vue. Le libellé de l'article 2.4.2 énonce expressément les bases sur lesquelles il est permis d'établir l'"existence de marges de **dumping**". Le "dumping" est défini à l'article 2.1 de l'Accord antidumping, qui dispose que:

> "Aux fins du présent accord, un **produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping**, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur."

Les dispositions suivantes de l'article 2 de l'Accord antidumping, qui s'intitule "Détermination de l'existence d'un dumping", indiquent, de manière plus ou moins détaillée, les divers renseignements et méthodes à utiliser pour déterminer si un dumping existe. L'article 2.4.2 énonce les bases sur lesquelles il est permis de comparer la valeur normale et le prix à l'exportation afin d'établir l'existence de marges de dumping. À la lumière de l'article 2.1 de l'Accord antidumping, nous considérons que les "marges de dumping" établies dans le cadre de l'article 2.4.2, sur la base des méthodes de comparaison stipulées, doivent se rapporter à la question essentielle en l'occurrence: le produit en cause fait-il l'objet d'un dumping? Ainsi, à notre avis, une marge de dumping, c'est-à-dire une détermination selon laquelle il y a dumping, ne peut être établie que pour le produit en cause et non pour des transactions individuelles concernant ce produit ou des modèles hétérogènes de ce produit.

6.115 Nous notons par ailleurs que l'article 2.4.2 précise que la valeur normale moyenne pondérée sera comparée à "une moyenne pondérée des prix de **toutes** les transactions à l'exportation comparables". Dans la présente affaire, le calcul de la marge de dumping moyenne pondérée finale effectué par les Communautés européennes pour le produit ne reposait pas, en fait, sur une comparaison avec les prix de toutes les transactions à l'exportation comparables. En attribuant la valeur zéro aux résultats des comparaisons qui font ressortir une marge "négative", les Communautés européennes, de fait, ont modifié les prix des transactions à l'exportation dans ces comparaisons. Il est à notre avis inadmissible de "réduire à zéro" ces marges "négatives" en établissant l'existence d'un dumping pour le produit visé par l'enquête, car cela a pour effet de modifier les résultats d'une comparaison par ailleurs correcte. Cet effet tient à ce que la réduction à zéro considère en fait la moyenne pondérée du prix à l'exportation comme étant égale à la moyenne pondérée de la valeur normale pour les modèles pour lesquels des marges "négatives" ont été constatées lors de la comparaison, alors qu'elle était en réalité plus élevée. Cela équivaut à manipuler les différents prix à l'exportation pris en compte dans le calcul de la moyenne pondérée pour arriver à une moyenne pondérée égale à la valeur normale moyenne pondérée. En conséquence, nous considérons qu'une marge de dumping globale que l'on a calculée en réduisant à zéro les marges "négatives" établies pour certains modèles ne repose pas sur des comparaisons qui reflètent pleinement tous les prix à l'exportation comparables, et est par conséquent calculée d'une manière incompatible avec les prescriptions de l'article 2.4.2.

6.116 Nous reconnaissons que l'article 2.4.2 n'interdit pas expressément la réduction à zéro. Cependant, cela ne signifie pas que la pratique est autorisée, si elle produit des résultats incompatibles avec les obligations énoncées dans cet article, comme nous pensons que c'est le cas. Nous considérons que les prescriptions de l'article 2.4.2 doivent être interprétées comme s'appliquant à la totalité du processus qui consiste à déterminer l'existence des marges de dumping pour le produit, et qu'il n'y a pas de "stade ultérieur" qui échappe entièrement aux contraintes de l'article 2.4.2.

6.117 Nous ne voulons pas dire par là qu'il y a quoi que ce soit dans l'article 2.4.2 qui interdise à l'autorité chargée de l'enquête de procéder à des comparaisons multiples entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables. Au contraire, nous partageons l'opinion des Communautés européennes et de l'Inde selon laquelle l'article 2.4.2 autorise l'autorité chargée de l'enquête à faire des comparaisons multiples par modèle pour le produit similaire visé par l'enquête, comme l'ont fait les Communautés européennes en l'espèce. À cet égard, nous notons le mot comparable dans l'article 2.4.2. Compte tenu de l'obligation de procéder à une comparaison équitable qui est énoncée à l'article 2.4, des prescriptions spécifiques voulant que les comparaisons soient faites au même niveau commercial et à des dates aussi voisines que possible, et de l'obligation de tenir dûment compte des différences affectant la comparabilité des prix, l'utilisation du mot comparable à l'article 2.4.2 nous indique que l'autorité chargée de l'enquête peut assurer la comparabilité soit en procédant aux ajustements nécessaires prévus à l'article 2.4, soit en faisant des comparaisons pour des modèles qui sont, eux-mêmes, comparables. Cependant, lorsqu'il s'agit de conclure si le produit en général fait l'objet d'un dumping, nous considérons que l'article 2.4.2 oblige l'autorité chargée de l'enquête à formuler sa détermination d'une façon qui tient pleinement compte des prix à l'exportation de **toutes** les transactions comparables. La méthode des Communautés européennes, qui est axée sur les modèles qui font, à leur avis, l'objet d'un dumping et ne tient pas pleinement compte des modèles pour lesquels la comparaison aboutit à une marge négative, n'atteint pas cet objectif.

6.118 Nous notons que les Communautés européennes font valoir que l'article 2.4.2 se réfère à l'établissement de "l'existence de marges de dumping", le mot marge étant au pluriel, et qu'il est donc clair que le processus de comparaison des moyennes pondérées aboutit normalement à plus d'une marge de dumping. Toutefois, comme nous l'avons indiqué plus haut, nous estimons qu'une marge de dumping est établie pour le **produit** visé par l'enquête, et non pour les différents **modèles** qui sont comparés aux fins de l'établissement de la marge de dumping. Par conséquent, selon nous, l'utilisation à l'article 2.4.2 du pluriel pour se référer à l'existence de marges de dumping exprime une généralité, compte tenu du fait que, comme il ressort clairement des articles 6.10 et 9 de l'Accord antidumping, des marges de dumping individuelles sont établies pour chaque producteur ou exportateur visé par l'enquête et pour chaque produit visé par l'enquête. Les comparaisons requises au titre de l'article 2.4.2 donnent des marges de différence de prix, mais ce ne sont pas à proprement parler des marges de dumping dans la mesure où elles se rapportent à des modèles distincts du produit soumis à l'enquête ou à des transactions distinctes concernant ce produit, et non au produit soumis à l'enquête en général.

6.119 Sur la base de ce qui précède, nous concluons que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping en établissant l'existence de marges de dumping suivant une méthode qui consistait à réduire à zéro les différences de prix négatives calculées pour certains modèles de linge de lit.

D. ALLEGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 3

6.120 Les allégations de l'Inde quant au dommage et au lien de causalité soulèvent de multiples questions relatives à l'interprétation de plusieurs dispositions de l'article 3 – en particulier, les

paragraphes 1, 4 et 5.[48] Bien que l'Inde ait décomposé les questions en une multitude d'allégations et arguments distincts, il y a essentiellement trois questions dont nous sommes saisis au titre de l'article 3: 1) celle de savoir si les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 3.1, 3.4 et 3.5 en considérant que toutes les importations en provenance d'Inde (et d'Égypte et du Pakistan) faisaient l'objet d'un dumping lorsqu'elles ont procédé à leur analyse du dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping (allégations 8, 19 et 20 de l'Inde); 2) celle de savoir si les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 3.4 en n'évaluant pas "tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production" (allégation 11 de l'Inde); et 3) celle de savoir si les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 3.4 en prenant en considération des renseignements provenant de divers groupes de producteurs communautaires dans leur analyse de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale (allégation 15 de l'Inde).

1. Allégations au titre de l'article 3.1, 3.4, et 3.5 – Toutes les importations en provenance d'Inde (et d'Égypte et du Pakistan) ont été considérées comme faisant l'objet d'un dumping dans l'analyse du dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping (allégations 8, 19 et 20)

a) Arguments des parties

6.121 L'Inde affirme que les Communautés européennes ont supposé, aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, que toutes les importations du produit concerné effectuées durant la période d'enquête (1er juillet 1995–30 juin 1996) faisaient l'objet d'un dumping. En outre, l'Inde affirme que les Communautés européennes ont supposé que les importations effectuées durant toute la période d'enquête concernant le dommage (1er janvier 1992–30 juin 1996), ainsi que les importations antérieures à cette période, faisaient l'objet d'un dumping. L'Inde affirme que, en ce qui concerne la première supposition, une grande partie du linge de lit exporté par l'Inde pendant la période d'enquête ne faisait pas l'objet d'un dumping ou n'aurait pas dû être jugée comme telle et que, en ce qui concerne la seconde supposition, il n'y avait pas d'enquête couvrant ces périodes sur laquelle une constatation de dumping aurait pu être fondée, et on ne peut donc de toute évidence pas supposer que les importations effectuées avant la période de l'enquête sur le dumping faisaient l'objet d'un dumping. De l'avis de l'Inde, l'inclusion d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping dans l'analyse du dommage et du lien de causalité est incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 3.6.[49]

6.122 L'Inde note que les Communautés européennes ont cumulé le volume de toutes les importations en provenance des trois pays visés par l'enquête – Égypte, Inde et Pakistan – et pas simplement le volume des importations qui étaient visées par les transactions faisant l'objet d'un dumping (pièces n° 23 et 52 de l'Inde). L'Inde affirme par ailleurs que si les Communautés européennes n'avaient pas pratiqué la réduction à zéro, il aurait été constaté que les importations d'une entreprise ne faisaient pas du tout l'objet d'un dumping. Cette entreprise représentait 28,5 pour cent du volume des exportations de linge de lit indien effectuées par les entreprises de l'échantillon. Ainsi, l'Inde soutient qu'il est clair que le montant total des importations qui ne faisaient pas l'objet d'un

[48] Dans sa réponse à la demande de décisions préliminaires des Communautés européennes, l'Inde a retiré toutes les allégations putatives éventuelles au titre de l'article 3.6, ce dont nous avons pris note, en déclarant que nous ne rendrions pas de décision sur ce genre d'allégation. Voir plus haut le paragraphe 6.18.

[49] Comme il est indiqué plus haut, l'Inde a retiré l'allégation formulée à cet égard au titre de l'article 3.6. L'allégation formulée à cet égard au titre de l'article 3.4 fait l'objet de l'exception préliminaire soulevée par les Communautés européennes au motif que l'allégation n'était pas suffisamment indiquée dans la demande d'établissement du Groupe spécial, que nous avons rejetée. Voir le paragraphe 6.28 ci-dessus. En outre, nous notons que si les parties ont fait référence à l'article 3.2 dans leurs arguments, l'Inde n'a présenté aucune allégation au sujet de cet article, et nous ne formulons donc pas de constatations au titre de l'article 3.2 de l'Accord antidumping.

dumping représentait plus d'un tiers des exportations de l'Inde. Elle affirme que, en supposant que les pourcentages d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping en provenance d'Égypte et du Pakistan sont du même ordre de grandeur, cela indique que la part de marché totale des importations faisant l'objet d'un dumping a été surestimée de plus d'un cinquième. En ce qui concerne les importations effectuées pendant les années antérieures à la période de l'enquête sur le dumping, l'Inde soutient que, comme l'existence d'un dumping n'a jamais été constatée pour aucune importation pendant cette période, il était incorrect que les Communautés européennes considèrent les importations de linge de lit en provenance d'Inde effectuées au cours des années ayant précédé la période couverte par l'enquête sur le dumping comme faisant l'objet d'un dumping.

6.123 L'Inde soutient également, en ce qui concerne l'article 3.5 de l'Accord antidumping, que les Communautés européennes n'ont pas déterminé dans quelle mesure les dommages causés par d'autres facteurs (tels que, par exemple, la contraction de la demande ou des modifications dans les habitudes des consommateurs) étaient responsables du dommage prétendument subi par la branche de production nationale. Par conséquent, l'Inde fait valoir que l'établissement des faits considérés au titre de l'article 3.5 n'était pas correct et/ou l'évaluation de ces faits n'était pas impartiale et objective. L'Inde fait valoir en particulier que l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" figurant à l'article 3.5 a le même sens qu'à l'article 3.4. Par conséquent, de l'avis de l'Inde, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article 3.5 en considérant automatiquement toutes les importations de linge de lit en provenance d'Inde effectuées entre 1992 et le 30 juin 1995 comme faisant l'objet d'un dumping.

6.124 Les Communautés européennes estiment que l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" utilisée à l'article 3 de l'Accord antidumping inclut toutes les importations du produit en question en provenance du pays dont il est constaté qu'il exerce un dumping, et non pas uniquement les transactions qui font l'objet d'un dumping, comme le suggère l'Inde. Pour les Communautés européennes, l'interprétation de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" proposée par l'Inde soulève des doutes à cause de son caractère incertain. Si chaque transaction doit être imputée à une catégorie selon qu'elle fait ou non l'objet d'un dumping, rien n'est prévu pour les cas où un exportateur masque le volume du dumping en faisant varier les prix d'une expédition à l'autre, peut-être de connivence avec l'importateur. Une sous-catégorisation par exportateur serait nécessaire dans ce cas.

6.125 Les Communautés européennes citent les articles 2.1, 3.1 et 5.7 de l'Accord antidumping comme élément contextuel à l'appui de leur thèse selon laquelle les questions concernant le dumping et le lien de causalité avec le dommage doivent être analysées par produit et par pays plutôt que par transaction. L'article 2.1, de l'avis des Communautés européennes, indique clairement que l'*existence d'un* dumping doit être déterminée pour un pays au niveau du produit visé par l'enquête, dénommé le "produit similaire". L'article 2 autorise, ou peut même exiger, une ventilation par exportateur et par type dans le calcul de la marge de dumping, mais la détermination du dumping est faite pour le produit visé par l'enquête et le pays concerné. Par ailleurs, les Communautés européennes font valoir que l'article 3.1 prescrit que la détermination de l'existence d'un dommage causé par des importations faisant l'objet d'un dumping doit être faite pour le marché national et les producteurs nationaux du produit similaire. De l'avis des Communautés européennes, il n'est pas possible d'isoler les effets de transactions individuelles sur un même marché de produit et la situation du marché est déterminée par l'incidence globale des importations. Les Communautés européennes soutiennent par ailleurs que l'article 5.7 prescrit que "[l]es éléments de preuve relatifs au dumping ainsi qu'au dommage seront examinés simultanément a) pour décider si une enquête sera ouverte ou non, et b) par la suite, pendant l'enquête, à compter d'une date qui ne sera pas postérieure au premier jour où, conformément aux dispositions du présent accord, des mesures provisoires peuvent être appliquées". Comme il faut enquêter sur le dommage avant d'établir quelles transactions font l'objet d'un dumping, il est clair pour les Communautés européennes que l'expression "produits faisant l'objet d'un dumping" utilisée en relation avec les dispositions de l'article 3 relatives au dommage doit se référer à toutes les

importations du produit visé par l'enquête (bien qu'une constatation d'un dommage soit naturellement subordonnée à la constatation d'un dumping).

6.126 En dernier lieu, les Communautés européennes indiquent que l'objet et le but de l'article 3 corroborent leur interprétation de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping". Lorsqu'on observe la première phrase de l'article 3.2, qui prescrit qu'il faut examiner s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, il s'avère d'autant plus improbable que l'article 3 atteigne son objet et son but avec la notion inutilement complexe d'"importations faisant l'objet d'un dumping" préconisée par l'Inde. De l'avis des Communautés européennes, l'Accord antidumping prévoit que les autorités chargées de l'enquête réunissent des renseignements couvrant une longue période, car la période d'enquête utilisée pour évaluer le dumping (généralement un an) ne serait pas suffisante pour évaluer l'évolution du volume des importations. L'article 3.2 favorise manifestement les exportateurs, d'après les Communautés européennes, parce qu'il fixe les conditions qui doivent être remplies avant qu'un lien de causalité soit établi. Cependant, selon l'interprétation de l'Inde, pour appliquer cette disposition, les exportateurs devraient fournir des données concernant les prix non seulement pour une mais pour plusieurs années afin d'établir s'il y a eu dumping d'un bout à l'autre de la période plus longue sur laquelle les volumes d'importation sont examinés. Loin de servir les intérêts des exportateurs, une telle interprétation rendrait dans bien des cas cette disposition inapplicable.

6.127 Les Communautés européennes rejettent l'affirmation de l'Inde selon laquelle elles ont supposé que les importations antérieures à la période couverte par l'enquête sur le dumping faisaient l'objet d'un dumping et constaté qu'un dommage était causé par ces importations. Les Communautés européennes soutiennent que rien, que ce soit dans le Règlement des CE ou dans toute autre déclaration faite par les autorités communautaires, ne confirme expressément ou implicitement qu'elles sont parvenues à une telle conclusion. Les Communautés européennes affirment que les importations effectuées pendant les années ayant précédé la période couverte par l'enquête sur le dumping ont été examinées afin de placer la situation durant cette période dans son contexte. Le membre de phrase "période couverte par l'enquête sur le dommage" est utilisé par les Communautés européennes pour désigner la période plus longue sur laquelle la situation de la branche de production est évaluée, mais cela n'implique pas qu'il y a dumping pendant cette période.

6.128 En réponse à l'affirmation de l'Inde selon laquelle les Communautés européennes "insistent beaucoup à plusieurs reprises sur les entreprises européennes qui auraient disparu entre 1992 et la période d'enquête", les Communautés européennes appellent l'attention sur le fait qu'il est dit dans les Règlements que la principale base sur laquelle repose la constatation d'un dommage important est la baisse de la rentabilité et le blocage des prix de l'industrie communautaire tels qu'ils sont observés parmi les entreprises de l'échantillon. Les renseignements sur la contraction du nombre de producteurs montraient que ce qui aurait pu par ailleurs sembler une contradiction était en fait un scénario réaliste. Autrement dit, les autorités communautaires ont constaté l'existence d'un dommage principalement à cause de la baisse de la rentabilité et du blocage des prix de la branche de production nationale, et les données des entreprises disparues étaient pertinentes pour expliquer la meilleure position de la branche de production en ce qui concernait les ventes et la part de marché.

6.129 L'Égypte estime qu'en ne séparant pas les exportations faisant l'objet d'un dumping et celles qui ne faisaient pas l'objet d'un dumping, les Communautés européennes ont agi d'une manière contraire aux paragraphes 1, 2, 4, 5 et 6 de l'article 3 de l'Accord antidumping. Elle met l'accent sur l'utilisation des termes "importations faisant l'objet d'un dumping" à l'article 3.1. L'Égypte fait valoir par ailleurs que les Communautés européennes n'ont pas dûment examiné si d'autres facteurs pouvaient avoir causé le dommage, comme le prescrit l'article 3.5 de l'Accord antidumping.

6.130 Le Japon pense que l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" à divers endroits de l'article 3 signifie que la détermination de l'existence d'un dommage décrite à l'article 3 doit refléter

l'évaluation par les autorités des "importations faisant l'objet d'un dumping" uniquement, et non des importations dont il n'a pas été constaté qu'elles avaient "fait l'objet d'un dumping". De l'avis du Japon, si les autorités constatent que certaines importations faisaient l'objet d'un dumping et d'autres non, elles doivent alors faire une distinction entre les deux en formulant leur détermination de l'existence d'un dommage. Le Japon affirme que cette obligation s'étend aux importations qui sont cumulées, car l'autorité chargée de l'enquête est tenue de formuler la détermination de l'existence d'un dommage uniquement pour la portion "faisant l'objet d'un dumping" des importations cumulées. Le fait de laisser les importations "faisant l'objet d'un dumping" entacher toutes les importations en provenance d'une entreprise fausse gravement l'analyse du dommage prescrite à l'article 3.

6.131 Les États-Unis désapprouvent le raisonnement des Communautés européennes suivant lequel l'existence d'un dumping est déterminée pour les pays et elles ont par conséquent le droit de considérer toutes les importations en provenance d'un pays dont il est constaté qu'il exerce un dumping comme des importations faisant l'objet d'un dumping aux fins de l'enquête sur le dommage. Cependant, les États-Unis estiment que, même à supposer que les Communautés européennes aient effectivement traité toutes les importations visées effectuées pendant la période d'évaluation du dommage comme faisant l'objet d'un dumping, ce traitement aurait été compatible avec l'Accord antidumping. Les raisons étayant l'opinion des Communautés selon laquelle elles ont agi d'une manière compatible avec l'Accord en traitant toutes les importations visées comme faisant l'objet d'un dumping durant la période d'enquête s'appliquent également en ce qui concerne le traitement des importations visées effectuées pendant la portion de la période d'évaluation du dommage qui a précédé la période d'enquête concernant le dumping.[50] De l'avis des États-Unis, les prescriptions relatives à la détermination de l'existence d'un dommage obligent nécessairement les Membres à réunir et examiner des renseignements sur une période plus longue que la période d'enquête concernant le dumping, afin d'évaluer les modifications du volume et du prix. Cette différence de périodes était déjà un élément des enquêtes sur le dumping bien avant que l'actuel Accord antidumping soit négocié et entre en vigueur. Il n'y a cependant, selon les États-Unis, aucun moyen raisonnable d'éliminer cette différence, car il ne serait pas logique d'évaluer le dommage uniquement pendant la période d'enquête concernant le dumping, et il serait trop lourd pour les autorités chargées de l'enquête et les exportateurs d'étendre la période d'enquête concernant le dumping. Les États-Unis font observer que dans les affaires relatives aux *Saumons*[51] ils avaient considéré toutes les importations effectuées pendant la période d'enquête concernant le dommage comme faisant l'objet d'un dumping (et de subventions). Les groupes spéciaux qui ont examiné cette détermination du dommage ont conclu que les États-Unis avaient dûment examiné s'il y avait eu une augmentation notable du volume des importations faisant l'objet d'un dumping (et de subventions) dans le cadre du Code antidumping et du Code des subventions du Tokyo Round. Le texte pertinent de l'Accord antidumping est le même que celui du Code antidumping du Tokyo Round.

[50] Les États-Unis ont déclaré, en réponse à des questions posées par le Groupe spécial, que leur propre pratique consiste à exclure de l'analyse des effets sur le volume et le prix les importations en provenance de producteurs ou exportateurs pour lesquels est constatée l'absence de dumping. Ces importations figurent dans leur enquête sur le dommage sous la catégorie des importations "ne faisant pas l'objet d'un dumping", tout comme les importations en provenance des pays tiers non soumis à l'enquête. Cependant, si les États-Unis contestent clairement le principe adopté par les Communautés européennes selon lequel l'existence du dumping est déterminée pour les pays, ils n'affirment toutefois pas que leur propre pratique est prescrite par l'Accord antidumping.

[51] *Imposition de droits antidumping sur les importations de saumons frais et réfrigérés en provenance de Norvège* ("*Saumons – Droits antidumping*"), rapport du Groupe spécial, ADP/87, adopté le 26 avril 1994, IBDD, S41/254; *Imposition de droits compensateurs sur les importations de saumons frais et réfrigérés en provenance de Norvège* ("*Saumons – Droits compensateurs*"), rapport du Groupe spécial, SCM/153, adopté le 28 avril 1994, IBDD, S41/662.

a) Constatations

6.132 L'allégation de l'Inde concernant le fait que les Communautés européennes ont traité toutes les importations du produit concerné effectuées pendant la période d'enquête comme faisant l'objet d'un dumping se caractérise principalement comme une allégation d'incompatibilité avec l'article 3.1.

6.133 L'article 3.1 dispose ce qui suit:

> "La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif *a)* du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et *b)* de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits."

L'article 3.1, qui prescrit l'examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, de leur effet sur les prix et de leur incidence sur la branche de production nationale, énonce les règles générales à suivre pour déterminer l'existence d'un dommage, et les dispositions suivantes de l'article 3 donnent des indications plus spécifiques concernant ces déterminations. Les paragraphes 4 et 5 de l'article 3 prescrivent également l'examen des importations faisant l'objet d'un dumping.

6.134 Il n'y a pas de désaccord sur le plan factuel entre les parties concernant le fait de considérer les importations comme faisant l'objet d'un dumping pendant la période couverte par l'enquête sur le dumping. Les Communautés européennes reconnaissent explicitement qu'elles ont considéré toutes les importations en provenance des trois pays visés par l'enquête – l'Inde, l'Égypte et le Pakistan – comme faisant l'objet d'un dumping, et pris en considération le volume et les effets sur les prix de toutes les importations en provenance de ces pays pendant cette période pour déterminer si le dommage était causé par les importations faisant l'objet d'un dumping. L'Inde affirme que les Communautés européennes avaient uniquement le droit de considérer comme des importations faisant l'objet d'un dumping dans son analyse du dommage les importations imputables aux transactions spécifiques au sujet desquelles un dumping avait effectivement été constaté pendant la période d'enquête concernant le dumping.

6.135 Nous sommes donc confrontés à la question de l'interprétation de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" aux paragraphes 1, 4 et 5 de l'article 3 de l'Accord antidumping, plutôt qu'à une évaluation des faits proprement dite. Si nous devons conclure que l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" peut être interprétée comme comprenant le volume des importations du produit en question en provenance du pays pour lequel une détermination positive de l'existence d'un dumping a été établie, nous devons alors, selon le critère d'examen énoncé à l'article 17.6 ii), donner raison aux Communautés européennes sur ce point, au moins en ce qui concerne l'examen des importations effectuées durant la période d'enquête concernant le dumping. D'un autre côté, pour soutenir la position de l'Inde, nous devrions conclure que l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" doit être comprise comme se référant uniquement aux importations qui sont l'objet des transactions dont les prix à l'exportation étaient inférieurs à la valeur normale, lesquelles sont pour l'Inde des transactions de "dumping".

6.136 Cependant, l'examen du sens ordinaire de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping", dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'article 3 de l'Accord antidumping, nous conduit à la conclusion que l'interprétation proposée par l'Inde n'est pas requise. Comme il est indiqué plus haut[52], nous estimons que la détermination de l'existence d'un dumping se fait par

[52] Voir la section VI.C.3 (réduction à zéro).

référence à un **produit** en provenance d'un producteur/exportateur donné, et non par référence à des transactions individuelles. Cela signifie que la détermination de l'existence d'un dumping se fait sur la base de l'examen des transactions concernant un produit donné en provenance de producteurs/exportateurs donnés. Si cet examen aboutit à la conclusion que le produit en question en provenance de producteurs/exportateurs donnés fait l'objet d'un dumping, nous sommes d'avis que la conclusion s'applique à toutes les importations de ce produit en provenance de cette (ces) source(s), au moins pendant la période pour laquelle le dumping a été examiné. Ainsi, nous considérons que l'autorité chargée de l'enquête est en droit de prendre en considération toutes ces importations dans son analyse des "importations faisant l'objet d'un dumping" au titre des paragraphes 1, 4 et 5 de l'article 3 de l'Accord antidumping.

6.137 Nous notons que l'article 9.2 de l'Accord antidumping, qui peut-être considéré comme le contexte pertinent pour notre analyse, dispose ce qui suit:

> "Lorsqu'un droit antidumping est imposé en ce qui concerne un produit quelconque, ce droit, dont les montants seront appropriés dans chaque cas, sera recouvré sans discrimination sur les importations dudit produit, de quelque source qu'elles proviennent, dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un dommage, à l'exception des importations en provenance des sources dont un engagement en matière de prix au titre du présent accord aura été accepté. Les autorités feront connaître le nom du ou des fournisseurs du produit en cause."

Nous considérons que cette disposition étaye notre conclusion selon laquelle toutes les importations en provenance de n'importe quel producteur/exportateur dont il est constaté qu'il exerce un dumping peuvent être considérées comme des importations faisant l'objet de dumping aux fins de l'analyse du dommage.

6.138 À cet égard, nous notons que, bien que les Communautés européennes aient constaté des marges *de minimis* pour quatre exportateurs pakistanais de linge de lit, elles n'ont formulé de détermination négative de l'existence d'un dumping pour aucun producteur ou exportateur soumis à l'enquête. L'Inde n'a naturellement pas formulé d'allégation au sujet du traitement des importations pakistanaises en tant qu'importations faisant l'objet d'un dumping. Elle fait toutefois valoir que, si les Communautés européennes avaient correctement calculé les marges de dumping pour les producteurs indiens, elles auraient abouti à la conclusion que les importations en provenance d'une entreprise ne faisaient pas l'objet d'un dumping. Nous avons constaté plus haut que les Communautés européennes avaient bien agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping dans leur calcul des marges de dumping pour les producteurs indiens. Il est possible qu'un calcul effectué d'une manière compatible avec l'Accord antidumping ait conduit à la conclusion que tel ou tel producteur indien devrait se voir attribuer une marge de dumping nulle ou *de minimis*. En pareil cas, nous sommes d'avis que les importations imputables à ce producteur/exportateur ne peuvent pas être considérées comme "faisant l'objet d'un dumping" aux fins de l'analyse du dommage. Cependant, nous n'avons pas la compétence juridique nécessaire pour effectuer un calcul correct et établir en conséquence une détermination de l'existence d'un dumping pour aucun des producteurs indiens - et notre tâche consiste à examiner la détermination des autorités communautaires, non à remplacer cette détermination, si nous la jugeons incompatible avec l'Accord antidumping, par notre propre détermination. Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas les données nécessaires pour entreprendre un tel calcul. Par conséquent, si le traitement des importations imputables à des producteurs ou exportateurs dont il est constaté qu'ils n'exercent **pas** un dumping est une question intéressante, ce n'est pas une question dont nous sommes saisis et nous ne formulons pas de conclusion à cet égard.

6.139 Notre conclusion selon laquelle les autorités chargées de l'enquête peuvent traiter toutes les importations en provenance des producteurs/exportateurs pour lesquels une détermination positive de

l'existence d'un dumping est formulée comme des "importations faisant l'objet d'un dumping" aux fins de l'analyse du dommage au titre de l'article 3 s'appuie sur notre opinion selon laquelle l'interprétation proposée par l'Inde, qui aboutit à la conclusion que l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" se réfère **uniquement** aux importations imputables aux **transactions** dans lesquelles le prix à l'exportation est inférieur à la valeur normale, conduirait à un résultat inapplicable dans certains cas. L'un des objets et des buts de l'Accord antidumping est d'établir les conditions dans lesquelles les Membres peuvent imposer des droits antidumping en cas de dumping dommageable. Une interprétation qui, dans de nombreux cas, rendrait impossible l'évaluation de l'un des éléments nécessaires, le dommage, n'est pas compatible avec cet objet et ce but.

6.140 N'évaluer que le volume, les effets sur les prix et les incidences des importations imputables aux transactions pour lesquelles une marge positive a été calculée serait, dans bien des cas, impossible, ou au moins irréalisable dans la pratique. Essayer de séparer les transactions individuelles selon qu'elles ont fait l'objet d'un dumping ou pas, même en supposant que cela puisse se faire, plongerait les autorités chargées de l'enquête dans l'embarras dans les cas où l'enquête sur le dumping est effectuée pour un échantillon d'entreprises ou de produits. Cet échantillonnage est expressément prévu dans l'Accord antidumping, mais il ne serait pas possible, en pareils cas, de déterminer exactement le volume d'importations imputable aux transactions "faisant l'objet d'un dumping".[53] De même, si l'existence d'un dumping est déterminée sur la base d'une comparaison entre la moyenne pondérée de la valeur normale et la moyenne pondérée du prix à l'exportation, il n'y aurait pas de comparaisons concernant les transactions individuelles sur lesquelles on pourrait se fonder pour séparer les importations en deux catégories: "faisant l'objet d'un dumping" et "ne faisant pas l'objet d'un dumping".

6.141 Nous notons, à ce propos, les constatations des groupes spéciaux du GATT ayant examiné les affaires concernant les *saumons*. La question précise soulevée ici n'a jamais été soulevée ni abordée dans ces affaires, mais le Groupe spécial *Saumons – Droits antidumping* a examiné la question de savoir si les États-Unis avaient dûment déterminé que les importations causaient un dommage important à la branche de production nationale "par les effets du dumping". Le Groupe spécial avait constaté que ce libellé, qui figure à l'article 3.5 de l'Accord antidumping, n'exigeait pas que le volume, les effets sur les prix et l'incidence à examiner soient ceux du dumping plutôt que ceux des importations faisant l'objet du dumping, ce qui signifie que les "effets du dumping" avaient été assimilés par le Groupe spécial aux "effets des importations faisant l'objet d'un dumping".[54] Dans la présente affaire, les "importations faisant l'objet d'un dumping" comprenaient toutes les importations en provenance de tous les producteurs du pays sans distinction par transaction. À notre avis, cette conclusion est compatible avec une interprétation selon laquelle l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" désigne toutes les importations du **produit** en provenance des producteurs/exportateurs au sujet desquels une détermination positive de l'existence d'un dumping a été formulée.

6.142 Nous concluons par conséquent que les Communautés européennes, ayant formulé une détermination positive de l'existence d'un dumping en ce qui concerne les importations en provenance de tous les producteurs/exportateurs dans la présente affaire, n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping en prenant en considération toutes les

[53] L'argument de l'Inde laisse entendre que la proportion des importations imputables aux transactions faisant l'objet d'un dumping pour un producteur ou pays pourrait être appliquée pour déterminer le volume des importations faisant l'objet d'un dumping pour un producteur ou pays différent. Nous ne considérons pas qu'une telle pratique satisferait aux règles générales de l'Accord antidumping, à savoir la prise en considération d'éléments de preuve positifs et l'objectivité des décisions.

[54] *Saumons – Droits antidumping*, rapport du Groupe spécial, paragraphes 565 à 571; *Saumons - Droits antidumping*, rapport du Groupe spécial, paragraphes 328 à 340 ("effets de la subvention" et "effets des importations subventionnées").

importations en provenance d'Inde (et d'Égypte et du Pakistan) dans leur évaluation du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, de leurs effets sur les prix et de leur incidence.

6.143 En ce qui concerne la question de savoir si les Communautés européennes ont indûment considéré les importations effectuées avant la période d'enquête concernant le dumping comme faisant l'objet d'un dumping, nous notons leur explication selon laquelle elles n'ont pas déterminé l'existence d'un dommage causé par des importations faisant l'objet d'un dumping pour une quelconque période antérieure à la période d'enquête concernant le dumping. Étant donné que nous avons conclu, comme nous l'expliquons ci-après, que la détermination de l'existence d'un dommage formulée par les Communautés européennes ne l'a pas été d'une manière compatible avec leurs obligations au titre de l'article 3.4, nous ne jugeons pas nécessaire ni approprié de trancher cette question.

6.144 Enfin, pour ce qui est de l'allégation de l'Inde selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas dûment pris en considération d'"autres facteurs" qui auraient pu causer un dommage à la branche de production nationale, comme l'exige l'article 3.5 de l'Accord antidumping, nous notons que, à l'exception de l'argument concernant les importations indûment considérées comme "faisant l'objet d'un dumping", l'Inde n'a formulé aucun autre argument à l'appui de cette allégation. Ayant rejeté la position de l'Inde à cet égard, nous considérons que l'Inde n'a pas établi *prima facie* le bien-fondé de son allégation à cet égard.

2. Allégation au titre de l'article 3.4 – "Tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production" n'ont pas été évalués (allégation 11)

a) Arguments des parties

6.145 L'Inde estime que les Communautés européennes n'ont pas examiné tous les facteurs relatifs au dommage mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping aux fins de leur détermination de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée. L'Inde affirme en particulier que les Communautés européennes n'ont pas examiné les éléments suivants: productivité; retour sur investissement; utilisation des capacités; importance de la marge de dumping; flux de liquidités; stocks; salaires; croissance; et capacité de se procurer des capitaux ou investissement. De l'avis de l'Inde, les Communautés européennes ont donc agi d'une manière incompatible avec l'article 3.4.

6.146 L'Inde souligne l'emploi du mot "shall" dans la version anglaise de l'article 3.4, faisant valoir qu'il s'ensuit que l'évaluation mentionnée à l'article 3.4 devra nécessairement inclure "tous les facteurs ... pertinents". Le mot "tous" indique que tous les facteurs pertinents doivent être inclus dans cette "évaluation". Le sens du mot "tous", d'après l'Inde, est encore précisé par le terme "y compris". De l'avis de l'Inde, la présence du terme "y compris" implique que, au minimum, les facteurs et indices énumérés après ce mot doivent être évalués.

6.147 Les Communautés européennes présentent trois moyens de défense face à l'allégation de l'Inde, dont elles disent qu'elle repose sur la nature prétendument obligatoire de l'évaluation des facteurs énumérés à l'article 3.4 et non sur l'argument selon lequel, en raison des circonstances propres au cas d'espèce, les facteurs énumérés devraient être évalués. Premièrement, les Communautés européennes affirment que les facteurs énumérés à l'article 3.4 ont été évalués au cours de l'enquête.[55] Pour plusieurs des facteurs, les données ont pu être extraites des comptes des exportateurs et, pour les autres, elles proviennent du questionnaire envoyé aux producteurs nationaux. Les Communautés européennes indiquent aussi l'évaluation effectuée pour chacun des facteurs.

[55] *Voir* la première communication des Communautés européennes, annexe 2-1, tableau 4.

6.148 Deuxièmement, les Communautés européennes affirment que les facteurs énumérés à l'article 3.4 ont un caractère négatif et, en tant que tels, ont été correctement évalués au cours de l'enquête. Elles soulignent que la particularité qui se dégage si l'on examine de près les termes de l'article 3.4 est que les facteurs énumérés concernent explicitement des indications du dommage, non de l'absence de dommage. Des 15 facteurs, deux seulement ne sont pas qualifiés par les mots "baisse" ou "effets négatifs". Le texte introductif de l'article 3.4 – qui parle de l'"*incidence* des importations faisant l'objet d'un dumping" - renforce cette interprétation des facteurs énumérés. Le but de l'examen prévu à l'article 3.4 est de déterminer ce qui va mal dans la branche de production nationale, non ce qui va bien. Les Communautés européennes ne veulent pas dire par là que les facteurs non négatifs n'ont aucune pertinence. Cependant, de l'avis des Communautés européennes, l'Inde cherche à établir que l'article 3.4 exige des autorités chargées de l'enquête qu'elles évaluent de manière explicite l'ensemble des 15 facteurs énumérés. Néanmoins, le libellé de l'article 3.4 se réfère presque exclusivement à des facteurs négatifs et, par conséquent, d'après les Communautés européennes, ce qu'on pourrait appeler l'obligation d'"évaluation complète", si elle existe, ne s'applique qu'à ces facteurs. Les bénéfices et les prix ont été les deux principaux facteurs négatifs identifiés par les autorités communautaires dans la procédure sur le linge de lit, et ceux-ci ont été minutieusement examinés et évalués.

6.149 Troisièmement, les Communautés européennes avancent diverses raisons pour conclure que l'article 3.4 n'exige pas que chacun des facteurs énumérés soient évalués dans chaque enquête. Elles mettent en avant l'emploi des termes "pertinents" et "influent sur la situation de cette branche" à l'article 3.4 ainsi que la dernière phrase de la disposition, qui se lit comme suit: "Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante". Les Communautés européennes soulignent aussi l'emploi du terme "y compris" et ce qu'elles appellent la "nature" de la liste, expliquant qu'elle est "divisée en plusieurs parties par des points virgules, et le mot "ou" est utilisé pour indiquer que tous les facteurs n'ont pas à être examinés". Non seulement les facteurs varient en importance d'une affaire à une autre mais, pour les Communautés européennes, il est possible de déduire que certains d'entre eux sont par essence probablement plus importants que d'autres et que les constatations sur certains peuvent rendre superflues les constatations sur d'autres.

6.150 Les Communautés européennes font valoir que l'obligation, énoncée à l'article 3.4, d'examiner les facteurs relatifs au dommage n'existent pas isolément et que, en particulier, il faut tenir compte des paragraphes 13 et 14 de l'article 6, qui traitent respectivement des difficultés que pourraient avoir les parties intéressées – en particulier les petites entreprises – à communiquer les renseignements demandés et de la nécessité pour un Membre d'agir avec diligence dans son enquête. À cet égard, des aspects de l'évaluation requise par l'article 3.4 doivent peut-être être limités afin de respecter l'esprit de l'article 6.13. Les Communautés européennes estiment que la décision concernant les limites à l'obligation énoncée à l'article 3.4 qu'il convient de fixer est une question qu'il faut laisser à l'appréciation des autorités chargées de l'enquête.

6.151 Le Japon, en tant que tierce partie, affirme que le libellé de l'article 3.4 exige l'examen de tous les facteurs énumérés et que la liste des facteurs est le minimum qui doit être évalué par les autorités chargées de l'enquête. Le degré d'importance de chaque facteur peut varier d'une affaire à l'autre, mais tous ceux qui sont énumérés doivent être entièrement examinés et évalués dans chaque affaire. Les autorités ne peuvent pas exclure certains facteurs parce qu'elles ne les jugent pas pertinents. Le Japon est d'avis que cette interprétation est étayée par l'évolution du libellé de cette disposition au fil du temps. On est passé en effet du terme "tels que" dans la disposition comparable du Code antidumping du Tokyo Round au terme "y compris" dans l'Accord antidumping, ce qui souligne l'importance de ce dernier terme du point de vue de l'interprétation. Étant donné que "y compris" signifie "partie d'un tout", les facteurs mentionnés après le terme "y compris" doivent être considérés comme un sous-ensemble d'un groupe de facteurs pouvant être plus vaste qui doit être évalué par les autorités. Si les rédacteurs avaient voulu que les autorités chargées de l'enquête aient la possibilité de

choisir entre les différents facteurs énumérés dans la liste, ils n'auraient pas remplacé le terme "tels que" par "y compris". Les rédacteurs auraient utiliser les mots qu'il fallait pour dire plus clairement que les autorités pouvaient en examiner autant ou aussi peu qu'elles voulaient.

6.152 Les États-Unis, en tant que tierce partie, sont d'avis que bien qu'à la lumière de l'article 12.2, les autorités chargées de l'enquête ne soient pas tenues dans chaque cas de formuler une constatation spécifique pour chaque facteur énuméré aux paragraphes 2 et 4 et de l'article 3, il devrait ressortir de leur détermination qu'elles ont évalué chacun des facteurs énumérés. Cet objectif peut être atteint lorsqu'une détermination, en démontrant pourquoi les autorités se sont fondées sur les facteurs spécifiques qu'elles ont jugés importants en l'espèce, révèle par la même occasion pourquoi il a été attribué peu d'importance à d'autres facteurs sur lesquels elles n'ont pas formulé de constatations spécifiques. Dans la présente affaire toutefois, les États-Unis partagent certaines des préoccupations de l'Inde au sujet de l'inadéquation des constatations des Communautés européennes parce que les constatations spécifiques des Communautés européennes sur les facteurs qu'elles ont examinés n'expliquent pas pourquoi elles n'ont pas accordé d'importance aux facteurs qu'elles n'ont pas examinés. Les États-Unis ne sont pas d'accord avec les Communautés européennes lorsqu'elles disent que certains des facteurs mentionnés à l'article 3.4 ont un caractère négatif. Ils font observer que les Communautés européennes font abstraction du fait que l'article 3.5 se réfère aux "*effets* du dumping, tels qui sont définis aux paragraphes 2 et 4 de l'article 3". Les facteurs de l'article 3.4 ne sont pas "pertinents" uniquement dans la mesure où ils étayent une détermination de l'existence d'un dommage. L'article 3.4 dispose que "tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche" doivent être évalués. Ainsi, même si un facteur n'étaye pas une détermination positive de l'existence d'un dommage, l'autorité doit l'évaluer dans la mesure où il jette de la lumière sur la situation de la branche de production nationale.

b) Constatations

6.153 L'allégation de l'Inde pose un certain nombre de questions. La plus fondamentale de ces questions est l'interprétation de l'article 3.4, c'est-à-dire le point de savoir si la liste des facteurs figurant dans cette disposition est indicative ou impérative, et, si elle est impérative, le point de savoir si il y a uniquement quatre groupes de "facteurs" représentés par les sous-groupes séparés par des points virgules qui doivent être évalués, ou si chaque facteur énuméré doit être examiné individuellement. Nous devons aussi examiner la nature de l'évaluation des facteurs qui est requise, comment la "pertinence" d'un facteur donné doit être déterminée, et la mesure dans laquelle la détermination finale doit refléter l'examen requis, quelle que soit sa nature. Enfin, nous devons examiner les faits.

6.154 L'article 3.4 dispose ce qui suit:

> "L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."

L'emploi du mot "comportera" à l'article 3.4 nous donne de fortes raisons de penser que l'évaluation des facteurs énumérés dans cette disposition est interprétée à juste titre comme étant impérative dans

tous les cas. Cela signifie, à notre avis, que le sens ordinaire de la disposition est que l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping doit inclure une évaluation de tous les facteurs énumérés à l'article 3.4.

6.155 Les Communautés européennes soulignent l'emploi des termes "pertinents" "qui influent sur la situation de cette branche" et "y compris" à l'article 3.4 en faisant valoir que tous les facteurs n'ont pas à être évalués dans tous les cas. Nous n'estimons pas que ces éléments textuels affectent la conclusion selon laquelle le sens ordinaire de l'article 3.4 est compris à juste titre comme exigeant l'évaluation de tous les facteurs énumérés dans tous les cas. Nous notons que les termes "pertinents" et le membre de phrase "qui influent sur la situation de cette branche" précèdent l'introduction de la liste de facteurs. À notre avis, le texte de l'article 3.4 indique que les facteurs énumérés sont *a priori* des facteurs "pertinents" "qui influent sur la situation de cette branche" et doivent donc être évalués dans tous les cas.[56]

6.156 S'agissant de l'emploi du terme "y compris", nous considérons qu'il souligne simplement qu'il peut y avoir d'autres "facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production" parmi "tous" ces facteurs qui doivent être évalués. Nous rappelons que, dans le Code antidumping du Tokyo Round, la même liste de facteurs était précédée par le terme "tels que", lequel a été remplacé par le terme "y compris" qui apparaît maintenant à l'article 3.4 de l'Accord antidumping. Le terme "such as" ("tels que") est défini notamment comme signifiant "of the kind, degree, category being or about to be specified; for example"[57] ("du type, du degré, de la catégorie qui est ou va être spécifié; par exemple"). En revanche, le verbe "to include" (comprendre, inclure) est défini notamment comme signifiant "enclose"; "contain as part of a whole or as a subordinate element; contain by implication, involve"; or "place in a class or category; treat or regard as part of a whole"[58] ("renfermer; contenir dans un ensemble ou en tant qu'élément subordonné; contenir par implication, comporter; ou placer dans une classe ou catégorie; traiter ou considérer comme partie d'un tout"). Nous interprétons donc le membre de phrase "comportera une évaluation de tous les

---

[56] Nous notons à cet égard que le Groupe spécial *Corée – Sauvegarde concernant certains produits laitiers*, a examiné le libellé de l'article 4.2 de l'Accord sur les sauvegardes, qui dispose que, pour formuler une détermination de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave dans une enquête en matière de sauvegarde, les autorités compétentes:

> "évalueront tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de cette branche, en particulier, ..."

Le Groupe spécial avait conclu que le texte de cette disposition indiquait clairement que:

> "parmi "tous les facteurs pertinents" que les autorités chargées de l'enquête "évalueront", la prise en considération des facteurs énumérés est toujours pertinente et par conséquent obligatoire, même s'il se peut que les autorités écartent ultérieurement certains d'entre eux au motif qu'ils n'influent pas sur la situation de cette branche de production". *Corée – Sauvegarde concernant certains produits laitiers*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.55.

Voir aussi, Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS121/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 136. Les similitudes entre le libellé des dispositions sont évidentes et nous estimons que la même conclusion est appropriée pour interpréter l'article 3.4 de l'Accord antidumping. Si le critère du dommage dans les affaires de sauvegarde ("dommage grave") est différent de celui qui est appliqué aux déterminations du dommage dans les affaires antidumping ("dommage important"), le même type d'analyse est prévu dans les accords visés respectifs, à savoir l'évaluation ou l'examen d'une série de facteurs énumérés afin de déterminer si le dommage requis existe.

[57] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Clarendon Press, Oxford, 1993.

[58] *Idem.*

facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris ..." comme introduisant une liste impérative de facteurs économiques pertinents qui doivent être évalués dans chaque cas. Le changement de terme qui a été opéré lors du Cycle d'Uruguay plaide à notre avis en faveur d'une interprétation du texte actuel de l'article 3.4 selon laquelle la liste qui y figure est impérative et pas simplement indicative ou illustrative.[59]

6.157 Les Communautés européennes mettent également l'accent sur les points virgules figurant dans la liste de facteurs de l'article 3.4. Cependant, à notre avis, ni la présence de points virgules séparant certains groupes de facteurs dans le texte de l'article 3.4, ni la présence du mot "ou" dans les premier et quatrième de ces groupes ne sert à faire de la liste impérative de l'article 3.4 une liste de quatre "facteurs" uniquement. Nous notons par ailleurs que les deux "ou" apparaissent dans – et non entre – les groupes de facteurs séparés par les points virgules. Nous considérons donc que l'emploi du terme "ou" ici ne réduit pas la nature impérative de la prescription textuelle selon laquelle "tous les facteurs économiques pertinents" seront évalués. Quant au second "ou", il apparaît dans le membre de phrase "capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement", ce qui indique clairement que le facteur que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner est la "capacité de se procurer des capitaux" ou la "capacité de se procurer l'investissement", ou les deux.

6.158 Enfin, nous considérons que l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle tous les facteurs énumérés à l'article 3.4, "étant uniquement de caractère négatif", n'ont pas à être évalués. Cette caractérisation par les Communautés européennes des facteurs énumérés à l'article 3.4 nous rend quelque peu perplexes. Chacun des facteurs à évaluer peut s'avérer indiquer l'existence d'un dommage important ou pas, pour la branche de production. Nous ne voyons pas l'utilité de les décrire comme des "facteurs négatifs", ou des facteurs ayant "un caractère négatif". Nous ne pouvons pas non plus concilier la déclaration des Communautés européennes selon laquelle "les facteurs énumérés concernent explicitement des indications du dommage, non de l'absence de dommage" et leur déclaration selon laquelle "[l]es Communautés européennes ne veulent pas dire par là que les facteurs non négatifs n'ont aucune pertinence". Au contraire, l'observation suivante des Communautés européennes: "le libellé de l'article 3.4 se réfère presque exclusivement à des facteurs négatifs et, par conséquent, ce qu'on pourrait appeler l'obligation d'"évaluation complète", si elle existe, ne s'applique qu'à ces facteurs" donne à penser qu'elles estiment que seuls les facteurs indiquant l'existence d'un dommage important pour la branche de production doivent être évalués. Une telle interprétation de l'article 3.4 va manifestement à l'encontre de l'obligation d'établir correctement une base factuelle à l'appui d'une analyse raisonnée et valable de la situation de la branche de production et une constatation de l'existence d'un dommage, ainsi que de l'obligation de procéder à une évaluation impartiale et objective comme le prévoient les articles 3.1 et 17.6 i) de l'Accord antidumping.

6.159 Sur la base de ce qui précède, nous concluons que **chacun** des 15 facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping doit être évalué par les autorités chargées de l'enquête dans chaque cas au moment d'examiner l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée.

[59] L'article 3:2 du Mémorandum d'accord charge les groupes spéciaux de clarifier les dispositions des accords visés "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public", qui sont énoncées dans les articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*. *Voir par exemple, Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS8/AB/R-WT/DS10/AB/R-WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996, pages 10 à 12. Nous examinons ici l'historique de la négociation conformément à l'article 32 de la *Convention de Vienne* afin de confirmer le sens résultant de l'application de la règle générale d'interprétation énoncée à l'article 31 de ladite convention.

6.160 Nous notons que notre conclusion est la même que celle du Groupe spécial *Mexique – SHTF* sur cette question précise[60], lequel avait déclaré ce qui suit[61]:

> "Le texte de l'article 3.4 est contraignant:
>
> "L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée **comportera** une évaluation de tous les **facteurs** et indices **économiques pertinents** qui influent sur la situation de cette branche, **y compris** ..." (pas de caractère gras dans l'original).
>
> À notre avis, ce libellé indique clairement que les facteurs énumérés à l'article 3.4 doivent être examinés dans tous les cas. Il peut y avoir d'autres facteurs économiques pertinents dans un cas particulier, dont l'examen serait aussi requis."

6.161 S'agissant de la question de la nature de l'évaluation de chaque facteur qui est requise, nous notons l'avis du Groupe spécial *Mexique – SHTF* sur cette question[62]:

> "Mais l'examen des facteurs énumérés à l'article 3.4 est requis dans chaque cas, même si cet examen peut conduire l'autorité chargée de l'enquête à conclure qu'un facteur donné n'est pas probant en ce qui concerne une branche de production donnée, ou un cas donné, et par conséquent n'est pas pertinent pour la détermination proprement dite. De plus, l'examen de chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4 doit apparaître dans la détermination finale de l'autorité chargée de l'enquête.[602]

---

[602] À cet égard, nous notons que l'article 12.2.2 dispose ce qui suit:

> "Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ...""

6.162 En d'autres termes, si les autorités peuvent déterminer que certains facteurs ne sont pas pertinents ou ne jouent pas un rôle important dans la décision, elles ne peuvent pas simplement écarter ces facteurs mais doivent expliquer leur conclusion quant à l'absence de pertinence ou d'importance desdits facteurs. Nous sommes d'accord. Ainsi, nous pensons que chaque facteur mentionné à l'article 3.4 doit être examiné et que la nature de cet examen, y compris le point de savoir si l'autorité chargée de l'enquête a jugé le facteur pertinent dans son analyse de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, doit apparaître dans la détermination finale.

6.163 Nous allons maintenant examiner les incidences d'une décision selon laquelle l'examen de chaque facteur doit apparaître dans la détermination finale et la pertinence ou l'absence de pertinence de chaque facteur doit être expliquée. Les Communautés européennes s'opposent à la notion de "liste récapitulative" et font valoir que la pertinence de certains facteurs peut sauter aux yeux dès le début de

---

[60] Ce groupe spécial examinait l'application des prescriptions de l'article 3.4 dans une affaire concernant une "menace de dommage important", mais nous considérons que les vues qu'il a exprimées au sujet de l'article 3.4 sont également pertinentes dans la présente affaire, en ce qui concerne le dommage important.

[61] *Mexique – SHTF*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.128.

[62] *Idem.*

l'enquête. Même si l'on admet que l'autorité chargée de l'enquête peut se rendre compte rapidement au cours de la procédure, voire même dès le début, qu'un certain facteur n'est pas pertinent pour l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, un groupe spécial doit néanmoins pouvoir, en examinant cette détermination, dire si tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4 ont été évalués. Nous considérons qu'une autorité, au moment d'expliquer pourquoi elle a jugé certains facteurs pertinents, peut en même temps faire apparaître pourquoi elle n'a pas jugé les autres facteurs importants et, par conséquent, sans suivre un système de liste récapitulative, permettre à un groupe spécial chargé de la question de déterminer si elle s'est conformée aux prescriptions de l'article 3.4. En conséquence, nous concluons que, dans la mesure où l'absence de pertinence ou d'importance des facteurs qui ne sont pas essentiels à la décision apparaît au moins implicitement dans la détermination finale, les prescriptions de l'Accord sont respectées. Une liste récapitulative donnerait peut-être d'avantage à l'autorité et au groupe spécial l'assurance que tous les facteurs ont été examinés, mais nous pensons que ce n'est pas une approche requise pour la prise des décisions au titre de l'article 3.4.

6.164 Ayant conclu que l'article 3.4 exige une évaluation de tous les facteurs énumérés, laquelle peut aboutir à une conclusion selon laquelle certains des facteurs énumérés ne sont pas pertinents pour l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale dans les circonstances propres à l'enquête, et que l'examen de tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4 doit apparaître dans la détermination finale, la question dont nous sommes saisis consiste à savoir si la détermination des Communautés européennes est compatible avec cette obligation.

6.165 Les Communautés européennes affirment qu'elles ont évalué les facteurs énumérés à l'article 3.4 pendant l'enquête. Dans les paragraphes 81 à 91 du Règlement provisoire[63], sous le titre "Situation de l'industrie communautaire", les facteurs suivants sont évoqués: a) production; b) ventes en volume; c) ventes en valeur; d) part de marché; e) évolution des prix; f) rentabilité; et g) emploi. Les autres facteurs énumérés à l'article 3.4 – productivité; retour sur investissement; utilisation des capacités; importance de la marge de dumping; flux de liquidités; stocks; salaires; croissance; capacité de se procurer des capitaux ou investissement – ne sont même pas mentionnés dans cette section.

6.166 Nous notons par ailleurs que, au paragraphe 62 du Règlement provisoire, les Communautés européennes déclarent:

> "Les données nécessaires à l'examen du préjudice causé à l'industrie communautaire ont été collectées et analysées à trois niveaux différents:
>
> - au niveau de la Communauté dans son ensemble (Communauté à 15), pour l'évolution de la production, de la consommation dans la Communauté, des importations, des exportations et de la part de marché ...;
>
> - au niveau de l'industrie communautaire ... pour l'évolution de sa production, de ses ventes en valeur et de son niveau d'emploi;
>
> - au niveau des producteurs communautaires inclus dans l'échantillon, pour les facteurs précités ainsi que pour les tendances des prix et de la rentabilité."

6.167 Il ressort de cette énumération que des données n'ont même pas été collectées pour tous les facteurs énumérés à l'article 3.4, et encore moins évaluées par les autorités communautaires chargées de l'enquête. Assurément, un facteur ne peut pas être évalué sans la collecte des données pertinentes. Certaines des données collectées pour les facteurs qui sont mentionnés dans le Règlement provisoire

[63] Pièce n° 8 de l'Inde.

par les Communautés européennes comprenaient peut-être des données relatives aux facteurs non mentionnés, mais nous ne saurions supposer que c'était le cas sans quelque indication en ce sens dans la détermination. De plus, la pertinence ou l'absence de pertinence, selon l'évaluation des autorités communautaires, des facteurs non mentionnés sous le titre "Situation de l'industrie communautaire" n'apparaît absolument pas dans la détermination.

6.168 Les Communautés européennes expliquent que certains facteurs ont été évalués mais qu'"il a été constaté qu'il ne s'agissait pas de facteurs indépendants notables". En réponse à une question du Groupe spécial concernant le sens de l'expression "pas un facteur indépendant notable" utilisée par les Communautés européennes, ces dernières ont répondu: "l'interprétation à donner à l'expression "une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents" doit être suffisamment souple pour s'adapter à l'immense diversité des circonstances qui surviennent dans les enquêtes sur le dommage et la cause du dommage. La pertinence est une question de degré plutôt qu'une question à laquelle on répond par "oui ou non"".[64] Certes, nous sommes d'accord avec les Communautés européennes en ce qui concerne l'"immense diversité des circonstances" qui peuvent survenir dans les enquêtes, et la nécessité de faire preuve de souplesse dans l'évaluation des facteurs pertinents, mais nous ne voyons pas comment la pertinence d'un facteur pour la détermination du dommage **dans une enquête donnée** peut être une question de degré. En d'autres termes, il est clair que tous les facteurs ne seront pas "pertinents", ou aussi "pertinents" les uns que les autres, du point de vue de leur influence sur la situation de la branche de production, dans tous les cas. Cependant, il nous semble que **dans une affaire donnée**, un facteur donné est ou n'est pas pertinent pour déterminer s'il y a dommage, en fonction des faits et circonstances propres à la branche de production en question. En fait, c'est précisément parce que, comme les Communautés européennes le disent, "le processus constituant à déterminer la pertinence d'un facteur peut ne pas être très différent de celui qui consiste à évaluer ce facteur", que l'évaluation par les autorités de l'absence de pertinence d'un facteur, c'est-à-dire la conclusion selon laquelle il n'influe pas (ou influe peu) sur la détermination du dommage, si tel est le cas, doit apparaître dans la détermination tout autant que leur évaluation d'un facteur qui influe bel et bien sur la détermination du dommage. Autrement, il devient impossible de déterminer lesquels des nombreux facteurs qui influent sur la situation de la branche de production ont effectivement joué un rôle dans la détermination du dommage et ont été évalués par l'autorité chargée de l'enquête. Nous constatons que, lorsque les facteurs énumérés à l'article 3.4 ne sont même pas mentionnés dans la détermination à l'examen, s'il n'y a rien dans la détermination qui indique que les autorités les ont jugés non pertinents, les prescriptions de l'article 3.4 n'ont pas été respectées. Si l'on doit supposer qu'il a été conclu qu'un facteur n'était pas pertinent parce que celui-ci n'a pas été examiné, cette conclusion n'est à notre avis tout simplement pas défendable.

6.169 Sur la base de ce qui précède, nous concluons que les Communautés européennes n'ont pas procédé à "une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production" et qu'elles n'ont par conséquent pas agi d'une manière compatible avec leurs obligations au titre de l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

3. Allégation au titre de l'article 3.4 – Des renseignements concernant divers groupements de producteurs communautaires ont été pris en considération dans l'analyse de la situation de la branche de production nationale (allégation 15)

a) Arguments des parties

6.170 L'Inde affirme que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article 3.4 en prenant en considération des renseignements relatifs à différents groupements de producteurs communautaires de linge de lit au moment d'évaluer certains facteurs mentionnés à

[64] *Voir* la réponse des Communautés européennes à la question 20 posée par le Groupe spécial après la suite de la première réunion, annexe 2-5.

l'article 3.4. Elle soutient que les Communautés européennes, après avoir défini l'"industrie communautaire" comme un groupe de 35 producteurs, ont choisi un échantillon de 17 de ces 35 producteurs aux fins de l'enquête sur le dommage. Or, fait valoir l'Inde, les Communautés européennes n'ont pas constamment fondé l'analyse du dommage sur cet échantillon. L'Inde estime que le fait d'avoir utilisé des renseignements concernant des entreprises n'appartenant pas à ce groupe et, en particulier, le fait de les avoir considérés comme des renseignements relatifs à l'"industrie communautaire" dans son ensemble et à tous les producteurs communautaires de linge de lit, pour déterminer l'existence d'un dommage, est contraire à l'article 3.4. De plus, l'Inde soutient que si les Communautés européennes ont choisi de prendre en considération tel ou tel groupe de producteurs pour différents aspects de leur analyse, ce n'était manifestement que pour pouvoir orienter leur choix de manière à constater l'existence d'un dommage.

6.171 Les Communautés européennes font valoir que l'article 4.1 donne aux Membres deux définitions possibles de la branche de production: soit l'"ensemble des producteurs nationaux" de produits similaires, soit "ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits". Dans la pratique communautaire, une "proportion majeure" est définie par référence aux prescriptions de l'article 5.4 de l'Accord en matière de représentativité, soit les producteurs représentant au moins 25 pour cent de la production nationale. Les Communautés européennes déclarent que dans l'enquête sur le linge de lit, elles ont appliqué la seconde possibilité, définissant comme constituant l'"industrie communautaire" un groupe de 35 producteurs de linge de lit soutenant la demande dont les productions additionnées constituaient plus de 25 pour cent de la production communautaire du produit similaire. À cause du nombre d'entreprises dans l'industrie communautaire de linge de lit, les Communautés européennes ont décidé de procéder par échantillonnage. Elles ont arrêté une première liste de 19 entreprises en vue de l'inclure dans l'échantillon, ce chiffre ayant ensuite été ramené à 17. Les Communautés européennes ont collecté et analysé les données nécessaires à l'examen du dommage causé à l'industrie communautaire à trois niveaux: pour les entreprises incluses dans l'échantillon, pour l'industrie communautaire et pour tous les producteurs communautaires de linge de lit.[65]

6.172 Les Communautés européennes notent que les conclusions tirées des éléments de preuve doivent au bout du compte concerner la branche de production nationale telle qu'elle est définie dans le cadre de l'enquête, mais font valoir qu'il n'y a pas de limite intrinsèque quant aux types d'éléments de preuve qui peuvent être utilisés pour parvenir à ces conclusions. Elles estiment en particulier qu'on ne peut pas exclure *ab initio* que la situation de l'ensemble des producteurs communautaires de linge de lit puisse constituer un élément de preuve de la situation des producteurs qui forment la branche de production nationale. Les Communautés européennes soulignent que la constatation de l'existence d'un dommage important s'est fondée essentiellement sur la baisse de la rentabilité et le blocage des prix de l'industrie communautaire observés pour les sociétés incluses dans l'échantillon.

6.173 De l'avis de l'Égypte, il n'y a rien dans le texte de l'Accord antidumping qui puisse étayer l'approche adoptée par les Communautés européennes, laquelle est incompatible avec le paragraphe 1 ainsi qu'avec les paragraphes 3, 4, 5 et 6 de l'article 3 dudit accord. Ces dispositions obligent les Communautés européennes à déterminer si la branche de production nationale a subi un dommage et elles ne permettent pas de fonder une détermination de l'existence d'un dommage sur des données relatives à des entreprises qui n'appartiennent pas à la branche de production nationale. À titre subsidiaire, l'Égypte déclare que la Commission, en faisant abstraction des résultats de son propre échantillon de la branche de production nationale, n'a pas procédé à une évaluation impartiale et objective des faits et a donc agi d'une manière incompatible avec l'article 6.10 lu conjointement avec les paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 3. De l'avis de l'Égypte, en examinant si la branche de production nationale avait subi un dommage important, les Communautés européennes ont indûment considéré à la fois l'industrie communautaire et la production communautaire totale, tirant des conclusions au

[65] Règlement provisoire, pièce n° 8 de l'Inde, paragraphe 62; voir plus haut le paragraphe 6.166.

sujet de la situation de l'industrie communautaire sur la base de renseignements concernant la production communautaire totale. L'Égypte estime que les éléments de preuve montrent que la branche de production nationale était en bonne santé et que, quoi qu'il en soit, les Communautés européennes n'ont pas pris en compte dans leur analyse le fait que la consommation du produit similaire dans les Communautés européennes avait diminué au cours de la période considérée.

6.174 De l'avis des États-Unis, les arguments des parties sur cette question omettent un point de fond important. Ils estiment que les Communautés européennes, en appliquant leur Règlement sur la définition de la branche de production nationale, ont défini la branche de production nationale dans la présente affaire d'une manière qui est contraire à l'article 4 de l'Accord antidumping, et que par conséquent toute l'analyse du dommage repose sur une prémisse fausse. De l'avis des États-Unis, les Communautés européennes ont tort lorsqu'elles disent que l'article 4.1 autorise deux possibilités tout aussi valables l'une que l'autre de définir la branche de production nationale – l'ensemble des producteurs, ou les producteurs d'une proportion majeure de la production nationale. Les États-Unis pensent que la seconde possibilité n'est pas une manière distincte de définir la branche de production mais une disposition qui permet de formuler une détermination dans les cas où on ne dispose pas de renseignements pour l'ensemble de la branche de production, pour autant que les renseignements disponibles concernent les producteurs d'une proportion majeure de la production nationale. Les États-Unis affirment que la définition de la branche de production donnée par les Communautés européennes limitait la branche de production nationale aux producteurs qui s'étaient fait connaître pour suivre l'enquête de manière constructive et était donc foncièrement faussée. Une définition correcte de la branche de production nationale au sens de l'article 4.1 aurait exigé des Communautés européennes qu'elles définissent la "branche de production nationale" comme désignant tous les producteurs communautaires du produit similaire, et qu'elles obtiennent des renseignements auprès de cet ensemble de producteurs, ou au moins auprès d'un échantillon de cet ensemble de producteurs. Ainsi, pour ce qui est de l'allégation de l'Inde selon laquelle les Communautés européennes ont agi d'une manière inadmissible en prenant en considération certains renseignements concernant tous les producteurs communautaires, les États-Unis pensent quant à eux que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping en n'incluant *pas* tous les producteurs communautaires de linge de lit dans la branche de production nationale aux fins de l'évaluation de facteurs tels que l'effet sur les prix et les incidences visés aux paragraphes 1, 2, 4 et 5 de l'article 3. De plus, les États-Unis font valoir que la définition de la branche de production nationale donnée par les Communautés européennes réunit la définition de la "branche de production nationale" de l'article 4.1 et la détermination de la représentativité au titre de l'article 5.4, et par conséquent interprète mal le lien entre les deux dispositions. Si l'article 4.1 était censé définir la branche de production nationale comme étant constituée des producteurs qui ont expressément soutenu la demande, une enquête sur le dumping serait principalement une opération de pure forme dans laquelle les autorités se borneraient à vérifier si les entreprises requérantes ont réellement subi un dommage important. L'article 5.4 ne contient aucun élément autorisant une telle autosélection de la branche de production et ne prétend pas définir l'expression "une proportion majeure" utilisée à l'article 4.1. Les États-Unis ajoutent que l'article 3.1 reflète le fait que l'article 4.1 établit une préférence en faveur d'une détermination de l'existence d'un dommage fondée sur l'examen de l'ensemble des producteurs nationaux. En outre, les paragraphes 4 et 5 de l'article 3 disposent expressément qu'une analyse du dommage doit concerner "*la* branche de production nationale". Ces dispositions n'envisagent donc pas qu'une autorité puisse à son gré utiliser une définition de la branche de production dans une détermination examinant le dommage et une autre définition dans cette détermination à d'autres fins.

b) Constatations

6.175 Nous notons tout d'abord que la question soulevée par les États-Unis au sujet de l'interprétation du terme "branche de production nationale" par les Communautés européennes est intéressante et conduit à s'interroger sur l'application correcte de ce terme dans la présente affaire. Cependant, l'Inde n'a pas formulé d'allégation au titre de l'article 4 de l'Accord antidumping dans le

présent différend au sujet de la définition de la branche de production nationale donnée par les Communautés européennes. Notre analyse et notre constatation concernent uniquement l'allégation dont nous sommes saisis, c'est-à-dire le point de savoir si, les Communautés européennes ayant défini l'industrie communautaire comme un groupe de 35 producteurs et utilisé un échantillon de ces producteurs, il leur était interdit de prendre en considération des renseignements concernant des producteurs ne faisant pas partie de cet échantillon ou ne faisant pas partie de l'industrie communautaire. Nous n'exprimons pas d'opinion quant à la validité ou la non-validité de l'interprétation par les Communautés européennes de l'article 4 de l'Accord antidumping ou de son application dans la présente affaire.

6.176 L'allégation de l'Inde pose deux questions interdépendantes. Nous devons premièrement nous demander si le fait que les Communautés européennes ont examiné des renseignements relatifs à différents groupements de producteurs de linge de lit - les 17 producteurs de l'échantillon, les 35 producteurs formant l'"industrie communautaire", et tous les producteurs communautaires de linge de lit - constitue une violation de l'article 3.4. La seconde question consiste à savoir si, à supposer que l'examen de différents ensembles de données pour l'analyse de la situation de la branche de production nationale au titre de l'article 3.4 soit admissible, les Communautés européennes ont expliqué en quoi leur examen des renseignements aux différents niveaux a étayé leur détermination.

6.177 L'allégation de l'Inde repose sur des prémisses concernant la définition correcte de la branche de production nationale et de l'échantillonnage qui se situent en dehors du champ de notre mandat. Si nous nous concentrons uniquement sur l'allégation dont nous sommes saisis, nous notons que les Communautés européennes ont défini la branche de production nationale en partant de la liste des entreprises qui soutenaient la demande. Après avoir éliminé sept entreprises qu'elles ne considéraient pas comme des plaignants[66], et exclu plusieurs autres pour diverses raisons, les Communautés européennes ont abouti à un groupe de 35 entreprises dont la production de linge de lit constituait selon elles une "proportion majeure" de la production communautaire totale du produit similaire. Les Communautés européennes ont défini ce groupe comme étant "l'industrie communautaire".[67] Elles ont décidé d'établir un échantillon de cette industrie communautaire et, en consultation avec le plaignant Eurocoton, une première liste de 19 producteurs a été arrêtée, ce chiffre ayant par la suite été ramené à 17. Ces 17 entreprises représentaient 20,7 pour cent de la production communautaire totale de linge de lit et 61,6 pour cent de la production de l'industrie communautaire (soit les 35 producteurs susmentionnés). Les autorités communautaires chargées de l'enquête ont estimé que cet échantillon était représentatif de la branche de production nationale.

6.178 Comme il est indiqué plus haut, les Communautés européennes ont recueilli des renseignements concernant le dommage au sujet des trois groupes d'entreprises – tous les producteurs de linge de lit de la Communauté (désignée dans les Règlements provisoire et définitif par l'appellation "Communauté à 15") pour l'évolution de la production, de la consommation, des importations, des exportations et de la part de marché; l'industrie communautaire pour l'évolution de la production, des ventes en valeur et de l'emploi; et l'échantillon pour facteurs précités ainsi que pour les tendances des prix et de la rentabilité.[68] Dans leur analyse des facteurs concernant la situation de la branche de production nationale, les autorités communautaires ont pris en considération des données concernant les trois niveaux lorsqu'elles étaient disponibles pour les divers facteurs.

[66] Nous avons un peu de mal à comprendre comment les Communautés européennes ont pu établir que des entreprises énumérées dans la plainte n'étaient toutefois pas des plaignants, mais ce n'est pas une question qui doit être résolue en l'espèce.

[67] Dans les procédures des CE, l'"industrie communautaire" est la branche de production nationale aux fins de l'Accord antidumping.

[68] Règlement provisoire, pièce n° 8 de l'Inde, paragraphe 62.

6.179 Pour que l'allégation de l'Inde soit retenue, il faut que nous déterminions que, les Communautés européennes ayant choisi un échantillon, il leur était **interdit** du point de vue du droit de prendre en considération, dans leur analyse au titre de l'article 3.4, tel ou tel renseignement concernant tel ou tel facteur pour tel ou tel producteur de linge de lit non inclus dans l'échantillon. Un aspect de cette allégation concerne les producteurs de linge de lit qui, bien que non inclus dans l'échantillon choisi par les autorités chargées de l'enquête, étaient membres de l'"industrie communautaire", telle qu'elle est définie par les Communautés européennes. Un second aspect de l'allégation de l'Inde concerne les producteurs communautaires de linge de lit qui n'étaient pas membres de l'"industrie communautaire" telle qu'elle est définie par les Communautés européennes.

6.180 Le premier aspect de l'allégation de l'Inde ne trouve tout simplement aucun fondement dans l'Accord antidumping. Sachant que l'Inde n'a pas formulé d'allégation concernant la constitution de l'échantillon ni d'allégation concernant la définition de la branche de production nationale, la seule chose que dit l'Inde pour étayer sa position est que les constatations des Communautés européennes n'ont pas été formulées de manière objective sur la base de faits correctement établis. Toutefois, l'Inde n'a pas contesté les faits eux-mêmes mais plutôt les choix des Communautés européennes quant à savoir quels faits, parmi ceux qu'elles avaient rassemblés, seraient pris en considération dans leur évaluation des facteurs de l'article 3.4. Il y a peut-être eu une explication ou une analyse inadéquate de ces faits, ce qui pourrait constituer une violation de l'article 12.2.2 ou une évaluation non adéquate des facteurs de l'article 3.4. Cependant, cela ne répond pas à la question de savoir si la prise en considération d'éléments de preuve concernant des producteurs nationaux non inclus dans l'échantillon choisi **mais faisant partie de la branche de production nationale** constitue, *ipso facto*, une violation de l'article 3.4.

6.181 Il ressort clairement du libellé de l'Accord antidumping, en particulier des paragraphes 1, 4 et 5 de l'article 3, que la détermination de l'existence d'un dommage doit être formulée pour la **branche de production nationale** qui fait l'objet de l'enquête. L'article 3.4 dispose expressément que, "L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping **sur la branche de production nationale concernée** comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche ..." (pas de caractère gras dans l'original). Dans la présente affaire, les Communautés européennes ont défini la branche de production nationale comme étant constituée de 35 producteurs du produit similaire. À notre avis, il serait anormal de conclure que, parce que les Communautés européennes ont choisi d'examiner un échantillon de la branche de production nationale, elles étaient tenues de fermer les yeux sur d'autres renseignements dont elles disposaient au sujet de la branche de production nationale qu'elles avaient définie et d'en faire abstraction. Une pareille conclusion serait incompatible avec le principe fondamental qui veut que les enquêtes antidumping soient équitables et que les autorités chargées de l'enquête fondent leurs conclusions sur une évaluation objective des éléments de preuve. Il n'est pas possible d'avoir une évaluation objective des éléments de preuve s'il faut faire abstraction de certains de ces éléments de preuve, bien qu'ils se rapportent précisément aux questions à résoudre. Ainsi, nous considérons que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec les paragraphes 1, 4 et 5 de l'article 3 de l'Accord antidumping en tenant compte dans leur analyse de renseignements concernant l'ensemble de l'industrie communautaire, y compris des renseignements relatifs à des entreprises qui n'étaient pas incluses dans l'échantillon.

6.182 Cependant, notre conclusion concernant le second aspect de l'allégation de l'Inde est différente. Comme nous l'avons noté, la détermination de l'existence d'un dommage doit être formulée pour la branche de production nationale telle qu'elle est définie par les autorités chargées de l'enquête, en l'occurrence les 35 producteurs formant l'"industrie communautaire" telle qu'elle est définie par les Communautés européennes. À notre avis, les renseignements concernant des entreprises qui ne font pas partie de la branche de production nationale ne sont pas pertinents pour l'évaluation des "facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche" requise au titre de l'article 3.4. Cela est vrai même si ces entreprises produisent peut-être

actuellement, ou ont peut-être produit dans le passé, le produit similaire: du linge de lit. Les renseignements concernant les facteurs mentionnés à l'article 3.4 pour des entreprises qui n'appartiennent pas à la branche de production nationale ne peuvent pas servir de base à des conclusions relatives à l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale elle-même. Si d'autres producteurs de linge de lit, actuels ou passés, avaient été considérés comme faisant partie de la branche de production nationale, le fait que certains d'entre eux ont cessé leur activité serait pertinent pour l'évaluation de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale. Mais étant donné que les Communautés européennes ont défini la branche de production nationale comme étant constituée par 35 producteurs de linge de lit, les renseignements concernant les autres entreprises n'éclairent pas l'évaluation des "facteurs et indices [économiques] qui influent sur la situation de cette branche" au titre de l'article 3.4 de l'Accord antidumping, et ne peuvent donc pas servir de base à des constatations relatives à l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale.

6.183 Nous concluons par conséquent que, en utilisant des renseignements concernant des producteurs qui ne faisaient pas partie de la branche de production nationale dans leur évaluation de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale au titre de l'article 3.4 de l'Accord antidumping, les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière compatible avec cette disposition.[69]

E. ALLEGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 5

6.184 L'Inde formule deux allégations de fond au titre de l'article 5. Premièrement, l'Inde fait valoir que les Communautés européennes n'ont pas examiné l'exactitude et l'adéquation des allégations contenues dans la plainte avant d'ouvrir l'enquête antidumping, comme l'exige l'article 5.3 (allégation 23). Deuxièmement, l'Inde fait valoir que les Communautés européennes n'ont pas déterminé la représentativité de la branche de production nationale d'une manière compatible avec l'article 5.4 (allégation 24). Ces allégations sont examinées ci-après. Les allégations connexes concernant le fait que les Communautés européennes n'auraient pas suffisamment expliqué leur décision dans le Règlement définitif (allégations 25 et 28) sont examinées dans la section VI.G ci-après.

1. Allégation au titre de l'article 5.3 – L'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve n'ont pas été examinées (allégation 23)

a) Arguments des parties

6.185 L'Inde affirme que les Communautés européennes ne se sont pas conformées à l'obligation d'"examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande". Elle soutient qu'il n'y a aucun élément de preuve versé au dossier indiquant qu'un tel examen a été effectué avant l'ouverture de l'enquête. L'Inde fait valoir que les éléments de preuve fournis dans le cadre de la première procédure antidumping sur le linge de lit rendaient cet examen encore plus nécessaire en l'espèce.[70] Elle affirme qu'elle a soulevé la question de l'absence d'éléments de preuve suffisants pour ouvrir une enquête au cours de la procédure, mais n'a pas reçu de réponse des autorités communautaires, mis à part la simple déclaration suivante dans le Règlement provisoire: "la plainte

[69] Ayant constaté une violation de l'Accord antidumping à cet égard, et ayant constaté une violation du fait que les Communautés européennes n'ont pas évalué tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner les questions concernant l'évaluation par les Communautés européennes de renseignements relatifs aux facteurs de l'article 3.4 pour les différents groupements de producteurs.

[70] En janvier 1994, les Communautés européennes avaient ouvert une enquête antidumping sur le linge de lit en provenance d'Inde, du Pakistan, de Thaïlande et de Turquie, sur la base d'une demande déposée par Eurocoton, le plaignant dans la présente enquête. L'enquête a été close, sans qu'aucune mesure ne soit imposée, en juillet 1996, suite au retrait de la plainte.

contenait des éléments de preuve du dumping et du préjudice important en résultant qui ont été jugés suffisants pour justifier l'ouverture d'une procédure".[71]

6.186 L'Inde affirme que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas "examiné" les allégations contenues dans la plainte au sujet de la situation de la branche de production nationale avant d'ouvrir l'enquête antidumping. À cet égard, elle met en avant l'avis d'ouverture d'enquête, où il est dit ce qui suit:

> "Le plaignant fait valoir, en fournissant des éléments de preuve à l'appui, que les importations en provenance d'Égypte, d'Inde et du Pakistan ont augmenté sensiblement en termes absolus et en termes de part de marché au cours d'une période caractérisée par une baisse de la consommation apparente dans la Communauté.
>
> Il affirme également que le volume et le prix des produits importés ont notamment eu une incidence négative sur les quantités vendues et les prix pratiqués par les producteurs de la Communauté, qui a gravement affecté l'emploi et la situation financière de l'industrie communautaire ...
>
> Ayant conclu, après consultation du Comité consultatif, que la plainte a été déposée par l'industrie communautaire ou en son nom et qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une procédure, la Commission a entamé une enquête conformément à l'article 5 du Règlement (CE) n° 384/96." (non souligné dans l'original)[72]

De l'avis de l'Inde, ces déclarations constituent de fait la reconnaissance que les Communautés européennes n'ont pas "examiné" les éléments de preuve avant de décider d'ouvrir l'enquête, puisqu'elles ne se réfèrent qu'aux allégations du plaignant et qu'il n'y est pas expressément question d'examen effectué par les autorités. L'Inde fait valoir que les autorités communautaires ont "considéré" que les allégations contenues dans la plainte étaient suffisantes pour justifier l'ouverture d'une enquête, mais n'ont pas "examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande".

6.187 L'Inde fait valoir également que les autorités communautaires disposaient d'autres renseignements que la seule plainte, notamment les faits relatifs à la première enquête sur le linge de lit qui avait été close. Elle reconnaît que la première enquête avait été close parce que la plainte avait été retirée, mais fait valoir que les autorités savaient ou auraient pu savoir que la plainte avait été retirée parce qu'il aurait été impossible de formuler une constatation de dommage. De l'avis de l'Inde, ces circonstances montraient bien que l'industrie communautaire n'avait probablement pas subi de dommage, puisqu'elle avait refusé de coopérer à la procédure précédente. L'Inde affirme que les allégations contenues dans la plainte à l'origine de l'enquête en cause ici visaient en grande partie les mêmes produits, la même période et les mêmes pays. De l'avis de l'Inde, cela constituait un élément de preuve solide contre l'ouverture de l'enquête qui méritait un complément d'examen. Elle estime que, si l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue de procéder à un type particulier d'enquête avant de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants, comme il y a une obligation d'"examiner" les éléments de preuve fournis dans la demande, ces éléments de preuve "ne peuvent jamais à eux seuls "justifier l'ouverture d'une enquête"", citant le rapport du Groupe spécial *Guatemala - Ciment*.[73]

---

[71] L'Inde a reconnu, dans sa réponse à la question 7 posée par le Groupe spécial après la première réunion, qu'elle ne contestait pas le caractère suffisant de la demande au regard de l'article 5.2 de l'Accord antidumping. Annexe 1-6.

[72] Pièce n° 7 de l'Inde.

[73] Première communication de l'Inde, annexe 1-1, paragraphe 5.20.

6.188 Dans sa réponse à la question 7 posée par le Groupe spécial après la première réunion, l'Inde affirme qu'elle a bien fait valoir que les Communautés européennes avaient fait erreur en déterminant que les éléments de preuve étaient suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, mettant en avant la déclaration citée ci-dessus à l'appui de son affirmation. Elle estime que les Communautés européennes n'ont pas tenu compte des éléments de preuve contraires (relatifs à la première enquête sur le linge de lit), et n'ont par conséquent pas examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, ouvrant donc une enquête d'une manière incompatible avec l'article 5.3.

6.189 De l'avis des Communautés européennes, les arguments de l'Inde sont fondés sur une interprétation inadmissible et vague de l'article 5.3 de l'Accord antidumping consistant à dire qu'il exige une action spécifique en ce qui concerne l'"examen" de l'exactitude et de l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande. Les Communautés européennes affirment que l'argument de l'Inde semble laisser entendre que les renseignements fournis dans une plainte ne peuvent pas être invoqués et doivent être étayés par d'autres renseignements obtenus par les autorités chargées de l'enquête, position que les Communautés européennes rejettent car elles estiment qu'elle ne trouve pas de fondement dans le texte de l'article 5.3.

6.190 Les Communautés européennes font valoir que l'article 5.3 doit être considéré à la lumière de l'article 5.2 de l'Accord antidumping. Elles disent que, lues conjointement, ces dispositions donnent à penser que des éléments de preuve sont adéquats s'ils couvrent les points énumérés à l'article 5.2 et sont exacts s'ils sont suffisamment crédibles. S'agissant du niveau de preuve requis pour formuler cette décision, les Communautés européennes font valoir que le Groupe spécial *Mexique – SHTF* a relevé qu'il était moindre que celui qui était approprié pour une détermination préliminaire ou finale de l'existence d'un dumping mais doit être davantage qu'une simple allégation ou conjecture.[74] De plus, en ce qui concerne le dommage, les Communautés européennes notent que ce groupe spécial a conclu que rien n'oblige l'autorité chargée de l'enquête "à détenir ou examiner des renseignements sur tous les facteurs visés à l'article 3.4".[75]

6.191 Les Communautés européennes soutiennent que, conformément à leur pratique habituelle, les autorités communautaires ont examiné la plainte à la lumière des prescriptions des paragraphes 2 et 3 de l'article 5 de l'Accord antidumping et en mettant à profit la grande expérience du traitement de ce genre de documents qu'elles ont acquise, et ont conclu que l'ouverture de l'enquête était justifiée, ce qui a été consigné dans l'avis d'ouverture d'enquête. De l'avis des Communautés européennes, cela démontre que les autorités ont examiné les renseignements contenus dans la plainte et les ont jugés suffisants. Les Communautés européennes interprètent les propos de l'Inde comme signifiant qu'il doit y avoir quelque chose de plus versé au dossier, et/ou transmis aux parties au moyen d'une publication ou d'un rapport, démontrant le processus d'"examen" des éléments de preuve fournis dans la demande et les conclusions qui reposent sur cet examen. Les Communautés européennes rejettent cette affirmation, faisant valoir qu'une telle obligation n'existe pas dans le cadre de l'OMC.

6.192 À cet égard, les Communautés européennes notent que l'Inde n'a pas contesté le caractère suffisant de l'avis d'ouverture d'enquête, et se réfèrent à l'acquisition du Groupe spécial Mexique - *SHTF* en faveur de la thèse selon laquelle une explication plus détaillée de la décision d'ouvrir une enquête et des déterminations qui sous-tendent cette décision n'était pas requise par l'Accord antidumping:

> "À notre avis, l'article 5.3 ne peut pas être interprété comme obligeant l'autorité chargée de l'enquête à publier une explication de la façon dont elle a résolu **toutes** les questions de fait sous-jacentes au moment de l'ouverture de l'enquête. C'est une

[74] *Mexique – SHTF*, paragraphe 7.94.
[75] *Idem*, paragraphe 7.97.

> obligation qui intervient aux stades ultérieurs de la procédure, et est expressément énoncée à l'article 12.2."[76]

6.193 Les Communautés européennes font également valoir que les renseignements concernant la première enquête sur le linge de lit, bien que connus des fonctionnaires des CE et examinés, n'étaient pas pertinents pour la décision d'ouvrir l'enquête dont il est ici question. La première enquête sur le linge de lit concernait des exportateurs différents (l'Égypte n'était pas visée par cette enquête, tandis que la Thaïlande et la Turquie l'étaient), et une période d'enquête différente. Quoi qu'il en soit, les Communautés européennes notent qu'aucune conclusion de fond n'a été formulée lors de cette enquête, et qu'il n'y a en particulier pas eu constatation de l'absence de dommage.

6.194 L'Égypte, en tant que tierce partie, estime que, contrairement à ce que prescrit expressément l'article 5.3 de l'Accord antidumping, les Communautés européennes n'ont pas examiné de façon approfondie les allégations contenues dans la plainte. De l'avis de l'Égypte, les Communautés européennes n'ont pas pris en compte des renseignements dont elles disposaient au moment de l'ouverture de l'enquête qui faisaient apparaître une absence de dommage important causé par les importations faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire les renseignements issus de la première enquête sur le linge de lit.

6.195 Les États-Unis, en tant que tierce partie, font valoir que les Communautés européennes n'étaient pas tenues en vertu de l'article 5.3 de prendre en considération une enquête antérieure inachevée et close qui visait un groupe de pays différent avant d'ouvrir l'enquête dont il est question ici. La prémisse de chaque aspect des paragraphes 2 et 3 de l'article 5 est que les renseignements visés sont des "éléments de preuve". Le texte introductif de l'article 5.2 précise qu'"Une simple information, non étayée par des éléments de preuve pertinents, ne pourra pas être jugée suffisante pour satisfaire aux prescriptions du présent paragraphe". Dans la présente affaire, les États-Unis ne pensent pas que l'enquête antérieure doit être considérée comme un "élément de preuve" au sens de l'article 5.2 et 5.3. Premièrement, la première enquête a été close en raison du retrait de la demande sans aucune détermination finale de la part des autorités chargées de l'enquête. Deuxièmement, même s'il se peut qu'elle ait concerné les mêmes produits, cette première enquête portait sur un groupe différent de pays. Enfin, chaque enquête sur le linge de lit a constitué une procédure séparée pour laquelle un dossier séparé a été établi par les Communautés européennes. Ces dernières étaient tenues, conformément à l'Accord, de fonder leur détermination sur leur évaluation des faits de la cause dont elles étaient saisies. Dans la mesure où elles l'ont fait, et où leur décision a été fondée sur une évaluation impartiale et objective des faits dont elles étaient saisies, conforme à la norme énoncée à l'article 17.6 i), cette décision ne devrait pas être annulée.

b) Constatations

6.196 L'article 5.3 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Les autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête."

6.197 Il semble clair, et l'Inde ne le conteste pas, que dans la présente affaire, des éléments de preuve ont été fournis aux autorités communautaires dans la demande, et que la demande était suffisante au regard de l'article 5.2 de l'Accord antidumping. Il est également clair, à en juger simplement par le libellé de l'avis d'ouverture d'enquête publié par les CE (que l'Inde n'a pas contesté), que les Communautés européennes ont déterminé qu'il y avait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. De plus, les Communautés européennes affirment qu'elles ont

[76] *Idem*, paragraphe 7.110.

bien, en effet, tenu compte des circonstances de la précédente enquête sur le linge de lit, mais que rien dans ces circonstances n'empêchait de conclure qu'il y avait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête.

6.198 L'Inde allègue que les Communautés européennes n'ont pas **examiné** l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve avant d'ouvrir l'enquête. Par conséquent, nous devons déterminer quels sont les paramètres de l'obligation d'"examiner" l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve, et sur quelle base il est possible de dire si l'examen nécessaire a été effectué. Il nous serait difficile de constater une violation de l'article 5.3 en nous fondant simplement sur l'allégation selon laquelle les autorités chargées de l'enquête n'ont pas examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande à moins de conclure que le texte de l'article 5.3 prescrit la marche à suivre, c'est-à-dire prescrit **comment** l'examen des éléments de preuve doit être réalisé. En outre, il nous serait difficile de constater une violation de l'article 5.3 sur la base de l'allégation de l'Inde à moins de conclure que l'article 5.3 prescrit **comment** il convient de faire connaître la réalisation et le caractère suffisant de cet examen, mis à part l'avis requis par l'article 12.1, qui comme nous l'avons signalé n'est pas en cause ici. Nous ne trouvons aucune prescription de ce genre dans le texte de l'article 5.3.[77] Il est clair que l'article 5.3 oblige une autorité chargée de l'enquête à examiner les éléments de preuve, et que l'examen a un but – déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête. Cependant, l'article 5.3 ne dit rien au sujet de la nature de l'examen à effectuer. Il ne dit rien non plus qui impose une explication de la façon dont cet examen a été réalisé.

6.199 À notre avis, le seul moyen pour un groupe spécial de déterminer si l'autorité chargée de l'enquête a examiné l'exactitude et l'adéquation des renseignements fournis dans la demande est de se référer à la détermination qui est le but de cet examen – celle qui vise à savoir s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. En d'autres termes, si l'autorité chargée de l'enquête a correctement déterminé qu'il y avait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, sa détermination ne peut avoir été formulée que sur la base d'un examen de l'exactitude et de l'adéquation des renseignements fournis dans la demande, et de la prise en considération des éléments de preuve additionnels dont elle dispose (éventuellement).

6.200 Cependant, dans la présente affaire, l'Inde n'a pas formulé d'allégation selon laquelle les Communautés européennes avaient violé l'article 5.3 de l'Accord antidumping en ouvrant l'enquête sans avoir des éléments de preuve suffisants pour justifier cette ouverture. Même en supposant que l'Inde ait effectivement présenté une telle allégation, celle-ci n'a pas établi *prima facie* que les Communautés européennes avaient fait erreur en concluant qu'il y avait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. L'Inde n'a présenté aucun argument ni élément de preuve à l'appui d'une telle affirmation – elle a invoqué l'argument particulier selon lequel les Communautés européennes n'avaient pas examiné les éléments de preuve. Il est difficile d'imaginer comment un Membre défendeur pourrait démontrer qu'il a "examiné" des éléments de preuve face aux allégations de l'Inde dans le présent différend, si ce n'est par référence à la détermination selon laquelle il y avait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, laquelle

[77] Nous notons que l'article 5.3 a été récemment examiné par le Groupe spécial *Mexique – SHTF*. Dans cette affaire-là, une question analogue à celle dont nous sommes saisis a été étudiée, concernant l'obligation (éventuelle) pour l'autorité chargée de l'enquête de formuler des déterminations spécifiques au sujet de questions factuelles intervenant dans l'ouverture d'une enquête, sur la base des éléments de preuve fournis dans la demande avant l'ouverture de l'enquête, et l'obligation (éventuelle) de faire connaître ces déterminations aux parties. Ce groupe spécial avait conclu que l'article 5.3 n'établissait pas en soi l'obligation de formuler, ou de faire connaître, une détermination concernant des questions qui sous-tendent la décision d'ouvrir une enquête. *Mexique – SHTF*, paragraphes 7.105 et 7.110. À notre avis, cela vient étayer notre conclusion selon laquelle il n'y a aucune obligation dans l'article 5.3 concernant la façon dont l'examen de l'exactitude et de l'adéquation des éléments de preuve doit être effectué, ou expliqué.

n'est pas en cause dans le différend dont nous sommes saisis.[78] À notre avis, le simple fait que les autorités communautaires ont ouvert l'enquête indique qu'elles ont examiné les éléments de preuve fournis dans la demande pour déterminer qu'ils étaient suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête.

6.201 Nous concluons par conséquent que les Communautés européennes n'ont pas violé l'article 5.3 de l'Accord antidumping en n'examinant pas l'exactitude et l'adéquation des renseignements contenus dans la demande.

2. Allégation au titre de l'article 5.4 – Le soutien de la branche de production n'a pas été correctement établi (allégation 26)

a) Arguments des parties

6.202 L'Inde avance deux arguments principaux pour contester la détermination des Communautés européennes concernant la représentativité, c'est-à-dire la détermination selon laquelle la demande était soutenue par des producteurs représentant au moins 25 pour cent de la production communautaire totale du produit similaire. Premièrement, elle affirme qu'en évaluant le niveau de soutien en faveur de la demande déposée par Eurocoton, les Communautés européennes ont à tort pris en considération le soutien exprimé par les associations de producteurs au nom de leurs membres. De l'avis de l'Inde, s'il est possible pour une association de producteurs de **déposer** une plainte, il n'est pas admissible, au regard de l'article 5.4 de l'Accord antidumping, que le soutien d'une association de producteur se **substitue** au soutien exprimé par ses membres, les producteurs du produit similaire. Ainsi, selon l'Inde, seules les expressions de soutien émanant des producteurs, à titre individuel, et non celles des associations de producteurs, peuvent être prises en considération pour déterminer s'il y a un soutien suffisant en faveur d'une demande au titre de l'article 5.4 de l'Accord antidumping.

6.203 Deuxièmement, l'Inde fait valoir que les Communautés européennes n'ont pas examiné le niveau de soutien avant d'ouvrir l'enquête. À cet égard, elle affirme que les renseignements fournis dans le dossier non confidentiel, qu'elle a soumis comme pièces, et ceux qu'ont présentés les Communautés européennes, en ce qui concerne les expressions de soutien des producteurs du produit similaire à titre individuel, indiquent que ces expressions de soutien n'ont pas été reçues avant l'ouverture de l'enquête. L'Inde invoque à cet égard des incohérences dans les dates des lettres de soutien proprement dites, et les en-têtes et mentions de bas de page apposés par les télécopieuses à l'envoi et à la réception des fax, incohérences qui n'étaient pas évidentes sur les copies de ces documents dans le dossier non confidentiel. L'Inde reconnaît que, si les lettres de soutien des

[78] De plus, l'Inde semble faire valoir que les Communautés européennes n'ont pas "examiné" des éléments de preuve se situant en dehors du champ de la demande, lorsqu'elle affirme que les Communautés européennes n'ont pas pris en considération les faits concernant la première enquête sur le linge de lit. Cependant, l'article 5.3 exige expressément que l'autorité chargée de l'enquête examine "l'exactitude et l'adéquation **des éléments de preuve fournis dans la demande** …". Nous notons que l'Inde semble mal comprendre la décision du Groupe spécial *Guatemala – Ciment*, selon laquelle l'obligation de l'autorité chargée de l'enquête énoncée à l'article 5.3 va au-delà de l'obligation de déterminer que les prescriptions de l'article 5.2 sont satisfaites. Dans cette affaire-là, le Groupe spécial a par ailleurs constaté que l'autorité chargée de l'enquête peut, **mais n'est pas obligée de le faire**, obtenir des renseignements autres que ceux qui figurent dans la demande, et tenir compte de ces renseignements au moment de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête au titre de l'article 5.3 de l'Accord antidumping. *Voir Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, rapport du Groupe spécial, WT/DS60/R, adopté le 25 novembre 1998, paragraphes 7.50 à 7.52. Cela est très différent de la thèse avancée par l'Inde selon laquelle l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des renseignements fournis dans la demande est rendue "plus forte" parce qu'une enquête sur le même produit en provenance de l'un des mêmes pays avait récemment été close. L'obligation imposée aux autorités chargées de l'enquête en vertu de l'article 5.3 ne varie pas en fonction des circonstances factuelles.

producteurs étaient acceptées en tant que fait (et elle soutient qu'elles ne le sont pas), le niveau de soutien nécessaire aurait existé, mais elle affirme que les Communautés européennes n'avaient pas pu procéder à l'examen de la représentativité avant l'ouverture de l'enquête, erreur qui ne peut pas être corrigée après coup. L'Inde demande que le Groupe spécial conclue que les documents présentés au sujet de la question du soutien ne montrent pas que les Communautés européennes ont examiné la représentativité avant l'ouverture de l'enquête, et que la suppression des en-têtes de télécopie et les différentes "versions" des lettres de soutien tendent à indiquer que les Communautés européennes essaient de masquer l'erreur qu'elles ont commise en n'examinant pas la représentativité avant l'ouverture de l'enquête.

6.204 L'Inde fait valoir également que les Communautés européennes n'avaient pas pu déterminer la représentativité avant l'ouverture de l'enquête sur la base des différents nombres de producteurs qui a) sont énumérés dans la demande en tant que producteurs soutenant la plainte (46), b) ont activement exprimé leur soutien en faveur de la demande soit directement soit par le biais d'associations de producteurs et ont été pris en considération dans la détermination de la représentativité (38), et c) ont été considérés comme formant l'industrie communautaire (35). L'Inde fait valoir que les décisions définissant les groupes de 38 et 35 producteurs ne sont intervenues qu'après l'ouverture de l'enquête, mais que les Communautés européennes ont invoqué la production des 38 producteurs pour justifier leur détermination de la représentativité après coup. À l'appui de ce qu'elle avance, l'Inde affirme que le volume de production mentionné dans une note jointe au dossier datée du 12 septembre 1996[79] se réfère à la production des 38 producteurs et ne peut donc avoir été produite qu'après l'ouverture de l'enquête et antidatée.

6.205 Les Communautés européennes soutiennent qu'elles ont correctement établi la détermination de la représentativité requise par l'article 5.4 de l'Accord antidumping. Elles affirment que l'argument de l'Inde est fondé sur l'application d'un niveau de preuve inutilement et indûment élevé en ce qui concerne la détermination de la représentativité au titre de l'article 5.4 de l'Accord antidumping. Les Communautés européennes s'élèvent également contre l'opinion de l'Inde qui estime que le soutien des producteurs nationaux en faveur d'une demande doit être exprimé par chaque producteur en personne directement aux autorités chargées de l'enquête et, en particulier, que le soutien exprimé par une association de producteurs ne compte pas. Elles font valoir que la position de l'Inde impose des limites inutiles et inapplicables qui ne sont pas prévues par le texte de l'Accord antidumping. De l'avis des Communautés européennes, l'article 5.4 de l'Accord antidumping ne dit pas à qui le soutien doit être exprimé par les producteurs, ni si cette expression de soutien doit se faire directement aux autorités chargées de l'enquête (même s'il est évident qu'elle doit être portée à leur attention), ou peut se faire indirectement. De plus, la disposition envisage explicitement que la *demande* puisse être faite *au nom de* la branche de production nationale. Par conséquent, les Communautés européennes font valoir que l'expression "exprimé *par* les producteurs nationaux" considérée dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord, peut inclure des expressions de soutien émanant d'une association professionnelle.[80] Les Communautés européennes notent qu'il y a eu plusieurs procédures GATT/OMC de règlement des différends dans lesquelles les mesures antidumping en cause avaient été prises à la demande d'associations professionnelles, et ce fait n'a jamais été contesté.[81]

6.206 Quoi qu'il en soit, les Communautés européennes affirment que même si on ne prenait pas en considération le soutien exprimé par les associations professionnelles au nom de leurs producteurs membres, les renseignements versés au dossier démontraient que le seuil de 25 pour cent fixé à

[79] Pièce n° 59 de l'Inde.

[80] De l'avis des Communautés européennes, la note de bas de page 14 relative à l'article 5.4, qui autorise les syndicats à exprimer un soutien au nom de leurs membres, va également à l'encontre des arguments de l'Inde.

[81] Les Communautés européennes citent, à cet égard, les rapports des groupes spéciaux *Saumons - Droits antidumping* et *Mexique - SHTF*.

l'article 5.4 de l'Accord antidumping était atteint. Les Communautés européennes soutiennent qu'il ressort clairement du dossier que les expressions individuelles de soutien ont été reçues avant l'ouverture de l'enquête et que la confusion apparente de dates dans les lettres proprement dites et les en-têtes et mentions de bas de page des télécopies est le résultat de la photocopie. En outre, les Communautés européennes affirment que l'autorité chargée de l'enquête avait estimé la production communautaire totale de linge de lit, sur la base de renseignements statistiques qu'elle tenait d'Eurocoton et d'Eurostat, aboutissant à un chiffre situé entre 123 917 et 130 128 tonnes. La production des 38 producteurs des Communautés européennes considérés comme ayant exprimé leur soutien en faveur de la demande était de 45 952 tonnes, soit 34 pour cent de ce total. Les Communautés européennes font observer que la charge de la preuve incombe à l'Inde à cet égard, et elles font valoir que rien ne permet de constater qu'elles ont commis une erreur en concluant que les renseignements dont disposait l'autorité chargée de l'enquête à son ouverture indiquaient que les producteurs soutenant la demande représentaient un pourcentage suffisant de la production du produit similaire pour justifier la détermination de la représentativité faite par les autorités communautaires.

6.207 Après la deuxième réunion avec les parties, les Communautés européennes ont proposé de soumettre au Groupe spécial les originaux des télécopies contestées pour qu'il les consulte en présence de l'Inde.

6.208 L'Égypte, en tant que tierce partie, fait valoir qu'Eurocoton n'avait pas la qualité pour agir requise par l'article 5.4 de l'Accord antidumping pour déposer une plainte. Elle affirme que l'enquête a révélé que les producteurs communautaires qui soutenaient la plainte étaient une minorité, et que la proportion de la production représentée par les producteurs plaignants était extrêmement faible, 34 pour cent. L'Égypte soutient que ce pourcentage est suffisant **uniquement si** les producteurs représentant les 66 pour cent restants de la production n'étaient pas opposés à l'ouverture de l'enquête. Pour l'Égypte, les renseignements versés au dossier ne contiennent pas de preuve concluant que les plaignants représentaient bien 34 pour cent de la production communautaire totale du produit similaire. De plus, l'Égypte soutient que les Communautés européennes ont été obligées de se renseigner auprès des producteurs communautaires pour établir leur position concernant la demande, afin de vérifier l'allégation du requérant Eurocoton selon laquelle ce dernier représentait une "proportion majeure de l'industrie communautaire" au sens de l'Accord antidumping.

6.209 Les États-Unis, en tant que tierce partie, font valoir que le fait de prendre en considération des renseignements concernant le soutien de la branche de production soumis par des associations de producteurs nationaux n'est pas incompatible avec l'article 5.4 de l'Accord antidumping. Les États-Unis sont d'accord avec l'Inde pour dire que l'article 5.4 confère certaines obligations positives aux autorités, lesquelles doivent évaluer les éléments de preuve concernant la représentativité avant d'ouvrir une enquête antidumping, et qu'il établit des critères numériques dont le respect doit être constaté par les autorités avant l'ouverture de l'enquête, mais de l'avis des États-Unis, l'article 5.4 ne précise pas de qui les autorités peuvent recevoir ces éléments de preuve. En revanche, les éléments de preuve qui peuvent être examinés par les autorités aux fins de toute détermination et les parties habilitées à présenter ces éléments de preuve sont indiqués à l'article 6 de l'Accord. Les États-Unis font observer que l'article 6.11 iii) de l'Accord antidumping indique clairement que les associations professionnelles, commerciales ou industrielles ont droit au statut de parties intéressées, à condition que la majorité de leurs membres produisent le produit similaire sur le territoire du Membre importateur. De plus, l'Accord antidumping dispose que ces associations/groupements doivent avoir pleinement la possibilité de défendre leurs intérêts. Les États-Unis notent que l'Accord antidumping prévoit toutefois un contrepoids limité aux associations professionnelles, commerciales et industrielles représentant leurs membres. L'article 6.6 prescrit que les autorités doivent s'assurer de l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées sur lesquels leurs constatations sont fondées. Cependant, si les autorités ont effectivement confirmé l'exactitude des représentations, contrairement à ce qu'affirme l'Inde, l'Accord antidumping n'interdit pas, de l'avis des États-Unis, de recourir aux représentations des associations pour déterminer le niveau de soutien nécessaire. Les États-Unis font

valoir que l'interprétation que les Communautés européennes donnent de l'Accord est admissible au regard de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping. Ils ne prennent toutefois pas position quant à la question de savoir si la détermination par les Communautés européennes du soutien de la branche de production était, sur le plan factuel, compatible avec les critères imposés par les articles 5.4 et 6 de l'Accord antidumping.

b) Constatations

6.210 L'article 5.4 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "5.4 Une enquête ne sera ouverte conformément au paragraphe 1 que si les autorités ont déterminé, en se fondant sur un examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé[13] par les producteurs nationaux du produit similaire, que la demande a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom.[14] Il sera considéré que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" si elle est soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande. Toutefois, il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représenteront moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale.
>
> [13] Dans le cas de branches de production fragmentées comptant un nombre exceptionnellement élevé de producteurs, les autorités pourront déterminer dans quelle mesure il y a soutien ou opposition en utilisant des techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique.
>
> [14] Les Membres ont conscience du fait que sur le territoire de certains Membres, les employés des producteurs nationaux du produit similaire ou les représentants de ces employés peuvent présenter ou soutenir une demande d'ouverture d'enquête au titre du paragraphe 1."

6.211 L'article 5.4 établit donc deux calculs séparés pour déterminer qu'un niveau minimum de "soutien" en faveur de la demande est manifesté par les producteurs nationaux. Le premier exige que des producteurs représentant plus de 50 pour cent de la production **des producteurs qui expriment leur soutien ou leur opposition à la demande** expriment leur soutien en faveur de la demande. Ce critère n'est pas en cause dans la présente affaire, et nous ne l'examinerons pas ici.[82]

6.212 Le second calcul exige que des producteurs représentant au moins 25 pour cent de la production **totale** du produit similaire produite par la branche de production nationale soutiennent la demande. C'est la détermination des Communautés européennes à cet égard, tant sur le plan juridique que sur la plan factuel, qui est contestée par l'Inde.

6.213 Les questions soulevées par l'allégation de l'Inde à cet égard sont analogues à celles qui ont été examinées ci-dessus au regard de l'article 5.3 en ce qui concerne l'absence dans l'article 5.4 d'une

[82] Par conséquent, nous n'exprimons pas d'avis sur les arguments de l'Égypte en tant que tierce partie, lesquels semblent évoquer cet aspect de la détermination au titre de l'article 5.4 en affirmant que les Communautés européennes étaient tenues de s'informer auprès des producteurs en ce qui concernait leur soutien ou leur opposition à la demande, et qu'elles ont commis une erreur en constatant qu'il y avait un soutien suffisant sans constater que les producteurs qui ne soutenaient pas la demande ne s'y opposaient pas.

condition expresse relative à la manière de procéder et la question de savoir si et comment la détermination de la représentativité doit être portée à la connaissance des parties. Comme l'article 5.3, l'article 5.4 de l'Accord antidumping exige que les autorités chargées de l'enquête formulent certaines déterminations avant qu'une enquête puisse être ouverte, et il établit le contenu des déterminations à formuler, y compris le fait que la demande est soutenue par des producteurs représentant au moins 25 pour cent de la production nationale, mais n'énonce pas de prescriptions spécifiques quant à la manière dont il faut procéder pour formuler cette détermination. À notre avis, on ne peut dire si l'examen nécessaire du degré de soutien en faveur de la demande a été effectué avant l'ouverture de l'enquête qu'en se référant à la détermination qui a été effectivement formulée, et aux éléments de preuve dont disposait l'autorité au moment où elle a formulé la détermination. Dans la présente affaire, l'autorité communautaire chargée de l'enquête a manifestement conclu que la demande était soutenue par des producteurs représentant plus de 25 pour cent de la production communautaire totale de linge de lit, et nous disposons de documents dont elle affirme qu'ils contiennent les éléments de preuve pertinents sur lesquels elle s'est appuyée. Nous examinerons donc tout d'abord les faits relatifs à cette question.

6.214 Nous avons soigneusement examiné les documents présentés par les deux parties.[83] Ces documents sont des photocopies, et dans certains cas des photocopies de télécopies de photocopie de 1) lettres de soutien envoyées par des producteurs individuels de linge de lit à l'autorité chargée de l'enquête pour indiquer qu'ils soutiennent la demande, 2) lettres de soutien envoyées par des associations nationales de producteurs de linge de lit à l'autorité chargée de l'enquête pour exprimer leur soutien au nom de producteurs individuels énumérés dans des annexes, et 3) lettres de soutien émanant d'associations nationales de producteurs de linge de lit envoyées à l'autorité chargée de l'enquête pour exprimer leur soutien au nom de leurs membres. Il semble que ces lettres de soutien aient été tout d'abord envoyées, par télécopie, à Eurocoton, qui les a ensuite transmises, à nouveau par télécopie, à l'autorité communautaire chargée de l'enquête. Toutes les lettres proprement dites portent des dates antérieures à celle à laquelle les Communautés européennes ont ouvert l'enquête, soit le 13 septembre 1996. Sur la base des lettres proprement dites, les producteurs individuels de linge de lit qui ont individuellement communiqué leur soutien en faveur de la demande directement aux autorités chargées de l'enquête représentaient 26,7 pour cent de la production communautaire totale de linge de lit. C'est plus que le minimum nécessaire aux termes de l'article 5.4 de l'Accord antidumping pour constater l'existence d'un soutien suffisant en faveur de la demande.

6.215 L'Inde nous demande de conclure que ces lettres n'ont pas, en fait, été reçues par l'autorité communautaire chargée de l'enquête avant son ouverture, que ladite autorité ne les a pas, en fait, examinées avant l'ouverture de l'enquête, et que les Communautés européennes ont essayé de masquer cette erreur fondamentale en fabriquant des éléments de preuve *post hoc* et en faisant une description inexacte des faits dont nous sommes saisis. Nous nous y refusons. Nous reconnaissons que les dates des en-têtes et mentions de bas de page des télécopies dans les documents photocopiés qui nous ont été présentés ne concordent pas entre elles ni avec les dates des lettres proprement dites. Cependant, toutes ces dates sont **antérieures** à la date pertinente, celle de l'ouverture de l'enquête le 13 septembre 1996. Nous notons que les Communautés européennes ont offert de présenter les originaux des télécopies pour que nous les consultions (ainsi que l'Inde), au cas où nous le jugerions nécessaire pour résoudre cette question.

6.216 Comme il est indiqué plus haut, il incombe à l'Inde de produire des éléments de preuve suffisants pour établir *prima facie* que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière compatible avec leurs obligations au titre de l'article 5.4 pour déterminer le niveau de soutien nécessaire avant l'ouverture de l'enquête. Nous présumons que les Membres agissent de bonne foi dans le cadre des procédures de règlement des différends, et refusons de supposer qu'il puisse y avoir

[83] Ces documents ont été présentés à plusieurs reprises en tant que pièce n° 59 de l'Inde, pièce n° 86 de l'Inde, pièce n° 4 des CE et pièce n° 5 des CE.

malveillance en l'absence d'éléments de preuve dans ce sens. Nous considérons que les "doutes" que l'Inde a quant aux agissements des Communautés européennes à cet égard n'établissent pas les éléments *prima facie* nécessaires dans ce contexte – les "éléments de preuve" des en-têtes de télécopies sur lesquels l'Inde s'est fondée ne constituent pas, à notre avis, une preuve de fraude suffisante pour renverser la présomption de bonne foi. De plus, nous pensons qu'il est plus probable que ces incohérences dans les photocopies sont attribuables aux opérations de photocopie proprement dites plutôt qu'à une manœuvre de l'autorité communautaire chargée de l'enquête qui aurait fabriquer de toutes pièces des en-têtes et inscriptions de bas de page pour dissimuler le fait qu'elle n'avait pas formulé une détermination de la représentativité avant l'ouverture de l'enquête. Nous ne jugeons donc pas nécessaire d'examiner les originaux des documents en question.

6.217 Nous concluons que, sur le plan des faits, l'autorité communautaire chargée de l'enquête disposait de manifestations de soutien émanant de 38 producteurs de linge de lit avant l'ouverture de l'enquête.[84] Certaines de ces manifestations de soutien ont été reçues directement des producteurs à titre individuel, d'autres ont été reçues d'associations nationales de producteurs. Comme il a été indiqué plus haut, si l'on compte uniquement celles qui ont été présentées par des producteurs individuels directement à l'autorité communautaire chargée de l'enquête, cette autorité disposait de manifestations de soutien émanant de producteurs représentant plus du pourcentage nécessaire de la production communautaire totale de linge de lit, soit 25 pour cent. Ayant conclu que la détermination de la représentativité formulée n'est pas contraire à l'article 5.4 de l'Accord antidumping au vu du soutien exprès des producteurs individuels, nous ne jugeons pas nécessaire de déterminer si les Communautés européennes pouvaient à bon droit compter le soutien des associations de producteurs.

6.218 Nous concluons par conséquent que les Communautés européennes n'ont pas violé l'article 5.4 de l'Accord antidumping en ne formulant pas une détermination correcte de la représentativité avant l'ouverture de l'enquête antidumping en cause.

F. ALLEGATION AU TITRE DE L'ARTICLE 15 – LES POSSIBILITES DE SOLUTIONS CONSTRUCTIVES N'ONT PAS ETE EXPLOREES (ALLEGATION 29)

1. Arguments des parties

6.219 L'Inde affirme que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article 15 de l'Accord antidumping en n'explorant pas les possibilités de solutions constructives avant l'imposition de droits antidumping (provisoires ou définitifs) et en ne réagissant pas aux arguments détaillés des exportateurs indiens concernant l'article 15. L'Inde soutient que, malgré les arguments répétés et détaillés des exportateurs indiens soulignant l'importance de l'industrie du linge de lit et des industries textiles pour l'économie indienne, les Communautés européennes n'ont même pas mentionné le statut de l'Inde en tant que pays en développement, et encore moins envisagé ou

[84] L'Inde fait de nombreuses fois référence aux différences entre le nombre de producteurs énumérés dans la demande, le nombre de producteurs exprimant leur soutien, et le nombre de producteurs considérés en fin de compte comme constituant la branche de production nationale, en l'espèce l'industrie communautaire du linge de lit. La portée de ses arguments à cet égard n'est pas totalement claire, mais nous ne considérons pas, quoi qu'il en soit, que ces différences ont la moindre importance pour la question dont nous sommes saisis, celle de savoir si les producteurs exprimant leur soutien représentaient le minimum nécessaire de 25 pour cent de la production communautaire totale de linge de lit. Il est à notre avis normal que certaines entreprises mentionnées dans la demande en tant que producteurs du produit similaire n'aient peut-être pas par la suite expressément exprimé leur soutien en faveur de la demande. Il est également normal, selon nous, qu'après l'ouverture de l'enquête, la définition effective de l'industrie communautaire ait pu changer, à la suite d'exclusions, de sorte que l'ensemble de producteurs de cette industrie n'est pas, en fait, le même que celui qui a été examiné au moment d'évaluer le soutien. Cependant, sur ce dernier point, nous notons que nous ne sommes pas saisis de la question, car l'Inde n'a pas formulé d'allégation laissant entendre que la représentativité avait d'une certaine façon été perdue ou édulcorée **après l'ouverture de l'enquête**.

commenté des possibilités de solutions constructives. L'Inde fait également observer que Texprocil, qui est le Conseil indien de promotion des exportations de textiles en coton, agissant au nom des producteurs et exportateurs indiens, avait informé les Communautés européennes qu'il souhaitait, souhait partagé par ses membres, offrir des engagements en matière de prix. L'Inde affirme que les Communautés européennes ont rejeté cette offre sans en avoir examiné le contenu.

6.220 L'Inde affirme que les deux phrases de l'article 15 sont séparées et distinctes, et que la première n'impose pas d'obligation juridique spécifique mais exprime simplement une préférence en ce sens que la situation particulière des pays en développement devrait être un élément à prendre en compte au moment de procéder à cette évaluation. La seconde phrase, cependant, impose une obligation juridique spécifique, celle d'"explorer les possibilités". De l'avis de l'Inde, cela signifie qu'il faut qu'une détermination (ou évaluation) du point de savoir si les intérêts essentiels du pays en développement concerné qui peuvent être en jeu soit faite après la détermination (préliminaire ou finale) de l'existence d'un dumping et d'un dommage causé par ce dumping, mais avant l'application des droits antidumping, y compris l'imposition des mesures provisoires. Alors (toujours avant que les mesures provisoires soient imposées) les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'explorer les possibilités de solutions constructives "prévues par le présent accord". L'Inde estime que la référence faite aux solutions prévues par l'Accord antidumping indique que ces solutions peuvent consister, entre autres choses, en la non-imposition de mesures antidumping, ou en un engagement. L'Inde rejette l'idée que n'importe quel mécanisme procédural, tel que des questionnaires simplifiés ou des prorogations de délai, puisse jamais satisfaire aux prescriptions de la seconde phrase de l'article 15.

6.221 Les Communautés européennes admettent que la seconde phrase de l'article 15 impose une obligation juridique aux Membres. Elles ne contestent pas par ailleurs le fait que les producteurs de linge de lit font partie de l'industrie textile, que celle-ci constitue un "intérêt essentiel" pour l'Inde, et que des droits antidumping "affecteraient" cet intérêt. Elles affirment avoir pour pratique, lorsque des pays en développement sont impliqués dans une enquête antidumping, d'accorder une attention particulière à la possibilité d'accepter des engagements de la part de leurs exportateurs. Cependant, les Communautés européennes soutiennent que la difficulté qui survient fréquemment en ce qui concerne les engagements, à savoir l'efficacité de la supervision, peut aussi se poser dans le cas de pays en développement. Elles font valoir que dans la présente affaire, la raison pour laquelle il n'a pas été accepté d'engagement était qu'aucun engagement n'avait été offert par les exportateurs dans les délais fixés par la réglementation communautaire. Suivant les procédures communautaires, des engagements peuvent être offerts dans les dix jours qui suivent la divulgation des calculs confidentiels de la marge de dumping définitive pour les producteurs soumis à l'enquête. Dans la présente affaire, cette divulgation a eu lieu le 3 octobre 1997. Les Communautés européennes affirment que ces délais sont à rapprocher de ceux qui sont imposés par l'article 5.10 de l'Accord antidumping, et de l'obligation générale de mener les enquêtes avec diligence (article 6.14 de l'Accord antidumping).

6.222 Les Communautés européennes ont fait observer que l'offre de Texprocil mentionnée par l'Inde a été faite le dernier jour du délai normalement prévu par la réglementation communautaire pour l'acceptation des offres d'engagement, et il ne s'agissait en fait pas d'une offre d'engagement émanant d'un producteur quelconque mais simplement de l'expression par l'association de producteurs Texprocil d'une intention d'offrir un engagement. Les Communautés européennes affirment que leurs autorités ont attendu neuf jours mais qu'aucun détail supplémentaire concernant ces offres n'a été communiqué, comme cela aurait dû être le cas d'après la lettre de Texprocil, et que par conséquent les Communautés européennes ont répondu qu'elles ne seraient plus en mesure de considérer des offres d'engagements, car il était nécessaire d'aller de l'avant pour conclure l'enquête.

6.223 L'Égypte, en tant que tierce partie, fait valoir que l'article 15 de l'Accord antidumping obligeait les Communautés européennes à explorer les possibilités de solutions constructives avant d'appliquer des droits antidumping, et que celles-ci ne se sont pas conformées à cette disposition, car elles n'ont pas suggéré aux exportateurs égyptiens la possibilité d'engagements en matière de prix, par

exemple. L'Égypte est d'avis que l'article 15 impose une obligation juridique aux pays développés chaque fois qu'ils envisagent d'imposer des droits antidumping, et c'est donc aux pays développés qu'il incombe alors de suggérer aux pays en développement concernés la possibilité d'offrir des engagements en matière de prix afin de savoir si oui ou non ils seraient intéressés.

6.224 En réponse à une question du Groupe spécial, le Japon a affirmé que les prescriptions de l'article 15 ne vont pas au-delà de celles de l'article 8.3 de l'Accord antidumping, que les "solutions constructives prévues par le présent accord" visées à l'article 15 incluent normalement les engagements en matière de prix, et que l'article 15 n'impose aucune obligation spécifique aux pays développés Membres.

6.225 Les États-Unis, en tant que tierce partie, estiment que même si l'article 15 de l'Accord antidumping prévoit des sauvegardes procédurales, il n'exige pas qu'un résultat donné soit obtenu quant au fond, ni que des ajustements spécifiques soient faits en raison du statut de pays en développement. De l'avis des États-Unis, la seconde phrase de l'article 15 n'impose rien d'autre qu'une obligation procédurale d'"explorer" les possibilités de solutions constructives. Le mot "explorer" ne peut décemment pas être interprété comme impliquant l'obligation d'obtenir un résultat donné quant au fond; il exige simplement que ces possibilités soient examinées. Les États-Unis citent le rapport du Groupe spécial ayant examiné l'affaire des *Fils de coton en provenance du Brésil* dans le cadre du Code antidumping du Tokyo Round à l'appui de cette interprétation. La question est alors, selon les États-Unis, de savoir si les Communautés européennes ont exploré la possibilité d'accepter de telles solutions constructives, ce qui est une détermination factuelle. Les États-Unis ne prennent pas position quant à la question de savoir si les efforts des Communautés européennes étaient suffisants au regard de l'article 15. En ce qui concerne le moment où il convient d'explorer de telles possibilités au titre de l'article 15, les États-Unis affirment que la mention "l'application de droits antidumping" dans cet article se rapporte à l'imposition effective et à la perception des droits antidumping conformément à l'article 9 de l'Accord, lesquelles ne sont pas intervenues avant que les Communautés européennes aient formulé leur détermination finale de l'existence d'un dumping et d'un dommage. L'imposition de mesures provisoires, qui peuvent être des droits antidumping provisoires, est une étape séparée et antérieure qui est distincte de l'application des droits antidumping eux-mêmes. De plus, si les "possibilités" à explorer comprennent les engagements en matière de prix, les États-Unis soutiennent que cette exploration ne peut se faire qu'après que les autorités chargées de l'enquête ont établi une détermination provisoire, compte tenu du libellé de l'article 8.2 de l'Accord antidumping. En réponse aux questions du Groupe spécial, les États-Unis ont fait observer qu'à leur avis l'obligation énoncée à l'article 15 et celle de l'article 8.3 étaient complémentaires, et que la première n'allait pas au-delà de la seconde. Ils ont ajouté qu'un pays en développement pouvait être obligé d'indiquer les cas dans lesquels il serait porté atteinte à ses intérêts essentiels, de sorte que le pays développé Membre envisageant l'imposition de droits antidumping le sache pour envisager des solutions constructives avant d'imposer des droits.

2. Constatations

6.226 L'article 15 dispose ce qui suit:

> "Il est reconnu que les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord. Les possibilités de solutions constructives prévues par le présent accord seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres."

6.227 Nous allons tout d'abord examiner le texte de la seconde phrase de l'article 15, sur lequel est fondée l'allégation de l'Inde.[85] Nous notons que nul ne conteste en l'espèce que l'application de droits antidumping porterait atteinte aux intérêts essentiels d'un pays en développement Membre, l'Inde. Cependant, les parties sont en désaccord sur le point de savoir en quoi consistent des "solutions constructives prévues par le présent accord", si cette exploration doit avoir lieu avant l'application de mesures provisoires, ou uniquement avant l'application des mesures antidumping définitives, et ce qu'impose l'obligation d'"explorer" les "possibilités" de telles solutions.

6.228 Le terme "remedy" (solution dans le texte français) est défini notamment comme signifiant "a means of counteracting or removing something undesirable; redress, relief" (un moyen de contrecarrer ou de supprimer quelque chose d'indésirable; redresser, réparer).[86] Le terme "constructive" (en français constructif) est défini comme signifiant "tending to construct or build up something non-material; contributing helpfully, not destructive" (tendant à construire ou élaborer quelque chose de non matériel; contribuant utilement, non destructif).[87] L'expression "constructive remedies" (solutions constructives) pourrait par conséquent être comprise comme désignant les moyens utiles de contrecarrer l'effet du dumping dommageable. Cependant, telle qu'elle est utilisée à l'article 15, cette expression se limite aux solutions constructives "prévues par le présent accord". Les Communautés européennes déclarent que, fidèles à ce qu'elles appellent l'"esprit" de l'article 15, elles ont pris plusieurs dispositions procédurales qu'elles jugeaient utiles pour les exportateurs indiens, mais elles ne considèrent pas que ces dispositions procédurales constituent des "solutions constructives" en soi. Les Communautés européennes semblent plutôt considérer les engagements en matière de prix comme les solutions constructives prévues à l'article 15. L'Inde a refusé de proposer des suggestions concrètes quant aux autres "solutions constructives [possibles] prévues par le présent accord" qui pourraient être utilisées dans le cadre de l'article 15.[88] De l'avis de l'Inde, les Communautés européennes ont l'obligation de trouver et de proposer de telles solutions aux pays en développement avant d'imposer des mesures antidumping. À cet égard, nous notons que, ayant affirmé que les Communautés européennes n'ont pas entrepris une action qu'elles étaient tenues d'entreprendre, l'Inde doit selon nous indiquer quelles actions auraient dû être entreprises à son avis puisqu'il lui incombe d'établir *prima facie* l'existence d'une violation. L'Inde a effectivement suggéré qu'une "solution constructive" pourrait être une décision de ne pas imposer de droits antidumping du tout. Nous ne pouvons pas être d'accord. À notre avis, l'article 15 se réfère à des "solutions" concernant le dumping dommageable. Un Membre peut certes décider de ne pas imposer un droit antidumping au titre de l'article 9.1 de l'Accord antidumping[89], mais il ne s'agit pas d'une "solution" de quelque type que ce soit, constructive ou autre.

6.229 Nous ne pouvons pas formuler de conclusions quant à ce que pourrait englober l'expression "solutions constructives prévues par le présent accord" – qui signifie moyens de contrecarrer les effets d'un dumping dommageable – si ce n'est par référence à l'Accord lui-même. L'Accord prévoit l'imposition de droits antidumping, soit du montant total de la marge de dumping, soit, ce qui est souhaitable, d'un montant moindre, ou l'acceptation d'engagements en matière de prix, comme moyen de conclure une enquête antidumping ayant abouti à une détermination finale positive de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. Ainsi, à notre avis, l'imposition d'un droit moindre, ou un engagement en matière de prix constituerait des "solutions constructives" au sens de

[85] Les parties sont d'accord pour dire que la première phrase de l'article 15 n'impose pas d'obligation juridique aux pays développés Membres. Comme il n'y a pas d'allégation à cet égard, nous n'exprimons pas d'opinion sur ce point.

[86] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Clarendon Press, Oxford, 1993.

[87] *Idem*.

[88] *Voir par exemple*, la réponse de l'Inde à la question 13 posée par le Groupe spécial après la première réunion, annexe 1-6, et la déclaration orale de l'Inde à la première réunion du Groupe spécial, annexe 1-4, paragraphes 87 à 91.

[89] L'article 9.1 dispose, dans la partie pertinente, qu'"Il est souhaitable que l'imposition [d'un droit antidumping] soit facultative ..."

l'article 15. Nous ne formulons pas de conclusions quant à la question de savoir quelles autres actions pourraient par ailleurs être considérées comme constituant des "solutions constructives" au sens de l'article 15, car aucune ne nous a été proposée.[90]

6.230 En ce qui concerne le moment où intervient l'obligation énoncée à la seconde phrase de l'article 15, l'Inde fait valoir que l'exploration des possibilités de solutions constructives doit avoir lieu avant l'imposition des mesures provisoires éventuelles, ainsi qu'avant l'application des mesures définitives éventuelles, tandis que les Communautés européennes estiment que l'obligation n'intervient qu'avant l'application des droits antidumping définitifs éventuels.

6.231 À cet égard, nous notons l'article premier de l'Accord antidumping, qui dispose que:

> "Une mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions du présent accord." (note de bas de page omise)

À notre avis, cela implique que le membre de phrase "préalablement à l'application de droits antidumping" qui figure à l'article 15 signifie avant l'application de mesures antidumping définitives. Considérant l'ensemble de l'Accord antidumping, nous estimons que l'expression "mesures provisoires" est toujours utilisée lorsque l'intention est de se référer aux mesures imposées avant la fin du processus d'enquête. De fait, à notre avis, l'Accord antidumping fait manifestement une distinction entre mesures provisoires et droits antidumping, cette deuxième expression se référant toujours à des mesures définitives. Nous ne trouvons dans l'Accord aucun cas où l'expression "droits antidumping" est utilisée dans un contexte dans lequel on peut raisonnablement l'interpréter comme se référant à des mesures provisoires. Ainsi, à notre avis, le sens ordinaire de l'expression "droits antidumping" utilisée à l'article 15 est clair – elle se réfère à l'imposition de mesures antidumping définitives à la fin du processus d'enquête.

6.232 Un examen des aspects pratiques renforce cette conclusion. Les mesures provisoires reposent sur une détermination préliminaire de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. Un producteur ou exportateur étranger est assurément autorisé et peut avoir intérêt à proposer ou accepter un engagement à ce stade de la procédure, mais nous n'estimons pas que l'article 15 puisse être interprété comme **exigeant** des pays développés Membres qu'ils explorent les possibilités d'engagements en matière de prix avant l'imposition de mesures provisoires. Outre le fait qu'une telle exploration peut avoir pour effet de retarder ou gêner la poursuite de l'enquête, dans certains cas, un engagement en matière de prix fondé sur la détermination préliminaire de l'existence d'un dumping pourrait être amené à être révisé en fonction de la détermination finale. Cependant, contrairement au droit provisoire ou à la garantie, qui doit, aux termes de l'article 10.3, être restitué ou libérée lorsque la marge de dumping définitive est inférieure à la marge calculée à titre préliminaire (comme c'est souvent le cas), un engagement en matière de prix "provisoire" ne pourrait pas être révisé rétroactivement. Nous ne considérons pas qu'une interprétation de l'article 15 qui pourrait, dans certains cas, avoir des effets négatifs sur les parties dont il est justement censé défendre les intérêts, à savoir les producteurs et exportateurs des pays en développement, soit requise.

6.233 Nous examinons maintenant le terme "to explore" (explorer), qui est défini notamment comme signifiant "investigate; examine; scrutinise" (étudier, examiner, passer au crible).[91] À notre avis, si les paramètres exacts du terme sont difficiles à établir, l'idée d'"explorer" n'implique

[90] Il est clair que les Communautés européennes ont bien envisagé l'imposition d'un droit moindre, bien qu'elles aient conclu qu'un tel droit ne serait pas approprié en l'espèce car la marge de dommage dépassait la marge de dumping pour chaque entreprise (paragraphe 131, Règlement provisoire, pièce n° 8 de l'Inde). L'Inde n'a pas présenté d'allégation ni d'argument à cet égard.

[91] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Clarendon Press, Oxford, 1993.

manifestement pas de résultat particulier. Nous rappelons que l'article 15 ne dit pas que des "solutions constructives" doivent être explorées, mais que les "possibilités" de telles solutions doivent être explorées, ce qui tend à indiquer en outre que l'exploration peut aboutir à la conclusion qu'aucune possibilité n'existe, ou qu'aucune solution constructive n'est possible, dans les circonstances particulières propres à un cas donné. Toutefois, dans son contexte, et à la lumière de l'objet et du but de l'article 15, nous considérons que l'"exploration" des possibilités doit être activement entreprise par les autorités du pays développé avec une volonté de parvenir à un résultat positif. Ainsi, à notre avis, l'article 15 n'impose pas l'obligation d'offrir ou d'accepter effectivement telle ou telle solution constructive qui pourrait être identifiée et/ou proposée.[92] Il impose toutefois bel et bien l'obligation d'envisager activement, avec un esprit ouvert, la possibilité d'une telle solution avant l'imposition d'une mesure antidumping qui porterait atteinte aux intérêts essentiels d'un pays en développement.

6.234 Sur la base de l'interprétation exposée ci-dessus de l'article 15 de l'Accord antidumping, nous considérons que la question dont nous sommes saisis dans la présente affaire est de savoir si les autorités communautaires ont envisagé activement, avec un esprit ouvert, les possibilités d'engagements en matière de prix avec les exportateurs indiens avant l'imposition de mesures antidumping définitives dans l'enquête sur le linge de lit.

6.235 L'Inde souligne que les exportateurs indiens et Texprocil ont fourni de nombreux arguments et communications concernant le statut de pays en développement de l'Inde et l'importance de la procédure sur le linge de lit pour les intérêts indiens. L'Inde semble être mécontente d'une manière générale du fait que les Communautés européennes n'ont pas répondu à ces arguments dans les divers avis donnés au public, mais elle ne formule pas d'allégations spécifiques à cet égard.[93] En conséquence, nous ne formulons pas de constatations spécifiques à cet égard. Nous notons toutefois d'une manière générale que les dispositions de l'article 12, que nous examinons ci-après, sont très précises quant aux questions à aborder dans les avis au public. Outre ces avis au public, nous n'avons pas connaissance d'une obligation générale pour les autorités chargées de l'enquête d'"expliquer" tel ou tel aspect de leur analyse ou détermination, et l'Inde n'a pas présenté d'argument indiquant l'existence d'une telle obligation. De toute évidence, lorsque, lors du règlement d'un différend, il est établi *prima facie* qu'un Membre ne s'est pas conformé à ses obligations au regard de l'Accord antidumping, ce Membre doit présenter des éléments de preuve et des explications indiquant en quoi il estime qu'il s'est bien conformé à l'obligation pertinente. Cela n'impose toutefois aucune obligation générale d'expliquer divers éléments de l'analyse ou de la décision au cours de la procédure, ou lors du règlement du différend, outre les explications requises par l'Accord lui-même, ou afin de réfuter une allégation d'action incompatible.

6.236 D'après l'Inde, le conseil de Texprocil et Texprocil lui-même ont cherché au cours de l'enquête à persuader les exportateurs indiens de proposer des engagements, mais ces tentatives ont été vaines jusqu'à un stade très avancé de la procédure. Au cours du mois d'octobre 1997, il y a eu des communications téléphoniques entre les autorités communautaires et le conseil de l'association des

---

[92] Nous notons que notre interprétation de l'article 15 à cet égard est compatible avec celle d'un groupe spécial du GATT qui avait examiné l'"ancêtre" de cette disposition, l'article 13 du Code antidumping du Tokyo Round, qui est pour l'essentiel identique à l'actuel article 15. Ce groupe spécial avait constaté ce qui suit:

> "Le Groupe spécial a noté que si l'application de mesures antidumping "por[tait] atteinte aux intérêts essentiels de pays en voie de développement", l'obligation qui était faite était d'explorer les "possibilités" de "solutions constructives". **Il était clair, compte tenu de l'utilisation des mots "possibilités" et "explorer", que les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas tenues d'adopter des solutions constructives du simple fait que ce genre de solution avait été proposé**". *CE – Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil*, rapport du Groupe spécial, ADP/137, adopté le 30 octobre 1995, paragraphe 584 (pas de caractère gras dans l'original).

[93] L'allégation spécifique de l'Inde au titre de l'article 12 concernant la détermination des Communautés européennes dans le cadre de l'article 15 est examinée ci-après.

producteurs indiens, Texprocil. Selon les Communautés européennes, au cours de ces conversations, les autorités communautaires:

> "ont fait valoir qu'il était difficile de formuler des engagements satisfaisants parce que le produit était fourni en lots conformément aux spécifications individuelles des acheteurs et faisaient intervenir des centaines de fournisseurs. Elles ont été invitées à examiner les possibilités avec l'association des exportateurs, Texprocil. Les CE n'ont pas automatiquement pour pratique d'envisager qu'une association commerciale prenne des engagements ".[94]

Suite à la divulgation du calcul définitif de la marge de dumping, une série de télécopies échangées entre le conseil de Texprocil et Texprocil et les autorités du gouvernement indien indique que le conseil a expliqué la nature des engagements et le délai applicable pour l'offre d'engagements, en l'occurrence le 13 octobre 1997.[95] Après l'échange d'autres communications entre les exportateurs indiens et le conseil[96], le 13 octobre 1997, le conseil de Texprocil a envoyé une télécopie aux autorités communautaires chargées de l'enquête faisant part "du désir de ... Texprocil et de ses membres d'offrir des engagements en matière de prix" dans l'enquête sur le linge de lit.[97] La lettre se poursuivait ainsi: Texprocil "travaille à l'élaboration d'une formule détaillée concernant les aspects pratiques de cette offre", et indiquait que la formule proposée pour la mise en œuvre des détails pratiques de l'offre serait transmise "dès que celle-ci aurait été élaborée dans le détail". La lettre exprimait l'espoir que l'offre pourrait "être dûment prise en considération à la lumière, en particulier de l'article 15 de l'Accord sur l'OMC".[98] Il n'y a pas eu d'autres communications de la part des exportateurs indiens aux autorités communautaires à cet égard. Le 14 octobre 1997, le conseil de Texprocil a informé les représentants de Texprocil que la lettre avait été présentée, a demandé que les détails de la formule concernant les engagements soient envoyés dès que possible, notant que les autorités communautaires avaient indiqué que le linge de lit était "un produit trop compliqué pour des engagements".[99]

6.237 Il n'y a eu aucune réponse des Communautés européennes avant une lettre adressée au conseil de Texprocil en date du 22 octobre 1997. Cette réponse indiquait que la lettre du conseil de Texprocil était parvenue aux Communautés européennes le dernier jour du délai prévu pour la proposition d'engagements, mais qu"aucune offre détaillée d'engagements en matière de prix n'avait encore été faite". La réponse des CE notait que l'enquête devait être achevée dans les 15 mois suivant son ouverture selon la législation communautaire (en l'occurrence, pour le 13 décembre 1997), et ajoutait que les autorités communautaires "ne seraient pas en mesure de considérer toute offre d'engagements que votre client pourrait éventuellement envisager à ce stade".[100]

6.238 Ce sont ces faits que nous devons évaluer pour déterminer si les Communautés européennes ont dûment examiné, c'est-à-dire "exploré", la possibilité d'accepter un engagement avec les producteurs indiens. Comme il est indiqué plus haut, les Communautés européennes ont certes l'obligation d'explorer des possibilités, mais nous ne considérons pas que cela veut dire qu'elles doivent accepter n'importe quelle offre qui pourrait être faite. En l'espèce, il est clair pour nous qu'aucune proposition formelle d'engagement en matière de prix n'a été faite. Cependant, compte tenu du souhait exprimé par les producteurs indiens d'offrir des engagements, nous considérons que les Communautés européennes auraient dû y répondre d'une manière ou d'une autre dès réception de la

---

[94] Réponse des Communautés européennes à la question 16 posée par le Groupe spécial après la seconde réunion, annexe 2-8. L'Inde n'a pas contesté cette déclaration des Communautés européennes.
[95] Pièce n° 89 de l'Inde.
[96] Pièces n° 90 et 91 de l'Inde.
[97] Pièce n° 72 de l'Inde.
[98] *Idem.*
[99] Pièce n° 93 de l'Inde.
[100] Pièce n° 72 de l'Inde.

lettre du conseil de Texprocil en date du 13 octobre 1997. Le rejet signifié dans la lettre des Communautés européennes du 22 octobre 1997 n'indique pas, selon nous, que la possibilité d'un engagement a été explorée mais plutôt que la possibilité a été rejetée d'emblée. Nous ne pouvons pas conclure, sur la base de ces faits, que les Communautés européennes ont exploré les possibilités de solutions constructives avant d'imposer des droits antidumping. À notre avis, les Communautés européennes n'ont tout simplement dans la présente affaire rien fait de différent de ce qu'elles auraient fait dans n'importe quelle autre procédure antidumping – il n'y a pas eu d'avis ni d'information concernant les opportunités d'explorer des possibilités de solutions constructives données aux exportateurs indiens, rien qui démontrerait que les Communautés européennes ont activement respecté l'obligation imposée par l'article 15 de l'Accord antidumping. Rester totalement passif ne suffit pas, à notre avis, pour satisfaire à l'obligation d'"explorer" les possibilités de solutions constructives, en particulier lorsque la possibilité d'un engagement a déjà été évoquée par le pays en développement concerné. Ainsi, nous considérons que le fait d'avoir donné pour toute réponse un rejet pur et simple, **en particulier après avoir été informées du souhait qu'avaient les producteurs indiens d'offrir des engagements**, constituait de la part des Communautés européennes un manquement à l'obligation d'"explorer les possibilités de solutions constructives", et nous concluons par conséquent que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière compatible avec leurs obligations au titre de l'article 15 de l'Accord antidumping.

G. ALLEGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12.2.2 (ALLEGATIONS 3, 6, 10, 13, 18, 22, 25, 28 ET 31)

3. Arguments des parties

6.239 L'Inde fait valoir, en ce qui concerne la quasi-totalité de ses allégations de fond affirmant qu'il y a violation de l'Accord antidumping, que les Communautés européennes n'ont pas suffisamment expliqué leurs décisions relatives à ces questions dans le Règlement définitif. L'Inde affirme que le Règlement définitif n'expose pas le raisonnement des Communautés européennes expliquant pourquoi elles ont appliqué les dispositions pertinentes de la législation communautaire et de l'Accord antidumping de la manière dont elles l'ont fait ce qui, de l'avis de l'Inde, est incompatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping. L'Inde fait valoir également que les Communautés européennes n'ont pas expliqué de manière adéquate leurs choix de méthode, leur analyse et leurs conclusions sur des questions de fait et n'ont pas expliqué de manière adéquate pourquoi elles avaient rejeté les arguments des exportateurs indiens. Les allégations de l'Inde au titre de l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping correspondent à ses allégations de fond suivantes:

- Allégation 3 – Explications insuffisantes dans l'avis au public en ce qui concerne l'article 2.2.2 (allégation 1)

- Allégation 6 – Explications insuffisantes dans l'avis au public en ce qui concerne l'article 2.2 (allégation 4)

- Allégation 10 – Explications insuffisantes dans l'avis au public en ce qui concerne l'article 3.1 (allégation 8)

- Allégation 13 – Explications insuffisantes dans l'avis au public en ce qui concerne l'article 3.4 (allégation 11)

- Allégation 18 – Explications insuffisantes dans l'avis au public en ce qui concerne l'article 6.10 et 6.11 (allégation 16)

- Allégation 22 – Explications insuffisantes dans l'avis au public en ce qui concerne l'article 3.5 (allégation 20)

- Allégation 25 – Explications insuffisantes dans l'avis au public en ce qui concerne l'article 5.3 (allégation 23)

- Allégation 28 – Explications insuffisantes dans l'avis au public en ce qui concerne l'article 5.4 (allégation 26)

- Allégation 31 – Explications insuffisantes dans l'avis au public en ce qui concerne l'article 15 (allégation 29)

6.240 L'Inde expose quatre raisons comme fondement de son allégation 3, affirmant l'insuffisance de l'avis par lequel les Communautés européennes ont annoncé leur décision et leur analyse au titre de l'article 2.2.2. Premièrement, l'Inde fait valoir que les Communautés européennes n'ont pas donné une explication suffisante des raisons pour lesquelles elles avaient appliqué l'article 2.2.2 ii) au lieu de l'article 2.2.2 i). Deuxièmement, elle affirme que les Communautés européennes n'ont pas suffisamment expliqué pourquoi elles n'avaient appliqué une option pour laquelle les conditions n'étaient pas remplies. Troisièmement, l'Inde affirme que les Communautés européennes n'ont pas expliqué pourquoi elles avaient examiné que les ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales pour obtenir un montant pour les bénéfices aux fins de l'article 2.2.2 ii). Enfin, l'Inde soutient que les Communautés européennes n'ont pas expliqué pourquoi elles avaient jugé raisonnable, au sens de l'article 2.2.2 iii) et 2.2, le taux de profit qu'elles avaient établi.

6.241 L'Inde fait valoir par ailleurs que, au cas où les Communautés européennes affirmeraient qu'elles n'ont pas commis certaines des violations alléguées de dispositions de fond, et en particulier qu'elles ont bien examiné tous les facteurs économiques pertinents énoncés à l'article 3.4 (allégation 13 de l'Inde), l'avis donné par les Communautés européennes est incompatible avec les prescriptions de l'article 12.2.2. L'Inde, estime que cet avis ne permet pas de déterminer qu'il y ait eu le moindre examen de ce genre, et qu'il est donc insuffisant. Elle fait valoir que, mis à part l'accès au dossier non confidentiel de l'enquête, l'avis est le seul élément qui permette aux exportateurs indiens de comprendre les faits sur lesquels la détermination a été fondée et de connaître la détermination qui a été formulée, et il doit donc être complet pour répondre au souci de transparence qui sous-tend l'article 12.2 dans son ensemble.

6.242 L'Inde fait valoir en dernier lieu que, d'après le texte de l'article 12.2.2, l'avis de détermination finale doit contenir une explication détaillée des décisions prises et des renseignements considérés dans le cadre de l'ouverture de l'enquête. Cet argument sous-tend les allégations 25 et 28 de l'Inde, qui affirment que le Règlement définitif des Communautés européennes est incompatible avec l'article 12.2.2 parce qu'il n'explique pas leur examen des renseignements fournis dans la demande au titre de l'article 5.3, et ne traite pas des renseignements et arguments communiqués par les exportateurs indiens au sujet de la représentativité du demandeur au titre de l'article 5.4.

6.243 Les Communautés européennes estiment, d'une manière générale, que chaque aspect d'une détermination finale n'a pas à être expliqué dans l'avis s'y rapportant. Elles affirment que seules certaines questions doivent être abordées dans la détermination finale – celles qui sont pertinentes pour la détermination finale elle-même, et celles dont les parties ne peuvent pas avoir connaissance sans se référer à la détermination finale parce que, par exemple, elles ont été examinées ou abordées à des stades antérieurs de la procédure, ou sont des éléments bien connus de la pratique des autorités chargées de l'enquête. Les Communautés européennes soutiennent que leur Règlement définitif (considéré conjointement avec le Règlement provisoire le cas échéant) explique de manière adéquate leur détermination finale, l'analyse juridique et les faits invoqués et le raisonnement qui sous-tend leurs conclusions. En outre, les Communautés européennes font valoir que, dans la mesure où les arguments avancés par l'Inde au titre de l'article 12.2.2 affirment qu'elles n'ont pas expliqué pourquoi elles avaient agi d'une manière que l'Inde juge incompatible avec l'Accord antidumping, il n'y avait rien à expliquer, puisqu'elles soutiennent qu'elles n'ont commis aucune violation de dispositions fond.

6.244 Pour ce qui est des allégations spécifiques, les Communautés européennes font valoir au sujet de l'allégation 3 de l'Inde qu'étant donné que l'Accord antidumping n'oblige pas un Membre à expliquer son choix parmi les options énumérées à l'article 2.2.2, il ne peut pas y avoir obligation de notifier une telle explication. En ce qui concerne l'allégation 6 de l'Inde, les Communautés européennes affirment que les paragraphes 18 et 19 du Règlement définitif répondent de manière adéquate à divers arguments avancés par les exportateurs au sujet de la détermination du taux de profit pour la valeur normale construite. De plus, les Communautés européennes soutiennent qu'étant donné qu'elles n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping dans l'application de l'article 2.2.2, aucune explication ou justification supplémentaire de leurs décisions n'est nécessaire. Enfin, elles affirment que l'article 12.2.2 exige qu'il soit donné avais des décisions prises par l'autorité chargé de l'enquête, tandis que la pratique qu'elles suivent en ce qui concerne l'article 2.2.2 est une question de politique générale, non une décision au cas par cas. De même, s'agissant de l'allégation 10 de l'Inde, les Communautés européennes font valoir que leur méthode d'analyse du dommage est une pratique courante et, en l'absence de tout argument émanant de l'une des parties à l'enquête sur ce point, elles n'étaient pas obligées de publier les détails de la méthode appliquée.

6.245 En ce qui concerne l'allégation 13 de l'Inde, les Communautés européennes soutiennent que les paragraphes 40 et 41 du Règlement définitif donnent une description détaillée des facteurs pris en considération dans l'examen du dommage, y compris ceux de la liste de l'article 3.4 qui étaient pertinents pour la détermination. En ce qui concerne le manquement allégué à l'obligation de répondre aux "arguments ou allégations pertinents des exportateurs", les Communautés européennes soutiennent que les arguments des exportateurs n'ont pas été présentés lors de la phase finale de l'enquête mais ont été adressés lors de la plainte initiale et, en tant que tels, n'étaient pas des arguments pertinents pour les décisions finales prises par les autorités communautaires. Par conséquent, l'obligation énoncée à l'article 12.2.2 de donner les raisons de leur acceptation ou de leur rejet n'était pas d'application.

6.246 En ce qui concerne l'allégation 22 de l'Inde, les Communautés européennes font valoir que le Règlement définitif indique clairement que l'emploi n'est pas un facteur sur lequel elles se sont fondées pour conclure que la branche de production nationale subissait un dommage. Par conséquent, l'argument des exportateurs sur ce point n'était pas pertinent, et les Communautés européennes n'étaient donc pas tenues d'y répondre. De plus, les Communautés européennes affirment qu'elles n'ont pas considéré les importations effectuées avant la période d'enquête comme constituant des "importations faisant l'objet d'un dumping". Par conséquent, elles n'avaient pas l'obligation d'expliquer une telle conclusion, conclusion qu'elles n'ont pas formulée, dans le Règlement définitif.

6.247 En ce qui concerne les allégations 25 et 28 de l'Inde, les Communautés européennes contestent l'interprétation que celle-ci donne de l'article 12.2.2. Les Communautés européennes affirment que l'approche de l'Inde ne tient pas dûment compte de la structure de cet article. À leur avis, l'article 12 est clair – les questions concernant l'ouverture de l'enquête sont traitées au paragraphe 1, tandis que le paragraphe 2 vise les mesures adoptées pendant et après l'enquête (c'est-à-dire les mesures provisoires, les mesures définitives et les engagements). L'allégation 25 de l'Inde affirme qu'il y a manquement à l'obligation d'expliquer des points relevant de l'article 5.3, concernant un manquement allégué à l'obligation d'examiner les éléments de preuve avant l'ouverture de l'enquête. Les Communautés européennes soutiennent que le Règlement définitif traite des questions de dumping et de cause du dommage à la fin de l'enquête et de l'imposition des mesures définitives, comme le prescrit l'article 12.2.2. De l'avis des Communautés européennes, les arguments concernant l'ouverture de l'enquête et la détermination de la représentativité n'étaient pas pertinents pour la détermination finale et la mesure définitive et, par conséquent, il n'y avait aucune obligation d'en parler dans le Règlement définitif. Les Communautés européennes affirment par ailleurs que les autorités chargées de l'enquête ne sont absolument pas tenues de revoir une décision d'ouverture d'enquête rétrospectivement, et des arguments relatifs à cette décision qui seraient avancés à un stade

ultérieure de l'enquête ne pourraient jamais être des arguments pertinents qui doivent être traités dans l'avis de détermination finale. Les Communautés européennes formulent des arguments analogues en ce qui concerne l'obligation de ne traiter que les arguments **pertinents** en ce qui concerne l'allégation 28 de l'Inde affirmant qu'il y a eu manquement à l'obligation d'expliquer la détermination de la représentativité. Elles affirment que les arguments des exportateurs qui ne sont prétendument pas traités dans le Règlement définitif n'étaient pas pertinents pour la détermination finale décrite dans cet avis.

6.248 Enfin, s'agissant de l'allégation 31 de l'Inde, les Communautés européennes font valoir que leur pratique concernant les obligations énoncées à l'article 15 est bien connue des exportateurs et que, par conséquent, aucune explication supplémentaire n'était requise. De plus, elles font observer que, comme l'Inde le reconnaît, la question a été examinée avec les exportateurs.

6.249 L'Égypte, en tant que tierce partie, fait valoir que même si les Communautés européennes ont procédé à l'examen requis par l'article 5.3 de l'Accord, elles n'en ont pas informé les parties intéressées et ont donc agi d'une manière contraire à l'article 12.1 (article dont l'Inde **n**'a **pas** allégué qu'il y avait violation) et à l'article 12.2 de l'Accord antidumping.

4. Constatations

6.250 Nous examinerons tour à tour chacune des allégations formulées par l'Inde au titre de l'article 12.2.2. Avant cela, nous rappelons notre conclusion selon laquelle l'Inde a retiré ses allégations au titre de l'article 12.2.1 concernant le Règlement provisoire (allégations 2, 5, 9, 12, 17, 21, 24, 27 et 30). Par conséquent, nous n'avons pas rendu de décision sur ces allégations. En outre, nous notons que l'allégation 18 de l'Inde est liée à son allégation de fond 16, qui affirme qu'il a eu violation de l'article 6.10 et 6.11. Nous rappelons notre conclusion selon laquelle les allégations formulées par l'Inde au titre de l'article 6, soit les allégations 14 et 16, ne relèvent pas de notre mandat. Dans ces circonstances, nous jugeons inutile et inapproprié d'examiner l'allégation 18 de l'Inde.

6.251 L'article 12 indique ce que doivent contenir les avis donnés au public au cours des enquêtes antidumping. Il dispose ce qui suit dans sa partie pertinente:

> "12.2 Il sera donné avis au public de toute détermination préliminaire ou finale, qu'elle soit positive ou négative, de toute décision d'accepter un engagement en conformité avec l'article 8, de l'expiration de cet engagement, et de la suppression d'un droit antidumping définitif. L'avis exposera de façon suffisamment détaillée, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête. Tous les avis et rapports de ce genre seront communiqués au Membre ou aux Membres dont les produits font l'objet de la détermination ou de l'engagement et aux autres parties intéressées réputées avoir un intérêt en la matière.
>
> 12.2.1 Tout avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires donnera des explications suffisamment détaillées, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct donnant des explications suffisamment détaillées, sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage et mentionnera les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments. Compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, l'avis ou le rapport donnera en particulier:

i) les noms des fournisseurs ou, lorsque cela sera irréalisable, les noms des pays fournisseurs en cause;

ii) une description du produit qui soit suffisante à des fins douanières;

iii) les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2;

iv) les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3;

v) les principales raisons qui ont conduit à la détermination.

12.2.2 Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6."

Allégations 3 et 6

6.252 Nous examinerons tout d'abord les allégations 3 et 6 de l'Inde, qui affirment que le Règlement définitif n'a pas donné des explications suffisantes sur les déterminations de fond et l'analyse des Communautés européennes dans l'application de l'article 2.2.2, dont l'Inde soutient, dans ses allégations 1 et 4, qu'elles sont incompatibles avec l'article 2.2.2 et 2.2. Nous rappelons notre conclusion selon laquelle l'ordre dans lequel les trois options sont indiquées à l'article 2.2.2 n'a aucune incidence hiérarchique et que les Membres sont totalement libres lorsqu'il s'agit de choisir laquelle des trois méthodes ils utiliseront dans leurs enquêtes.[101] Nous constatons par conséquent que les Communautés européennes n'étaient pas tenues par l'Accord antidumping de recourir à l'option i) avant de pouvoir recourir à l'option ii) et qu'elles n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.2 en utilisant la deuxième option. Nous notons par ailleurs que les Communautés européennes ont utilisé la méthode indiquée à l'alinéa ii) de l'article 2.2.2 conformément à l'article 2(6) de leur Règlement. À la lumière de notre constatation concernant l'ordre des options décrites à l'article 2.2 et compte tenu du fait que les Communautés européennes ont appliqué ce qui constitue leur méthode habituelle pour le calcul des frais ACG et des taux de profit, et le fondement de sa détermination à cet égard ressort clairement de la détermination finale, nous ne considérons pas que l'article 12.2.2 oblige les Communautés européennes à expliquer leur choix concernant la méthode utilisée.

6.253 Nous rappelons également notre conclusion selon laquelle l'article 2.2.2 ii) peut être appliqué au cas où il y a des données concernant les frais ACG et les bénéfices pour un autre producteur ou

[101] *Voir supra*, les paragraphes 6.54 à 6.62.

exportateur uniquement.[102] Nous constatons, par conséquent, que rien n'interdisait aux Communautés européennes d'appliquer la méthode indiquée dans cette disposition en l'espèce, et qu'elles n'ont donc pas agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.2 ii) à cet égard. L'argument avancé par l'Inde à l'appui de son allégation au titre de l'article 12.2.2 présuppose une incompatibilité avec l'article 2.2.2 ii), incompatibilité que nous n'avons pas constatée. Comme nous n'avons pas constaté que les Communautés européennes appliquaient une option pour laquelle les conditions n'étaient pas remplies, et le fondement de leur détermination à cet égard ressort clairement de la détermination finale, nous ne considérons pas que les Communautés européennes étaient tenues de donner une quelconque autre explication à cet égard.

6.254 Nous rappelons aussi notre conclusion selon laquelle une interprétation de l'article 2.2.2 ii) en vertu de laquelle les ventes non effectuées au cours d'opérations commerciales normales sont exclues de la détermination du taux de profit à utiliser dans le calcul d'une valeur normale construite est admissible.[103] Nous constatons, par conséquent, que les Communautés européennes n'ont pas commis d'erreur dans leur application de l'alinéa ii) en utilisant des données concernant uniquement des transactions effectuées au cours d'opérations commerciales normales. Nous notons par ailleurs que les Communautés européennes ont exclu les données concernant des ventes non effectuées au cours d'opérations commerciales normales conformément à l'article 2(4) de leur Règlement. À la lumière de notre constatation concernant l'exclusion de données relatives à des ventes non effectuées au cours d'opérations commerciales normales, et compte tenu du fait que les Communautés européennes ont appliqué la méthode habituelle prévue dans leur législation pour le calcul des frais ACG et des taux de profit et du fait que leur analyse à cet égard ressort clairement de leur détermination, nous ne considérons pas que les Communautés européennes étaient tenues d'expliquer leur décision de calculer les bénéfices sur la base des ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales.

6.255 Enfin, nous rappelons notre conclusion selon laquelle l'article 2.2.2 ii), lorsqu'il est appliqué correctement, donne nécessairement des montants pour les bénéfices qui sont jugés "raisonnables" aux fins de l'article 2.2, et l'Accord antidumping n'exige pas l'examen d'un critère du caractère raisonnable distinct pour les résultats obtenus grâce à l'utilisation de cette méthode.[104] Nous constatons, par conséquent, que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec les prescriptions de l'article 2.2 en n'ayant pas appliqué un tel critère aux résultats qu'elles avaient obtenus dans le cadre de l'article 2.2.2 ii). Il va de soi que, dès lors que les Communautés européennes n'ont pas l'obligation d'examiner si les bénéfices établis sont raisonnables en fonction d'un critère du caractère raisonnable distinct – comme nous avons constaté que c'était le cas – elles ne peuvent pas avoir l'obligation d'expliquer un examen qui n'a pas à être effectué.

6.256 Les fondements de l'application de l'article 2.2.2 par les Communautés européennes et de leur analyse au titre de cet article apparaissent dans le texte du Règlement définitif, considéré conjointement avec le Règlement provisoire le cas échéant, et lorsqu'on se réfère à la législation communautaire. Pour les raisons exposées ci-dessus, nous constatons que les allégations 3 et 6 de l'Inde, affirmant que les Communautés européennes n'ont pas expliqué suffisamment pourquoi et comment elles avaient appliqué l'article 2.2.2 et que les Communautés européennes n'ont pas expliqué suffisamment pourquoi et comment elles avaient appliqué l'article 2.2, doivent toutes deux être rejetées.

Allégations 10 et 22

6.257 La question que nous devons examiner maintenant consiste à savoir si, comme le prétend l'Inde, les Communautés européennes ont omis d'expliquer leur examen de toutes les importations en

[102] *Voir supra*, les paragraphes 6.69 à 6.75.
[103] *Voir supra*, les paragraphes 6.83 à 6.87.
[104] *Voir supra*, les paragraphes 6.94 à 6.101.

provenance d'Inde effectuées pendant la période d'enquête (allégation 10) et pendant les années antérieures à la période d'enquête, soit 1er janvier 1992-30 juin 1995 (allégation 22). Nous rappelons notre conclusion selon laquelle l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" désigne toutes les importations du **produit** en provenance des exportateurs/producteurs au sujet desquelles une détermination positive de l'existence d'un dumping a été formulée.[105] Nous constatons, par conséquent, que les Communautés européennes, ayant formulé une détermination positive de l'existence d'un dumping concernant les importations en provenance de tous les producteurs/exportateurs dans la présente affaire, n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping en considérant toutes ces importations dans leur évaluation du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, de leurs effets sur les prix et de leur incidence. Il ressort clairement de la détermination finale que les Communautés européennes ont effectué leur analyse en tenant compte de toutes les importations. Il s'ensuit par conséquent, à notre avis, que l'explication que les Communautés européennes donnent de leur détermination est suffisante et conforme à l'Accord antidumping, et que l'allégation 10 de l'Inde doit être rejetée.

6.258 Nous passons maintenant à l'allégation de l'Inde concernant le fait que les Communautés européennes auraient omis d'expliquer leur examen des importations en provenance de tous les producteurs/exportateurs en tant qu'"importations faisant l'objet d'un dumping" pour les années antérieures à la période d'enquête. Nous rappelons que nous n'avons pas examiné cette question en tant que question de fond, compte tenu de notre conclusion selon laquelle la détermination de l'existence d'un dommage n'a pas été établie par les Communautés européennes d'une manière compatible avec leurs obligations au titre de l'article 3.4.[106] Nous ne jugeons ni nécessaire ni approprié d'examiner l'allégation 22 de l'Inde affirmant que les CE n'ont pas expliqué cet aspect de la détermination.

Allégation 13

6.259 Nous examinons maintenant l'allégation de l'Inde selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas expliqué de manière adéquate leur évaluation de certains facteurs énumérés à l'article 3.4. Nous rappelons notre constatation selon laquelle les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping en ne procédant pas à l'évaluation de tous les facteurs économiques indiqués à l'article 3.4.[107] À la lumière de notre constatation d'incompatibilité avec l'article 3.4, nous ne jugeons ni nécessaire ni approprié d'examiner l'allégation d'explication inadéquate dans l'avis au public présentée par l'Inde. Nous notons que notre constatation concernant l'article 3.4 était fondée principalement sur l'explication de la détermination de l'existence d'un dommage dans les avis publiés par les Communautés européennes. Ayant constaté une violation de la prescription de fond voulant que tous les facteurs indiqués à l'article 3.4 soient examinés au moment d'évaluer l'incidence des importations, nous estimons que la question de savoir si l'avis annonçant la détermination préliminaire ou positive de l'existence d'un dommage est "suffisant" au regard de l'article 12.2 est sans importance. Un avis peut expliquer de manière adéquate la détermination qui a été établie, mais si la détermination est quant au fond incompatible avec les obligations juridiques pertinentes, l'adéquation de l'avis est sans intérêt. De plus, à notre avis, il est inutile d'examiner si l'avis d'une décision qui est incompatible quant au fond avec les prescriptions de l'Accord antidumping est, isolément, insuffisant au regard de l'article 12.2. Une constatation selon laquelle l'avis d'une mesure incompatible est inadéquat n'ajoute rien à la constatation de violation, au règlement du différend dont nous sommes saisis, ni à la compréhension des obligations imposées par l'Accord antidumping. Nous ne formulons donc pas de constatations au sujet de l'allégation 13.

---

[105] *Voir supra*, les paragraphes 6.132 à 6.142.
[106] *Voir supra*, les paragraphes 6.153 à 6.169.
[107] *Idem.*

Allégations 25 et 28

6.260 Nous examinons maintenant les allégations de l'Inde concernant le fait que les Communautés européennes n'auraient pas expliqué, dans le Règlement définitif, leur examen des éléments de preuve fournis dans la demande au titre de l'article 5.3 et la détermination du soutien de la branche de production au titre de l'article 5.4. Nous ne sommes pas d'accord avec l'Inde lorsqu'elle affirme que l'article 12.2.2 prescrit que des explications concernant l'ouverture de l'enquête doivent être données dans l'avis de détermination finale. L'article 12.1 de l'Accord antidumping prescrit qu'il faut donner avis au public de l'ouverture de l'enquête, et indique les renseignements qui doivent figurer dans ces avis. L'Inde n'a pas formulé d'allégation au titre de l'article 12.1 dans le présent différend. L'article 12.2 prescrit qu'il faut donner avis des déterminations préliminaires et finales, qu'elles soient positives ou négatives, et des engagements, et indique de manière plus ou moins détaillée aux alinéas 1, 2 et 3 les renseignements qui doivent figurer dans ces avis. Ces prescriptions, outre les renseignements de base concernant le produit et les parties, assurent toute la transparence pour ce qui est des décisions dont il est donné avis. Il n'est pas fait mention de la décision d'ouverture de l'enquête parmi les éléments qui doivent être traités dans les avis au titre de l'article 12.2. De plus, selon nous, il serait anormal d'interpréter l'article 12.2 comme exigeant aussi, outre les renseignements détaillés concernant les décisions dont il est donné avis, des explications concernant l'ouverture de l'enquête, dont avis a été donné antérieurement au titre de l'article 12.1. C'est le cas en particulier pour les éléments qui n'entrent pas dans le champ des renseignements à divulguer dans l'avis d'ouverture lui-même.[108] Nous ne pensons pas que l'article 12.2.2 exige d'un Membre qu'il explique, dans l'avis de détermination finale, des aspects de sa décision d'ouvrir l'enquête. Nous constatons, par conséquent, que les allégations de l'Inde au titre de l'article 12.2.2 concernant l'examen par les Communautés européennes des éléments de preuve fournis dans la demande au titre de l'article 5.3 et leur détermination du soutien de la branche de production au titre de l'article 5.4 doivent être rejetées.

Allégation 31

6.261 Enfin, nous examinons l'allégation de l'Inde selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas expliqué leur examen des arguments des exportateurs indiens concernant l'article 15 de l'Accord antidumping. À la lumière de notre constatation d'incompatibilité avec l'article 15[109], nous ne jugeons ni nécessaire ni approprié d'examiner cette allégation. Comme il est indiqué plus haut à propos de l'allégation 13 de l'Inde, nous considérons que lorsqu'il y a une violation de la prescription de fond, la question de savoir si l'avis est suffisant au regard de l'article 12.2.2 n'a pas d'importance. Nous ne formulons donc pas de constatation au sujet de l'allégation 31.

VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

7.1 À la lumière des constatations exposées ci-dessus, nous concluons que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 2.2, 2.2.2, 3.1, 3.4, 3.5, 5.3, 5.4 et 12.2.2 de l'Accord antidumping:

a) en calculant le montant pour les bénéfices lorsqu'elles ont établi la valeur normale construite (allégations 1 et 4 de l'Inde);

b) en considérant toutes les importations en provenance d'Inde (et d'Égypte et du Pakistan) comme faisant l'objet d'un dumping dans l'analyse du dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping (allégations 8, 19 et 20 de l'Inde);

[108] Nous notons, à cet égard, la décision du Groupe spécial *Mexique – SHTF* concernant le champ des renseignements requis dans un avis d'ouverture d'enquête.

[109] *Voir supra*, les paragraphes 6.226 à 6.238.

c) en prenant en considération des renseignements relatifs à des producteurs faisant partie de la branche de production nationale mais non de l'échantillon choisi lorsqu'elles ont analysé la situation de la branche de production (allégation 15 de l'Inde, en partie);

d) en examinant l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve avant l'ouverture de l'enquête (allégation 23 de l'Inde);

e) en établissant le soutien de la branche de production en faveur de la demande (allégation 26 de l'Inde); et

f) en donnant avis au public de leur détermination finale (allégations 3, 6, 10, 22, 25 et 28 de l'Inde).

7.2 À la lumière des constatations exposées ci-dessus, nous concluons que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 2.4.2, 3.4 et 15 de l'Accord antidumping:

g) en déterminant l'existence des marges de dumping sur la base d'une méthode comportant la pratique de réduction à zéro (allégation 7 de l'Inde);

h) en n'évaluant pas tous les facteurs pertinents qui influent sur la situation de la branche de production nationale, et en particulier tous les facteurs indiqués à l'article 3.4 (allégation 11 de l'Inde);

i) en prenant en considération des renseignements concernant des producteurs qui ne font pas partie de la branche de production nationale telle qu'elle est définie par l'autorité chargée de l'enquête pour analyser la situation de la branche de production (allégation 15 de l'Inde, en partie); et

j) en n'explorant pas les possibilités de solutions constructives avant d'appliquer des droits antidumping (allégation 29 de l'Inde).

7.3 En ce qui concerne les allégations de l'Inde non traitées ci-dessus, nous avons:

a) constaté que l'Inde avait retiré ses allégations (allégations 2, 5, 9, 12, 17, 21, 24, 27 et 30);

b) conclu que les allégations ne relevaient pas de notre mandat (allégations 14 et 16); et

c) conclu que, en vertu du principe d'économie jurisprudentielle, il n'était ni nécessaire ni approprié de formuler des constatations sur ces allégations (allégations 13, 18 et 31).

7.4 Aux termes de l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage résultant de cet accord. En conséquence, nous concluons que, dans la mesure où les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping, elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour l'Inde de cet accord.

7.5 Nous recommandons que l'Organe de règlement des différends demande aux Communautés européennes de rendre leur mesure conforme à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping.

ANNEXE 1-1

PREMIÈRE COMMUNICATION DE L'INDE
(6 mars 2000)

TABLE DES MATIÈRES

Page

RÉSUMÉ 96

A. DUMPING 97
B. DOMMAGE ET CAUSALITÉ 98
C. QUESTIONS DE PROCÉDURE 99
D. AUTRES QUESTIONS 99

I. INTRODUCTION 100

II. DONNÉES DE FAIT GÉNÉRALES 100

1. La mesure 100
2. Historique: la première enquête sur le linge de lit 101
3. La deuxième enquête sur le linge de lit 102
4. État actuel du règlement du différend 102

III. ALLÉGATIONS RELATIVES À LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING ET À SON EXPOSÉ 103

A. ARTICLE 2.2.2: DÉTERMINATION DU MONTANT DES FRAIS D'ADMINISTRATION ET DE COMMERCIALISATION, DES FRAIS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL ET DES BÉNÉFICES 103
1. Exposé des faits 104
2. Le texte de l'article 2.2.2 134
3. Allégations concernant l'article 2.2.2 (allégations 1 à 6) 135
4. Allégation 1: incompatibilité avec l'article 2.2.2 135
4.1 Premier argument à l'appui de la première allégation relative à l'article 2.2.2: les CE ont appliqué la méthode de calcul prévue à l'article 2.2.2 ii) alors qu'elles n'en avaient pas le droit, car les conditions à satisfaire pour appliquer cette méthode n'étaient pas réunies 136
4.2 Deuxième argument à l'appui de la première allégation relative à l'article 2.2.2: même dans le cadre de l'article 2.2.2 ii), les CE n'ont pas respecté les dispositions de l'Accord. Au lieu d'employer les "montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus", elles ont employé les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices engagés ou obtenus uniquement au cours "d'opérations commerciales normales" 140
4.3 Troisième argument à l'appui de la première allégation relative à l'article 2.2.2: en intervertissant l'ordre de préférence donné dans l'article 2.2.2, les CE ont agi de façon incompatible avec cet article ... 145

5. Allégation 2: incompatibilité avec l'article 12.2.1 148
5.1 Texte de l'article 12.2.1 148
5.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1 148
6. Allégation 3: incompatibilité avec l'article 12.2.2 149
6.1 Texte de l'article 12.2.2 149
6.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2 149
7. Allégation 4: incompatibilité avec l'article 2.2 150
7.1 Texte de l'article 2.2 et 2.2.2 150
7.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 2.2 151
8. Allégation 5: incompatibilité avec l'article 12.2.1 154
8.1 Texte de l'article 12.2.1 154
8.2 Arguments juridiques à l'appui de l'allégation relative à l'article 12.2.1 154
9. Allégation 6: incompatibilité avec l'article 12.2.2 154
9.1 Texte de l'article 12.2.2 154
9.2 Arguments juridiques à l'appui de l'allégation relative à l'article 12.2.2 155
B. ALLÉGATION 7: ARTICLE 2.4.2: ANNULATION DES MARGES DE DUMPING NÉGATIVES 155
1. Exposé des faits 155
2. Passage pertinent de l'article 2.4.2 156
3. Allégation relative à l'article 2.4.2 156

IV. ALLÉGATIONS CONCERNANT LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE ET L'EXPLICATION Y RELATIVE 160

A. ARTICLE 3.1: PRISE EN COMPTE D'IMPORTATIONS AUTRES QUE CELLES "FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING" 160
1. Exposé des faits 160
2. La pratique des CE 175
3. Allégations 175
4. Allégation 8: incompatibilité avec l'article 3.1 176
4.1 Texte de l'article 3.1 176
4.2 Arguments juridiques à l'appui de l'allégation relative à l'article 3.1 178
5. Allégation 9: incompatibilité avec l'article 12.2.1 181
5.1 Texte de l'article 12.2.1 181
5.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1 181
6. Allégation 10: incompatibilité avec l'article 12.2.2 182
6.1 Texte de l'article 12.2.2 182
6.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2 182
B. ARTICLE 3.4: LES CE N'ONT PAS ÉVALUÉ TOUS LES FACTEURS ET INDICES ÉCONOMIQUES PERTINENTS AYANT UNE INCIDENCE SUR LA SITUATION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE 182
1. Exposé des faits 182
2. Allégations 187

3. Allégation 11: incompatibilité avec l'article 3.4 187
3.1 Texte de l'article 3.4 187
3.2 Arguments juridiques à l'appui de l'allégation relative à l'article 3.4 188
4. Allégation 12: incompatibilité avec l'article 12.2.1 195
4.1 Texte de l'article 12.2.1 195
4.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1 196
5. Allégation 13: incompatibilité avec l'article 12.2.2 196
5.1 Texte de l'article 12.2.2 196
5.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2 196
6. Allégation 14: incompatibilité avec l'article 6 197
6.1 Texte de l'article 6 197
6.2 Arguments juridiques relatifs à l'article 6 197
C. ARTICLE 3.4: LES CE N'ONT PAS FAIT UNE DÉTERMINATION COHÉRENTE DE LA SITUATION DE LA "BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE" 198
1. Exposé des faits 198
2. Allégations 215
3. Allégation 15: incompatibilité avec l'article 3.4 215
3.1 Texte de l'article 3.4 215
3.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 3.4 216
3.2.1 Les CE ont en fait employé des données relatives à des entreprises ne faisant pas partie de la branche de production nationale pour constater l'existence d'un dommage 217
3.2.2 Les CE, une fois qu'elles avaient constitué un échantillon d'entreprises de la branche de production nationale, n'étaient pas habilitées à employer ensuite des entreprises ne faisant pas partie de cet échantillon pour constater l'existence d'un préjudice 221
3.2.3 Les CE n'ont à aucun moment indiqué ou clairement expliqué pourquoi exactement elles s'appuyaient sur tel ou tel niveau de l'industrie pour tel ou tel facteur de dommage 222
4. Allégation 16: incompatibilité avec l'article 6.10 et 6.11 224
4.1 Texte de l'article 6.10 et 6.11 224
4.2 Arguments juridiques relatifs à l'article 6.10 et 6.11 224
5. Allégation 17: incompatibilité avec l'article 12.2.1 225
5.1 Texte de l'article 12.2.1 225
5.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1 225
6. Allégation 18: incompatibilité avec l'article 12.2.2 226
6.1 Texte de l'article 12.2.2 226
6.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2 226
D. ARTICLE 3.4 ET 3.5: POUR LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE ET D'UN LIEN DE CAUSALITÉ, LES CE ONT PRIS EN CONSIDÉRATION DES IMPORTATIONS AUTRES QUE "*LES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING*" 227
1. Exposé des faits 227
2. La pratique des CE 234
3. Allégations 236

4. Allégation 19: incompatibilité avec l'article 3.4 236
4.1 Texte de l'article 3.4 236
4.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 3.4 237
5. Allégation 20: incompatibilité avec l'article 3.5 241
6. Allégation 21: incompatibilité avec l'article 12.2.1 241
6.1 Texte de l'article 12.2.1 241
6.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1 241
7. Allégation 22: incompatibilité avec l'article 12.2.2 242
7.1 Texte de l'article 12.2.2 242
7.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2 243

V. ALLÉGATIONS RELATIVES À DES POINTS DE PROCÉDURE 244

A. ARTICLE 5.3: LES CE N'ONT PAS EXAMINÉ LES ALLÉGATIONS FIGURANT DANS LA DEMANDE AVANT D'OUVRIR L'ENQUÊTE ANTIDUMPING. IL ÉTAIT D'AUTANT PLUS IMPORTANT DE LE FAIRE QU'IL EXISTAIT DES PREUVES CONTRAIRES 244
1. Exposé des faits 244
2. Allégations 253
3. Allégation 23: incompatibilité avec l'article 5.3 253
3.1 Texte de l'article 5.3 253
3.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 5.3 254
4. Allégation 24: incompatibilité avec l'article 12.2.1 257
4.1 Texte de l'article 12.2.1 257
4.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1 259
5. Allégation 25: incompatibilité avec l'article 12.2.2 259
5.1 Texte de l'article 12.2.2 259
5.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2 260

B. ARTICLE 5.4: LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE N'ONT PAS FAIT DE DÉTERMINATION DE LA REPRÉSENTATIVITÉ CONFORME À L'ARTICLE 5.4 260
1. Exposé des faits 260
2. Pratique de la Commission 271
3. Allégations 272
4. Allégation 26: incompatibilité avec l'article 5.4 272
4.1 Texte de l'article 5.4 272
4.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 5.4 276
5. Allégation 27: incompatibilité avec l'article 12.2.1 280
5.1 Texte de l'article 12.2.1 280
5.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1 281
6. Allégation 28: incompatibilité avec l'article 12.2.2 281
6.1 Texte de l'article 12.2.2 281
6.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2 282

VI. ALLÉGATIONS RELATIVES AU STATUT DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT DE L'INDE 282

A. ARTICLE 15: LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE N'ONT PAS ENVISAGÉ DE POSSIBILITÉS DE SOLUTIONS CONSTRUCTIVES BIEN QUE LES EXPORTATEURS INDIENS AIENT SOULIGNÉ L'IMPORTANCE DE L'INDUSTRIE DU LINGE DE LIT POUR L'INDE 282
1. Exposé des faits 282
2. Allégations 285
3. Allégation 29: incompatibilité avec l'article 15 285
3.1 Texte de l'article 15 285
3.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 15 287
3.2.1 Le traitement spécial que les CE prétendent avoir accordé 287
3.2.2 Obligations incombant aux CE en vertu de l'article 15 dans l'enquête Linge de lit II 291
4. Allégation 30: incompatibilité avec l'article 12.2.1 292
4.1 Texte de l'article 12.2.1 292
4.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1 293
5. Allégation 31: incompatibilité avec l'article 12.2.2 293
5.1 Texte de l'article 12.2.2 293
5.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2 293

VII. CONCLUSIONS ET REQUÊTES 294

A. CONCLUSIONS 294
B. REQUÊTES 294

LISTE DES ANNEXES

1. Council Regulation (EC) No 384/96 on protection against dumped imports from countries not members of the European Community
2. Notice of initiation of the Bed linen I anti-dumping proceeding
3. Non-Confidential Complaint leading to the Bed linen I anti-dumping proceeding
4. Evidence on co-operation by Indian exporters in the Bed linen I anti-dumping proceeding
5. Decision terminating the Bed linen I proceeding
6. Non-Confidential Complaint leading to the Bed linen II anti-dumping proceeding
7. Notice of initiation of the Bed linen II anti-dumping proceeding
8. Commission Regulation (EC) No 1069/97 of 12 June 1997 imposing a provisional anti-dumping duty on imports of cotton-type bed linen originating in Egypt, India and Pakistan
9. Council Regulation (EC) No 2398/97 of 28 November 1997 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of cotton-type bed linen originating in Egypt, India and Pakistan
10. List of questions raised by India during the consultations with the EC
11. Verbatim report drafted by the Indian delegation during the first round of consultations held on 18 September 1998
12. Letter from the EC of 1 October 1998 containing some answers to the questions raised by India
13. Verbatim report drafted by the Indian delegation during the second round of consultations held on 15 April 1999
14. Letter from the EC of 29 June 1999 containing some further answers to the questions raised by India
15. Letter from the European Commission (reference 059462) of 13 September 1996
16. Letter of 26 September 1996 (reference 17277) from the legal representatives of Texprocil to the European Commission concerning the selection of the sample
17. Letter of 27 September 1996 (reference 17289) from the legal representatives of Texprocil to the European Commission concerning the selection of the sample
18. Letter of 30 September 1996 (reference 17342) from Texprocil's legal representatives to the European Commission with further information regarding the sample selection
19. Letter of 8 October 1996 (reference 60434) from the European Commission to Texprocil's legal representatives concerning the selection of the sample
20. Letter of 9 October 1996 (reference 17568) from Texprocil's legal representatives to the European Commission concerning Texprocil's counterproposal for a sample
21. Letter of 10 October 1996 (reference 17611) from Texprocil's legal representatives to the European Commission concerning the selection of the sample
22. Letter of 11 October 1996 (reference 60644) from the European Commission to Texprocil's legal representatives on the final sample selection
23. Provisional general disclosure document of 2 June 1997 (reference 40038)
24. Company-specific provisional disclosure documents for the sample companies
25. Comments by Anglo-French on the provisional disclosure dated 6 June 1997
26. Comments by Madhu on the provisional disclosure dated 6 June 1997
27. Comments on behalf of Texprocil on the provisional disclosure dated 6 July 1997
28. Comments on behalf of Anglo-French on the provisional disclosure dated 6 July 1997
29. Comments on behalf of Bombay Dyeing on the provisional disclosure dated 6 July 1997
30. Comments on behalf of Omkar on the provisional disclosure dated 6 July 1997
31. Comments on behalf of Madhu on the provisional disclosure dated 6 July 1997
32. Comments on behalf of Prakash on the provisional disclosure dated 6 July 1997
33. Definitive disclosure documents for the Indian companies dated 3 October 1997
34. Comments by Anglo-French on the definitive disclosure dated 13 October 1997
35. Comments by and on behalf of Bombay Dyeing on the definitive disclosure dated 13 October 1997
36. Comments by Omkar on the definitive disclosure dated 13 October 1997
37. Comments by Madhu on the definitive disclosure dated 13 October 1997

38. Comments by Prakash on the definitive disclosure dated 13 October 1997
39. Letter of 17 October 1997 (reference 092847) from the Commission Services to Bombay Dyeing
40. Letter of 17 October 1997 (reference 092870) from the European Commission to Prakash' legal representatives
41. Excerpt from *Oxford Concise Dictionary*
42. Excerpt from *Websters New Collegiate Dictionary*
43. Excerpt from *Oxford Student's Dictionary*
44. Excerpt from *Websters New Collegiate Dictionary*
45. Declaration of Standard Industries that it was willing to be sampled, and indicating its domestic sales
46. Excerpt from the disclosure document for Bombay Dyeing
47. Excerpt from W*ebsters dictionary*
48. Excerpts from the *Concise Oxford dictionary* and from *Websters dictionary*
49. Disclosure in another proceeding (excerpt)
50. Injury submission on behalf of Texprocil
51. Comments on behalf of Texprocil on the general disclosure document (injury, causation and procedural issues)
52. Excerpts from disclosure documents of the sample companies showing the total amount of non-dumped exports to the EC
53. Non-confidential summaries of the questionnaire responses of the producers in the EC sample
54. First post-hearing brief dated 13 January 1997, filed on 6 February 1997
55. Second post-hearing brief, dated 17 July 1997
56. Definitive disclosure document dated 3 October 1997
57. Excerpt from *Webster's New World Dictionary*
58. Letter of 7 January 1997 (reference 050071) from the European Commission to Texprocil's legal representatives regarding the non-confidential standing file
59. Non-confidential standing file as per 8 January 1997
60. Comments on behalf of Texprocil on the definitive disclosure document
61. Sheet issued during the consultations detailing the alleged domestic industry
62. Draft *Guide on how to draft an anti-dumping complaint* (excerpt)
63. Questionnaire for exporters used in the Bed linen II proceeding
64. Questionnaire used by the EC against OECD members
65. Questionnaire used by the EC against Taiwan
66. Questionnaire recently used by the EC against Taiwan
67. Letters of 18 October 1996 (reference 060965) and of 29 October 1996 (reference 061570) from the European Commission to Giraffe International and Nidhi Exports, respectively
68. Correspondence between Texprocil's legal representatives and the European Commission concerning the extension of the deadline for the sample companies in view of the Diwali festivities in India
69. Excerpt from *Webster's New Collegiate Dictionary*, 1975
70. Excerpt from *Webster's II New Riverside Dictionary*, 1984
71. Excerpt from *The Concise Oxford Dictionary of Current English*
72. Relevant correspondence on the possibilities to negotiate an undertaking
73. Examples of standard EC statements on prima facie evidence
74. Examples of statements on the standing determination in other anti-dumping proceedings
75. Commission Regulation (EC) No 1632/97 amending Regulation (EC) No 1023, and excerpt of Council Regulation (EC) No 2334/97 imposing a definitive anti-dumping duty on certain imports of flat pallets of wood originating in the Republic of Poland and collecting definitively the provisional duty imposed
76. Council Regulation (EC) No 1890/97 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of farmed Atlantic salmon originating in Norway (excerpt)

77. Documents from the Unbleached cotton fabrics II proceeding: the relevant pages from the amendment to the definitive disclosure document and letter of 14 September 1998 (reference 068909) from the European Commission to Legal Representatives
78. Letter of 7 May 1999 (reference 067167) from the European Commission to Legal Representatives regarding access to the non-confidential file
79. Letter from ATEVAL (Asociacion de impresarios textiles de la Comunidad Valenciana) of 18 September 1996 to Eurocoton alleging ‘non-opposition' on behalf of six companies
80. Letter of 25 March 1997 from Eurocoton to the European Commission concerning the ‘disappeared' EC producers

RÉSUMÉ

1. Le 27 octobre 1999, le gouvernement indien a demandé pour la deuxième fois l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner la question de l'imposition par les CE de droits antidumping définitifs sur le linge de lit en coton importé d'Inde. Le Groupe spécial a été constitué le 24 janvier 2000. Le présent document est la première communication de l'Inde au Groupe spécial.

2. L'Inde considère que les CE, en adoptant le Règlement du Conseil (CE) n° 2398/97 du 28 novembre 1997, qui institue un droit antidumping définitif sur les importations de linge de lit en coton provenant notamment d'Inde, ont pris une mesure à bien des égards incompatible avec l'Accord sur l'OMC et en particulier avec l'Accord antidumping. En conséquence, des avantages découlant de l'Accord sur l'OMC pour l'Inde ont été annulés et/ou réduits.

3. Les CE n'ont pas convenablement examiné la représentativité du plaignant. En outre, elles n'ont pas tenu compte de renseignements dont elles disposaient à l'époque de l'ouverture de l'enquête et selon lesquels il n'y avait pas de dommage important causé par les importations faisant prétendument l'objet d'un dumping. Pour déterminer l'existence d'un dumping, elles ont appliqué une marge bénéficiaire excessive (plus de 18 pour cent), ce qui a artificiellement gonflé les marges de dumping. Les marges de dumping ont encore été exagérées par le fait qu'elles ont fait une comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée *partielle*. Pour déterminer l'existence d'un dommage, elles n'ont analysé et examiné que certains facteurs. En outre, elles ont expressément indiqué que la branche de production nationale se composait de 35 entreprises mais, pour déterminer l'existence du dommage, elles se sont appuyées sur des entreprises ne faisant pas partie de ce groupe. Elles ont constitué un échantillon d'entreprises de la branche de production nationale, mais n'ont pas systématiquement fondé leur détermination de l'existence d'un dommage sur cet échantillon. Au contraire, elles ont choisi de faire des calculs à différents niveaux de l'industrie pour différents indicateurs de l'existence d'un dommage, sans autre raison apparente que celle de choisir des exemples confirmant leur thèse. Elles n'ont pas déterminé comme il convient dans quelle mesure les effets d'autres facteurs étaient responsables du dommage qu'aurait subi la branche de production nationale. Enfin, dans les modalités d'application des mesures, on ne trouve rien qui montre que les CE aient tenu compte du statut spécial de l'Inde ne tant que pays en développement. Toutes les carences ci-dessus ont été critiquées durant la procédure administrative mais l'autorité chargée de l'enquête n'a rien fait pour y remédier. Les paragraphes ci-dessus ne donnent pas un exposé complet des allégations de l'Inde mais juste un aperçu succinct des plus importantes. Ces allégations sont exposées en détail ci-après.

4. L'Inde demande que le Groupe spécial recommande que les CE mettent le Règlement n° 2398/97 du 28 novembre 1997 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de linge de lit en coton provenant notamment d'Inde en conformité avec l'Accord antidumping et le GATT de 1994 et suggère, compte tenu des nombreuses violations de l'Accord antidumping qui ont eu une incidence décisive sur le résultat final, que les CE révoquent immédiatement le Règlement instituant des droits antidumping définitifs et remboursent les droits antidumping déjà acquittés.

5. Par souci de clarté, nous avons réparti les allégations de l'Inde en quatre parties. La partie III traite des allégations relatives à la détermination de la marge de dumping. La partie IV développe les allégations relatives à la détermination de l'existence du dommage. La partie V développe les allégations relatives aux questions de procédure. Enfin, la partie VI expose les allégations liées au fait que l'Inde est un pays en développement. En outre, l'Inde formule diverses allégations au titre de l'article 12 de l'Accord antidumping. Elle a jugé plus commode d'exposer ces allégations concernant la transparence en même temps que les allégations de fond auxquelles elle se rapporte. Par exemple, les allégations motivées par le fait que les CE n'ont pas donné une explication transparente de l'application de l'article 2.2.2 sont exposées en même temps que les allégations de fond concernant cette disposition, et il en va de même pour les autres allégations visant la transparence.

6. Les allégations formulées par l'Inde dans la présente communication sont résumées comme suit[1]:

A. DUMPING

7. **Allégation 1:** Les CE n'ont pas appliqué correctement l'article 2.2.2 en recourant à l'option offerte à l'article 2.2.2 ii) et en appliquant cette dernière disposition de façon incorrecte.

8. **Premier argument:** Les CE ont appliqué la méthode de calcul prévue à l'article 2.2.2 ii), alors qu'elle n'avait pas le droit de le faire, car les conditions requises n'étaient pas satisfaites. Selon le libellé explicite de l'Accord antidumping, il faut faire la moyenne des montants que les autres exportateurs ou producteurs ont obtenus ou engagé, et non établir un de ces montants (c'est-à-dire celui obtenu ou engagé par un seul exportateur ou producteur) en calculant une moyenne pondérée.

9. De plus, le libellé exact de l'article 2.2.2 ii) montre très clairement que ce calcul doit faire intervenir plus d'un exportateur ou producteur: "*les autres exportateurs ou producteurs*" est manifestement un pluriel. Ce passage de l'Accord antidumping est logique puisqu'il ne serait pas possible de faire une moyenne (pondérée) à partir d'un seul montant. Par définition, une moyenne ne peut pas être établie à partir d'un seul paramètre, par exemple les données d'un seul producteur.

10. Or les CE ont employé un seul montant correspondant à un seul producteur. Elles ne contestent pas le fait qu'elles n'ont jamais calculé de moyenne pour plusieurs exportateurs ou producteurs.

11. **Deuxième argument:** En outre, les CE n'ont pas respecté un autre aspect de l'article 2.2.2 ii). Au lieu d'utiliser les montants que les autres exportateurs ou producteurs ont "*engagés ou obtenus*" (12,09 pour cent), elles se sont fondées sur les montants "déterminés" pour les autres producteurs ou exportateurs (18,65 pour cent).

12. **Troisième argument:** Pour calculer la marge de dumping, les CE ont, dans le Règlement instituant les mesures provisoires, ce qui est confirmé par le Règlement instituant les mesures définitives, appliqué l'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping. Toutefois, comme on l'a vu plus haut, elles n'avaient pas le droit d'appliquer la méthode prévue à cet article car les conditions requises n'étaient pas satisfaites. En outre, elles ont appliqué cette option alors que les autorités chargées de l'enquête *pouvaient* appliquer l'article 2.2.2 i). Cela est contraire à l'esprit et à la lettre de l'article 2.2.2 et 2.2.

13. **Allégation 2:** Les CE n'ont pas expliqué de façon satisfaisante leur raisonnement à l'étape des mesures provisoires et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1.

14. **Allégation 3:** En outre, les CE n'ont pas expliqué de façon satisfaisante comment elles avaient rendu leur détermination au stade des mesures définitives et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.2.

15. **Allégation 4:** De plus, les CE ont appliqué les frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices ainsi déterminés, alors même que ces montants n'étaient manifestement pas "raisonnables" et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 2.2.

[1] L'exposé qui figure dans le présent résumé est donné à des fins de récapitulation. Pour un développement complet des faits et des arguments, le Groupe spécial est prié de se référer à la partie correspondante.

16. Les CE n'ont pas expliqué de façon satisfaisante pourquoi elles considéraient que les montants déterminés étaient "raisonnables" et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 5**) et 12.2.2 (**allégation 6**).

17. **Allégation 7:** Les CE ont agi de manière incompatible avec l'article 2.4.2 en considérant comme nulles les marges de dumping négatives par type d'article. Elles n'ont donc en fait établi de moyenne que pour un modèle donné et non pour plusieurs modèles.

B. DOMMAGE ET CAUSALITÉ

18. **Allégation 8:** Contrairement à ce que prévoit l'article 3.1 de l'Accord antidumping, les CE ont automatiquement et sans autre explication postulé que *toutes* les importations du produit concerné durant la période d'enquête faisaient l'objet d'un dumping.

19. Les CE n'ont pas expliqué de façon satisfaisante comment elles étaient parvenues à cette détermination, ce qui est incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 9**) et 12.2.2 (**allégation 10)**.

20. **Allégation 11:** Les CE n'ont pas pris en compte tous les facteurs pertinents mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping pour déterminer la situation de la branche de production nationale. En particulier, elles n'ont pas tenu compte des facteurs suivants:

- productivité;
- retour sur investissement;
- utilisation des capacités;
- importance de la marge de dumping;
- flux de liquidités;
- stocks;
- salaires;
- croissance;
- capacité de se procurer des capitaux ou investissement.

Les CE ont donc agi de façon incompatible avec l'article 3.4.

21. Si les CE peuvent soutenir qu'elles ont en fait tenu compte de tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4, dans ce cas elles n'ont pas divulgué leurs constatations relatives à ses facteurs et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 2**) et 12.2.2 (**allégation 13**). En outre, elles n'auraient de ce fait pas non plus respecté les droits de la défense découlant de l'article 6 (**allégation 14**).

22. **Allégation 15:** Les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.4. Elles ont explicitement déterminé que la branche de production nationale se composait de 35 entreprises mais, pour déterminer l'existence d'un dommage, elles se sont appuyées sur des entreprises ne faisant pas partie de ce groupe (**premier argument relatif à l'allégation 15**). Elles ont choisi un échantillon d'entreprises de la branche de production nationale, mais n'ont pas systématiquement employé cet échantillon pour déterminer l'existence d'un dommage (**deuxième argument relatif à l'allégation 15**). Elles se sont fondées sur différents niveaux de l'industrie pour calculer différents indicateurs de dommage, sans autre raison apparente que celle de choisir des exemples de dommages qui confirmaient sa thèse (**troisième argument relatif à l'allégation 15**). L'échantillon choisi par les CE n'était pas représentatif et cela constitue une violation de l'article 6.10 et 6.11 (**allégation 16**).

23. Le fait que les CE n'aient pas convenablement expliqué leur détermination est également incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 17**) et 12.2.2 (**allégation 18**).

24. **Allégation 19:** Les CE n'ont pas fait une analyse impartiale et objective (article 17.6 de l'Accord antidumping) de l'évolution de la part de marché de la branche de production nationale et n'ont pas suffisamment expliqué leur position comme le prescrit l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

25. **Allégation 20:** La constatation de l'existence d'un lien de causalité faite par les CE est fondamentalement viciée et incompréhensible. Les CE n'ont pas déterminé comme il convient dans quelle mesure les dommages dus à d'autres facteurs (tels qu'une contraction de la demande ou une modification de la configuration de la consommation) étaient responsables du dommage prétendument subi par la branche de production nationale. Par conséquent, les faits qui devaient être établis pour les déterminations en vertu de l'article 3.5 de l'Accord antidumping ne l'ont pas été convenablement et n'ont pas été évalués de façon impartiale et objective.

26. Même si les CE peuvent soutenir qu'elles ont bien fait l'analyse visée par l'allégation 18, elles ne l'ont pas expliqué de façon satisfaisante et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 21**) et 12.2.2 (**allégation 22**).

C. QUESTIONS DE PROCÉDURE

27. La procédure qui a conduit à l'adoption du Règlement n° 2398/97, y compris l'application de droits antidumping provisoires, présentait de nombreux vices et en particulier les suivants:

28. Contrairement à l'article 5 de l'Accord antidumping et en particulier à son paragraphe 3, les CE n'ont pas examiné les allégations figurant dans la demande (**premier argument relatif à l'allégation 23**). En outre, toujours en violation de l'article 5.3, elles n'ont pas tenu compte des informations dont elles disposaient au moment de l'ouverture de l'enquête, attestant de l'absence de dommage important causé par des importations faisant l'objet d'un dumping (**deuxième argument relatif à l'allégation 23**).

29. Quoi qu'il en soit, même si les CE ont procédé à un tel examen, cela n'apparaît ni dans le dossier ni dans l'avis d'ouverture d'enquête ni dans les règlements publiés, alors même que les exportateurs indiens avaient soulevé cette question. Cela est incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 24**) et 12.2.2 (**allégation 25**).

30. Les CE n'ont pas examiné de façon satisfaisante la représentativité du plaignant et/ou n'ont pas déterminé comme il convient, aux termes de l'article 5.4 de l'Accord antidumping, si la demande a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom. Elles ont donc agi de façon incompatible avec l'article 5.4 (**allégation 26**).

31. En outre, ni durant l'enquête ni dans les règlements publiés, les CE n'ont répondu de façon satisfaisante aux questions détaillées des exportateurs indiens concernant ce point; elles ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 27**) et 12.2.2 (**allégation 28**).

D. AUTRES QUESTIONS

32. **Allégation 29:** Contrairement à ce que prévoit l'article 15 de l'Accord antidumping, les CE n'ont pas tenu compte de la situation spéciale de l'Inde en tant que pays en développement Membre avant d'appliquer des droits antidumping provisoires. Même si elles l'ont fait, elles n'en ont pas fait état dans l'avis public ni dans un rapport distinct. Cela est incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 30**) et 12.2.2 (**allégation 31**).

I. INTRODUCTION

1.1 Le 27 octobre 1999, le gouvernement indien a demandé pour la deuxième fois l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner l'institution par les CE de droits antidumping définitifs sur le linge de lit en coton en provenance d'Inde. La présente communication développe les allégations faites par l'Inde dans le différend relatif à la deuxième enquête antidumping des CE sur les importations de linge de lit provenant entre autres d'Inde.

1.2 Les CE ont ouvert une enquête antidumping visant les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde en publiant un avis en septembre 1996. Des droits antidumping provisoires ont été imposés par le Règlement de la Commission (CE) n° 1069/97 en date du 12 juin 1997. Cette décision a été suivie par l'instauration de droits antidumping définitifs, décision publiée dans le Règlement du 28 novembre 1997 précité. Le gouvernement indien considère que la procédure qui a conduit à l'adoption du Règlement n° 2398/97, y compris l'ouverture de l'enquête et l'application de droits provisoires, la détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage causé par ce dumping, qui sont exposés dans ce règlement et, par conséquent, ce règlement lui-même, sont incompatibles avec les dispositions de l'OMC. En conséquence, l'Inde demande que le Groupe spécial recommande que les CE mettent le Règlement n° 2398/97 du 28 novembre 1997 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de linge de lit en coton en provenance notamment d'Inde en conformité avec l'Accord antidumping et le GATT de 1994, et suggère, compte tenu des nombreuses violations de l'Accord antidumping qui ont eu une incidence décisive sur le résultat de l'enquête, que les CE révoquent immédiatement le Règlement imposant des droits antidumping définitifs et remboursent les droits antidumping déjà acquittés.

1.3 La présente communication au Groupe spécial est structurée de la façon suivante: la partie II est consacrée aux données de fait générales. La partie III développe les allégations contestant la détermination de l'existence d'un dumping. La partie IV développe les allégations relatives à la détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité. La partie V développe les allégations relatives aux questions de procédure. La partie VI développe les allégations liées au statut de pays en développement de l'Inde. Enfin, la partie VII énonce les demandes adressées au Groupe spécial.

1.4 L'Inde considère que les CE ont agi à de nombreuses reprises de façon incompatible avec l'article 12. Par souci de commodité et pour éviter des répétitions fastidieuses, les allégations relatives à l'article 12 sont mentionnées dans la mesure du possible en même temps que le point de fond correspondant. Par exemple, les allégations de non-respect de l'article 12 dans le cadre de la détermination de l'existence d'un dumping sont exposées à la partie III, et ainsi de suite.

II. DONNÉES DE FAIT GÉNÉRALES

1. La mesure[2]

2.1 L'actuelle loi antidumping des Communautés européennes [ci-après: les "CE"] est le Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de non-membres de la Communauté européenne, tel que modifié [ci-après: le "Règlement de base", voir annexe 1].[3] En vertu de ce règlement, la Commission européenne est l'autorité chargée des enquêtes antidumping. Si elle constate que les conditions de fond sont réunies, elle peut instituer des droits antidumping provisoires. Le Conseil des ministres des CE peut remplacer ces droits antidumping provisoires par des mesures définitives.

[2] Le présent résumé est conçu pour donner uniquement le contexte général de l'affaire. S'il y a lieu, les points de fait sont développés en détail dans les parties III et suivantes.

[3] Journal officiel ["JO"] (1996) L 56/1.

2.2 En 1997, les CE ont institué des droits antidumping définitifs sur les importations de linge de lit en provenance d'Inde, d'Égypte et du Pakistan par le Règlement n° 2398/97.[4] En ce qui concerne l'Inde, les droits étaient fixés à des taux allant jusqu'à 24,7 pour cent, leur moyenne pondérée étant de 11,6 pour cent, et le droit résiduel de 24,7 pour cent.[5] C'est cette mesure antidumping définitive qui fait l'objet de l'actuelle procédure de règlement des différends à l'OMC.

2. Historique: la première enquête sur le linge de lit

2.3 Le 25 janvier 1994, la Commission a ouvert une enquête antidumping sur les importations de linge de lit[6] originaires d'Inde, du Pakistan, de Thaïlande et de Turquie [ci-après: "Linge de lit I"] (l'avis d'ouverture d'enquête est reproduit à l'annexe 2).[7] Le plaignant était le Comité de l'industrie du coton et des fibres connexes de la Communauté européenne ["Eurocoton"]. Cette organisation est la fédération européenne des associations nationales de producteurs d'articles en coton. La demande[8] ayant conduit à l'ouverture de la première enquête sur le linge de lit est reproduite à l'annexe 3.

2.4 Il apparaît qu'Eurocoton a consulté ses associations nationales membres pour établir dans quelle mesure elles appuyaient la plainte. Quoi qu'il en soit, le dossier non confidentiel ne contient aucune pièce montrant que la Commission européenne avait vérifié, avant d'ouvrir l'enquête, que la plainte était suffisamment appuyée par les *producteurs* des CE.

2.5 La coopération des exportateurs indiens à la première enquête a été exemplaire: 41 exportateurs indiens ont communiqué une réponse confidentielle au questionnaire et un résumé non confidentiel de cette réponse.[9] Au contraire, la grande majorité des producteurs communautaires ont refusé de répondre au questionnaire et, même s'ils l'ont fait, ils n'ont communiqué pour ainsi dire aucun résumé non confidentiel disponible dans le dossier non confidentiel. Après un certain temps (et pour ce que l'Inde croit savoir, après un échange de correspondance secrète entre la Commission européenne et le plaignant), Eurocoton a retiré sa plainte. En conséquence, l'enquête antidumping Linge de lit I a été close le 10 juillet 1996.[10] Dans la décision par laquelle elle a clos la procédure, la Commission européenne indique que:

> *"les plaignants ont officiellement retiré leur plainte concernant les importations de certains types de linge de lit originaires d'Inde, du Pakistan, de Thaïlande et de Turquie. La Commission considère que la clôture de la procédure ne va pas, dans ce contexte, à l'encontre de l'intérêt de la Communauté.*

---

[4] Règlement (CE) n° 2398/97 du Conseil du 28 novembre 1997 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de linge de lit en coton originaires d'Égypte, d'Inde et du Pakistan, JO (1997) L 332/1.

[5] Les droits résiduels étaient de 6,7 pour cent dans le cas du Pakistan et de 13,5 pour cent dans le cas des l'Égypte et les moyennes pondérées de 6,4 et 13 pour cent respectivement.

[6] Les produits visés par cette première enquête étaient ceux des positions 6302 2100, 6302 2290, 6302 3110, 6302 3190 et 6302 3290 de la Nomenclature combinée. Par souci de simplification, nous désignerons désormais ces articles par les expressions "*linge de lit*" ou "*le produit*".

[7] JO (1994) C 21/8. À titre d'information, nous signalons qu'Eurocoton avait aussi présenté une plainte alléguant un dumping de tissus en coton et de tissus de fibres synthétiques et artificielles provenant entre autres d'Inde. Les deux enquêtes antidumping ouvertes en réponse à ces plaintes l'ont été à peu près à la même époque que l'enquête de Linge de lit I et ont été closes en grande partie pour les mêmes motifs. L'enquête concernant les tissus de coton a été réouverte à deux reprises ensuite, et dans aucun des deux cas elle n'a abouti à l'adoption de droits antidumping définitifs; la deuxième fois, il y a eu des consultations à l'OMC entre les CE et l'Inde.

[8] Les CE emploient le terme "*plainte*". Dans la présente communication, nous emploierons indifféremment plainte et demande.

[9] Voir les pièces jointes à l'annexe 4.

[10] JO (1996) L 171/27.

> *En conséquence, il convient de clôturer la procédure antidumping concernant les importations de certains types de linge de lit originaires d'Inde, du Pakistan, de Thaïlande et de Turquie sans institution de mesures de défense."* (Annexe 5)

Cette déclaration plutôt succincte ne reflète qu'une partie des faits. Si la raison *officielle* de la clôture de l'enquête fut le retrait de la plainte, il semble que cette décision a été aussi due à la non-coopération de la branche de production communautaire à l'enquête.

3. La deuxième enquête sur le linge de lit

2.6 Le requérant, Eurocoton, a présenté officiellement une nouvelle plainte le 30 juillet 1996, soit 20 jours après la clôture de la première enquête.[11] La Commission européenne a ouvert une procédure sur la base de cette nouvelle plainte le 13 septembre 1996 [ci-après: "Linge de lit II"].[12] Là encore, les producteurs indiens ont largement coopéré: la plupart d'entre eux (dont les exportations représentaient nettement plus de 80 pour cent du total) se sont fait connaître.[13]

2.7 Dans cette deuxième enquête, la Commission européenne a décidé, pour commencer, de prendre un échantillon d'exportateurs indiens et de déterminer la marge de dumping pour les exportateurs qui coopéraient à l'enquête sur la base de la moyenne pondérée de cet échantillon. Comme dans la première enquête, les exportateurs indiens étaient représentés par le Cotton Textiles Export Promotion Council of India [ci-après: "Texprocil"]. Il y a donc eu des négociations sur la constitution de l'échantillon entre les enquêteurs de la Communauté et les représentants de Texprocil. Toutefois, ils n'ont pas pu s'accorder sur la composition de l'échantillon et la Commission européenne l'a établi unilatéralement en se fondant sur l'article 6.10 de l'Accord antidumping de l'OMC.

2.8 La Commission européenne a institué des droits antidumping provisoires à compter du 14 juin 1997 [ci-après: "Règlement provisoire", reproduit à l'annexe 8].[14]

2.9 Des droits antidumping définitifs échelonnés entre 2,6 et 24,7 pour cent ont été appliqués au linge de lit originaire d'Inde par le Règlement (CE) n° 2398/97 du Conseil du 28 novembre 1997 [ci-après: "Règlement définitif", reproduit à l'annexe 9].[15]

4. État actuel du règlement du différend

2.10 Le 3 août 1998, l'Inde a demandé des consultations avec la Communauté européenne au titre de l'article 17 de l'Accord antidumping et de l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ["le Mémorandum d'accord"] au sujet de cette affaire. Cette demande a été notifiée à l'Organe de règlement des différends et distribuée aux Membres de l'OMC.[16] Le Pakistan a demandé à être associé aux consultations le 25 août 1998.[17]

---

[11] Le texte de cette plainte est reproduit à l'annexe 6.

[12] L'avis d'ouverture de la procédure se trouve dans JO (1996) C 266/2 (annexe 7).

[13] Page 2 de la notification préliminaire reproduite à l'annexe 23.

[14] Règlement (CE) n° 1069/97 de la Commission du 12 juin 1997 instituant un droit antidumping provisoire sur les importations de linge de lit en coton originaires d'Égypte, d'Inde et du Pakistan, JO (1997) L 156/11.

[15] Règlement (CE) n° 2398/97 du Conseil du 28 novembre 1997 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de linge de lit en coton originaires d'Égypte, d'Inde et du Pakistan, JO (1997) L 332/1.

[16] WT/DS141/1, G/L/253, G/ADP/D13/1 du 7 août 1998.

[17] WT/DS141/2 du 25 août 1998.

2.11 La première série de consultations s'est tenue à Genève le 18 septembre 1998[18] (la liste des questions soulevées par l'Inde est reproduite à l'annexe 10; le procès-verbal établi par la délégation indienne est reproduit à l'annexe 11). Le 1er octobre, les CE ont répondu par écrit à une partie des questions posées par l'Inde (annexe 12).

2.12 Dans leur lettre du 1er octobre, les CE avaient indiqué qu'une deuxième consultation serait nécessaire pour répondre aux autres questions de l'Inde, mais se sont révélées incapables de convenir d'une date dans un délai raisonnable. En définitive, après un retard considérable, elles ont accepté de tenir une deuxième série de consultations le 15 avril 1999 (le procès-verbal rédigé par la délégation indienne est reproduit à l'annexe 13).

2.13 Les représentants de Texprocil ont à nouveau demandé accès au dossier non confidentiel en avril 1999, mais cette demande a été rejetée en mai 1999.[19]

2.14 Le 29 juin, les CE ont fourni d'autres réponses écrites à une partie des questions posées par l'Inde (annexe 14).

III. ALLÉGATIONS RELATIVES À LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING ET À SON EXPOSÉ

A. ARTICLE 2.2.2: DÉTERMINATION DU MONTANT DES FRAIS D'ADMINISTRATION ET DE COMMERCIALISATION, DES FRAIS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL ET DES BÉNÉFICES

3.1 Résumé: les CE ont appliqué incorrectement l'article 2.2.2 en employant l'option offerte à l'alinéa ii) de cet article et a appliqué incorrectement la méthode correspondante (**allégation 1**). Elles n'ont pas expliqué de façon satisfaisante le raisonnement qui a conduit à leur décision provisoire et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 2**). En outre, elles n'ont pas expliqué de façon satisfaisante la détermination qu'elles ont faite pour prendre une mesure définitive et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.2 (**allégation 3**). Elles ont employé les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices ainsi déterminés, alors même que ces montants n'étaient manifestement pas "raisonnables", et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 2.2 (**allégation 4**). Elles n'ont pas expliqué de façon satisfaisante pourquoi elles considéraient que les montants déterminés étaient "raisonnables" et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 5**) et 12.2.2 (**allégation 6**).

---

[18] Au sujet de la question de l'emploi des informations obtenues lors des consultations aux fins de la procédure du Groupe spécial, nous renvoyons à l'affaire Corée – Taxes sur les boissons alcooliques, rapport du Groupe spécial, WT/DS75/R, WT/DS84/R du 17 septembre 1998, paragraphe 10.23:

> "Nous notons que l'article 4:6 du Mémorandum d'accord exige la confidentialité des consultations entre les parties à un différend. Cela est indispensable pour que les parties puissent librement engager des consultations utiles. Toutefois, nous pensons qu'il s'agit uniquement d'exiger que les parties en consultations ne communiquent pas des renseignements obtenus lors des consultations à des parties qui n'ont pas participé à ces consultations. Nous sommes conscients du fait que la procédure de groupe spécial engagée entre les parties reste confidentielle et que, dès lors, les parties n'enfreignent pas la règle de la confidentialité en divulguant lors de cette procédure des renseignements obtenus pendant les consultations. En effet, à notre avis, le rôle même des consultations est de permettre aux parties de réunir des renseignements corrects et pertinents pour les aider à arriver à une solution mutuellement convenue ou, sinon, les aider à présenter des renseignements exacts au groupe spécial. Le processus de règlement des différends serait sérieusement compromis si les renseignements obtenus lors des consultations ne pouvaient pas être utilisés par une partie lors de la procédure venant ensuite.
> (Non souligné dans l'original)
> Cette partie du rapport du Groupe spécial n'a pas été infirmée par l'Organe d'appel.

[19] Annexe 78.

1. Exposé des faits[20]

3.2 La Commission européenne (autorité chargée de l'enquête) a décidé de se fonder sur un échantillon d'exportateurs indiens. Elle a demandé, dans l'avis d'ouverture de l'enquête (annexe 7) et dans sa lettre du 13 septembre 1996 (annexe 15), des données pour l'établissement de l'échantillon. Le passage pertinent de l'avis est libellé comme suit:

> *"… Pour permettre à la Commission de décider si un échantillonnage est nécessaire et, dans l'affirmative, de sélectionner un échantillon, les exportateurs ou leurs représentants sont invités par la présente à se faire connaître en s'adressant à la Commission et en fournissant les renseignements suivants …:*
> - *montant en monnaie locale du linge de lit de coton vendu pour exportation vers la Communauté entre le 1er juillet 1995 et le 30 juin 1996,*
> - *montant en monnaie locale du linge de lit en coton vendu sur le marché intérieur entre le 1er juillet 1995 et le 30 juin 1996, …"*

Le passage pertinent de la lettre demandes mêmes renseignements:

> *"… Pour faciliter la constitution d'un échantillon, chaque producteur ou exportateur de votre pays est invité à communiquer d'ici au 28 septembre 1996 les renseignements suivants:*
> - *montant en monnaie locale du linge de lit de coton vendu pour exportation vers la Communauté entre le 1er juillet 1995 et le 30 juin 1996;*
> - *montant en monnaie locale des ventes de linge de lit de coton sur le marché intérieur entre le 1er juillet 1995 et le 30 juin 1996. …"*

3.3 Le 26 septembre 1996, les représentants des exportateurs indiens ont communiqué à la Commission européenne les renseignements ci-dessus.[21] Les passages pertinents de leur lettre (annexe A) peuvent être récapitulés comme suit:

N°	Nom	Quantité exportée	%	Valeur des exportations	%	Quantité vendue sur le marché local	Valeur des ventes sur le marché local	Accepte de faire partie de l'échantillon
64	Prakash	1 726 000	18,48	427 484 000	18,63	-	-	Oui
15	Madhu	902 989	9,67	244 630 080	10,66	-	-	Oui
27	Omkar	915 321	9,8	205 447 090	8,95	-	-	Oui
73	Bombay Dyeing	748 000	8,01	150 800 000	6,57	465 000	1 006 000 000	Oui
4	Hindoostan	418 576	4,48	66 484 958	2,90	-	-	Oui
16	Standard	71 090	0,76	26 070 000	1,14	87 000	24 992 000	Oui

[20] Ces faits sont aussi pertinents pour certaines des autres allégations (notamment celles qui visent l'article 2.4.2).

[21] Voir annexe 16.

Les étapes de production effectuées par ces entreprises étaient les suivantes:

N°	Nom	Étapes de production
64	Prakash	SP-WV
15	Madhu	MA-PA
27	Omkar	TR-JW
73	Bombay Dyeing	SP-WV-DY-PT
4	Hindoostan	SP-WV-DY-PT-MA-PA
16	Standard	SP-WV-DY-PT-JW

3.4 En outre, il était indiqué dans la lettre d'accompagnement reproduite à l'annexe 16 que la société Jindal avait vendu à l'exportation 93 492 kg de produits, pour un montant de 217 687 914 roupies et qu'elle effectuait l'étape de production TR. Il était également indiqué que cette entreprise ne vendait pas de produits sur le marché intérieur.

3.5 Le 27 septembre 1996, les représentants de Texprocil ont communiqué des renseignements supplémentaires au sujet des entreprises devant faire partie de l'échantillon.[22] Les annexes pertinentes correspondant aux différentes entreprises étaient les suivantes:

"N° 15 Madhu Industries …

1. Chiffre d'affaires à l'exportation vers la Communauté … 244 630 080 roupies et quantité exportée 902 989 kg (détail joint).
2. Chiffre d'affaires sur le marché intérieur … néant"

"N° Standard Mills …
I. Linge de lit vendu à l'exportation vers la Communauté … quantité 71 090 kg, valeur 26,07 millions de roupies
II. Linge de lit vendu sur le marché intérieur … quantité 87 000 kg, valeur 24,992 millions de roupies"

"N° 27 Omkar Exports …
6. … linge de lit exporté vers les CE … quantité 915 321 kg, valeur 205 447 090 roupies
7. … linge de lit vendu sur le marché intérieur … néant"

"N° 64 Prakash Cotton …
1. … linge de lit vendu à l'exportation vers la Communauté … valeur 427,484 millions de roupies et quantité 1 726 000 kg
2. … linge de lit vendu sur le marché intérieur … néant"

"N° 73 Bombay Dyeing …
5. … linge de lit vendu sur le marché des CE: 748 tonnes, valeur 150,8 millions de roupies
6. … linge de lit de coton vendu sur le marché indien: 465 tonnes, valeur 100,6 millions de roupies"

[22] Voir annexe 17.

3.6 Le 30 septembre 1996, les représentants de Texprocil ont envoyé une lettre contenant des renseignements additionnels au sujet des entreprises retenues pour l'échantillon, concernant les données pertinentes de la société Anglo-French.[23] Le tableau ci-après récapitule ces données:

N°	Nom de l'exportateur	Exportations vers les CE (kg)	Exportations vers les CE (roupies)	Ventes sur le marché intérieur	Accepte de faire partie de l'échantillon
26	Anglo-French	902 467	161,11 millions	0,25% du chiffre d'affaires total	Oui

La société Anglo-French effectuait les étapes de production suivantes: SP/WVG/DY/PT/MA/PA.

3.7 La partie pertinente de la déclaration jointe d'Anglo-French est libellée comme suit:

"page 42 Anglo-French Textiles …

1) Pour la période … nous avons exporté 902 467 kg de linge de lit en coton vers la Communauté européenne, pour un chiffre d'affaires total de 161,11 millions de roupies.

2) Pour ce qui est des ventes de linge de lit de coton sur le marché intérieur pour la période …, nous appelons votre attention sur le fait que nous ne vendons la qualité linge de lit qu'à l'exportation et que la valeur du linge de lit vendu sur le marché intérieur représente moins de 0,25 pour cent de notre chiffre d'affaires total d'environ 1 200 millions de roupies, ce qui correspond à moins de 3,00 millions de roupies. …"

3.8 Sur la base des renseignements ci-dessus, les CE ont présenté le 8 octobre 1996 une proposition d'échantillon (annexe 19). Leur lettre contient le passage suivant:

"Comme convenu lors de notre réunion du 1er octobre 1996, les critères ci-après seront pris en compte pour la constitution de l'échantillon:

1. chiffre d'affaires de l'entreprise réalisé à l'exportation vers l'UE;
2. chiffre d'affaires de l'entreprise sur le marché intérieur;
3. étapes de production effectuées par l'entreprise.

Sur la base de ces critères, la Commission propose d'inclure dans l'échantillon les entreprises suivantes:

1) Prakash Cotton Mills Ltd;
2) Madhu Industries Ltd;
3) Jindal Worldwide Ltd;
4) Anglo French Textiles;
5) The Bombay Dyeing & Manufacturing Co. Ltd.

Au cas où il ne serait pas possible d'utiliser certaines de ces entreprises, la Commission propose à titre de remplacement Omkar Exports et Standard Industries Ltd.

Comme le temps presse, nous souhaitons recevoir toute observation relative à cette proposition avant demain 9 octobre 1996 à 16 heures."

[23] Annexe 18.

3.9 Dans leur réponse datée du 9 octobre 1996, les représentants de Texprocil ont fait une contre-proposition[24] fondée sur les suggestions de Texprocil (annexées à la même télécopie):

> *"Vous constaterez que nous proposons un échantillon légèrement différent, composé des entreprises suivantes:*
> *1. Prakash Cotton Mills*
> *2. Bombay Dyeing & Mfg*
> *3. Standard Industries*
> *4. Hindoostan Spg & Wvg Mills*
> *5. Madhu Industries*
> *En réserve:*
> *1. Anglo French Textiles*
> *2. Omkar Exports"*

3.10 Le 10 octobre 1996, les représentants de Texprocil ont réitéré par écrit leur souhait que Standard Industries soit incluse dans l'échantillon de base[25]:

> *"Il serait préférable que la quatrième entreprise de l'échantillon soit Standard Industries."*

3.11 Le 11 octobre 1996, les CE ont arrêté la composition définitive de l'échantillon, excluant Standard Industries de l'échantillon de base[26]:

> *"… nous considérons qu'il n'est pas opportun d'inclure Standard Industries Ltd dans l'échantillon car elle n'a exporté qu'une quantité minime de linge de lit vers l'UE durant la période d'enquête. Néanmoins, nous souhaitons la garder en réserve en raison de l'importance de ses ventes sur le marché intérieur."*

3.12 En conséquence, l'échantillon définitif comprenait les entreprises suivantes: Prakash, Madhu, Omkar Exports ["Omkar"], Anglo-French et Bombay Dyeing. Les entreprises en réserve étaient Jindal et Standard Industries.

3.13 Texprocil et ses représentants n'ont jamais accepté cet échantillon. Néanmoins, les exportateurs indiens ont fait de leur mieux pour coopérer avec les autorités chargées de l'enquête. Il y a eu des vérifications sur place en Inde en janvier et février 1997.

3.14 Le 2 juin 1967 les CE ont fait une nouvelle notification générale préliminaire.[27] Pour ce qui est de la détermination de l'existence d'un dumping, cette notification reprenait les considérants du Règlement provisoire. Le passage pertinent du Règlement provisoire est libellé comme suit:

> *"15) Compte tenu du grand nombre d'exportateurs dans les pays concernés, la Commission a décidé de procéder par échantillonnage, conformément à l'article 17 du règlement de base.*
>
> *Afin de permettre à la Commission de choisir un échantillon, les exportateurs et leurs représentants ont été invités, conformément à l'article 17 paragraphe 2 du règlement de base, à se faire connaître dans les trois semaines suivant l'ouverture de la procédure et à fournir des informations générales concernant leurs ventes sur le marché intérieur et à l'exportation, leurs stades de production ainsi que les noms et activités de toutes les sociétés liées actives dans le secteur du linge de lit. La Commission a également contacté à cet effet les autorités des pays concernés.*

[24] Voir annexe 20.
[25] Voir annexe 21.
[26] Voir annexe 22.
[27] Voir annexe 23.

2. Présélection de l'échantillon

16) Les entreprises qui se sont fait connaître, qui ont fourni les informations demandées dans le délai de trois semaines et qui ont exporté le produit concerné vers la Communauté au cours de la période d'enquête ont été considérées comme des sociétés ayant coopéré et prises en considération aux fins de la sélection de l'échantillon.

Ces sociétés représentaient environ 100 pour cent, 82 pour cent et 77 pour cent des exportations totales, vers la Communauté, de l'Égypte, de l'Inde et du Pakistan respectivement.

17) Les sociétés qui n'ont finalement pas été incluses dans l'échantillon ont été informées que tout droit antidumping institué sur leurs exportations n'excéderait pas, conformément aux dispositions de l'article 9 paragraphe 6 du règlement de base, la marge moyenne pondérée de dumping établie pour les sociétés constituant l'échantillon.

18) Les entreprises qui ne se sont pas fait connaître dans le délai de trois semaines ont été considérées comme des sociétés n'ayant pas coopéré.

3. Sélection de l'échantillon

19) Pour l'ensemble des pays exportateurs, la sélection de l'échantillon a été opérée en accord avec les représentants des sociétés, des associations et/ou des autorités concernées.

20) Les sociétés incluses dans l'échantillon qui ont pleinement coopéré à l'enquête se sont vu attribuer une marge de dumping et un droit individuels.

21) La Commission a également sélectionné une réserve de sociétés qui, tout en devant répondre au questionnaire, ne feront l'objet d'une enquête que dans le cas où les sociétés constituant l'échantillon refuseraient de coopérer par la suite.

Ces sociétés ont également été informées que tout droit antidumping institué sur leurs exportations serait calculé conformément aux dispositions de l'article 9 paragraphe 6 du règlement de base, sauf si elles étaient finalement incluses dans l'échantillon en remplacement d'une autre, auquel cas elles se verraient attribuer une marge de dumping et un droit individuels.

4. Traitement individuel des sociétés non incluses dans l'échantillon

22) Sept sociétés ayant coopéré mais qui n'ont pas été incluses dans l'échantillon ont demandé la détermination de marges de dumping individuelles et, à cet effet, ont répondu au questionnaire dans les délais prévus. Toutefois, conformément à l'article 17 paragraphe 3 du règlement de base, leur requête ne saurait être acceptée dans le cadre de la présente enquête, car le nombre d'exportateurs est si important que des examens individuels compliqueraient indûment la tâche et empêcheraient d'achever l'enquête en temps utile. Les sept sociétés en question en ont été informées.

D. DUMPING

1. Valeur normale

a) Inde

1. 23) Conformément à l'article 2 paragraphe 2 du règlement de base, la Commission a tout d'abord déterminé si les ventes globales de linge de lit en coton effectuées par chaque producteur/exportateur sur son marché intérieur sont représentatives, c'est-à-dire si leur volume total représente 5 pour cent ou plus du volume total de leurs exportations vers la Communauté.

Cette analyse a indiqué que seul un producteur/exportateur a effectué des ventes représentatives de linge de lit en coton sur son marché intérieur au cours de la période d'enquête.

24) La Commission a ensuite déterminé si les divers types exportés vers la Communauté ont été vendus en quantités représentatives sur le marché intérieur. À cet égard, la Commission a constaté que les types vendus sur le marché intérieur et les types exportés qui sont semblables par la taille, l'armure, la finition et la présentation finale sont des produits comparables.

Les ventes intérieures d'un type particulier ont été considérées comme suffisamment représentatives lorsque le volume vendu sur le marché intérieur au cours de la période d'enquête représentait 5 pour cent ou plus du volume total du type comparable exporté vers la Communauté.

Pour la seule société ayant effectué globalement des ventes représentatives sur son marché intérieur, cette analyse a indiqué que cinq types de linge de lit en coton exportés vers la Communauté ont également été vendus en quantités représentatives sur le marché intérieur au cours de la période d'enquête.

25) La Commission a ensuite déterminé si les ventes intérieures de chacun de ces cinq types représentatifs pouvaient être considérées comme ayant été effectuées au cours d'opérations commerciales normales au sens de l'article 2 paragraphe 4 du règlement de base.

Il a été établi que les cinq types en question ont été vendus à perte, c'est-à-dire à des prix inférieurs au coût de production augmenté d'un montant correspondant aux frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux. En conséquence, il a été considéré qu'ils n'ont pas été vendus au cours d'opérations commerciales normales et que les prix intérieurs ne constituent pas une base appropriée aux fins de l'établissement de la valeur normale.

26) Pour tous les types exportés vers la Communauté par l'ensemble des sociétés, la valeur normale a donc dû être calculée conformément à l'article 2 paragraphe 3 du règlement de base.

Elle a été déterminée en ajoutant au coût de production des types exportés par chaque société un montant raisonnable correspondant, d'une part, aux frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux supportés et, d'autre part, aux bénéfices réalisés.

2. Puisque seule une société a effectué globalement des ventes intérieures représentatives et que les ventes intérieures des types rentables représentaient moins de 80 pour cent mais plus de 10 pour cent des ventes intérieures totales, le montant pour, d'une part, les frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux et, d'autre part, les bénéfices, qui a été utilisé aux fins de la détermination de la valeur normale pour l'ensemble

des sociétés ayant fait l'objet de l'enquête, correspond à ceux respectivement supportés et réalisés par cette société, conformément à l'article 2 paragraphe 6 du règlement de base.

…

2. Prix à l'exportation

37) En règle générale, les ventes de linge de lit en coton effectuées par les producteurs/exportateurs sur le marché de la Communauté l'ont été à des clients indépendants. En conséquence, le prix à l'exportation a été établi sur la base des prix réellement payés ou à payer, conformément à l'article 2 paragraphe 8 du règlement de base.
…

3. Comparaison

39) Aux fins d'une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation, des ajustements ont été opérés, au besoin, pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix, conformément à l'article 2 paragraphe 10 du règlement de base.

Les ajustements opérés sont les suivants:

Inde: ajustement pour les différences de droits d'importation et de taxes indirectes, de frais de transport et de manutention, de fret, d'assurance transport maritime, de coûts d'emballage, de crédit et de commissions;

…

40) Le producteur/exportateur indien ayant effectué globalement des ventes intérieures représentatives a demandé qu'un ajustement de 5 pour cent soit apporté à la valeur normale pour tenir compte des différences de stade commercial, faisant valoir que les ventes à l'exportation à des distributeurs dans la Communauté sont bien plus importantes en volume que les ventes transitant par les trois circuits distincts sur le marché intérieur (grossistes exclusifs de produits de marque, autres grossistes et utilisateurs industriels).

En conséquence, la Commission a déterminé si cet ajustement était justifié à la lumière des dispositions de l'article 2 paragraphe 10 du règlement de base.

Un ajustement au titre de différences de quantités n'était pas justifié, puisque rien n'indique que les distributeurs sur le marché intérieur auraient bénéficié de rabais ou de remises liées au volume prétendument plus élevé des ventes considérées.

Un ajustement au titre de différences de stades commerciaux n'a pu davantage être accordé, puisque la société concernée s'est contentée de faire référence aux circuits de distribution différents sur le marché intérieur et à l'exportation, mais n'a pas démontré que la différence alléguée entre les stades commerciaux du prix à l'exportation et de la valeur normale a affecté la comparabilité des prix, cela étant prouvé par l'existence de différences constantes et nettes dans les fonctions et les prix correspondant aux différents stades commerciaux sur le marché intérieur.

41) La même société a également demandé qu'un ajustement de 10 pour cent soit apporté à la valeur normale pour tenir compte de différences relatives aux frais de promotion de la marque, faisant valoir qu'elle doit supporter un montant excessif pour les ventes à ses grossistes intérieurs exclusifs par rapport à celui supporté pour ses exportations vers la Communauté. Afin de déterminer si cette différence dans les frais de promotion a pu affecter

la comparabilité des prix, la Commission a examiné le niveau global des frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux supportés par cette société pour les ventes intérieures aux grossistes exclusifs ayant acheté uniquement des produits de marque et a constaté qu'il était identique à celui supporté sur les ventes intérieures aux autres grossistes qui n'ont acheté que des produits sans marque. En outre, aucun élément de preuve n'a permis d'établir que les clients achètent toujours les produits de marque à un prix plus élevé. Comme les exportations de la société concernée vers la Communauté portaient sur des produits sans marque, il a été conclu que les frais de promotion de la marque ne constituent pas un facteur affectant la comparabilité des prix. En conséquence, cette demande d'ajustement a également été refusée.

42) Enfin, il convient de noter que la quantification des deux ajustements demandés (considérants 40 et 41) n'a été étayée par aucune donnée vérifiable et s'est avérée dépasser le niveau global des frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux supportés par la société concernée au cours de la période d'enquête.

43) Tous les producteurs/exportateurs indiens ont, sur la base de leurs coûts réels, demandé un ajustement au titre du crédit accordé pour leurs ventes à l'exportation. Toutefois, comme l'article 2 paragraphe 10 point g) du règlement de base précise qu'un ajustement est opéré à ce titre lorsque le crédit accordé est un facteur pris en considération pour la détermination des prix pratiqués, la Commission a calculé cet ajustement sur la base du crédit convenu au moment de la vente, à savoir sur la base des modalités de paiement, du nombre de jours et du taux d'intérêt en vigueur.

44) Le producteur/exportateur indien ayant effectué globalement des ventes intérieures représentatives a demandé un ajustement au titre du coût du crédit accordé pour ses ventes intérieures. Il a dû être refusé, car aucun élément de preuve au cours de la période d'enquête n'a permis de démontrer que des modalités de paiement ont été convenues au moment de la vente. En fait, l'enquête a indiqué que la livraison des marchandises a toujours eu lieu après paiement.

…

4. Marges de dumping

a) Méthode générale

46) En règle générale, la valeur normale construite moyenne pondérée par type a été comparée au prix à l'exportation moyen pondéré par type.

…

b) Méthode utilisée pour les groupes de sociétés

47) La Commission a pour pratique constante de considérer les sociétés liées ou les sociétés faisant partie d'un même groupe comme une seule entité et donc d'établir pour l'ensemble d'entre elles une marge de dumping unique. En effet, la détermination de marges de dumping individuelles pourrait favoriser le contournement des mesures antidumping et les rendre inefficaces, en permettant à des producteurs liés d'exporter vers la Communauté par le canal de la société dont la marge individuelle est la plus faible.

Conformément à cette pratique, les producteurs/exportateurs liés ont été considérés comme une seule entité et se sont vu attribuer une marge de dumping unique. Pour les producteurs/exportateurs appartenant à un même groupe, il a été décidé de calculer, tout d'abord, la marge de dumping de chaque société, puis d'en établir la moyenne pondérée et de l'appliquer à l'ensemble du groupe.

c) Cas particulier

48) La méthode décrite ci-dessus a été utilisée pour deux groupes indiens et deux groupes pakistanais. Toutefois, dans le cas d'un groupe indien et d'un groupe pakistanais, les exportations vers la Communauté effectuées par l'une des sociétés leur appartenant ont été considérées comme négligeables et n'ont pas été prises en considération.

…

d) Marges de dumping des sociétés incluses dans l'échantillon

49) La comparaison, décrite aux considérants 39 et 46 à 48, a montré l'existence d'un dumping pour toutes les sociétés qui ont pleinement coopéré à l'enquête. Les marges provisoires de dumping, exprimées en pourcentage du prix caf à l'importation frontière communautaire, s'établissent comme suit.

Inde

- Anglo French Textiles,	*27,3 pour cent*
- The Bombay Dyeing Manufacturing Co., Ltd,	*9,4 pour cent*
- Nowrosjee Wadia Sons Ltd,	*9,4 pour cent*
- Madhu Industries Ltd,	*19,5 pour cent*
- Madhu International,	*19,5 pour cent*
- Omkar Exports,	*16,5 pour cent*
- Prakash Cotton Mills Ltd,	*3,9 pour cent*

…

e) Marges de dumping des sociétés ayant coopéré non incluses dans l'échantillon

50) Les sociétés ayant coopéré non incluses dans l'échantillon (considérants 17 et 21) se sont vu attribuer la marge moyenne de dumping des sociétés incluses dans l'échantillon, pondérée en fonction de leur chiffre d'affaires à l'exportation vers la Communauté. Conformément à l'article 9 paragraphe 6 du règlement de base, les marges de minimis n'ont pas été prises en compte à cet effet. Ces marges provisoires de dumping, exprimées en pourcentage du prix caf à l'importation frontière communautaire, s'établissent comme suit:

- Inde 13,6 pour cent,

…

f) Marges de dumping des sociétés n'ayant pas coopéré

51) Pour les sociétés n'ayant pas coopéré, la marge de dumping a été déterminée sur la base des données disponibles, conformément à l'article 18 du règlement de base. Comme le degré de coopération est important, il a été jugé approprié de fixer la marge de dumping des sociétés n'ayant pas coopéré dans chaque pays concerné au niveau de la plus élevée des marges de dumping établies pour une société incluse dans chaque échantillon, car supposer que la marge de dumping à appliquer aux producteurs/exportateurs qui ne se sont pas fait connaître est inférieure à la plus élevée des marges de dumping établies pour un producteur/exportateur ayant coopéré reviendrait à récompenser le défaut de coopération.

Les marges provisoires de dumping, exprimées en pourcentage du prix caf à l'importation frontière communautaire, s'établissent comme suit:

- Inde 27,3 pour cent,

…

130) Comme, dans tous les cas sauf un, les marges de sous-cotation exprimées en pourcentage du prix franco frontière communautaire étaient supérieures aux marges de dumping respectivement établies pour les exportateurs inclus dans l'échantillon, il n'a pas été nécessaire, en application de la règle du droit moindre formulée à l'article 7 paragraphe 2 du règlement de base, de fixer le niveau d'élimination du préjudice à la différence entre le prix à l'exportation et le coût de production des producteurs communautaires, augmenté d'une marge bénéficiaire minimale destinée à assurer la viabilité de l'industrie communautaire.

Toutefois, comme, dans le cas d'un exportateur, la marge de sous-cotation était légèrement inférieure à la marge de dumping, le niveau d'élimination du préjudice a été établi, pour déterminer le montant du droit, en comparant les prix à l'exportation et les coûts de production des producteurs communautaires, augmentés d'une marge bénéficiaire très prudente de 5 pour cent. Le niveau d'élimination du préjudice ainsi établi était supérieur à la marge de dumping. En conséquence, dans tous les cas, les droits provisoires applicables pour les exportateurs inclus dans l'échantillon doivent se limiter aux marges de dumping …"

3.15 Les CE ont aussi fait des notifications individuelles, par entreprise[28], dont les passages pertinents sont cités ci-après.

3.16 Pour Bombay Dyeing (et la société liée Nowrosjee Wadia):

*"Bombay Dyeing a bien réalisé globalement des ventes représentatives du produit concerné sur le marché intérieur, mais pas de ventes représentatives dans le cadre d'opérations commerciales normales durant la période d'enquête (voir section C.1.a) de la notification) [*correspond au considérant 23 du Règlement provisoire*]. Sa société liée Nowrosjee Wadia n'a réalisé aucune vente sur le marché intérieur. Par conséquent, il a fallu, conformément à l'article 2 paragraphe 3 du Règlement (CE) n° 384/96, calculer la valeur normale pour chaque type de linge de lit exporté vers les CE durant la période d'enquête par les deux entreprises.*

…

2. <u>VALEUR NORMALE</u>

Comme indiqué à la section C.1.a) de la notification, les cinq types représentatifs de produits vendus sur le marché intérieur par Bombay Dyeing (D14, D22, D36, D37 et D51) ont été vendus sur le marché intérieur à perte. En conséquence, on a calculé une valeur construite pour tous les types exportés selon la liste ECSALUR des deux entreprises.

= coût de production des types exportés majoré des frais de vente, des frais généraux et des dépenses administratives engagés pour la vente sur le marché intérieur et de la marge bénéficiaire réalisée sur le marché intérieur.

[28] Voir annexe 24.

**COÛT DE PRODUCTION:*	*utilisation des coûts de production selon ECCOP - annexe III 1.2.f …*
**FRAIS DE VENTE, FRAIS GÉNÉRAUX ET DÉPENSES ADMINISTRATIVES:*	*montant fondé sur la moyenne des dépenses engagées par Bombay Dyeing pour la vente sur le marché intérieur de linge de lit durant la période d'enquête, soit 10,39 pour cent du chiffre d'affaires (voir récapitulatif ci-joint DMPROFIT – annexe III 1.2.g).*
**BÉNÉFICES:*	*La marge bénéficiaire employée est la moyenne pondérée des marges bénéficiaires réalisées par la même entreprise sur l'ensemble de ses ventes de linge de lit réalisées avec bénéfices sur le marché intérieur, soit 18,65 pour cent du chiffre d'affaires (voir récapitulatif ci-joint DMPROFIT – annexe III 1.2.g) …*

VALEUR NORMALE = COÛT DE PRODUCTION/(1-0,2904) = COÛT DE PRODUCTION/0,7096

AJUSTEMENTS: frais effectifs d'emballage

OBSERVATIONS:

Ainsi qu'il est expliqué à la section C.3 de la notification, Bombay Dyeing n'a pas justifié les ajustements de la valeur normale revendiqués au titre du niveau commercial, de la promotion de la marque et du coût du crédit …"

3.17 Pour les quatre autres entreprises indiennes, les passages pertinents de la notification sont reproduits ci-après:

3.18 Pour Prakash:

"VALEUR NORMALE: Valeur calculée (pas de vente des produits visés par l'enquête sur le marché intérieur)

= coût de production des types exportés majoré d'un montant raisonnable pour les frais de vente, les frais généraux et les dépenses administratives et pour la marge bénéficiaire.

**COÛT DE PRODUCTION:*	*Coût de production selon annexe 8 …*
**FRAIS GÉNÉRAUX, FRAIS DE VENTE ET DÉPENSES ADMINISTRATIVES ET MARGE BÉNÉFICIAIRE:*	*29.04 pour cent du chiffre d'affaires …*
VALEUR NORMALE =	*coût de production/(1-(29,04 pour cent)) = coût de production/(1-0,2904) = coût de production/0,7096 …"*

3.19 Pour Omkar Exports:

"VALEUR NORMALE: Valeur calculée (pas de vente des produits visés par l'enquête sur le marché intérieur)

= *coût de production des types exportés majoré d'un montant raisonnable pour les frais de vente, les frais généraux et les dépenses administratives et pour la marge bénéficiaire.*

**COÛT DE PRODUCTION:*	*coût de production indiqué à l'annexe 5A relative à l'enquête sur place (état indiquant le coût de production par parure)*
**FRAIS GÉNÉRAUX, FRAIS DE VENTE ET DÉPENSES ADMINISTRATIVES ET MARGE BÉNÉFICIAIRE:*	*29,04 pour cent du chiffre d'affaires …*
VALEUR NORMALE =	*coût de production/(1-(29,04 pour cent)) = coût de production/(1-0,2904) = coût de production/0,7096 …"*

3.20 Pour Madhu Industries:

"VALEUR NORMALE: Valeur calculée (pas de vente des produits visés par l'enquête sur le marché intérieur)

= *coût de production des types exportés majoré d'un montant raisonnable pour les frais de vente, les frais généraux et les dépenses administratives et pour la marge bénéficiaire.*

**COÛT DE PRODUCTION:*	*coût de production indiqué à l'annexe 3 relative à l'enquête sur place …*
**FRAIS GÉNÉRAUX, FRAIS DE VENTE ET DÉPENSES ADMINISTRATIVES ET MARGE BÉNÉFICIAIRE:*	*29,04 pour cent du chiffre d'affaires*
VALEUR NORMALE =	*coût de production/(1-(29,04 pour cent)) = coût de production/(1-0,2904) = coût de production/0,7096 …"*

3.21 Pour Anglo French:

La société a vendu des articles du type considéré durant la période d'enquête mais on n'a pas jugé que ces ventes étaient représentatives (2,10 pour cent du volume des ventes sur le marché communautaire). Par conséquent, il a fallu calculer la valeur normale pour chaque type de linge de lit exporté vers l'UE durant la période d'enquête, conformément à l'article 2 paragraphe 3 du Règlement (CE) n° 384/96.

Valeur normale calculée = coût de production des types exportés majoré d'un montant raisonnable pour les frais de vente, les frais généraux et les dépenses administratives et pour la marge bénéficiaire.

**COÛT DE PRODUCTION:*	*Voir fichier ECCOP.XLS*
**FRAIS GÉNÉRAUX, FRAIS DE VENTE ET DÉPENSES ADMINISTRATIVES ET MARGE BÉNÉFICIAIRE:*	*29,04 pour cent du chiffre d'affaires …*

VALEUR NORMALE = *coût de production/(1-(29,04 pour cent)) = coût de production/(1-0,2904) = coût de production/0,7096 …"*

3.22 En réponse à ces communications, plusieurs entreprises ont fait des observations. Entre autres, Anglo-French et Madhu ont fait les observations ci-après:

3.23 Anglo-French[29]:

"Nous constatons que, comme nos ventes sur le marché intérieur du produit visé pendant la période d'enquête ne représentaient que 2,10 pour cent du volume des ventes sur le marché communautaire, ces ventes n'ont pas été jugées représentatives. En conséquence, une valeur normale a été calculée pour chaque type de linge de lit exporté vers l'Union européenne. Nous sommes fort étonnés de voir que, dans ce calcul de la valeur normale, on a ajouté une marge considérable, de 29,04 pour cent du coût de production, au titre des frais de vente, des frais généraux et des dépenses administratives et du bénéfice …

La marge de 10,39 pour cent du prix de vente retenue pour les frais de vente, les frais généraux et les dépenses administratives est fondée sur un calcul global correspondant à des produits différents vendus sur le marché intérieur par un des producteurs indiens, probablement Bombay Dyeing, qui vend des produits de marque par l'intermédiaire de magasins à succursales multiples. En fait, Bombay Dyeing est la seule entreprise textile indienne qui vende le produit concerné par l'intermédiaire de magasins à succursales multiples exclusifs et sous des marques exclusives, qui ont été promues à grands frais pendant plus de 40 ans. Dans ces conditions, il est normal que Bombay Dyeing ait engagé des dépenses de publicité et d'autres frais considérables qu'aucun autre producteur vendant des produits similaires en Inde n'est obligé d'engager. En outre, comme les produits exportés ne sont pas des produits de marque, il est déraisonnable et injuste d'ajouter ces frais généraux, frais de vente et dépenses administratives au coût de production, ce qui conduit à une comparaison inéquitable.

En outre, pour calculer la valeur normale, la Commission a ajouté une marge bénéficiaire très élevée (18,65 pour cent) qu'elle considère comme raisonnable et qui est probablement celle réalisée par Bombay Dyeing sur certains de ses produits différents vendus sur le marché intérieur sous une marque exclusive par l'intermédiaire d'une chaîne de magasins. [La section C.1.a) de la communication montre clairement que Bombay Dyeing ne vendait que cinq types représentatifs et que tous ses produits n'étaient pas vendus dans le cadre d'opérations commerciales normales, et par conséquent ces produits n'ont pas été retenus aux fins du calcul de la marge bénéficiaire.] Nous faisons observer qu'une marge bénéficiaire aussi élevée est anormale, injuste et inimaginable et ne peut exister, dans l'industrie textile, que dans le cas d'un producteur vendant ses produits par l'intermédiaire d'une chaîne de distributeurs exclusifs sous une marque réputée. Nous demandons donc à la Commission de tenir compte du surprofit imputable à l'utilisation d'une marque par le producteur indien concerné et de faire un ajustement raisonnable conformément à l'article 2 paragraphe 6 point c) du Règlement de base [sic].

Nous tenons en outre à souligner que s'il était possible de réaliser des marges bénéficiaires de cet ordre sur le marché intérieur pour le produit visé, il n'y aurait nul besoin d'exporter lesdits produits avec une marge n'atteignant même pas 5 pour cent.

[29] Annexe 25.

Il incombe à la Commission de faire en sorte que, conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 6 point c), la marge bénéficiaire imputée ne dépasse pas la marge normalement réalisée par les autres exportateurs ou producteurs sur la vente de produits de la même catégorie sur le marché intérieur du pays d'origine."

3.24 Madhu[30]:

"I) VALEUR NORMALE

A) Pour calculer les valeurs normales, la Commission a appliqué au prix de vente un pourcentage très élevé pour les frais de vente, les frais généraux et les dépenses administratives (10,39 pour cent), en se fondant sur des calculs globaux concernant des produits différents vendus sur le marché intérieur par un des producteurs indiens, probablement Bombay Dyeing, qui vend ses produits par l'intermédiaire d'une chaîne de magasins sous une marque exclusive. En fait, Bombay Dyeing est la seule entreprise de textiles indienne qui vendes produits concernés par le biais de magasins à succursales multiples exclusifs, sous un nom de marque promu à grands frais, notamment pour la publicité et d'autres dépenses administratives, dépenses qu'aucun autre producteur n'a à engager pour vendre le produit concerné en Inde. Pour le produit concerné, normalement aucun autre fabricant ne doit consentir des efforts et des dépenses additionnels d'une telle ampleur. De plus, comme les ventes à l'exportation sont réalisées par l'intermédiaire de négociants qui n'emploient pas de marques, il est déraisonnable et inéquitable d'inclure dans les frais de vente, les frais généraux et les dépenses administratives des coûts additionnels liés à la vente de produits de marque et cela conduit à une comparaison inéquitable.

B) En outre, pour calculer la valeur normale, la Commission a ajouté une marge bénéficiaire très élevée (18,65 pour cent) qu'elle considère comme raisonnable et qui est probablement celle réalisée par Bombay Dyeing sur certains de ses produits différents vendus sur le marché intérieur sous une marque exclusive par l'intermédiaire d'une chaîne de magasins. [La section C.1.a) de la communication montre clairement que Bombay Dyeing ne vendait que cinq types représentatifs et que tous ses produits n'étaient pas vendus dans le cadre d'opérations commerciales normales, et par conséquent ses produits n'ont pas été retenus aux fins du calcul de la marge bénéficiaire.] Nous faisons observer qu'une marge bénéficiaire aussi élevée est anormale, injuste et inimaginable et ne peut exister dans l'industrie textile que dans le cas d'un producteur vendant ses produits par l'intermédiaire d'une chaîne de distributeurs exclusifs sous une marque réputée. Nous demandons donc à la Commission de tenir compte du surprofit imputable à l'utilisation d'une marque par le producteur indien concerné et de faire un ajustement raisonnable conformément à l'article 2 paragraphe 6 point c) du Règlement de base [sic].

Il incombe à la Commission de faire en sorte que, conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 6 point c), la marge bénéficiaire imputée ne dépasse pas la marge normalement réalisée par les autres exportateurs ou producteurs sur la vente de produits de la même catégorie sur le marché intérieur du pays d'origine."

[30] Annexe 26.

3.25 Texprocil et les entreprises concernées ont aussi communiqué répondu à ces notifications par l'intermédiaire de leurs représentants. Les passages pertinents de ces réponses sont reproduits ci-après:

3.26 Observations faites au nom de Texprocil[31]:

> *"2.2 Outre le fait que la marge bénéficiaire employée n'était pas justifiée [voir point 2.1], les services de la Commission n'ont pas respecté la loi en appliquant l'article 2 paragraphe 6 point a). En l'espèce, l'application de cet article n'est pas autorisée. Pour déterminer la marge bénéficiaire "raisonnable" au sens de l'article 2 paragraphe 3, il convient d'appliquer l'article 2 paragraphe 6 point b) ou c)*
>
> *Outre le fait que la marge bénéficiaire employée n'était pas justifiée [voir point 2.1], les services de la Commission n'ont pas respecté la loi en appliquant l'article 2 paragraphe 6 point a). En effet, le libellé de cet article ne permet pas d'extrapoler une marge bénéficiaire à partir des données relatives à un seul producteur: la marge doit être une "moyenne pondérée" des marges réalisées par [d'autres] "exportateurs ou producteurs". Par définition, on ne peut pas calculer une moyenne pondérée à partir d'un seul producteur. Le fait que les mots exportateurs ou producteurs sont employés au pluriel montre clairement que, dans l'intention du législateur, on devait utiliser une moyenne afin d'éviter toute distorsion due à la situation particulière de tel ou tel producteur ou exportateur. En l'espèce, le seul producteur/exportateur dont la marge bénéficiaire a été employée était bien dans une situation particulière comme on le verra plus loin.*
>
> *En conséquence, selon notre client, la prescription de l'article 2 paragraphe 6 point a) n'a pas été respectée. Les services de la Commission ne sont pas autorisés à appliquer ce point et doivent appliquer les points b) ou c) du paragraphe 6 de l'article 2.*
>
> *2.3 Même si les services de la Commission insistent pour appliquer une marge bénéficiaire infondée et le point a) du paragraphe 6 de l'article 2, nous considérons que les dispositions de l'article 2 paragraphe 3 et de l'article 2 paragraphe 6 point c) n'ont pas été respectées. La notion de marge bénéficiaire déterminée au moyen d'une méthode "raisonnable" est clairement définie à l'article 2 paragraphe 6 point c) et il n'a pas été tenu compte de cette disposition*
>
> *Notre client fait observer que les services de la Commission, pour la détermination en cause, ont, aux fins du calcul de la valeur normale pour quatre entreprises, extrapolé une marge bénéficiaire extraordinaire de 18,65 pour cent qui a été établie sur la base des ventes réalisées avec bénéfice de la seule société Bombay Dyeing. L'utilisation d'une marge bénéficiaire aussi irréaliste et déraisonnable est due au fait que la Commission a aveuglément appliqué le seul point a) du paragraphe 6 de l'article 2, sans tenir compte de l'intégralité de la lettre de la loi et de l'article 2 et en particulier de son paragraphe 3 et de son paragraphe 6 point c).*
>
> *En vertu de l'article 2 paragraphe 3, lorsqu'il faut calculer la valeur normale, il convient d'ajouter "une marge bénéficiaire raisonnable" [non souligné dans le texte]. L'article 2 paragraphe 3 ne définit pas lui-même ce qu'il faut entendre par "raisonnable", mais le point c) du paragraphe 6 du même article dispose expressément qu'un bénéfice calculé au moyen d'une méthode raisonnable "n'excède pas le bénéfice normalement réalisé... lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur." En conséquence, le bénéfice raisonnable au sens de l'article 2 paragraphe 3 est obligatoirement limité au*

[31] Annexe 27.

bénéfice normalement réalisé pour la vente de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur.

Le tableau ci-après récapitule les marges bénéficiaires obtenues par les producteurs de la même catégorie générale de produits:

Entreprise	*Marge globale*	*Marge pour la même catégorie de produits sur le marché intérieur*
Anglo-French	*-14,99%*	*5,49%*
Bombay Dyeing	*4,66%*	*12,13%*
Madhu	*4,26%*	-
Omkar	*9,23%*	-
Prakash	*3,5%*	*3,5%*
Moyenne	*5,41%*	*7,04%*

Ces marges ont été calculées d'après le compte de profits et pertes et sont donc les marges "normalement réalisées" sur le marché intérieur [article 2 paragraphe 6 point c)]. À l'évidence, la marge bénéficiaire appliquée dans le cadre de l'article 2 paragraphe 6 point a) est supérieure à la marge bénéficiaire effectivement obtenue. En vertu du point c) du même paragraphe, on ne peut pas considérer comme raisonnable une méthode consistant à appliquer une marge bénéficiaire qui dépasse le bénéfice normalement réalisé pour la même catégorie générale de produits. En tout état de cause, la marge bénéficiaire appliquée dans le cadre de l'article 2 paragraphe 6 point a) aurait dû être ajustée par l'application des critères des articles 2 paragraphe 3 et 2 paragraphe 6 point c). En d'autres termes, elle aurait dû obligatoirement être limitée à 7,04 pour cent au lieu de 18,65 pour cent. La Commission a donc enfreint la législation en appliquant une marge bénéficiaire qui dépasse le maximum autorisé par l'article 2 paragraphe 6 point c).

Si la Commission avait choisi d'appliquer le point b) du même paragraphe, elle aurait dû retenir les différentes marges bénéficiaires effectives [5,49 pour cent, 4,26 pour cent, 9,23 pour cent, 3,5 pour cent] indiquées dans le tableau ci-dessus.

Outre les obligations juridiques découlant du Règlement de base, le simple bon sens montre qu'une marge bénéficiaire de 18,65 pour cent est tout à fait excessive dans le secteur des textiles. Cette marge résulte de circonstances particulières, notamment de l'effet de la règle 80-10 [en vertu de laquelle les ventes à perte sont exclues] et de la situation spécifique de Bombay Dyeing. Notre client tient à souligner certaines des circonstances anormales et non représentatives qui peuvent avoir permis à Bombay Dyeing de réaliser des bénéfices exceptionnels sur le marché intérieur. Ces circonstances illustrent les raisons pour lesquelles l'article 2 paragraphe 6 point a) prescrit qu'on ne peut jamais employer la marge bénéficiaire réalisée par un seul producteur [voir aussi point 2.2]. Bombay Dyeing est un cas d'espèce:

- *Circuit de vente: Bombay Dyeing vend ses produits par l'intermédiaire de grands magasins à succursales multiples qui couvrent l'ensemble du pays, alors que les autres entreprises passent par des intermédiaires;*
- *Gamme des produits: Par l'intermédiaire du circuit de vente indiqué plus haut, Bombay Dyeing vend un large éventail de produits tels que serviettes-éponges, tissus, articles confectionnés, tissus pour rideaux, tissus d'ameublement, linge de lit, linge de table, etc., alors que les autres sociétés de l'échantillon ne vendent que du linge de lit ou, tout au plus, des tissus;*

- *Marques: Bombay Dyeing est la seule entreprise indienne qui vende ses produits sous une marque, marque dont la création a demandé des investissements considérables d'infrastructure, de promotion et de publicité, ce qui se traduit par la réalisation de bénéfices extraordinaires dus à la prime de marque;*
- *Vente directe: Bombay Dyeing réalise 87,18 pour cent de son chiffre d'affaires en vendant directement aux chaînes de magasins et à des acheteurs institutionnels, alors que dans le cas de tous les autres produits, la quasi-totalité des ventes passe par plusieurs intermédiaires.*

D'ailleurs, si l'on retenait la marge bénéficiaire de 18,65 pour cent calculée par la Commission, la rentabilité moyenne des fonds propres des entreprises concernées serait très excessive, comme le montre le tableau suivant[32]:

Anglo-French	*165,42%*
Madhu	*159,46%*
Omkar	*131,82%*
Prakash	*201,04%*

2.4 La marge bénéficiaire déterminée représente le triple de la moyenne des marges déterminées pour les autres pays visés par l'enquête. À titre de solution de rechange, nous suggérons que la Commission applique la moyenne pondérée des marges bénéficiaires déterminées pour les autres pays

Notre client appelle l'attention sur le fait que la marge bénéficiaire jugée raisonnable pour les autres pays visés par l'enquête est très différente de celle déterminée pour l'Inde. À titre de comparaison, nous reproduisons dans le tableau ci-après les marges bénéficiaires jugées "raisonnables" pour les trois autres pays concernés:

Pays	*Marge bénéficiaire*
Égypte	*5,8*
Pakistan	*7,4*
CE	*5*
Moyenne	*6,06*

Il ressort de ces données qu'on ne peut manifestement pas soutenir que le chiffre de 18,64 pour cent correspond à une marge bénéficiaire "raisonnable" au sens du Règlement de base. En fait, aucun producteur textile du monde ne peut réaliser une marge de 18,64 pour cent. Par conséquent, la méthode employée ne tient absolument pas compte des réalités commerciales et, comme on l'a montré plus haut, est en fait contraire à une des prescriptions essentielles du Règlement de base.

Nous demandons donc à la Commission de réexaminer sérieusement la marge bénéficiaire tout à fait déraisonnable qui a été appliquée. Nous lui suggérons d'employer plutôt la marge moyenne de 6,06 pour cent calculée pour les autres pays. Cela serait conforme à l'article 2 paragraphe 6 point c), puisque le chiffre de 6,06 pour cent ne dépasse pas la marge bénéficiaire réalisée pour la même catégorie générale de produits [7,04 pour cent]."

[32] Pour les notes de l'original, voir les observations spécifiques relatives aux différentes entreprises.

3.27 Les représentants de Texprocil ont communiqué les observations ci-après au nom de la société Anglo-French[33]:

"2. Marge de dumping

Nous demandons à la Commission de tenir compte du fait qu'Anglo-French est une entreprise d'État, ce qui a une incidence notable sur la marge bénéficiaire considérée comme "raisonnable" qu'il convient à ajouter au coût de production pour calculer la valeur normale.

2.1 La marge bénéficiaire appliquée à Anglo-French ne peut pas être considérée comme "raisonnable" pour une entreprise d'État qui opère dans le secteur des textiles

Nous demandons à la Commission de tenir compte, pour déterminer la marge bénéficiaire "raisonnable", du fait qu'Anglo-French est une entreprise dont le capital est entièrement aux mains de l'État et qui est peut-être la seule offrant le produit concerné. Anglo-French n'est pas une entreprise privée et n'a pas pour objectif principal de réaliser des bénéfices. C'est une entreprise qui a une fonction sociale. Sa seule mission est d'offrir des emplois et un filet de sécurité sociale à la population de Pondichéry. Elle emploie quelque 10 000 habitants de Pondichéry, ce qui représente environ 5 pour cent de la population. Si l'on tient compte des personnes à charge, on peut raisonnablement estimer que 25 pour cent environ de la population de Pondichéry son tributaires d'Anglo-French.

En outre, l'analyse du compte d'exploitation d'Anglo-French montre que sa structure de coûts et de bénéfice est différente de celle des autres entreprises. La masse salariale représente à elle seule 27 pour cent du coût de production car Anglo-French est obligée de respecter le salaire minimum, qui est élevé [dans le cas des autres entreprises la masse salariale ne représente généralement que 9 à 10 pour cent du coût de production). De plus, cette entreprise a un équipement ancien et une faible productivité. Sa seule raison d'être est d'offrir des emplois à la population de Pondichéry et non de réaliser de gros bénéfices.

En conséquence, Anglo-French ne peut pas être comparée aux autres entreprises indiennes. Ce nonobstant, la Commission a appliqué à Anglo-French une marge bénéficiaire établie à partir des données des autres entreprises privées, qui opèrent selon un mode totalement différent [en vertu de l'article 2 paragraphe 6 point a)]. Comme il n'est pas obligatoire d'appliquer la marge bénéficiaire déterminée en vertu de l'article 2 paragraphe 6 point a), les deux autres options sont tout aussi valables. Dans le cas d'Anglo-French, la marge de 18,65 pour cent semble totalement déconnectée des réalités, s'agissant d'une entreprise d'État, et qui plus est opérant dans le secteur des textiles.

Nous suggérons donc d'appliquer à Anglo-French le point c) de l'article 2 paragraphe 6, à savoir "toute autre méthode raisonnable, à condition que le montant correspondant au bénéfice ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine". Anglo-French étant la seule entreprise d'État du secteur en Inde, la méthode la plus raisonnable semble être d'employer la marge bénéficiaire réalisée sur le marché intérieur pour le produit concerné par Anglo-French elle-même. Comme il ressort clairement de l'annexe III 1.2.h.P.L., la marge bénéficiaire réalisée par Anglo-French sur l'ensemble des ventes du produit concerné sur le marché intérieur est de 5,49 pour cent, ce qui, au regard de l'article 2 paragraphe 6 point c), peut être considéré comme un bénéfice raisonnable pour une entreprise d'État. De plus, comme, selon la détermination de la Commission elle-même, la marge bénéficiaire raisonnable est de 5 pour cent dans l'UE, 5,8 pour cent en Égypte et 7,4 pour cent au Pakistan, il serait tout à fait excessif d'appliquer

[33] Annexe 28.

en l'espèce une marge de 18,65 pour cent, fondée sur les données d'une entreprise qui vend des produits totalement différents, par des circuits différents [grands magasins à succursales multiples], à des clients différents [utilisateurs finals et clients institutionnels] et sous une marque dont la création a demandé plus de 40 ans d'investissements considérables et de publicité continuelle, ce qui à l'évidence permet de réaliser une marge plus élevée.

En outre, Anglo-French considère que la marge bénéficiaire de 18,65 pour cent est déraisonnable et non conforme à l'article 2 paragraphe 6, car elle impliquerait une rentabilité des fonds propres de 165,42 pour cent durant la période d'enquête, puisque durant cette périodes fonds propres étaient de 123 millions de roupies et le chiffre d'affaires de 1 164,8 millions de roupies [voir calcul détaillé à l'annexe 2]. L'application d'une marge bénéficiaire de 5,49 pour cent semblerait donc raisonnable, conforme à l'article 2 paragraphe 6 point c) et adaptée à la situation d'une entreprise d'État, compte tenu de son importance pour la population de Pondichéry."

3.28 Le passage pertinent des observations communiquées par les représentants de Bombay Dyeing est reproduit ci-après[34]:

"2. <u>Notion de marge bénéficiaire et de frais de vente, frais généraux et dépenses administratives raisonnables</u>

Pour calculer la valeur normale, la Commission a appliqué les paragraphes 3, 4, 5 et 6 de l'article 2.

À cet égard, notre client souligne les points suivants:

1. *Selon le paragraphe 3, il faut appliquer une marge bénéficiaire "raisonnable";*
2. *Le paragraphe 3 lui-même ne définit pas le terme "raisonnable";*
3. *Le point c) du paragraphe 6 définit le terme "raisonnable".*

Selon notre client, cette troisième disposition n'a pas été respectée. En vertu du point c) du paragraphe 6, une méthode peut être considérée comme "raisonnable" à condition que "le montant correspondant au bénéfice ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine". Cet argument sera développé par Texprocil et notre client renvoie donc à l'exposé de Texprocil à cet égard. Néanmoins, il souhaite faire les observations ci-après qui, à son avis, expliquent pourquoi la marge bénéficiaire déterminée n'est pas raisonnable:

Sur le marché intérieur, Bombay Dyeing vend ses produits sous une marque exclusive et par l'intermédiaire de magasins à succursales multiples exclusifs, ce qui implique des dépenses administratives et opérationnelles importantes et des frais de publicité considérables, destinés uniquement à la création d'une marque et engagés sur une période de 40 ans; en conséquence il convient de ne pas tenir compte de ces ventes pour le calcul de la marge bénéficiaire. Selon notre client, le seul circuit de vente comparable à celui employé à l'exportation est la vente à des grossistes. La vente aux clients institutionnels et par l'intermédiaire de RDS est une vente directe à des acheteurs qui achètent les produits pour leur propre consommation et sont donc prêts à payer un supplément pour la marque, si bien que la marge bénéficiaire réalisée est plus élevée. Les acheteurs institutionnels, c'est-à-dire les hôtels, Air India, Indian Airlines, etc., sont des utilisateurs effectifs et ils achètent directement à l'entreprise aux prix du marché, ce qui explique la marge bénéficiaire plus élevée réalisée. Les intermédiaires, c'est-à-dire les grossistes ou semi-grossistes, n'achètent pas pour leur propre consommation

[34] Annexe 29.

et on ne peut donc pas les inciter à payer une prime pour la marque. Ce fait reste incontestable bien qu'en raison de certaines informations erronées communiquées en réponse au questionnaire, il semble que la Commission n'ait pas compris que ce circuit de vente est celui qui est comparable à la vente aux grossistes et non à la vente à l'utilisateur final ou au consommateur. Bombay Dyeing ose espérer qu'on tiendra compte des faits même s'il y a eu des erreurs d'explication ou d'interprétation de part ou d'autre.

Le fait que les frais de vente, les frais généraux et les dépenses administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires semblent être du même ordre [observation des CE] n'est pas tout à fait correct, car dans le cas de Bombay Dyeing ces pourcentages ont été calculés sur la base du coût de production. Ce n'est qu'ultérieurement que le montant a été exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires; notre client renvoie à l'annexe 2 qui contient des précisions à cet égard. Il ressort clairement de cette annexe que dans le cas du circuit RDS, le pourcentage des frais généraux, frais de vente et dépenses administratives rapportés au coût de production est nettement plus élevé [14,62 pour cent] que dans le cas de la vente aux grossistes [6,26 pour cent].

Nous ajoutons que la marge bénéficiaire établie dans le cas de Bombay Dyeing n'est pas raisonnable, au sens du règlement, si on la compare à celle considérée comme raisonnable pour les autres pays. La Commission a considéré que, dans le cas de l'Égypte, du Pakistan et de l'UE, des marges bénéficiaires de 5,8, 7,4 et 5 pour cent étaient raisonnables et il est donc impossible de considérer comme raisonnable la marge de 18,65 pour cent de Bombay Dyeing puisque cela représente près de trois fois la marge réalisée par les entreprises des trois autres pays visés par l'enquête. En outre, il convient de souligner que "le bénéfice normalement réalisé... lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur" est de 12,13 pour cent [voir compte de pertes et profits]. Là encore, il y a un écart considérable avec la marge de 18,65 pour cent considérée comme raisonnable par la Commission. Nous demandons à la Commission de respecter non seulement la lettre, mais aussi l'esprit et la structure de la loi pour déterminer une marge bénéficiaire "raisonnable". À l'évidence, il n'aurait jamais pu être dans l'intention du législateur que des marges bénéficiaires anormales, résultant de circonstances particulières propres au marché intérieur, soient appliquées [voir ci-dessus]. L'application de la règle des 80-10 aux trois circuits a entraîné un gonflement artificiel de la marge bénéficiaire qui ne correspond à aucune réalité commerciale.

...

3.d. Niveau commercial

L'argument selon lequel il n'est pas possible de faire un ajustement pour tenir compte du niveau commercial car cet ajustement, ajouté aux autres ajustements, dépasserait le total des frais généraux, des frais de vente et des dépenses administratives est quelque peu contestable compte tenu de la spécificité dudit ajustement. À l'évidence, le niveau commercial peut entraîner une différence entre la marge bénéficiaire réalisée sur le marché intérieur et celle réalisée à l'exportation. À cet égard, nous renvoyons à la procédure sur les reliures à anneaux, dans laquelle ce fait a été admis et l'ajustement pour tenir compte du niveau commercial a été quantifié sur la base du bénéfice. Dans ces conditions et vu la marge bénéficiaire anormale déterminée pour les ventes de Bombay Dyeing sur le marché intérieur, il semble raisonnable de faire un ajustement pour tenir compte du niveau commercial."

3.29 On trouvera ci-après un extrait des observations pertinentes faites par les représentants au nom d'Omkar[35]:

> *"1. L'application d'une marge bénéficiaire de 18,65 pour cent ne peut pas être considérée comme "raisonnable". La notion d'une marge bénéficiaire déterminée au moyen d'une méthode "raisonnable" est clairement définie à l'article 2 paragraphe 3 point c), dont il n'a pas été tenu compte. En outre, cette marge est trois fois plus élevée que la moyenne des marges bénéficiaires déterminées pour les autres pays visés par l'enquête*
>
> *Notre client fait observer que, dans sa détermination, la Commission a, pour calculer la valeur normale, appliqué à Omkar une marge bénéficiaire extraordinaire qui a été déterminée pour une autre entreprise. Il ressort clairement du compte de pertes et profits d'Omkar que celle-ci réalise normalement une marge bénéficiaire de 9,23 pour cent [annexe III-I.2.h]. Sans se laisser perturber par ce fait, la Commission a aveuglément appliqué une marge bénéficiaire qui représente cinq fois la marge normalement réalisée, laquelle est de 3,5 pour cent. L'utilisation d'une marge bénéficiaire aussi irréaliste et déraisonnable est due à l'application aveugle de l'article 2 paragraphe 6 point a), sans qu'il soit aucunement tenu compte de l'esprit et de la structure de la loi et en particulier des paragraphes 3 et 6 point c) du même article.*
>
> *Aux termes de l'article 2 paragraphe 3, lorsqu'on doit calculer la valeur normale, il convient d'ajouter au coût de production "une marge bénéficiaire raisonnable" [non souligné dans le texte]. Le paragraphe 3 ne définit pas lui-même ce qu'il faut entendre par raisonnable, mais le point c) du paragraphe 6 dispose expressément qu'une marge bénéficiaire établie au moyen d'une méthode raisonnable "n'excède pas le bénéfice normalement réalisé... lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur". Par conséquent, rien ne pourrait être plus raisonnable qu'un bénéfice correspondant à la marge globale ressortant du compte de profits et pertes de l'entreprise elle-même qui, en l'occurrence, est de 9,23 pour cent."*

3.30 Extrait des observations faites au nom de Madhu[36]:

> *"1. L'application d'une marge bénéficiaire de 18,65 pour cent ne peut pas être considérée comme "raisonnable". La notion d'une marge bénéficiaire déterminée au moyen d'une méthode "raisonnable" est clairement définie à l'article 2 paragraphe 3 point c), dont il n'a pas été tenu compte. En outre, cette marge est trois fois plus élevée que la moyenne des marges bénéficiaires déterminées pour les autres pays visés par l'enquête*
>
> *Notre client fait observer que, dans sa détermination, la Commission a, pour calculer la valeur normale, appliqué à Madhu une marge bénéficiaire exceptionnelle qui a été déterminée pour une autre entreprise. Il ressort clairement du compte de pertes et profits de Madhu que celle-ci réalise normalement une marge bénéficiaire de 4,26 pour cent [annexe III-I.2.h]. Sans se laisser perturber par ce fait, la Commission a aveuglément appliqué une marge bénéficiaire qui représente quatre fois et demie la marge normalement réalisée, laquelle est de 4,26 pour cent. L'utilisation d'une marge bénéficiaire aussi irréaliste et déraisonnable est due à l'application aveugle de l'article 2 paragraphe 6 point a), sans qu'il soit aucunement tenu compte de l'esprit et de la structure de la loi et en particulier des paragraphes 3 et 6 point c) du même article.*

[35] Annexe 30.
[36] Annexe 31.

Aux termes de l'article 2 paragraphe 3, lorsqu'on doit calculer la valeur normale, il convient d'ajouter au coût de production "une marge bénéficiaire raisonnable" [non souligné dans le texte]. Le paragraphe 3 ne définit pas lui-même ce qu'il faut entendre par raisonnable, mais le point c) du paragraphe 6 dispose expressément qu'une marge bénéficiaire établie au moyen d'une méthode raisonnable "n'excède pas le bénéfice normalement réalisé... lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur". Par conséquent, rien ne pourrait être plus raisonnable qu'un bénéfice correspondant à la marge globale ressortant du compte de profits et pertes de l'entreprise elle-même qui, en l'occurrence, est de 4,26 pour cent."

Abstraction faite de cette prescription du Règlement de base, il est évident qu'une marge bénéficiaire de 18,65 pour cent est tout à fait excessive dans le secteur des textiles. Cette marge résulte de circonstances particulières et notamment de l'application de la règle 80-10 [en vertu de laquelle les ventes à perte sont exclues] ainsi que de la spécificité de la situation de Bombay Dyeing."

3.31 Les observations ci-après ont été communiquées au nom de Prakash[37]:

"1. L'application d'une marge bénéficiaire de 18,65 pour cent ne peut pas être considérée comme "raisonnable". La notion d'une marge bénéficiaire déterminée au moyen d'une méthode "raisonnable" est clairement définie à l'article 2 paragraphe 3 point c), dont il n'a pas été tenu compte. En outre, cette marge est trois fois plus élevée que la moyenne des marges bénéficiaires déterminées pour les autres pays visés par l'enquête

Notre client fait observer que, dans sa détermination, la Commission a, pour calculer la valeur normale, appliqué à Prakash une marge bénéficiaire exceptionnelle qui a été déterminée pour une autre entreprise. Il ressort clairement du compte de pertes et profits de Prakash que celle-ci réalise normalement une marge bénéficiaire de 3,5 pour cent [annexe III-I.2.h]. Sans se laisser perturber par ce fait, la Commission a aveuglément appliqué une marge bénéficiaire qui représente cinq fois la marge normalement réalisée, laquelle est de 3,5 pour cent. L'utilisation d'une marge bénéficiaire aussi irréaliste et déraisonnable est due à l'application aveugle de l'article 2 paragraphe 6 point a), sans qu'il soit aucunement tenu compte de l'esprit et de la structure de la loi et en particulier des paragraphes 3 et 6 point c) du même article.

Aux termes de l'article 2 paragraphe 3, lorsqu'on doit calculer la valeur normale, il convient d'ajouter au coût de production "une marge bénéficiaire raisonnable" [non souligné dans le texte]. Le paragraphe 3 ne définit pas lui-même ce qu'il faut entendre par raisonnable, mais le point c) du paragraphe 6 dispose expressément qu'une marge bénéficiaire établie au moyen d'une méthode raisonnable "n'excède pas le bénéfice normalement réalisé... lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur". Par conséquent, rien ne pourrait être plus raisonnable qu'un bénéfice correspondant à la marge globale ressortant du compte de profits et pertes de l'entreprise elle-même qui, en l'occurrence, est de 3,5 pour cent."

[37] Annexe 32.

3.32 Lors d'une audition tenue le 18 juillet 1997, les arguments ci-dessus ont été exposés oralement.

3.33 Aux observations ci-dessus, présentées par écrit et oralement durant l'audition, la Commission a répondu par les notifications finales du 3 octobre 1997.[38] Pour ce qui est du texte de la notification générale, nous renvoyons le lecteur au Règlement définitif[39] qui, en ce qui concerne la détermination de l'existence du dumping, est identique. Pour ce qui est des notifications individuelles relatives aux différentes entreprises, l'extrait ci-après est identique dans le cas des cinq entreprises de l'échantillon:

> *"Vous trouverez ci-après les éléments essentiels qui vous aideront à comprendre le calcul que nous avons fait dans ce cas pour déterminer l'existence d'un dumping... Ces explications complètent les observations qui figurent dans la notification générale...*
>
> *2. Valeur normale*
>
> *Sans changement.*
>
> ...
>
> - *Frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux*
> *Sans changement.*
> - *Bénéfice*
> *Sans changement..."*

3.34 Le 13 octobre 1997, toutes les entreprises ont transmis leurs observations sur la notification finale.[40] On peut extraire de ces observations le passage ci-après, de la communication de Bombay Dyeing:

> *"2.2 La notion de bénéfice "raisonnable": En vertu de l'article 2 paragraphe 3, pour calculer la valeur normale il convient d'ajouter au coût de production un montant raisonnable pour le bénéfice [et les frais de vente, frais généraux et dépenses administratives]. Nous faisons observer que, même si ce bénéfice est établi sur la base de la méthode définie à l'article 2 paragraphe 6 point a), la prescription selon laquelle ce bénéfice doit être raisonnable reste valable. À cet égard, l'article 2 paragraphe 6 point c) donne des indications et une explication suffisantes de ce qui peut être considéré comme un bénéfice "raisonnable". La marge bénéficiaire employée, bien qu'elle ait été établie conformément au point a) du même paragraphe, n'est pas "raisonnable" comme le prescrit l'article 2 paragraphe 3, le sens de ce terme étant défini au point c) du paragraphe 6 du même article. Nous demandons à la Commission d'examiner cette question."*

3.35 Au sujet de cette question, dans sa réponse du 17 octobre 1997 à Bombay Dyeing (annexe 39), la Commission se contente de renvoyer aux notifications finales. À l'exception d'un ajustement pour certains frais de vente qui n'avait pas été accordé précédemment, elle n'a apporté aucune modification au calcul[41] de la marge de dumping.

---

[38] Annexe 33.

[39] Voir annexe 9.

[40] Annexe 34: Anglo-French; annexe 35: Bombay Dyeing; annexe 36: Omkar; annexe 37: Madhu; annexe 38: Prakash.

[41] Voir aussi le considérant 22 du Règlement instituant les droits définitifs. À titre d'information, on trouvera à l'annexe 40 le texte de la lettre adressée le 17 octobre 1997 par la Commission à Prakash (référence 092870).

3.36 Dans le Règlement définitif[42], les CE font à ce propos les observations suivantes:

D. DUMPING

1. Valeur normale

a) Méthodologie pour la construction de la valeur normale

…

d) Marge bénéficiaire sur le marché intérieur

18) Tous les producteurs/exportateurs indiens ont contesté l'utilisation de la marge bénéficiaire effectivement réalisée par une société indienne sur ses ventes intérieures bénéficiaires représentatives aux fins de la détermination de la valeur normale d'autres sociétés indiennes. Ils ont fait valoir que cette marge bénéficiaire est exceptionnellement élevée, car elle a, dans une large mesure, été réalisée sur les ventes intérieures de produits de marque; or, comme seuls des produits sans marque sont vendus à l'exportation, ces ventes intérieures ne permettent pas une comparaison équitable au sens de l'article 2 paragraphe 3 du règlement de base. Quatre de ces producteurs/exportateurs ont également avancé que cette marge n'a pas été calculée sur la base de la moyenne pondérée des marges des autres exportateurs ou producteurs, conformément à l'article 2 paragraphe 6 point a), du règlement de base, mais qu'elle correspond à la marge réalisée par un seul producteur/exportateur. À cet égard, ils ont ajouté que, pour s'assurer que le montant correspondant aux bénéfices est raisonnable, il ne devrait pas dépasser les bénéfices réalisés sur les ventes intérieures des produits de la même catégorie générale.

Il convient de noter que la marge bénéficiaire utilisée aux fins de la construction de la valeur normale correspond au bénéfice moyen pondéré réalisé par la société indienne concernée sur ses ventes intérieures bénéficiaires de produits de marque ou non et que l'acceptation de cette demande serait allée à l'encontre des intérêts des producteurs, la marge bénéficiaire utilisée étant inférieure à la marge réalisée par la même société sur ses seules ventes de produits sans marque sur le marché intérieur.

En ce qui concerne l'utilisation de la marge bénéficiaire d'une seule société, il y a lieu de rappeler que l'enquête a été limitée à un échantillon de producteurs/exportateurs conformément à l'article 17 du règlement de base et que la vaste majorité des sociétés indiennes qui ont coopéré sont des sociétés d'exportation qui ne vendent pas de produits similaires sur leur marché intérieur. La Commission a inclus dans l'échantillon cinq producteurs/exportateurs indiens dont deux ont déclaré, au moment de la sélection, qu'ils ont vendu des produits similaires sur leur marché intérieur. Toutefois, comme le précise le considérant 23 du règlement provisoire, l'enquête a révélé qu'un seul d'entre eux a effectué des ventes représentatives du produit similaire sur son marché intérieur au cours de la période d'enquête. De plus, la référence, à l'article 2 paragraphe 6 point a) du règlement de base, à la moyenne pondérée des bénéfices établis pour les autres exportateurs ou producteurs n'exclut pas que ce montant puisse être déterminé en effectuant la moyenne pondérée des transactions et/ou types de produits d'un seul exportateur ou producteur. Par conséquent, il est considéré comme injustifié d'établir le montant correspondant aux bénéfices conformément à l'article 2 paragraphe 6 points b) ou c) du règlement de base, comme le demandent les sociétés indiennes concernées.

[42] Voir annexe 9.

19) Un producteur/exportateur indien a fait valoir que sa rentabilité sur le marché intérieur aurait dû être évaluée sur la seule base des types de produits concernés vendus à la fois sur son marché intérieur et dans la Communauté.

Il convient toutefois de noter que l'article 2 paragraphe 2 du règlement de base dispose que les ventes du produit similaire destiné à la consommation intérieure sont normalement utilisées pour déterminer la valeur normale si le volume de ces ventes représente 5 pour cent ou plus du volume des ventes du produit considéré dans la Communauté. Par conséquent, toutes les ventes intérieures du produit similaire destiné à la consommation intérieure ont, au besoin, été utilisées pour établir la marge bénéficiaire sur le marché intérieur, que des types de produits particuliers soient ou non également exportés vers la Communauté.

Il ressort de ce qui précède que la méthodologie et les conclusions exposées aux considérants 23 à 36 du règlement provisoire sont confirmées.

…

3. Comparaison

21) Un producteur/exportateur indien a contesté le fait que la Commission a refusé d'accorder un ajustement au titre du stade commercial.

L'article 2 paragraphe 10 point d) du règlement de base dispose qu'il y a lieu d'établir que le prix à l'exportation est pratiqué à un stade commercial différent par rapport à la valeur normale et que cette différence a affecté la comparabilité des prix, cela étant prouvé par des différences constantes et nettes dans les fonctions et les prix des vendeurs correspondant aux différents stades commerciaux sur le marché intérieur du pays exportateur. Par conséquent, en l'absence d'éléments de preuve fondés, la demande a été rejetée comme expliqué au considérant 40 du règlement provisoire.

22) La même société indienne a également contesté le refus de la Commission d'accorder un ajustement de la valeur normale au titre de certains frais de vente.

La demande a été rejetée au stade provisoire, parce que les ajustements demandés étaient supérieurs aux dépenses prises en considération aux fins de la construction de la valeur normale.

La demande réitérée de la société présentait les mêmes lacunes et n'a donc pas pu être acceptée.

Toutefois, il a finalement été décidé de procéder à un ajustement limité aux dépenses (par exemple, les commissions et le fret) qui ont pu être identifiées dans la ventilation des frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux présentée par la société en question dans sa réponse au questionnaire de la Commission et qui ont été vérifiées au cours de l'enquête et incluses dans la valeur normale construite.

23) La même société indienne a ensuite contesté la décision de la Commission de refuser un ajustement de la valeur normale au titre du coût du crédit.

Comme expliqué au considérant 44 du règlement provisoire, cette demande a dû être rejetée parce que toutes les livraisons de marchandises vendues sur le marché intérieur par l'entreprise concernée n'avaient lieu qu'après paiement. Ainsi, comme le vendeur ne cède à l'acquéreur l'usage ou la propriété des marchandises en question qu'au moment du paiement, on ne peut prétendre qu'il accordait un crédit.

…

4. Marges de dumping

a) Méthode générale

28) Les représentants des producteurs/exportateurs indiens et égyptiens ayant coopéré, qui n'ont pas été inclus dans l'échantillon et qui n'ont donc pas fait l'objet d'une enquête, ont fait valoir que les marges de dumping établies pour les entreprises publiques qui ont fait l'objet d'une enquête ne doivent pas être prises en considération pour le calcul des marges à attribuer aux entreprises privées qui n'ont pas fait l'objet d'une enquête.

Comme déjà précisé plus haut, la Commission ne peut pas traiter différemment les entreprises publiques et privées lorsque toutes exercent leurs activités dans des conditions de libre concurrence. Cette demande ne peut donc pas être acceptée et les dispositions des considérants 46 à 48 du règlement provisoire sont confirmées.

b) Marges de dumping des sociétés incluses dans l'échantillon

29) La comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation, effectuée selon la méthode décrite dans le règlement provisoire et, le cas échéant, modifiée en fonction des arguments présentés par les parties intéressées, a révélé l'existence d'un dumping pour toutes les sociétés qui ont fait l'objet d'une enquête. Les marges définitives de dumping, exprimées en pourcentage du prix caf (coût, assurance, fret) frontière communautaire à l'importation, s'établissent comme suit:

Inde

Anglo French Textiles	*24,7 pour cent*
The Bombay Dyeing Manufacturing Co. Ltd	*7,7 pour cent*
Nowrosjee Wadia Sons Ltd	*7,7 pour cent*
Madhu Industries Ltd	*17,0 pour cent*
Madhu International	*17,0 pour cent*
Omkar Exports	*14,2 pour cent*
Prakash Cotton Mills Ltd	*2,6 pour cent*

…

c) Marges de dumping des sociétés ayant coopéré non incluses dans l'échantillon

30) Les sociétés ayant coopéré non incluses dans l'échantillon (considérants 17 et 21 du règlement provisoire et 12 et 13 du présent règlement) se sont vu attribuer la marge moyenne de dumping des sociétés incluses dans l'échantillon, pondérée en fonction de leur chiffre d'affaires à l'exportation vers la Communauté. Conformément à l'article 9 paragraphe 6 du règlement de base, les marges de minimis n'ont pas été prises en compte lors du calcul de la marge moyenne de dumping. Ces marges définitives de dumping, exprimées en pourcentage du prix caf frontière communautaire à l'importation, s'établissent comme suit:

Inde 11,6 pour cent

…

d) Marges de dumping des sociétés n'ayant pas coopéré

31) Pour les sociétés n'ayant pas coopéré, la marge de dumping a été déterminée sur la base des données disponibles, conformément à l'article 18 du règlement de base. Comme le degré de coopération est important, il a été jugé approprié de fixer la marge de dumping des sociétés n'ayant pas coopéré dans chaque pays concerné au niveau de la plus élevée des marges de dumping établies pour une société incluse dans chaque échantillon, car, supposer que la marge de dumping à appliquer aux producteurs/exportateurs qui ne se sont pas fait connaître est inférieure à la marge de dumping établie pour un producteur/exportateur ayant coopéré, reviendrait à récompenser le défaut de coopération.

Les marges définitives de dumping, exprimées en pourcentage du prix caf frontière communautaire à l'importation, s'établissent comme suit:

Inde 24,7 pour cent …"

Par ailleurs, l'article 2, 2.2 et 2.2.2 a été examiné en détail durant la première série de consultations, dont voici un extrait[43]:

"[CE]: L'article 2 parle en effet d'un montant "raisonnable" pour les frais d'administration et de commercialisation, les frais généraux et les bénéfices. Plus loin, à l'article 2.2.2, l'Accord renvoie à cet article 2.2. Si l'on dispose pas de données réelles, trois options sont offertes et chacune de ces options donne une interprétation du terme "raisonnable" qui figure à l'article 2.2...

Bhargava: ... L'article 2.2.2 ii) exclut la possibilité d'employer les données d'une seule entreprise, puisqu'il exige une "moyenne pondérée", ce qui présume l'emploi de données relatives à au moins deux entreprises. Cela vise à éviter une détermination trop influencée par les particularités d'une seule entreprise. Les CE disposaient de tous les renseignements nécessaires pour employer n'importe laquelle des autres méthodes.

[Le représentant des CE] répond que cet argument comporte plusieurs points... il ne peut pas accepter l'argument selon lequel l'article 2.2 prime l'article 2.2.2. Au contraire, le terme "raisonnable" est expliqué à l'article 2.2.2.

...

Les CE ont pour pratique constante d'appliquer dans la mesure du possible l'article 2 paragraphe 6 du Règlement de base au produit concerné, mais ce paragraphe ne donne pas d'ordre de priorité impératif. Le fait que le mot "exportateurs" figure dans ce paragraphe au pluriel ne signifie pas nécessairement qu'il faut au moins deux entreprises.

...

[CE]: Nous considérons que les trois options offertes à l'article 2.2.2 sont raisonnables, mais cela dépend des circonstances. En l'espèce, les CE ont considéré que l'option figurant à l'alinéa ii) était la plus raisonnable.

...

[43] Le procès-verbal de la première série de consultations est reproduit à l'annexe 11.

M. Seth: En ce qui concerne l'existence d'un ordre de priorité dans l'article 2.2.2, nous réservons nos droits.

[CE]: En principe, toutes les options sont raisonnables, sauf s'il existe un facteur qui les rend déraisonnables, ce qui n'était pas le cas ici..."

3.37 Dans sa lettre du 1er octobre 1998[44], les CE développent sa réponse aux questions concernant l'article 2, 2.2 et 2.2.2:

"Question 48

Les CE conviennent-elles que l'article 2.2 prescrit que le montant employé pour les frais d'administration et de commercialisation, les frais généraux et le bénéfice dans la construction de la valeur doit être raisonnable?

Il est évident que l'article 2.2 de l'Accord antidumping de l'OMC (l'Accord) prescrit que les autorités chargées de l'enquête doivent établir un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation, les frais généraux et les bénéfices aux fins de toute construction de la valeur normale.

Questions 49 à 57 et 61 à 71

Ces questions concernent la méthode à employer pour établir le montant des frais d'administration et de commercialisation et les bénéfices, aux fins de la construction de la valeur normale.

Questions à examiner dans une nouvelle série de consultations orales.

Questions 58 à 60 et 72 à 74

Ces questions portent sur le traitement des allégations des exportateurs concernant le niveau des bénéfices employés pour construire la valeur normale.

Les considérants 23 à 26 du Règlement (CE) n° 1069/97 instituant des droits antidumping provisoires précisent quelles sont les dispositions du Règlement (CE) n° 384/96 (le Règlement de base) - et par conséquent de l'Accord antidumping de l'OMC - qui ont été appliquées.

Le considérant 18 du Règlement (CE) n° 2398/97 instituant les droits antidumping définitifs répond à toutes les allégations faites par les exportateurs indiens dans la procédure administrative en ce qui concerne le bénéfice à employer pour la construction de la valeur normale."

3.38 Cette question a également été abordée dans la deuxième série de consultations[45]:

"... M. Seth: Je passe maintenant aux questions 49 à 57 et 61 à 71. Ces questions portaient sur la notion d'un bénéfice "raisonnable" au sens de l'article 2.2 et 2.2.2. Dans leur lettre du 1er octobre 1998, les CE ont évoqué une deuxième série de consultations au cours desquelles elles répondraient aux questions 49 à 57 et 61 à 71 posées par l'Inde. Nous sommes maintenant à votre disposition.

[44] Voir annexe 12.
[45] Le procès-verbal de la deuxième série de consultations est reproduit à l'annexe 13.

[CE]: Nous parlons des différentes méthodes que l'[Accord] prévoit. Toutes les méthodes sont raisonnables à condition qu'elles soient appliquées de façon constante et que les éléments nécessaires pour les appliquer soient réunis. L'alinéa iii) de l'article 2.2.2 n'est qu'une option, en plus de celle offerte par le paragraphe introductif de cet article et les alinéas i) et ii). L'article propose donc trois méthodes, plus une solution de rechange à l'alinéa iii). Il n'exprime aucune préférence entre les alinéas i) à iii). ...

...

M. Seth: En ce qui nous concerne [question 50], la Commission n'a pas vérifié si les résultats donnés par la méthode 2.2.2 iii) étaient raisonnables et cela est incompatible avec l'article 2.2.

[CE]: Notre réponse est que le bénéfice ainsi établi était raisonnable.

M. Seth: Les CE conviennent-elles que, selon l'article 2.2.2 iii), une méthode est raisonnable à condition que le montant correspondant au bénéfice ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale? [Question 51]

[CE]: Tout méthode est raisonnable. Cela répond à votre question. Même dans le cas présent, la méthode employée était raisonnable. L'Accord de l'OMC autorise un Membre à élaborer une méthode qui, tant qu'elle est appliquée de façon systématique, est raisonnable.

M. Seth: Je vous remercie. Les CE conviennent-elles qu'un bénéfice employé pour la construction d'une valeur normale qui est trois plus élevé que les bénéfices normalement réalisés par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur n'est pas raisonnable au sens de l'article 2.2.2 iii)?

[CE]: Je répète que les CE ont élaboré une méthode qui a été employée dans votre cas. Nous avons adopté cette méthode dans votre cas et nous le faisons systématiquement. Nous ne changeons pas de méthode lorsque le bénéfice ainsi établi est très faible, pas plus que lorsqu'il est très élevé.

...

4. M. Seth: Je passe maintenant aux questions 60 et 61. Les CE conviennent-elles que le libellé de l'article 2.2.2 ii) n'autorise pas l'utilisation des frais d'administration et commercialisation et des frais généraux d'un seul producteur, puisqu'il prescrit qu'on doit employer la moyenne pondérée des montants réels engagés par les autres exportateurs ou producteurs.

[CE]: Votre position est-elle que l'Accord n'autorise pas l'utilisation des bénéfices et des frais d'administration et de commercialisation et frais généraux d'une seule entreprise?

M. Seth: L'article 2.2.2 ii) parle de la moyenne pondérée d'exportateurs.

[CE]: Cette interprétation est très intéressante mais ce n'est pas la nôtre.

..."

3.39 Dans leur lettre du 29 juin 1999[46], les CE ont fourni les réponses additionnelles ci-après en ce qui concerne l'article 2.2.2:

> *"**Questions 49 à 57 et 61 à 71***
>
> ***Ces questions portent sur la méthode à employer pour établir le montant des frais d'administration et de commercialisation, des frais généraux et des bénéfices aux fins de la construction de la valeur normale.***

Les réponses reprennent les considérants 23 à 26 du Règlement instituant les mesures provisoires."

> ***Questions 58 à 60 et 72 à 74***
>
> *Les considérants 23 à 26 du Règlement instituant les droits provisoires précisent quelles sont les dispositions du Règlement de base qui ont été appliquées et les CE considèrent donc que leur méthode a été justifiée et que le considérant 18 du Règlement instituant le droit définitif répond à toutes les allégations faites par les exportateurs indiens au cours de la procédure administrative en ce qui concerne le bénéfice employé pour la construction de la valeur normale.*
>
> *Comme indiqué plus haut, les constatations de l'enquête, qui sont fondent sur les réponses aux questionnaires et les renseignements obtenus lors des vérifications sur place faites par les enquêteurs de la Communauté, montrent qu'une seule des cinq entreprises de l'échantillon avait des ventes représentatives du produit similaire sur le marché intérieur. Ces ventes représentatives se faisaient par trois circuits: a) grossistes exclusifs pour les produits de marque, b) autres grossistes pour les produits sans marque et c) utilisateurs institutionnels tels qu'hôtels, hôpitaux, etc. pour des produits sans marque. La marge bénéficiaire moyenne réalisée par l'entreprise en question sur les types rentables de produits sans marque vendus sur le marché intérieur était de 39 pour cent plus élevée que la marge bénéficiaire moyenne globale réalisée sur l'ensemble des ventes de produits similaires avec et sans marque sur le même marché. Il convient de relever que les CE ont répondu à une demande formulée par l'entreprise elle-même et ont construit la valeur normale en n'employant que les frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices engagés ou obtenus sur les produits sans marque au lieu d'utiliser l'ensemble de ces frais et bénéfices, auquel cas elle aurait obtenu une valeur normale, et par conséquent une marge de dumping, plus élevée que celle effectivement calculée.*[47]

---

[46] Annexe 14.

[47] Nous faisons observer que cette réponse est à côté des questions. Par exemple elle ne répond pas à la question 60 (*"Les CE conviennent-elles que l'article 2.2.2 ii) n'autorise pas l'application, pour les frais d'administration et de commercialisation, les frais généraux et les bénéfices, de montants provenant d'un seul producteur?")*, pas plus qu'à la question 71. Nous relevons aussi que la mention récurrente du fait que la marge de dumping aurait été moindre si l'on avait fait droit à la demande de l'entreprise n'est que partiellement correcte: en effet, si l'on compare les produits vendus sous une marque et l'ensemble des produits vendus sans marque, le montant est de 4,02 pour cent plus élevé pour les produits sans marque, mais si l'on exclut de cette comparaison les ventes aux utilisateurs institutionnels (qui ne sont pas comparables), le montant est en fait moins élevé. Une comparaison entre la vente des produits de marque et la vente de produits sans marque par des circuits similaires (les frais administratifs et commerciaux et les frais généraux étant quasiment identiques) montre que le bénéfice réalisé sur les produits sans marque est inférieur de 5 points de pourcentage [12,21 pour cent contre 17,84 pour cent].

2. Le texte de l'article 2.2.2

3.40 Les passages pertinents de l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping sont libellés comme suit:

> *"2.2 Lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché ou du faible volume des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur[48], de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la marge de dumping sera déterminée par comparaison avec un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié, à condition que ce prix soit représentatif, ou avec le coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général et pour les bénéfices...*
>
> > *2.2.2 Aux fins du paragraphe 2, les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et la vente, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête. Lorsque ces montants ne pourront pas être ainsi déterminés, ils pourront l'être sur la base:*
>
> ...
>
> > *ii) de la moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine;"*

3.41 Les dispositions "correspondantes"[49] du Règlement antidumping de base des CE sont celles de l'article 2, paragraphes 3 et 6, libellées comme suit:

> *"2 paragraphe 3. Lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales ou lorsque ces ventes sont insuffisantes ou lorsque du fait de la situation particulière du marché, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la valeur normale du produit similaire est calculée sur la base du coût de production dans le pays d'origine, majoré d'un montant raisonnable pour les frais de vente, les dépenses administratives et autres frais généraux et d'une marge bénéficiaire raisonnable ou sur la base des prix à l'exportation, pratiqués au cours d'opérations commerciales normales, vers un pays tiers approprié, à condition que ces prix soient représentatifs.*
>
> ...
>
> *Paragraphe 6. Les montants correspondant aux frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux, ainsi qu'aux bénéfices, sont fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit*

[48] Note de bas de page de l'original: Les ventes du produit similaire destiné à la consommation sur le marché intérieur du pays exportateur seront normalement considérées comme une quantité suffisante pour les déterminations de la valeur normale si elles constituent 5 pour cent ou plus des ventes du produit considéré au Membre importateur, étant entendu qu'une proportion plus faible devrait être acceptable dans les cas où les éléments de preuve démontrent que les ventes intérieures constituant cette proportion plus faible ont néanmoins une importance suffisante pour permettre une comparaison valable.

[49] Cela ne signifie pas que les obligations énoncées à l'article 2 paragraphe 6 du Règlement sont identiques à celles énoncées à l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping.

similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête. Lorsque ces montants ne peuvent être ainsi déterminés, ils peuvent l'être sur la base:

a) de la moyenne pondérée des montants réels établis pour les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête à l'égard de la production et des ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine;"

3.42 Le dernier paragraphe du considérant 18 du Règlement instituant les droits définitifs dit clairement que les CE ont appliqué l'article 2 paragraphe 6 point a) de leur législation interne:

"De plus, la référence, à l'article 2 paragraphe 6 point a) du règlement de base... Par conséquent, il est considéré comme injustifié d'établir le montant correspondant aux bénéfices conformément à l'article 2 paragraphe 6 points b) ou c) du règlement de base, comme le demandent les sociétés indiennes concernées."

3. Allégations concernant l'article 2.2.2 (allégations 1 à 6)

3.43 Six allégations découlent des faits et des dispositions légales mentionnés plus haut.

3.44 Premièrement, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 2.2.2 dans le calcul des marges de dumping.

3.45 Deuxièmement, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 en n'expliquant pas suffisamment pourquoi et comment elles avaient appliqué l'article 2.2.2.

3.46 Troisièmement, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas suffisamment pourquoi et comment elles avaient appliqué l'article 2.2.2.

3.47 Quatrièmement, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 2.2 dans le calcul des marges de dumping.

3.48 Cinquièmement, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 en n'expliquant pas suffisamment pourquoi et comment elles avaient appliqué l'article 2.2.

3.49 Sixièmement, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas suffisamment pourquoi et comment elles avaient appliqué l'article 2.2.

4. Allégation 1: incompatibilité avec l'article 2.2.2

3.50 La première allégation est étayée par trois arguments concernant les raisons pour lesquelles les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 2.2.2.

3.51 Le premier est que les CE ont appliqué la méthode de calcul prévue à l'alinéa ii) de l'article 2.2.2, alors qu'elles n'en avaient pas le droit. Cette méthode ne pouvait pas être appliquée car les conditions de son application n'étaient pas satisfaites.

3.52 Le deuxième est que, même dans le cadre de l'application de l'article 2.2.2 ii), les CE ont agi de façon incompatible avec les dispositions pertinentes. Au lieu d'employer les montants "*engagés ou obtenus*" par les autres producteurs ou exportateurs (12,09 pour cent), elles ont employé les montants "déterminés" pour ces autres producteurs ou exportateurs (18,65 pour cent).

3.53 Le troisième est qu'aux fins du calcul des marges provisoires, les CE ont, dans le Règlement instituant les mesures provisoires, confirmé par le Règlement instituant les mesures définitives, appliqué l'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping. Toutefois, comme on l'a indiqué plus haut, la méthode prévue à cet article ne pouvait pas être appliquée en l'espèce car les conditions requises n'étaient pas satisfaites. En outre, les CE ont appliqué cette option au lieu de celle proposée à l'article 2.2.2 i), qu'elles avaient la possibilité d'appliquer. Cela est incompatible avec l'articles 2.2.2 et 2.2 et contraire à son esprit et à sa structure.

4.1 Premier argument à l'appui de la première allégation relative à l'article 2.2.2: les CE ont appliqué la méthode de calcul prévue à l'article 2.2.2 ii) alors qu'elles n'en avaient pas le droit, car les conditions à satisfaire pour appliquer cette méthode n'étaient pas réunies

3.54 Comme nous l'avons signalé plus haut, l'article 2.2.2 ii) dispose que, lorsque les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais généraux et aux bénéfices ne peuvent pas être déterminés au moyen de la méthode décrite au paragraphe introductif de l'article 2.2.2, ils pourront l'être, entre autres, sur la base:

> *"de la moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine;"*

3.55 Le libellé de cette option mérite qu'on s'y arrête. Premièrement, l'article prescrit l'utilisation d'une "moyenne pondérée".

3.56 Selon le *Oxford Concise Dictionary*, une moyenne est: "*un montant obtenu en divisant le total de certains montants par le nombre de montants considérés*".[50] Selon le *Websters New Collegiate Dictionary*, la moyenne est "une valeur unique (moyenne, mode ou médiane) qui résume ou représente la valeur générale d'une série de valeurs inégales".[51] L'*Oxford Student's Dictionary* définit "moyenne" comme "*le résultat de l'addition de plusieurs quantités et de la division de ce total par le nombre de quantités*".[52] Le *Webster's New World Dictionary* définit "moyenne" comme "*le résultat numérique obtenu en divisant la somme de deux ou plusieurs quantités par le nombre de ces quantités*". Le point commun de toutes ces définitions est que le groupe pour lequel on veut établir une moyenne doit être composé de plus d'une unité.

3.57 L'autre mot qui mérite qu'on s'y arrête est le mot "pondérée". Dans ce passage, ce mot "pondérée" est un adjectif qui se rapporte à "moyenne". Selon le *Websters New Collegiate Dictionary*, la définition de "pondérée" est: "*auquel un poids statistique a été attaché*".[53]

3.58 Par conséquent, on peut définir l'expression réunissant ces deux mots, "moyenne pondérée", comme une moyenne attribuant un poids statistique à chacune des grandeurs qui sont résumées en une valeur unique. Dans le cadre des mesures antidumping, on fait souvent une opposition entre la moyenne pondérée et la moyenne simple. La moyenne simple est une moyenne dans laquelle on n'attribue pas de poids statistique à chacun des éléments constitutifs qui sont résumés dans une valeur unique.

3.59 En tout état de cause, il est évident que le mot "moyenne" signifie qu'il faut calculer un résultat à partir de plusieurs éléments. Le fait que ce calcul doit se fonder sur une pondération statistique confirme encore qu'il faut prendre en compte plus d'un élément.

---

[50] Extrait reproduit à l'annexe 41.
[51] Extrait reproduit à l'annexe 42.
[52] Extrait reproduit à l'annexe 43.
[53] Extrait reproduit à l'annexe 44.

3.60 La question est donc de savoir ce que l'expression "moyenne pondérée" désigne effectivement. À cet égard, le texte de l'article 2.2.2 ii) dispose expressément qu'il s'agit de la moyenne pondérée des "*montants réels que les autres exportateurs ou producteurs... ont engagés ou obtenus*". À l'évidence, la moyenne doit être la moyenne des montants engagés ou obtenus par les autres exportateurs ou producteurs.

3.61 À titre de question subsidiaire, on peut se demander à quoi le mot "montant" renvoie. À cet égard, le paragraphe introductif de l'article 2.2.2 est suffisamment clair:

> *"2.2.2 Aux fins du paragraphe 2, les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête. Lorsque ces montants ne pourront pas être ainsi déterminés, ils pourront l'être sur la base:*
>
> ...
>
> > *ii) de la moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine;"* [non souligné dans le texte]

3.62 Le paragraphe introductif dit dans des termes on ne peut plus clairs que les montants mentionnés à l'article 2.2.2 ii) sont les montants correspondant aux "frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices". Par exemple, le mot "*ces*" dans la dernière phrase du paragraphe introductif renvoie clairement aux mots "*montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices*" dans la première phrase de ce paragraphe. Il est donc évident qu'à l'article 2.2.2 ii), c'est la "moyenne pondérée" des montants correspondant "*aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices*" des "*autres producteurs ou exportateurs*" qu'il faut établir.

3.63 Or, malgré le libellé clair et explicite de cet article, les CE affirment sans ambages dans le Règlement définitif que:

> *"18)... De plus, la référence, à l'article 2 paragraphe 6 point a) du règlement de base à la moyenne pondérée* [sic] *des bénéfices établis pour les autres exportateurs ou producteurs, n'exclut pas que ce montant* [sic] *puisse être déterminé en effectuant la moyenne pondérée des transactions et/ou types de produits d'un seul exportateur ou producteur..."*

3.64 Premièrement, les CE ont remplacé le mot "*montants*" par "montant", transformant ainsi le pluriel des montants dont il faut établir la moyenne en un "montant" au singulier. Deuxièmement, elle ne reprend pas la relation explicite qui est faite dans l'Accord antidumping entre la "*moyenne pondérée*" et les "*montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus*". Au contraire, elle adopte soudain une interprétation selon laquelle lorsqu'un montant est lui-même une moyenne pondérée, il peut aussi servir à calculer la moyenne pondérée des montants.

3.65 En d'autres termes, les CE effacent la distinction qu'il faut faire entre les montants multiples dont il convient d'établir une moyenne pondérée et un montant unique fondé lui-même sur une moyenne pondérée. À l'évidence, cela est contraire au libellé explicite de l'Accord antidumping, qui spécifie qu'il faut faire la moyenne des montants des autres exportateurs ou producteurs et non établir

ce montant lui-même (correspondant à un seul exportateur ou producteur) en employant une méthode fondée sur des moyennes pondérées.

3.66 De plus, le libellé précis de l'article 2.2.2 ii) montre très clairement qu'il faut employer des chiffres relatifs à plus d'un exportateur ou producteur: le passage "*les autres exportateurs ou producteurs*" est manifestement au pluriel. Ce passage de l'Accord antidumping est logique puisqu'il est mathématiquement impossible d'établir une moyenne (pondérée) à partir d'un seul montant. Par définition, la notion de moyenne ne peut pas être déduite d'un seul paramètre, par exemple des chiffres correspondant à un seul producteur.

3.67 En dépit de ces dispositions, les CE se sont fondées sur un seul montant correspondant à un seul producteur. Il est clair qu'elles n'ont jamais établi de moyenne des montants correspondant à plusieurs exportateurs ou producteurs. Au contraire elles ont délibérément employé un seul montant (29,04 pour cent) calculé à partir des données de Bombay Dyeing.[54]

3.68 Il est donc incontestable que les prescriptions expresses de l'article 2.2.2 ii) n'ont tout simplement pas été respectées. Les CE ont affirmé de façon abusive que les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général ainsi que les bénéfices d'un seul producteur sont équivalents à des données correspondant à celles des "*autres exportateurs ou producteurs*". L'"interprétation" faite par les CE du texte de l'article 2.2.2 ii) va manifestement au-delà de ce qui est acceptable et est contraire à la signification évidente de cet article.

3.69 Cette affaire montre bien comment la logique appliquée par les CE pervertit le sens de l'article 2.2.2 ii): le calcul de la valeur construite pour les entreprises n'ayant pas de ventes sur le marché intérieur est très fortement influencé par des facteurs propres au seul producteur dont les montants (frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices) ont été employés, si bien que les CE constatent artificiellement l'existence d'un dumping dans le cas de tous les producteurs alors qu'en réalité il n'y a pas de dumping pour la plupart d'entre eux. On peut penser que c'est justement pour éviter une telle distorsion que l'Accord exige qu'on emploie la moyenne pondérée des données correspondant à au moins deux exportateurs ou producteurs. Cette logique découle clairement de la règle principale énoncée dans le paragraphe introductif de l'article 2.2, à savoir que le montant imputé pour les frais d'administration et de commercialisation, les frais généraux, et les bénéfices doit être "*raisonnable*". Comment pourrait-on considérer comme raisonnables les montants provenant d'une seule entreprise dont la situation est tout à fait exceptionnelle? Or c'est justement ce qui s'est passé dans l'affaire Linge de lit II: on a employé pour la détermination des montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais généraux et aux bénéfices les données d'une entreprise (Bombay Dyeing) tout à fait atypique en Inde.[55] Le fait que l'article 2.2.2 ii) emploie les termes montants, exportateurs et producteurs au pluriel découle de l'application de la prescription figurant dans le paragraphe introductif de l'article 2.2 selon lequel on doit employer un montant raisonnable. Il s'agit d'une application particulière de cette prescription car la méthode énoncée à l'article 2.2.2 ii) est une solution de rechange pour les cas dans lesquels il est impossible de déterminer les frais d'administration et de commercialisation, les frais généraux et les bénéfices en employant les données réelles du producteur ou de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête. Cette méthode de rechange est à l'évidence moins fiable que la méthode fondée sur les données réelles et c'est justement pour limiter le risque de distorsion que l'article 2.2.2 ii) exige qu'on se fonde sur au moins deux exportateurs ou producteurs.

[54] Voir aussi les notifications préliminaires relatives à Anglo-French, Madhu, Omkar et Prakash.

[55] Pour plus de précisions sur le caractère atypique de Bombay Dyeing, nous renvoyons aux observations relatives à la notification faite, durant la procédure par Texprocil et par Anglo-French, Madhu, Omkar et Prakash (voir annexes 25 à 32).

3.70 Malgré le libellé clair et explicite de l'Accord antidumping, les CE ont effectivement extrapolé les données à partir d'un seul producteur. Elles ont donc, en appliquant à tous les exportateurs indiens les montants estimés sur la base des données d'une seule entreprise pour les frais d'administration et de commercialisation, les frais généraux et les bénéfices, agi en contradiction avec l'article 2.2.2 ii), puisqu'elles n'ont pas respecté les conditions énoncées dans cet article.[56]

3.71 En outre, les CE affirment de façon trompeuse, dans le considérant 18 du Règlement définitif que:

> *"En ce qui concerne l'utilisation de la marge bénéficiaire d'une seule société, il y a lieu de rappeler que l'enquête a été limitée à un échantillon de producteurs/exportateurs conformément à l'article 17 du règlement de base et que la vaste majorité des sociétés indiennes qui ont coopéré sont des sociétés d'exportation qui ne vendent pas de produits similaires sur le marché intérieur. La Commission a inclus dans l'échantillon cinq producteurs/exportateurs indiens dont deux ont déclaré, au moment de la sélection, qu'ils ont vendu des produits similaires sur leur marché intérieur. Toutefois, comme le précise le considérant 23 du règlement provisoire, l'enquête a révélé qu'un seul d'entre eux a effectué des ventes représentatives du produit similaire sur son marché intérieur au cours de la période d'enquête."*

3.72 Ce considérant indique de façon tendancieuse qu'au moment de la sélection de l'échantillon deux entreprises avaient déclaré réaliser des ventes sur le marché intérieur. Toutefois, si l'on examine le processus de constitution de l'échantillon tel qu'il est décrit en détail à la section III.A.1 ci-dessus, il est évident que les autorités chargées de l'enquête savaient ou auraient pu savoir qu'une seule des entreprises de l'échantillon principal aurait pu avoir des ventes représentatives sur le marché intérieur, à savoir Bombay Dyeing.

3.73 En ce qui concerne l'autre société évoquée au considérant 18, Anglo-French, il était très clair au moment de la constitution de l'échantillon que ses ventes sur le marché intérieur étaient minimes, voire négligeables. On rappellera qu'Anglo-French elle-même avait déclaré au moment de la sélection que[57]:

> *"1) Pour la période... nous avons exporté 902 467 kg de linge de lit en coton vers la Communauté européenne, le montant total facturé pour ces exportations étant de 161,11 millions de roupies.*
> *2) Pour ce qui est des ventes de linge de lit en coton sur le marché intérieur pour la période..., nous appelons votre attention sur le fait que nous ne vendons la qualité linge de lit qu'à l'exportation et que la valeur du linge de lit vendu sur le marché intérieur représente moins de 0,25 pour cent de notre chiffre d'affaires total d'environ 1 200 millions de roupies, ce qui correspond à moins de 3,00 millions de roupies. ..."*

3.74 Il était donc très clair dès cette date (30 septembre 1996) qu'Anglo-French, avec un chiffre d'affaires sur le marché intérieur de 3 millions de roupies, contre 161,11 millions de roupies à l'exportation, n'avait pas de ventes représentatives sur le marché intérieur puisque ces ventes n'atteignaient pas le seuil de 5 pour cent [elles ne représentaient que (3/161,11) * 100 = 1,86%]. En outre, Anglo-French avait clairement indiqué dans sa réponse au questionnaire que ses ventes sur le marché intérieur n'étaient pas suffisantes

[56] Sauf bien entendu dans le cas de Bombay Dyeing, entreprise pour laquelle les données réelles ont été employées.

[57] Voir la déclaration d'Anglo-French reproduite à l'annexe 18.

3.75 On rappellera par ailleurs qu'au moment de la constitution de l'échantillon Texprocil avait insisté pour que soit sélectionnée l'entreprise Standard Industries, qui avait bien des ventes représentatives sur le marché intérieur (ainsi qu'elle l'avait déclaré au moment de la sélection).[58] Néanmoins, la Commission a refusé d'inclure Standard dans l'échantillon.

3.76 De plus, pendant l'enquête rien n'aurait empêché les CE d'examiner une autre entreprise *ayant* des ventes représentatives sur le marché intérieur, en l'occurrence Standard Industries. Elle disposait de la réponse adressée par cette entreprise au questionnaire puisque celle-ci avait été retenue pour l'échantillon de réserve.[59]

3.77 L'insinuation du considérant 18 selon laquelle c'est à cause des exportateurs indiens qu'on n'a pas trouvé suffisamment d'exportateurs ayant des ventes représentatives sur le marché intérieur pour l'échantillon principal et les CE se sont efforcées de constituer cet échantillon avec des entreprises ayant des ventes suffisantes sur le marché intérieur est donc contraire aux faits.[60] En tout état de cause, conformément à l'argument ci-dessus, peu importe, au regard de l'article 2.2.2, que les CE aient su au moment de la constitution de l'échantillon qu'il n'y avait qu'une seule entreprise ayant des ventes représentatives sur le marché intérieur.

4.2 Deuxième argument à l'appui de la première allégation relative à l'article 2.2.2: même dans le cadre de l'article 2.2.2 ii), les CE n'ont pas respecté les dispositions de l'Accord. Au lieu d'employer les "montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus", elles ont employé les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices engagés ou obtenus uniquement au cours "d'opérations commerciales normales"

3.78 La façon dont les CE ont appliqué l'article 2.2.2 ii) dans l'affaire Linge de lit II est en contradiction totale avec la méthode énoncée dans cet article pour ce qui est du calcul des montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais généraux et aux bénéfices. Rappelons que le passage pertinent de cet article dispose que ces montants doivent être déterminés sur la base de: "*... les montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de*

[58] Il ressort clairement de l'exposé des faits qu'à deux reprises durant la dernière étape du processus de constitution de l'échantillon, Texprocil a demandé par écrit que Standard Industries soit sélectionnée. La Commission pouvait clairement voir, d'après la déclaration de Standard indiquant qu'elle était disposée à faire partie de l'échantillon, que ses ventes sur le marché intérieur étaient suffisantes. Cette déclaration, communiquée bien avant que la constitution de l'échantillon soit négociée, est reproduite à l'annexe 45. Voir aussi l'annexe 16.

[59] Il arrive que des entreprises supplémentaires soient intégrées dans l'échantillon principal et fassent l'objet d'une enquête, comme en témoigne la procédure antidumping des CE concernant les palettes de bois originaires de Pologne (publiée au Journal officiel des CE (année 1997), série L, n° 150, page 4, Règlement instituant des droits provisoires, considérants 12 et 13):

"12) Un exportateur polonais inclus dans l'échantillon n'a pas répondu au questionnaire. Un autre exportateur polonais, qui ne fabrique pas de palettes et n'en vend donc pas sur le marché intérieur, a répondu au questionnaire, mais ses fournisseurs, dont la coopération aurait été nécessaire aux fins de la détermination de la valeur normale, ont refusé de coopérer. Par conséquent, la Commission n'a pas tenu compte des informations présentées par l'exportateur concerné.

13) Dans ces circonstances, la Commission a jugé approprié d'inclure deux autres producteurs dans l'échantillon, de manière à accroître sa représentativité, tant en ce qui concerne les quantités vendues que les conditions rencontrées sur le marché intérieur polonais…"

[60] D'ailleurs, à cet égard le considérant 18 contredit la déclaration figurant dans la lettre des CE en date du 11 octobre 1996 (référence 060644; annexe 22), dans laquelle on peut lire que nous insistons pour conserver cette entreprise (Standard) en réserve en raison de ses ventes importantes sur le marché intérieur. Si les CE savaient donc clairement que Standard avait bien des ventes significatives sur le marché intérieur et si l'Inde a insisté pour que Standard figure dans l'échantillon principal, pourquoi le considérant 18 laisse-t-il entendre que c'est à cause des exportateurs indiens qu'on n'a pas pu trouver suffisamment d'exportateurs ayant des ventes représentatives sur le marché intérieur?

l'enquête ont engagés ou obtenus..." (non souligné dans le texte). Toutefois, les CE n'ont en fait pas employé ces "*montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus*". Au contraire, elles ont employé uniquement les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais généraux et aux bénéfices engagés ou obtenus au cours d'opérations commerciales normales. Le tableau récapitulatif ci-après illustre la différence entre les résultats obtenus par ces deux méthodes[61]:

Poste	Montants réels *engagés ou obtenus*	Montants engagés ou obtenus au cours d'opérations commerciales normales
Frais administratifs et commerciaux et frais généraux	10,39%	10,39%
Bénéfice réel obtenu en pourcentage du chiffre d'affaires	*12,09%*	
Pourcentage de bénéfice correspondant aux ventes réalisées au cours d'opérations commerciales normales		*18,65%*
Total	22,48%	29,04%

Source: Tableau DMprofit dans la notification relative à Bombay Dyeing (extrait reproduit à l'annexe 46).

3.79 Les déterminations publiées ou autres documents n'indiquent pas clairement pourquoi les CE se sont écartées du texte de l'article 2.2.2 ii), mais on peut avancer plusieurs hypothèses, qui cependant sont toutes incompatibles avec le caractère obligatoire de l'article 2.2.2.

3.80 Premièrement, il se peut que les CE, en appliquant l'article 2 paragraphe 6 point a) de leur législation interne, aient employé les frais administratifs et commerciaux, les frais généraux et les bénéfices qui ont été "*déterminés*" pour les autres producteurs et exportateurs.[62] L'emploi du mot "*déterminés*" dans le Règlement communautaire pourrait avoir introduit un écart par rapport aux montants réels effectivement "*engagés et obtenus*" par les autres producteurs ou exportateurs.[63]

3.81 En d'autres termes, les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais généraux et aux bénéfices des producteurs pour lesquels la méthode énoncée dans le paragraphe introductif de l'article 2.2.2 est adoptée sont tout simplement "transplantés" dans l'article 2.2.2 ii), puisque c'est ce montant qui a été "déterminé" au moyen du paragraphe de l'article 2.2.2. Ce faisant, les CE ne tiennent pas compte du fait que les "montants réels engagés et réalisés" par les autres producteurs, à l'article 2.2.2 ii), sont en fait différents des "montants déterminés", dans le paragraphe introductif de l'article 2.2.2. En l'espèce, cela a conduit à une surestimation des bénéfices et des frais (29,04 pour cent (montant déterminé) - 22,48 pour cent

[61] En résumé, la différence est due au fait que pour la détermination du profit, les ventes à perte sont systématiquement exclues, ce qui gonfle la marge bénéficiaire et par conséquent la valeur normale construite.

[62] Rappelons que l'article 2 paragraphe 6 point a) du règlement communautaire en question est libellé comme suit:

"6. Les montants correspondant aux frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux, ainsi qu'aux bénéfices, sont fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête. Lorsque ces montants ne peuvent être ainsi déterminés, ils peuvent l'être sur la base:

a) de la moyenne pondérée des montants réels établis pour les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête à l'égard de la production et des ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine;"

[63] Cette hypothèse est celle défendue par la littérature relative à la question.

(montants engagés et réalisés) = 6,56 pour cent).[64] À l'évidence, cette application de l'article 2.2.2 ii) par les CE est incorrecte puisque l'écart par rapport aux montants effectivement engagés et obtenus, qui sont ce sur quoi on doit se baser, est considérable.

3.82 Une deuxième possibilité serait que les CE aient par erreur pensé que la prescription du paragraphe introductif selon laquelle les frais d'administration et de commercialisation, les frais généraux et les bénéfices doivent être calculés sur la base de ventes réalisées "au cours d'opérations commerciales normales" devait s'appliquer dans le cadre de l'article 2.2.2 ii). De ce fait, elles auraient uniquement tenu compte des ventes dégageant un bénéfice pour leur calcul dans le cadre de l'article 2.2.2 ii). La méthode de calcul de ces frais et montants indiqués dans le paragraphe introductif de l'article 2.2.2 prescrit en effet qu'il ne faut employer que des données fondées sur les ventes réalisées "au cours d'opérations commerciales normales", mais cette prescription ne figure pas dans la méthode énoncée à l'article 2.2.2 ii). Au contraire, ce dernier article ne fait aucune référence à une éventuelle obligation de se fonder uniquement sur les montants engagés et obtenus "au cours d'opérations commerciales normales".

3.83 Pour pouvoir accepter l'interprétation faite par les CE de l'article 2.2.2 ii), à savoir que dans le cadre de cet article les frais d'administration et de commercialisation, les frais de vente et les bénéfices ne devraient être fondés que sur les montants engagés ou obtenus "au cours opérations commerciales normales", il faudrait considérer que le libellé de l'article 2.2.2 ii) renvoie implicitement à la condition "opérations commerciales normales" qui figure dans le paragraphe introductif de l'article 2.2.2. Toutefois, cette interprétation est à l'évidence incompatible avec le texte de l'article 2.2.2 ii). En effet, le paragraphe introductif de l'article 2.2.2 et l'article 2.2.2 ii) sont libellés comme suit:

> *"2.2.2 [L]es montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou producteur faisant l'objet de l'enquête. Lorsque ces montants ne pourront pas être ainsi déterminés, ils pourront l'être sur la base:*
>
> ...
>
> *ii) de la moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine"*

3.84 La première partie de la première phrase de l'article 2.2.2 définit ce qui doit être calculé, à savoir "*... les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices...*". La deuxième partie de cette première phrase, introduite par la clause "*... pourront l'être sur la base...*", donne donc la méthode précise au moyen de laquelle il convient de calculer ces montants en vertu du paragraphe introductif de l'article 2.2.2.

3.85 Il importe de relever que le mot "*montants*" dans le paragraphe introductif ne désigne que les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices, sans préciser "*au cours d'opérations commerciales normales*". Au contraire, la première phrase du paragraphe introductif de l'article 2.2.2 dispose que, aux fins de l'application de la méthode qui y est décrite, les "montants" correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais généraux et aux bénéfices "seront fondés" sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête. En d'autres termes, la base ou les facteurs qui doivent être

[64] En d'autres termes, le calcul a surestimé d'environ un tiers les montants "engagés et obtenus": (6,56/22,48) x 100 = 29,18% d'écart.

employés pour déterminer le montant de ces frais et bénéfices au moyen de la méthode spécifique définie dans le paragraphe introductif sont "*les données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête*".

3.86 Le mot "base" (en anglais "basis")est défini dans le Websters' New Collegiate Dictionary de la façon suivante: "Fondation. Quelque chose sur quoi quelque chose d'autre est construit ou établi" (non souligné dans le texte). Ce même mot (en anglais "base") est aussi défini de la façon suivante: "Fondation. Partie inférieure d'un objet considéré comme son appui".[65] En d'autres termes, les "montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices" constituent, dans le contexte du paragraphe introductif de l'article 2.2.2 et de l'alinéa ii), par définition "quelque chose d'autre", c'est-à-dire une valeur ou un montant distinct de la "fondation" ou "base" sur laquelle il doit être construit ou établi. Les montants en question sont ce qui doit être établi; les "données réelles... au cours d'opérations commerciales normales... enquête" sont un des moyens de l'établir.

3.87 La deuxième phrase du paragraphe introductif de l'article 2.2.2 dit que "*lorsque ces montants*" ne peuvent pas être déterminés sur la base de ce paragraphe introductif, on peut employer (entre autres) la méthode définie à l'article 2.2.2 ii); les mots "*ces montants*" renvoient aux "*montants*" désignés à la première phrase du paragraphe introductif. En fait, la seule raison d'être de l'article 2.2.2 ii) est d'offrir une méthode de rechange pour l'établissement du montant des frais d'administration et de commercialisation, des frais généraux et des bénéfices (c'est-à-dire une méthode autre que celle indiquée dans le paragraphe introductif de l'article 2.2.2).

3.88 Comme on l'a relevé, la définition des "*montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices*", dans la première phrase du paragraphe introductif, ne comprend pas les mots "*au cours d'opérations commerciales normales*". Au contraire, puisque les mots "*au cours d'opérations commerciales normales*" figurent dans le paragraphe introductif de l'article 2.2.2 après les mots "*fondés sur*", il était manifestement voulu que cette prescription fasse partie de la base ou fondation sur laquelle doit être appuyée la méthode précise donnée dans ce paragraphe. En conséquence, les mots "*ces montants*", à la deuxième phrase du paragraphe introductif, ne peuvent logiquement pas renvoyer aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices réalisés ou engagés "*au cours d'opérations commerciales normales*", mais à ces éléments sans aucune qualification. Par conséquent, rien n'exige que les "montants" employés aux fins de l'article 2.2.2 ii) aient été engagés ou obtenus au cours d'opérations commerciales normales.

3.89 Il est tout aussi impossible de faire une interprétation selon laquelle l'article 2.2.2 ii) renverrait au reste du texte du paragraphe introductif de l'article 2.2.2. Comme on l'a vu plus haut, dans ce paragraphe introductif, les mots "*au cours d'opérations commerciales normales*" apparaissent après les mots "*fondés sur*". Par conséquent, si les CE veulent soutenir que l'article 2.2.2 ii) renvoie à la condition "*au cours d'opérations commerciales normales*" et la reprend, elles doivent soutenir aussi que la base indiquée dans l'article 2.2.2 ii) pour le calcul des frais d'administration et de commercialisation, des frais de caractère général et des bénéfices renvoie à la base définie dans le paragraphe introductif de l'article 2.2.2 et la comprend. Il y a là une impossibilité logique et une contradiction intrinsèque. Une fois encore répétons que la raison d'être de l'article 2.2.2 ii) est d'offrir, pour le calcul des frais d'administration et de commercialisation, des frais de caractère général et des bénéfices, une base différente de celle proposée dans le paragraphe introductif. Si tel est bien le cas, il est à l'évidence totalement illogique de soutenir que les bases mentionnées dans l'article 2.2.2 ii) reprennent implicitement celles qui sont mentionnées dans le paragraphe introductif. D'ailleurs, la deuxième phrase de ce paragraphe dit expressément qu'on ne peut recourir à la méthode énoncée à

[65] Extrait reproduit à l'annexe 47.

l'article 2.2.2 ii) que lorsque les bases de calcul définies dans le paragraphe introductif "*ne pourront pas être utilisées*". Nous sommes à l'évidence en présence d'une alternative.

3.90 Il n'y a donc rien qui permette de déduire que l'article 2.2.2 ii) prescrit qu'on ne doit prendre en considération que les ventes réalisées avec un bénéfice aux fins du calcul des frais d'administration et de commercialisation, des frais généraux et des bénéfices dans la méthode proposée par cet article.

3.91 Cette interprétation est confirmée par une comparaison précise entre le libellé de la méthode définie dans le paragraphe introductif et celui de la méthode définie à l'article 2.2.2 ii). Selon la méthode définie dans le paragraphe introductif, les frais d'administration et de commercialisation, les frais de caractère général et les bénéfices "*seront fondés sur des <u>données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales</u>, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête...*" (non souligné dans le texte). En revanche, selon la méthode définie à l'article 2.2.2 ii), ces frais et bénéfices doivent être déterminés sur la base "*de la moyenne pondérée des <u>montants réels</u> que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête <u>ont engagés ou obtenus</u>...*" (non souligné dans le texte). L'article 2.2.2 ii) dit expressément que les données qui doivent être employées avec cette méthode sont la moyenne pondérée des "*... <u>montants réels</u>... engagés ou obtenus...*".

3.92 Le contexte dans lequel le mot "*réel*" est employé dans ce paragraphe est important. D'après la définition du *Concise Oxford Dictionary*, "*réel*" signifie "*qui existe en fait; <u>effectif</u> (souvent par opposition à idéal)*". (Non souligné dans le texte). Le *Websters' New Collegiate Dictionary* donne de ce mot la définition suivante: "*Qui existe en fait... et pas seulement virtuellement*".[66]

3.93 En d'autres termes, si l'on renvoie aux montants *réels* (correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais généraux et aux bénéfices), on désigne expressément l'intégralité des montants qui existent dans les faits, ni plus ni moins. Il s'ensuit que cette formulation exclut toute réserve ou limite quant aux montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais généraux et aux bénéfices qui doivent être pris en compte dans la méthode de calcul prévue (hormis le fait que ces montants aient été engagés ou obtenus pour la production et la vente du produit similaire, etc.). Par conséquent, l'utilisation du mot "réels" dans ce contexte a pour but de spécifier qu'il faut prendre en compte tous les montants dans cette méthode, sans en exclure artificiellement certains.

3.94 Il convient de comparer le libellé de l'article 2.2.2 ii) avec celui du paragraphe introductif de l'article 2.2.2. Dans ce dernier paragraphe, le mot "*réels*" est employé dans un contexte entièrement différent. Le paragraphe introductif ne dispose pas que les montants pertinents doivent être déterminés sur la base des "*<u>montants</u> réels... engagés et obtenus...*", mais plutôt que les "*montants*" seront fondés sur des "*données réelles*". Le mot données est immédiatement qualifié et précisé par la suite de la phrase "*données réelles correspondant la production et les ventes, <u>au cours d'opérations commerciales normales</u>*". Par conséquent, le paragraphe introductif de l'article 2.2.2 limite la nature des "*données réelles*" à employer (et par conséquent les "montants" qui seront estimés) aux données "*... concernant <u>la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales</u>...*".

3.95 Par conséquent, comme l'article 2.2.2 ii) mentionne expressément les "*montants réels... engagés ou obtenus*", et vu le sens de cette formule, que nous avons analysée plus haut, et comme cet article ne contient pas la réserve "*au cours d'opérations commerciales normales*", il est clair que ce paragraphe diffère expressément du paragraphe introductif de l'article 2.2.2 dans le sens où la réserve "au cours d'opérations commerciales normales" ne s'applique pas.

[66] Ces deux extraits sont reproduits à l'annexe 48.

3.96 Il en découle que les CE ont appliqué de façon incorrecte l'alinéa ii) et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping.

4.3 Troisième argument à l'appui de la première allégation relative à l'article 2.2.2: en intervertissant l'ordre de préférence donné dans l'article 2.2.2, les CE ont agi de façon incompatible avec cet article

3.97 Au lieu d'employer, comme elles l'auraient pu, l'option offerte par l'article 2.2.2 i), les CE ont employé celle proposée par l'article 2.2.2 ii). Rappelons que l'article 2.2.2 offre quatre méthodes pour le calcul des frais d'administration et de commercialisation, des frais généraux et des bénéfices dans les situations relevant de l'article 2.2:

1. Données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête (paragraphe introductif);

2. Montants réels que l'exportateur ou le producteur en question a engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes, sur le marché intérieur du pays d'origine, de la même catégorie générale de produits (alinéa i);

3. Moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine (alinéa ii);

4. Toute autre méthode raisonnable, à condition que le montant correspondant au bénéfice ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine (alinéa iii).

3.98 Il ressort clairement du contexte de l'article et de la notion même de dumping que la méthode 2 est préférable aux méthodes 3 et 4, et doit leur être préférée (étant entendu que la méthode 1 doit être préférée aux méthodes 2 à 4). La méthode 2, qui est la première option offerte lorsque la règle de base ne peut pas être appliquée, s'appuie sur la situation spécifique du producteur en question. Le dumping étant avant tout un comportement individuel des producteurs[67], il faut autant que possible l'établir sur la base des données propres du producteur dont on examine le comportement. À cet égard, l'ordre de succession des dispositions de l'Accord est logique, puisqu'il donne la préférence à l'utilisation de ces données. Cette préférence est exprimée d'abord dans la règle principale du paragraphe introductif de l'article 2.2.2 puis répétée dans la première option proposée. À cet égard, on peut se référer au libellé de l'article 2.2.1 i): pour le calcul des coûts, il faut se fonder sur toutes les données provenant de l'exportateur ou du producteur concerné (et non des autres producteurs ou exportateurs). Par conséquent, s'agissant des frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices, il est logique de suivre cet ordre de préférence et d'employer autant que possible les données propres à chaque producteur et de n'envisager d'autres options que lorsque cela est impossible.

3.99 La lecture du texte de l'Accord montre bien que, lorsqu'on passe d'une option à la suivante, la relation avec le producteur directement concerné s'affaiblit: dans la première option, qui est celle énoncée dans le paragraphe introductif, on emploie les données effectives du producteur concerné, tandis que la quatrième option est la plus indirecte. Si l'on emploie les méthodes 3 ou 4, l'exportateur est privé non seulement de la possibilité de vérifier le calcul de sa propre marge de dumping (puisqu'il n'a pas accès aux données relatives aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais

[67] Il se peut que dans le cadre d'un même pays, d'une même enquête et d'une même période, on constante qu'un producteur pratiquait le dumping et pas un autre.

généraux et aux bénéfices de ses concurrents), du moins dans le système des CE, mais aussi de la possibilité d'éviter de vendre à des prix de dumping puisqu'il ne peut même pas savoir s'il le fait ou non.[68] Il est donc d'autant plus normal que ces troisième et quatrième options viennent après la première, proposée dans le paragraphe introductif, ou la deuxième, proposée à l'article 2.2.2 i), qui ont respectivement un lien direct ou indirect avec le producteur concerné.

3.100 Se fondant sur le libellé de l'article 2.2.2 et sur une interprétation systématique de la notion de dumping et de l'Accord antidumping, le gouvernement indien pense que cet article établit une préférence pour l'emploi des données propres de chaque producteur concerné.

3.101 En outre, il fait observer que le Règlement de base des CE inverse l'ordre des méthodes 2 et 3 et ne respecte donc pas celui de l'Accord antidumping. En effet, l'article 2 paragraphe 6 du Règlement 384/96 des CE est libellé comme suit:

> *"Les montants correspondant aux frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux, ainsi qu'aux bénéfices, sont fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, aux cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête. Lorsque ces montants ne peuvent être ainsi déterminés, ils peuvent l'être sur la base:*
> *a) de la moyenne pondérée des montants réels établis pour les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête à l'égard de la production et des ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine;*
> *b) des montants réels que l'exportateur ou le producteur en question a engagés ou obtenus à l'égard de la production et des ventes, au cours d'opérations commerciales normales, de la même catégorie générale de produits sur le marché intérieur du pays d'origine;*
> *c) de toute autre méthode raisonnable, à condition que le montant correspondant au bénéfice ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine."*

3.102 En d'autres termes, les options décrites aux articles 2.2.2 i) et 2.2.2 ii) de l'Accord sont interverties dans l'article 2 paragraphe 6 du Règlement 384/96. Cela devrait être suffisamment clair, mais nous précisons dans le tableau récapitulatif ci-après les contradictions qui existent entre le droit et la pratique des CE et les dispositions pertinentes de l'OMC:

Méthodes de détermination des frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices	Article 2.2.2 de l'Accord antidumping	Article 2 6) du Règlement CE
Première option	À partir des ventes du produit similaire par l'exportateur ou le producteur sur le marché intérieur	À partir des ventes du produit similaire par l'exportateur ou le producteur sur le marché intérieur
Deuxième option	À partir des ventes, sur le marché intérieur, de la même catégorie générale de produits réalisées *par l'exportateur ou le producteur <u>en question</u>*	À partir de la moyenne pondérée des montants établis pour la vente, sur le marché intérieur, du produit similaire *<u>d'autres</u> exportateurs ou producteurs*

[68] Faute d'un mécanisme de divulgation des renseignements confidentiels sous couvert d'une ordonnance administrative de protection, le système des CE empêche les producteurs qui n'ont pas suffisamment de ventes sur le marché intérieur de vérifier ou de connaître le calcul de leur propre marge de dumping.

Méthodes de détermination des frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices	Article 2.2.2 de l'Accord antidumping	Article 2 6) du Règlement CE
Troisième option	À partir de la moyenne pondérée des montants correspondant à la vente sur le marché intérieur du produit similaire par d'autres exportateurs ou producteurs	À partir des ventes, sur le marché intérieur, de la même catégorie générale de produits réalisées par l'exportateur ou le producteur en question
Quatrième option	Au moyen de toute autre méthode raisonnable	Au moyen de toute autre méthode raisonnable

3.103 Le fait que dans le Règlement de base des CE les deux options soient interverties donne à penser que la Communauté européenne considère implicitement que l'ordre des options n'est pas pertinent. En effet, d'après le considérant 18 du Règlement définitif, il est clair que les CE considèrent bien que le point a) de l'article 2 paragraphe 6 doit avoir la priorité sur les points b) et c). Dans ce considérant, il est implicitement indiqué qu'on aurait pu appliquer les points b) ou c) mais que cela n'était pas justifié en l'espèce, car le point a) était déjà applicable:

> *"… la référence, à l'article 2 paragraphe 6 point a) du règlement de base, à la moyenne pondérée des bénéfices établis pour les autres exportateurs ou producteurs, n'exclut pas que ce montant puisse être déterminé en effectuant la moyenne pondérée des transactions et/ou types de produits d'un seul exportateur ou producteur. Par conséquent, il est considéré comme injustifié d'établir le montant correspondant aux bénéfices conformément à l'article 2 paragraphe 6 points b) ou c) du règlement de base, comme le demandent les sociétés indiennes concernées."*

3.104 Les CE ne se sont donc même pas demandé quelle option serait la plus raisonnable, mais se sont contentées de considérer que l'article 2 paragraphe 6 point a) était applicable et que pour cette raison les points b) ou c) ne pouvaient pas être appliqués. Or, il aurait parfaitement été possible d'appliquer le point b), puisque par exemple Prakash Cotton Mills vendait sur le marché intérieur d'autres produits de la même catégorie générale.[69] Il y a là une première indication montrant que les CE considèrent que l'ordre dans lequel sont énoncées les options à l'article 2 paragraphe 6 du Règlement de base, qui est différent de celui de l'Accord antidumping, est obligatoire. Incidemment, il se trouve aussi que cette méthode a abouti au résultat le plus défavorable possible pour les producteurs indiens.

3.105 Il convient d'ajouter que la jurisprudence de la Cour européenne de justice a confirmé que les trois options doivent être appliquées dans l'ordre de préférence qui correspond à l'ordre dans lequel elles sont énoncées dans cet article.[70] En fait, on peut soutenir que si la Cour européenne de justice considère que l'ordre d'énonciation du Règlement a une valeur prescriptive, il en va de même pour l'Accord antidumping.

[69] En d'autres termes, la méthode prévue à l'article 2.2.2 i) pouvait être appliquée en tout cas à Prakash, et peut-être aussi à Anglo-French et Madhu.

[70] Affaire C-105/90, *Goldstar Co. Ltd vs Council*, [1992] ECR I-677 (paragraphe 35); affaire C-69/89, *Nakajima All Precision Co. Ltd vs Council*, [1991] ECR I-2069 (paragraphe 61).

3.106 Enfin, pour ce qui concerne la réglementation communautaire, on peut relever que la récente littérature sur la question confirme que, dans la pratique, l'ordre dans lequel les options sont énoncées dans le Règlement est respecté.[71] Par conséquent, s'il n'y a peut-être pas de préférence expresse (sauf celle qui découle des arrêts de la Cour mentionnés), il y a certainement une préférence de fait, comme en témoigne l'enquête Linge de lit II. Cette préférence établie par la pratique des CE est contraire à l'ordre de préférence qui découle de l'Accord antidumping.

3.107 En conclusion, on peut dire que l'Accord antidumping est fondé sur des règles détaillées, solides et logiques en ce qui concerne les méthodes de détermination des frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices. Le Règlement des CE s'écarte de ces règles et, en outre, le fait de telle façon qu'il est difficile, voire impossible, à un producteur de prévoir son éventuelle marge de dumping alors que cela lui serait possible si les règles de l'Accord antidumping étaient appliquées. À cet égard, la législation des CE comme leur pratique sont incompatibles avec leurs obligations découlant de l'OMC.

5. Allégation 2: incompatibilité avec l'article 12.2.1

5.1 Texte de l'article 12.2.1

3.108 Rappelons que les passages pertinents de l'article 12.2 et 12.2.1 de l'Accord antidumping sont libellés comme suit:

> *"12.2 Il sera donné avis au public de toute détermination préliminaire ou finale, qu'elle soit positive ou négative … de la suppression d'un droit antidumping définitif. L'avis exposera de façon suffisamment détaillée, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant de façon détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête …*
>
> *12.2.1 Tout avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires donnera des explications suffisamment détaillées, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct donnant des explications suffisamment détaillées, sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage et mentionnera les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments. Compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, l'avis ou le rapport donnera en particulier: …*
>
> *iii) les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2; …*
>
> *v) les principales raisons qui ont conduit à la détermination."*

5.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1

3.109 La deuxième allégation est que les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 en n'expliquant pas suffisamment, dans le Règlement provisoire, pourquoi et comment elles avaient appliqué l'article 2.2.2. Cette allégation est appuyée par trois arguments:

---

[71] Muller, Khan, Neumann, *EC Anti-Dumping Law—A commentary on Regulation 384/96*, Wiley (1998), page 97: *"Le Règlement communautaire ne va pas jusqu'à imposer une hiérarchie contraignante, mais dans la pratique, sauf s'il y a de bonnes raisons de ne pas le faire, l'ordre dans lequel les options sont énoncées dans le Règlement est respecté."*

3.110 Le premier est que, contrairement à ce que prescrit l'article 12.2.1, les CE n'ont pas fourni une explication suffisante des raisons pour lesquelles elles ont décidé d'appliquer une méthode dont les conditions d'application n'étaient pas satisfaites.

3.111 Le deuxième est que, contrairement à ce prescrit l'article 12.2.1, les CE n'ont pas expliqué pourquoi elles ont employé les montants "déterminés" uniquement sur la base de données correspondant à des ventes ayant permis de dégager un bénéfice, au lieu de se fonder sur les montants réels engagés ou obtenus.

3.112 Le troisième est que, bien que leur choix ait été très contesté, les CE n'ont pas fourni dans l'avis au public (ni dans un rapport distinct) une explication suffisamment détaillée des raisons pour lesquelles elles ont appliqué l'option 2.2.2 ii) au lieu de l'option 2.2.2 i). Cela est en contradiction avec les prescriptions de l'article 12.2.1 de l'Accord antidumping.

6. Allégation 3: incompatibilité avec l'article 12.2.2

6.1 Texte de l'article 12.2.2

3.113 Rappelons que le passage pertinent de l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping est libellé comme suit:

> *"Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales …, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs …"*

6.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2

3.114 La troisième allégation est que les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas suffisamment, dans la détermination finale, pourquoi et comment elles avaient appliqué l'article 2.2.2.

3.115 Comme on l'a indiqué à la section III.A.1, les exportateurs indiens ont présenté des arguments très détaillés sur ces points. Néanmoins, dans le Règlement définitif, la réfutation de ces arguments se limite à un passage du considérant 18 libellé comme suit:

> *"De plus, la référence, à l'article 2 paragraphe 6 point a) du règlement de base, à la moyenne pondérée des bénéfices établis pour les autres exportateurs ou producteurs, n'exclut pas que ce montant puisse être déterminé en effectuant la moyenne pondérée des transactions et/ou types de produits d'un seul exportateur ou producteur. Par conséquent, il est considéré comme injustifié d'établir le montant correspondant aux bénéfices conformément à l'article 2 paragraphe 6 point b) ou c) du règlement de base, comme le demandent les sociétés indiennes concernées."*

3.116 Cette "justification" de l'application de l'article 2 paragraphe 6 point a) (qui correspond à l'article 2.2.2 ii)) revient à se contenter d'affirmer que les conditions de son application étaient – aux yeux des CE – satisfaites et qu'il était donc hors de question d'appliquer les autres options. Cette "explication" est incompatible avec l'article 12.2.2 pour quatre raisons.

3.117 Premièrement, contrairement à ce que prescrit l'article 12.2.2, les CE n'ont pas fourni une explication suffisamment détaillée des raisons pour lesquelles elles ont décidé d'appliquer une option dont les conditions n'étaient pas satisfaites.

3.118 Deuxièmement, contrairement à ce prescrit l'article 12.2.2, les CE n'ont pas expliqué pourquoi elles ont employé les montants "déterminés" au lieu des montants "engagés et obtenus".

3.119 Troisièmement, contrairement à ce prescrit l'article 12.2.2, les CE n'ont pas expliqué pourquoi elles considéraient que le bénéfice ainsi déterminé était raisonnable au sens de l'article 2.2.2 iii).

3.120 Quatrièmement, en dépit du fait que leur choix ait été très contesté, les CE n'ont jamais expliqué de façon suffisamment détaillée dans un avis au public ni dans un rapport distinct pourquoi elles avaient appliqué l'article 2.2.2 ii) au lieu de l'article 2.2.2 i), ce qui est contraire aux prescriptions de l'article 12.2.2.

3.121 En conséquence, les CE ont agi d'une façon incompatible avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping.

7. Allégation 4: incompatibilité avec l'article 2.2

7.1 Texte de l'article 2.2 et 2.2.2

3.122 Rappelons que les passages pertinents de l'article 2.2 et 2.2.2 sont libellés comme suit:

> *"2.2 Lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché ou du faible volume des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la marge de dumping sera déterminée par comparaison avec un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié, à condition que ce prix soit représentatif, ou avec le coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices.*
>
> *2.2.2 Aux fins du paragraphe 2, les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête. Lorsque ces montants ne pourront pas être ainsi déterminés, ils pourront l'être sur la base: …*
>
> *iii) de toute autre méthode raisonnable, à condition que le montant correspondant au bénéfice ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine."* (Non souligné dans l'original, note de bas de page omise)

3.123 Premièrement, faisons observer que l'article 2.2.2 renvoie, dans sa première phrase, à l'article 2.2 (*"[a]ux fins du paragraphe 2"*). En outre, il convient de relever la différence entre l'expression "*montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices*", à l'article 2.2 et l'expression "*montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices*", à l'article 2.2.2. Si l'on lit ces deux passages ensemble et dans leur contexte, il en résulte que les "*montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices*" de l'article 2.2.2 sont également visés par l'article 2.2.

L'article 2.2 commande l'article 2.2.2, comme le confirme le renvoi à l'article 2.2 qui figure au début de l'article 2.2.2. Il en résulte donc que les montants mentionnés à l'article 2.2.2 doivent être "*raisonnables*", comme le prescrit la dernière phrase du paragraphe introductif de l'article 2.2.

7.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 2.2

3.124 La quatrième allégation est que les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping en n'ajoutant pas un montant "raisonnable" pour les frais d'administration et de commercialisation, les frais de caractère général, et pour les bénéfices. Selon le paragraphe introductif de l'article 2.2:

> *"Lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché ou du faible volume des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la marge de dumping sera déterminée par comparaison avec un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié, à condition que ce prix soit représentatif, ou avec le coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices."* (Non souligné dans le texte)

3.125 Il faut ici faire une distinction entre les questions de procédure (comment les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général et les bénéfices sont-ils déterminés?) et les questions de fond (quelles sont les restrictions concernant le résultat final?).

3.126 La façon dont il faut déterminer les "*montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices*" est définie à l'article 2.2.2. Il convient de noter que cette disposition n'est pas libellée exactement dans les mêmes termes que celle de l'article 2.2. Si l'article 2.2.2 avait été libellé comme suit: "*Aux fins du paragraphe 2, les montants raisonnables correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices*", il ne ferait pas de doute que le reste de cet article développe la notion de "*raisonnable*". En pareil cas, on pourrait considérer que les quatre méthodes décrites à l'article 2.2.2 définiraient ce qui peut être raisonnable.

3.127 Toutefois, l'article 2.2.2 n'explique pas comment il convient de déterminer les montants raisonnables correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices, mais simplement comment il convient d'établir les "*montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices*". Il s'ensuit que le mot "*raisonnable*", à l'article 2.2, conserve une fonction distincte: l'article 2.2.2 définit quels doivent être les "*montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices*" et non comment il faut établir le "*montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices*". Par conséquent, le qualificatif "raisonnable" à l'article 2.2 est une prescription générale qui s'ajoute aux prescriptions de l'article 2.2.2, plutôt qu'une règle développée par l'article 2.2.2. Cela est aussi conforme au sens très clair de l'article 2.2 et à la structure de l'article.

3.128 Il faut ensuite se demander ce que signifie le qualificatif "*raisonnable*" à l'article 2.2. Il ne peut s'agir d'une prescription de procédure, car les méthodes pouvant être employées pour déterminer les frais d'administration et de commercialisation, les frais généraux et les bénéfices sont développées à l'article 2.2.2. Par conséquent, il s'agit d'une prescription de fond: quelle que soit la méthode proposée par l'article 2.2.2 qu'on emploie, l'article 2.2 exige que le résultat obtenu avec cette méthode soit "*raisonnable*".

3.129 Malheureusement, l'Accord antidumping ne contient pas à première vue de définition explicite du mot "raisonnable". Toutefois, si on lit de plus près les trois options énoncées à l'article 2.2.2, on s'aperçoit que la troisième contient une définition implicite de ce terme:

> *"iii) de toute autre méthode raisonnable, à condition que le montant correspondant au bénéfice ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine."*

3.130 Par conséquent, le texte laisse la possibilité d'employer une autre méthode pour établir le montant correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices, mais cette méthode ne doit pas conduire à ajouter un bénéfice excédant celui normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs. En d'autres termes, si le bénéfice résultant de l'application de la troisième méthode dépasse celui normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur, la méthode n'est pas considérée comme raisonnable.

3.131 En conséquence, pour qu'une méthode – et donc un bénéfice – soit raisonnable, il faut que le bénéfice qu'elle conduit à ajouter ne dépasse pas celui normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs (sur la vente de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine).

3.132 Rien dans le texte de l'article 2 ne semble suggérer que cette définition de la notion de raisonnable qui figure dans la troisième option ne s'applique pas au reste de l'article. En fait, vu l'absence de toute autre indication contraire, le libellé de l'option iii) est la seule indication de ce qu'il faut entendre par le terme "raisonnable" figurant à l'article 2.2. Cette option ne définit pas une méthode particulière mais offre la possibilité d'employer, de façon générale, abstraite et non limitative, "*toute autre méthode raisonnable*". Il est donc clair que les mots qui suivent cette expression dans la troisième option ont pour objectif de définir un critère général que toute méthode raisonnable doit satisfaire. Le libellé de la troisième option dit donc expressément qu'une méthode raisonnable est une méthode qui ne conduit pas à établir un bénéfice excessif, ainsi qu'il est indiqué plus haut.[72]

3.133 Comme nous l'avons indiqué, le texte de l'Accord antidumping ne semble contenir aucun autre passage développant la notion de "raisonnable". En ce qui concerne la littérature existant sur la question, on peut relever l'observation faite par un spécialiste de réputation internationale à propos de l'article 2:4 du Code antidumping de 1979: "*les obligations internationales [prescrivent] … qu'il faut employer une méthode réaliste pour calculer le coût construit et les prix fondés sur le coût construit.*"[73] [Non souligné dans le texte] S'agissant des pourcentages employés dans la pratique, on

---

[72] Cette conclusion est conforme à la structure de l'article 2.2.2. Comme on l'a vu plus haut, l'article 2.2.2 offre quatre méthodes pour déterminer le montant des frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices (c'est-à-dire la méthode de base définie dans le paragraphe introductif et les trois options définies aux alinéas i) à iii)). Quoi qu'on puisse penser de l'ordre dans lequel ces options sont présentées, il semble ressortir à l'évidence du libellé de l'article que la méthode énoncée à l'alinéa iii) est une méthode en quelque sorte résiduelle, c'est-à-dire une méthode de dernier recours au cas où aucune des autres ne peut être appliquée. Outre le fait que cette option vient à la fin de l'article 2.2.2, cela est indiqué par les mots "*toute autre*". Par conséquent, l'Accord antidumping offre trois méthodes décrites de façon assez précise pour déterminer les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices, ainsi qu'une "autre méthode" résiduelle, mentionnée au troisième alinéa. Contrairement aux trois premières options, l'alinéa iii) ne définit pas vraiment la méthode à employer mais contraint son résultat. Comme le terme "*raisonnable*", à l'article 2.2, énonce aussi une prescription de fond plutôt que de forme, on peut considérer qu'il y a une étroite parenté entre le sens de ce terme dans ces deux dispositions.

[73] Jackson, *The World Trading System* (1989) page 235.

peut rappeler que dans le rapport du Groupe spécial sur l'affaire États-Unis – Imposition de droits antidumping sur les saumons en provenance de Norvège[74], les CE ont fait observer, en qualité de tierce partie et, par conséquent, en principe pour des raisons systémiques, que[75]:

> *"… il fallait se rappeler que le Département du commerce n'ayant pas accès aux statistiques de ventes intérieures en Norvège de saumons de l'Atlantique frais, il fallait faire une estimation raisonnable du montant de bénéfice. En l'absence de toute autre information, il ne paraissait pas déraisonnable de retenir un chiffre qui, après tout, ne représentait que 5 pour cent environ du chiffre d'affaires. De plus, les CEE considérait que ces chiffres n'étaient pas aberrants pour la branche du saumon de l'Atlantique."*

3.134 En ce qui concerne les faits de l'affaire Linge de lit, rappelons que, si tous les producteurs ne vendaient pas le produit concerné sur le marché intérieur, certains d'entre eux vendaient bien d'autres produits de la même catégorie générale (textiles). Le tableau ci-après récapitule les bénéfices réalisés par ces producteurs sur la vente de produits de la même catégorie générale et, dans le cas de certaine autres entreprises, qui ne vendaient pas de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur, le bénéfice global:

Entreprise	*Vente de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur*	*Bénéfice global*
Anglo-French	*5,49%*	*-14.99%*
Bombay Dyeing	*12,13%*	*4,66%*
Madhu	-	*4,26%*
Omkar	-	*9,23%*
Prakash	*3,5%*	*3,5%*
Moyenne:	*7,04%*	*5,41%*

La Commission n'a jamais contesté ces chiffres.

3.135 Rappelons en outre que, pour les autres pays visés par l'enquête, la Commission a déterminé que les marges bénéficiaires réalisées sur la vente de linge de lit étaient les suivantes:

Pays	*Marge bénéficiaire*
Égypte	*5,8*
Pakistan	*7,4*
Moyenne	*6,06*

3.136 Rappelons aussi que la marge déterminée sur la base des ventes réalisées avec bénéfices par une seule entreprise indienne et appliquée à toutes les autres est de 18,65 pour cent.

[74] États-Unis – Imposition de droits antidumping sur les importations de saumons frais et réfrigérés en provenance de Norvège, rapport du Groupe spécial adopté par le Comité des pratiques antidumping le 27 avril 1994 (ADP/87).

[75] *Ibid.*, paragraphe 323.

3.137 Enfin, rappelons que la marge bénéficiaire raisonnable imputée à la branche de production européenne est de 5 pour cent.

3.138 Il est évident, sur la base des données ci-dessus, que comparée aux marges bénéficiaires jugées pertinentes dans l'enquête, une marge de 18,65 pour cent est totalement anormale. Elle ne correspond en rien au bénéfice effectivement réalisé par les producteurs de linge de lit tant en Inde que dans d'autres pays. En fait, ce chiffre représente plus du triple de la marge bénéficiaire moyenne déterminée pour les deux autres pays visés par l'enquête, ainsi que de celle de l'industrie du linge de lit des CE.

3.139 Si l'on interprète le terme "raisonnable" en se référant aux critères mentionnés dans la troisième option énoncée à l'article 2.2.2, la contradiction est tout aussi évidente et majeure. La marge bénéficiaire ainsi établie ne répond pas à la définition de l'article 2.2 car elle est beaucoup plus élevée que tout ce qu'on peut considérer comme raisonnable dans l'industrie textile et de façon générale.

8. Allégation 5: incompatibilité avec l'article 12.2.1

8.1 Texte de l'article 12.2.1

3.140 Voir section III.A.5.1 ci-dessus.

8.2 Arguments juridiques à l'appui de l'allégation relative à l'article 12.2.1

3.141 Le Règlement provisoire ne contient qu'un passage succinct concernant le calcul des frais d'administration et de commercialisation, des frais généraux et du bénéfice, libellé comme suit:

> *"26) [La valeur construite] a été déterminée en ajoutant au coût de production des types exportés par chaque société un montant raisonnable correspondant, d'une part, aux frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux supportés et, d'autre part, aux bénéfices réalisés.*
>
> *Puisque seule une société a effectué globalement des ventes intérieures représentatives et que les ventes intérieures des types rentables représentaient moins de 80 pour cent mais pas plus de 10 pour cent des ventes intérieures totales, le montant pour, d'une part, les frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux et, d'autre part, les bénéfices, qui a été utilisé aux fins de la détermination de la valeur normale pour l'ensemble des sociétés ayant fait l'objet de l'enquête, correspond à ceux respectivement supportés et réalisés par cette société, conformément à l'article 2 paragraphe 6 du règlement de base."*

3.142 La cinquième allégation est que les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 en n'expliquant pas suffisamment dans le Règlement provisoire ni dans la communication pourquoi et comment elles ont appliqué l'article 2.2 et, en particulier, pourquoi elles ont considéré que la marge bénéficiaire exceptionnellement élevée établie sur la base d'une seule société était "raisonnable", ce qui est en contradiction avec l'article 12.2.1.

9. Allégation 6: incompatibilité avec l'article 12.2.2

9.1 Texte de l'article 12.2.2

3.141 Voir section III.A.6.1 ci-dessus.

9.2 Arguments juridiques à l'appui de l'allégation relative à l'article 12.2.2

3.144 La sixième allégation est que les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas suffisamment pourquoi et comment elles avaient appliqué l'article 2.2. Malgré les arguments fouillés présentés par les exportateurs et Texprocil[76], les CE n'ont pas expliqué suffisamment dans l'avis public, ni dans un rapport distinct, pourquoi elles considéraient cette marge bénéficiaire exceptionnellement élevée et établie sur la base d'une seule entreprise comme étant "raisonnable".

3.145 Comme on l'a indiqué à la section III.A.1 ci-dessus, après la publication du Règlement provisoire et de la notification préliminaire, les exportateurs indiens ont présenté des arguments détaillés sur l'interprétation du terme "raisonnable". Les CE, dans le considérant 18, relèvent la question de l'interprétation de ce terme, mais n'ont jamais répondu à l'allégation des exportateurs indiens selon laquelle le bénéfice et les frais administratifs et commerciaux et frais généraux déterminés n'étaient pas raisonnables au sens de l'article 2 paragraphe 3 du Règlement de base (article 2.2 de l'Accord antidumping). Cela est d'autant plus grave que cette détermination a eu un effet considérable sur les marges de dumping. En conséquence, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.2.

B. ALLÉGATION 7: ARTICLE 2.4.2: ANNULATION DES MARGES DE DUMPING NÉGATIVES

3.146 Résumé: les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 2.4.2 en annulant les marges de dumping négatives par type (**allégation 7**).

1. Exposé des faits

3.147 Premièrement, nous renvoyons aux faits décrits à la section III.A ci-dessus. Il convient d'y ajouter les faits suivants. Rappelons que durant la première série de consultations, l'Inde a posé la question suivante[77]:

> *"114. Les CE pourraient-elles indiquer quelles sont les dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC qui s'appliquent à la pratique consistant à annuler la marge de dumping par type lorsqu'on compare une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation en vertu de l'article 2.4.2?"*

3.148 À l'époque, les CE ont donné la réponse suivante:

> *"Cette pratique résulte de la prescription selon laquelle les prix doivent être "comparables". Nous faisons donc une comparaison type par type pour chaque produit similaire. Pourquoi annuler les marges de dumping? Parce que si on n'annulait pas les montants négatifs, on ne ferait pas une comparaison entre des produits similaires."*

3.149 Cette question n'a jamais été réexaminée en détail dans la deuxième série de consultations.[78]

[76] Voir section III.A.1 ci-dessus.
[77] Voir annexe 11.
[78] Voir le procès-verbal à l'annexe 13.

3.150 Dans leur lettre du 29 juin 1998[79], les CE ont donné à la question 114 relative à l'article 2.4.2 la réponse suivante:

> *"**Question 114***
>
> ***Les CE pourraient-elles indiquer quelles sont les dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC qui s'appliquent à la pratique consistant à annuler la marge de dumping par type lorsqu'on compare une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation en vertu de l'article 2.4.2?***
>
> *Il convient de noter que la méthode décrite au considérant 46 du Règlement provisoire pour le calcul des marges de dumping, c'est-à-dire la comparaison entre la valeur normale construite moyenne pondérée par type et le prix à l'exportation moyen pondéré par type, n'a jamais été contestée durant la procédure administrative. L'article 2 paragraphe 11 du Règlement de base, qui traite de cet aspect, ne vise manifestement que les ventes d'un type donné et n'indique pas comment on établit la moyenne des résultats obtenus pour chaque type, ce qui fait l'objet du paragraphe 12 du même article. Ce dernier concerne davantage la manière dont les constatations servent à établir le montant des droits antidumping institués et, en l'espèce, la Communauté, suivant sa pratique constante, a appliqué un taux de dumping moyen pour couvrir l'ensemble des types, en imputant une marge de dumping nulle, pour la quantité concernée, aux types qui ne font pas l'objet d'un dumping."*

2. Passage pertinent de l'article 2.4.2

3.151 Rappelons que l'article 2.4.2 dispose que:

> *"… l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée pourra être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement si les autorités constatent que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes, et si une explication est donnée quant à la raison pour laquelle il n'est pas possible de prendre dûment en compte de telles différences en utilisant les méthodes de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction."*

3. Allégation relative à l'article 2.4.2

3.152 En contradiction avec l'article 2.4.2, les CE ont annulé les marges de dumping négatives pour certains types lorsqu'elles ont fait la comparaison entre la moyenne pondérée globale des valeurs normales par type et la moyenne pondérée des prix à l'exportation par type.

3.153 L'article 2.4.2 offre apparemment trois possibilités pour établir la marge de dumping:

1. comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables;

2. comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction;

3. possibilité de comparer une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement.

[79] Annexe 14.

3.154 Dans le Règlement provisoire, les CE indiquent que "*46) en règle générale, la valeur normale construite moyenne pondérée par type a été comparée au prix à l'exportation moyen pondéré par type"*.

Aucune des six autres marges de dumping déterminées pour l'Inde ne dépassait 17 pour cent. À l'évidence, l'utilisation d'une marge bénéficiaire "raisonnable" (c'est-à-dire d'une marge inférieure à la marge tout à fait excessive de 18,65 pour cent qui a été retenue), qui a été suggérée à maintes reprises durant l'enquête, aurait abouti à une marge de dumping moins élevée.

3.155 Il apparaît donc que les CE ont choisi d'appliquer la première des méthodes proposées par l'article 2.4.2 pour établir la marge de dumping. Cela est confirmé par les discussions qui ont eu lieu durant les deux séries de consultations.

3.156 Il apparaît donc incontestable que, dans le calcul de la marge de dumping, les CE ont décidé d'appliquer la première option offerte à l'article 2.4.2, c'est-à-dire de faire "*… une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables*".

3.157 Nous alléguons qu'en fait les CE n'ont pas fait une telle comparaison. Au contraire, elles ont annulé les "marges de dumping négatives" qu'elle avait constatées pour certains types, ce qui a conduit à gonfler la marge de dumping des quatre sociétés. Dans le cas d'une d'entre elles, cela a même amené les CE à constater l'existence d'un dumping qui en fait n'existait pas. Le tableau ci-après indique dans quelle mesure les marges de dumping ont été gonflées:

Entreprise	Valeur des exportations c.a.f.	Montant effectif du dumping	Marge de dumping effective	Montant du dumping calculé par les CE	Marge de dumping calculée par les CE
Anglo-French	126 464 037	30 820 812	24,37%	31 287 342	24,74%
Bombay Dyeing	100 924 637	5 612 587	5,56%	7 842 226	7,77%
Madhu	183 063 049	30 898 430	16,87%	31 169 522	17,03%
Omkar	212 877 521	28 025 198	13,16%	30 328 190	14,25%
Prakash	314 529 134	-1 328 119	-0,42%	8 412 131	2,67%

Source: Fondé sur les données fournies dans les notifications.

3.158 La façon dont on a été amené à gonfler ainsi les marges de dumping peut être illustrée par le détail des calculs concernant la société Prakash:

Numéro de référence du produit	Données	Montant total du dumping	Montant du dumping retenu par les CE	%
	Total de la valeur c.a.f. exprimée dans la monnaie du pays exportateur			
1	54 595 034,24	2 444 661,168	2 444 661,17	4,48%
2	28 379 349,81	-840 871,6374	0,00	0,00%
3	35 119 956,8	787 797,5404	787 797,54	2,24%
4	26 940 135,47	-1 923 730,158	0,00	0,00%

Numéro de référence du produit	Données	Montant total du dumping	Montant du dumping retenu par les CE	%
	Total de la valeur c.a.f. exprimée dans la monnaie du pays exportateur			
5	21 859 280,04	-977 723,0105	0,00	0,00%
6	19 426 021,26	2 132 781,439	2 132 781,44	10,98%
7	15 915 117,53	-255 135,296	0,00	0,00%
8	14 604 200,8	156 272,4031	156 272,40	1,07%
9	12 526 247,49	225 785,7921	225 785,79	1,80%
10	10 064 340,52	391 620,1423	391 620,14	3,89%
11	9 195 177,3	-2 114 764,402	0,00	0,00%
12	7 182 757,11	1 195 525,219	1 195 525,22	16,64%
13	6 578 793,64	-921 095,2336	0,00	0,00%
14	7 783 783,55	73 158,60636	73 158,61	0,94%
15	7 355 982,32	435 593,6285	435 593,63	5,92%
16	7 968 378,95	-903 413,7129	0,00	0,00%
17	6 127 736,67	-691 408,4469	0,00	0,00%
18	4 812 847,04	-239 001,1542	0,00	0,00%
19	6 543 607,06	-567 224,405	0,00	0,00%
22	3 552 510,28	-188 257,2337	0,00	0,00%
25	4 164 049,29	327 548,0475	327 548,05	7,87%
46	1 510 123,95	-117 626,1048	0,00	0,00%
63	577 254,4	150 550,1243	150 550,12	26,08%
68	869 897,26	77 215,41208	77 215,41	8,88%
70	876 551,29	13 621,79908	13 621,80	1,55%
Total général	31 452 9134,1	-1 328 119,472	8 412 131,32	**2,67%**

Source: Fondé sur les données fournies dans les notifications.

3.159 Ce tableau montre clairement que les CE ont imputé une marge de dumping nulle aux produits pour lesquels le dumping effectif était négatif. Cette question est importante car, si les CE n'avaient pas appliqué cette méthode de calcul très particulière, elles auraient obtenu une marge de dumping négative pour le principal exportateur indien:

Valeur totale des exportations c.a.f.	Montant effectif du dumping	Marge effective de dumping
314 529 134,1	-1 328 119,472	**-0,42%, c'est-à-dire 0**

Source: Fondé sur les données fournies dans les notifications.

3.160 Le document annexé, qui illustre le calcul effectué par les CE dans une autre enquête antidumping, montre que les CE n'appliquent pas toujours la méthode qu'elles ont appliquée dans

l'enquête sur le linge de lit.[80] Dans cette autre affaire, les tableaux montrent clairement que le montant du dumping négatif constaté pour certains types a été déduit du montant du dumping positif constaté pour d'autres types.

3.161 Il est donc clair, premièrement, que la pratique de la Commission n'est pas constante en ce qui concerne cet aspect.

3.162 Deuxièmement, il faut tenir compte du libellé exact de l'article 2.4.2. La phrase pertinente se compose des éléments suivants:

1. une comparaison entre;
2. une valeur normale moyenne pondérée; et
3. une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables.

3.163 Les deux premiers éléments, "comparaison" et "valeur normale moyenne pondérée", ne semblent pas contestables. Il y a bien eu une comparaison et on a bien calculé une valeur moyenne normale pondérée pour tous les types exportés.

3.164 La question est donc de savoir ce qu'il faut entendre exactement par "*moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables*". Cette troisième proposition peut être décomposée en cinq notions:

1. moyenne pondérée
2. des prix
3. de toutes
4. les transactions à l'exportation
5. comparables.

3.165 Les notions-clés sont celles de "moyenne pondérée", "toutes" et "comparables".

3.166 Comme nous l'avons indiqué à la section III.A.4.1 ci-dessus, selon le *Oxford Concise Dictionary*, une moyenne est: *"un montant obtenu en divisant le total de certains montants par le nombre de montants considérés"*.

3.167 À l'évidence, lorsqu'on établit une moyenne, rien ne justifie d'exclure certains nombres. La définition de la "moyenne" indique clairement qu'on doit prendre la somme des nombres donnés et non la somme d'une partie seulement des nombres dont on veut établir la moyenne.

3.168 Cette interprétation de la notion de moyenne est confirmée par la présence du mot "toutes" dans l'article 2.4.2. Il est inconcevable de prétendre qu'on peut interpréter ce "toutes" comme signifiant "un certain nombre" ou "quelques-unes", etc.

3.169 Enfin, il convient de s'arrêter sur le mot "comparables". Il est évident que pour qu'on puisse faire une comparaison, il faut comparer des modèles comparables. L'utilisation d'un numéro de référence pour chaque modèle permet de le faire: pour chaque modèle on compare la valeur normale et le prix à l'exportation correspondant. Toutefois, il n'en découle pas que pour calculer la moyenne pondérée des marges de dumping il faille imputer une valeur nulle aux marges négatives. Cette pratique est en fait contraire à la notion même de pondération et fausse le calcul de la marge de dumping pondérée. Le fait que la pondération est ainsi faussée ressort clairement des calculs présentés ci-dessus en ce qui concerne la société Prakash, qui montrent bien que si on avait fait la moyenne pondérée de toutes les transactions comparables, on n'aurait pas constaté l'existence d'un dumping.

[80] Annexe 49.

3.170 Les CE, introduisant soudain une règle non écrite dans le texte de l'article 2.4.2, ont donc agi de façon incompatible avec la notion même de marge moyenne de dumping pondérée. En fait, on peut rappeler que selon le paragraphe 349 du rapport (non adopté) du Groupe spécial ATV, "*… de l'avis du Groupe spécial, la question de la "réduction à zéro" ne se poserait pas dans le cas où la comparaison était effectuée entre une valeur normale moyenne et un prix à l'exportation moyen*".

3.171 La méthode appliquée ici par les CE, qui est contraire à l'avis du Groupe spécial ATV au sujet du dumping négatif, aboutira toujours à une marge de dumping plus élevée que la méthode sans détour prévue par l'Accord antidumping [sauf bien entendu dans le cas exceptionnel où tous les modèles sont vendus à un prix de dumping, si bien que les résultats seraient les mêmes, mais ce n'était pas le cas dans l'affaire du linge de lit].

3.172 Les CE, en s'écartant de façon unilatérale du texte de l'Accord antidumping, ont donc agi de façon incompatible avec l'article 2.4.2.

IV. ALLÉGATIONS CONCERNANT LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE ET L'EXPLICATION Y RELATIVE

A. ARTICLE 3.1: PRISE EN COMPTE D'IMPORTATIONS AUTRES QUE CELLES "FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING"

4.1 Résumé: pour déterminer l'existence d'un dommage, les CE ont considéré que tous les produits importés d'Inde avaient fait l'objet d'un dumping, alors même qu'il avait clairement été constaté qu'une grande partie du linge de lit exporté par l'Inde durant la période d'enquête n'avait pas fait l'objet d'un dumping. En conséquence, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping (**allégation 8)**.

En outre, les CE n'ont pas expliqué de façon satisfaisante son raisonnement, ce qui est contraire à l'article 12.2.1 (**allégation 9)** et 12.2.2 (**allégation 10)**.

1. Exposé des faits

4.2 Les exportateurs indiens ont soutenu dès le début que leurs exportations de linge de lit vers les CE n'avaient pas causé de dommage. Ils ont présenté ces arguments dans la communication relative au dommage (annexe 50), à l'occasion de la première audition concernant le dommage, le 13 janvier 1997, et dans le mémoire communiqué après l'audition le 6 février 1997.

4.3 Dans le Règlement provisoire, les CE ont fait une détermination concernant la définition de l'industrie communautaire que nous citons ici intégralement:

> ***E. INDUSTRIE COMMUNAUTAIRE***
>
> ***1. Définition de l'industrie communautaire***
>
> *52) Après élimination de la liste des sociétés incluses dans la plainte de sept d'entre elles dont il a été établi qu'elles ne font pas partie des plaignants, la Commission a constaté que les autres sociétés représentent une proportion majeure de la production communautaire de linge de lit et satisfont aux dispositions de l'article 5 paragraphe 4 du règlement de base.*
>
> *Après l'ouverture de la présente procédure, certaines organisations représentant les exportateurs et les importateurs de linge de lit en provenance des pays concernés ont fait valoir que plusieurs producteurs qui font partie de l'industrie communautaire importent également le produit faisant l'objet d'un dumping originaire des pays concernés. Dans ces*

circonstances, la Commission a réexaminé si, à la lumière des dispositions de l'article 4 paragraphe 1 point a) du règlement de base, il y avait lieu d'exclure ces sociétés de la définition de l'industrie communautaire.

53) Aux fins de ce réexamen, il a semblé approprié, conformément à la pratique constante des institutions communautaires, de déterminer si ces sociétés sont principalement des producteurs dans la Communauté exerçant une activité d'importation uniquement en complément de leur production propre, afin de pouvoir offrir une gamme complète de produits, ou si elles sont des importateurs assurant une production additionnelle relativement limitée dans la Communauté.

54) Dans tous les cas sauf un, les sociétés présumées importer du linge de lit en provenance des pays concernés faisaient partie de l'échantillon de producteurs communautaires (considérants 58 à 61). La Commission a donc pu déterminer l'importance de ces importations au cours de ses visites de vérification effectuées sur place. Pour toutes ces sociétés faisant partie de l'échantillon sauf une, l'enquête a montré que les importations des produits faisant l'objet d'un dumping en provenance des pays concernés représentaient moins de 10 pour cent du chiffre d'affaires réalisé par les sociétés en question au cours de la période considérée. La Commission est donc d'avis que ces sociétés n'ont pas échappé aux effets des importations faisant l'objet d'un dumping et peuvent, aux fins de l'article 4 du règlement de base, être considérées, au même titre que les autres producteurs ayant coopéré, comme faisant partie de l'industrie communautaire.

Dans le cas de l'autre société faisant partie de l'échantillon, il a été constaté qu'une proportion plus importante de ses ventes de linge de lit effectuées au cours de la période d'enquête était d'origine pakistanaise et que sa production propre ne concernait qu'une fraction limitée de ses ventes. Il est apparu, en outre, que les activités futures de cette société devraient mettre davantage l'accent sur les importations. Cette société, dont l'intérêt principal n'est manifestement pas la production de linge de lit dans la Communauté, a donc été éliminée de la définition de l'industrie communautaire.

55) Comme il a été établi, à l'examen, que toutes les sociétés faisant partie de l'échantillon présumées importer du linge de lit en provenance des pays concernés sauf une ne le font pas en quantités suffisantes pour justifier leur exclusion, il a été considéré que les allégations formulées à cet égard par les exportateurs étaient excessives et non fiables. En conséquence, sur la base des conclusions concernant l'échantillon, l'exclusion de la seule société qui n'en fait pas partie n'est pas justifiée. Elle doit donc être maintenue dans la définition de l'industrie communautaire. Quoi qu'il en soit, cette question n'a aucune incidence déterminante sur la question de la représentativité de l'industrie communautaire.

56) Trois autres sociétés ont été éliminées. L'une ne produisait plus de linge de lit. Les deux autres n'ont pas répondu aux demandes d'information adressées, par l'intermédiaire d'Eurocoton et des associations nationales, aux plaignants qui n'ont pas été inclus dans l'échantillon de producteurs communautaires afin d'obtenir des renseignements concernant l'industrie communautaire dans son ensemble.

57) Les trente-cinq autres sociétés, qui ont coopéré à l'enquête et qui sont établies en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Autriche et en Finlande, représentaient une proportion majeure de la production communautaire totale au cours de la période d'enquête. Elles ont donc été considérées comme constituant l'industrie communautaire au sens de l'article 4 paragraphe 1 du règlement de base.

2. Échantillonnage

58) Compte tenu du nombre de sociétés composant l'industrie communautaire, il a été décidé de procéder par échantillonnage, conformément à l'article 17 du règlement de base.

59) Vingt-sept des trente-cinq sociétés, représentant 96,7 pour cent de la production de l'industrie communautaire et 32,5 pour cent de la production communautaire totale en 1995 (derniers chiffres disponibles au moment du choix de l'échantillon), étaient établies en Allemagne, en Italie, en France et au Portugal.

60) En règle générale, les producteurs communautaires vendent une grande proportion de leur production de linge de lit sur leur marché intérieur, notamment en raison des différences existant entre les États membres sur le plan des produits et de leurs dimensions. Tel est le cas de l'Allemagne, de la France et de l'Italie, principaux producteurs de linge de lit dans la Communauté et gros importateurs. Les producteurs de ces États membres étaient donc des candidats naturels aux fins de l'évaluation de l'incidence des importations sur l'industrie communautaire.

Les producteurs portugais, quant à eux, vendent une grande partie de leur production dans d'autres États membres et représentent un tiers environ de la production des plaignants. Même si le Portugal n'est pas un gros importateur, il a donc été décidé d'y évaluer également l'incidence des importations sur les producteurs et de représenter ce pays dans l'échantillon.

61) En consultation avec Eurocoton, le plaignant, une première liste composée de dix-neuf sociétés a été établie (huit françaises, six allemandes, quatre italiennes et une portugaise).

Au cours de l'enquête, l'une de ces sociétés a été éliminée de l'échantillon pour défaut de coopération. À la suite de son exclusion et de celle de l'autre société conformément à l'article 4 paragraphe 1 point a) du règlement de base (considérant 54), les données concernant les producteurs inclus dans l'échantillon reposent, aux fins de l'examen du préjudice effectué ci-dessous, sur les informations fournies par les dix-sept autres producteurs qui représentent 20,7 pour cent de la production communautaire totale et 61,6 pour cent de la production de l'industrie communautaire. Ils comptent parmi eux les principaux producteurs communautaires établis en Allemagne, en Italie et au Portugal, ainsi que d'autres de plus petite taille. La Commission a donc considéré cet échantillon comme représentatif de l'industrie communautaire.

F. PRÉJUDICE

1. Collecte des données

62) Les données nécessaires à l'examen du préjudice causé à l'industrie communautaire ont été collectées et analysées à trois niveaux différents:

- *au niveau de la (Communauté dans son ensemble (Communauté à 15), pour l'évolution de la production, de la consommation dans la Communauté, des importations, des exportations et de la part de marché. Les données ont été fournies par Eurocoton et par des sources reconnues de l'industrie, notamment le Centre d'information sur le textile et habillement (CITH), qui publie les chiffres de production dans la Communauté de tous les textiles de la catégorie 20. Celle-ci est légèrement plus étendue que la définition du produit concerné par la présente procédure. Toutefois, la différence est ténue, puisque les autres produits visés sont d'importance très mineure,*

- *au niveau de l'industrie communautaire, définie ci-dessus, pour l'évolution de sa production, de ses ventes en valeur et de son niveau d'emploi,*

- *au niveau des producteurs communautaires inclus dans l'échantillon, pour les facteurs précités ainsi que pour les tendances des prix et de la rentabilité.*

2. Consommation

63) La consommation communautaire du produit concerné (mesurée en ajoutant à la production les importations, puis en déduisant les exportations) est tombée de 200 000 tonnes en 1992 à 186 000 tonnes au cours de la période d'enquête, ce qui correspond à une diminution de 7 pour cent.

3. Cumul des effets des importations faisant l'objet d'un dumping

64) La Commission a examiné, à la lumière des dispositions de l'article 3 paragraphe 4 du règlement de base, si l'examen cumulatif du préjudice causé par les trois pays exportateurs était justifié.

65) En ce qui concerne les conditions fixées à l'article 3 paragraphe 4 point a), la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieure au niveau de minimis et le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable. À cet égard, l'Inde et le Pakistan voient leurs exportations de linge de lit vers la Communauté soumises à des contingents. Les deux pays ont totalement utilisé ces contingents (au moins à hauteur de 98 pour cent) en 1993, 1994 et 1995 et ont augmenté les contingents effectifs en transférant des quotes-parts d'autres catégories. En outre, il apparaît que, en 1995, l'Inde a exporté vers la Communauté un volume de linge de lit de 20 pour cent supérieur à celui autorisé.

Les trois pays exportateurs concernés par la présente procédure ont augmenté leurs exportations du produit concerné entre 1992 et la période d'enquête. Le plus gros exportateur, le Pakistan, a augmenté ses exportations de 6 pour cent en volume et le deuxième plus gros exportateur, l'Inde, les a augmentées de 56 pour cent. Les exportations en provenance d'Égypte, qui ne sont pas soumises à des contingents, ont augmenté de 282 pour cent entre 1992 et la période d'enquête, mais sont restées largement inférieures à celles des deux autres pays.

Conformément aux dispositions de l'article 3 paragraphe 4 point b), les conditions de concurrence entre les produits importés, d'une part, et entre les produits importés et les produits communautaires similaires, d'autre part, ont été analysées. Il a été constaté que tous les produits importés et les produits communautaires similaires sont directement concurrents et, plus particulièrement, qu'un certain nombre de gros clients achètent du linge de lit à l'industrie communautaire et aux pays concernés. Même s'il existe des divergences entre les proportions par type et destination des exportations en provenance de chacun des pays concernés, il a été constaté que ces dernières concernent des produits substituables et concurrents qui font, en outre, directement concurrence aux produits fabriqués par les producteurs communautaires sur le marché de la Communauté.

66) Il a donc été considéré que le cumul des effets des importations était approprié à la lumière des dispositions de l'article 3 paragraphe 4 du règlement de base.

4. Volume et part de marché des importations faisant l'objet d'un dumping

67) Les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance des trois pays concernés sont passées de 33 825 tonnes en 1992 à 46 656 tonnes au cours de la période d'enquête, ce qui représente une augmentation de 12 831 tonnes ou de 38 pour cent. Au cours de la même période, leur part de marché est passée de 16,9 pour cent à 25,1 pour cent.

5. Prix des importations concernées

68) La Commission a déterminé si les ventes effectuées dans la Communauté par les producteurs/exportateurs concernés l'ont été à des prix sensiblement inférieurs à ceux pratiqués par les producteurs communautaires inclus dans l'échantillon au cours de la période d'enquête.

69) Étant donné la grande diversité des produits concernés, la Commission a défini certains produits de référence particulièrement importants sur chacun des principaux marchés analysés (France, Allemagne et Italie) afin d'en déterminer les coûts et les prix pour les producteurs communautaires inclus dans l'échantillon. Compte tenu de la diversité des habitudes et traditions, ces produits étaient différents dans chacun des États membres examinés.

Pour chacun des produits de référence et pour certains autres produits d'intérêt particulier sur des marchés spécifiques vendus par les producteurs communautaires inclus dans l'échantillon, la Commission a établi les prix moyens au cours de la période d'enquête sur la base des informations fournies par les producteurs communautaires inclus dans l'échantillon. Ces prix ont ensuite été comparés à ceux des produits importés de taille, d'armure et de finition similaires vendus à des clients dans l'État membre concerné.

70) Certains exportateurs ont fait valoir que, même lorsque les produits sont de taille, d'armure et de finition similaires, ils ne doivent pas être considérés comme comparables, notamment parce que les produits importés sont de qualité inférieure. Ces différences de qualité proviendraient, notamment, de l'utilisation de techniques de production moins avancées.

71) Toutefois, l'existence de techniques de production différentes ne signifie pas en soi qu'il existe des différences physiques entre les articles. En outre, la Commission a obtenu des éléments de preuve attestant que les exportateurs des pays concernés produisent le linge de lit à l'aide des machines les plus modernes.

Il a également été constaté que ces produits sont souvent vendus en parallèle, par exemple sur la même page d'un catalogue de vente par correspondance, sans aucune indication de l'origine. Quoi qu'il en soit, aucune différence de qualité n'a pu être établie.

La Commission a donc considéré qu'il n'existait aucune raison de ne pas comparer les prix des produits de taille, d'armure et de finition similaires, comme envisagé au considérant 69.

72) Certains exportateurs ont également fait valoir que les produits importés et les produits communautaires sont vendus dans des circuits différents et ne sont donc pas directement en concurrence. Ils ont affirmé que, tandis que les exportateurs vendent, entre autres, aux grandes chaînes d'hypermarchés et aux sociétés de vente par correspondance, notamment pour leurs ventes "promotionnelles" à bas prix, les producteurs européens se concentrent sur les produits de marque vendus dans les grands magasins et les magasins spécialisés.

L'examen a permis de constater que les circuits de vente différaient effectivement pour les producteurs communautaires et pour les importateurs, de même qu'entre les divers producteurs communautaires. Toutefois, les gros clients, tels que les hypermarchés et les sociétés de vente par correspondance, sont également importants pour la majorité des producteurs communautaires inclus dans l'échantillon et sont même parfois leurs clients principaux. Il a également été constaté que les ventes promotionnelles à ces clients constituent une partie importante de leur production. Il a donc été considéré que les prix des produits importés et des produits communautaires pouvaient être comparés.

73) La Commission a examiné les variations des quantités et des prix des importations concernées et des produits fabriqués par les producteurs communautaires inclus dans l'échantillon en fonction du circuit de vente. Les résultats différaient entre les États membres. En France et en Allemagne, par exemple, les producteurs communautaires ont effectué plus de 80 pour cent de leurs ventes directement aux détaillants et de faibles quantités à des prix relativement élevés aux grossistes et aux distributeurs. Les importations se répartissent entre les détaillants et les grossistes, mais certains exportateurs vendent exclusivement aux grossistes. Dans ces circonstances, la Commission a considéré qu'une comparaison des prix par circuit de vente ne serait pas appropriée: les prix pratiqués par les producteurs communautaires aux grossistes et aux distributeurs ne sauraient être considérés comme représentatifs aux fins d'une comparaison avec les prix d'importations vendues en quantités bien plus importantes.

74) La comparaison a donc été effectuée entre les prix moyens des importations, exprimés au niveau caf frontière communautaire, après dédouanement, et les prix moyens départ usine des producteurs communautaires pour chaque produit de référence. Les prix des producteurs communautaires ont été ajustés à la baisse d'une marge correspondant au prix moyen dans le circuit le moins cher (par exemple, les magasins "minimarges" en Allemagne, les hypermarchés en France). Les prix obtenus ont à nouveau été ajustés pour tenir compte des coûts supportés par les importateurs.

75) Certains exportateurs ont fait observer que plusieurs types de produits (notamment une qualité particulière dénommée seersucker et les produits blanchis qui sont souvent destinés à être utilisés dans des institutions telles que les hôtels et les hôpitaux) représentaient une part importante de leurs exportations, mais n'étaient pas inclus dans les produits de référence. Ils ont fait valoir que cet élément prouve que les produits qu'ils ont exportés vers la Communauté et les produits vendus par les producteurs communautaires ne se font pas concurrence, qu'une bonne analyse de la sous-cotation ne saurait être effectuée sur cette base ou que ces types devraient être exclus de toutes mesures instituées.

76) La Commission a examiné ces arguments, mais a conclu que l'existence d'une gamme de produits différente ne remet pas en cause la conclusion selon laquelle les produits des exportateurs et des producteurs communautaires sont des produits concurrents. La Commission a établi que la concentration des producteurs communautaires sur d'autres produits traduit le niveau de la concurrence exercée par les importations faisant l'objet d'un dumping et a estimé que l'analyse effectuée selon la méthode précisée ci-dessus constitue une bonne mesure de degré de la sous-cotation des prix pratiquée par les exportateurs.

77) Les produits de référence utilisés aux fins de l'analyse de la sous-cotation, qui constituent en fait un échantillon de produits, sont représentés dans les ventes communautaires de tous les exportateurs des pays concernés inclus dans l'échantillon sauf une société égyptienne, avec un degré variable. Lorsque le degré de représentativité était particulièrement faible, la Commission a examiné les prix des autres produits (par kilogramme) pour vérifier si ceux utilisés aux fins de l'analyse de la sous-cotation étaient conformes aux prix du reste de leurs ventes dans la Communauté.

78) La société égyptienne dont les exportations vers la Communauté ne portaient sur aucun des produits de référence était l'un des trois producteurs contrôlés par l'État. En effet, elle a exporté presque exclusivement des produits blanchis dans la Communauté au cours de la période d'enquête. Un calcul a été effectué en utilisant le prix des articles correspondant à tous égards aux produits de référence, opération de blanchiment mise à part, puis en l'ajustant à la hausse pour tenir compte des coûts de teinture.

79) Il s'est avéré que tous les exportateurs inclus dans l'échantillon pratiquaient, pour les produits de référence, des prix inférieurs à ceux des producteurs communautaires. En Inde, le niveau de sous-cotation, exprimé en pourcentages des prix moyens ajustés de l'industrie communautaire, allait de 13,8 à 40,8 pour cent, au Pakistan de 11,9 à 34,7 pour cent et en Égypte de 23,8 à 53,7 pour cent.

80) La Commission a examiné l'évolution des prix moyens des importations en provenance des pays concernés. Il a été établi que, depuis 1922, les prix des importations indiennes et égyptiennes ont chuté dans une mesure pouvant aller jusqu'à 18 pour cent. Même si les prix des importations pakistanaises ont augmenté au cours de cette période, leur hausse a été bien moins soutenue que celle des cours mondiaux du coton brut.

6. Situation de l'industrie communautaire

a) Production

81) La production communautaire totale de linge de lit a baissé de 9,6 pour cent, tombant de 138 400 tonnes en 1992 à 125 100 tonnes au cours de la période d'enquête. Ce recul est essentiellement imputable à la fermeture d'usines ou à l'arrêt de la production de linge de lit dans la Communauté (considérant 91). Il convient également de noter que les exportations totales des producteurs communautaires ont augmenté de 50 pour cent, passant de 14 027 tonnes en 1992 à 21 756 tonnes au cours de la période d'enquête. Sans ces bons résultats à l'exportation, la production communautaire de linge de lit aurait baissé davantage encore.

La configuration observée pour la production communautaire totale n'est pas reproduite au niveau des trente-cinq producteurs de l'industrie communautaire, dont la production a augmenté de 8,7 pour cent, passant de 39 370 tonnes en 1992 à 42 781 tonnes au cours de la période d'enquête. La Commission a conclu que l'industrie communautaire est composée de sociétés qui ont été suffisamment fortes pour survivre à la concurrence des importations faisant l'objet d'un dumping et qui, dans une certaine mesure, ont profité de la disparition des autres.

En effet, au cours de son enquête, la Commission a obtenu des éléments de preuve attestant que 29 sociétés non incluses dans l'industrie communautaire ont arrêté ou réduit leur production de linge de lit dans la Communauté entre 1992 et la période d'enquête. Il est estimé que la perte totale de production s'est élevée à au moins 10 000 tonnes par an.

Les chiffres des ventes, de l'emploi et des bénéfices des sociétés qui ont disparu depuis ne sont pas inclus dans les données globales concernant l'industrie communautaire, ce qui améliore artificiellement les tendances apparentes enregistrées pour celles qui ont survécu.

b) Ventes en volume

82) Au niveau des producteurs communautaires dans leur ensemble, les ventes en volume dans la Communauté, mesurées en déduisant des chiffres de production ceux des exportations, ont chuté de 17 pour cent, tombant de 124 400 tonnes en 1992 à 103 350 tonnes au cours de la période d'enquête.

Les ventes des producteurs de l'industrie communautaire inclus dans l'échantillon ont, quant à elles, diminué de 1,5 pour cent, tombant de 23 706 à 23 347 tonnes.

c) Ventes en valeur

83) Les ventes de l'industrie communautaire ont augmenté de 4,2 pour cent, passant de 428,6 millions d'écus en 1992 à 446,6 millions d'écus au cours de la période d'enquête. Les ventes des producteurs inclus dans l'échantillon ont, quant à elles, augmenté de 1,7 pour cent, passant de 280,6 millions d'écus en 1992 à 285,3 millions d'écus. Il convient de noter que ces hausses nominales ne tiennent pas compte de l'inflation et représentent des baisses en termes réels, puisque les prix à la consommation en écus ont augmenté de 5,5 pour cent au cours de la même période pour les quinze pays de l'Union européenne. Il y a aussi lieu de préciser que ces hausses sont inférieures à celles enregistrées par le prix du coton brut (voir considérant 88).

Il faut signaler que les producteurs inclus dans l'échantillon ont réussi à maintenir leurs ventes en cherchant des créneaux à plus forte valeur, les articles grand public voyant leurs prix sous-cotés par ceux des importations. Cette configuration se reflète dans l'évolution des prix (considérant 87).

d) Part de marché

84) La part de marché en volume des producteurs de la Communauté dans son ensemble est tombée de 62,2 pour cent en 1992 à 55,6 pour cent au cours de la période d'enquête. Durant cette période, les producteurs de l'industrie communautaire inclus dans l'échantillon ont vu leur part de marché augmenter légèrement, de 10,7 à 11,3 pour cent. Cette évolution s'explique par le fait que les sociétés qui ont survécu ont absorbé une partie des ventes de celles qui ont disparu du fait de la concurrence exercée par les importations faisant l'objet d'un dumping, particulièrement les ventes de produits de plus forte valeur.

85) La part de marché en valeur a été analysée sur la base d'estimations. La configuration observée est identique à celle enregistrée pour la part de marché en volume: les producteurs de la Communauté dans son ensemble ont perdu des parts de marché (tombant de 77,8 pour cent en 1992 à 72 pour cent au cours de la période d'enquête), alors que l'industrie communautaire et les producteurs inclus dans l'échantillon en ont gagné (passant de 22,4 pour cent à 25,1 pour cent et de 14,7 pour cent à 16 pour cent, respectivement).

e) Évolution des prix

86) La Commission a analysé l'évolution des prix moyens pratiqués par les producteurs communautaires inclus dans l'échantillon pour les produits de référence entre 1993 et la période d'enquête en utilisant un même assortiment de ces produits. Il en est ressorti que les prix, exprimés en indices, sont tombés de 100 en 1993 à 97,6 en 1994, sont repassés à 98,3 en 1995 et à 99,2 au cours de la période d'enquête. Cette évolution représente un recul plus important en termes réels, puisque, pendant la même période, les prix à la consommation moyens mesurés en écus ont augmenté de 5,5 pour cent dans la Communauté.

87) L'évolution des prix moyens par kilogramme pratiqués par les producteurs inclus dans l'échantillon a également été mesurée. Il en est ressorti que les prix moyens sont tombés de 100 en 1992 à 97,8 en 1993, puis sont repassés à 103,2 au cours de la période d'enquête. S'ils ont évolué plus favorablement que les prix des produits de référence, cela reflète à nouveau le fait que les producteurs inclus dans l'échantillon ont été obligés de se tourner vers des créneaux à plus forte valeur aux dépens des produits grand public.

88) La Commission a également analysé l'évolution des prix du coton, la matière principale. Il en est ressorti qu'ils ont augmenté de 48 pour cent entre 1992 et la période d'enquête et de 59 pour cent entre 1993 et la période d'enquête. Comme la matière première représente en général 15 pour cent du coût du produit fini, il s'ensuit que les prix pratiqués par les producteurs communautaires inclus dans l'échantillon ont été loin de refléter les hausses du coût de cette matière première.

f) Rentabilité

89) La rentabilité des sociétés incluses dans l'échantillon a diminué de plus de 50 pour cent entre 1992 et la période d'enquête, tombant de 3,6 pour cent à 1,6 pour cent. Ce chiffre est largement inférieur à la marge de 5 pour cent, qui peut être considérée comme un minimum, réalisée par ces sociétés en 1991 lorsque les importations concernées faisant l'objet d'un dumping étaient de 30 pour cent inférieures à leur niveau au cours de la période d'enquête. Elle est aussi inférieure à la marge bénéficiaire des importateurs, ce qui explique pourquoi certains producteurs ont arrêté la production et se sont tournés vers l'importation.

90) Il convient de rappeler à nouveau que les sociétés incluses dans l'échantillon font partie de celles qui ont survécu à la concurrence des importations faisant l'objet d'un dumping. Il y a également lieu de préciser que cette industrie n'est pas une industrie à forte intensité de capital et est composée d'un grand nombre de petites et moyennes entreprises, ce qui signifie que toute situation de déficit peut entraîner une disparition immédiate plutôt qu'une poursuite des activités dans l'attente de temps meilleurs. C'est pourquoi les sociétés qui ont survécu sont celles qui sont rentables ou, comme dans ce cas, à peine rentables.

g) Emploi

91) L'emploi direct affecté par les trente-cinq sociétés de l'industrie communautaire à la fabrication du produit concerné a diminué de 5,3 pour cent entre 1992 et la période d'enquête, tombant de 7 000 à 6 700 unités.

En analysant les données concernant l'industrie communautaire, il faut tenir compte des vingt-neuf sociétés n'en faisant pas partie qui ont arrêté ou réduit leur production de linge de lit dans la Communauté entre 1992 et la période d'enquête (considérant 81). Les pertes d'emplois correspondantes sont de l'ordre de 24 000 unités.

h) Conclusion concernant le préjudice

92) La Commission a pris en considération tous les indicateurs économiques précités pour déterminer si l'industrie communautaire a subi un préjudice important. Il a été tenu compte du fait que le nombre de sociétés composant l'industrie communautaire a diminué par rapport au début de la période d'examen du préjudice. Les chiffres des ventes, de l'emploi et des bénéfices des sociétés qui ont disparu depuis ne sont pas inclus dans les données globales concernant l'industrie communautaire, ce qui améliore les tendances apparentes enregistrées pour celles qui ont survécu.

93) La Commission a noté la baisse de la production totale et de la part de marché des producteurs communautaires. Ce contexte traduit les conditions difficiles dans lesquelles évolue l'industrie communautaire résiduelle. Le fait que ces sociétés ont réussi à maintenir leur production et leur part de marché ne change rien à l'évaluation de la situation globale. Qui plus est, l'industrie communautaire résiduelle doit faire face à une rentabilité décroissante et insuffisante, comme le prouve l'évolution des prix, qui n'a pu intégrer ni l'augmentation des cours du coton brut ni l'inflation des prix des biens de consommation.

94) En conséquence, la Commission a conclu que l'industrie communautaire a subi un préjudice important.

G. CAUSALITÉ

1. Introduction

95) La Commission a examiné le volume et le prix des produits faisant l'objet d'un dumping en provenance des pays exportateurs concernés et leur incidence sur la situation de l'industrie communautaire. Ce faisant, elle a également examiné les effets d'autres facteurs afin de veiller à ce qu'ils ne soient pas erronément imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Elle a pris en considération l'existence de contingents, qui a pu limiter le potentiel de croissance des ventes effectuées sur le marché de la Communauté par les pays concernés et par les autres pays tiers.

2. Effets des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance des pays concernés

96) L'examen de la situation de l'industrie communautaire a mis en évidence, comme principal indicateur de préjudice, l'évolution insatisfaisante des prix et la baisse de rentabilité en résultant. Il a également permis d'établir que les importations faisant l'objet d'un dumping ont été vendues à des prix sensiblement inférieurs à ceux des producteurs communautaires, en quantités substantielles et croissantes, atteignant une part de marché de 25 pour cent au cours de la période d'enquête.

97) Afin d'évaluer pleinement l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping, il convient de noter que le marché du linge de lit est caractérisé par la substituabilité des produits et par sa transparence. Il s'est avéré que de gros détaillants vendent en parallèle les produits importés et les produits communautaires, sans que le consommateur final n'en connaisse l'origine. Il est apparu que la transparence du marché n'a pas été sensiblement affectée par les différences des produits standards entre les États membres: plusieurs exportateurs des pays concernés inclus dans l'échantillon ont vendu des produits dans au moins trois États membres, en adaptant chaque fois leur production de manière à fournir les produits standards du pays concerné. Compte tenu de la sensibilité des gros acheteurs à l'évolution des prix, il peut être conclu que les prix constamment bas des importations concernées, conjugués à leur part de marché substantielle et croissante (considérants 67 à 80), ont exercé une pression continue à la baisse sur les prix pratiqués sur le marché de la Communauté.

98) Il a été observé que les producteurs inclus dans l'échantillon ont été obligés de se tourner de plus en plus vers la production et la vente dans des créneaux à plus forte valeur afin de maintenir le niveau de leur production et de leurs ventes. La détermination de la sous-cotation a prouvé que cette évolution a été induite par les importations concernées. Les marges de sous-cotation étaient plus faibles pour les produits de moindre valeur, ce qui indique que les importations ont influencé sensiblement les prix sur ce segment du marché et ont exercé une pression à la baisse sur les prix des producteurs communautaires. Lorsque les produits de plus forte valeur ont été importés, les marges de sous-cotation étaient plus

élevées, ce qui indique que les importations correspondantes n'étaient pas encore suffisantes en volume pour exercer une même pression à la baisse sur les prix communautaires.

Il convient de noter que la Commission a reçu des indications d'importateurs, de producteurs communautaires et de fournisseurs d'équipements textiles selon lesquelles les exportateurs des pays concernés se tournent de plus en plus vers les produits à plus forte valeur.

99) Compte tenu du fait que le blocage des prix et la baisse consécutive de la rentabilité jusqu'à un niveau insuffisant sont les principaux indicateurs sur lesquels reposent les conclusions de la Commission concernant le préjudice ainsi que de la coïncidence dans le temps entre la détérioration de la situation de l'industrie communautaire et l'augmentation substantielle des importations faisant l'objet d'un dumping, il peut être conclu qu'il existe un lien de causalité direct entre ces importations et le préjudice important établi.

3. Effets d'autres facteurs

a) Importations en provenance d'autres pays tiers

100) Les importations en provenance d'autres pays tiers non couverts par la présente procédure ont diminué entre 1992 et la période d'enquête, tant en termes absolus (tombant de 41 600 tonnes à 35 800 tonnes) qu'en termes de part de marché (tombant de 20,8 pour cent en 1992, soit bien plus que le niveau global des pays concernés par la présente procédure, à 19,3 pour cent au cours de la période d'enquête, soit bien moins que ce même niveau). Ces importations proviennent d'un large éventail de pays tiers autres que ceux couverts par la présente enquête. Le plus important est la Turquie avec une part de marché de 3,6 pour cent en 1995. Toutefois, les statistiques d'Eurostat montrent que les importations en provenance de Turquie ont baissé entre 1992 et 1995 et ont été effectuées à des prix sensiblement supérieurs à ceux pratiqués par les pays concernés par la présente enquête. Parmi les pays pratiquant des prix comparables à ceux des pays concernés par la présente enquête, on compte la Roumanie, la Slovaquie et l'Estonie. Toutefois, leur part de marché cumulée de 2,8 pour cent en 1995 représente à peine plus de 10 pour cent de la part de marché cumulée des pays concernés par la présente enquête.

101) Il ressort de ce qui précède que les importations en provenance des autres pays tiers qui ont pratiqué des prix sous-cotés par rapport à ceux de l'industrie communautaire ont également pu contribuer au préjudice subi par l'industrie communautaire. Toutefois, la Commission a estimé que le lien entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le préjudice subi par l'industrie communautaire est suffisamment clair et direct pour considérer que le préjudice causé par ces autres pays, qui ne détiennent qu'une faible part de marché, n'a pas été erronément imputé lors de l'analyse. À cet égard, il s'est avéré exister une coïncidence raisonnable dans le temps entre, d'une part, les effets des bas prix et de la croissance en volume des importations faisant l'objet d'un dumping et, d'autre part, le préjudice important qui leur a été imputé.

b) Augmentation des prix du coton brut

102) Les cours mondiaux du coton brut, mesurés à l'aide du Cotton Outlook A Index et convertis de dollars des États-Unis en écus, ont augmenté de 48 pour cent entre 1992 et la période d'enquête. Au cours de la même période, les prix sur le marché de la Communauté du produit concerné par la présente procédure ont subi une forte pression à la baisse du fait de leur sous-cotation par les importations faisant l'objet d'un dumping. Au cours de cette période, les producteurs inclus dans l'échantillon n'ont pas été en mesure d'augmenter leurs prix d'une manière satisfaisante. Comme signalé au considérant 86, les prix des produits de référence ont, en moyenne, diminué en termes réels.

103) La Commission a conclu que les majorations de prix de la matière première ont causé un préjudice. Toutefois, son degré varie en fonction de la capacité des producteurs de répercuter tout ou partie des coûts supportés. Dans le cadre de la présente affaire, il est raisonnable de penser que les importations faisant l'objet d'un dumping ont constitué le principal facteur ayant empêché toute répercussion.

c) Évolution de la consommation et de la demande communautaires

104) Certains exportateurs ont fait valoir que le préjudice subi par l'industrie communautaire pourrait être imputable à la diminution continue de la consommation totale du produit concerné (de 7 pour cent entre 1992 et la période d'enquête).

105) Il est clair que la baisse de la consommation entre 1992 et la période d'enquête a contribué à la situation de l'industrie communautaire. Toutefois, elle n'a pas affecté tous les opérateurs de la même manière. Au cours de cette période, le volume total des ventes effectuées par les producteurs communautaires a enregistré un recul de 50 pour cent supérieur à celui de la consommation totale. Alors que les ventes de l'industrie communautaire sont restées relativement stables, profitant de la disparition d'autres producteurs communautaires, les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance des pays concernés ont augmenté de 48 pour cent. Les importations en provenance des autres pays tiers ont diminué de 14 pour cent. Puisque les ventes totales des producteurs communautaires ont enregistré un recul de 50 pour cent supérieur à celui de la consommation totale et que les ventes des autres importations ont baissé, il peut être conclu que les importations faisant l'objet d'un dumping, en hausse du fait de leur forte sous-cotation des prix, ont absorbé au moins un tiers du volume des ventes perdu par les producteurs communautaires, ce qui constitue manifestement une cause de préjudice important non imputable à la baisse de la consommation.

106) En outre, même si la baisse de la consommation a contribué dans une certaine mesure à la situation de l'industrie communautaire, notamment parce qu'elle a renforcé la position des gros acheteurs dans la négociation des prix avec les producteurs communautaires, le renforcement de leur position a été essentiellement rendu possible par la disponibilité des importations faisant l'objet d'un dumping vendues à des prix inférieurs à ceux de l'industrie communautaire.

d) Concurrence des producteurs communautaires qui ne sont pas à l'origine de la plainte

107) L'industrie communautaire ne représente qu'une partie de la production communautaire totale. Il convient donc d'examiner si la concurrence exercée par les autres producteurs de la Communauté a affecté la situation de l'industrie communautaire. Il est notoire que, parmi les autres producteurs de linge de lit, on compte, notamment, un grand nombre de "transformateurs" qui fabriquent le produit concerné à partir de tissus écrus produits ailleurs, alors que l'industrie communautaire se compose en grande partie de producteurs intégrés qui tissent eux-mêmes l'essentiel ou la totalité du drap brut utilisé. Comme provisoirement établi dans le cadre de la procédure distincte concernant les importations de tissus écrus originaires d'Inde, du Pakistan, d'Égypte, de Chine, d'Indonésie et de Turquie, d'importantes quantités de ces produits ont été importées dans la Communauté à des prix faisant l'objet d'un dumping, fournissant à ces producteurs un avantage déloyal sur l'industrie communautaire dans le cadre de la présente procédure. Il ne saurait donc être exclu que ce facteur ait provoqué des distorsions de concurrence ayant contribué à la situation de l'industrie communautaire.

108) Néanmoins, il convient de noter que la production et la part de marché des producteurs qui ne sont pas l'origine de la plainte a baissé entre 1992 et la période d'enquête. En effet, le recul de la production dans la Communauté a plutôt été le fait des non-plaignants que des plaignants. Comme les importations concernées ont augmenté avec le temps, la Commission a décidé que la concurrence des non-plaignants n'infirme pas la conclusion selon laquelle elles ont causé le préjudice établi.

4. Conclusion concernant le lien de causalité

109) Comme indiqué ci-dessus, il existe un lien de causalité direct entre, d'une part, l'augmentation en volume et l'effet sur les prix des importations faisant l'objet d'un dumping et, d'autre part, le préjudice important subi par l'industrie communautaire. Ce lien direct est démontré par l'existence d'une forte sous-cotation qui peut raisonnablement expliquer la hausse substantielle de la part de marché des importations faisant l'objet d'un dumping, qui est passée de 16,9 pour cent en 1992 à 25,1 pour cent au cours de la période d'enquête, ainsi que les conséquences négatives sur les volumes et les prix de vente des producteurs communautaires. En volume, la part de marché des producteurs communautaires est tombée de 62,2 pour cent en 1992 à 55,6 pour cent au cours de la période d'enquête. Cette baisse ne s'est pas traduite au niveau des différents producteurs de l'industrie communautaire, parce qu'ils ont suffisamment profité de la disparition d'autres producteurs de la Communauté pour stabiliser relativement le volume de leurs ventes. Toutefois, les prix des importations faisant l'objet d'un dumping ont eu une incidence évidente sur les producteurs inclus dans l'échantillon, dont beaucoup sont des petites et moyennes entreprises, leur rentabilité étant tombée de 3,6 pour cent à 1,6 pour cent. À cet égard, la Commission a observé qu'une telle situation peut occasionner des difficultés particulières aux petites et moyennes entreprises, compte tenu de leur manque de ressources et de la réticence des banques à financer des pertes.

110) L'incidence des importations à bas prix faisant l'objet d'un dumping doit être examinée à deux niveaux. Premièrement, elles ont entraîné la disparition d'un nombre considérable d'entreprises et la perte de nombreux emplois. Ce phénomène risque de se poursuivre si le dumping persiste. Deuxièmement, les producteurs qui ont survécu continuent à subir un double préjudice. Pour les produits à faible valeur, il est très important puisqu'ils sont progressivement évincés du segment du marché correspondant. Pour les produits de plus forte valeur, ces producteurs s'en sortent beaucoup mieux, mais les importations faisant l'objet d'un dumping commencent à se tourner progressivement vers ce segment, si bien que la rentabilité y est également affectée.

À cet égard, il convient néanmoins de noter que les principaux producteurs de l'industrie communautaire ont des capacités de production qu'ils ne peuvent utiliser à un taux raisonnable pour les seuls articles de forte valeur. L'utilisation des capacités ne peut être maintenue que par la production de masse, dont le marché est désormais inondé par les importations.

111) L'analyse des effets des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping sur la situation de l'industrie communautaire a en fait confirmé le lien de causalité direct établi ci-dessus. Les importations en provenance de certains pays non concernés, les majorations du prix de la matière première, la contraction de la demande et la concurrence des producteurs de linge de lit qui ne sont pas à l'origine de la plainte ont pu affecter négativement l'industrie communautaire. Toutefois, même l'effet combiné de ces autres facteurs ne saurait infirmer le lien de causalité direct établi, puisqu'il peut être raisonnablement conclu que l'industrie communautaire aurait pu, en l'absence des importations faisant l'objet d'un dumping, s'y adapter sans subir de préjudice important. En conséquence, il a été conclu que les importations faisant l'objet d'un dumping ont, prises

isolément, causé un préjudice important au sens de l'article 3 paragraphe 6 du règlement de base."

4.4 En réponse à cette détermination, Texprocil a présenté des arguments importants (annexe 51).

4.5 Dans le Règlement définitif, les CE ont donné les explications suivantes en ce qui concerne la situation de la branche de production nationale:

40) Les exportateurs de tous les pays exportateurs ont fait valoir que l'analyse de la Commission relative au préjudice présente des lacunes dans la mesure où elle fait référence, dans son évaluation de la situation de l'industrie communautaire, à la forte chute de la production communautaire totale de linge de lit. Ils ont, plus particulièrement, fait valoir que les informations relatives aux sociétés qui ne sont pas incluses dans la définition de l'industrie communautaire ou qui ne produisent plus de linge de lit ne peuvent pas être utilisées pour déterminer l'existence d'un préjudice important.

Ces arguments ont été examinés avec attention. Il convient toutefois de noter que la conclusion relative au préjudice important se fonde essentiellement sur la baisse de la rentabilité et le blocage des prix de l'industrie communautaire observés pour les sociétés incluses dans l'échantillon.

41) Lorsque elles examinent le préjudice conformément à l'article 3 du règlement de base, les institutions communautaires doivent évaluer la situation économique de l'industrie à l'origine de la plainte. À cet effet, elles analysent généralement une période de quatre à cinq ans, comme dans le cas présent ("période d'évaluation"). Cette évaluation repose communément sur une analyse de l'industrie communautaire et pas nécessairement des sociétés qui représentent la totalité de la production communautaire, car la situation des sociétés représentant une proportion majeure de la production communautaire est représentative de l'ensemble. Cette évaluation doit néanmoins tenir compte de la structure et de la nature de l'industrie considérée. En l'espèce, l'industrie est caractérisée par la présence d'un nombre élevé d'opérateurs, souvent des petites et moyennes entreprises, et par le fait qu'il s'agit d'un secteur dont il est relativement facile de sortir. Cette dernière caractéristique s'explique essentiellement par le fait que les machines peuvent, sans trop de difficultés, être vendues ou utilisées pour fabriquer d'autres produits, ce qui a pour conséquence que les effets d'un préjudice important se marqueront probablement par la disparition d'opérateurs économiques au cours de la période d'évaluation.

Par conséquent, limiter l'évaluation du préjudice aux seules sociétés encore actives à la fin de la période d'évaluation (c'est-à-dire au moment du dépôt de la plainte), et donc en mesure de soutenir activement la plainte, reviendrait à négliger le préjudice causé aux sociétés qui ont cessé leurs activités avant cette date. Il y a également lieu d'ajouter que cette distorsion pourrait être encore aggravée par le fait que les entreprises survivantes à l'origine de la plainte peuvent avoir bénéficié, même temporairement, de la disparition d'autres entreprises, ce qui entraîne une surestimation de toute évolution positive.

En l'espèce, il convient de préciser qu'un nombre très important de sociétés du secteur du linge de lit, 29 au total, ont fermé leurs portes ou ont cessé toute production. De plus, vu l'ampleur de la sous-cotation des prix établie, la forte augmentation du volume des importations concernées et la hausse corrélative de leur part de marché, il y a lieu de considérer que, en l'absence de mesures antidumping, toute évolution relativement positive de la situation des producteurs à l'origine de la plainte doit être considérée comme menacée en l'absence de mesures antidumping." (Non souligné dans le texte)

4.6 Durant la première série de consultations, l'Inde a objecté que des importations n'ayant pas fait l'objet d'un dumping avaient été prises en compte pour la détermination du dommage.[81]

> *"M. Seth: Plusieurs dispositions de l'article 3 de l'Accord exigent que l'on détermine le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping. Selon l'article 3.1:*
>
> *"[l]a détermination de l'existence d'un dommage … comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits."*
>
> *De même, l'article 3.2, 3.4, 3.5, 3.6 et 3.7 mentionne les "importations faisant l'objet d'un dumping", par opposition à "l'ensemble des importations du produit concerné". Les CE ont, de deux façons différentes, inclus des importations qui ne faisaient pas l'objet d'un dumping dans leur méthode de détermination et cela se répercute sur l'application de chacune de ces dispositions.*
>
> *… il ressort clairement des communications que les CE, aux fins de la détermination du dommage, considèrent implicitement que toutes les exportations de produits indiens vers les CE durant la période d'enquête ont fait l'objet d'un dumping, alors que les enquêteurs ont établi que certaines des exportations indiennes durant la période considérée (1er juillet 1995-30 juin 1996) n'avaient pas fait l'objet d'un dumping.*
>
> *L'Inde considère donc, pour ces deux raisons, que les CE ont déterminé l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité d'une façon incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5.*
>
> *…*
>
> *[CE]: Vous reconnaissez que cela est la pratique normale. Je ne peux pas nier qu'il a fallu faire certains postulats. Nous avons calculé le montant du dumping pour le produit similaire. Sur cette base, nous avons constaté que la détermination de l'existence d'un dumping s'appliquait à toutes les importations effectuées durant la période d'enquête. Pour compenser l'effet de ce facteur, nous avons employé la méthode de la comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée aux fins de la détermination des marges de dumping.*
>
> *M. Seth fait observer que, comme les CE ont annulé les marges de dumping négatives, il n'y a pas de compensation …"*

4.7 Durant la deuxième série de consultations, les parties sont revenus sur la question[82]:

> *"M. Seth: Je voudrais passer à un aspect légèrement différent. Les CE reconnaissent-elles qu'elle ont présenté, pour l'analyse du dommage, que toutes les importations en provenance d'Inde faisaient l'objet d'un dumping?*
>
> *[CE]: Oui. Cela répond à vos questions 19 à 24. En vertu de l'article 2.1, il faut déterminer l'existence d'un dumping pour un "produit". Sur cette base, nous avons calculé la moyenne du montant du dumping par type. Le résultat est donc une moyenne."*

[81] Le procès-verbal de cette première série de consultations est reproduit à l'annexe 11.
[82] Le procès-verbal de la deuxième série de consultations est reproduit à l'annexe 13.

4.8 Dans leur lettre du 29 juin 1999[83], les CE ont donné les réponses suivantes:

> *"**Questions 19 à 24***
>
> ***Relatives à l'utilisation des importations faisant l'objet d'un dumping, par opposition à l'ensemble des importations, aux fins de la détermination de l'existence du dommage et du lien de causalité***
>
> *En l'espèce, la Communauté a calculé le montant du dumping pour l'ensemble des exportations du produit similaire.*
>
> *Pour la détermination de l'existence d'un dumping, elle a enquêté sur la période de 12 mois précédant l'ouverture de la procédure. Pour la détermination du préjudice, elle a aussi examiné les données relatives à cette période, mais pour certains facteurs elle a tenu compte d'une période plus longue, principalement afin de pouvoir établir des tendances."*

2. La pratique des CE

4.9 Dans la pratique des CE, la détermination du dommage ("préjudice") se fait en deux étapes. On commence par calculer une marge de préjudice [sous-cotation] pour chaque exportateur visé par l'enquête).[84] Dans l'affaire Linge de lit II, la période d'enquête allait du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996.[85] Cette marge de sous-cotation est calculée sur la période d'enquête.

4.10 Deuxièmement, les autorités chargées de l'enquête font une évaluation du total des importations, de l'ensemble des prix et de la situation de la branche de production nationale (c'est-à-dire les déterminations requises par l'article 3.1 à 3.6 de l'Accord antidumping). La suite de la présente allégation porte sur la deuxième détermination et en particulier sur l'article 3.1.

4.11 Pour déterminer le volume des importations "*faisant l'objet d'un dumping*", les CE considèrent implicitement que toutes les exportations indiennes vers les CE réalisées durant la période d'enquête ont fait l'objet d'un dumping. C'est leur pratique normale: "*En ce qui concerne l'examen des effets sur les prix et les volumes des importations faisant l'objet d'un dumping, aux fins de l'analyse du préjudice, les CE prennent aussi en considération les importations pour lesquelles il n'y a pas de marge de dumping ou seulement une marge de dumping négligeable …*"[86]

3. Allégations

4.12 Plusieurs allégations découlent des faits ci-dessus.

4.13 Premièrement, l'Inde considère que le fait que dans leur détermination les CE postulent automatiquement que toutes les importations de linge de lit d'Inde réalisées durant la période d'enquête faisaient l'objet d'un dumping conduit à une constatation incompatible avec l'article 3.1.

---

[83] Annexe 14.

[84] On détermine sur cette base la marge de dommage pour l'échantillon et la marge de dommage résiduelle.

[85] Règlement provisoire, considérant 9.

[86] Voir à cet égard Müller, Khan, Neumann, *EC Anti-Dumping Law - A Commentary on Regulation 384/96*, Wiley (1998), page 189.

4.14 Deuxièmement, dans le Règlement provisoire les CE n'ont pas suffisamment expliqué les motifs pour lesquels elles avaient considéré que toutes les importations de linge de lit d'Inde "[*faisaient] l'objet d'un dumping*". Si elles n'ont pas tenu compte des importations ne faisant l'objet d'un dumping, cela ne ressort pas du Règlement provisoire ni de la notification préliminaire. Elles ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 de l'Accord antidumping.

4.15 Troisièmement, dans le Règlement définitif les CE n'ont pas suffisamment expliqué les motifs pour lesquels elles avaient considéré que toutes les importations de linge de lit d'Inde "[*faisaient] l'objet d'un dumping*". Si elles n'ont pas tenu compte des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping, cela ne ressort pas du Règlement provisoire ni de la notification préliminaire. Elles ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping.

4. Allégation 8: incompatibilité avec l'article 3.1

4.1 Texte de l'article 3.1

4.16 En vertu de l'article 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 3.6 de l'Accord antidumping, il faut déterminer le dommage causé par les importations "*faisant l'objet d'un dumping*":

> *"Détermination de l'existence d'un dommage*[1]
>
> *3.1 La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 … comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.*
>
> *3.2 Pour ce qui concerne le volume des importations qui font l'objet d'un dumping, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation du Membre importateur. Pour ce qui concerne l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable …*
>
> *3.4 L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents …*
>
> *3.5 Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent accord. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Celles-ci examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard comprennent, entre autres, le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping …*

> *3.6 L'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sera évalué par rapport à la production nationale du produit similaire lorsque les données disponibles permettent d'identifier cette production séparément sur la base de critères tels que le procédé de production, les ventes des producteurs et les bénéfices. S'il n'est pas possible d'identifier séparément cette production, les effets des importations qui font l'objet d'un dumping seront évalués par examen de la production du groupe ou de la gamme de produits le plus étroit, comprenant le produit similaire, pour lequel les renseignements nécessaires pourront être fournis.*
>
> …
>
> *Note de bas de page 1. Pour les besoins du présent accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de cet article."*
> (Non souligné dans le texte)

4.17 Premièrement, dans tout l'article 3, la terminologie est systématique: le dommage subi par la branche de production nationale doit avoir été causé par des "*importations faisant l'objet d'un dumping*".[87] La première question qu'il faut se poser est donc celle du sens de l'expression "*importations faisant l'objet d'un dumping*".

4.18 Le sens de cette disposition est clair dans la mesure où il s'agit d'importations. À cet égard, l'article 2.1 de l'Accord antidumping est pertinent:

> *"Aux fins du présent accord, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur."*
> (Non souligné dans le texte)

4.19 La définition donnée dans l'article 2.1 n'est pas uniquement "*aux fins du présent article*", au contraire, elle s'applique également aux autres articles de l'Accord antidumping. En d'autres termes, les importations visées par l'article 3 sont considérées comme "*faisant l'objet d'un dumping*" uniquement si elles ont été introduites dans le commerce des CE à un prix inférieur à leur valeur normale, c'est à dire si leur prix à l'exportation est inférieur au prix comparable, pratiqué au cours d'opérations commerciales normales, pour le produit similaire destiné à la consommation du pays exportateur.

4.20 On peut relever qu'en vertu de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping, le Groupe spécial interprétera:

> *"les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières, d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le Groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le Groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles."*

---

[87] Nous faisons observer que la principale différence entre l'article 3.4 de l'Accord antidumping et la disposition antérieure, c'est-à-dire l'article 3:3 du Code antidumping de 1979, est que dans l'Accord antidumping les mots "*des importations faisant l'objet d'un dumping*" ont été ajoutés au début de la phrase, après les mots "*L'examen de l'incidence …"* et avant les mots "*sur la branche de production concernée*".

4.21 Or, si le libellé évident de l'Accord est interprété conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international, l'expression "*importations faisant l'objet d'un dumping*" signifie bien tout simplement "*importations faisant l'objet d'un dumping*", et non "*importations faisant l'objet d'un dumping et autres importations du produit similaire*". Considérer que les "*importations faisant l'objet d'un dumping*" englobent aussi des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping est une extrapolation que l'Accord antidumping n'autorise pas. Par conséquent, on ne peut pas invoquer l'article 17.6 ii) à cet égard.

4.2 Arguments juridiques à l'appui de l'allégation relative à l'article 3.1

4.22 Aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, les CE ont cumulé le volume des importations provenant des trois pays visés par l'enquête. Il ressort clairement de la page 13 de la notification préliminaire[88] que le volume pris en compte aux fins de l'article 3 est le volume total des importations provenant de ces trois pays et pas seulement le volume des "*importations faisant l'objet d'un dumping*":

> *"4. Volume et part de marché des importations faisant l'objet d'un dumping (annexe 3)*
>
> *Les importations faisant l'objet d'un dumping en provenant des trois pays concernés sont passées de 33 825 tonnes en 1992 à 46 656 tonnes durant la période d'enquête, soit une augmentation de 12 831 tonnes ou 38 pour cent. Durant la même période, leur part de marché est passée de 16,9 à 25,1 pour cent."*

4.23 La façon dont ce total de 46 656 tonnes a été calculé est indiqué à la page 33 du même document, d'où il apparaît qu'on a fait la somme des importations (total des importations du produit concerné en tonnes) provenant des trois pays visés:

Inde	18 428 tonnes
Pakistan	21 514 tonnes
Égypte	6 714 tonnes
Total	46 656 tonnes

4.24 Il ressort de l'annexe 3 du même document (page 33) que la part de marché de 25,1 pour cent mentionnée par la Commission européenne est aussi basée sur ce volume de 46 656 tonnes (46 656 ÷ consommation apparente totale, soit 185 825 = 25,1 pour cent).

4.25 Il a été constaté qu'une grande proportion des exportations des entreprises de l'échantillon n'avaient pas fait l'objet d'un dumping. D'après les notifications de la Commission européenne, le pourcentage, en nombre de parures, des ventes qui n'avait pas fait l'objet d'un dumping est le suivant (les feuilles de calcul des notifications sont reproduites à l'annexe 52):

Entreprise	Nombre total de parures n'ayant pas fait l'objet d'un dumping	Nombre total de parures exportées	Pourcentage de parures exportées n'ayant pas fait l'objet d'un dumping
Omkar	111 409	1 363 149	8,17%
Prakash	808 464	1 616 859	50,00%
Madhu	39 352	859 152	4,58%
Anglo-French	20 130	1 210 043	1,66%

[88] Annexe 23.

Entreprise	Nombre total de parures n'ayant pas fait l'objet d'un dumping	Nombre total de parures exportées	Pourcentage de parures exportées n'ayant pas fait l'objet d'un dumping
Bombay Dyeing	209 254	620 655	33,71%
Total de l'échantillon	1 188 609	5 669 858	20,96%

4.26 En outre, si les CE n'avaient pas réduit à zéro les marges de dumping négatives, en contradiction avec les prescriptions de l'Accord antidumping, elles auraient constaté que la société Prakash n'avait pas du tout pratiqué de dumping. Comme les exportations de cette société représentaient 28,5 pour cent[89] du volume total des exportations de linge de lit vers les CE des entreprises de l'échantillon, il est évident que la quantité totale "*d'importations n'ayant pas fait l'objet d'un dumping*" représentait plus d'un tiers des exportations de l'Inde [c'est-à-dire la totalité des exportations de Prakash plus des exportations des autres entreprises n'ayant pas fait l'objet d'un dumping].[90]

4.27 En raison de la règle de confidentialité en vigueur, l'Inde ne peut pas savoir quelle est la quantité d'importations n'ayant pas fait l'objet d'un dumping en provenance de l'Égypte et du Pakistan qui ont été prises en compte de la même façon. Toutefois, si l'on suppose que le pourcentage est du même ordre de grandeur que dans le cas de l'Inde, cela signifierait que la part de marché totale des "*importations faisant l'objet d'un dumping*" a été exagérée de plus d'un cinquième et devrait être en fait de 19,8 pour cent [25,1% x (1-0,2096)]. De plus, si l'on corrige les erreurs introduites dans le calcul du dumping, il est probable que cette part de marché serait encore beaucoup moins grande.

4.28 Nous reconnaissons que les CE ne pouvaient pas analyser les "importations faisant l'objet d'un dumping" durant la période antérieure à l'enquête, tout simplement parce qu'elles ne disposaient pas de renseignements sur le niveau d'éventuelles importations faisant l'objet d'un dumping durant cette période. Toutefois, cela ne leur donne pas le droit de considérer que toutes les importations de linge de lit durant la période d'enquête faisaient l'objet d'un dumping. En particulier aux fins de la détermination des parts de marché des producteurs des CE et des producteurs des pays visés durant la période d'enquête, les CE auraient dû se fonder sur la part de marché, durant la période d'enquête, des "*importations faisant l'objet d'un dumping*" uniquement.[91] En se fondant sur le volume total des importations et leur part de marché durant la période d'enquête, plutôt qu'uniquement sur le volume et la part de marché des importations faisant l'objet d'un dumping, elles ont considérablement surestimé ce volume et cette part de marché.

4.29 Dans ce contexte, on peut rappeler l'opinion incidente du Groupe spécial dans l'affaire CE - Imposition de droits antidumping sur les importations de fils de coton en provenance du Brésil[92]:

> *"[Le Groupe spécial] a noté que les CE avaient répondu de la manière suivante à une question qu'il leur avait posée: "S'agissant du volume dont il fallait tenir compte aux fins de la détermination de l'existence d'un préjudice, la Communauté a tenu compte, pour les raisons susmentionnées, de toutes les importations, qu'elles aient fait ou non l'objet d'un dumping." L'article 3:2 et 3:4 de l'Accord exigeait que les autorités chargées de l'enquête examinent le volume et les effets des importations "faisant l'objet d'un dumping". Le Groupe*

[89] [1 616 859 / 5 669 858]*100 = 28,5%.

[90] [1 188 609 + (1 616 859 – 808 464) / 5 669 858]*100 = 35,2%.

[91] Sans préjudice de l'opinion de l'Inde quant à la validité de l'échantillon choisi, les CE auraient pu calculer le montant des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping en se fondant sur le montant total des exportations des entreprises de l'échantillon non vendues à prix de dumping durant la période d'enquête, rapporté au total des exportations de ces entreprises.

[92] CE – Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil, ADP/137 du 4 juillet 1995, paragraphe 525.

> *spécial a noté que les CE avaient indiqué dans leur réponse qu'elles avaient tenu compte, aux fins de l'analyse du préjudice, des effets de toutes les importations en provenance du Brésil, qu'elles aient fait ou non l'objet d'un dumping. Comme le Brésil n'avait pas allégué que les CE avaient ainsi agi de manière incompatible avec l'Accord, le Groupe spécial ne pouvait pas se prononcer sur cette allégation."* (Le passage simplement souligné est souligné dans l'original; le passage doublement souligné n'est pas souligné dans l'original)

4.30 Contrairement au Brésil dans la procédure précitée du Groupe spécial du GATT, l'Inde allègue bien que la détermination des CE est incompatible avec l'article 3 de l'Accord.

4.31 Les CE ont indiqué lors des consultations qu'elles pouvaient légitimement considérer que toutes les importations avaient fait l'objet d'un dumping, puisque pour chaque entreprise elles avaient fait la moyenne des montants de dumping correspondant à tous les produits, qu'ils aient ou non fait l'objet d'un dumping. Pour l'Inde, cet argument n'est pas valable. Premièrement, il est contraire au libellé très clair de l'article 3 et impute un dommage là où, si on avait appliqué à la lettre l'Accord antidumping, il n'y en aurait pas.

4.32 En outre, selon l'article 2.1, "*un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping … si le prix à l'exportation de ce produit … est inférieur au prix comparable … pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur*". Les CE ont pour pratique (comme elles l'ont fait dans l'enquête Linge de lit II) de commencer par comparer la valeur normale et le prix à l'exportation par type de produits. Ensuite, elles calculent le montant total du dumping puis le divisent par le total de la facturation à la frontière c.a.f. La raison souvent avancée pour justifier cette méthode de calcul, qui consiste à répartir le montant total du dumping sur l'ensemble des modèles, semble être qu'il serait trop compliqué d'imposer un droit antidumping modèle par modèle. Toutefois, cela n'implique pas automatiquement que les modèles pour lesquels on n'a pas constaté l'existence d'un dumping doivent du coup être considérés comme tels aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage: il s'agit de deux questions complètement différentes. Si en moyenne, pour un modèle donné, le prix à l'exportation n'était pas inférieur au prix comparable pratiqué pour le produit similaire vendu en Inde[93], il en résulte que ce modèle "*ne faisait pas l'objet d'un dumping*" et ne peut pas être rétrospectivement considéré comme tel simplement parce que les CE, tout à la fin du calcul de la marge de dumping, font une moyenne des marges.

4.33 De plus, même si elles constataient que seule une partie des entreprises de l'échantillon avaient vendu à des prix de dumping, les CE, dans leur pratique, prendraient néanmoins en compte les importations du produit concerné de toutes les entreprises de l'échantillon aux fins de l'article 3.1. Si elles n'avaient pas fait, dans le calcul du dumping, les erreurs relevées dans la troisième partie de la présente communication, cet aspect aurait été directement pertinent en tout cas pour la société Prakash.

4.34 Enfin, il faut examiner les conséquences ultimes de la pratique des CE sur le plan théorique: si, dans le cas hypothétique d'une enquête portant sur 100 modèles, un seul modèle aurait pour effet que la moyenne pondérée des marges de dumping dépasserait légèrement le seuil *de minimis*, les CE constateraient qu'il y avait bien dumping globalement et, aux fins de la détermination du dommage, prendraient en compte toutes les importations.

[93] Ou, lorsque la comparaison se fait entre la valeur normale moyenne pondérée d'une part et la valeur à l'exportation transaction par transaction d'autre part, si en aucun cas le prix à l'exportation pour une transaction portant sur le modèle concerné n'était inférieur au prix comparable du produit similaire vendu en Inde.

4.35 L'Inde considère que le fait que, aux fins de la détermination du dommage dans l'enquête Linge de lit II, les CE ne se soient pas limitées à examiner uniquement les importations faisant l'objet d'un dumping est incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 3.6 de l'Accord antidumping.

5. Allégation 9: incompatibilité avec l'article 12.2.1

5.1 Texte de l'article 12.2.1

4.36 Rappelons que les passages pertinents de l'article 12.2 et 12.2.1 de l'Accord antidumping sont libellés comme suit:

> *"12.2 Il sera donné avis au public de toute détermination préliminaire ou finale, qu'elle soit positive ou négative … L'avis exposera de façon suffisamment détaillée, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant de façon suffisamment détaillée, les constatations ou les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête …*
>
> *12.2.1 Tout avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires donnera des explications suffisamment détaillées, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct donnant des explications suffisamment détaillées, sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage et mentionnera les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments. Compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, l'avis ou le rapport donnera en particulier …*
> *iv) les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3;*
> *v) les principales raisons qui ont conduit à la détermination."*

5.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1

4.37 Dans les enquêtes antidumping, les autorités chargées de l'enquête sont en position dominante en ce qui concerne la connaissance des faits. Cela est particulièrement vrai dans les CE où, contrairement à ce qui se passe par exemple aux États-Unis et au Canada, la Commission européenne est la seule entité qui a accès à tous les faits de la cause. L'article 12 joue un rôle essentiel en assurant un minimum de transparence. À cet égard, il convient de rappeler l'opinion formulée par le Groupe spécial chargé de l'affaire Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis[94]:

> *"De l'avis du Groupe spécial, cette disposition serait vidée de son sens si, dans la procédure de règlement d'un différend … une partie avait le droit de défendre une détermination contestée … en avançant, en faveur de cette détermination, de prétendues raisons qui ne figuraient pas dans un énoncé officiel des raisons de cette détermination."*

4.38 Si les CE ont, d'une façon ou d'une autre, aux fins de l'article 3, tenu compte uniquement des importations faisant l'objet d'un dumping, rien dans les règlements publiés ni dans le dossier non confidentiel n'en fait état. Le volume et la part de marché des "*importations faisant l'objet d'un dumping*" semblent être un aspect essentiel dans toute détermination de l'existence d'un dommage. Dans ces conditions, les CE peuvent difficilement prétendre que le Règlement provisoire ou la notification préliminaire exposent "*de façon suffisamment détaillée les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants*". Elles ne peuvent pas non plus prétendre que ces documents exposent convenablement les "*considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3*".

[94] Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis, rapport du Groupe spécial, ADP/92 et Corr.1, 2 avril 1993, paragraphe 209.

4.39 Pour les raisons ci-dessus, l'Inde considère que les CE, même si elles ont effectivement pris en compte uniquement l'impact des "*importations faisant l'objet d'un dumping*" aux fins de l'article 3, ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1.

6. Allégation 10: incompatibilité avec l'article 12.2.2

6.1 Texte de l'article 12.2.2

4.40 Le texte de l'article 12.2.2 diffère quelque peu de celui de l'article 12.2.1:

> *"Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales … En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1 …"* (Non souligné dans le texte)

6.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2

4.41 Nous renvoyons le lecteur au raisonnement exposé à la section 5.2 ci-dessus. L'Inde considère que ni le Règlement définitif ni la notification finale ni le dossier non confidentiel n'expliquent suffisamment la détermination des CE concernant l'article 3, puisque apparemment les CE se sont fondées sur toutes les importations provenant de l'Inde et non pas uniquement sur les "*importations faisant l'objet d'un dumping*". Par conséquent, le Règlement présente le même défaut au regard de l'article 12.2.2 qu'au regard de l'article 12.2.1.

B. ARTICLE 3.4: LES CE N'ONT PAS ÉVALUÉ TOUS LES FACTEURS ET INDICES ÉCONOMIQUES PERTINENTS AYANT UNE INCIDENCE SUR LA SITUATION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE

4.42 Résumé: aux fins de la détermination requise par l'article 3.4, les CE n'ont pas fait une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production nationale (**allégation 11**). En outre, elles n'ont pas suffisamment exposé leur raisonnement et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 12**) et 12.2.2 (**allégation 13**). De plus, cela lèse les droits de la défense tels qu'ils sont énoncés à l'article 6 (**allégation 14**).

1. Exposé des faits

4.43 Après l'ouverture de l'enquête de Linge de lit II, la Commission européenne a constitué un échantillon d'entreprises censé être représentatif de la branche de production nationale.[95] Les entreprises de cet échantillon ont été invitées à répondre à un questionnaire.[96]

---

[95] La détermination de ce qui constitue la branche de production nationale et l'utilisation qui en est faite sont des questions qui font l'objet d'allégations distinctes (voir notamment section IV.C de la présente communication).

[96] L'Inde considère que les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.4 à plusieurs titres. Dans la présente section (IV.B) nous montrons que les CE n'ont pas évalué tous les facteurs et indices pertinents énumérés à l'article 3.4. Dans la section IV.C, nous montrons pourquoi à notre avis les CE n'ont pas déterminé de façon correcte si la "branche de production nationale" avait subi un dommage important. Dans la section IV.D, nous analysons la détermination des CE concernant les importations antérieures à la période d'enquête.

4.44 Le 25 octobre 1996, Texprocil a déposé un mémoire au sujet de la détermination de l'existence d'un dommage (annexe 50) dans lequel elle commente les rares renseignements disponibles au sujet du retour sur investissement, des capacités et de l'utilisation des capacités, des flux de liquidités, des stocks, des salaires, de la croissance et de l'investissement.

4.45 Une fois tous les résumés non confidentiels des réponses au questionnaire fournies par les sociétés faisant partie de l'échantillon (annexe 53) versés au dossier[97], les exportateurs indiens ont pu faire des observations plus détaillées sur ces facteurs. À l'occasion de la première audition relative au dommage, tenue le 13 janvier 1997, Texprocil a exposé en détail pourquoi les réponses non confidentielles au questionnaire (dans la mesure où elles étaient disponibles à l'époque) ne faisaient pas apparaître que la branche de production nationale avait subi un dommage important. Elle a ensuite communiqué, le 6 février 1997, un mémoire (annexe 54), dans lequel elle relève notamment les éléments suivants:

> *"4.7 Capacités et utilisation des capacités*
>
> *Le plaignant reconnaît qu'il ne dispose pas de statistiques sur les capacités ou l'utilisation des capacités de production de linge de lit car ces statistiques sont beaucoup trop spécifiques. Cette affirmation est indéfendable. Un des critères invoqués pour la définition du produit similaire par le plaignant est "l'équipement employé" pour la production de linge de lit. Il est difficile de comprendre pourquoi les producteurs de linge de lit des CE seraient incapables de fournir des renseignements sur l'évolution du taux d'utilisation de leurs capacités.*
>
> *L'allégation selon laquelle le taux d'utilisation des capacités évolue parallèlement à la production n'est guère plus qu'une simple affirmation, qui n'est étayée par aucun fait pertinent, et doit donc être ignorée …*
>
> *Comme il n'existe aucune autre donnée relative à l'utilisation des capacités qui indiquerait l'existence d'un dommage, il s'ensuit qu'aucun des éléments relatifs à l'utilisation des capacités n'indique que les importations de linge de lit d'Inde ont causé un dommage important à la branche de production communautaire.*
>
> *4.8 Trésorerie*
>
> *Les plaignants n'ont fourni aucun renseignement sur leur flux de liquidités qui donnerait à penser que les importations de linge de lit d'Inde ont causé un dommage important à la branche de production communautaire.*
>
> *Si de tels renseignements ont été fournis dans les réponses confidentielles au questionnaire adressées aux entreprises de l'échantillon, ils n'ont pas fait l'objet d'un résumé non confidentiel et, par conséquent, la Commission ne devrait pas en tenir compte.*

[97] Dans la pratique des CE en matière de confidentialité, les producteurs doivent communiquer, en plus de la version confidentielle de leur réponse au questionnaire et de leur mémoire, un résumé non confidentiel de ces documents. En particulier lorsque les plaignants ne sont pas cotés en bourse (ce qui est le cas le plus fréquent), ces résumés non confidentiels sont généralement la principale source de renseignements pertinents accessibles aux exportateurs. La présente note ne doit pas être interprétée comme une critique de la pratique des CE en matière de confidentialité.

4.9 Stocks

La version non confidentielle des renseignements fournis par les plaignants ne contient aucun renseignement donnant à penser que les importations de linge de lit d'Inde ont causé un dommage important à la branche de production communautaire.

Si de tels renseignements ont été fournis dans les réponses confidentielles au questionnaire adressées aux entreprises de l'échantillon, ils n'ont pas fait l'objet d'un résumé non confidentiel et, par conséquent, la Commission ne devrait pas en tenir compte …

4.11 Salaires

La version non confidentielle des renseignements fournis par les plaignants ne contient aucun renseignement donnant à penser que les importations de linge de lit d'Inde ont causé un dommage important à la branche de production communautaire.

4.12 Croissance

La version non confidentielle des renseignements fournis par les plaignants ne contient aucun renseignement donnant à penser que les importations de linge de lit d'Inde ont causé un dommage important à la branche de production communautaire.

4.13 Investissement

La version non confidentielle des renseignements fournis par les plaignants ne contient aucun renseignement donnant à penser que les importations de linge de lit d'Inde ont causé un dommage important à la branche de production communautaire.

Si de tels renseignements ont été fournis dans les réponses confidentielles au questionnaire adressées aux entreprises de l'échantillon, ils n'ont pas fait l'objet d'un résumé non confidentiel et, par conséquent, la Commission ne devrait pas en tenir compte." (Notes de bas de page omises)

4.46 Dans son Règlement provisoire et sa notification préliminaire, la Commission européenne examine les facteurs et indices ci-après énumérés à l'article 3.4:

a) production: considérant 81;
b) ventes en volume: considérant 82;
c) ventes en valeur: considérant 83;
d) part de marché: considérants 84 et 85;
e) prix: considérants 86 à 88;
f) rentabilité: considérants 89 et 90; et
g) emploi: considérant 91.

4.47 En revanche, ni dans la notification préliminaire ni dans le Règlement provisoire, les CE n'ont fait d'observation sur les éléments suivants:

- productivité;
- retour sur investissement;
- capacités et utilisation des capacités;
- facteurs qui influent sur les prix intérieurs;
- effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités;
- stocks;
- salaires;

- croissance; et
- investissement.

4.48 Dans la notification finale et le Règlement définitif, les CE ont confirmé leur évaluation provisoire des facteurs et indices influant sur la situation de la branche de production nationale (considérants 40 à 42), là encore sans mentionner ni analyser les facteurs et indices suivants:

- productivité;
- retour sur investissement;
- capacités et utilisation des capacités;
- facteurs qui influent sur les prix intérieurs;
- effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités;
- stocks;
- salaires;
- croissance; et
- investissement.

4.49 Durant la première série de consultations entre l'Inde et les CE, le fait que les CE n'avaient pas évalué certains des facteurs et indices énumérés à l'article 3.4 a été abordé[98]:

> *"M. Seth: … La question suivante concerne à nouveau l'article 3.4.*
>
> *Dans le Règlement provisoire, les CE ont traité les facteurs ci-après influant sur la branche de production nationale: production, ventes en volume, ventes en valeur, part de marché en volume, part de marché en valeur, évolution des prix, rentabilité et emploi. Dans le Règlement définitif ces déterminations n'ont pas été modifiées.*
>
> *Les CE n'ont examiné ni dans le Règlement provisoire ni dans le Règlement définitif les facteurs ci-après énumérés à l'article 3.4:*
> - *productivité, retour sur investissement ou utilisation des capacités;*
> - *facteurs qui influent sur les prix intérieurs;*
> - *importance de la marge de dumping;*
> - *effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement.*
>
> *Nous reconnaissons que l'article 3.4 précise que "cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante". En d'autres termes, si les autorités chargées de l'enquête constatent que certains des facteurs énumérés à l'article 3.4 ne tendent pas à indiquer l'existence d'un dommage, elles peuvent néanmoins conclure qu'il existe un dommage important dès lors qu'elles peuvent présenter des arguments suffisants.*
>
> *Toutefois, il résulte du libellé de l'article 3.4 que les autorités chargées de l'enquête doivent d'abord examiner ces facteurs. En l'espèce, les CE n'ont pas examiné les facteurs mentionnés plus haut et a donc agi de façon incompatible avec l'article 3.4.*
>
> …
>
> *[CE]: Quel est le point qui n'a pas été traité? Nous pensons que tous les points ont été traités. En outre, l'énumération de l'article 3.4 n'est pas exhaustive et l'expression "pas … une base de jugement" signifie "pas pertinent"."*

[98] Le procès-verbal de la première série de consultations est reproduit à l'annexe 11.

4.50 Dans sa lettre du 1er octobre 1998, les CE ont répondu à cette question (annexe 12):

*"**Question 45***

Les CE reconnaissent-elles qu'elles n'ont pas examiné ou pris en compte, parmi les facteurs énumérés à l'article 3.4, les facteurs suivants:
- ***productivité, retour sur investissement ou utilisation des capacités;***
- ***facteurs qui influent sur les prix intérieurs;***
- ***importance de la marge de dumping;***
- ***effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement?***

La Communauté européenne a pour pratique constante de prendre en compte tous les éventuels facteurs de préjudice. Dans la présente enquête, les indicateurs de préjudice ci-après ont été jugés particulièrement pertinents aux fins de la détermination du dommage subi par l'industrie communautaire:

a)	*production*	*- considérant 81 (du Règlement provisoire)*
b)	*ventes en volume*	*- considérant 82*
c)	*ventes en valeur*	*- considérant 83*
d)	*part de marché*	*- considérants 84 et 85*
e)	*évolution des prix*	*- considérants 86 à 88*
f)	*rentabilité*	*- considérants 89 et 90*
g)	*emploi*	*- considérant 91*

Dans les considérants 93 et 94 du Règlement provisoire et dans le considérant 40 du Règlement définitif, il a été conclu que les indicateurs décisifs qui ont conduit à déterminer l'existence d'un préjudice important subi par l'industrie communautaire étaient le déclin et l'insuffisance de la rentabilité, l'impossibilité d'augmenter les prix et le faible niveau des prix de vente sur le marché communautaire."

4.51 Les CE reconnaissent donc clairement qu'elles n'ont pas examiné tous les facteurs énumérés à l'article 3.4. En dépit de cette admission, qui ressort de la réponse à la question 45, dans leur lettre du 29 juin 1999[99], elles déclarent ce qui suit:

*"**Question 46***

Les CE reconnaissent-elles que le texte de l'article 3.4, malgré la réserve "cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante", exige qu'on examine au moins chacun de ces facteurs?

Comme nous l'avons indiqué dans la réponse à la question 45 ci-dessus, la pratique de la Communauté européenne consiste en prendre en considération tous les facteurs possibles pour l'évaluation globale du dommage ainsi qu'à déterminer quels sont les aspects les plus importants à cet égard.

[99] Voir annexe 14.

Question 47

Les CE pourraient-elles indiquer où, dans le Règlement provisoire ou dans le Règlement définitif (ou ailleurs), elles ont montré qu'elles avaient examiné ces facteurs?

Voir réponse à la question 46 ci-dessus."

2. Allégations

4.52 Trois allégations découlent des faits exposés ci-dessus.

4.53 Premièrement, le fait que les CE n'ont pas évalué tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production est incompatible avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

4.54 Deuxièmement, même si les CE ont bien évalué tous les facteurs et indices ayant une influence sur la situation de la branche de production, elles ne l'ont pas exposé de façon suffisamment détaillée dans le Règlement provisoire ni dans la notification préliminaire, ce qui est incompatible avec l'article 12.2.1.

4.55 Troisièmement, même si les CE ont évalué tous les facteurs et indices qui influent sur la situation de la branche, elles ne l'ont pas expliqué de façon suffisamment détaillée dans le Règlement définitif ni dans la notification finale, ce qui est incompatible avec l'article 12.2.2.

3. Allégation 11: incompatibilité avec l'article 3.4

3.1 Texte de l'article 3.4

4.56 Rappelons que l'article 3.4 dispose que:

> *"L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constituent pas nécessairement une base de jugement déterminante."* (Non souligné dans le texte)

4.57 Le premier mot-clé est à notre avis le mot "*comportera*". Selon l'Organe d'appel[100]:

> *"La phrase introductive indique clairement que le barème contenu dans le corps de cette disposition est obligatoire. La formule utilisée dans la phrase introductive est "sera" et non "peut être". Il n'y a aucun terme introduisant une nuance, ni aucun terme qui permette d'utiliser une autre méthode que celle qui est décrite dans le barème de l'article 5:5 comme base de calcul des droits additionnels."*

[100] Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles, AB-1998-3, WT/DS69/AB/R du 13 juillet 1998, paragraphe 165.

4.58 Il n'y a aucune raison d'appliquer une logique différente dans le contexte de l'article 3.4 de l'Accord antidumping.[101] Il s'ensuit que l'évaluation mentionnée à l'article 3.4 "*comportera*" nécessairement une évaluation de *"tous les facteurs*". Le mot "*tous*" indique bien que cette "*évaluation*" doit porter sur tous les facteurs pertinents. Le mot "*évaluation*" signifie une appréciation ou une pondération de tous les facteurs énumérés: dans l'affaire Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis[102], le Groupe spécial a relevé (dans le contexte du Code antidumping de 1979) que:

> "*De l'avis du Groupe spécial, cette disposition serait vidée de son sens si, dans la procédure de règlement d'un différend … une partie avait le droit de défendre une détermination contestée … en avançant, en faveur de cette détermination, de prétendues raisons qui ne figuraient pas dans un énoncé officiel des raisons de cette détermination."*

4.59 Pour que cette appréciation ou pondération puisse déboucher sur un résultat correct, il est impératif que tous les facteurs et indices pertinents soient pris en considération.

4.60 Le sens du mot "*tous*" est précisé par les mots "*y compris*". Cela signifie qu'il faut prendre en considération (évaluer) au minimum les facteurs et indices énumérés dans le reste de la phrase. La dernière phrase ajoute qu'il peut en fait exister d'autres facteurs et indices qui, s'ils sont pertinents pour déterminer la situation de la branche de production nationale, doivent aussi être évalués, mais cela ne signifie pas qu'il n'y a pas lieu d'évaluer tous les facteurs et indices expressément mentionnés dans la première phrase.[103]

3.2 Arguments juridiques à l'appui de l'allégation relative à l'article 3.4

4.61 Cette allégation soulève deux questions.

---

[101] Relevons que la règle d'interprétation énoncée à la dernière phrase de l'article 17.6 ii) n'entre en jeu que si l'interprétation "*conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public*" conduirait à plus d'un résultat. En l'espèce toutefois, l'interprétation qu'il convient de donner au libellé de l'article 3.4, compte tenu du contexte et de l'objet de cet article, est évidente et ne peut que confirmer celle faite par l'Organe d'appel dans la citation ci-dessus.

[102] Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis, rapport du Groupe spécial, ADP/92 et Corr.1, 2 avril 1993, paragraphe 276.

[103] Cette interprétation a récemment été confirmée dans le rapport du Groupe spécial sur l'affaire Mexique – enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis, WT/DS132/R du 28 janvier 2000. Au sujet de l'interprétation de l'article 3.4, le Groupe spécial déclare, au paragraphe 7.128, que:

"À notre avis, [le libellé de l'article 3.4] indique clairement que les facteurs énumérés à l'article 3.4 doivent être examinés dans tous les cas. Il peut y avoir d'autres facteurs économiques pertinents dans un cas particulier, dont l'examen serait aussi requis. Dans le cas d'une menace de dommage, par exemple, l'Accord antidumping lui-même établit que l'examen des facteurs énoncés à l'article 3.7 est également requis. Mais l'examen des facteurs énumérés à l'article 3.4 est requis dans chaque cas, même si cet examen peut conduire l'autorité chargée de l'enquête à conclure qu'un facteur donné n'est pas probant en ce qui concerne une branche de production donnée, ou un cas donné, et par conséquent n'est pas pertinent pour la détermination proprement dite. De plus, l'examen de chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4 doit apparaître dans la détermination finale de l'autorité chargée de l'enquête."

4.62 Premièrement, le libellé de l'article 3.4 se retrouve sous une forme similaire ou identique dans d'autres instruments que l'Accord antidumping: article 3:3 du Code antidumping de 1979[104], article 6 3) de l'Accord de 1979 relatif à l'interprétation et à l'application des articles VI, XVI et XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce[105] et article 15.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.[106]

4.63 Dans le contexte de ces accords, la jurisprudence des groupes spéciaux a été constante en ce qui concerne la nécessité d'examiner "tous" les facteurs et indices pertinents. Dans l'affaire Brésil - Droits compensateurs sur le lait, le Groupe spécial a fait une telle analyse[107]:

> *"333. Le Groupe spécial a noté que la liste d'éléments figurant à l'article 6:3 avait un caractère indicatif et que la dernière phrase montrait clairement que cette disposition ne préjugeait en rien l'importance à accorder à tout élément particulier qui y était mentionné. En même temps, l'article 6:3 exigeait clairement des autorités chargées de l'enquête qu'elles effectuent dans chaque cas une analyse complète de "tous les éléments et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche [de production]". Le Groupe spécial a été d'avis que le fait de prendre en considération uniquement la stagnation de la production nationale pour analyser l'incidence des importations sur la branche de production nationale était incompatible avec le caractère complet que devait avoir l'examen requis au titre de l'article 6:3.*
>
> …
>
> *340. À la lumière des considérations qui précèdent, le Groupe spécial a conclu que l'analyse et les constatations des autorités brésiliennes concernant l'incidence des importations de poudre de lait en provenance des CEE étaient incompatibles avec les*

---

[104] *"L'examen de l'incidence sur la branche de production concernée comportera une évaluation de tous éléments et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, tels que: diminution effective ou potentielle de la production, des ventes, de la part de marchés, des bénéfices, de la productivité, du rendement des investissements ou de l'utilisation des capacités; éléments qui influent sur les prix intérieurs; effets négatifs, effectifs ou potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la possibilité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces éléments ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."*

[105] *"L'examen de l'incidence sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous éléments et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, tels que: diminution effective ou potentielle de la production, des ventes, de la part de marchés, des bénéfices, de la productivité, du rendement des investissements ou de l'utilisation des capacités; éléments qui influent sur les prix intérieurs; effets négatifs, effectifs ou potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la possibilité de se procurer des capitaux ou l'investissement et, s'agissant de l'agriculture, point de savoir s'il y a eu accroissement de la charge qui pèse sur les programmes gouvernementaux de soutien. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces éléments ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."*

[106] *"L'examen de l'incidence des importations subventionnées sur la branche de production nationale comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle de la production, des ventes, de la part de marché, des bénéfices, de la productivité, du retour sur investissement ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement et, s'agissant de l'agriculture, question de savoir s'il y a eu accroissement de la charge qui pèse sur les programmes de soutien publics. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."*

[107] Brésil – Imposition de droits compensatoires provisoires et définitifs sur la poudre de lait et certains types de lait en provenance de la Communauté économique européenne, rapport du Groupe spécial adopté le 28 avril 1994, SCM/179 et Corr.1, paragraphes 333 et 340.

prescriptions de l'article 6:3 [car] … les considérations présentées dans l'Arrêté n° 569 ne permettaient pas au Groupe spécial de constater que les autorités brésiliennes avaient procédé à une analyse complète de "tous les éléments et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche [de production]"." (Non souligné dans le texte)

4.64 Dans l'affaire Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis, le Groupe spécial a formulé un avis similaire[108]:

"Pour les raisons exposées dans les paragraphes précédents, le Groupe spécial a été d'avis qu'il n'était pas en mesure de voir d'après le texte de la Détermination sur quelles données de fait la KTC s'était appuyée pour constater que le niveau du bénéfice net réalisé en 1989 était insuffisant pour permettre à la branche de production "de poursuivre ses opérations normales et de se développer". La KTC disposait peut-être à ce sujet de renseignements utiles, mais la Détermination ne permettait pas au Groupe spécial de déterminer comment elle les avait évalués pour établir cette constatation. Le Groupe spécial a rappelé ce qu'il avait dit aux paragraphes 227 et 228 au sujet des considérations qui lui servaient de guide pour examiner si la Détermination de la KTC se fondait sur des éléments de preuve positifs. Il a conclu que la constatation de la KTC selon laquelle le niveau du bénéfice net en 1989 n'était pas suffisant pour permettre à la branche de production "de poursuivre ses opérations normales et de se développer" n'était pas suffisamment corroborée par des éléments de preuve positifs et était de ce fait incompatible avec les obligations de la Corée au titre de l'article 3:1 de l'accord."

4.65 Dans le contexte de l'article 3:3 du Code antidumping de 1979, dans l'affaire États-Unis - Saumons, le Groupe spécial a relevé que[109]:

"lorsque l'on cherchait à établir si une détermination de l'existence d'un préjudice important était conforme à l'article 3, il était essentiel d'examiner si les autorités chargées de l'enquête avaient dûment pris en considération les éléments indiqués l'article 3:2 et 3:3."

4.66 Tel était également l'avis des CE elles-mêmes[110]:

"420.... Plus précisément, tout en continuant d'affirmer que l'article 3 imposait des obligations d'un caractère purement "procédural", les CE avaient déclaré ce qui suit:

"[I]l est inconcevable par ailleurs que l'existence d'un préjudice puisse être établie si l'examen ou l'évaluation des éléments et indices n'ont pas abouti à un résultat positif; l'examen ou l'évaluation doit faire apparaître clairement que pour chacun des éléments (volume, prix et incidence sur la branche de production nationale) tous les éléments ou indices ont été examinés..." (Non souligné dans le texte)

[108] Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis, rapport du Groupe spécial, ADP/92 et Corr.1, 2 avril 1993, paragraphe 254.

[109] États-Unis – Imposition de droits antidumping sur les importations de saumons frais et réfrigérés en provenance de Norvège, rapport du Groupe spécial adopté le 27 avril 1994, ADP/87, paragraphe 493.

[110] CE – Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon, non adopté.

4.67 On peut aussi rappeler que dans la récente procédure de groupe spécial concernant l'affaire Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures, les CE ont soutenu que[111]:

> *"**Arguments des Communautés européennes***
>
> *5.217 Les Communautés européennes notent que l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes prévoit qu'au cours de l'enquête visant à déterminer l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave, il y a lieu d'évaluer "tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de [la] branche [de production nationale], en particulier, le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs, la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues, les variations du niveau des ventes, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes, et l'emploi". D'après les Communautés européennes, cette disposition consacre le principe qu'une enquête sur le dommage doit être complète ("tous les facteurs pertinents") et fiable ("facteurs de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de cette branche"). De plus, une enquête doit être cohérente, satisfaisante, complète, claire et précise pour que ses conclusions soient suffisamment fondées et transparentes. Les Communautés européennes notent que cette position est confirmée par deux rapports de groupes spéciaux[112] qui ont examiné le critère du "dommage grave" défini à l'article 6:3 de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV).[113] Ces deux groupes spéciaux ont souligné dans leur rapport l'obligation d'examiner en détail chacun des facteurs à l'origine du dommage qui sont énumérés. Dans l'affaire États-Unis – Restrictions à l'importation de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles[114], le Groupe spécial a reproché aux États-Unis d'avoir fourni des renseignements contradictoires et insuffisants. Dans l'affaire États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde, le Groupe spécial a précisé[115]: "[a]u minimum, il faut que le Membre importateur soit en mesure de démontrer qu'il s'est interrogé sur la pertinence de chacun des facteurs énumérés [...]". Comme les États-Unis n'avaient examiné que huit sur onze des facteurs énumérés, et que certains des renseignements qu'ils avaient fournis étaient incomplets, vagues ou imprécis, le Groupe spécial a considéré que les prescriptions de l'article 6:3 de l'Accord sur les textiles et les vêtements n'avaient pas été respectées.[116]*

---

[111] Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures, rapport du Groupe spécial adopté le 25 juin 1999, WT/DS121/R.

[112] [Note 208 dans l'original]: *"Voir le rapport du Groupe spécial "États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde"*, 6 janvier 1997, WT/DS33/R; *et Groupe spécial "États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles"*, WT/DS24/R, 8 novembre 1996. *Ces deux rapports ont été soumis à l'Organe d'appel, mais celui-ci ne s'est pas prononcé sur le critère du dommage grave."*

[113] [Note 209 dans l'original]: *"L'article 6:3 de l'ATV stipule: "Lorsque il déterminera s'il existe un préjudice grave ou une menace réelle de préjudice grave, [...] le Membre examinera l'effet de ces importations sur la branche de production en question dont témoignent des modifications des variables économiques pertinentes, telles que la production, la productivité, la capacité utilisée, les stocks, la part de marché, les exportations, les salaires, l'emploi, les prix intérieurs, les profits et les investissements; aucun de ces facteurs, pris isolément ou combiné à d'autres facteurs, ne constituera nécessairement une base de jugement déterminante." (pas d'italique dans l'original)"*

[114] [Note 210 dans l'original]: *"Rapport du Groupe spécial "États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles", WT/DS24/R, 8 novembre 1996, paragraphe 7.45."*

[115] [Note 211 dans l'original]: *"Voir Groupe spécial "États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde", 6 janvier 1997, WT/DS33/R, paragraphe 7.26."*

[116] [Note 212 dans l'original]: *"Idem, paragraphe 7.51."*

> *5.218 Les Communautés européennes font valoir que, même si le libellé de l'article 6:3 de l'Accord sur les textiles et les vêtements diffère quelque peu de celui de l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, ces deux articles contiennent la liste des facteurs à l'origine du dommage que l'autorité chargée de l'enquête doit évaluer comme il convient. C'est pourquoi, conformément au raisonnement adopté dans les rapports des groupes spéciaux ci-dessus, les Communautés européennes estiment que la détermination relative à l'existence d'un "dommage grave" au titre de l'Accord sur les sauvegardes doit démontrer pour le moins que la pertinence ou le défaut de pertinence de chacun des facteurs énumérés à l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes ont été examinés. Les Communautés européennes estiment en outre que cette disposition exige que chaque facteur à l'origine du dommage soit analysé comme il convient. Tous les facteurs énumérés doivent être examinés de manière complète et à fond. Le résultat de l'analyse ne saurait être contradictoire, insuffisant, incomplet, vague ou imprécis. C'est pourquoi, de l'avis des CE, en examinant cinq secteurs distincts de l'industrie de la chaussure mais en s'abstenant d'examiner, comme on l'a déjà dit, les tendances des importations, la part de marché, les profits et pertes, et l'emploi pour chaque segment du marché, l'Argentine contrevient à ses obligations au titre de l'Accord sur les sauvegardes."* [Souligné dans le texte sauf le premier passage souligné]

4.68 Bien que le libellé de l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes soit légèrement différent de celui de l'article 3.4 de l'Accord antidumping, les deux dispositions contiennent une liste de facteurs susceptibles de causer un dommage que les autorités chargées de l'enquête doivent évaluer en détail. Elles doivent enquêter sur *tous* les facteurs énumérés de façon exhaustive. Les résultats de cette analyse ne doivent pas être contradictoires, insuffisants, incomplets, vague ou imprécis.

4.69 Rappelons que le Groupe spécial a souscrit à cet argument[117]:

> *"8.123 Nous notons, premièrement, que le texte de l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes exige explicitement l'évaluation de "tous les facteurs pertinents", en particulier ceux qui sont énumérés dans cet article. Deuxièmement, l'article 6:4 de l'ATV[118] n'énonce pas une telle condition expresse et reconnaît qu'"aucun de ces facteurs... ne constituera nécessairement une base de jugement déterminante". Néanmoins, les Groupes spéciaux États-Unis – Vêtements de dessous et États-Unis - Chemises de laine ont décidé que chacun des facteurs relatifs au préjudice mentionnés à l'article 6:4 de l'ATV devait être examiné par l'autorité nationale. Pour ce qui est de l'obligation d'évaluer "tous les facteurs pertinents" nous jugeons ces rapports de groupes spéciaux antérieurs pertinents. En conséquence, conformément au texte de l'Accord sur les sauvegardes et à la pratique antérieure, nous estimons qu'une évaluation de tous les facteurs énumérés à l'article 4:2 a) est exigée."* [Non souligné dans le texte]

---

[117] Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures, rapport du Groupe spécial adopté le 25 juin 1999, WT/DS121/R.

[118] [Note 510 dans l'original]: *"Article 6:4 de l'ATV: "... Le ou les Membres auxquels est imputé le préjudice grave ou la menace réelle de préjudice grave... seront identifiés sur la base d'un accroissement brusque et substantiel, effectif ou imminent, des importations en provenance dudit ou desdits Membres pris individuellement, et sur la base du niveau des importations par rapport aux importations en provenance d'autres sources, de la part de marché, ainsi que des prix à l'importation et des prix intérieurs à un stade comparable de la transaction commerciale; aucun de ces facteurs pris isolément ou combinés à d'autres facteurs, ne constituera nécessairement une base de jugement déterminante..."."*

Rappelons en outre que l'Organe d'appel a confirmé l'avis du Groupe spécial sur ce point[119]:

> *"136. Nous approuvons l'interprétation du Groupe spécial selon laquelle l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes exige qu'il soit démontré que les autorités compétentes ont évalué, au minimum, chacun des facteurs énumérés audit article ainsi que tous les autres facteurs pertinents en ce qui concerne la situation de la branche de production visée."*

4.70 Rappelons encore que les CE ont avancé le même argument, et que le Groupe spécial y a également souscrit, dans la procédure concernant les mesures de sauvegarde appliquées par la Corée aux produits laitiers[120]:

> *"Tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de la branche de production nationale n'ont pas été correctement examinés*
>
> *4.296 L'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes exige qu'une enquête visant à déterminer l'existence d'un dommage grave évalue tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de la branche de production nationale, en particulier, le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs, la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues, les variations du niveau des ventes, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes et l'emploi.*
>
> *4.297 Cette disposition établit qu'une enquête visant à déterminer l'existence d'un dommage doit être complète ("tous les facteurs pertinents"). Seuls les facteurs qui ne sont pas pertinents, qui ne sont pas de nature objective et quantifiable, ou qui n'influent pas sur la situation peuvent être exclus. Il est évident qu'il est nécessaire d'examiner un facteur avant de pouvoir considérer qu'il n'est pas pertinent, qu'il n'est pas de nature objective et quantifiable ou qu'il n'influe pas sur la situation. Les Communautés européennes font observer que cette position a été appuyée récemment par les rapports de deux groupes spéciaux[121] qui examinaient le critère de "préjudice grave" défini à l'article 6:3 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.[122] Les deux groupes spéciaux ont souligné dans leur rapport qu'il était nécessaire d'examiner chacun des facteurs de dommage énumérés. Dans l'affaire des Vêtements de dessous, le Groupe spécial a reproché aux États-Unis d'avoir fourni des renseignements inadéquats qui manquaient de cohérence. Selon le Groupe spécial chargé de l'affaire Chemises, chemisiers et blouses: "au minimum, il faut que le Membre importateur soit en mesure de démontrer qu'il s'est interrogé sur la pertinence de chacun des facteurs énumérés [...]".[123] Étant donné que les États-Unis n'ont pas examiné huit de ces facteurs dans le contexte de la branche de production concernée, sans donner aucune explication de leur*

---

[119] Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures, rapport de l'Organe d'appel adopté le 14 décembre 1999, WT/DS121/AB/R.

[120] Corée - Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers, rapport du Groupe spécial adopté le 21 juin 1999, WT/DS98/R.

[121] *Voir* les rapports des groupes spéciaux chargés des affaires *États-Unis - Chemises, chemisiers et blouses*, 6 janvier 1997, WT/DS33/R; et *États-Unis - Vêtements de dessous*, WT/DS24/6, 8 novembre 1996. Ces deux rapports ont fait l'objet d'un réexamen de la part de l'Organe d'appel qui n'a toutefois pas statué sur le critère du préjudice grave.

[122] "Lorsqu'il déterminera s'il existe un préjudice grave [...], le Membre examinera l'effet de ces importations sur la situation de la branche de production en question dont témoignent des *modifications des variables économiques pertinentes*, telles que la production, la productivité, la capacité utilisée, les stocks, la part de marché, les exportations, les salaires, l'emploi, les prix intérieurs, les profits et les investissements; aucun de ces facteurs, pris isolément ou combiné à d'autres facteurs, ne constituera nécessairement une base de jugement déterminante." (non souligné dans le texte original)

[123] *Voir États-Unis - Chemises, chemisiers et blouses*, paragraphe 7.26.

raison d'agir, les prescriptions de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements n'étaient pas respectées.[124]

4.298 Le libellé de l'article 6:3 de l'Accord sur les textiles et les vêtements est certes légèrement différent de celui de l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, mais les deux articles contiennent néanmoins une liste des facteurs de dommage qui doivent être évalués par l'autorité chargée de l'enquête. Par conséquent, conformément au raisonnement exposé dans les rapports de ces groupes spéciaux, les Communautés européennes estiment qu'au minimum, pour déterminer l'existence d'un dommage grave au titre de l'Accord sur les sauvegardes, il est nécessaire de démontrer que l'on s'est interrogé sur la pertinence de chacun des facteurs énumérés dans l'article 4:2 a) dudit accord. Elles soutiennent également que, conformément à cette disposition, chacun des facteurs de dommage a été correctement analysé à moins qu'il ne soit expliqué pour quelle raison le facteur de dommage peut être ignoré."

Le Groupe spécial a souscrit à cet argument:

"7.58 … Pour évaluer le dommage grave causé à l'ensemble de la branche de production nationale … tous les facteurs énumérés à l'article 4:2 doivent être pris en considération …"

L'Organe d'appel n'a pas été d'un avis contraire.

4.71 La règle d'interprétation énoncée à la dernière phrase de l'article 17.6 ii) n'entre pas en jeu puisque l'interprétation du sens ordinaire qu'il convient de donner au libellé de l'article 3.4 dans son contexte et compte tenu de son objet ne fait aucun doute.

4.72 Comme nous l'avons indiqué dans l'exposé des faits, les CE n'ont pas pris en considération plusieurs des facteurs et indices mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping et en particulier les suivants:

- productivité;
- retour sur investissement;
- capacité et utilisation des capacités[125];
- facteurs qui influent sur les prix intérieurs;
- effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités;
- stocks;
- salaires;
- croissance; et
- investissement.

4.73 Les autorités chargées de l'enquête n'ont donc pas convenablement évalué tous les facteurs et indices économiques pertinents[126] et ont par conséquent agi de façon incompatible avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

---

[124] *Voir id.*, paragraphe 7.52.

[125] Le considérant 110 du Règlement provisoire contient le passage suivant:

"À cet égard, il convient néanmoins de noter que les principaux producteurs de l'industrie communautaire ont des capacités de production qu'ils ne peuvent pas utiliser à un taux raisonnable pour les seuls articles de forte valeur. L'utilisation des capacités ne peut être maintenue que par la production de masse, dont le marché est désormais inondé par les importations."

Cette mention incidente de l'utilisation des capacités (qui ne figure pas dans la section traitant de la détermination mais dans la section traitant de la causalité), qui n'est accompagnée d'aucun argument, ne peut guère être considérée comme une détermination concernant l'utilisation des capacités ou comme un exposé satisfaisant d'une telle détermination.

4.74 Deuxièmement, sans préjudice de l'argument ci-dessus, rappelons que les exportateurs indiens avaient présenté des arguments précis au sujet des renseignements disponibles sur:

- les capacités et l'utilisation des capacités;
- le flux de liquidités;
- les stocks;
- les salaires;
- la croissance; et
- l'investissement.

4.75 Certes, vu la maigreur des résumés non confidentiels communiqués par les requérants, il était impossible aux exportateurs indiens de faire une analyse valable de ces facteurs. Néanmoins, l'Inde pense que le fait que les producteurs communautaires qui faisaient partie de l'échantillon n'ont pas fourni de résumés non confidentiels utilisables des données relatives à ces facteurs ne dispense pas les autorités chargées de l'enquête de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de l'article 3.4. Il semblerait au contraire que, la branche de production nationale n'ayant pas été capable de fournir des données non confidentielles significatives sur ces facteurs, les autorités chargées de l'enquête auraient eu une obligation d'autant plus grande d'examiner et d'évaluer ces aspects. Si tel n'était pas le cas, il serait très facile à une branche de production de manipuler une détermination de l'existence d'un dommage en ne fournissant des renseignements que sur les facteurs négatifs.

4.76 En résumé, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.4 en n'évaluant pas tous les indices et facteurs économiques pertinents mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

4. Allégation 12: incompatibilité avec l'article 12.2.1

4.1 Texte de l'article 12.2.1

4.77 Rappelons que les passages pertinents de l'article12.2 et 12.2.1 de l'Accord antidumping sont libellés comme suit:

> *"12.2 Il sera donné avis au public de toute détermination préliminaire ou finale, qu'elle soit positive ou négative … L'avis exposera de façon suffisamment détaillée, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant de façon suffisamment détaillée, les constatations ou les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête …*
>
> *12.2.1 Tout avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires donnera des explications suffisamment détaillées, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct donnant des explications suffisamment détaillées, sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage et mentionnera les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments. Compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, l'avis ou le rapport donnera en particulier …*
> *iv) les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3;*
> *v) les principales raisons qui ont conduit à la détermination."*

---

[126] L'Inde ne pense pas que cela aurait entraîné une différence, mais note qu'à aucun moment de la procédure administrative les CE n'ont indiqué ni signalé dans le dossier que ces facteurs et indices ne seraient pas "*pertinents*" ni expliqué pourquoi il en serait ainsi.

4.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1

4.78 Comme nous l'avons dit, la Commission européenne est la seule entité ayant accès à tous les faits relatifs à l'ouverture de l'enquête. À cet égard, l'article 12 joue un rôle essentiel en assurant une certaine transparence.[127]

4.79 Si les CE ont pris en considération la productivité, le retour sur investissement, les capacités et l'utilisation des capacités, les facteurs influant sur les prix intérieurs, les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, les salaires, la croissance et l'investissement, il n'existe aucun élément dans les règlements publiés, les communications ou ailleurs, qui l'atteste.

4.80 Premièrement, il semble que la détermination au titre de l'article 3.4, qui est requise par l'article 3.1, point b) de l'Accord antidumping, est par définition un "*point de fait et de droit jugé important*" au sens de l'article 12.2.

4.81 Deuxièmement, quoi qu'il en soit, la détermination exigée par l'article 3.4 est une partie (importante) des "*considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3*" au sens de l'article 12.2.1 iv). Le libellé de l'article 12.2.1 a un caractère impératif ("*donnera en particulier*").

4.82 Troisièmement, l'Inde estime qu'une détermination valable de la situation de la branche de production nationale doit être une des "*principales raisons qui ont conduit à la détermination*" au sens de l'article 12.2.1 v).

4.83 Pour résumer, si les CE ont en fait inclus dans leur évaluation tous les facteurs et indices économiques pertinents ayant une influence sur la situation de la branche de production, elles ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 en n'expliquant pas suffisamment leur détermination.

5. Allégation 13: incompatibilité avec l'article 12.2.2

5.1 Texte de l'article 12.2.2

4.84 Rappelons que selon l'article 12.2.2 :

> *"[un] avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales … En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs …"* (Non souligné dans le texte)

5.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2

4.85 Premièrement, l'article 12.2.2 renvoie à l'alinéa 2.1 de l'article 12.2. Comme les CE n'ont fourni ni dans le Règlement définitif ni ailleurs aucune explication supplémentaire en ce qui concerne

[127] Dans ce contexte, on peut rappeler l'avis du Groupe spécial dans l'affaire Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis, rapport du Groupe spécial, ADP/92 du 2 avril 1993, paragraphe 209:

> *"De l'avis du Groupe spécial, cette disposition serait vidée de son sens si, dans la procédure de règlement d'un différend…une partie avait le droit de défendre une détermination contestée…en avançant, en faveur de cette détermination, de prétendues raisons qui ne figuraient pas dans un énoncé officiel des raisons de cette détermination."*

la productivité, le retour sur investissement, les capacités et l'utilisation des capacités, les facteurs influant sur les prix intérieurs, les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance et l'investissement, la violation de l'article 12.2.1 qui fait l'objet de la deuxième allégation est *ipso facto* une violation de l'article 12.2.2.

4.86 De plus, vu les arguments présentés par les exportateurs indiens, les CE étaient dans l'obligation de fournir une explication concernant la façon dont elles avaient évalué ces facteurs et indices ("*ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs*"). Le fait qu'elles n'aient pas fourni cette explication est en soi incompatible avec l'article 12.2.2.

6. Allégation 14: incompatibilité avec l'article 6

4.87 Si les CE soutiennent qu'elles se sont acquittées de leurs obligations au titre de l'article 12, les exportateurs indiens n'en ont pas eu connaissance. En conséquence, les CE ont agi de façon non seulement contraire à l'article 12, mais aussi aux droits de la défense, tels qu'ils sont énoncés à l'article 6 de l'Accord antidumping.

6.1 Texte de l'article 6

4.88 Rappelons que les passages pertinents de l'article 6 sont libellés comme suit:

> *"Article 6: Éléments de preuve*
>
> *6.2 Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts.*
>
> …
>
> *6.4 À chaque fois que cela sera réalisable, les autorités ménageront en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers, qui ne seraient pas confidentiels aux termes du paragraphe 5 et que les autorités utilisent dans leur enquête antidumping, ainsi que de préparer leur argumentation sur la base de ces renseignements.*
>
> …
>
> *6.9 Avant d'établir une détermination finale, les autorités informeront toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Cette divulgation devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts."*

6.2 Arguments juridiques relatifs à l'article 6

4.89 Les CE n'ayant pas fait savoir aux exportateurs indiens qu'elles avaient pris en considération tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4, ni comment elles s'y étaient prises, ont de ce fait agi de façon incompatible avec l'article 6.2, 6.4 et 6.9.

4.90 L'article 6.2 prescrit que pendant toute la durée de l'enquête, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts. Dans la mesure où des renseignements relatifs à de nombreux facteurs pertinents mentionnés à l'article 3.4 n'ont jamais été divulgués, il n'en a pas été ainsi et les CE ont donc agi de façon incompatible avec l'article 6.1.

4.91 L'article 6.4 exige que les autorités ménagent la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents. Cela n'a jamais été fait puisque aucun renseignement n'a été communiqué en ce qui concerne de nombreux facteurs pertinents mentionnés à l'article 3.4.

4.92 L'article 6.9 exige que les parties intéressées soient informées des faits essentiels examinés. À l'évidence, cela n'a jamais été fait en ce qui concerne bon nombre des facteurs pertinents mentionnés à l'article 3.4.

C. ARTICLE 3.4: LES CE N'ONT PAS FAIT UNE DÉTERMINATION COHÉRENTE DE LA SITUATION DE LA "BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE"

4.93 **Allégation 15**: Les CE ont constitué un échantillon de producteurs nationaux mais ne se sont pas fondées de façon cohérente sur cet échantillon pour déterminer l'existence d'un dommage. En outre, elles ont expressément déterminé que la branche de production nationale se composait de 35 entreprises, mais ont employé des données relatives à d'autres entreprises pour déterminer l'existence d'un dommage. Enfin, elles ont choisi de faire une analyse à différents "niveaux" de l'industrie pour différences indices de l'existence d'un dommage, sans autre raison apparente que celle de choisir les éléments tendancieux faisant apparaître l'existence d'un préjudice. Pour chacune de ces trois raisons, les CE ont agi en contradiction avec l'article 3.4. En outre, l'affirmation que l'échantillon est représentatif est mathématiquement infondée et donc incompatible avec l'article 6.10 (**allégation 16**).

De plus, les CE n'ont pas expliqué de façon satisfaisante leur raisonnement et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 17**) et 12.2.2 (**allégation 18**).

1. Exposé des faits

4.94 Rappelons qu'en droit communautaire, la "branche de production nationale" est définie par une détermination de la représentativité. Les dispositions pertinentes sont les articles 4 paragraphe 1 et 5 paragraphe 4 du Règlement de base des CE relatif à la défense contre le dumping:

> Article 4 paragraphe 1: *"Aux fins du présent règlement, on entend par "industrie communautaire" l'ensemble des producteurs communautaires de produits similaires ou ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure au sens de l'article 5 paragraphe 4 de la production communautaire totale de ces produits, toutefois: …"*
>
> Article 5 paragraphe 4: *"Une enquête n'est ouverte conformément au paragraphe 1 que s'il a été déterminé, en se fondant sur un examen de degré de soutien ou d'opposition à la plainte exprimée par les producteurs communautaires du produit similaire, que la plainte a été présentée par l'industrie communautaire ou en son nom. La plainte est réputée avoir été déposée par l'industrie communautaire ou en son nom si elle est soutenue par des producteurs communautaires dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire par la partie de l'industrie communautaire exprimant son soutien ou son opposition à la plainte. Toutefois, il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs communautaires soutenant expressément la plainte représentent moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par l'industrie communautaire."* (Non souligné dans le texte)

4.95 À l'exception du passage souligné, ces dispositions semblent être en substance similaires à celles des articles 4.1 et 5.4 de l'Accord antidumping. Il s'ensuit (et cela n'a pas été et ne peut pas être nié) que la notion d'"industrie communautaire", en droit communautaire, correspond à toutes fins pratiques à celle de "branche de production nationale" au sens de l'Accord antidumping.

4.96 L'article 3 du Règlement de base reprend les dispositions de l'Accord antidumping en prescrivant que la détermination de l'existence du préjudice soit faite pour la branche de production nationale ("industrie communautaire").[128] Ainsi, le paragraphe 1 est libellé comme suit:

> *"Pour les besoins du présent règlement, le terme "préjudice" s'entend, sauf indication contraire, d'un préjudice important causé à une industrie communautaire, d'une menace de préjudice important pour une industrie communautaire ou d'un retard sensible dans la création d'une industrie communautaire et est interprété conformément aux dispositions du présent article."*

4.97 De même, l'article 3, paragraphe 5, du Règlement de base (qui est très semblable à l'article 3.4 de l'Accord antidumping) prescrit de déterminer la situation de l'"*industrie communautaire*":

> *"L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur l'industrie communautaire concernée comporte une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de l'industrie, y compris le fait pour une industrie de ne pas encore avoir surmonté entièrement les effets de pratiques passées de dumping ou de subventionnement, l'importance de la marge de dumping effective, la diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du rendement des investissements, de l'utilisation des capacités; les facteurs qui influent sur les prix dans la Communauté, les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur les flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, l'aptitude à mobiliser les capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive et un seul ou plusieurs de ces facteurs ne constituent pas nécessairement une base de jugement déterminante."*

4.98. Par conséquent, la branche de production nationale ("*industrie communautaire*") pour laquelle il faut déterminer l'existence d'un dommage ("*préjudice*") ne saurait être autre que la branche de production nationale définie pour la détermination de la représentativité. Dans la pratique des CE, il se peut qu'après l'ouverture de l'enquête, les autorités déterminent qu'une ou plusieurs entreprises ont été incluses à tort dans l'industrie communautaire et ces entreprises sont alors exclues. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé dans la procédure Linge de lit II, avant l'institution de mesures antidumping provisoires, comme il ressort de la citation du Règlement provisoire reproduite ci-après.

4.99 Dans l'enquête Linge de lit II, la Commission européenne a fait expressément une détermination de ce qui constituait la branche de production nationale:

> *"**1. Définition de l'industrie communautaire***
>
> *52) Après élimination de la liste des sociétés incluses dans la plainte de sept d'entre elles dont il a été établi qu'elles ne font pas partie des plaignants, la Commission a constaté que les autres sociétés représentent une proportion majeure de la production communautaire de linge de lit et satisfont aux dispositions de l'article 5 paragraphe 4 du règlement de base.*
>
> …

[128] Dans l'Accord antidumping, c'est l'article 4.1 qui définit la branche de production nationale pour laquelle il faut déterminer l'existence d'un préjudice en vertu de l'article 3.

54) Dans tous les cas sauf un, les sociétés présumées importer du linge de lit en provenance des pays concernés faisaient partie de l'échantillon de producteurs communautaires (considérants 58 à 61). La Commission a donc pu déterminer l'importance de ces importations au cours de ses visites de vérification effectuées sur place. Pour toutes ces sociétés faisant partie de l'échantillon sauf une, l'enquête a montré que les importations des produits faisant l'objet d'un dumping en provenance des pays concernés représentaient moins de 10 pour cent du chiffre d'affaires réalisé par les sociétés en question au cours de la période considérée. La Commission est donc d'avis que ces sociétés n'ont pas échappé aux effets des importations faisant l'objet d'un dumping et peuvent, aux fins de l'article 4 du règlement de base, être considérées, au même titre que les autres producteurs ayant coopéré, comme faisant partie de l'industrie communautaire.

Dans le cas de l'autre société faisant partie de l'échantillon, il a été constaté qu'une proportion plus importante de ses ventes de linge de lit effectuées au cours de la période d'enquête était d'origine pakistanaise et que sa production propre ne concernait qu'une fraction limitée de ses ventes. Il est apparu, en outre, que les activités futures de cette société devraient mettre davantage l'accent sur les importations. Cette société, dont l'intérêt principal n'est manifestement pas la production de linge de lit dans la Communauté, a donc été éliminée de la définition de l'industrie communautaire.

55) Comme il a été établi, à l'examen, que toutes les sociétés faisant partie de l'échantillon présumées importer du linge de lit en provenance des pays concernés sauf une ne le font pas en quantités suffisantes pour justifier leur exclusion, il a été considéré que les allégations formulées à cet égard par les exportateurs étaient excessives et non fiables. En conséquence, sur la base des conclusions concernant l'échantillon, l'exclusion de la seule société qui n'en fait pas partie n'est pas justifiée. Elle doit donc être maintenue dans la définition de l'industrie communautaire. Quoi qu'il en soit, cette question n'a aucune incidence déterminante sur la question de la représentativité de l'industrie communautaire.

56) Trois autres sociétés ont été éliminées. L'une ne produisait plus de linge de lit. Les deux autres n'ont pas répondu aux demandes d'information adressées, par l'intermédiaire d'Eurocoton et des associations nationales, aux plaignants qui n'ont pas été inclus dans l'échantillon de producteurs communautaires afin d'obtenir des renseignements concernant l'industrie communautaire dans son ensemble.

57) Les 35 autres sociétés, qui ont coopéré à l'enquête et qui sont établies en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Autriche et en Finlande, représentaient une proportion majeure de la production communautaire totale au cours de la période d'enquête. Elles ont donc été considérées comme constituant l'industrie communautaire au sens de l'article 4 paragraphe 1 du règlement de base."

4.100 D'après les CE, ces 35 entreprises représentaient environ 34 pour cent de la production communautaire totale et étaient en fait les plaignants.

4.101 Pour la détermination de l'existence d'un dommage, la Commission européenne a constitué un échantillon à partir de ces 35 entreprises. Ainsi, on peut lire dans le Règlement provisoire le passage suivant:

"58) Compte tenu du nombre de sociétés composant l'industrie communautaire, il a été décidé de procéder par échantillonnage, conformément à l'article 17 du règlement de base.

59) Vingt-sept des 35 sociétés, représentant 96,7 pour cent de la production de l'industrie communautaire et 32,5 pour cent de la production communautaire totale en 1995 (derniers

chiffres disponibles au moment du choix de l'échantillon), étaient établies en Allemagne, en Italie, en France et au Portugal.

60) En règle générale, les producteurs communautaires vendent une grande proportion de leur production de linge de lit sur leur marché intérieur, notamment en raison des différences existant entre les États membres sur le plan des produits et de leurs dimensions. Tel est le cas de l'Allemagne, de la France et de l'Italie, principaux producteurs de linge de lit dans la Communauté et gros importateurs. Les producteurs de ces États membres étaient donc des candidats naturels aux fins de l'évaluation de l'incidence des importations sur l'industrie communautaire.

Les producteurs portugais, quant à eux, vendent une grande partie de leur production dans d'autres États membres et représentent un tiers environ de la production des plaignants. Même si le Portugal n'est pas un gros importateur, il a donc été décidé d'y évaluer également l'incidence des importations sur les producteurs et de représenter ce pays dans l'échantillon.

61) En consultation avec Eurocoton, le plaignant, une première liste composée de dix-neuf sociétés a été établie (huit françaises, six allemandes, quatre italiennes et une portugaise).

Au cours de l'enquête, l'une de ces sociétés a été éliminée de l'échantillon pour défaut de coopération. À la suite de son exclusion et de celle de l'autre société conformément à l'article 4 paragraphe 1 point a) du règlement de base (considérant 54), les données concernant les producteurs inclus dans l'échantillon reposent, aux fins de l'examen du préjudice effectué ci-dessous, sur les informations fournies par les dix-sept autres producteurs qui représentent 20,7 pour cent de la production communautaire totale et 61,6 pour cent de la production de l'industrie communautaire. Ils comptent parmi eux les principaux producteurs communautaires établis en Allemagne, en Italie et au Portugal, ainsi que d'autres de plus petite taille. La Commission a donc considéré cet échantillon comme représentatif de l'industrie communautaire."

4.102 On peut lire plus loin dans le Règlement provisoire que:

"62) Les données nécessaires à l'examen du préjudice causé à l'industrie communautaire ont été collectées et analysées à trois niveaux différents:

- *au niveau de la (Communauté dans son ensemble (Communauté à 15), pour l'évolution de la production, de la consommation dans la Communauté, des importations, des exportations et de la part de marché. Les données ont été fournies par Eurocoton et par des sources reconnues de l'industrie, notamment le Centre d'information sur le textile et habillement (CITH), qui publie les chiffres de production dans la Communauté de tous les textiles de la catégorie 20. Celle-ci est légèrement plus étendue que la définition du produit concerné par la présente procédure. Toutefois, la différence est ténue, puisque les autres produits visés sont d'importance très mineure,*

- *au niveau de l'industrie communautaire, définie ci-dessus, pour l'évolution de sa production, de ses ventes en valeur et de son niveau d'emploi,*

- *au niveau des producteurs communautaires inclus dans l'échantillon, pour les facteurs précités ainsi que pour les tendances des prix et de la rentabilité."*

4.103 Plus loin, le Règlement provisoire expose la détermination de la situation de la branche de production nationale:

*"**a) Production***

81) La production communautaire totale de linge de lit a baissé de 9,6 pour cent, tombant de 138 400 tonnes en 1992 à 125 100 tonnes au cours de la période d'enquête. Ce recul est essentiellement imputable à la fermeture d'usines ou à l'arrêt de la production de linge de lit dans la Communauté (considérant 91). Il convient également de noter que les exportations totales des producteurs communautaires ont augmenté de 50 pour cent, passant de 14 027 tonnes en 1992 à 21 756 tonnes au cours de la période d'enquête. Sans ces bons résultats à l'exportation, la production communautaire de linge de lit aurait baissé davantage encore.

La configuration observée pour la production communautaire totale n'est pas reproduite au niveau des trente-cinq producteurs de l'industrie communautaire, dont la production a augmenté de 8,7 pour cent, passant de 39 370 tonnes en 1992 à 42 781 tonnes au cours de la période d'enquête. La Commission a conclu que l'industrie communautaire est composée de sociétés qui ont été suffisamment fortes pour survivre à la concurrence des importations faisant l'objet d'un dumping et qui, dans une certaine mesure, ont profité de la disparition des autres.

En effet, au cours de son enquête, la Commission a obtenu des éléments de preuve attestant que vingt-neuf sociétés non incluses dans l'industrie communautaire ont arrêté ou réduit leur production de linge de lit dans la Communauté entre 1992 et la période d'enquête. Il est estimé que la perte totale de production s'est élevée à au moins 10 000 tonnes par an.

Les chiffres des ventes, de l'emploi et des bénéfices des sociétés qui ont disparu depuis ne sont pas inclus dans les données globales concernant l'industrie communautaire, ce qui améliore artificiellement les tendances apparentes enregistrées pour celles qui ont survécu.

b) Ventes en volume

82) Au niveau des producteurs communautaires dans leur ensemble, les ventes en volume dans la Communauté, mesurées en déduisant des chiffres de production ceux des exportations, ont chuté de 17 pour cent, tombant de 124 400 tonnes en 1992 à 103 350 tonnes au cours de la période d'enquête.

Les ventes des producteurs de l'industrie communautaire inclus dans l'échantillon ont, quant à elles, diminué de 1,5 pour cent, tombant de 23 706 à 23 347 tonnes.

c) Ventes en valeur

83) Les ventes de l'industrie communautaire ont augmenté de 4,2 pour cent, passant de 428,6 millions d'écus en 1992 à 446,6 millions d'écus au cours de la période d'enquête. Les ventes des producteurs inclus dans l'échantillon ont, quant à elles, augmenté de 1,7 pour cent, passant de 280,6 millions d'écus en 1992 à 285,3 millions d'écus …

Il faut signaler que les producteurs inclus dans l'échantillon ont réussi à maintenir leurs ventes en cherchant des créneaux à plus forte valeur …

d) Part de marché

84) La part de marché en volume des producteurs de la Communauté dans son ensemble est tombée de 62,2 pour cent en 1992 à 55,6 pour cent au cours de la période d'enquête. Durant

cette période, les producteurs de l'industrie communautaire inclus dans l'échantillon ont vu leur part de marché augmenter légèrement, de 10,7 à 11,3 pour cent. Cette évolution s'explique par le fait que les sociétés qui ont survécu ont absorbé une partie des ventes de celles qui ont disparu du fait de la concurrence exercée par les importations faisant l'objet d'un dumping, particulièrement les ventes de produits de plus forte valeur.

85) La part de marché en valeur a été analysée sur la base d'estimations. La configuration observée est identique à celle enregistrée pour la part de marché en volume: les producteurs de la Communauté dans son ensemble ont perdu des parts de marché (tombant de 77,8 pour cent en 1992 à 72 pour cent au cours de la période d'enquête), alors que l'industrie communautaire et les producteurs inclus dans l'échantillon en ont gagné (passant de 22,4 pour cent à 25,1 pour cent et de 14,7 pour cent à 16 pour cent, respectivement).

e) Évolution des prix

86) La Commission a analysé l'évolution des prix moyens pratiqués par les producteurs communautaires inclus dans l'échantillon pour les produits de référence entre 1993 et la période d'enquête en utilisant un même assortiment de ces produits …

87) L'évolution des prix moyens par kilogramme pratiqués par les producteurs inclus dans l'échantillon a également été mesurée. Il en est ressorti que les prix moyens sont tombés de 100 en 1992 à 97,8 en 1993, puis sont repassés à 103,2 au cours de la période d'enquête. S'ils ont évolué plus favorablement que les prix des produits de référence, cela reflète à nouveau le fait que les producteurs inclus dans l'échantillon ont été obligés de se tourner vers des créneaux à plus forte valeur aux dépens des produits grand public.

…

f) Rentabilité

89) La rentabilité des sociétés incluses dans l'échantillon a diminué de plus de 50 pour cent entre 1992 et la période d'enquête, tombant de 3,6 pour cent à 1,6 pour cent …

90) Il convient de rappeler à nouveau que les sociétés incluses dans l'échantillon font partie de celles qui ont survécu à la concurrence des importations faisant l'objet d'un dumping. Il y a également lieu de préciser que cette industrie n'est pas une industrie à forte intensité de capital et est composée d'un grand nombre de petites et moyennes entreprises, ce qui signifie que toute situation de déficit peut entraîner une disparition immédiate plutôt qu'une poursuite des activités dans l'attente de temps meilleurs. C'est pourquoi les sociétés qui ont survécu sont celles qui sont rentables ou, comme dans ce cas, à peine rentables.

g) Emploi

91) L'emploi direct affecté par les trente-cinq sociétés de l'industrie communautaire à la fabrication du produit concerné a diminué de 5,3 pour cent entre 1992 et la période d'enquête, tombant de 7 000 à 6 700 unités.

En analysant les données concernant l'industrie communautaire, il faut tenir compte des 29 sociétés n'en faisant pas partie qui ont arrêté ou réduit leur production de linge de lit dans la Communauté entre 1992 et la période d'enquête (considérant 81). Les pertes d'emplois correspondantes sont de l'ordre de 2 400 unités.

h) Conclusion concernant le préjudice

92) La Commission a pris en considération tous les indicateurs économiques précités pour déterminer si l'industrie communautaire a subi un préjudice important. Il a été tenu compte du fait que le nombre de sociétés composant l'industrie communautaire a diminué par rapport au début de la période d'examen du préjudice. Les chiffres des ventes, de l'emploi et des bénéfices des sociétés qui ont disparu depuis ne sont pas inclus dans les données globales concernant l'industrie communautaire, ce qui améliore les tendances apparentes enregistrées pour celles qui ont survécu.

93) La Commission a noté la baisse de la production totale et de la part de marché des producteurs communautaires. Ce contexte traduit les conditions difficiles dans lesquelles évolue l'industrie communautaire résiduelle. Le fait que ces sociétés ont réussi à maintenir leur production et leur part de marché ne change rien à l'évaluation de la situation globale. Qui plus est, l'industrie communautaire résiduelle doit faire face à une rentabilité décroissante et insuffisante, comme le prouve l'évolution des prix, qui n'a pu intégrer ni l'augmentation des cours du coton brut ni l'inflation des prix des biens de consommation.

94) En conséquence, la Commission a conclu que l'industrie communautaire a subi un préjudice important.

G. CAUSALITÉ

…

2. Effets des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance des pays concernés

96) L'examen de la situation de l'industrie communautaire a mis en évidence, comme principal indicateur de préjudice, l'évolution insatisfaisante des prix et la baisse de rentabilité en résultant. Il a également permis d'établir que les importations faisant l'objet d'un dumping ont été vendues à des prix sensiblement inférieurs à ceux des producteurs communautaires …

98) Il a été observé que les producteurs inclus dans l'échantillon ont été obligés de se tourner de plus en plus vers la production et la vente dans des créneaux à plus forte valeur afin de maintenir le niveau de leur production et de leurs ventes …

99) Compte tenu du fait que le blocage des prix et la baisse consécutive de la rentabilité jusqu'à un niveau insuffisant sont les principaux indicateurs sur lesquels reposent les conclusions de la Commission concernant le préjudice ainsi que de la coïncidence dans le temps entre la détérioration de la situation de l'industrie communautaire et l'augmentation substantielle des importations faisant l'objet d'un dumping, il peut être conclu qu'il existe un lien de causalité direct entre ces importations et le préjudice important établi.

…

105) Il est clair que la baisse de la consommation entre 1992 et la période d'enquête a contribué à la situation de l'industrie communautaire. Toutefois, elle n'a pas affecté tous les opérateurs de la même manière. Au cours de cette période, le volume total des ventes effectuées par les producteurs communautaires a enregistré un recul de 50 pour cent supérieur à celui de la consommation totale. Alors que les ventes de l'industrie communautaire sont restées relativement stables, profitant de la disparition d'autres producteurs communautaires, les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance des pays concernés ont augmenté de 48 pour cent. Les importations en provenance des autres pays tiers ont diminué de 14 pour cent. Puisque les ventes totales des producteurs

communautaires ont enregistré un recul de 50 pour cent supérieur à celui de la consommation totale et que les ventes des autres importations ont baissé, il peut être conclu que les importations faisant l'objet d'un dumping, en hausse du fait de leur forte sous-cotation des prix, ont absorbé au moins un tiers du volume des ventes perdu par les producteurs communautaires, ce qui constitue manifestement une cause de préjudice important non imputable à la baisse de la consommation …

d) Concurrence des producteurs communautaires qui ne sont pas à l'origine de la plainte

107) L'industrie communautaire ne représente qu'une partie de la production communautaire totale. Il convient donc d'examiner si la concurrence exercée par les autres producteurs de la Communauté a affecté la situation de l'industrie communautaire. Il est notoire que, parmi les autres producteurs de linge de lit, on compte, notamment, un grand nombre de "transformateurs" qui fabriquent le produit concerné à partir de tissus écrus produits ailleurs, alors que l'industrie communautaire se compose en grande partie de producteurs intégrés qui tissent eux-mêmes l'essentiel ou la totalité du drap brut utilisé. Comme provisoirement établi dans le cadre de la procédure distincte concernant les importations de tissus écrus originaires d'Inde, du Pakistan, d'Égypte, de Chine, d'Indonésie et de Turquie, d'importantes quantités de ces produits ont été importées dans la Communauté à des prix faisant l'objet d'un dumping, fournissant à ces producteurs un avantage déloyal sur l'industrie communautaire dans le cadre de la présente procédure. Il ne saurait donc être exclu que ce facteur ait provoqué des distorsions de concurrence ayant contribué à la situation de l'industrie communautaire.

108) Néanmoins, il convient de noter que la production et la part de marché des producteurs qui ne sont pas l'origine de la plainte a baissé entre 1992 et la période d'enquête. En effet, le recul de la production dans la Communauté a plutôt été le fait des non-plaignants que des plaignants. Comme les importations concernées ont augmenté avec le temps, la Commission a décidé que la concurrence des non-plaignants n'infirme pas la conclusion selon laquelle elles ont causé le préjudice établi.

4. Conclusion concernant le lien de causalité

109) Comme indiqué ci-dessus, il existe un lien de causalité direct entre, d'une part, l'augmentation en volume et l'effet sur les prix des importations faisant l'objet d'un dumping et, d'autre part, le préjudice important subi par l'industrie communautaire. Ce lien direct est démontré par l'existence d'une forte sous-cotation qui peut raisonnablement expliquer la hausse substantielle de la part de marché des importations faisant l'objet d'un dumping, qui est passée de 16,9 pour cent en 1992 à 25,1 pour cent au cours de la période d'enquête, ainsi que les conséquences négatives sur les volumes et les prix de vente des producteurs communautaires. En volume, la part de marché des producteurs communautaires est tombée de 62,2 pour cent en 1992 à 55,6 pour cent au cours de la période d'enquête. Cette baisse ne s'est pas traduite au niveau des différents producteurs de l'industrie communautaire, parce qu'ils ont suffisamment profité de la disparition d'autres producteurs de la Communauté pour stabiliser relativement le volume de leurs ventes. Toutefois, les prix des importations faisant l'objet d'un dumping ont eu une incidence évidente sur les producteurs inclus dans l'échantillon, dont beaucoup sont des petites et moyennes entreprises, leur rentabilité étant tombée de 3,6 pour cent à 1,6 pour cent. À cet égard, la Commission a observé qu'une telle situation peut occasionner des difficultés particulières aux petites et moyennes entreprises, compte tenu de leur manque de ressources et de la réticence des banques à financer des pertes …" (Non souligné dans le texte)

4.104 Dans leurs observations relatives à la notification préliminaire[129], les exportateurs indiens ont expliqué en détail que cette détermination était incorrecte, car elle se fondait sur un choix arbitraire des entreprises analysées, incompatible avec l'article 3:

> *"2.2 Définition de l'industrie communautaire*
>
> *La Commission européenne explique au considérant 62 du Règlement provisoire que l'évaluation du préjudice a été faite à trois niveaux:*
> - *au niveau de l'ensemble de la Communauté (CE-15);*
> - *au niveau l'industrie communautaire; et*
> - *au niveau des producteurs faisant partie de l'échantillon.*
>
> *Texprocil conteste la double détermination de l'existence d'un préjudice faite par la Commission. Dans la présente affaire, de nombreux producteurs ont choisi de ne pas appuyer la plainte. Même Eurocoton reconnaît dans sa plainte que la moitié environ des producteurs communautaires ne l'appuyaient pas.*[130]
>
> *Ultérieurement la Commission a indiqué, dans le Règlement instituant les droits provisoires que:*
>
> *"Les 35 autres sociétés, qui ont coopéré à l'enquête et qui sont établies en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Autriche et en Finlande, représentaient une proportion majeure de la production communautaire totale au cours de la période d'enquête. Elles ont donc été considérées comme constituant l'industrie communautaire au sens de l'article 4 paragraphe 1 du Règlement de base." (Considérant 57)*
>
> *Texprocil ne conteste pas le droit de la Commission de limiter l'industrie communautaire aux entreprises qui appuient la plainte. D'ailleurs, dans des enquêtes antérieures, la Commission a plusieurs fois exclu des entreprises de la définition de l'industrie communautaire du fait que ces entreprises étaient liées à des exportateurs, ou pour d'autres raisons*[131] *…*
>
> *… En vertu de l'article 3 paragraphe 1 du Règlement de base, la détermination de l'existence d'un dommage doit se limiter à "l'industrie communautaire". Cette expression est une expression technique qui est définie à l'article 4 paragraphe 1. Dans l'affaire Linge de lit, la Commission a déterminé que l'"industrie communautaire" se composait des 35 entreprises qui ont participé à l'enquête.*
>
> *En conséquence, la Commission ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre en décidant d'une part de limiter l'industrie communautaire au 35 entreprises en question pour ce qui est de la sous-cotation des prix et en se fondant d'autre part sur les données relatives à l'ensemble des producteurs pour la détermination de la situation de l'industrie.*[132]
>
> *Texprocil fait observer que toute détermination de l'existence d'un dommage fondée sur des données correspondant à des producteurs expressément exclus de l'industrie communautaire est en contradiction avec l'article 3 paragraphe 1 du Règlement de base.*

---

[129] Annexe 51.

[130] Note de bas de page dans l'original: Page 3 de la plainte non confidentielle.

[131] Note de bas de page omise.

[132] Note de l'original: En outre, nous estimons que l'échantillon de l'industrie communautaire devrait être considéré comme représentatif pour *tous* les facteurs susceptibles de causer un préjudice, de même que l'échantillon des sociétés indiennes ayant coopéré à l'enquête est considéré comme représentatif de la branche de production indienne.

Le raisonnement de la Commission exposé aux considérants 84 et 96 et suivants, selon lequel les entreprises faisant partie de l'industrie communautaire ont absorbé une partie des ventes de celles qui ont disparu, est spécieux, puisqu'il se fonde sur le postulat implicite que seules ces 35 entreprises sont économiquement viables et capables de soutenir la concurrence, ce qui laisserait entendre que les deux tiers des producteurs communautaires qui n'ont pas coopéré à l'enquête étaient incapables d'accroître leur part de marché au détriment des entreprises qui ont disparu. Cela amène à se demander pourquoi des entreprises viables se plaindraient d'un prétendu dumping, alors que des entreprises prétendument non viables n'appuieraient pas la plainte.

En résumé, la Commission ne peut pas faire une détermination légalement valable de l'existence d'un dommage en se fondant sur l'analyse d'entreprises autres que celles qui constituent l'industrie communautaire au sens du considérant 35 du Règlement instituant les droits provisoires."

4.105 Texprocil soutient ensuite que les données disponibles relatives à la situation de l'"industrie communautaire" (branche de production nationale) ne donnaient manifestement pas de raison de penser qu'il y avait dommage. Ces arguments ont été répétés durant la deuxième audition relative au préjudice et dans le deuxième mémoire consécutif à cette audition[133] du 17 juillet 1997 (annexe 55).

4.106 Dans la notification finale annexe 56), les CE ont fait les observations ci-après au sujet de cette question:

"3. Situation de l'industrie communautaire

Les exportateurs de tous les pays exportateurs ont soutenu que l'analyse du préjudice faite par la Commission présentait des défauts dans la mesure où elle se fondait sur des données relatives à l'ensemble de la production communautaire de linge de lit pour évaluer la situation de l'industrie communautaire. Ils ont soutenu en particulier qu'on ne pouvait pas employer des données relatives à des entreprises ne figurant pas dans la définition de l'industrie communautaire ou ne produisant plus de linge de lit pour étayer une constatation de préjudice important.

Les services de la Commission ont soigneusement examiné ces allégations. Toutefois, il convient de relever que le principal motif pour lequel ils ont constaté l'existence d'un préjudice important était la réduction de la rentabilité et l'impossibilité de relever les prix, observées parmi les entreprises faisant partie de l'échantillon de l'industrie communautaire.

Néanmoins, les services de la Commission considèrent que les données relatives à l'ensemble de la production communautaire de linge de lit fournissent une indication de la situation dans laquelle cette industrie opérait durant la période considérée. Suggérer qu'on n'a pas le droit d'employer ces données, c'est ignorer la nature de l'industrie concernée. Dans des secteurs très capitalistiques où les obstacles à l'entrée et à la sortie sont élevés, il est moins probable que le préjudice important se manifeste par la disparition d'entreprises. Dans un secteur comme les textiles au contraire, lorsque la conjoncture est difficile, de nombreuses entreprises sont forcées à quitter le marché rapidement. Par conséquent, si l'on ne tenait pas compte de la disparition d'un nombre important d'agents économiques, on ferait une analyse du préjudice qui n'est adaptée qu'à certains secteurs.

La constatation de l'existence d'un préjudice important faite par la Commission est donc confirmée.

[133] Voir section 4.2 et paragraphes suivants au sujet de ce document.

H. CAUSALITÉ

Les exportateurs des trois pays concernés ont soutenu que tout préjudice important pouvait être imputé à la chute de 7 pour cent de la consommation entre 1992 et la période d'enquête. Toutefois, comme indiqué au considérant 105 du Règlement provisoire, le recul total du chiffre d'affaires de l'ensemble des producteurs communautaires a été largement supérieur à la baisse totale de la consommation. Quant à l'argument des exportateurs selon lequel les données relatives à l'ensemble de la production communautaire n'étaient pas pertinentes pour déterminer si les importations faisant l'objet d'un dumping ont causé un préjudice grave, les services de la Commission le rejettent (voir ci-dessus, G.3) et confirment donc la constatation que le recul de la consommation n'infirme pas la constatation selon laquelle les importations faisant l'objet d'un dumping ont à elles seules causé un préjudice important à l'industrie communautaire."

4.107 Dans leurs observations relatives à la notification finale, les exportateurs indiens ont à nouveau soutenu que les CE, en se fondant sur des entreprises ne faisant pas partie de l'industrie communautaire pour apprécier la situation de cette dernière, ont agi de façon incompatible avec l'article 3:

"4.2.1 Détermination du préjudice à plusieurs niveaux

Durant la deuxième audition et dans ses observations sur la notification préliminaire, Texprocil a soutenu que la Commission était tenue de déterminer si l'<u>industrie communautaire</u> avait subi un dommage. Selon elle, outre la question de savoir si la Commission aurait dû tenir compte des 66 pour cent de producteurs communautaires qui ne faisaient pas partie de l'industrie communautaire définie aux fins de l'enquête, la Commission, en employant une méthode d'échantillonnage, était obligée de fonder sa détermination sur les résultats obtenus pour cet échantillon. Dans la notification finale, la Commission n'a apparemment pas très bien compris cet argument et s'est contentée de relever que: [extrait de la notification finale]

Cet argument ne tient pas compte de plusieurs facteurs pertinents. Premièrement, la détermination de l'existence d'un préjudice est une appréciation juridique. La Communauté européenne a souscrit dans le cadre du GATT/de l'OMC à certaines règles donnant des indications sur la façon dont cette évaluation doit être faite.

On peut répartir les producteurs communautaires en trois groupes:

1) l'industrie communautaire, qui représente (environ) 34 pour cent ou un peu moins des producteurs existants;
2) les autres producteurs communautaires, dont la production représente plus de 66 pour cent de la production communautaire;
3) les producteurs qui ont disparu avant l'ouverture de l'enquête.

L'argument de Texprocil est que la Commission n'est pas habilitée à se fonder, pour déterminer l'existence d'un préjudice, sur des données concernant la deuxième catégorie. En outre, le fait qu'elle excipe de la "disparition" de la troisième catégorie d'entreprises n'explique pas pourquoi plus de 66 pour cent, c'est-à-dire les deux tiers, des producteurs <u>encore existants</u> ne soutiennent pas l'enquête.

Enfin, il y a un autre facteur qui tend à fausser la situation. Comme la Commission le sait certainement, l'industrie textile communautaire a subi un processus de restructuration en profondeur ces dernières années, qui a notamment entraîné le rachat de nombreuses entreprises de petite taille par des sociétés plus viables.

Ainsi, si l'entreprise A a été achetée par l'entreprise B il y a quatre ans, le raisonnement de la Commission semble être le suivant: l'entreprise A a disparu, ce qui est un signe de dommage, nonobstant le fait que l'entreprise B a accru sa production. Cette logique ne résiste pas à l'analyse.

Texprocil relève que la Commission n'a pas examiné plus avant les objections juridiques des exportateurs indiens, hormis les observations figurant aux pages 13 et 14 des notifications.

Nous considérons que cette espèce de tour de passe-passe employé pour ne pas tenir compte du processus naturel de concentration de l'industrie textile communautaire n'est conforme ni à la lettre ni à l'esprit des articles 3 et 4 de l'Accord antidumping de l'OMC. Texprocil déplore que la Commission se soit fondée sur cette analyse à trois niveaux pour déterminer l'existence d'un dommage, ce qui peut donner l'impression regrettable qu'elle a employé une méthode tendancieuse. Pour dissiper cette impression, la Commission est invitée une fois de plus à réfuter les arguments de Texprocil de façon valable, conformément à l'article 12 de l'Accord antidumping de l'OMC."

4.108 Dans le Règlement définitif, les CE ont quelque peu modifié le libellé de la notification finale:

"***E. INDUSTRIE COMMUNAUTAIRE***

…

34) La conclusion selon laquelle les 35 sociétés à l'origine de la plainte représentent une proportion majeure de la production communautaire totale au sens de l'article 5 paragraphe 4 du règlement de base et constituent à ce titre l'industrie communautaire au sens de l'article 4 paragraphe 1 du même règlement, est confirmée.

F. PRÉJUDICE

…

3. Situation de l'industrie communautaire

40) Les exportateurs de tous les pays exportateurs ont fait valoir que l'analyse de la Commission relative au préjudice présente des irrégularités dans la mesure où elle fait référence, dans son évaluation de la situation de l'industrie communautaire, à la forte chute de la production communautaire totale de linge de lit. Ils ont, plus particulièrement, fait valoir que les informations relatives aux sociétés qui ne sont pas incluses dans la définition de l'industrie communautaire ou qui ne produisent plus de linge de lit ne peuvent pas être utilisées pour déterminer l'existence d'un préjudice important.

Ces arguments ont été examinés avec attention. Il convient toutefois de noter que la conclusion relative au préjudice important se fonde essentiellement sur la baisse de la rentabilité et le blocage des prix de l'industrie communautaire observés pour les sociétés incluses dans l'échantillon.

41) Lorsque elles examinent le préjudice conformément à l'article 3 du règlement de base, les institutions communautaires doivent évaluer la situation économique de l'industrie à l'origine de la plainte. À cet effet, elles analysent généralement une période de quatre à cinq ans, comme dans le cas présent ("période d'évaluation"). Cette évaluation repose communément sur une analyse de l'industrie communautaire et pas nécessairement des sociétés qui représentent la totalité de la production communautaire, car la situation des sociétés

représentant une proportion majeure de la production communautaire est représentative de l'ensemble. Cette évaluation doit néanmoins tenir compte de la structure et de la nature de l'industrie considérée. En l'espèce, l'industrie est caractérisée par la présence d'un nombre élevé d'opérateurs, souvent des petites et moyennes entreprises, et par le fait qu'il s'agit d'un secteur dont il est relativement facile de sortir. Cette dernière caractéristique s'explique essentiellement par le fait que les machines peuvent, sans trop de difficultés, être vendues ou utilisées pour fabriquer d'autres produits, ce qui a pour conséquence que les effets d'un préjudice important se marqueront probablement par la disparition d'opérateurs économiques au cours de la période d'évaluation.

Par conséquent, limiter l'évaluation du préjudice aux seules sociétés encore actives à la fin de la période d'évaluation (c'est-à-dire au moment du dépôt de la plainte), et donc en mesure de soutenir activement la plainte, reviendrait à négliger le préjudice causé aux sociétés qui ont cessé leurs activités avant cette date. Il y a également lieu d'ajouter que cette distorsion pourrait être encore aggravée par le fait que les entreprises survivantes à l'origine de la plainte peuvent avoir bénéficié, même temporairement, de la disparition d'autres entreprises, ce qui entraîne une surestimation de toute évolution positive.

En l'espèce, il convient de préciser qu'un nombre très important de sociétés du secteur du linge de lit, 29 au total, ont fermé leurs portes ou ont cessé toute production. De plus, vu l'ampleur de la sous-cotation des prix établie, la forte augmentation du volume des importations concernées et la hausse corrélative de leur part de marché, il y a lieu de considérer que, en l'absence de mesures antidumping, toute évolution relativement positive de la situation des producteurs à l'origine de la plainte doit être considérée comme menacée en l'absence de mesures antidumping.

4. Conclusion

42) La conclusion selon laquelle l'industrie communautaire subit un préjudice important au sens de l'article 3 paragraphe 1 du règlement de base est donc confirmée.

4.109 Durant les consultations, l'Inde a dit qu'à son avis la détermination de la situation de l'"industrie communautaire" faite par les CE était incompatible avec l'article 3.4 (annexe 11):

"M. Seth: … les CE concluent au considérant 57 du Règlement instituant les droits provisoires qu'un certain groupes de 35 sociétés constituait "l'industrie communautaire au sens de l'article 4 paragraphe 1 de règlement de base". Dans le Règlement instituant le droit définitif, elles ont confirmé cette constatation.

Il s'ensuit que le dommage doit être déterminé pour la branche de production ainsi définie.

Nonobstant cette conclusion, les CE ont employé des données correspondant à trois niveaux, comme il est expliqué au considérant 62 du Règlement provisoire:

1) la production communautaire dans son ensemble (c'est-à-dire l'industrie communautaire + près des deux tiers des producteurs communautaires qui ne se considéraient pas comme faisant partie de l'industrie communautaire);
2) l'industrie communautaire (c'est-à-dire les 35 sociétés définies comme constituant l'industrie communautaire); et
3) les producteurs communautaires inclus dans l'échantillon (c'est-à-dire l'échantillon constitué à partir des sociétés de l'industrie communautaire).

Ce n'est qu'en employant occasionnellement des données relatives aux près des deux tiers des producteurs communautaires qui n'appuyaient pas la plainte et qui à l'évidence ne pouvait être considérés comme faisant partie de l'"industrie communautaire" que les CE ont pu "déterminer" que les importations de linge de lit en provenance d'Inde, du Pakistan et de l'Égypte avaient causé un dommage.

L'Inde considère que cette détermination est incompatible avec l'article 3 et en particulier avec l'article 3.1, 3.4 et 3.5.

À cet égard, nous voulons soulever les questions suivantes (questions 25 à 32) [voir l'annexe 11 pour plus précisions]:

[CE]: Je vais commencer par quelques observations de caractère général. Je reconnais que le libellé du Règlement provisoire n'est pas parfait. Nous confirmons que la définition de la "branche de production nationale", à l'article 3, est la même que celle (de l'industrie communautaire) donnée à l'article 4 paragraphe 1. Il n'est pas vrai que nous avons établi l'existence d'un dommage en se fondant sur un groupe plus grand. Par exemple, pour pouvoir déterminer la part de marché de la branche de production nationale, nous avons besoin de données de tous les producteurs et nous devons donc recueillir ces données. Il est normal, lorsqu'on constitue un échantillon censé être représentatif de l'industrie communautaire, qu'on ne puisse pas obtenir toutes les données à partir de cet échantillon. Nous ne voyons donc pas où est la contradiction.

[La délégation indienne] précise sa question: l'affirmation des CE est incorrecte. Par exemple, au considérant 82 du Règlement provisoire les CE semblent clairement s'appuyer, pour déterminer l'existence d'un dommage, sur des facteurs autres que la part de marché des producteurs non inclus dans l'industrie communautaire.

[CE]: Aucun facteur n'est décisif à lui seul. Certains facteurs n'ont pas un effet négatif évident. En pareil cas, nous avons complété l'analyse en faisant des comparaisons avec d'autres concurrents. Cela ne doit pas être confondu avec une détermination de l'existence d'un dommage pour des entreprises n'appartenant pas à l'industrie communautaire. Je reconnais que le Règlement aurait pu être mieux écrit.

…

2.3 La Communauté européenne a agi de façon incompatible avec l'article 3.1 de l'Accord en ne respectant pas le résultat de l'échantillon d'entreprises constituées

M. Seth: La détermination de l'existence d'un préjudice sur la base de données correspondant à plusieurs niveaux soulève un autre problème.

Pour ce qui est de l'industrie communautaire, la Commission a choisi un échantillon de 17 des 35 entreprises qui la constituent. Nous faisons observer que, pour autant que l'Inde le sache, cet échantillon a été choisi par les enquêteurs de la Commission européenne en collaboration avec le plaignant, Eurocoton, et avec son approbation. On peut donc s'attendre à ce que cet échantillon soit composé des entreprises pour lesquelles il est le plus probable que la Commission trouvera des données tendant à indiquer qu'il y a préjudice. À cet égard, il est probable que l'échantillon est biaisé et donne une image plus négative de la situation de la branche de production nationale qu'une analyse fondée sur l'ensemble de cette branche.

…

Nous reconnaissons que les CE ne sont pas obligées de constituer un échantillon de l'industrie communautaire, mais il nous semble que, si les enquêteurs communautaires décident de limiter leur enquête sur les exportateurs indiens à un échantillon d'entreprises établi conformément à l'article 6.10 de l'Accord, et que le résultat de cette analyse est ensuite extrapolé à tous les autres exportateurs indiens ayant coopéré, il faudrait de la même façon extrapoler les résultats de l'analyse de l'échantillon des producteurs communautaires à l'ensemble de la branche de production nationale. Si les enquêteurs ont dédaigné les données provenant de l'échantillon de producteurs communautaires pour employer des données "plus favorables" provenant d'un autre groupe de producteurs communautaires, on peut difficilement prétendre que "l'établissement des faits par les autorités" est "correct", ni que "leur évaluation des faits [est] impartiale et objective".

En ne se limitant pas aux données correspondant à l'échantillon de l'industrie communautaire pour déterminer s'il y a eu dommage important, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord. Par conséquent, elles ont également agi de façon incompatible avec l'article premier de l'Accord.

L'échantillon des CE n'est pas " valable d'un point de vue statistique"

Il y a encore un troisième problème. En vertu de l'article 6.10 de l'Accord, les CE peuvent utiliser un échantillon des "parties intéressées" qui soit "valable d'un point de vue statistique". L'article 6.11 définit l'expression "parties intéressées", qui peuvent être entre autres "un producteur du produit similaire dans le Membre importateur ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent le produit similaire sur le territoire du Membre importateur". Cela implique que l'échantillon doit être constitué de "producteur[s] du produit similaire dans le Membre importateur" (l'échantillonnage d'association n'entre pas en ligne de compte ici).

Quel que soit le sens qu'il faut donner à l'expression "valable d'un point de vue statistique", il semble qu'elle devrait certainement <u>exclure</u> la possibilité de constituer un échantillon composé uniquement de producteurs qui soutiennent la plainte. Par conséquent, l'échantillon des CE n'est pas valable d'un point de vue statistique et la détermination de l'existence d'un dommage qui se fonde sur cet échantillon est viciée par des erreurs de fait et de droit. L'Inde considère que les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 6.10

…

[<u>CE</u>]: Pour ce qui est de l'échantillon de l'industrie communautaire, nous avons dû nous fonder sur les renseignements fournis par celle-ci. Nous ne pouvions pas inclure dans l'échantillon des entreprises qui ne faisaient pas partie de l'industrie communautaire. L'expression "valable d'un point de vue statistique" n'est pas clairement définie. L'échantillon doit être représentatif des principales caractéristiques pertinentes pour la détermination de l'existence d'un dumping dans l'univers concerné, à savoir:

- *le volume de la production,*
- *le lieu d'implantation de l'entreprise,*
- *le degré d'intégration du producteur et*
- *la gamme des produits.*

…

Si Eurocoton a souscrit à l'échantillon suggéré pour l'industrie communautaire (nous avons travaillé sur la base d'informations fournies par les CE), il y avait consentement …"

4.110 Les CE ont fourni dans sa lettre du 1er octobre (annexe 12) les réponses additionnelles suivantes:

*"**Question 27***

Les CE reconnaissent-elles que les autorités chargées de l'enquête ont déterminé que la branche de production nationale se composait de 35 entreprises, dont la production cumulée représentait apparemment quelque 34 pour cent de la production communautaire?

Comme il est indiqué au considérant 35 du Règlement instituant le droit provisoire, on a considéré que l'industrie communautaire se composait de 35 entreprises. Au considérant 32 du Règlement instituant le droit définitif, il est indiqué que les exportateurs des trois pays concernés ont fait observer que les producteurs communautaires à l'origine de la plainte considérés comme l'industrie communautaire représentaient seulement 34 pour cent de la production communautaire totale.

Question 28

Les CE reconnaissent-elles que, dans l'enquête Linge de lit II, elles ont évalué le dommage à trois niveaux:

1) le niveau de l'ensemble des producteurs communautaires (c'est-à-dire la branche de production nationale + les près de deux tiers des producteurs communautaires non considérés comme en faisant partie);

2) le niveau de l'industrie communautaire (c'est-à-dire les 35 entreprises considérées comme faisant partie de l'industrie communautaire); et

3) le niveau de l'échantillon (c'est-à-dire l'échantillon constitué à partir de l'industrie communautaire)?

L'évaluation du préjudice a été faite uniquement pour la branche de production nationale (industrie communautaire). Toutefois, pour faire cette évaluation dans le cadre économique qui convient, comme il est précisé au considérant 62 du Règlement instituant le droit provisoire, on a recueilli et analysé des données au niveau de l'ensemble de la Communauté, au niveau de l'industrie communautaire et au niveau de l'échantillon de producteurs communautaires, selon la nature des indicateurs économiques concernés.

Question 29

Les CE peuvent-elles expliquer comment l'inclusion d'entreprises ne faisant pas partie de la branche de production nationale et n'ayant pas appuyé la plainte peut être compatible avec les articles 3 (note de bas de page), 3.4, 3.5 et 4.1?

Aucune des entreprises ne faisant pas partie de la branche de production nationale (industrie communautaire) n'a été prise en compte pour l'évaluation du préjudice. Comme il est indiqué aux considérants 93 et 94 du Règlement instituant le droit provisoire, la Communauté est parvenue à la conclusion que la branche de production nationale (industrie communautaire) avait subi un préjudice important.

Cette approche a été confirmée au considérant 40 du Règlement instituant le droit définitif.

Question 31

Les CE reconnaissent-elles que, dans le Règlement instituant le droit provisoire, elles n'ont même pas fait d'observations sur l'évolution des ventes de l'industrie communautaire en volume et se sont contentées d'examiner les données concernant l'ensemble des producteurs et l'échantillon de 17 entreprises des producteurs faisant partie de l'industrie communautaire?

Au considérant 82 du Règlement instituant le droit provisoire, la Communauté a défini le marché communautaire s'agissant de déterminer le volume total des ventes du produit concerné.

Pour ce qui est de l'analyse du préjudice, la Communauté a examiné le volume des ventes de l'échantillon de producteurs communautaires ayant appuyé la plainte. Comme il est indiqué aux considérants 58 à 61 du Règlement instituant le droit provisoire, cet échantillon était considéré comme représentatif de la branche de production nationale (industrie communautaire).

Question 32

Les CE reconnaissent-elles qu'aux considérants 84 et 85 du Règlement instituant le droit provisoire, la constatation de l'existence d'un dommage dépend beaucoup des données concernant l'ensemble des producteurs, car les données concernant les seuls producteurs faisant partie de l'industrie communautaire ne font pas apparaître de dommage (augmentation de la part de marché de la "branche de production nationale")?

Comme nous l'avons déjà indiqué dans la réponse à vos questions 28 et 29, les constatations qui ont amené à conclure que l'industrie communautaire avait subi un préjudice important étaient fondées sur des indicateurs relatifs à cette industrie. Ces indicateurs sont exposés aux considérants 93 et 94 du Règlement instituant le droit provisoire.

Pour ce qui est de la question relative à l'évolution positive de la part de marché, comme vous le faites observer à juste titre dans votre question 46 et comme le dit l'article 3.2, un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

…

Question 34

Les CE reconnaissent-elles que leur échantillon, composé entièrement d'entreprises appuyant la plainte, a été établi avec le consentement du plaignant, Eurocoton?

L'échantillon représentatif de l'industrie communautaire a été déterminé "en consultation" avec le plaignant, comme indiqué au considérant 61 du Règlement instituant le droit provisoire.

Les exportateurs ont eu la possibilité de commenter la constitution de l'échantillon mais ne s'en sont pas prévalus."

2. Allégations

4.111 Trois allégations découlent des faits exposés ci-dessus[134]:

4.112 Premièrement, la détermination de la situation de la branche de production nationale est incompatible avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping car:

- les CE ont choisi un échantillon d'entreprises de la branche de production nationale mais ne se sont pas systématiquement fondées sur cet échantillon pour déterminer l'existence d'un dommage;
- les CE ont expressément dit que l'industrie communautaire se composait de 35 entreprises, mais pour déterminer l'existence d'un dommage elles se sont fondées aussi sur des données relatives à des entreprises ne faisant pas partie de ce groupe;
- les CE ont analysé différents indices de l'existence d'un dommage à différents "niveaux" de l'industrie, sans autre motif apparent autre que de choisir de façon tendancieuse les éléments susceptibles d'indiquer l'existence d'un dommage.

4.113 Deuxièmement, même si la détermination de la situation de la branche de production nationale n'avait pas été faite de façon incompatible avec l'article 3.4, les CE n'ont pas fourni une explication satisfaisante dans le Règlement provisoire ni dans la notification préliminaire, ce qui est incompatible avec l'article 12.2.1 de l'Accord antidumping.

4.114 Troisièmement, même si la détermination de la situation de la branche de production nationale n'avait pas été faite de façon incompatible avec l'article 3.4, les CE n'ont pas donné une explication satisfaisante dans le Règlement définitif ni dans la notification finale, ce qui est incompatible avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping.

3. Allégation 15: incompatibilité avec l'article 3.4

3.1 Texte de l'article 3.4

4.115 L'Accord antidumping 3.4 de l'Accord antidumping prescrit que:

> *"[l']examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris …"* (Non souligné dans le texte)

4.116 Comme nous l'avons signalé plus haut, la "branche de production nationale" est définie à l'article 4.1:

> *"l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits."*[135]

4.117 Comme nous l'avons relevé plus haut[136], il y a eu et il y a dans le droit du GATT et de l'OMC des dispositions dont le libellé est identique ou très similaire à celui de l'article 3.4. Sur la base de ces dispositions, des groupes spéciaux du GATT ont analysé à fond la notion de "*branche de production nationale*" à plusieurs reprises. Notamment, dans l'affaire États-Unis – Définition de la branche de

[134] Rappelons que les autres allégations relatives à l'article 3.4 sont exposées dans d'autres parties de la présente communication (sections IV.B et IV.D).

[135] Les exceptions prévues aux alinéas i) et ii) de l'article 4.1 ne sont pas pertinentes ici.

[136] Voir notes de bas de page 104 et suivantes à la section IV.B ci-dessus.

production du vin et des produits du raisin, dans le contexte de l'Accord relatif à l'interprétation et à l'application des articles VI, XVI et XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce[137]:

> *"... le Groupe spécial a estimé que l'article VI de l'Accord général et la disposition correspondante du Code, qui autorisaient des mesures contraires au traitement de la nation la plus favorisée en principe interdites par l'article premier, devaient pour cette raison être interprétés de manière restrictive.*
>
> *L'article 6:5 du Code donnait de l'expression "branche de production nationale" une définition précise qui, à son avis, ne pouvait pas être interprétée au sens large..."*

4.118 Dans la même affaire, la délégation de la Communauté européenne a fait observer que:

> *"…la délégation des CEE s'est appuyée sur les dispositions du Code relatives à la définition de la notion de branche de production. Elle a considéré que le libellé du Code est précis et dénué d'équivoque car il stipule que des droits compensateurs ne peuvent être institués que si des importations subventionnées causent un préjudice à une branche de production nationale du pays importateur au sens de l'article 6:5 du Code et de la note relative à l'article 6:1."*[138] (Non souligné dans le texte)

4.119 Cette interprétation étroite de l'article VI, qui est selon nous la bonne, était donc celle des CE elles-mêmes en de précédentes occasions. Dans l'affaire Canada – Institution de droits compensateurs à l'importation de viande de bœuf destinée à la transformation en provenance des CEE[139]:

> *"[l]a CEE a noté que l'article 6:5 du Code définissait une branche de production nationale comme étant les producteurs nationaux du produit similaire. Elle a fait valoir que le terme "s'entendra" rendait cette définition impérative... Le concept de "branche de production nationale" défini à l'article 6:5 déterminait aussi l'interprétation de l'expression "branche de production affectée", à l'article 2:1. Cette définition précise ne permettait aucune interprétation qui bouleverserait le délicat équilibre des droits et obligations qui résultaient de négociations laborieuses au cours du Tokyo Round."*[140] (Non souligné dans le texte)

4.120 Outre le fait que le texte des articles 3.4 et 4.1 est parfaitement limpide, ces déclarations sont tout à fait correctes et ne permettent aucune interprétation large de l'expression "branche de production nationale".

3.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 3.4

4.121 En ce qui concerne la question de la "branche de production nationale", les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.4 pour trois raisons principales. Premièrement, pour constater l'existence d'un préjudice, elles se sont fondées sur des entreprises ne faisant pas partie de la branche de production nationale (section 3.2.1 de la présente allégation). Deuxièmement, une fois qu'elles avaient constitué un échantillon à partir d'entreprises de la branche de production nationale, elles n'avaient pas le droit d'utiliser des données provenant d'autres entreprises pour constater l'existence d'un préjudice (section 3.2.2). Troisièmement, elles n'ont à aucun moment indiqué ou expliqué

---

[137] Document SCM/71 du 24 mars 1986, paragraphes 4.5 et 4.6.

[138] États-Unis – Définition de la branche de production du vin et des produits du raisin, document SCM/71 du 24 mars 1986, paragraphe 3.10.

[139] Canada – Institution de droits compensateurs à l'importation de viande de boeuf destinée à la transformation en provenance des CEE, SCM/85 (non adopté), distribué le 13 octobre 1987, paragraphe 3.6.

[140] *Ibid.*, paragraphe 3.4.

clairement pourquoi au juste elles s'étaient fondées sur tel ou tel niveau de l'industrie pour les différents facteurs susceptibles de causer un préjudice (section 3.2.3).

3.2.1 Les CE ont en fait employé des données relatives à des entreprises ne faisant pas partie de la branche de production nationale pour constater l'existence d'un dommage

4.122 Il ressort des réponses données par les CE pendant et après les consultations qu'elles considèrent que l'existence d'un dommage a bien été déterminée pour la "branche de production nationale" et qu'elles ne se sont pas appuyées sur des données relatives à d'autres entreprises pour arriver à cette constatation (voir par exemple la réponse écrite à la question 29). Toutefois, cela n'est pas corroboré par une analyse détaillée de la notification préliminaire des CE (qui est confirmée par le Règlement définitif). Toutes les citations qui suivent dans la présente sous-section sont des extraits du Règlement provisoire tel qu'il est cité ci-dessus à la section 1. L'Inde souhaite appeler en particulier l'attention sur les cinq points suivants:

4.123 a. Production. Si les CE n'ont pas utilisé les données relatives à la production des producteurs de la Communauté à 15[141], le premier alinéa du considérant 81 est plutôt superflu. En outre, cet alinéa renvoie au considérant 91:

> *"81) La production communautaire totale de linge de lit a baissé de 9,6 pour cent, tombant de 138 400 tonnes en 1992 à 125 100 tonnes au cours de la période d'enquête. Ce recul et essentiellement imputable à la fermeture d'usines ou à l'arrêt de la production de linge de lit dans la Communauté (considérant 91) …"*

4.124 Le passage pertinent du considérant 91 est libellé comme suit:

> *"91) … En analysant les données concernant l'industrie communautaire, il faut tenir compte des 29 sociétés n'en faisant pas partie qui ont arrêté ou réduit leur production de linge de lit dans la Communauté entre 1992 et la période d'enquête (considérant 81). Les pertes d'emploi correspondantes sont de l'ordre de 2 400 unités."*

4.125 En d'autres termes, les CE ont "*tenu compte*" de sociétés "*[ne] faisant pas partie [de l'industrie communautaire]*" aux fins de la détermination de l'existence du dommage. Pourquoi en ont-elles tenu compte? Logiquement, pour "*l'évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche*" comme le prescrit l'article 3.4.

4.126 Le mot "*évaluation*" semble indiquer que les autorités chargées de l'enquête doivent "*juger ou déterminer la valeur ou la qualité de; apprécier*".[142] Il se peut que certains facteurs tendent à indiquer qu'il n'y a pas de dommage tandis que d'autres inciteraient à constater l'existence d'un dommage. Les autorités chargées de l'enquête doivent peser ces différents facteurs. La métaphore qui vient à l'esprit est celle d'une balance, sur les plateaux desquels on place les facteurs et indices concernant la branche de production. Les facteurs négatifs feront pencher la balance du côté de la constatation de l'existence d'un dommage et les facteurs positifs pourraient militer en faveur de la constatation de l'absence de dommage. Par conséquent, en définitive, il n'est pas nécessaire que tous les facteurs indiquent qu'il y a dommage à condition que les autorités chargées de l'enquête puissent raisonnablement conclure, aux yeux d'un observateur objectif, qu'il y avait globalement dommage important et que ce dommage était causé par les "*importations faisant l'objet d'un dumping*". Cela signifierait que pour porter une appréciation objective sur les différents facteurs susceptibles de causer un dommage, il faut que ces facteurs aient été déterminés de façon pertinente, objective et conforme à

[141] D'après le considérant 62 du Règlement provisoire, ("*la Communauté à 15*"), le niveau de la "Communauté à 15" correspond à l'ensemble des producteurs communautaires du produit similaire.

[142] Traduction de la définition donnée dans *Webster's New World Dictionary*, 3rd College Edition, 1994, extrait reproduit à l'annexe 57.

l'Accord antidumping. Globalement, l'évaluation devra pencher du côté de l'existence ou de l'absence de dommage mais aucun facteur ne sera nécessairement déterminant. Toutefois, ce que les CE ont fait d'après le considérant 81, c'est de s'appuyer sur le "préjudice" prétendument subi par des producteurs ne faisant pas partie de la branche de production nationale, préjudice indémontrable, pour justifier ou étayer en quelque sorte la constatation de l'existence d'un dommage en ce qui concerne la production. C'est comme si, pour reprendre l'image de la balance, l'épicier appuyait en cachette sur un des plateaux.

4.127 Il convient de relever en outre que l'augmentation de 8,7 pour cent de la production de l'industrie communautaire mentionnée au deuxième paragraphe du considérant 81[143] peut difficilement être considérée comme un indice de préjudice, d'autant que la consommation a beaucoup diminué durant la même période. Il est donc évident que la Commission a inclus des producteurs n'ayant pas appuyé la plainte uniquement pour pouvoir constater un déclin de la production.

4.128 Les CE ajoutent que:

> *"l'industrie communautaire est composée de sociétés qui ont été suffisamment fortes pour survivre à la concurrence des importations faisant l'objet d'un dumping et qui, dans une certains mesure, ont profité de la disparition des autres."*

4.129 Il semble que chaque fois qu'un producteur de la Communauté a repris les activités d'un autre, la Commission a considéré qu'une entreprise avait disparu et que cela était imputable à des importations faisant l'objet d'un dumping, quelles que soient les raisons de la fusion et ses conséquences sur la production totale. Vu que l'industrie textile des CE étaient en pleine restructuration au début des années 90, cette prémisse est quelque peu précaire, pour employer un mot charitable.

4.130 Cette détermination soulève une autre question fondamentale: comment les CE peuvent-elles conclure sans se contredire que "*l'industrie communautaire est composée de sociétés qui ont été suffisamment fortes pour survivre à la concurrence des importations faisant l'objet d'un dumping*"? Les données mentionnées dans le Règlement montrent clairement que les entreprises qui constituent l'industrie communautaire ont prospéré et ont nettement accru leurs parts de marché au détriment de leurs concurrents communautaires. Dans ces conditions, même si l'on accepte les données de la Commission, il est patent que, sur le plan de la production, la branche de production nationale, c'est-à-dire les 35 sociétés de l'"industrie communautaire", se porte très bien. La réponse de la Commission à la question 29 paraît donc contredire la détermination publiée.

4.131 b. Ventes. À la rubrique "*[v]entes en volume*", le considérant 82 donne des chiffres sur les ventes dans la Communauté (à 15) et au niveau des producteurs inclus dans l'échantillon. Elle ne donne pas de chiffres sur les ventes de l'industrie communautaire. Durant les consultations, l'Inde a demandé pourquoi les CE avaient inclus dans ce considérant la première phrase relative aux ventes au niveau de l'ensemble des producteurs de la Communauté à 15 alors que leur décision ne se fonde pas sur ce niveau. Dans leur réponse écrite, les CE ont indiqué que:

> *"Dans le considérant 82 du Règlement instituant le droit provisoire, la Communauté définit le marché communautaire pour ce qui est du volume total des ventes du produit faisant l'objet de l'enquête.*

---

[143] Rappelons ici le libellé de ce paragraphe: *"La configuration observée pour la production communautaire totale n'est pas reproduite au niveau des trente-cinq producteurs de l'industrie communautaire, dont la production a augmenté de 8,7 pour cent, passant de 39 370 tonnes en 1992 à 42 781 tonnes au cours de la période d'enquête. La Commission a conclu que l'industrie communautaire est composée de sociétés qui ont été suffisamment fortes pour survivre à la concurrence des importations faisant l'objet d'un dumping et qui, dans une certaine mesure, ont profité de la disparition des autres."*

Pour ce qui est de l'analyse du préjudice, la Communauté a pris en compte le volume des ventes des producteurs faisant partie de l'échantillon de producteurs communautaires qui ont soutenu la plainte …"

4.132 Toutefois, cela paraît contradictoire avec le texte du Règlement, dont le considérant 92 dit clairement que:

"[l]a Commission a pris en considération tous les indicateurs économiques précités pour déterminer si l'industrie communautaire a subi un préjudice important. Il a été tenu compte du fait que le nombre de sociétés composant l'industrie communautaire a diminué par rapport au début de la période d'examen du préjudice. Les chiffres des ventes, de l'emploi et des bénéfices des sociétés qui ont disparu depuis ne sont pas inclus dans les données globales concernant l'industrie communautaire, ce qui améliore les tendances apparentes enregistrées pour celles qui ont survécu." (Non souligné dans le texte)

4.133 En d'autres termes, la Commission s'est bien fondée sur "*tous*" les facteurs économiques "*précités*", c'est-à-dire également sur ceux mentionnés au premier paragraphe du considérant 82. Cela implique donc qu'elle a employé les données relatives à l'ensemble des producteurs de la Communauté à 15. Là encore, cela paraît contredire la réponse à la question 29. En outre, comme il y a un lien étroit entre les données relatives à la part de marché et les données relatives aux ventes, cette réponse est peu plausible, pour employer un terme diplomatique.

4.134 c. Part de marché. Le considérant 84 donne des chiffres sur la part de marché en volume, qui peuvent être résumés comme suit: la part de marché des producteurs de la Communauté dans son ensemble aurait diminué, tandis que celle des producteurs de l'industrie communautaire aurait augmenté. La Commission relève que "*[c]ette évolution s'explique par le fait que les sociétés qui ont survécu ont absorbé une partie des ventes de celles qui ont disparu du fait de la concurrence exercée par les importations faisant l'objet d'un dumping*". Les CE n'expliquent pas ses deux postulats implicites, à savoir que 1) les importations provenant des pays visés par l'enquête ont entraîné la disparition de producteurs des CE et 2) la part de marché de ces producteurs disparus a été reprise ensuite par la branche de production nationale.

4.135 Plus important, dans le contexte de la question 29, est le fait que la Commission indique au considérant 93 qu'elle *"a noté la baisse de la production totale et de la part de marché des producteurs communautaires*". La part de marché de quels producteurs? Certainement pas celle de ceux qui constituent l'industrie communautaire, puisque celle-ci a augmenté. La part de marché à laquelle la Commission se réfère expressément au considérant 93 est celle de l'ensemble des producteurs de la Communauté des 15. La "*configuration observée*" pour la part de marché en valeur "*est identique*" (considérant 85). Là encore, ce n'est que la part de marché de l'ensemble des producteurs de l'UE 15 qui aurait diminué, tandis que celles de la branche de production nationale et des entreprises faisant partie de l'échantillon ont augmenté! Là aussi, la réponse de la Commission à la question 29 est en contradiction avec le texte du Règlement.

4.136 L'Inde croit comprendre que la réponse orale donnée par la Commission durant la première série de consultations signifie que les données relatives à la part de marché des producteurs de l'ensemble de la Communauté n'avaient été mentionnées dans le Règlement que parce qu'il était nécessaire d'avoir ces chiffres pour faire une constatation concernant la part de marché de la branche de production nationale. Si telle est vraiment la position des CE, elle est alors contredite par le considérant 93, dans lequel la Commission insiste sur le déclin de la part de marché de l'ensemble des producteurs.

4.137 d. Emploi. Au considérant 91, la Commission relève que

> *"[e]n analysant les données concernant l'industrie communautaire, il faut tenir compte des 29 sociétés n'en faisant pas partie qui ont arrêté ou réduit leur production de linge de lit dans la Communauté entre 1992 et la période d'enquête … Les pertes d'emploi correspondantes sont de l'ordre de 2 400 unités."*

4.138 Le considérant 41 du Règlement instituant le droit définitif revient sur cette question:

> *"limiter l'évaluation du préjudice aux seules sociétés encore actives à la fin de la période d'évaluation (c'est-à-dire au moment du dépôt de la plainte), et donc en mesure de soutenir activement la plainte, reviendrait à négliger le préjudice causé aux sociétés qui ont cessé leurs activités avant cette date."*

4.139 Les CE ne se demandent pas comment elles auraient pu savoir si ces entreprises auraient appuyé la plainte au cas où elles auraient encore été en activité au moment du dépôt de la plainte. D'après la détermination de la Commission elle-même, les entreprises qui ont appuyé la plainte et qui ont donc été incluses dans la branche de production nationale ne représentaient que 34 pour cent de la production de l'ensemble des entreprises existant dans la Communauté à 15 à l'époque. En incluant arbitrairement l'ensemble des entreprises qui ont disparu bien avant la période d'enquête aux fins de l'évaluation des facteurs liés à l'emploi, la Commission a manifestement pris en compte des entreprises autres que les 35 considérées comme constituant la branche de production nationale. En outre, comment peut-elle, sans le moindre élément de preuve, imputer la disparition de ces entreprises à des importations correspondant à des années pour lesquelles aucun dumping n'a jamais été établi?

4.140 e. Entreprises prétendument disparues. Citons le considérant 105:

> *"les ventes de l'industrie communautaire sont restées relativement stables … Puisque les ventes totales des producteurs communautaires ont enregistré un recul de 50 pour cent supérieur à la baisse de la consommation totale et que les ventes des autres importations ont diminué, il peut être conclu que les importations faisant l'objet d'un dumping, en hausse du fait de leur forte sous-cotation des prix, ont absorbé au moins un tiers du volume des ventes perdu par les producteurs communautaires, ce qui constitue manifestement une cause de préjudice important non imputable à la baisse de la consommation."* (Non souligné dans le texte)

4.141 Ici, l'analyse de la causalité faite par les CE dépend beaucoup du volume des ventes de l'ensemble des producteurs de la Communauté à 15, puisqu'en fait les ventes de la branche de production nationale ont augmenté de 4,2 pour cent.[144]

4.142 Nous appelons l'attention en outre sur le considérant 92 du Règlement instituant le droit provisoire, dans lequel la Commission précise qu'elle "*a … tenu compte du fait que le nombre de sociétés composant l'industrie communautaire a diminué par rapport au début de la période d'examen du préjudice*". En d'autres termes, la Commission ne s'est pas basée uniquement sur les 35 sociétés qui constituent l'industrie communautaire ("branche de production nationale") mais a aussi "*tenu compte*" d'autres entreprises, dont certaines n'existaient plus durant la période d'enquête.

4.143 En réponse à cet argument, durant la première série de consultations, la délégation de la Commission s'est contentée de dire qu'aucun facteur ne peut être à lui seul déterminant pour la constatation de l'existence d'un dommage, ce qui est évidemment vrai. Toutefois, la question n'est pas là. L'intégralité ou presque de la détermination de l'existence d'un préjudice décrite dans le Règlement provisoire se fonde, expressément ou implicitement, sur des données relatives à l'ensemble de la

[144] Selon le considérant 83 du Règlement provisoire.

production de l'UE 15. Les considérants 92 et 93 indiquent quels sont les facteurs que la Commission a jugés particulièrement importants pour établir ses constatations. Elle mentionne expressément la production, les ventes, l'emploi et les bénéfices. Trois de ces quatre facteurs (production, ventes et emploi) ont manifestement été analysés sur la base des chiffres relatifs à l'ensemble des producteurs de l'UE 15.

4.144 Par conséquent, le Règlement provisoire et donc le Règlement définitif qui le confirme sont en contradiction avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

3.2.2 Les CE, une fois qu'elles avaient constitué un échantillon d'entreprises de la branche de production nationale, n'étaient pas habilitées à employer ensuite des entreprises ne faisant pas partie de cet échantillon pour constater l'existence d'un préjudice

4.145 L'Inde ne conteste pas que les CE avaient le droit de recourir à un échantillonnage de la branche de production nationale aux fins de la détermination de l'existence du préjudice. Cela est évident si on lit ensemble l'article 6.10 et 6.11:

> *"6.10 … Dans les cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés sera si important que l'établissement d'une telle détermination sera irréalisable, les autorités pourront limiter leur examen soit à un nombre raisonnable de parties intéressées … en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique d'après les renseignements dont elles disposent au moment du choix …*
>
> *6.11 Aux fins du présent accord, les "parties intéressées" seront: …*
> *iii) un producteur du produit similaire dans le Membre importateur …"* (Non souligné dans le texte)

4.146 Premièrement, constatons que l'échantillon a été établi à partir de la branche de production nationale (c'est-à-dire les 35 entreprises qui ont appuyé la plainte) et non de l'ensemble des producteurs de l'UE (ce qui aurait inclus les 66 pour cent de producteurs qui n'ont pas soutenu la plainte). L'Inde ne conteste pas ce fait en soi: l'échantillon doit être représentatif de la branche de production nationale et non de l'ensemble de la production communautaire. En outre, il peut être difficile d'obtenir la coopération des entreprises assurant les 66 pour cent restants de la production qui n'avaient pas appuyé la plainte. Par contre, il convient de souligner que l'échantillon ainsi constitué se compose exclusivement d'entreprises qui appuient la plainte et est par conséquent automatiquement non représentatif de l'ensemble de la production communautaire.

4.147 Deuxièmement, comparons la façon dont les CE ont traité l'échantillon de producteurs communautaires et l'échantillon de producteurs indiens. Comme nous l'avons indiqué plus haut, dans cette enquête, les CE ont aussi constitué un échantillon de producteurs indiens.[145] Quatre-vingt-deux pour cent des entreprises indiennes ont coopéré avec les CE[146], contre seulement 34 pour cent des producteurs communautaires. Contrairement à ce qui s'était passé dans la première enquête sur le linge de lit, dans la deuxième enquête les autorités n'ont pas demandé à tous les producteurs indiens de répondre intégralement à un questionnaire avant de choisir l'échantillon; cette fois-ci, les CE ont choisi cinq entreprises sans, rappelons-le, le consentement de Texprocil. Malgré ce désaccord, les CE ont appliqué de façon rigoureuse et mécanique la marge de dumping calculée à partir de cet échantillon à tous les exportateurs indiens ayant coopéré [147] et imposé aux autres producteurs un droit antidumping résiduel élevé:

[145] Voir section III.A.1 ci-dessus.
[146] Considérant 16 du Règlement provisoire.
[147] Sauf bien entendu celles qui ont été analysées et pour lesquelles une marge de dumping individuelle a été établie.

"car supposer que la marge de dumping à appliquer aux producteurs/exportateurs qui ne se sont pas fait connaître est inférieure à la plus élevée des marges de dumping établies pour un producteur/exportateur ayant coopéré reviendrait à récompenser le défaut de coopération."[148]

4.148 L'échantillon de producteurs indiens a été traité de façon très différente de l'échantillon des producteurs européens. Premièrement, dans le cas des producteurs européens, la Commission a obtenu le consentement de la branche pour le choix de l'échantillon. Deuxièmement, pour ses déterminations, elle ne s'est pas limitée aux chiffres relatifs à l'échantillon mais a fait une détermination de la situation de l'industrie pour laquelle elle employait pour certains facteurs les données relatives à l'échantillon mais pour de nombreux autres facteurs d'autres données également. Pour plusieurs facteurs, les données relatives à l'échantillon ne sont même pas mentionnées, alors même qu'en principe les autorités chargées de l'enquête doivent avoir ces données dans la version confidentielle de la réponse au questionnaire des entreprises de l'échantillon. Il ressort de la description de la détermination qu'en particulier les CE ne se sont pas appuyées sur l'échantillon pour les facteurs pour lesquels les données relatives à l'ensemble de la branche de production nationale ou à l'ensemble des producteurs de l'Union européenne des 15 faisaient apparaître un dommage plus important que les données relatives à l'échantillon.

4.149 L'Inde ne conteste pas que les CE étaient libres de faire leur détermination de la situation de la branche de production nationale sur la base d'un échantillon. Toutefois, dès lors qu'elles avaient décidé de procéder ainsi, elles auraient dû se fonder sur les données relatives à cet échantillon au lieu de se fonder sur d'autres niveaux de l'industrie lorsque cela leur convenait mieux pour établir l'existence d'un dommage.

4.150 Du fait que les CE ne s'en sont pas tenues aux données de l'échantillon, alors qu'au contraire dans le cas des producteurs indiens elles ont extrapolé de façon rigoureuse et mécanique les résultats provenant de l'analyse de l'échantillon, on ne peut pas considérer qu'elles ont fait une évaluation "impartiale et objective" des facteurs et indices énumérés à l'article 3.4, au sens de l'article 17.6 i). Par conséquent, la détermination de la situation de la branche de production nationale faite par les CE est incompatible avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

3.2.3 Les CE n'ont à aucun moment indiqué ou clairement expliqué pourquoi exactement elles s'appuyaient sur tel ou tel niveau de l'industrie pour tel ou tel facteur de dommage

4.151 On peut récapituler les éléments pertinents de la détermination provisoire comme suit:

Considérant	Facteur ou indice	Niveau de l'industrie	Variation
81	Production	UE 15 Branche de production nationale	Baisse de 9,6% Hausse de 8,7%
82	Ventes en volume	UE 15 Échantillon	Baisse de 17% Baisse de 1,5%
83	Ventes en valeur	Branche de production nationale Échantillon	Hausse de 4,2% Hausse de 1,7%
84	Part de marché en volume	UE 15 Échantillon	Baisse, de 62,2 à 55,6% Hausse, de 10,7 à 11,3%

[148] Considérant 51 du Règlement provisoire.

Considérant	Facteur ou indice	Niveau de l'industrie	Variation
85	Part de marché en valeur	UE 15 Branche de production nationale Échantillon	Baisse, de 77,8 à 72% Hausse, de 22,4 à 25,1% Hausse, de 14,7 à 16%
86 à 88	Évolution des prix	UE 15 Échantillon	Baisse de 0,8% Hausse de 3,2%
89 et 90	Bénéfices	Échantillon	Baisse, de 3,6 à 1,6%
91	Emploi	Branche de production nationale	Baisse de 5,3%

4.152 Même si la réponse donnée par les CE aux questions 28 à 32 de l'Inde relatives aux "niveaux de l'industrie"[149] était correcte (ce qui n'est pas le cas), cela n'explique pas pour quel motif les CE ont considéré que tel ou tel facteur était prédominant. Les CE n'ont pas indiqué pourquoi elles n'avaient même pas mentionné la production de producteurs de l'échantillon, les ventes (en volume) de la branche de production nationale, la part de marché (en volume) de la branche de production nationale ou l'emploi des producteurs de l'échantillon, ni fourni aucune information ou indication sur l'évolution des prix et de la rentabilité de la branche de production nationale.

4.153 On ne voit aucune logique dans la façon dont les CE ont associé tel niveau de l'industrie à tel facteur de dommage. Par exemple, pourquoi fondent-elles leurs conclusions relatives aux ventes en volume sur les données concernant la production de l'ensemble des producteurs de l'UE 15 et sur celles de l'échantillon, tandis que dans le cas des ventes en valeur elles se fondent sur les données relatives à l'industrie communautaire et à l'échantillon? Pourquoi n'y a-t-il aucune indication de la part de marché de la branche de production nationale en volume?

4.154 La Commission a invoqué, dans sa réponse écrite à la question 32, l'article 3.2 de l'Accord, en vertu duquel "*[u]n seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante*". Certes. Mais cela ne signifie pas que les CE, pour déterminer l'existence d'un préjudice, peuvent choisir à leur gré, pour chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4 et sans donner la moindre raison valable, le niveau de l'industrie sur lequel elles s'appuieront pour constater qu'il y a dommage.

4.155 Le fait que les CE n'indiquent pas les raisons pour lesquelles elles ont décidé que tel élément devait être examiné à tel niveau implique que l'évaluation des facteurs et indices n'a pas été faite de façon "impartiale et objective". En conséquence, cette détermination est incompatible avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

4.156 En résumé, pour les motifs indiqués aux sections IV.C.3.2.1, IV.C.3.2.2 et IV.C.3.2.3, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.4.

4.157 Ajoutons pour conclure que ces violations ne peuvent pas être justifiées par la règle d'interprétation spéciale énoncée à la dernière phrase de l'article 17.6 ii). Cette règle n'entre en jeu que lorsque les dispositions de l'Accord se prêtent à plusieurs interprétations, ce qui n'est pas le cas ici.

[149] Nous employons l'expression "niveau de l'industrie" pour désigner en bref les trois niveaux auxquels les CE ont enquêté, à savoir celui de l'ensemble des producteurs de l'UE des 15, celui de la branche de production nationale (les 35 producteurs de l'industrie communautaire) et celui de l'échantillon d'entreprises de l'industrie communautaire (17 producteurs).

4. Allégation 16: incompatibilité avec l'article 6.10 et 6.11

4.1 Texte de l'article 6.10 et 6.11

4.158 Les passages pertinents de l'article 6.10 et 6.11 disposent que:

> *"… Dans les cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés sera si important que l'établissement d'une telle détermination sera irréalisable, les autorités pourront limiter leur examen soit à un nombre raisonnable de parties intéressées ou de produits, en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique d'après les renseignements dont elles disposent au moment du choix, soit au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter.*
>
> *6.11 Aux fins du présent accord, les "parties intéressées" seront:*
>
> …
>
> *iii) un producteur du produit similaire dans le Membre importateur ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent le produit similaire sur le territoire du Membre importateur.*
>
> *Cette liste n'empêchera les Membres de permettre aux parties nationales ou étrangères autres que celles qui sont mentionnées ci-dessus d'être considérées comme des parties intéressées."*

4.2 Arguments juridiques relatifs à l'article 6.10 et 6.11

4.159 Au considérant 61 du Règlement instituant le droit provisoire, les CE indiquent clairement qu'elles estiment que leur échantillon est statistiquement valable: "*La Commission a donc considéré cet échantillon comme représentatif de l'industrie communautaire*".

4.160 Toutefois, il n'est pas nécessaire d'être mathématicien ou statisticien pour comprendre que l'échantillon tel qu'il a été constitué ne pourrait jamais être représentatif et n'est donc pas valable sur le plan statistique. Selon l'article 6.11, sont considérées comme "parties intéressées", entre autres, "un producteur du produit similaire dans le Membre importateur ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent le produit similaire sur le territoire du Membre importateur". Cela implique que l'échantillon doit être constitué à partir des "producteur[s] du produit similaire dans le Membre importateur" (il n'est pas question ici de faire un échantillon de groupements professionnels).

4.161 Quel que soit le sens exact de l'expression "valables d'un point de vue statistique", on peut être certain que cela exclut la possibilité de constituer un échantillon uniquement à partir des producteurs qui soutiennent la plainte. Par conséquent, l'échantillon constitué par les CE n'est pas valable d'un point de vue statistique et la détermination de l'existence d'un dommage fondée sur cet échantillon est viciée par des erreurs de fait et de droit. L'Inde considère que les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 6.10 et 6.11.

5. Allégation 17: incompatibilité avec l'article 12.2.1

5.1 Texte de l'article 12.2.1

4.162 Rappelons que les passages pertinents de l'article 12.2 et 12.2.1 de l'Accord antidumping sont libellés comme suit:

> *"12.2 Il sera donné avis au public de toute détermination préliminaire ou finale, qu'elle soit positive ou négative … L'avis exposera de façon suffisamment détaillée, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête …*
>
> *12.2.1 Tout avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires donnera des explications suffisamment détaillées, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct donnant des explications suffisamment détaillées, sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage et mentionnera les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments. Compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, l'avis ou le rapport donnera en particulier …*
>
> *iv) les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3;*
>
> *v) les principales raisons qui ont conduit à la détermination."*

5.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1

4.163 Nous avons déjà fait observer dans la présente communication que, en vertu de l'article 12.2.1, l'Inde devrait avoir la possibilité de s'appuyer sur les déterminations et notifications publiées pour vérifier sur quelle base les CE se sont fondées pour leurs déterminations.[150] Il en va de même pour les allégations exposées dans la présente section. Ici, nous avons affaire à trois questions:

4.164 Premièrement, si les CE ne se sont pas fondées sur des entreprises autres que celles qui constituaient la branche de production nationale pour déterminer l'existence d'un dommage, elles ne l'ont pas expliqué clairement dans la notification préliminaire ni dans le Règlement provisoire.

4.165 Deuxièmement, les CE n'ont pas expliqué pourquoi, dans le cas de nombreux facteurs susceptibles de causer un dommage, elles ne se sont pas fondées sur l'échantillon qu'elles avaient constitué en accord avec le plaignant, mais plutôt sur la branche de production nationale ou l'ensemble des producteurs de la Communauté des 15.

4.166 Troisièmement, les CE n'ont à aucun moment indiqué clairement pourquoi elles s'appuyaient sur tel ou tel niveau de l'industrie pour les différents facteurs susceptibles de causer un dommage. Si le choix obéissait à une certaine logique ou à un motif valable, les exportateurs indiens n'en ont pas eu connaissance.

4.167 Quatrièmement, les CE n'ont à aucun moment expliqué pourquoi elles considéraient l'échantillon constitué comme représentatif (valable d'un point de vue statistique).

4.168 Vu l'importance de ces questions pour la détermination relevant de l'article 3.4, l'Inde considère que les CE n'ont pas exposé "*de façon suffisamment détaillée … les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête"*, comme le prescrit l'article 12.2 de l'Accord antidumping. En outre, le Règlement provisoire et le document d'information provisoire publiés par les CE ne contiennent donc pas

[150] Voir section IV.A.5.2 ci-dessus.

d'"*explications suffisamment détaillées … sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un … dommage*" comme le prescrit l'article 12.2.1.

4.169 De plus, durant la première audition de Texprocil dans le cadre de la détermination de l'existence du dommage et dans le mémoire communiqué après cette audition par Texprocil[151], des observations détaillées ont été faites au nom des exportateurs indiens sur par exemple les données relatives à la production et à l'emploi des entreprises de l'échantillon. Toutefois, les CE n'ont pas mentionné ni commenté ces données. Elles n'ont donc pas "*mentionn[é] les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments*" comme le prescrit l'article 12.2.1.

4.170 En résumé, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 de l'Accord antidumping.

6. Allégation 18: incompatibilité avec l'article 12.2.2

6.1 Texte de l'article 12.2.2

4.171 Le passage pertinent de l'article 12.2.2 est libellé comme suit:

> *"Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif …, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales … En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et importateurs …"* (Non souligné dans le texte)

6.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2

4.172 Nous renvoyons à la section IV.C.5.2 ci-dessus. Les trois aspects contestés dans cette section se retrouvent au stade de la détermination définitive:

4.173 Premièrement, si les CE ne se sont pas fondées sur des entreprises autres que celles qui constituaient la branche de production nationale pour déterminer l'existence d'un préjudice, elles ne l'ont pas expliqué clairement dans la notification préliminaire ni dans le Règlement provisoire.

4.174 Deuxièmement, les CE n'ont pas expliqué pourquoi, dans le cas de nombreux facteurs susceptibles de causer un préjudice, elles ne se sont pas fondées sur l'échantillon qu'elles avaient constitué en accord avec le plaignant, mais plutôt sur la branche de production nationale ou l'ensemble des producteurs de la Communauté des 15.

4.175 Troisièmement, les CE n'ont à aucun moment indiqué clairement pourquoi elles s'appuyaient sur tel ou tel niveau de l'industrie pour les différents facteurs susceptibles de causer un dommage. Si le choix obéissait à une certaine logique ou à un motif valable, les exportateurs indiens n'en ont pas eu connaissance.

4.176 Quatrièmement, les CE n'ont à aucun moment expliqué pourquoi elles considéraient l'échantillon constitué comme représentatif.

[151] Annexe 54.

4.177 L'Inde considère donc que les CE n'ont pas exposé "*les points de fait et de droits et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales*". De plus, elles n'ont pas donné "*les renseignements décrits à l'alinéa 2.1*" ni "*les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs*". Dans chacun de ces cas, elles ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping.

D. ARTICLE 3.4 ET 3.5: POUR LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE ET D'UN LIEN DE CAUSALITÉ, LES CE ONT PRIS EN CONSIDÉRATION DES IMPORTATIONS AUTRES QUE "LES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING"

4.178 **Allégations 19 et 20**: Aux fins des déterminations requises par l'article 3.4 et 3.5, les CE ont considéré que toutes les importations de linge de lit en provenance d'Inde réalisées durant les années antérieures à la période d'enquête avaient "[fait] l'objet d'un dumping", alors qu'il n'y a jamais eu de détermination de l'existence d'un dumping dans le cas de ces importations. Cela les a amenées à constater à tort que les "importations faisant l'objet d'un dumping" en provenance d'Inde avaient causé un dommage important à la branche de production nationale. De plus, elles n'ont pas exposé de façon satisfaisante leur raisonnement et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 21**) et 12.2.2 (**allégation 22**).

1. Exposé des faits

4.179 Rappelons que la plainte[152] était accompagnée d'une annexe 2 donnant la "liste des fermetures d'entreprises":

> ***"FERMETURES D'ENTREPRISES ET PERTES D'EMPLOIS DANS LA CONFECTION SIMPLE DE LINGE DE LIT***
>
> ***ALLEMAGNE***
>
> *1992*
> *ERBA AG* — *681 emplois au total*
> *8500 ERLANGEN* — *(Une partie dans le secteur du linge de lit)*
>
> *1993*
> *Spinnerei und Weberei Pfersee* — *423 emplois*
> *Augsburgerstrasse 9*
> *D - 86157 AUGSBURG*
>
> *Carl HECKING GmbH & Co* — *169 emplois*
> *Up de Hacke 15-17*
> *D - 48691 VREDEN*
>
> *1994*
> *Arnold KOCK GmbH & Co* — *39 emplois*
> *Arnold-Kock-Strasse 2* — *a fermé son secteur linge de lit*
> *D - 47565 STEINFURT*
>
> *Spinnerel und Weberelen ZELL-SCHÖNAU AG*
> *Teichstrasse 4*
> *7863 ZELL* — *a cessé de produire du linge de lit*
>
> *TOTAL* — *1 312 emplois*

[152] Voir annexe 6.

GRÈCE

Juin 1992
PIRAIKI - PATRAIKI S.A — *les pertes d'emploi dans le secteur de la production de linge de lit sont estimées à 234*

En 1992, cinq autres entreprises ont dû réduire leurs activités, ce qui a entraîné la perte d'environ 2 730 emplois.

1995
FILIATES Textiles — *n.d.*

FRANCE

1990
HERITIERS DE GEORGES PERRIN — *20 emplois*

R.N.V.T. — *33 emplois*

SOLAXEN — *45 emplois*

(la production de linge de lit a chuté d'environ 1 094 tonnes)

1991
ETS. GERMAIN FRERES — *17 emplois*

TISSAGE ET FILATURE D'AUCHEL — *43 emplois*

HERITIERS GEORGES PERRIN — *33 emplois*

(la production de linge de lit a chuté d'environ 1 348 tonnes)

1992
WALTER SEITZ PRODUCTION — *38 emplois*
SONEP S.A. à Baisieux (confection)
BRUNER VILLENBACHER à Cernay (confection)

1993
CLAEYS et Fils à Houplines (confection)
DESFONGES OLIVIER à Marcq en Baroeul (confection)
CANONNE à Saint-Aubert (confection)
SOMACO à Riorges (tissage)
WALTER-SEITZ (tissage)

1994
CEDE SARL à Vitry-le-François (confection)
HARLE à Tergnier (confection)

1995
MDT DEVELOTTE à La Baule (perfectionnement passif)

1996
SAVOIR FAIRE TEXTILE (perfectionnement passif)
CUSTOMAGIC à Halluin (perfectionnement passif)

NOMBRE TOTAL DES EMPLOIS PERDUS EN FRANCE: 448 (19 entreprises)

ITALIE

1991
TESSITURA GIORI *94 emplois*

1992
CUSINI TOMMASO *53 emplois*

SAPONARO }
ROSSI SIMEONE } *101 emplois dans ces quatre entreprises*
CARMINATI }
MAURI }

Entreprises ayant abandonné la production de linge de lit

CLERICI E PASTORELLI

PIAZZA

L'entreprise ci-après a perdu 30 emplois ces dernières années: ELIOLONA

TOTAL *279 emplois*

ROYAUME-UNI

1990
TAYLOR & HARTLEY FABRICS Ltd *60 emplois*

EMBSEY (COURTAULDS) *89 emplois*

1991
SMITH & NEPHEW TEXTILES Ltd - CHATBURN *87 emplois*

TOTAL *184 emplois*

1988/1991
Huit ateliers de finition et de confection simple du Groupe COATS VIYELLA HOME FURMSHING (dont cinq à HEMMING) – environ 600 emplois perdus.

PORTUGAL

1991
Environ 702 emplois perdus du fait de différentes réductions d'activités. }
}
1992 } *TOTAL: 1 365 emplois*
COELIMA: restructuration entraînant 663 licenciements }

BELGIQUE

N.V. SOLINTEX
Kortrijksestraat 387 - PB 134
B - 8500 KORTRIJK

Cette entreprise a d'abord fermé son atelier de tissage, pour se limiter à la transformation, et a dû ensuite abandonné également cette activité déficitaire.
Perte de production en tonnes: 1 300 tonnes
179 emplois perdus" (Souligné dans l'original)

4.180 Les exportateurs indiens ont soutenu dès le début de la procédure que leurs exportations de linge de lit vers les CE n'avaient pas causé de dommage. Ils ont présenté leurs arguments dans la communication relative au dommage[153], lors de la première audition relative à la détermination du dommage le 13 janvier 1997 et dans le mémoire communiqué après cette audition le 6 février 1997.[154]

4.181 Dans le Règlement provisoire, les CE ont fait une détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité dont les passages pertinents sont libellés comme suit:

*"**F. PRÉJUDICE***

…

6. Situation de l'industrie communautaire

a) Production

81) La production communautaire totale de linge de lit a baissé de 9,6 pour cent, tombant de 138 400 tonnes en 1992 à 125 100 tonnes au cours de la période d'enquête. Ce recul est essentiellement imputable à la fermeture d'usines ou à l'arrêt de la production de linge de lit dans la Communauté (considérant 91 ci-après) …

En effet, au cours de son enquête, la Commission a obtenu des éléments de preuve attestant que vingt-neuf sociétés non incluses dans l'industrie communautaire ont arrêté ou réduit leur production de linge de lit dans la Communauté entre 1992 et la période d'enquête. Il est estimé que la perte totale de production s'est élevée à au moins 10 000 tonnes par an.

Les chiffres des ventes, de l'emploi et des bénéfices des sociétés qui ont disparu depuis ne sont pas inclus dans les données globales concernant l'industrie communautaire, ce qui améliore artificiellement les tendances apparentes enregistrées pour celles qui ont survécu.

b) Ventes en volume

82) Au niveau des producteurs communautaires dans leur ensemble, les ventes en volume dans la Communauté, mesurées en déduisant des chiffres de production ceux des exportations, ont chuté de 17 pour cent, tombant de 124 400 tonnes en 1992 à 103 350 tonnes au cours de la période d'enquête.

[153] Annexe 50.
[154] Annexe 54.

Les ventes des producteurs de l'industrie communautaire inclus dans l'échantillon ont, quant à elles, diminué de 1,5 pour cent, tombant de 23 706 à 23 347 tonnes.

c) Ventes en valeur

83) Les ventes de l'industrie communautaire ont augmenté de 4,2 pour cent, passant de 428,6 millions d'écus en 1992 à 446,6 millions d'écus au cours de la période d'enquête. Les ventes des producteurs inclus dans l'échantillon ont, quant à elles, augmenté de 1,7 pour cent, passant de 280,6 millions d'écus en 1992 à 285,3 millions d'écus. Il convient de noter que ces hausses nominales ne tiennent pas compte de l'inflation et représentent des baisses en termes réels, puisque les prix à la consommation en écus ont augmenté de 5,5 pour cent au cours de la même période pour les quinze pays de l'Union européenne. Il y a aussi lieu de préciser que ces hausses sont inférieures à celles enregistrées par le prix du coton brut (voir considérant 88).

Il faut signaler que les producteurs inclus dans l'échantillon ont réussi à maintenir leurs ventes en cherchant des créneaux à plus forte valeur, les articles grand public voyant leurs prix sous-cotés par ceux des importations. Cette configuration se reflète dans l'évolution des prix (considérant 87).

d) Part de marché

84) La part de marché en volume des producteurs de la Communauté dans son ensemble est tombée de 62,2 pour cent en 1992 à 55,6 pour cent au cours de la période d'enquête. Durant cette période, les producteurs de l'industrie communautaire inclus dans l'échantillon ont vu leur part de marché augmenter légèrement, de 10,7 à 11,3 pour cent. Cette évolution s'explique par le fait que les sociétés qui ont survécu ont absorbé une partie des ventes de celles qui ont disparu du fait de la concurrence exercée par les importations faisant l'objet d'un dumping, particulièrement les ventes de produits de plus forte valeur.

85) La part de marché en valeur a été analysée sur la base d'estimations. La configuration observée est identique à celle enregistrée pour la part de marché en volume: les producteurs de la Communauté dans son ensemble ont perdu des parts de marché (tombant de 77,8 pour cent en 1992 à 72 pour cent au cours de la période d'enquête), alors que l'industrie communautaire et les producteurs inclus dans l'échantillon en ont gagné (passant de 22,4 pour cent à 25,1 pour cent et de 14,7 pour cent à 16 pour cent, respectivement).

…

h) Conclusion concernant le préjudice

92) La Commission a pris en considération tous les indicateurs économiques précités pour déterminer si l'industrie communautaire a subi un préjudice important. Il a été tenu compte du fait que le nombre de sociétés composant l'industrie communautaire a diminué par rapport au début de la période d'examen du préjudice. Les chiffres des ventes, de l'emploi et des bénéfices des sociétés qui ont disparu depuis ne sont pas inclus dans les données globales concernant l'industrie communautaire, ce qui améliore les tendances apparentes enregistrées pour celles qui ont survécu.

…

G. CAUSALITÉ

…

2. Effets des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance des pays concernés

96) L'examen de la situation de l'industrie communautaire a mis en évidence, comme principal indicateur de préjudice, l'évolution insatisfaisante des prix et la baisse de rentabilité en résultant. Il a également permis d'établir que les importations faisant l'objet d'un dumping ont été vendues à des prix sensiblement inférieurs à ceux des producteurs communautaires, en quantités substantielles et croissantes, atteignant une part de marché de 25 pour cent au cours de la période d'enquête.

…

98) Il a été observé que les producteurs inclus dans l'échantillon ont été obligés de se tourner de plus en plus vers la production et la vente dans des créneaux à plus forte valeur afin de maintenir le niveau de leur production et de leurs ventes. La détermination de la sous-cotation a prouvé que cette évolution a été induite par les importations concernées. Les marges de sous-cotation étaient plus faibles pour les produits de moindre valeur, ce qui indique que les importations ont influencé sensiblement les prix sur ce segment du marché et ont exercé une pression à la baisse sur les prix des producteurs communautaires. Lorsque les produits de plus forte valeur ont été importés, les marges de sous-cotation étaient plus élevées, ce qui indique que les importations correspondantes n'étaient pas encore suffisantes en volume pour exercer une même pression à la baisse sur les prix communautaires.

Il convient de noter que la Commission a reçu des indications d'importateurs, de producteurs communautaires et de fournisseurs d'équipements textiles selon lesquelles les exportateurs des pays concernés se tournent de plus en plus vers les produits à plus forte valeur.

99) Compte tenu du fait que le blocage des prix et la baisse consécutive de la rentabilité jusqu'à un niveau insuffisant sont les principaux indicateurs sur lesquels reposent les conclusions de la Commission concernant le préjudice ainsi que de la coïncidence dans le temps entre la détérioration de la situation de l'industrie communautaire et l'augmentation substantielle des importations faisant l'objet d'un dumping, il peut être conclu qu'il existe un lien de causalité direct entre ces importations et le préjudice important établi.

…

4. Conclusion concernant le lien de causalité

109) Comme indiqué ci-dessus, il existe un lien de causalité direct entre, d'une part, l'augmentation en volume et l'effet sur les prix des importations faisant l'objet d'un dumping et, d'autre part, le préjudice important subi par l'industrie communautaire. Ce lien direct est démontré par l'existence d'une forte sous-cotation qui peut raisonnablement expliquer la hausse substantielle de la part de marché des importations faisant l'objet d'un dumping, qui est passée de 16,9 pour cent en 1992 à 25,1 pour cent au cours de la période d'enquête, ainsi que les conséquences négatives sur les volumes et les prix de vente des producteurs communautaires. En volume, la part de marché des producteurs communautaires est tombée de 62,2 pour cent en 1992 à 55,6 pour cent au cours de la période d'enquête. Cette baisse ne s'est pas traduite au niveau des différents producteurs de l'industrie communautaire, parce qu'ils ont suffisamment profité de la disparition d'autres producteurs de la Communauté pour stabiliser relativement le volume de leurs ventes. Toutefois, les prix des importations faisant l'objet d'un dumping ont eu une incidence évidente sur les producteurs inclus dans

l'échantillon, dont beaucoup sont des petites et moyennes entreprises, leur rentabilité étant tombée de 3,6 pour cent à 1,6 pour cent. À cet égard, la Commission a observé qu'une telle situation peut occasionner des difficultés particulières aux petites et moyennes entreprises, compte tenu de leur manque de ressources et de la réticence des banques à financer des pertes.

110) L'incidence des importations à bas prix faisant l'objet d'un dumping doit être examinée à deux niveaux. Premièrement, elles ont entraîné la disparition d'un nombre considérable d'entreprises et la perte de nombreux emplois. Ce phénomène risque de se poursuivre si le dumping persiste. Deuxièmement, les producteurs qui ont survécu continuent à subir un double préjudice. Pour les produits à faible valeur, il est très important puisqu'ils sont progressivement évincés du segment du marché correspondant. Pour les produits de plus forte valeur, ces producteurs s'en sortent beaucoup mieux, mais les importations faisant l'objet d'un dumping commencent à se tourner progressivement vers ce segment, si bien que la rentabilité y est également affectée …" (Non souligné dans le texte)

4.182 Après cette détermination, les exportateurs indiens ont présenté des arguments substantiels.[155]

4.183 Dans le Règlement définitif, les CE ont donné les explications ci-après en ce qui concerne la situation de la branche de production nationale:

"*40) Les exportateurs de tous les pays exportateurs ont fait valoir que l'analyse de la Commission relative au préjudice présente des irrégularités dans la mesure où elle fait référence, dans son évaluation de la situation de l'industrie communautaire, à la forte chute de la production communautaire totale de linge de lit. Ils ont, plus particulièrement, fait valoir que les informations relatives aux sociétés qui ne sont pas incluses dans la définition de l'industrie communautaire ou qui ne produisent plus de linge de lit ne peuvent pas être utilisées pour déterminer l'existence d'un préjudice important.*

Ces arguments ont été examinés avec attention. Il convient toutefois de noter que la conclusion relative au préjudice important se fonde essentiellement sur la baisse de la rentabilité et le blocage des prix de l'industrie communautaire observés pour les sociétés incluses dans l'échantillon.

41) Lorsque elles examinent le préjudice conformément à l'article 3 du règlement de base, les institutions communautaires doivent évaluer la situation économique de l'industrie à l'origine de la plainte. À cet effet, elles analysent généralement une période de quatre à cinq ans, comme dans le cas présent ("période d'évaluation"). Cette évaluation repose communément sur une analyse de l'industrie communautaire et pas nécessairement des sociétés qui représentent la totalité de la production communautaire, car la situation des sociétés représentant une proportion majeure de la production communautaire est représentative de l'ensemble. Cette évaluation doit néanmoins tenir compte de la structure et de la nature de l'industrie considérée. En l'espèce, l'industrie est caractérisée par la présence d'un nombre élevé d'opérateurs, souvent des petites et moyennes entreprises, et par le fait qu'il s'agit d'un secteur dont il est relativement facile de sortir. Cette dernière caractéristique s'explique essentiellement par le fait que les machines peuvent, sans trop de difficultés, être vendues ou utilisées pour fabriquer d'autres produits, ce qui a pour conséquence que les effets d'un préjudice important se marqueront probablement par la disparition d'opérateurs économiques au cours de la période d'évaluation.

[155] Annexes 51 et 55.

Par conséquent, limiter l'évaluation du préjudice aux seules sociétés encore actives à la fin de la période d'évaluation (c'est-à-dire au moment du dépôt de la plainte), et donc en mesure de soutenir activement la plainte, reviendrait à négliger le préjudice causé aux sociétés qui ont cessé leurs activités avant cette date. Il y a également lieu d'ajouter que cette distorsion pourrait être encore aggravée par le fait que les entreprises survivantes à l'origine de la plainte peuvent avoir bénéficié, même temporairement, de la disparition d'autres entreprises, ce qui entraîne une surestimation de toute évolution positive.

En l'espèce, il convient de préciser qu'un nombre très important de sociétés du secteur du linge de lit, 29 au total, ont fermé leurs portes ou ont cessé toute production. De plus, vu l'ampleur de la sous-cotation des prix établie, la forte augmentation du volume des importations concernées et la hausse corrélative de leur part de marché, il y a lieu de considérer que, en l'absence de mesures antidumping, toute évolution relativement positive de la situation des producteurs à l'origine de la plainte doit être considérée comme menacée en l'absence de mesures antidumping." (Non souligné dans le texte)

4.184 Durant les consultations, l'Inde a objecté que des importations autres que celles ayant fait l'objet d'un dumping avaient été prises en considération pour l'évaluation du dommage[156]:

"M. Seth: Plusieurs dispositions de l'article 3 de l'Accord prescrivent qu'il faut déterminer le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping. Pour reprendre les termes de l'article 3.1

"[l]a détermination de l'existence d'un dommage … se fondera sur … un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits."

De même, l'article 3.2, 3.4, 3.5, 3.6 et 3.7 parle des "importations faisant l'objet d'un dumping", par opposition à "l'ensemble des importations du produit concerné". La Communauté européenne a pris en compte des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping dans sa détermination, ce qui est contraire à toutes ces dispositions.

…"

4.185 Cette question a de nouveau été soulevée durant la deuxième série de consultations [voir annexe 13].

2. La pratique des CE

4.186 Dans la pratique des CE, la détermination de l'existence d'un dommage comporte deux étapes: on commence par calculer une marge de dommage (sous-cotation) pour chaque exportateur visé par l'enquête. Dans l'affaire Linge de lit II, la période d'enquête allait du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996.[157] Cette marge de sous-cotation est calculée sur la période d'enquête.

4.187 Deuxièmement, pour la détermination de l'impact des "*importations faisant l'objet d'un dumping*" sur la branche de production nationale, on se fonde normalement sur une période de référence de quatre à cinq ans qui comprend la période d'enquête et se termine en même temps que cette dernière. Dans l'affaire Linge de lit II, cette période de référence allait de 1992 à la fin de la période d'enquête.[158]

[156] Le procès-verbal de la première série de consultations est reproduit à l'annexe 11.
[157] Règlement provisoire, considérant 9.
[158] *Ibid.*

4.188 Les CE ont implicitement considéré que toutes les exportations indiennes de linge de lit vers les CE durant la période d'enquête avaient fait l'objet d'un dumping, ce qui est leur pratique normale: "*En ce qui concerne l'examen des effets sur les prix et les volumes des importations faisant l'objet d'un dumping, aux fins de l'analyse du préjudice, les CE prend aussi en considération les importations pour lesquelles il n'y a pas de marge de dumping ou seulement une marge de dumping négligeable …*"[159]

4.189 En outre, les CE partent du principe que tous les importations du produit similaire durant les années immédiatement antérieures à la période d'enquête faisaient l'objet d'un dumping, ce qui paraît aussi être leur pratique normale:

> *"[La délégation indienne] précise que l'Inde ne conteste pas la pratique des CE consistant à examiner une période plus longue. Son objection porte sur le fait que les CE semblent automatiquement considérer, pour évaluer l'impact des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur la branche de production nationale, que toutes les importations de ces années antérieures faisaient l'objet d'un dumping. De plus, durant la période d'enquête, un certain nombre de modèles exportés par l'Inde durant la période d'enquête ne faisaient manifestement pas l'objet d'un dumping. Les CE ne peuvent pas automatiquement et sans explication considérer que ces produits faisaient l'objet d'un dumping.*
>
> *[CE]: Vous reconnaissez que telle est notre pratique normale. Je ne peux pas nier qu'il y a effectivement certains postulats. Nous établissons l'existence d'un dumping pour le produit similaire. Sur cette base, nous avons constaté qu'il y avait dumping pour toutes les importations réalisées durant la période d'enquête. Nous avons compensé ce facteur par une comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée pour déterminer les marges de dumping."*

4.190 Durant la deuxième série de consultations, les CE ont "justifié" cette pratique:

> *"[CE]: L'enquête a montré qu'il y avait eu dumping et préjudice pour exactement la même période de 12 mois. Bien entendu, nous avons employé une période plus longue pour pouvoir faire des comparaisons. Cela offre des garanties aux parties concernées puisqu'on a ainsi un tableau d'ensemble."*

4.191 Toutefois, les CE ont examiné toute la période allant de 1992 jusqu'à la fin de la période d'enquête et ont pour l'essentiel comparé la situation existant en 1992 et celle existant durant la période d'enquête. Plutôt que de mettre en relief les données relatives à la situation de la branche de production nationale durant la période d'enquête, les CE ont déterminé la situation de cette dernière sur l'ensemble de la période commençant en 1992.

4.192 À cet égard, le considérant 92 du Règlement provisoire est très parlant puisqu'il désigne cette période par l'expression "*période d'examen du préjudice*", ce qui laisse entendre que la détermination de la situation de l'industrie communautaire a été faite sur la période allant de 1992 au 30 juin 1996 et non sur la période d'enquête.

---

[159] Müller, Khan, Neumann, *EC Anti-Dumping Law—A Commentary on Regulation 384/96*, page 189.

3. Allégations

4.193 Plusieurs allégations découlent des faits décrits ci-dessus.[160]

4.194 Premièrement, l'Inde pense que la pratique communautaire consistant à considérer automatiquement que toutes les importations de linge de lit provenant d'Inde réalisées durant les années antérieures à la période d'enquête "[*faisaient] l'objet d'un dumping*" est incompatible avec l'article 3.4.

4.195 Deuxièmement, l'Inde considère que pour les mêmes raisons, la constatation de l'existence d'un lien de causalité est incompatible avec l'article 3.5.

4.196 Troisièmement, dans le Règlement provisoire les CE n'ont pas suffisamment expliqué les motifs de leur constatation selon laquelle les importations de linge de lit provenant d'Inde "ont causé" un dommage important à la branche de production nationale. Cela est incompatible avec l'article 12.2.1.

4.197 Quatrièmement, dans le Règlement définitif les CE n'ont pas suffisamment expliqué les motifs de leur constatation selon laquelle les importations de linge de lit en provenance d'Inde "*ont causé*" un dommage important à la branche de production nationale. Cela est incompatible avec l'article 12.2.2.

4. Allégation 19: incompatibilité avec l'article 3.4

4.1 Texte de l'article 3.4

4.198 L'article 3.1 à 3.5 de l'Accord antidumping prescrit qu'il faut déterminer le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping. Le passage pertinent de l'article 3.4 est libellé comme suit:

> *"L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris …"* (Non souligné dans le texte)

4.199 Le libellé de l'article 3 est systématique: le dommage subi par la branche de production nationale doit avoir été causé par les "*importations faisant l'objet d'un dumping*". L'Inde a déjà contesté la pratique des CE consistant à considérer que toutes les importations de linge de lit d'Inde durant la période d'enquête faisaient l'objet d'un dumping (voir les allégations relatives à l'article 3.1, ci-dessus). La question que nous examinons ici est celle de savoir si les "*importations faisant l'objet d'un dumping*" comprennent les importations réalisées entre 1992 et le début de la période d'enquête.

4.200 Selon l'Inde, le sens des mots "*importations faisant l'objet d'un dumping*" est sans équivoque: il s'agit des importations dont on a déterminé qu'elles avaient fait l'objet d'un dumping. À cet égard, l'article 2.1 de l'Accord antidumping est pertinent:

> *"Aux fins du présent accord, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales*

[160] Les allégations relatives aux autres questions que soulève l'article 3.4 sont exposées aux sections IV.B et IV.C respectivement.

normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur." (Non souligné dans le texte)

4.201 Relevons que l'article 2.1 ne dit pas "*aux fins du présent article*"; par conséquent, la définition de l'expression "*faisant l'objet d'un dumping*" qu'il contient vaut pour les autres articles de l'Accord antidumping. En d'autres termes, les importations aux fins de l'article 3 ne sont considérées comme "*faisant l'objet d'un dumping*" que si elles ont été introduites sur le marché des CE à un prix inférieur à leur valeur normale, c'est-à-dire si leur prix à l'exportation est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation en Inde.

4.202 En vertu de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping, le Groupe spécial interprétera:

"les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le Groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le Groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles."

4.203 Le libellé très clair de l'Accord, interprété conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public, ne peut avoir qu'un seul sens: "*importations faisant l'objet d'un dumping*" signifie "*importations faisant l'objet d'un dumping*" et non "*importations du produit similaire faisant l'objet d'un dumping ou non*". Par conséquent, le cas de figure visé à la deuxième phrase de l'article 17.6 ii) n'entre pas en ligne de compte à cet égard:

4.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 3.4

4.204 Commençons par rappeler le calendrier des événements pertinents pour cette allégation:

1.1.1992	1.7.1995	30.6.1996	13.09.1996	
début de la "*période d'examen du préjudice*"	début de la période d'enquête		fin de la période d'examen du préjudice et de la période d'enquête	ouverture de l'enquête

4.205 Il est bien clair que nous ne contestons absolument pas la pratique des CE consistant à examiner les années immédiatement antérieures à la période d'enquête. En fait, pour que la détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité puisse être faite valablement, il est nécessaire de procéder ainsi.

4.206 Toutefois, cela ne revient pas à faire une seule évaluation pour l'ensemble de la "*période d'examen du préjudice*". Par exemple, les allégations contenues dans l'annexe 2 de la plainte (citée ci-dessus) portent sur la quasi-totalité des entreprises qui (pour autant que l'Inde puisse le savoir) ont fermé ou licencié durant la période comprise entre 1988 et la période d'enquête. On ne peut pas exclure que ces allégations aient joué un certain rôle en tant qu'éléments de preuve prima facie susceptibles de répondre aux critères de l'article 5.2.[161] Toutefois, même si ces allégations étaient démontrées, elles ne constitueraient pas des preuves de l'existence d'un dommage causé par les "*importations faisant l'objet d'un dumping*" (c'est-à-dire les importations effectuées durant la période d'enquête, soit entre le 1er juillet 1995 et le 30 juin 1996).

[161] Cette phrase n'implique en rien que nous reconnaissions que ces allégations sont correctes, objectivement vraies ou pertinentes de quelque façon que ce soit.

4.207 Dans sa détermination de l'existence du dommage, les CE insistent beaucoup à plusieurs reprises sur les entreprises européennes qui auraient disparu entre 1992 et la période d'enquête. Ainsi, on peut lire au considérant 81 du Règlement provisoire que la Commission a obtenu:

> *"des éléments de preuve attestant que 29 sociétés non incluses dans l'industrie communautaire ont arrêté ou réduit leur production de linge de lit dans la Communauté entre 1992 et la période d'enquête. Il est estimé que la perte totale de production s'est élevée à au moins 10 000 tonnes par an."*

4.208 Les seuls éléments figurant dans le dossier non confidentiel qui pourraient à la rigueur être considérés comme de tels "éléments de preuve" sont justement les allégations contenues dans l'annexe 2 de la plainte et une lettre d'Eurocoton qui contient d'autres allégations non démontrées.[162] La Commission ajoute ensuite que:

> *"[l]es chiffres des ventes, de l'emploi et des bénéfices des sociétés qui ont disparu depuis ne sont pas inclus dans les données globales concernant l'industrie communautaire, ce qui améliore artificiellement les tendances apparentes enregistrées pour celles qui ont survécu."*

4.209 Cette affirmation en particulier, pour autant qu'elle soit compréhensible, semble impliquer que la Commission a tenu compte de ces 29 entreprises pour déterminer la situation de la branche de production nationale. Cela ressort très clairement du considérant 91 du Règlement provisoire:

> *"… En analysant les données concernant l'industrie communautaire, il faut tenir compte des 29 sociétés n'en faisant pas partie qui ont arrêté ou réduit leur production de linge de lit dans*

---

[162] Si l'on écarte les entreprises qui auraient été en difficulté avant 1992 ainsi que celles qui ne faisaient que du tissage, la liste des entreprises qui, selon l'annexe de la plainte, auraient cessé ou réduit leurs activités se limite aux suivantes:

1. Erba AG; 2. Spinnerei und Weberei Pfersee; 3. Carl HECKING GmbH & Co; 4. Arnold KOCK GmbH & Co; 5. Spinnerei und Webereien Zell-Schönau AG; 6. Piraiki-Patraiki S.A.; 7. Filiates Textiles; 8. Walter Seitz Production; 9. Sonep S.A. à Baisieux (confection); 10. Bruner Villenbacher à Cernay (confection); 11. Claeys et Fils à Houplines (confection); 12. Desfonges Olivier à Marcq en Baroeul (confection); 13. Canonne à Saint-Aubert (confection); 14. Cede SARL à Vitry-le-François (confection); 15. Harle à Tergnier (confection); 16. MDT Develotte à La Baule (transformation); 17. Savoir Faire Textile (transformation); 18. Customagic à Halluin (transformation); 19. Cusini Tommaso; 20. Saponaro; 21. Rossi Simeone; 22. Carminati; 23. Mauri; 24. Clerici e Pastorelli; 25. Piazza; 26. Eliolona; 27. Coelima; 28. N.V. Solintex, ainsi que les "*cinq autres entreprises qui ont dû réduire leurs activités, ce qui a entraîné la perte d'environ 2 730 emplois*", sans autre explication. Toutefois, cette liste est quelque peu spéculative car les CE n'ont fourni aucun autre élément de preuve à cet égard et l'Inde ne sait donc pas exactement quelles sont les 29 entreprises évoquées.

À cet égard, l'Inde relève l'avis du Groupe spécial dans l'affaire Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis, rapport du Groupe spécial, ADP/92 du 2 avril 1993, paragraphe 254:

"Pour les raisons exposées dans les paragraphes précédents, le Groupe spécial a été d'avis qu'il n'était pas en mesure de voir d'après le texte de la Détermination sur quelles données de fait la KTC s'était appuyée pour constater que le niveau du bénéfice net réalisé en 1989 était insuffisant pour permettre à la branche de production "de poursuivre ses opérations normales et de se développer". La KTC disposait peut-être à ce sujet de renseignements utiles, mais la Détermination ne permettait pas au Groupe spécial de déterminer comment elle les avait évalués pour établir cette constatation. Le Groupe spécial a rappelé ce qu'il avait dit aux paragraphes 227 et 228 au sujet des considérations qui lui servaient de guide pour examiner si la Détermination de la KTC se fondait sur des éléments de preuve positifs. Il a conclu que la constatation de la KTC selon laquelle le niveau du bénéfice net en 1989 n'était pas suffisant pour permettre à la branche de production "de poursuivre ses opérations normales et de se développer" n'était pas suffisamment corroborée par des éléments de preuve positifs et était de ce fait incompatible avec les obligations de la Corée au titre de l'article 3:1 de l'accord."

La lettre d'Eurocoton est reproduite à l'annexe 80.

la Communauté entre 1992 et la période d'enquête (considérant 81). Les pertes d'emplois correspondantes sont de l'ordre de 2 400 unités." (Non souligné dans le texte)

4.210 Et du considérant 92 ("*Conclusion concernant le préjudice*"):

"La Commission a pris en considération tous les indicateurs économiques précités pour déterminer si l'industrie communautaire a subi un préjudice important. Il a été tenu compte du fait que le nombre de sociétés composant l'industrie communautaire a diminué par rapport au début de la période d'examen du préjudice. Les chiffres des ventes, de l'emploi et des bénéfices des sociétés qui ont disparu depuis ne sont pas inclus dans les données globales concernant l'industrie communautaire, ce qui améliore les tendances apparentes enregistrées pour celles qui ont survécu." (Non souligné dans le texte)

4.211 Cette conclusion ne laisse aucun doute: la disparition alléguée des 29 entreprises est un des facteurs pris en considération pour l'évaluation requise en vertu de l'article 3.4.

4.212 Ce raisonnement se retrouve dans le Règlement définitif:

"40) Les exportateurs de tous les pays exportateurs ont fait valoir que l'analyse de la Commission relative au préjudice présente des irrégularités dans la mesure où elle fait référence, dans son évaluation de la situation de l'industrie communautaire, à la forte chute de la production communautaire totale de linge de lit. Ils ont, plus particulièrement, fait valoir que les informations relatives aux sociétés qui ne sont pas incluses dans la définition de l'industrie communautaire ou qui ne produisent plus de linge de lit ne peuvent pas être utilisées pour déterminer l'existence d'un préjudice important.

Ces arguments ont été examinés avec attention. Il convient toutefois de noter que la conclusion relative au préjudice important se fonde essentiellement sur la baisse de la rentabilité et le blocage des prix de l'industrie communautaire observés pour les sociétés incluses dans l'échantillon.

41) Lorsqu'elles examinent le préjudice conformément à l'article 3 du règlement de base, les institutions communautaires doivent évaluer la situation économique de l'industrie à l'origine de la plainte. À cet effet, elles analysent généralement une période de quatre à cinq ans, comme dans le cas présent ("période d'évaluation"). Cette évaluation repose communément sur une analyse de l'industrie communautaire et pas nécessairement des sociétés qui représentent la totalité de la production communautaire, car la situation des sociétés représentant une proportion majeure de la production communautaire est représentative de l'ensemble. Cette évaluation doit néanmoins tenir compte de la structure et de la nature de l'industrie considérée. En l'espèce, l'industrie est caractérisée par la présence d'un nombre élevé d'opérateurs, souvent des petites et moyennes entreprises, et par le fait qu'il s'agit d'un secteur dont il est relativement facile de sortir. Cette dernière caractéristique s'explique essentiellement par le fait que les machines peuvent, sans trop de difficultés, être vendues ou utilisées pour fabriquer d'autres produits, ce qui a pour conséquence que les effets d'un préjudice important se marqueront probablement par la disparition d'opérateurs économiques au cours de la période d'évaluation.

Par conséquent, limiter l'évaluation du préjudice aux seules sociétés encore actives à la fin de la période d'évaluation (c'est-à-dire au moment du dépôt de la plainte), et donc en mesure de soutenir activement la plainte, reviendrait à négliger le préjudice causé aux sociétés qui ont cessé leurs activités avant cette date. Il y a également lieu d'ajouter que cette distorsion pourrait être encore aggravée par le fait que les entreprises survivantes à l'origine de la plainte peuvent avoir bénéficié, même temporairement, de la disparition d'autres entreprises, ce qui entraîne une surestimation de toute évolution positive.

> *En l'espèce, il convient de préciser qu'un nombre très important de sociétés du secteur du linge de lit, 29 au total, ont fermé leurs portes ou ont cessé toute production. De plus, vu l'ampleur de la sous-cotation des prix établie, la forte augmentation du volume des importations concernées et la hausse corrélative de leur part de marché, il y a lieu de considérer que, en l'absence de mesures antidumping, toute évolution relativement positive de la situation des producteurs à l'origine de la plainte doit être considérée comme menacée en l'absence de mesures antidumping."* (Non souligné dans le texte)

4.213 À titre de remarque préliminaire, nous faisons observer que d'après la jurisprudence du GATT, l'Inde peut se fonder sur l'avis au public pour déterminer quels sont les facteurs qui ont conduit les CE à instituer des droits antidumping.[163]

4.214 Les CE semblent postuler, sans autre observation, que s'il y a moins d'entreprises, il y a moins de production.[164] Aucun autre élément de preuve que la disparition alléguée de ces 29 entreprises implique effectivement dans chaque cas une réduction de la production n'a été fourni.

4.215 Aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, on n'aurait pas dû prendre en compte le dommage prétendument causé par les importations en provenance d'Inde avant la période d'enquête. Il n'y a jamais eu de constatation de l'existence d'un dumping dans le cas des importations de linge de lit en provenance d'Inde dans la période comprise entre 1992 et la période d'enquête: la première enquête antidumping concernant le linge de lit a été close et n'a jamais débouché sur une constatation de l'existence d'un dumping ou d'un dommage. Par conséquent, rien dans l'Accord antidumping ne permet de considérer que ces importations "*faisaient l'objet d'un dumping*". Les CE ne peuvent pas imputer les fermetures ou réductions de personnel des 29 entreprises survenues entre 1992 et la période d'enquête aux "*importations faisant l'objet d'un dumping*" effectuées durant la période d'enquête, puisque ces importations n'ont eu lieu qu'après lesdites fermetures d'entreprises. Par conséquent, la façon dont les autorités chargées de l'enquête ont établi les faits aux fins de la détermination de l'article 3.4 n'était pas correcte et l'évaluation de ces faits n'était pas "impartiale et objective".

---

[163] Dans l'affaire Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis, rapport du Groupe spécial, ADP/92 du 2 avril 1993, au paragraphe 209, le Groupe spécial dit (dans le contexte du Code antidumping de 1979) que:

"…L'article 3 prescrivait que les autorités chargées de l'enquête devaient examiner certains éléments et établir une détermination fondée sur des éléments de preuve positifs concernant ces éléments. De l'avis du Groupe spécial, pour examiner au titre de l'article 15 une détermination concluant à l'existence d'un préjudice d'après les règles énoncées à l'article 3, il fallait que l'autorité chargée de l'enquête explique suffisamment comment elles avaient examiné et évalué les éléments de preuve concernant les éléments prévus dans cet article. Interprétée concurremment avec l'article 8:5, cette explication devait être formulée dans un avis au public. Expliquer comment, dans une affaire donnée, les autorités chargées de l'enquête ont évalué les données de fait dont elles étaient saisies concernant les éléments à prendre en considération au titre de l'article 3 était conforme à la prescription de l'article 8:5 aux termes de laquelle les autorités étaient tenues d'exposer, dans un avis au public, "les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit considérés comme pertinents par les autorités chargées de l'enquête, ainsi que les raisons ou le fondement desdites constatations et conclusions". Cette disposition servait d'objectif important de transparence en prescrivant des décisions publiques dûment motivées comme fondement de l'institution de droits antidumping. De l'avis du Groupe spécial, cette disposition serait vidée de son sens si, dans la procédure de règlement d'un différend au titre de l'article 15 de l'accord, une partie avait le droit de défendre une détermination contestée concluant à l'existence d'un préjudice en avançant, en faveur de cette détermination, de prétendues raisons qui ne figuraient pas dans un énoncé officiel des raisons de cette détermination …"

[164] Il semble que si l'on applique le raisonnement de la Commission, lorsque deux entreprises fusionnent mais continuent de produire la même quantité, la diminution du nombre d'entreprises est un signe de dommage. Les exportateurs indiens ont contesté les extrapolations automatiques et non étayées contenues dans le raisonnement des CE, mais celles-ci se sont contentées de répondre en citant le passage du Règlement définitif repris plus haut.

4.216 L'Inde considère pour ces raisons que les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.4.

5. Allégation 20: incompatibilité avec l'article 3.5

4.217 En vertu de l'article 3.5, le dommage important déterminé sur la base de l'article 3 doit avoir été causé par les "*importations faisant l'objet d'un dumping*":

> *"Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent accord. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Celles-ci examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard comprennent, entre autres, le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping …"* (Non souligné dans le texte)

4.218 Le raisonnement développé à la section 4 ci-dessus au sujet de la signification de l'expression "*importations faisant l'objet d'un dumping*" vaut également pour l'article 3.5: l'Inde considère que l'expression "*importations faisant l'objet d'un dumping*" a exactement le même sens dans l'article 3.5 que dans l'article 3.4. Pour l'analyse de ces termes, nous renvoyons donc à la section 4 ci-dessus.

4.219 Toutefois, il convient de relever un élément additionnel: la présence à l'article 3.5 des mots "*par les effets du dumping*" ne laisse aucun doute, l'accent est bien mis sur le fait qu'on doit examiner les importations qui ont fait l'objet d'un dumping. Dans la pratique des CE en l'espèce, cette disposition est vidée de son sens.

4.220 En conséquence, l'Inde estime que les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.5 en considérant automatiquement que toutes les importations de linge de lit provenant d'Inde dans la période comprise entre 1992 et le 30 juin 1995 "[*faisaient] l'objet d'un dumping*".

6. Allégation 21: incompatibilité avec l'article 12.2.1

6.1 Texte de l'article 12.2.1

4.221 Le texte de l'article 12.2.1 est déjà analysé à propos de l'allégation de l'Inde relative à l'article 3.1.

6.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1

4.222 Rappelons que dans les procédures antidumping, les autorités chargées de l'enquête sont dans une situation très privilégiée en ce qui concerne la connaissance des faits. Cela est particulièrement vrai dans l'UE, car la Commission européenne est la seule entité ayant accès à tous les faits liés à l'ouverture de l'enquête. Seules les autorités des CE savent quelles sont les 29 entreprises mentionnées dans le Règlement.

4.223 À cet égard, l'article 12 joue un rôle essentiel en assurant une certaine transparence. Rappelons l'avis du Groupe spécial dans l'affaire Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis[165]:

> *"De l'avis du Groupe spécial, cette disposition serait vidée de son sens si, dans la procédure de règlement d'un différend…une partie avait le droit de défendre une détermination contestée…en avançant, en faveur de cette détermination, de prétendues raisons qui ne figuraient pas dans un énoncé officiel des raisons de cette détermination."*

4.224 L'Inde est en droit de s'attendre à ce que les règlements et notifications publiés décrivent fidèlement les déterminations des CE.

4.225 Les CE n'ont pas exposé correctement leur détermination pour deux raisons.

4.226 Premièrement, si les CE, aux fins de l'article 3.4 et 3.5, ont déterminé l'existence d'un dommage important en ne prenant en considération que les importations "*faisant l'objet d'un dumping*", rien dans les règlements publiés ni dans le dossier non confidentiel n'en fait état. Au contraire, il semble clair que les règlements sont (en partie) fondés sur la détermination de l'existence d'un dommage causé avant la période d'enquête (c'est-à-dire par des importations dont il n'a pas été déterminé qu'elles avaient fait l'objet d'un dumping). Si les CE n'ont pas utilisé les importations réalisées entre 1992 et le 30 juin 1995 pour constater l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité, elles ne l'ont jamais expliqué de façon compréhensible dans le Règlement provisoire.

4.227 Il s'ensuit que les CE, à supposer qu'elles ne se soient pas fondées sur des importations dont il n'avait pas été déterminé qu'elles avaient fait l'objet d'un dumping, ne l'ont pas convenablement expliqué dans le Règlement provisoire ni dans la notification préliminaire et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1.

4.228 Deuxièmement, au considérant 89 du Règlement provisoire, les CE observent que:

> *"La rentabilité des sociétés incluses dans l'échantillon a diminué de plus de 50 pour cent entre 1992 et la période d'enquête, tombant de 3,6 pour cent à 1,6 pour cent. Ce chiffre est largement inférieur à la marge de 5 pour cent, qui peut être considérée comme un minimum, réalisée par ces sociétés en 1991 lorsque les importations concernées faisant l'objet d'un dumping étaient de 30 pour cent inférieures à leur niveau au cours de la période d'enquête. Elle est aussi inférieure à la marge bénéficiaire des importateurs, ce qui explique pourquoi certains producteurs ont arrêté la production et se sont tournés vers l'importation."*

4.229 Il n'y a jamais eu de détermination, ni même d'allégation, selon laquelle les importations de linge de lit d'Inde en 1991 avaient "*fait l'objet d'un dumping*" au sens de l'article 2.1 de l'Accord antidumping. Par conséquent, cette affirmation tendancieuse n'est absolument pas démontrée et ne répond pas aux prescriptions de l'article 12.2.1

[165] Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis, rapport du Groupe spécial ADP/92 du 2 avril 1993, paragraphe 209.

7. Allégation 22: incompatibilité avec l'article 12.2.2

7.1 Texte de l'article 12.2.2

4.230 Rappelons le texte de l'article 12.2.2:

> *"Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif …, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs …"* (Non souligné dans le texte)

7.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2

4.231 Dans leurs observations sur la notification finale, les exportateurs indiens ont dit, à propos du Règlement provisoire et de la notification, que:

> *"enfin, il y a un autre facteur qui tend à fausser la situation. Comme la Commission le sait certainement, l'industrie textile communautaire a subi un processus de restructuration en profondeur ces dernières années, qui a notamment entraîné le rachat de nombreuses entreprises de petite taille par des sociétés plus viables.*
>
> *Ainsi, si l'entreprise A a été achetée par l'entreprise B il y a quatre ans, le raisonnement de la Commission semble être le suivant: l'entreprise A a disparu, cela est un signe de dommage, nonobstant le fait que l'entreprise B a accru sa production. Cette "logique" ne résiste pas à l'analyse."*

4.232 La réponse à cet argument, qui figure dans le Règlement définitif, souligne que:

> *41) Lorsque elles examinent le préjudice conformément à l'article 3 du règlement de base, les institutions communautaires doivent évaluer la situation économique de l'industrie à l'origine de la plainte. À cet effet, elles analysent généralement une période de quatre à cinq ans, comme dans le cas présent ("période d'évaluation"). Cette évaluation repose communément sur une analyse de l'industrie communautaire et pas nécessairement des sociétés qui représentent la totalité de la production communautaire, car la situation des sociétés représentant une proportion majeure de la production communautaire est représentative de l'ensemble. Cette évaluation doit néanmoins tenir compte de la structure et de la nature de l'industrie considérée. En l'espèce, l'industrie est caractérisée par la présence d'un nombre élevé d'opérateurs, souvent des petites et moyennes entreprises, et par le fait qu'il s'agit d'un secteur dont il est relativement facile de sortir. Cette dernière caractéristique s'explique essentiellement par le fait que les machines peuvent, sans trop de difficultés, être vendues ou utilisées pour fabriquer d'autres produits, ce qui a pour conséquence que les effets d'un préjudice important se marqueront probablement par la disparition d'opérateurs économiques au cours de la période d'évaluation.*
>
> *Par conséquent, limiter l'évaluation du préjudice aux seules sociétés encore actives à la fin de la période d'évaluation (c'est-à-dire au moment du dépôt de la plainte), et donc en mesure de soutenir activement la plainte, reviendrait à négliger le préjudice causé aux sociétés qui ont cessé leurs activités avant cette date. Il y a également lieu d'ajouter que cette distorsion pourrait être encore aggravée par le fait que les entreprises survivantes à l'origine de la*

plainte peuvent avoir bénéficié, même temporairement, de la disparition d'autres entreprises, ce qui entraîne une surestimation de toute évolution positive.

En l'espèce, il convient de préciser qu'un nombre très important de sociétés du secteur du linge de lit, 29 au total, ont fermé leurs portes ou ont cessé toute production. De plus, vu l'ampleur de la sous-cotation des prix établie, la forte augmentation du volume des importations concernées et la hausse corrélative de leur part de marché, il y a lieu de considérer que, en l'absence de mesures antidumping, toute évolution relativement positive de la situation des producteurs à l'origine de la plainte doit être considérée comme menacée en l'absence de mesures antidumping."

4.233 Les CE n'ont jamais répondu à l'argument exposé par Texprocil dans ses observations sur la notification finale [166], selon lequel la restructuration de l'industrie textile européenne a influé sur la détermination de l'existence d'un dommage.[167]

4.234 En outre, les CE paraissent continuer de considérer que les importations de linge de lit provenant de l'Inde dans la période comprise entre 1992 et le 30 juin 1995 "[*faisaient] l'objet d'un dumping*" sans préciser pourquoi. Cela est contraire à l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping puisque les CE n'ont pas expliqué comment un dommage subi entre 1992 et le 30 juin 1995 aurait pu être causé par des importations (prétendument) "*faisant l'objet d'un dumping*" durant la période d'enquête.

V. ALLÉGATIONS RELATIVES À DES POINTS DE PROCÉDURE

A. ARTICLE 5.3: LES CE N'ONT PAS EXAMINÉ LES ALLÉGATIONS FIGURANT DANS LA DEMANDE AVANT D'OUVRIR L'ENQUÊTE ANTIDUMPING. IL ÉTAIT D'AUTANT PLUS IMPORTANT DE LE FAIRE QU'IL EXISTAIT DES PREUVES CONTRAIRES

5.1 Résumé: l'article 5.3 prescrit que les CE doivent examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande avant d'ouvrir l'enquête antidumping. Rien dans le dossier ne montre que cet examen a été fait (**allégation 23**). En outre, les éléments de preuve fournis dans le cadre de la procédure antidumping Linge de lit I rendaient cet examen encore plus nécessaire. Alors que les exportateurs indiens ont présenté des arguments détaillés sur ces points, les CE n'ont pas expliqué de façon satisfaisante leurs décisions ni leur raisonnement et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 24**) et 12.2.2 (**allégation 25**).

1. Exposé des faits

5.2 Dans la première partie de la présente communication, nous avons rappelé que l'enquête Linge de lit II avait été précédée d'une autre enquête concernant le même produit et visant également

---

[166] Voir annexe 60, section 4.2.1.

[167] Rappelons en outre que dans sa première communication relative au dommage (annexe 50), Texprocil a formulé l'argument suivant:

"… l'industrie communautaire est en période de mutation. De nombreuses entreprises ont dû se restructurer ces dernières années en raison de la mondialisation de la production. Un des facteurs essentiels auxquels ce processus est dû est le niveau relativement élevé des salaires en Europe.

La restructuration a eu un impact considérable sur l'Europe. Dans leur communication de 1995 sur l'impact de l'évolution de la situation internationale sur le secteur des textiles et du vêtement dans la Communauté, les Commissaires Bangemann et Brittan ont dit que "dans les textiles, la principale cause des pertes d'emploi a été l'augmentation de la productivité". Les auteurs insistent sur le fait que le niveau du coût du travail a une influence déterminante sur la compétitivité de l'industrie communautaire. Par exemple, en 1993 le salaire horaire moyen dans les pays membres des CE étaient de 3,03 à 17,29 dollars EU, alors qu'en Inde il n'était que de 0,27 dollar EU …"

Les autorités des CE n'ont jamais réagi à ces observations.

(entre autres) l'Inde. Rappelons en outre que dans cette première enquête l'industrie communautaire a en très grande partie refusé de coopérer avec les autorités chargées de l'enquête (du moins, le dossier non confidentiel de cette enquête ne contient quasiment pas de résumés non confidentiels des réponses au questionnaire).

5.3 Le tableau ci-après récapitule le calendrier des événements:

25 janvier 1994		Ouverture de l'enquête Linge de lit I
Mars 1994		Communication de 41 réponses au questionnaire par les exportateurs indiens
10 juillet 1996		Clôture de la procédure Linge de lit I au motif que "*[l]es plaignants ont officiellement retiré leur plainte concernant les importations de certains types de linge de lit originaires d'Inde, du Pakistan, de Thaïlande et de Turquie*"[168]
30 juillet 1996	a)	Dépôt d'une plainte par le demandeur à l'originaire de la première enquête (Eurocoton) débouchant sur l'ouverture de l'enquête Linge de lit II
13 septembre 1996		Ouverture de l'enquête Linge de lit II

5.4 L'avis d'ouverture de la procédure Linge de lit II contient une déclaration plus que succincte sur l'allégation de dumping et de dommage:

> *"**4. Allégation de préjudice***
>
> *Le plaignant fait valoir, en fournissant des éléments de preuve à l'appui, que les importations en provenance d'Égypte, d'Inde et du Pakistan ont augmenté sensiblement en termes absolus et en termes de part de marché au cours d'une période caractérisée par une baisse de la consommation apparente dans la Communauté.*
>
> *Il affirme également que le volume et le prix des produits importés ont notamment eu une incidence négative sur les quantités vendues et les prix pratiqués par les producteurs de la Communauté, qui a gravement affecté l'emploi et la situation financière de l'industrie communautaire."*

5.5 On peut relever que les CE ne mentionnent même pas, ni dans l'avis d'ouverture de la procédure ni dans les règlements publiés ni ailleurs, qu'il y a eu une première enquête sur le linge de lit. De même, la plainte qui a conduit à l'ouverture de la deuxième procédure[169] a comme par hasard "oublié" qu'une enquête antidumping visant le même produit et pour l'essentiel les mêmes pays, ouverte à la suite d'une plainte déposée par la même entité, avait été close seulement 20 jours auparavant.

5.6 Dans leur première communication relative au dommage (annexe 50), les exportateurs indiens ont exprimé leurs préoccupations au sujet des éléments de preuve *prima facie* et de la compatibilité de l'ouverture de l'enquête avec l'article 5:

---

[168] Décision de la Commission du 9 juillet 1996 clôturant la procédure antidumping concernant les importations de certains types de linge de lit originaires d'Inde, du Pakistan, de Thaïlande et de Turquie, JO (1996) L 171/27 (annexe 5), considérant 4.

[169] Le résumé non confidentiel de cette plainte a été versé au dossier non confidentiel au moment de l'ouverture de l'enquête. Aucun autre élément de preuve pertinent s'agissant du dommage allégué n'a été fourni dans le dossier non confidentiel au moment de l'ouverture de l'enquête.

*"1.2 La Commission aurait dû prendre en compte **tous** les éléments de preuve disponibles pour décider d'ouvrir l'enquête*

Eurocoton paraît considérer que les obligations découlant de l'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord sont satisfaites si les allégations de la Commission sur le dumping et le dommage dans la plainte [sic]. *Cette opinion, si elle est partagée par la Commission, semble formaliste et contraire à la lettre et à l'esprit de l'Accord.*

Une lecture logique et littérale [de l'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord antidumping] *conduit aux conclusions suivantes:*

1. *Le plaignant doit apporter des éléments de preuve (entre autres) de l'existence d'un dommage dans sa plainte. Ces éléments de preuve doivent se rapporter aux aspects récapitulés aux alinéas i) à iv) de l'article 5.2. Toutefois, il n'est pas nécessaire que les éléments de preuve joints à la plainte soient des preuves à proprement parler; ce doit être en quelque sorte des éléments de preuve prima facie.*

2. *L'objet de l'article 5.2, 5.3 et 5.8 est d'éviter les plaintes totalement infondées. La Commission a l'obligation, avant d'ouvrir une enquête, de s'assurer que les faits allégués sont plus qu'une "simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents".*

   Pour éviter un harcèlement inutile des exportateurs, il est impératif que la Commission fasse cette vérification avant d'ouvrir l'enquête.

3. *Si la Commission est informée par une source autre que le plaignant de faits pertinents pour la détermination du dommage, elle doit en tenir compte: l'article 5.3 dispose que "[l]es autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête".*

   L'article 5.8 ajoute, dans le passage pertinent, qu'"[u]ne demande … sera rejetée … dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure. En d'autres termes, si la Commission est convaincue, soit avant soit durant la procédure", qu'il n'existe pas de motifs suffisants pour justifier la poursuite de la procédure, elle ne peut pas ouvrir l'enquête ou la poursuivre. L'article 5.8 ne précise pas que la Commission ne doit prendre en compte que les éléments de preuve joints à la plainte; au contraire, si la Commission a obtenu des renseignements d'autres sources, elle est obligée d'en tenir compte.

4. *Cela signifie qu'en pareil cas l'exigence de preuves à l'appui de la plainte est une exigence relative: s'il existe des contre-preuves plus solides, les éléments de preuve fournis par le plaignant ne sont plus qu'une "simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents", à moins que la Commission ne les revérifie avant d'ouvrir l'enquête.*

Il convient donc de se demander si en l'espèce il existait des contre-preuves qui auraient obligé la Commission à vérifier les allégations faites dans la plainte. Texprocil est convaincue qu'il existait effectivement de telles contre-preuves.

Le 25 janvier 1994, la Commission a ouvert une enquête antidumping concernant le linge de lit en provenance d'Inde, du Pakistan, de Thaïlande et de Turquie. La plainte avait été présentée par Eurocoton.

Les exportateurs indiens ont coopéré à l'enquête massivement, alors qu'au contraire l'industrie communautaire a refusé de répondre au questionnaire, si bien qu'Eurocoton a dû retirer sa plainte. La première procédure concernant le linge de lit a été close le 10 juillet 1996.

Comme la Commission le sait certainement, bien que la raison officielle de la clôture de l'enquête ait été le retrait de la plainte, le motif réel était le refus de coopération de l'industrie communautaire.

Il s'ensuit donc que, du moins dans la période comprise entre le 25 janvier 1994 (ouverture de la première procédure) et le 10 juillet 1996 (clôture), l'industrie communautaire ne se considérait pas comme victime d'un dommage; tout au moins, le refus total de coopération des producteurs des CE est une indication très forte en ce sens.

*Le fait que la deuxième plainte ait été officiellement déposée après la clôture de la première procédure, le 30 juillet 1996, n'y peut rien changer. Les "données" ou allégations figurant dans la plainte ne font pas état d'événements survenus après la clôture de la première procédure; comme il y a tout lieu de penser que jusqu'au 10 juillet 1996 l'industrie communautaire n'avait pas subi de dommage important causé par les importations de linge de lit en provenance d'Inde, toutes les allégations de la plainte paraissent infondées d'emblée. Dans ces conditions, la Commission avait l'obligation de vérifier soigneusement, **avant** d'ouvrir la deuxième procédure, s'il existait des éléments de preuve valables de l'existence d'un dommage (par opposition aux simples affirmations figurant dans la deuxième plainte).*

Il n'y a rien dans l'avis d'ouverture de la procédure ni dans le [dossier] non confidentiel qui montre que la Commission ait bien fait cette vérification préalable. Il s'ensuit que la Commission a violé l'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord, ainsi que l'article 5 paragraphes 2, 3 et 7 du Règlement antidumping des CE. En conséquence, Texprocil demande à la Commission de clore cette procédure car elle est entachée d'irrégularité en raison d'une erreur de procédure qui ne peut pas être corrigée rétroactivement."

2. La plainte ne contient pas d'éléments de preuve prima facie de l'existence d'un dumping et d'un dommage causé par celui-ci

…

La plainte est basée sur ce qui n'est guère plus que des allégations infondées. Premièrement, le plaignant relève qu'il convient de noter que les pays visés ont accès à du coton brut de production nationale. Toutefois, elle passe sous silence le fait que les producteurs indiens ont souffert d'une pénurie aiguë de coton brut durant une grande partie de l'année 1995, ce qui est bien connu.

Deuxièmement, la version non confidentielle de la plainte ne comporte que des allégations en ce qui concerne les données sur les prix employés pour calculer la marge de dumping, sans fournir aucun élément de preuve. Comme le plaignant prétend avoir obtenu ces renseignements de sources publiques, il n'y avait aucune raison de ne pas en fournir une version non confidentielle (photocopies des pages concernées, etc.). L'absence de ces éléments de preuve fait que les déclarations relatives au dumping allégué ne sont guère plus qu'une "simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents".

Si toutefois Eurocoton a bien communiqué des renseignements de ce type dans la version confidentielle de la plainte, Texprocil considère que la Commission n'aurait pas dû en tenir compte, conformément à l'article 19 du Règlement antidumping de base.

Il s'ensuit que l'article 5.2 de l'Accord n'a pas été respecté, non seulement en raison de l'existence de la procédure précédente (voir ci-dessus), mais aussi du fait que la plainte n'était accompagnée d'aucun élément de preuve."

5.7 La question des éléments de preuve et des obligations incombant aux CE en vertu de l'article 5.1, 5.2, 5.3 et 5.8 a ensuite été soulevée lors de l'audition relative au dommage, tenue le 13 janvier 1997, mais les autorités des CE n'ont fourni aucune réponse. Le mémoire communiqué après cette audition[170] reprend encore les objections des exportateurs indiens:

*"La Commission aurait dû prendre en compte **tous** les éléments de preuve disponibles pour décider d'ouvrir l'enquête*

Eurocoton paraît considérer que les obligations découlant de l'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord sont satisfaites si la Commission allégations relatives au dumping et au dommage qui figurent dans la plainte [sic]. Cette opinion, si elle est partagée par la Commission, semble formaliste et contraire à la lettre et à l'esprit de l'Accord …

1. *Le plaignant doit apporter des éléments de preuve (entre autres) de l'existence d'un dommage dans sa plainte. Ces éléments de preuve doivent se rapporter aux aspects récapitulés aux alinéas i) à iv) de l'article 5.2. Toutefois, il n'est pas nécessaire que les éléments de preuve joints à la plainte soient des preuves à proprement parler; ce doit être en quelque sorte des éléments de preuve prima facie.*

2. *L'objet de l'article 5.2, 5.3 et 5.8 est d'éviter les plaintes totalement infondées. La Commission a l'obligation, avant d'ouvrir une enquête, de s'assurer que les faits allégués sont plus qu'une "simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents".*

   Pour éviter un harcèlement inutile des exportateurs, il est impératif que la Commission fasse cette vérification avant d'ouvrir l'enquête.

3. *Si la Commission est informée par une source autre que le plaignant de faits pertinents pour la détermination du dommage, elle doit en tenir compte: l'article 5.3 dispose que "[l]es autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête".*

   L'article 5.8 ajoute qu'"[u]ne demande … sera rejetée … dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure". En d'autres termes, si la Commission est convaincue, soit avant soit durant la procédure, qu'il n'existe pas de motifs suffisants pour justifier la poursuite de la procédure, elle ne peut pas ouvrir l'enquête ou la poursuivre. L'article 5.8 ne précise pas que la Commission ne doit prendre en compte que les éléments de preuve joints à la plainte; au contraire, si elle a obtenu des renseignements d'autres sources, elle est obligée d'en tenir compte.

4. *Cela signifie qu'en pareil cas l'exigence de preuves à l'appui de la plainte est une exigence relative: s'il existe des contre-preuves plus solides, les éléments de preuve fournis par le plaignant ne sont plus qu'une "simple affirmation, non étayée par des*

[170] Annexe 54.

éléments de preuve pertinents", à moins que la Commission ne les revérifie avant d'ouvrir l'enquête.

Il convient donc de se demander si en l'espèce il existait des contre-preuves qui auraient obligé la Commission à vérifier les allégations faites dans la plainte. Texprocil est convaincue qu'il existait effectivement de telles contre-preuves.

Le 25 janvier 1994, la Commission a ouvert une enquête antidumping concernant le linge de lit en provenance d'Inde, du Pakistan, de Thaïlande et de Turquie. La plainte avait été présentée par Eurocoton.

Les exportateurs indiens ont coopéré à l'enquête massivement, alors qu'au contraire l'industrie communautaire a refusé de répondre au questionnaire, si bien qu'Eurocoton a dû retirer sa plainte. La première procédure concernant le linge de lit a été close le 10 juillet 1996.

Comme la Commission le sait certainement, bien que la raison officielle de la clôture de l'enquête ait été le retrait de la plainte, le motif réel était le refus de coopération de l'industrie communautaire.

Il s'ensuit donc que, du moins dans la période comprise entre le 25 janvier 1994 (ouverture de la première procédure) et le 10 juillet 1996 (clôture) l'industrie communautaire ne se considérait pas comme victime d'un dommage; tout au moins, le refus total de coopération des producteurs des CE est une indication très forte de ce fait.

*Le fait que la deuxième plainte ait été officiellement déposée après la clôture de la première procédure, le 30 juillet 1996, n'y peut rien changer. Les "données" ou allégations figurant dans la plainte ne font pas état d'événements survenus après la clôture de la première procédure; comme il y a tout lieu de penser que jusqu'au 10 juillet 1996 l'industrie communautaire n'avait pas subi de dommage important causé par les importations de linge de lit en provenance d'Inde, toutes les allégations de la plainte paraissent infondées d'emblée. Dans ces conditions, la Commission avait l'obligation de vérifier soigneusement, **avant** d'ouvrir la deuxième procédure, s'il existait des éléments de preuve valables de l'existence d'un dommage (par opposition aux simples affirmations figurant dans la deuxième plainte).*

Il n'y a rien dans l'avis d'ouverture de la procédure ni dans le [dossier] non confidentiel qui montre que la Commission ait bien fait cette vérification préalable. Il s'ensuit que la Commission a violé l'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord, ainsi que l'article 5 paragraphes 2, 3 et 7 du Règlement antidumping des CE. En conséquence, Texprocil demande à la Commission de clore cette procédure car elle est entachée d'irrégularité en raison d'une erreur de procédure qui ne peut pas être corrigée rétroactivement.

1.3 La plainte ne contient pas d'éléments de preuve de l'existence d'un dumping et d'un dommage causé par celui-ci

L'article 5.2 de l'Accord dispose que la demande comportera des éléments de preuve, entre autres, de l'existence d'un dumping.

La plainte est basée sur ce qui n'est guère plus que des allégations infondées. Premièrement, le plaignant relève qu'il convient de noter que les pays visés ont accès à du coton brut de production nationale. Toutefois, il passe sous silence le fait que les producteurs indiens ont souffert d'une pénurie aiguë de coton brut durant une grande partie de l'année 1995, ce qui est bien connu.

Deuxièmement, la version non confidentielle de la plainte ne comporte que des allégations en ce qui concerne les données sur les prix employés pour calculer la marge de dumping, sans fournir aucun élément de preuve. Comme le plaignant prétend avoir obtenu ses renseignements de sources publiques, il n'y avait aucune raison de ne pas en fournir une version non confidentielle (photocopies des pages concernées, etc.). Vu l'absence de ces éléments de preuve, les déclarations relatives au dumping allégué ne sont guère plus qu'une "simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents".

Si toutefois Eurocoton a bien communiqué des renseignements de ce type dans la version confidentielle de la plainte, Texprocil considère que la Commission n'aurait pas dû en tenir compte, conformément à l'article 19 du Règlement antidumping de base.

Il s'ensuit que l'article 5.2 de l'Accord n'a pas été respecté, non seulement en raison de l'existence de la procédure précédente (voir ci-dessus), mais aussi du fait que la plainte n'était accompagnée d'aucun élément de preuve."
(Souligné dans l'original, notes de bas de page omises)

5.8 Là encore, les exportateurs indiens n'ont reçu aucune réponse à ces arguments de la Commission européenne. Elle s'est contentée d'inclure dans le Règlement provisoire une formule type fort succincte[171]:

"La procédure a été ouverte à la suite d'une plainte déposée le 30 juillet 1996 par le Comité de l'industrie du coton et des fibres connexes de la Communauté européenne (Eurocoton) au nom de producteurs communautaires représentant une proportion majeure de la production communautaire de linge de lit en coton. La plainte contenait des éléments de preuve du dumping et du préjudice important en résultant qui ont été jugés suffisants pour justifier l'ouverture d'une procédure."[172]

5.9 Comme pour cette formule type ne répondait pas aux arguments et allégations précis qu'ils avaient formulés, les exportateurs indiens les ont répétés à la prochaine occasion, c'est-à-dire dans les observations de Texprocil sur la notification préliminaire.[173] Texprocil a ajouté que:

"Les exportateurs indiens ont démontré de façon cohérente que la procédure antidumping souffrait de vices de procédure irréparables. La Commission européenne n'a pas réagi à ces objections motivées ni dans la notification ni dans le Règlement instituant les droits provisoires.

Compte tenu de ces éléments, le fait que la Commission n'ait pas même mentionné, motivé ou analysé, ni dans la notification ni dans le Règlement instituant les droits antidumping provisoires, sa décision de ne pas clore la procédure Linge de lit pour les raisons ci-dessus, est incompatible avec l'article 12.2 de l'Accord."

5.10 Les CE n'ont pas réagi à ces observations, ni dans le Règlement définitif ni dans la notification finale.

---

[171] On peut voir qu'il s'agit bien d'une formule type en consultant les exemples de déterminations des CE faites entre 1996 et 1998. On trouvera 15 de ces exemples à l'annexe 73.

[172] Règlement provisoire, considérant 2, non souligné dans l'original.

[173] Annexe 51, sections 1.2 et 2.

5.11 Durant la première série de consultations, l'Inde est revenue sur cette question[174]:

*"**1.3 Commencements de preuve***

L'Inde considère que la procédure a été ouverte en contradiction avec l'article 5. En particulier, elle estime pertinents l'article 5.2, 5.3 et 5.8 …

En d'autres termes, avant d'ouvrir une procédure, les autorités chargées de l'enquête doivent convenablement déterminer si les éléments dont elles disposent justifient l'ouverture de la procédure.

Les prescriptions de l'article 5.2, 5.3 et 5.8 ont pour objet d'éviter l'ouverture d'enquêtes antidumping sur la base de plaintes infondées …

Examinons les éléments dont les CE disposait au moment de l'ouverture de l'enquête de Linge de lit II. Cette procédure avait été précédée d'une autre procédure (Linge de lit I) visant exactement le même produit et pour l'essentiel les mêmes pays. La première procédure a été close car la plupart des entreprises de l'industrie communautaire avaient refusé de coopérer avec la Commission européenne. Dans ces conditions, le plaignant a été forcé de retirer sa plainte et la procédure a donc été dûment close.

Très peu de temps après la clôture de l'enquête Linge de lit I, le plaignant a déposé une nouvelle plainte. Cette plainte a été déposée 20 jours après la clôture de l'enquête précédente. Comme nous l'avons déjà fait valoir, dans la première procédure la branche de production nationale n'a jamais coopéré avec les autorités. Ce fait était bien connu des enquêteurs de la Commission et est attesté par la maigreur des réponses au questionnaire des CE qui figurent dans le dossier non confidentiel de la procédure Linge de lit I.

Le 30 juillet 1996, la Commission européenne disposait donc au moins des éléments suivants:
- *la plainte;*
- *la connaissance du fait que, dans la période comprise entre le 25 janvier 1994 (date d'ouverture de l'enquête de Linge de lit I) et 20 jours avant le dépôt de la deuxième plainte, l'ensemble de l'industrie communautaire avait refusé de coopérer avec le plaignant.*

La Commission a décidé d'ignorer tout simplement qu'il y avait jamais eu une première enquête sur le linge de lit et a ouvert une deuxième procédure sur cette base.

Le fait que la deuxième plainte ait été officiellement déposée après la clôture de la première enquête, c'est-à-dire le 30 juillet 1996, n'y peut rien changer. Les "données" ou allégations figurant dans la plainte ne concernent pas des événements survenus après la clôture de la première enquête; en fait, la plainte prétend que le dommage a été subi exactement pendant la période durant laquelle l'industrie communautaire a refusé de coopérer à une procédure antidumping concernant le même produit en provenance d'Inde. Comme il y a tout lieu de penser que jusqu'au 10 juillet 1996 l'industrie communautaire n'avait pas subi de dommage important dû aux importations de linge de lit provenant d'Inde, ces allégations figurant dans la plainte paraissent infondées d'emblée.

Dans ces conditions, le fait incontestable que l'industrie communautaire n'a pas coopéré à la première enquête jette pour le moins certains doutes sur les allégations du plaignant. La Commission européenne aurait dû au moins examiner si les faits connus de la première enquête avaient une incidence sur la qualité des "éléments de preuve" fournis avec la plainte;

[174] Annexe 11.

toutefois, rien dans l'avis d'ouverture de la procédure, dans le dossier non confidentiel, dans les règlements instituant les droits provisoires et définitifs ni ailleurs ne laisse transparaître que cette possibilité ait même été envisagée.

L'Inde tient à souligner qu'elle ne conteste pas aujourd'hui la détermination faite par les CE dans la première enquête sur le linge de lit. Notre argument est le suivant: au moment de l'ouverture de la deuxième procédure, les autorités chargées de l'enquête ne pouvaient tout simplement pas ignorer qu'il y avait déjà eu une procédure portant exactement sur la période pendant laquelle la deuxième plainte prétend maintenant qu'il y a eu dommage. Rien n'indique, ni dans l'avis d'ouverture de la procédure ni ailleurs, que les CE aient même tenu compte de la précédente enquête, ni pourquoi, en dépit de tous les éléments disponibles, elles ont néanmoins décidé de poursuivre la procédure.

En conséquence, la Communauté européenne a agi de façon incompatible avec l'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord en ouvrant une enquête antidumping sur la base d'une simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents.

Cela nous conduit à poser les questions suivantes:

14. Les CE reconnaissent-elles que l'article 5.3 (et peut-être l'article 5.8) de l'Accord les oblige à tenir compte de toutes les informations à la disposition ou en possession des autorités chargées de l'enquête pour déterminer s'il existe des commencements de preuve justifiant l'ouverture d'une enquête?

15. Les CE reconnaissent-elles que le dossier non confidentiel de la première enquête sur le linge de lit, close peu de temps avant le dépôt de la deuxième plainte, était toujours à la disposition des autorités chargées de l'enquête?

16. Les CE reconnaissent-elles que les 18 mois qui précèdent immédiatement le dépôt de la deuxième plainte correspondent en gros à la période durant laquelle la première enquête sur le linge de lit s'est déroulée?

17. Les CE reconnaissent-elles que dans la première enquête sur le linge de lit l'industrie communautaire dans sa grande majorité a refusé de coopérer avec les autorités chargées de l'enquête? Les CE reconnaissent-elles que ce fait donne des indications importantes sur le degré auquel l'industrie communautaire de linge de lit considérait subir un dommage? Les CE pourraient-elles indiquer quel rôle l'enquête précédente a joué dans la décision d'ouvrir la deuxième enquête sur le linge de lit?

[CE]: Les CE feront des observations détaillées. Pour commencer, [elles] ne peuvent pas admettre que l'industrie communautaire n'a pas coopéré avec les autorités dans la première enquête; tout simplement la plainte a été retirée. Quoi qu'il en soit, [les CE] considèrent que l'absence de coopération n'implique pas nécessairement l'absence de préjudice; les producteurs peuvent avoir de nombreuses raisons de ne pas coopérer même s'il y a préjudice. Dans la première enquête aucune détermination de l'existence d'un préjudice n'a été faite. Les CE ont vérifié méticuleusement les éléments de preuve.

[Les CE] relèvent en outre que l'Inde a reçu un exemplaire de la version non confidentielle de la plainte.

1.4 Motivation de cette position

M. Seth: Texprocil a soulevé les questions de procédure traitées au point 2.3 ci-dessus à chaque occasion et à chaque étape de la procédure.

L'Inde pense que cela n'est pas compatible avec l'article 12.2.1 (en ce qui concerne le Règlement instituant les droits provisoires) et 12.2.2 (en ce qui concerne le Règlement instituant les droits définitifs) de l'Accord.

18. Les CE peuvent-elles indiquer où dans les règlements instituant les droits provisoires et définitifs elles ont répondu aux objections des exportateurs indiens à cet égard, qui ont été exprimées à plusieurs reprises tout au long de la procédure administrative?

[CE]: Logiquement, une fois l'enquête ouverte, la question des éléments de preuve prima facie n'est plus pertinente."

5.12 Les CE n'ont donné aucune autre explication sur ce point.

2. Allégations

5.13 Trois allégations découlent des événements et faits décrits ci-dessus.

5.14 Premièrement, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 5.3 en n'examinant pas les allégations figurant dans la plainte avant d'ouvrir la procédure antidumping, particulièrement, compte tenu des événements survenus avant l'ouverture de cette enquête.

5.15 Deuxièmement, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 de l'Accord antidumping en n'expliquant pas leur détermination dans le Règlement provisoire, alors que Texprocil avait présenté des arguments très élaborés à ce sujet.

5.16 Troisièmement, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.2 en n'indiquant ni dans le Règlement définitif ni ailleurs les points de fait et les raisons qui les ont conduit à rejeter les arguments et les allégations de Texprocil.

3. Allégation 23: incompatibilité avec l'article 5.3

3.1 Texte de l'article 5.3

5.17 L'article 5.3 de l'Accord antidumping dispose que:

"Les autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête."

5.18 Le mot "*examineront*" a un caractère obligatoire et n'est assorti d'aucune réserve. Dans le contexte d'un autre accord, l'Organe d'appel a donné une interprétation très claire d'une formule impérative similaire[175]:

"À notre avis, le sens ordinaire du texte de l'article 5:5 est clair. La phrase introductive indique clairement que le barème contenu dans le corps de cette disposition est obligatoire.

[175] Voir aussi Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones) (Plainte déposée par le Canada), rapport du Groupe spécial, WT/DS48/R/CAN du 18 août 1997, paragraphe 8.169.

> *La formule utilisée dans la phrase introductive est "sera" et non "peut être". Il n'y a aucun terme introduisant une nuance, ni aucun terme qui permette d'utiliser une autre méthode que celle qui est décrite dans le barème de l'article 5:5 comme base de calcul des droits additionnels."*[176]

5.19 Le même raisonnement s'applique à l'article 5.3 de l'Accord antidumping. En outre, toute autre interprétation rendrait cette disposition en grande partie superfétatoire.

5.20 Le mot "*examineront*" implique une *action* de la part des autorités chargées de l'enquête. Comme ce qui doit être examiné ce sont les "*éléments de preuve fournis dans la demande*", il semble que ces éléments de preuve ne peuvent jamais à eux seuls "*justifier l'ouverture d'une enquête*".[177]

5.21 Enfin, les mots "*pour justifier l'ouverture d'une enquête*" impliquent que l'examen et la détermination requis par l'article 5.3 doivent se faire avant l'ouverture de la procédure. Cela découle logiquement du texte, ainsi que de la structure de la procédure antidumping. Soutenir le contraire serait vider l'article de son sens. Cela ne signifie pas que l'examen des éléments de preuve *prima facie* doive être aussi approfondi que l'enquête qui suivra l'ouverture de la procédure. Aux fins de l'article 5.3, il n'est pas nécessaire que les éléments de preuve fournis dans la plainte soient aussi solides que ceux qui devrait être produits devant un tribunal, mais il semble au moins nécessaire de faire un premier examen, dans les limites de ce qui est raisonnablement possible.

3.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 5.3

5.22 Il y a ici deux grands arguments pertinents.

5.23 Premièrement, les autorités chargées de l'enquête, d'après leur propre déclaration publiée, n'ont pas "examiné" les allégations figurant dans la plainte au sujet de la situation de la branche de production nationale avant d'ouvrir l'enquête antidumping. Rappelons que l'avis d'ouverture de la procédure est libellé comme suit:

> *"Le plaignant fait valoir, en fournissant des éléments de preuve à l'appui, que les importations en provenance d'Égypte, d'Inde et du Pakistan ont augmenté sensiblement en*

---

[176] CE – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles, rapport de l'Organe d'appel 1998/3, WT/DS69/AB/R du 13 juillet 1998, paragraphe 165.

[177] Voir à cet égard Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment portland en provenance du Mexique, Rapport du Groupe spécial 1998/3, WT/DS69/AB/R du 13 juillet 1998:
"7.47 Sur ce point, la position du Guatemala est claire: si les renseignements fournis par la demande constituent tout ce qui peut raisonnablement être à la disposition du requérant comme l'exige l'article 5.2, il est justifié que l'autorité ouvre l'enquête…
7.49 Nous ne pouvons pas accepter l'argument du Guatemala à cet égard. D'après nous, le fait que le requérant a fourni, dans sa demande, tous les renseignements qui "peuvent raisonnablement être à sa disposition" sur les points énumérés aux alinéas i) à iv) de l'article 5.2 ne permet pas de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. L'article 5.3 établit une obligation qui va au-delà de la simple vérification que les prescriptions de l'article 5.2 sont satisfaites.
*7.50... L'article5.3 indique... ce que l'autorité chargée de l'enquête doit faire lorsqu'elle est saisie d'une demande; elle doit examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande "afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête". Ainsi, l'article 5.3 est une prescription imposée à l'**autorité chargée de l'enquête**... Si l'autorité chargée de l'enquête devait constater que les éléments de preuve et les renseignements contenus dans la demande ne sont pas exacts, ou qu'ils ne sont pas adéquats pour étayer la conclusion selon laquelle il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, l'autorité chargée de l'enquête serait dans l'impossibilité d'ouvrir une enquête." (notes de bas de page omises).*
L'Organe d'appel n'a pas infirmé le rapport du Groupe spécial sur ce point.

termes absolus et en termes de part de marché au cours d'une période caractérisée par une baisse de la consommation apparente dans la Communauté.

Il affirme également que le volume et le prix des produits importés ont notamment eu une incidence négative sur les quantités vendues et les prix pratiqués par les producteurs de la Communauté, qui a gravement affecté l'emploi et la situation financière de l'industrie communautaire.

5. Procédure de détermination du dumping et du préjudice

Ayant conclu, après consultation du Comité consultatif, que la plainte a été déposée par l'industrie communautaire ou en son nom et qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une procédure, la Commission a entamé une enquête conformément à l'article 5 du Règlement (CE) n° 384/96." (Non souligné dans le texte)

5.24 Le plaignant "*affirme*" que "*le volume et le prix des produits importés ont notamment eu une incidence négative sur les quantités vendues et les prix pratiqués par les producteurs de la Communauté, qui a gravement affecté l'emploi et la situation financière de l'industrie communautaire*". Contrairement aux allégations de la plainte concernant les volumes importés, pour lesquelles, selon l'avis d'ouverture de la procédure, le plaignant a "*[fourni] des éléments de preuve à l'appui*", rien dans le dossier ne laisse entendre que la Commission européenne a reçu, ni même sollicité, des éléments de preuve relatifs à la situation de l'industrie communautaire avant d'ouvrir l'enquête.

5.25 Il ressort de l'avis d'ouverture de la procédure que la Commission européenne a considéré que les informations (allégations) figurant dans la plainte constituaient des "*éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête*". En tout état de cause, rien n'indique que les autorités chargées de l'enquête aient "*examin[é] l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande*".

5.26 Nous faisons valoir que, même si les CE ont *bien* examiné les éléments de preuve contenus dans la plainte (au lieu de se contenter de prendre les affirmations d'Eurocoton comme argent comptant et de considérer qu'elles suffisaient pour justifier l'ouverture d'une enquête), cela ne transparaît nulle part dans le dossier ni dans les documents publiés. À cet égard, le rapport du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis donne des indications utiles sur la nécessité de la transparence[178]:

"[l]a question juridique que soulevaient les références faites par la Corée à des passages de la transcription des délibérations de la réunion de la KTC était … celle de savoir si le Groupe spécial était fondé à examiner la détermination de la KTC concluant à l'existence d'un préjudice en se fondant sur des considérations exposées dans la transcription et non reprises ou évoquées dans l'énoncé officiel des raisons établi par les autorités coréennes au moment de l'institution des droits antidumping

De l'avis du Groupe spécial, pour examiner … une détermination … il fallait que l'autorité chargée de l'enquête explique suffisamment comment elles avaient examiné et évalué les éléments de preuve concernant les éléments prévus dans cet article. Interprétée concurremment avec l'article 8:5, cette explication devait être formulée dans un avis au public … Cette disposition servait l'objectif important de transparence en prescrivant des décisions publiques dûment motivées comme fondement de l'institution de droits antidumping.

[178] Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis, ADP/92 du 2 avril 1993, paragraphes 199 à 213.

De l'avis du Groupe spécial, cette disposition serait vidée de son sens si, dans la procédure de règlement d'un différend … une partie avait le droit de défendre une détermination contestée concluant à l'existence d'un préjudice en avançant, en faveur de cette détermination, de prétendues raisons qui ne figuraient pas dans un énoncé officiel des raisons de cette détermination … En outre, il ne serait pas non plus conforme aux prescriptions concernant un déroulement harmonieux et efficace de la procédure de règlement d'un différend … qu'un groupe spécial examine une détermination en se fondant sur des considérations qui ne figurent pas dûment dans un énoncé officiel des raisons de cette détermination …

La Corée a également fait valoir que, comme cette transcription faisait partie du dossier administratif de l'enquête considérée, le Groupe spécial était tenu de l'examiner. Toutefois, la question de savoir si cette transcription faisait partie du dossier administratif de l'enquête ne permettait pas d'affirmer que le Groupe spécial était tenu de la prendre en compte pour examiner les raisons sur lesquelles la KTC avait fondé sa détermination. Le Groupe spécial avait pour tâche d'examiner la conformité avec l'accord de la détermination de la KTC concluant à l'existence d'un préjudice, reprise dans la Décision 91-6, et non le dossier administratif sur lequel cette détermination reposait. Un examen du contenu du dossier administratif était peut-être approprié pour qu'un groupe spécial détermine si certaines constatations de fait établies par les autorités chargées de l'enquête étaient fondées sur des éléments de preuve positifs du dossier, mais c'était seulement l'avis au public publié conformément aux dispositions de l'article 8:5, et non le dossier administratif proprement dit, qui était valable comme énoncé des raisons. Dans l'affaire portée devant le Groupe spécial, la Corée s'était fondée sur la transcription, non pas pour apporter des éléments de preuve à l'appui de certaines parties de caractère factuel de la Détermination de la KTC concluant à l'existence d'un préjudice, mais pour expliquer plus en détail les raisons de cette détermination." (Non souligné dans le texte)

5.27 Ces principes sont tout aussi valables dans l'enquête Linge de lit II. Si les CE avaient fait un examen préalable des allégations relatives à la situation de la branche de production nationale contenues dans la plainte, il leur incombait de le faire savoir, soit dans un avis au public, soit dans un rapport distinct mis à la disposition des exportateurs indiens. Les CE n'ont fait ni l'un ni l'autre et l'Inde peut donc en conclure que, contrairement à cette disposition, elles n'ont en fait pas réalisé l'examen requis par l'article 5.3.

5.28 Deuxièmement, juste avant l'ouverture de la procédure, les autorités chargées de l'enquête avaient bien à leur disposition d'autres informations que la seule plainte. En particulier, la Commission européenne ne pouvait pas être sans savoir qu'une procédure antidumping concernant le même produit et dans une grande mesure les mêmes pays, fondée sur une plainte déposée par le même demandeur, avait été close 20 jours seulement avant la communication de la présente plainte. Elle ne pouvait pas être sans savoir que, durant cette première procédure, qui s'est poursuivie pendant la quasi-totalité de la période de l'enquête Linge de lit II, la coopération des producteurs communautaires a été tout au plus symbolique.[179]

5.29 Le fait que la raison officielle de la clôture de la première enquête est que la plainte a été retirée n'est pas du tout pertinent car les autorités savaient ou auraient pu savoir que cette plainte n'avait été retirée qu'après qu'il soit apparu qu'il serait impossible de constater l'existence d'un préjudice étant donné que la majeure partie de l'industrie communautaire refusait de coopérer.

[179] Cela ressort clairement du dossier non confidentiel (ou plutôt de l'absence de réponses de l'industrie communautaire au questionnaire non confidentiel).

5.30 Il s'ensuit que, du moins dans la période allant du 25 janvier 1994 (ouverture de la première procédure) jusqu'au 10 juillet 1996 (clôture de cette procédure), il y avait tout lieu de penser que l'industrie communautaire ne pourrait pas être considérée comme subissant un dommage puisqu'elle refusait même de coopérer à une enquête antidumping ouverte.[180] Les allégations de l'industrie communautaire dans la deuxième plainte correspondaient pour l'essentiel à la période durant laquelle cette même industrie avait refusé de coopérer à l'enquête. Certes, cela en soi ne démontre pas de façon absolue qu'il ne pouvait pas y avoir de dommage, mais c'est du moins une indication forte qui aurait mérité d'être examinée plus à fond avant qu'on décide d'ouvrir la deuxième procédure.

5.31 Dans ces conditions, l'Inde considère que les CE ne pouvaient pas ouvrir la deuxième enquête antidumping sur le linge de lit sans avoir examiné les éléments de preuve *prima facie*. Ne l'ayant pas fait, elles ont agi de façon incompatible avec l'article 5.3 de l'Accord antidumping.

4. Allégation 24: incompatibilité avec l'article 12.2.1

4.1 Texte de l'article 12.2.1

5.32 Rappelons que les passages pertinents de l'article 12.2 et 12.2.1 de l'Accord antidumping sont libellés comme suit:

> *"12.2 Il sera donné avis au public de toute détermination préliminaire ou finale, qu'elle soit positive ou négative … L'avis exposera de façon suffisamment détaillée, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête …*
>
> *12.2.1 Tout avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires donnera des explications suffisamment détaillées, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct donnant des explications suffisamment détaillées, sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage et mentionnera les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments. Compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, l'avis ou le rapport donnera en particulier:*
> *i) les noms des fournisseurs ou, lorsque cela sera irréalisable, les noms des pays fournisseurs en cause;*
> *ii) une description du produit qui soit suffisante à des fins douanières;*
> *iii) les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2;*
> *iv) les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3;*
> *v) les principales raisons qui ont conduit à la détermination."*
> (Non souligné dans le texte)

[180] On peut signaler que l'avis d'ouverture de la première procédure antidumping visant le linge de lit contenait le passage suivant:

"Si les informations et arguments nécessaires ne sont pas transmis sous une forme adéquate dans le délai indiqué, les autorités communautaires peuvent établir des conclusions préliminaires ou finales sur la base des données disponibles, conformément aux dispositions de l'article 7 paragraphe 7 b) du Règlement (CEE) n° 2423/88."

(JO (1994) C 21/9, reproduit à l'annexe 2).

5.33 Premièrement, relevons qu'à l'alinéa v), le mot "*détermination*" figure au singulier, alors qu'au contraire le paragraphe introductif parle de "*déterminations préliminaires*". Cela donne à penser que la "*détermination*" de l'alinéa v) ne renvoie pas aux "*déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage*" car si telle avait été l'intention des auteurs, ils auraient employé le pluriel également à l'alinéa v).

5.34 Il semble donc que la "*détermination*" de l'alinéa v) renvoie à la "*détermination préliminaire ou finale*" de l'article 12.2. En d'autres termes, en vertu de l'article 12.2.1, les autorités doivent exposer dans les règlements provisoire et définitif "*les principales raisons qui ont conduit*" à "*la détermination préliminaire ou finale*".

5.35 L'interprétation logique est donc que l'alinéa v) ne vise pas (seulement) la détermination de l'existence d'un dumping et la détermination de l'existence d'un préjudice. S'il en était autrement, cet alinéa n'ajouterait rien aux alinéas iii) et iv) du même paragraphe. Une telle interprétation viderait cet alinéa de son sens. À cet égard, il convient de rappeler le principe *ut res magis valeat quam pereat*, que l'Organe d'appel a défini de la façon suivante: "*Un interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité.*"[181]

5.36 Il s'ensuivrait que l'alinéa v) vise (au moins) les déterminations qui sont essentielles pour que les autorités chargées de l'enquête puissent imposer des mesures antidumping. Cela inclut la détermination requise par l'article 5.3.

5.37 À cet égard, rappelons en outre qu'après l'avis d'ouverture de l'enquête, le Règlement provisoire (et la notification publiée à peu près en même temps) est le premier document dans lequel les autorités des CE auraient pu expliquer leur position au sujet de l'article 5.3 et les exportateurs s'attendre à recevoir une réponse aux arguments qu'ils avaient fait valoir à son sujet. Si les autorités n'étaient pas tenues d'expliquer leur détermination prescrite par l'article 5.3 au moment de l'institution des mesures antidumping provisoires, il deviendrait impossible aux pays exportateurs de soulever ces questions au titre de l'article 17.4, deuxième phrase.[182]

5.38 Deuxièmement, il convient de relever la présence du mot "*et*" dans le paragraphe introductif de l'article 12.2.1, entre les membres de phrase "*des explications suffisamment détaillées, sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage"* et *"mentionnera les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments*". En d'autres termes, la restriction que contient le premier de ces membres de phrase, qui limite les explications aux déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage, ne paraît pas s'appliquer au deuxième membre de phrase qui prévoit que l'avis ou le rapport "*mentionnera les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments*". Comme nous l'avons soutenu plus haut, l'article 12.2.1 dans son ensemble, et en particulier vu la teneur de son l'alinéa v), s'applique bien également à la détermination prescrite par l'article 5.3. Il semble donc que si l'on interprète correctement l'article 12.2.1, le Règlement provisoire (ou un autre document d'information provisoire) doit mentionner "*les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments*", y compris en ce qui concerne l'article 5.3.

---

[181] États-Unis -Normes concernant l'essence nouvelle ancienne formules, AB-1996/1 du 29 avril 1996, section IV. Voir également *Annuaire de la Commission du droit international* (1996), volume II, page 239*:*

Lorsqu'un traité est susceptible de deux interprétations, dont l'une permet et l'autre ne permet pas qu'il produise les effets voulus, la bonne foi et la nécessité de réaliser le but et l'objet du traité exigent que la première de ces deux interprétations soit adoptée."

[182] *"Lorsqu'une mesure provisoire a une incidence notable et que le Membre qui a demandé des consultations estime que l'adoption de cette mesure est contraire aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 7, ce Membre pourra également porter la question devant l'ORD."*

4.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1

5.39 Dans les procédures antidumping, les autorités chargées de l'enquête sont dans une position très privilégiée en ce qui concerne la connaissance des faits. Cela est d'autant plus vrai dans les CE que la Commission européenne est la seule entité à avoir accès à tous les faits concernant l'ouverture de l'enquête. Dans ces conditions, l'article 12 joue un rôle essentiel en assurant une certaine transparence.[183]

5.40 Comme nous l'avons indiqué plus haut, les CE n'ont fourni pour ainsi dire aucun renseignement au sujet de la détermination prescrite par l'article 5.3, à supposer qu'il y en ait eu une.

5.41 Bien que les exportateurs indiens aient, tout au long de l'enquête, porté à l'attention des CE leurs objections concernant l'article 5.3 à de nombreuses reprises et en détail, les CE se sont contentées de reprendre dans le Règlement provisoire la formule type suivante:

> *"La procédure a été ouverte à la suite d'une plainte déposée le 30 juillet 1996 par le Comité de l'industrie du coton et des fibres connexes de la Communauté européenne (Eurocoton) au nom de producteurs communautaires représentant une proportion majeure de la production communautaire de linge de lit en coton. La plainte contenait des éléments de preuve du dumping et du préjudice important en résultant qui ont été jugés suffisants pour justifier l'ouverture d'une procédure."*[184]

5.42 Comme il ressort clairement des éléments fournis dans l'annexe 73, cette formule n'est pas une réponse aux objections et arguments précis formulés par les exportateurs indiens, mais une formule type qui est systématiquement insérée dans la quasi-totalité des déterminations des CE.

5.43 Les exportateurs indiens n'avaient aucun moyen de vérifier la véracité des conclusions des autorités chargées de l'enquête. Dans ces conditions, les CE peuvent difficilement prétendre qu'elles ont mentionné "*les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments*" ni que le Règlement provisoire ou la notification préliminaire donnait "*les principales raisons qui ont conduit à la détermination*".

5.44 En résumé, l'Inde considère que ni dans le Règlement provisoire ni dans tout autre document mis à la disposition des exportateurs indiens à l'époque où ont été instituées les mesures antidumping provisoires les CE n'ont respecté les normes énoncées à l'article 12.2.1.

5. Allégation 25: incompatibilité avec l'article 12.2.2

5.1 Texte de l'article 12.2.2

5.45 Le texte de l'article 12.2.2 diffère quelque peu de celui de l'article 12.2.1:

> *"Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de*

---

[183] Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis, rapport du Groupe spécial, ADP/92 du 2 avril 1993, paragraphe 209:

"De l'avis du Groupe spécial, cette disposition serait vidée de son sens si, dans la procédure de règlement d'un différend … une partie avait le droit de défendre une détermination contestée concluant à l'existence d'un préjudice en avançant, en faveur de cette détermination, de prétendues raisons qui ne figuraient pas dans un énoncé officiel des raisons de cette détermination…"

[184] Règlement provisoire, considérant 2 (non souligné dans le texte).

droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6." (Non souligné dans le texte)

5.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2

5.46 Même si elles n'était pas d'accord avec les exportateurs indiens, les CE étaient tenues de donner dans le Règlement définitif "*les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs*".

5.47 Comme on l'a relevé dans l'exposé des faits ci-dessus, les CE n'ont pas réagi aux observations faites par les exportateurs indiens à propos de l'article 5.3. Par conséquent, elles n'ont pas exposé leurs constatations définitives de façon compatible avec l'article 12.2.2.

B. ARTICLE 5.4: LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE N'ONT PAS FAIT DE DÉTERMINATION DE LA REPRÉSENTATIVITÉ CONFORME À L'ARTICLE 5.4

5.48 Résumé: les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 5.4 de l'Accord antidumping en ne faisant pas la détermination de la représentativité du plaignant comme il convient avant d'ouvrir la procédure antidumping (**allégation 26**). Bien que les exportateurs aient présenté des arguments détaillés sur ces points, les CE n'ont pas convenablement expliqué leur raisonnement et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 27**) et 12.2.2 (**allégation 28**).

1. Exposé des faits

5.49 Comme nous l'avons vu à la section 1, le plaignant, Eurocoton, a déposé la plainte qui a débouché sur l'ouverture de l'enquête Linge de lit I le 30 juillet 1996.[185] Eurocoton est une association d'associations de producteurs. Dans sa plainte, elle a fait valoir que:

"[l]a présente plainte est déposée par EUROCOTON … au nom de fabricants de l'Union européenne dont la production représentait 38 pour cent de la production totale de la Communauté des 15 de linge de lit tissé en coton en 1995.

Il convient toutefois de souligner qu'EUROCOTON représente des producteurs tisseurs confectionneurs de linge de lit en coton tissé dont la production représente 53 pour cent de la production totale de la Communauté des 15 de ce type de produit. Des producteurs dont la production représente 38 pour cent de la production totale de l'UE se sont déclarés plaignants tandis que les autres dont la production représente 15 pour cent du total appuient la plainte mais ne sont pas disposés à coopérer activement à l'enquête. Cela signifie que les entreprises membres d'EUROCOTON, dont la production représente 53 pour cent de la production totale de l'UE du produit concerné, appuient la plainte. Il est donc totalement impossible que des producteurs dont la production représenterait plus de 50 pour cent de la production totale de l'UE s'y déclarent opposés. D'ailleurs, EUROCOTON a fait une enquête parmi ses associations membres (voir annexe 1 a) pour déterminer dans quelle mesure elles appuyaient la présente plainte. Au moment de la fin de l'enquête, les associations qui ont répondu ont toutes appuyé la plainte et aucune n'a objecté à son dépôt.

[185] Voir annexe 6.

EUROCOTON atteste que, pour la présente plainte, elle représente 38 pour cent de la production de la Communauté des 15 (voir annexe 1 b).

Les statuts d'EUROCOTON (voir annexe 1 c) l'habilitent à représenter les producteurs plaignants.

Par conséquent, EUROCOTON satisfait aux critères de représentativité prévus à l'article 5.4 du Règlement du Conseil (CE) 384/96 du 22 décembre 1995 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne."

5.50 La version non confidentielle de la plainte mise à la disposition des exportateurs indiens contenait les annexes 1a et 1b mais pas l'annexe 1c.

5.51 L'annexe 1a ("*Associations nationales membres d'Eurocoton*") donne la liste des associations membres d'Eurocoton. L'annexe 1b ("*Producteurs du produit en question représenté par Eurocoton (plaignants)*") contient la liste des entreprises et associations ci-après:

Portugal (9 entreprises):

1. Coelima-Industrias Texteis, SA
2. Lameirinho-Industria Textil, SA
3. Foncar-Org. Ind. Comercial Textil, SA
4. Antonio de Almeida & Filhos, LDA
5. Incotex-Ind. E com. De Texteis, LDA
6. Jocaritex-Industrias Texteis, LDA
7. Maria Helena Dantas
8. Ribeiro, Fernandes & Rocha, LDA
9. Texteis Atma, SA;

Allemagne (11 entreprises):

10. Bierbaum Textilwerke GmbH & Co. KG
11. Luxorette Haustextilien GmbH
12. Günter Meckenholt Weberei und Ausrüstung GmbH
13. Wilh. Wülfing GmbH & Co. KG
14. Irisette GmbH
15. Erbelle GmbH
16. Hch. Kettelhack GmbH & Co.
17. Curt Bauer GmbH
18. Damino GmbH
19. RZ Dyckhoff GmbH
20. Fränkische Bettwarenfabrik GmbH;

Belgique (1 entreprise):

21. Uco NV-Huishoudlinnen;

France (10 entreprises):

22. Ets Fremaux
23. Ets Hacot et Colombier
24. Hacot (Joseph et Cie)
25. Jalla SA-Nieppe

26. Mulliez Freres SA au Longeron
27. Vanderschooten
28. Valrupt
29. Ets Claude
30. Ets Bera
31. Ets Gisele le Chayoux;

Italie (5 entreprises):

32. Bassetti SpA
33. Bossi SpA
34. Gabel Industria Tessile SpA
35. Valman Srl
36. Zucchi SpA;

Espagne (3 entreprises):

37. Estebanell y Pahisa SA
38. Hilados y Tejidos Puignero SA
39. Textil Cano Segura (Texca Sesa);

Finlande (4 entreprises):

40. Finlayson Sisustustekstiili Oy
41. Finnpile Oy
42. Marimekko Oy
43. Reikälevy Oy;

Autriche (aucune entreprise):

44. Vereinigung Textilindustrie (Association de l'industrie autrichienne du textile).

5.52 La dernière entité, Vereinigung Textilindustrie, n'est pas elle-même un producteur mais seulement l'association des producteurs autrichiens.

5.53 L'avis d'ouverture de la procédure, qui a déclenché l'enquête antidumping[186], comporte, pour ce qui est de la question de la représentativité, uniquement le passage suivant:

> *"La Commission a été saisie d'une plainte, déposée conformément à l'article 5 du Règlement (CE) n° 384/96* [note omise], *selon laquelle les importations de linge de lit en coton originaire d'Égypte, d'Inde et du Pakistan feraient l'objet de pratiques de dumping et causeraient ainsi un préjudice important à l'industrie communautaire.*
>
> ***1. Plainte***
>
> *La plainte a été déposée le 30 juillet 1996 par le Comité des industries du coton et des fibres connexes de l'Union européenne (Eurocoton).*
>
> …

[186] Voir annexe 7.

5. Procédure de détermination du dumping et du préjudice

Ayant conclu, après consultation du Comité consultatif, que la plainte a été déposée par l'industrie communautaire ou en son nom et qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une procédure, la Commission a entamé une enquête conformément à l'article 5 du Règlement (CE) n° 384/96 …"[187]

5.54 Dans sa première communication relative au préjudice et aux questions de procédure[188], Texprocil a fait observer entre autres que:

"Eurocoton affirme que les producteurs représentant 38 pour cent de la production communautaire appuient sa plainte. Toutefois, on trouve parmi ces "38 pour cent" la Vereinigung Textilindustrie basée à Vienne.[189] *Cette organisation est une association de producteurs et ne produit pas elle-même de linge de lit. Il s'ensuit qu'elle ne doit pas être comptée aux fins des critères de l'article 5 paragraphe 4 du Règlement antidumping de base, qui se réfère clairement aux producteurs et non aux associations de producteurs.*

… l'opinion des associations de producteurs n'est pas pertinente aux fins du critère de l'article 5 paragraphe 4 car cette disposition vise expressément les "producteurs communautaires". Il n'est pas certain qu'Eurocoton ait vérifié sa représentativité auprès des différents producteurs ou associations.

Deuxièmement, même si Eurocoton affirme avoir vérifié que les producteurs appuyaient la plainte, il incombe à la Commission de contrôler cette affirmation. En vertu de l'article 5 paragraphe 4, la Commission est tenue de vérifier, avant d'ouvrir cette enquête, si véritablement l'affirmation d'Eurocoton selon laquelle elle représente au moins 25 pour cent de l'industrie communautaire est fondée …"

5.55 Texprocil a demandé à la Commission de mettre à sa disposition dans le dossier non confidentiel des éléments de preuve montrant qu'elle a effectivement vérifié, avant d'ouvrir cette enquête, que le critère des 25 pour cent énoncée à l'article 5 paragraphe 4 était satisfait et en particulier de vérifier les points suivants:

- combien il existe dans la Communauté d'entreprises non membres d'Eurocoton qui produisent du linge de lit;
- si les entreprises censées appuyer la plainte ont vraiment fait une déclaration écrite à cet effet.

5.56 Plus de deux mois après la communication de ce mémoire (soit près de quatre mois après l'ouverture de l'enquête), les représentants de Texprocil ont pu avoir accès au dossier non confidentiel au service de la Commission qui traite les plaintes (lettre de la Commission européenne reproduite à l'annexe 58). Le lendemain, ils ont inspecté le dossier relatif à la représentativité d'Eurocoton (le contenu de ce dossier est reproduit à l'annexe 59). Le calendrier des événements peut donc être schématisé comme suit:

13.09.1996	25.10.1996	07.01.1997	08.01.1997
Ouverture	Communication relative au préjudice	Lettre des CE	Inspection du dossier non confidentiel

[187] Avis d'ouverture d'une procédure antidumping concernant les importations de linge de lit en coton originaire d'Égypte, d'Inde et du Pakistan, JO (1996) C 266/2.
[188] Annexe 50.
[189] Plainte, version non confidentielle, annexe 1b, paragraphe 10.

5.57 Ce dossier se compose des déclarations de soutien à la plainte émanant des entités suivantes[190]:

Portugal:

1. Lameirinho-Industria Textil, SA;
2. Incotex-Ind. E com. De Texteis, LDA;
3. Foncar-Org. Ind. Comercial Textil, SA;
4. Coelima-Industrias Texteis, SA;
5. Antonio de Almeida & Filhos, LDA;

Allemagne:

6. Bierbaum Textilwerke GmbH & Co. KG;
7. Günter Meckenholt Weberei und Ausrüstung GmbH;
8. Hch. Kettelhack GmbH & Co.;
9. Erbelle GmbH;
10. Luxorette Haustextilien GmbH;
11. Wilh. Wülfing GmbH & Co. KG;
12. Curt Bauer GmbH;
13. Estella Ateliers (Fränkische Bettwarenfabrik GmbH);
14. Irisette GmbH;
15. Damino GmbH;
16. RZ Dyckhoff GmbH;

France:

17. Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière Française, prétendument au nom de:
    — une entreprise désignée par les initiales *"K.F."*;
18. Fédération française de l'Industrie Cotonnière, prétendument au nom de:
    — Ets Claude,
    — Jalla SA-Nieppe,
    — Hacot (Joseph et Cie),
    — Ets Hacot et Colombier,
    — Ets Fremaux,
    — Vanderschooten,
    — Mulliez Freres SA au Longeron,
    — Ets Bera;

[190] Ultérieurement, la Commission européenne a communiqué une lettre de l'Association espagnole Asociacion de impresarios textiles de la Comunidad Valenciana (ATEVAL) à Eurocoton, qui fait valoir que cinq autres entreprises espagnoles "*ne s'opposent pas expressément*" à la procédure (annexe 79). Cette lettre à Eurocoton est datée du 18 septembre 1996 (soit cinq jours après l'ouverture de l'enquête). Rien ne permet de savoir à quel moment elle a été transmise aux CE.

Italie:

19. Bossi SpA;
20. Zucchi SpA;
21. Gabel Industria Tessile SpA;
22. Valman Srl;
23. Bassetti SpA;

Espagne:

24. Asociacion Industrial Textil de Proceso Algodonero (*Association des industries de transformation du coton*), prétendument au nom de:
    — Estebanell y Pahisa SA,
    — Hilados y Tejidos Puignero SA,
    — Textil Cano Segura (Texca Sesa);

Autriche:

25. Vereinigung Textilindustrie (*Association de l'industrie autrichienne du textile*), apparemment en son propre nom. Toutefois, cette association a donné des renseignements sur la production totale de deux de ses membres;

Finlande:

26. Reikälevy Oy;
27. Marimekko Oy;
28. Finlayson Sisustustekstiili Oy.

5.58 Les déclarations ci-dessus avaient manifestement été transmises par télécopie, mais les en-têtes de télécopie avaient malheureusement été tous détachés.

5.59 Le dossier non confidentiel relatif à la représentativité contient aussi les statuts d'Eurocoton, mais pas ceux des associations nationales membres.

5.60 La Commission n'a jamais soutenu que Texprocil ait laissé passer inaperçues des déclarations de soutien figurant dans le dossier non confidentiel.

5.61 Le 13 janvier 1997, Texprocil a été entendue sur des questions de procédure, des questions relatives au dommage et des questions diverses. Au cours de cette audition, Texprocil a expliqué ses préoccupations de façon très détaillée. Elle a notamment soutenu que la simple affirmation d'une association de producteurs ne pouvait à son avis tenir lieu de détermination de la représentativité au sens de l'article 5.4. Après cette audition, Texprocil a envoyé un mémoire, en date du 6 février 1997[192], dans lequel elle expose les arguments qu'elle avait fait valoir durant l'audition. En particulier, elle a développé dans cette communication plusieurs points pertinents pour la détermination de la représentativité, qui sont brièvement résumés comme suit:

- Premièrement, la déclaration de Reikalevy Oy (Finlande), communiquée plus de deux mois après la date d'ouverture de l'enquête, n'est pas datée et ne devrait donc pas être considérée comme un élément de preuve de soutien à la plainte manifesté avant l'ouverture de l'enquête;

[192] Annexe 54.

- Deuxièmement, la Commission n'a fourni aucun élément démontrant qu'elle ait fait avant d'ouvrir la procédure une détermination de la production totale de linge de lit dans la Communauté (détermination qui est indispensable pour pouvoir vérifier si le critère des 25 pour cent énoncée à l'article 5.4 est satisfait);

- Texprocil a réitéré son argument selon lequel l'article 5.4 "*se réfère manifestement aux producteurs et non à des associations de producteurs*". Texprocil considère que les associations de producteurs n'ont pas le droit de porter plainte en leur propre nom. En outre, de l'avis de Texprocil, les déclarations de telles associations ne sauraient remplacer les déclarations de soutien des producteurs, comme l'a très clairement montré l'affaire Linge de lit I;

- Texprocil a fait valoir en outre qu'un grand nombre d'entreprises citées par Eurocoton en tant que coplaignantes n'avaient pas communiqué de déclaration de soutien à la plainte avant l'ouverture de l'enquête.[193] En fait, plusieurs des entreprises énumérées dans la plainte parmi celles qui étaient censées soutenir la plainte n'avaient communiqué absolument aucune manifestation de soutien et n'avaient pas non plus été visées par des déclarations d'associations de producteurs. Par conséquent, il n'est pas certain que le seuil de 25 pour cent fixé par l'article 5.4 ait été atteint;

- De plus, Texprocil a fait observer qu'apparemment, selon les déclarations figurant dans la plainte, Eurocoton s'était fondée sur l'opinion des associations membres plutôt que de déterminer le degré d'appui à la plainte parmi les producteurs;

- Enfin, Texprocil a fait valoir qu'un grand nombre des plaignants n'étaient pas des producteurs mais des entreprises qui faisaient du trafic de perfectionnement passif avec des pays d'Asie ou d'Europe centrale. Texprocil a expressément demandé à la Commission de vérifier ce point.

5.62 Dans le Règlement provisoire, la Commission européenne a fait les observations suivantes[194]:

*"**E. INDUSTRIE COMMUNAUTAIRE***

1. Définition de l'industrie communautaire

52) Après élimination de la liste des sociétés incluses dans la plainte de sept d'entre elles dont il a été établi qu'elles ne font pas partie des plaignants, la Commission a constaté que les autres sociétés représentent une proportion majeure de la production communautaire de linge de lit et satisfont aux dispositions de l'article 5 paragraphe 4 du règlement de base.

Après l'ouverture de la présente procédure, certaines organisations représentant les exportateurs et les importateurs de linge de lit en provenance des pays concernés ont fait valoir que plusieurs producteurs qui font partie de l'industrie communautaire importent également le produit faisant l'objet d'un dumping originaire des pays concernés. Dans ces circonstances, la Commission a réexaminé si, à la lumière des dispositions de l'article 4

[193] Par ailleurs, il n'y a eu aucun autre élément de preuve indiquant un tel soutien.

[194] Rappelons que le libellé de l'article 4 paragraphe 1 du Règlement de base est presque identique à celui de l'article 4.1 de l'Accord antidumping. Toutefois, il y a une grande différence: dans le Règlement de base, la branche de production nationale ("industrie communautaire") est définie par référence à l'article 5 paragraphe 4 (qui correspond pour l'essentiel à l'article 5.4 de l'Accord antidumping):

"*Aux fins du présent règlement, on entend par "industrie communautaire" l'ensemble des producteurs communautaires de produits similaires ou ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure au sens de l'article 5 paragraphe 4 de la production communautaire totale de ces produits …"* (Non souligné dans le texte)

paragraphe 1 point a) du règlement de base, il y avait lieu d'exclure ces sociétés de la définition de l'industrie communautaire.

53) Aux fins de ce réexamen, il a semblé approprié, conformément à la pratique constante des institutions communautaires, de déterminer si ces sociétés sont principalement des producteurs dans la Communauté exerçant une activité d'importation uniquement en complément de leur production propre, afin de pouvoir offrir une gamme complète de produits, ou si elles sont des importateurs assurant une production additionnelle relativement limitée dans la Communauté.

54) Dans tous les cas sauf un, les sociétés présumées importer du linge de lit en provenance des pays concernés faisaient partie de l'échantillon de producteurs communautaires (considérants 58 à 61). La Commission a donc pu déterminer l'importance de ces importations au cours de ses visites de vérification effectuées sur place. Pour toutes ces sociétés faisant partie de l'échantillon sauf une, l'enquête a montré que les importations des produits faisant l'objet d'un dumping en provenance des pays concernés représentaient moins de 10 pour cent du chiffre d'affaires réalisé par les sociétés en question au cours de la période considérée. La Commission est donc d'avis que ces sociétés n'ont pas échappé aux effets des importations faisant l'objet d'un dumping et peuvent, aux fins de l'article 4 du règlement de base, être considérées, au même titre que les autres producteurs ayant coopéré, comme faisant partie de l'industrie communautaire.

Dans le cas de l'autre société faisant partie de l'échantillon, il a été constaté qu'une proportion plus importante de ses ventes de linge de lit effectuées au cours de la période d'enquête était d'origine pakistanaise et que sa production propre ne concernait qu'une fraction limitée de ses ventes. Il est apparu, en outre, que les activités futures de cette société devraient mettre davantage l'accent sur les importations. Cette société, dont l'intérêt principal n'est manifestement pas la production de linge de lit dans la Communauté, a donc été éliminée de la définition de l'industrie communautaire.

55) Comme il a été établi, à l'examen, que toutes les sociétés faisant partie de l'échantillon présumées importer du linge de lit en provenance des pays concernés sauf une ne le font pas en quantités suffisantes pour justifier leur exclusion, il a été considéré que les allégations formulées à cet égard par les exportateurs étaient excessives et non fiables. En conséquence, sur la base des conclusions concernant l'échantillon, l'exclusion de la seule société qui n'en fait pas partie n'est pas justifiée. Elle doit donc être maintenue dans la définition de l'industrie communautaire. Quoi qu'il en soit, cette question n'a aucune incidence déterminante sur la question de la représentativité de l'industrie communautaire.

56) Trois autres sociétés ont été éliminées. L'une ne produisait plus de linge de lit. Les deux autres n'ont pas répondu aux demandes d'information adressées, par l'intermédiaire d'Eurocoton et des associations nationales, aux plaignants qui n'ont pas été inclus dans l'échantillon de producteurs communautaires afin d'obtenir des renseignements concernant l'industrie communautaire dans son ensemble.

57) Les 35 autres sociétés, qui ont coopéré à l'enquête et qui sont établies en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Autriche et en Finlande, représentaient une proportion majeure de la production communautaire totale au cours de la période d'enquête. Elles ont donc été considérées comme constituant l'industrie communautaire au sens de l'article 4 paragraphe 1 du règlement de base." (Notes omises)

5.63 La Commission n'a pas donné d'autres réponses aux préoccupations de Texprocil que ces observations. En particulier, elle n'a pas répondu aux questions suivantes:

- les déclarations non datées mises à disposition près de quatre mois après l'enquête pouvaient-elles servir d'éléments de preuve que l'entreprise concernée avait indiqué qu'elle appuyait l'enquête *avant* son ouverture?

- les associations de producteurs avaient-elles le droit d'appuyer la plainte en leur propre nom?

- les associations de producteurs avaient-elles le droit d'appuyer la plainte au nom des producteurs sans donner d'éléments de preuve du fait qu'elles aient vérifié cet appui auprès des producteurs?

- les plaignants mentionnés par Texprocil étaient-ils des producteurs ou faisaient-ils uniquement du trafic de perfectionnement passif avec l'Asie ou l'Europe centrale?

5.64 Texprocil a présenté des arguments sur la notification préliminaire et le Règlement provisoire.[195] Elle a aussi eu une deuxième audition devant la Commission.[196] À chaque occasion, elle a soutenu que les éléments du dossier ne montraient pas qu'une détermination de la représentativité en bonne et due forme ait été faite avant l'ouverture de la procédure et a en grande partie réitéré ses arguments sur les questions restées sans réponse mentionnées ci-dessus.

5.65 Dans la notification finale qui a suivi[197], la Commission a fait les observations ci-après sur la question de la représentativité:

> *"Les exportateurs des trois pays exportateurs ont fait observer que les entreprises communautaires plaignantes considérées comme constituant l'industrie communautaire produisaient 34 pour cent de la production communautaire totale. Ils ont soutenu que cela montrait que la majorité des producteurs de linge de lit de la Communauté n'appuyaient pas la plainte et qu'on devait donc postuler qu'ils ne subissaient pas de dommage et que, par conséquent, l'industrie communautaire n'était pas représentative de la production communautaire totale.*
>
> *Toutefois, en réponse aux mesures provisoires, seuls deux producteurs communautaires se sont opposés à l'institution des droits. La production totale de ces deux producteurs représente moins du tiers de celle de l'ensemble des plaignants. La Commission confirme donc la constatation que les 35 entreprises plaignantes représentaient une proportion majeure de la production communautaire totale au sens de l'article 5 paragraphe 4 du Règlement de base.*
>
> *Les exportateurs pakistanais ont aussi soutenu que la Commission n'avait pas employé le bon critère pour déterminer si les producteurs communautaires qui importent aussi du linge de lit des pays concernés devraient être exclus de la composition de l'industrie communautaire (considérants 52 à 55 du Règlement provisoire). Pour préciser la situation, les services de la Communauté confirment que le critère employé au titre du considérant 54 était celui de savoir si le linge de lit importé des pays concernés représentait 10 pour cent du chiffre d'affaires réalisé sur la vente de linge de lit par les entreprises en question et non 10 pour cent de leur chiffre d'affaires total.*
>
> …

[195] Annexe 51.
[196] Le mémoire communiqué après l'audition est reproduit à l'annexe 55.
[197] Voir annexe 56.

En conclusion, les services communautaires confirment tant la constatation que les 35 entreprises plaignantes constituent l'industrie communautaire au sens de l'article 4 paragraphe 1 du Règlement de base que la méthode d'échantillonnage appliquée."

5.66 Texprocil a communiqué des observations sur la notification finale.[198] À cette occasion, elle a encore fait valoir ses objections relatives à la détermination de la représentativité, auxquelles la notification finale n'avait pas suffisamment répondu.

5.67 Le Règlement définitif reprend le libellé de la notification finale dans des termes très similaires, sauf pour ce qui est du deuxième paragraphe précité:

"32) …

Toutefois, dans leurs réactions aux mesures provisoires, seuls deux producteurs communautaires qui n'étaient pas à l'origine de la plainte et qui, au départ, n'avaient formulé aucune opinion, se sont opposés à l'institution de droits. La production cumulée de ces deux producteurs représentait moins d'un tiers de la production totale des plaignants. Par conséquent, pendant toute la procédure, les plaignants ont représenté nettement plus de 50 pour cent de la production cumulée des producteurs qui ont exprimé soit leur soutien, soit leur opposition à la plainte."

5.68 Pour le reste, les observations de Texprocil n'ont suscité aucune autre réponse des CE.

5.69 La question de la représentativité a été abordée et traitée de façon très détaillée durant les deux séries de consultations entre l'Inde et les CE. Durant la première série, la délégation indienne a fait un gros effort pour essayer de comprendre exactement comment les CE avaient procédé pour la détermination de la représentativité. À cet effet, elle a présenté à la délégation communautaire une liste de questions détaillées.[199] Les questions pertinentes pour la détermination de la représentativité sont les questions 1 à 13. Le porte-parole des CE ont fait les observations suivantes[200]:

"[CE]: la CE essaiera naturellement de fournir une réponse plus détaillée, mais nous devrons pour cela reconsulter le dossier. En l'espèce, la plainte a été déposée par Eurocoton, qui représente des associations nationales. La CE a été raisonnablement convaincue par la consultation faite par Eurocoton parmi ses membres. Nous examinerons vos arguments point par point et nous vous donnerons une réponse précise …

[L]a CE répondra à la question 4 plus tard. Pour ce qui est de la question 5, l'avis personnel du porte-parole est que la réponse dépend des règles de vote de l'association. [La CE] ne doute pas que la Commission avait vérifié ces règles à l'époque …

[La CE] renvoie à la note relative à l'article 5.4. Elle ajoute qu'au moment de l'évaluation du préjudice, elle doit être certaine de la représentativité. Elle ne peut exclure une entreprise qu'après l'ouverture de l'enquête.

…

[198] Voir annexe 60.
[199] Voir annexe 10.
[200] Procès-verbal reproduit à l'annexe 11.

M. Seth: Troisièmement, une des entreprises, l'entreprise finlandaise Reikälevy Oy, a présenté une déclaration de soutien non datée. Cela signifie que lorsque les exportateurs indiens ont eu accès au dossier non confidentiel relatif à la représentativité, soit plusieurs mois après l'ouverture de l'enquête, ils n'avaient aucun moyen de vérifier quand cette déclaration a été faite, ce qui conduit à la question suivante:

6. La CE reconnaît-elle que des déclarations de soutien non datées mises à la disposition des parties dans le dossier non confidentiel quatre mois après l'ouverture de l'enquête ne peuvent pas être considérées comme des éléments de preuve valables, au sens de l'article 5.4, que l'entreprise a exprimé son appui avant que l'enquête soit ouverte?

[CE]: Je ne suis pas d'accord. Je n'exclus pas cette entreprise. Il se peut que les règles internes de l'association à laquelle cette entreprise appartient rendent ce point sans objet; nous avons employé les données de production sur la base de celles qui nous ont été fournies par les associations. Le rôle des associations est de représenter les producteurs en vertu de leurs règles internes… À la question 11, il répond que l'Inde a le droit d'obtenir des renseignements lui permettant de s'assurer que la détermination de la représentativité a été dûment faite avant l'ouverture de l'enquête. À propos de la question 12, il pense que cette information a été disponible, mais il s'en assurera. À propos de la question 13, il reconnaît qu'il en est bien ainsi.

La CE ajoute qu'il apparaît d'après le libellé du Règlement que la détermination de la représentativité a été faite avant l'ouverture de l'enquête. Cela découle de la présence du mot "réexamen". Les objections de l'Inde, qui portent sur des points de fait et de droit, ont toutes été réfutées."[201]

5.70 La Commission européenne a promis de fournir une réponse écrite définitive aux questions de l'Inde dans un délai raisonnable. Cette réponse a été reçue le 1er octobre 1998. La réponse globale faite aux questions 1 à 18 était la suivante: "*À examiner lors d'une nouvelle série de consultations orales*".

5.71 Lors de la deuxième série de consultations, la délégation indienne a demandé aux CE de donner une réponse définitive à ses questions. Le porte-parole des CE ont donné la réponse suivante[202]:

"[CE]: Je vais répondre en bloc à toutes ces questions. Les critères de représentativité doivent être satisfaits avant l'ouverture de l'enquête. Nous avons établi qu'Eurocoton était représentative. Nous avons interrogé les associations et les entreprises, qui nous ont fourni des éléments de preuve selon lesquels quelque 34 à 35 pour cent des producteurs communautaires soutenaient la plainte. Nous n'avons pas jugé nécessaire d'obtenir un soutien additionnel puisque le critère était déjà satisfait.

Pour ce qui est de notre pratique en matière de représentativité, les plaintes peuvent être appuyées soit par des associations soit par des entreprises. Les associations sont habilitées à le faire car elles agissent au nom de leurs membres. À l'évidence, dans une industrie dans laquelle il y a un grand nombre d'entreprises, il est difficile d'obtenir une déclaration de soutien de chaque entreprise. Je relève en outre que l'Accord lui-même autorise la constitution d'un échantillon… Ce que je peux dire à propos du calendrier c'est que la

[201] À titre d'explication, en ce qui concerne les votes à l'intérieur d'Eurocoton, il ressort clairement des statuts de cette organisation que ses membres sont des associations de producteurs. En d'autres termes, il semble que les CE soutiennent ici qu'Eurocoton s'est fondée sur l'appui manifesté par des associations de producteurs.

[202] Le procès-verbal de la deuxième série de consultations est reproduit à l'annexe 13.

détermination de la représentativité a été faite avant l'ouverture de l'enquête. Les noms des entreprises sont donnés dans la plainte. Il y a manifestement eu un processus de consultation, mais celui-ci s'est déroulé avant l'ouverture de l'enquête.

[L']appui de ces entreprises a été établi sur la base de déclarations d'associations et de déclarations individuelles d'entreprises. Nous pensons qu'il s'agit là d'une méthode raisonnable pour déterminer la représentativité.

M. Seth: Vous pensez donc que la déclaration d'une association peut se substituer à celle de ses membres?

[CE]: Oui. Un représentant peut agir au nom d'entreprises."

5.72 L'Inde a enfin reçu, durant la deuxième série de consultations, un document confirmant quelles étaient les sept entreprises mentionnées au considérant 52 et les 35 entreprises constituant l'industrie communautaire ("branche de production nationale"). Ce document est reproduit à l'annexe 61.

2. Pratique de la Commission

5.73 Contrairement à d'autres pays comme l'Australie, le Canada et les États-Unis, les CE n'exposent pas dans leurs déterminations publiées ni ailleurs comment elles s'y prennent pour déterminer la représentativité dans les affaires qui concernent un grand nombre de producteurs communautaires. L'avis d'ouverture de l'enquête contient tout au plus une phrase type.[203] Cela est regrettable, mais peut-être pas nécessairement contraire à l'Accord antidumping. On peut obtenir certaines informations sur le processus en consultant un document provisoire de la Commission européenne intitulé "*Guide on how to draft an anti-dumping complaint*" qui contient des instructions à l'intention des éventuels plaignants sur la rédaction d'une plainte.[204] Ce document explique que:

"21. Des formulaires types pour l'expression du soutien à la plainte peuvent être remis au plaignant sur demande.

22. Vous pouvez également faire des observations sur les producteurs connus qui ne soutiennent pas la plainte en indiquant dans la mesure du possible leur nombre, leur nom, leurs coordonnées et leur importance dans la production communautaire, ainsi que les raisons pour lesquelles ils ne soutiennent pas la plainte.

23. Il convient de noter que la Commission vérifie la représentativité du plaignant avant d'ouvrir l'enquête."

5.74 Avant d'examiner en détail les faits de l'affaire Linge de lit II, il convient de noter à titre d'information contextuelle que le manque de soutien des producteurs communautaires à la plainte déposée par Eurocoton (association professionnelle représentant les plaignants de la Communauté) a posé un problème dans la première enquête sur le linge de lit, la première enquête sur les tissus de coton et l'enquête sur les tissus de fibres artificielles et synthétiques. Toutes ces enquêtes avaient été ouvertes en 1994 sur plaintes d'Eurocoton et visaient toutes entre autres l'Inde; dans chacune d'entre elles, la coopération des producteurs communautaires avec la Commission a été minime.

[203] On trouvera à l'annexe 74 des exemples d'utilisation de cette phrase type dans des avis d'ouverture d'autres enquêtes publiés à peu près à la même époque que l'avis relatif à l'enquête Linge de lit II.

[204] Annexe 62. Ce document n'existait officiellement que sous forme de "projet", mais il paraît avoir été employé par les services de la Commission ou du moins, pour autant que l'Inde puisse le savoir, refléter la pratique communautaire.

5.75 Il ressort de la plainte (citation ci-dessus) qu'Eurocoton:

> *"a fait une enquête parmi ses associations membres … pour déterminer dans quelle mesure elles appuyaient la présente plainte. Au moment de la fin de l'enquête, les associations qui ont répondu ont toutes appuyé la plainte et aucune n'a objecté à son dépôt."*

5.76 Le dossier non confidentiel relatif à la représentativité contenait plusieurs déclarations de soutien d'entreprises et d'associations de producteurs, lesquelles mentionnaient au total 35 entreprises.

5.77 Durant les consultations, les CE ont donné deux réponses différentes. Durant la première série de consultations, elles ont souligné qu'Eurocoton avait déterminé le degré d'appui à la plainte parmi ses associations membres. Le seul "élément de preuve" mis à la disposition des exportateurs indiens dans le dossier non confidentiel était la déclaration figurant dans la plainte elle-même.

5.77 Durant la deuxième série de consultations, les CE ont paru indiquer qu'elles avaient vérifié la représentativité en se fondant sur les déclarations versées au dossier non confidentiel. La question a été soulevée à chaque occasion, mais les CE n'ont jamais nié que certaines de ces déclarations avaient été faites par des associations de producteurs. En fait, comme on l'a vu plus haut, elles ont précisé durant la deuxième série de consultations que "*les plaintes peuvent être appuyées soit par les associations soit par les entreprises. Les associations sont habituées à le faire car elles agissent au nom de leurs membres*". La délégation des CE a assimilé la déclaration d'appui d'une association de producteurs à la représentation d'une entreprise par un avocat.

3. Allégations

5.79 Trois allégations découlent des faits et événements décrits plus haut.

5.80 Premièrement, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 5.4 de l'Accord antidumping en ne faisant pas une détermination de la représentativité en bonne et due forme avant d'ouvrir l'enquête antidumping.

5.81 Deuxièmement, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 de l'Accord antidumping en n'exposant pas leur détermination provisoire sur la question de la représentativité, alors même que Texprocil avait présenté des arguments très élaborés sur ce point.

5.82 Troisièmement, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.2 en ne mentionnant ni dans le Règlement définitif ni dans aucun autre document les points de fait et de droit qui les avaient conduites à rejeter les arguments et allégations de Texprocil.

4. Allégation 26: incompatibilité avec l'article 5.4

4.1 Texte de l'article 5.4

5.83 Avant de passer à l'analyse des arguments, il semble opportun d'analyser les obligations énoncées à l'article 5.4 de l'Accord antidumping. Cet article est libellé comme suit:

> *"une enquête ne sera ouverte conformément au paragraphe 1 que si les autorités ont déterminé, en se fondant sur une examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimée[13] par les producteurs nationaux du produit similaire, que la demande a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom.[14] Il sera donc considéré que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" si elle est soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande.*

Toutefois, il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représenteront moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale.

_____

13. Dans le cas de branches de production fragmentées comptant un nombre exceptionnellement élevé de producteurs, les autorités pourront déterminer dans quelle mesure il y a soutien ou opposition en utilisant des techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique.

14. Les Membres ont conscience du fait que sur le territoire de certains Membres, les employés des producteurs nationaux du produit similaire ou les représentants de ces employés peuvent présenter ou soutenir une demande d'ouverture d'enquête au titre du paragraphe 1."[205]

5.84 L'article 5.4 énonce plusieurs règles claires sur la façon dont les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer la représentativité.

5.85 Premièrement, relevons que l'article 5.4 définit pour l'essentiel deux critères qu'on peut paraphraser comme suit:

- d'une part, il faut qu'au moins 25 pour cent des producteurs nationaux soutiennent expressément la plainte [ci-après: "critère des 25 pour cent"]; et

- il faut qu'au moins 50 pour cent des producteurs qui se sont fait connaître aux autorités chargées de l'enquête soutiennent la plainte [ci-après: "critère des 50 pour cent"].

En l'espèce, nous n'avons aucune objection à faire valoir en ce qui concerne l'application du critère des 50 pour cent.

5.86 L'article 5.4 énonce des règles de procédure très claires. Premièrement, "*[u]ne enquête ne sera ouverte*" que si les autorités ont "*déterminé*" la représentativité des plaignants (c'est ce qu'on appelle aussi la détermination de la représentativité). L'Inde considère que les mots "*ne sera*" ont un caractère impératif.[206] Ils n'autorisent pas une interprétation telle que "ne devrait être".

---

[205] Pour faciliter la comparaison, rappelons aussi le texte de l'article 5 paragraphe 4 du Règlement de base:

"Une enquête n'est ouverte conformément au paragraphe 1 que s'il a été déterminé, en se fondant sur un examen du degré de soutien ou d'opposition à la plainte exprimé par les producteurs communautaires du produit similaire, que la plainte a été présentée par l'industrie communautaire ou en son nom. La plainte est réputée avoir été déposée par l'industrie communautaire ou en son nom si elle est soutenue par des producteurs communautaires dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire par la partie de l'industrie communautaire exprimant son soutien ou son opposition à la plainte. Toutefois, il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs communautaires soutenant expressément la plainte représentent moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par l'industrie communautaire."

[206] À cet égard, l'Inde rappelle l'avis formulé par l'Organe d'appel dans l'affaire CE – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant des volailles, rapport de l'Organe d'appel 1998/3, WT/DS69/AB/R du 13 juillet 1998, paragraphe 165:

"À notre avis, le sens ordinaire du texte de l'article 5:5 est clair. La phrase introductive indique clairement que le barème contenu dans le corps de cette disposition est obligatoire. La formule utilisée dans la phrase introductive est "sera" et non "peut être". Il n'y a aucun terme introduisant une nuance, ni aucun terme qui permette d'utiliser une autre méthode que celle qui est décrite dans le barème de l'article 5:5 comme base de calcul des droits additionnels. De même, l'article 5:5 définit clairement le prix à l'importation c.a.f. de l'expédition comme étant le seul et unique élément à comparer avec le prix de déclenchement dans le calcul des droits additionnels. L'article 5:5 dispose que le montant des droits additionnels "sera fixé" par comparaison du

Deuxièmement, la présence du mot "*déterminé*" semble exiger qu'on fasse une détermination expresse.

5.87 Deuxièmement, il est évident que la détermination doit être faite par les autorités chargées de l'enquête ("*que si les autorités ont déterminé*").

5.88 Troisièmement, l'article 5.4 indique comment doit être faite la détermination de la représentativité: "*… en se fondant sur un examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé par les producteurs nationaux du produit similaire*". Il faut donc commencer par un examen. La détermination doit être faite *après* cet examen. Cela découle de la présence des mots *"en se fondant sur"* après *"s'il a été déterminé"*.

5.89 Quatrièmement, il faut faire un examen *"du degré de soutien ou d'opposition à la plainte exprimé"*. Le soutien ou l'opposition doit avoir été *"exprimé"*. Cela implique un acte délibéré de l'entité dont on examine le soutien (voir la note de bas de page de l'article 5.4, analysée ci-après).

5.90 Cinquièmement, l'article 5.4 indique clairement *quelles sont* les entités dont il faut examiner le soutien: "*du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé par les producteurs nationaux du produit similaire …*". Les seules entités dont le soutien compte sont les producteurs nationaux.[207] Dans ce contexte, on notera une différence avec le libellé de la première phrase de l'article 5.4: pour examiner si la demande a été présentée "*par la branche de production nationale ou en son nom*", il faut faire un examen du degré de soutien ou d'opposition exprimé par les producteurs nationaux.[208] En d'autres termes, l'article 5.4 dispose que la branche de production doit faire deux choses:

---

prix à l'importation c.a.f. de l'expédition considérée avec le prix de déclenchement. Ainsi, le sens ordinaire du prix à l'importation c.a.f. de l'expédition est précisément le suivant: le prix à l'importation c.a.f. de l'expédition … Rien dans le texte de l'article 5:5 n'autorise un Membre à utiliser autre chose que le prix à l'importation c.a.f., expédition par expédition, pour le calcul des droits additionnels imposés dans le cadre de ce mécanisme de sauvegarde spéciale."

Voir aussi Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones) (plainte déposée par le Canada), rapport du Groupe spécial, WT/DS48/R/CAN du 18 août 1997, paragraphe 8.169:

"*En nous en tenant au libellé de l'article 5:4, en particulier aux termes "devraient" (à la place de "doivent") et "objectif", nous estimons que cette disposition de l'Accord SPS n'impose pas d'obligation*."

Idem dans Hormones (plainte déposée par les États-Unis), WT/DS26/USA du 18 août 1997, paragraphe 8.167.

[207] Il est vrai que la note de bas de page de l'article 5.4 dispose que: "*Les Membres ont conscience du fait que sur le territoire de certains Membres, les employés des producteurs nationaux du produit similaire ou les représentants de ces employés peuvent présenter ou soutenir une demande d'ouverture d'enquête au titre du paragraphe 1*."

Toutefois, cette disposition vise une situation qu'on ne trouve pas dans les CE et qui est liée à la spécificité de la législation interne d'un autre Membre de l'OMC. En conséquence, elle ne semble pas pertinente pour l'affaire *Linge de lit II*.

[208] Dans ce contexte, l'Inde souscrit à l'analyse des mots *"en son nom"* faite dans l'affaire *États-Unis - Institution de droits antidumping à* l'*importation de produits creux en acier inoxydable sans soudure en provenance de Suède*, rapport du Groupe spécial (non adopté) du 20 août 1990, ADP/47, paragraphe 5.9 (bien que cette analyse porte sur le Code antidumping de 1979):

"5.9 Le Groupe spécial a pris note des vues exprimées par la Suède et par les États-Unis au sujet de la signification de l'expression "en son nom" dans la première phrase de l'article 5:1 de l'accord…Il a considéré que, dans son sens courant, cette expression servait à désigner une situation dans laquelle une personne physique ou morale agissait de la part d'une autre, ce qui expliquait l'idée de mandat ou de représentation. Rien dans le texte de l'article 5:1 ne donnait à penser que les rédacteurs de l'accord aient voulu y attacher un sens différent; au contraire, le fait que, dans l'alternative offerte par l'article 5:1, l'expression "en son nom" faisait pendant à "par" soulignait qu'il fallait l'interpréter dans son sens courant. De l'avis du Groupe spécial, la disposition prévoyant qu'une demande pouvait être présentée autrement que "par" la branche de production nationale affectée ne saurait être si vague qu'elle autorise le dépôt d'une demande par certains membres d'une branche de production prétendant simplement agir "au nom" du reste de la branche. Le Groupe spécial a conclu qu'une "demande présentée par écrit au nom de la branche de production affectée impliquait qu'une telle

1) déposer une plainte, ce qui peut être fait par toute entité; et

2) exprimer son soutien à la plainte, ce qui doit être fait par "*les producteurs nationaux du produit similaire*".

Ces deux actes peuvent être simultanés. Par exemple, si une plainte est déposée "*par*" des entreprises dont la production représente manifestement plus d'un quart de la production communautaire totale, les autorités des CE peuvent raisonnablement conclure que le critère des 25 pour cent est satisfait.[209] Toutefois, dans l'affaire Linge de lit II, on n'était pas dans ce cas de figure.

5.91 La disposition en question n'empêche pas qu'une entité autre qu'un producteur dépose une plainte "*au nom de*" la branche de production nationale, mais en pareil cas un examen du soutien ou de l'opposition exprimé par les *producteurs* nationaux à la plainte reste nécessaire. En fait, même s'il est possible que tous les producteurs nationaux du produit similaire appuient une procédure antidumping (situation qui se produit généralement dans des cas où le nombre de producteurs nationaux est très limité), dans la plupart des affaires antidumping l'entité qui dépose la plainte ne constitue pas elle-même l'ensemble de la branche de production nationale. Dans la pratique de la

---

demande devait avoir été autorisée ou approuvée par la branche de production affectée avant l'ouverture d'une enquête."

Cette interprétation a été reprise par le Groupe spécial dans l'affaire États-Unis - Droits antidumping appliqués au ciment Portland gris et au ciment clinker importés du Mexique, rapport du Groupe spécial (non adopté) du 7 septembre 1992, ADP/82, paragraphes 5.18 et 5.19

[209] À cet égard, il convient citer le rapport du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire États-Unis - Imposition de droits antidumping sur les importations de saumons frais et réfrigérés en provenance de Norvège, rapport du Groupe spécial adopté le 27 avril 1994, ADP/87:

"*358. Le Groupe spécial est ensuite passé à la question du devoir incombant aux autorités chargées de l'enquête de veiller à ce que leur manière de traiter les demandes écrites d'ouverture d'une enquête antidumping soit compatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1. À la lumière de la prescription énoncée à l'article 5:1, à savoir qu'une demande écrite devait être présentée par la branche de production affectée ou en son nom et contenir certains éléments de preuve, le Groupe spécial a considéré que les autorités chargées de l'enquête ne pouvaient pas, en se conformant à l'article 5:1, ouvrir automatiquement des enquêtes pour faire droit à n'importe quelle demande écrite reçue. Les prescriptions de l'article 5:1 impliquaient clairement que les autorités avaient le devoir d'évaluer chaque demande écrite de cette nature pour vérifier si elle contenait les renseignements requis et d'éliminer celles qui ne les fournissaient pas. Les autorités chargées de l'enquête devaient donc évaluer si une demande écrite d'ouverture d'une enquête était présentée "au nom" de la branche de production affectée …*

360. Le Groupe spécial a noté que l'accord ne donnait pas d'indication précise sur les mesures à prendre pour procéder à cette évaluation et a considéré que la question de savoir comment satisfaire à cette prescription dépendait des circonstances propres à chaque espèce. De l'avis du Groupe spécial, cette question, ou, en l'occurrence, les mesures que les États-Unis étaient tenus de prendre préalablement à l'ouverture d'une enquête, devait être évaluée en fonction des renseignements dont les autorités chargées de l'enquête disposaient au moment de prendre la décision d'ouvrir une enquête. Le Groupe spécial a examiné si, en l'espèce, les États-Unis avaient pris des mesures pouvant raisonnablement être jugées suffisantes pour garantir que la demande écrite d'ouverture d'une enquête avait été présentée avec l'autorisation ou l'approbation de la branche de production affectée.

361. … La demande écrite d'ouverture d'une enquête antidumping était accompagnée d'une attestation la certifiant exacte et complète. Elle avait été présentée par 21 entreprises représentant largement plus de la majeure partie de la production nationale totale de saumons de l'Atlantique …

En l'espèce, le plaignant a bien fourni une attestation garantissant l'exactitude des renseignements relatifs à la représentativité." (Non souligné dans le texte, notes omises)

À cet égard, il est pertinent en outre que l'article 5.4 de l'Accord antidumping soit rédigé dans des termes beaucoup plus rigoureux que l'article 5.1 du Code de 1979 ("*Une enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping prétendu sera normalement ouverte sur demande présentée par écrit par la branche de production (telle qu'elle est définie à l'article 4) affectée, ou en son nom*"), dont le respect avait été contesté dans l'affaire du saumon.

Communauté du moins, la plupart des plaintes antidumping sont déposées par des associations professionnelles (prétendument) au nom de la branche de production nationale. Les deuxième et troisième phrases de l'article 5.4 définissent l'expression "*par la branche de production nationale ou en son nom*" avec les critères des 50 pour cent et des 25 pour cent. Dans les deux cas, le soutien à la plainte doit émaner des producteurs eux-mêmes et non d'associations professionnelles ou autres entités qui ne produisent pas le produit similaire.

5.92 Il convient de noter en outre que nous ne prétendons pas qu'une déclaration écrite soit la seule façon admise par l'Accord antidumping pour un producteur d'exprimer son soutien à la plainte antidumping. Toutefois, il ressort du dossier que, dans la procédure Linge de lit II, les CE se sont fondées sur de telles déclarations. En outre, les autorités des CE n'ont pas soutenu avoir sollicité ou obtenu le soutien des producteurs d'une autre manière.

4.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 5.4

5.93 L'Inde a à faire valoir plusieurs arguments tendant à montrer que la détermination de la représentativité faite par les CE ne répond pas aux prescriptions de l'article 5.4 analysées ci-dessus.

5.94 Premièrement, il ressort du dossier que les CE ont accepté une déclaration d'au moins une association de producteurs (l'association autrichienne Vereinigung Textilindustrie) qui soutenait la plainte en son propre nom, et ont ajouté le volume de la production des membres de cette association à celui des plaignants. Il n'est pas certain que le critère des 25 pour cent serait satisfait si l'on déduisait la production des membres de cette association.

5.95 S'il y a eu d'autres vérifications de cette déclaration, rien dans le dossier ne le fait apparaître. La seule réponse donnée par les CE aux objections faites par Texprocil à cet égard est une affirmation très succincte, dans le Règlement provisoire: "*les autres sociétés représentent une proportion majeure de la production communautaire de linge de lit et satisfont aux dispositions de l'article 5 paragraphe 4 du règlement de base*".[210] Au stade des déterminations finales, les autorités des CE ont tout simplement ignoré les arguments de Texprocil. Pendant les consultations, elles ont fait valoir oralement qu'à leur avis une déclaration d'une association de producteurs était valable aux fins de l'expression du soutien de la plainte.

5.96 L'Inde pense que, s'il est possible qu'une association de producteurs dépose une plainte, il n'est en revanche pas possible que le soutien de cette association de producteurs se substitue à celui des entreprises membres. Certes, l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping laisse une certaine marge d'interprétation, mais uniquement dans le cas où "*une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible*". Toutefois, dans le cas de l'article 5.4, l'interprétation conforme aux règles coutumières d'interprétation est parfaitement claire. Dans une interprétation "*suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but*"[211], "*producteurs nationaux*" doit s'interpréter par "producteurs nationaux".

5.97 L'argument employé par les CE durant les consultations, à savoir que le rôle d'une association lorsqu'elle exprime son soutien à la plainte est comparable à celui d'un avocat qui représente une entreprise, est instructif car il est erroné. Du moins dans la pratique antidumping des CE (et probablement de la plupart des pays), pour chaque nouvelle procédure antidumping les avocats doivent produire un pouvoir donné par l'entreprise (rédigé sur papier à en-tête de l'entreprise, daté et signé) qu'ils prétendent représenter, quelle que soit l'ancienneté de leurs relations. D'ailleurs, la Commission exige souvent l'original de cette lettre (par opposition à une télécopie) pour son dossier.

[210] Considérant 52.
[211] Article 31 1) de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités.

5.98 L'Inde considère que l'erreur de procédure qui a été commise en acceptant une déclaration de soutien faite "*au nom*" d'une association de producteurs et en s'appuyant dessus sans vérifier si les entreprises membres de l'association soutenaient effectivement la plainte[212] ne peut pas être corrigée rétroactivement.[213]

5.99 Deuxièmement, il ressort du dossier que les CE ont accepté les déclarations d'associations de producteurs faites "*au nom des*" producteurs, sans que ces producteurs aient jamais confirmé aux autorités chargées de l'enquête leur soutien avant l'ouverture de la procédure.[214, 215] Cela concerne les déclarations des associations de producteurs français et espagnols et le soutien (prétendument) exprimé par les entreprises suivantes:

France:

- Ets Claude,
- Jalla SA-Nieppe,
- Hacot (Joseph et Cie),
- Ets Hacot et Colombier,
- Ets Fremaux,
- Vanderschooten,
- Mulliez Freres SA au Longeron,
- Ets Bera;

Espagne:

- Estebanell y Pahisa SA,
- Hilados y Tejidos Puignero SA,
- Textil Cano Segura (Texca Sesa).

5.100 Les CE ont fait valoir que les statuts de ces associations de producteurs les autorisent à représenter leurs membres, mais l'Inde pense que là n'est pas la question. Comme on l'a soutenu ci-dessus, il est incontestable qu'une association de producteurs peut déposer une plainte. Ici, le problème n'est pas de savoir si une association a le droit de déposer une plainte, mais si elle peut se substituer aux différents producteurs pour la soutenir. L'analyse ci-dessus montre que ce n'est pas le cas. Pour reprendre l'analogie faite par la Commission durant les consultations: un avocat ne peut pas représenter un client en se donnant à lui-même un pouvoir au nom de ce client.

---

[212] Les CE n'ont jamais prétendu, ni durant la procédure administrative ni au cours des consultations, qu'une telle vérification ait jamais été faite. Si elle l'a été, elles n'ont fourni absolument aucun élément tendant à l'indiquer.

[213] À cet égard, on trouvera des indications jurisprudentielles dans le rapport du Groupe spécial du GATT chargé de l'affaire États-Unis – Institution de droits antidumping à l'importation de produits creux en acier inoxydable sans soudure en provenance de Suède, rapport du Groupe spécial (non adopté) du 20 août 1990, ADP/47, paragraphe 5.20.

[214] Même s'ils l'ont fait, il n'en a jamais été fait état et les CE ne l'ont jamais prétendu ni dans la procédure administrative ni durant les consultations. En outre, l'Inde considère qu'elle est en droit de pouvoir se fonder à cet égard sur le dossier non confidentiel mis à sa disposition par les autorités chargées de l'enquête.

[215] D'après l'avis d'ouverture de la procédure, il est même difficile de savoir si la plainte a été déposée "*par*" la branche de production nationale ou "*en son nom*":

"Ayant conclu, après consultations du comité consultatif, que la plainte a été déposée par l'industrie communautaire ou en son nom et qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une procédure, la Commission a entamé une enquête conformément à l'article 5 du Règlement (CE) n° 384/96." (Non souligné dans le texte) (JO (1996) C 266/2, paragraphe 5).

5.101 De plus, dans la mesure où cet argument des CE signifierait qu'elles peuvent présumer que les associations de producteurs ou Eurocoton ont vérifié la représentativité, cela impliquerait qu'elles auraient en quelque sorte "sous-traité" la détermination de la représentativité au plaignant. Cela semble difficile à concilier avec le libellé de l'article 5.4, qui exige clairement que ce soit "*les autorités*" qui déterminent la représentativité. Eurocoton, ses associations membres ou toute autre personne privée, morale ou physique, ne sont pas "*les autorités*".

5.102 Le fait que les CE aient accepté les déclarations d'associations sans les vérifier ne peut pas s'excuser par l'existence d'un très grand nombre d'exportateurs. L'Accord antidumping prévoit une procédure bien définie dans les cas où le nombre d'exportateurs est important. Si les CE considéraient que le nombre de plaignants communautaires allégués était trop grand pour qu'il soit possible de déterminer si chacun d'entre eux exprimait son appui à la plainte, elles auraient pu recourir à l'option offerte par la note de bas de page de l'article 5.4:

> *"Dans le cas de branches de production fragmentées comportant un nombre exceptionnellement élevé de producteurs, les autorités pourront déterminer dans quelle mesure il y a soutien ou opposition en utilisant des techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique."*

5.103 Relevons que durant la procédure administrative les autorités des CE n'ont jamais prétendu que cette disposition ait été appliquée dans l'affaire Linge de lit II. Ce n'est qu'après la deuxième série de consultations que la délégation des CE l'a brièvement évoqué, apparemment dans l'intention de laisser entendre que la pratique suivie par les CE dans la deuxième enquête sur le linge de lit pourrait en relever.

5.104 À cet égard, il convient de souligner que la note parle de "*techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique*". Abstraction faite de l'absence totale d'éléments dans le dossier indiquant que les CE aient jamais employé des techniques d'échantillonnage pour déterminer la représentativité, il semblerait qu'un échantillon constitué à partir des entreprises membres des associations membres d'Eurocoton ne serait pas représentatif, au sens statistique du terme, des producteurs communautaires de linge de lit, d'autant que la proportion d'entreprises qui soutenaient la procédure, d'après les CE, était au mieux d'un peu plus de 34 pour cent (soit nettement moins que les 53 pour cent avancés par Eurocoton dans sa plainte). Il semble donc qu'un grand nombre de producteurs n'ont jamais été invités à donner leur avis sur la plainte.

5.105 Enfin, on peut se demander si l'erreur de procédure commise avant l'ouverture de l'enquête a été corrigée rétroactivement par les entreprises espagnoles et françaises qui ont coopéré avec les CE. Nous pensons que non. Le texte de l'article 5.4, analysé ci-dessus, semble très clair. En outre, on peut rappeler le texte de l'article premier de l'Accord antidumping:

> *"Une mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et à la suite d'enquêtes ouvertes[1] et menées en conformité avec les dispositions du présent accord. Les dispositions qui suivent régissent l'application de l'article VI du GATT de 1994 pour autant que des mesures soient prises dans le cadre d'une législation ou d'une réglementation antidumping.*
>
> _____
>
> *Note 1. Le terme "ouvertes" tel qu'il est utilisé dans le présent accord se réfère à l'action de procédure par laquelle un Membre ouvre formellement une enquête conformément à l'article 5."*
> (Non souligné dans le texte)

5.106 Un droit antidumping ne peut être imposé que si l'enquête a été ouverte et conduite conformément à l'Accord antidumping. La note de l'article premier précise que l'article 5 (et donc l'article 5.4) est des plus pertinent à cet égard. Comme la détermination de la représentativité dans la procédure *Linge de lit II* a été faite de façon incompatible avec l'article 5.4 de l'Accord antidumping, le droit antidumping a été imposé de façon incompatible avec l'article premier (et, par voie de conséquence, avec l'article VI du GATT de 1994). La formule employée à l'article premier est impérative: "*sera appliquée dans les seules*".[216] Il n'y a dans l'article 5.4 de l'Accord antidumping aucun terme introduisant une nuance. Les erreurs de procédure faites au moment de l'ouverture de l'enquête ne peuvent pas être corrigées rétroactivement.[217]

5.107 De plus, l'objet de l'article 5.4 est d'éviter un harcèlement des exportateurs dû à des ouvertures d'enquête infondées (ce qui a été le cas par exemple de la première procédure visant le linge de lit). Il serait impossible d'atteindre cet objectif si les autorités chargées de l'enquête étaient autorisées à ouvrir une procédure antidumping sans faire une détermination en bonne et due forme de la représentativité pour pouvoir ensuite chercher à obtenir le soutien nécessaire pour l'enquête. À cet égard, l'Inde ne peut que souscrire à la position des CE dans l'affaire Brésil – Imposition de droits compensateurs provisoires et définitifs sur la poudre de lait et certains types de lait en provenance de la Communauté économique européenne[218]:

> *"La CEE ne partageait l'avis du Brésil selon lequel le différend à l'étude ne tenait qu'à des questions de procédure et que les erreurs de procédure commises par le Brésil étaient sans conséquence. Elle estimait que les droits fondamentaux découlant de l'accord ne pouvaient pas être effectivement garantis si des règles de procédure minimales n'étaient pas respectées. En outre, elle faisait valoir que sa plainte visait également le fait que le Brésil n'avait pas respecté les prescriptions de fond énoncées à l'article 6 de l'accord concernant la détermination de l'existence d'un préjudice important."* (Non souligné dans le texte)

[216] À cet égard, il convient de rappeler les conclusions du Groupe spécial dans l'affaire Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis (rapport du Groupe spécial, ADP/92 du 2 avril 1993, paragraphe 210):

"… il ne serait pas non plus conforme aux prescriptions concernant un déroulement harmonieux et efficace de la procédure de règlement d'un différend … qu'un groupe spécial examine une détermination en se fondant sur des considérations qui ne figurent pas dûment dans un énoncé officiel des raisons de cette détermination. Un énoncé complet et officiel des raisons motivant une détermination positive au moment de l'établissement de cette détermination permettait aux parties à l'accord d'évaluer s'il convenait de recourir au mécanisme de règlement des différends … et offrait une base pour délimiter l'objet d'une telle procédure. À ce sujet, le Groupe a noté qu'au vu du libellé de l'avis publié par les autorités coréennes au moment de l'institution des droits antidumping, les Parties à l'accord et les exportateurs touchés par cette mesure n'avaient pas de raison de penser que la détermination de la KTC concluant à l'existence d'un préjudice était fondée sur des considérations qui n'étaient pas énoncées dans cet avis." (note omise)

Là encore, nous renvoyons à l'opinion de l'Organe d'appel dans l'affaire CE – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles, AB-1998-3, WT/DS69/AB/R du 13 juillet 1998, paragraphe 165:

"La phrase introductive [de l'article 5:5] indique clairement que le barème contenu dans le corps de cette disposition est obligatoire. La formule utilisée dans la phrase introductive est "sera" et non "peut être". Il n'y a aucun terme introduisant une nuance, ni aucun terme qui permette d'utiliser une autre méthode que celle qui est décrite dans le barème de l'article 5:5 comme base de calcul des droits additionnels."

[217] La même position (dans le contexte du Code antidumping de 1979) a été adoptée dans l'affaire États-Unis - Institution de droits antidumping à l'importation de produits creux en acier inoxydable sans soudure en provenance de Suède, rapport du Groupe spécial (non adopté) du 20 août 1990, ADP/47, paragraphe 5.20.

[218] Rapport du Groupe spécial adopté le 28 avril 1994, SCM/179, paragraphe 205.

5.108 Enfin, on peut relever que l'article 3:8 du Mémorandum d'accord relatif au règlement des différends donne tout lieu de présumer que la violation d'un accord implique qu'il y a eu annulation ou réduction d'avantages. L'Inde considère que la détermination de la représentativité dans la procédure Linge de lit II ne satisfait pas aux critères de l'article 5.4 et entraîne par conséquent une annulation ou une réduction des droits qui lui sont conférés par l'Accord sur l'OMC.

5. Allégation 27: incompatibilité avec l'article 12.2.1

5.1 Texte de l'article 12.2.1

5.109 La même logique que celle exposée à la section V.A.4.1 ci-dessus s'applique ici *mutatis mutandis*: le mot "*détermination*" à l'alinéa v) de l'article 12.2.1 est au singulier, alors que dans le paragraphe introductif de cet article il est question de "*déterminations préliminaires*". Cela tend à indiquer que la *"détermination*" de l'alinéa v) renvoie à la "*détermination préliminaire ou finale*" de l'article 12.2. En d'autres termes, conformément à l'article 12.2.1 les autorités chargées de l'enquête doivent exposer dans les règlements provisoires et définitifs "*les principales raisons qui ont conduit*" à "*la détermination préliminaire ou finale*". Logiquement, l'alinéa v) vise aussi les déterminations qu'il est indispensable que les autorités chargées de l'enquête fassent pour pouvoir imposer des mesures antidumping, y compris la détermination de la représentativité prescrite par l'article 5.4.

5.110 Comme le Règlement provisoire et la notification préliminaire sont les premiers documents dans lesquels les autorités des CE exposent leur position au sujet de la représentativité, les exportateurs sont en droit de s'attendre à y trouver une réponse aux arguments qu'ils ont fait valoir à cet égard. Si les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas tenues d'exposer leur détermination de la représentativité au moment de l'imposition des mesures antidumping provisoires, les pays exportateurs n'auraient aucune possibilité de se prévaloir de la deuxième phrase de l'article 17.4.[219]

5.111 Deuxièmement, il convient de noter la présence du mot "*et*", dans le paragraphe introductif de l'article 12.2.1, entre les membres de phrase "*des explications suffisamment détaillées … sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage*" et "*mentionnera les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments*". En d'autres termes, la restriction concernant les explications détaillées, qui vise les déterminations *préliminaires* de l'existence d'un dumping et d'un préjudice, ne paraît pas viser la mention des "*points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments".* Comme nous l'avons soutenu plus haut, l'article 12.2.1 dans son ensemble, et particulièrement compte tenu de son alinéa v), s'applique bien aussi à la détermination de la représentativité. Il semble donc qu'une interprétation correcte de l'article 12.2.1 veut que le Règlement provisoire (ou un autre document d'information préliminaire) mentionne "*les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments*" également en ce qui concerne la détermination de la représentativité.

---

[219] *"Lorsqu'une mesure provisoire a une incidence notable et que le Membre qui a demandé des consultations estime que l'adoption de cette mesure est contraire aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 7, ce Membre pourra également porter la question devant l'ORD."*
L'article 7.1 renvoie expressément à l'article 5 et donc à l'article 5.4.

5.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1

5.112 Dans les procédures antidumping, les autorités chargées de l'enquête sont dans une position très privilégiée pour ce qui est de la connaissance des faits. Cela est d'autant plus vrai dans les CE que la Commission européenne est la seule entité ayant accès à tous les faits relatifs à la représentativité. À cet égard, l'article 12 joue un rôle essentiel en garantissant une certaine transparence. Dans ce contexte, l'avis du Groupe spécial dans l'affaire Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis est pertinent[220]:

> *"De l'avis du Groupe spécial, cette disposition serait vidée de son sens si, dans la procédure de règlement d'un différend … une partie avait le droit de défendre une détermination contestée concluant à l'existence d'un préjudice en avançant, en faveur de cette détermination, de prétendues raisons qui ne figuraient pas dans un énoncé officiel des raisons de cette détermination …"*

5.113 Dans le Règlement provisoire instituant des droits antidumping sur le linge de lit indien, l'exposé de la détermination de la représentativité est pour le moins succinct:

> *"52) Après élimination de la liste des sociétés incluses dans la plainte de sept d'entre elles dont il a été établi qu'elles ne font pas partie des plaignants, la Commission a constaté que les autres sociétés représentent une proportion majeure de la production communautaire de linge de lit et satisfont aux dispositions de l'article 5 paragraphe 4 du règlement de base."*

5.114 Aucun mot n'est consacré dans le Règlement provisoire ni dans la notification préliminaire aux questions ci-dessus, bien que les exportateurs indiens les aient portées à l'attention des CE tout au long de la procédure à de nombreuses reprises et en détail.

5.115 Les exportateurs indiens n'avaient aucun moyen autre que les renseignements communiqués dans le dossier non confidentiel de vérifier plus avant la véracité des conclusions des autorités chargées de l'enquête. Dans ces conditions, les CE peuvent difficilement prétendre qu'elles ont mentionné "*les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments*" ni que le Règlement provisoire ou la notification provisoire donnait "*les principales raisons qui ont conduit à la détermination*".

5.116 En résumé, l'Inde considère que ni dans le Règlement provisoire ni dans aucun autre document mis à la disposition des exportateurs indiens à l'époque où ont été prises les mesures antidumping provisoires les CE n'ont respecté les normes énoncées à l'article 12.2.1.

6. Allégation 28: incompatibilité avec l'article 12.2.2

6.1 Texte de l'article 12.2.2

5.117 Le texte de l'article 12.2.2 diffère quelque peu de celui de l'article 12.2.1:

> *"Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements*

[220] Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis, rapport du Groupe spécial, ADP/92 du 2 avril 1993, paragraphe 209.

décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6."

6.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2

5.118 Même si les CE n'étaient pas d'accord avec les exportateurs indiens, elles restaient tenues de donner dans le Règlement définitif "*les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs*".

5.119 Comme il est indiqué dans l'exposé des faits ci-dessus, les CE ont bien répondu aux questions soulevées à propos de la définition de la branche de production nationale.

5.120 Toutefois, alors même que les exportateurs indiens ont à nouveau fait valoir des arguments en réponse à la notification préliminaire et au Règlement provisoire, il n'y a eu absolument aucune réaction et les CE n'ont même pas rejeté les arguments et allégations des exportateurs indiens en rapport avec l'article 5.4. En conséquence, les CE n'ont pas exposé leur constatation définitive de façon compatible avec l'article 12.2.2.

VI. ALLÉGATIONS RELATIVES AU STATUT DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT DE L'INDE

A. ARTICLE 15: LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE N'ONT PAS ENVISAGÉ DE POSSIBILITÉS DE SOLUTIONS CONSTRUCTIVES BIEN QUE LES EXPORTATEURS INDIENS AIENT SOULIGNÉ L'IMPORTANCE DE L'INDUSTRIE DU LINGE DE LIT POUR L'INDE

6.1 Résumé: les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 15 de l'Accord antidumping en n'explorant pas les possibilités de solutions constructives et en ne réagissant même pas aux arguments des exportateurs indiens relatifs à l'article 15 (**allégation 29**). Bien que les exportateurs indiens aient présenté des arguments détaillés sur ces questions, les CE n'ont pas convenablement exposé leur raisonnement et ont donc agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 (**allégation 30**) et 12.2.2 (**allégation 31**).

1. Exposé des faits

6.2 Dans sa communication relative au dommage[221], Texprocil a appelé l'attention sur le fait que l'Inde est un pays en développement:

"De tous les pays visés par cette enquête, l'Inde est de loin celui dont le revenu par habitant est le plus bas. Le PIB par habitant est un des trois critères employés par l'ONU pour arrêter la liste des pays les moins avancés (PMA). L'Assemblée générale des Nations Unies a établi cette liste en 1971. Elle a fixé une fourchette de PIB par habitant comprise entre 356 et 427 dollars EU, puis intégré dans la formule la part de l'industrie manufacturière dans le PIB et le taux d'alphabétisation de chaque pays.

[221] Reproduite à l'annexe 50.

Texprocil sait bien que l'Inde ne figure pas dans la liste des PMA, mais en 1993 son PIB par habitant était de 270 dollars EU, ce qui est non seulement inférieur à la limite inférieure de la fourchette mais aussi nettement inférieur au PIB par habitant de tous les autres pays visés par cette enquête, comme le montre le tableau 7:

Tableau 7: PNB par habitant (dollars EU, estimations)

Inde	***Égypte***	***Pakistan***
270 (1993)	*730 (1992)*	*410 (1992)*

Source: CIA World Factbook.

L'article 15 de l'Accord dispose que:

"[i]l est reconnu que les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord. Les possibilités de solutions constructives prévues par le présent accord seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres."

L'industrie textile est un des principaux moteurs de l'économie indienne. Le pays est très tributaire de cette industrie pour l'emploi et pour son développement.

Texprocil demande à la Commission de bien vouloir tenir compte de l'esprit de ces dispositions particulières dans la détermination de l'existence d'un éventuel dommage causé par les importations faisant prétendument l'objet d'un dumping et dans toute mesure qu'elle serait susceptible de prendre ou de suggérer ensuite."

6.3 Durant la première audition relative au préjudice, les exportateurs ont souligné l'importance de l'industrie du linge de lit pour l'économie indienne et ils sont revenus sur ce point dans le mémoire communiqué après l'audition.[222]

6.4 Nonobstant la demande formulée par l'Inde sur la base de l'article 15, les CE n'ont jamais, ni dans le Règlement provisoire ni dans la notification préliminaire ni dans aucune pièce versée au dossier ne serait-ce que mentionné le fait que l'Inde est un pays en développement, ni *a fortiori* envisagé ou commenté la possibilité de trouver des solutions constructives. Alors que les exportateurs indiens avaient à de nombreuses reprises souligné l'importance considérable de l'industrie du linge de lit et du textile pour l'économie indienne, les CE ne se sont jamais adressées aux exportateurs indiens ni au gouvernement indien pour explorer les possibilités de solutions constructives avant d'appliquer les droits antidumping provisoires.

6.5 Dans ses observations sur la notification provisoire, Texprocil a donc à nouveau appelé l'attention des CE sur ce point[223]:

"Texprocil rappelle ses arguments concernant le statut de pays en développement de l'Inde tels qu'elle les a exposés à la Commission. Elle note que ni dans la notification ni dans le Règlement instituant les droits provisoires la Commission n'a traité ce point."

[222] Reproduit à l'annexe 54.
[223] Reproduit à l'annexe 51.

6.6 Cette question a été évoquée à nouveau à l'occasion de la deuxième audition relative au préjudice et dans le deuxième mémoire consécutif à cette audition.[224]

6.7 Malgré cela, la notification finale et le Règlement définitif ne mentionnent même pas le statut de pays en développement de l'Inde, sans parler de toute détermination ou prise en considération de l'article 15. Les CE n'ont toujours pas approché les exportateurs ou le gouvernement indiens pour explorer les possibilités de solutions constructives.

6.8 Durant la première série de consultations l'Inde a soulevé la question et les représentants des parties ont eu l'échange suivant:

> *"M. Seth: Le mot "devront" à l'article 15 semble avoir un caractère impératif. L'article 15 n'exige pas que les CE fassent des concessions particulières aux pays en développement tels que l'Inde dans chaque cas, mais il énonce l'obligation au moins de tenir compte ("prendre spécialement en considération") de la "situation particulière des pays en développement Membres". Nous reconnaissons que cette prise en considération n'a pas d'influence sur le calcul du dumping et du dommage en soi. Toutefois, les mots "quand ils envisageront" semblent impliquer que les CE, après avoir déterminé l'existence d'un dumping et d'un dommage causé par ce dumping, doivent faire une détermination distincte concernant les effets des mesures antidumping sur l'Inde en tant que pays en développement.*
>
> …
>
> *[CE]: La CE est convaincue qu'on a spécialement pris en considération …"*

6.9 Les CE n'ont pas développé leur réponse dans sa lettre du 1er octobre 1998.

6.10 Durant la deuxième série de consultations, l'Inde est revenue sur la question:

> *"M. Seth: Je passe maintenant à la question 115. Je rappelle que nous sommes convaincus que les mots "devront prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres", à l'article 15 de l'Accord, ont un caractère impératif. L'article 15 lui-même n'exige pas que les CE fassent des concessions particulières aux pays en développement tels que l'Inde dans chaque cas, mais il énonce bien l'obligation au moins de tenir compte ("prendre spécialement en considération") de la "situation particulière des pays en développement Membres".*
>
> …
>
> *[CE]: Nous continuons d'affirmer que cette prescription a été respecté … L'article 15 est un élément très délicat, en particulier dans le cadre de l'Accord antidumping."*

6.11 Dans leur lettre du 29 juin 1999[225], les CE ont donné la réponse ci-après à la question 115:

> *"**Question 115***
>
> ***Les CE peuvent-elles indiquer où, dans le Règlement provisoire ou dans le Règlement définitif, elles ont envisagé de prendre spécialement en considération la situation particulière de l'Inde en tant que pays en développement Membre?***

[224] Reproduit à l'annexe 55.
[225] Reproduite à l'annexe 14.

Nous faisons observer que, même si les règlements publiés n'énoncent pas de concessions particulières faites aux entreprises indiennes au motif qu'elles sont implantées dans un pays en développement, ces entreprises ont bénéficié d'un traitement spécial à plusieurs titres. L'établissement de questionnaires simplifiés pour les exportateurs, l'acceptation des réponses après le délai fixé et l'octroi ultérieur du statut d'entreprises coopérant à l'enquête, ainsi que le traitement individuel accordé aux nouveaux venus alors que les déterminations avaient été faites sur la base d'un échantillonnage sont autant d'exemples de prise en considération de cette situation particulière.

Enfin, la possibilité d'un engagement [sic] *a été évoquée et cela doit être considéré comme une façon de s'acquitter des obligations, même si cela n'a pas débouché sur des mesures concrètes prenant la forme d'un engagement."*

2. Allégations

6.12 Trois allégations découlent des événements et faits exposés ci-dessus.

6.13 Premièrement, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 15 en n'explorant pas les possibilités de solutions constructives avant d'instituer des droits antidumping, alors même que l'Inde avait clairement fait valoir que l'industrie textile et en particulier l'industrie du linge de lit étaient des industries essentielles pour les intérêts de l'économie indienne.

6.14 Deuxièmement, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 de l'Accord antidumping en n'indiquant pas dans le Règlement provisoire ni dans aucun autre rapport mis à la disposition des exportateurs indiens au moment de l'institution des droits provisoires pourquoi elles avaient refusé toute solution constructive fondée sur l'article 15 ou comment elles s'étaient acquittées des obligations qui leur incombaient en vertu de la deuxième phrase de cet article.

6.15 Troisièmement, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping en n'indiquant pas dans le Règlement définitif ni dans aucun autre rapport mis à la disposition des exportateurs indiens au moment de l'institution des mesures définitives pourquoi elles avaient refusé toute solution constructive fondée sur l'article 15 ou comment elles s'étaient acquittées des obligations qui leur incombaient en vertu de la deuxième phrase de cet article.

3. Allégation 29: incompatibilité avec l'article 15

3.1 Texte de l'article 15

6.16 L'article 15 dispose que:

"Il est reconnu que les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord. Les possibilités de solutions constructives prévues par le présent accord seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres."

6.17 L'article 15 comporte deux dispositions distinctes:

1. La première phrase concerne l'opportunité de l'"*application des mesures antidumping*" compte tenu du fait que le pays visé est un pays en développement Membre. Cela signifie que, une fois l'existence d'un dumping et d'un dommage déterminée, au moment de décider s'il convient d'appliquer des mesures antidumping, les pays développés doivent tenir compte du statut de pays en développement du pays visé.

2. La deuxième phrase traite de la situation dans laquelle les "*intérêts essentiels*" de pays en développement sont en jeu. Cette disposition est rédigée de façon plus directe.

6.18 À titre de première observation, signalons que ces deux phrases ne sont pas liées, comme cela aurait été le cas si l'on avait écrit par exemple "… *conformément au présent accord et les possibilités de solutions constructives* …"; cela est logique. En d'autres termes, les mots "*Il est reconnu que*" à la première phrase ne se réfèrent pas à la deuxième phrase. Cela est évident car sinon la deuxième phrase devrait se lire comme suit:

> *"Il est reconnu que les possibilités de solutions constructives prévues par le présent accord seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres."*

6.19 Toutefois, cela n'aurait pas grand sens, notamment parce que l'on aurait dû écrire "*devraient être explorées*", au lieu de "*seront explorées*" si l'atténuation du caractère impératif résultant des mots "*Il est reconnu que*" valait également pour la deuxième phrase.

6.20 Examinons maintenant le sens de chacune de ces deux phrases.

6.21 Commençons par la première phrase. Les passages-clés sont "*prendre spécialement en considération*" et "*quand ils envisageront*". Il ressort du texte que le moment auquel la première phrase devient pertinente est le moment auquel les autorités ont déterminé l'existence d'un dumping et d'un dommage causé par ce dumping. Les autorités du pays importateur doivent à ce moment déterminer si ces constatations, ainsi qu'éventuellement d'autres facteurs pertinents[226], militeraient en faveur de l'institution de mesures antidumping ou non. Selon la première phrase de l'article 15, la situation particulière des pays en développement doit être un des facteurs à prendre en considération pour faire cette appréciation.

6.22 La première phrase ne semble donc pas créer une obligation juridique impérative. Cela est indiqué par les premiers mots "*Il est reconnu que* …" suivis de "*prendre spécialement en considération*". Par conséquent, la première phrase énonce plutôt une recommandation. Cette conclusion semble renforcée par la deuxième phrase de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping.[227]

6.23 L'esprit et la lettre de la deuxième phrase diffèrent considérablement de ceux de la première phrase. Pour commencer, l'objet de cette phrase ("*intérêts essentiels de pays en développement Membres*") semble être plus spécifique que la "*situation particulière*" des pays en développement Membres, évoquée à la première phrase, qui est assez vague.

6.24 Les obligations énoncées par la deuxième phrase sont plus rigoureuses, ce qui est logique: "*Les possibilités … seront explorées* …". La phrase ne commence pas par les mots "*Il est reconnu que*" et elle est donc sans détour. La logique développée par l'Organe d'appel dans le contexte d'un autre Accord de l'OMC vaut également ici:

> *"La formule utilisée… est "sera" et non "peut être". Il n'y a aucun terme introduisant une nuance, ni aucun terme qui permette d'utiliser une autre méthode que celle qui est décrite dans le barème de l'article 5.5 comme base de calcul des droits additionnels."*

---

[226] Par exemple, dans la législation antidumping des CE, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer de façon distincte si l'institution des mesures antidumping serait dans l'intérêt des Communautés.

[227] Voir aussi les CE dans l'affaire Fils de coton, paragraphe 576. Il convient de relever que les CE ont à juste titre considéré que cette réserve ne s'appliquait qu'à la première phrase et non à l'ensemble de l'article.

6.25 Par conséquent, la deuxième phrase, lue dans le contexte de l'Accord, énonce des obligations claires. Premièrement, cette phrase implique qu'il faut déterminer (ou apprécier) si les intérêts essentiels du pays en développement concerné peuvent être en jeu. Cette détermination doit avoir été faite "*préalablement à l'application de droits antidumping*", c'est-à-dire après la détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage causé par ce dumping mais avant l'application de droits antidumping (provisoires).

6.26 Ensuite, les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'explorer les possibilités de solutions constructives "*prévues par le présent accord*". Ces derniers mots semblent indiquer que la solution peut consister, entre autres, à ne pas instituer de mesures antidumping, ou à accepter un engagement en matière de prix.

6.27 Pour ce qui est de l'ordre de succession des différents actes, "les possibilités de solutions constructives" "*seront*" explorées "*préalablement à l'application de droits antidumping*". Dans le système des CE, cela signifie avant l'institution de droits antidumping provisoires.

3.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 15

6.28 La première chose qu'il faut se demander c'est si les CE ont bien pris spécialement en considération la situation de l'Inde et si la façon dont elles prétendent l'avoir fait, au cas où elles l'auraient fait, est conforme à l'article 15 (section 3.2.1). La deuxième question est celle de savoir ce que les CE auraient dû faire en vertu de l'article 15 (3.2.2).

3.2.1 Le traitement spécial que les CE prétendent avoir accordé

6.29 Durant les deux séries de consultations entre l'Inde et les CE, celles-ci ont fait valoir les éléments ci-après dont elles considèrent qu'ils témoignent du fait qu'elles ont appliqué l'article 15:

a) les questionnaires employés auraient été plus simples que ceux employés dans d'autres procédures;

b) les CE auraient fait preuve de souplesse en acceptant des communications tardives;

c) le Règlement définitif contient une disposition spéciale autorisant les nouveaux venus à acquitter le droit déterminé pour les entreprises de l'échantillon alors que cette disposition n'est pas prévue par le Règlement antidumping de base des CE;

d) les produits tissés à la main ont été exclus de l'application des droits antidumping.

6.30 a) les questionnaires employés: le questionnaire adressé aux exportateurs dans l'enquête Linge de lit II est reproduit à l'annexe 63. On peut voir qu'il est *mutatis mutandis* similaire à un questionnaire récent employé dans le cadre d'une procédure antidumping visant des pays membres de l'OCDE (Hongrie, Pologne et Mexique; voir annexe 64). Il est aussi très similaire à un questionnaire employé à l'égard de Taiwan (annexe 65), dont personne ne conteste que c'est un pays très développé. Il y a certes quelques différences mineures entre ces questionnaires (dues parfois à la différence des produits et des circuits commerciaux en jeu), mais il faut beaucoup d'imagination pour considérer que le questionnaire employé dans l'enquête sur le linge de lit est moins exigeant que ceux employés dans des enquêtes visant des pays développés. Cela ressort clairement d'une comparaison entre ce questionnaire et les autres questionnaires mentionnés. En fait, si l'on compare le questionnaire de l'enquête *Linge de lit* avec celui employé dans la récente procédure visant Taiwan (annexe 66), on voit que c'est plutôt ce dernier qui est le plus simple. En résumé, l'argument des CE est objectivement incorrect.

6.31 Même si la réponse donnée par les CE durant les consultations était objectivement vraie, elle constituerait une interprétation pour le moins déroutante si l'on se souvient de l'argumentation développée par les CE devant le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire des Fils de coton[228]:

> *"La CE ont soutenu que l'obligation inscrite dans la première phrase de l'article 13 n'intervenait qu'au moment où il était envisagé d'imposer des mesures. Le mot "mesures" circonscrivaient visiblement l'obligation à l'étape qui suivait la conclusion de l'enquête. L'article 10 de l'Accord concernait les "Mesures provisoires". La première phrase de l'article 10:1 confirmait que l'obligation découlant de l'article 13 n'intervenait qu'après l'enquête. L'article 10:2 définissait ce qu'on entendait par mesures provisoires."*

6.32 En outre, dans cette affaire, le Groupe spécial a fait une interprétation très similaire à celle proposée par l'Inde ici:

> *"585. Le Groupe spécial a estimé que l'article premier de l'Accord définissait le contexte dans lequel venait s'inscrire l'article 13. L'article premier disposait que des droits antidumping ne pouvaient pas être appliqués avant d'avoir déterminé l'existence d'un dumping, d'un préjudice important et d'un lien de causalité entre les deux. En outre, les mots "lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en voie de développement" posaient la condition qui devait être remplie pour que cette obligation devienne exécutoire. Bien entendu, on ne pouvait remplir cette condition, c'est-à-dire répondre à la question de savoir si l'imposition du droit antidumping porterait atteinte aux intérêts essentiels de pays en voie de développement, qu'après avoir déterminé montant du droit qui serait appliqué. Il était donc clair que la deuxième phrase de l'article 13 ne faisait l'obligation d'envisager la possibilité d'adopter des solutions constructives qu'après détermination de l'existence d'un dumping, d'un préjudice important et d'un lien de causalité entre les deux."*

6.33 L'Inde juge convaincant le raisonnement du Groupe spécial dans l'affaire des Fils de coton en ce qui concerne l'ordre de succession des actes. En d'autres termes, l'article 15 ne concerne pas le traitement appliqué durant la détermination de l'existence du dumping et du dommage, et n'intervient que lorsque les autorités chargées de l'enquête ont déterminé qu'il existait un dumping et un dommage. Par conséquent, les questionnaires prétendument "simplifiés" ne sont même pas pertinents pour l'article 15, puisqu'ils sont envoyés et remplis avant qu'on puisse déterminer s'il y a dumping.

6.34 b) souplesse prétendue en matière de délais: Pour commencer, l'Inde n'a pas eu connaissance d'une souplesse (particulière) en matière de délais dans l'enquête sur le linge de lit et les déclarations faites par la Commission à cet égard pendant les consultations paraissent donc objectivement fausses.

6.35 La réponse qui a été donnée aux deux entreprises (Giraffe International et Nidhi Exports) qui se sont fait connaître à la Commission un peu après le délai montre clairement la fausseté de cette allégation. La Commission a informé ces deux entreprises que ses services ne pouvaient pas les considérer comme exportateurs coopérant à l'enquête,

---

[228] CE – Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil, ADP/137 du 4 juillet 1995, paragraphe 579. Relevons que le texte de l'article 13 du Code antidumping de 1979 est presque identique à celui de l'article 15 de l'Accord antidumping:

"Il est reconnu que les pays développés doivent prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en voie de développement quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent code. Les possibilités de solutions constructives prévues par le présent code seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en voie de développement."

"[c]ar le délai indiqué dans l'avis d'ouverture de la procédure pour l'échantillonnage est échu et les entreprises qui feront partie de l'échantillon ont déjà été choisies et informées".[229]

6.36 L'Inde reconnaît que les autorités chargées de l'enquête ont le droit de ne pas tenir compte de renseignements communiqués après un délai raisonnable, mais du coup fait observer que les CE, en usant de ce droit, ne peuvent donc pas prétendre qu'elle ont fait bénéficier les entreprises indiennes concernées d'un traitement de faveur.

6.37 Les entreprises choisies pour l'échantillon ont demandé une prolongation du délai en se fondant sur l'article 6.1.1 car elles avaient pu faire valoir des motifs valables et montrer que cette prolongation de délai ne posait pas trop de problèmes aux autorités chargées de l'enquête. La prolongation n'a pas été accordée au motif que les entreprises concernées sont des entreprises implantées dans un pays en développement (voir la correspondance reproduite à l'annexe 68) mais simplement à condition qu'elles s'efforcent de répondre au questionnaire le plus rapidement possible. Pour autant que l'Inde le sache, toutes les entreprises faisant partie de l'échantillon ont répondu au questionnaire en respectant le nouveau délai. Il est donc difficile de voir en quoi les autorités chargées de l'enquête auraient été particulièrement souples et il est évident que l'allégation des CE à cet égard n'est pas confirmée par les faits.

6.38 De plus, pour reprendre un argument similaire à celui fait ci-dessus à propos du point a), même si l'allégation des CE était confirmée par les faits (ce qui n'est pas le cas), elle ne serait pas pertinente car la question de délai ne se pose qu'avant la détermination de l'existence d'un dumping et non à l'étape de l'application des mesures antidumping.

6.39 c) disposition spéciale pour les nouveaux venus: Le Règlement antidumping des CE ne prévoit pas la possibilité d'un réexamen pour les nouveaux exportateurs dans les enquêtes dans lesquelles les autorités ont utilisé un échantillon d'exportateurs.[230] Cela crée des situations manifestement inéquitables pour les entreprises qui commencent à exporter après la période d'enquête, puisqu'elles sont assujetties contre leur gré au droit antidumping résiduel (élevé). C'est pourquoi, ces dernières années, dans les règlements relatifs aux procédures qui ont été conduites sur la base d'un échantillon, les CE introduisent la clause type suivante:

"Lorsqu'un nouveau producteur/exportateur des pays concernés fournit à la Commission des éléments de preuve suffisants pour établir:

- *qu'il n'a pas exporté vers la Communauté les produits visés à l'article 1 paragraphe 1 au cours de la période d'enquête …,*
- *qu'il n'est pas lié à un exportateur ni à un producteur du pays exportateur soumis aux mesures antidumping instituées par le présent règlement,*
- *qu'il a exporté le produit concerné dans la Communauté après la période d'enquête sur laquelle les mesures sont fondées ou qu'il a souscrit une obligation contractuelle irrévocable d'exporter une quantité importante du produit dans la Communauté,*

le Conseil, statuant à la majorité simple sur proposition de la Commission présentée après consultation du comité consultatif, peut modifier l'article 1 paragraphe 3 du présent règlement en ajoutant ledit nouveau producteur/exportateur à la liste de l'annexe I." (Article 3 du Règlement définitif de l'affaire Linge de lit)

[229] Les lettres aux deux entreprises sont reproduites à l'annexe 67.
[230] Article 11 paragraphe 4, dernière phrase, du Règlement antidumping de base des CE.

6.40 Trois auteurs bien informés confirment la logique de cette clause[231]:

> *"… l'impossibilité de se prévaloir des paragraphes 3 et 4 de l'article 11 pourrait créer des injustices. Pour y remédier, le Conseil a adopté une modification du Règlement instituant des droits antidumping définitifs dans une affaire pour laquelle on s'était basé sur un échantillon, modification ayant pour effet de permettre de modifier le Règlement une fois que la Commission a vérifié que le requérant était bien un nouvel exportateur, afin de l'ajouter à la liste des exportateurs assujettis au droit moyen".*[232]

6.41 En outre, cette clause n'est pas employée uniquement dans le cas de pays en développement. Par exemple, une disposition similaire a été employée dans l'affaire des *Palettes en bois de Pologne* (dans ce cas, le Règlement provisoire a même été expressément modifié à cet effet après adoption)[233] et – sous une forme légèrement différente – dans l'affaire du *Saumon d'élevage de Norvège.*[234] La réponse de la Commission semble donc infirmée par les faits, à moins qu'on considère la Norvège comme un pays en développement.

6.42 d) produits artisanaux: L'argument faisant valoir que les produits artisanaux ont été exclus de l'application du droit pour des considérations liées au statut de pays en développement est incorrect et n'est pas étayé par le Règlement définitif:

> *"**B. PRODUITS CONSIDÉRÉS ET PRODUITS SIMILAIRES***
>
> ***1. Demandes d'exclusion de la procédure***
>
> …
>
> *7) En ce qui concerne la demande d'exclusion des produits de l'artisanat, si l'utilisation de méthodes de production différentes n'est pas, en elle-même, un critère pertinent en matière de définition du produit similaire, il a été constaté que les produits de l'artisanat présentaient des caractéristiques physiques différentes de celles des autres types de linge de lit, notamment un tissage moins régulier et plus large. En raison de ces différences, le consommateur perçoit différemment les produits de l'artisanat, et ce d'autant plus qu'ils sont souvent vendus par des circuits de vente tels que les magasins de charité auxquels les producteurs communautaires n'ont pas accès.*
>
> *Par conséquent, il a été conclu qu'il convenait d'exclure les produits de l'artisanat du champ d'application de la procédure, et donc de les exempter des droits pour autant qu'ils soient accompagnés d'un certificat d'origine artisanale (annexe II du présent règlement), délivré par les autorités compétentes du pays exportateur."*

6.43 La question de l'exclusion des produits de l'artisanat a été traitée à la rubrique "produit similaire", ce qui correspond à ce qu'a fait la Commission européenne durant l'enquête.

---

[231] Müller, Khan, Neumann, *EC Anti-Dumping Law—A Commentary on Regulation 384-96*, Wiley 1998, page 354, paragraphe 11.74.

[232] Note de bas de page de l'original: *"OJ No L 48, 19.2.97, p. 1—cotton yarn from Brazil and Turkey/newcomer (Council) and OJ No L 50, 20.2.97, p. 1—cotton yarn from Brazil and Turkey/newcomer (Commission)."*

[233] Voir JO (1997) L 225/11-12 et JO (1997) L 324/6, respectivement (reproduits à l'annexe 75).

[234] JO (1997) L 267/15 (extrait pertinent reproduit à l'annexe 76).

6.44 La raison donnée par la Commission pour exclure ces produits est qu'ils "*présentaient des caractéristiques physiques différentes de celles des autres types de linge de lit*". Le Règlement ne mentionne pas une seule fois le fait que l'Inde est un pays en développement, y compris lorsqu'il parle des produits artisanaux.

6.45 En résumé, ni le Règlement provisoire, ni le Règlement définitif, ni les notifications ni tout autre rapport mis à la disposition des exportateurs indiens ne contient la moindre détermination, analyse ou prise en considération du statut spécial de pays en développement de l'Inde, de l'importance de l'industrie du linge de lit et de l'industrie textile en général pour l'économie indienne et des intérêts spéciaux de l'Inde dans cette affaire (bien que des arguments relatifs à ces éléments aient été présentés), ou ne parle des possibilités de solutions spéciales à envisager pour prendre en considération cette situation.

3.2.2 Obligations incombant aux CE en vertu de l'article 15 dans l'enquête Linge de lit II

6.46 La question de l'application de l'article 15 se pose lorsque les autorités chargées de l'enquête ont déterminé l'existence d'un dumping et d'un dommage causé par ce dumping et avant qu'elles appliquent des mesures antidumping provisoires ("*préalablement à l'application de droits antidumping*").

6.47 Les exportateurs indiens avaient clairement fait valoir que l'industrie textile et l'industrie de linge de lit en particulier étaient d'une importance cruciale pour l'économie du pays. Dans sa communication relative au préjudice, Texprocil a fait observer que "*[l']industrie textile est un des principaux moteurs de l'économie indienne. Le pays est très tributaire de cette industrie pour l'emploi et pour son développement*". Ce point a à nouveau été souligné lors de la première audition de Texprocil au stade de la détermination du préjudice.

6.48 Dans ce contexte, il convient de rappeler les conclusions du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire des Fils de coton:

> *"583. Le Groupe spécial a noté que l'exécution de l'obligation énoncée à la deuxième phrase était subordonnée à l'application de mesures antidumping qui "porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en voie de développement". Le Brésil avait soutenu que la fabrication de fils de coton était un secteur stratégique au Brésil et que l'application de droits antidumping revêtait donc une importance énorme pour l'économie brésilienne. Le Groupe spécial a estimé que les mots "intérêts essentiels" étaient définis par le contexte dans lequel ils étaient utilisés, tout comme l'expression "situation particulière des pays en voie de développement" figurant à la première phrase de l'article 13. Il a estimé que les intérêts essentiels d'un pays en voie de développement qui pouvaient être compromis par l'imposition de droits antidumping pouvaient comprendre une activité stratégique dépendante du commerce d'exportation. Si tel était le cas de la fabrication de fils de coton au Brésil, la condition préalable essentielle à la mise en exécution de l'obligation particulière énoncée à la deuxième phrase de l'article 13 était remplie."*

6.49 De même, l'industrie du linge de lit présentait un intérêt essentiel pour l'Inde. Néanmoins, rien dans le dossier ne permet de dire que les CE aient seulement essayé de déterminer si tel était le cas.

6.50 Une fois qu'elles avaient déterminé l'existence d'un dumping et d'un dommage causé par ce dumping, les autorités des CE étaient dans l'obligation d'explorer les possibilités de solutions constructives ("*les possibilités de solutions constructives … seront explorées*"). Le mot "explorer" signifie "*faire des recherches en étudiant*"[235], "*étudier de façon systématique; examiner*"[236], "*se*

[235] *Webster's New Collegiate Dictionary*, 1975, extrait reproduit à l'annexe 69.

renseigner sur; faire une investigation approfondie".[237] Il exige donc une action positive des autorités des CE et présume une volonté sincère et démontrée d'envisager les possibilités de solutions constructives.

6.51 Les solutions constructives doivent être celles "*prévues par le présent accord*". Cela semble impliquer qu'une des solutions constructives possibles – outre la décision de ne pas imposer de droits antidumping – serait d'accepter un engagement (en matière de prix) tel que le prévoit l'article 8 de l'Accord antidumping. Les exportateurs indiens n'ont été informés de la constatation de l'existence d'un dumping causant un dommage qu'après l'institution des mesures antidumping provisoires. Comme ils ne pouvaient avoir connaissance des constatations relatives à l'existence d'un dumping et d'un dommage qu'après l'application de ces mesures, il n'est pas raisonnable d'interpréter la deuxième phrase de l'article 15 comme exigeant que ce soit les exportateurs indiens qui prennent l'initiative de proposer un engagement en matière de prix, dans la mesure où un tel engagement aurait été une des solutions constructives possibles. Logiquement, il s'ensuit que conformément à l'article 8.5, un engagement (ou toute solution constructive prévue par l'Accord) aurait dû être suggéré par les autorités des CE avant l'imposition des droits antidumping provisoires, ou du moins que les CE auraient dû explorer les possibilités de telles solutions. Or, rien dans le dossier ne laisse penser que les autorités ont, ne serait-ce que de façon très superficielle, envisagé, étudié ou exploré la possibilité d'un engagement ou de toute autre solution constructive à l'époque.

6.52 Rappelons ici que les exportateurs indiens, après l'institution des mesures antidumping provisoires, ont en fait sondé les services de la Commission pour voir s'ils seraient disposés à négocier un engagement.[238] La réaction immédiate de la Commission a été négative, en raison de la multiplicité des types de produits.[239] Il n'y a jamais eu de discussion sérieuse au sujet de l'organisation ou de la possibilité d'un engagement, et les autorités des CE n'ont jamais engagé, encouragé ou promu un dialogue sur ce point. Devant cette réaction, les exportateurs indiens ont renoncé à élaborer une proposition d'engagement.

6.53 Il s'ensuit que les CE, s'étant de façon patente abstenues d'explorer les possibilités de solution constructive prévue par l'Accord antidumping avant d'imposer les mesures antidumping provisoires, et/ou même de chercher à déterminer si l'industrie du linge de lit présentait un intérêt essentiel pour l'Inde, ont agi de façon incompatible avec l'article 15 de l'Accord antidumping.

4. Allégation 30: incompatibilité avec l'article 12.2.1

4.1 Texte de l'article 12.2.1

6.54 Rappelons que les passages pertinents de l'article 12.2 et 12.2.1 de l'Accord antidumping sont libellés comme suit:

> *"12.2 Il sera donné avis au public de toute détermination préliminaire ou finale, qu'elle soit positive ou négative … L'avis exposera de façon suffisamment détaillée, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant de façon suffisamment détaillée, les constatations et les*

---

[236] *Webster's II New Riverside Dictionary*, 1984, extrait reproduit à l'annexe 70.

[237] *The Concise Oxford Dictionary of Current English*, neuvième édition, 1995, extrait reproduit à l'annexe 71.

[238] La correspondance pertinente est reproduite à l'annexe 72.

[239] Cette objection est curieuse si l'on se souvient qu'un an plus tard, dans la deuxième enquête sur les tissus de coton non blanchis, les CE avaient fait de gros efforts pour essayer de conclure avec Texprocil un engagement en matière de prix, alors qu'il y avait beaucoup plus de types de produits et d'exportateurs que dans l'affaire Linge de lit II. Les pages pertinentes du texte modifiant la notification finale et une télécopie de la Commission européenne déplorant que Texprocil ne puisse pas conclure d'engagement dans le cadre de cette enquête sont reproduites à l'annexe 77.

conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête …

12.2.1 Tout avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires donnera des explications suffisamment détaillées, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct donnant des explications suffisamment détaillées, sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage et mentionnera les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments. Compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, l'avis ou le rapport donnera en particulier: …
v) les principales raisons qui ont conduit à la détermination."

6.55 Comme indiqué à la section 1, les exportateurs indiens ont présenté des arguments au sujet de l'article 15. Les CE ont totalement ignoré ces arguments tant dans le Règlement provisoire que dans la notification préliminaire.

4.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.1

6.56 Les CE n'ont nulle part dans le Règlement provisoire ni dans toute autre pièce du dossier évoqué ou commenté leurs obligations au titre de l'article 15. Soit elles ont considéré que ces obligations n'étaient pas importantes, soit elles n'ont pas expliqué de façon détaillée leurs constatations et conclusions y relatives.

6.57 Bien que les exportateurs indiens aient fait valoir des arguments au sujet de l'article 15, les CE n'ont nulle part mentionné "*les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments*".

6.58 Il s'ensuit que les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 de l'Accord antidumping.

5. Allégation 31: incompatibilité avec l'article 12.2.2

5.1 Texte de l'article 12.2.2

6.59 Le passage pertinent de l'article 12.2.2 est libellé comme suit:

"Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif, l'avis … contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1 …"

5.2 Arguments juridiques à l'appui des allégations relatives à l'article 12.2.2

6.60 Les CE ont continué de ne pas réagir aux arguments des exportateurs indiens concernant l'article 15, bien que Texprocil soit revenue sur la question dans ses observations sur la notification préliminaire. Pour les mêmes raisons que celles indiquées à la section VI.A.4.2, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping.

VII. CONCLUSIONS ET REQUÊTES

A. CONCLUSIONS

7.1 Les allégations exposées aux parties III, IV, V et VI ci-dessus contestent la validité de la mesure antidumping sous divers angles. L'Inde considère que, pour commencer, la procédure antidumping qui a conduit à l'institution de droits antidumping définitifs sur le linge de lit en provenance d'Inde n'aurait jamais dû être ouverte (allégations relatives à l'ouverture de l'enquête). Après avoir ouvert l'enquête, les autorités des CE n'ont pas respecté les règles de procédure, de détermination de l'existence d'un dumping et de détermination de l'existence d'un préjudice. Enfin, lorsque les CE ont imposé des mesures antidumping provisoires, elle ont continué de ne pas respecter les règles en agissant de façon incompatible avec l'article 15 de l'Accord antidumping. Les règlements instituant des droits antidumping provisoires et définitifs sur le linge de lit en provenance d'Inde sont donc irrémédiablement entachés de violations de l'Accord antidumping et n'auraient jamais dû être pris.

7.2 Relevons en outre le niveau excessif desdits droits antidumping. En particulier, la façon dont les CE ont interprété et appliqué l'article 2.2 et 2.2.2[240] les a conduit à constater l'existence de marges de dumping lorsqu'il n'y aurait pas dû en avoir ou dans des cas où elles seraient minimes. Toutes les marges de dumping imputées aux entreprises indiennes sauf une[241] sont entièrement dues au fait que, pour le calcul de la valeur normale, les autorités ont employé une marge bénéficiaire de plus de 18 pour cent, qui est excessive et totalement inimaginable dans le cas de l'industrie du linge de lit.[242] Ces marges de dumping excessives ont conduit les autorités à appliquer un droit antidumping pouvant aller jusqu'à 24,7 pour cent aux entreprises faisant partie de l'échantillon et un droit de 24,7 pour cent aux entreprises n'ayant pas coopéré à l'enquête.

B. REQUÊTES

7.3 Pour les motifs exposés ci-dessus, l'Inde prie le Groupe spécial de:

1) constater que les CE ont agi de façon incompatible à l'Accord antidumping comme le montrent les allégations ci-dessus qui peuvent être résumées comme suit:

- L'ouverture par les CE d'une procédure visant le linge de lit en provenance d'Inde est incompatible avec les articles 5.3 et 5.4 de l'Accord antidumping;

- L'ouverture par les CE d'une procédure visant le linge de lit en provenance d'Inde est incompatible avec l'article 12.1 de l'Accord antidumping;

- Les CE n'ont ni ouvert ni conduit leur procédure antidumping visant le linge de lit en provenance d'Inde conformément aux dispositions de l'Accord antidumping et, par conséquent, l'ouverture de la procédure et l'application d'une mesure antidumping définitive qui en est résultée sont contraires à l'article premier de l'Accord antidumping;

---

[240] Cet argument ne préjuge pas des autres allégations faites par l'Inde dans la présente communication.
[241] Anglo-French.
[242] Les six autres marges de dumping ne dépassaient pas 17 pour cent. À l'évidence, l'emploi d'une marge bénéficiaire "raisonnable" (c'est-à-dire de n'importe quelle marge inférieure à celle tout à fait excessive de 18,65 pour cent qui a été employée), ce qui a été suggéré d'innombrables fois durant l'enquête, aurait conduit à des marges de dumping moins élevées.

- L'imposition de mesures antidumping provisoires et définitives par les CE au linge de lit en provenance d'Inde est incompatible avec l'article 2, 2.2, 2.2.2, 2.2.2 ii) et 2.4.2 de l'Accord antidumping;

- L'imposition de mesures antidumping provisoires et définitives par les CE sur le linge de lit en provenance d'Inde est incompatible avec l'article 3, 3.1, 3.4, 3.5, 3.6 et 6 de l'Accord antidumping;

- L'imposition de mesures antidumping provisoires et définitives par les CE sur le linge de lit en provenance d'Inde est incompatible avec l'article 12.2, 12.2.1 et 12.2.2 de l'Accord antidumping;

- L'imposition de mesures antidumping provisoires et définitives par les CE sur le linge de lit en provenance d'Inde est incompatible avec l'article 15 de l'Accord antidumping.

7.4 En conséquence, l'Inde demande que le Groupe spécial:

2) recommande que les CE mettent le Règlement n° 2398/97 du 28 novembre 1997 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de linge de lit en coton originaires, notamment, d'Inde en conformité avec l'Accord antidumping et le GATT de 1994; et

3) suggère que, compte tenu des nombreuses violations de l'Accord antidumping qui ont eu une influence déterminante sur le résultat, les CE révoquent immédiatement le Règlement instituant les droits antidumping définitifs et remboursent les droits antidumping déjà acquittés.

ANNEXE 1-2

DEMANDE DE DÉCISION PRÉLIMINAIRE DE L'INDE

(11 avril 2000)

L'Inde demande par la présente une décision préliminaire du Groupe spécial au sujet de certains prétendus éléments de preuve fournis par les Communautés européennes (CE) dans leur première communication écrite. Il s'agit en l'espèce de la pièce n° 4 des CE, document intitulé ***"Summary of declarations of support (per country) to industry complaint in EC anti-dumping proceeding" (Récapitulatif des déclarations d'appui (par pays) à la plainte de l'industrie demandant l'ouverture d'une procédure antidumping)***.

Premièrement, l'Inde souhaite qu'il soit pris acte du fait que ce document n'a jamais été mis à sa disposition, ni même mentionné, jusqu'à ce jour. En particulier, les CE ne l'ont jamais évoqué durant l'enquête antidumping ni durant les consultations qui ont précédé la demande d'établissement du présent Groupe spécial.

L'Inde rappelle que la question de la représentativité a occupé une place centrale dans toute l'enquête qui a abouti à l'institution de droits antidumping sur le linge de lit de coton provenant d'Inde ainsi que, par la suite, durant la présente procédure de règlement du différend. À chaque stade, les exportateurs indiens, puis le gouvernement indien, ont demandé aux CE des précisions sur la façon dont les prescriptions de l'Accord antidumping relatives à la détermination de la représentativité ont été satisfaites. En dépit de ces demandes réitérées, les CE n'ont jamais auparavant produit la pièce n° 4 ni même mentionné son existence, ni produit les "*nombreux échanges effectués aux fins de la vérification de la détermination*" auxquels la note 1 de la pièce n° 4 se réfère. En outre, cette pièce paraît contredire certains des renseignements (écrits) fournis par les CE durant la procédure administrative et dans le cadre de la présente procédure de règlement du différend.

En conséquence, l'Inde demande que le statut de la pièce n° 4 des CE soit clairement établi, c'est-à-dire qu'on détermine quand cette pièce a été rédigée et à quelles fins. Compte tenu des considérations ci-dessus, l'Inde considère être fondée, conformément au paragraphe 13, à demander cette décision préliminaire à ce stade de la procédure.

ANNEXE 1-3

RÉPONSE DE L'INDE À LA DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

TABLE DES MATIÈRES

Page

1. "Les allégations de l'Inde concernant l'article premier, à l'article 3.6 et à l'article 6 sont rejetées" 297

2. "L'allégation de l'Inde concernant l'article 3.4 est rejetée parce que l'Inde n'a pas clairement mentionné cette question dans sa demande d'établissement du Groupe spécial, enfreignant ainsi l'article 6:2 du Mémorandum d'accord" 298

3. "Les allégations 2, 5, 8 (en partie), 9, 11 (en partie), 12, 15 (en partie), 17, 19 (en partie), 21, 24, 27, 29 (en partie) et 30 n'entrent pas dans le cadre de la procédure" 299

4. "Les procès-verbaux des consultations communiquées par l'Inde comme pièce à l'appui sont irrecevables et il n'en sera pas tenu compte" 300

5. "Le document présenté par l'Inde à l'annexe 49 ne fait pas partie de la présente procédure" 300

L'Inde croit savoir que les CE ont demandé cinq décisions préliminaires au paragraphe 46 de leur première communication. Conformément au point 13 des Procédures de travail, l'Inde souhaite fait état de sa réaction à cette demande:

1. "Les allégations de l'Inde concernant l'article premier, à l'article 3.6 et à l'article 6 sont rejetées"

1.1 En ce qui concerne l'article premier de l'Accord antidumping, l'Inde reconnaît qu'elle n'a pas présenté d'allégations distinctes. L'article premier est une disposition de caractère général qui exige que les Membres respectent les dispositions de l'Accord antidumping dans l'application de l'article VI du GATT et dans la conduite des enquêtes antidumping. En conséquence, l'Inde considère que la constatation d'une incompatibilité avec les autres articles de l'Accord antidumping et avec l'article VI du GATT de 1994 entraîne automatiquement une constatation de violation de l'article premier de l'Accord antidumping. C'est pourquoi, à son avis, il n'est pas nécessaire de mentionner expressément l'article premier de l'Accord antidumping dans les demandes de consultations puisque les droits de la défense des CE n'ont été en aucune manière compromis.

1.2 En ce qui concerne l'article 3.6, l'Inde a inclus l'intégralité de l'article 3 dans sa demande d'établissement du Groupe spécial. Par conséquent, l'article 3.6 entre dans le mandat du Groupe spécial. Toutefois, dans un esprit de coopération, l'Inde ne demande pas une décision du Groupe spécial au sujet de l'article 3.6.

1.3 En ce qui concerne l'article 6, l'Inde suppose que les CE se réfèrent aux allégations 14 et 16.

1.3.1 L'Inde s'oppose à ce que l'allégation 16 soit rejetée. À son avis, il a toujours été absolument clair depuis le début de la procédure administrative, dans la demande de consultations, durant les consultations orales et dans les documents échangés pendant ces consultations que l'Inde était préoccupée par les mesures prises par les CE en ce

qui concerne l'article 6.10 et 6.11. D'ailleurs, il est ressorti des consultations orales que les allégations relatives à cet article n'étaient pas du tout inconnues des CE. L'allégation 16 est liée aux autres allégations de l'Inde concernant la sélection de l'échantillon dans le cadre de l'article 3. En conséquence, l'allégation 16 qui figure dans la première communication ne pouvait rien avoir de nouveau pour les CE et elle découle directement de l'allégation 15. Elle fait partie du contexte des dispositions qui ont été violées.[1] En outre, l'Inde considère que les droits de la défense des CE n'ont absolument pas été compromis. À cet égard, elle renvoie à la décision de l'Organe d'appel dans la procédure concernant les mesures de sauvegarde appliquées par la Corée à l'importation de produits laitiers[2], paragraphe 131: En l'espèce, les CE n'ont pas démontré que leur capacité de se défendre durant la procédure du Groupe spécial a été amoindrie. Au contraire, elles ont eu amplement le temps et la possibilité de répondre à cette allégation, d'autant que les incompatibilités dont il est fait état ont été exposées en détail durant les consultations;

1.3.2 Pour ce qui est de l'allégation 14, nous précisons qu'elle fait partie d'un argument à l'appui de l'allégation 13 et traite d'un autre aspect de la question.[3] Rappelons que l'allégation 13 est expressément mentionnée au paragraphe 15 de la demande d'établissement du Groupe spécial;

2. "L'allégation de l'Inde concernant l'article 3.4 est rejetée parce que l'Inde n'a pas clairement mentionné cette question dans sa demande d'établissement du Groupe spécial, enfreignant ainsi l'article 6:2 du Mémorandum d'accord"

2.1 L'Inde réfute l'affirmation des CE selon laquelle elle n'a pas clairement mentionné une "allégation" concernant l'article 3.4 dans sa demande d'établissement du Groupe spécial. L'Inde suppose, à la lumière du paragraphe 11 de la communication des CE, qu'au paragraphe 46 les CE ne se réfèrent qu'à l'allégation 19. En d'autres termes, elle suppose que les CE ne se réfèrent pas aux allégations 11 et 15 de l'Inde. Si tel était le cas, elle contesterait fortement de telles affirmations car ces allégations sont expressément mentionnées aux paragraphes 15 et 14, respectivement, de la demande d'établissement du Groupe spécial.

2.2 En ce qui concerne l'allégation 19 de l'Inde elle-même, celle-ci est clairement mentionnée au paragraphe 13 de la demande d'établissement du Groupe spécial. Le paragraphe 13 de cette demande contient le passage suivant: "*Contrairement au libellé de l'article 3 et en particulier de l'article 3.5 de l'Accord antidumping* …". À l'évidence, la mention de l'article 3 inclut l'article 3.4. Les mots "en particulier" n'impliquent pas une exclusion des autres paragraphes de l'article, qui sont également visés par l'allégation en question. L'Inde renvoie par ailleurs à l'opinion de l'Organe d'appel dans l'affaire des *Bananes*[4], selon lequel il suffit de mentionner les articles [par exemple, l'article 3]. Il n'est donc pas nécessaire de mentionner chaque paragraphe ou alinéa d'un article ou chaque allégation y relative.

---

[1] Rapport du Groupe spécial sur l'affaire *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, 31 mars 2000, WT/DS136/R, paragraphes 6.22 à 6.28. Au minimum, l'allégation 16 s'inscrit dans un argument à l'appui de l'allégation spécifique mentionnée au paragraphe 14 de la demande d'établissement du Groupe spécial et traite un autre aspect de la question.

[2] Rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers, 14 décembre 1999, WT/DS98/AB/R.

[3] *Voir aussi* le rapport du Groupe spécial sur l'affaire *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, 31 mars 2000, WT/DS136/R, paragraphes 6.22 à 6.28.

[4] Rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire CE – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes, 9 septembre 1997, WT/DS27/AB/R.

2.3 L'Inde renvoie également à la décision de l'Organe d'appel dans la procédure concernant la mesure de sauvegarde appliquée par la Corée aux produits laitiers[5], paragraphe 131. Pour cette décision, l'Organe d'appel a pris comme critère la question de savoir s'il avait été démontré que la capacité de se défendre dans la procédure du Groupe spécial avait été compromise. Comme les CE elles-mêmes ont commenté sur le fond et en détail l'allégation 19 dans la section V.12 (paragraphes 343 à 350), elles ont de fait démontré que ses droits de défense *n'avaient pas* été compromis.

3. "Les allégations 2, 5, 8 (en partie), 9, 11 (en partie), 12, 15 (en partie), 17, 19 (en partie), 21, 24, 27, 29 (en partie) et 30 n'entrent pas dans le cadre de la procédure"

3.1 À titre de remarque préliminaire, l'Inde fait observer que, si elle a bien formulé certains arguments relatifs au Règlement provisoire, il a toujours été clair que la "mesure" contestée est le Règlement définitif [voir paragraphe 2 de la première communication de l'Inde]. Le fait que le Règlement définitif est la mesure contestée ne limite pas la nature des arguments et des allégations qui peuvent être formulés. L'Inde relève que les CE indiquent à la note 9 que, "*conformément au droit et à la pratique des CE, des éléments du texte du Règlement provisoire sont adoptés sous forme de renvoi dans le Règlement définitif. Dans la mesure ou il y a des différences entre les textes des deux règlements, celui du Règlement définitif prévaut*". L'Inde partage ce point de vue et, puisqu'il n'y a donc pas de désaccord à ce sujet entre les parties, cela implique automatiquement que certains aspects du Règlement provisoire puissent être contestés dans le contexte du Règlement définitif:

- En conséquence, l'Inde ne demande pas de décisions du Groupe spécial sur les allégations 2, 5, 9, 12, 17, 21, 24, 27 et 30, étant entendu que la position exprimée par les CE à la note 9 implique que les aspects du Règlement provisoire confirmés au stade de la mesure définitive peuvent être contestés dans le contexte du Règlement définitif;

- L'Inde s'oppose fermement au rejet de l'allégation 11 [même en partie]. À l'évidence, cette allégation elle-même ne se réfère qu'au Règlement définitif [même si la première communication de l'Inde peut comporter des passages consacrés à certains aspects du Règlement provisoire lorsqu'il n'y a aucune différence entre les règlements provisoire et définitif]. Comme les CE le font observer à la note 9, le texte du Règlement provisoire est entériné par le Règlement définitif et n'est donc pas modifié au stade de la mesure définitive. Les *arguments* peuvent néanmoins se rapporter au Règlement provisoire, dans la mesure où l'allégation elle-même vise directement les mesures définitives. Enfin, et en tout état de cause, ainsi que l'a fait observer l'Organe d'appel dans l'affaire *Guatemala – Ciment*, "*Cette obligation d'indiquer une mesure antidumping spécifique en cause dans une demande d'établissement de Groupe spécial ne limite en aucune manière la nature des allégations qui peuvent être formulées au sujet d'avantages qui seraient annulés ou compromis ou de la réalisation de tout objectif qui serait entravée, dans un différend soumis en vertu de l'Accord antidumping.*"[6];

- L'Inde s'oppose fortement au rejet de l'allégation 15 [même en partie] pour les raisons ci-dessus [réponse de l'Inde à la demande de décision préliminaire des CE sur l'allégation 11];

- L'Inde accepte de ne pas demander de décision sur l'allégation 8 pour ce qui est de la violation de l'article 3.6;

[5] Rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers, 14 décembre 1999, WT/DS98/AB/R.

[6] Rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique, 2 novembre 1998, WT/DS60/AB/R.

- L'Inde refuse le rejet de l'allégation 19: Comme indiqué au point 2 ci-dessus, le paragraphe 13 de la demande d'établissement du Groupe spécial mentionne expressément l'article 3, ce qui inclut donc l'article 3.4;

- L'Inde n'est absolument pas d'accord pour qu'on rejette l'allégation 29. L'allégation 29 concerne les obligations des CE envers un pays en développement Membre et a été expressément mentionnée dans la demande d'établissement du Groupe spécial. L'Inde déplore qu'à ce stade encore les CE cherchent à se soustraire à leurs obligations envers les pays en développement Membres, comme elles l'ont aussi fait durant toute la procédure administrative. L'article 15 est important pour l'Inde et pour tous les pays en développement. Le fait que les arguments à l'appui de l'allégation 29 visent les mesures provisoires pour ce qui est de la chronologie ne signifie pas que des aspects de la mesure provisoire ne puissent pas être contestés dans le contexte de la mesure définitive. L'allégation 29 est donc maintenue.

4. "Les procès-verbaux des consultations communiqués par l'Inde comme pièce à l'appui sont irrecevables et il n'en sera pas tenu compte"

4.1 À titre d'observation préliminaire, l'Inde souligne la fidélité absolue des procès-verbaux *in extenso* qui ont été rédigés par deux personnes ayant pris des notes puis relus par des membres de la délégation indienne présents durant les consultations. Par conséquent, ces procès-verbaux sont fiables et pertinents. D'ailleurs, la plupart des aspects du processus de consultations qui y sont consignés se retrouvent dans les réponses écrites des CE. Il est peut-être inhabituel de présenter des procès verbaux *in extenso* à titre de pièce à l'appui d'une première communication, mais l'Inde n'avait pas le choix: ces documents témoignent du fait que les CE n'ont pas respecté l'objectif fondamental du processus de consultations, qui est de trouver une solution amiable. L'Inde s'oppose donc à la demande de décision n° 4 des CE.

5. "Le document présenté par l'Inde à l'annexe 49 ne fait pas partie de la présente procédure"

5.1 L'Inde n'est pas d'accord. La position des CE impliquerait que des documents qui n'ont pas été publiés ne peuvent pas servir d'éléments de preuve, alors même qu'ils ont été communiqués aux parties intéressées et ont servi de base pour les déterminations des CE.

5.2 Deuxièmement, l'Inde fait observer qu'au titre du point 3 des Procédures de travail, tous les renseignements communiqués au Groupe spécial doivent rester confidentiels. Toutefois, selon cette règle rien n'empêche une partie à un différend de divulguer sa propre position, ce qui en fait ne s'est pas produit en l'espèce.

5.3 Enfin, l'allégation de violation de la confidentialité est infondée car la pièce n° 49 de l'Inde a été communiquée avec le consentement exprès et écrit du producteur concerné [voir pièce n° 81 de l'Inde].

5.4 Compte tenu des considérations ci-dessus, la question de la violation de la confidentialité ne se pose pas et l'Inde demande au Groupe spécial de refuser la décision demandée par les CE.

5.5 Enfin, l'Inde souhaite aussi profiter de cette occasion pour commenter brièvement une opinion formulée par les États-Unis dans leur communication de tierce partie sur ce point. À la note 2, les États-Unis déclarent qu'"ils sont d'avis que ce document ne démontre pas forcément un manque de logique de la part des CE". Toutefois, aux yeux de l'Inde l'incompatibilité est manifeste. Lorsqu'on compare les calculs présentés à l'annexe 49 et au paragraphe 3.158 de sa première communication, les colonnes libellées respectivement "total du dumping" et "résultat du dumping" sont identiques. Toutefois, dans les calculs présentés à l'annexe 49, le "total du dumping" sert de numérateur pour la

détermination de la marge de dumping et c'est donc par ce biais que s'effectue la véritable comparaison des moyennes pondérées. En revanche, au paragraphe 3.158, il y a une étape supplémentaire avant la comparaison et le calcul de la marge de dumping, consistant à réduire à zéro le montant du dumping pour les modèles pour lesquels ce montant est négatif. Cette étape supplémentaire, qui n'est pas prévue par l'Accord antidumping, fausse la comparaison des moyennes pondérées. Par conséquent, si l'on fait la comparaison avec la procédure Linge de lit II, l'annexe 49 montre que les CE ont employé des méthodes de calcul des moyennes pondérées différentes dans les différentes enquêtes, ce qui, pour l'Inde, montre qu'elles n'agissent pas de façon cohérente.

Note: L'Inde ne commente pas les autres décisions éventuellement demandées mais non spécifiées au paragraphe 46. Elle se réserve le droit de commenter toute autre décision demandée mais non spécifiée au paragraphe 46 et son silence actuel au sujet de ces éventuelles demandes supplémentaires ne saurait valoir consentement.

ANNEXE 1-4

DÉCLARATION ORALE ET REMARQUES FINALES DE L'INDE

PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(10-11 mai 2000)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 304

II. HISTORIQUE DE L'AFFAIRE 305

III. OUVERTURE DE L'ENQUÊTE 305

1. Article 5.3: Absence d'examen au titre de l'article 5.3 (allégation 23) 305
2. Article 5.4: Détermination incorrecte de la représentativité (allégation 26) 307

IV. DUMPING 309

1. Article 2.2: Le bénéfice doit être "*raisonnable*" (allégation 4) 309
2. Article 2.2.2: Application incorrecte (allégation 1) 310
3. Article 2.4.2: Interprétation incorrecte de l'expression "moyenne pondérée de toutes les transactions à l'exportation"; on ne peut pas mélanger la règle générale et les exceptions (allégation 7) 312

V. DOMMAGE 313

1. Article 3.1: L'examen n'a pas porté sur les seules transactions faisant l'objet d'un dumping (allégation 8) 313
2. Article 3.4: Tous les facteurs n'ont pas été évalués (allégation 11) 314
3. Article 3.4: Une sélection a été opérée dans la branche de production nationale aux fins de la détermination du dommage (allégation 15) 316
4. Article 6.10 et 6.11: L'échantillon n'est pas valable d'un point de vue statistique (allégation 16) 317
5. Importations faisant l'objet d'un dumping avant la période d'enquête (allégation 19) 318
6. Article 3.5: Pas d'examen des autres facteurs (allégation 20) 318

VI. ARTICLE 15: STATUT DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT (allégation 29) 319

VII. ARTICLE 12.2.2: ABSENCE OU INSUFFISANCE DES EXPLICATIONS (allégations 3, 6, 10, 13, 18, 22, 25, 28 et 31) 319

Décisions préliminaires demandées par les CE

Je vous renvoie aux réponses écrites fournies le vendredi 5 mai 2000 dans laquelle l'Inde expose sa position en détail.

Néanmoins, l'Inde se félicite d'avoir cette possibilité de commenter brièvement les demandes de décisions préliminaires présentées par les CE. Elle a constaté à plusieurs reprises que, plutôt que de répondre sur le fond aux arguments formulés, les CE esquivent la question par des généralisations et détournent l'attention de la substance de ses arguments.

À titre d'exemple, je vais parler de l'article premier. Les CE ont demandé que le Groupe spécial rejette l'allégation de l'Inde concernant l'article premier. Toutefois, l'Inde considère que cet article énonce un principe général, indiqué par son titre. Il fait aux Membres l'obligation de conduire les enquêtes antidumping conformément aux dispositions de l'Accord antidumping et d'appliquer les mesures antidumping conformément à l'article VI du GATT. Même s'il n'est pas expressément mentionné dans une demande d'établissement d'un Groupe spécial, la violation de toute disposition de l'Accord antidumping constitue *ipso facto* une violation de cet article. Dans ces conditions, l'argument des CE est totalement invalide.

Je pourrais citer d'autres exemples concernant les articles 2, 3.4, 6 et 15, individuellement et en rapport avec l'article 12. Les CE refusent d'engager un débat sur le fond, comme elles ont eu de nombreuses occasions de le faire, et cherchent au contraire à esquiver les questions.

Je présenterai des arguments détaillés sur ces articles et les allégations y relatives dans la première déclaration orale de l'Inde concernant les questions de fond.

Demande de décision préliminaire de l'Inde

Premièrement, l'Inde rejette l'affirmation que la demande est irrecevable. Elle ne se contente pas de faire état d'une incompréhension. Elle a posé deux questions très précises concernant le statut de la pièce n° 4 des CE: *quand cette pièce a-t-elle été établie* et à quelles fins? L'Inde demande au Groupe spécial de faire usage de ses pouvoirs d'enquête pour apporter une réponse concluante à ces questions.

La date d'établissement du document est importante car les CE ont indiqué par écrit le 29 juin 1999 [pièce n° 4 de l'Inde], dans leur réponse aux questions écrites de l'Inde, que "seules les entreprises qui avaient manifesté expressément leur appui à la plainte … ont été considérées comme plaignantes … et seules leurs déclarations ont été versées au dossier non confidentiel concernant la représentativité". Les autres déclarations qui n'ont pas été prises en compte pour la détermination de la représentativité n'ont pas été versées au dossier.

Or, les CE laissent maintenant entendre, au paragraphe 99 de leur première communication écrite, qu'elles se sont fondées sur les données relatives *aux huit producteurs français qui ne figurent pas dans le dossier* pour atteindre le chiffre de 34 pour cent qui les ont décidées à ouvrir l'enquête [CE paragraphe 100].

Les renseignements maintenant fournis dans la pièce n° 4 des CE sont donc contradictoires si les CE se sont fondées sur ces renseignements pour la détermination de la représentativité. En outre, les CE n'ont pas pu se fonder sur ce document pour la détermination de la représentativité s'il a été établi après le 29 juin 1999.

Pour les mêmes motifs, l'Inde n'est pas d'accord avec l'affirmation des CE selon laquelle ce document ne contient pas d'éléments nouveaux: à aucun moment avant que les CE ne communiquent

la pièce n° 4 au Groupe spécial l'Inde n'a eu connaissance du fait que les déclarations d'appui des huit producteurs français ont été prises en compte pour la détermination de la représentativité, ces déclarations n'ayant par ailleurs jamais été versées au dossier non confidentiel. Compte tenu de ces considérations, les CE doivent préciser les points suivants:

Quel est le statut de ce document? S'il ne constitue qu'un résumé ["tableau récapitulatif"] du niveau de soutien à la plainte parmi les producteurs, pourquoi ne contient-il aucune précision sur la production de chaque producteur, dont on peut présumer qu'elle a servi à calculer les totaux partiels par pays?

À quelle date la pièce n° 4 des CE a-t-elle été établie et à quelles fins?

Questions de fond

I. INTRODUCTION

1. L'Inde souhaite vous remercier sincèrement du travail difficile qui vous attend. Certaines des allégations formulées dans l'affaire dont vous êtes saisis sont complexes et vous demanderont peut-être beaucoup de temps et d'efforts au cours des prochains mois. D'autres sont relativement simples. Nous vous offrons une coopération sans réserve.

2. Dans la présente déclaration orale, nous allons récapituler et développer nos allégations. Nous allons aussi présenter une première réfutation des arguments formulés par les CE dans leur première communication au Groupe spécial.

3. Cette déclaration orale est divisée en six parties:

- Historique de l'affaire (II);
- Allégations relatives à l'ouverture de la procédure (III);
- Allégations relatives au dumping (IV);
- Allégations relatives au dommage et au lien de causalité (V);
- Allégations relatives au statut de pays en développement (VI); et
- Allégations relatives aux explications (VII).

4. Comme nous avons déjà commenté la demande de décisions préliminaires des CE par écrit, nous n'allons pas réitérer ces observations ici.

5. Pour conclure cette introduction, nous appelons votre attention sur le fait que l'Inde sait que deux groupes spéciaux du GATT (affaires de l'acier suédois et du ciment mexicain), ayant donné tort aux autorités du pays importateur en ce qui concerne les allégations relatives à l'ouverture de l'enquête, ne se sont pas penchés sur les autres allégations faites par les pays exportateurs dans ces différends au motif que l'ouverture irrégulière de l'enquête constituait une erreur rédhibitoire qui ne pouvait pas être réparée et que cela tranchait donc l'affaire. Ces décisions étaient correctes dans le régime du GATT et valent également dans le régime de l'OMC. Toutefois, le mécanisme de règlement des différends de l'OMC comporte un aspect additionnel, à savoir la procédure de recours devant l'Organe d'appel. C'est pourquoi, si le Groupe spécial donne raison à l'Inde, comme nous l'espérons, au sujet de l'une ou l'autre des allégations relatives à l'ouverture de l'enquête ou à d'autres

décisions ayant une incidence déterminante sur le résultat de la procédure[1], l'Inde lui demande de se prononcer également sur les autres allégations qu'elle a formulées dans cette procédure au cas où les CE décidaient de contester ses constatations déterminantes.

II. HISTORIQUE DE L'AFFAIRE

6. Permettez-nous de rappeler, Monsieur le Président, que la procédure contestée est en fait la deuxième procédure antidumping visant le *linge de lit* en provenance d'Inde. La première procédure a dû être close en raison de l'absence de coopération des producteurs communautaires. En fait, cette deuxième procédure visant le *linge de lit* peut aussi être envisagée dans le contexte plus général de quatre autres procédures ouvertes sur demande de l'association professionnelle européenne *Eurocoton*, qui ont toutes été closes en raison de vices divers apparus durant lesdites procédures. Ces affaires sont généralement désignées par les formules elliptiques suivantes: *tissus synthétiques et artificiels, tissus de coton, tissus de coton non blanchi I* et *tissus de coton non blanchi II*. L'Inde est convaincue que l'enquête *Linge de lit II* aurait elle aussi dû être close si les CE avaient agi de façon compatible avec les règles de l'Accord antidumping. L'Inde a été visée par un grand nombre d'enquêtes antidumping ouvertes par les CE. Toutefois, dans aucune de ces autres affaires elle n'a été aussi convaincue que les règles de l'Accord avaient été violées de façon aussi systématique et répétée et que les résultats étaient aussi injustes que dans la présente affaire.

7. Des problèmes majeurs concernant la détermination de la représentativité ont été ignorés. Il apparaît que les CE étaient déterminées à "constater" l'existence d'un dumping et ont pour cela appliqué une marge bénéficiaire inconcevable de plus de 18 pour cent et employé des méthodes de calcul des plus contestables pour la pondération. Elles ont systématiquement ignoré la plupart des facteurs qu'il est obligatoire d'examiner aux fins de la détermination du dommage. Les facteurs sur lesquels elles se sont appuyées pour déterminer l'existence d'un dommage ont été choisis à des sources diverses et de façon tendancieuse. Sur cette base, les autorités ont ensuite postulé que les importations des années précédentes avaient aussi fait l'objet d'un dumping et causé un dommage. Enfin, au moment de l'application des mesures, les CE ont refusé de tenir compte des nombreuses approches que l'Inde a faites, nonobstant les graves carences de l'enquête, pour explorer des solutions constructives.

III. OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

1. Article 5.3: Absence d'examen au titre de l'article 5.3 (allégation 23)

8. Rappelons que la plainte *Linge de lit II* a été déposée 20 jours seulement après la clôture de la procédure précédente motivée par le fait qu'Eurocoton avait retiré sa première plainte concernant le *linge de lit*. Bien que cela ne soit pas mentionné dans l'avis de clôture de l'enquête, la raison immédiate du retrait de cette plainte est que la très grande majorité des producteurs communautaires ne l'avaient pas soutenue (jusqu'à la clôture de l'enquête le 10 juillet 1996), comme cela ressort clairement du dossier non confidentiel. Ce fait était connu de tous, comme en témoigne la communication de tierces parties de l'Égypte. L'Inde considère que dans ces conditions l'obligation faite aux CE d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve figurant dans la demande était d'autant plus forte.

9. L'Inde trouve totalement inacceptables les arguments péremptoires des CE selon lesquels elle plaiderait pour une interprétation "excentrique" du mot "examineront" [point 54] ou son interprétation du mot "examineront" serait "si vague qu'elle est totalement inutile" [point 49].

[1] Mais susceptibles d'être infirmées par l'Organe d'appel.

10. La situation est en fait beaucoup plus simple. Il ressort clairement du texte même de l'avis d'ouverture de la procédure des CE qu'il n'y a eu aucun examen quel qu'il soit. Cela est un fait pur et simple. Rappelons que le passage pertinent de l'avis d'ouverture de la procédure des CE est libellé comme suit:

> *"Il affirme également que le volume et le prix des produits importés ont notamment eu une incidence négative sur les quantités vendues et les prix pratiqués par les producteurs de la Communauté, qui a gravement affecté l'emploi et la situation financière de l'industrie communautaire."* [Non souligné dans le texte]

11. Il ressort clairement de cette phrase, d'autant plus si on la lit avec le paragraphe précédent de l'avis où il est dit que "*le plaignant fait valoir, en fournissant des éléments de preuve à l'appui*" [non souligné dans le texte] à propos d'autres aspects, que les CE *n'ont pas du tout* examiné ce point.

12. À cet égard, l'Inde rejette aussi l'affirmation qui figure au paragraphe 55 de la première communication des CE dans laquelle celles-ci disent que "*Les autorités Communautaires … n'ont aucun intérêt à ouvrir des enquêtes risquant ultérieurement de ne pas aboutir faute de preuves*". Il est plaisant de lire des affirmations aussi audacieuses alors que l'Inde a récemment été visée par les enquêtes concernant *les tissus synthétiques et artificiels, les tissus de coton et le linge de lit (première enquête), qui ont toutes* dû être abandonnées justement faute preuves.

13. Les CE n'ont pas examiné si le volume et les prix des produits importés avaient, entre autres, eu une incidence négative sur les quantités vendues et les prix pratiqués par les producteurs communautaires, entraînant des effets négatifs substantiels sur l'emploi et la situation financière de l'industrie communautaire. Au contraire, elles ont accepté ces affirmations comme argent comptant et ont décidé d'ouvrir la procédure sur cette base.

14. Le fait que l'examen requis à l'article 5.3 a bien été réalisé doit ressortir clairement du dossier (publié) de la procédure, c'est-à-dire de l'avis d'ouverture. Les CE ne peuvent s'abriter derrière le fait qu'outre qu'un examen est exigé, l'avis d'ouverture doit contenir des renseignements relatifs à six points expressément énumérés. Ces points énumérés à l'article 12.1.1 sont manifestement distincts et viennent *après* l'examen [article 12.1: "*Lorsque les autorités seront convaincues*"].

15. Dans la mesure où les CE soutiennent avoir effectivement examiné les éléments de preuve [paragraphes 68-70] – et bien qu'elles reconnaissent implicitement n'avoir pas publié les résultats de cet examen – leurs déclarations sont confuses, voire contradictoires:

- Le paragraphe 68 indique que la précédente enquête pourrait avoir montré qu'il n'y avait pas eu de dommage, auquel cas ces renseignements ne seraient pas importants;

- Toutefois, au paragraphe 69 les CE déclarent que la précédente enquête avait bien mis au jour des indices de l'existence d'un dommage et que cela a contribué à les décider à ouvrir la nouvelle enquête [paragraphe 70].

16. Il apparaît donc que les éléments de preuve n'ont été examinés que dans la mesure où ils pourraient indiquer l'existence d'un dommage, ce qui est une façon d'établir les faits dont on peut difficilement dire qu'elle est "impartiale et objective".

17. Pour ces raisons, l'Inde demande au Groupe spécial de constater que les CE n'ont pas examiné les allégations figurant dans la plainte selon lesquelles le volume et les prix des produits importés avaient eu, entre autres, un effet négatif sur les quantités vendues et les prix pratiqués par les producteurs communautaires, entraînant des effets négatifs substantiels sur l'emploi et la situation financière de l'industrie communautaire.

2. Article 5.4: Détermination incorrecte de la représentativité (allégation 26)

18. Sur le plan des faits, l'Inde proteste contre le fait que les CE insinuent[2] qu'elle aurait laissé entendre que des fonctionnaires communautaires avaient falsifié les pièces et trompé les exportateurs en démontrant de façon frauduleuse qu'ils avaient respecté les règles de l'OMC. Cela dit, deux faits restent incontestables:

- Le dossier non confidentiel, censé contenir les déclarations de soutien des producteurs, n'a été mis à la disposition des défendeurs que près de quatre mois après l'ouverture de la procédure.

- Le dossier contenait des déclarations de soutien envoyées par télécopie dont les en-têtes avaient été retirés, ce qui empêchait les parties intéressées d'examiner objectivement et de déterminer la chronologie des événements.

19. L'Inde fait observer qu'à ce jour les CE n'ont pas contesté ces faits et n'ont jamais cherché à donner une explication.

20. Au contraire, et ce qui aggrave encore les choses, l'Inde relève aujourd'hui un nouveau fait qui ressort de la première communication des CE. Dans cette communication, les CE ont fourni un nouveau document (pièce n° 4) qui laisse entendre qu'outre les déclarations qui *ont été* versées au dossier non confidentiel, il y a eu *d'autres* déclarations de huit producteurs français dont on a tenu compte pour déterminer la représentativité. Ces huit déclarations n'ont jamais été versées au dossier non confidentiel. Ce nouvel élément de preuve semble contredire directement la deuxième réponse écrite des CE durant les consultations: "*Seules les entreprises qui avaient manifesté expressément leur appui à la plainte … ont été considérées comme plaignantes au stade de l'ouverture de la procédure et seules leurs déclarations ont été versées au dossier non confidentiel concernant la représentativité. Certaines déclarations de "soutien passif", également reçues avant l'ouverture de la procédure, n'ont pas été prises en compte dans la détermination du préjudice, et n'ont donc pas été versées au dossier.*" [Non souligné dans le texte; pièce n° 14 de l'Inde, page 263]

21. Il convient de noter en outre, pour ce qui est des faits, qu'il reste extrêmement douteux que le seuil des 25 pour cent ait été atteint: si l'on déduit des 34 pour cent[3] la production des huit producteurs français dont les déclarations n'ont pas été versées au dossier, il ne reste plus que 26,7 pour cent. De ces 26,7 pour cent il faut déduire la production des trois producteurs que les CE n'ont pas considérés comme faisant partie de l'"industrie communautaire".[4] Même si la production de ces trois producteurs ne représentait que 0,6 pour cent du total dans chaque cas[5], le seuil des 25 pour cent n'aurait pas été atteint.

---

[2] Première communication des CE, paragraphe 83.

[3] En admettant que la production totale de l'ensemble des producteurs communautaires n'est pas plus importante que le chiffre employé par les CE dans leurs calculs.

[4] C'est-à-dire les 35 entreprises qui, pour reprendre les termes des CE elles-mêmes, sont les plaignants; *voir* considérants 52 et 57 du Règlement provisoire, point 308 de la première communication des CE et liste des 35 producteurs remise durant les consultations. Les trois producteurs qui ne font pas partie de ces 35 d'après les CE sont Foncar (Portugal) et Luxorette et Erbelle (Allemagne).

[5] Comme la pièce EC-4 ne contient pas de données sur la production ventilée par producteur, l'Inde ne peut pas vérifier quelle incidence l'exclusion de ces trois producteurs aurait eue sur la détermination de la représentativité. Toutefois, par exemple, les cinq producteurs portugais représenteraient 12,7 pour cent de la production, ce qui impliquerait, si l'on prend la moyenne, une part de 2,54 pour cent pour Foncar. La part de la production des onze producteurs allemands serait de 8,7 pour cent, soit une moyenne de 1,58 pour cent qu'on pourrait appliquer à Luxorette et Erbelle. Si l'on se fonde sur ces hypothèses, la production globale de ces trois producteurs représenterait 4,12 pour cent du total et si l'on déduit ce chiffre des 26,7 pour cent précédemment obtenus, la production des entreprises qui auraient soutenu la plainte ne représente plus que 22,58 pour cent du total.

22. Passons maintenant aux points de droit des allégations de l'Inde; nous rappelons que trois types d'entités ont été concernés par la procédure:

- *Eurocoton*, l'association professionnelle européenne, qui à l'origine aurait représenté 38 ou 53 pour cent de la production de linge de lit [la page 3 de la plainte est ambiguë (pièce n ° 6 de l'Inde, page 80)];

- *Les associations nationales*, membres d'*Eurocoton*;

- *Les producteurs* prétendument représentés par Eurocoton et qui produiraient quelque 34 pour cent de la production européenne [voir pièce n° 4 des CE].

23. Rappelons qu'en vertu de l'article 5.4, il faut, avant d'ouvrir l'enquête, *déterminer* que les *producteurs* nationaux qui soutiennent expressément la demande représentent au moins 25 pour cent de la production totale de la branche de production nationale. Les groupes spéciaux du GATT (acier suédois, ciment mexicain) ont systématiquement considéré que le fait de n'avoir pas convenablement déterminé la représentativité avant d'ouvrir une enquête est une erreur rédhibitoire qui ne peut pas être corrigée rétroactivement dans le courant de la procédure.

24. Les déclarations de soutien versées au dossier non confidentiel provenaient en partie des producteurs mentionnés dans la plainte et en partie d'associations nationales de l'industrie du textile (dans le cas de la France, de l'Espagne et de l'Autriche) agissant au nom des producteurs de leur pays.

25. Premièrement, l'Inde soutient qu'au regard de l'article 5.4, il est inacceptable que des associations professionnelles européennes ou nationales fassent des déclarations d'appui à elles-mêmes: les déclarations d'appui doivent émaner des différents producteurs, conformément au libellé limpide de l'article 5.4 et à son objet évident qui est d'éviter le dépôt de plaintes infondées. Rappelons que l'article 5.4 est très clair en ce qui concerne les entités dont les manifestations de soutien doivent être prises en compte: "*du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé par les producteurs nationaux du produit similaire*". Toutefois, si les producteurs sont très nombreux, la note de bas de page relative à l'article 5.4 offre la possibilité de procéder par échantillonnage. L'Inde fait observer que les CE n'ont pas choisi cette option en l'espèce.

26. Il doit être bien clair que l'Inde ne conteste pas et n'a jamais contesté qu'une association professionnelle puisse déposer une demande au nom de ses membres. Toutefois, elle rappelle que le soutien à la demande doit être *exprimé* par les *producteurs nationaux*. L'interprétation des CE, selon laquelle une association professionnelle peut publier des déclarations de soutien à elles-mêmes, viderait de son sens l'article 5.4, d'autant que, selon l'interprétation faite par les CE de l'article 5.3, les autorités n'auraient même pas à examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve figurant dans la plainte.

27. Deuxièmement, l'Inde demande donc au Groupe spécial de faire usage de ses pouvoirs d'enquête pour déterminer si les déclarations de soutien des producteurs [et, par souci d'exhaustivité, des associations nationales de l'industrie du textile] ont été reçues par les CE *avant l'ouverture* de la procédure, comme le prescrit l'article 5.4. L'Inde souligne qu'il s'agit d'une question décisive pour le résultat de la procédure de règlement du différend et que, compte tenu des pratiques communautaires visant à préserver la confidentialité des renseignements [et du fait que les en-têtes de télécopies ont été découpés dans le présent cas], elle ne peut pas aujourd'hui établir la chronologie exacte des événements.

28. Les deux arguments ci-dessus de l'Inde sont très directs et simples; toutefois, les CE cherchent à noyer le poisson en ouvrant un débat sur la force probante[6] et l'interprétation des mots "en son nom".[7] Pour l'Inde, ce débat n'est absolument pas pertinent.

29. Dans la mesure où les CE laissent entendre qu'il conviendrait de prendre en compte l'article 6 pour la détermination de la représentativité, l'Inde rejette cette suggestion. L'article 6 vise explicitement des questions qui concernent *l'ensemble* de la procédure, c'est-à-dire qui interviennent après la détermination de la représentativité et la décision d'ouvrir une enquête. Or, ce qui est en question ici, c'est ce que les autorités doivent faire *avant d'ouvrir l'enquête*.

IV. DUMPING

30. Passons maintenant aux questions relatives au dumping: Pour ce qui est du calcul de la marge de dumping, l'Inde rappelle que ses allégations se fondent sur trois articles: 2.2, 2.2.2 ii) et 2.4.2.

1. Article 2.2: Le bénéfice doit être "*raisonnable*" (allégation 4)

31. L'essence de l'allégation relative à l'article 2.2 est la suivante: le principe du caractère "raisonnable" est-il une prescription globale, concernant l'ensemble de l'article 2.2, ou faut-il considérer que tout bénéfice déterminé conformément aux méthodes précisées à l'article 2.2.2 est automatiquement raisonnable?

32. L'Inde est fermement convaincue qu'un bénéfice déterminé au moyen d'une des méthodes prévues à l'article 2.2.2 *n'est pas automatiquement* raisonnable. Le mot "raisonnable", qui figure dans le texte introductif de l'article 2.2, énonce une prescription distincte applicable à l'ensemble de l'article, en ce qui concerne tant la méthode que son résultat. L'Inde rejette catégoriquement l'affirmation des CE selon laquelle les méthodes décrites à l'article 2.2.2 i) et 2.2.2 ii) sont "à l'évidence des formules qui produisent des solutions raisonnables" [paragraphe 181]. Dans ce cas, que faudrait-il penser si les CE avaient obtenu une marge bénéficiaire de 1 000 pour cent pour un producteur? Cette marge serait-elle automatiquement considérée comme raisonnable?

33. Examinons les faits. Les producteurs indiens ont toujours soutenu, et cela n'a jamais été contesté par les CE, que Bombay Dyeing est une société atypique qui a une position très forte sur le marché indien depuis plus de 100 ans. Cela est amplement confirmé par les faits de la cause. Toutefois, nous vous donnerons quelques photographies et des échantillons qui illustrent bien cette situation particulière.

34. L'Inde réfute l'argument selon lequel aucun élément de preuve montrant que les bénéfices de Bombay Dyeing étaient atypiques n'a jamais été présenté. À d'innombrables reprises durant la procédure ce fait patent a été porté à l'attention des CE.

35. À cet égard, l'Inde conteste aussi le fait que les CE fassent peu de cas de son argument selon lequel un bénéfice est raisonnable du simple fait qu'il est plus élevé que celui obtenu dans d'autres pays [point 188]. L'argument n'est pas et n'a jamais été que le bénéfice déterminé pour l'Inde était un peu plus élevé que celui déterminé pour les autres pays [comme le laissent entendre les CE au paragraphe 188]. En l'espèce, la marge bénéficiaire déterminée et employée pour les calculs dans le cas de l'Inde était trois fois plus élevée que celle constatée pour tout autre producteur durant l'enquête.

36. Pour ce qui est du paragraphe 190 de la communication des CE, premièrement l'Inde objecte à l'affirmation selon laquelle "l'Inde ne conteste pas la méthode adoptée par les autorités

[6] Première communication des CE, paragraphes 84-89.
[7] Première communication des CE, paragraphes 90-97.

communautaires". Il ressort clairement du deuxième argument à l'appui de la première allégation de l'Inde relative à l'article 2.2.2 ii) que l'Inde conteste justement la méthode employée par les CE [section III.A.4.2 de la première communication de l'Inde] et consistant à déterminer une marge bénéficiaire en se fondant uniquement sur les ventes réalisées avec bénéfices.

37. Ensuite, les CE créent la confusion entre un bénéfice normal "engagé et obtenu" et le bénéfice "calculé et déterminé" aux fins de l'établissement du dumping. À cet égard, l'Inde rappelle que dans le cas de Bombay Dyeing trois marges bénéficiaires ont été calculées: une marge *globale* de 4,66 pour cent, une marge "*engagée et obtenue* sur le linge de lit" de 12,09 pour cent et une marge "*déterminée* sur la base des seules ventes de linge de lit réalisées avec bénéfices" de 18,65 pour cent. Aujourd'hui, alors que les CE soutiennent que cette marge bénéficiaire de 18,65 pour cent était parfaitement représentative [paragraphe 190], nous pouvons rappeler que les ventes réalisées avec bénéfices ne représentaient *que la moitié* du chiffre d'affaires total sur le marché intérieur [pièce n° 24 de l'Inde, page 374].

38. En fait, les CE vont même jusqu'à déclarer que "il n'y a rien qui donne à penser que d'autres sociétés vendant sur le marché indien n'auraient pas pu faire des bénéfices analogues à ceux de Bombay Dyeing" [point 190]. Rappelons que ce sont les CE elles-mêmes qui avaient refusé d'inclure Standard Industries, principal fournisseur du marché intérieur avec Bombay Dyeing, dans l'échantillon principal [paragraphes 3.9, 3.10, 3.11, 3.12 et 3.13 de la première communication de l'Inde]. Dès le début les CE ont refusé de tenir compte des suggestions de l'Inde à cet égard.

39. En outre, l'affirmation que l'inclusion de données relatives à un autre producteur n'aurait guère eu d'effet [toujours au paragraphe 190] n'est pas confirmée par les faits. Comme les CE le savent fort bien, Bombay Dyeing et Standard Industries étaient les deux principaux fournisseurs du marché intérieur [voir première communication de l'Inde, paragraphe 3.3]. Les CE n'ayant pas enquêté sur Standard Industries, elles ne peuvent pas savoir quel aurait été l'effet de l'inclusion de cette entreprise dans l'échantillon.

40. Rappelons un précédent important de l'affaire des bandes audio. Dans son rapport, le Groupe spécial dit au paragraphe 393 qu'il "ne considérait pas qu'un montant de bénéfice était par définition raisonnable simplement du fait qu'il [satisfaisait les critères pertinents]".[8] Ce rapport n'a pas été adopté à l'époque, mais l'Inde considère néanmoins que le raisonnement du Groupe spécial est instructif et convaincant.

41. Enfin, l'Inde rappelle les observations formulées par les CE elles-mêmes aux paragraphes 135 à 152 et surtout au paragraphe 152. Dans ces paragraphes, les CE soulignent que le principe fondamental découle du texte introductif de l'article 2.2 [paragraphe 152] et que l'article 2.2 vise à éviter des résultats biaisés [paragraphe 145]. À l'évidence, si les CE considèrent que ce texte introductif prime les alinéas pour le principe du "cours d'opérations commerciales normales", elles ne peuvent pas tout à coup adopter un point de vue différent s'agissant du critère du caractère "raisonnable", qui est au moins aussi essentiel.

2. Article 2.2.2: Application incorrecte (allégation 1)

42. À propos de l'article 2.2.2, l'Inde a fait valoir trois arguments:

- Le texte de l'article 2.2.2 ii) comporte à l'évidence un triple pluriel: moyenne pondérée, montants et exportateurs ou producteurs;

[8] Extrait pertinent reproduit dans la pièce n° 81 de l'Inde.

- Le texte de l'article 2.2.2 ii) prescrit qu'on emploie les montants "engagés et obtenus" et non les montants "déterminés";

- L'option ii) vient après l'option i).

43. En ce qui concerne le premier de ces arguments, l'Inde ne conteste pas que, de façon générale, des mots écrits au pluriel puissent parfois désigner un singulier également. À cet égard, elle n'a jamais cherché à contester le sens commun. Toutefois, elle considère que le texte de l'article 2.2.2 ii) est très explicite dans la mesure où il contient un *triple pluriel*. De plus, en l'espèce l'interprétation selon laquelle l'article 2.2.2 ii) autoriserait l'utilisation d'un seul producteur a conduit à un résultat qui à l'évidence n'est pas "raisonnable", tant au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne qu'au sens de l'article 2.2 qui occupe une position hiérarchique supérieure.

44. En outre, l'Inde se demande comment il serait possible qu'un résultat obtenu au moyen d'une méthode correspondant à l'alinéa ii) puisse être raisonnable lorsque, si la même méthode de calcul avait été employée mais considérée comme correspondant à l'alinéa iii), le résultat aurait été inacceptable [car la marge bénéficiaire ainsi obtenue dépasserait celle normalement réalisée par tous les autres producteurs].

45. Au sujet du deuxième argument, concernant les montants "engagés et obtenus", l'Inde n'est pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle elle n'a pas tenu compte du contexte, de l'objet et des buts de cette disposition [CE paragraphe 135]. La Convention de Vienne établit clairement que la première interprétation doit être celle qui correspond au sens ordinaire des termes d'un traité. L'Inde s'est donc à juste titre fondée sur le libellé de la disposition.

46. Le fait de greffer la réserve "au cours d'opérations commerciales normales" sur l'article 2.2.2 ii) soulève plusieurs problèmes d'interprétation des traités:

- Premièrement, la première phrase du texte introductif de l'article 2.2.2 contient expressément la notion de "au cours d'opérations commerciales normales" Cette première phrase est toutefois grammaticalement distincte de la deuxième qui fait fonction de clause liminaire pour le reste de l'article 2.2.2. Par conséquent, il est erroné de considérer que la notion de "au cours d'opérations commerciales normales" s'applique au reste de cet article. Il en va différemment de la notion de caractère "raisonnable", qui ne figure pas dans le texte introductif de l'article 2.2.2, mais est un principe prépondérant inscrit à l'article 2.2 qui vaut donc pour l'ensemble de l'article 2.2;

- Deuxièmement, les auteurs de l'article 2 ont pris bien soin de placer la notion "au cours d'opérations commerciales normales" justement aux endroits où ils voulaient qu'elle s'applique. Pour l'interpréter, il faut donc tenir compte du fait qu'il n'a été décidé de ne pas l'inclure à l'article 2.2.2 ii) ;

- Troisièmement, l'interprétation des CE néglige la distinction importante qui existe entre le libellé de l'option proposée dans le texte introductif de l'article 2.2.2, qui se fonde sur les "données réelles", et celui de l'option proposée à l'article 2.2.2 ii), qui se fonde sur les "montants réels … engagés ou obtenus".

47. Les CE essaient d'étayer leur interprétation erronée en proposant deux cas de figure hypothétiques aux paragraphes 145 et 146. Dans celui du paragraphe 145, il n'y a pas de bénéfices engagés, si bien qu'il est difficile de voir comment ces montants inexistants pourraient être employés.

48. Au paragraphe 146, les CE commencent par laisser entendre que si pour d'autres producteurs on emploie des bénéfices inférieurs à celui de l'entreprise A, ces derniers seraient automatiquement déraisonnables. L'idée que les résultats seraient "pervers" [car les montants obtenus seraient moins élevés que ceux obtenus pour le producteur A en question] est en contradiction avec le refus obstiné des CE de réexaminer la marge bénéficiaire anormale, supérieure à 18 pour cent, de Bombay Dyeing, qui résulte de la façon dont elles ont effectivement interprété et appliqué l'article 2.2.2 ii).

49. Deuxièmement, si l'on appliquait effectivement le texte de l'article 2.2.2 ii) aux éléments disponibles, le résultat n'est pas aussi anormal que les CE veulent laisser entendre au paragraphe 146 de leur communication. Supposons que, pour les autres producteurs, les CE aient appliqué la marge bénéficiaire correcte de 12,09 pour cent [montant "*engagé ou obtenu*"] au lieu de la marge de 18,65 pour cent qu'elles ont appliquée, les marges de dumping auraient été d'environ 6,56 pour cent moins élevées, soit:

Anglo-French:	18,1 pour cent;
Bombay Dyeing:	7,7 pour cent [sans changement];
Madhu:	10,4 pour cent;
Omkar:	7,6 pour cent;
Prakash:	Néant.

50. À l'évidence, ce résultat aurait été plus "raisonnable" que les marges de dumping en effet "*bizarres*" [voir communication des CE, paragraphe 144] résultant de l'imputation d'une marge bénéficiaire de 18,65 pour cent.

51. En résumé, il apparaît que les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 2.2.2 en ce qui concerne les points ci-dessus.

3. Article 2.4.2: Interprétation incorrecte de l'expression "moyenne pondérée de toutes les transactions à l'exportation"; on ne peut pas mélanger la règle générale et les exceptions (allégation 7)

52. L'Inde réaffirme que le fait d'opérer des compensations dans le cadre d'un même modèle mais pas entre modèles est en contradiction avec le sens évident de l'article 2.4.2. L'interprétation des CE ne tient pas compte de la présence du mot "toutes" avant "les transactions à l'exportation comparables". Apparemment, dans la pratique des CE, ce "toutes" ne s'applique qu'aux transactions réalisées à des prix de dumping et non à celles qui portent sur des modèles ne faisant pas l'objet d'un dumping.

53. En outre, l'Inde fait observer que l'alternative offerte à l'article 2.4.2 permet aux autorités de comparer une valeur normale moyenne pondérée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement, en cas de "configuration" particulière des "prix à l'exportation". Il peut y avoir une telle configuration par exemple lorsque trois modèles sembleraient faire l'objet d'un dumping très important alors que deux autres ne feraient l'objet d'aucun dumping. Toutefois, pour l'Inde, l'Accord antidumping n'autorise pas un mélange de la règle principale et des exceptions. On peut soit appliquer la règle principale soit invoquer des exceptions en se fondant sur la constatation explicite de l'existence d'une configuration particulière des prix à l'exportation.

54. Pour ce qui est de l'article 2.4.2, l'Inde juge peu convaincants les arguments des CE. Il reste incontestable que les CE n'ont fait aucune véritable "moyenne pondérée" des transactions à l'exportation: alors que pour la valeur normale elles se sont toujours fondées sur une "moyenne pondérée", les "prix à l'exportation" sont parfois "réduits à zéro" et ne sont donc pas pris en compte au niveau de la "moyenne pondérée".

55. L'interprétation "excentrique" des CE, qui conduit pour certains modèles à imputer "zéro" au lieu d'appliquer la "moyenne pondérée", revient à fausser la moyenne pondérée en opérant des ajustements pour certains prix mais pas pour les autres.

56. Le fait de compenser les transactions faisant l'objet d'un dumping par des transactions n'ayant pas fait l'objet d'un dumping au sein d'un même modèle [compensation intra-modèle], mais pas entre modèles [compensation inter-modèles] est également illogique comme le montre l'annexe de la présente déclaration.

57. En outre, il ne faut pas oublier l'esprit de la disposition. L'article 2.4.2 a été adopté dans les négociations du Cycle d'Uruguay pour répondre à des préoccupations bien précises: il fallait éviter que les exportateurs ne soient défavorisés par l'utilisation de méthodes de calcul tendancieuses et faire en sorte que la comparaison prévue par l'article 2.4 soit véritablement équitable.

58. Enfin, l'Inde conteste le fait que les CE veulent introduire ici l'article 9.4, qui traite du droit appliqué aux exportateurs ayant coopéré à l'enquête mais n'ayant pas été retenus pour l'échantillon. Il est clair que l'allégation vise non pas le calcul du droit pour l'échantillon mais la façon dont l'article 2.4.2 a été appliqué. Le fait qu'un droit calculé sur la base d'un échantillon puisse dans certaines circonstances être majoré par l'exclusion des marges de dumping nulles ou *de minimis* ne fait pas problème ici. L'Inde n'a formulé aucune allégation à l'égard de l'article 9.4. D'ailleurs, comme les CE le font observer à la première phrase du paragraphe 209: "Le processus de détermination d'un seul droit antidumping à partir de ces marges est un processus distinct, qui ne relève pas du cadre tracé par les termes figurant expressément à l'article 2.4.2".

V. DOMMAGE

1. Article 3.1: L'examen n'a pas porté sur les seules transactions faisant l'objet d'un dumping (allégation 8)

59. L'Inde considère que le fait que les CE n'ont pas, aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage dans l'enquête de Linge de lit II, examiné uniquement les transactions faisant l'objet d'un dumping est incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

60. Premièrement, l'Inde objecte au fait que les CE suggèrent [au paragraphe 221] que son interprétation va au-delà de la complexité *"au point d'être confuse"*. À cet égard, il est regrettable que les CE donnent une citation tronquée de la Convention de Vienne: le sens évident du libellé de l'article soulève une vraie question, car l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" revient quinze fois dans le seul article 3.

61. Si les autorités communautaires constatent que certaines importations font l'objet d'un dumping et d'autres pas, elles doivent faire une distinction entre les deux pour la détermination du dommage. À cet égard, l'Inde s'inscrit en faux contre l'affirmation qu'il "*n'est pas possible d'isoler les effets de transactions prises individuellement pour un seul marché de produit. La situation du marché est déterminée par l'incidence globale des importations*" [*sic*, paragraphe 227]. Les calculs détaillés relatifs au dumping doivent avoir clairement montré aux CE dans quelle proportion les exportations indiennes faisaient l'objet d'un dumping.

62. L'Inde n'est pas non plus d'accord avec l'affirmation que l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires contient une disposition analogue dans ce contexte [paragraphe 231]. Par sa nature même, le dumping est un comportement individuel des entreprises et il est donc évident qu'il se peut fort bien que certaines entreprises d'un pays vendent à des prix de dumping et pas d'autres, alors qu'au contraire les subventions publiques peuvent être généralisées. [Nous ne laissons pas entendre

ici qu'il ne peut pas y avoir des parallèles entre l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et l'Accord antidumping à d'autres fins.]

63. En résumé, le fait de laisser en quelque sorte les importations "*faisant l'objet d'un dumping*" contaminer toutes les importations provenant d'une entreprise, voire d'un pays, fausse l'analyse fondamentale du dommage dans le cadre de l'article 3. L'analyse fondamentale requise à l'article 3.1 et 3.2 exige un examen des effets sur les prix et les volumes des seules importations "*faisant l'objet d'un dumping*".

2. Article 3.4: Tous les facteurs n'ont pas été évalués (allégation 11)

64. Les CE n'ont pas évalué tous les facteurs relatifs au préjudice mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping pour faire leur détermination de la situation de la branche de production nationale. En particulier, elles n'ont pas évalué les douze [sur dix-huit] facteurs suivants:

- productivité;
- retour sur investissement;
- utilisation des capacités;
- facteurs qui influent sur les prix intérieurs;
- importance de la marge de dumping;
- effets effectifs sur le flux de liquidités;
- effets négatifs potentiels sur le flux de liquidités;
- stocks;
- salaires;
- croissance;
- capacité de se procurer des capitaux;
- capacité d'attirer des investissements.

En conséquence, les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.4.

65. Premièrement, rappelons que les arguments avancés [paragraphe 249] par les CE pour réfuter cette allégation de l'Inde sont contradictoires. Pour commencer, les CE laissent entendre qu'elles ont évalué tous les facteurs. Toutefois, aussitôt après [troisième ligne de défense] elles affirment que cette évaluation de tous les facteurs n'est pas nécessaire. Cet argument est totalement superfétatoire si les CE ont bien évalué tous les facteurs.

66. Deuxièmement, l'Inde reste perplexe devant l'affirmation contenue au paragraphe 262 de la communication des CE selon laquelle ce serait aux exportateurs de signaler aux CE les facteurs qu'elles risqueraient autrement de négliger d'évaluer et d'examiner. Apparemment, les CE considèrent que les exportateurs indiens auraient dû *deviner*, avant l'institution des mesures, que les CE allaient se fonder uniquement sur deux facteurs relatifs au dommage. En conséquence, ils auraient dû, sur la

base d'une telle *spéculation*, faire observer aux CE qu'il y a au moins 16 autres facteurs pertinents mentionnés dans l'Accord antidumping qui devraient être examinés.

67. À cet égard, l'Inde rappelle que l'objet de l'article 3.4 est de garantir une analyse impartiale et objective du dommage, qui est obligatoire aux termes de cet article. L'évaluation des différents facteurs est requise dans tous les cas, même si elle peut conduire les autorités chargées de l'enquête à conclure que tel ou tel facteur n'est pas probant dans la situation de telle ou telle branche de production et n'est donc pas pertinent pour la détermination en question.[9]

68. De même, dans l'affaire *Corée – Résines*, le Groupe spécial a conclu que les autorités chargées de l'enquête ne pouvaient pas se fonder uniquement sur les facteurs tendant à indiquer que la branche de production nationale était en difficulté et négliger les autres facteurs.[10]

69. Contrairement à ce que les CE laissent entendre au paragraphe 289, dans l'affaire du *sirop de maïs*, le Groupe spécial n'a pas fondé sa décision sur une analogie simpliste avec un précédent non approprié. Comme les États-Unis le soulignent dans leur communication de tierce partie, les parties à ce différend ont examiné cette question à fond dans leurs communications au Groupe spécial, citant des précédents d'affaires antidumping dont le GATT avait été saisi, comme l'affaire *Corée – Résines*.

70. L'article 3.4 énonce quels sont les 18 facteurs et indices pertinents qu'il faut au minimum évaluer pour examiner l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale. En outre, cette liste n'est pas exhaustive. Les CE font observer au paragraphe 265 que *"vouloir à tout prix que les facteurs énumérés soient évalués dans tous les cas reviendrait à prescrire l'évaluation d'un facteur dont la non pertinence a déjà été constatée, ce qui serait absurde"*. Toutefois, ce raisonnement est illogique: comment les autorités chargées de l'enquête peuvent-elles déterminer qu'un facteur n'est pas pertinent si elles ne l'ont pas examiné ou évalué? Comment les parties intéressées peuvent-elles savoir que les autorités ont évalué ces facteurs si rien n'est publié? Si l'on retient la logique des CE, les autorités devraient commencer par déterminer quels sont les facteurs ou indices pertinents sur lesquels elles vont se fonder, puis ensuite examiner seulement leur importance. Il y a là une interprétation totalement abusive de l'article 3.4.

71. Au paragraphe 274, les CE relèvent que *"les producteurs nationaux sont la meilleure et parfois la seule source de renseignements sur les facteurs à prendre en considération pour établir l'existence d'un dommage"*; l'Inde conteste cette affirmation qu'il est difficile de concilier avec la pratique des CE dans l'enquête sur le linge de lit, dans laquelle les autorités se sont fondées sur trois "niveaux" selon le facteur examiné, ainsi qu'il ressort du paragraphe 62 du Règlement provisoire, confirmé par le Règlement définitif.

72. Pour ce qui est de l'argument des CE concernant le mot "ou" [paragraphe 282], l'Inde rappelle que le libellé de l'article 6.3 de l'Accord du Tokyo Round sur les subventions et les mesures compensatoires était quasiment identique et soulevait exactement la même question au sujet du mot "ou".[11] En fait, dans l'affaire Brésil – Droits compensateurs sur le lait, la CEE a soutenu:

---

[9] *Mexique – Sirop de maïs*, WT/DS132/R, 28 janvier 2000.

[10] *Corée – Résines*, ADP/92, 2 avril 1993.

[11] "L'examen de l'incidence sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les éléments et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, tels que: diminution effective ou potentielle de la production, des ventes, de la part de marché, des bénéfices, de la productivité, du rendement des investissements ou de l'utilisation des capacités; éléments qui influent sur les prix intérieurs; effets négatifs, effectifs ou potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la possibilité de se procurer des capitaux ou l'investissement et, s'agissant de l'agriculture, point de savoir s'il y a eu accroissement de la charge qui pèse sur les programmes gouvernementaux de soutien. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces éléments ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."

> *"125. … que pour procéder, comme le prescrivait l'article 6:1 de l'accord, à un examen objectif, les autorités chargées de l'enquête étaient obligées d'examiner les critères et indicateurs énoncés à l'article 6:2 et 6:3. Il était donc indispensable, pour voir si une détermination de l'existence d'un préjudice important était conforme aux critères de l'article 6, d'examiner si les éléments exposés à l'article 6:2 et 6:2 avaient été correctement examinés, même si l'article 6 ne préjugeait pas le poids à attribuer à chacun d'eux.*[12] *Or, en l'espèce, les données relatives aux éléments indiqués à l'article 6:3, tels que consommation, parts de marché, production ou prix, n'avaient pas été communiquées par le Brésil au moment de sa détermination définitive. En outre, bien qu'elle lui eût précédemment demandé des données sur ces aspects, c'était lorsque le Brésil les avait communiquées au Groupe spécial que la CEE avait reçu ces renseignements pour la première fois."* (Non souligné dans le texte)

Ainsi, les CE ont préconisé exactement la même interprétation que celle défendue par l'Inde dans la présente affaire. Leur argumentation actuelle n'est donc tout simplement pas crédible.

3. Article 3.4: Une sélection a été opérée dans la branche de production nationale aux fins de la détermination du dommage (allégation 15)

73. La première communication de l'Inde contient trois arguments qui montrent l'incohérence de la détermination du dommage:

- Les CE ont expressément déterminé que la branche de production nationale se composait de 35 entreprises [les plaignants selon les CE], mais pour la détermination du dommage elles se sont fondées sur des entreprises n'appartenant pas à ce groupe;

- Les CE ont établi un échantillon de producteurs communautaires mais ne l'ont pas systématiquement employé;

- Les CE ont choisi de se fonder sur différents "niveaux" de la branche de production pour différents indices du dommage, sans autre raison apparente que de choisir arbitrairement les indices qui tendaient à démontrer l'existence d'un dommage.

74. L'Inde soutient que les arguments avancés par les CE ne réfutent pas *du tout* les allégations qu'elle a faites dans sa première communication. En outre, elle s'oppose à l'innovation introduite par les CE [si nous avons bien compris], à savoir que dans le cadre d'une seule et même enquête un Membre pourrait utiliser tour à tour l'une ou l'autre des définitions de la branche de production nationale qui figurent à l'article 4.1 de l'Accord antidumping en fonction de ses besoins. Ce nouveau "droit" de choisir arbitrairement la définition la plus opportune est contraire aux principes de la cohérence, de l'équité et de la prévisibilité. On peut aussi se demander comment une telle innovation peut s'accorder avec l'article 17.6 i), en vertu duquel l'établissement des faits doit être correct et leur évaluation doit être impartiale et objective.

75. Au paragraphe 57 du Règlement provisoire, confirmé par la suite, les CE indiquent que:

> *"Les 35 autres sociétés, qui ont coopéré à l'enquête et qui sont établies en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Autriche et en Finlande, représentaient une proportion majeure de la production communautaire totale au*

[12] [Note de l'original]: À l'appui de son argument selon lequel la question de savoir si la détermination de l'existence d'un préjudice reposait sur des éléments de preuve positifs était distincte de celle du poids à accorder aux faits dont les autorités chargées de l'enquête avaient connaissance, la CEE a cité le rapport du Groupe spécial "États-Unis – Saumons", paragraphe 260.

cours de la période d'enquête. Elles ont donc été considérées comme constituant l'industrie communautaire au sens de l'article 4 paragraphe 1 du règlement de base." (Non souligné dans le texte)[13]

76. Au paragraphe 317 de leur première communication, les CE réaffirment que leur constatation de l'existence d'un dommage n'est pas fondée sur une analyse de l'ensemble des producteurs communautaires mais sur une analyse de l'industrie communautaire. À cet effet, elles citent le considérant 40 du Règlement définitif, lequel évoque les entreprises de l'échantillon. Toutefois, l'échantillon contient au moins une entreprise [Luxorette] qui ne faisait pas partie de l'industrie communautaire. Les CE se contredisent donc: comment peuvent-elles dire qu'elles ont limité leur analyse à l'industrie communautaire lorsque, pour analyser la situation de cette industrie, elles se sont fondées sur un échantillon contenant les entreprises qui n'en font pas partie.[14]

77. Au paragraphe 318 de leur première communication, les CE disent que "les arguments de l'Inde semblent reposer sur l'idée que tous les facteurs … doivent indiquer l'existence d'un dommage". Pour que les choses soient bien claires, rappelons que l'Inde ne s'est jamais appuyée sur une telle idée.

78. Pour ce qui est de l'échantillon, l'Inde soutient qu'à partir du moment où les CE avaient constitué un échantillon d'entreprises de la branche de production nationale, elles n'étaient pas autorisées par la suite à utiliser des entreprises autres que celles faisant partie de l'échantillon pour constater l'existence d'un dommage. L'Inde constate que les CE ne nient pas avoir pris en compte des renseignements concernant des entreprises ne faisant pas partie de l'échantillon. Elle conteste que les CE, comme elles l'affirment aux paragraphes 326 et 327, puissent, après avoir choisi un échantillon, encore employer des renseignements concernant des entreprises ne faisant pas partie de l'échantillon si de tels renseignements sont disponibles. Une telle approche fausse l'objectif fondamental de la méthode de l'échantillonnage et ne peut pas, contrairement à ce que les CE laissent entendre au paragraphe 327, être considérée comme "impartiale et objective".

79. Pour ce qui est du choix arbitraire d'un niveau de la branche de production pour établir l'existence d'un dommage, l'Inde relève que les CE ne contestent pas les faits tels qu'elle les a présentés. En fait, les CE semblent même reconnaître qu'elles sont allées jusqu'à utiliser différents facteurs relatifs au dommage, au niveau choisi, du moment que cela pouvait étayer la détermination de l'existence d'un dommage. L'Inde souligne qu'une telle méthode ne peut absolument pas être considérée comme impartiale et objective, même avec la plus grande imagination.

4. Article 6.10 et 6.11: L'échantillon n'est pas valable d'un point de vue statistique (allégation 16)

80. Comme elle l'a fait observer dans sa réponse aux décisions préliminaires demandées par les CE, l'Inde considère que son allégation relative à l'échantillonnage est recevable par le Groupe spécial car les droits de la défense des CE n'ont pas été compromis, cette allégation ayant été examinée tout au long de la procédure et des consultations.

---

[13] Cette constatation a été confirmée par le paragraphe 34 du Règlement définitif. Si, nonobstant cette détermination explicite, d'autres entreprises faisaient aussi partie de la branche de production nationale, les Règlements provisoire et définitif posent problème au minimum en ce qui concerne la compatibilité avec l'article 12.

[14] Si l'on se fie au Règlement provisoire, l'entreprise allemande Luxorette faisait partie des 17 producteurs constituant l'échantillon. Or, elle ne faisait pas partie des 35 producteurs constituant l'industrie communautaire, du moins si l'on se fonde sur la liste des 35 producteurs en question fournie par écrit durant les consultations. [En outre, il y avait dans le premier échantillon de 19 producteurs deux autres entreprises. Par la suite celles-ci ont disparu de l'échantillon mais l'une d'entre elles a continué de faire partie de l'industrie communautaire.]

81. L'Inde souligne que, pour qu'un échantillon soit valable du point de vue statistique, il doit représenter de façon équitable l'ensemble de la population concernée. Selon l'Inde, un échantillon constitué uniquement de producteurs nationaux plaignants ne peut pas être "valable d'un point de vue statistique". Toutefois, si l'échantillon est censé représenter uniquement l'industrie communautaire, c'est-à-dire les producteurs qui ont appuyé la plainte, comme les CE semblent le soutenir, il ne devrait contenir aucune entreprise ne faisant pas partie de l'industrie communautaire.[15]

5. Importations faisant l'objet d'un dumping avant la période d'enquête (allégation 19)

82. L'Inde considère que la déclaration des CE, au paragraphe 343, qui nient maintenant avoir jamais considéré que toutes les importations de linge de lit en provenance d'Inde effectuées durant les années précédant la période d'enquête "faisaient l'objet d'un dumping", est objectivement fausse. À cet égard, elle rappelle, pour donner un seul exemple, qu'il est dit au paragraphe 57 du Règlement provisoire, confirmé par le Règlement définitif, que:

> *"les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance des trois pays concernés sont passées de 33 825 tonnes en 1992 à 46 656 tonnes au cours de la période d'enquête, ce qui représente une augmentation de 12 831 tonnes ou de 38 pour cent. Au cours de la même période, leur part de marché est passée de 16,9 pour cent à 25,1 pour cent."* [Non souligné dans le texte]

Dans ces conditions, l'Inde a été assez étonnée par la lecture des paragraphes 344 et 345 de la première communication des CE, qui contredisent le Journal officiel sur ce point. À l'évidence, il n'est pas vrai que l'Inde ne "saisit pas bien la notion" [paragraphe 345 de la communication des CE], elle se fonde tout simplement sur le texte du Règlement publié.

83. En conséquence, l'Inde réaffirme que la pratique des CE consistant à considérer automatiquement que toutes les importations de linge de lit en provenance d'Inde effectuées durant les années précédant la période d'enquête "*faisaient l'objet d'un dumping*" est incompatible avec l'article 3.4. En particulier, les CE ne peuvent pas imputer la fermeture alléguée de 29 entreprises dans la période comprise entre 1992 et la période d'enquête aux importations "*faisant l'objet d'un dumping*" durant la période d'enquête, puisque ces importations n'ont été effectuées qu'après lesdites fermetures d'entreprises.

84. Deuxièmement, les déclarations des paragraphes 346 à 350 contredisent et essaient de justifier de façon captieuse l'analyse du dommage que les CE ont faite et publiée au Journal officiel. À cet égard, nous renvoyons par exemple aux considérants 91 et 92 du Règlement provisoire, confirmés par les considérants 40 et 41 du Règlement définitif. Les affirmations faites maintenant par les CE dans leur première communication, prétendant par exemple que les arguments de l'Inde sont "hors de propos" [paragraphe 348], sont en totale contradiction avec ce qui a été publié au Journal officiel.

6. Article 3.5: Pas d'examen des autres facteurs (allégation 20)

85. L'Inde considère que les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.5 en présumant automatiquement que toutes les importations de linge de lit d'Inde effectuées durant la période comprise entre le 1er janvier 1992 et le 30 juin 1995 avaient fait l'objet d'un "*dumping*" et avaient donc causé un dommage "*par les effets du dumping*".

[15] L'entreprise Luxorette faisait partie de l'échantillon mais pas de l'industrie communautaire.

86. Pour les mêmes raisons qu'en ce qui concerne l'allégation 19, les affirmations formulées par les CE au paragraphe 352 sont en contradiction avec les faits. Les règlements instituant les droits provisoires et définitifs sont clairs et sont la base sur laquelle il convient de se fonder pour trancher le présent différend. On ne peut pas vider de son sens le libellé très clair de ces règlements par des affirmations tendancieuses selon lesquelles l'allégation de l'Inde se fonde sur une "*incompréhension de la pratique des CE*" [paragraphe 354 de la communication des CE].

VI. ARTICLE 15: STATUT DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT (ALLÉGATION 29)

87. Rappelons brièvement l'objectif de l'article 15 de l'Accord antidumping. Cet article vise à tenir compte des différents mécanismes de marché qui s'appliquent entre les différents pays du monde. Dans ce but, les pays développés Membres *devront* "prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres".

88. Malheureusement, les CE ont décidé de totalement ignorer cet article. Elles n'ont exploré aucune possibilité de solutions constructives et n'ont même pas pris la peine de répondre aux approches faites par les exportateurs indiens durant la procédure. Pendant les consultations, elles ont répondu qu'elles avaient effectivement accordé un traitement spécial aux exportateurs indiens, de trois façons:

- questionnaires simplifiés;
- acceptation de réponses communiquées après les délais;
- traitement individuel des nouveaux venus.

Dans sa première communication, l'Inde a démontré que ce soi-disant "traitement spécial" n'était rien de tel. En outre, comme elle l'a déjà fait observer dans sa première communication, même si les CE avaient bien appliqué ce prétendu traitement spécial, ce dernier ne constituait pas une solution constructive. D'ailleurs, les CE n'ont pas développé leurs arguments antérieurs dans leur première communication.

89. Changeant d'angle d'attaque, les CE prétendent aujourd'hui que les exportateurs indiens n'ont pas présenté dans les délais une proposition d'engagement en matière de prix. Là encore, malheureusement, cette affirmation est contredite par les faits, comme le montre la pièce n° 72 de l'Inde.

90. En outre, selon l'article 15 c'est manifestement aux autorités du pays importateur qu'il incombe de prendre l'initiative d'explorer des possibilités de solutions constructives, comme le soutient également l'Égypte dans sa communication de tierce partie.

91. L'Inde déplore que les CE aient ignoré de façon aussi complète et flagrante les obligations qui leur incombent en vertu de l'article 15. Ce problème ne concerne pas seulement l'Inde, mais tous les pays en développement Membres, qui attendent avec le plus grand intérêt la décision du Groupe spécial sur ce point important.

VII. ARTICLE 12.2.2: ABSENCE OU INSUFFISANCE DES EXPLICATIONS (allégations 3, 6, 10, 13, 18, 22, 25, 28 et 31)

92. Les personnes familiarisées avec les procédures antidumping et les déterminations de l'existence d'un dommage faites par d'autres autorités compétentes, notamment celles des États-Unis et du Canada, sont souvent étonnées par la maigreur des renseignements fournis dans les déterminations publiées par les autorités des CE. Ainsi, contrairement à la pratique du Département

du commerce des États-Unis, qui répond aux observations spécifiques formulées par les parties dans une section qui suit les constatations des autorités, les déterminations des CE sont pleines de formules convenues (voir en particulier les avis d'ouverture des procédures) et ne contiennent qu'un résumé sélectif des constatations.

93. Les CE essaient de minimiser les problèmes soulevés par l'Inde au motif que les autorités du pays importateur ont toute liberté de décider quels sont les points de fait et de droit, les arguments et les allégations *pertinents* au sens de l'article 12.2.2 et que les arguments formulés par les exportateurs indiens durant la procédure n'étaient pas pertinents. À l'évidence, une telle interprétation reviendrait à donner carte blanche aux autorités chargées de l'enquête qui pourraient ne reproduire que les constatations réputées "favorables" et ignorer tout simplement les arguments contraires. Une telle interprétation est illégale et injustifiée et constitue une violation de l'article 17.6 i).

94. De plus, la structure de la première communication de l'Inde, qui a été conçue délibérément de façon à montrer l'étroitesse du lien qui existe entre les principaux arguments et l'insuffisance des explications fournies par les CE, démonte les conclusions des CE selon lesquelles les allégations et arguments de l'Inde ne seraient pas pertinents aux fins de l'application de l'article 12.2.2. Le tableau suivant montre une fois de plus que, pour chacune des allégations de fond de l'Inde, les CE n'ont fourni dans le dossier public aucun renseignement ou seulement des renseignements des plus succincts:

Allégations sur le fond	Allégations relatives aux explications	
1-Article 2.2.2	3	Le considérant 18 ne répond qu'à un des trois arguments et ce de façon très succincte
4-Article 2.2 "raisonnable"	6	Le considérant 18 ne répond pas à cette allégation
8-Toutes les importations faisant l'objet d'un dumping	10	Non traité
11-Facteurs mentionnés à l'article 3.4	13	Non traité
15-Choix arbitraire du niveau de la branche de production nationale aux fins de l'article 3.4	18	Quatre arguments présentés, sans réponse
20-Importations avant la période d'enquête	22	Non traité
23-Examen prévue par l'article 5.3	25	Non traité
26-Détermination de la représentativité (article 5.4)	28	Non traité
28-Statut de pays en développement (article 15)	31	Non traité

95. Pour résumer, l'explication donnée dans le Règlement définitif, qui reprend certaines parties du Règlement provisoire présentant les mêmes irrégularités, est tendancieuse et les CE n'ont pour ainsi dire pas répondu aux allégations et arguments formulés par les exportateurs indiens dans la procédure. Compte tenu de cette attitude consistant à ignorer systématiquement les allégations et arguments des exportateurs indiens, l'Inde demande au Groupe spécial d'adresser un message fort aux CE: les explications tendancieuses qui ne répondent pas aux allégations et arguments présentés par les exportateurs durant l'enquête ne sont pas conformes aux prescriptions de l'article 12. L'exemple le plus récent de la non-transparence des procédures des CE est donné par le refus, encore à ce jour,

d'indiquer la date exacte d'établissement de la pièce n° 4 des CE et les chiffres relatifs aux différents producteurs mentionnés dans cette pièce.

ANNEXE RELATIVE À L'INTERPRÉTATION COMMUNAUTAIRE DE L'ARTICLE 2.4.2

Situation 1: un modèle A

Date	Valeur normale	Prix à l'exportation	Différence
1er mai	50	50	0
10 mai	100	100	0
20 mai	150	150	0
30 mai	200	200	0

Convenu entre tous les Membres:

Moyenne pondérée à moyenne pondérée:

125 (50+100+150+200/4) – 125 (50+100+150+200) = 0

Situation 2: Quatre modèles, A, B, C, D:

Date	Valeur normale	Prix à l'exportation	Différence
1er mai-modèle A	50	50	0
10 mai-modèle B	100	100	0
20 mai-modèle C	150	150	0
30 mai-modèle D	200	200	0

Réduction à zéro inter-modèles:

[Méthode appliquée par l'Inde: moyenne pondérée à moyenne pondérée: 125-125=0]

Transaction par transaction à transaction par transaction:

[Modèle A: 50-50=0
Modèle B: 100-100=0
Modèle C: 150-150=0
Modèle D: 200-200=0]

Méthode des CE dans l'enquête sur le *linge de lit*: valeur normale moyenne pondérée à prix à l'exportation transaction par transaction

Modèle A: 125-50=75
Modèle B: 125-100=25
Modèle C: 125-150=-25=0
Modèle D: 125-200=-75=0
100/500x100=20 pour cent

Ainsi, les CE ont réussi à constater une marge de dumping de 20 pour cent

Remarques finales

La complexité des questions de fait et de droit que soulève cette affaire est aujourd'hui certainement évidente. Malgré cette complexité et bien que l'enquête ait été ouverte il y a près de quatre ans, tout ce que les exportateurs indiens visés ont cherché à obtenir, c'est le droit de défendre équitablement et convenablement leurs intérêts comme le prévoit l'Accord antidumping. Malheureusement, dès l'ouverture de la procédure et jusqu'à la publication des constatations préliminaires et finales ainsi que durant le processus de consultations, c'est justement ce principe de l'équité et de la transparence dues aux exportateurs indiens que les autorités des CE ont totalement bafoué.

L'Accord antidumping fait obligation aux autorités chargées de l'enquête de respecter un minimum de transparence en ce qui concerne les méthodes et les éléments de preuve qu'elles emploient, de permettre aux exportateurs visés d'avoir accès à temps à des renseignements pertinents sur des questions telles que la détermination de la représentativité et du dommage et enfin, dans le cas d'un pays en développement comme l'Inde, d'explorer des possibilités de solutions constructives avant d'appliquer des mesures antidumping.

Ces dispositions ont été adoptées pour faire en sorte que les enquêtes antidumping soient menées de façon équitable et transparente et pour donner aux exportateurs visés une possibilité réelle d'évaluer et de commenter la qualité, l'exactitude et la valeur probante des éléments sur lesquels les autorités chargées de l'enquête ont l'intention de se fonder pour faire leur détermination.

Malheureusement, ces dispositions n'ont pas été respectées. Pour un certain nombre d'éléments déterminants, l'attitude des CE concernant l'ensemble de l'affaire peut se résumer par l'expression suivante: "vous devrez vous contenter de notre parole."

Par exemple, le soutien des producteurs communautaires à la plainte était-il suffisant pour justifier l'ouverture de la procédure? Oui d'après les CE, mais les exportateurs ont dû attendre quatre mois après l'ouverture de l'enquête pour avoir connaissance du dossier non confidentiel. Pourquoi? Nous n'en savons rien. Les CE ont-elles vérifié que ce soutien était supérieur au seuil prescrit et qu'il avait été exprimé *par* les producteurs nationaux *avant* l'ouverture de la procédure? Oui selon les CE, mais en dépit de demandes réitérées, elles n'ont jamais produit le texte intégral des déclarations de soutien envoyées par télécopie, pratique dont on peut présumer qu'elle est appliquée dans toutes les enquêtes antidumping des CE; elles n'ont pas fourni de données relatives à la production ventilées par entreprise et elles n'ont pas versé au dossier confidentiel les déclarations de soutien de huit entreprises françaises alors qu'elles y avaient versé toutes les autres déclarations de soutien. Malgré cela, elles affirment que le niveau minimum de soutien prescrit par l'Accord avait été atteint avant l'ouverture de l'enquête.

Les CE ont-elles examiné l'exactitude et l'adéquation des allégations figurant dans la plainte avant d'ouvrir l'enquête? Oui affirment-elles et elles confirment avoir lu la plainte et auraient apparemment vérifié les affirmations figurant dans cette plainte au regard d'un critère interne et inconnu de "crédibilité". Les CE n'ont pas développé ce que serait ce critère de crédibilité, mais soutiennent que ce prétendu examen permet de combler le fossé qui existe entre une simple conjecture ou allégation et des éléments de preuve *prima facie* convaincants, prouvant tant l'adéquation que l'exactitude de la plainte.

Les CE ont-elles examiné *tous* les facteurs relatifs au préjudice énoncés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping? Pour commencer, elles prétendent n'avoir aucune obligation d'examiner tous les facteurs mentionnés dans la liste, contrairement à ce que dit la jurisprudence. Ensuite, elles prétendent avoir bien procédé à cette évaluation, en commençant par déterminer, mais nous ne savons pas comment, ce qui était "pertinent", puis en n'évaluant que ces facteurs pertinents, tout en continuant d'affirmer avoir examiné *tous* les facteurs relatifs au dommage mentionnés dans l'article.

Monsieur le Président, malheureusement cette liste n'est pas exhaustive. Les CE paraissent avoir adopté cette attitude tout au long de la procédure en question.

Nous sommes sincèrement convaincus que justice n'a pas été faite dans cette affaire. L'Accord antidumping énonce les obligations qui incombent aux autorités chargées de l'enquête, et qui sont conçues pour garantir justice, équité et transparence, de façon à protéger les intérêts commerciaux des pays en développement. Malheureusement, les CE n'ont pas respecté leurs obligations. Nous demandons au Groupe spécial de le constater pour que justice soit enfin faite.

ANNEXE 1-5

QUESTIONS DE L'INDE AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
ET AUX ÉTATS-UNIS

(15 mai 2000)

Questions aux CE

1. Les CE affirment au paragraphe 38 de leur première déclaration orale que "*même si des renseignements obtenus au cours de l'enquête ont amené les autorités à conclure qu'elles s'étaient trompées en jugeant les éléments de preuve suffisants pour décider d'ouvrir une enquête, cela ne serait pas, en soi, un fondement pour clore celle-ci*". À la lumière de cette déclaration, la Communautés européennes pourraient-elles préciser si elles sont d'accord avec les conclusions des précédents groupes spéciaux (acier suédois; ciment mexicain) qui ont estimé que le fait de n'avoir pas déterminé la représentativité de manière appropriée constitue une erreur rédhibitoire qui ne peut être réparée rétroactivement?

2. Au paragraphe 34 de leur première déclaration orale, les CE reconnaissent qu'elles se sont en fait appuyées sur "*des renseignements obtenus au cours d'une enquête précédente sur le linge de lit*". Les CE peuvent-elle fournir des détails sur ces renseignements?

3. De même, les CE peuvent-elles fournir des détails sur "*le nombre d'échanges*" qui ont eu lieu au cours du processus de vérification de la représentativité mentionné dans la note de bas de page 1 de la pièce n° 4 des CE. Peuvent-elles aussi fournir des précisions sur d'autres "*échanges*" similaires pouvant avoir eu lieu entre elles-mêmes et des producteurs [ou Eurocoton et/ou des associations nationales] pendant la période comprise entre la clôture de l'enquête Linge de lit-I et l'ouverture de l'enquête Linge de lit-II?

4. Au paragraphe 41 de leur première déclaration orale, les CE reconnaissent implicitement s'être fondées sur le seuil de 25 pour cent pour déterminer la représentativité. Vu l'absence de tout commentaire concernant le seuil de 50 pour cent et la pièce n° 79 de l'Inde, peut-on en conclure *de facto* que les CE n'ont pas pris en compte avant le 13 septembre 1996 les six sociétés espagnoles qui n'étaient pas opposées à l'engagement de la procédure?

5. Au paragraphe 43 de leur déclaration orale, les CE expliquent que les arguments concernant l'ouverture de l'enquête n'étaient "*pas pertinents au moment où ils ont été avancés*". Mais les CE ne sont-elles pas d'accord pour reconnaître que, dans le système antidumping communautaire, on ne sait pas quand une plainte est déposée ni, par conséquent, quand une procédure antidumping sera engagée? Les CE pourraient-elles indiquer *à quel moment* les arguments auraient dû être présentés pour être considérés comme pertinents? Les CE considèrent-t-elles que les exportateurs devraient "*deviner*" qu'une plainte a été déposée et qu'une procédure "*pourrait être engagée*" et que, pour qu'un commentaire soit jugé pertinent, il faut que l'on ait "*deviné juste*" et qu'il tombe au bon moment?

6. Comme convenu durant la première réunion avec le Groupe spécial, les CE communiqueront l'original des télécopies des déclarations de soutien envoyées par les producteurs et les associations nationales afin que les dates de réception desdits documents par les Communautés puissent être vérifiées. En réponse à la question du Président du Groupe spécial qui avait demandé pourquoi les en-têtes des télécopies avaient été supprimés, les CE ont indiqué que ces en-têtes avaient été retirés pour ne pas divulguer le numéro de télécopie – apparemment confidentiel – des producteurs communautaires. Toutefois, ces renseignements (c'est-à-dire les numéros de téléphone et de télécopie) doivent en réalité être fournis par la société exprimant son soutien. Les CE pourraient-elles indiquer dans ces conditions pourquoi les en-têtes des télécopies ont été supprimés?

7. De plus, en vertu du système communautaire de protection de la confidentialité des informations, il incombe à la partie qui communique des renseignements confidentiels de fournir simultanément une version non confidentielle de ces mêmes renseignements (article 19.2 du règlement de base des CE) pouvant être versée au dossier non confidentiel. Si une partie ne s'acquitte pas de cette obligation, les CE utilisent les meilleures informations disponibles (article 19.3). Comment se fait-il donc que les CE, en violation de leur propre règlement de base et contrairement à leur pratique habituelle, n'aient pas suivi cette pratique normale et aient décidé de leur propre chef de supprimer les en-têtes des télécopies?

8. Les CE reconnaissent-elles que dans d'autres procédures antidumping communautaires, les en-têtes de télécopies ne sont normalement pas supprimés? Reconnaissent-elles aussi que dans d'autres procédures antidumping communautaires, les déclarations de soutien sont normalement jointes en annexe à la plainte au lieu d'être obtenues séparément et versées à un dossier non confidentiel sur l'établissement de la représentativité?

9. La Commission européenne établit un registre chronologique où est consignée toute la correspondance reçue. Sur la base de ce registre, les CE pourraient-elles indiquer à quelles dates les déclarations de soutien des producteurs envoyées par télécopie ont été reçues par les CE?

10. Dans la pièce n° 4 des CE jointe à la première communication des Communautés, il est indiqué que les déclarations de soutien des huit producteurs français ont été communiquées. Toutefois, ces huit déclarations de soutien ne figuraient pas dans le dossier non confidentiel le 8 janvier 1997. Quand les CE ont-elles reçu les déclarations de soutien de ces huit producteurs français? Pourquoi celles-ci ne figuraient-elles pas dans le dossier non confidentiel? Les CE se sont-elles à un moment quelconque appuyées sur ces déclarations de soutien pour déterminer la représentativité? Les CE pourraient-elles communiquer les originaux des télécopies de ces huit déclarations de soutien?

11. Au paragraphe 3 des procédures de travail, il est indiqué que chacun doit respecter le caractère confidentiel des documents communiqués au Groupe spécial. Compte tenu de cette exigence de confidentialité, pourquoi les Communautés n'ont-elles pas fourni de ventilation détaillée par producteur des chiffres de production mentionnés dans la pièce n° 4 des CE? Les CE peuvent-elles fournir des chiffres ventilés par producteur? Ces chiffres, qui ne figurent pas dans la pièce n° 4 des CE, forment la base pour le calcul des quantités à l'échelon des pays.

12. Les Communautés peuvent-elles confirmer qu'au moment où elles ont engagé la procédure et établi l'échantillon, elles avaient en leur possession les données concernant la production figurant dans la pièce n° 4 des CE?

13. Il a été déclaré que les sociétés allemandes Irisette et Frankische Bettwarenfabrik étaient respectivement un négociant et un producteur produisant hors de la Communauté. Les CE peuvent-elles fournir des éclaircissements à ce sujet?

14. Pourquoi a-t-il fallu aux Communautés quatre mois après la date d'ouverture de l'enquête pour donner accès au dossier non confidentiel?

15. Les CE affirment que le dépôt d'une plainte antidumping par une association commerciale au nom des producteurs nationaux est conforme à l'article 5.4 de l'Accord antidumping. Les CE reconnaissent-elles que l'objectif de l'article 5.4 est de prévenir les plaintes abusives? Ne reconnaissent-elles pas que leur position dans cette affaire peut aller à l'encontre de cet objectif étant donné qu'il peut arriver qu'une association professionnelle dépose une plainte qui ne soit pas ensuite soutenue par les membres de cette association. En fait, cela ne s'est-il déjà pas produit dans plusieurs procédures antidumping des Communautés?

16. À supposer que les CE aient effectivement "*examiné*", conformément à l'article 5.3, l'exactitude et l'adéquation des éléments fournis dans la demande, les CE peuvent-elles confirmer qu'elles reconnaissent que cet examen devrait avoir lieu avant l'ouverture de l'enquête? Et peuvent-elles confirmer que dans la présente procédure concernant le linge de lit, cet examen a effectivement eu lieu avant l'ouverture de l'enquête?

17. Au paragraphe 97 de leur première communication écrite, les Communautés reconnaissent que "*les producteurs nationaux doivent exprimer*" leur soutien ou leur opposition à une demande. Les CE affirment ensuite que les expressions de soutien des producteurs nationaux ne doivent pas être forcément adressées directement aux autorités chargées de l'enquête, mais peuvent être adressées simplement à une association professionnelle. L'Inde admet cet argument. Toutefois, aux fins de la détermination de la représentativité, il est prévu à l'article 5.4 que les autorités doivent "*examiner*" les déclarations de soutien des producteurs nationaux et qu'il n'est pas possible de se fonder uniquement sur les déclarations des associations professionnelles. Les CE reconnaissent-elles que si les déclarations de soutien peuvent effectivement être adressées à une association professionnelle ou transmises par son intermédiaire, l'article 5.4 fait obligation aux autorités chargées de l'enquête d'examiner les déclarations des "*producteurs nationaux*" avant d'engager de la procédure?

18. Au paragraphe 99 de leur première communication écrite, les Communautés indiquent que *"sur la base des renseignements qu'elles avaient reçus de diverses sources, les autorités ont estimé que la production totale des CE en 1995 se situait entre 123 917 et 130 128 tonnes*". Les CE pourraient-elles indiquer au Groupe spécial de quelles sources ces chiffres sont tirés? À supposer que ces renseignements aient été communiqués par les plaignants, les CE ne considèrent-t-elles pas que ceux-ci peuvent avoir fourni des données propres à servir leurs intérêts? Dans l'affirmative, les CE pourraient-elles expliquer quelles mesures elles ont prises pour vérifier l'exactitude des données fournies sur la production communautaire totale?

19. Les CE ne considèrent-t-elles pas qu'en excluant les ventes effectuées à perte aux fins de l'application de l'article 2.2.2 ii), on aboutit par définition – lorsque toutes les ventes ne sont pas réalisées avec bénéfice – à gonfler artificiellement la marge de dumping?

20. Au paragraphe 57 de leur première déclaration orale, les Communautés indiquent que la notion "d'opérations commerciales normales est un élément de la définition de base du dumping figurant à l'article 2.1". Au paragraphe 69 de cette déclaration, elles notent que "*l'article 2.2 prévoit ... que le bénéfice pris en compte dans le calcul de la valeur normale doit être d'un "montant raisonnable'*"". Les CE pourraient-elles expliquer pourquoi, dans l'article 2.2.2 ii) qui ne contient ni les mots "opérations commerciales normales" ni le mot "raisonnable", seule la notion d'"opérations commerciales normales" devrait s'appliquer, mais pas la notion de "raisonnable" [en dehors du fait que cette approche aboutit obligatoirement à gonfler la marge de dumping].

21. Au paragraphe 73 de leur communication, les CE affirment dans le contexte de ... que "*l'Inde n'a présenté aucun élément de preuve pertinent à cet effet*". L'Inde a expliqué un nombre incalculable de fois dans ses observations sur la notification qu'une marge bénéficiaire de 18 pour cent pour le linge de lit n'était pas raisonnable, et a apporté à cet égard divers éléments de preuve confirmant *prima facie* cette thèse. Les CE pourraient-elles indiquer ce qu'elles entendent par "pertinent"? Les arguments n'étaient-ils pas pertinents parce qu'ils n'ont pas été avancés au bon moment (comme cela est sous-entendu au paragraphe 43 de la première déclaration orale des CE)? Ou bien n'étaient-ils pas pertinents parce qu'il ne s'agissait pas des "*facteurs indépendants notables*" [comme expliqué au paragraphe 253 de la première communication écrite des CE]?

22. Au paragraphe 76 de leur première déclaration orale, les CE laissent entendre que la marge bénéficiaire de Bombay Dyeing calculée au cours d'opérations commerciales normales était incontestablement représentative puisque cette société totalise près de 80 pour cent des ventes sur le marché intérieur. Les CE ne doivent-elles pas admettre qu'étant donné que près de la moitié des

ventes de la Bombay Dyeing sont réalisées à perte, la marge bénéficiaire en question a été calculée en se fondant uniquement sur les ventes faites avec bénéfice?

23. Au paragraphe 78 de leur première déclaration orale, les CE affirment que "*la pratique de la réduction à zéro ... n'est pas visée à l'article 2.4.2*". Elles le répètent au paragraphe 79 où elles précisent que "*la réduction à zéro n'est intervenue qu'au stade suivant des calculs lorsque les différentes marges de dumping déterminées pour chacun des types de produits conformément à l'article 2.4.2 ont été combinées pour obtenir une marge de dumping unique. Ce stade des calculs, toutefois, n'est pas couvert par l'article 2.4.2*". Compte tenu de ces affirmations, les CE pourraient-elles indiquer, étant donné que l'article 2.4.2 n'est pas censé s'appliquer, quel est l'article de l'Accord antidumping qui couvre la pratique de la réduction à zéro et quel est l'article de l'Accord antidumping qui régit "le stade suivant des calculs" permettant de déterminer "une marge de dumping unique"?

24. Aux paragraphes 144 à 148 de leur première communication écrite, les Communautés essaient de démontrer, à partir d'exemples théoriques, que la méthode préconisée par l'Inde aboutit à des résultats "*absurdes*" et "*pervers*". Mais les CE ne reconnaissent-elles pas que dans la situation réelle qui se présente en l'espèce, la seule raison pour laquelle elles ont pu faire apparaître des marges de dumping importantes pour tous les exportateurs indiens autres que Bombay Dyeing et Anglo-French est qu'elles ont utilisé une marge bénéficiaire de 18,64 pour cent, qui était elle-même en grande partie le résultat d'une surévaluation de la marge bénéficiaire réalisée par Bombay Dyeing du fait de la non-prise en compte de toutes les ventes réalisées à perte?

25. Les Communautés, au paragraphe 156 de leur première communication écrite, essaient de faire croire que l'une des raisons pour lesquelles elles ont préféré s'appuyer sur l'article 2.2.2 ii) plutôt que sur l'article 2.2.2 i) est qu'elles voulaient tenir compte des difficultés rencontrées par les parties intéressées, en particulier les petites entreprises. Mais dans l'expérience de l'Inde, les exportateurs préfèrent utiliser leurs propres chiffres (méthode de l'article 2.2.2 i)) plutôt que ceux des producteurs, en particulier dans les procédures antidumping des Communautés car, en raison du système communautaire de protection de la confidentialité des informations, l'emploi de la méthode 2.2.2 ii) empêche totalement les entreprises de vérifier les calculs des marges de dumping effectués par les CE (le montant des frais ACG et des bénéfices des autres producteurs étant considéré comme un secret commercial). L'Inde apprécie la sollicitude apparente des CE à l'égard des petits exportateurs, mais elle n'en a jamais vu aucune manifestation concrète, ni dans la présente procédure antidumping ni dans aucune autre affaire de dumping traitée par les Communautés. Les CE pourraient-elles en donner des exemples concrets?

26. L'option de l'article 2.2.2 ii), notamment si l'on exclut les ventes effectuées à perte (comme le préconisent les CE), peut conduire à la détermination de marges bénéficiaires énormes. Or, la position des CE est que toute marge bénéficiaire ainsi calculée est par définition raisonnable. À supposer qu'une marge bénéficiaire calculée de cette manière atteigne 1 000 pour cent, ce chiffre serait-il encore considéré comme "raisonnable"?

27. Au paragraphe 190 de leur première communication écrite, les CE notent que "*le cas de figure dans lequel un producteur détient 80 pour cent de son marché intérieur et réalise des bénéfices de plus de 18 pour cent alors que les nombreux autres producteurs délaissent ce marché pour se consacrer à l'exportation ne se rencontre peut-être pas souvent*". Les CE conviennent-elles que Bombay Dyeing n'a pas en fait réalisé 18,64 pour cent de bénéfices sur ses ventes intérieures de linge de lit mais que le bénéfice de 18,64 pour cent dont elles font état est celui qu'elles ont elles-mêmes *calculé* après avoir systématiquement exclu toutes les ventes intérieures effectuées à perte? Les CE reconnaissent-elles que le bénéfice global effectif réalisé par Bombay Dyeing sur les ventes intérieures de linge de lit n'est que de 12,09 pour cent et que leur marge bénéficiaire totale n'est que de 4,66 pour cent?

28. Les CE sont-elles d'accord sur le fait que l'article 2.4.2 prévoit une analyse en deux étapes et qu'il n'est possible de panacher différentes méthodes de calcul de la valeur normale et des prix à l'exportation que dans un second temps s'il apparaît que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement? Les CE reconnaissent-elles qu'au premier stade de calcul prévu par l'article 2.4.2, ce panachage n'est pas autorisé?

29. À supposer qu'un producteur s'avère n'avoir pas pratiqué le dumping, les CE tiendraient-elles compte de ses exportations aux fins de la détermination du dommage? Dans l'affirmative, cela ne reviendrait-il pas à rompre le lien de causalité existant entre le dumping et le dommage puisque celui-ci ne pourrait logiquement être causé par un producteur qui ne pratique pas le dumping?

30. Si les CE persistent dans leur argumentation selon laquelle ce sont les pays qui pratiquent le dumping, pourquoi ont-elles à l'occasion engagé des procédures antidumping contre des producteurs à titre individuel (Orion et Funai) dans un pays déterminé (le Japon)? De même, pourquoi ont-elles à l'occasion exclu certains producteurs d'un pays qui pratiquaient le dumping aux fins de la détermination du dommage (BASF: 23,1 pour cent; Eastman Chemical: 9,9 pour cent et Celanese Fibres: 9,2 pour cent dans Fibres synthétiques de polyester originaires des États-Unis)?

31. Si les CE maintiennent leur argument selon lequel ce sont les pays qui pratiquent le dumping, pourquoi ont-elles en plusieurs occasions entrepris d'examiner la situation particulière de telle ou telle entreprise?

32. Comme elles l'avaient déjà fait dans leur première communication écrite (paragraphe 309) les CE soutiennent à nouveau, au paragraphe 135 de leur première déclaration orale qu'il est possible d'utiliser, au cours d'une seule et même enquête, les deux définitions de la branche de production nationale. À la lumière du paragraphe 308 de leur première communication écrite et des déclarations faites au cours de la première réunion avec le Groupe spécial, les CE peuvent-elles confirmer qu'elles n'ont utilisé qu'une seule des deux définitions possibles au cours de la procédure concernant le linge de lit?

33. Au paragraphe 221 de leur première communication écrite, les Communautés affirment que le sens ordinaire proposé par les CE est simple. Mais ne conviennent-elles pas que la lecture qu'elles font de l'expression "*importations faisant l'objet d'un dumping*" tend à priver de sens le mot "*dumping*" et ce dans tout l'article 3?

34. Les CE pourraient-elles confirmer que la thèse selon laquelle telles ou telles données "*ne constituent pas un facteur indépendant notable*" a été avancée pour la première fois dans la première communication des Communautés au Groupe spécial? Autrement dit, les CE pourraient-elles confirmer que cette théorie n'a jamais auparavant été portée à la connaissance des exportateurs indiens, ni dans les Règlements communautaires publiés ni dans d'autres communications qui leur auraient été adressées?

35. Les Communautés pourraient-elles expliquer *l'interdépendance* (paragraphe 253 de la première communication écrite des CE) qui existe entre, d'une part, les sept facteurs qu'elle a évalués mais à différents niveaux (c'est-à-dire la diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, et de la part de marché, et les facteurs influant sur les prix intérieurs et l'emploi) et, d'autre part, les onze autres facteurs dont elles ne se sont occupées nulle part, à savoir la productivité, le retour sur investissement, l'utilisation des capacités, l'importance de la marge de dumping, les effets négatifs effectifs ou potentiels sur le flux de liquidités, les stocks, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement?

36. Les CE interprètent-elles le mot *pertinents* à l'article 3.4 comme laissant à l'autorité administrante toute discrétion pour déterminer unilatéralement quels sont les facteurs qu'elle considère comme pertinents et pour fonder ensuite sa détermination du dommage sur ces seuls facteurs?

37. Les CE reconnaissent-elles que dans une affaire SMC (Brésil – Lait) elles avaient elles-mêmes soutenu que la disposition correspondante de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires devait être interprétée comme requièrant une évaluation de *tous* les facteurs relatifs au dommage énumérés dans cette disposition?

38. Les CE reconnaissent-elles que la position qu'elles ont prise aux paragraphes 271 à 277 de leur première communication écrite risque d'encourager les producteurs nationaux à ne fournir des renseignements que sur les facteurs qui vont dans le sens de leurs intérêts, comme cela s'est apparemment produit dans l'affaire du linge de lit?

39. Les CE reconnaissent-elles que la société Luxorette faisait partie de l'échantillon? Mais reconnaissent-elles aussi que cette société ne figurait pas parmi les 35 sociétés dont on a déterminé qu'elles constituaient la branche de production nationale? Doit-on en conclure qu'en toute hypothèse les CE ont pris en compte au moins une société qui n'était pas incluse dans la branche de production nationale aux fins de la détermination du dommage?

40. Les CE peuvent-elles préciser si l'échantillon a été constitué avant ou après la détermination de l'industrie communautaire [les 35 producteurs] ou si les deux choses ont coïncidé? Plus précisément, les CE peuvent-elles indiquer les dates respectives d'établissement de l'industrie communautaire et de l'échantillon (de 17 producteurs) des CE?

41. Les CE pourraient-elles fournir des éléments concrets à l'appui de leur affirmation, aux paragraphes 309 et 332, selon laquelle "*un membre peut utiliser les deux définitions de la branche de production nationale au cours d'une seule enquête*"?

42. Les CE reconnaissent-elles qu'elles ne se sont référé aux tendances enregistrées par tous les producteurs communautaires ou par les producteurs plaignants (par opposition à ceux de l'échantillon) que lorsque cela étayait leur thèse sur l'existence d'un dommage? Cette approche "sélective" n'est-elle pas orientée?

43. Au paragraphe 325 de leur première communication écrite les CE soutiennent que "*l'Inde n'explique ni de quelle manière les CE auraient pu tenir compte des données concernant les exportateurs ne figurant pas dans l'échantillon mais ne l'ont pas fait ni en quoi le résultat aurait été différent*". Les CE reconnaissent-elles que l'Inde a fourni des explications très détaillées à ce sujet à la section III.A.1, paragraphes 3.2 à 3.13 de sa première communication au Groupe spécial, et que cette affirmation est par conséquent inexacte?

44. Les CE reconnaissent au paragraphe 349 de leur première communication écrite que le règlement communautaire instituant des droits définitifs fait référence à plusieurs reprises à des sociétés ayant cessé leur production et/ou disparu dans les années précédant la période d'enquête. Étant donné que cela a joué un rôle dans la détermination du dommage, les CE ne doivent-elles pas reconnaître qu'elles sont, logiquement, parties du principe que les importations réalisées avant l'ouverture de l'enquête faisaient aussi l'objet d'un dumping car toute autre interprétation aurait abouti à rompre le lien de causalité existant entre le dumping et le dommage, ce qui fait que les références en question n'auraient eu aucun sens?

45. L'article 15 de l'Accord prévoit expressément que "les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération la situation particulière des *pays en développement* Membres quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord". Il est donc clair qu'il incombe aux *pays développés Membres* de rechercher des solutions constructives à cet égard. Les Communautés peuvent-elles expliquer comment elles se sont acquittées de cette obligation?

46. Les CE déclarent au paragraphe 80 de leur première communication que l'obligation qui incombe au Membre concerné (au titre de l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping) est celle d'entendre les arguments et allégations *pertinents*. Les CE estiment-elles par conséquent qu'un membre peut ne pas tenir compte des arguments et allégations présentés par les parties intéressées du seul fait qu'il juge unilatéralement que ces arguments ou ces obligations ne sont pas *pertinents*?

Questions aux États-Unis

1. Au paragraphe 19 de leur déclaration orale faite le 11 mai, les États-Unis ont indiqué que l'article 15 de l'Accord antidumping "offre des garanties procédurales importantes aux pays en développement". Les États-Unis pourraient-ils expliquer et préciser, sur la base de leur propre expérience de l'application de l'article 15, quelles sont ces garanties importantes?

2. Au paragraphe 25 de leur déclaration orale, les États-Unis ont fait référence au projet de recommandations du Comité des pratiques antidumping de l'OMC concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping. Les États-Unis conviennent-ils que ces principes directeurs n'ont été émis que sous forme de recommandations?

ANNEXE 1-6

RÉPONSES DE L'INDE AUX QUESTIONS POSÉES APRÈS
LA PREMIÈRE RÉUNION AVEC LE GROUPE SPÉCIAL

(18 mai 2000)

Questions du Groupe spécial à l'Inde

1.A Aux paragraphes 41 à 46 de sa première déclaration orale, l'Inde semble reconnaître que le critère du "caractère raisonnable" dont on a dit qu'il s'appliquait au résultat des calculs effectués conformément à l'article 2.2.2 i) et ii), et dont l'Inde affirme qu'il découle de l'article 2.2, s'applique au texte introductif de l'article 2.2.2. L'Inde pourrait-elle confirmer que le Groupe a bien compris sa position et que le critère du "caractère raisonnable" proposé par l'Inde s'applique au texte introductif de l'article 2.2.2 de la même manière qu'à ses alinéas?

L'Inde confirme que cette interprétation est correcte. Le critère du caractère raisonnable énoncé à l'article 2.2 s'applique aussi bien au texte introductif de l'article 2.2.2 qu'à ses alinéas.

1.B L'Inde reconnaît-elle qu'en tant qu'auteur de l'allégation selon laquelle les CE ont violé l'article 2.2.2 ii) tant dans son interprétation que dans son application, il lui incombe d'établir *prima facie* le bien-fondé de cette allégation.

L'Inde le reconnaît mais elle tient à rappeler qu'à son avis, elle l'a déjà fait à plusieurs reprises au cours de la procédure, notamment dans ses observations sur les informations préliminaires notifiées aux parties, puis lors de ses observations sur les informations finales.

Ainsi par exemple, l'Inde a montré que dans d'autres pays, le bénéfice était trois fois moins élevé et que la marge bénéficiaire pour la même catégorie générale de produits sur le marché intérieur était également beaucoup plus faible. À cet égard, l'Inde renvoie aux paragraphes suivants de sa première communication écrite: paragraphe 3.23, en particulier les alinéas 3, 4 et 5; paragraphe 3.24, alinéas 2 [B] et 3; paragraphe 3.26, alinéas 2.3 et 2.4; paragraphe 3.27, alinéa 2.1; paragraphe 3.28; paragraphe 3.29; paragraphe 3.30; paragraphe 3.31; paragraphe 3.32; et, en ce qui concerne les observations sur les informations finales, pièces n° 34, 35, 36, 37 et 38 de l'Inde.

2.A Le Groupe spécial a cru comprendre que l'Inde, dans ses réponses orales aux questions posées par le Groupe spécial au cours de la première réunion, avait dit que le critère du "caractère raisonnable" s'appliquait au texte introductif de l'article 2.2.2 et que, s'agissant de ce texte introductif, ce "caractère raisonnable" était garanti par la limitation aux ventes réalisées au cours d'opérations commerciales normales. L'interprétation du Groupe spécial est-elle correcte?

L'interprétation du Groupe spécial est correcte: de l'avis de l'Inde, le critère du "caractère raisonnable" s'applique au texte introductif de l'article 2.2.2 [voir aussi le paragraphe 3.128 de la première communication écrite de l'Inde]. L'Inde reconnaît que pour le calcul du bénéfice conformément au texte introductif de l'article 2.2.2, les autorités sont effectivement nommément autorisées à se cantonner aux ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales. Toutefois, pour le calcul du bénéfice conformément à l'article 2.2.2 ii), cette limitation aux opérations commerciales normales ne s'applique pas.

Cela ne signifie pas que *n'importe quel* bénéfice établi selon la méthode du texte introductif de l'article 2.2.2 ou de l'article 2.2.2 ii) est automatiquement raisonnable; par exemple, si l'on trouvait un bénéfice de 1 000 pour cent, pourrait-on dire que cela est raisonnable? L'Inde ne le pense pas.

Toutefois, ce sur quoi l'Inde tient à insister, c'est qu'elle est préoccupée par le fait que le bénéfice de plus de 18 pour cent calculé sur la base de l'article 2.2.2 ii) pour Bombay Dyeing a été appliqué à tous les autres producteurs.

2.B Dans l'affirmative, l'Inde pourrait-elle expliquer pourquoi la limitation aux ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales conformément à l'article 2.2.2 i) et ii), que les CE ont appliqué en l'espèce à leurs calculs au titre de l'article 2.2.2 ii), ne satisfait pas de la même manière au critère du "caractère raisonnable" applicable aux alinéas de l'article 2.2.2?

Les alinéas i) et ii) ne contiennent pas expressément les mots "au cours d'opérations commerciales normales", alors que ces mots figurent dans le texte introductif de l'article 2.2.2. Il existe donc une différence entre les deux méthodes, bien que chacune doive aboutir à un résultat raisonnable.

Il ne semble donc pas que le critère du caractère raisonnable soit le même selon qu'il s'agit du texte introductif ou des alinéas. Dans la situation à l'examen, il est frappant qu'une société comme Bombay Dyeing réalise un bénéfice de plus de 18 pour cent sur ses ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales, si l'on applique le texte introductif de l'article 2.2.2, alors qu'elle ne dégage en réalité qu'un bénéfice total de 12 pour cent sur les ventes intérieures de ce produit. Mais on sort carrément des limites du raisonnable lorsque ce bénéfice supérieur à 18 pour cent est ensuite extrapolé, en vertu de l'article 2.2.2 ii) et appliqué à toutes les autres sociétés faisant partie de l'échantillon [sachant qu'aucune d'entre elles ne vend sur le marché intérieur] qui se trouvent dans une situation totalement différente de celle de la société connue et très bien implantée qu'est Bombay Dyeing.

L'application tant des alinéas que du texte introductif de l'article 2.2.2 doit aboutir à des résultats raisonnables. Mais, alors que le texte introductif autorise expressément à se limiter aux "opérations commerciales normales", les alinéas ne le permettent pas.

En conséquence, ce qui est considéré comme raisonnable dans le contexte des différents alinéas peut aussi varier selon les circonstances. Ainsi, par exemple, une entreprise d'État telle qu'Anglo-French, avec des coûts de main-d'œuvre élevés, ne pourrait jamais réaliser un bénéfice de plus de 18 pour cent. Les bénéfices réalisés par Bombay Dyeing sur le linge de lit proprement dit sont de 12 pour cent; par comparaison, Anglo-French travaille dans l'ensemble à perte, tandis que les entreprises commercialisant la même catégorie générale de produits réalisent des bénéfices moyens d'un peu plus de 5 pour cent sur le marché intérieur (voir le paragraphe 3.134 de la première communication écrite de l'Inde). Toutefois, l'Inde répète que le bénéfice de plus de 18 pour cent calculé pour Bombay Dyeing *l'a été après exclusion des ventes à perte*.

3.A Quelle est, de l'avis de l'Inde, la différence entre les "données réelles" et "les montants réels engagés ou obtenus"? Ne faut-il pas dans les deux cas s'appuyer sur des éléments d'information réels pour calculer les bénéfices et les frais ACG aux fins de l'établissement de la valeur normale?

Premièrement, il est exact que la première phrase du texte introductif de l'article 2.2.2 prévoit que les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles, c'est-à-dire qu'il faut s'appuyer sur des éléments d'information réels pour calculer le montant des bénéfices et des frais ACG.

Deuxièmement, il est également exact que la deuxième phrase du texte introductif de l'article 2.2.2 prévoit que les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation peuvent aussi être calculés sur la base de la moyenne pondérée des montants réels, c'est-à-dire que l'on peut s'appuyer sur des éléments d'information réels pour déduire ces montants.

Dans les deux cas, il faut donc bien examiner des informations réelles pour calculer les montants à utiliser. Toutefois, "les informations réelles" à partir desquelles on peut déduire ces montants sont qualifiées dans la première phrase du texte introductif de l'article 2.2.2: les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général ainsi qu'aux bénéfices seront fondés sur "des données réelles *concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales*" [non souligné dans l'original]. En revanche, dans la deuxième phrase de l'article 2.2.2 les "informations réelles" à partir desquelles lesdits montants doivent être calculés ne sont pas qualifiées: on précise simplement qu'il s'agit des "montants réels engagés ou obtenus".

Dans les deux cas susmentionnés [première et deuxième phrases du texte introductif de l'article 2.2.2] les "données réelles concernant la production et les ventes au cours d'opérations commerciales normales" ainsi que les "montants réels ... engagés ou obtenus" forment la base pour la détermination des frais ACG et des bénéfices. Il s'agit bien dans les deux cas, "d'informations réelles", mais, de l'avis de l'Inde, la différence est que l'Accord antidumping prévoit explicitement que les "données réelles" concernent des "opérations commerciales normales" tandis que, pour les "montants réels engagés ou obtenus", cette précision ne figure pas dans l'Accord.

3.B Le Groupe spécial a cru comprendre que l'Inde ne conteste pas que la marge bénéficiaire de Bombay Dyeing a été convenablement calculée sur la base de données réelles conformément aux dispositions du texte introductif de l'article 2.2.2. Cette interprétation est-elle correcte?

Cette interprétation est correcte. Le bénéfice pour Bombay Dyeing a été calculé à partir de données réelles concernant des opérations commerciales normales.

3.C Le Groupe spécial a cru comprendre que l'Inde ne conteste pas le fait que la marge bénéficiaire ainsi obtenue était "raisonnable" parce que calculée sur la base des ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales, conformément aux dispositions du texte introductif de l'article 2.2.2. Cette interprétation est-elle correcte?

Un bénéfice qui est calculé sur la base des ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales comme le prévoit le texte introductif de l'article 2.2.2 n'est pas *ipso facto* raisonnable. À notre avis, le critère du "caractère raisonnable" doit *continuer* à s'appliquer même pour un bénéfice calculé selon la méthode du texte introductif de l'article 2.2.2. Toutefois, à la différence de l'alinéa ii) de l'article 2.2.2, le texte introductif de cet article contient la disposition restrictive "au cours d'opérations commerciales normales". Il s'ensuit que le critère du caractère raisonnable est peut-être plus facile à satisfaire lorsqu'on calcule le bénéfice selon la méthode du texte introductif de l'article 2.2.2, que lorsqu'on applique l'article 2.2.2 ii). L'Inde renvoie également à sa réponse à la question 5.A, *infra*.

Le bénéfice utilisé aux fins de l'application de l'article 2.2.2 ii) n'était, de l'avis de l'Inde, absolument pas raisonnable. Comme elle l'avait déjà fait remarquer plus tôt, ce bénéfice énorme calculé pour un produit tel que le linge de lit n'était normal (et encore moins raisonnable) pour aucune autre société en Inde ou en dehors de l'Inde.

Quant au point de savoir si ce même bénéfice était raisonnable pour la Bombay Dyeing elle-même, il s'agit-là d'une autre question. L'Inde reconnaît qu'en l'espèce, il était tout au moins acceptable puisqu'il avait été calculé sur la base des règles explicites énoncées dans le texte introductif de l'article 2.2.2. Mais cela n'empêche pas que même un bénéfice calculé selon la méthode prescrite dans le texte introductif puisse, dans certaines circonstances, ne pas être "raisonnable".

4. L'Inde semble sous-entendre, au paragraphe 44 de sa première déclaration orale, qu'il faut toujours calculer la marge bénéficiaire "normale" conformément à l'article 2.2.2 iii) afin de vérifier le caractère raisonnable des résultats obtenus selon la méthode de l'article 2.2.2 i) et ii). Cela est-il compatible avec la position de l'Inde selon laquelle il existe une hiérarchie entre les différents alinéas de l'article 2.2.2.

L'article 2.2.2 comporte trois grandes composantes: il y a tout d'abord le texte introductif qui donne des indications générales sur la façon de calculer de manière raisonnable les frais d'administration et de commercialisation, les frais généraux et les bénéfices en se fondant sur des données réelles concernant la production et les ventes au cours d'opérations commerciales normales. Toutefois, si cela n'est pas possible, les alinéas 2.2.2 i) et 2.2.2 ii) prévoient d'autres méthodes possibles de calcul de ces frais et bénéfices. Ces deux alinéas constituent la deuxième composante de l'article 2.2.2. Lorsqu'ils ont rédigé la dernière composante de cet article (l'alinéa 2.2.2 iii)), les auteurs ont voulu à l'évidence prévoir une autre méthode de calcul possible en dehors de celles décrites aux alinéas i) et ii). Il est important de noter que cette référence ouverte à "toute autre méthode" est assortie d'une condition importante: ladite méthode doit être raisonnable et ne pas faire apparaître de bénéfice excessif. Cela a été fait pour assurer que cette autre méthode éventuelle réponde aux mêmes exigences que les méthodes décrites aux alinéas 2.2.2 i) et ii). L'Inde est donc fermement convaincue que même s'il existe une hiérarchie entre le texte introductif et les alinéas de l'article 2.2.2, toute méthode qui est choisie pour calculer les frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général ainsi que les bénéfices doit satisfaire au critère du caractère raisonnable exprimé à l'alinéa 2.2.2 iii) et faire apparaître une marge bénéficiaire "normale".

5.A Le Groupe spécial croit comprendre que l'argument de l'Inde concernant la prise en compte des données de Standard dans le calcul des bénéfices conformément à l'article 2.2.2 ii) ne concerne pas la méthode d'échantillonnage en soi, car l'Inde ne conteste pas la manière dont l'échantillon a été établi; il semble que l'Inde ait voulu dire que pour le calcul du montant des bénéfices, l'échantillon aurait dû être "étendu" à Standard eu égard au fait que les bénéfices de Bombay sur les ventes réalisées au cours d'opérations commerciales normales étaient sensiblement plus élevés que ceux de Standard, selon les renseignements dont on disposait. Le Groupe spécial a-t-il bien compris l'argument de l'Inde?

L'interprétation du Groupe spécial est partiellement correcte: l'échantillon qui a été unilatéralement imposé par les CE à l'industrie textile indienne n'a pas été contesté. Mais en fait, il faudrait souligner que ce que l'on appelle "l'échantillon de réserve" (constitué par deux sociétés tenues en réserve) *incluait* en réalité Standard et que la réponse de Standard au questionnaire était bel et bien à la disposition des CE. L'Inde ne conteste donc pas la composition de l'échantillon puisque l'échantillon [de réserve] comprenait en fait Standard.

Toutefois, Standard aurait dû être incluse dans le calcul de la marge bénéficiaire. À l'évidence cette société était plus représentative que Bombay Dyeing, et elle occupait aussi une place importante sur le marché intérieur. Pour déterminer si la marge bénéficiaire de Bombay Dyeing était "sensiblement plus élevée", les CE auraient dû vérifier et analyser de manière plus approfondie la réponse au questionnaire envoyée par la société de réserve Standard. Nous n'avons jamais dit que Standard aurait dû être incluse *pour l'unique raison* qu'elle était susceptible d'avoir des bénéfices plus faibles. En réalité, nous sommes sincèrement convaincus que Standard était plus représentative de l'industrie indienne, et qu'un échantillon comprenant à la fois Bombay Dyeing et Standard aurait également été plus représentatif. Il est probable que l'inclusion de Standard aurait abouti à l'établissement d'une marge bénéficiaire plus faible. Toutefois, la raison principale pour laquelle il aurait fallu inclure Standard est que cela aurait rendu le bénéfice calculé plus représentatif et aurait abouti à une moyenne pondérée vraiment réaliste – et sans doute effectivement plus faible.

Nous pensons que la prise en compte, dans le calcul du bénéfice, d'une autre société moins "*atypique*" aurait permis d'aboutir à une marge bénéficiaire plus représentative et moins "singulière".

En outre, cette inclusion aurait permis d'appliquer à la lettre le texte de l'article 2.2.2 ii) qui prévoit le calcul d'une moyenne pondérée, probablement pour éviter précisément le type de résultats qui ont été obtenus en l'espèce, où une seule société atypique a été rendue à elle seule responsable de toutes les marges de dumping du pays.

La position actuelle des CE tendant à exclure d'emblée Standard car cette société ne saurait être considérée pertinente puisqu'elle ne compte "que" pour 14 pour cent des ventes sur le marché intérieur (comme l'ont fait remarquer les CE dans leur première déclaration orale) est illogique. Cette approche ressemble à la ligne de défense adoptée par la CE dans d'autres parties de ce différend: "ce n'est pas pertinent et *donc* nous n'enquêterons pas sur ce point". Comment peut-on conclure que Standard n'est pas pertinente sans analyser d'abord ses résultats?

5.B Les données concernant la marge bénéficiaire de Standard dont l'Inde considère qu'elles auraient dû être prises en considération concernent-elles l'ensemble des ventes de produit similaire de Standard ou seulement les ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales?

Comme elle l'a déjà expliqué dans le deuxième argument qu'elle a avancé à l'appui de sa première allégation [paragraphes 3.78 et suivants de sa première communication écrite], l'Inde considère qu'il aurait fallu se fonder sur le bénéfice correspondant à l'ensemble des ventes. Pour l'Inde en effet, le bénéfice aurait dû être calculé conformément à l'article 2.2.2 ii), c'est-à-dire sur la base des montants "*engagés ou obtenus*" et non pas seulement sur la base des ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales. L'Inde ne dit pas qu'il aurait fallu se fonder sur la propre marge de dumping de Standard pour déterminer la moyenne pondérée des marges de dumping. Elle fait simplement observer que pour se conformer à la méthode prévue à l'article 2.2.2 ii), il aurait fallu utiliser sur une véritable moyenne pondérée des montants réels engagés ou obtenus.

Toutefois, *même* à supposer que le bénéfice concerne uniquement les ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales, l'Inde n'en resterait pas moins préoccupée par le fait que les CE ont utilisé de bout en bout la marge bénéficiaire d'*un seul* producteur particulier. De l'avis de l'Inde, le fait d'avoir utilisé uniquement les données relatives à une ou deux sociétés et le fait d'avoir considéré l'ensemble des ventes ou seulement les ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales sont deux choses différentes.

6. L'argument de l'Inde contre la réduction à zéro s'appuie sur le libellé de l'article 2.4.2 concernant la moyenne pondérée des prix. En supposant, pour les besoins de l'argumentation, que l'on effectue une comparaison de transaction à transaction: il n'y a pas, dans ce cas, de moyenne pondérée des prix. La réduction à zéro serait-elle encore interdite? Et si oui, pourquoi? Dans le cas contraire, comment calculerait-on la marge globale de dumping à partir des marges pour chaque transaction prise individuellement? En quoi cela est-il différent du calcul d'une marge globale à partir de marges individuelles types?

Au cours de la réunion avec le Groupe spécial, l'Inde a expliqué qu'à sa connaissance et dans son expérience, les CE n'avaient jamais utilisé la comparaison de transaction à transaction. À la réunion des tierces parties, les États-Unis ont indiqué qu'ils pourraient utiliser une méthode fondée sur la comparaison de transaction à transaction, par exemple dans des affaires concernant des ventes de biens d'équipement. Vraisemblablement, les États-Unis compareraient alors les ventes sur le marché intérieur et les ventes à l'exportation réalisées autant que possible aux mêmes dates. Dans ce cas, la marge de dumping serait donc vraisemblablement calculée initialement transaction par transaction (à moins qu'il y ait eu plusieurs transactions effectuées à la même date).

Toutefois, pour calculer la marge de dumping moyenne pondérée pour un exportateur donné, il n'en demeurerait pas moins indispensable d'établir une moyenne pondérée chaque fois qu'il y aurait eu au moins deux transactions à l'exportation effectuées à différentes dates. L'Inde estime qu'à cet

égard le texte de l'article 2.4.2 établit une distinction entre la comparaison de transaction à transaction et la comparaison de moyenne pondérée à moyenne pondérée. Dans la méthode fondée sur la comparaison de moyenne pondérée à moyenne pondérée, il est clairement dit que l'on doit utiliser la moyenne pondérée de toutes les transactions à l'exportation comparables, tandis que dans la méthode fondée sur la comparaison de transaction à transaction, le texte n'est pas aussi impératif. Compte tenu de cette différence terminologique, l'Inde considère que la question de savoir si la réduction à zéro serait autorisée dans la méthode fondée sur la comparaison de transaction à transaction reste ouverte.

En ce qui concerne certaines préoccupations exprimées par les États-Unis au cours de la réunion du Groupe spécial avec les tierces parties, l'Inde note que la première phrase de l'article 2.4.2 contient expressément les mots "pendant la phase d'enquête". L'article 2.4.2 ne s'applique donc pas nécessairement aux méthodes de calcul de la marge de dumping aux fins de la perception de droits antidumping dans des systèmes à application rétroactive comme on en voit aux États-Unis.

7.A En ce qui concerne l'allégation de l'Inde selon laquelle les CE "n'ont pas examiné les allégations contenues dans la plainte" comme le prévoit l'article 5.3, le Groupe spécial note que l'Inde n'a pas soutenu que la demande ne contenait pas les renseignements requis au titre de l'article 5.2.

L'interprétation du Groupe spécial est exacte; l'Inde confirme qu'elle n'a pas soutenu que la demande ne contenait pas les renseignements requis au titre de l'article 5.2.

7.B En ce qui concerne l'allégation de l'Inde selon laquelle les CE "n'ont pas examiné les allégations contenues dans la plainte" comme le prévoit l'article 5.3, le Groupe spécial note que l'Inde n'a pas soutenu nommément que les CE s'étaient trompées dans leur détermination selon laquelle il existait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête.

L'Inde a bel et bien soutenu que les CE s'étaient trompées dans leur détermination selon laquelle il existait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. Au paragraphe 5.20 de sa première communication, l'Inde a fait valoir que des éléments de preuve fournis dans la demande ne pouvaient jamais à eux seuls justifier l'ouverture d'une procédure. À cet égard, l'Inde a cité le passage pertinent du rapport du Groupe spécial du 19 juin 1998[1] où il est dit que "*l'article 5.3 établit une obligation qui va au-delà de la simple vérification que les prescriptions de l'article 5.2 sont satisfaites*". Aux paragraphe 5.28 à 5.31, l'Inde a aussi fait valoir que des éléments de preuve contraires qui existaient avant l'ouverture de l'enquête n'avaient pas été dûment pris en considération alors qu'ils auraient dû être examinés plus attentivement compte tenu de ces circonstances. L'Inde a souligné à plusieurs reprises que les CE n'avaient pas examiné l'exactitude des allégations contenues dans la plainte et qu'elles s'étaient donc trompées en déterminant qu'il existait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, alors qu'il n'y en avait pas.

7.C En ce qui concerne l'allégation de l'Inde selon laquelle les CE "n'ont pas examiné les allégations contenues dans la plainte" comme le prévoit l'article 5.3, le Groupe spécial note que l'Inde n'a pas soutenu que l'avis d'ouverture de l'enquête des CE était insuffisant.

L'Inde estime avoir bien fait valoir qu'elle avait des doutes sérieux concernant la transparence de l'attitude des CE. Aux paragraphes 5.26 et 5.27 de sa première communication écrite, l'Inde a exprimé ses préoccupations à ce sujet. Si l'avis d'ouverture de l'enquête contenait peut-être[2]

[1] Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique; rapport du Groupe spécial du 19 juin 1998; WT/DS60/R.

[2] Bien que l'Inde n'ait pas avancé cet argument, il n'a pas par exemple été dit clairement si la date d'ouverture de l'enquête avait été mentionnée dans l'avis en question. Les CE avaient argué par le passé dans le cadre d'autres procédures que la date d'ouverture de l'enquête n'était pas nécessairement la date mentionnée au

effectivement les formules convenues concernant les alinéas i) à vi) comme prescrit par l'article 12.1.1, l'Inde n'a pu à ce jour s'assurer que les CE avaient effectivement *examiné* la plainte, car cela ne ressort ni de l'avis d'ouverture de l'enquête, ni d'un autre document. Même au cours de leur première déclaration orale, les CE n'ont pas précisé comment elles avaient examiné "l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve" conformément à l'article 5.3.

7.D L'Inde peut-elle préciser quelle est l'ampleur de la violation qu'elle estime avoir été commise par les CE du fait que celles-ci n'ont pas vérifié les allégations contenues dans la demande, et comment, à son avis, le Groupe spécial doit procéder pour déterminer si une telle violation a effectivement eu lieu?

L'article 5.3 de l'Accord antidumping prévoit que les autorités *examineront* l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. Il s'agit là d'une obligation de faire imposée aux autorités. Étant donné qu'il existait des preuves contraires, on voit mal comment les CE auraient pu examiner les éléments de preuve fournis dans la demande sans regarder aussi les autres informations [qui existaient et étaient à la disposition des autorités chargées de l'enquête au moment de l'ouverture de celle-ci].

7.E L'Inde reconnaît-elle que c'est à elle qu'il incombe d'apporter des éléments de preuve démontrant *prima facie* qu'il y a eu violation de l'article 5.3 à cet égard?

L'Inde le reconnaît, mais, à son avis, elle a déjà apporté des éléments de preuve démontrant *prima facie* qu'il n'y avait pas eu "*quelque examen que ce soit*". Elle avait déjà souligné ce point aux paragraphes 10 et 11 de sa première déclaration orale. En fait, l'avis d'ouverture de l'enquête des CE est totalement muet sur la question de l'examen en bonne et due forme du contenu de la plainte et mentionne simplement que "*le volume et le prix des produits importés ont notamment eu une incidence négative sur les quantités vendues et les prix pratiqués par les producteurs de la Communauté, qui a gravement affecté l'emploi et la situation financière de l'industrie communautaire*". Étant donné que l'avis d'ouverture de l'enquête est le seul document public versé au dossier dans lequel les CE "évoquent" leur "examen de la demande", l'Inde et le Groupe spécial doivent forcément s'appuyer sur ce document et en conclure qu'aucun examen n'a eu lieu.

L'Inde estime avoir démontré *prima facie* que les allégations contenues dans la plainte avaient été prises pour argent comptant par les CE [*"allégations"*] et n'avaient pas du tout été examinées avant l'ouverture de l'enquête [la pièce n° 82 de l'Inde versée au dossier non confidentiel nous semble très éloquente à cet égard]. De plus, les CE n'ont avancé aucune preuve contraire. L'Inde reconnaît que l'article 5.3 en lui-même n'impose malheureusement aucune prescription de forme concernant cet examen, mais elle note que le Groupe spécial, dans l'affaire *Guatemala – Ciment* [Rapport du Groupe spécial du 19 juin 1998], avait conclu que l'obligation allait au-delà de la simple vérification que les prescriptions de l'article 5.2 sont satisfaites. Quoi qu'il en soit, il ressort clairement de l'avis d'ouverture de l'enquête et de la première déclaration orale des CE ainsi que des réponses à certaines des questions préliminaires posées par le Groupe spécial que le contenu de la plainte n'a pas été examiné du tout. Il est donc clair que les CE ont violé les dispositions de l'article 5.3.

8.A Sur quel principe juridique l'Inde s'est-elle fondée pour affirmer, au paragraphe 8 de sa déclaration orale à la première réunion avec le Groupe spécial, que des circonstances et/ou des renseignements extérieurs à la demande renforçaient en quelque sorte l'obligation "d'examiner l'exactitude et l'adéquation" des données fournies?

Journal officiel. Étant donné que ces deux dates potentiellement différentes ne coïncident donc pas nécessairement, on peut donc en déduire que la date d'ouverture de l'enquête n'a pas été expressément mentionnée. Mais pour éviter les argumentations spécieuses, l'Inde a préféré ne pas se prévaloir de ce fait.

Au paragraphe 8 de sa déclaration orale, l'Inde a fait valoir que l'obligation imposée aux autorités chargées de l'enquête aux termes de l'article 5.3 d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments fournis par le plaignant, était rendue encore plus forte en l'espèce par le fait que ces mêmes autorités avaient mené presque bout à bout des enquêtes sur pratiquement le même produit importé de l'Inde. En fait, l'enquête précédente s'est achevée 20 jours seulement avant le dépôt de la plainte actuelle. Il s'ensuit que, même si en principe l'Inde cherche à mettre en évidence la non-exécution par les autorités communautaires de l'obligation imposée par l'article 5.3, elle veut également souligner qu'on retrouvait cette même carence dans le contexte des précédentes enquêtes ouvertes par les CE.

Le point de vue de l'Inde est corroboré par l'avis exprimé par le Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Ciment* aux paragraphes 7.47 à 7.60 de son rapport. Tout d'abord, au paragraphe 7.49 dudit rapport, le Groupe spécial a déclaré que: "*l'article 5.3 établit une obligation qui va au-delà de la simple vérification que les prescriptions de l'article 5.2 sont satisfaites*" [non souligné dans l'original]. Deuxièmement, au paragraphe 7.51 du même rapport, le Groupe spécial a souligné que "*le fait que les prescriptions de l'article 5.2 sont respectées ne signifie pas qu'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête au titre de l'article 5.3*". Le Groupe spécial a ensuite donné dans ce paragraphe un exemple qui montre que même si les prescriptions de l'article 5.2 sont satisfaites, il peut néanmoins ne pas y avoir d'éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête au titre de l'article 5.3.

Au paragraphe 7.52 du rapport sur l'affaire *Guatemala – Ciment*, le Groupe spécial a exprimé l'avis que l'article 5 dans son ensemble et l'article 5.3 en particulier avaient pour but d'établir un équilibre entre des intérêts opposés en ce qui concerne l'ouverture d'une enquête. Si les autorités concernées négligeaient certains autres éléments de preuve à leur disposition, cet équilibre entre des intérêts opposés ne pouvait plus être établi.

8.B L'Inde veut-elle dire que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner d'autres données que celles contenues dans la demande pour déterminer s'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, par exemple considérer les faits de la cause dans une enquête précédente concernant pour tout ou partie les mêmes produits?

L'Inde ne veut pas dire que l'autorité chargée de l'enquête "doit" dans tous les cas examiner des données qui ne sont pas contenues dans la demande pour déterminer s'il existe ou non des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. Toutefois, l'Inde est convaincue que dans certains cas particuliers et tout spécialement dans l'affaire à l'examen où plusieurs procédures successives ont été engagées, l'autorité chargée de l'enquête "aurait dû" aller au-delà des faits présentés dans la plainte, étant donné que ces autres éléments étaient aisément accessibles. Ces renseignements n'auraient pas dû être négligés.

L'opinion de l'Inde est corroborée par celle du Groupe spécial qui dit clairement au paragraphe 7.49 de l'affaire *Guatemala – Ciment* que "*l'article 5.3 établit une obligation qui va au-delà de la simple vérification que les prescriptions de l'article 5.2 sont satisfaites*".

8.C Il ressort de l'argumentation de l'Inde que "l'examen" au titre de l'article 5.3 de l'exactitude et de l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande constituerait en quelque sorte une mini ou une préenquête. Est-ce bien l'opinion de l'Inde?

L'Inde ne considère pas que l'examen du contenu de la plainte devrait comporter une sorte de mini ou de préenquête. À cet égard, l'Inde partage l'opinion exprimée dans de précédents rapports de groupes spéciaux comme celui sur *le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF)* ou encore *sur le bois de construction résineux*. D'un autre côté, l'Inde rappelle, en insistant sur ce point, que l'établissement des faits par les autorités doit être correct et que l'évaluation de ces faits doit être impartiale et objective.

Dans la phase précédant l'ouverture d'une enquête, les autorités ont normalement à leur disposition les allégations figurant dans la demande et, éventuellement aussi, d'autres éléments d'information tombés dans le domaine public. L'Inde estime que si, par exemple, des éléments d'information tombés dans le domaine public contredisent directement certaines des allégations contenues dans la plainte, un examen des faits en question est nécessaire pour résoudre ces contradictions. De même, comme cela est le cas en l'espèce – lorsqu'une précédente enquête concernant pour l'essentiel les mêmes parties et les mêmes produits s'est achevée seulement quelques jours avant l'engagement de la nouvelle procédure, il apparaît nécessaire que les faits afférents à l'enquête qui vient de s'achever soient également pris en considération.

Une autorité qui ne reconnaît pas qu'elle a l'obligation d'examiner les faits et qui n'en fait donc pas une évaluation impartiale et objective agit de manière contraire à l'obligation énoncée dans l'Accord antidumping et au paragraphe 7.49 du rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala - Ciment*.

9. L'Inde considère-t-elle que dans la détermination de la représentativité, il faut tenir compte des vues "opposées"? À cet égard, le Groupe spécial note que la détermination de la représentativité doit avoir lieu avant l'ouverture de l'enquête, et que, pendant ce temps, l'article 5.5 préconise aux autorités chargées de l'enquête d'éviter de rendre publique la demande. L'Inde estime-t-elle que l'autorité chargée de l'enquête doit dans tous les cas demander à tous les producteurs nationaux du produit similaire de faire connaître leur point de vue, qu'ils soient favorables ou opposés à la demande, avant de déterminer la représentativité? Comment cette obligation peut-elle être conciliée avec l'obligation découlant de l'article 5.5?

Tout d'abord, l'Inde est entièrement d'accord avec le Groupe spécial sur le fait que la détermination de représentativité (par l'application à la fois du seuil de 25 pour cent et du seuil de 50 pour cent) doit avoir lieu avant l'ouverture de l'enquête. La non-observation de ce principe constitue une erreur rédhibitoire de la part des autorités chargées de l'enquête, qui ne peut être réparée *a posteriori* [*acier suédois; ciment mexicain*]. En conséquence, en ce qui concerne le seuil de 25 pour cent, il est clair pour l'Inde que les *producteurs* appuyant la demande doivent le faire *expressément, c'est-à-dire individuellement* et que ces producteurs doivent compter ensemble pour au moins 25 pour cent de la production intérieure totale, en chiffres absolus. Afin de procéder à cette détermination conformément à l'article 5.4, les autorités doivent vérifier l'exactitude du numérateur et du dénominateur. [Lorsqu'il existe un nombre exceptionnellement élevé de producteurs (comme cela est peut-être le cas pour le linge de lit), les autorités peuvent déterminer dans quelle mesure il y a soutien ou opposition en utilisant des techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique, comme cela est prévu dans la note de bas de page correspondant à l'article 5.4; toutefois, les CE ont choisi de ne pas se prévaloir de cette option.]

En ce qui concerne le seuil de 50 pour cent, en revanche, l'Inde estime qu'il faut adopter une approche plus nuancée, à la lumière à la fois de l'article 5.5 et de la signification très claire de l'article 5.4. Le passage pertinent de l'article 5.4 prévoit que la demande doit être soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande. De l'avis de l'Inde, il ressort de cette disposition que lorsqu'on applique le seuil de 50 pour cent, le dénominateur est différent de celui qui est utilisé lorsqu'on applique le seuil de 25 pour cent.

Alors que dans le second cas, le dénominateur est la production intérieure totale du produit similaire [vraisemblablement après exclusion des producteurs liés visés à l'article 4.1 i)] et qu'il s'agit donc d'un chiffre fixe indépendant des circonstances de l'espèce, lorsqu'on applique le seuil de 50 pour cent, le dénominateur dépend de la totalité des producteurs exprimant leur soutien ou leur opposition à la demande et peut donc varier en fonction du nombre des producteurs qui se déclarent "opposés". Si

par exemple, des producteurs nationaux ne prennent pas position dans une affaire déterminée (c'est-à-dire n'expriment ni leur opposition ni leur soutien) ou gardent le silence, les chiffres de production de ces derniers doivent être pris en compte pour l'application du seuil de 25 pour cent mais pas pour l'application du seuil de 50 pour cent.

Autrement dit, l'Inde ne pense pas qu'en pareil cas, l'article 5.4 impose aux autorités chargées de l'enquête de solliciter activement l'avis de *tous* les producteurs nationaux afin de déterminer s'ils sont favorables ou opposés à la demande. Pour l'application du seuil de 50 pour cent, il suffit d'examiner le degré de soutien ou d'opposition à la demande *exprimé par les producteurs nationaux* du produit similaire.

De l'avis de l'Inde, le point à souligner en réponse à la question du Groupe spécial est qu'il est absolument nécessaire que l'autorité chargée de l'enquête vérifie le soutien apporté à la plainte et examine en particulier si ce soutien a été exprimé par une association de producteurs [ce qui, de l'avis de l'Inde, n'est du reste pas autorisé]. Si, au cours de la vérification, certains des producteurs nationaux expriment une opposition, l'autorité chargée de l'enquête doit en tenir compte. L'Inde estime que cela n'affaiblit en rien l'obligation découlant de l'article 5.5.

10. Sur quelle base l'Inde s'appuie-t-elle pour dire que l'article 6.10 s'applique à la sélection d'un échantillon aux fins de déterminer l'existence d'un dommage important causé à la branche de production nationale, étant donné que cet article fait uniquement référence à des échantillons de producteurs et d'exportateurs étrangers?

L'Inde reconnaît que l'article 6.10 fait uniquement référence à des échantillons de producteurs et d'exportateurs étrangers. L'Accord antidumping ne contient aucune disposition explicite sur la constitution d'échantillons de producteurs nationaux aux fins de la détermination du dommage, et n'est donc pas tout à fait clair en ce qui concerne ces échantillons.

Toutefois, l'Accord antidumping spécifie que la constitution d'un échantillon est appropriée dans d'autres contextes comme, par exemple, l'utilisation de "techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique" pour déterminer dans quelle mesure il y a soutien ou opposition à une demande dans le cas de branches de production fragmentées [note relative à l'article 5.4]. Dans l'article 6.10 lui-même, la constitution d'un échantillon aux fins de déterminer la marge de dumping est explicitement autorisée. Le critère essentiel est que la technique d'échantillonnage soit valable d'un point de vue statistique.

L'Inde déduit de ces principes généraux que, si l'on constitue un échantillon, il doit être valable d'un point de vue statistique. Si cette obligation existe pour la constitution d'échantillons de producteurs et d'exportateurs étrangers, elle devrait exister aussi pour la constitution d'échantillons de producteurs nationaux.

11. L'Inde considère-t-elle que chacun des éléments de l'enquête et chacune des décisions prises au cours de la procédure devraient être expliqués dans l'avis de détermination finale? Dans le cas contraire, sur quel critère l'Inde estime-t-elle que l'autorité chargée de l'enquête devrait se fonder pour décider de ce qui doit figurer dans cet avis? Sur quelles bases l'Inde a-t-elle établi le tableau présenté à la page 28 de sa première déclaration orale, eu égard au fait que les "allégations" qui y figurent sont précisément celles qui font l'objet de ce différend? L'Inde estime-t-elle que chacun des éléments figurant dans ce tableau aurait dû être repris par les autorités communautaires dans l'avis de Règlement définitif?

De l'avis de l'Inde, les articles 12.1.1, 12.2.1 et 12.2.2 imposent de donner des explications - chaque fois plus détaillées - dans, respectivement, l'avis d'ouverture de l'enquête, l'avis d'imposition de mesures provisoires et l'avis d'imposition de droits définitifs. La comparaison entre les textes des articles 12.2.1 et 12.2.2 est instructive:

"[12.2.1] tout avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires donnera des explications suffisamment détaillées sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage et mentionnera les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments.

[12.2.2] tout avis au public ... contiendra ***tous*** *les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ... en particulier l'avis ... donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1 ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations des exportateurs et des importateurs".* [non souligné dans l'original]

Donc, selon le texte de l'article 12.2.2, l'avis d'imposition de droits définitifs (qui est celui pour lequel l'article 12 impose de donner les explications les plus détaillées) doit contenir tous les points de fait ou de droit qui ont conduit à l'acceptation ou au rejet des arguments ainsi que les raisons qui ont conduit à l'acceptation ou au rejet des arguments ou allégations pertinents formulés par les exportateurs. Le seul qualificatif important figurant dans cette phrase est le mot *pertinent* qui implique que tous les renseignements pertinents doivent figurer dans l'avis. Selon l'Inde, il n'y a généralement qu'un nombre limité d'arguments ou d'allégations qui sont présentés au cours d'une procédure antidumping: parmi ceux-ci, certains peuvent être plus importants pour l'issue de la procédure et d'autres peuvent être considérés *prima facie* comme dénués de sens, ce qui peut sous-entendre qu'ils ne sont en fait pas *pertinents* au sens de l'article 12.2.2.

Toutefois, l'objectif de l'article 12 dans son ensemble est manifestement d'exiger une transparence; aussi, l'Inde estime-t-elle que les autorités chargées de l'enquête devraient faire preuve de prudence lorsqu'elles décident de ne pas inclure certains arguments ou certaines allégations dans l'avis de détermination finale. À l'évidence, lorsqu'une autorité choisit nommément de ne pas retenir un argument, elle devrait au minimum indiquer pourquoi elle a décidé de ne pas le faire. C'est manifestement ce que les rédacteurs de l'article 12 avaient à l'esprit pour ce qui est de la façon d'interpréter cet article.

L'Inde relève dans ce contexte qu'au paragraphe 97 de leur communication de tierce partie, les États-Unis appuient le point de vue de l'Inde et déclarent "*qu'ils partagent certaines des préoccupations de l'Inde concernant le bien-fondé des constatations des CE, car dans les constatations de ces dernières sur les facteurs qu'elles ont pris en considération, elles n'élucident pas les raisons pour lesquelles elles n'ont pas donné d'importance aux facteurs qu'elles n'ont pas analysés*".

Dans le tableau de la page 28 de sa première déclaration orale, l'Inde dresse un récapitulatif de neuf allégations de fond qui ne sont pas reprises dans l'avis d'imposition de droits antidumping définitifs. Sur ces neuf allégations, huit ont été formulées au cours de la procédure.[3] Ces huit allégations sont non seulement pertinentes, mais elles sont aussi importantes, soit parce qu'elles influent de manière décisive sur le résultat (allégations 11, 15, 20, 23, 26) ou ont une incidence notable sur le niveau de la marge de dumping (allégations 1 et 4) soit parce qu'elles ont un grand retentissement sur le plan des principes tant pour l'Inde que pour d'autres pays en développement (allégation 29).

[3] À l'exception de l'allégation 8. Il est d'usage dans les Communautés de traiter toutes les importations comme ayant fait l'objet d'un dumping dès lors qu'il existe une marge globale de dumping; il n'a donc pas été jugé utile de formuler cette allégation au cours de la procédure administrative devant les Communautés.

En conséquence, l'Inde est vraiment d'avis que ces arguments et allégations auraient dû être mentionnés dans l'avis d'imposition de droits antidumping définitifs et qu'en n'y faisant pas référence, les Communautés ont violé les dispositions de l'article 12.

12. L'Inde pourrait-elle expliquer ce qu'elle a voulu dire au paragraphe 87 de sa première déclaration orale en affirmant que l'article 15 "*vise à tenir compte des différents mécanismes de marché qui s'appliquent entre les différents pays du monde*" et que, dans ce but, il convient de prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement?

L'Inde, au paragraphe 87 de sa déclaration orale, a essayé d'expliquer quels avaient été le raisonnement et l'objectif qui avaient conduit à l'introduction des dispositions de l'article 15 au moment de la négociation de l'Accord antidumping. À l'époque, il avait été souligné par un grand nombre de pays en développement – et reconnu par un grand nombre de pays développés – que le fonctionnement des marchés et les mécanismes du marché existant dans les pays en développement étaient très différents de ceux que l'on trouvait dans les pays développés. Aussi avait-on fait valoir qu'il était extrêmement important de prévoir une dispense spéciale en faveur des pays en développement s'agissant de l'application des dispositions antidumping. C'est pourquoi l'article 15 de l'Accord antidumping commence par reconnaître "que les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres". C'est "cette situation particulière" existant dans les pays en développement et qu'il convient de prendre spécialement en considération que l'Inde a essayé de mettre en lumière et d'expliquer au paragraphe 87 de sa communication orale.

13. De l'avis de l'Inde, étant donné que les producteurs indiens n'ont fait aucune offre spécifique d'engagements en matière de prix dans les délais fixés par les CE, que pouvait-on raisonnablement demander aux CE de faire pour s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 15?

L'Inde a répété à plusieurs reprises que l'obligation d'explorer des solutions constructives, prévue par l'article 15 de l'Accord antidumping incombait aux autorités communautaires. Les CE auraient donc dû proposer soit un engagement en matière de prix soit toute autre solution constructive aux exportateurs indiens, que ces exportateurs/producteurs leur aient ou non fait des ouvertures à cet égard. Mais les autorités communautaires ne l'ont pas fait. En réalité, elles n'ont proposé aucune autre solution constructive même après que Texprocil eut envoyé une proposition écrite sur la possibilité d'étudier un engagement en matière de prix en lieu et place de l'imposition de droits antidumping. Les autorités communautaires auraient dû tout au moins réagir positivement à la proposition de Texprocil en faisant une offre concrète sur un possible engagement en matière de prix. Toutefois, l'Inde voudrait faire remarquer que même si les CE avaient fait simplement une offre concernant un engagement en matière de prix, elles ne se seraient pas pour autant totalement acquittées de leurs obligations au titre de l'article 15. Cette obligation n'aurait été satisfaite que si les CE avaient, dans un esprit ouvert et constructif, essayé d'explorer toutes les autres solutions possibles, y compris celles d'un engagement en matière de prix, avant de percevoir des droits antidumping.

Questions du Groupe spécial aux deux parties

32. Le Groupe spécial croit comprendre, à la lumière des déclarations faites par les parties à la première réunion, que les autorités communautaires ont calculé les frais ACG sur la base de l'ensemble des ventes réalisées au cours d'opérations commerciales normales et que l'Inde n'a formulé aucune allégation concernant cette façon de faire. Les parties pourraient-elles confirmer que l'interprétation du Groupe spécial est correcte et que les parties reconnaissent que l'article 2.2.2 ii) permet de calculer les frais ACG sur la base de l'ensemble des transactions?

L'Inde n'a pas formulé allégation concernant le calcul des frais ACG car, d'après ce qu'elle a cru comprendre, les frais ACG exprimés en pourcentage [10,39 pour cent] étaient en l'occurrence les mêmes pour les ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales que pour l'ensemble des ventes. Dans le système communautaire, ces montants sont normalement les mêmes.

À cet égard, l'Inde renvoie aussi au tableau récapitulatif figurant au paragraphe 3.78 de sa première communication écrite où l'on voit que le pourcentage des frais ACG correspondant aux opérations commerciales normales est le même que le pourcentage correspondant à l'ensemble des ventes.

En fait, l'Inde a cru comprendre que les frais ACG avaient été calculés d'après le tableau des profits et pertes figurant dans la réponse au questionnaire et concernaient l'ensemble des ventes.

33. Lorsqu'une enquête porte sur de multiples types de produits, les autorités chargées de l'enquête vont se retrouver avec des frais ACG différents pour chacun d'eux, tous les types de produits n'étant pas nécessairement vendus avec bénéfice. Il s'ensuit que, si l'autorité chargée de l'enquête ne prend pas en compte les ventes d'un ou plusieurs types de produits parce que ceux-ci ne sont pas vendus au cours d'opérations commerciales normales, elle va avoir des ensembles de données différents pour le calcul frais ACG et pour le calcul des bénéfices. De l'avis des parties, cette méthode répond-elle au critère de la "comparaison équitable" requise par l'article 2.4?

À supposer par exemple qu'il y ait trois principaux groupes de produits A, B et C. Chaque groupe a son propre niveau de frais ACG, et comprend une variété de modèles, par exemple dix. Supposons que les pourcentages de frais ACG soient de 8, 10 et 12 pour cent respectivement et que, dans le groupe C, les ventes se fassent entièrement à perte. Les Communautés calculeraient alors probablement la valeur normale construite sur la base du coût de fabrication pour le groupe C *et* des frais ACG pour ce groupe C, en les combinant avec la moyenne pondérée des bénéfices pour les groupes A et B. Étant donné que dans cette méthode, on n'applique pas au groupe C des frais ACG différents de ceux qui ont effectivement été engagés ou obtenus, l'Inde n'a rien à redire à ce mode de calcul. À son avis, il est difficile de faire des généralisations et de dire une fois qu'une comparaison a été faite au titre de l'article 2.4 dans la situation décrite ci-dessus, que cette méthode des CE consistant à calculer les frais ACG sur l'ensemble des ventes des produits du groupe C est incompatible avec l'Accord antidumping.

34. Les parties pourraient-elles indiquer si, à leur avis, dans le cas où l'on dispose de données concernant plus d'un exportateur ou d'un producteur pour calculer le montant des bénéfices au titre de l'article 2.2.2 ii) (y compris lorsqu'il existe un échantillon convenablement établi qui comprend plus d'un exportateur ou d'un producteur) les autorités chargées de l'enquête peuvent néanmoins choisir de n'utiliser que les données relatives à l'un de ces exportateurs ou producteurs?

Dans le texte de l'article 2.2.2 ii), les producteurs/exportateurs sont clairement mentionnés au pluriel. Par conséquent, dès que le choix de l'option ii) est dicté par l'existence de plus d'un producteur/exportateur, il n'y a pas de raison – et, en fait les autorités chargées de l'enquête ne sont pas libres – d'utiliser seulement les données concernant l'un de ces exportateurs ou producteurs.

Par exemple, dans l'affaire à l'examen, on disposait à la fois de données pour Bombay Dyeing et pour Standard Industries [Standard avait envoyé une réponse au questionnaire et faisait partie de l'échantillon de réserve]. Les autorités communautaires auraient donc dû utiliser les données relatives à ces deux sociétés, sans décider *a priori* d'écarter la société Standard parce qu'elle n'était pas considérée comme "pertinente" du fait qu'elle détenait "seulement" 14 pour cent du marché intérieur [première déclaration orale des CE].

35.A Si le Groupe spécial a bien compris, l'Inde considère que lorsqu'on effectue des comparaisons multiples entre la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix à l'exportation, l'article 2.4.2 interdit nommément "la réduction à zéro", mais que l'article 2.4.2 ne dit rien sur la "réduction à zéro" lorsqu'on "additionne" les résultats de multiples comparaisons entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction.

Cette interprétation semble correcte [voir aussi la réponse à la question 6, *supra*]. Dans la première méthode envisagée à l'article 2.4.2 [comparaison de moyenne pondérée à moyenne pondérée] il est expressément prévu que la valeur normale *moyenne pondérée* doit être comparée à la *moyenne pondérée* des prix de *toutes* les transactions à l'exportation comparables. Dans la méthode fondée sur les comparaisons de transaction à transaction, les mots "toutes" ou "moyenne pondérée" ne figurent pas; cette méthode correspond précisément à la situation dans laquelle une transaction est comparée à une autre transaction.

35.B Le Groupe spécial note que si un Membre réalise des comparaisons séparées entre la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix à l'exportation pour chaque trimestre de la période d'enquête, le même problème d'addition des résultats se pose. Les parties pourraient-elles expliquer, en se référant spécifiquement au texte de la disposition, si et comment l'article 2.4.2 règle le problème de "l'addition des résultats" en pareil cas?

La deuxième phrase de l'article 2.4.2 envisage expressément la possibilité de faire une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et des transactions à l'exportation prises individuellement dans le cas où la configuration des prix diffère d'une période à l'autre. Mais il s'agit là toutefois d'une deuxième étape [les exceptions].

Avant de répondre plus en détail à cette question, il semble préférable de donner un exemple. Supposons que dans un modèle A on trouve les quatre transactions suivantes:

Transaction #1 jour 1: valeur normale: 100; prix à l'exportation 100
Transaction #2 jour 2: valeur normale: 105; prix à l'exportation 105
Transaction #3 jour 3; valeur normale: 115; prix à l'exportation 115
Transaction #4 jour 4: valeur normale: 120; prix à l'exportation 120

Si l'on rapporte la valeur normale moyenne pondérée à la moyenne pondérée des prix à l'exportation, la marge de dumping est de: 0 [110 – 110 = 0]. Vraisemblablement, dans ce cas, les autorités n'ont pas pu utiliser la méthode de la comparaison entre la valeur normale moyenne pondérée et les prix à l'exportation pour chaque transaction prise individuellement car la configuration des prix à l'exportation ne varie pas.

Supposons maintenant que pour un modèle donné les configurations restent similaires pendant quatre trimestres successifs:

Transactions pendant T1: valeur normale moyenne pondérée: 100; moyenne pondérée des prix à l'exportation: 100
Transactions pendant T2: valeur normale moyenne pondérée: 105; moyenne pondérée des prix à l'exportation: 105.
Transaction pendant T3: valeur normale moyenne pondérée: 115; moyenne pondérée des prix à l'exportation: 115
Transactions pendant T4: valeur normale moyenne pondérée: 120; moyenne pondérée des prix à l'exportation: 120.

Dans cette situation, la question de la réduction à zéro ne se pose pas non plus.

Mais supposons que la situation soit un peu plus contrastée et qu'il y ait une marge de dumping positive pendant certains trimestres et une marge de dumping négative pendant d'autres trimestres:

Transactions pendant T1: valeur normale moyenne pondérée: 100; moyenne pondérée des prix à l'exportation 90
Transactions pendant T2: valeur normale moyenne pondérée: 105; moyenne pondérée des prix à l'exportation 115
Transactions pendant T3: valeur normale moyenne pondérée: 115; moyenne pondérée des prix à l'exportation 105
Transactions pendant T4: valeur normale moyenne pondérée: 120; moyenne pondérée des prix à l'exportation 130

Il y a manifestement eu une marge de dumping positive pendant les trimestres 1 et 3 et une marge de dumping négative pendant les trimestres 2 et 4. De l'avis de l'Inde, il y a donc une différence importante entre ces différentes périodes et l'exception peut s'appliquer. Toutefois, si l'on revient au cas où l'on n'a pas affaire à quatre trimestres différents mais simplement à quatre transactions différentes dans un même modèle, c'est la méthode de la comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée qui doit s'appliquer et le problème de la réduction à zéro ne se pose pas [à moins que l'une des autres exceptions ne s'applique]:

Transactions #1 jour 1: valeur normale: 100; prix à l'exportation 90
Transactions #2 jour 2: valeur normale: 105; prix à l'exportation 115
Transactions #3 jour 3: valeur normale: 115; prix à l'exportation 105
Transactions #4 jour 4: valeur normale: 120; prix à l'exportation 130

Comparaison de moyenne pondérée à moyenne pondérée = 0 [110-110]. Cela correspond à la pratique des communautés.

Cela nous amène à la dernière question: supposons qu'il y ait une variation entre les modèles, comme dans l'exemple suivant:

Modèle #1 jour 1: valeur normale: 100; prix à l'exportation 90
Modèle #2 jour 1: valeur normale: 105; prix à l'exportation 115
Modèle #3 jour 1: valeur normale: 115; prix à l'exportation 105
Modèle #4 jour 1: valeur normale: 120; prix à l'exportation 130

Le texte de l'article 2.4.2 ne prévoit pas d'exception permettant d'effectuer une comparaison entre la moyenne pondérée des prix et les prix à l'exportation pour chaque transaction prise individuellement lorsqu'il y a des différences entre les modèles. En fait, l'article 2.4.2 ne permet de se prévaloir de cette exception que lorsque la configuration des prix révèle des différences entre les acheteurs, les régions ou les périodes. De plus, l'article 2.4.2 parle de la moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, et pas seulement de celles pour lesquelles il existe une marge de dumping positive.

En résumé, pour l'Inde, l'article 2.4.2 est clair. La première phrase fixe le principe général [comparaison de moyenne pondérée à moyenne pondérée ou de transaction à transaction]. La deuxième phrase prévoit trois exceptions limitées [différences entre les acheteurs, les régions, les périodes], dont l'usage doit être motivé de manière explicite. En n'opérant pas de déductions intermodèles, des marges de dumping négatives, toutefois, les CE ont introduit une troisième méthode qui n'est "ni chair ni poisson". Étant donné que le sens de l'article 2.4.2 est clair, cette troisième méthode ne constitue pas une interprétation possible de cet article.

36.A Le Groupe spécial croit comprendre que l'Inde considère que l'autorité chargée de l'enquête, lorsqu'elle a établi un échantillon pour examiner l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale, doit se cantonner à examiner les données relatives à cet échantillon et doit négliger les autres éléments d'information concernant la situation de la branche de production nationale, si ces éléments d'information se rapportent à des producteurs qui ne font pas partie de l'échantillon?

Il ne sert à rien de constituer un échantillon si, pendant qu'elle recueille et examine des données concernant cet échantillon, l'autorité chargée de l'enquête peut retourner aux sources initiales que l'échantillon est censé représenter. Il peut peut-être, dans de rares cas, y avoir des circonstances exceptionnelles qui imposent de retourner à la source initiale, mais ce retour en arrière n'a pas de sens s'il se fait simplement au bon plaisir des autorités. L'échantillon est constitué à partir de la branche de production nationale pour faciliter l'analyse du dommage: il est tout à fait illogique, dans ces conditions, de permettre que les données relatives à l'échantillon ne soient prises en compte que lorsqu'elles font apparaître des facteurs négatifs.

En outre, les CE ne se sont pas contentées de regarder, en dehors de l'échantillon, l'ensemble de la branche de production communautaire [à partir de laquelle l'échantillon avait été initialement établi] mais elles se sont même appuyées sur des données provenant de l'Europe des 15 [c'est-à-dire des données qui ne concernaient même pas la source initiale de l'échantillon; voir le paragraphe 4.151 de la première communication écrite de l'Inde]. L'Inde voudrait insister sur le fait que les Communautés se sont placées à des niveaux différents lorsque cela les aidait à faire apparaître un dommage [voir aussi le tableau présenté par l'Inde au paragraphe 4.151 de sa première communication écrite].

36.B Cela n'est-il pas en contradiction avec l'argument de l'Inde selon lequel les CE ont été obligées de tenir compte des données relatives à Standard pour calculer la valeur normale en dépit du fait que cette société ne faisait pas partie de l'échantillon établi par les CE pour le calcul de la marge de dumping?

Standard Industries faisait partie de l'échantillon et l'argument de l'Inde n'est donc pas en contradiction avec sa réponse à la question 36.A. Standard figurait dès le départ dans l'échantillon de réserve unilatéralement imposé par les CE [voir la page 327 des pièces de l'Inde où il est dit que les "sociétés de réserve" Jindal et Standard ont été obligées de répondre au questionnaire]. Standard s'est dûment acquittée de cette obligation et les CE disposaient dès le départ de sa réponse au questionnaire. L'un des buts de la constitution d'un échantillon de réserve est précisément de disposer d'un complément d'information au cas où cela serait ou deviendrait nécessaire. Si l'on considère qu'il n'est pas nécessaire d'avoir recours aux données relatives à l'échantillon de réserve lorsqu'il s'avère que les critères de l'article 2.2.2 ii) ne sont pas satisfaits et que l'on veut tout de même utiliser la méthode de l'article 2.2.2 ii) quand alors devient-il nécessaire d'utiliser ces données?

L'Inde n'a jamais dit et ne dit pas que les CE auraient dû aller encore au-delà et *considérer d'autres données* que celles relatives aux sociétés faisant partie de l'échantillon (de réserve). Au contraire, que les CE auraient dû s'appuyer à la fois sur l'échantillon et sur l'échantillon de réserve.

Dans ces conditions, il n'existe de l'avis de l'Inde aucune contradiction entre sa réponse à la question 36.A et sa réponse à la question 36.B. L'Inde ne peut au contraire s'empêcher de penser que les Communautés ont évalué la situation des producteurs/exportateurs étrangers et celle de la branche de production communautaire avec un double étalon, ce qui est contraire aux dispositions de l'Accord antidumping.

En réalité, au lieu d'une contradiction, l'Inde aurait pu avoir une similitude dans l'utilisation des échantillons par les CE si la prise en compte de Standard avait été considérée dès le départ - ce qui n'est pas le cas, comme une sortie de l'échantillon. La position des CE semble être que lorsque les

données de l'échantillon leur sont "favorables" elles s'en servent. Lorsqu'elles ne le sont pas, elles les laissent de côté. Si des données obtenues hors de l'échantillon leur sont favorables, elles les utilisent; si elles ne leur sont pas favorables, elles ne s'en servent pas. Il suffit de regarder le tableau figurant au paragraphe 4.151 de la première communication écrite de l'Inde pour voir comment ce principe a fonctionné pour la détermination du dommage. Il en va de même pour le dumping. Même si l'inclusion de Standard aux fins de la détermination du bénéfice était considérée par les CE comme une "sortie de l'échantillon" - ce qui n'était pas le cas puisque Standard faisait partie de l'échantillon de réserve - les Communautés avaient peut-être d'autres raisons de ne pas retenir ces données. Peut-être Standard a-t-elle été écartée parce que sa prise en compte aux fins de la détermination du bénéfice conformément à l'article 2.2.2 ii) aurait été moins "favorable" aux CE. Peut-être celles-ci ont-elles "estimé" *prima facie* que les données de Standard n'étaient pas pertinentes parce que leur inclusion risquait de réduire la marge bénéficiaire et ont-elles décidé de ne pas les analyser davantage.

36.C Les CE peuvent-elles expliquer comment elles concilient le fait qu'elles ne se sont pas cantonnées aux données de l'échantillon pour examiner la question du dommage causé à la branche de production nationale et le fait qu'elles semblent dire qu'elles ne pouvaient pas ou du moins n'étaient pas tenues de sortir de l'échantillon et de prendre en compte les données relatives à Standard pour calculer la marge bénéficiaire au titre de l'article 2.2.2 ii).

Ce n'est pas à l'Inde de répondre à cette question.

36.D Pourquoi les CE ne se sont-elles pas cantonnées aux données concernant leur échantillon de producteurs communautaires et ont-elles utilisé des données se rapportant à tous les producteurs communautaires de linge de lit pour certains éléments de leur analyse au titre de l'article 3.4; à quel endroit de la détermination finale en expliquent-elles les raisons?

L'Inde ne sait vraiment pas et ne comprend pas pourquoi les CE se sont [partiellement] fondées sur des données autres que celles qui concernaient l'échantillon de producteurs communautaires [comme par exemple dans le cas de la société Luxorette]. De même, l'Inde ne sait pas pourquoi les CE ont refusé d'expliquer les raisons pour lesquelles elles avaient agi ainsi, en dépit des observations et des arguments qui leur ont été adressés à plusieurs reprises à ce sujet.

37.A De l'avis des parties, l'expression "droits antidumping" à la deuxième phrase de l'article 15 couvre-t-elle également les mesures provisoires, ou s'applique-t-elle uniquement aux droits définitifs?

Pour l'Inde, il ressort clairement du libellé de l'article 15 que l'expression "droits antidumping" à la deuxième phrase de cet article vaut également pour les mesures provisoires. En effet, il est dit expressément dans la première phrase de l'article que la situation particulière des pays en développement doit être prise en considération lorsqu'on envisage d'appliquer "des mesures antidumping". Il est donc évident qu'il s'agit de n'importe quel type de mesures antidumping, que celles-ci se présentent sous la forme de mesures provisoires ou de droits définitifs. Cette interprétation est du reste corroborée par le fait que les droits, qu'ils soient provisoires ou définitifs, tendent à avoir un effet négatif sur le commerce. C'est dans le but de limiter ces effets négatifs sur le commerce dans les pays en développement, en réduisant au maximum l'application de mesures antidumping, qu'elles soient sous la forme de droits provisoires ou de droits définitifs, que les rédacteurs de l'Accord antidumping ont inclus l'article 15.

37.B Les parties pourraient-elles, dans leurs réponses, faire spécifiquement référence au texte des autres dispositions de l'Accord antidumping qui ont trait aux droits et/ou aux mesures provisoires ou définitifs?

L'Inde est encore confortée dans sa position par le fait que l'article premier fait lui aussi référence aux "mesures antidumping". Étant donné que cet article constitue une préface pour

l'ensemble de l'Accord antidumping et que cet accord concerne à la fois l'application de droits provisoires et l'application de droits définitifs, il est clair que les termes "mesures antidumping" désignent aussi bien les droits provisoires que les droits définitifs. L'article 7.2 prévoit que "*les mesures provisoires pourront prendre la forme d'un droit provisoire*". Il est donc clair, par conséquent, que les "droits antidumping" englobent aussi les droits provisoires.

38.A De l'avis des parties, faut-il, pour s'acquitter des obligations imposées par l'article 15, aller au-delà de ce qui est prévu par l'article 8.3?

L'Inde estime que les obligations imposées par l'article 15 vont effectivement au-delà de ce qui est prévu par l'article 8.3. Un engagement en matière de prix n'est que l'une des solutions constructives possibles évoquées à l'article 15. Il peut à l'évidence y avoir aussi d'autres solutions constructives, suivant d'autres modalités. L'article 8.3 ne traite que du cas particulier des engagements en matière de prix. De plus, cet article 8.3 est applicable à tous les Membres de l'OMC. Il est donc clair que la possibilité d'un engagement en matière de prix au titre de l'article 8.3 peut être étudiée indépendamment de la question de savoir si les importations considérées proviennent d'un pays développé ou d'un pays en développement. Si les rédacteurs de l'Accord antidumping avaient voulu limiter la recherche de solutions constructives aux seuls engagements en matière de prix, ils n'auraient peut-être pas éprouvé la nécessité de rédiger un article 15 séparé. En incluant dans l'Accord un article spécifique et distinct traitant de la situation particulière des pays en développement et faisant référence à des "solutions constructives" ils ont clairement voulu imposer des obligations allant très largement au-delà de ce qui est prévu par l'article 8.3.

38.B En particulier, est-il nécessaire que le Membre qui ouvre une enquête prenne, par exemple, l'initiative de rechercher un accord et, dans l'affirmative, quand et comment cela doit-il être fait?

L'article 15 de l'Accord antidumping prévoit expressément que des solutions constructives "seront explorées". Il est donc clair qu'il incombe au Membre qui ouvre une enquête de prendre l'initiative de rechercher un tel accord. En fait, cela est encore plus évident si l'on lit la deuxième phrase de l'article 15 conjointement avec la première phrase de cet article qui prévoit que les pays développés Membres doivent prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement. En outre, il est dit aussi que les possibilités de solutions constructives seront explorées "préalablement à l'application de droits antidumping". Il est donc clair que le membre qui ouvre l'enquête doit prendre l'initiative d'explorer d'autres solutions constructives avant d'appliquer des droits antidumping.

38.C Une fois encore, si les obligations imposées par l'article 15 vont au-delà de ce qui est prévu par l'article 8.3, comment les autorités communautaires se sont-elles acquittées de ces obligations dans le contexte de l'enquête sur le linge de lit?

Comme l'Inde l'a expliqué en détail dans sa réponse à la question 13 ci-dessus, les autorités communautaires chargées de l'enquête n'ont pris absolument aucune initiative pour s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 15. En fait, elles n'ont même pas répondu à une proposition d'engagement en matière de prix qui leur avait été adressée par Texprocil, excepté pour dire qu'elles l'avaient reçue le dernier jour. Il est donc clair que les autorités communautaires ne se sont même pas acquittées des obligations qui leur incombaient au titre l'article 8.3, sans parler des obligations découlant de l'article 15.

Questions des CE

À titre préliminaire, l'Inde note que beaucoup des questions posées par les Communautés se rapportent au droit et à la pratique de l'Inde en matière de lutte antidumping ou demandent des informations à ce sujet. Les CE ne semblent pas se cantonner à l'examen des points de droit et de fait

relatifs à l'affaire à l'examen, mais semblent vouloir plutôt se focaliser sur le droit et la pratique de l'Inde en matière de lutte antidumping. Le droit et la pratique de l'Inde sont à cet égard en conformité avec l'Accord antidumping et n'ont jusqu'ici jamais donné matière à un différend. En outre, l'Inde considère que son droit et sa pratique en matière de lutte antidumping ne sont pas pertinents en l'espèce et que cette question ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

1. QUESTIONS CONCERNANT L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE

1. Selon l'Inde, quel est le type d'élément de preuve qu'il faut examiner pour déterminer s'il y a lieu ou non d'ouvrir une enquête antidumping au titre de l'article 5.3 de l'Accord antidumping?

L'Inde se félicite de cette possibilité qui lui est donnée de répéter et d'expliciter davantage les arguments développés dans sa première communication écrite à l'appui de son allégation 23.

L'Inde voudrait se référer plus spécialement au rapport du Groupe spécial du 19 juin 1998, Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique. Selon le Groupe spécial, l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande ne se limite pas à établir simplement que les prescriptions de l'article 5.2 sont satisfaites:

> *"7.47 Sur ce point, la position du Guatemala est claire: si les renseignements fournis par la demande constituent tout ce qui peut raisonnablement être à la disposition du requérant comme l'exige l'article 5.2, il est justifié que l'autorité ouvre l'enquête ...*
>
> *7.49 Nous ne pouvons pas accepter l'argument du Guatemala à cet égard. D'après nous, le fait que le requérant a fourni, dans sa demande, tous les renseignements qui "peuvent être raisonnablement à sa disposition" sur les points énumérés aux alinéas i) à iv) de l'article 5.2 ne permet pas de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. L'article 5.3 établit une obligation qui va au-delà de la simple vérification que les prescriptions de l'article 5.2 sont satisfaites." [note de bas de page omise; non souligné dans l'original]*

L'Organe d'appel n'a pas infirmé les conclusions du Groupe spécial sur ce point.

Il est clair que, *théoriquement parlant*, les éléments de preuve à examiner vont au-delà de ce qui est contenu dans la demande conformément à l'article 5.2. *Concrètement*, les éléments de preuve à fournir vont évidemment dépendre des faits de la cause. Toutefois, ainsi que l'Inde l'a également fait remarquer au paragraphe 5.28 de sa première communication écrite, juste avant l'ouverture de l'enquête les autorités chargées de l'enquête avaient bien à leur disposition d'autres renseignements que les seules allégations figurant dans la demande. Cela semble du reste être reconnu aussi par les CE au paragraphe 38 de leur première communication écrite, bien que l'on ne sache toujours pas très clairement à ce jour quels sont les renseignements qui ont été pris en considération.

L'Inde pourrait-elle illustrer sa réponse avec des exemples tirés de sa propre pratique antidumping?

Voir les observations générales ci-dessus.

2. L'Inde pourrait-elle donner un exemple sur la manière de rédiger l'avis au public concernant l'examen des éléments de preuve avant l'ouverture d'une enquête?

Les CE ont eu tout loisir d'expliquer comment elles avaient examiné les éléments de preuve au cours des différentes phases de la procédure: au moment de l'ouverture de l'enquête, au moment de l'adoption des mesures provisoires et au moment de l'adoption des mesures définitives. La forme sous laquelle ces explications sont fournies est évidemment libre, mais elles doivent être fournies. On ne peut se contenter de dire "*qu'il a été allégué que*" et considérer que l'on a ainsi satisfait à l'obligation. L'Inde estime avoir démontré *prima facie* que les CE n'avaient pas procédé à un examen des éléments de preuve avant l'ouverture de l'enquête, et encore moins publié d'avis au public concernant cet examen.

L'Inde considère-t-elle que les points relatifs aux éléments de preuve fournis dans la plainte de l'industrie communautaire et examinés aux fins de l'ouverture de l'enquête devraient être repris dans l'avis public de clôture de l'enquête?

Comme on l'a déjà indiqué, des explications peuvent être fournies à trois moments différents: dans l'avis au public d'ouverture de l'enquête, dans l'avis d'imposition de mesures provisoires et dans l'avis d'imposition de mesures définitives. L'article 12 indique quelles sont les obligations juridiques respectives à cet égard et, de l'avis de l'Inde, il est suffisamment explicite. Dans le droit et la pratique antidumping des Communautés (où les demandes reçues sont confidentielles et ne sont communiquées – sous une forme non confidentielle – aux parties intéressées qu'après l'engagement de la procédure), les parties intéressées ne peuvent logiquement commenter les éléments de preuve fournis dans la demande de l'industrie communautaire qu'après qu'elles ont reçu copie de la demande non confidentielle – c'est-à-dire après l'engagement de la procédure. Donc ce n'est qu'<u>après</u> l'engagement de la procédure que les parties intéressées peuvent analyser et examiner les éléments de preuve contenus dans la demande et faire des observations à ce sujet. Si les parties intéressées présentent des arguments et des allégations pertinents concernant les éléments de preuve contenus dans la plainte de la branche de production nationale, les autorités ont l'obligation, au titre de l'article 12.2.1 et 12.2.2, d'en tenir compte. Un membre ne peut simplement s'abstenir de donner des explications et considérer malgré tout qu'il a rempli ses obligations au titre de l'article 12.

L'Inde pourrait-elle illustrer sa réponse par des exemples tirés de sa propre pratique antidumping?

Voir les observations générales ci-dessus.

3. Selon l'Inde, comment doit-on procéder pour vérifier la représentativité de la branche de production nationale avant d'engager la procédure?

L'Inde renvoie à sa réponse à la question 9 du Groupe spécial. Elle rappelle que l'obligation de déterminer la représentativité avant l'ouverture de l'enquête prévue par l'article 5.4 a pour but de prévenir les plaintes abusives. En ce qui concerne aussi bien le seuil de 25 pour cent que le seuil de 50 pour cent, l'Inde considère que le texte de l'article 5.4 est sans ambiguïté: les déclarations de soutien ou d'opposition doivent émaner des producteurs à titre individuel et les autorités doivent examiner chacune de ces déclarations de soutien ou d'opposition pour déterminer, avant l'engagement de la procédure, si les seuils prescrits sont atteints. Si la demande elle-même peut à l'évidence être déposée par une association professionnelle au nom de ses membres, les déclarations de soutien ou d'opposition proprement dites doivent émaner des producteurs à titre individuel et ce sont elles qui doivent former la base pour la détermination de la représentativité. L'interprétation selon laquelle les associations professionnelles pourraient elle-même émettre des déclarations de soutien ou d'opposition au nom de leurs membres est non seulement contraire à l'objectif même de l'article 5.4, mais prive totalement de sens la note de bas de page 13.

En ce qui concerne le seuil de 25 pour cent pour le dénominateur, l'Inde considère qu'il s'agit par définition d'un chiffre fixe dont les autorités doivent s'assurer qu'il est atteint <u>avant</u> d'engager la procédure. À cet égard, l'Inde fait valoir que si, dans la majorité des cas, ce dénominateur n'a pas une

importance décisive puisque les producteurs soutenant expressément la demande représentent beaucoup plus de 25 pour cent de la profession, dans certains cas limites comme celui qui est à l'examen, il appartient aux autorités de prendre des mesures appropriées pour s'assurer que le seuil de 25 pour cent est bien atteint et que l'on a utilisé des chiffres corrects tant pour le numérateur que pour le dénominateur.

En ce qui concerne le seuil de 50 pour cent, l'Inde n'ira pas jusqu'à dire que les autorités doivent sonder activement *tous* les producteurs nationaux pour examiner le degré de soutien/d'opposition [mais uniquement ceux qui se sont faits connaître], bien que la note de bas de page 13 et la pratique d'autres utilisateurs traditionnels de l'Accord antidumping semblent pencher en faveur d'une telle solution. Si, toutefois, le Groupe spécial arrivait à la conclusion que l'article 5.4 impose en réalité ce sondage systématique, l'Inde accueillerait avec satisfaction cette décision tout en notant qu'il est clair que les CE n'ont pas interrogé tous les producteurs nationaux afin de déterminer le degré de soutien/d'opposition à la demande, ce que du reste elles ne semblent pas contester.

Quel est le niveau de preuve que l'Inde considère comme nécessaire au titre de l'article 5.4 de l'Accord antidumping?

L'Inde note tout d'abord que la notion de "niveau de preuve" et le seuil à partir duquel on considère qu'une exigence particulière est remplie ne peuvent intrinsèquement être définis avec une précision absolue dans la plupart des situations juridiques; le niveau de preuve requis n'est du reste pas nécessairement le même pour toutes les dispositions de l'Accord antidumping.

De l'avis de l'Inde, le niveau de preuve requis au titre de l'article 5.4 est fonction de plusieurs facteurs, à savoir:

- le texte de l'article 5.4 lui-même, y compris la nature du seuil envisagé dans cet article;
- l'objet et le but de la détermination de la représentativité prescrite à l'article 5.4, le texte de cet article étant interprété dans son sens ordinaire et à la lumière des autres dispositions de l'Accord antidumping; et
- les faits de la cause dans chaque espèce.

En ce qui concerne le texte de l'article 5.4 et la nature des critères énoncés dans cette disposition, nous notons que l'article 5.4 prévoit une méthode bien spécifique pour déterminer la représentativité. Cette méthode se fonde sur des paramètres mathématiques objectifs. L'article 5.4 dit clairement que le seuil minimum requis *doit* être atteint pour pouvoir ouvrir l'enquête. Il est clair également que c'est l'*autorité* chargée de l'enquête qui doit déterminer si le seuil établissant la représentativité a été atteint, sur la base d'un examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé par les producteurs nationaux.

Si l'on regarde ensemble tous ces facteurs, il serait assez incongru de penser qu'alors que les rédacteurs se sont apparemment donnés du mal pour établir un critère objectif et mathématiquement mesurable qui *doit* être satisfait (au lieu de lui préférer un critère plus subjectif ou plus vague), ces mêmes rédacteurs se seraient ensuite contentés d'un niveau de preuve très bas lorsqu'il se serait agi d'examiner si l'exigence de représentativité est bien remplie dans une affaire donnée. La manière dont la prescription correspondante est rédigée dans l'article 5.4 semble au contraire sous-entendre qu'un degré élevé de précision et de diligence doit être exercé pour déterminer la représentativité au titre de cette disposition.

On est encore conforté dans cette idée lorsqu'on considère l'objet et le but de l'exigence de représentativité et sa pertinence par rapport aux autres objectifs généraux de l'Accord antidumping. L'objectif premier de l'exigence de représentativité semble être à l'évidence d'éviter les plaintes

abusives, compte tenu du fait que le "simple" engagement d'une procédure a souvent des effets négatifs graves et immédiats sur le commerce des exportateurs. De telles atteintes au commerce sont manifestement tout à fait contraires aux objectifs de l'Accord sur l'OMC. De plus, en ce qui concerne le "niveau de preuve" qui est généralement requis dans le contexte d'une plainte, l'article 5.2 dit clairement qu'"*une simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents, ne pourra pas être jugée suffisante* ...". À notre avis, le principe exprimé à l'article 5.2 est très instructif en ce qui concerne le "niveau de preuve" requis par l'article 5.4 car il sous-entend une fois de plus que l'autorité doit exercer un haut degré de diligence et que toutes les informations ou affirmations ne peuvent pas être prises pour argent comptant.

Il ressort clairement des rapports de précédents groupes spéciaux qu'à moins que l'autorité chargée de l'enquête puisse étayer sa détermination de la représentativité par des éléments de preuve ou des données fiables, elle ne peut être véritablement considérée comme ayant satisfait à l'obligation de vérifier ce point avant d'engager la procédure. Par exemple, dans l'affaire de l'*acier suédois*, les États-Unis avaient argué qu'en ouvrant une enquête antidumping en l'espèce, ils avaient pleinement respecté l'exigence de représentativité énoncée à l'article 5.1 de l'ancien Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1947. Dans cette affaire, la plainte avait été déposée par une association professionnelle. Les États-Unis étaient convenus que les autorités chargées de l'enquête devaient vérifier la représentativité avant d'engager la procédure, notant qu'il devait y avoir "*un examen attentif, entre autres éléments, des déclarations d'un requérant qui affirmait déposer sa requête au nom d'une branche de production nationale*".[4] Toutefois, bien que les États-Unis aient soutenu qu'ils avaient bien procédé à cet examen attentif, le Groupe spécial a rejeté leur argument en notant que cette affirmation ne s'appuyait pas sur des données solides montrant que l'exigence de représentativité était bien satisfaite. Le Groupe spécial a noté qu':

> "*aucun élément de preuve statistique n'avait par conséquent été apporté au Groupe spécial pour étayer l'affirmation que la demande justifiait "à première vue" l'ouverture d'une enquête au nom de la branche de production nationale".*

En ce qui concerne les faits de la cause, nous aimerions tout d'abord relever que, si une association professionnelle peut indubitablement agir au nom de ses membres, l'article 5.4 exige clairement que l'autorité chargée de l'enquête vérifie *toujours* que le niveau de soutien requis existe et examine les déclarations de soutien des producteurs à titre individuel. En outre, ainsi que nous l'avons vu plus haut, dans les cas où le seuil de 25 pour cent peut être décisif, il est tout aussi important que l'autorité chargée de l'enquête prenne les mesures appropriées pour s'assurer que ce seuil est atteint et que l'on utilise un numérateur et un dénominateur corrects.

Enfin, ainsi que nous l'avons également vu plus haut, le niveau de preuve requis n'est pas forcément le même pour toutes les dispositions de l'Accord antidumping. Ainsi par exemple, de précédents groupes spéciaux ont estimé que le niveau de preuve requis pour l'établissement du dumping, du dommage et du lien de causalité aux fins de l'ouverture d'une enquête était un peu moindre que celui exigé pour l'imposition de droits provisoires ou définitifs. Pour ce qui est de la détermination du dumping, du dommage et du lien de causalité, il s'agit là à l'évidence d'un principe de bon sens compte tenu de la complexité et du volume des informations qui doivent être analysées et pesées pour arriver à des déterminations provisoires ou définitives.

Toutefois, nous pensons qu'il est important de faire la distinction entre le niveau de preuve exigé pour démontrer l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité au stade de l'engagement de la procédure d'une part, et le niveau de preuve requis pour déterminer la *représentativité* au moment de l'ouverture de l'enquête, d'autre part.

[4] Paragraphe 5.11.

Tout d'abord, dans le premier cas, il est par définition impossible d'aboutir à des conclusions définitives au début de l'enquête en raison de la complexité des éléments de preuve qui entrent en jeu. Il n'en va pas de même en ce qui concerne la détermination de la représentativité. En réalité, compte tenu du fait que la représentativité peut être déterminée sur la base d'une évaluation factuelle beaucoup plus simple et que l'article 5.4 fournit un critère clair et simple à cet égard, il n'y a aucune raison logique pour que l'évaluation de la représentativité ne puisse être effectuée avec un degré de certitude relativement élevé. On demande simplement à l'autorité chargée de l'enquête de vérifier qu'un soutien suffisant a véritablement été exprimé par les producteurs à titre individuel et que ceux-ci représentent une fraction suffisante de la production nationale pour que le seuil de 25 pour cent soit atteint. En fait, même si le nombre d'entreprises nationales concernées est exceptionnellement élevé, cette condition reste très facile à remplir puisque la note 13 se rapportant à l'article 5.4 permet de déterminer dans quelle mesure il y a soutien ou opposition en utilisant des techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique.

Par ailleurs, il convient de rappeler qu'aucun droit antidumping ne peut être appliqué jusqu'à ce qu'une détermination *provisoire ou finale* ait été faite. Étant donné que les droits ne sont évidemment pas imposés à la phase d'engagement de la procédure, il est logique de n'exiger, à ce stade, qu'un niveau de preuve un peu moins élevé de l'existence d'un dumping, d'un dommage ou d'un lien de causalité *car le dommage résultant de l'imposition de droits n'entre pas en jeu au stade de l'ouverture de l'enquête*. Toutefois, il convient de faire la distinction entre le dommage résultant de l'imposition de droits d'une part et le dommage immédiat et différent qui est causé aux exportateurs par l'engagement de la procédure elle-même (par exemple pertes de ventes, frais de justice et pertes d'heures de travail). En ce qui concerne le dommage résultant de l'engagement de la procédure, l'examen préalable de la représentativité par l'autorité chargée de l'enquête est la "dernière chance" pour l'exportateur d'échapper à ce dommage et, de ce point de vue, en termes de conséquences, la détermination de la représentativité par l'autorité se rapproche davantage d'une constatation provisoire ou définitive de l'existence d'un dumping dommageable que d'une simple évaluation préliminaire.

Pour toutes les raisons exposées ci-dessus, il nous semble que les rédacteurs de l'article 5.4 ont considéré que l'exigence de représentativité était une condition préalable capitale pour ouvrir une enquête antidumping et que la mention d'un critère spécifique était destinée à permettre de mesurer avec une très grande exactitude le niveau de soutien requis pour établir cette représentativité. L'Inde considère en conséquence que l'article 5.4 impose à l'autorité chargée de l'enquête de prendre des mesures raisonnables pour vérifier que les seuils prescrits sont atteints, en particulier lorsqu'il apparaît que la question de la représentativité peut être décisive. Encore une fois, la nature de l'exigence de représentativité imposée par l'article 5.4 semble sous-entendre qu'un haut degré de précision et de diligence est requis.

Dans sa propre pratique antidumping, l'Inde accepte-t-elle uniquement les plaintes qui ont été explicitement appuyées par les producteurs nationaux à titre individuel? Dans l'affirmative, l'Inde pourrait-elle fournir des exemples concrets de cette expression de soutien? Dans la négative, l'Inde pourrait-elle expliquer dans quels cas elle considère que les plaintes déposées au nom de la branche de production nationale sont acceptables?

Voir les observations générales ci-dessus.

4. L'Inde pourrait-elle expliquer comment les avis au public concernant l'ouverture de l'enquête devraient être formulés en ce qui concerne la détermination initiale de la représentativité, en donnant si possible des exemples concrets? L'Inde revient-t-elle sur les questions touchant à la détermination initiale de la représentativité dans l'avis au public de clôture d'une enquête?

L'Inde note que l'article 12.1.1 ne contient aucune disposition concernant la détermination de la représentativité. D'un autre côté, il ressort clairement de l'article 5.4 et des rapports des groupes

spéciaux du GATT [acier suédois; ciment mexicain] qu'il convient de déterminer correctement la représentativité avant d'ouvrir une enquête et qu'un défaut dans la détermination ne peut être corrigé rétroactivement dans la suite de la procédure. Toutefois, il apparaît que ces deux observations ne sont pas nécessairement contradictoires. D'un côté, l'Accord antidumping n'impose aux autorités aucune obligation *de forme* quant à la façon d'expliquer dans l'avis d'ouverture de l'enquête comment la représentativité a été déterminée. Mais d'un autre côté, l'article 5.4 impose de manière non équivoque une obligation *de fond* qui est de déterminer correctement la représentativité avant d'engager la procédure. L'Inde est d'accord sur le fait que les questions relatives à l'établissement de la représentativité peuvent être expliquées aussi bien dans les déterminations provisoires que dans les déterminations définitives. Toutefois, la détermination de la représentativité en tant que telle doit avoir été faite correctement avant l'engagement de la procédure sur la base des faits connus au moment de cette détermination. Ainsi par exemple, le fait de ne pas avoir demandé ou reçu de déclarations individuelles de soutien avant d'engager la procédure ne peut être corrigé à postériori par la réception de déclarations individuelles de soutien après que la procédure a été engagée. Et, en tout état de cause, si des préoccupations sont exprimées concernant cette détermination, on ne peut pas simplement s'en désintéresser.

2. QUESTIONS RELATIVES AU DOMMAGE

5. L'Inde, dans sa propre pratique antidumping, essaie-t-elle de déterminer qu'un dommage important est causé seulement par les transactions qui font l'objet d'un dumping?

Les CE renvoient l'Inde aux exemples suivants tirés de sa propre pratique:

Catalyseur d'hydrosulfuration, catalyseur de désulfuration à l'oxyde de zinc, catalyseur de conversion haute température, catalyseur de conversion basse température, catalyseur de reformage secondaire, catalyseur de méthanation, originaires du Danemark – conclusions préliminaires. ADD/IW/39/95-96, Ministère du commerce, 7 mai 1997 (voir en particulier les paragraphes 18 et 23) (confirmé dans les conclusions finales);

Cyanure de sodium originaire des États-Unis d'Amérique, de la République fédérale d'Allemagne, de la République tchèque, de la République populaire de Corée et du territoire de l'Union européenne – conclusions préliminaires n° 8/1/999-DGAD, Ministère du commerce, 20 octobre 1999 (pages 19-21) (confirmé dans les conclusions finales).

Voir les observations générales ci-dessus.

6. Dans sa propre pratique antidumping l'Inde évalue-t-elle tous les facteurs énumérés dans l'article 3.4 de l'*Accord antidumping* ou seulement ceux qui semblent pertinents?

Voir les observations générales ci-dessus.

Lors de la réunion avec le Groupe spécial, les CE ont renvoyé l'Inde au paragraphe 19 de ses récentes conclusions finales du 6 mai 2000 dans l'*enquête antidumping concernant des importations de cyanure de sodium en provenance des États-Unis, de l'Union européenne, de la République tchèque et de la République de Corée.* 8/1/99-DGAD.

7. Dans sa propre pratique antidumping, l'Inde essaie-t-elle de déterminer si le dumping a eu lieu pendant toute la période de l'enquête (sur l'existence d'un dommage) ou part-elle du principe qu'il y a eu ou n'y a pas eu dumping dans la période précédant immédiatement la période de l'enquête (sur l'existence d'un dumping)?

Voir les observations générales ci-dessus.

Les CE voudraient renvoyer l'Inde aux exemples suivants tirés de sa propre pratique:

Oxo alcools originaires de Pologne, de Corée du Sud, d'Indonésie, d'Arabie saoudite, de Russie, d'Iran, des États-Unis et de l'Union européenne - conclusions préliminaires n° 15/1/99-DGAD, Ministère du commerce, Direction générale des droits antidumping et apparentés, notification, 3 décembre 1999 (voir les pages 41, 66 et 70);

Catalyseur d'hydrodésulfuration, catalyseur de désulfuration à l'oxyde de zinc, catalyseur de conversion haute température, catalyseur de conversion basse température, catalyseur de reformage secondaire, catalyseur de méthanation originaires du Danemark – conclusions préliminaires. ADD/IW/39/95-96, Ministère du commerce, 7 mai 1997 (voir en particulier les paragraphes 1-o, 18, 21-a, 23) (confirmé dans les conclusions finales).

Cyanure de sodium originaire des États-Unis d'Amérique, de la République fédérale d'Allemagne, de la République tchèque, de la République populaire de Corée et du territoire de l'Union européenne – conclusions préliminaires n° 8/1/99-DGAD, Ministère du commerce, 20 octobre 1999 (pages 5, 21) (confirmé dans les conclusions finales).

3. QUESTIONS RELATIVES À LA PROCÉDURE

8. À la page 79 (paragraphe 3.135) de sa première communication écrite, l'Inde indique les marges bénéficiaires réalisées par des sociétés d'autres pays. Où l'Inde s'est-elle procuré ces renseignements hautement confidentiels?

La source directe des renseignements fournis dans ce paragraphe est la pièce n° 27 de l'Inde, page 438, qui reprend les commentaires de Texprocil du 6 juillet 1997 en réponse aux informations préliminaires notifiées. L'Inde croit comprendre que ces renseignements proviennent initialement du marché lui-même. L'Inde note aussi que ces marges bénéficiaires au cours des trois dernières années n'ont jamais été contestées par les CE. Le bénéfice pour les CE [5 pour cent] se fonde sur le considérant 130 du règlement provisoire.

9. Dans la pièce n° 16 de l'Inde, une lettre de l'organisme gouvernemental indien responsable de la délivrance des licences d'exportation pour les produits à l'examen révèle qu'il y a 287 exportateurs indiens concernés. Au cours de l'enquête, on a dit aux CE qu'ils n'étaient que 84. Les volumes d'exportations mentionnés ne correspondent pas non plus à ceux qui ont été indiqués aux CE. L'Inde peut-elle expliquer ces divergences?

Il semble que les CE confondent producteurs exportateurs et négociants. Le document en question fait clairement référence aux "expéditeurs". Étant donné que les CE ont pour politique de considérer que seuls les producteurs exportateurs sont responsables de "leur" marge de dumping [voir (1994) J.O. L48/10[5]], les négociants n'entrent pas en ligne de compte pour la constitution d'un échantillon visant à établir une marge de dumping moyenne pondérée. Il convient de remarquer aussi

[5] Dans cette procédure, les CE ont annoncé qu'en règle générale, elles ne calculeraient pas de marges de dumping séparées pour les maisons de commerce: "*considérant qu'une société de commerce est normalement libre d'acheter à n'importe quelle source et peut changer de source d'approvisionnement à sa convenance, elle ne peut être traitée de la même manière qu'un producteur. Par conséquent, en règle générale, des marges de dumping individuelles attribuées et des droits ne sont pas imposés aux exportateurs qui ne fabriquent pas eux-mêmes le produit*".

qu'un certain nombre des négociants mentionnés dans la liste exportaient un maximum de 1 [un] kg, de sorte que l'argument des CE manque peut-être un peu de sérieux. En ce qui concerne les prétendues divergences, l'Inde ne voit pas à quelles divergences les CE font en fait allusion.

ANNEXE 1-7

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DE L'INDE

(24 mai 2000)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 357
II. OUVERTURE DE L'ENQUÊTE 359
1. Article 5.3: absence d'examen au titre de l'article 5.3 (allégation 23) 359
2. Article 5.4: détermination incorrecte de la représentativité (allégation 26) 360
III. DUMPING 366
1. Article 2.2: le bénéfice doit être "*raisonnable*" (allégation 4) 367
2. Article 2.2.2: application incorrecte (allégation 1) 367
3. Article 2.4.2: interprétation incorrecte de l'expression "moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation"; on ne peut pas mélanger la règle de base et les exceptions (allégation 7) 369
IV. DOMMAGE 372
1. Article 3.1: l'examen n'a pas porté sur les seules transactions faisant l'objet d'un dumping (allégation 8) 373
2. Article 3:4: tous les facteurs n'ont pas été évalués (allégation 11) 374
3. Article 3.4: une sélection a été opérée dans la branche de production nationale aux fins de la détermination du dommage (allégation 15) 380
4. Article 6.10 et 6.11: l'échantillon n'est pas valable d'un point de vue statistique (allégation 16) 383
5. Importations faisant l'objet d'un dumping avant la période d'enquête (allégation 19) 383
6. Article 3.5: pas d'examen des autres facteurs (allégation 20) 384
V. ARTICLE 15: NON-RECONNAISSANCE DU STATUT DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT (allégation 29) 385
VI. ARTICLE 12.2.2: ABSENCE D'EXPLICATIONS/EXPLICATIONS INSUFFISANTES (allégations 3, 6, 13, 18, 22, 25, 28 et 31) 387

I. INTRODUCTION

1. L'Inde remercie le Groupe spécial de sa patiente attention et profite de cette occasion pour contester les arguments des CE et mettre à nouveau l'accent sur certaines contradictions factuelles dans leur raisonnement [voir par exemple les affirmations contradictoires des CE concernant Luxorette, l'offre d'engagements en matière de prix, l'inspection du dossier non confidentiel, l'examen de la plainte, la détermination de la représentativité, etc.].

2. L'Inde voudrait dire à titre préliminaire qu'elle considère que cette deuxième communication écrite reprend et complète les arguments qu'elle a présentés au cours sa première déclaration orale. Aussi s'efforcera-t-elle, à ce stade, d'éviter de répéter en détail ses arguments et objections.

3. En tant que deuxième observation préliminaire, l'Inde regrette que les CE n'aient pas initialement répondu à un certain nombre de questions importantes posées par le Groupe spécial [par exemple, les questions 14, 15, 16 et 17] et n'aient finalement donné de réponses que trois jours après le délai limite. L'Inde ne fera pas de commentaire sur ces réponses des CE puisqu'elles n'ont pas été fournies dans les délais.[1] L'Inde demande au Groupe spécial de tirer les conséquences du refus des CE de répondre aux questions 14 et 17 du Groupe spécial en temps voulu. On pourrait établir un parallèle avec la détermination selon laquelle l'article 6 de l'Accord antidumping doit être considéré comme "hors mandat" du fait que l'Inde n'a pas mentionné cet article en temps opportun, bien que les CE aient eu en fait trois semaines pour réagir. L'Inde, de son côté, n'a maintenant que deux jours pour réagir aux réponses des CE aux questions 14 à 17.

4. L'Inde regrette aussi que les CE n'aient répondu que partiellement à d'autres questions du Groupe spécial [par exemple, la question 18] et n'aient pas non plus répondu sur le fond à un certain nombre de questions de l'Inde, bien que la plupart de ces questions aient été très directes [par exemple, les questions 2, 3, 9, 10, 11 et 23 de l'Inde]. L'Inde voudrait attirer tout particulièrement l'attention du Groupe spécial sur la manière dont les CE ont délibérément omis de répondre aux questions 6 à 10 de l'Inde, et refusé de clarifier ces points. La réponse donnée par les CE à un certain nombre de questions, à savoir qu'"à ce stade avancé – nous ne répondrons que si le Groupe spécial estime que cela est nécessaire ..." [par exemple, réponses aux questions 2, 9 et 10] est extrêmement regrettable.

5. De l'avis de l'Inde, cette attitude des CE est symptomatique de la manière dont elles ont traité l'Inde et ses exportateurs pendant toute la procédure administrative et la procédure de règlement des différends. Cela contraste avec les efforts très sérieux qu'a faits l'Inde pour coopérer pleinement avec les CE tout au long des procédures administratives Linge de lit I et Linge de lit II et pour collaborer pleinement avec le Groupe spécial et les CE durant la présente procédure de règlement des différends. À ce jour, on ne sait toujours pas très clairement ce qui s'est passé avant le début et au début de la procédure administrative en ce qui concerne l'examen de la plainte et la détermination de la représentativité. Étant donné que les CE ont gardé par-devers elles pendant près de quatre ans ces éléments d'information qu'elles étaient seules à détenir et continuent à ne pas les communiquer au Groupe spécial, l'Inde note que le Groupe spécial serait en droit de se demander si cela est véritablement justifié.[2] Nous examinerons cette question plus en détail ci-après.

6. La contre-argumentation de l'Inde se divise en six parties:

- Introduction (I);
- Allégations concernant l'ouverture de l'enquête (II);
- Allégations concernant le dumping (III);
- Allégations concernant le dommage et le lien de causalité (IV);
- Allégations concernant le statut de pays en développement (V); et
- Allégations concernant les explications (VI).

[1] Contrairement à l'offre d'engagement en matière de prix qui a été communiquée par l'Inde le dernier jour, c'est-à-dire dans les délais, et qui a été rejetée pour cette raison par les CE, les réponses des CE arrivent maintenant avec trois jours de retard.

[2] Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils, WT/DS70/R, du 14 avril 1999; Argentine - Textiles et vêtements, WT/DS56/R, du 22 avril 1998.

II. OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

1. Article 5.3: absence d'examen au titre l'article 5.3 (allégation 23)

7. À titre préliminaire, l'Inde rejette les arguments développés aux paragraphes 47 à 74 de la première communication écrite des CE. Elle rejette en particulier l'argument selon lequel l'Inde plaide pour une interprétation "fantaisiste" du mot "examineront" [point 54] ou selon lesquels l'interprétation du mot "examineront" est "si vague qu'elle n'a aucune utilité" [point 49]. L'Inde rejette aussi les arguments contenus aux paragraphes 30 à 35 de la première déclaration orale des CE. Elle regrette que les CE aient refusé de répondre à ses questions légitimes concernant les affirmations qu'elles ont faites dans les paragraphes susmentionnés [par exemple, questions 2 et 16 de l'Inde].

8. Il ressort clairement du texte même de l'avis d'ouverture de l'enquête des CE qu'il n'y a, en fait, pas eu d'examen du tout. La plainte a été prise pour argent comptant en ce qui concerne le nombre de sociétés qui étaient supposées l'appuyer et aucun examen n'a eu lieu.

9. À cet égard, l'Inde conteste aussi vivement la déclaration contenue au paragraphe 55 de la première communication des CE selon laquelle "*les autorités communautaires … n'ont pas intérêt à ouvrir des enquêtes qui ont des chances de ne pas aboutir faute de preuves*". Cette déclaration est assez plaisante si l'on sait que l'Inde vient de faire l'objet de plusieurs enquêtes, (*tissus synthétiques, tissus de coton, linge de lit I*), dont aucune n'a abouti, précisément faute de preuves.

10. Il semble que les éléments de preuve n'ont été examinés – s'ils l'ont été – que dans la mesure où ils pouvaient faire apparaître un dommage, ce qui est une façon d'établir les faits que l'on peut difficilement qualifier d'"impartiale et objective". Cela est par exemple corroboré par le fait que les CE n'ont pris en compte la déclaration de l'association espagnole que dans la mesure où elle révélait un soutien actif [page 1071 des pièces de l'Inde] mais ont omis d'examiner *avant* l'ouverture de l'enquête si un producteur de cette association était éventuellement opposé à la plainte [voir la réponse des CE à la question 4 de l'Inde].

11. Pour ce qui est de l'affirmation contenue au paragraphe 68 de la première communication écrite des CE selon laquelle d'éventuels éléments de preuve tendant à démontrer qu'il n'y aurait pas eu de dommage ne sont pas pertinents, l'Inde rappelle le rapport du Groupe spécial du 19 juin 1998 *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*.[3] L'argument des CE concernant le précédent qui existerait dans l'affaire SHTF tombe à côté, car cette affaire portait sur des faits entièrement différents: la question qui se posait en l'espèce était de savoir si la plainte devait contenir des informations sur tous les facteurs relatifs au dommage. Ce n'est pas ce sur quoi porte l'argumentation de l'Inde [bien qu'il soit clair que la plainte d'*Eurocoton* ne contenait évidemment pas d'éléments de preuve sur tous les facteurs relatifs au dommage]. Dans l'affaire à l'examen, la question posée est de savoir si les autorités chargées de l'enquête peuvent négliger des éléments d'information qui sont de manière patente à leur disposition. Comme cela est également souligné au paragraphe 5.28 de la première communication écrite de l'Inde, juste avant l'ouverture de l'enquête, les autorités avaient bien à leur disposition des éléments d'information autres que les simples allégations contenues dans la plainte. C'est du reste apparemment aussi la position exprimée par les CE au paragraphe 38 de leur première communication écrite, bien qu'en dépit de la question légitime posée par l'Inde à ce sujet, les CE aient malheureusement refusé de fournir des éléments factuels à l'appui de leurs affirmations [réponses des CE aux questions 2 et 3 de l'Inde].

12. Pour toutes ces raisons, l'Inde demande au Groupe spécial de conclure qu'il n'y a pas eu d'examen - ou un examen insuffisant - par les CE, en violation de l'article 5.3.

2. Article 5.4: détermination incorrecte de la représentativité (allégation 26)

[3] *Voir aussi* les réponses écrites de l'Inde aux questions du Groupe spécial.

13. À titre préliminaire, l'Inde rejette les arguments avancés par les CE aux paragraphes 82 à 100 de leur première communication écrite. L'Inde rejette aussi les arguments développés aux paragraphes 39 à 44 de la première déclaration orale des CE.

14. L'Inde rappelle qu'il y a eu deux rapports de groupes spéciaux du GATT sur la question de la représentativité: États-Unis – Institution de droits antidumping à l'importation de produits creux en acier inoxydable sans soudure en provenance de Suède[4] [acier suédois] et États-Unis - Droits antidumping appliqués au ciment Portland gris et au ciment clinker importés du Mexique[5] [ciment mexicain]. Dans ces deux rapports, les groupes spéciaux ont établi sans conteste que 1) les autorités chargées de l'enquête ont l'obligation de vérifier activement si une demande a effectivement été déposée au nom de la branche de production nationale[6] et 2) le fait de n'avoir pas déterminé correctement la représentativité constitue une erreur rédhibitoire qui ne peut être réparée rétroactivement au cours de la procédure. Les passages pertinents des rapports des deux groupes spéciaux sont remarquablement similaires. Ainsi le Groupe spécial sur l'acier suédois a noté que:

> "… *dans son sens courant cette expression ["en son nom"] servait à désigner une situation dans laquelle une personne physique ou morale agissait de la part d'une autre, ce qui impliquait l'idée de mandat ou de représentation. Rien dans le texte de l'article 5.1 ne donnait à penser que les rédacteurs de l'accord aient voulu y attacher un sens différent; au contraire, le fait que, dans l'alternative offerte par l'article 5.1, l'expression "en son nom" faisait pendant à "par" soulignait qu'il fallait l'interpréter dans son sens courant. De l'avis du Groupe spécial, la disposition prévoyant qu'une demande pouvait être présentée autrement que "par" la branche de production nationale affectée ne saurait être si vague qu'elle autorise le dépôt d'une demande par certains membres d'une branche de production prétendant simplement agir "au nom" du reste de la branche. Le Groupe spécial a conclu qu'"une demande présentée par écrit au nom de la branche de production affectée" impliquait qu'une telle demande* ***devait*** *avoir été autorisée ou approuvée par la branche de production affectée avant l'ouverture d'une enquête.*
>
> *Le Groupe spécial est ensuite passé à la question de savoir s'il fallait interpréter l'article 5.1 comme faisant obligation aux autorités chargées de l'enquête de s'assurer*

[4] ADP/47 (20 août 1990).
[5] APD/82 (7 septembre 1992).
[6] L'Inde voudrait qu'il soit pris acte du fait qu'au paragraphe 89 de leur première communication écrite, les CE ont mal interprété l'argument de l'Inde. Une plainte peut être soumise "par ou au nom de" la branche de production concernée (article 5.2). Une association telle qu'Eurocoton peut déposer une plainte "au nom de" l'industrie communautaire. Toutefois, l'article 5.4 requiert que les CE déterminent si la plainte est effectivement présentée "au nom de" l'industrie communautaire, ce qui doit être fait sur la base d'un "examen" du "degré de soutien (etc.)". Les CE semblent considérer que pour les besoins de l'article 5.4 il suffisait d'établir une liste des associations nommées dans la plainte d'Eurocoton. Dans leur communication, les CE ne précisent pas si elles ont vérifié que les membres de ces associations nationales totalisaient au moins 25 pour cent de la production communautaire, mais, quoi qu'il en soit, cela n'est pas pertinent. Le principe essentiel posé par l'article 5.4 est qu'il faut vérifier l'allégation du plaignant selon laquelle il représente effectivement la branche de production. Si le nombre de producteurs concernés n'est pas trop élevé, cela peut être fait soit en prenant contact avec chacun d'eux soit en obtenant d'eux une déclaration à cet effet. Si la branche de production est dispersée, la première note de bas de page correspondant à l'article 5.4 autorise à utiliser un échantillon valable du point de vue statistique (ce que les CE n'ont pas fait en l'espèce). Il ressort manifestement de la structure de l'article 5 que l'interprétation donnée par les CE est inacceptable. Ainsi par exemple, si une simple déclaration du requérant (accompagnée ou non de déclarations d'associations qui ne sont pas elles-mêmes à proprement parler des producteurs) suffisait pour les besoins de l'article 5.4, la première note de bas de page relative à cet article n'aurait pas de sens. Cette note appelle clairement une action positive de la part des autorités chargées de l'enquête: "les autorités pourront déterminer dans quelle mesure il y a soutien ou opposition en utilisant des techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique".

> *avant d'ouvrir une enquête, lorsqu'une demande présentée par écrit avait été prétendument faite au nom d'une branche de production nationale, que tel était bien le cas. Il a considéré à cet égard que la référence, dans la première phrase de l'article 5.1, à la définition de la branche de production donnée à l'article 4 signifiait que, pour se prononcer sur la valeur d'une demande écrite prétendument présentée au nom d'une branche de production nationale, les autorités compétentes devaient tenir compte de cette définition. Il ne pouvait être satisfait à cette obligation de se conformer à la définition de la branche de production énoncée à l'article 4 dans les décisions d'ouvrir une enquête que si les autorités chargées de l'enquête examinent si la personne physique ou morale qui en avait présenté la demande agissait au nom de la branche de production affectée, telle qu'elle était définie à l'article 4. Le Groupe spécial a donc conclu qu'il fallait interpréter l'article 5.1 comme faisant obligation aux autorités compétentes de s'assurer, **avant** d'ouvrir une enquête, que la demande par écrit avait été faite au nom d'une branche de production nationale, au sens de l'article 4*." [paragraphes 5.9 et 5.10; non souligné dans l'original]

15. Le Groupe spécial a estimé que les États-Unis n'avaient pas vérifié, avant d'ouvrir une enquête, que la demande avait effectivement été présentée "au nom de" la branche de production nationale et a considéré que "*vu la nature de l'article 5.1 qui énonçait une condition de procédure essentielle, … rien n'autorisait à considérer qu'un manquement à cette obligation pouvait être réparé rétroactivement.*"[7]

16. Dans l'affaire *Ciment mexicain*, le Groupe spécial a constaté de même que, dans l'article 5.1, l'expression "*en son nom*" impliquait une notion de mandat ou de représentation et qu'une plainte devait être autorisée ou approuvée par la branche de production affectée, l'expression "branche de production" étant définie à l'article 4.[8] Le Groupe spécial a ensuite estimé que l'utilisation du mot "sera" à l'article 5.1 signifiait qu'il s'agissait là d'une prescription impérative et que les autorités chargées de l'enquête devaient vérifier, avant l'ouverture de celle-ci, que la demande était présentée par les producteurs de la totalité ou de la quasi-totalité de la production ou en leur nom (cela eu égard au fait que c'était toute une branche de production régionale qui était concernée).[9] Ainsi, les autorités chargées de l'enquête devaient vérifier, avant d'ouvrir l'enquête, que la plainte avait été faite avec l'autorisation ou l'approbation des producteurs de la totalité ou de la quasi-totalité de la production à l'intérieur du marché régional.[10] Le Groupe a ensuite conclu que, dans les faits, le Département du commerce n'avait pas essayé de vérifier ni de déterminer l'ampleur de l'appui ou de l'approbation dont bénéficiait la plainte et avait par conséquent violé l'article 5.1.[11]

17. L'Inde note que dans les deux cas, les groupes spéciaux ont recommandé qu'en raison de la nature du manquement, les droits antidumping perçus soient remboursés.

---

[7] Paragraphe 5.20.

[8] Paragraphe 5.20. Contrairement à ce que les CE semblent sous-entendre aux paragraphes 93 à 95 de leur première communication écrite, l'Inde ne conteste pas le fait que des sociétés peuvent demander à leur association de déposer une plainte en leur nom (comme cela se produit du reste souvent dans la pratique communautaire) ou qu'une association peut déposer une plainte de sa propre initiative. Les associations peuvent aussi rédiger des lettres types de soutien pour les producteurs, qui peuvent ensuite les signer et les remettre aux autorités chargées de l'enquête avant l'engagement de la procédure. Si cela est matériellement impossible en raison du nombre de producteurs, il y a encore la possibilité de recourir à l'option prévue dans la note 1 se rapportant à l'article 5.4. Ce que l'Inde ne peut pas accepter, c'est que l'on dise que l'article 5.4 permet à une association d'appuyer *au nom des producteurs* une plainte qui est déposée en leur nom [association française, espagnole ou autrichienne]. Cela équivaudrait, pour un avocat, à s'accorder une procuration à lui-même.

[9] Paragraphe 5.29.

[10] Paragraphe 5.31.

[11] Paragraphe 5.32.

18. L'Inde rappelle que dans la procédure *Linge de lit*, elle a avancé plusieurs arguments concernant le fait que les CE n'avaient pas déterminé correctement la représentativité:

- la détermination de la représentativité doit avoir lieu avant l'ouverture de l'enquête;
- les déclarations de soutien doivent émaner des producteurs nationaux; et
- le seuil de 25 pour cent doit impérativement être atteint [alors que le seuil de 50 pour cent doit également être vérifié].

19. De l'avis de l'Inde et eu égard au fait qu'il existe à cet égard d'amples précédents (*ciment mexicain; acier suédois*), le non-respect de ces prescriptions par les autorités communautaires entache la détermination de la représentativité et constitue une erreur rédhibitoire qui ne peut être réparée rétroactivement dans la suite de la procédure.

20. Eu égard à la réponse très claire donnée par les CE à la question 40 de l'Inde, l'Inde est surprise par les déclarations figurant au paragraphe 41 de la première communication orale des CE et aux paragraphes 98 et 99 de leur première communication écrite. D'après la réponse des CE à la question 40 de l'Inde, la séquence des événements a été la suivante:

A. Avant le 13 septembre 1996, il y avait apparemment 46 sociétés qui "soutenaient" la plainte préalablement à l'ouverture de l'enquête. Toujours d'après cette réponse, 35 de ces 46 producteurs soutenant la plainte représentaient 34 pour cent de la production communautaire totale. [La position des CE a toujours été que cette détermination selon laquelle 35 sociétés représentaient 34 pour cent de la production communautaire totale constituait la détermination de la représentativité (voir aussi par exemple, la pièce n° 4 des CE – indépendamment du fait que cette pièce concerne en réalité 38 sociétés).].

B. Le chiffre de 35 sociétés constituant l'industrie communautaire sur la base duquel le pourcentage de 34 pour cent a été calculé a été fixé bien après le 13 septembre 1996, au cours de la période de l'enquête, après que onze producteurs eurent été progressivement exclus. [On n'arrive à ce chiffre de 35 qu'après l'exclusion de onze producteurs, une fois l'enquête ouverte.]

21. Comment les CE pouvaient-elles savoir avant l'ouverture de l'enquête que ces 35 sociétés, dont elle a déterminé par la suite qu'elles constituaient l'industrie communautaire, représentaient 34 pour cent de la production communautaire au moment de l'ouverture de l'enquête, alors que ces 35 sociétés [l'industrie communautaire] n'ont en fait été identifiées qu'après l'engagement de la procédure? Autrement dit, sur la base de la réponse donnée par les CE à la question 40, il apparaît logiquement impossible que les CE aient déterminé avant l'ouverture de l'enquête que ces 35 sociétés totalisaient environ 34 pour cent de la production communautaire. À ce stade, selon la réponse écrite explicite donnée par les CE à la question 40 de l'Inde – aucun des 46 producteurs qui soutenaient la plainte n'avait encore été exclu.[12]

22. De même, comment les CE pouvaient-elles déjà savoir le 12 septembre 1996 qu'elles allaient limiter, après le 13 septembre 1996, le groupe initial des 46 sociétés soutenant la plainte aux sociétés qui étaient censées totaliser 34 pour cent de la production? Ainsi, par exemple, le 12 septembre 1996, les CE ont déclaré que "*si l'on additionne les chiffres de production pour 1995 indiqués dans les documents ci-après, qui correspondent aux sociétés ayant activement soutenu la*

[12] Apparemment, les CE, avant l'ouverture de l'enquête, ont considéré que la liste non vérifiée des plaignants, qui comprenait des sociétés comme Uco et Finnpile, constituait la preuve que ces sociétés appuyaient effectivement la plainte, ce qui veut dire qu'avant l'ouverture de l'enquête, les CE n'ont pas travaillé sur la base d'une quelconque expression de soutien ou d'une quelconque communication de ces sociétés.

plainte, le total est de 45 952 tonnes". Mais il s'agit là du chiffre de production de 38 sociétés! [Voir à nouveau la page 1035 des pièces de l'Inde ci-annexée.][13]

23. L'Inde note aussi que les CE ont présenté la pièce n° 4 jointe à leur première communication écrite comme une preuve qu'elles avaient procédé à l'examen requis *avant l'ouverture de l'enquête*. La pièce n° 4 des CE, toutefois, ne mentionne que 38 sociétés. Étant donné que les CE ont indiqué dans leur réponse à la question 40 que l'exclusion de certains producteurs communautaires n'était intervenue qu'après l'ouverture de l'enquête, il est logiquement impossible que la pièce n° 4 des CE ait reflété la situation qui existait avant l'engagement de la procédure; elle reflète plutôt la situation à un stade ultérieur. Étant donné que huit sociétés [46 – 38 = 8] se trouvaient déjà exclues dans la pièce n° 4 des CE, il est clair, eu égard à la réponse donnée par les CE à la question 40 de l'Inde, que la pièce n° 4 des CE [et la lettre de la Commission évoquée dans un précédent paragraphe] peuvent tout au plus refléter la situation qui existait après l'envoi des questionnaires. Si l'on regarde la réponse des CE à la question 40, seules sept sociétés ont été éliminées après l'ouverture de l'enquête tandis que trois autres l'ont été après l'envoi des questionnaires [apparemment en octobre-novembre 1996, c'est-à-dire des mois après l'ouverture de l'enquête].

24. En outre, étant donné que les CE considèrent que 46 sociétés soutenaient la plainte au moment de l'ouverture de l'enquête, pourquoi ne possédaient-elles à ce stade que 24 déclarations de soutien émanant de sociétés à titre individuel [selon les CE]? [Il existait en réalité 32 de ces déclarations si l'on compte les huit déclarations françaises (qui étaient apparemment disponibles mais que les CE ont décidé de ne pas verser au dossier) et même 38 si l'on considère les déclarations de soutien des associations espagnole et autrichienne comme des expressions de soutien individuelles des entreprises.] Toutefois, au minimum huit [c'est-à-dire 46 - 38] déclarations de soutien n'ont jamais été reçues, bien que les CE aient déclaré que *46* sociétés soutenaient la plainte au moment de l'ouverture de l'enquête.[14] Il est intéressant de noter que ces huit déclarations manquantes sont précisément celles des sociétés qui, selon la réponse des CE à la question 40 de l'Inde, ont été exclues à différents stades après l'engagement de la procédure [sept après l'ouverture de l'enquête, trois après l'envoi des questionnaires (10-11/96) et une seule après vérification!].

25. En outre, comment les CE pouvaient-elles déjà savoir le 12 septembre 1996 que les sociétés qui soutenaient activement la plainte totalisaient une production de 45 952 tonnes [voir la copie jointe de la page 1035 des pièces de l'Inde], alors qu'elles n'ont reçu que le 13 septembre 1996 les chiffres de production d'*Eurocoton*? [*Voir* la pièce n° 82 de l'Inde.] Comment les CE ont-elles pu calculer le pourcentage de 34 pour cent de la production totale le 12 septembre 1996 alors qu'elles ne possédaient même pas les chiffres totaux de production le 8 novembre 1996, date à laquelle elles ont demandé un complément d'information à *Eurocoton* [par exemple, elles ne connaissaient pas jusque-là la production de la société française Gisèle – voir la pièce n° 82 de l'Inde]?

26. Il ressort de ce qui précède que les CE n'ont absolument pas pu procéder à la détermination de la représentativité *avant l'ouverture de l'enquête*, ce qui constitue une violation de l'article 5.4 de l'Accord antidumping [il s'ensuit également que les CE n'ont pas procédé à l'*examen* requis avant l'ouverture de l'enquête].

27. En outre, sur un plan purement factuel, l'Inde rejette l'insinuation des CE[15] selon laquelle elle aurait laissé entendre que les fonctionnaires communautaires avaient falsifié les registres et trompé les

[13] Ce chiffre de 45 952 tonnes au 12 septembre 1996 correspond plus ou moins au tonnage mentionné dans la pièce n° 4, note de bas de page 3, soit 44 187 tonnes.

[14] Les huit sociétés que les CE ont prises en compte mais qui n'ont jamais envoyé de déclaration de soutien sont les quatre sociétés portugaises (Jocaritas, Helena, Ribeiro, Texteis), la société belge Uco, les sociétés françaises Valrupt et Gisèle et la société finlandaise Finnpile.

[15] Paragraphe 83 de la première communication des CE.

exportateurs afin d'essayer de démontrer frauduleusement qu'ils respectaient les règles de l'OMC. Outre les contradictions relevées ci-dessus, deux faits apparaissent distinctement:

- Le dossier non confidentiel censé contenir les déclarations de soutien des producteurs n'a été mis à disposition que près de quatre mois après l'engagement de la procédure. [Contrairement à la réponse des CE à la question 14, l'Inde avait déjà inspecté le dossier non confidentiel habituel en décembre 1996, date à laquelle le dossier non confidentiel sur la représentativité n'était encore pas disponible. À cet égard, l'Inde joint la pièce n° 83 montrant qu'elle a inspecté le dossier non confidentiel habituel. En fait, la lettre des CE informant les exportateurs indiens que le dossier non confidentiel établissant la représentativité était prêt [pièce n° 58 de l'Inde (jointe à nouveau)] ne leur est parvenue que le 7 janvier 1997. L'Inde a inspecté le dossier non confidentiel sur la représentativité le lendemain. En conséquence, l'Inde rejette l'allégation formulée par les CE dans leur réponse à la question 14 selon laquelle la partie adverse n'a jamais demandé accès au dossier non confidentiel car celle-ci est démentie par les faits.]

- Le dossier contenait un nombre limité de télécopies de déclarations de soutien envoyées, en partie par des producteurs et en partie par des associations professionnelles, dont on avait retiré les en-têtes, ce qui empêchait les parties intéressées d'établir objectivement une chronologie correcte des événements.

28. L'Inde note qu'à ce jour les CE n'ont pas contesté ces faits, mais n'ont essayé à aucun moment de donner des explications. [À cet égard, le Groupe spécial voudra peut-être considérer la manière dont les CE ont constamment évité de clarifier ce point en refusant de répondre aux questions 6 à 10 de l'Inde.]

29. Au contraire, lors de la première réunion avec le Groupe spécial, les CE ont expliqué au cours de la discussion que les en-têtes des télécopies des déclarations de soutien des producteurs avaient été supprimés car les numéros de télécopie des producteurs étaient considérés comme des renseignements commerciaux confidentiels. À la réunion, l'Inde s'est déclarée surprise par cette explication car ces numéros de télécopie étaient fournis par les producteurs eux-mêmes, dans les renseignements personnels joints au texte de leur déclaration.

30. L'Inde rappelle qu'à cette époque, le Groupe spécial avait confirmé, en réponse à l'explication des CE, qu'il serait effectivement utile que les CE puissent communiquer les originaux des télécopies (avec les en-têtes intacts) afin que l'on puisse établir correctement la chronologie des événements. Jusqu'ici, les CE ont refusé de s'exécuter, ce qui empêche d'établir cette chronologie correcte.

31. En tant que moyen supplémentaire d'établir la chronologie exacte des événements, l'Inde a aussi demandé aux CE (question 9) de fournir un exemplaire des pages correspondantes du "registre chronologique" tenu par les CE. Les CE ont répondu à cette demande que "*vu le stade avancé de la procédure, les CE ne fourniraient de renseignements factuels complémentaires sur ce point que si le Groupe spécial le jugeait nécessaire*". L'Inde considère que ces documents sont extrêmement importants pour permettre au Groupe spécial d'apprécier si les déclarations de soutien individuelles des sociétés avaient effectivement été reçues par les CE avant l'ouverture de l'enquête. L'Inde fait observer par ailleurs que ni les "*exemplaires des télécopies des déclarations de soutien des producteurs figurant dans le dossier non confidentiel, [ni] la pièce n° 4 des CE [ni] les réponses orales des CE aux questions posées par le Groupe spécial au cours de la première réunion de fond avec celui-ci*" [réponse des CE à la question 9] ne peuvent être considérés comme permettant d'établir ces dates de réception. L'Inde rappelle que la pièce n° 4 des CE, contrairement à ce que celles-ci affirment, ne peut en aucun cas permettre de résumer la situation qui existait avant l'ouverture de

l'enquête, car elle ne fournit des détails que sur 38 producteurs[16] alors que les CE ont maintenant admis dans leur réponse à la question de l'Inde qu'elles n'avaient exclu des producteurs qu'après l'ouverture de l'enquête et après l'envoi des questionnaires [10-11/96].

32. L'Inde rappelle que l'article 13:1 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends prévoit que "les Membres devraient répondre dans les moindres délais et de manière complète à toute demande de renseignements présentée par un groupe spécial qui jugerait ces renseignements nécessaires et appropriés". L'Organe d'appel[17] a déclaré, aux paragraphes 187 à 189 du rapport sur l'affaire Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils que:

> "*Nous notons que l'article 13:1 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit: "Les Membres devraient répondre dans les moindres délais et de manière complète à toute demande de renseignements présentée par un groupe spécial qui jugerait ces renseignements nécessaires et appropriés" (pas d'italique dans l'original). Bien que le terme "devraient" soit souvent utilisé dans le langage courant pour exprimer une exhortation ou une préférence, il n'est pas toujours utilisé à ces fins. Il peut aussi être utilisé "pour exprimer un devoir [ou] une obligation". Par exemple, nous l'avons déjà interprété comme exprimant une "obligation" des groupes spéciaux dans le contexte de l'article 11 du Mémorandum d'accord. De même, nous sommes d'avis que le terme "devraient" figurant dans la troisième phrase de l'article 13:1 est utilisée, dans le contexte de l'ensemble de l'article 13, dans un sens normatif et pas simplement incitatif. En d'autres termes, les Membres ont le devoir et l'obligation de "répondre dans les moindres délais et de manière complète" aux demandes de renseignements présentées par les groupes spéciaux au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord.*
>
> *Si les Membres auquel un groupe spécial a demandé de fournir des renseignements n'avaient pas le devoir juridique de "répondre" en fournissant ces renseignements, le "droit" juridique incontesté de ce groupe spécial "de demander" des renseignements conformément à la première phrase de l'article 13:1 serait vidé de son sens. Un Membre partie à un différend pourrait, s'il le souhaite, contrecarrer les pouvoirs d'établissement des faits du Groupe spécial et prendre lui-même le contrôle du processus d'établissement des faits que les articles 12 et 13 du Mémorandum d'accord confient au Groupe spécial. Un Membre pourrait, en d'autres termes, empêcher un groupe spécial de s'acquitter de sa tâche d'établissement des faits constituant le différend qui lui est soumis et, par là même, l'empêcher de passer à la qualification juridique de ces faits. La partie pertinente de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord dispose que "... les groupes spéciaux exposeront dans leur rapport leurs constatations de fait, l'applicabilité des dispositions en la matière et les justifications fondamentales de leurs constatations et recommandations". Si un groupe spécial n'a pas la possibilité de vérifier les faits réels ou pertinents d'un différend, il ne sera pas en mesure de déterminer l'applicabilité des dispositions pertinentes du traité à ces faits et ne pourra donc pas soumettre à l'ORD les constatations et recommandations fondées sur des principes.*

[16] Certains producteurs n'ont été exclus qu'après l'ouverture de l'enquête et il y aurait dû y en avoir 46. Par exemple, au 8 novembre 1996, on dénombrait encore 39 producteurs. [Le 8 novembre, le producteur français Ets Gisèle faisait encore partie des 39 sociétés considérées (voir la pièce n° 82 de l'Inde) bien qu'il ne figure pas dans la liste des 38 producteurs mentionnés dans la pièce n° 4 des CE, document qui est pourtant censé résumer la situation qui existait avant l'ouverture de l'enquête (au 12 septembre 1996).]

[17] Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils, WT/DS70/AB/R, 2 août 1999.

> *L'enchaînement de conséquences potentielles ne s'arrête pas là. Prétendre qu'un Membre partie à un différend n'est pas juridiquement tenu de répondre à une demande de renseignements du Groupe spécial sur ce différend, revient en fait à déclarer que ce Membre est juridiquement libre d'empêcher un groupe spécial de s'acquitter du mandat et des responsabilités qui lui sont confiés en vertu du Mémorandum d'accord.*
>
> *Statuer ainsi reviendrait à réduire à quelque chose d'illusoire et de vain le droit fondamental des Membres d'obtenir que les différends qui les opposent soient résolus dans le cadre du système et par le jeu des procédures qu'ils ont négociées en concluant le Mémorandum d'accord. Nous nous devons de rejeter une interprétation qui aurait de telles conséquences.*"

33. De même le Groupe spécial dans l'affaire Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles ("Argentine – Textiles et vêtements") a insisté sur "l'exigence de collaboration" qui existe entre les parties à un différend porté devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC.[18] Selon ce groupe spécial, cette exigence suppose que "lorsque la partie requérante a fait de son mieux pour obtenir des éléments de preuve et qu'elle a effectivement produit un commencement de preuve pour appuyer ses prétentions", la partie défenderesse "est tenue de fournir au tribunal les documents pertinents qui sont en sa seule possession".

34. L'Inde demande au Groupe spécial de tirer des déductions du refus des CE de fournir des renseignements pertinents en leur seule possession, et de conclure que les CE n'ont pas établi qu'elles avaient reçu les déclarations de soutien des producteurs avant l'ouverture de l'enquête.[19] L'Inde note une fois de plus que même si l'on tient compte des déclarations de soutien des Associations professionnelles nationales, le nombre maximum de producteurs représentés est de 38. Étant donné que les huit producteurs susmentionnés n'ont été exclus qu'après l'ouverture de l'enquête et l'envoi des questionnaires [10-11/96], on ne voit pas très bien pourquoi leurs déclarations de soutien qui selon les CE ont été reçues avant l'ouverture de l'enquête, ne figurent pas dans le dossier non confidentiel sur l'établissement de la représentativité. En conséquence, les CE n'ont absolument pas pu déterminer la représentativité au sens de l'article 5.4 de l'Accord antidumping.

III. DUMPING

35. L'Inde rappelle que les plaintes pour dumping se fondent plus spécialement sur trois articles de l'Accord antidumping, à savoir l'article 2.2, l'article 2.2.2 ii) et l'article 2.4.2.

---

[18] Rapport du Groupe spécial, WT/DS56/R, adopté le 22 avril 1998, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS56/AB/R, paragraphe 6.40.

[19] Ainsi que l'a déclaré l'Organe d'appel dans l'affaire Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils au paragraphe 203 de son rapport:

"*Selon nous, le Groupe spécial avait à l'évidence le pouvoir juridique et la possibilité de tirer des déductions des faits dont il était saisi – y compris le fait que le Canada avait refusé de fournir les renseignements qu'il avait demandés*."

Au paragraphe 205, l'Organe d'appel poursuit ainsi:

"Si nous avions statué sur la question qui se posait au Groupe spécial, nous aurions certes pu conclure que les faits consignés au dossier justifiaient bien la déduction que les renseignements non communiqués par le Canada au sujet de la transaction passée avec ASA comprenaient des renseignements préjudiciables au refus du Canada de reconnaître que la SEE avait conféré un "avantage" et accordé une subvention à l'exportation prohibée." [notes de bas de page supprimées]

1. Article 2.2: le bénéfice doit être "*raisonnable*" (allégation 4)

36. À cet égard, l'Inde rejette les observations formulées aux paragraphes 175 à 193 de la première communication écrite des CE. Elle rejette aussi les arguments avancés par les CE aux paragraphes 68 à 77 de leur première déclaration orale.

37. L'Inde rappelle que son allégation concernant l'article 2.2 tourne essentiellement autour de la question de savoir si le principe "du caractère raisonnable" est une exigence prépondérante qui gouverne l'ensemble de l'article 2.2 ou si n'importe quel bénéfice déterminé selon la méthode décrite à l'article 2.2.2 est, en soi, raisonnable.

38. L'Inde a la conviction qu'un bénéfice déterminé au moyen d'une des méthodes prévues à l'article 2.2.2 *n'*est *pas automatiquement raisonnable*. Le mot "raisonnable" figurant dans le texte introductif de l'article 2.2 s'applique à l'ensemble de l'article: il s'agit là d'une exigence indépendante qui concerne aussi bien la méthode que le résultat. L'Inde rejette fermement et catégoriquement l'argument des CE selon lequel les méthodes prévues à l'article 2.2.2 i) et 2.2.2 ii) sont "*à l'évidence des formules qui aboutissent à des solutions raisonnables*" [paragraphe 181].

39. L'Inde réfute l'argument selon lequel elle n'a jamais présenté d'éléments de preuve montrant que le bénéfice réalisé par Bombay Dyeing était atypique et non représentatif. Bombay Dyeing est une société tout à fait particulière en Inde qui jouit d'une position bien établie sur le marché depuis plus de 100 ans. Ce fait a été porté à l'attention des CE en d'innombrables occasions au cours de la procédure.

40. L'Inde s'élève aussi contre la manière dont les CE ont balayé son argument selon lequel un bénéfice n'est plus raisonnable dès lors qu'il est plus élevé que celui obtenu dans d'autres pays [première communication écrite des CE, paragraphe 188]. Le fond du problème n'a jamais été que la marge bénéficiaire ainsi déterminée pour l'Inde était *légèrement* supérieure à celle enregistrée dans d'autres pays [comme le sous-entendent les CE au paragraphe 188 de leur première communication écrite]. Le fond du problème, c'était que la marge bénéficiaire calculée et utilisée pour l'Inde était *trois fois* plus élevée que n'importe quelle autre marge bénéficiaire observée au cours de la procédure. À cet égard, l'Inde rejette aussi la réponse des CE à sa question 29.

2. Article 2.2.2: application incorrecte (allégation 1)

41. En ce qui concerne l'article 2.2.2, l'Inde rappelle qu'elle a avancé trois arguments:

- le texte de l'article 2.2.2 ii) lui-même impose de manière évidente d'*utiliser une moyenne pondérée des montants réels* communiqués par *les exportateurs ou les producteurs*;

- le texte de l'article 2.2.2 ii) prescrit d'utiliser les montants "*engagés ou obtenus*" et non les montants "*déterminés*";

- l'option ii) vient après l'option i).

42. À titre préliminaire, l'Inde rejette les arguments développés par les CE aux paragraphes 108 à 166 de leur première communication écrite. De même, elle rejette les arguments avancés par les CE aux paragraphes 47 à 66 de leur première déclaration orale et les réponses des CE aux questions 24 et 25.

43. En ce qui concerne le premier argument, l'Inde considère que la thèse selon laquelle l'inclusion de données provenant d'un autre producteur aurait eu peu d'effet [voir à nouveau le paragraphe 190] n'est pas corroborée par les faits. Comme les CE le savent, Bombay Dyeing et Standard Industries étaient les plus gros vendeurs sur le marché intérieur [voir le paragraphe 3.3 de la

première communication de l'Inde]. Étant donné que les CE n'ont pas fait d'étude sur Standard Industries, l'impact potentiel de cette société n'est pas connu. Dès le départ, les remarques faites par l'Inde à cet égard n'ont pas été prises en compte. La position des CE consistant à exclure d'emblée la Standard car elle ne pouvait être pertinente puisqu'elle ne représentait "que" 14 pour cent des ventes sur le marché intérieur [comme les CE l'ont souligné au cours de leur première déclaration orale] est aberrante. Cette approche ressemble à la ligne de défense adoptée par les CE dans d'autres parties de ce différend: "*cet élément n'est pas pertinent et il ne sera donc pas examiné*". Comment peut-on juger que les données de la Standard ne sont pas pertinentes si on ne commence pas par les analyser? Ce refus d'analyser les données constitue une violation de l'article 2.2.2 ii): *il existait* une possibilité d'appliquer correctement cette option et, malgré cela, les CE ont *refusé* de tenir compte de la Standard et ont choisi d'interpréter l'option d'une manière restrictive qu'elles estimaient plus conforme à leurs intérêts. Ce refus est d'autant plus étrange qu'il n'était guère opportun de choisir Bombay Dyeing comme société représentative des exportateurs indiens.

44. En fait, maintenant que les CE soutiennent que la marge bénéficiaire de 18,65 pour cent réalisée par Bombay Dyeing était parfaitement représentative [paragraphe 190 de la première communication écrite des CE], on peut peut-être rappeler que les ventes avec bénéfice de cette société ne représentaient, *que la moitié* de ses ventes totales sur le marché intérieur [page 374 de la pièce n° 24 de l'Inde]. À cet égard, l'Inde n'est donc pas d'accord avec les CE lorsqu'elles affirment dans leur réponse à la question 22, que les ventes avec bénéfice de Bombay Dyeing étaient "*suffisamment représentatives*". Comme on l'a fait remarquer plus haut, Bombay Dyeing n'a, généralement parlant, jamais été représentative; de plus, ainsi qu'on l'avait déjà noté le 6 juillet 1997, ses ventes intérieures avec bénéfice représentaient moins de 5 pour cent des quantités exportées par l'Inde vers les CE [page 435 des pièces de l'Inde]; elles n'étaient donc nullement représentatives au sens de la note 2 de l'Accord antidumping.

45. Pour ce qui est du deuxième argument relatif aux montants "*engagés et obtenus*", l'Inde voudrait tout d'abord émettre une objection concernant le fait qu'elle n'aurait pas tenu compte du contexte, de l'objet et des buts de cette disposition [paragraphe 135 des CE]. Il ressort clairement de la Convention de Vienne que les termes d'un traité pris dans leur sens ordinaire constituent la première source d'interprétation du traité. L'Inde s'est donc à juste titre fondée sur le libellé de la disposition.

46. Les CE confondent un bénéfice normal déterminé sur la base des montants "*engagés ou obtenus*" et le bénéfice "*calculé et déterminé*" aux fins d'établir l'existence d'un dumping. À cet égard, l'Inde rappelle que les trois marges bénéficiaires de Bombay Dyeing étaient respectivement de 4,66 pour cent *au total*, 12,09 pour cent sur les montants réels *"engagés ou obtenus*" pour le linge de lit et 18,65 pour cent (*chiffre déterminé* sur la base des seules ventes avec bénéfice de linge de lit).

47. En réalité, le fait de greffer indûment la notion d'"*opérations commerciales normales*" sur l'article 2.2.2 ii) soulève plusieurs problèmes d'interprétation des traités:

- Tout d'abord, la première phrase du texte introductif de l'article 2.2.2 contient explicitement la notion "*d'opérations commerciales normales*". Mais, grammaticalement parlant, cette première phrase est distincte de la seconde qui fait fonction de clause liminaire pour le reste de cet article. La notion "*d'opérations commerciales normales*" ne doit donc pas, à proprement parler, être considérée comme s'appliquant au reste du texte de l'article. Il en va différemment de la notion de "*caractère raisonnable*" qui ne figure pas dans le texte introductif de l'article 2.2.2 mais est un principe prépondérant qui sous-tend tout l'article 2.2.2 et gouverne l'ensemble de cet article.

- Deuxièmement, les rédacteurs de l'article 2 ont pris soin d'insérer la notion "*d'opérations commerciales normales*" précisément aux endroits où ils souhaitaient que cette notion

s'applique. Pour l'interpréter, il faut donc tenir compte du fait qu'il n'a pas été décidé de l'inclure dans l'article 2.2.2 ii).

- Troisièmement, l'interprétation des CE ne tient pas compte de la distinction importante qui existe entre le libellé de l'option proposée dans le texte introductif de l'article 2.2.2 qui fait référence à des "données réelles" et celui de l'option proposée dans l'article 2.2.2 ii) qui fait référence à des "*montants réels ... engagés ou obtenus*".

48. Autrement dit, dans les deux cas [première et deuxième phrase du texte introductif de l'article 2.2.2] les "*données réelles concernant la production et les ventes au cours d'opérations commerciales normales*" ainsi que "*les montants réels engagés ou obtenus*" forment la base pour la détermination des frais ACG et du bénéfice. Mais, du point de vue de l'Inde, la différence est que ces "*informations réelles*" ont, dans le cas des "*données réelles*", été expressément qualifiées dans l'Accord antidumping comme se rapportant à des opérations commerciales normales, tandis que dans le cas des "*montants réels engagés ou obtenus*" cela n'est pas précisé.

49. En résumé, il semble que les CE aient agi d'une manière contraire aux dispositions de l'article 2.2.2 sur les points susmentionnés.

3. Article 2.4.2: interprétation incorrecte de l'expression "moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation"; on ne peut pas mélanger la règle de base et les exceptions (allégation 7)

50. À titre préliminaire, l'Inde indique qu'elle rejette les arguments avancés par les CE aux paragraphes 201 à 214 de leur première communication écrite. Elle rejette aussi à cet égard, les paragraphes 77 à 80 de la première déclaration orale des CE. L'Inde regrette que les CE aient refusé de répondre à la première partie de sa question 23. Elle rejette en outre l'argument développé par les CE dans la deuxième partie de leur réponse à la question 23. L'Inde se propose maintenant de traiter plus en détail de cet aspect.

51. L'Inde souligne à nouveau qu'elle craint qu'en permettant d'opérer des compensations pour un modèle mais pas entre les modèles [réduction à zéro intermodèles] on n'aille à l'encontre du sens évident de l'article 2.4.2. L'interprétation que les CE font de cet article ne tient pas compte du mot "*toutes"* figurant dans l'expression "*toutes les transactions à l'exportation comparables*". Les CE considèrent apparemment que le mot "*toutes*" désigne uniquement les transactions réalisées à des prix de dumping et non celles qui portent sur des modèles ne faisant pas l'objet d'un dumping.

52. En outre, l'Inde fait respectueusement observer que l'autre méthode envisagée dans l'article 2.4.2 permet aux autorités de faire une comparaison entre la valeur normale moyenne pondérée et les prix à l'exportation transaction par transaction si la "*configuration*" de ceux-ci le justifie. Une telle configuration peut exister par exemple dans le cas où la marge de dumping semble être très élevée pour trois modèles et au contraire très peu élevée pour deux autres modèles. Toutefois, de l'avis de l'Inde, l'Accord antidumping ne permet pas de mélanger la règle générale et les exceptions. Ou bien on applique la règle générale ou bien on invoque les exceptions parce qu'on a constaté, et dûment expliqué, qu'il existe une certaine configuration de prix à l'exportation.

53. L'Inde considère que les arguments des CE ne sont pas convaincants. Le fait est qu'aucune véritable "*moyenne pondérée*" n'a été calculée pour les exportations: alors que l'on considère que la valeur normale se situe toujours au niveau de la "*moyenne pondérée*" et les "*prix à l'exportation*" font parfois l'objet d'une "*réduction à zéro*" et ne sont donc pas pris en compte au niveau de la "*moyenne pondérée*".

54. L'interprétation des CE qui conduit, pour certains modèles, à imputer "*zéro*" au lieu d'appliquer la "*moyenne pondérée*", aboutit à fausser la véritable moyenne pondérée en opérant des ajustements pour certains prix mais pas pour les autres.

55. La méthode consistant à opérer une compensation entre les transactions ayant fait l'objet d'un dumping et celles n'ayant pas fait l'objet d'un dumping pour un même modèle [compensation intramodèle] mais pas entre les modèles [réduction à zéro intermodèles] est également illogique comme le montre l'exemple suivant:

Situation 1: Un modèle A

Date	*Valeur normale*	*Prix à l'exportation*	*Différence*
1er mai	*50*	*50*	*0*
10 mai	*100*	*100*	*0*
20 mai	*150*	*150*	*0*
30 mai	*200*	*200*	*0*

Convenu entre tous les Membres:

Comparaison de moyenne pondérée à moyenne pondérée:

125 (50 + 100 + 150 + 200/4) – 125 (50 + 100 + 150 + 200) = 0

Situation 2: Quatre modèles différents A, B, C, D

Date	*Valeur normale*	*Prix à l'exportation*	*Différence*
1er mai – Modèle A	*50*	*50*	*0*
10 mai – Modèle B	*100*	*100*	*0*
20 mai – Modèle C	*150*	*150*	*0*
30 mai – Modèle D	*200*	*200*	*0*

Réduction à zéro intermodèles:

[Méthode appliquée par l'Inde: Comparaison de moyenne pondérée à moyenne pondérée: 125 - 125 = 0]

Transaction par transaction à transaction par transaction

[Modèle A: 50 - 50 = 0
Modèle B: 100 - 100 = 0
Modèle C: 150 - 150 = 0
Modèle D: 200 - 200 = 0]

Méthode des CE dans l'enquête sur le linge de lit: Comparaison entre la valeur normale moyenne pondérée et les prix à l'exportation transaction par transaction

Modèle A: 125 - 50 = 75
Modèle B: 125 - 100 = 25
Modèle C: 125 - 150 = -25 = 0
Modèle D: 125 - 200 = -75 = 0

*(100/500)*100 = 20 pour cent*

Les Communautés ont réussi à faire apparaître une marge de dumping de 20 pour cent.

56. L'inde saisit cette occasion pour faire une observation concernant l'exemple donné par les États-Unis aux paragraphes 43 et 46 de leur première communication écrite de tierce partie. Les États-Unis font valoir que "*la méthode de l'Inde introduit nécessairement une distorsion dans les comparaisons par produit et revient à simplement ajouter des valeurs normales et des prix à l'exportation sans tenir compte de la comparabilité des données*". Compte tenu du ton très péremptoire de cette affirmation, l'Inde voudrait attirer l'attention du Groupe spécial sur le fait qu'elle conteste respectueusement cette analyse et ce, pour deux raisons: dans l'exemple des États-Unis des volumes égaux ont été fixés pour tous les modèles ce qui laisse penser que dans la méthode de l'Inde, on compare nécessairement une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix à l'exportation. Mais à supposer que les modèles ayant fait l'objet d'un dumping soient tous des produits spéciaux et que les modèles n'ayant pas fait l'objet d'un dumping soient tous des produits tout venant vendus à des prix normaux (sans dumping):

	Valeur normale moyenne pondérée	Moyenne pondérée des prix à l'exportation	Montant du dumping par modèle	Quantité exportée	Montant total du dumping	Prix total à l'exportation	Marge de dumping par modèle
Modèle 1	5 500	5 000	500	10	5 000	50 000	10%
Modèle 2	1 800	2 000	-200	50	-10 000	100 000	-10%
Modèle 3	3 300	3 000	300	10	3 000	30 000	10%
Modèle 4	4 500	5 000	-500	50	-25 000	250 000	-10%
Modèle 5	2 200	2 000	200	10	2 000	20 000	10%
						450 000	

Les États-Unis laissent entendre que seule la marge de dumping positive doit être prise en compte pour le calcul de la marge de dumping totale: (10 000./..450 000)* 100 = 2,22 pour cent. La société considérée se voit donc attribuer une marge de dumping. Pourtant, il est clair qu'au total la société ne faisait pas de dumping du tout: le montant total du dumping était pour elle de -25 000, c'est-à-dire que sa marge de dumping était de -5,55 pour cent: (-25 000./.. 450 000)* 100 = -5,55 pour cent.

57. De l'avis de l'Inde, la situation n'est donc pas telle que les États-Unis la décrivent. L'analyse de l'Inde tient dûment compte de la situation globale de l'entreprise, comme cela doit se passer si l'on se fonde sur une véritable moyenne pondérée de toutes les transactions à l'exportation. L'Inde estime qu'à cet égard, les paragraphes 3.158 et 3.159 de sa première communication écrite rapportant l'exemple authentique de la société Prakash, sont également très instructifs. Des entreprises sont convaincues de dumping alors que si l'on établissait correctement la moyenne pondérée de leurs transactions à l'exportation, on s'apercevrait qu'en fait elles ne pratiquent pas le dumping. L'Inde regrette que ses observations très directes aient débouché sur une discussion complexe sur le point de savoir si l'article 2.4.2 autorise la "*réduction à zéro*" entre des modèles non comparables mais qui, en fait, sont tous des "*produits similaires*". L'Inde regrette en outre que les CE aient détourné l'attention de leur pratique non conforme en lançant des attaques gratuites contre l'intégrité des juristes indiens [pour *"non-respect de la confidentialité*"] au lieu d'expliquer en termes clairs que les compensations intermodèles sont autorisées dans certaines procédures et pas dans d'autres [et en particulier pas dans le cas du *linge de lit*].

58. De l'avis de l'Inde, il faut tenir compte non seulement de la lettre mais aussi de l'esprit de la disposition en question. L'article 2.4.2 a été inclus dans l'Accord antidumping au cours des négociations du Cycle d'Uruguay pour répondre aux préoccupations spécifiques des victimes des mesures antidumping, afin d'éviter que les exportateurs soient placés dans des situations inéquitables par suite de l'utilisation de techniques de calcul biaisées, et afin de pouvoir effectuer des comparaisons vraiment équitables conformément à l'article 2.4.

59. Les CE ont également fait valoir que l'article 2.4.2 ne traite pas de la question de la réduction à zéro. Lorsque l'Inde leur a demandé quelle était, à leur avis, la disposition qui traitait de cette question, elles ont répondu de manière totalement illogique "*que ce n'est pas aux CE [sic] de formuler des allégations à la place de l'Inde dans cette affaire*". L'Inde voudrait rappeler que l'article 2.4.2 a été incorporé dans l'Accord antidumping précisément pour annuler les conclusions du rapport du Groupe spécial du GATT sur les bandes audio en cassettes concernant la réduction à zéro et qu'elle considère par conséquent que la référence faite par les CE audit rapport[20] sur ce sujet n'est absolument pas convaincante.

60. Enfin, l'Inde rejette aussi la référence faite par les CE à l'article 9.4, qui traite du droit antidumping pour les exportateurs ayant coopéré mais ne faisant pas partie de l'échantillon. Il est clair qu'il ne s'agit pas ici du calcul du droit applicable aux entreprises faisant partie de l'échantillon, mais du fonctionnement de l'article 2.4.2, qui est l'article sur lequel l'Inde fonde son allégation. Le fait que le droit applicable aux entreprises de l'échantillon puisse, dans certaines circonstances, être plus élevé du fait de la non-prise en compte de marges de dumping minimes ou égales à zéro n'est pas en cause. Aucune allégation n'a été présentée concernant l'article 9.4.

IV. DOMMAGE

61. En ce qui concerne le dommage, l'Inde voudrait, à titre préliminaire faire part de ses préoccupations concernant la manière dont l'échantillon des CE et la composition de l'industrie communautaire ont été établis. La méthode d'établissement de l'échantillon a été "expliquée" dans les considérants 52 à 61 du Règlement provisoire, le considérant 8 du Règlement provisoire, la lettre non confidentielle des CE à *Eurocoton* [pièce n° 82 de l'Inde] et la réponse 40 des CE aux questions écrites de l'Inde. Pour résumer les informations communiquées par les CE concernant les différents stades de cette procédure, l'Inde joint, en tant que pièce n° 84, un bref récapitulatif des faits.

62. L'Inde avait déjà auparavant exprimé ses préoccupations concernant le fait que la société Luxorette était incluse dans l'échantillon, alors qu'elle ne faisait pas partie de l'industrie communautaire. Lorsqu'on leur avait posé la question, les CE avaient répondu par écrit au Groupe spécial et à l'Inde que Luxorette ne figurait pas dans l'échantillon. À la lumière des explications publiées dans le Journal officiel des CE et des autres informations qu'elle a pu lire à ce sujet, l'Inde reste perplexe devant l'affirmation des CE selon laquelle Luxorette ne ferait pas partie de l'échantillon. Cette affirmation ne cadre pas avec les faits suivants:

A. Le considérant 61 du Règlement provisoire précise qu'il avait été établi une première liste de 19 sociétés formant l'échantillon: huit sociétés françaises, six allemandes, quatre italiennes et une portugaise. Ces 19 sociétés sont également mentionnées dans la lettre non confidentielle des CE à Eurocoton jointe par l'Inde (pièce n° 82 de l'Inde).

B. Sur ces 19 sociétés, deux ont été par la suite éliminées, ainsi que cela ressort du considérant 61 du Règlement provisoire. Ces deux sociétés ont été exclues respectivement pour "défaut de coopération" et "pour la raison expliquée dans le considérant 54". En faisant un recoupement entre la pièce n° 82 de l'Inde et les autres éléments d'information, on arrive à la conclusion que les deux sociétés éliminées en vertu du considérant 61 étaient Erbelle [Allemagne] et Claude [France].

C. Cela laisse donc 17 producteurs *y compris Luxorette* que la Commission a considéré comme "*représentant ... l'industrie communautaire*" [considérant 61]. Ces 17 producteurs, y compris Luxorette, sont nommément mentionnés dans le

[20] Paragraphe 81 de la première communication orale des CE.

considérant 8 du Règlement provisoire, où l'on indique aussi qu'il s'agit des 17 sociétés faisant partie de l'échantillon.

D. Jusqu'à ce stade, Luxorette fait donc encore partie des 17 sociétés considérées.

E. Or, dans leurs réponses au Groupe spécial, les CE indiquent que Luxorette a été exclue comme précisé dans le considérant 54 du Règlement provisoire. Cette réponse est incompréhensible étant donné qu'il ressort du considérant 61 que les CE avaient déjà invoqué la raison expliquée dans le considérant 54 pour ramener l'échantillon de 19 à 17 producteurs [Luxorette faisant encore partie de ces 17]. L'argument selon lequel l'exclusion d'une société, s'explique par la raison indiquée dans le considérant 61, renvoyant au considérant 54, ne peut être utilisé deux fois de suite.[21]

F. En fait, à la lumière de la réponse donnée par les CE à la question 40 de l'Inde, une autre question se pose. Dans leur réponse, les CE indiquent que l'industrie communautaire et l'échantillon ont été déterminés "parallèlement et en plusieurs étapes". Si tel est le cas, on peut aussi se demander ce qui est arrivé à la société française "Claude". Cette société faisait partie de l'échantillon initial de 19 producteurs et de l'industrie communautaire initiale de 39 sociétés [considérant 61 du Règlement provisoire et pièce n° 82 de l'Inde]. Dans le considérant 61 du Règlement provisoire, il est dit que deux sociétés ont été exclues de cet échantillon de 19, une pour défaut de coopération et l'autre pour les raisons invoquées dans le considérant 54. L'une de ces sociétés est la société française "Claude" puisqu'elle n'apparaît plus dans la liste des 17 sociétés constituant l'échantillon qui figure dans le considérant 8 du Règlement provisoire [alors qu'elle figurait dans l'échantillon initial de 19 producteurs mentionné dans la pièce n° 82 de l'Inde]. Cette société a donc été exclue de l'échantillon initial de 19 sociétés. Toutefois, cette société figure dans la composition finale de l'industrie communautaire de 35 producteurs. Cela amène à se poser la question de savoir si l'échantillon et l'industrie communautaire ont bien été déterminés parallèlement, et pourquoi la société Claude a été exclue de la liste des 19 sociétés qui formaient initialement l'échantillon, mais pas de l'industrie communautaire.[22]

1. Article 3.1: l'examen n'a pas porté sur les seules transactions faisant l'objet d'un dumping (allégation 8)

63. L'Inde rejette les arguments développés aux paragraphes 215 à 241 de la première communication écrite des CE et aux paragraphes 82 à 94 de leur première communication orale. En outre, elle ne comprend pas la réponse des CE à la question 33 de l'Inde, où celles-ci semblent sous-entendre que l'article 3 fait uniquement référence aux importations "faisant l'objet d'un dumping". Dans la mesure où cette réponse des CE vient en fait appuyer le point de vue de l'Inde selon lequel l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" ne peut désigner à la fois les importations qui sont effectuées à des prix dumping et celles qui ne le sont pas, l'Inde ne la rejette pas. Mais au cas où cette réponse aurait une autre signification inconnue, l'Inde réserve sa position sur ce point. L'Inde regrette en outre que les CE n'aient répondu que partiellement à la question 18 du Groupe spécial.

[21] Il n'est pas possible, après être déjà passé d'un échantillon de 19 à un échantillon de 17, de prétendre à nouveau qu'une société a dû être exclue sur l'échantillon de 17.

[22] L'Inde joint à nouveau les pages pertinentes du Règlement provisoire [pages 143, 144, 150 et 151 des pièces jointes initiales de l'Inde].

64. L'Inde rappelle qu'elle considère que le fait que les CE n'aient pas examiné les seules transactions faisant l'objet d'un dumping aux fins de la détermination du dommage dans la procédure Linge de lit II constitue une infraction aux articles 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

65. L'Inde appelle aussi l'attention du Groupe spécial sur la réponse des CE à la question 18 du Groupe spécial. Sur la base de leur théorie singulière selon laquelle "ce sont les pays qui pratiquent le dumping" les CE incluent également dans leur analyse du dommage les exportations réalisées par des producteurs dont il a été déterminé qu'ils ne pratiquaient pas le dumping. De l'avis de l'Inde, cette pratique rompt complètement le lien de causalité qui existe entre le dumping et le dommage, lien de causalité requis par l'Accord antidumping. Au cours de la première réunion avec le Groupe spécial, les CE ont essayé de travestir les conséquences de cette pratique incompréhensible en arguant que le niveau de sous-cotation des prix pourrait, dans ces conditions, être moindre qu'il ne l'aurait été autrement. Toutefois, cette explication ne vaut que si le producteur ne pratiquant pas le dumping applique des prix à l'exportation plus élevés que celui/ceux qui pratique[nt] le dumping. En fait, les CE ont aussi fait valoir que si "aujourd'hui" certaines sociétés ne pratiquaient pas le dumping, elles pourraient très bien le pratiquer "demain" et qu'étant donné que le dumping pratiqué par une poignée de sociétés était profitable à l'ensemble des exportateurs, toutes les importations devaient être incluses. Ce raisonnement est difficilement acceptable. En fait, l'exemple cité par les CE au cours de la première réunion avec le Groupe spécial dans lequel un producteur pratiquait le dumping [à cause d'investissements élevés] tandis que l'autre producteur ne le pratiquait pas, va plutôt, de l'avis de l'Inde, dans le sens de sa propre interprétation. Pour l'Inde, un tel exemple vient démentir la thèse des CE selon laquelle "*ce sont les pays qui pratiquent le dumping*". L'Inde ne dit pas qu'il n'existe pas plusieurs formes de dumping, mais l'argument selon lequel "*ce sont les pays qui pratiquent le dumping*" est à son avis très simpliste. [On peut envisager beaucoup d'autres situations dans lesquelles certaines sociétés pratiquent le dumping et d'autres pas et, si le Groupe spécial le souhaite, l'Inde se fera un plaisir de fournir de plus amples détails à ce sujet.]

66. En résumé, le fait de considérer que certaines importations "*faisant l'objet d'un dumping*" "contaminent" toutes les importations provenant d'une société, voire d'un pays, fausse totalement les bases de l'analyse du dommage énoncées à l'article 3, outre qu'il constitue une violation flagrante des principes fondamentaux de la "justice naturelle". Pour les besoins de l'analyse prévue à l'article 3.1 et 3.2 on doit examiner uniquement le volume et l'effet sur les prix des importations "*faisant l'objet d'un dumping*".

2. Article 3:4: tous les facteurs n'ont pas été évalués (allégation 11)

67. Tout d'abord, l'Inde rejette les arguments avancés par les CE aux paragraphes 246 à 293 de leur première communication écrite et aux paragraphes 95 à 118 de leur première déclaration orale. Pour ce qui est des réponses aux questions du Groupe spécial et de l'Inde, l'Inde est certaine que le Groupe spécial n'aura pas manqué de noter que les CE déclarent maintenant qu'il n'y a en fait pas eu de dommage causé à l'industrie communautaire, excepté au regard de deux facteurs et que, pour cette raison, tous les autres facteurs ont apparemment été considérés comme non pertinents par les CE, bien qu'elles admettent ne les avoir pas même examinés.

68. L'Inde voudrait saisir cette occasion pour revenir sur certaines des réponses des CE où celles-ci reconnaissent de manière assez explicite qu'il n'y avait de toute façon pas eu de dommage:

> A. *"Cette thèse est illustrée par les circonstances propres à la branche de production du linge de lit. Dans l'enquête correspondante, l'analyse de la branche de production a montré premièrement que les données négatives concernant certains facteurs (bénéfices et prix) justifiaient de conclure globalement à l'existence d'un dommage, et deuxièmement, que (du fait des fermetures d'entreprises et de la consolidation) les données obtenues concernant d'autres facteurs pouvaient donner une image trompeuse de bonne santé. En de telles circonstances, il ne serait pas déraisonnable*

de conclure que ces derniers facteurs n'étaient pas pertinents, sans les examiner tous (un examen dans une certaine mesure serait probablement nécessaire afin de confirmer l'analyse globale)." [non souligné dans l'original; source: dernier paragraphe de la réponse des CE à la question 27 du Groupe spécial];

B. *"… des facteurs dont on aurait pu, attendre autrement, qu'ils révèlent l'existence d'un dommage ont fait apparaître une branche de production apparemment en bonne santé (considérant 92 du Règlement provisoire; considérant 41 du Règlement définitif). On pouvait dire qu'ils avaient perdu leur pertinence, ou du moins leur pertinence directe, par rapport à la conclusion concernant le dommage" [réponse des CE à la question 20 du Groupe spécial, troisième paragraphe];*

C. *"comme expliqué dans la réponse à la question précédente, dans les circonstances particulières de l'espèce, des indications de l'existence d'un dommage étaient apparentes d'après deux seulement des facteurs énumérés à l'article 3.4; à d'autres égards la branche de production était apparemment en bonne santé." [non souligné dans l'original; source: réponse des CE à la question 27 du Groupe spécial, deuxième phrase];*

D. *"la disparition de sociétés permet surtout d'expliquer comment une détermination affirmative de l'existence d'un dommage a pu être faite correctement, alors que d'après tous les facteurs à l'exception de deux, la branche de production nationale était apparemment en bonne santé (considérants 81 et 90 du Règlement provisoire; considérant 41 du Règlement définitif);*

…

s*ans ces renseignements sur la cessation d'activité de sociétés les règlements auraient donné une image trompeuse de l'évolution de la branche de production durant la "période d'enquête concernant le dommage". En particulier, ces renseignements étayaient la constatation selon laquelle certains des facteurs énumérés à l'article 3.4 n'étaient pas pertinents (c'est-à-dire significatifs) en l'espèce (par exemple l'emploi et la production) ou selon laquelle les renseignements pertinents risquaient de donner une image déformée de la situation de la branche de production (par exemple volume et valeur des ventes, capacité, utilisation des capacités et stocks)" [non souligné dans l'original; réponse des CE à la question 44 de l'Inde].*

69. Il ressort des passages cités ci-dessus que la principale raison pour laquelle les CE se sont en fait limitées à deux facteurs seulement – les prix de vente et les bénéfices – est apparemment que tous les autres facteurs n'indiquaient pas ou ne prouvaient pas l'existence d'un dommage. C'est pour cela que ces autres facteurs n'ont pas été pris en compte. Mais comment peut-on considérer *prima facie* que des facteurs ne font apparaître aucun dommage important alors que ces facteurs doivent faire partie de l'analyse qui doit permettre en dernier ressort, de déterminer si la santé de la branche de production concernée est bonne ou non. Autrement dit, le raisonnement suivi par les CE leur a permis d'établir l'existence d'un dommage sur la base de deux facteurs, en négligeant d'emblée tous les autres facteurs mentionnés à l'article 3.4 car, selon les CE ces autres facteurs donnaient "*une impression trompeuse de bonne santé*". De l'avis de l'Inde, cela constitue un détournement à la fois des objectifs de l'Accord antidumping et des principes de la justice naturelle, qui veulent que l'existence d'un dommage à la branche de production nationale soit évaluée sur la base de tous les facteurs économiques pertinents et non sur la base d'un ou deux facteurs seulement.

70. L'Inde voudrait maintenant récapituler brièvement ses observations sur les trois moyens de défense [contradictoires] des CE concernant l'article 3.4 [à savoir qu'elles avaient bien évalué tous les

facteurs, que seuls les facteurs négatifs devaient être examinés et que tous les facteurs n'avaient pas besoin d'être examinés].

71. Tout d'abord, contrairement à ce que les CE ont affirmé dans leur première communication écrite, elles n'ont pas procédé à l'évaluation obligatoire de tous les facteurs relatifs au dommage mentionnés dans l'article 3.4 de l'Accord antidumping pour déterminer la situation de la branche de production nationale. Ainsi que les CE le soulignent elles-mêmes dans leurs réponses écrites au Groupe spécial et dans la description des faits présentée dans leur première déclaration orale: "*Les CE rappellent que deux facteurs négatifs principaux (les bénéfices et les prix) ont été identifiés par les autorités communautaires en l'espèce et ont fait l'objet d'un examen et d'une évaluation approfondis. Aucun autre facteur négatif plausible ne leur a été signalé ou n'a autrement retenu leur attention*." [Non souligné dans l'original; première déclaration orale des CE, paragraphe 105, note de bas de page omise]. Mise à part le fait que cette affirmation ne correspond pas à la réalité, les CE reconnaissent apparemment qu'elles n'ont pas pris en compte les facteurs "envisagés" à l'article 3.4, car ceux-ci ne leur ont pas été signalés et n'ont pas autrement retenu leur attention. Dans ces conditions, il n'est même pas nécessaire que l'Inde réfute plus avant l'argumentation factuellement inexacte des CE selon laquelle tous les facteurs ont été évalués [paragraphes 250 à 255 de la première communication écrite des CE] puisque les CE reconnaissent elles-mêmes "*qu'aucun autre facteur [que les bénéfices et les prix] n'a retenu leur attention*". Si ces autres facteurs n'ont même pas retenu l'attention des CE, on ne voit pas comment ils auraient pu être évalués au départ. Quoi qu'il en soit, ils ne l'ont pas été, ainsi que l'Inde l'avait déjà souligné aux paragraphes 4.72 à 4.76 de sa première communication écrite.

72. Ainsi que les CE l'ont admis dans leurs réponses, elles n'ont pas examiné les facteurs suivants [car elles ont considéré que ces facteurs n'étaient pas pertinents]:

- production;
- part de marché;
- productivité;
- retour sur investissement;
- utilisation des capacités;
- facteurs influant sur les prix intérieurs;
- importance de la marge de dumping;
- effets effectifs sur le flux de liquidités;
- stocks;
- emploi;
- salaires;
- croissance;
- capacité de se procurer des capitaux;
- investissement.

73. L'Inde reste aussi perplexe devant l'affirmation contenue au paragraphe 262 de la première communication écrite des CE, selon laquelle - en dépit des dispositions explicites de l'article 3.4 – ce serait aux exportateurs de signaler aux CE des facteurs qu'elles pourraient autrement oublier d'évaluer ou d'examiner. Apparemment, les CE estiment que les exportateurs indiens auraient dû *deviner*, avant l'institution des mesures, que les CE allaient se fonder uniquement sur *deux* facteurs relatifs au dommage et qu'ils auraient dû, sur la base d'une telle spéculation, faire remarquer aux CE qu'il y avait 16 autres facteurs pertinents mentionnés dans l'Accord antidumping qui devaient être examinés. En tout état de cause, il doit être pris acte du fait que les exportateurs indiens ont bien avancé ces arguments qu'ils ont considérés comme pertinents en plusieurs occasions. Malheureusement, les CE n'en ont jamais tenu compte.

74. L'Inde rappelle que l'objectif de l'article 3.4 est d'assurer une analyse objective et impartiale du dommage, analyse qui est obligatoire au titre de cet article. Une évaluation de tous les facteurs est

requise dans chaque cas, même si elle peut conduire les autorités chargées de l'enquête à conclure que tel ou tel facteur n'est pas probant compte tenu de la situation particulière d'une branche de production donnée, et n'est donc pas pertinent pour la détermination en question.[23]

75. L'Inde rejette en outre l'argument selon lequel seuls les facteurs négatifs [et les aspects négatifs de ces facteurs] doivent être examinés. Comme les CE le laissent maintenant entendre dans leur réponse à la question 20 du Groupe spécial: "*... des facteurs dont on aurait pu attendre autrement qu'ils révèlent l'existence d'un dommage ont fait apparaître une branche de production apparemment en bonne santé (considérant 92 du Règlement provisoire; considérant 41 du Règlement définitif). On pouvait dire qu'ils avaient perdu leur pertinence, ou du moins leur pertinence directe, par rapport à la conclusion concernant le dommage*". [Réponse des CE à la question 20 du Groupe spécial, troisième paragraphe.] Apparemment, les CE ont décidé que lorsque des facteurs dont on pourrait attendre qu'ils révèlent l'existence d'un dommage ne font pas en réalité apparaître un dommage, ils ne sont plus pertinents aux fins de la détermination du dommage! L'Inde rejette ce raisonnement sans précédent.

76. À cet égard, l'Inde rappelle que dans l'affaire *Brésil – Droits compensateurs provisoires sur le lait*[24], la CE avait fait valoir:

> "*111 ... que, pour savoir si les autorités chargées de l'enquête avaient établi une détermination de l'existence d'un préjudice sur la base d'un examen objectif du volume des importations subventionnées, il fallait voir si elles avaient examiné tous les faits pertinents dont elles avaient connaissance, y compris les faits qui pouvaient aller à l'encontre d'une détermination positive, et s'il avait été fourni une explication raisonnable indiquant comment l'ensemble des faits étayait la détermination des autorités chargées de l'enquête.*"[25] [non souligné dans l'original]

La thèse actuelle des CE dans l'*affaire du linge de lit*, selon laquelle il convient de laisser de côté certains renseignements car "ils donnent une impression trompeuse de bonne santé" est donc en contradiction avec ce que les CE avaient soutenu dans l'affaire *Brésil – Droits compensateurs sur le lait*.[26]

77. Dans la mesure où les CE maintiennent qu'il n'est pas nécessaire d'évaluer tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4, l'Inde rejette cette interprétation. À cet égard, elle rappelle les propres termes de la Communauté dans l'affaire *Brésil – Droits compensateurs sur le lait*.[27]

---

[23] *Mexique – SHTF*, WT/DS132/R, 28 janvier 2000.

[24] Brésil – Imposition de droits compensateurs provisoires et définitifs sur la poudre de lait et certains types de lait en provenance de la CEE (SCM/179).

[25] Dans ce contexte, la CEE avait cité le rapport du Groupe spécial sur l'affaire "États-Unis - Saumons", paragraphe 258.

[26] L'Inde note que le texte de l'article 6.3 du Code des subventions coïncide sur ce point avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping:

"L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissements ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement, et dans le cas de l'agriculture, alourdissement éventuel de la charge pesant sur les programmes publics de soutien. Cette liste n'est pas exhaustive et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."

[27] Brésil – Imposition de droits compensateurs provisoires et définitifs sur la poudre de lait et certains types de lait en provenance de la CEE (SCM/179).

"*123. La CEE a fait valoir que le Brésil n'avait pas examiné, comme le prescrivait l'article 6.1 b) et 6.3 de l'accord, l'incidence des importations prétendument subventionnées sur les producteurs nationaux. Elle a dit que l'article 6.3 développait les critères à respecter pour l'examen de l'incidence des importations subventionnées sur la branche de production nationale. Elle a fait valoir que cette question était passée sous silence dans l'Arrêté n° 569 où, à l'exception d'une vague référence, à l'alinéa e) de l'article premier, à une stagnation de la production, il n'était fait mention d'aucun des indicateurs que le Brésil était tenu d'évaluer par les dispositions de l'article 6.3 de l'accord... En outre, la CEE a dit que le Brésil n'avait jamais communiqué de données définitives sur la production, la consommation, la rentabilité, l'utilisation des capacités, la part de marché ni aucun des autres éléments indiqués à l'article 6.3 et que ces questions n'étaient pas du tout traitées non plus dans la détermination finale ...*

La CEE a soutenu que pour procéder, comme le prescrivait l'article 6.1 de l'accord, à un examen objectif, les autorités chargées de l'enquête étaient obligées d'examiner les critères et indicateurs énoncés à l'article 6.2 et 6.3. Il était donc indispensable, pour voir si une détermination de l'existence d'un préjudice important était conforme aux critères de l'article 6, d'examiner si les éléments exposés à l'article 6.2 et 6.3 avaient été correctement examinés, même si l'article 6 ne préjugeait pas le poids à attribuer à chacun d'entre eux.[28] *Or, en l'espèce, les données relatives aux éléments indiqués à l'article 6.3, tels que consommation, parts de marché, production ou prix, n'avaient pas été communiquées par le Brésil au moment de sa détermination définitive ...*

132. La CEE a nié que le Brésil lui eût communiqué, comme il le prétendait, les éléments de preuve pertinents sur les éléments énumérés à l'article 6.3 avant l'ouverture de la procédure devant le Groupe spécial. Le Brésil n'avait jamais communiqué le moindre élément de preuve au sujet de la consommation, des parts de marché, de l'utilisation des capacités ou de la rentabilité qui fût pertinent pour un examen de l'existence d'un préjudice causé à la branche de production nationale en application de l'article 6, pas plus durant l'enquête que dans le cadre des consultations ou des réunions de conciliation. Ces données n'étaient absolument pas fournies dans l'Arrêté n° 569 instituant le droit définitif." [non souligné dans l'original]

78. Dans cette affaire, le Groupe spécial avait également conclu que:

"*333. … la liste d'éléments figurant à l'article 6.3 avait un caractère indicatif et que la dernière phrase montrait clairement que cette disposition ne préjugeait en rien l'importance à accorder à tout élément particulier qui y était mentionné. Dans le même temps, l'article 6.3 exigeait clairement des autorités chargées de l'enquête qu'elles effectuent dans chaque cas une analyse complète de "tous les éléments et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche [de production]". Le Groupe spécial a été d'avis que le fait de prendre en considération uniquement la stagnation de la production nationale pour analyser l'incidence des importations sur la branche de production nationale était incompatible avec le caractère complet que devait avoir l'examen requis au titre de l'article 6.3.*"

[28] Pour appuyer sa thèse selon laquelle la question de savoir si la détermination de l'existence d'un préjudice se fondait sur des éléments de preuve positifs était distincte de la question du poids à attribuer aux faits dont les autorités chargées de l'enquête avaient connaissance, la CEE avait cité le rapport du Groupe spécial sur "États-Unis – Saumons", paragraphe 260.

79. De même, dans son rapport sur l'affaire *Corée – Polyacétals* le Groupe spécial avait conclu que l'autorité chargée de l'enquête ne pouvait pas se préoccuper exclusivement des facteurs venant à l'appui de la conclusion selon laquelle la branche de production nationale se heurterait probablement à des difficultés tout en écartant les autres facteurs.[29] L'article 3.4, ainsi du reste que l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, requièrent que l'on procède à une évaluation objective et impartiale des faits.

80. Le rapport du Groupe spécial sur les *sirops à haute teneur en fructose* et d'autres jurisprudences citées dans la première communication écrite de l'Inde sont également pertinents. Contrairement à ce que les CE semblent sous-entendre au paragraphe 289, l'Inde ne considère pas que le Groupe, dans l'affaire des *sirops à haute teneur en fructose*, a pris sa décision en se fondant de manière assez simpliste sur un mauvais précédent. Comme cela est souligné dans la communication de tierce partie des États-Unis, les parties à ce différend ont présenté au Groupe spécial une argumentation complète sur cette question, citant des déterminations formulées dans des procédures antidumping du GATT telles que l'affaire *Corée – Polyacétals*.

81. L'article 3.4 énumère les 18 facteurs et indices pertinents qui doivent au minimum être évalués pour examiner l'incidence (en anglais "impact") des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale.[30] De plus, cette liste n'est pas exhaustive. Les CE font observer au paragraphe 265 de leur première communication écrite que "*vouloir à tout prix que les facteurs énumérés soient évalués dans tous les cas reviendrait à prescrire l'évaluation d'un facteur dont la non-pertinence a déjà été constatée, ce qui serait absurde*". Toutefois ce raisonnement est illogique: comment les autorités chargées de l'enquête peuvent-elles déterminer qu'un facteur n'est pas pertinent s'il n'est pas examiné/évalué? Et comment les parties intéressées peuvent-elles savoir si l'autorité a évalué un tel facteur si rien n'est publié? Selon le raisonnement des CE, les autorités chargées de l'enquête devraient d'abord déterminer sur quels facteurs/indices pertinents elles vont s'appuyer et seulement après procéder à leur examen. C'est là une lecture caricaturale de l'article 3.4.

82. En ce qui concerne le nouvel argument présenté par les CE au tableau 4 de leur première communication écrite ["*constatation qu'il ne s'agit pas d'un facteur indépendant notable*"] l'Inde rappelle les vues exprimées par le Groupe spécial dans l'affaire *Brésil – Lait*, concernant l'introduction de nouveaux arguments au cours de la procédure du Groupe spécial:

> "*312. Pour les raisons qu'il a indiquées ailleurs dans le présent rapport lorsqu'il a analysé la constatation préliminaire positive établie en avril 1992 par les autorités brésiliennes, le Groupe spécial a été d'avis que, pour l'examen de la détermination finale figurant dans l'Arrêté n° 569 il ne pouvait pas légitimement tenir compte des*

[29] *Corée – Polyacétals*, ADP/92 du 2 avril 1993.

[30] À ce stade, l'Inde voudrait aussi qu'il soit pris acte du fait qu'elle n'est pas d'accord avec l'interprétation des CE selon laquelle le terme anglais "impact" aurait une connotation négative. Dans le Webster's New World Dictionary, 3rd College Edition de 1994, le mot "impact" est ainsi défini: "1. choc ou contact violent, collision; 2. la force d'une collision, d'un choc; 3. la capacité d'un événement, d'une idée, etc., à produire des changements, à faire évoluer les sentiments, etc.". À l'évidence, dans le contexte de l'Accord antidumping, la première définition n'est pas pertinente. Mais les deux autres n'ont pas nécessairement une connotation négative. L'Inde est d'accord avec les CE sur le fait que l'interprétation de l'article 3.4 doit se fonder sur le sens ordinaire des termes employés, pris dans leur contexte et à la lumière des buts et objectifs de l'Accord antidumping. Toutefois, en l'occurrence, l'Inde note que les premiers mots de l'article *ne* sont *pas* (comme les CE le laissent entendre au paragraphe 257) le terme "impact" ("incidence" dans la version française) mais l'expression "the *examination of* the impact" ("l'examen de l'incidence" dans la version française). Le mot "examen" suppose que l'on procède à une étude *qu'il y ait ou non une incidence*. [Le Webster's New World Dictionary, 3rd College Edition de 1994 définit le mot "examination" (en français "examen") comme: 1. le fait d'examiner ou d'être examiné; une enquête, une inspection, un contrôle, une étude minutieuse, un interrogatoire, un test; 2. un moyen ou une méthode d'examen; 3. une série de questions posées au cours d'un test ou d'un interrogatoire; un test.] L'examen de l'incidence doit comprendre "une évaluation de tous les facteurs et indices pertinents (etc.)". Le mot "évaluation" traduit encore une fois l'idée qu'il doit y avoir une *analyse* de "tous les" (c'est-à-dire *chacun des*) facteurs et indices pertinents.

> *raisons que le Brésil lui avait présentées, mais qui n'apparaissaient ni dans le texte de l'Arrêté n° 569, ni dans un exposé des raisons publié sous une forme différente par les autorités brésiliennes au moment où elles avaient formulé leur constatation finale. Si le Groupe spécial tenait compte de ces considérations, cela reviendrait à autoriser une partie à modifier et à rationaliser sa détermination a posteriori*." [non souligné dans l'original]

Le nouvel argument avancé, qui n'apparaît pas dans le dossier public, ne devrait par conséquent pas être pris en compte.

3. Article 3.4: une sélection a été opérée dans la branche de production nationale aux fins de la détermination du dommage (allégation 15)

83. La première communication de l'Inde contenait trois arguments montrant les incohérences de la détermination du dommage:

- Les CE, après avoir expressément déterminé que la branche de production nationale se composait de 35 sociétés [les plaignants, selon les CE] ont fondé leur détermination de l'existence d'un dommage sur des sociétés n'appartenant pas à ce groupe de 35.

- Les CE ont sélectionné un échantillon parmi les membres de la branche de production nationale, mais ne l'ont pas systématiquement employé.

- Les CE ont choisi de s'appuyer sur différents "niveaux" de la branche de production nationale pour différents indices du dommage sans autre raison apparente que d'opérer une sélection dans un but bien précis.

84. L'Inde maintient que les arguments avancés par les CE dans leur première communication écrite et leur première déclaration orale n'infirment *aucunement* les allégations formulées par l'Inde dans sa première communication écrite. De plus, l'Inde s'oppose à l'innovation introduite par les CE, à savoir [si elle a bien compris] que dans le cadre d'une seule et même enquête, un Membre pourrait utiliser tour à tour l'une ou l'autre des définitions de la branche de production nationale contenues à l'article 4.1 de l'Accord antidumping, en fonction de ses besoins. Ce nouveau "droit" de choisir à sa guise la définition qui vous est la plus favorable lorsqu'un choix est possible va à l'encontre des principes de cohérence et de prévisibilité. On peut aussi se demander comment une telle innovation peut être conciliée avec l'article 17.6 i) qui dispose que l'évaluation des faits doit être impartiale et objective.

85. Au paragraphe 57 du Règlement provisoire, entériné par la suite, les CE ont noté que:

> "*Les trente-cinq autres sociétés, qui ont coopéré à l'enquête et qui sont établies en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Autriche et en Finlande, représentaient une proportion majeure de la production communautaire totale au cours de la période d'enquête. Elles ont donc été considérées comme constituant l'industrie communautaire au sens de l'article 4 paragraphe 1 du règlement de base*."[31] [non souligné dans l'original]

86. Au paragraphe 317 de leur première communication, les CE réaffirment que leur détermination de l'existence d'un dommage n'est pas fondée sur une analyse de l'ensemble des producteurs des CE mais sur une analyse de l'industrie communautaire. Les CE citent à cet égard le

[31] Cette conclusion a été confirmée au paragraphe 34 du Règlement définitif. Si, nonobstant cette définition explicite, d'autres sociétés faisaient aussi partie de l'industrie communautaire, on peut dire que les Règlements tant provisoire que définitif souffrent à tout le moins d'un problème au regard de l'article 12.

considérant 40 du Règlement définitif. Le Règlement définitif fait référence aux sociétés incluses dans l'échantillon. L'échantillon de 17 producteurs contenait toutefois au moins une société [Luxorette] qui ne fait partie de l'industrie communautaire. Les CE se contredisent donc. Comment peuvent-elles prétendre n'avoir pas regardé en dehors de l'industrie communautaire alors que, pour analyser la situation de cette industrie, elles se sont partiellement appuyées sur un échantillon comprenant des sociétés qui n'en faisaient pas partie.[32]

87. En outre, les CE ont fait valoir aux paragraphes 134 et 138 de leur première déclaration orale qu'elles étaient autorisées à examiner et qu'elles avaient en fait examiné la situation de tous les producteurs communautaires pour déterminer l'existence d'un dommage à la branche de production nationale, définie comme comprenant 35 producteurs: "*Il est vrai que, dans le cas de certains facteurs de dommage, les CE ont examiné la branche de production dans son ensemble pour faire cette détermination [d'un dommage à l'industrie communautaire]*". Les CE ont précisé dans leur réponse à la question 32 de l'Inde qu'elles n'avaient pas utilisé deux définitions de la branche de production nationale et qu'elles n'avaient examiné que 35 producteurs comme constituant la branche de production communautaire. L'Inde a donc un problème concernant la manière dont les CE ont constaté l'existence d'un dommage à la branche de production nationale, puisqu'elles se sont partiellement fondées, pour cette détermination, sur des sociétés qui étaient *en dehors* de cette branche. De l'avis de l'Inde, cela est incompatible avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

88. Au paragraphe 318 de leur première communication, les CE font valoir que "*les arguments de l'Inde semblent reposer sur l'idée que tous les facteurs … doivent indiquer un dommage*". Cette "fausse interprétation" des CE se retrouve au paragraphe 128 de leur première déclaration orale. L'Inde voudrait qu'il soit dûment noté qu'elle ne s'est jamais appuyée sur cette idée. Les CE dénaturent les arguments de l'Inde et leurs déclarations ne correspondent pas aux faits. Il ressort clairement de la première communication de l'Inde que ce que disent les CE n'est pas ce que l'Inde a soutenu. Voir par exemple le paragraphe 4.126 de la première communication écrite de l'Inde: "*… en définitive, il n'est pas nécessaire que tous les facteurs indiquent qu'il y a dommage, à condition que les autorités chargées de l'enquête puissent raisonnablement conclure, aux yeux d'un observateur objectif, qu'il y avait globalement un dommage important et que ce dommage était causé par "les importations faisant l'objet d'un "dumping"*"".

89. En conséquence, et c'est ce que l'Inde a constamment soutenu, il faut que tous les facteurs positifs et négatifs soient objectivement pesés. Mais, ce faisant, les CE ne peuvent pas négliger simplement des facteurs positifs constatés *au cours de* la période d'enquête en arguant que les fermetures de sociétés étaient intervenues *avant* la période d'enquête. Comment des fermetures survenues *avant* la période d'enquête auraient-elles pu être causées par des importations en dumping effectuées *après* ces fermetures? En agissant ainsi, les CE ont, sans justification aucune, négligé des facteurs positifs qui existaient au cours de la période d'enquête et considéré à tort la disparition de certaines entreprises de l'industrie communautaire avant la période d'enquête comme une preuve de dommage survenu pendant la période d'enquête. En outre, pourquoi les CE considèrent-elles automatiquement que les fermetures d'entreprises ont été causées par les importations en dumping? Lorsqu'une entreprise A de la CE disparaît au profit d'une entreprise B de la CE, pourquoi considère-t-on automatiquement que c'est une société exportatrice C qui en est la cause? On peut fort bien imaginer que A ait disparu du fait de la concurrence de B. De l'avis de l'Inde, l'approche adoptée par les CE ne consiste pas vraiment en une "enquête sur l'existence d'un dommage" mais pourrait être qualifiée de manière plus appropriée de "spéculation sur l'existence d'un dommage". C'est une approche qui n'a pas la moindre validité scientifique ou objective.

[32] Inversement, on peut se demander à quoi correspond cette industrie communautaire si elle comprend un producteur qui a été exclu de l'échantillon initial de 19 sociétés parce qu'il n'était pas représentatif [il s'agit du producteur français Claude qui a été éliminé de l'échantillon de 19 sociétés (voir la pièce n° 82 de l'Inde) pour les raisons énoncées aux considérants 61 et 54 du Règlement provisoire, mais qui a néanmoins continué à faire partie de l'industrie communautaire].

90. [De plus, en considérant automatiquement que les entreprises ont fermé avant la période d'enquête à cause des importations faisant l'objet d'un dumping, les CE ont aussi présupposé à tort que les importations réalisées avant la période d'enquête faisaient également l'objet d'un dumping (voir l'allégation 19 *infra*).]

91. Pour ce qui est de l'échantillon de la branche de production nationale, l'Inde soutient qu'à partir du moment où les CE avaient constitué un échantillon d'entreprises, elles n'avaient pas le droit de s'en écarter ensuite aux seules fins de prouver l'existence d'un dommage. L'Inde rejette l'assertion contenue au paragraphe 136 de la première déclaration orale des CE selon laquelle cette allégation de l'Inde est "*mystérieuse*". L'allégation de l'Inde n'est pas mystérieuse du tout mais au contraire très directe. L'Inde note que les CE, dans leur première communication écrite, ne nient pas avoir considéré des données provenant d'entreprises extérieures à l'échantillon. En fait, les CE confirment à nouveau dans leur première déclaration orale qu'elles ont parfaitement le droit de sortir de l'échantillon pour trouver un dommage. L'Inde rejette la thèse développée par les CE aux paragraphes 326 et 327 de leur première communication écrite et au paragraphe 136 de leur première déclaration orale, selon laquelle une fois qu'elles ont constitué un échantillon, elles peuvent continuer à utiliser des données ne provenant pas des entreprises de l'échantillon si celles-ci sont disponibles [*mais*, selon les CE *seulement* si ces données tendent à prouver l'existence d'un dommage, car dans le cas contraire, les CE considèrent que ces données perdent leur pertinence (réponse des CE à la question 20 du Groupe spécial, avant-dernière phrase)]. Une telle approche fausse l'objectif fondamental de la méthode de l'échantillonnage et ne peut, contrairement à ce qu'affirment les CE au paragraphe 327, être considérée comme "*impartiale et objective*".

92. En ce qui concerne la "sélection" du niveau le plus favorable pour établir l'existence d'un dommage, l'Inde relève que les CE ne contestent pas les faits tels qu'elle les a résumés. En fait, les CE semblent même reconnaître qu'elles ont utilisé différents facteurs relatifs au dommage au niveau choisi, du moment que cela pouvait étayer la détermination de l'existence d'un dommage. L'analyse de l'Inde est du reste confirmée par les paragraphes 134, 136 et 137 de la première déclaration orale des CE. L'Inde souligne qu'une telle sélection ne peut être considérée même en faisant preuve de beaucoup d'imagination, comme une approche impartiale et objective.[33] L'Accord antidumping ne prévoit pas qu'une autorité chargée de l'enquête puisse, à sa discrétion, utiliser une définition de la branche de production nationale pour un facteur et une autre définition pour un autre facteur.

93. L'Inde voudrait, à ce stade, récapituler quelques-uns des aspects "inhabituels" de la méthode employée par les CE pour déterminer l'existence d'un dommage à l'industrie communautaire. Selon les CE, l'industrie communautaire peut être définie à n'importe quel stade de la procédure, et il est possible - sans que cela soit nécessairement le cas - que deux définitions différentes de cette industrie soient appliquées simultanément [paragraphe 309 de la première communication écrite des CE]. Aux fins de déterminer l'existence d'un dommage pour cette industrie communautaire, il est aussi possible de prendre en compte des producteurs *ne faisant pas partie* de ce groupe [paragraphe 134 de la première déclaration orale des CE]. Aux fins de déterminer l'existence d'un dommage pour l'industrie communautaire, on peut également constituer un échantillon qu'il n'est toutefois pas impératif d'utiliser et qui peut être abandonné à n'importe quel moment [paragraphe 136 de la première déclaration orale des CE]. L'échantillon n'est pas considéré comme pertinent lorsqu'il n'indique pas de dommage [paragraphe 136 de la première déclaration orale des CE; évolution des prix dans l'échantillon (augmentation de 3,2 pour cent); part du marché pour l'échantillon (accroissement en volume et en valeur), etc.]. En fait, en tout état de cause, les facteurs relatifs au dommage ne sont considérés comme pertinents que s'ils font effectivement apparaître un dommage; les facteurs positifs perdent au contraire leur pertinence et n'ont donc pas besoin d'être examinés [réponse des CE à la question 20 du Groupe spécial]. La position des CE semble être que, lorsque *deux* facteurs seulement

[33] Si l'on opère une sélection on aboutit aussi à une "détermination de l'existence d'un dommage" qui ne reflète plus la situation de la branche de production nationale car les déterminations sont faites à différents niveaux, en réalité au hasard.

sur 18 tendent à prouver l'existence d'un dommage à *l'un* des trois niveaux choisis *après* avoir vu les résultats à chaque niveau – *il y a* détermination de l'existence d'un dommage pour l'industrie communautaire au titre de l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

94. De l'avis de l'Inde, la manière dont les CE conçoivent la détermination du dommage est tout à fait absurde et incompatible avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping. Une fois encore, l'un des principes les plus fondamentaux de toute détermination scientifique ou objective est qu'il faut analyser les causes et les effets sur la base de paramètres cohérents et, comme l'a aussi fait remarquer l'Inde dans sa première communication écrite, que l'épicier ne doit pas être autorisé à "*faire pencher la balance*" pendant la pesée.

4. Article 6.10 et 6.11: l'échantillon n'est pas valable d'un point de vue statistique (allégation 16)

95. Comme l'a souligné le Groupe spécial dans sa décision préliminaire, l'Inde est encore autorisée à présenter des arguments concernant l'article 6.10 et 6.11.

96. L'Inde souligne que pour qu'un échantillon soit valable d'un point de vue statistique, il doit être suffisamment représentatif de l'ensemble de la population d'où il est tiré. L'Inde considère qu'un échantillon constitué uniquement de producteurs nationaux plaignants, ne remplit pas les conditions requises pour être "valable d'un point de vue statistique". À l'inverse, si l'échantillon est censé représenter uniquement l'industrie communautaire, c'est-à-dire les producteurs ayant appuyé la plainte, comme les CE semblent le soutenir, il ne devrait alors pas inclure des entreprises qui ne font pas partie de cette industrie.[34] Et si des sociétés sont retirées de l'échantillon parce qu'elles ne sont plus représentatives, elles ne peuvent plus être considérées comme faisant partie du groupe principal.[35] En réalité si l'échantillon *avait été* valable du point de vue statistique, pourquoi aurait-il été nécessaire de s'en écarter à certains moments? Un échantillon parfaitement valable du point de vue statistique aurait dû donner les mêmes résultats que la source à partir de laquelle cet échantillon avait été établi. Cela rend encore plus suspect le fait que les CE aient fait des allers et retours incessants entre l'échantillon, l'industrie communautaire et l'Europe des 15. Ce comportement revient en fait à admettre que l'échantillon n'était pas valable d'un point de vue statistique.

5. Importations faisant l'objet d'un dumping avant la période d'enquête (allégation 19)

97. L'Inde considère que la déclaration des CE qui nient maintenant, au paragraphe 343, avoir jamais considéré que toutes les importations de linge de lit en provenance d'Inde dans les années ayant précédé la période d'enquête "avaient fait l'objet d'un dumping", est contredite par les faits. Pour ne donner qu'un exemple, l'Inde rappelle à cet égard qu'il est dit au paragraphe 67 du Règlement provisoire, confirmé par le Règlement définitif, que:

> "*les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance des trois pays concernés sont passées de 33 825 tonnes en 1992 à 46 656 tonnes au cours de la période d'enquête, ce qui représente une augmentation de 12 831 tonnes ou de 38 pour cent. Au cours de la même période, leur part de marché est passée de 16,9 pour cent à 25,1 pour cent.*" [non souligné dans l'original]

Ce point de vue des CE est réaffirmé à d'autres endroits. Ainsi, par exemple, dans le considérant 81 de leur Règlement provisoire, elles indiquent que "… *l'industrie communautaire est composée de*

[34] La société Luxorette faisait partie de l'échantillon mais n'appartenait pas à l'industrie communautaire.
[35] La compagnie Claude a été retirée de l'échantillon initial, du fait qu'elle n'était pas représentative; toutefois on a continué à considérer qu'elle faisait partie de l'industrie communautaire.

sociétés qui ont été suffisamment fortes pour survivre à la concurrence des importations faisant l'objet d'un dumping".[36]

98. Dans ces conditions, l'Inde est assez étonnée de constater que les paragraphes 344 et 345 de la première communication écrite des CE contredisent ce qui a été publié au Journal officiel sur ce point. À l'évidence, il n'est pas vrai que l'Inde ne "*saisit pas bien la notion*" [paragraphe 345 de la communication des CE]; elle se fonde simplement sur le texte du Règlement publié au *Journal officiel*.

99. En conséquence, l'Inde répète que la pratique des Communautés tendant à considérer automatiquement que toutes les importations de linge de lit originaires d'Inde effectuées durant les années précédant la période d'enquête *faisaient l'objet d'un dumping* est incompatible avec l'article 3.4. En particulier, les CE ne peuvent imputer la fermeture alléguée de 29 entreprises dans l'intervalle compris entre 1992 et la période d'enquête à des "*importations ayant fait l'objet d'un dumping*" pendant la période d'enquête puisque ces importations n'ont été effectuées qu'<u>après</u> lesdites fermetures.

100. Deuxièmement, les affirmations contenues aux paragraphes 346 à 350 de la première communication écrite des CE contredisent et tentent de justifier de façon captieuse la propre analyse que les CE ont faite du dommage, telle qu'elle a été publiée au Journal officiel. À cet égard, l'Inde se réfère par exemple aux considérants 91 et 92 du Règlement provisoire confirmés par les considérants 40 et 41 du Règlement définitif. Les déclarations faites maintenant par les CE dans leur première communication écrite, prétendant par exemple que les arguments de l'Inde sont "*hors de propos*" [paragraphe 348] sont en totale contradiction avec ce qui a été publié au Journal officiel.

6. Article 3.5: pas d'examen des autres facteurs (allégation 20)

101. L'Inde estime que les CE ont agi d'une manière incompatible avec l'article 3.5 en présumant automatiquement que toutes les importations de linge de lit originaires d'Inde effectuées pendant la période comprise entre 1992 et le 30 juin 1995 "*avaient fait l'objet d'un dumping*" et avaient causé de ce fait un dommage "*par les effets de ce dumping*".

102. Pour les raisons que l'Inde avait déjà exposées plus haut à propos de l'allégation 19, les affirmations faites par les CE au paragraphe 352 de leur première communication écrite sont contredites par les faits. Les Règlements instituant des droits provisoires et définitifs sont clairs et constituent la base sur laquelle il convient de se fonder pour trancher le présent différend. Comme l'a dit le Groupe spécial dans l'affaire *Brésil – Lait*:

> "*il ne pouvait pas légitimement tenir compte des raisons que le Brésil lui avait présentées, mais qui n'apparaissaient ni dans le texte de l'Arrêté n° 569, ni dans un exposé des raisons publié sous une forme différente par les autorités brésiliennes au moment où elles avaient formulé leurs constatations finales. Si le Groupe spécial tenait compte de ces considérations, cela reviendrait à autoriser une partie à modifier et à rationaliser sa détermination a posteriori*."[37]

103. On ne peut pas vider de son sens le libellé très clair des règlements communautaires par des affirmations tendancieuses selon lesquelles l'allégation de l'Inde se fonde une "*incompréhension de la pratique communautaire*" [paragraphe 354 de la communication des Communautés].

---

[36] Ou encore, dans la réponse des CE à la question 19 du Groupe spécial: "S'il s'avère qu'il était déjà causé un dommage à la branche de production nationale avant la période d'enquête, cela aidera éventuellement à confirmer que c'est le dumping qui cause un dommage et à étayer la présomption que le dumping constaté durant la période d'enquête existait également avant celle-ci."

[37] Paragraphe 312.

V. ARTICLE 15: NON-RECONNAISSANCE DU STATUT DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT (allégation 29)

104. L'Inde conteste tout d'abord la déclaration inexacte des CE qui laissent entendre dans leur première communication écrite qu'aucun engagement en matière de prix n'a été proposé dans les délais fixés. Cette thèse est démentie par les faits. La pièce n° 72 de l'Inde montre que l'Inde a fait cette offre en temps voulu. En outre, l'Inde conteste l'affirmation solennelle faite par les CE dans leur première déclaration orale selon laquelle les CE étaient "*disposées à explorer*" un engagement en matière de prix car, ainsi que l'Inde l'a clairement démontré[38], les autorités communautaires n'en ont pas exprimé la volonté à quelque stade que ce soit et n'ont pas pris d'initiative en ce sens mais ont en réalité rejeté l'offre faite par Texprocil. En fait, l'Inde voudrait également porter à l'attention du Groupe spécial qu'en réaction aux propositions répétées de l'Inde sur la question des engagements en octobre 1997, la réponse habituelle des CE a au contraire toujours été que le linge de lit était "*un produit trop compliqué pour des engagements* ".

105. L'Inde rejette aussi l'argument avancé par les CE dans leur réponse au Groupe spécial selon lequel des engagements en matière de prix ne peuvent être offerts et acceptés au stade des mesures provisoires. Cela est factuellement inexact. Des engagements en matière de prix *peuvent* être offerts et *peuvent* être acceptés au stade des mesures provisoires des procédures antidumping des CE.[39]

106. L'Inde rappelle que l'objectif de l'article 15 de l'Accord antidumping est d'assurer un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement dans le cadre de cet accord. À cette fin, les pays développés Membres "*devront prendre spécialement en considération la situation particulière*" des pays en développement Membres et les possibilités de solutions constructives seront explorées.

107. Malheureusement, toutefois, les CE ont choisi de faire totalement fi de cet article. Elles n'ont exploré aucune possibilité de solutions constructives et n'ont même pas pris la peine d'examiner les demandes présentées par les exportateurs indiens au cours de la procédure. Pendant les consultations, en réponse à la question 30 du Groupe spécial, les CE ont affirmé qu'elles avaient en fait accordé un traitement spécial aux exportateurs indiens de trois manières:

- en leur adressant des questionnaires simplifiés;
- en acceptant des réponses au-delà des délais fixés;
- en examinant individuellement le cas des nouveaux venus.

108. Dans sa première communication, l'Inde avait déjà démontré que ce prétendu "*traitement spécial*" était en fait illusoire. Les pièces n° 63, 64, 65 et 66 de l'Inde prouvent que les questionnaires concernant le linge de lit étaient en réalité similaires à ceux utilisés dans une procédure dirigée contre certains membres de l'OCDE (Hongrie, Pologne et Mexique) et dans deux affaires concernant Taïwan. À la connaissance de l'Inde, il n'y a pas eu non plus de souplesse spéciale pour ce qui est des délais (voir les paragraphes 6.34 à 6.38 de la première communication de l'Inde): en fait, l'Inde rappelle que dans leur réponse à une question du Groupe spécial au cours de la première réunion avec le groupe, les CE avaient indiqué que l'Inde avait disposé du délai minimum de dix jours prévu par les textes pour offrir un engagement en matière de prix. Enfin, la disposition "*spéciale pour les nouveaux*

[38] Et que les CE l'ont également admis dans leur réponse à la question 29 du Groupe spécial "*les CE n'ont pas fait de communication spécifique à ce sujet à l'Inde*".

[39] *Voir par exemple l'affaire des ficelles lieuses ou botteleuses en polypropylène* originaires de Pologne, de République tchèque, de Hongrie et d'Arabie saoudite, dans laquelle des engagements de prix ont été acceptés au stade des mesures provisoires pour les exportateurs hongrois: [1998] Journal officiel L267/7. Ou encore, plus récemment, l'affaire des importations *d'urée et de nitrate d'ammonium* originaires d'Algérie, du Bélarus, de Lituanie, de Russie et d'Ukraine, dans laquelle un engagement de prix a été accepté au stade des mesures provisoires pour l'exportateur algérien: [2000] Journal officiel L75/3.

venus" n'est pas spéciale du tout (voir les paragraphes 6.39 à 6.41 de la première communication de l'Inde) à moins évidemment que l'on ne considère comme des pays en développement la Norvège ou la Pologne à qui cette disposition a également été appliquée. L'Inde conteste donc que "*ces mesures allaient au-delà des prescriptions de l'article 15*" [réponse des CE à la question 30 du Groupe spécial]. L'Inde note aussi le "raisonnement" suivi par les CE dans leur réponse à la question 38 du Groupe spécial sur les obligations imposées par l'article 15, à savoir que "dès lors que les pays en développement ont l'expérience de ces procédures ou que leurs exportateurs sont représentés professionnellement, il n'est pas nécessaire de procéder ainsi". C'est la première fois que l'Inde entend dire que les obligations découlant d'un accord du GATT/de l'OMC dépendent de l'expérience qu'un Membre peut avoir de l'application de cet accord et qu'une disposition spéciale de l'Accord antidumping pour la protection des pays en développement pourrait, si l'on exerce un peu son imagination, contenir pareille restriction. Aucune méthode valable d'interprétation des traités ne permet de justifier le type de raisonnement tenu par les CE.

109. Enfin, comme l'a déjà souligné le Groupe spécial dans *fils de coton*, les mesures prises *au cours de* la procédure d'établissement du dumping et du dommage [telles que les prétendus questionnaires spéciaux ou les prétendus délais spéciaux] ne constituent pas des solutions constructives au sens de l'article 15 car cet article n'entre en jeu qu'*une fois que* les autorités ont déterminé qu'il existe un dumping et un dommage. L'article 15 requiert que l'on examine des solutions constructives avant d'imposer des droits provisoires ou définitifs, ce que les CE n'ont pas fait.

110. En outre, aux termes de l'article 15, c'est manifestement à l'autorité du pays importateur qu'il incombe de prendre l'initiative d'explorer des solutions constructives, comme l'a fait valoir l'Inde dans sa réponse à la question 13 du Groupe spécial et comme l'Égypte l'a également noté dans sa communication de tierce partie.

111. L'Inde connaît bien le rapport du Groupe spécial dans l'affaire *CE – Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil*.[40] Toutefois, comme le montre l'extrait suivant, la situation dans cette affaire était tout à fait différente:

> "*Le Groupe a noté que dans la partie M de sa détermination finale, sous la rubrique "ENGAGEMENTS", la CE avait indiqué ce qui suit:*
>
> *"Les autorités turques et brésiliennes, ayant été informées des principaux faits et considérations sur la base desquels il était prévu de recommander l'institution de droits définitifs ont proposé, pour le compte des exportateurs en cause, une formule d'engagement.*
>
> ...
>
> *En ce qui concerne l'offre brésilienne, qui prévoit l'acceptation volontaire de restrictions quantitatives à l'exportation, la Commission n'est pas convaincue que son acceptation éliminerait les effets préjudiciables du dumping.*
>
> *Le Conseil prend acte de ce que, après consultation et pour les motifs indiqués, les offres d'engagement proposées ont été rejetées."*
>
> *Le Groupe spécial a estimé qu'au moment où elle envisageait d'appliquer des droits antidumping, la CE avait envisagé la possibilité d'accepter un engagement quantitatif et qu'elle avait estimé que cet engagement ne ferait pas disparaître le préjudice causé par les importations faisant l'objet d'un dumping. Le Groupe spécial a rappelé qu'il*

[40] ADP/137 (4 juillet 1995).

> *avait conclu au paragraphe 584 que l'obligation ne consistait pas à accepter des solutions constructives, mais simplement à envisager la possibilité d'en accepter.*
>
> *Compte tenu des conclusions qu'il avait formulées aux paragraphes 585, 587 et 589, le Groupe spécial a rejeté l'allégation du Brésil selon laquelle la CE avait violé l'article 13 de l'Accord en ne "prenant pas spécialement en considération la situation particulière" du Brésil et en n'explorant pas les possibilités de solutions constructives proposées par les exportateurs brésiliens.*"

112. Ainsi, dans l'affaire des *fils de coton*, la CE avait en fait envisagé d'accepter les engagements proposés, comme cela ressort clairement du compte rendu de cette affaire. Toutefois, dans le cas présent, les exportateurs ont été découragés de rechercher une telle solution et les CE n'ont même pas pris la peine de se pencher sur les préoccupations exprimées de manière répétée par l'Inde à ce sujet.

113. En conséquence, l'Inde regrette que les CE aient non seulement négligé de manière flagrante leurs responsabilités au titre de l'article 15 mais aient eu l'audace de faire des déclarations inexactes et d'avancer des arguments indéfendables sur le plan juridique et ridicules. La question du traitement spécial et différencié ne concerne pas seulement l'Inde mais l'ensemble des pays en développement Membres qui attendent tous avec le plus grand intérêt la décision du Groupe spécial sur ce point important.

VI. ARTICLE 12.2.2: ABSENCE D'EXPLICATIONS/EXPLICATIONS INSUFFISANTES (allégations 3, 6, 13, 18, 22, 25, 28 et 31)

114. L'Inde conteste le "*raisonnement*" tenu par les CE dans différentes parties de leur première communication écrite, selon lequel elles ne seraient en fait obligées de réagir qu'aux arguments *pertinents* et que, pour le reste, elles n'auraient pas à expliquer leur comportement ou leurs décisions. Ce raisonnement des CE devient particulièrement spécieux lorsqu'elles décident automatiquement que lorsqu'un argument ou un fait tend à montrer, par exemple, qu'il n'y a pas eu de dommage, cet argument cesse d'être pertinent. Ainsi, les CE ont déclaré dans leur réponse à la question 20 du Groupe spécial:

> *" ... des facteurs dont on aurait pu attendre autrement qu'ils révèlent l'existence d'un dommage ont fait apparaître une branche de production apparemment en bonne santé (considérant 92 du Règlement provisoire; considérant 14 du Règlement définitif). On pouvait dire qu'ils avaient perdu leur pertinence ou du moins leur pertinence directe par rapport à la conclusion concernant le dommage."* [Réponse des CE à la question 20 du Groupe spécial, troisième paragraphe.]

115. Apparemment, puisque ces facteurs n'étaient plus pertinents, ils n'avaient plus besoin d'être examinés par les CE. Comme on l'a vu plus haut, l'Inde rejette ce raisonnement très spécial pour différentes raisons: il équivaut à dire que tout argument ou tout fait valable qui vient contredire véritablement un argument ou un fait sur lequel l'administrateur veut fonder sa détermination sera automatiquement jugé non pertinent. Cela rend impossible toute discussion ou toute analyse sérieuse et revient à donner aux autorités *carte blanche* pour ne pas examiner telle ou telle chose sous le prétexte qu'elle n'est pas pertinente. L'Inde estime que les autorités doivent expliquer pourquoi un facteur ou un argument n'est pas pertinent plutôt que de montrer sa non-pertinence en s'abstenant de l'examiner. L'approche des CE n'est qu'une parodie d'application des articles 12 et 17.6 i).

116. Les résultats inappropriés auxquels l'interprétation des CE peut conduire sont illustrés, par exemple, par la manière dont les CE ont réagi aux préoccupations de l'Inde concernant les explications qu'elles avaient fournies à propos de la détermination de la représentativité. Les CE soutiennent apparemment les points de vue – incompréhensibles – suivants concernant les articles 12.1 et 12.2 à propos de la détermination de la représentativité:

En ce qui concerne l'article 12.1:

A. l'Inde aurait dû formuler une allégation au titre de l'article 12.1.1 [réponse à la question 5 de l'Inde, deuxième phrase] si elle avait des problèmes avec la détermination de la représentativité;

B. de toute manière l'article 12.1.1 n'impose pas aux CE d'aborder la question de la détermination de la représentativité [réponse à la question 23 du Groupe spécial, deuxième paragraphe].

En ce qui concerne l'article 12.2:

A. l'Inde aurait dû invoquer l'article 12.2 au moment voulu, c'est-à-dire ni après l'engagement de la procédure ni après l'adoption de mesures provisoires [paragraphe 43 de la première déclaration orale des CE]. Cela revient à dire que les allégations de l'Inde au titre de l'article 12.2 sont, en tout état de cause, considérées comme non pertinentes [paragraphe 43 de la première déclaration orale des CE] puisqu'elles ont été formulées après l'engagement de la procédure. Les CE soutiennent donc implicitement que l'Inde aurait dû *deviner* quand la procédure serait engagée et formuler leur allégation *avant* l'engagement de la procédure;

B. de toute façon, même si l'article 12.2 est invoqué, les CE ne sont pas tenues de réagir [réponse à la question 23 du Groupe spécial, dernière phrase].

117. Ces réponses des CE impliquent donc que *quel que soit le moment auquel* et *quel que soit l'article au titre duquel* l'Inde a, aurait ou avait formulé une allégation concernant la représentativité, les CE n'étaient pas obligées de réagir ni de donner la moindre explication. Les choses sont encore exacerbées par les dernières réponses faites par les CE à la question de l'Inde concernant la représentativité, à savoir que: "*compte tenu du stade avancé de la procédure*", les CE n'ont pas à répondre [réponse 2 des CE à la question de l'Inde]. À nouveau donc, selon les CE: il est maintenant trop tard pour agir, bien que l'on ait ici affaire à une procédure de règlement des différends devant l'OMC. En d'autres termes et en résumé, la position des CE est qu'elles ne sont pas tenues d'expliquer quoi que ce soit à qui que ce soit. "*L'Inde [et le Groupe spécial] devront donc se contenter de croire les CE sur parole*". De l'avis de l'Inde, cette attitude, cette interprétation et cette application de l'article 12 sont incompatibles avec l'Accord antidumping.

118. Les personnes familiarisées avec les déterminations de l'existence d'un dumping ou d'un dommage faites par d'autres autorités compétentes, notamment celles des États-Unis et du Canada, sont souvent étonnées par la maigreur des renseignements fournis dans les déterminations publiées par les autorités communautaires. Contrairement, par exemple, à la pratique du Département du commerce des États-Unis, qui répond aux observations spécifiques formulées par les parties dans une section spéciale qui suit les constatations des autorités, ou contrairement aux déterminations détaillées de la CCI, les déterminations des CE sont pleines de formules convenues et de résumés sélectifs de précédentes constatations des CE, ainsi que l'affaire du *linge de lit* en témoigne.

119. Les CE essayent de balayer les préoccupations exprimées par l'Inde en arguant que les autorités du pays importateur ont toute liberté de décider quels sont les points de fait et de droit, les arguments et les allégations qui sont *pertinents* au sens de l'article 12.2.2 et que les arguments avancés par les exportateurs indiens au cours de la procédure n'étaient pas pertinents. Une telle interprétation est illégale et injustifiée et constitue une violation de l'article 17.6 i).

120. De plus, la structure de la première communication de l'Inde, qui était précisément destinée à montrer l'étroitesse du lien existant entre les principaux arguments et l'insuffisance des explications fournies par les CE, vient contredire les conclusions des CE selon lesquelles les allégations et

arguments de l'Inde ne seraient pas pertinents aux fins de l'application de l'article 12.2.2. Le tableau qui suit montre une fois encore que pour huit des allégations de fond de l'Inde, les CE n'ont fourni dans le dossier public que des explications très succinctes ou pas d'explication du tout.

Allégations sur le fond	Allégations relatives aux explications	
1-Article 2.2.2	3	Le considérant 18 ne répond qu'à un des trois arguments, et ce de façon très succincte
4-Article 2.2 "raisonnable"	6	Le considérant 18 ne répond pas à cette allégation
11-3.4 Facteurs	13	Non traité
15-3.4 "sélection" dans la branche de production nationale	18	Pas de réponse à quatre arguments avancés
20 Importations avant la période d'enquête	22	Non traité
23-5.3 Examen	25	Non traité
26-5.4 Détermination de la représentativité	28	Non traité
29-15 Pays en développement	31	Non traité

121. L'Inde reconnaît que ce tableau a été légèrement modifié par rapport à celui qui figurait dans sa première déclaration orale, afin de tenir compte de l'observation très juste du Groupe spécial selon laquelle une allégation (toutes les importations faisaient l'objet d'un dumping) n'avait pas été présentée au cours de la procédure administrative. Comme elle l'a expliqué dans sa réponse orale à la question du Groupe spécial, l'Inde n'a pas formulé cette allégation au cours de la procédure administrative car elle savait par expérience que les CE la rejetteraient systématiquement.

122. En résumé, l'explication donnée dans le Règlement définitif, qui reprend certaines des parties du Règlement provisoire présentant les mêmes défauts, sert les propres intérêts des CE et ne répond pour ainsi dire pas aux arguments et allégations formulés par les exportateurs indiens au cours de la procédure. Compte tenu de cette attitude consistant à ignorer systématiquement les allégations et arguments des exportateurs indiens, l'Inde demande au Groupe spécial d'adresser un message fort aux CE: à savoir, que des explications tendancieuses servant les propres intérêts de leurs auteurs et ne répondant pas aux allégations et arguments formulés par les exportateurs au cours de la procédure ne satisfont pas aux prescriptions de l'article 12.

ANNEXE 1-8

DÉCLARATION ORALE ET REMARQUES FINALES DE L'INDE

DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(6 juin 2000)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. ARTICLE 5.4: REPRÉSENTATIVITÉ 391

II. DUMPING 392

III. DOMMAGE 393

IV. STATUT DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT DE L'INDE 396

V. EXPLICATIONS 397

VI. CONCLUSIONS 398

1. L'Inde remercie le Groupe spécial et le Secrétariat de l'attention qu'ils ont portée à cette affaire. Monsieur le Président, nous avons l'intention d'être brefs car nous avons déjà exprimé nos préoccupations dans notre première communication écrite, notre première déclaration orale et notre réplique. Toutefois, nous voudrions faire certaines observations et réagir à certains arguments avancés par les CE dans leur deuxième communication écrite. Cela ne signifie en aucune manière que l'Inde accepte les arguments des CE sur les questions qu'elle n'abordera pas ce jour. L'Inde maintient évidemment les arguments qu'elle a déjà présentés même si elle n'a pas l'intention de les répéter aujourd'hui.

I. ARTICLE 5.4: REPRÉSENTATIVITÉ

2. Le Groupe spécial est au courant des préoccupations exprimées par l'Inde concernant la suppression des en-têtes de télécopies sur les déclarations de soutien ayant servi à établir la représentativité. Après avoir initialement gardé le silence sur cette question et avoir exprimé en fait leur indignation pour ce qu'elles ont appelé "*les accusations à peine déguisées de l'Inde*", les CE ont finalement admis que les en-têtes des télécopies *avaient effectivement* été supprimés par les fonctionnaires des CE.

3. L'Inde remercie les CE d'avoir finalement communiqué les déclarations de soutien, y compris les en-têtes des télécopies, en tant que pièce n° 5; ces documents n'avaient pas, jusqu'à une date très récente, été fournis par les CE en raison de ce qu'elles ont appelé "*le stade avancé de la procédure*".[1] Quoi qu'il en soit, l'Inde a les observations et commentaires suivants à formuler concernant ces documents.

[1] On peut se demander pourquoi ces documents qui avaient été réclamés à maintes reprises ne pouvaient toujours pas être fournis cinq jours à peine avant la date à laquelle ils ont été finalement communiqués.

4. Tout d'abord, l'Inde regrette qu'il ait fallu trois ans et demi aux CE et l'engagement d'une procédure devant un groupe spécial de l'OMC, pour qu'elles acceptent finalement de fournir quelque chose d'aussi simple que des en-têtes de télécopies qui auraient pu aider à clarifier la chronologie des événements beaucoup plus tôt. Toutefois, il est surprenant que sur aucun des documents dont des exemplaires ont été maintenant communiqués par les CE, la date exacte à laquelle ces documents ont été faxés par *Eurocoton* n'apparaisse clairement. De plus, dans certains de ces documents, il semble y avoir un écart entre la date d'envoi indiquée et la date enregistrée de réception de la télécopie, ce qui donne à penser à l'Inde que ces Pièces, ne constituent en tout cas pas la preuve que les CE ont bien vérifié la représentativité avant d'engager la procédure. Par exemple, s'agissant de l'expression de soutien de la société portugaise Foncar [page 6 de la pièce n° 5 des CE], la télécopie semble avoir été envoyée par Eurocoton à une date inconnue du mois de septembre 1996, alors qu'elle a apparemment été reçue par les CE le lundi 29 juillet 1996. On ne voit pas très bien comment cela a pu se produire.

5. Deuxièmement, l'Inde continue à avoir des réserves concernant les *raisons* invoquées par les CE pour avoir supprimé les en-têtes des télécopies. Comme le Groupe spécial le sait, la délégation des CE avait initialement indiqué que ces en-têtes avaient été supprimés pour des raisons de confidentialité. Toutefois, lorsqu'on a fait remarquer à la délégation que les numéros de téléphone et de télécopie des sociétés que l'on cherchait à protéger en supprimant les en-têtes des télécopies étaient en fait précisément des renseignements que l'on avait demandés aux producteurs de fournir dans leurs réponses non confidentielles au questionnaire, et que ces numéros figuraient en réalité à un autre endroit de la déclaration, les CE se sont rétractées et ont essayé d'arguer que l'Inde montait inutilement en épingle un point qui ne posait pas de problème. M. le Président, si les numéros de téléphone et de télécopie des sociétés concernées figuraient déjà dans la partie non confidentielle des documents, l'Inde se demande quels étaient les renseignements autres que la date d'envoi des télécopies que les CE cherchaient à protéger.

6. Troisièmement, même si les CE ont maintenant communiqué ce qu'elles disent être les en-têtes originaux des télécopies, l'Inde voudrait faire remarquer au Groupe spécial que le tampon administratif habituel du registre chronologique ne figure toujours pas sur les documents fournis. L'Inde renvoie par exemple à la page 906 des pièces de l'Inde ou aux récentes pièces n° 6 et n° 7 des CE. Nous laissons le Groupe spécial tirer ses propres conclusions quant aux raisons pour lesquelles la pièce n° 5 des CE ne porte pas le tampon du registre chronologique qui est normalement apposé sur tous les documents reçus par les CE.

7. Enfin, l'Inde ne comprend toujours pas comment les CE étaient curieusement en mesure, le 12 septembre 1996 [pièce n° 59 de l'Inde, page 1035] de prédéterminer le degré de soutien apporté à la plainte sur la base du volume de production de 38 sociétés [pièce n° 4 des CE et pièce n° 59 de l'Inde]. L'exclusion de plusieurs sociétés de la liste initiale de 46 plaignants n'est intervenue qu'*après* l'engagement de la procédure [réponse des CE à la question 40 de l'Inde]; et les questionnaires n'ont pas été envoyés et le volume total de la production n'a pas été connu avant le 13 septembre 1996 au plus tôt [pièce n °82 de l'Inde]. Les CE n'ont toujours pas expliqué cette contradiction dans la chronologie des événements.

II. DUMPING

8. Monsieur le Président, l'Inde considère que l'exemple de "*l'équipe indienne de cricket*" donné par les CE à propos du dumping est fort instructif, dans la mesure où il est en réalité trompeur. Pour reprendre cette métaphore, tout d'abord, l'"équipe" communautaire de 35 producteurs a été établie en pleine coordination avec les plaignants et avant même que le match commence.[2] En revanche, l'"équipe indienne" y compris les joueurs de réserve, n'a pas été sélectionnée par l'Inde mais a été

[2] Apparemment, on savait déjà le 12 septembre 1996 qu'un certain nombre d'entreprises communautaires avaient été exclues car elles ne remplissaient pas les conditions requises pour établir la représentativité.

unilatéralement imposée par les CE qui ont refusé – en dépit de demandes répétées – d'y inclure la société Standard. Même lorsqu'il est "*apparu*" que l'un des joueurs de champ, à savoir Anglo-French, n'avait pas un volume de ventes suffisant sur le marché intérieur, les CE ont continué à refuser de le remplacer par Standard qui faisait déjà partie de l'équipe indienne.[3] Monsieur le Président, qu'il s'agisse ou non de cricket, le point fondamental que l'Inde essaie de faire valoir est que la société Standard faisait partie de l'échantillon global et que si les CE en avaient tenu compte – au lieu de l'écarter pour des raisons connues d'elles seules – les résultats auraient été plus représentatifs et plus conformes aux prescriptions de l'article 2.2.2 ii).

9. En outre, la dernière explication des CE selon laquelle les données provenant de Standard "*n'auraient eu aucun effet sur la marge bénéficiaire*" est une autre explication *ex-post facto* [deuxième communication écrite des CE, paragraphe 26]. Mais, étant donné que cette nouvelle explication diffère de la précédente explication *ex-post facto* donnée par les CE [à savoir "qu'une part de 14 pour cent dans les ventes sur le marché intérieur de l'Inde, n'aurait guère influencé la marge bénéficiaire des producteurs nationaux], l'Inde se demande quelle était la *vraie* raison de cette exclusion. Ce ne peut être les deux raisons à la fois car elles s'excluent mutuellement: si l'on avait su dès le départ que Standard ne réalisait pas de bénéfices sur ses ventes, sa "petite" part de 14 pour cent sur le marché intérieur n'aurait pas été considérée comme pertinente. Il est donc clair que la détermination de l'absence de ventes avec bénéfice a été établie *a posteriori*. Mais quoi qu'il en soit, aucune raison n'est fournie, ni dans les déterminations publiées, ni ailleurs, et l'Inde estime qu'il ne devrait pas être permis de donner des explications *a posteriori* pour justifier un comportement passé irrationnel. M. le Président, nous sommes donc convaincus que les CE ont agi d'une manière incompatible avec les prescriptions de l'article 2.2.2 ii).[4]

III. DOMMAGE

10. Monsieur le Président, en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage, l'Inde conteste l'interprétation que les CE donnent de l'article 3.4 à la section IV.2 de leur deuxième communication écrite selon laquelle elles n'étaient pas tenues d'évaluer tous les facteurs, pour les raisons suivantes:

11. Tout d'abord, l'"*examen objectif*" requis par l'article 3.1 porte aussi bien sur les facteurs qui tendent à démontrer l'existence d'un dommage que sur ceux qui font pencher la balance dans l'autre sens. Les CE ont soutenu que l'article 3.4 n'impose d'examiner que les facteurs qui indiquent un dommage. Comme elle l'a déjà souligné en plusieurs occasions, l'Inde n'est pas d'accord avec cette interprétation. Ainsi que l'a conclu par exemple le Groupe spécial dans l'affaire *Corée – Polyacétals*, l'autorité chargée de l'enquête ne pouvait pas se préoccuper exclusivement des facteurs venant à l'appui de la conclusion selon laquelle la branche de production nationale se heurterait probablement à

[3] Dans le règlement instituant un droit définitif [considérant 18] les CE laissaient entendre que l'enquête "avait révélé" qu'un seul producteur [Bombay Dyeing] avait réalisé des ventes suffisantes sur le marché intérieur. Or, il ressortait clairement des paragraphes 3.73 à 3.76 de la première communication écrite de l'Inde que les CE connaissaient ce fait dès le départ [la société Anglo-French n'avait jamais réalisé de ventes suffisantes sur le marché intérieur pour atteindre le seuil de 5 pour cent]. Néanmoins, même après que ce fait eût été "révélé" les CE ont refusé de remplacer le joueur de champ.

[4] Contrairement à l'affirmation des CE [paragraphe 105 de la deuxième communication écrite] selon laquelle l'Inde n'aurait pas formulé d'allégation au titre de l'article 12 à propos de l'incompatibilité avec l'article 2.2.2 ii), il ressort clairement du paragraphe 3.117 de la première communication écrite de l'Inde que cette allégation a bien été présentée: "*Premièrement, contrairement à ce que prescrit l'article 12.2.2, les CE n'ont pas fourni une explication suffisamment détaillée des raisons pour lesquelles elles ont décidé d'appliquer une option dont les conditions n'étaient pas satisfaites.*" L'affirmation des CE concernant l'absence d'allégation sur le manque d'explications à ce sujet est donc contredite par les faits.

des difficultés, tout en écartant d'autres facteurs.[5] Monsieur le Président, permettez-moi de donner quelques autres précisions:

12. L'Inde n'a jamais préconisé d'utiliser l'article 3.4 comme une simple "liste récapitulative", ainsi que les CE semblent le sous-entendre. La balance des facteurs énumérés à l'article 3.4, peut, après évaluation, pencher en faveur de l'existence d'un dommage ou en faveur de l'absence de dommage – mais il est nécessaire d'évaluer tous les facteurs pour faire un bilan correct des éléments positifs et des éléments négatifs. Il s'agit là d'ailleurs d'un minimum: la liste des facteurs énumérés à l'article 3.4 "*n'est pas exhaustive et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante*". En outre, l'évaluation des différents facteurs doit être cohérente. De toute manière, la liste n'est pas "*simpliste*" comme les CE l'affirment. L'article 3.4 a été soigneusement rédigé en tenant compte de la structure de l'Accord antidumping lui-même. À cet égard, l'Inde n'est pas d'accord avec l'"interprétation"[6] des CE selon laquelle l'article 3.4 impose simplement d'examiner les effets du dumping sur les prix et les volumes comme décrit à l'article 3.1[7] - ce que les CE appellent les "*véritables*" facteurs relatifs au dommage.[8] L'article 3.4 développe le point b) de l'article 3.1, et en tant que tel, fait partie des obligations qui doivent être respectées par les autorités chargées de l'enquête. L'analogie entre l'Accord sur les sauvegardes[9], l'Accord antidumping[10] l'Accord SMC et l'article 6.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires[11] ne peut être niée, comme les CE semblent le faire. Cela est particulièrement important car les autres facteurs, dans la mesure où ils ont été évalués, n'ont pas fait apparaître l'existence d'un dommage [ainsi que les CE l'ont admis dans le considérant 62 de leur deuxième communication écrite].

13. L'Inde conteste les affirmations répétées des CE selon lesquelles elles "*ont examiné*" tous les facteurs [considérant 64 de la deuxième communication écrite des CE] mais qu'elles ont "*trouvé*" que presque tous "*n'étaient pas des facteurs indépendants notables*" [considérant 255 de la première communication écrite des CE]. Jusqu'ici, les CE n'ont jamais expliqué quand et comment cet examen avait eu lieu, étant donné précisément que ces facteurs avaient été considérés comme non pertinents dès le départ. Apparemment, les CE se sont maintenant persuadées, à force de le répéter, qu'elles "*ont effectivement examiné*" tous les facteurs. L'Inde pense qu'en analysant correctement la construction de l'Accord antidumping, il doit être possible à un groupe spécial de déterminer si les autorités chargées de l'enquête ont effectivement procédé à l'évaluation prévue à l'article 3.4. La position des CE semble être que les autres pays (et en fait le Groupe spécial) doivent les croire sur parole lorsqu'elles affirment avoir rempli leurs obligations au titre de l'Accord antidumping, et que le fait qu'elles n'ont

---

[5] *Corée – Droits antidumping sur les importations de polyacétals en provenance des États-Unis*, rapport du Groupe spécial ADP/92 et Corr.1 du 2 avril 1993.

[6] Paragraphe 58 de la deuxième communication écrite des CE.

[7] L'interprétation des CE est une mauvaise lecture de l'article 3 [ou plutôt de la structure de cet article]. Rappelons que l'article 3.1 prescrit d'examiner objectivement a) le volume des importations faisant l'objet d'un dumping et l'effet de ces importations sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur et b) l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits. L'article 3.2 donne plus de détails sur la manière de procéder à l'examen du volume et des prix prévu au point a). L'article 3.4, lui, explique en détail comment examiner l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping. Attribuer à l'article 3.4 le rôle de l'article 3.2, comme les CE semblent le faire, constitue une erreur d'interprétation de l'article 3.

[8] Les CE veulent-elles dire que les autres facteurs énumérés à l'article 3.4 ne sont pas de "véritables facteurs"?

[9] Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures, rapport du Groupe spécial adopté le 25 juin 1999, WT/DS121/R.

[10] Corée – Droits antidumping sur les importations de polyacétals en provenance des États-Unis, rapport du Groupe spécial ADP/99 et Corr.1 du 2 avril 1993 (paragraphe 254); Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis, WT/DS132/R, du 28 janvier 2000.

[11] Brésil – Imposition de droits compensateurs provisoires et définitifs sur les poudres de lait et certains types de lait en provenance de la Communauté économique européenne (SCM/179).

pas rendu publiques les circonstances de cet examen ne doit pas être considéré comme constituant une présomption qu'elles ont agi d'une manière contraire à l'Accord antidumping. L'Inde estime qu'une telle interprétation aboutit à rendre l'article 3.4 [et l'article 12] concrètement inutiles.

14. En fait, en ce qui concerne la véritable énigme posée par les CE, qui est de savoir comment les autorités peuvent décider qu'un facteur est pertinent avant de l'avoir examiné, l'Inde a du mal à comprendre la "justification" répétée des CE: "*La pertinence est une question de degré plutôt qu'une question à laquelle on répond par "oui ou non". Dans certains cas, il sera tout de suite évident avant même l'ouverture d'une enquête, que certains facteurs ne sont pas pertinents et, dans d'autres cas, il faudra peut-être attendre beaucoup plus longtemps, de sorte que le processus consistant à déterminer la pertinence d'un facteur peut ne pas être très différent de celui qui consiste à évaluer ce facteur.*"[12] En dehors de la question de savoir à quel "*degré*" les CE se réfèrent et mis à part le fait que la déclaration des CE est globalement incompréhensible, l'Inde n'arrive pas à comprendre comment "***même <u>avant</u> l'ouverture d'une enquête***" il peut apparaître que certains facteurs ne sont pas pertinents. Peut-être est-ce le même pouvoir divinateur qui a permis aux CE d'établir *même <u>avant</u> l'engagement de la procédure* qu'elles allaient déterminer la représentativité sur la base d'un nombre restreint de producteurs, alors que l'exclusion d'un certain nombre d'entreprises n'avait pas encore eu lieu.

15. L'Inde répète afin qu'il en soit pris acte que "*l'explication*" des CE précisant que la société Luxorette ne faisait pas partie de l'échantillon communautaire est tout bonnement incompatible avec les déterminations publiées et le dossier non confidentiel [voir, par exemple, la pièce n° 82 de l'Inde]. L'Inde renvoie aussi à sa deuxième communication écrite. Il est regrettable que près de quatre ans après la constitution de l'échantillon et la délimitation de l'industrie communautaire, les CE semblent être toujours dans l'incapacité d'indiquer avec certitude et d'une manière correspondant au dossier public, quelles entreprises ont été incluses et pourquoi.

16. L'Inde est en désaccord avec la thèse soutenue par les CE au paragraphe 71 de leur deuxième communication écrite, où celles-ci semblent dire que des entreprises qui ont disparu [pour *on ne sait quelle* raison commerciale] en tant qu'entités séparées, des années avant la période de l'enquête, doivent automatiquement être considérées comme des "victimes du dumping allégué" pendant la période de l'enquête. Étant donné que ces *importations faisant l'objet d'un dumping* n'ont eu lieu qu'après les fermetures alléguées, les CE ne peuvent imputer lesdites fermetures aux importations ayant fait l'objet d'un dumping.

17. L'Inde ne comprend pas l'affirmation des CE (paragraphe 85 de la deuxième communication écrite des CE) selon laquelle "les exportateurs indiens sont libres de soutenir qu'ils pratiquaient effectivement le dumping sur de plus gros volumes les années précédentes". Elle ne comprend pas non plus leur assertion au paragraphe 86, selon laquelle "*en ce qui concerne le volume des importations, la seule supposition que les CE pourraient être accusées de faire n'est pas que les importations faisaient l'objet d'un dumping, mais qu'elles ne faisaient pas l'objet d'un dumping*".

18. En conclusion, Monsieur le Président, il est tout à fait clair que les CE ont agi d'une manière contraire à l'article 3 sur un certain nombre de points, et plus spécialement, qu'elles ne se sont pas conformées à l'article 3.4. Les CE ont reconnu par écrit que "les indications de l'existence d'un dommage provenaient presque entièrement de deux éléments: les bénéfices et les prix" [deuxième communication écrite des CE, paragraphe 61]. En fait, les CE ont indiqué que "*l'industrie continue à fonctionner normalement, sauf en ce qui concerne ces deux facteurs essentiels. La normalité des activités était surtout apparente au niveau du volume des ventes, et de la production, c'est-à-dire des facteurs sur lesquels a porté l'enquête des autorités communautaires.*". À l'évidence, les CE n'ont <u>pas</u> examiné de nombreux autres facteurs, comme l'article 3.4 l'exigeait et comme cela leur a été suggéré

[12] Cette "explication" a été donnée en réponse à une question du Groupe spécial, et les CE la répètent maintenant dans leur deuxième communication écrite.

au cours de la procédure et elles n'ont donc pas correctement établi l'existence d'un dommage puisqu'elles se sont fondées uniquement sur deux facteurs. Ce type d'approche a été constamment et prudemment rejeté par des précédents groupes spéciaux car, dans une enquête portant sur l'établissement d'un dommage, les autorités ne peuvent se préoccuper exclusivement des facteurs venant à l'appui de la conclusion selon laquelle la branche de production nationale se heurterait probablement à des difficultés tout en écartant d'autres facteurs.[13]

IV. STATUT DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT DE L'INDE

19. Monsieur le Président, pour l'Inde, les questions relatives à l'article 15 sont extrêmement sensibles et importantes. Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, cet article assure un équilibre et une équité et apporte les sauvegardes que les pays en développement avaient réclamées au cours des négociations d'Uruguay. Il a été expressément reconnu – et donc prescrit par l'article 15 – que les pays développés Membres devaient spécialement prendre en considération la situation particulière des pays en développement et explorer les possibilités de solutions constructives avant d'appliquer des droits antidumping à ces pays. Il est extrêmement regrettable que les autorités communautaires n'aient fait ni l'un ni l'autre.

20. Tout au long de la procédure, les CE ont essayé d'éluder cette question et ont présenté des arguments illogiques concernant la manière dont elles concevaient les obligations imposées par l'article 15. Monsieur le Président, il ne fait pas de doute que c'était aux CE qu'il incombait d'explorer des solutions constructives. Mais, premièrement, les CE n'ont à aucun stade de la procédure, indiqué qu'elles étaient prêtes à explorer ces autres solutions (c'était plutôt le contraire) ou qu'elles avaient, comme elles auraient dû le faire, présenté aux exportateurs indiens d'autres possibilités concrètes qui auraient pu être explorées. Et, deuxièmement, lorsque les exportateurs indiens ont fait une telle ouverture par l'intermédiaire de Texprocil, les fonctionnaires des CE ont tout bonnement refusé de l'examiner sous le prétexte qu'elle avait été reçue le dernier jour. L'Inde conteste l'interprétation donnée par les CE et démentie par les faits, selon laquelle les exportateurs indiens n'étaient pas prêts à accepter un engagement en matière de prix. Si cela était vrai, les exportateurs indiens n'auraient jamais fait l'offre qu'ils ont faite aux autorités communautaires par leur lettre du 13 octobre 1997.

21. Les prétendus problèmes que poseraient, selon les CE, des engagements en matière de prix dans le secteur textile ne sont pas corroborés par les faits. Les CE font valoir (dans leur deuxième communication écrite) que leur dernier engagement dans le secteur textile remonte à 1991. L'Inde joint (pièce n° 85 de l'Inde) un exemple d'engagement proposé aux CE par des exportateurs du secteur textile d'autres pays en octobre 1998. Ce récent engagement a en fait été accepté au stade de l'institution d'un droit *provisoire*.[14] Monsieur le Président, cela permet d'établir très clairement deux faits. premièrement, contrairement à ce que les CE ont constamment affirmé, des solutions constructives peuvent être et ont été adoptées au stade de l'institution de droits provisoires. Et, deuxièmement, il est aussi très clair que pour des raisons connues essentiellement d'elles seules, les CE n'ont pas essayé ni de près ni de loin d'appliquer des droits antidumping aux exportations indiennes. En fait, elles n'ont même pas étudié de manière constructive la solution d'un engagement de prix que les exportateurs indiens leur avaient demandé d'examiner.

22. L'Inde se réfère aussi aux efforts des CE pour obtenir un engagement dans la deuxième procédure concernant *les tissus de coton écrus originaires de l'Inde*, qui concernait de beaucoup plus

[13] *Voir par exemple* Corée – Droits antidumping sur des importations de polyacétals en provenance des États-Unis, rapport du Groupe spécial, ADP/92 et Corr.1 du 2 avril 1993, paragraphe 254; Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis, WT/DS132/R, du 28 janvier 2000.

[14] En fait, dans la pratique antidumping des CE, de nombreux engagements prennent effet au stade des mesures provisoires, ainsi que l'Inde l'a aussi souligné dans sa deuxième communication écrite. Voir à titre d'illustration *Câbles en acier*, originaires de Hongrie et de Pologne [1999] JO L 45/1; *Palettes simples en bois* originaires de Pologne [1999] JO L 150/4.

nombreux exportateurs que la procédure linge de lit, et de types de produits beaucoup plus diversifiés. À l'évidence dans *cette* affaire, le nombre d'exportateurs ou la grande variété des produits *n'a pas* été un obstacle à ce que les CE cherchent à obtenir un engagement [voir page 1361 des pièces de l'Inde]. Nous sommes donc surpris par l'affirmation des CE selon laquelle il n'était pas possible de rechercher un engagement similaire en l'espèce, affirmation qui est manifestement démentie par les faits et contredite par la pratique passée des CE.

23. En ce qui concerne le secteur des produits artisanaux, l'Inde avait effectivement suggéré son exclusion à un certain stade, mais ainsi qu'elle l'avait aussi expliqué dans sa première communication écrite, la raison pour laquelle elle demandait l'exclusion de ces produits était que les produits de l'artisanat ne pouvaient être classés comme des "produits similaires" et que, par ailleurs, ces produits n'étaient pas couverts par l'Accord CE-Inde sur les textiles. Par conséquent, l'exclusion des produits de l'artisanat par les CE n'est pas intervenue dans le contexte de l'article 15 [voir les paragraphes 6.42-6.45 de la première communication écrite de l'Inde], fait qui a été nommément reconnu par les CE au paragraphe 96 de leur deuxième communication écrite. Il est donc assez surprenant et contradictoire que les CE laissent maintenant entendre que l'exclusion des produits de l'artisanat se fondait en fait sur la reconnaissance du statut de pays en développement de l'Inde, alors qu'elles déclarent parallèlement que ces produits n'ont pas été exclus sur cette base. De toute manière, ces explications données *a posteriori* n'enlèvent rien au fait que les CE n'ont fait aucune tentative pour s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 15. Leurs affirmations sont démenties par les faits et il est plus que clair qu'aucune attention spéciale n'a été accordée à la situation particulière de l'Inde en tant que pays en développement.

V. EXPLICATIONS

24. Monsieur le Président, la remarque faite par les CE au paragraphe 112 de leur deuxième communication écrite, selon laquelle les exportateurs "*gaspillaient leur argent et le temps des autorités*" en demandant des explications est très révélatrice. Elles montrent que l'attitude des CE à l'égard des demandes d'explication sur leurs décisions est que celles-ci doivent être considérées comme une perte de temps et d'argent. Eu égard au fait que, dans la pratique antidumping des CE, l'autorité chargée de l'enquête est la seule partie qui a accès à toutes les informations, il est d'autant plus impératif que cette autorité fournisse les explications demandées par les exportateurs qui sont vis-à-vis d'elle dans une position de faiblesse.

25. Monsieur le Président, l'affirmation des CE selon laquelle elles n'ont pas à réagir aux arguments concernant les règles de l'OMC est ridicule [paragraphe 108 de la deuxième communication écrite des CE]. Si l'on prenait cette affirmation à la lettre, les autorités du pays importateur seraient dispensées de réagir à n'importe quel argument concernant le droit de l'OMC, ce qui est tout simplement inacceptable. L'article 18.4 de l'Accord antidumping impose aux CE d'assurer la conformité de leurs lois, réglementations et procédures avec les règles de l'OMC.

26. Monsieur le Président, si l'on se limite à fournir des explications sur des arguments touchant les règles de droit internes, on prive de sens l'article 12 et on laisse une lacune énorme dans l'application de l'Accord antidumping. Par exemple, la législation interne des CE ne contient aucune disposition faisant pendant à l'article 15 de l'Accord antidumping. Adopter l'approche des CE, reviendrait à dire que l'on pourrait ignorer délibérément tout argument se rapportant à l'article 15 de l'Accord, comme cela s'est du reste produit dans l'*affaire du linge de lit*. Mais *quoi qu'il en soit*, pendant toute la procédure administrative, les CE n'ont pas réagi *non plus* aux arguments répétés concernant leur législation interne, tels que les arguments avancés par les exportateurs à propos des articles 2 [dumping], 3 [dommage] et 5 [ouverture de l'enquête]. En conséquence, même si l'article 12 de l'Accord antidumping ne concernait que les arguments se rapportant à la législation interne – ce qui n'est pas le cas – les CE auraient agi de manière incompatible avec cet article à plusieurs égards.

27. Quand les CE déclarent que les allégations de l'Inde ont trait aux règles de l'OMC, cela est également démenti par les faits [deuxième communication écrite des CE paragraphe 107]. La législation antidumping des CE constitue un cadre général au sein duquel les autorités administratives jouissent d'une très grande latitude pour appliquer le droit comme elles l'entendent. Le fait que les exportateurs indiens aient présenté ces allégations au cours de la procédure administrative montre que le droit et la pratique antidumping des CE ne sont pas aussi clairs que celles-ci voudraient le faire croire au Groupe spécial. Les exportateurs ont demandé des explications au cours de la procédure sur des questions qui étaient pour eux d'une importance cruciale. Toutefois, les CE ont non seulement rejeté ces demandes mais ont estimé que les exportateurs gaspillaient leur argent et faisaient perdre leur temps aux CE, s'affranchissant ainsi apparemment de toute obligation d'expliquer ne serait-ce que les raisons qui avaient motivé ce rejet.

28. Enfin, l'Inde voudrait qu'il soit pris acte du fait qu'elle est en désaccord avec le tableau présenté au paragraphe 105 [de la deuxième communication écrite] des CE qui ne correspond pas à la réalité. Ainsi, par exemple, en ce qui concerne la ligne D, l'Inde *avait* bel et bien formulé cette allégation [comme elle l'a déjà souligné dans cette déclaration]. En ce qui concerne les lignes K et L, il est clair que l'article 12 *faisait* partie du mandat. Les affirmations des CE sont donc contredites par les faits et les CE ont agi d'une manière incompatible avec l'article 12.

VI. CONCLUSIONS

29. Monsieur le Président, nous voudrions maintenant conclure cette brève deuxième déclaration orale en répétant que depuis le moment de l'engagement de la procédure, jusqu'aux déterminations préliminaires ou finales ainsi du reste que pendant tout le processus de consultations, l'Inde attendait de la part des autorités communautaires une équité, une transparence et une attitude responsable qui ont totalement fait défaut. L'Inde a clairement démontré au cours de la procédure que les autorités communautaires avaient, en l'espèce, ouvert des enquêtes sans disposer au sein des CE d'un soutien suffisant pour justifier cette démarche. À ce jour, aucun chiffre précis de production par entreprise n'a encore été fourni pour justifier cette action. Qui plus est, toute la question de la suppression des enquêtes de télécopies reste peu claire.

30. Monsieur le Président, l'Inde a aussi démontré que les CE n'avaient pas calculé la marge de dumping comme le prévoit l'Accord antidumping. Pour conclure à l'existence d'un dumping, elles se sont fondées sur un seul producteur au lieu d'inclure dans leurs calculs un second producteur plus représentatif d'un produit similaire. Qui plus est, même pour ce seul producteur non représentatif, les CE ont exclu les ventes réalisées à perte, ce qui a dégagé des marges bénéficiaires extraordinaires. Enfin, les CE ont déterminé la marge de dumping sans tenir compte - comme elles l'auraient dû - des ventes n'ayant pas fait l'objet d'un dumping.

31. Monsieur le Président, nous avons aussi démontré de manière concluante que l'existence d'un dommage avait été établie en se fondant uniquement sur l'examen de deux facteurs, au mépris manifeste de la lettre de l'article 3.4. Et, au cours de l'examen de ces deux seuls facteurs, les CE n'ont cessé de jongler entre l'échantillon, l'industrie communautaire et l'ensemble des producteurs de l'Union européenne afin de faire apparaître un dommage. La disparition de certaines entreprises *avant* la période de l'enquête a été faussement attribuée à un dumping pratiqué *pendant* la période de l'enquête. Les CE ont aussi considéré à tort que *toutes* les importations avaient fait l'objet d'un dumping.

32. Enfin, avant d'appliquer des mesures antidumping, les CE ont délibérément choisi d'ignorer le statut de pays en développement de l'Inde et n'ont pas exploré d'autres solutions constructives comme l'Accord antidumping les y obligeait. En fait, ainsi que l'Inde l'a démontré, les CE n'ont même pas étudié de manière constructive l'offre d'engagement en matière de prix qui leur avait été faite par les exportateurs indiens.

33. Monsieur le Président, l'Inde croit avoir présenté les faits aussi fidèlement que possible pour permettre au Groupe spécial de prendre une décision équitable. L'Inde reste à l'entière disposition du Groupe spécial pour tout complément d'explication ou toute autre assistance dont il pourrait avoir besoin. En outre, à la lumière de la deuxième communication écrite des CE et des réponses qu'elles ont fournies aux questions posées par le Groupe spécial et par l'Inde, l'Inde voudrait demander aux CE certains éclaircissements. L'Inde est convaincue que le travail du Groupe spécial serait grandement facilité s'il obtenait des réponses des CE sur les demandes de clarification qui leur ont été adressées par l'Inde.

34. Monsieur le Président, la liste des questions qui demanderaient à être éclaircies est jointe en annexe à cette deuxième déclaration orale. Pour gagner du temps, et avec l'indulgence du Groupe spécial, on pourrait considérer qu'il en a déjà été donné lecture, à moins que le Groupe n'en décide autrement. L'Inde espère que les CE se montreront coopératives à cet égard et fourniront les réponses et clarifications demandées au Groupe spécial dans des délais appropriés à fixer par le Groupe spécial.

Annexe: questions aux CE

1. Les CE pourraient-elles expliquer ce qu'elles ont voulu dire lorsqu'elles ont déclaré, dans leur réponse à la question 15 de l'Inde que: "… *cela n'est pas plus grave que de ne pas prêter foi à une plainte dont il s'avère par la suite qu'elle était soutenue par une proportion majeure de la branche de production"?*

2. Les CE pourraient-elles expliquer, en donnant des chiffres de production détaillés, la raison pour laquelle elles affirment, au paragraphe 21 de leur deuxième communication écrite, que le calcul par l'Inde du pourcentage minimal de 25 pour cent est erroné car il implique une "double comptabilisation"?

3. Les CE et plus particulièrement les Directions I.C et I.E ont pour pratique d'enregistrer les communications écrites reçues ou envoyées par date et numéro. Cela a également été le cas pour les documents concernant l'affaire du *linge de lit*, à la seule exception des déclarations de soutien. Pourquoi les déclarations de soutien n'ont-elles jamais été enregistrées?

4. Pourquoi a-t-on retiré les en-têtes et les mentions de bas de page dans les télécopies d'*Eurocoton* alors que le numéro de télécopie de cette association figure même sur la première page de la plainte?

5. Les CE ont déclaré dans leur réponse à la question 40 de l'Inde qu'au moment de l'ouverture de l'enquête, 46 producteurs soutenaient la plainte; que sept avaient été éliminés après l'engagement de la procédure, trois autres après l'envoi des questionnaires (10-11/96) et un autre après vérification. Toutefois, la pièce n° 4 des CE qui, selon elles, rend compte exactement de la situation au moment de l'ouverture de l'enquête, et des déclarations de soutien reçues des producteurs individuels, ou des associations commerciales, ne fait état que de 38 producteurs. Les CE pourraient-elles fournir les déclarations de soutien des huit sociétés - censées avoir été exclues par la suite - qui au moment de l'ouverture de l'enquête, auraient dû avoir envoyé leurs déclarations pour que la représentativité puisse être légalement établie.

6. Comment les CE pouvaient-elles déjà savoir, au moment de l'ouverture de l'enquête, qu'elles allaient par la suite exclure les huit sociétés en question?

7. Les CE pourraient-elles expliquer la situation de la société allemande Luxorette et de la société française Claude? Plus précisément, après que les CE sont passées de 19 à 17 producteurs (considérant 61 du Règlement provisoire), Luxorette faisait encore partie de cet échantillon de 17. Pour passer de 19 à 17, les CE ont invoqué la raison indiquée dans le considérant 54. La situation de

Luxorette reste donc peu claire. De même, pourquoi Claude a-t-elle été exclue de l'échantillon de 19 mais non de l'industrie communautaire?

8. Au paragraphe 22 de leur deuxième communication écrite, les CE déclarent qu'elles ont "… *en tout état de cause établi que des producteurs représentant plus de 34 pour cent de la production communautaire avaient expressément soutenu la plainte*". Mais l'on n'arrive à ces 34 pour cent que si l'on accepte les déclarations de soutien des fédérations française, espagnole et autrichienne du textile car les CE n'ont pas jusqu'ici fourni les déclarations individuelles de soutien des producteurs français, espagnols et autrichiens. Est-ce exact?

9. Les CE reconnaissent-elles que dans le raisonnement qu'elles développent aux paragraphes 76 et 77 de leur deuxième communication écrite, elles ont commodément omis de mentionner premièrement que – du fait de l'inclusion des exportations n'ayant pas fait l'objet d'un dumping - le volume global des importations "faisant l'objet d'un dumping" allait être automatiquement gonflé dans tous les cas. Et deuxièmement, les CE reconnaissent-elles que l'effet modérateur sur la sous-cotation des prix n'intervient que si les prix des exportations ne faisant pas l'objet d'un dumping sont effectivement plus élevés que ceux des exportations faisant l'objet d'un dumping? Autrement dit, que lorsque le dumping ou l'absence de dumping résultent de configurations différentes au niveau de la valeur normale, l'effet modérateur ne se produit pas?

10. Au paragraphe 84, les CE affirment que "*toujours est-il que les autorités chargées de l'enquête étaient en droit de supposer, en l'absence d'éléments de preuve indiquant le contraire, que le dumping existait déjà depuis quelque temps. En fait, il était pertinent de faire une telle supposition en l'espèce*". Les CE pourraient-elles citer une quelconque base légale dans l'Accord antidumping qui permettrait d'étayer une telle hypothèse. Les CE pourraient-elles aussi confirmer nommément qu'il découle de cette dernière phrase qu'elles ont effectivement supposé que les importations réalisées avant l'ouverture de l'enquête faisaient l'objet d'un dumping, comme cela ressort du reste des Règlements publiés (mais a été nié par les CE au cours de la procédure du Groupe spécial).

11. Pourquoi les exportateurs indiens auraient-ils soutenu: "qu'ils pratiquaient effectivement le dumping sur de plus gros volumes les années précédentes", alors qu'ils ne soupçonnaient même pas qu'ils étaient accusés de dumping puisqu'ils ne pouvaient pas imaginer que les CE appliqueraient une marge bénéficiaire de 18 pour cent à leurs ventes inexistantes sur le marché intérieur?

12. Aux paragraphes 104 à 115, les CE essaient de rejeter les allégations de l'Inde concernant le manque d'explications en établissant une distinction entre les obligations d'un Membre au titre de l'Accord antidumping et les obligations de ce même Membre au titre de son droit et de sa pratique internes, et en arguant que les allégations d'une partie intéressée au titre de l'Accord antidumping ne seraient pas pertinentes (et n'auraient donc pas besoin d'être prises en considération par l'autorité chargée de l'enquête) au regard du droit et de la pratique de cette autorité, si ceux-ci étaient différents. Le CE ne conviennent-elles pas qu'un tel raisonnement, toutes choses étant égales par ailleurs, profiterait principalement aux Membres qui s'écarteraient le plus de la lettre de l'Accord antidumping, puisque ces Membres seraient ceux qui auraient le moins d'explications à donner, résultat qui serait assurément bizarre et injustifiable?

DÉCLARATION FINALE DE L'INDE DU 6 JUIN 2000

1. Monsieur le Président, l'Inde remercie le Groupe spécial de lui avoir donné l'occasion de faire cette déclaration finale. L'Inde estime que tout ce qui devait être dit l'a été sous forme écrite ou orale et qu'il n'est donc peut-être pas nécessaire de revenir sur ces points dans la présente déclaration.

2. Monsieur le Président, l'argumentation de l'Inde repose sur les faits suivants:

- les CE n'ont pas tenu compte de renseignements dont elles disposaient au moment de l'ouverture de l'enquête et qui indiquaient que dans une procédure achevée à peine 20 jours auparavant, il n'avait pas été constaté de dommage important causé par les importations de l'Inde;

- les CE n'avaient pas déterminé la représentativité avant l'ouverture de l'enquête. En fait, en réponse à une question posée ce jour, les CE ont reconnu que certaines sociétés avaient déjà été exclues au moment de la détermination de la représentativité, alors qu'elles avaient expliqué précédemment que cette représentativité avait été établie sur la base de 46 entreprises;

- les CE ont unilatéralement imposé leur échantillon à l'Inde et n'ont pas accepté la demande de l'Inde d'y inclure des sociétés qui auraient rendu cet échantillon plus représentatif comme elles auraient dû le faire conformément à l'article 2;

- aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping, une marge bénéficiaire excessive de plus de 18 pour cent a été appliquée, ce qui a abouti à gonfler artificiellement les marges de dumping, en particulier du fait que dans le système communautaire, l'exclusion des ventes réalisées à perte tend à accroître la marge bénéficiaire, mais non pas la part des frais ACG;

- les marges de dumping ont été encore gonflées du fait que l'on a utilisé une comparaison de moyenne pondérée à moyenne pondérée tronquée, au lieu de tenir compte des ventes n'ayant pas fait l'objet d'un dumping;

- les CE, aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, n'ont pas évalué tous les facteurs économiques pertinents comme le prévoit l'article 3, facteurs dont l'évaluation avait déjà été jugée impérative par de précédents groupes spéciaux;

- en choisissant délibérément deux de ces facteurs économiques et en laissant de côté les autres facteurs, les CE ont déterminé l'existence d'un dommage de manière inappropriée;

- les CE, après avoir initialement déterminé que la branche de production nationale se composait de 35 entreprises, se sont ensuite appuyées sur des entreprises qui ne faisaient pas partie de ce groupe pour déterminer l'existence d'un dommage. Les CE ont dont établi un échantillon de producteurs nationaux, mais n'ont pas fondé leur détermination de l'existence d'un dommage sur cet échantillon;

- les CE ont considéré à tort toutes les importations comme ayant fait l'objet d'un dumping et ont même attribué des fermetures d'entreprises survenues avant la période d'enquête à des exportations effectuées postérieurement;

- enfin, avant d'appliquer des mesures antidumping, les CE n'ont ni tenu compte spécialement du statut de pays en développement de l'Inde ni exploré de solutions constructives comme

elles y étaient tenues, en tant que pays développé Membre, au titre de l'article 15 de l'Accord antidumping.

3. Monsieur le Président, tous ces points ont été soulevés au cours de l'enquête, mais ont été simplement ignorés par l'autorité chargée de l'enquête. Si les CE avaient tenu compte de ces authentiques préoccupations, les exportateurs indiens et les exportations indiennes n'auraient pas été soumis à des mesures antidumping et à des droits antidumping comme ils l'ont été.

4. Monsieur le Président, avant de conclure cette déclaration finale, je pense qu'il est de mon devoir d'attirer l'attention du Groupe spécial sur certaines dimensions plus vastes de cette affaire. Comme nous le savons tous, lors des négociations du Cycle d'Uruguay, l'Accord antidumping a été négocié pour compléter l'article VI du GATT, essentiellement dans le but de rendre plus strictes les procédures à respecter avant de prendre des mesures antidumping, afin d'introduire une certaine discipline dans le libre recours à ces mesures et d'empêcher les grandes entités commerçantes d'utiliser abusivement les dispositions antidumping. Par conséquent, l'affirmation des CE selon laquelle l'Accord antidumping laisse les autorités chargées de l'enquête libres de sélectionner les facteurs qu'elles prendront en considération pour déterminer l'existence d'un dommage ou, pour le calcul du dumping, de choisir la méthode susceptible de faire apparaître la marge de dumping la plus élevée, va totalement à l'encontre de la lettre et de l'esprit de l'Accord antidumping.

5. Monsieur le Président, il est plus qu'évident que les CE n'ont pas respecté, en l'espèce, les règles de procédure prescrites par l'Accord antidumping. Ce qui est encore plus regrettable, c'est qu'elles semblent considérer que ces règles de procédure ou bien constituent une perte de temps ou bien peuvent être suivies *ex post facto*. À l'évidence, l'approche des CE va à l'encontre du fondement même de l'Accord antidumping. Je voudrais aussi ajouter qu'en l'occurrence, les CE ont pris des mesures antidumping à l'égard de produits qui faisaient déjà l'objet de restrictions quantitatives. Il serait extrêmement regrettable que des acteurs économiques majeurs tels que les CE soient autorisés à violer les dispositions de l'Accord antidumping d'une manière aussi flagrante qu'elles l'ont fait en l'espèce, car les avantages qui devraient découler, pour les pays en développement, des négociations du Cycle d'Uruguay seraient alors compromis par ces obstacles non tarifaires.

ANNEXE 1-9

QUESTIONS DE L'INDE AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

(7 juin 2000)

1. Dans leur déclaration finale du 6 juin, les CE ont dit n'avoir "jamais" déclaré qu'elles s'étaient fondées sur 46 entreprises pour déterminer le soutien apporté à la demande. Toutefois, dans leur réponse écrite à la question 40 de l'Inde, les CE ont dit "qu'au moment de l'ouverture de l'enquête 46 producteurs soutenaient la plainte". Les CE pourraient-elles expliquer cette contradiction?

2. Dans leur déclaration finale du 6 juin, les CE ont dit aussi que leur réglementation interne laissait de larges "pouvoirs discrétionnaires" à l'autorité chargée de l'enquête:

a) les CE pourraient-elles expliquer comment de tels "pouvoirs discrétionnaires" sont compatibles avec l'Accord antidumping qui vise en fait précisément à limiter cette latitude;

b) dans ce contexte, les CE pourraient-elles expliquer aussi comme elles usent de ces "pouvoirs discrétionnaires" pour choisir la méthode de calcul de la marge de dumping, notamment dans le cas où deux méthodes différentes aboutissent à des résultats différents.

3. Toujours dans leur déclaration de clôture, les CE ont affirmé qu'elles pouvaient, durant une procédure de groupe spécial, "justifier *ex post facto*" des mesures prises au cours de l'enquête. Les CE pourraient-elles expliquer comment cette "justification *ex post facto"* de leurs actions est compatible avec les articles 2, 3 et 5 de l'Accord antidumping, qui prescrivent explicitement les conditions à remplir et la procédure à suivre avant l'ouverture de l'enquête et aux fins de la détermination du dommage et de la marge de dumping.

4. Les CE pourraient-elles indiquer combien d'entreprises des CE faisaient partie de l'échantillon établi à partir de l'industrie communautaire et fournir des détails sur la production individuelle de produits similaires de ces entreprises.

ANNEXE 1-10

RÉPONSES DE L'INDE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL FAISANT SUITE À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(8 juin 2000)

Questions posées à l'Inde

1. À quelle conclusion factuelle l'Inde souhaite-t-elle que le Groupe spécial arrive à partir de ses arguments concernant les en-têtes des télécopies? L'Inde pense-t-elle que les lettres de soutien n'ont pas en fait été reçues avant l'ouverture de la procédure?

- L'Inde serait reconnaissante au Groupe spécial de conclure

  1) que les documents contenus dans la pièce n° 59 de l'Inde, avec toutes leurs variantes ou versions ultérieures, (avec ou sans en-têtes de télécopies, ou avec des en-têtes différents) ne montrent pas que les CE ont examiné la représentativité avant d'ouvrir la procédure antidumping. Par conséquent, l'Inde serait reconnaissante au Groupe spécial de conclure que les CE ont agi de manière incompatible avec l'article 5.4, erreur rédhibitoire qui ne peut pas être réparée rétroactivement durant la suite de la procédure;

  2) que les façons de procéder des CE, y compris la suppression admise des en-têtes de télécopies et la présentation par les CE de différentes "versions" de la déclaration de Foncar, donneraient à entendre que les CE ont tenté de dissimuler l'erreur qu'elles avaient commise en n'examinant pas la représentativité avant d'ouvrir la procédure;

- L'Inde estime même que certaines au moins des lettres de soutien n'ont pas été reçues par les CE avant l'ouverture de la procédure.

L'Inde souhaiterait expliquer dans le détail comment elle est arrivée à ces conclusions:

a) Le différend concernant les en-têtes des télécopies pourrait, à première vue, sembler insignifiant. Or il s'agit d'un point important, qui est au cœur de la question de la représentativité en l'espèce. Pour présenter la question comme il convient et expliquer son importance par rapport à l'article 5.4, l'Inde souhaiterait rappeler b) la séquence fondamentale des évènements, c) expliquer en détail les faits de l'espèce et d) rappeler la pertinence juridique de la question.

b) *Séquence fondamentale des évènements:* Durant la procédure administrative qui a suivi l'ouverture de l'enquête le 13 septembre 1996, les exportateurs indiens, ayant à l'esprit les évènements de la première procédure antidumping concernant le linge de lit[1], se sont demandés si en fait les autorités communautaires avaient établi une détermination correcte concernant la représentativité conformément à l'article 5.4 de l'Accord antidumping. Le 8 janvier 1997, les CE ont répondu en communiquant le "dossier non confidentiel concernant la représentativité", qui comprenait les documents constituant la pièce n° 59 de l'Inde. Les en-têtes de télécopies sur les déclarations figurant dans la pièce n° 59 de l'Inde avaient été supprimés. Il était donc impossible pour les exportateurs indiens de vérifier si les CE avaient examiné la représentativité *avant* d'ouvrir la procédure.

[1] Voir paragraphe 5.54 de la première communication de l'Inde au Groupe spécial.

Quand les exportateurs indiens entendus au sujet du dommage ont demandé [2] *pourquoi* les en-têtes des télécopies étaient supprimés, les CE ont réagi avec indignation et refusé de répondre à la question (réaction encore reflétée au paragraphe 83 de la première communication des CE au Groupe spécial). Dans leur réponse du 19 mai 2000 à la question 9 de l'Inde, les CE ont dit qu'elles considéraient:

> *"avoir indiqué les dates auxquelles elles ont reçu les déclarations de soutien des producteurs un nombre suffisant de fois (copies des déclarations de soutien télécopiées dans le dossier non confidentiel, …)*".

Il s'ensuit donc que les CE se fondent sur les dates dactylographiées ou écrites sur les déclarations télécopiées pour prouver qu'elles ont examiné le soutien à l'allégation *avant* l'ouverture de la procédure.

Dans leur deuxième communication écrite (paragraphe 19), toutefois, les CE ont changé de défense et admis que les en-têtes des télécopies avaient effectivement été supprimés "*à la demande des producteurs pour protéger des renseignements qu'ils considéraient comme confidentiels*". Les CE n'ont fourni aucun élément de preuve montrant que les producteurs avaient effectivement formulé une telle demande. Les en-têtes des télécopies contenaient le numéro de télécopie de l'expéditeur et la date d'envoi et de réception des télécopies. Les numéros de télécopie des expéditeurs (les sociétés ou Eurocoton) ne sont pas réellement confidentiels puisqu'ils figurent de toute manière dans le corps des télécopies et dans les réponses non confidentielles des producteurs communautaires au questionnaire. Les en-têtes auraient été le meilleur moyen de prouver que les télécopies étaient arrivées à temps, mais ils ont été supprimés sans motif convaincant. L'Inde doute que la confidentialité d'un numéro de télécopie soit la raison réelle à l'origine de la suppression des en-têtes des télécopies. Elle serait plutôt fondée à penser que les autorités communautaires ont supprimé les en-têtes des télécopies pour empêcher toute partie de vérifier la date exacte de réception des déclarations de soutien.

La suppression des en-têtes des télécopies réduisait grandement l'utilité de ces déclarations en tant qu'éléments de preuve. Il est douteux, par conséquent, que la procédure ait effectivement été engagée en conformité avec l'article 5.4[3], d'autant plus que les CE s'en remettaient aux déclarations en question. C'est pourquoi, l'Inde a demandé aux Communautés européennes de produire les originaux des télécopies sur lesquels – selon ses attentes – devrait être apposé conformément à la pratique de la Commission européenne un cachet enregistrant leur réception, mais inexplicablement jusqu'ici (15 juin 2000) les CE s'y sont refusées.[4]

c) *Faits de l'espèce:* À la deuxième réunion avec le Groupe spécial, les CE ont remis ce qui était selon elles la copie correcte de la déclaration de soutien de Foncar, mais seulement après que l'Inde eut relevé des incohérences parmi lesquelles l'exemple de Foncar était cité. Toutefois, comme l'Inde l'a alors montré au Groupe spécial, une partie *au moins* (la mention de bas de page) de la "copie correcte" ne correspondait pas au document présenté antérieurement. Ainsi, l'authenticité et la véracité de la documentation restent contestables. À l'évidence, la mention de bas de page du document pouvait fort bien avoir été préparée <u>après</u> l'ouverture de la procédure administrative, pour la procédure du Groupe spécial.

---

[2] Les exportateurs indiens, par la suite, ont officiellement fait part de leurs préoccupations (voir, par exemple, la pièce n° 54 de l'Inde, page 955). Pour autant que l'Inde le sache, pendant la procédure administrative, les CE n'ont pas répondu aux arguments concernant ce point par écrit.

[3] En outre, l'Inde considère que le Groupe spécial pourrait tirer des conclusions du fait que les CE ont fait tant d'efforts pour dissimuler les dates sur les télécopies.

[4] Des exemples de ces cachets sont présentés dans la pièce n° 53 de l'Inde, page 906, ainsi que dans les pièces n° 6 et 7 des CE.

L'Inde cite donc brièvement, plusieurs exemples montrant que les éléments de preuve présentés par les CE ne peuvent tout simplement pas être corrects:

- **Foncar:** La déclaration de Foncar qui a été *envoyée par Eurocoton en septembre 1996 a été, selon la mention de bas de page de sa télécopie, reçue dans la même transmission de télécopie par les CE en juillet 1996*. Quand il a été observé, à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, que cela était logiquement impossible, les CE ont réagi en fournissant une version nouvelle du même document, cette fois avec la mention de bas de page prétendument "correcte" (les trois déclarations sont maintenant jointes de nouveau, à l'intention du Groupe spécial, comme pièce n° 86 de l'Inde). Selon l'Inde, cela soulève à l'évidence des doutes sérieux quant à la véracité du document. La seule conclusion que l'Inde puisse tirer est qu'*au minimum* la mention de bas de page figurant sur la déclaration de Foncar a été ajoutée *post facto*, et de surcroît incorrectement.[5]

- **Déclarations des autres producteurs portugais:** Quand Eurocoton envoyait une télécopie à la Commission européenne, la feuille de sortie d'imprimante du télécopieur contenait un en-tête montrant la date à laquelle Eurocoton avait envoyé la télécopie, les mots "*de Eurocoton 02 2303622*" et un numéro de page de cette transmission de télécopie spécifique dans le coin supérieur droit (voir la pièce n° 5 des CE). Simultanément, le télécopieur de la Commission européenne inscrivait une mention de bas de page indiquant la date de réception (qui devrait logiquement correspondre à la date d'envoi mentionnée dans l'en-tête) et le numéro de série de cette transmission de télécopie spécifique. Il est donc logiquement impossible que deux pages comportent des mentions de bas de page et des en-têtes identiques; même si deux pages étaient envoyées dans la même série, il apparaîtrait dans l'en-tête des télécopies d'Eurocoton un numéro de page différent.

  Toutefois, la date et l'heure de réception et les numéros de série *et de page* des déclarations de plusieurs producteurs portugais [tels que présentées dans la pièce n° 5 des CE] sont identiques à ceux des producteurs allemands, du moins dans les cas suivants (indiqués en italique):

Société	Date figurant dans l'en-tête	Heure	Numéro de pages figurant dans l'entête	Date figurant dans la mention de bas de page	Heure	Numéro de série figurant dans la mention de bas de page
Foncar	? septembre 96	10:31	2	29 juillet 96	17:19	6936
Bierbaum	***? juillet 96***	***15:40***	***3***	***29 juillet 96***	***17:19***	***6936***
Lameirinho	***?? juillet 96***	***12:07***	***3***	***29 juillet 96***	***17:19***	***6936***
Meckelholt	***29 juillet 96***	***15:48***	***4***	***29 juillet 96***	***17:19***	***6936***
Incotex	***?? juillet 96***	***12:08***	***4***	***29 juillet 96***	***17:1?***	***6936***
Kettelhack	29 juillet 96	15:49	5	29 juillet 96	17:19	6936
Erbelle	?? juillet 96	15:49	6	29 juillet 96	17:19	6936

  Le numéro de série de la Commission européenne identifie les pages faisant partie de la même transmission de télécopies. Ces pages devraient porter des numéros différents (qui se suivent) inscrits par le télécopieur d'Eurocoton. Or, dans deux cas (Bierbaum/Lameirinho et Meckelholt/Incotex) les numéros de série et de page indiqués sont identiques. Cela est pourtant impossible d'un point de vue logique, sauf si les télécopieurs ont été reprogrammés et

[5] L'Inde note que, comme il a été relevé lors de la deuxième série de consultations, tout au long de cette procédure les CE ont eu tendance à fournir de nouvelles explications ex-*post facto* en fonction des arguments juridiques soulevés par l'Inde [même si les explications données par les CE contredisent des éléments de preuve et des explications antérieurs (comme dans le cas de la déclaration de Foncar)].

redatés, ou bien si les en-têtes et mentions de bas de page des télécopies ont été reportés d'une télécopie sur une autre déclaration).

- La copie de la déclaration du ***Syndicat général de l'industrie cotonnière française*** qui a été communiquée le 8 janvier 1997 dans le dossier non confidentiel contenait dans le coin supérieur droit la mention "*Annexe 2*" (pièce n° 59 de l'Inde, page 1061). Sur le document avec l'en-tête de télécopie présenté par les CE comme pièce n° 5 des CE, l'en-tête empiète *sur* la mention *"Annexe 2"*. Cela n'est pas possible, sauf si l'en-tête a été inséré sur la télécopie *après* que la copie fournie dans le dossier non confidentiel eut été faite.[6] Pour faciliter la tâche du Groupe spécial, l'Inde joint une copie de la déclaration originale et de la déclaration comportant l'en-tête de télécopie, avec des agrandissements des mêmes documents [pièce n° 87 de l'Inde].[7] Il en ressort clairement que l'en-tête de télécopie a été inséré ultérieurement.

Il s'ensuit que les en-têtes/mentions de bas de page de celles des déclarations qui sont mentionnées plus haut au moins ne peuvent pas avoir été authentiques. Compte tenu des incohérences déjà notées, il n'est pas exclu que tous les en-têtes des télécopies présentées à la deuxième réunion avec le Groupe spécial aient pu être insérés *post facto* (mais l'Inde n'a pas les moyens de vérifier cela). C'est pour cette raison que l'Inde avait demandé un complément d'information par le biais du registre chronologique de la Commission européenne.

Quoi qu'il en soit, la réponse du 19 mai 2000 des CE à la question 9 de l'Inde, dont il ressort que celles-ci ont correctement informé le Groupe spécial de la date de communication, est incorrecte du point de vue factuel; dans le cas de Foncar, cela est tout à fait clair. Pour les autres sociétés (Lameirinho et Incotex, ainsi que le Syndicat général de l'industrie cotonnière française)[8] les CE ont admis que les en-têtes des télécopies avaient été supprimés, ce qui amène l'Inde à conclure que de nouveaux en-têtes ont été ajoutés ultérieurement. Puisque les CE admettaient cette suppression, l'étape suivante est une conclusion logique à laquelle arriverait toute personne raisonnable compte tenu des faits de la cause. Vu les efforts déployés par les CE pour altérer les éléments de preuve figurant dans ses dossiers, l'Inde considère qu'aucune des déclarations présentées par les CE comme émanant de toute société ou association ne peut sans scepticisme être considérée comme ayant été soumise avant l'ouverture de l'enquête.

d) *Pertinence juridique de la question.* Pourquoi cette question est-elle pertinente? Les CE ont admis dans leur première communication écrite qu'elles s'en étaient remises aux déclarations aux fins d'établir la représentativité:

"[l]es éléments de preuve sur lesquels les autorités communautaires se sont fondées au moment où la décision d'ouvrir l'enquête a été prise sont exposés en détail dans la

[6] À aucun moment durant la procédure administrative ou la procédure du Groupe spécial les CE n'ont contesté les copies présentées par l'Inde dans la pièce n° 59 de l'Inde.

[7] Par souci de clarté, l'original lui-même (tel que repris du dossier non confidentiel le 8 janvier 1997) est placé en transparence au-dessus de la version comportant l'en-tête de télécopie. Lorsque les pièces de l'Inde ont été photocopiées, les copies présentées en tant que pièce n° 59 de l'Inde ont été coupées au sommet, mais seulement au niveau de la lettre "A", et non du chiffre distinctif "2". D'ailleurs, même si l'on compare la pièce n° 59 de l'Inde elle-même à la version présentée dans la pièce n° 5 des CE le problème reste manifestement posé, puisque le nouvel en-tête empiète sur le chiffre distinctif "2". Il est également évident si l'on compare ces agrandissements que l'Inde n'a pas "redessiné" la lettre A dans "*Annexe 2"*. (L'Inde peut présenter l'original même, tel que copié le 8 janvier 1997, au Groupe spécial, si nécessaire). L'Inde note que le document "Annexe 2" faisait aussi partie de la pièce n° 51 de l'Inde [page 686 des pièces] en tant que page 35 des observations sur les informations notifiées aux parties.

[8] L'Inde fait observer que de toute manière, elle ne pense pas qu'une déclaration d'une association de producteurs puisse attester du soutien des différents producteurs: L'Inde mentionne le cas spécifique du Syndicat général de l'industrie cotonnière française parce qu'il soulève des préoccupations quant à la fiabilité du reste de la pièce n° 59 de l'Inde.

pièce n° 4 des CE. Il s'agit des documents suivants: … Formulaires émis par Eurocoton (l'association de producteurs européens) et remplis individuellement par des producteurs, exprimant leur soutien à la plainte et indiquant la production en 1995 …".[9]

L'Inde admet que demander et obtenir des déclarations de soutien des producteurs puisse être effectivement une forme d'"*examen du degré de soutien*" au sens de l'article 5.4. Mais dès lors qu'il doit être procédé à cet examen *avant* l'ouverture de l'enquête, le dossier concernant la représentativité qui a été présenté aux exportateurs indiens devrait contenir des éléments de preuve suffisants montrant que les déclarations de soutien ont été reçues (au plus tard) le jour de l'ouverture de l'enquête.

Comme une partie au moins de ces déclarations semble contradictoire, l'Inde considère qu'il n'y a pas d'élément de preuve positif réel indiquant que les CE ont vérifié la représentativité avant d'ouvrir l'enquête. La communication par les CE de documents contradictoires suggèrerait plutôt le contraire, à savoir que les CE n'avaient pas de renseignements provenant des sociétés portugaises Foncar, Ameirinho et Incotex quand elles ont ouvert la procédure. La même considération pourrait valoir en ce qui concerne les déclarations émanant d'autres sociétés qui figurent dans la pièce n° 59 de l'Inde au moment où la procédure a été ouverte.

2. Les CE ont déclaré que d'après des renseignements de diverses sources, avant l'ouverture de l'enquête les autorités estimaient que la production communautaire totale de linge de lit en coton était en 1995 de 123 917 à 130 218 tonnes. D'après les renseignements présentés dans la pièce n° 4 de la première communication des CE, les producteurs ayant présenté directement un document de soutien aux CE (producteurs finlandais, allemands, portugais et italiens, comme indiqué dans la pièce n° 4 des CE) avant le 13 septembre 1996 représentaient, collectivement 34 756 tonnes en 1995, soit 26,7 pour cent de la production communautaire totale de 130 218 tonnes pour cette année-là. L'Inde convient-elle que si ces données sont acceptées comme des faits, il a été satisfait en l'espèce à la prescription qui veut que le soutien des producteurs nationaux représente au moins 25 pour cent de la production totale du produit similaire?

Si ces données étaient effectivement acceptées comme des faits, le seuil de 25 pour cent aurait été atteint rétrospectivement. Toutefois, l'Inde soutient que les données ne peuvent pas être acceptées. De plus, *même si* les données étaient acceptées comme des faits, l'absence d'examen de la représentativité *avant* l'ouverture de l'enquête ne peut pas être réparée rétroactivement. Pour arriver à ces conclusions, l'Inde tient le raisonnement suivant.

Les données des CE auxquelles il est fait référence dans la question comme étant des "faits" ne sont nullement des faits (point a) ci-dessous) et ne peuvent donc pas être acceptées. En outre, l'Inde considère que la question ne prend pas en compte un problème fondamental, celui des dates (point b) ci-dessous).

a) Les CE semblent faire valoir que de toute façon le 13 septembre 1996 elles étaient en possession d'éléments de preuve émanant de différentes sociétés qui représentaient plus de 25 pour cent de la production communautaire. Mais cela n'est pas factuellement correct: comme expliqué plus haut dans la réponse de l'Inde à la question 1 du Groupe spécial, la "question des en-têtes des télécopies" affecte au moins trois sociétés portugaises[10], voire davantage. Étant donné qu'en utilisant les chiffres mentionnés dans la question du Groupe spécial, le soutien des producteurs

[9] Les CE ont répété cela au paragraphe 40 de leur première déclaration orale.

[10] Foncar, dont la déclaration de soutien a été manifestement altérée; et Lameirinho et Incotex, dont les en-têtes de déclaration sont identiques à ceux de deux sociétés allemandes (voir l'annexe relative à ces réponses).

nationaux serait de 26,7 pour cent sur la base des producteurs portugais, italiens, allemands et finlandais mentionnés dans la pièce n° 4 des CE, la non-prise en compte des trois sociétés portugaises ramènerait déjà le degré total du soutien bien en deçà du seuil prévu dans l'article 5.4. En outre, comme expliqué plus haut, l'Inde n'est pas convaincue que les déclarations des autres producteurs portugais aient été effectivement communiquées avant l'ouverture de l'enquête. Puisque (selon la pièce n° 4 des CE) les producteurs portugais représentaient de loin le volume de production nationale le plus élevé, leur non-prise en compte signifierait que le 13 septembre 1996 les CE avaient tout au plus reçu le soutien des producteurs italiens, allemands et finlandais mentionnés dans la pièce n° 4 des CE. Cela signifie que selon le critère de la représentativité, il s'avérait que 14 pour cent au plus des producteurs communautaires soutenaient la plainte.[11]

b) Indépendamment du point de savoir combien de sociétés soutenaient en fait la plainte, une question de *dates* se posait. L'Inde considère que d'un point de vue juridique, le raisonnement du Groupe spécial États-Unis – Institution de droits antidumping à l'importation de produits creux en acier inoxydable sans soudure en provenance de Suède est incontournable: "*Une enquête antidumping sera normalement ouverte sur demande présentée par écrit "par la branche de production affectée ou en son nom". La clarté des termes dans lesquels cette disposition (article 5:1) était rédigée, et en particulier l'emploi du mot "sera", indiquait qu'il s'agissait là d'une condition de procédure essentielle pour que l'ouverture d'une enquête soit conforme à l'Accord. C'était ce que soulignait l'article premier de l'Accord. … Vu la nature de l'article 5:1, qui énonçait une condition de procédure essentielle, le Groupe spécial a estimé que rien n'autorisait à considérer qu'un manquement à cette obligation pouvait être réparé rétroactivement.*"[12]

Le 13 septembre 1996, les CE ont engagé la procédure en se fondant sur les affirmations formulées dans la plainte. Comme il a été dit plus haut, les CE n'ont jamais procédé à "*un examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé par les producteurs nationaux du produit similaire*" avant d'engager la procédure. Même si rétrospectivement il s'est avéré que plus de 25 pour cent soutenaient la plainte (comme les CE ont essayé de le montrer avec leur pièce n° 4), cela intervenait trop tard. Selon l'Inde, les CE étaient effectivement en retard et il a déjà été dit que la pièce n° 4 des CE avait été établie récemment; il était impossible que la note pour le dossier des CE en date du 12 septembre 1996 ait été établie avant l'ouverture de l'enquête, comme il sera montré dans la réponse de l'Inde à la question 3.

3. L'inde pourrait-elle clarifier son argument concernant l'exclusion de producteurs de la branche de production nationale après l'ouverture de l'enquête et la relation entre cette exclusion (le cas échéant) et la détermination concernant la représentativité?

L'Inde va essayer de clarifier son argument.

Dans ses réponses à la question 2 ci-dessus, ainsi que dans ses communications antérieures, l'Inde a déjà noté qu'en vertu de l'article 5.4 il doit être procédé à la détermination concernant la représentativité avant l'ouverture de l'enquête. Il s'agissait-là, suivant le Groupe spécial Acier en provenance de Suède, d'une "*condition de procédure essentielle*" et un manquement à cet égard ne pouvait pas être "*réparé rétroactivement*".

[11] 5 905 [Italie] + 11 280 [Allemagne] + 1 010 [Finlande] ÷130 218 [production communautaire totale] = 14 pour cent.

[12] ADP/47, paragraphe 5.20.

Les CE ont expliqué dans leur réponse du 19 mai 2000 à la question 40 du Groupe spécial qu'"*il y avait 46 sociétés qui soutenaient la plainte avant l'ouverture de l'enquête*". À l'époque, toutefois, c'était dans la plainte que figurait la seule liste de ces 46 sociétés. Il ressort en outre à l'évidence des aveux des CE elles-mêmes que l'exclusion de certaines de ces 46 sociétés n'est intervenue qu'après l'ouverture de l'enquête: "*[c]ertaines sociétés ont été éliminées de la liste des 46 sociétés durant le cours de l'enquête, c'est-à-dire après l'ouverture de celle-ci*" (réponse des CE à la question 40) après que les CE eurent pris contact avec les sociétés mentionnées dans la plainte et qu'un certain nombre d'entre elles eurent précisé clairement qu'elles ne soutenaient pas la procédure: "*Après élimination de la liste des sociétés incluses dans la plainte de sept d'entre elles dont il a été établi qu'elles ne faisaient pas partie des plaignants* …" (considérant 52 du Règlement provisoire). Une autre société qui recourait en réalité aux importations a aussi été exclue (considérant 54).

Cela a ramené le nombre des sociétés, après l'ouverture de l'enquête, à (46 - 7 - 1 =) 38 (les sociétés mentionnées dans la pièce n° 4 des CE). Par la suite encore, les CE ont éliminé trois autres sociétés, soit parce qu'elles ne produisaient plus de linge de lit[13], soit parce qu'elles n'ont pas répondu aux demandes d'information (considérant 56). Ainsi, le nombre final de sociétés appartenant à l'industrie communautaire s'établissait à (38 - 3 =) 35. Il ressort clairement des propres déclarations des CE au Groupe spécial que la détermination des 38 sociétés, puis des 35 sociétés, n'est intervenue que bien *après* l'ouverture de l'enquête.

Comme il ressort à l'évidence de la pièce n° 58 de l'Inde, le dossier non confidentiel concernant la représentativité contenait aussi le 8 janvier 1997 une "note pour le dossier non confidentiel" établie par les services de la Commission européenne, en date du 12 septembre 1996 (un jour avant l'ouverture de l'enquête), qui disait ceci:

> "*[l]a somme des chiffres de production en 1995 figurant dans les documents ci-après, qui correspond aux sociétés soutenant activement la plainte, est de 45 952 tonnes.*"

Ce montant de 45 952 tonnes correspond aux chiffres figurant dans la pièce n° 4 des CE[14] pour la production des sociétés italiennes, portugaises, françaises, allemandes, finlandaises, espagnoles et autrichiennes.[15] Il s'ensuit que dans la note en date du 12 septembre 1996 il est fait référence aux 38 sociétés mentionnées dans la pièce n° 4 des CE et qu'en janvier 1997 les CE ont tenté de justifier leur détermination concernant la représentativité en alléguant que celle-ci avait été faite sur la base de ces sociétés. Cette déclaration est incompatible avec la réponse 40 des CE aux questions de l'Inde, en date du 19 mai 2000.

Plus important encore, comme il ressort à l'évidence de ce qui précède que les CE ne sont arrivées à la liste des 38 sociétés que *bien après* l'ouverture de celle-ci, il était exclu qu'elles aient pu savoir le 12 septembre 1996 qu'*après l'ouverture* de celle-ci (après le 13 septembre) elles élimineraient ces 7 + 1 sociétés. Il en découle logiquement que l'auteur de la note dans le dossier non confidentiel concernant la représentativité n'a peut-être pas agi de façon entièrement exacte en la datant du "*12 septembre 1996*"*;* logiquement, la note ne peut avoir été établie qu'*après* l'ouverture de

---

[13] Cet aveu dans le considérant 56 donne en soi à penser que les CE n'ont vérifié la représentativité qu'après l'ouverture de l'enquête. Comment les CE pouvaient-elles avoir déterminé qu'une société pouvait légitimement soutenir la plainte alors qu'elle ne produisait même pas le produit visé?

[14] L'Inde note que les CE ont admis que leur pièce n°4 avait été établie pour la procédure de groupe spécial.

[15] Données extraites de la pièce n° 4 des CE: selon la note de bas de page 3 de ce document, le "[s]outien déclaré sur la base d'un document émanant directement des différentes sociétés s'élève à 44 187 tonnes métriques, soit 34 pour cent du total". Ce chiffre de 44 187 représente les chiffres de production cumulés de l'Italie (5 905), du Portugal (16 550), de la France (9 442), de l'Allemagne (11 280) et de la Finlande (1 010). Si l'on y ajoute les chiffres avancés pour l'Autriche (215) et pour l'Espagne (1 550), on arrive au chiffre de 45 952 (44 187 + 215 + 1 550) tonnes métriques indiqué dans la note pour le dossier en date du 12 septembre 1996.

l'enquête. En résumé, cette note ne peut pas servir à prouver que les CE ont déterminé la représentativité avant l'ouverture de l'enquête – au contraire, elle semble étayer les conclusions de l'Inde, comme indiqué dans la réponse de celle-ci à la question 1. Par conséquent, la détermination concernant la représentativité, qui reposait prétendument sur cette note pour le dossier, faisait en fait défaut.

4. Sur quelle base l'Inde conclut-elle que, comme indiqué à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, vu la prescription faite à l'article 15 d'"explorer les solutions constructives prévues par le présent accord" les CE devaient "présenter aux exportateurs indiens toutes autres propositions concrètes qui pourraient être explorées" ou "indiquer qu'elles consentaient à explorer de telles autres solutions "?

L'Inde croit comprendre que la question est double: il s'agit de savoir premièrement, s'il existe des solutions constructives autres que des engagements a) et deuxièmement, qui est dans l'obligation de prendre l'initiative b).

a) L'Inde considère que les parties au présent différend semblent s'accorder à penser que des propositions autres que des engagements en matière de prix pouvaient aussi constituer des "*solutions constructives*". De fait, lors des consultations et dans leur deuxième communication écrite, les CE elles-mêmes ont mentionné un certain nombre d'exemples de ce qu'elles considéraient comme des *solutions* autres qu'un engagement [dont, toutefois, l'Inde a démontré qu'ils ne représentaient pas valablement une solution constructive]. Comme les CE refusaient d'"explorer" l'engagement en matière de prix désiré par les exportateurs indiens, elles étaient dans l'obligation d'explorer d'autres solutions constructives.

b) Selon l'Inde, l'obligation d'indiquer le consentement découle des mots "[les possibilités ...] *seront explorées*. L'Inde considère que le mot "*explorer*" évoque une action positive. Selon le *Webster's New Collegiate Dictionary*[16], *"explorer"* signifie en anglais: "*to seek for or after; to examine minutely; to make or conduct a systematic search"*. L'élément commun ici est que la personne qui explore est celle qui prend l'initiative. Cela soulève la question de savoir *qui* devrait explorer les possibilités de solutions constructives. Logiquement cela ne peut être que les "*pays développés Membres*", interprétation étayée par le libellé de la première phrase de l'article 15.

Il découle de ce qui précède que les autorités chargées de l'enquête dans les pays développés Membres devraient agir; elles devraient *examiner* les possibilités de solutions constructives. C'est donc aux CE qu'incombe l'initiative.

5. L'Inde pourrait-elle expliquer en quoi elle considère que l'acceptation d'engagements dans d'autres affaires entre en ligne de compte pour savoir si les "solutions constructives prévues par le présent Accord" ont été "explorées" en l'espèce? L'Inde considère-t-elle que l'obligation d'"explorer" impose aux CE d'accepter une solution qui pourrait être explorée?

L'Inde considère que l'obligation d'"*explorer*" est positive et ne varie pas suivant le pays ou l'affaire. Toutefois, une comparaison entre la procédure concernant le linge de lit et la pratique actuelle des CE peut être utile pour déterminer si les CE se sont acquittées de bonne foi des obligations qui leur incombent en vertu de la deuxième phrase de l'article 15. L'Inde ne considère pas que l'obligation d'"explorer" inclut l'obligation d'accepter un engagement à n'importe quel prix.

L'Inde souhaiterait exposer l'argumentation sur laquelle ses réponses sont fondées.

[16] Webster's New Collegiate Dictionary, édition 1975.

a) Selon d'éminents experts des CE en matière d'antidumping,

> "*[u]n engagement peut être proposé par l'exportateur concerné. Conformément à l'article 8(2), la Commission peut suggérer à un exportateur de proposer un engagement. L'article 4(3) dispose explicitement que dans les affaires antidumping intéressant une région, possibilité sera donnée aux exportateurs d'offrir un engagement; il en est de même pour les procédures antidumping intéressant les pays d'Europe centrale et orientale et la Turquie.*"[17]

Dans la pratique, quand la Commission considère que des engagements sont possibles et souhaitables pour des raisons de politique générale, elle élaborera le texte de l'engagement. Dans la plupart des cas, l'engagement est transmis aux sociétés concernées "prêt à être signé"; dans les cas plus complexes d'un point de vue politique, il arrive que le texte soit finalisé après des négociations entre les exportateurs et les fonctionnaires de la Commission.

Dans le passé, lorsque la Commission européenne a eu besoin d'un engagement, elle était prête à en offrir un, même si des produits textiles étaient visés et si la gamme de produits et le nombre d'exportateurs concernés étaient beaucoup plus importants que dans l'affaire *Linge de lit*. Par exemple, quand la décision du Conseil des Ministres de la Commission européenne concernant les droits antidumping proposés dans l'affaire *Tissus de coton écru en provenance, entre autres, d'Inde* a été examinée, la Commission européenne a fermement encouragé les exportateurs indiens à signer un engagement (pièce n° 77 de l'Inde, page 1361). La Commission était si impatiente qu'elle a préjugé de l'existence effective d'un engagement en suggérant aux États membres des CE dans le document d'information aux parties que des engagements avaient déjà été conclus avant qu'un seul même de ces engagements n'ait été signé (pièce n° 77 de l'Inde, page 1360). L'enthousiasme de la Commission européenne en faveur d'engagements dans l'affaire *Tissus de coton* est d'autant plus remarquable que la procédure en question concernait davantage de pays que dans l'affaire *Linge de lit* et impliquait de nombreux exportateurs dans les pays visés et une grande variété de types de produits différents. Dans ces circonstances, les explications des CE au Groupe spécial dans l'affaire *Linge de lit*[18] semblent peu plausibles.

L'Inde note que quand la Commission européenne a eu désespérément besoin, pour des raisons de politique interne, d'un engagement dans l'affaire *Tissus de coton*, elle n'a pas hésité à en offrir un. Cela montre clairement que les CE ont la possibilité pratique d'accepter un engagement concernant les produits textiles en provenance de pays en développement quand elles veulent réellement explorer cette voie.

b) En ce qui concerne la seconde question, l'Inde ne pense pas que l'obligation d''explorer'' inclut l'obligation d'accepter un engagement à n'importe quel prix. Il se peut en effet que pour des raisons techniques les autorités chargées de l'enquête soient dans l'impossibilité d'accepter un engagement.[19] Mais la deuxième phrase de l'article 15 oblige *effectivement*, selon l'Inde, les autorités chargées de l'enquête à examiner, au moins sous une certaine forme ou d'une certaine manière, les possibilités d'un engagement.[20] Rejeter catégoriquement un engagement pour le linge de lit, sans l'explorer, en soutenant qu'il concerne "*un produit trop compliqué pour des engagements"* n'est, selon l'Inde, compatible ni avec la lettre ni avec l'esprit de l'article 15.

---

[17] Müller, Khan, Neumann, *EC Anti-Dumping Law – A Commentary on Regulation 384/96*, Wiley, Chichester, 1998, pages 298-299 (pièce n° 88 de l'Inde).

[18] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 91-93.

[19] En l'espèce, toutefois, l'Inde ne voit pas de difficultés techniques de cet ordre qui n'auraient pu être surmontées.

[20] Ou bien, si elles existent, d'autres solutions conformément à l'Accord de l'OMC.

Selon le Webster's New Collegiate Dictionary[21], le mot anglais "explore" signifie: "to seek for or after; to examine minutely, to make or conduct a systematic search". L'élément commun est que la personne qui explore est celle qui prend l'initiative. Le mot "explorer" implique une action positive. Dans l'affaire du linge de lit, les représentants des CE ont clairement indiqué d'emblée que les CE ne seraient pas en mesure d'accepter un engagement. Les CE n'ont jamais examiné de bonne foi si un engagement serait possible. La question n'a jamais été explorée.

6. L'Inde considère-t-elle que les CE sont tenues d'expliquer dans chaque cas qu'elles ont appliqué leur législation et leur réglementation internes quand une partie fait valoir durant le cours de l'enquête que les CE devraient agir d'une manière différente ou sur une base différente? Ou l'Inde fait-elle valoir qu'en ayant appliqué leur législation et leur réglementation internes en l'espèce, les CE ont agi de manière incompatible avec leurs obligations vis-à-vis de l'OMC?

En ce qui concerne la première question, l'Inde considère que les allégations et arguments pertinents soulevés par les exportateurs et les importateurs doivent être pris en compte dans le Règlement instituant un droit antidumping définitif, conformément à l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping.

L'Inde rappelle que le texte de l'article 12.2.2 dispose, dans sa partie pertinente, que l'avis au public concernant l'imposition de droits définitifs doit donner les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs ou des importateurs. Le fait, en particulier, que cet article ne fasse référence qu'aux exportateurs et aux importateurs (et non aux producteurs nationaux) indique clairement que cet article a été inséré pour protéger les exportateurs et les importateurs.

Il n'existe qu'un nombre limité d'allégations qui, dans une procédure antidumping, peuvent vraisemblablement être formulées par les exportateurs et les importateurs. Ces allégations portent en général sur les questions de procédure, les calculs des frais et des bénéfices lorsque des valeurs normales construites sont utilisées, le refus d'accorder des ajustements et l'analyse du dommage. Il est formulé des allégations entrant dans ces catégories dans presque toutes les affaires dont l'Inde a connaissance. Une autorité pouvait répondre à chaque allégation formulée qu'elle avait appliqué sa législation et sa réglementation internes[22] (d'ailleurs, quelle est l'autorité qui admettrait elle-même ne *pas* avoir appliqué sa législation et sa réglementation internes?). Toutefois, selon l'Inde, cela équivaudrait à une réponse *sans aucune logique*. L'article 12.2.2, lorsqu'on le lit dans le contexte de l'article 17.6 i), a pour objet d'imposer un degré minimum d'honnêteté. L'Inde n'est pas d'accord avec la tentative faite par les CE pour contourner l'obligation posée à l'article 12.2.2 en faisant valoir qu'il suffit à une autorité de répondre qu'elle a appliqué sa législation interne. Dans ce contexte, l'Inde souligne le choix des mots utilisés dans l'ensemble de l'article 12.2.1 et 12.2.2 pour clarifier les obligations des autorités chargées de l'enquête: "*… explications suffisamment détaillées …*"; "*… tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit …*"; "*… les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs ...*". L'article 12 oblige les autorités à donner des réponses précises et suffisamment détaillées aux arguments et allégations formulés. Répondre simplement que la législation interne a été appliquée ne satisfait pas à cette prescription. De fait, l'indice révélateur qui met en évidence l'insuffisance d'une telle réponse est que la même réponse aurait pu être donnée à tous arguments et allégations, sur n'importe quelle question, dans n'importe quelle affaire, sans variante: "*Les CE appliquent leur législation interne*".

Compte tenu de la position des CE dans d'autres affaires, il est surprenant qu'elles suivent en l'espèce ce raisonnement. Il a en effet été souligné ce qui suit par deux experts:

---

[21] Webster New Collegiate Dictionnary, édition 1975.

[22] L'Inde note que, contrairement à d'autres juridictions tels que les États-Unis, les CE n'ont pas en fait de réglementation publique.

> *"Tout aussi important, les autorités devront documenter leur enquête. Deux groupes spéciaux du GATT en matière de droits compensateurs [Brésil – Poudre de lait; États-Unis - Acier au bismuth] ont déjà exprimé leurs doutes quant au caractère suffisant des éléments de preuve dans le dossier, en relation avec les déterminations …*
>
> *Aucune autorité ne semble pouvoir ses dérober à l'application assez radicale du critère d'une "explication suffisante" dans la détermination écrite (c'est-à-dire indépendamment du point de savoir si un soutien suffisant peut être constaté dans le dossier), comment en attestent l'utilisation par les États-Unis de cette arme contre la Corée dans le cadre du groupe spécial sur les polyacétals, puis l'application avec succès de cette doctrine par l'Union européenne contre les États-Unis dans l'affaire de l'acier au bismuth et contre le Brésil dans l'affaire de la poudre de lait*".[23] [Non souligné dans l'original; notes supprimées.]

Dans l'affaire de l'acier au bismuth, d'ailleurs, les CE ont fait elles-mêmes valoir que *"… l'obligation de justifier une décision était spécifique à chaque cas; indépendamment de la durée d'application d'une pratique, les Directives imposaient à l'autorité compétente l'obligation d'examiner quant au fond chaque objection qu'elle soulevait."*[24]

Dans sa deuxième communication au Groupe spécial, l'Inde a expliqué de façon détaillée premièrement, que contrairement aux allégations des CE, pratiquement toutes les allégations qu'elle avait soumises au Groupe spécial avaient aussi été soumises aux CE durant la procédure administrative et deuxièmement, que les allégations étaient également valides au regard de la législation communautaire. À cet égard, l'Inde rappelle, par exemple, qu'elle a présenté des éléments de preuve incontestés indiquant que les CE procédaient à une réduction à zéro dans les comparaisons inter-modèles dans certains cas, mais pas dans d'autres, y compris pour le linge de lit. La tentative des CE pour laisser penser que dans l'affaire du linge de lit elles ont simplement appliqué leur législation est donc factuellement incorrecte. Les CE n'ont *pas* appliqué leur législation interne.

En réponse à la seconde question, l'Inde considère que les CE ont agi en violation de leurs obligations vis-à-vis de l'OMC à de nombreux égards, comme indiqué en détail dans la première communication de l'Inde au Groupe spécial et, dans la plupart de ces cas, en violation également de leur propre législation telle qu'appliquée dans la pratique, comme l'Inde l'a explicité dans sa deuxième communication.

7. Les producteurs ou exportateurs indiens ont-ils offert des engagements ou discuté la possibilité d'engagements avec les CE avant l'imposition des mesures provisoires? Dans l'affirmative, veuillez fournir des détails, accompagnés de copies de tous documents, concernant les communications pertinentes.

Les droits antidumping provisoires ont été imposés le 14 juin 1997.[25] À l'époque, aucune demande formelle d'engagement ni d'offre n'a été faite parce que les exportateurs indiens espéraient encore parvenir à convaincre les autorités communautaires de réviser leur détermination radicale en

[23] Horlick, Clarke, Standards for Panels Reviewing Anti-Dumping Determinations under the GATT and WTO, 315, page 316, dans International Trade Law and the GATT/WTO Dispute Settlement System (Kluwer, 1997).

[24] États-Unis - Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires de France, d'Allemagne et du Royaume-Uni, rapport du Groupe spécial, 15 novembre 1994 (SCM/185), paragraphe 298.

[25] Article 3 du Règlement provisoire.

matière de dumping et de réexaminer sérieusement la détermination incorrecte concernant le dommage.

8. L'Inde pourrait-elle indiquer sur quelle base juridique elle se fonde pour affirmer qu'un Membre est tenu d'expliquer à une partie durant le cours d'une enquête antidumping "comment" il a procédé à l'examen de "l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande" conformément à l'article 5.3? L'Inde pourrait-elle indiquer encore sur quelle base juridique elle se fonde pour affirmer qu'un Membre est tenu d'expliquer à un groupe spécial dans le cadre du règlement d'un différend "comment" il s'est acquitté de cette tâche, en l'absence d'élément de preuve ou d'argument suggérant que le résultat de cet examen, à savoir la détermination qu'"il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête", n'était pas correct à la lumière des faits?

En ce qui concerne la première partie de la question, l'article 5.3 impose aux autorités l'obligation d'un examen antérieur à l'ouverture de l'enquête. Dans le système antidumping des CE (contrairement, par exemple, à celui des États-Unis), les plaintes sont confidentielles et une version non confidentielle de la plainte ne sera communiquée aux parties intéressées qu'<u>après</u> l'ouverture de la procédure. En conséquence, les exportateurs peuvent critiquer des aspects de la procédure antérieure à l'ouverture de l'enquête, y compris les manquements perçus en relation avec l'examen prévu à l'article 5.3 et la détermination de la représentativité prévue à l'article 5.4, au plus tôt après l'ouverture de l'enquête. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé aussi dans l'affaire du linge de lit, où les observations des exportateurs de l'Inde et d'autres pays ont été présentées dans les communications concernant le dommage. L'Inde considère que ces allégations et arguments formulés par les exportateurs doivent ensuite être pris en compte dans les avis concernant l'imposition de droits provisoires ou définitifs conformément à l'article 12.2.1 et 12.2.2. À cet égard, cet article oblige les autorités chargées de l'enquête à mentionner, ou expliquer, les points de fait ou de droit qui ont conduit à l'acceptation ou au rejet des arguments avancés par les exportateurs ou les importateurs. Suivant l'Inde, comme les obligations procédurales liées à l'ouverture de l'enquête sont des éléments critiques d'une enquête conduisant à une détermination provisoire ou définitive, s'il est avancé des arguments selon lesquels il n'a pas été satisfait aux prescriptions antérieures à l'ouverture de l'enquête, ces arguments entrent dans le champ d'application de l'article 12 et l'autorité chargée de l'enquête doit les mentionner ou expliquer les raisons de leur acceptation ou de leur rejet.

La position des CE semblerait être qu'une simple déclaration des autorités, aux exportateurs ou à un groupe spécial de l'OMC, selon laquelle elles ont dûment procédé à l'"examen" est suffisante pour satisfaire à l'obligation prévue à l'article 5.3. Selon l'Inde, une telle interprétation prive de sens l'obligation prévue à l'article 5.3.

En ce qui concerne la seconde partie de la question, l'Inde note que tout élément de preuve lié à l'examen antérieur à l'ouverture de l'enquête est exclusivement aux mains des autorités communautaires. Comme noté dans la deuxième communication de l'Inde au Groupe spécial[26], les groupes spéciaux de l'OMC ont souligné l'"exigence de collaboration" qui incombait aux parties aux procédures de règlement des différends de l'OMC. Ainsi, dès lors que le plaignant a fait de son mieux pour obtenir des éléments de preuve et qu'il a effectivement fourni certains éléments de preuve pour établir *prima facie* le bien-fondé de sa thèse, le défendeur est tenu "*de fournir au tribunal les documents pertinents qui sont en sa seule possession*."

L'Inde considère, à ce jour, que les CE n'ont pas procédé à l'examen antérieur à l'ouverture de l'enquête et n'ont pas mis la plainte en doute. Toutefois, l'Inde ne peut pas prouver cela de façon incontestable parce que les éléments de preuve sont dans les mains des autorités communautaires. Les CE ont fait valoir qu'il ne pouvait être prouvé qu'il avait effectivement été procédé à l'examen que si un enregistrement vidéo avait été fait. Force est de dire que cet argument semble stupide. Comme

[26] Deuxième communication de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 32-34.

dans toute bureaucratie développée, la Commission européenne a une structure hiérarchique. L'Inde croit comprendre que dans le cadre de cette structure hiérarchique, le Cabinet du Commissaire chargé de la Direction des affaires commerciales et le Service juridique de la Commission doivent normalement donner un avis sur l'ouverture d'une procédure antidumping. En outre, l'Inde s'attendrait à ce qu'il existe des documents écrits internes démontrant qu'il a effectivement été procédé à un examen antérieur à l'ouverture de l'enquête, le cas échéant. Toutefois, les CE n'ont pas produit ces documents, à supposer qu'ils existent, et ainsi elles ont failli à l'exigence de collaboration.

Questions posées aux deux parties

15. ***Dans plusieurs cas, l'Accord antidumping laisse aux Membres le libre choix de la méthode à suivre sur un point particulier. On peut citer par exemple le choix de déterminer la valeur normale sur la base d'une valeur construite ou bien du prix à l'exportation vers un pays tiers, conformément à l'article 2.2, ou encore le choix entre une comparaison d'une valeur normale moyenne pondérée à une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables ou bien une comparaison de la valeur normale aux prix à l'exportation transaction par transaction. Il semble évident que dans certains cas, en fonction des faits particuliers, le choix d'une méthode aboutirait à la détermination qu'il existe un dumping, alors que le choix d'une autre méthode aboutirait à la détermination qu'il n'existe pas de dumping. Les parties pourraient-elles expliquer si, selon elles, ceci est une interprétation raisonnable de l'Accord antidumping à cet égard? En outre, les parties pourraient-elles expliquer comment le choix de la méthode est ou peut être déterminé dans ces cas-là, sachant que les résultats de l'application de l'une ou l'autre méthode possible ne seront connus qu'a posteriori. Existe-t-il des considérations qui doivent intervenir dans le choix de la méthode? La question du choix de la méthode peut-elle être résolue dans le cadre d'une politique générale? Un Membre est-il libre de choisir la méthode à utiliser dans un cas particulier sans raison quelconque?***

L'Inde pense comme le Groupe spécial que l'Accord antidumping laisse parfois aux autorités le choix de la méthode. Toutefois, ce choix est souvent *assorti de restrictions*. Ainsi, dans les exemples donnés par le Groupe spécial, les prix à l'exportation vers un pays tiers peuvent être utilisés, à condition que les prix soient *représentatifs*. La valeur normale construite peut être utilisée, à condition que les montants correspondant aux frais ACG ainsi qu'aux bénéfices soient *raisonnables*. La comparaison prévue à l'article 2.4.2 est assujettie aux prescriptions prévoyant une *comparaison équitable*. Ces restrictions sont des obligations générales auxquelles les autorités doivent se conformer pour éviter des résultats manifestement déraisonnables.

L'article 17.6 i) de l'Accord antidumping stipule de son côté que les groupes spéciaux détermineront si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Bien qu'elle soit rédigée sous la forme de directives à l'intention des groupes spéciaux de l'OMC, la disposition impose simultanément, à l'évidence, aux autorités l'obligation d'établir correctement les faits et d'évaluer ces faits de manière impartiale et objective.

Appliquant ces observations initiales aux questions soulevées par le Groupe spécial, l'Inde considère que lorsque des choix sont prévus dans l'Accord antidumping, ces choix ne sont pas sans restrictions. En outre, les faits doivent être évalués objectivement et de manière impartiale. Si l'Inde souscrit à l'observation du Groupe spécial selon laquelle un certain choix peut dans certains cas conduire à des marges de dumping plus élevées que d'autres choix, les obligations générales mentionnées plus haut peuvent alors militer contre le recours à un tel choix en fonction des faits (par exemple, selon que la différence entre une méthode et une autre est mineure ou majeure). En outre, suivant l'Inde, au cas où un certain choix conduirait *systématiquement* à une marge de dumping plus élevée qu'un autre choix, le recours à ce choix, tant à titre ponctuel que dans le cadre d'une politique générale, violerait l'article 17.6 i) parce que les résultats deviendraient partiaux. Selon l'Inde, conformément à l'Accord antidumping la tâche des autorités qui appliquent la législation antidumping

n'est pas "de constater un dumping" mais plutôt de déterminer "si un dumping existe". Les choix systématiques favorisant des constatations de dumping sont une violation de l'Accord antidumping.

16. L'Inde a indiqué, au paragraphe 104 de la communication qu'elle a présentée à titre de réfutation, qu'elle avait fait "des propositions répétées sur la question des engagements en octobre 1997", mais que la réponse des CE a toujours été que le linge de lit était "un produit trop compliqué pour des engagements". Les parties pourraient-elles fournir des détails précis sur toutes communications relatives à des engagements entre l'Inde et les CE en octobre 1997, ou avant cette date? Les copies de toute correspondance pertinente devraient être produites, à cet égard en tant que pièces. S'il a effectivement été procédé à de telles discussions, l'Inde pourrait-elle indiquer quels faits additionnels seraient requis pour amener le Groupe spécial à conclure que les "solutions constructives" ont été "explorées"?

La correspondance pertinente est présentée dans les pièces, avec les explications suivantes.

En ce qui concerne la dernière question, l'Inde considère que la Commission avait l'obligation d'examiner de bonne foi avec les exportateurs indiens les possibilités et les difficultés d'un engagement. L'Inde n'a eu que dix jours pour élaborer un engagement. Les CE avaient l'obligation d'aider l'Inde à élaborer un engagement, ainsi que l'obligation de prendre des initiatives en ce sens.

Quand les exportateurs indiens ont reçu la notification définitive pour information des parties le vendredi 3 octobre[27], il est apparu clairement que les CE allaient imposer des droits antidumping définitifs sur la base (suivant l'Inde) de déterminations exagérées concernant le dumping et viciées concernant le dommage. Les exportateurs indiens ont alors demandé à leurs avocats d'étudier la possibilité d'un engagement. Les exportateurs indiens avaient dix jours [dont deux fins de semaine] pour élaborer une offre englobant l'ensemble de la branche indienne de production de linge de lit.[28] Après des contacts téléphoniques entre les avocats, le Conseil de promotion des exportations de textiles en coton (Texprocil) et des représentants de la Mission de l'Inde, le mardi 7 octobre les avocats ont envoyé à Texprocil la télécopie n° 27642 [pièce n° 89 de l'Inde].

Après s'être renseigné auprès de ses membres, Texprocil a recontacté les avocats le jeudi 9 octobre (télécopie n° 27702 [pièce n° 90 de l'Inde]). Il y a eu alors des discussions par téléphone entre les avocats et Texprocil concernant l'organisation éventuelle d'un engagement. Le même jour, les avocats ont alors présenté une note écrite très détaillée esquissant les grandes lignes d'un engagement (télécopie n° 27722 [pièce n° 91 de l'Inde]). Il est à noter que les avocats suggéraient un engagement fondé en gros sur le modèle retenu par les CE dans l'affaire antidumping *Palettes simples, en bois, originaires de la République de Pologne*, elle aussi une affaire exemplaire qui visait une large gamme de types de produits et dans laquelle les mêmes avocats avaient aussi aidé à négocier et à conclure des engagements.

Le lundi 13 octobre 1997, en conséquence, les avocats, agissant sur instructions de Texprocil, ont envoyé à la Commission la télécopie suivante:

> "*communiqu[ant] le désir de notre client Texprocil et de ses membres d'offrir des engagements en matière de prix …*

[27] 3 octobre 1997 (pièce n° 56 de l'Inde, page 1009).

[28] L'article 8(2) du Règlement de base des CE en matière antidumping dispose, dans sa partie pertinente, que "[s]auf cas exceptionnels, aucun engagement ne peut être offert après la fin de la période au cours de laquelle des observations peuvent être présentées en vertu de l'article 20, paragraphe 5." (Pièce n° 1 de l'Inde, page 14). Comme cette période était de dix jours (pièce n° 56 de l'Inde, page 1009), le délai pour l'offre d'engagement était de dix jours.

> *Notre client travaille à l'élaboration d'une formule détaillée concernant les aspects pratiques de cette offre. Cette formule détaillée pourrait s'avérer nécessaire dans la mesure où le produit visé peut englober un certain nombre d'articles ou de modèles. Nous communiquerons la formule proposée concrétisant les détails pratiques de l'offre dès que celle-ci aura été élaborée dans le détail.*
>
> *Entre temps, nous espérons que vous serez favorable à l'offre de nos clients. Nous espérons que cette offre pourra être dûment prise en considération à la lumière, en particulier, de l'article 15 de l'Accord de l'OMC* [sic] …" (télécopies n° 27817 et 27818 [pièce n° 92 de l'Inde]).

La télécopie contenant l'offre d'engagement a donc été envoyée dans le délai prescrit et elle comprenait l'invitation très explicite de négocier sérieusement.

Nonobstant cette télécopie, la Commission européenne n'a à nul moment, avant comme après, manifesté le moindre intérêt pour la négociation d'un engagement. La Commission n'a jamais pris contact avec les représentants des exportateurs indiens pour discuter la possibilité d'engagements et aucun signal positif n'a été reçu.

De fait, quand les avocats de Texprocil ont pris contact avec la Commission par téléphone, la réaction immédiate (orale) du fonctionnaire de la Commission compétent a été que le linge de lit était "*un produit trop compliqué pour des engagements*" (télécopie n° 27870 [pièce n° 93 de l'Inde]). La Commission n'a rien fait pour explorer quoi que ce soit.

Une fois expiré le délai fixé pour une offre d'engagement, la Commission a simplement envoyé une télécopie de nature formelle d'une page ainsi libellée:

> "*[v]otre télécopie est parvenue aux services de la Commission le dernier jour de la période susmentionnée, mais aucune offre détaillée d'engagements en matière de prix n'a encore été faite.*
>
> *Étant donné que l'enquête sera conclue dans un délai de 15 mois à compter de son ouverture, les services de la Commission ne seront pas en mesure de considérer toute offre d'engagements que votre client pourrait éventuellement envisager à ce stade.*" (Télécopie n° 28213 [pièce n° 94 de l'Inde])

Cela mettait fin aux discussions et empêchait l'Inde de continuer à rechercher un engagement. Il faut être deux pour danser le tango, mais quand le partenaire qui devrait inviter s'y refuse de façon répétée, il n'est plus possible de danser.

En ce qui concerne la dernière question du Groupe spécial, l'Inde pense que la Commission avait l'obligation de discuter de bonne foi avec les exportateurs indiens les possibilités et les difficultés d'un engagement. L'Inde ne pouvait commencer à élaborer une offre d'engagement en matière de prix utile qu'une fois connus les calculs du dumping (données concernant la valeur normale). Elle n'a eu connaissance de ces éléments que le vendredi 3 octobre 1997.

Dans ces circonstances difficiles, la Commission européenne – dont tous les calculs étaient informatisés et qui était la partie la mieux équipée pour suggérer un classement de la production et une méthode de calcul du prix minimum – devait au moins être disposée à communiquer les renseignements. Comme l'Inde l'a fait valoir dans sa réponse aux questions 4 et 5 du Groupe spécial, elle considère que les CE avaient l'obligation de prendre l'initiative. Quoi qu'il en soit, la conclusion formaliste selon laquelle l'Inde n'a pas présenté dans un délai de dix jours une proposition *complète* ne satisfait pas à l'obligation d'examiner activement les possibilités de solutions concrètes.

17. Supposons qu'un Membre ait pour politique de ne pas accepter d'engagements dans le cadre d'une enquête antidumping visant un produit donné. Les parties pourraient-elles expliquer si l'application de cette politique dans le cas d'une enquête visant des importations de ce produit en provenance d'un pays en développement serait suffisante pour satisfaire aux prescriptions de l'article 15, ou si les circonstances particulières en question doivent être considérées? Les CE pourraient-elles indiquer si leur point de vue concernant la difficulté de conclure des engagements pour des articles textiles qui ne sont pas des produits de base reflète une politique générale? Dans l'affirmative, cette politique générale a-t-elle été appliquée en l'espèce? Indépendamment du point de savoir si une politique générale a été appliquée tout compte fait en l'espèce, les possibilités d'engagements dans les circonstances particulières propres à l'affaire en l'espèce ont-elles été considérées indépendamment de la politique générale?

L'Inde considère que les obligations découlant de l'Accord antidumping ne peuvent pas être différentes pour les Membres de l'OMC selon que certains d'entre eux ont certaines politiques. La deuxième phrase de l'article 15 s'applique à tous les pays développés Membres de l'OMC au même titre, indépendamment de leurs politiques. Si un Membre de l'OMC ne souhaite pas en général recourir à des engagements pour un produit donné, il a le droit de le faire, mais en respectant les prescriptions de l'Accord antidumping (y compris l'article 15).

Bien que l'Inde ne souhaite pas exclure la possibilité de "solutions constructives" autres que les engagements, dans la pratique l'engagement est l'une des options les mieux appropriées pour une "solution constructive". Si un Membre de l'OMC n'autorise pas d'autres solutions constructives possibles[29] et qu'il exclut la possibilité d'un engagement *a priori*, il est difficile alors de voir comment il peut respecter la lettre et l'esprit de la deuxième phrase de l'article 15.

18. Les enquêtes en matière de dumping couvrent généralement une période d'enquête de six à 12 mois. Cela a notamment pour effet de lisser, dans une certaine mesure, les variations de prix mineures ou aberrantes durant cette période pour la détermination de l'existence d'un dumping. La réduction à zéro minimise cet effet de "lissage". Les parties pourraient-elles formuler leurs observations sur cette affirmation et sur l'intérêt qu'elle présente, le cas échéant, en relation avec l'interprétation de l'article 2.4.2 de l'Accord?

L'Inde souscrit à cette affirmation.

L'Inde rappelle que, comme les CE l'ont elles aussi admis, l'article 2.4.2 a été inséré dans l'Accord antidumping conformément au vœu de victimes de mesures antidumping qui voulaient mettre un terme à l'utilisation de méthodes de calcul de la marge de dumping biaisées.[30] Dans le cadre

---

[29] Pour autant que l'Inde le sache, il n'y a pas d'autres instruments en conformité avec l'OMC qui soient actuellement utilisés par les parties à l'OMC aux fins de la mise en œuvre de l'article 15.

[30] Koulen, The New Anti-Dumping Code Through Its Negotiating History, 151, page 171, dans The Uruguay Round Results (European Interuniversity Press, 1995), page 171:

"Plus litigieuse, en revanche, était la question de l'application de méthodes de calcul des moyennes dans la comparaison entre les prix à l'exportation et les valeurs normales. Beaucoup de délégations considéraient la pratique des principaux utilisateurs de mesures antidumping qui consistait à comparer les prix intérieurs moyens aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement qui étaient inférieurs au prix intérieur moyen comme l'un des "partis pris" méthodologiques les plus flagrants en faveur de constatations affirmatives de l'existence d'un dumping et comme fondamentalement incompatible avec la condition d'une "comparaison équitable" posée à l'article 2.6 …

Durant le cours des négociations, une entente s'est dégagée quant au fait qu'un nouvel accord inclurait une règle générale prescrivant que les prix à l'exportation et les prix intérieurs seraient normalement comparés sur une base identique, c'est-à-dire soit moyenne pondérée à moyenne pondérée, soit transaction par transaction, mais que dans certaines circonstances une valeur normale moyenne pourrait être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement. Ce qui n'était pas résolu était la définition précise de ces circonstances."

de l'accord global, les CE et les autres utilisateurs de mesures antidumping ont accepté la restriction posée par l'article 2.4.2. Toutefois, la réduction à zéro dans les comparaisons inter-modèles appliquée par les CE dans l'affaire du linge de lit vide largement de son sens la première phrase de l'article 2.4.2, comme le montrent les faits de la cause.

Et à la page 212:

"Des auteurs ont critiqué la définition, dans la deuxième phrase de cette clause, des conditions dans lesquelles l'existence de marges de dumping peut être établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et les prix de transactions à l'exportation prises individuellement. Il semblerait que pour certaines, ces critiques ne tiennent pas compte du fait que les conditions en question doivent être interprétées dans le contexte de l'ensemble de l'article 2.4.2, dont la première phrase dispose clairement que dans le cadre de l'enquête l'existence de marges de dumping doit être normalement établie sur la base d'une comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou bien transaction par transaction."

Pièce n° 86 de l'Inde: Trois versions de la déclaration de Foncar telles que communiquées

Pièce n° 87 de l'Inde: "Annexe 2"

Pièce n° 88 de l'Inde: Section pertinente de l'étude de M. Müller concernant les engagements

Pièce n° 89 de l'Inde: Télécopie n° 27642

Pièce n° 90 de l'Inde: Télécopie émanant de Texprocil

Pièce n° 91 de l'Inde: Télécopie n° 27722

Pièce n° 92 de l'Inde: Télécopies n° 27818 et 27817

Pièce n° 93 de l'Inde: Télécopie n° 27870

Pièce n° 94 de l'Inde: Télécopie émanant des CE

ANNEXE 1-11

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'INDE EN RÉPONSE À LA COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN DATE DU 22 JUIN 2000

(27 juin 2000)

Je me réfère à la lettre des CE en date du 22 juin 2000 offrant "de montrer au Groupe spécial, en présence de l'Inde, l'original [des] documents", c'est-à-dire les télécopies contenant les déclarations de soutien des producteurs communautaires, "afin de régler" la question de la représentativité "une fois pour toutes".

L'Inde se félicite de ce geste positif des CE et demande au Groupe spécial de prier les CE de produire tous les documents originaux lors d'une séance qui serait organisée spécialement pour examiner ces documents.

Il est à noter que l'Inde et ses exportateurs souhaitent des clarifications sur ce point depuis longtemps maintenant. L'Inde se félicite que les CE soient disposées à produire les originaux au Groupe spécial et à l'Inde. Dans l'esprit de l'article 3:10 du Mémorandum d'accord, l'Inde espère que les CE noteront/clarifieront les points ci-dessous relatifs à ces documents, qui concernent la question de la représentativité, à l'occasion de la communication au Groupe spécial des originaux:

a) Il conviendrait que les CE produisent les déclarations de soutien originales des huit producteurs qui ont été exclus après l'ouverture de l'enquête, mais qui (comme le croit l'Inde) ont été pris en compte pour procéder à la détermination concernant la représentativité avant l'ouverture de l'enquête;

b) Il conviendrait aussi que les CE clarifient les incohérences ci-après qui ont été relevées par l'Inde dans les déclarations de soutien déjà communiquées:

- comment se fait-il qu'il y ait deux versions différentes de la déclaration de *Foncar*, chacune avec des mentions de bas de page sur les télécopies différentes;

- pourquoi n'y a-t-il pas de mentions de bas de page sur les télécopies des CE contenant les déclarations de la *Fédération française de l'industrie cotonnière;*

- comment se fait-il que les déclarations portugaises et allemandes portent les mêmes mentions de bas de page;

- comment se fait-il que l'en-tête de la télécopie de l'Annexe 2 de la déclaration de la *Fédération française de l'industrie cotonnière* empiète sur le triangle du coin supérieur gauche, alors que ce triangle était complètement visible sur la copie donnée à l'Inde et à ses producteurs le 8 janvier 1996;

- sur la même page, comment se fait-il que l'en-tête de la télécopie empiète sur la mention "Annexe 2" alors que celle-ci apparaît en entier sur la copie donnée à l'Inde et à ses producteurs le 8 janvier 1996;

c) Pour apaiser les préoccupations de l'Inde, les CE pourraient aussi produire le registre chronologique, ainsi que les pages de couverture des télécopies contenant les déclarations.

L'inde pense que le numéro de télécopie d'Eurocoton ne pouvait pas avoir été confidentiel (il figure par exemple dans la plainte (pièce n° 6 de l'Inde, page 75)). L'Inde serait donc reconnaissante aux CE de bien vouloir indiquer:

i) pourquoi les *producteurs* auraient voulu que ce numéro de télécopie soit supprimé (comme il ressortait de la réponse du 16 juin 2000 des CE à la question 4 de l'Inde);

ii) pourquoi les CE ont supprimé les *mentions de bas de page* avec la date de réception également;

iii) si les CE pourraient fournir des éléments de preuve étayant leur déclaration suivant laquelle "*les suppressions* (des en-têtes et mentions de bas de page sur les télécopies) *ont été faites à la demande des producteurs*".

L'Inde note que ces pages de couverture, suivant la réponse donnée par les CE le 16 juin 2000 à la question 3 de l'Inde, "*ont été enregistrées à leur réception, à l'exception d'un producteur qui avait une production de 5 tonnes métriques seulement*". Il serait intéressant que les CE expliquent pourquoi une télécopie n'a pas été enregistrée et identifient cette société (avec une production de 5 tonnes métriques);

d) La réponse donnée par les CE le 16 juin 2000 à la question 13 du Groupe spécial a introduit malheureusement une certaine confusion. Il conviendrait que les CE expliquent comment elles ont pu exclure *Luxorette* (avec sept autres sociétés) de la liste des 46 sociétés pour arriver à 38 sociétés, alors que *Luxorette* est mentionnée parmi les 38 sociétés en question (pièce n° 4 des CE);

e) Pour aider l'Inde à comprendre le problème, il conviendrait que les CE expliquent pourquoi le considérant 8 du Règlement provisoire fait référence à des sociétés faisant partie de l'échantillon des CE différentes par rapport à la réponse donnée par les CE le 16 juin 2000 à la question 4 de l'Inde.

ANNEXE 1-12

OBSERVATIONS DE L'INDE SUR LA PARTIE DESCRIPTIVE
DU RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL

(3 juillet 2000)

Annexes – Table des matières

Il conviendrait d'ajouter les documents suivants.

Annexe 1: Communications de l'Inde

Annexe 1-10 *Réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial faisant suite à la deuxième réunion du Groupe spécial*
Annexe 1-11 *Lettre de l'Inde en date du 27 juin 2000 en réponse à la lettre des CE en date du 22 juin 2000 concernant la question de la représentativité*

Annexe 2: Communications des Communautés européennes

Annexe 2-8 *Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial faisant suite à la deuxième réunion du Groupe spécial*
Annexe 2-9 *Réponses des Communautés européennes aux questions de l'Inde faisant suite à la deuxième réunion du Groupe spécial*
Annexe 2-10 *Lettre des Communautés européennes en date du 22 juin 2000 concernant la question de la représentativité*

I. INTRODUCTION

L'Inde propose d'ajouter ce qui suit:

"1.8 Le 22 juin 2000, les CE ont demandé une nouvelle réunion avec le Groupe spécial. Dans sa lettre en date du 27 juin 2000, l'Inde, dans un esprit de coopération, a indiqué qu'elle n'était pas opposée à cette réunion."

II. ASPECTS FACTUELS

Paragraphe 2.5: L'Inde propose d'ajouter à la fin: "*Les exportateurs indiens n'étaient pas d'accord avec l'échantillon ainsi établi par les CE car, selon eux, il ne satisfaisait pas aux critères de sélection. Malgré leur désaccord, les sept sociétés ont répondu au questionnaire des CE.*" (Voir la pièce n° 1 de l'Inde).

Paragraphe 2.6: L'inde suggère de remplacer dans la dernière phrase les mots "*moyenne pondérée de la valeur normale construite par type*" par "*valeur (normale) construite par type*".

Paragraphe 2.7: L'Inde suggère de modifier le paragraphe comme suit: "*La Commission a engagé la procédure antidumping sur la base de ce qu'il était allégué dans la plainte que celle-ci bénéficiait du soutien de 46 sociétés. Après l'ouverture de l'enquête, la Commission a exclu sept sociétés dont il a été établi qu'elles n'étaient pas plaignantes, une société dont il a été déterminé qu'elle recourait aux exportations et trois sociétés dont il a été déterminé soit qu'elles ne produisaient pas de linge de lit, soit qu'elles ne coopéraient pas. La Commission a ensuite établi que les 35 sociétés restantes représentaient une proportion majeure de la production communautaire totale*

de linge de lit et étaient donc considérées comme constituant l'"industrie communautaire" (la branche de production nationale)." (Voir la réponse du 19 mai 2000 des CE à la question 40 de l'Inde). Après la dernière phrase, l'Inde propose d'ajouter: "*Les noms de ces 35 sociétés constituant l'industrie communautaire ont été communiqués durant la deuxième série de consultations le 15 avril 1999.*"

Paragraphe 2.8: L'Inde suggère de compléter comme suit la première phrase*:* "*après consultation et en accord avec la société plaignante Eurocoton*". (Voir le considérant 61 du Règlement provisoire). Dans la deuxième phrase, l'Inde propose de modifier comme suit le début du texte: "C*et échantillon comprenait 16 des 35 sociétés constituant l'industrie communautaire et une société ne faisant pas partie de l'industrie communautaire.*" (Voir la pièce n° 84 de l'Inde et la deuxième communication écrite de l'Inde, pages 23-25.)

Paragraphe 2.10: L'inde propose d'ajouter après la dernière phrase: "*Les producteurs indiens ont formulé des observations sur la notification définitive pour information des parties et offert un engagement en matière de prix dans le délai imposé par les CE. Les CE n'ont pas exploré cette offre d'engagement et ont déclaré que les exportateurs indiens n'avaient pas respecté le délai prescrit pour offrir des engagements.*"

Paragraphe 2.11: L'Inde propose de modifier comme suit le début de l'avant-dernière phrase: "*En raison de leurs caractéristiques physiques différentes, les produits de l'artisanat ont été …*". (Voir le considérant 7 du Règlement définitif.)

Paragraphe 2.11: L'Inde propose de modifier comme suit la dernière phrase: "*Les droits provisoires n'ont pas été perçus définitivement parce que les CE n'avaient pas imposé ces droits dans les délais prescrits par leur législation interne.*"

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

Paragraphe 3.1: L'Inde suggère de reformuler comme suit l'allégation 20: "*Allégation 20: Incompatibilité avec l'article 3.5, du fait de la prise en compte du dommage prétendument causé par les importations effectuées avant la période d'enquête, importations dont il n'a pas été déterminé qu'elles faisaient l'objet d'un dumping.*" (Voir la première communication de l'Inde, pages180-181.)

Paragraphe 3.7, alinéa 4: L'Inde suggère d'insérer une note de bas de page ainsi formulée: "*L'Inde a présenté une lettre de la société concernée l'autorisant expressément à utiliser la pièce n° 49 de l'Inde dans la procédure de groupe spécial.*"

Enfin, sans préjudice de la position bien connue de l'Inde concernant les "interventions désintéressée (*amicus curiae briefs*), le Groupe spécial devra peut-être expliquer dans son rapport final comment il a traité le mémoire présenté par l'Association du commerce extérieur.

ANNEXE 1-13

OBSERVATIONS DE L'INDE SUR LE RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE
DU RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL

(7 août 2000)

L'Inde remercie le Groupe spécial pour sa grande diligence dans cette procédure compliquée et aux multiples facettes.

Conformément à l'article 15:2 du Mémorandum d'accord, l'Inde souhaite faire les observations ci-après concernant le rapport intérimaire du Groupe spécial communiqué aux parties le 31 juillet 2000.

- *Allégation 1*: Dans le rapport intérimaire, l'allégation 1 de l'Inde est présentée comme une allégation en relation avec l'article 2.2 (dans la table des matières comme dans le texte). En fait, il ressort clairement de la première communication écrite de l'Inde que cette allégation est en relation avec l'article 2.2.2.

- En outre, il est proposé de remplacer le titre explicatif de cette allégation, à savoir "calcul d'un montant raisonnable pour les bénéfices ", par "incompatibilité avec l'article 2.2.2". Il a en effet été avancé en relation avec l'allégation 1 trois arguments, qui ont tous trait à l'incompatibilité de la démarche des CE avec l'article 2.2.2.; l'allégation 4, en revanche, contestait le caractère raisonnable du montant des bénéfices déterminé par les CE.

- *Représentativité (Article 5.4)*: L'Inde pense que les éléments de preuve qu'elle a présentés au Groupe spécial ne peuvent que conduire à la conclusion que les CE ont établi leur détermination concernant la représentativité *après* l'ouverture de la procédure antidumping. Dans ce contexte, l'Inde se réfère à ses réponses du 16 juin 2000 à la deuxième série de questions (annexe 1-10 du rapport du Groupe spécial, pages 1-3, et réponse de l'Inde à la lettre des CE en date du 22 juin 2000).

- *Paragraphe 6.215*: Il conviendrait de compléter la troisième phrase de ce paragraphe en ajoutant les mots "et dans certains cas avec les copies présentées antérieurement", puisque dans un certain nombre de cas les dates figurant dans l'en-tête et la mention de bas de page des documents ne correspondaient pas aux dates des copies des mêmes documents fournies antérieurement.

  En outre, dans la dernière phrase du paragraphe 6.215 il devrait être précisé que les CE n'ont offert de produire les originaux des télécopies qu'<u>après</u> la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial.

- *Note de bas de page 89*: Il est proposé de modifier cette note, qui se lirait "L'Inde n'a pas formulé d'allégation ou d'arguments à cet égard, *puisque la marge de dommage dépassait la marge de dumping pour chaque société* (*considérant 131 du Règlement provisoire*).

Hormis ces observations mineures, l'Inde n'a pas d'autres commentaires à formuler à ce stade. Elle se réserve cependant le droit de répondre à toutes observations qui pourraient être faites par les CE au sujet du rapport intérimaire.

ANNEXE 2-1

PREMIÈRE COMMUNICATION ET DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

(27 mars 2000)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 428

II. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES 429

A. ALLÉGATIONS NON MENTIONNÉES DANS LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL 429

B. ALLÉGATIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT PROVISOIRE 432

C. PRODUCTION DEVANT LE GROUPE SPÉCIAL DE PROCÈS-VERBAUX DE CONSULTATIONS COMME ÉLÉMENTS DE PREUVE 434

D. AUTRES QUESTIONS 435

E. DEMANDES DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES 435

III. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE 435

A. ALLÉGATION 23: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 5.3 435

B. ALLÉGATION 24: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1 439

C. ALLÉGATION 25: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2 439

D. ALLÉGATION 26: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 5.4 440

E. ALLÉGATION 27: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1 444

F. ALLÉGATION 28: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2 444

IV. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'EXISTENCE D'UN DUMPING 444

A. ALLÉGATION 1: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.2.2 444

1. Argument selon lequel les conditions à satisfaire pour appliquer l'option de l'article 2.2.2 ii) n'étaient pas réunies 444

2. Argument selon lequel les CE ne se sont pas conformées aux prescriptions de l'article 2.2.2 ii) 448

3. Argument selon lequel les CE ont inversé à tort l'ordre prescrit par l'article 2.2.2 449

B. ALLÉGATION 2: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1 AU SUJET DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 2.2.2 452

C. ALLÉGATION 3: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2 AU SUJET DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 2.2.2 452

D. ALLÉGATION 4: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.2 452

E. ALLÉGATION 5: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1 AU SUJET DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 2.2 454

F. ALLÉGATION 6: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2 AU SUJET DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 2.2 455
G. ALLÉGATION 7: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.4.2 – RÉDUCTION À ZÉRO 455
V. ALLÉGATIONS CONCERNANT LA CONSTATATION DU DOMMAGE CAUSÉ 458
A. ALLÉGATION 8: INCOMPATIBILITÉ AVEC LES ARTICLES 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 ET 3.6 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 458
B. ALLÉGATION 9: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1 462
C. ALLÉGATION 10: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2 462
D. ALLÉGATION 11: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 3.4 462
1. L'examen des facteurs de dommage dans l'enquête sur le linge de lit 463
2. L'examen prescrit par l'article 3.4 – Caractère négatif des facteurs 465
3. L'examen prescrit par l'article 3.4 – Tous les facteurs énumérés doivent-ils être évalués? 466
4. Conclusion 470
E. ALLÉGATION 12: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1 470
F. ALLÉGATION 13: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2 470
G. ALLÉGATION 14: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 6 471
H. ALLÉGATION 15: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 3.4 471
1. Prise en compte d'entreprises ne faisant pas partie de la "branche de production nationale" 471
2. Échantillonnage 473
3. Explication du niveau pertinent 474
4. Conclusion 475
I. ALLÉGATION 16: INCOMPATIBILITÉ AVEC LES PARAGRAPHES 10 ET 11 DE L'ARTICLE 6 475
J. ALLÉGATION 17: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1 475
K. ALLÉGATION 18: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2 475
L. ALLÉGATION 19: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 3.4 475
M. ALLÉGATION 20: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 3.5 477
N. ALLÉGATION 21: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1 477
O. ALLÉGATION 22: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2 477
VI. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE STATUT DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT DE L'INDE 478
A. ALLÉGATION 29: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 15 478
B. ALLÉGATION 30: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1 479
C. ALLÉGATION 31: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2 479
VII. CONCLUSIONS ET DEMANDES 479

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes (ci-après "les CE") se félicitent d'avoir cette occasion de présenter leur point de vue sur le recours déposé par l'Inde contre l'engagement d'une procédure antidumping, l'imposition de droits provisoires et l'imposition de droits antidumping définitifs par les CE sur les importations de linge de lit en provenance d'Inde.

2. Au début de cette procédure, les CE tiennent à remercier les membres du Groupe spécial d'avoir accepté de siéger pour examiner ce différend et de la diligence avec laquelle elles sont sûres qu'ils s'acquitteront de leur tâche. Les CE tiennent également à exprimer leur reconnaissance au Secrétariat pour le travail considérable qu'il va devoir accomplir afin d'aider les membres du Groupe spécial à remplir leur fonction.

3. L'affaire en cause est assez complexe et a donné lieu à un certain nombre d'allégations de l'Inde. Pour aider le Groupe spécial à régler ce différend, les CE exposeront dans la présente communication les principales considérations expliquant pourquoi l'approche de l'Inde est erronée. À cet effet, les CE commenceront par aborder certaines préoccupations préliminaires résultant de la ligne de conduite adoptée par l'Inde (section II) et se concentreront ensuite sur les questions soulevées par l'Inde au sujet de l'engagement de la procédure antidumping (section III), ainsi que de la détermination de l'existence d'un dumping (section IV) et d'un dommage (section V). Enfin, les CE examineront la question du statut de pays en développement de l'Inde (section VI). Les CE se réservent le droit de formuler des arguments plus détaillés dans leur communication présentée à titre de réfutation.

4. Avant d'en venir aux éléments qui sont au centre de l'affaire, les CE voudraient évoquer certains points préliminaires appelant des éclaircissements.

5. Tout d'abord, les CE notent qu'un certain nombre d'allégations mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial formulée par l'Inde ne figurent pas dans sa première communication écrite. En particulier, l'Inde n'allègue pas dans sa communication que:

- de façon incompatible avec l'article 12.1 de l'Accord antidumping, les CE n'ont pas répondu de manière adéquate aux questions posées par les exportateurs indiens sur les questions de représentativité (demande d'établissement d'un groupe spécial, point 1);

- de façon incompatible avec l'article 12.1 de l'Accord antidumping, les CE n'ont fourni aucun document concernant leur examen des allégations formulées dans la plainte et indiquant qu'elles ont pris en considération les renseignements attestant l'absence de dommage dont elles disposaient au moment où l'enquête a été ouverte (demande d'établissement d'un groupe spécial, point 2);

- de façon incompatible avec l'article 12.1 de l'Accord antidumping, les CE n'ont pas indiqué dans un avis au public les motifs pour lesquels des mesures provisoires ont été jugées nécessaires (demande d'établissement d'un groupe spécial, point 3);

- de façon incompatible avec l'article 12.1 de l'Accord antidumping, les CE ont refusé d'accorder un ajustement concernant le niveau commercial (demande d'établissement d'un groupe spécial, point 8);

- de façon incompatible avec l'article 12.1 de l'Accord antidumping, les CE ont comparé "des circuits de vente semblables pour déterminer si les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général sont semblables, tout en comparant des circuits de vente différents pour déterminer si les

bénéfices concernant les marchandises de marque étaient plus élevés" (demande d'établissement d'un groupe spécial, point 9);

- de façon incompatible avec l'article 12.1 de l'Accord antidumping, les CE ont établi une discrimination entre les pays exportateurs en ce qui concerne le traitement des sociétés d'État (demande d'établissement d'un groupe spécial, point 10).

6. Compte tenu des procédures de travail du Groupe spécial, les CE supposent qu'il n'abordera pas ces questions.

7. Deuxièmement, la communication de l'Inde contient de nombreuses affirmations relatives à des points de fait et de droit qui ne sont pas expressément reliés à ses "allégations". Comme elles ne semblent pas concerner l'objet du présent différend, les CE ne les ont pas évoquées. Les CE réservent leur position sur ces affirmations et leur silence ne doit pas être considéré comme indiquant qu'elles y souscrivent.

8. Troisièmement, les CE prennent note des pièces produites par l'Inde. Certaines d'entre elles proviennent d'Inde ou des exportateurs. Le fait que les CE ne formulent pas d'observation sur l'un ou l'autre de ces documents dans la présente communication ne doit pas être considéré comme une admission par les CE de l'exactitude de l'une quelconque des déclarations qui y figurent.

9. Enfin, en ce qui concerne les renseignements propres à une entreprise qui figurent dans la communication de l'Inde, les CE supposent que l'Inde a été autorisée à les divulguer par les entreprises exportatrices concernées et que cette autorisation leur permet également de les utiliser.

II. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

10. À la lumière du paragraphe 13 de la procédure de travail du Groupe spécial, les CE aborderont dans la présente section les questions sur lesquelles elles demandent au Groupe spécial une décision préliminaire.

A. ALLÉGATIONS NON MENTIONNÉES DANS LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

11. Les CE contestent l'inclusion dans la première communication écrite de l'Inde d'allégations qui n'ont pas été mentionnées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial (pièce n° 1 des CE). Il s'agit notamment d'allégations selon lesquelles les CE ont agi de façon incompatible avec les dispositions suivantes de l'Accord antidumping:

- Article premier (section VII.B – Requêtes, paragraphe 7.3);
- Article 3.4, en ce qui concerne l'allégation selon laquelle les CE ont supposé que les importations antérieures à la période d'enquête ont fait l'objet d'un dumping (allégation 19, paragraphes 4.198 et suivants);
- Article 3.6 (allégation 8, paragraphe 4.35 et section VII.B – Requêtes, paragraphe 7.3);
- Article 6.2, 6.4 et 6.9 (allégation 14, paragraphes 4.87 à 4.92); et
- Article 6.10 et 6.11 (allégation 16, paragraphes 4.158 et suivants).

Même restriction en ce qui concerne l'affirmation apparente de l'Inde (paragraphes 3.106 et 3.107) selon laquelle le Règlement de base des CE (pièce n° 1 de l'Inde) serait incompatible avec l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping.

12. Il est bien établi en droit de l'OMC qu'un Membre plaignant ne saurait introduire au cours de la procédure de groupe spécial une allégation qui n'est pas mentionnée ou visée dans le mandat défini par l'ORD.

13. Les règles applicables au présent différend sont énoncées à l'article 17.4 de l'Accord antidumping:

> Dans le cas où un Membre qui a demandé l'ouverture de consultations considère que les consultations au titre des dispositions du paragraphe 3 n'ont pas permis d'arriver à une solution mutuellement convenue et où les autorités compétentes du Membre importateur ont pris des mesures de caractère final en vue de percevoir des droits antidumping définitifs ou d'accepter des engagements en matière de prix, ledit Membre pourra porter la question devant l'Organe de règlement des différends ("ORD"). Lorsqu'une mesure provisoire a une incidence notable et que le Membre qui a demandé des consultations estime que l'adoption de cette mesure est contraire aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 7, ce Membre pourra également porter la question devant l'ORD.

14. En tant que "règle et procédure spéciales ou additionnelles" (définies à l'article 1:2 du Mémorandum d'accord), cela prévaut sur la règle normale énoncée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Toutefois, les deux dispositions concernant ce point concordent. L'Organe d'appel a donc dit que[1]:

> le mot "question" a le même sens à l'article 17 de l'*Accord antidumping* et à l'article 7 du Mémorandum d'accord. La "question" consiste en deux éléments: la "mesure" spécifique et les "allégations" y relatives, qui doivent l'une comme les autres être dûment indiquées dans une demande d'établissement d'un groupe spécial ainsi que l'exige l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

15. Le Groupe spécial *Mexique – SHCF* a fait observer que[2]:

> En examinant les arguments relatifs à l'article 17.4 de l'Accord antidumping, nous notons tout d'abord que cet article n'énonce pas, selon nous, de prescriptions supplémentaires ou additionnelles concernant le degré de spécificité avec lequel les allégations doivent être exposées dans une demande d'établissement d'un groupe spécial contestant une mesure antidumping définitive.[3] Par conséquent, une demande d'établissement d'un groupe spécial qui satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord à cet égard satisfait aussi aux prescriptions de l'article 17.4 de l'Accord antidumping.

16. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose que:

> La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Dans les cas où la partie requérante

---

[1] Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, AB-1998-6, WT/DS60/AB/R, 2 novembre 1998, paragraphe 76 (note de bas de page omise).

[2] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHCF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, 28 janvier 2000, paragraphe 7.14.

[3] Nous notons qu'il n'est pas question d'"allégations" à l'article 17.4.

demande l'établissement d'un groupe spécial dont le mandat diffère du mandat type, sa demande écrite contiendra le texte du mandat spécial proposé.

17. Dans l'affaire *Communautés européennes – Bananes*, l'Organe d'appel a dit[4]:

> 142. Nous reconnaissons que la demande d'établissement d'un groupe spécial est généralement approuvée automatiquement à la réunion de l'ORD qui suit celle à laquelle la demande a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour de l'ORD.[1] Étant donné que la demande d'établissement d'un groupe spécial n'est normalement pas examinée en détail par l'ORD, il incombe au Groupe spécial de l'examiner très soigneusement pour s'assurer qu'elle est conforme aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Il est important que la demande d'établissement d'un groupe spécial soit suffisamment précise pour deux raisons: premièrement, elle constitue souvent la base du manda du Groupe spécial défini conformément à l'article 7 du Mémorandum d'accord; et, deuxièmement, elle informe la partie défenderesse et les tierces parties du fondement juridique de la plainte.
>
> [1] Mémorandum d'accord, article 6:1.

18. De même, dans Brésil – Noix de coco desséchée, il a dit[5]:

> Le mandat d'un groupe spécial est important pour deux raisons. Premièrement, il vise un objectif important qui est de garantir une procédure régulière: il donne aux parties et aux tierces parties des renseignements suffisants concernant les allégations en cause dans le différend pour leur permettre de répondre aux arguments du plaignant. Deuxièmement, il établit le domaine de compétence du Groupe spécial en définissant les allégations précises en cause dans le différend.

19. En ce qui concerne le degré de précision avec lequel le plaignant doit désigner les dispositions de l'OMC qu'il invoque, l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde* a expliqué l'interprétation qu'il avait donnée dans des affaires antérieures[6]:

> 123. Ainsi, dans l'affaire *Communautés européennes – Bananes*, nous n'avons pas prétendu faire de la simple énumération des articles de l'accord pour lesquels une violation était alléguée un critère de précision, dont l'observation équivaudrait *toujours* à un respect suffisant des prescriptions de l'article 6:2, *dans absolument tous les cas*, indépendamment des circonstances propres à chacun de ces cas. Si nous avions réellement tenté d'établir une telle règle dans cette affaire, il n'aurait pas servi à grand-chose de demander aux groupes spéciaux d'examiner une demande d'établissement d'un groupe spécial "*très soigneusement pour s'assurer qu'elle est conforme aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord*". Un examen attentif de ce que nous avons effectivement dit dans l'affaire *Communautés européennes – Bananes* montre que, premièrement, nous avons redonné les raisons pour lesquelles la précision est nécessaire dans une demande d'établissement d'un groupe spécial; deuxièmement, nous avons souligné que ce qu'il faut indiquer avec suffisamment de clarté, ce sont les allégations, et non des

[4] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, AB-1997-3, WT/DS27/AB/R, 9 septembre 1997.

[5] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, AB-1996-4, WT/DS22/AB/R, 21 février 1997, section VI.

[6] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, 14 décembre 1999, (note de bas de page omise).

> arguments détaillés; et troisièmement, nous avons souscrit à la conclusion du Groupe spécial selon laquelle, dans cette affaire, l'énumération des articles des accords pour lesquels une violation était alléguée satisfaisait aux prescriptions *minimales* de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Compte tenu de toutes les circonstances qui entouraient cette affaire, nous étions d'accord avec le Groupe spécial pour dire que les Communautés européennes n'avaient pas été induites en erreur quant aux allégations qui étaient en fait formulées à leur encontre en tant que défendeur.
>
> 124. L'identification des dispositions d'un traité dont il est allégué qu'elles ont été violées par le défendeur est toujours nécessaire aussi bien pour définir le mandat d'un groupe spécial que pour informer le défendeur et les tierces parties des allégations formulées par le plaignant; cette identification est une condition minimale pour que le fondement juridique de la plainte soit énoncé. Mais il est possible que cela ne suffise pas toujours. Il peut y avoir des situations dans lesquelles la simple énumération des articles et de l'accord ou des accords en cause suffit, compte tenu des circonstances entourant l'affaire, pour satisfaire au critère de *clarté* dans l'énoncé du fondement juridique de la plainte. Cependant, il peut aussi y avoir des situations dans lesquelles les circonstances sont telles que la simple énumération des articles du traité ne satisferait pas au critère énoncé à l'article 6:2. Ce peut être le cas, par exemple, lorsque les articles énumérés n'établissent pas une seule obligation distincte, mais des obligations multiples. Dans une telle situation, l'énumération des articles d'un accord peut, en soi, ne pas satisfaire au critère de l'article 6:2.

20. Le mandat[7] du Groupe spécial établi par l'ORD ne fait, expressément ou par renvoi[8], aucune mention des allégations énumérées plus haut au paragraphe 11. Dans la plupart des cas (concernant l'article premier, l'article 3.6 et l'article 6) aucune indication sur la disposition pertinente n'est donnée dans le mandat. Dans un cas (concernant l'article 3.4) la disposition est mentionnée à propos d'une allégation très différente. Le fait que l'Inde n'a pas précisé quelles sont, parmi les multiples obligations découlant de ces articles, celles qui font l'objet de ses allégations a empêché les CE de préparer comme il convient leur défense et a dénié aux tierces parties leur droit d'être prévenues des questions qui font l'objet de cet examen par un groupe spécial.

21. Conformément à la jurisprudence clairement établie sur ce point, les CE demandent par conséquent au Groupe spécial de refuser de connaître

- des allégations concernant l'article premier, l'article 3.6 et l'article 6 parce qu'il est incontestable qu'elles ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial; et

- de l'allégation concernant l'article 3.4 parce que l'Inde n'a pas clairement formulé ce point dans la demande d'établissement d'un Groupe spécial et a ainsi enfreint l'article 6:2 du Mémorandum d'accord en empêchant les CE de préparer comme il convient leur défense et en déniant aux tierces parties leur droit d'être prévenues des questions qui font l'objet de cet examen par un groupe spécial.

---

[7] Le mandat, tel qu'énoncé dans le document WT/DS141/4 (pièce n° 3 des CE), est le suivant: Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par l'Inde dans le document WT/DS141/3, la question portée devant l'ORD par l'Inde dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords.

[8] À la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le gouvernement de l'Inde (pièce n° 1 des CE), qui fait l'objet d'un renvoi dans la décision de l'ORD.

B. ALLÉGATIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT PROVISOIRE

22. Un grand nombre des allégations de l'Inde concernent de prétendus défauts du Règlement provisoire. Ces allégations ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial, pour deux raisons.

23. La première de ces raisons est la suivante: l'article 17.4 (cité plus haut au paragraphe 3) définit les circonstances dans lesquelles la question d'une mesure provisoire peut être portée devant l'ORD. Il faut que cette mesure ait "une incidence notable et que le membre qui a demandé des consultations estime que l'adoption de cette mesure est contraire aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 7".

24. L'Inde n'a pas soutenu en l'espèce que le Règlement provisoire avait une "incidence notable" et n'a présenté aucun élément de preuve à l'appui d'une telle thèse.

25. Par conséquent, aucune allégation relative au Règlement provisoire ne saurait être examinée par le Groupe spécial.

26. Les allégations de l'Inde concernant le Règlement provisoire ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial pour une deuxième raison: le fait qu'elles sont sans fondement.

27. Ce Règlement n'est plus en vigueur depuis novembre 1997.[9] Aucun droit antidumping n'a été perçu en vertu de ce Règlement parce que le Règlement définitif ne contient aucune disposition prévoyant la perception rétroactive de droits (ainsi que le permet l'article 10.2 de l'Accord antidumping) et autorise la libération de tous droits déposés au titre du droit antidumping provisoire institué par le Règlement provisoire.

28. En outre, d'éventuels défauts du Règlement provisoire n'influent aucunement sur le statut du Règlement définitif en vertu de l'Accord antidumping.

29. En conséquence, l'Inde ne peut obtenir aucune mesure corrective valable en ce qui concerne le Règlement provisoire.

30. L'article 19:1 du Mémorandum d'accord dispose que (notes de bas de page omises):

> Dans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord. ...

31. Comme l'Inde l'admet implicitement lorsqu'elle énumère les recommandations qu'elle demande au Groupe spécial de formuler (paragraphe 7.4), le Règlement provisoire, puisqu'il n'est plus en vigueur, ne constitue pas une mesure qui peut être rendue conforme à l'Accord antidumping.

32. De même, l'article 3:7 du Mémorandum d'accord dispose que:

> ... En l'absence d'une solution mutuellement convenue, le mécanisme de règlement des différends a habituellement pour objectif premier d'obtenir le retrait des mesures en cause, s'il est constaté qu'elles sont incompatibles avec les dispositions de l'un des accords visés. ...

33. Dans le cas du Règlement provisoire, il n'y a aucune mesure à retirer.

[9] Conformément au droit et à la pratique des CE, des éléments du texte du Règlement provisoire sont adoptés sous forme de renvois dans le Règlement définitif. Dans la mesure où il y a des différences entre les textes des deux Règlements, celui du Règlement définitif prévaut.

34. Le principe selon lequel les groupes spéciaux doivent refuser de se prononcer en pareil cas est confirmé par plusieurs de leurs décisions.

35. Le Groupe spécial *États-Unis – Essence* s'est trouvé confronté à une règle qui avait cessé de déployer ses effets avant que son mandat soit établi. Il a fait observer que[10]:

> Les groupes spéciaux établis au titre de l'Accord général n'avaient généralement pas eu pour pratique de se prononcer sur des mesures qui, au moment où leur mandat avait été défini, n'étaient pas effectives et n'allaient pas le devenir.

36. Le Groupe spécial a noté que la mesure en question n'avait pas été expressément mentionnée dans le mandat et qu'il était peu probable qu'elle soit réintroduite.[11] Par contre, dans l'affaire *Chili - Pommes* de 1980, une mesure a été prise en considération bien qu'elle ait pris fin avant que le mandat soit établi, mais ce mandat incluait expressément la mesure, qui était de caractère saisonnier.[12]

37. Dans le passage concernant l'affaire *Bananes*, qui est cité plus haut au paragraphe 17, l'Organe d'appel a noté que la demande d'établissement d'un groupe spécial était généralement approuvée automatiquement par l'ORD sans être soumise à un examen détaillé. Il a conclu qu'il incombait donc au Groupe spécial de l'examiner très soigneusement pour s'assurer qu'elle était conforme aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord (voir plus haut le paragraphe 16).

38. Ce passage a été cité par le Groupe spécial *Argentine - Textiles*[13], qui a adopté la même approche que le Groupe spécial *Essence* (voir plus haut le paragraphe 35). Le Groupe spécial a également noté que l'Organe d'appel avait appelé l'attention sur le fait que les organes qui ont à connaître des différends ne devaient pas légiférer hors du contexte du règlement d'un différend particulier et que les groupes spéciaux étaient tenus de ne traiter que les allégations qui doivent l'être pour résoudre la question en cause dans le différend.[14]

39. Dans *Guatemala – Ciment* l'Organe d'appel a interprété l'article 17.4 de l'Accord antidumping comme signifiant qu'un plaignant invoquant cet accord ne peut attaquer que trois types de "mesure": l'application finale de droits antidumping ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, et les mesures provisoires (dans certains cas).[15] Le Règlement provisoire ne relevant pas de la compétence du Groupe spécial et aucun engagement en matière de prix n'ayant été offert en l'espèce, la seule mesure qui puisse être contestée par l'Inde est le Règlement définitif.

40. Les CE ne répondent donc pas aux allégations formulées dans la communication de l'Inde qui concernent le Règlement provisoire et demandent au Groupe spécial de ne pas les examiner. Elles demandent une décision préliminaire excluant ces allégations de la présente procédure.

41. Ces allégations de l'Inde sont les suivantes: allégations 2, 5, 8 (en partie), 9, 11 (en partie), 12, 15 (en partie), 17, 19 (en partie), 21, 24, 27, 29 (en partie) et 30.

---

[10] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/R, 29 janvier 1996, paragraphe 6.19.

[11] *Ibid.*

[12] Rapport du Groupe spécial *Restrictions appliquées par la CEE à l'importation de pommes en provenance du Chili*, IBDD, S27/98, adopté le 10 novembre 1980. Le défendeur ne semble pas avoir contesté la compétence du Groupe spécial sur ce point.

[13] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles*, WT/DS56/R, 25 novembre 1997, paragraphes 6.6 et suivants.

[14] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, AB-1997-1, WT/DS33/AB/R, 25 avril 1997, section vi.

[15] Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, AB-1998-6, WT/DS60/AB/R, 2 novembre 1998, paragraphes 77 et suivants.

C. PRODUCTION DEVANT LE GROUPE SPÉCIAL DE PROCÈS-VERBAUX DE CONSULTATIONS COMME ÉLÉMENTS DE PREUVE

42. Les procès-verbaux des consultations de l'OMC, rédigés par une partie sans être approuvés par l'autre, sont intrinsèquement sujets à caution et ne constituent pas en tant que tels des éléments de preuve pouvant à bon droit être présentés à un groupe spécial. Les admettre risquerait de susciter des contestations portant sur les versions des mêmes consultations établies par chacune des deux parties, différend qu'il serait impossible de régler et qui n'aurait donc aucun sens.

43. Les CE tiennent toutefois à préciser qu'elles contestent effectivement l'exactitude d'éléments importants des procès-verbaux établis par l'Inde.

44. Les CE demandent donc au Groupe spécial de déclarer que ces procès-verbaux sont irrecevables.

D. AUTRES QUESTIONS

45. En ce qui concerne l'annexe 49 de la communication de l'Inde, les CE relèvent l'utilisation de ce qui semble être un calcul de dumping fait par les autorités communautaires dans le cadre d'une enquête distincte. S'il s'agit bien de cela, les CE condamnent la violation de la règle de confidentialité et ne sont pas disposées à faire des observations de fond sur ce document. Il est demandé au Groupe spécial de décider que ce document ne fait pas partie de la procédure.

E. DEMANDES DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES

46. Sur la base du paragraphe 13 des procédures de travail du Groupe spécial et eu égard aux arguments exposés plus haut, les CE demandent au Groupe spécial de rendre les décisions préliminaires suivantes:

- les allégations de l'Inde concernant l'article premier, l'article 3.6 et l'article 6 sont rejetées parce qu'elles ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial;

- l'allégation de l'Inde concernant l'article 3.4 est rejetée parce que l'Inde n'a pas clairement mentionné cette question dans sa demande d'établissement du Groupe spécial, enfreignant ainsi l'article 6:2 du Mémorandum d'accord;

- les allégations 2, 5, 8 (en partie), 9, 11 (en partie), 12, 15 (en partie), 17, 19 (en partie), 21, 24, 27, 29 (en partie) et 30 de l'Inde n'entrent pas dans le cadre de la procédure;

- les procès-verbaux des consultations produits comme éléments de preuve par l'Inde sont irrecevables et il n'en sera pas tenu compte;

- le document présenté par l'Inde en tant qu'annexe 49 ne fait pas partie de la présente procédure.

III. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE

A. ALLÉGATION 23: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 5.3

47. L'Inde allègue (aux paragraphes 5.17 à 5.31) que les CE ont enfreint l'article 5.3: "les autorités chargées de l'enquête, d'après leur propre déclaration publiée, n'ont pas "examiné" les

allégations figurant dans la plainte au sujet de la situation de la branche de production nationale avant d'ouvrir l'enquête antidumping."[16]

48. L'article 5.3 dispose que:

> Les autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête.

49. L'Inde soutient (paragraphe 5.20) que les éléments de preuve fournis dans une plainte ne peuvent jamais à eux seuls justifier l'ouverture d'une enquête. Elle exprime aussi l'opinion que le mot "examineront" employé à l'article 5.3 implique "une action de la part des autorités chargées de l'enquête", définition si vague qu'elle n'a aucune utilité. L'Inde veut évidemment faire valoir que les autorités chargées de l'enquête doivent recueillir certains éléments de preuve s'ajoutant à celui constitué par la plainte.

50. Aucune des interprétations proposées par l'Inde n'est justifiée par le texte de l'article 5.

51. Pour arriver à l'interprétation correcte de l'article 5.3 il faut examiner le sens ordinaire de ses termes dans leur contexte. L'article 5.2 est un élément important de ce contexte parce qu'il semble indiquer que les éléments de preuve seront adéquats s'ils couvrent les points qui y sont énumérés et exacts s'ils sont suffisamment crédibles. En ce qui concerne le niveau de preuve requis pour prendre cette décision, on a fait observer qu'il est moindre que celui applicable à une détermination préliminaire ou finale de l'existence d'un dumping, mais représente davantage que de simples allégations ou conjectures.[17] De plus, pour ce qui est de l'existence du dommage, point n'est besoin pour l'autorité chargée de l'enquête de "détenir ou examiner des renseignements sur tous les facteurs visés à l'article 3.4".[18]

52. L'affirmation de l'Inde selon laquelle des éléments de preuve s'ajoutant à la plainte sont toujours nécessaires n'est étayée ni par le texte, ni par l'extrait du rapport du groupe spécial *Guatemala - Ciment* cité à l'appui de cette thèse. Ce groupe spécial s'inscrivait en faux contre l'idée que les éléments de preuve qui satisfaisaient au critère des "renseignements qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant" énoncé à l'article 5.2 satisferaient nécessairement à celui des "éléments de preuve suffisants" énoncé à l'article 5.3. Il ne niait pas que, dans une affaire donnée, ils puissent satisfaire à ce critère.

53. Le point de vue l'Inde est fondé sur l'hypothèse que les éléments de preuve présentés dans la plainte sont intrinsèquement sujets à caution mais il n'est nullement étayé par le texte. En outre, il porte implicitement atteinte au rôle crucial de la plainte, qui est attesté aussi bien par la pratique que par le texte de l'article 5. En tout état de cause, ce que dit l'Inde est inapplicable parce qu'aucune indication n'est donnée sur la quantité d'éléments de preuve supplémentaires qu'il faudrait recueillir et qu'il n'est pas précisé non plus d'où ils devraient provenir. C'est une doctrine artificielle, qui n'aurait aucun sens en pratique.

54. Dès lors qu'il est admis que les autorités chargées de l'enquête ne sont pas expressément tenues de recueillir des éléments de preuve s'ajoutant à ceux de la plainte, les allégations précises formulées par l'Inde aux paragraphes 5.23 et 5.24 s'effondrent puisqu'elles sont toutes tributaires de son interprétation fantaisiste du terme "examineront" à l'article 5.3.

---

[16] Bien que cela soit décrit comme le "premier" argument étayant l'allégation, il semble que ce soit là qu'elle est formulée le plus clairement.

[17] Rapport du Groupe spécial *Mexique- Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, 28 janvier 2000, paragraphe7.94.

[18] *Ibid*, paragraphe 7.97.

55. Conformément à leur pratique habituelle, les autorités communautaires ont examiné la plainte à la lumière des prescriptions des paragraphes 2 et 3 de l'article 5 et en mettant à profit la grande expérience du traitement de ce genre de documents qu'elles ont acquise. Comme c'est généralement le cas, certains des renseignements donnés dans la plainte provenaient de sources accessibles au public et pouvaient donc être vérifiés alors que d'autres n'étaient connus que des plaignants. Les autorités communautaires, qui n'ont aucun intérêt à ouvrir des enquêtes risquant ultérieurement de ne pas aboutir faute de preuves, sont parvenues à la conclusion qu'une enquête était justifiée. Cette conclusion a été indiquée dans l'avis d'ouverture (pièce n° 7 de l'Inde): "ayant déterminé que ... les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'engagement d'une procédure ...". Cela démontre que les autorités ont examiné les renseignements figurant dans la plainte et les ont jugés suffisants.

56. Au paragraphe 5.26 l'Inde allègue que les autorités communautaires chargées de l'enquête n'ont pas publié ou classé dans un dossier un document indiquant qu'elles ont examiné les éléments de preuve contenus dans la plainte. Cela semble impliquer qu'en vertu de l'Accord antidumping les CE étaient tenues de prendre une de ces mesures ou les deux.

57. Au paragraphe 5.27, l'Inde affirme que les CE étaient tenues de rendre publics les résultats de leur examen ou de mettre un rapport distinct à la disposition des exportateurs indiens.

58. Aucun de ces deux paragraphes ne dit clairement si l'Inde se fonde sur l'interprétation singulière qu'elle a donnée du mot "examineront" (voir plus haut le paragraphe 49), ou si elle emploie ce mot dans son sens normal. Dans le premier cas, les CE rejettent toute suggestion d'incompatibilité de ses actes avec les règles de l'OMC puisqu'il ne peut y avoir d'obligation de rendre publique, etc., une détermination fondée sur une notion fallacieuse.

59. Dans l'hypothèse où l'Inde donnerait au mot "examineront" son véritable sens, il faut regarder de plus près les allégations figurant dans les deux paragraphes.

60. L'Inde sous-entend que le fondement juridique des obligations présumées est l'article 5.3 et cite un extrait du rapport du Groupe spécial *Corée – Polyacétals*. Cette affaire se fondait sur le Code antidumping de 1979 et le Groupe spécial se penchait sur un aspect de la détermination de l'existence d'un dommage pour les mesures définitives. Les règles relatives à l'avis au public énoncées dans l'Accord antidumping sont beaucoup plus détaillées que celles du Code, et la décision d'ouvrir une enquête est très loin de pouvoir se comparer à la mesure imposant des droits.

61. La décision rendue récemment en l'affaire *Mexique – SHTF*, où la question était identique à celle qui se pose en l'espèce - le degré d'explication à fournir au sujet d'une décision d'ouverture d'enquête - , fournit un précédent plus valable. Le Groupe spécial a conclu son analyse en disant[19]:

> À notre avis, l'article 5.3 ne peut pas être interprété comme obligeant l'autorité chargée de l'enquête à publier une explication de la façon dont elle a résolu **toutes** les questions de fait sous-jacentes au moment de l'ouverture de l'enquête. C'est une obligation qui intervient aux stades ultérieurs de la procédure, et est expressément énoncée à l'article 12.2.

62. En tout état de cause, le plaignant a allégué dans cette affaire que les autorités mexicaines n'avaient pas respecté l'article 12.1 de l'Accord antidumping qui traite expressément de la question de l'avis au public concernant la décision d'ouvrir une enquête. Cet article dispose que (note de bas de page omise):

---

[19] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, 28 janvier 2000, paragraphe 7.110.

> 12.1 Lorsque les autorités seront convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping en conformité avec l'article 5, le ou les Membres dont les produits feront l'objet de l'enquête et les autres parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, ont un intérêt en la matière, recevront une notification et un avis sera rendu public.
>
> 12.1.1 Tout avis au public concernant l'ouverture d'une enquête contiendra les renseignements adéquats ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant des renseignements adéquats sur les points suivants:
>
> i) nom du ou des pays exportateurs et produit en cause;
>
> ii) date d'ouverture de l'enquête;
>
> iii) bases sur lesquelles est fondée l'allégation de l'existence d'un dumping dans la demande;
>
> iv) résumé des facteurs sur lesquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dommage;
>
> v) adresse à laquelle les parties intéressées devraient faire parvenir leurs représentations;
>
> vi) délais ménagés aux parties intéressées pour faire connaître leur point de vue.

63. Dans le présent différend, l'Inde a jugé bon de ne pas invoquer cette disposition. Elle ne peut pas maintenant éluder cette décision en essayant de trouver une obligation parallèle de rendre public à l'article 5.3.

64. Dans la mesure où l'Inde donne à entendre que, indépendamment de l'avis au public, les autorités communautaires auraient dû fournir directement aux exportateurs indiens un rapport sur la décision d'ouvrir l'enquête, les CE ne voient à l'article 5.3 aucune obligation de ce type. En tout état de cause, c'est seulement un certain temps après la décision d'ouvrir l'enquête que ces autorités sont en mesure d'identifier ces exportateurs avec certitude.

65. Enfin, en ce qui concerne la tenue d'un dossier, c'est bien évidemment une chose que les CE font mais elles ne voient pas quel rapport cela a avec les obligations énoncées à l'article 5.3. Or, l'Inde ne fournit aucune explication à ce sujet.

66. Aux paragraphes 5.28 à 5.31 l'Inde allègue que lorsque les autorités communautaires ont ouvert l'enquête, elles étaient en possession de renseignements concernant l'enquête précédente sur le linge de lit qui indiquaient nettement que la branche de production ne subirait peut-être pas de dommage, ce qui exigeait un complément d'enquête dont les autorités se sont dispensées.

67. Plusieurs remarques peuvent être faites pour répondre à cette allégation.

68. Premièrement, les renseignements qui ont été obtenus par les autorités communautaires lors de la première enquête sur le linge de lit avaient trait à la période visée par l'enquête en question, à savoir l'année 1993, alors qu'il s'agissait des années 1995 et 1996 pour la présente enquête. Donc, même si l'enquête précédente avait indiqué qu'il n'y avait pas eu de dommage, cela ne serait pas pertinent.

69. Deuxièmement, l'enquête antérieure n'a pas amené les autorités à conclure que la branche de production nationale ne subissait pas de dommage. Si tel avait été le cas, l'enquête aurait été close conformément à l'article 5.8. En outre, il n'est guère possible de dire que le retrait de la plainte précédente indique que les exportateurs étaient convaincus qu'ils n'étaient pas lésés alors que juste au

même moment, ils accordaient leur soutien à une nouvelle plainte comportant exactement la même allégation.

70. Néanmoins, les renseignements recueillis au cours de l'enquête précédente étaient à la disposition des autorités chargées de la nouvelle enquête lorsqu'elles ont examiné la question de savoir si la seconde plainte contenait des "éléments de preuve suffisants" et ces renseignements ont ainsi permis de prendre plus facilement une décision d'ouverture d'enquête en meilleure connaissance de cause.

71. En conclusion, les CE font observer que le critère d'examen que le Groupe spécial doit appliquer aux mesures prises par les autorités communautaires est défini à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping:

> dans son évaluation des faits de la cause, le Groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le Groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée;

72. Le Groupe spécial *Mexique – SHTF* a souscrit à l'observation du Groupe spécial *Guatemala - Ciment* selon laquelle "l'approche adoptée par le Groupe spécial dans le différend concernant le bois de construction résineux est raisonnable et compatible avec le critère d'examen prévu à l'article 17.6".[20] Cette approche consistait à ne pas procéder à un examen *de novo* en évaluant à nouveau les éléments de preuve et les renseignements dont disposaient les autorités nationales et à examiner en revanche "si une autorité impartiale et objective évaluant les éléments de preuve aurait à bon droit pu" faire la détermination dont il s'agit.[21]

73. Même la version non confidentielle de la plainte (pièce n° 6 de l'Inde) est un document substantiel contenant des renseignements très divers. Les CE estiment que l'ouverture d'une enquête sur la base des éléments de preuve contenus dans cette version de la plainte satisferait au critère de l'article 17.6 i) en ce sens que "l'établissement des faits par les autorités était correct" et "l'évaluation de ces faits était impartiale et objective".

74. Les remarques faites par les CE (voir plus loin le paragraphe 86) au sujet du niveau de preuve qu'il y a lieu pour les autorités de retenir sont également à prendre en considération dans ce contexte.

B. ALLÉGATION 24: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1

75. L'Inde allègue (paragraphes 5.32 à 5.44) que le Règlement provisoire est incompatible avec l'article 12.2.1.

76. Comme les CE l'ont expliqué plus haut au paragraphe 22, les allégations concernant le Règlement provisoire ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial.

---

[20] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, adopté le 24 février 2000, paragraphe 7.94, citant le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/R, adopté le 25 novembre 1998, paragraphe 7.57, qui renvoyait à son tour au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures affectant les importations de bois de construction résineux en provenance du Canada*, SCM/162, adopté le 27 octobre 1993, IBDD, S40/107, paragraphe 332.

[21] Cette citation est tirée de *Guatemala – Ciment*, paragraphe 7.57. Dans cette affaire et dans *Mexique – SHTF*, il s'agissait de savoir si les éléments de preuve étaient suffisants pour ouvrir une enquête, question qui est spécifiquement examinée au paragraphe 82 de la présente communication.

C. ALLÉGATION 25: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2

77. L'Inde déclare (paragraphes 5.46 et 5.47) que les CE étaient "tenues de donner dans le Règlement définitif les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs".

78. Avant de répondre spécifiquement à cette allégation, les CE font observer que la conception qu'a l'Inde de l'article 12, telle qu'elle se manifeste dans cette allégation et, par exemple, dans l'allégation 28 (voir plus loin le paragraphe 103) ne tient pas dûment compte de sa structure. Celle-ci est très simple. Les questions relatives à l'ouverture de l'enquête sont traitées au paragraphe 1, et le paragraphe 2 porte sur les mesures adoptées pendant l'enquête et par la suite (c'est-à-dire les mesures provisoires, les mesures définitives et les engagements).

79. En ce qui concerne l'allégation 25, les "arguments ou allégations" visés par l'Inde sont apparemment ceux formulés dans le contexte de l'article 5.3. La communication est loin d'indiquer clairement en quoi ils consistent, mais les CE ont supposé qu'ils portaient sur le fait que les éléments de preuve n'auraient pas été de nature à justifier l'engagement de la procédure.

80. Le Règlement définitif a été publié conformément à l'article 9 de l'Accord antidumping. En conséquence, les questions sur lesquelles il porte sont les questions de fond du dumping et du lien de causalité avec le dommage. Cela est pris en compte dans les prescriptions de l'article 12.2.2. Comme l'extrait cité le dit clairement, le Membre concerné est tenu de traiter les "arguments ou allégations *pertinents*". Les allégations de l'Inde relatives à l'ouverture de l'enquête ne sont pas pertinentes pour la mesure définitive.

81. En tout état de cause, l'Inde semble se méprendre sur la nature des responsabilités des autorités chargées de l'enquête au cours de celle-ci. Ces autorités n'avaient pas pour tâche (et ce n'est pas davantage la tâche du Groupe spécial maintenant) de réexaminer la décision d'ouvrir l'enquête *avec le bénéfice du recul*. Si, par exemple, des renseignements devenus disponibles au cours de l'enquête amenaient les autorités à conclure qu'elles s'étaient trompées en estimant que les éléments de preuve étaient suffisants aux fins de la décision d'ouvrir l'enquête, cela ne constituerait pas en soi une raison de clore celle-ci. Y mettre fin ne serait indiqué que si elles concluaient que, sur la base des renseignements disponibles *à la date où l'enquête avait été ouverte*, l'ouverture ne se justifiait pas. En conséquence, les arguments portant sur le premier type de questions ne pouvaient jamais être pertinents.

D. ALLÉGATION 26: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 5.4

82. L'Inde allègue (paragraphes 5.48 à 5.108) que les autorités communautaires chargées de l'enquête n'ont pas établi la représentativité comme le prescrit l'article 5.4 de l'Accord antidumping.

83. L'allégation vient à la suite d'une section intitulée "Les faits" qui se distingue par des accusations à peine voilées selon lesquelles les fonctionnaires des CE auraient falsifié des documents et trompé les exportateurs en essayant frauduleusement de démontrer qu'ils s'étaient conformés aux règles de l'OMC.

84. L'article 5.4 dispose ce qui suit:

> "Une enquête ne sera ouverte conformément au paragraphe 1 que si les autorités ont déterminé, en se fondant sur l'examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé[13] par les producteurs nationaux du produit similaire, que la demande a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom.[14] Il sera considéré que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" si elle est soutenue par les producteurs nationaux dont les productions

> additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande. Toutefois, il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représenteront moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale.
>
> [13] Dans le cas de branches de production fragmentées comptant un nombre exceptionnellement élevé de producteurs, les autorités pourront déterminer dans quelle mesure il y a soutien ou opposition en utilisant des techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique.
>
> [14] Les Membres ont conscience du fait que sur le territoire de certains Membres, les employés des producteurs nationaux du produit similaire ou les représentants de ces employés peuvent présenter ou soutenir une demande d'ouverture d'enquête au titre du paragraphe 1."

85. Diverses questions peuvent être soulevées au sujet de l'interprétation de cette disposition, mais les points controversés en l'espèce sont relativement peu nombreux. Avant de les examiner, il convient de faire une observation générale sur le niveau de preuve.

86. Le ton adopté dans la communication de l'Inde donne l'impression que, lorsqu'elles appliquent l'article 5.4, les autorités chargées de l'enquête devraient adopter, pour la détermination des faits, une démarche équivalente à celle d'un tribunal jugeant un accusé. Certaines juridictions parlent alors de "preuve de l'intime conviction". En tout état de cause, cela implique un degré particulièrement élevé de certitude.

87. Rien dans l'Accord ne permet d'exiger un niveau de preuve aussi élevé pour les points que les autorités chargées de l'enquête doivent établir en vertu de l'article 5.4. Les termes pertinents de cet article sont "les autorités ont déterminé". Le sens ordinaire de ces mots n'indique pas le niveau de preuve à retenir et il faut donc tenir compte de leur contexte ainsi que de l'objet et du but de l'Accord antidumping.

88. Un groupe spécial de l'OMC a formulé les observations suivantes:

> L'objet et le but des prescriptions en matière d'ouverture de l'article 5 dans son ensemble, et de l'article 5.3 en particulier, consistent selon nous à établir un équilibre entre des intérêts opposés, à savoir "l'intérêt qu'a la branche de production nationale du pays importateur en concurrence avec les importations à obtenir l'ouverture d'une enquête [ ] et l'intérêt qu'a le pays exportateur à éviter les conséquences, qui risquent d'être lourdes, d'une enquête [ ] ouverte sans fondement".[22]

89. La notion d'équilibre établi entre des intérêts opposés se retrouve dans de nombreux articles de l'Accord antidumping. Dans le présent contexte, elle semble indiquer que les procédures antidumping sont au plan national plus analogues à des procédures civiles qu'à des procédures pénales puisque les intérêts des exportateurs comme des producteurs nationaux seront affectés par le résultat. De ce fait, le niveau de preuve voulu n'est pas le niveau élevé habituellement nécessaire quand des poursuites peuvent aboutir à la condamnation de l'accusé en tant que malfaiteur. En outre, l'article 5.4

---

[22] Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Enquête concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/R, adopté le 25 novembre 1998, paragraphe 7.52, citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures affectant les importations aux États-Unis de bois de construction résineux en provenance du Canada*, SCM/162, adopté le 27 octobre 1993, IBDD, S40/107, paragraphe 331.

se rapporte uniquement à l'ouverture d'une enquête et non à l'imposition de mesures. Une appréciation erronée du degré de soutien par les autorités chargées de l'enquête serait en général automatiquement corrigée parce qu'un soutien insuffisant se traduirait généralement par la constatation d'une absence de dommage. Il ne s'agit pas de nier que, dans le cadre de la décision d'ouvrir une enquête, la détermination du degré de soutien a une importance cruciale pour le statut de cette enquête et des mesures antidumping qui seraient éventuellement imposées.[23] La remarque faite ici concerne uniquement le niveau de preuve retenu pour déterminer ce degré de soutien.

90. L'Inde exprime l'opinion (paragraphe 5.89) que le soutien visé à l'article 5.4 est *exprimé* "par un acte délibéré de l'entité dont on examine le soutien", ce qui ne fait que soulever la question de ce qu'elle entend par "un acte délibéré". Elle fait valoir (paragraphe 5.90), ce qui a plus de sens, que le soutien doit être "exprimé *par* les producteurs nationaux" et non en leur "nom" (comme cela est autorisé pour la présentation de la demande). Elle interprète cela comme signifiant que le soutien doit être exprimé par le producteur lui-même et non, en particulier, par une association de producteurs.

91. L'article 5.2 de l'Accord antidumping fournit une partie du contexte nécessaire pour interpréter l'article 5.4 conformément aux règles du droit international. Il énumère les points qui doivent figurer dans une demande d'enquête. Le passage suivant est particulièrement pertinent puisqu'il porte sur l'identification du requérant et de la branche de production nationale:

> ... La demande contiendra les renseignements qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant, sur les points suivants:
>
> i) l'identité du requérant est une description du volume et de la valeur de la production nationale du produit similaire par le requérant. Lorsqu'une demande sera présentée par écrit au nom de la branche de production nationale, ladite demande précisera la branche de production au nom de laquelle elle est présentée en donnant une liste de tous les producteurs nationaux connus du produit similaire (ou des associations de producteurs nationaux du produit similaire) et, dans la mesure du possible, une description du volume et de la valeur de la production nationale du produit similaire que représentent ces producteurs.

92. Lorsqu'une demande est présentée "au nom de" la branche de production nationale, elle peut se borner à énumérer les associations de producteurs nationaux plutôt que les producteurs eux-mêmes. Cela vient étayer le point de vue selon lequel les expressions de soutien peuvent venir des associations de producteurs, et non des producteurs qui en sont membres.

93. En outre, l'Accord antidumping n'a certes pas pour objet et pour but de susciter inutilement des doutes dans les entreprises qui souhaitent déposer une plainte. En présentant négativement son argument, l'Inde évite certaines questions gênantes à cet égard. Les entreprises commerciales peuvent revêtir bien des formes différentes du point de vue tant juridique que pratique. Une société n'exprime-t-elle son point de vue que par l'intermédiaire de son conseil d'administration ou de ses principaux responsables? Supposons qu'il s'agisse d'une filiale d'une autre société. Ne peut-elle pas s'exprimer par l'intermédiaire de la société mère? Deux sociétés ne peuvent-elles pas créer un organe spécial pour traiter diverses questions d'intérêt commun? De plus, la notion d'agent est inextricablement ancrée dans la pratique commerciale. Faut-il considérer que la portée de l'Accord antidumping s'étend à tous les arrangements volontaires des entreprises et préconise tel ou tel mode

[23] Voir par exemple le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/R, 2 novembre 1998, paragraphe 8.5 (ce rapport a été jugé peu pertinent par l'Organe d'appel); rapport du Groupe spécial *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur les importations de saumons, frais et réfrigérés, en provenance de Norvège*, SCM/153, adopté le 28 avril 1994, paragraphe 225.

d'expression? Lorsque ces considérations sont prises en compte, on voit que la distinction suggérée par l'Inde est inapplicable.

94. En outre, l'interprétation proposée par l'Inde pénalise les petites entreprises pour lesquelles aborder des questions de ce type est particulièrement difficile et qui, pour cette raison même, adhèrent à des groupements professionnels. Les valeurs qui ont inspiré l'article 6.13 de l'Accord antidumping montrent que les préoccupations propres à ces entreprises sont respectées par cet Accord.

95. Par conséquent, lorsque le membre de phrase "exprimé *par* les producteurs nationaux" est examiné dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping, il ne fait aucun doute qu'il est susceptible de s'appliquer à un soutien exprimé par un groupement professionnel.[24] La question de savoir si cela est vrai dans une affaire donnée dépendra des circonstances. Mais en examinant l'appréciation des circonstances par un Membre, le Groupe spécial devrait garder à l'esprit le critère énoncé à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping (voir les explications données plus haut au paragraphe 71).

96. Il convient de relever que dans plusieurs procédures de règlement des différends du GATT et de l'OMC, les mesures antidumping en cause ont été prises à la demande de groupements professionnels. Cela n'a jamais été contesté.[25]

97. L'article 5.4 mentionne en divers endroits le soutien (ou l'opposition) à une demande exprimé par les producteurs nationaux (ou par une partie de la branche de production nationale). Il n'indique pas à qui ce soutien devrait avoir été directement exprimé et, en particulier, il ne dit pas que le soutien doit être exprimé directement aux autorités chargées de l'enquête (bien qu'il doive évidemment être porté à leur connaissance). En outre, la disposition envisage expressément que la *demande* peut être présentée *au nom de* la branche de production nationale. Le sens ordinaire de ce paragraphe 4 n'exclut donc pas la possibilité que le soutien ait, par exemple, été exprimé à un groupement professionnel, qui présente ensuite aux autorités une plainte assortie des expressions de soutien.

98. Les éléments de preuve sur lesquels les autorités communautaires se sont fondées au moment où la décision d'ouvrir l'enquête a été prise sont exposés en détail dans la pièce n° 4 des CE.[26] Il s'agit des documents suivants:

- Formulaires émis par Eurocoton (l'association de producteurs européens) et remplis à titre individuel par des producteurs exprimant leur soutien à la plainte et indiquant la production en 1995.

- Télécopies adressées à une association nationale par des producteurs nationaux fournissant des données sur la production en 1995 en réponse à une demande de l'association visant à obtenir des renseignements susceptibles de soutenir la plainte.

- Diverses autres communications d'associations de producteurs indiquant la nature du soutien à la plainte et le degré de ce soutien.

---

[24] La note de bas de page 14 se rapportant à l'article 5.4, qui permet aux syndicats d'exprimer un soutien au nom de leurs adhérents, va aussi à l'encontre des arguments de l'Inde.

[25] Par exemple, rapport du Groupe spécial *États-Unis – Imposition de droits antidumping sur les importations de saumons, frais et réfrigérés, en provenance de Norvège*, ADP/87, 27 avril 1994; rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, 28 janvier 2000.

[26] Les autorités communautaires avaient à leur disposition d'autres expressions de soutien qu'elles ont décidé de ne pas utiliser parce qu'elles ont été reçues trop tard ou qu'elles exprimaient seulement un soutien passif ou provenant de sociétés qui avaient entre-temps cessé d'exister.

99. Les producteurs des deux premières catégories représentaient à eux seuls la production de plus de 44 000 tonnes en 1995. Sur la base des renseignements qu'elles avaient reçus de diverses sources, les autorités ont estimé que la production totale des CE en 1995 se situait entre 123 917 et 130 128 tonnes. Le soutien apporté par ces deux catégories de producteurs représentait donc à lui seul au moins 34 pour cent de l'estimation la plus élevée de la production totale des CE.

100. En conséquence, même en laissant de côté la question contestée de la validité du soutien exprimé par un groupement professionnel, il est clair que les autorités communautaires ont atteint le seuil de 25 pour cent fixé à l'article 5.4.

E. ALLÉGATION 27: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1

101. Cette allégation est formulée aux paragraphes 5.109 à 5.116 de la communication de l'Inde.

102. Comme les CE l'ont expliqué plus haut au paragraphe 22, les allégations concernant le Règlement provisoire ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial.

F. ALLÉGATION 28: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2

103. Dans cette allégation (paragraphes 5.118 à 5.120) l'Inde soutient que les CE ont enfreint l'article 12.2.2 en ne donnant pas les "raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments … pertinents" des exportateurs concernant le degré de soutien à la plainte initiale dans l'enquête sur le linge de lit.

104. L'obligation énoncée à l'article 12.2.2 consiste à répondre aux arguments *pertinents*. Les arguments présentés par les exportateurs n'étaient pas pertinents en l'espèce au moment où ils ont été formulés parce que les déterminations imposant des mesures provisoires et définitives ne constituent pas des appels d'une décision d'ouverture d'enquête. Ces déterminations visent les questions de dumping et de lien de causalité avec le dommage. Les motifs de clôture d'une l'enquête sont énoncés à l'article 5.8:

> Une demande présentée au titre du paragraphe 1 sera rejetée et une enquête sera close dans les moindres délais dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure.
>
> …

105. L'Inde aurait donc pu aborder la question, qui est tout à fait du même ordre, de savoir si les producteurs nationaux examinés par les CE entraient ou non dans le cadre de la définition de "branche de production nationale" donnée à l'article 4 de l'Accord antidumping.

106. C'est à l'article 12.1 que l'Accord antidumping traite de l'obligation de rendre publiques des indications détaillées sur la décision d'ouvrir une enquête et sur sa justification. Si cette disposition n'exige pas que des indications détaillées soient données sur le niveau de soutien, les rédacteurs de l'Accord ne peuvent certes pas avoir voulu qu'elles soient fournies au titre de l'article 12.2.2.

107. Les remarques faites par les CE en réponse à l'allégation 25 sont également pertinentes pour cette allégation.

IV. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'EXISTENCE D'UN DUMPING

A. ALLÉGATION 1: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.2.2

1. Argument selon lequel les conditions à satisfaire pour appliquer l'option de l'article 2.2.2 ii) n'étaient pas réunies

108. Cet argument est exposé aux paragraphes 3.54 à 3.77 de la communication de l'Inde.

109. Indépendamment de ses résultats, les CE contestent la méthode d'interprétation des traités appliquée aux paragraphes 3.56 et 3.57 de la communication de l'Inde.

110. L'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping prescrit expressément que le Groupe spécial "interprétera les dispositions pertinentes de l'accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". Il est aujourd'hui invariablement admis que les articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités énonce les règles du droit international coutumier en matière d'interprétation des traités.

111. L'approche retenue par l'Inde présente la méthode d'interprétation énoncée à l'article 31 de la Convention comme un processus de compilation d'éléments choisis. Cette démarche découle logiquement de l'idée que toute interprétation compatible avec une ou plusieurs définitions données dans un dictionnaire serait acceptable.

112. Comme en témoignent les rapports de l'Organe d'appel, l'approche prescrite par l'article 31 est beaucoup plus rigoureuse. Elle se fonde notamment sur le sens ordinaire des termes du traité *dans leur contexte* et à la lumière *de l'objet et du but* du traité. La communication de l'Inde ne prend en compte ni le contexte dans lequel figurent les termes qu'elle prétend interpréter, ni l'objet et le but de l'Accord antidumping.

113. L'Inde allègue (paragraphe 3.59) que "le mot "moyenne" signifie qu'il faut calculer un résultat à partir de plusieurs éléments". À cet égard, il semble que l'Inde fasse valoir que les dispositions où figure ce mot (ou les mots "moyenne pondérée") deviennent d'une manière ou d'une autre inapplicables lorsque les circonstances sont telles que la catégorie de données dont il faut calculer la moyenne ne contient qu'un seul élément. (Aux fins de la remarque de l'Inde, le fait que la moyenne soit pondérée ou simple ne change rien.)

114. Bien évidemment, l'utilisation de ce concept (qu'il s'agisse d'une moyenne simple ou pondérée) laisse supposer que la catégorie d'éléments considérée en comporte généralement plus d'un. Mais si ce n'est pas le cas, l'Inde semble faire valoir que, le texte devient inapplicable sauf s'il contient une clause telle que "ou le montant se rapportant à un seul élément, s'il n'y en a qu'un". Point n'est besoin d'examiner longtemps l'Accord antidumping pour voir qu'une telle interprétation n'est ni vraisemblable ni même possible. L'article 2.4.2 de cet accord fait appel à la notion de "comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables". Il n'y a aucune raison de penser que cette méthode ne pourrait pas s'appliquer si l'un ou l'autre des termes de la comparaison ne comportait qu'une vente.

115. L'Inde cherche (paragraphe 3.61) à appliquer son interprétation irréaliste à l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping en mettant l'accent sur le fait que le terme "montants" y figure au pluriel et non au singulier. En réalité, ce mot est employé de façon plus complexe que ne le concède l'Inde. La première phrase du texte introductif de l'article 2.2.2 dispose que:

> Aux fins du paragraphe 2, les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête.

116. Dès lors que cette phrase vise "l'exportateur ou le producteur" pris individuellement (ces mots étant au singulier), il serait surprenant qu'il y ait plus d'un montant correspondant "aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général" et d'un montant correspondant aux "bénéfices". Donc, l'interprétation la plus plausible est que le terme "montants" en désigne deux (un de chaque type) pour chaque exportateur ou producteur.

117. Dans le reste du texte introductif ("Lorsque ces montants ne pourront pas être ainsi déterminés, ils pourront l'être sur la base:") c'est évidemment de ces deux montants qu'il s'agit.

118. Passons à l'article 2.2.2 ii), qui est libellé comme suit:

> de la moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine;

119. Dans cette disposition, le terme "montants" est en quelque sorte doublement pluriel. Premièrement, en désignant les deux montants relatifs à chaque exportateur ou producteur. Deuxièmement, parce qu'il y aura fréquemment plus d'un autre exportateur ou producteur, comme l'envisagent aussi les mots "les autres exportateurs ou producteurs".

120. Il est clair que dans le langage ordinaire, comme dans les textes de caractère juridique rédigés avec rigueur, l'expression "les autres ____s" (c'est-à-dire le mot "autres" qualifiant un nom pluriel) est souvent employée avec l'intention de couvrir aussi le cas où il ne s'agit que d'une seule personne ou d'une seule chose.

121. Ainsi, à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, c'est-à-dire la disposition qui précède l'article 2.2.2, on trouve le membre de phrase suivant: "pour établir les périodes appropriées d'amortissement et de dépréciation et procéder à des ajustements concernant les dépenses en capital et *autres frais de développement*". Une interprétation selon laquelle ce membre de phrase ne s'appliquerait pas s'il n'y avait qu'un autre type de frais de développement n'est pas plausible.

122. De plus, l'article 4.1 de l'Accord antidumping dispose que:

> "Aux fins du présent accord, l'expression "branche de production nationale" s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits; toutefois:
>
> i) lorsque les producteurs sont liés aux exportateurs ou aux importateurs, ou sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping, l'expression "branche de production nationale" pourra être interprétée comme désignant le *reste des producteurs*;"

123. Il serait absurde de s'opposer à l'application de cette disposition uniquement parce qu'il n'y avait qu'un seul autre producteur.

124. Il en va de même à l'article 7.4 de l'Accord antidumping:

> "L'application des mesures provisoires sera limitée à une période aussi courte que possible, qui n'excédera pas quatre mois ou, sur décision des autorités concernées, prise à la demande *d'exportateurs* contribuant pour un pourcentage notable aux échanges en cause, à une période qui n'excédera pas six mois. ..."

125. Il serait également absurde d'empêcher un unique exportateur de faire une telle demande s'il contribue pour un pourcentage notable aux échanges.

126. Par conséquent, le sens ordinaire des mots "les autres exportateurs ou producteurs" est susceptible de s'étendre au cas où il n'y a qu'un autre exportateur ou producteur.

127. On peut aller plus loin et dire que, sauf élément spécial, ce serait le sens généralement attribué à un tel membre de phrase. S'il n'en était pas ainsi, les instruments juridiques seraient considérablement alourdis par des formulations telles que "par l'autre (les autres) exportateur(s) ou producteur(s)", ou "par les autres exportateurs ou producteurs ou par un autre exportateur ou producteur au cas où il n'y en aurait qu'un" ou "par l'autre ou les autres exportateur(s) ou producteur(s)", ou "par un ou plusieurs autres exportateurs ou producteurs", afin d'éviter qu'ils risquent d'être interprétés comme ne couvrant que des mots au pluriel.

128. C'est le membre de phrase "les autres exportateurs ou producteurs" figurant à l'article 2.2.2 ii) qui est l'élément central de toute cette analyse. Bien évidemment, il y aura, dans de nombreuses affaires où cette disposition est appliquée, plus d'un exportateur ou producteur. Toutefois, même si la probabilité qu'il y ait plus d'une de ces entités était faible, il n'en serait pas moins nécessaire d'établir une moyenne (d'une sorte ou d'une autre) des données. En commençant cette analyse par la question des moyennes, l'Inde a mis la charrue avant les bœufs et, comme on pouvait s'y attendre, semé le trouble. Le paragraphe 3.66 de sa communication a le même effet. Du point de vue de ce que l'Inde cherche à prouver, la mention d'une "moyenne" n'ajoute rien à l'emploi du pluriel dans le membre de phrase "exportateurs ou producteurs".

129. Le trouble est encore accru par le procès d'intention fait par l'Inde (au paragraphe 3.63) au sujet de la rédaction du considérant 18 du Règlement définitif:

> "(18) ... De plus, la référence à l'article 2 paragraphe 6 point a) du Règlement de base, à la moyenne pondérée des bénéfices établis pour les autres exportateurs ou producteurs n'exclut pas que ce montant puisse être déterminé en effectuant la moyenne pondérée des transactions et/ou types de produits d'un seul exportateur ou producteur ..."

130. L'intention inavouée qui est alléguée n'apparaît nulle part. Le mot "amount" dans le membre de phrase "weighted average amount" de la version anglaise de ce considérant n'est évidemment pas de même nature que les "montants" du membre de phrase "montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus".

131. Aux paragraphes 3.67 et suivants de sa communication, l'Inde proteste contre les conséquences auxquelles on aboutit dès lors que l'on admet que le membre de phrase "les autres exportateurs ou producteurs" couvre le cas où il n'y a qu'une seule de ces entités, mais n'explique guère pourquoi ce membre de phrase ne devrait pas s'appliquer en l'espèce conformément à son usage normal.

132. Ainsi, il est allégué que se fonder sur des données provenant d'un seul exportateur ou producteur risque singulièrement de fausser le résultat ou est incompatible avec le critère du caractère raisonnable mentionné dans le texte introductif de l'article 2.2. Ces allégations reviennent à dire que l'utilisation de données provenant des "autres exportateurs et producteurs" est limitée par un critère implicite ou explicite. Tous ces arguments sont formulés expressément par l'Inde dans l'allégation 4 et il paraît donc préférable de les discuter dans ce contexte. Toutefois, les CE tiennent à souligner que l'utilisation dans le contexte de l'article 2.2.2 ii) de données relatives à un seul producteur exportant sa production ne fausse pas en elle-même le résultat.

133. Il est également allégué (paragraphes 3.72 et suivants) que le choix des entreprises qui constituent l'échantillon sur lequel a porté l'enquête a été d'une façon ou d'une autre manipulé par les autorités communautaires pour produire un résultat atypique. Les règles de l'Accord antidumping relatives au choix de l'échantillon figurent à l'article 6.10, qui (voir le paragraphe 11) n'est pas en cause en l'espèce.

134. Lorsque les mots "les autres exportateurs ou producteurs" sont examinés à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping, on voit que le but manifeste de cette partie de l'Accord est d'obtenir des données indépendantes de l'entreprise en question, mais néanmoins limitées aux ventes de produits similaires. Il n'y a intrinsèquement aucune raison que l'utilisation de données provenant d'une seule entreprise ne permette pas d'atteindre cet objectif.

2. Argument selon lequel les CE ne se sont pas conformées aux prescriptions de l'article 2.2.2 ii)

135. Avec cet argument (paragraphes 3.78 à 3.96) l'Inde persiste dans son approche à courte vue et non fondée juridiquement en insistant sur une interprétation littérale de chacun des mots de l'article 2.2.2 ii) sans cet examen de leur contexte ainsi que de l'objet et du but du traité qui est prescrit par la règle énoncée à l'article 31 de la Convention de Vienne.

136. Les termes précis de l'article 2.2.2 ii) qui sont interprétés sont les suivants: "montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus".

137. Il s'agit de savoir si les autorités communautaires ont eu raison de mettre certaines limites en ce qui concerne les catégories de données qu'elles prendraient en considération pour construire la valeur normale. Les catégories de données exclues sont, pour les frais ACG, les données provenant de ventes qui n'étaient pas représentatives et, pour les bénéfices, celles résultant de ventes qui n'étaient pas représentatives et/ou n'étaient pas rentables. Ces catégories correspondent aux concepts mentionnés au début de l'article 2.2, où elles figurent:

> Lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché ou du faible volume des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, [note de bas de page omise]

138. Donc, la première catégorie se compose des ventes qui, en raison de leur faible volume, "ne permettent pas une comparaison valable". Ces ventes sont qualifiées ici de *non représentatives*.

139. La seconde catégorie comprend les ventes qui, parce qu'elles sont effectuées à perte, "n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales". Elles sont qualifiées ici de *non rentables*.

140. L'article 2.2 montre clairement que cette partie de l'Accord antidumping a notamment pour objet et pour but d'éviter que l'on se fonde sur des ventes entrant dans l'une ou l'autre de ces catégories.

141. (L'Inde ne nie pas que les Communautés ont correctement appliqué ces critères. Le seul point controversé est celui de savoir si elles auraient dû les appliquer dans le contexte de l'article 2.2.2 ii).)

142. À cet égard, l'article 2.2 ne fait que développer ce qui est déjà exposé à l'article 2.1, qui introduit les notions de ventes "au cours d'opérations commerciales normales" et de prix qui sont "comparables".

143. Cet objet et ce but se manifestent dans l'interprétation adoptée et les mesures prises par les autorités communautaires.

144. Par contre, l'Inde propose une interprétation qui est contraire au sens ordinaire de cette disposition et produirait des résultats qui peuvent presque être qualifiés de bizarres.

145. Supposons qu'il y ait un groupe d'exportateurs qui vendent tous sur le marché intérieur à un prix inférieur au coût de production. Conformément à l'article 2.2, une valeur normale construite serait calculée. Selon l'interprétation proposée par l'Inde, la valeur normale calculée pour chaque société en appliquant l'article 2.2.2 ii) serait fondée sur les données relatives aux bénéfices des autres sociétés. Mais le niveau des bénéfices tiré de tels prix serait de zéro, ou inférieur à zéro, si bien que le prix construit qui en résulterait serait aussi faussé (ou presque aussi faussé) que celui résultant de l'utilisation de prix de vente inférieurs au coût de production pour déterminer la valeur normale, soit justement ce que l'article 2.2 cherche à éviter.

146. Un autre scénario fort plausible tend à confirmer que l'interprétation de l'Inde ne saurait être retenue. Supposons que l'exportateur A ait des ventes à perte notables, mais insuffisantes pour justifier que la valeur normale soit fondée sur les prix de vente, de sorte que seules les ventes rentables sont utilisées pour établir la valeur normale. En revanche, au moins deux autres exportateurs ont des ventes qui sont toutes à perte. Si nous suivons l'approche préconisée par l'Inde, l'exportateur A (dont les ventes pourraient encore être utilisées pour déterminer la valeur normale) serait manifestement pénalisé par rapport aux autres. Il ne pourrait pas "bénéficier" de ses ventes à perte pour déterminer la valeur normale alors que les autres sociétés, auxquelles la marge bénéficiaire totale de A s'appliquerait, pourraient le faire.

147. Des résultats aussi pervers seraient obtenus si l'on utilisait les données ACG se rapportant à des ventes non représentatives.

148. L'Inde estime manifestement que les rédacteurs de cet article n'avaient pas d'objection à ce que la valeur normale soit fondée sur des ventes non rentables ou non représentatives pourvu que les données proviennent d'autres producteurs ou exportateurs.

149. Cette interprétation n'est pas ce qui ressort de l'examen du "sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but". Même si c'était le cas, cela justifierait qu'il soit fait appel aux principes d'interprétation énumérés à l'article 32 de la Convention de Vienne au motif que c'est "manifestement absurde ou déraisonnable".

150. Par conséquent, le raisonnement compliqué qui fait l'objet des paragraphes 3.84 et suivants de la communication de l'Inde n'a aucun sens.

151. Au paragraphe 3.86, l'Inde se permet à nouveau de citer des définitions qu'elle a tirées de dictionnaires pour conclure que la "base" d'une chose doit toujours être un élément qu'elle ne contient pas. Soutiendrait-elle par conséquent qu'une expression comme "la base du pain est la farine, l'eau et la levure" est contraire à la grammaire ou à la logique? Au paragraphe 3.87, l'Inde tire du postulat que la formule figurant dans le texte introductif de l'article 2.2.2 ne peut être utilisée la conclusion invraisemblable que les autorités devraient par conséquent abandonner les principes énoncés dans cette disposition et à l'article 2.2 lorsqu'elles appliquent l'article 2.2.2 ii).

152. L'Inde suppose (aux paragraphes 3.88 et suivants) que les autorités communautaires, lorsqu'elles exigent que les données utilisées en appliquant l'article 2.2.2 ii) soient soumises au principe des "opérations commerciales normales", se fondent sur le texte introductif de l'article 2.2.2, où il apparaît effectivement. Toutefois, le principe de base est énoncé à l'article 2.2. En fait, c'est un principe qui se compose de deux éléments: les données se rapportant à des ventes qui ne sont *pas*

rentables ou *pas représentatives* ne peuvent pas être prises en compte. Pour des raisons de cohérence, ce principe s'applique à toutes les dispositions entrant dans le cadre de l'article 2.2, dont son alinéa ii).

3. Argument selon lequel les CE ont inversé à tort l'ordre prescrit par l'article 2.2.2

153. En exposant cet argument, aux paragraphes 3.97 à 3.107 de sa communication, l'Inde exprime l'opinion qu'il faut s'efforcer d'appliquer les options i), ii) et iii) de l'article 2.2.2 dans cet ordre.

154. Au paragraphe 3.98, l'Inde cherche à établir la priorité de l'option i) sur l'option ii) en insistant sur l'importance de l'exportateur ou du producteur en question. Il s'agit certes là d'un élément important, mais il en va de même du produit en question. En fait, du point de vue économique, le fait qu'il s'agisse d'un même produit est plus important que le fait qu'il s'agisse d'une même personne parce que c'est entre produits de la même sorte que les mécanismes du marché, ou autrement dit la concurrence, agissent avec le plus de vigueur. En d'autres termes, les prix fixés par un producteur pour ses produits ont un effet sur les prix fixés par les autres producteurs pour ce produit, mais n'ont aucun effet particulier sur les prix que le même producteur fixe pour ses autres produits. En outre, il est peu probable que les charges directes des producteurs d'un même pays soient très différentes. Donc, l'option ii) est au moins aussi réaliste économiquement que l'option i).

155. En outre, l'option i) pourrait entraîner une discrimination parce que le niveau des frais ACG et des bénéfices d'une société dépendrait du fait qu'elle a ou non aussi des ventes de produits de la même catégorie générale.

156. L'Inde appelle l'attention (au paragraphe 3.99) sur certains inconvénients pour l'exportateur/producteur des options ii) et iii). Cet argument implique que les rédacteurs auraient cherché à éviter ces inconvénients. Cela renvoie sans doute aux objets et aux buts supposés du traité qui peuvent influer sur l'interprétation de ses termes. On peut soutenir que protéger ces intérêts de l'exportateur/producteur est un des buts implicites de l'Accord antidumping, mais il y en a d'autres qui sont tout aussi plausibles. Par rapport à l'option ii), l'option i) accroîtrait ainsi beaucoup le travail des enquêteurs parce qu'elle exige que des données entièrement nouvelles soient recueillies, d'où une gêne et des retards pour tous les intéressés. Par contre, les données pertinentes pour l'option ii) seront déjà à la disposition des autorités chargées de l'enquête. L'article 6.13 de l'Accord antidumping prescrit à ces autorités de tenir "dûment compte des difficultés que pourraient avoir les parties intéressées, en particulier les petites entreprises, à communiquer les renseignements demandés". Étant donné la diversité de ces considérations, conclure que le texte laisse les Membres libres de décider s'ils doivent donner la priorité à l'option i) ou à l'option ii) est plus conforme à l'objet et au but de l'Accord antidumping que retenir la conclusion de l'Inde.

157. En tout état de cause, il ne faut pas examiner l'objet et le but de l'Accord antidumping sans s'interroger aussi sur le sens ordinaire de ses termes, dans leur contexte.

158. Le sens ordinaire de l'article 2.2.2 ne donne aucune indication de priorité pour les trois options. Les trois alinéas ne contiennent aucun élément (tel que les mots "si cela n'est pas possible") montrant qu'une option doit être préférée à une autre. Et aucun motif de préférence n'est inhérent à la nature des trois options, ou au moins des deux premières. Ces deux options entraînent un élargissement de l'éventail des données qui peuvent être prises en compte. La première, pour englober non seulement les produits similaires, mais les ventes "de la même catégorie générale". La seconde qui se limite aux produits similaires, étend la collecte de données à celles des autres exportateurs ou producteurs.

159. Le contexte va dans le sens de l'interprétation proposée par les CE. Lorsque l'Accord prévoit une priorité, celle-ci est clairement indiquée. L'article 2.3[27] (solutions de remplacement pour le prix à

[27] Article 2.3:

l'exportation), l'article 2.4.2 (calcul de la marge, voir plus loin) et l'article 2.2.2 lui-même (le texte introductif indique la première priorité) en offrent des exemples.

160. Les Membres de l'OMC ont par conséquent, en vertu de l'article 2.2.2, interprété correctement, un pouvoir discrétionnaire total pour le choix d'une option.

161. Les CE jugent bon d'exercer ce pouvoir discrétionnaire en retenant l'option ii).

162. Ce n'est pas un cas unique. Un pouvoir discrétionnaire analogue est conféré aux Membres en ce qui concerne le choix entre une valeur construite et un prix dans un pays tiers susceptible d'être utilisé en vertu de l'article 2.2 pour déterminer la valeur normale lorsque les prix de vente de l'exportateur ne sont pas disponibles ou pas utilisables. Là aussi, les CE ont, dans leur pratique, retenu l'une des options.

163. Aux paragraphes 3.101 et suivants, l'Inde aborde la rédaction de l'article 2 6) du Règlement de base des CE, et notamment le fait que les options i) et ii) y sont interverties. Les CE supposent que l'Inde ne demande pas au Groupe spécial de condamner ce Règlement parce que, si c'était le cas, les CE s'opposeraient vigoureusement à l'introduction à ce stade du différend d'une allégation qui ne relève pas du mandat du Groupe spécial et n'est donc pas une "question" qui a été portée devant le Groupe spécial pour examen (voir paragraphe 11).

164. Au paragraphe 3.104, l'Inde accuse les autorités communautaires de ne pas s'être demandées quelle option serait la plus raisonnable. Aucune obligation découlant de l'Accord antidumping n'est mentionnée dans ce contexte et l'Inde n'affirme pas clairement qu'une telle obligation existe.

165. L'Inde part d'une analyse erronée du droit communautaire (paragraphe 3.105) pour affirmer qu'il prescrit que les options soient examinées dans l'ordre qu'indique le Règlement de base.[28] L'Inde n'explique pas comment la pratique passée des CE dans ce domaine est pertinente pour sa plainte en l'espèce.

> Lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation, ou lorsqu'il apparaît aux autorités concernées que l'on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation du fait de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation entre l'exportateur et l'importateur ou une tierce partie, le prix à l'exportation pourra être construit sur la base du prix auquel les produits importés sont revendus pour la première fois à un acheteur indépendant, ou, si les produits ne sont pas revendus à un acheteur indépendant ou ne sont pas revendus dans l'état où ils ont été importés, sur toute base raisonnable que les autorités pourront déterminer.

[28] Les arrêts auxquels elle renvoie (affaire C-105/90, *Goldstar Co. Ltd v. Council*, [1992] ECR I-677 (paragraphe 35); affaire C-69/89, *Nakajima All Precision Co. Ltd V. Council, [1991]* ECR I-2069 (paragraphe 61)) portaient sur le règlement de base de l'époque (Règlement 2423/88 du 11 juillet 1988, JO L 209, 1988, page 1) en vertu duquel une priorité était expressément définie:

> Art. 2 3) b) ii) ... Le montant des frais de vente, des frais généraux et de dépenses administratives ainsi que les bénéfices sont calculés par référence aux frais supportés par le producteur ou l'exportateur et aux bénéfices réalisés par celui-ci sur les ventes bénéficiaires de produits similaires réalisées sur le marché domestique. Si de telles données ne sont pas disponibles ou manquent de fiabilité ou sont inutilisables, le calcul est effectué par référence aux frais exposés et aux bénéfices réalisés par d'autres producteurs ou exportateurs dans le pays d'origine ou d'exportation sur le ventes bénéficiaires du produit similaire. Si aucune de ces deux méthodes ne peut être appliquée, les frais supportés et les bénéfices réalisés sont calculés par référence aux ventes effectuées par l'exportateur ou les autres producteurs ou exportateurs dans le même secteur d'activité économique dans le pays d'origine ou d'exportation ou bien sur toute autre base raisonnable.

166. En conclusion, l'Inde a avancé une série d'arguments qui ne sont pas pertinents ou qui sont mal fondés à l'appui de sa thèse concernant l'existence d'un ordre obligatoire entre les options énumérées à l'article 2.2.2 ii). Elle n'a pas essayé d'appliquer les règles admises d'interprétation des traités. Si elle l'avait fait, l'inconsistance de sa logique aurait été plus aisément visible. Par conséquent, aucune incompatibilité avec l'article 2.2.2 n'a été établie.

B. ALLÉGATION 2: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1 AU SUJET DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 2.2.2

167. Cette allégation fait l'objet des paragraphes 3.108 à 3.112 de la communication de l'Inde. Celle-ci affirme que "les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 en n'expliquant pas suffisamment, dans le Règlement provisoire, pourquoi et comment elles avaient appliqué l'article 2.2.2" (paragraphe 3.109).

168. Comme les CE l'ont expliqué plus haut au paragraphe 22, les allégations concernant le Règlement provisoire ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

C. ALLÉGATION 3: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2 AU SUJET DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 2.2.2

169. Cette allégation fait l'objet des paragraphes 3.113 à 3.121 de la communication de l'Inde. Comme dans l'allégation précédente, l'Inde affirme que "les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas suffisamment, dans la détermination finale, pourquoi et comment elles avaient appliqué l'article 2.2.2".

170. Comme les CE l'ont déjà indiqué, les Membres ne sont pas tenus d'expliquer leur choix entre les options énumérées à l'article 2.2.2. Par conséquent, il ne peut y avoir aucune obligation de rendre publique une telle explication en vertu des dispositions de l'article 12.2.

171. Aucun des trois arguments avancés par l'Inde ne porte sur cette question.

172. Les premier et deuxième arguments paraissent accuser les CE de n'avoir pas expliqué pourquoi elles ont enfreint les règles. Cela semble être l'équivalent pour l'OMC d'une situation où on demanderait à un accusé: "Quand avez-vous cessé de battre votre femme?" Les CE nient qu'elles aient enfreint des règles. Aucune explication n'est donc nécessaire.

173. Au paragraphe 3.119, il est affirmé que les autorités communautaires n'ont pas expliqué pourquoi le bénéfice ainsi établi était raisonnable. Cette allégation semble identique à l'allégation 6 et est traitée dans ce contexte.

174. Le troisième argument est fondé sur l'hypothèse que le choix d'une option doit être expliqué dès lors qu'il est controversé. Rien dans l'Accord antidumping ne vient étayer cette thèse. Les CE ne sont pas tenues d'expliquer pourquoi elles ont exercé de telle ou telle manière le pouvoir discrétionnaire total qui leur est conféré par l'Accord antidumping. Toute obligation de ce genre dénierait ce pouvoir.

D. ALLÉGATION 4: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.2

175. La quatrième allégation de l'Inde (figurant aux paragraphes 3.122 à 3139) est la suivante: "les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping en n'ajoutant pas un montant "raisonnable" pour les frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfices".

176. Il est évident que les méthodes de calcul des frais ACG et des bénéfices qui sont exposées dans les options de l'article 2.2.2 relèvent du critère du "montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices" énoncé à l'article 2.2. Mais en faisant de ces options une "question de procédure" (paragraphe 3.125), l'Inde est simplement tendancieuse. Elles indiquent de façon précise et détaillée ce qui constitue des montants raisonnables.

177. L'Inde se trompe aussi complètement lorsqu'elle dit que la condition énoncée pour la troisième option - "à condition que le montant correspondant au bénéfice ainsi établi n'excède pas ..." - s'applique aux deux autres options.

178. Cette interprétation ne cadre absolument pas avec le sens ordinaire de l'article 2.2.2. Si les rédacteurs avaient voulu que cette condition s'applique à toutes les options, ils l'auraient sans aucun doute fait figurer dans le texte introductif de cet article (ou dans chacune des options). Il est naturel de lire ce texte comme signifiant que la condition ne s'applique qu'à l'option iii). En outre, ce n'est même pas une condition qui définit ce qui est raisonnable puisque le texte part de l'hypothèse qu'il pourrait y avoir une "méthode raisonnable" qui ne remplirait pas cette condition.

179. Si on passe des termes du traité à l'examen de leur contexte, à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping, on voit que rien n'amène à modifier cette conclusion. Cette partie de l'Accord a évidemment pour objet d'offrir différentes méthodes pour arriver au "montant raisonnable" visé à l'article 2.2. Les règles que comportent ces options ne s'additionnent pas.

180. Les CE rejettent donc les conclusions des paragraphes 3.130 à 3.132 de la communication de l'Inde.

181. Les CE rejettent aussi l'observation (paragraphe 3.133) que le texte ne donne aucune indication de fond (autre que celle avancée à tort par l'Inde) sur ce qui est raisonnable. Les options i) et ii) sont manifestement des formules qui produisent des solutions raisonnables.

182. Les rédacteurs avaient évidemment l'intention de proposer pour les options i) et ii) des formules dont l'application produira toujours pour les bénéfices et les frais ACG des chiffres qui satisfont au critère du caractère raisonnable énoncé dans la dernière phrase du texte introductif de l'article 2.2.

183. Cela ressort du sens ordinaire du libellé de l'option iii), qui commence par les mots "de toute autre méthode raisonnable", c'est-à-dire autre que les méthodes décrites dans les deux options i) et ii) précédentes, qui sont raisonnables en elles-mêmes et qu'il n'est pas nécessaire de qualifier de cette façon.

184. Cela ressort tout aussi manifestement du contexte constitué par la structure de cette partie de l'article 2. Le premier alinéa de cet article, qui sert d'introduction aux dispositions suivantes, formule le concept de "montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices". Des précisions sont apportées à ce sujet au paragraphe 2.2 au moyen de formules grâce auxquelles ces montants peuvent être obtenus. C'est seulement pour la dernière option, à l'alinéa iii), qu'il est nécessaire de répéter le critère du caractère raisonnable, parce que, contrairement aux autres options, elle ne comporte pas une formule précise.

185. À supposer même, pour les besoins de l'argumentation, que le fait que ces options produisent à coup sûr des résultats raisonnables ne soit pas admis, leur libellé implique au moins qu'il est présumé que ces résultats satisfont à ce critère. La question qui se pose alors est la suivante: quelle est la nature et quel doit être le poids de l'élément de preuve dont il faudrait disposer pour infirmer cette présomption?

186. Ce n'est pas une question dont l'examen doit être poursuivi très longtemps en l'espèce parce que l'Inde n'a présenté aucun élément de preuve pertinent pour réfuter cette présomption.

187. Bien qu'elle soit très attachée à son idée erronée que le principe du caractère raisonnable est exprimé dans la clause conditionnelle de l'option iii), l'Inde laisse aussi entendre (paragraphe 3.138) qu'une conception moins précise du caractère raisonnable s'applique. Elle semble dire que le montant déterminé pour les bénéfices en ce qui concerne Bombay Dyeing (et appliqué à tous les exportateurs indiens) était déraisonnable parce qu'anormalement élevé. Il était, par exemple, trois fois supérieur au montant déterminé pour d'autres pays exportateurs.

188. Les marges bénéficiaires de différentes sociétés ne sont généralement pas identiques d'un pays à l'autre. Ces marges varient en particulier en fonction du niveau de compétitivité sur les divers marchés. Une marge n'est pas déraisonnable uniquement parce qu'elle est plus élevée que celle d'autres entreprises.

189. Si une conception du caractère raisonnable devait être élaborée dans ce contexte, c'est de l'objet et du but de l'Accord antidumping qu'elle serait tirée. Sur cette base, on pourrait soutenir que les trois options de l'article 2.2.2 visent à produire des approximations des montants auxquels on aboutirait en appliquant la formule du texte introductif, c'est-à-dire les bénéfices et les frais ACG d'un producteur vendant sur son propre marché. Cela permettrait de parvenir ensuite à une valeur construite aussi proche que possible de la valeur normale qui aurait été établie sur la base des prix intérieurs s'il y avait eu des ventes comparables au cours d'opérations commerciales normales.

190. Indépendamment des arguments portant sur le recours par les autorités communautaires à un seul exportateur ou producteur (formulés dans sa première allégation), l'Inde n'attaque pas la méthodologie qu'elles ont adoptée. Elle ne nie pas que les autorités chargées de l'enquête aient correctement déterminé le niveau des bénéfices réalisés par Bombay Dyeing. Par définition, cette société a des ventes représentatives sur le marché indien. Bombay Dyeing détenant près de 80 pour cent du marché intérieur pour le linge de lit, il n'y avait guère de doute à ce sujet. Le cas de figure dans lequel un producteur détient 80 pour cent de son marché intérieur et réalise des bénéfices de plus de 18 pour cent, alors que les nombreux autres producteurs délaissent ce marché et se consacrent à l'exportation, ne se rencontre peut-être pas souvent. Mais, cela ne rend pas déraisonnable l'utilisation de données provenant de cette société. Au contraire, il aurait été déraisonnable de ne pas la prendre en considération et de choisir une autre source, qui serait inévitablement moins représentative des entreprises qui vendent sur ce marché. (Du fait de la prépondérance de Bombay Dyeing sur le marché intérieur, l'inclusion de données provenant d'un autre producteur qui vendait lui aussi sur ce marché aurait eu peu d'effet sur les chiffres obtenus.) En tout état de cause, il n'y a rien qui donne à penser que d'autres sociétés vendant sur le marché indien n'auraient pas pu faire des bénéfices analogues à ceux de Bombay Dyeing.

191. En conséquence, non seulement les exportateurs indiens n'ont pas fourni d'éléments de preuve ayant un poids suffisant pour infirmer la présomption du caractère raisonnable mais ils n'ont fourni absolument aucun élément de preuve pertinent à cet effet.

192. De ce fait, même si la présomption du caractère raisonnable inhérente à l'option ii) est considérée comme réfragable, l'Inde ne donne aucune raison de penser que les autorités communautaires n'ont pas appliqué à bon droit cette règle.

193. En tout état de cause, même s'il était admis que les exportateurs avaient fourni des éléments de preuve pertinents sur ce point, ce dont les autorités communautaires ne sont pas convaincues, il faut que le Groupe spécial garde à l'esprit en examinant cette question le critère d'examen approprié qu'il doit appliquer aux décisions des autorités communautaires (comme cela est expliqué plus haut au paragraphe 71).

E. ALLÉGATION 5: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1 AU SUJET DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 2.2

194. Dans cette section (paragraphes 3.140 à 3.142), il est allégué que "les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.1 en n'expliquant pas suffisamment dans le Règlement provisoire ni dans la notification pourquoi et comment elles ont appliqué l'article 2.2 et, en particulier, pourquoi elles ont considéré que la marge bénéficiaire exceptionnellement élevée établie sur la base d'une seule société était "raisonnable"."

195. Comme les CE l'ont expliqué plus haut au paragraphe 22, les allégations concernant le Règlement provisoire ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

F. ALLÉGATION 6: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2 AU SUJET DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 2.2

196. Il est allégué (paragraphes 3.143 à 3.145) que "les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas pourquoi et comment elles ont appliqué l'article 2.2".

197. Les considérants 18 et 19 du Règlement définitif abordent diverses questions qui ont été soulevées par les exportateurs.

198. Les montants obtenus par application de l'article 2.2.2 ii) sont raisonnables en soi et n'ont donc pas à être justifiés. En outre, puisque la marge bénéficiaire établie conformément au système n'a pas été "établie sur la base d'une seule société" et n'était pas "exceptionnellement élevée" et qu'aucun élément de preuve (par opposition à une affirmation) n'a été présenté à cet effet aux autorités chargées de l'enquête, il était inutile que les CE donnent l'explication demandée par l'Inde.

199. En tout état de cause, les obligations énoncées à l'article 12.2.2 concernent la notification au public des décisions qui sont prises par les autorités chargées de l'enquête. Comme l'Inde l'a reconnu dans sa communication (paragraphe 3.106), l'application de l'option ii) de l'article 2.2.2 est un point établi par la pratique des CE et il ne s'agit donc pas de décisions prises au cas par cas par l'autorité chargée de l'enquête.

200. Dans la mesure où l'Inde soutient que le Règlement de base des CE est incompatible avec l'article 2.2.2, les CE demandent au Groupe spécial de rejeter l'allégation puisque cette question ne relève pas de son mandat (voir plus haut le paragraphe 11).

G. ALLÉGATION 7: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.4.2 – RÉDUCTION À ZÉRO

201. Dans cette allégation l'Inde (aux paragraphes 3.146 à 3.172 de sa communication) soutient que "les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 2.4.2 en annulant les marges de dumping négatives par type".

202. L'article 2.4.2 de l'Accord antidumping stipule:

> Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée pourra être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement si les autorités constatent que, d'après leur configuration, les

> prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes, et si une explication est donnée quant à la raison pour laquelle il n'est pas possible de prendre dûment en compte de telles différences en utilisant les méthodes de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction.

203. La pratique des CE à cet égard est simple.

204. En comparant les prix à l'exportation à la valeur normale conformément à la première option de l'article 2.4.2, les CE comparent les moyennes pondérées de produits du même type (autrement dit, du même modèle ou de la même ligne de produits). En général, une enquête couvre plusieurs de ces types dont les limites sont établies par la définition du produit en question dans l'avis d'ouverture de l'enquête.

205. Pour déterminer un seul droit antidumping approprié pour tous les types de produits se situant à l'intérieur de ces limites, il faut ramener à un seul chiffre les marges de dumping relatives à chaque type de produits. À cet effet, on procède aussi par pondération de chacune des marges. Le processus visant le dumping, il porte sur les types de produits pour lesquels un dumping a été constaté. Toutefois, dans le cas de types de produits pour lesquels il n'y a pas de dumping (c'est-à-dire que la marge de dumping est égale ou inférieure à zéro), cette marge est traitée comme nulle aux fins de ce calcul.

206. Les types de produits pour lesquels sont constatées lors de la première phase des marges inférieures à zéro (et qui ne font donc pas l'objet d'un dumping) sont néanmoins maintenus dans les calculs (bien qu'avec une marge conventionnelle de zéro) et réduisent ainsi la marge globale de dumping déterminée pour ce produit.

207. La méthodologie des CE est conforme au sens ordinaire de l'article 2.4.2. Selon la première option offerte par cette disposition, "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables". Le mot "comparable" est un élément central de cette formule. Cela caractérise exactement la méthode appliquée par les CE puisqu'elle est conforme au principe de la comparaison de moyennes pondérées des produits qui sont comparables.

208. Le membre de phrase "l'existence de marges de dumping", qui montre bien que le processus de comparaison de moyennes pondérées s'achèvera normalement avec plus d'une marge de dumping, confirme cette conclusion.

209. Le processus de détermination d'un seul droit antidumping à partir de ces marges est un processus distinct, qui ne relève pas du cadre tracé par les termes figurant expressément à l'article 2.4.2, mais est laissé à l'appréciation des Membres, comme le confirme le fait que l'article 2.4.2 ne s'applique que pour établir "l'existence de marges de dumping *pendant la phase d'enquête*". Pourtant, dans un système "rétrospectif", le montant du droit antidumping n'est pas déterminé sur la base des "marges de dumping pendant la phase d'enquête", mais, à un stade ultérieur, sur la base de la marge de dumping calculée pour chaque expédition en comparant son prix à l'exportation à la valeur normale calculée lors de l'enquête initiale. Donc, l'interprétation de l'Inde conduirait au résultat anormal qu'une seule et même disposition aurait une portée différente selon qu'un Membre fixe les droits antidumping sur une base prospective ou rétrospective. Un Membre appliquant des droits antidumping d'une façon prospective serait tenu de calculer le montant des droits conformément aux règles énoncées dans l'article 2.4.2. Par contre, un Membre appliquant les droits rétrospectivement aurait le pouvoir discrétionnaire d'utiliser une méthode différente.

210. Au paragraphe 3.171, l'Inde affirme que la méthode appliquée par les CE aboutira toujours à une marge de dumping plus élevée qu'elle ne l'aurait été si l'opération appelée "réduction à zéro" n'avait pas été effectuée. Ce n'est pas toujours vrai. En dehors de l'exception relevée par l'Inde, les complexités du droit antidumping peuvent avoir pour résultat que la réduction à zéro a l'effet inverse. Les faits de la cause (voir tableau 2) en témoignent. Si aucune réduction à zéro n'avait été effectuée pour le calcul du droit, la marge de dumping calculée pour l'exportateur ayant la marge la plus faible aurait rempli les conditions requises pour être la marge *de minimis* et il n'en aurait donc pas été tenu compte dans le calcul de la marge moyenne pour les exportateurs inclus dans l'échantillon.[29] C'est sur cette marge moyenne que le droit applicable aux exportateurs qui n'ont pas été inclus dans l'échantillon est calculé et il augmenterait donc (de plus d'un point de pourcentage en l'espèce).

211. Les résultats obtenus avec la méthode appliquée par les CE et avec les méthodes fondées sur des principes opposés qui pourraient être utilisées en théorie sont indiqués dans les tableaux suivants qui illustrent la seconde phase du calcul. L'élément crucial de chaque tableau est la "marge de dumping" calculée pour chaque exportateur.

212. La marge de dumping totale/moyenne est appliquée pour fixer le droit antidumping en ce qui concerne les sociétés qui n'ont pas coopéré et n'ont pas été incluses dans l'échantillon, ce qui représente 60 pour cent des exportations indiennes. Le tableau 1 donne les résultats de l'application de la méthode utilisée par les CE.

Tableau 1 - Calcul du dumping effectué par les CE pour fixer le droit définitif[30]

	Montant du dumping	**Marge de dumping**	**Valeur c.a.f.**
Anglo French	31 266 339	24,72%	126 464 937
Bombay Dyeing	7 842 226	7,77%	100 924 637
Madhu	31 169 522	17,03%	183 063 049
Omkar	30 328 190	14,25%	212 877 521
Prakash	8 412 131	2,67%	314 529 134
Total/moyenne	**109 018 408**	**11,62%**	**937 858 378**

213. Les effets de l'application de la méthode proposée par l'Inde sont indiqués au tableau 2. L'augmentation de la marge globale s'explique par le fait que la société ayant la marge la plus faible a disparu dans ce calcul, sa marge de dumping étant *de minimis*. Les CE ne veulent pas donner ainsi à entendre que cela se produirait chaque fois que cette méthode est utilisée. Cela dépendrait bien évidemment des chiffres pertinents.

Tableau 2 - Calcul du dumping effectué selon la méthode proposée par l'Inde

	Montant du dumping	**Marge de dumping**	**Valeur c.a.f.**
Anglo French	30 799 409	24,35%	126 464 037
Bombay Dyeing	5 612 587	5,56%	100 924 637
Madhu	30 898 430	16,88%	183 063 049
Omkar	28 025 198	13,16%	212 877 521
Total/moyenne	**95 335 624**	**15,29%**	**623 329 244**

214. Il est également intéressant de constater l'effet (mis en évidence au tableau 3) d'un calcul qui ne prend absolument pas en compte les types de produits ne faisant pas l'objet d'un dumping.

[29] Conformément à l'article 9.4 de l'Accord antidumping.

[30] La marge de dumping "totale/moyenne" a été appliquée aux sociétés qui ont coopéré et n'ont pas été incluses dans l'échantillon, soit 60 pour cent des exportations indiennes.

Tableau 3 - Calcul du dumping effectué sans prendre en compte les types de produits ne faisant pas l'objet d'un dumping

	Montant du dumping	Marge de dumping	Valeur c.a.f.
Anglo French	31 266 340	25,18%	124 188 642
Bombay Dyeing	7 842 226	11,11%	70 600 090
Madhu	31 169 522	17,20%	181 231 246
Omkar	30 328 190	16,51%	183 679 947
Prakash	8 412 131	4,80%	175 146 076
Total/moyenne	**109 018 409**	**14,84%**	**734 846 001**

V. ALLÉGATIONS CONCERNANT LA CONSTATATION DU DOMMAGE CAUSÉ

A. ALLÉGATION 8: INCOMPATIBILITÉ AVEC LES ARTICLES 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 ET 3.6 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

215. Dans cette allégation (paragraphes 4.13 à 4.35) l'Inde soutient que "le fait que, aux fins de la détermination du dommage dans l'enquête Linge de lit II, les CE ne se soient pas limitées uniquement aux importations faisant l'objet d'un dumping est incompatible avec les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 3.6 de l'Accord antidumping" (paragraphe 4.35).

216. Les allégations relatives au Règlement provisoire n'étant pas portées à bon droit devant le Groupe spécial (voir le paragraphe 22 plus haut), les CE considèrent cette allégation comme une contestation de la compatibilité du Règlement définitif.

217. Pour les motifs énoncés plus haut au paragraphe 11, les CE s'opposent à l'inclusion d'une allégation au titre de l'article 3.6.

218. L'Inde a également formulé son allégation comme suit: "elle considère que le fait que dans leur détermination les CE postulent automatiquement que toutes les importations de linge de lit d'Inde réalisées durant la période d'enquête faisaient l'objet d'un dumping conduit à une constatation incompatible avec l'article 3.1" (paragraphe 4.13).

219. Il semble que, quelle que soit la façon dont elle est formulée, l'allégation est fondée sur l'idée que, dans les divers paragraphes de l'article 3 où elle apparaît, l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" doit être considérée comme ne visant que les *transactions* qui font l'objet d'un dumping. Les CE montreront que, interprétée correctement, cette expression englobe toutes les importations du produit en question, en provenance du pays dont il a été constaté qu'il pratique le dumping. (Les CE, et, semble-t-il, l'Inde, supposent que les termes qui y sont employés ont le même sens dans tout l'article 3).

220. Selon le principe énoncé à l'article 31 de la Convention de Vienne, un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire attribué aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.

221. En ce qui concerne l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping", le sens ordinaire proposé par les CE est simple. Par contre, celui proposé par l'Inde inspire immédiatement des doutes parce qu'il n'est pas clair. Si chaque transaction est classée comme faisant ou non l'objet d'un dumping, rien ne permet de faire face à la situation où un exportateur occulte le volume du dumping en variant les prix d'une expédition à l'autre, peut-être de connivence avec l'importateur. Il faudrait donc, à l'intérieur de ces catégories, une classification par exportateur, ou peut-être par liens déterminés entre l'exportateur et l'importateur. En outre, il arrive que des exportateurs collaborent pour se soustraire aux conséquences de mesures antidumping. Bien entendu, un sens ordinaire ne cesse pas de l'être uniquement parce qu'il est complexe. Mais on peut vraiment se demander si

l'interprétation de l'Inde est seulement complexe, ou si elle va au-delà, au point d'être confuse. (La question de la complexité *inutile* est examinée plus loin dans le contexte de l'objet et du but de l'Accord antidumping.)

222. Un examen du contexte est particulièrement important pour l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping". L'Accord antidumping contient plusieurs éléments montrant que les questions de dumping et de lien de causalité avec le dommage doivent être analysées par produit et par pays et non par transaction.

223. Les CE conviennent avec l'Inde[31] que l'article 2.1 de l'Accord antidumping est pertinent en tant que contexte. En revanche, elles ne souscrivent pas à la conclusion de l'Inde. L'article 2.1 (à la suite de l'article VI du GATT) dispose que:

> Aux fins du présent accord, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur.

224. Cela indique de façon parfaitement claire que *l'existence d'un dumping* doit être déterminée pour un pays au niveau du *produit* visé par l'enquête, dénommé le "produit similaire".

225. L'article 2 énonce ensuite des règles détaillées sur la manière dont le dumping doit être déterminé et mesuré pour le produit visé par l'enquête en provenance d'un pays donné. Si ces règles, correctement appliquées, donnent lieu à une constatation de l'existence d'un dumping pour un certain produit en provenance d'un pays donné, c'est le "produit faisant l'objet d'un dumping" aux fins de l'article 3.

226. Il est vrai que l'article 2 permet (ou peut même prescrire) un examen par exportateur et par type du produit visé par l'enquête en provenance d'un pays pour *calculer la marge* de dumping. Mais la détermination de l'existence d'un dumping continue de s'effectuer pour le produit visé par l'enquête et le pays (et si un droit est finalement imposé, au moins le droit général – ou résiduel – portera sur le même produit en provenance de ce pays).

227. Une détermination de l'existence d'un dommage causé par des importations faisant l'objet d'un dumping doit être effectuée, selon l'article 3.1, pour le marché intérieur du *produit similaire* et pour les producteurs nationaux de ce produit. Cela ne peut résulter que d'une évaluation globale. Il n'est pas possible d'isoler les effets de transactions prises individuellement pour un seul marché de produit. La situation du marché est déterminée par l'incidence globale des importations.

228. Le fait que ce sont toutes les importations du "produit similaire" en provenance d'un pays exportateur donné qui sont visées par la notion d'"importations faisant l'objet d'un dumping" ressort également de la rédaction de l'article 3.3, qui traite de l'évaluation cumulative des importations en provenance de plusieurs pays. Il n'y a pas de règles correspondantes pour faire face au problème de l'évaluation cumulative des importations en provenance de plusieurs exportateurs, ou d'importations d'un modèle donné de produit, alors que ce serait tout aussi nécessaire si l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" était interprétée comme exigeant un examen distinct des produits de différents exportateurs ou de différents modèles.

[31] Voir les paragraphes 4.18 et 4.19 de la première communication écrite de l'Inde.

229. La position des CE est également étayée par l'article 5.7 de l'Accord antidumping qui prescrit que:

> Les éléments de preuve relatifs au dumping ainsi qu'au dommage seront examinés simultanément *a)* pour décider si une enquête sera ouverte ou non, et *b)* par la suite, pendant l'enquête, à compter d'une date qui ne sera pas postérieure au premier jour où, conformément aux dispositions du présent accord, des mesures provisoires peuvent être appliquées.

230. Comme le dommage doit faire l'objet d'une enquête avant que l'on établisse quelles transactions font l'objet d'un dumping, il est clair que l'expression "produits faisant l'objet d'un dumping" utilisée en ce qui concerne les dispositions de l'article 3 relatives au dommage doit se rapporter à toutes les importations du produit visé par l'enquête (bien que la constatation de l'existence d'un dommage soit évidemment subordonnée à la constatation de l'existence d'un dumping).

231. Un autre élément du contexte de l'article 3 qu'il faut examiner est celui des règles relatives aux droits compensateurs énoncées à l'article 15 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Ces règles sont parallèles à celles de l'article 3 de l'Accord antidumping sauf que, bien entendu, l'Accord SMC contient l'expression "importations subventionnées" au lieu de "importations faisant l'objet d'un dumping". Toutefois, il n'est pas possible de faire une distinction entre expéditions pour les subventions. En cas de subvention, toutes les exportations du produit en question en bénéficient, si bien que les enquêteurs prennent toujours en compte toutes les importations du produit. Les rapports des groupes spéciaux *Saumons* (voir plus loin) reposent sur l'hypothèse que le parallélisme s'étend au sens de ces termes.

232. Un contexte confirmant ce parallélisme est également fourni par la Déclaration ministérielle sur le règlement des différends conformément à l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ou à la Partie V de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires où les Ministres

> reconnaissent, en ce qui concerne le règlement des différends conformément à l'Accord sur la mise œuvre de l'article VI du GATT de 1994 ou à la Partie V de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, la nécessité d'assurer la cohérence du règlement des différends résultant de l'application de mesures antidumping et de mesures compensatoires.

233. L'interprétation par les CE de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" est également étayée par un examen de l'objet et du but de l'article 3 de l'Accord antidumping.

234. Cette expression figure dans la plupart des paragraphes de l'article 3 mais c'est seulement pour les paragraphes relatifs au lien de causalité que la question d'interprétation analysée ici est importante. Ainsi, aux articles 3.4 et 3.6, qui portent sur la situation de la branche de production nationale plutôt que sur le lien de causalité, la façon précise dont l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" est interprétée n'a pas d'importance.

235. Il faudrait donc que l'Inde fasse valoir que pour atteindre son objet et son but, l'article 3 s'est fondé sur une conception inutilement complexe de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping". Il paraît encore plus improbable que cette interprétation soit exacte quand on prend en considération la première phrase de l'article 3.2. Cette disposition de l'Accord antidumping envisage manifestement que les autorités nationales continueront assez longtemps à recueillir des renseignements puisque la période d'enquête utilisée pour évaluer le dumping (en général un an) ne serait guère suffisante pour déceler des changements de volume. L'article 3.2 est manifestement conçu pour les exportateurs parce qu'il fixe des conditions qui doivent être remplies avant que le lien de causalité soit établi. Pourtant, si l'interprétation de l'Inde était retenue, les exportateurs devraient,

afin d'appliquer cette disposition, fournir des données sur les prix non seulement pour une année mais pour plusieurs. Loin de profiter aux exportateurs, une telle interprétation rendrait sûrement cette disposition inapplicable. Elle porterait directement atteinte à l'obligation énoncée à l'article 6.13 selon laquelle "les autorités tiendront dûment compte des difficultés que pourraient avoir les parties intéressées, en particulier les petites entreprises, à communiquer les renseignements demandés, et elles leur accorderont toute l'aide possible", et représenterait un sérieux obstacle sur la voie de l'objectif de diligence énoncé à l'article 6.14.

236. L'Inde semble admettre le bien-fondé de cette objection au paragraphe 4.28 où elle écrit: "Nous reconnaissons que les CE ne pouvaient pas analyser les "importations faisant l'objet d'un dumping" durant la période antérieure à l'enquête tout simplement parce qu'elles ne disposaient pas de renseignements sur le niveau d'éventuelles "importations faisant l'objet d'un dumping" durant cette période."

237. L'Inde fait valoir (paragraphe 4.34) que selon la méthode appliquée par les CE, un seul modèle sur 100 faisant l'objet d'un dumping aboutirait à classer la totalité des 100 modèles comme importations faisant l'objet d'un dumping. On ne voit pas clairement à quelle disposition de l'Accord antidumping l'Inde pensait en l'espèce, mais le plus probable, semble-t-il, est qu'il s'agit de la question du lien de causalité, probablement l'article 3.5. Toutefois, l'inclusion de toutes les importations aurait en pareil cas l'effet de réduire la marge de sous-cotation et ferait ainsi obstacle à l'établissement d'un lien de causalité. Par ailleurs, les circonstances inhabituelles prises comme hypothèse par l'Inde ne se rencontreraient que lorsque le produit faisant l'objet de l'enquête a été mal défini ou lorsqu'il y a d'autres facteurs causant un dommage. En tout état de cause, ces circonstances ne sont pas celles que l'on observe en l'espèce.

238. La question de l'interprétation de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" à l'article 3 a été relativement peu examinée par les organes qui ont à connaître des différends. Dans les affaires *Saumons* (qui ont donné lieu à des décisions prises au regard du Code antidumping ou du Code des subventions, où la même expression figure), les Groupes spéciaux ont employé "importations visées par l'enquête" comme synonyme d'"importations faisant l'objet d'un dumping". Donc, en analysant la prescription (que l'on trouve maintenant à l'article 3.5 de l'Accord antidumping) relative à l'examen des causes autres que les "importations faisant l'objet d'un dumping", telles que "le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping", ils les ont opposées aux "importations visées par l'enquête".[32] Les "importations faisant l'objet d'un dumping" ont par conséquent été considérées comme constituées par toutes les importations du produit visé par l'enquête en provenance du pays dont il a été constaté qu'il pratiquait le dumping. En outre, les Groupes spéciaux ont supposé que cette interprétation s'appliquait aux paragraphes précédents de l'article 3.[33]

239. Conformément à l'article 31 3) de la Convention de Vienne, il sera tenu compte en même temps que du contexte d'un traité de la "pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité". À la connaissance des CE, aucune partie aux Codes[34] et aucun Membre de l'OMC n'a jamais appliqué l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" de la manière suggérée par l'Inde. Il ne semble d'ailleurs

[32] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Imposition de droits antidumping sur les importations de saumons frais et réfrigérés en provenance de Norvège*, ADP/87, 27 avril 1994, paragraphe 552; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur les importations de saumons frais et réfrigérés en provenance de Norvège*, SCM/153, adopté le 28 avril 1994, paragraphe 316.

[33] *Ibid*., paragraphes 555 et 321.

[34] Si la pratique en vertu des Codes n'est pas directement pertinente pour une interprétation de l'Accord antidumping, il n'en faut pas moins la prendre en considération parce qu'en établissant la signification des Codes, elle influe sur l'interprétation d'expressions telles que "importations faisant l'objet d'un dumping" qui ont été reprises dans l'Accord antidumping.

pas que jusqu'à présent, cela ait jamais été sérieusement proposé. On peut raisonnablement dire que cette pratique est du type de celle qui est visée dans la Convention.[35]

240. En outre, si on considère que le sens n'apparaît pas clairement, on a le droit, en vertu de l'article 32 de la Convention, de recourir à des moyens complémentaires d'interprétation, notamment les circonstances dans lesquelles le traité a été conclu. Pour l'Accord antidumping et pour le Code antidumping qui l'a précédé, il semble que ces circonstances aient été caractérisées par le fait qu'aucun pays appliquant des mesures antidumping n'avait retenu l'interprétation proposée par l'Inde. De plus, c'est au cours des négociations qui ont conduit à la création de l'OMC que les décisions des groupes spéciaux dans les affaires *Saumons* (voir plus haut) qui ont établi que l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" avait le sens suggéré par les CE ont été prises et que leurs rapports ont été adoptés. Les rédacteurs de l'Accord antidumping ont néanmoins choisi d'utiliser la même expression, sans modification ou réserve.

241. Cette analyse montre que l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" figurant aux paragraphes 1, 2, 4, 5 et 6 de l'article 3 de l'Accord antidumping se rapporte à toutes les importations du produit en question en provenance du pays dont il a été constaté qu'il pratique le dumping. En conséquence, les CE n'ont pas violé les dispositions de l'article 3, comme l'a allégué l'Inde, en ne se limitant pas "aux fins de la détermination du dommage … à examiner uniquement les importations faisant l'objet d'un dumping".

B. ALLÉGATION 9: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1

242. Par cette allégation (paragraphes 4.36 à 4.39) l'Inde soutient qu'en ce qui concerne le Règlement provisoire, les CE n'ont pas rendu public le fait qu'en appliquant l'article 3, elles n'ont tenu compte que des importations qui ont fait l'objet d'un dumping.

243. Comme les CE l'ont expliqué plus haut au paragraphe 22, les allégations concernant le Règlement provisoire ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial.

C. ALLÉGATION 10: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2

244. Cette allégation (figurant aux paragraphes 4.40 et 4.41) est vague et n'indique pas à quelle obligation énoncée à l'article 12.2.2 les CE auraient manqué.

245. Dans l'enquête sur le *Linge de lit* les CE ont appliqué la méthode décrite aux paragraphes 217 et suivants. Cette méthode est celle que les CE utilisent habituellement et, en l'absence de toute contestation sur ce point de l'une des parties ayant un intérêt dans l'enquête, les CE ne voient pas la nécessité de rendre publiques des indications détaillées à ce sujet pour chaque décision qu'elles prennent.

D. ALLÉGATION 11: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 3.4

246. Selon cette allégation, qui figure aux paragraphes 4.56 à 4.76 de la communication de l'Inde, "les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.4 en n'évaluant pas tous les indices et facteurs économiques pertinents mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping" (paragraphe 4.76). Il est évident que l'Inde se fonde sur le caractère d'après elle obligatoire de l'évaluation de ces facteurs.

[35] Il est significatif que l'argument n'ait pas été soulevé par les exportateurs au cours de l'enquête. Au contraire, ils ont démontré qu'ils acceptaient implicitement l'approche des CE en fournissant des éléments de preuve relatifs au volume des importations au cours d'une période de plusieurs années. Le mémoire après audition présenté au nom de Texprocil par Vermulst et Waer le 6 février 1997 (pièce n° 54 de l'Inde) contient par exemple, dans ses pages 9 et 10, des données relatives aux restrictions contingentaires des CE sur certaines catégories de textiles pour les années 1995 à 1997 qui attestent que le volume des importations ne s'était pas notablement accru.

L'Inde ne fait pas valoir que c'est en raison des circonstances propres à ce cas d'espèce que les facteurs devraient être évalués.

247. Dans la mesure où les allégations concernant le Règlement provisoire ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial (voir plus haut le paragraphe 22), les CE considèrent que cette allégation conteste la compatibilité avec le Règlement définitif.

248. L'article 3.4 de l'Accord antidumping dispose que:

> L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs effectifs et potentiels, sur le flux des liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

249. Dans les paragraphes suivants, les CE présentent trois moyens de défense contre l'allégation de l'Inde. Premièrement, elles précisent que les facteurs énumérés à l'article 3.4 ont été évalués au cours de l'enquête. Deuxièmement, elles montrent que les facteurs énumérés à l'article 3.4 sont des facteurs qui revêtent un caractère uniquement négatif et qui, en tant que tels, ont été correctement évalués au cours de l'enquête. Troisièmement, et à titre subsidiaire, elles avancent diverses raisons de conclure que l'article 3.4 ne prescrit pas que chacun des facteurs énumérés doit être évalué dans chaque enquête.

1. L'examen des facteurs de dommage dans l'enquête sur le linge de lit

250. L'évaluation par les CE des "facteurs et indices" mentionnés à l'article 3.4 est présentée au tableau 4. (Pour simplifier, les "facteurs et indices" sont généralement désignés dans les paragraphes qui suivent par le mot "facteurs".)

251. Les différents facteurs sont énoncés dans la première colonne. La deuxième colonne indique la provenance des renseignements pertinents obtenus par les CE, par exemple le questionnaire (pièce n° 2 des CE) envoyé aux producteurs nationaux. En ce qui concerne certains facteurs pour lesquels les renseignements voulus pouvaient être tirés d'autres données, il n'était pas nécessaire d'inclure une demande spécifique. Ainsi, pour plusieurs facteurs, les données ont pu être tirées de la comptabilité de l'exportateur, communiquée avec les réponses aux questionnaires. Le "retour sur investissement", par exemple, ressort du bilan et du compte de profits et pertes d'une société, le "flux de liquidités" et la "croissance", du bilan, et les "salaires" sont un élément du coût de production.

252. La troisième colonne indique le résultat de l'évaluation de chacun des facteurs. Des indications précises sont données en ce qui concerne ceux que les Règlements provisoire et définitif abordent directement ainsi que sur le "niveau" auquel les données des producteurs des CE sont présentées (cela vaut aussi pour l'allégation 15 de l'Inde qui est traitée plus loin).[36]

[36] UE-15 désigne tous les producteurs de l'UE; Industrie CE désigne tous les producteurs de la "branche de production nationale"; Échantillon désigne tous les producteurs de l'échantillon.

253. Dans un certain nombre de cas, l'indication donnée est "constatation qu'il ne s'agit pas d'un facteur indépendant notable". Le terme indépendant renvoie au lien d'interdépendance entre les facteurs. Lorsque la baisse de l'un d'eux résulte automatiquement de celle d'un ou plusieurs autres facteurs, on risquerait de compter deux fois cette diminution en alléguant qu'elle constituerait un élément de plus tendant à établir un dommage. (Cela ne veut pas dire que certains facteurs de la liste sont redondants. Une constatation relative au facteur A peut découler automatiquement d'une constatation relative aux facteurs B et C, mais le contraire n'est pas nécessairement vrai.)

254. La quatrième colonne indique les facteurs qui, selon l'Inde, n'auraient pas été évalués.

255. Les renseignements donnés dans le tableau montrent que le Règlement définitif (qui reprend les explications du Règlement provisoire) satisfait aux prescriptions de l'article 3.4 puisque tous les facteurs que celui-ci énumère sont évalués.

Tableau 4 – Examen des facteurs de dommage

Article 3.4 de l'Accord antidumping	**Source d'information**	**Évaluation**	**Liste indienne**
Diminution effective et potentielle des ventes	Renseignements expressément demandés dans le questionnaire Eurocoton/CITH	Volume (RP82) UE-15 Échantillon Valeur (RP83) Industrie CE Échantillon	
des bénéfices	Renseignements expressément demandés dans le questionnaire Eurocoton/CITH	Échantillon (RP89)	
de la production	Renseignements expressément demandés dans le questionnaire Eurocoton/CITH	UE-15 (RP81) Industrie CE (RP81)	
de la part de marché	Tiré des autres renseignements demandés	Volume (RP84) UE-15 Échantillon Valeur (RP85) UE-15 Industrie CE Échantillon	
de la productivité	Tiré des autres renseignements demandés	Constatation qu'il ne s'agit pas d'un facteur indépendant notable	/
du retour sur investissement	Tiré des autres renseignements demandés	Constatation qu'il ne s'agit pas d'un facteur indépendant notable	/
de l'utilisation des capacités	Renseignements expressément demandés dans le questionnaire	Constatation qu'il ne s'agit pas d'un facteur indépendant notable	/
Facteurs qui influent sur les prix intérieurs	Renseignements expressément demandés dans le questionnaire Eurocoton/CITH	Échantillon (RP86-87)	/
Importance de la marge de dumping	Tiré des autres renseignements demandés	Constatation qu'il ne s'agit pas d'un facteur indépendant notable	

Article 3.4 de l'Accord antidumping	Source d'information	Évaluation	Liste indienne
Effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités	Tiré des autres renseignements demandés	Constatation qu'il ne s'agit pas d'un facteur indépendant notable	/
les stocks	Renseignements expressément demandés dans le questionnaire	Constatation qu'il ne s'agit pas d'un facteur indépendant notable	/
l'emploi	Données et renseignements demandés dans le questionnaire Eurocoton/CITH	Industrie CE (RP 91)	
les salaires	Tiré des autres renseignements demandés	Constatation qu'il ne s'agit pas d'un facteur indépendant notable	/
la croissance	Tiré des autres renseignements demandés	Constatation qu'il ne s'agit pas d'un facteur indépendant notable	/
la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement	Tiré des autres renseignements demandés	Constatation qu'il ne s'agit pas d'un facteur indépendant notable	/

2. L'examen prescrit par l'article 3.4 – Caractère négatif des facteurs

256. L'interprétation de l'article 3.4 doit se fonder sur le sens ordinaire de ses termes dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping.

257. La première phase de ce processus est un examen attentif des termes de l'article 3.4 et, en particulier, des facteurs et indices qui y sont énumérés. Un tel examen met en évidence le fait qu'il s'agit expressément pour ces facteurs de constater l'existence, et non l'absence, d'un dommage. Les sept premiers sont ainsi précédés du membre de phrase "*diminution* effective et potentielle" et la plupart des autres du membre de phrase "*effets négatifs*, effectifs et potentiels, sur". Deux seulement des 15 facteurs et indices ne sont pas associés aux mots "diminution" ou "effets négatifs". En outre, on peut dire que l'un des deux facteurs qui restent (importance de la marge de dumping) est intrinsèquement négatif.[37] La question de savoir si le point restant ("facteurs influant sur les prix") doit être considéré comme faisant l'objet de la même restriction ou comme ayant été traité différemment de façon délibérée n'est pas une question qu'il est nécessaire d'aborder en l'espèce puisque l'Inde n'a pas accusé les autorités communautaires de ne pas l'avoir évalué.

258. Cette interprétation des facteurs énumérés à l'article 3.4 est renforcée par un examen du début de cet article, où il est question de "*l'incidence* des importations faisant l'objet d'un dumping". Le terme "incidence" a une dimension négative qui n'est pas présente, par exemple, dans le membre de phrase "l'effet de ces importations" de la disposition correspondante de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV).

259. Il n'y a rien dans le contexte de l'article 3.4 qui contredise ce "sens ordinaire" de ses termes, et cela est confirmé par l'objet et le but de cette partie de l'Accord antidumping – qui consistent évidemment à mettre en place un régime applicable pour déterminer l'existence d'un dommage. Le but de l'examen visé à l'article 3.4 est de déterminer ce qui ne va pas, et non ce qui va bien, dans la branche de production nationale.

[37] L'Inde n'a pas fait figurer ce facteur sur la liste des facteurs dont il n'aurait pas été tenu compte.

260. Bien que des parallèles puissent être établis entre l'article 3.4 et des dispositions de l'Accord sur les sauvegardes et de l'ATV, les facteurs énumérés dans ces deux accords n'ont pas cette connotation négative.

261. Les CE ne veulent pas faire fi du sens commun en donnant à entendre que des facteurs non négatifs ne peuvent pas avoir de pertinence. Certains facteurs positifs ont d'ailleurs longuement retenu l'attention dans l'enquête sur le linge de lit. Toutefois, l'Inde cherche à établir dans cette allégation que l'article 3.4 prescrit aux autorités chargées de l'enquête d'évaluer expressément la totalité des 15 facteurs et indices qui y sont énumérés. Cet argument (que les CE rejettent) étant fondé sur le libellé de l'article 3.4, il doit respecter ce libellé. Or, celui-ci mentionne presque exclusivement, de façon tout à fait explicite, des facteurs négatifs. En conséquence, ce qu'on pourrait appeler la prescription d'"évaluation complète" (si elle existe) ne s'applique qu'à de tels facteurs.

262. Dans l'enquête sur le linge de lit, deux facteurs négatifs principaux (les bénéfices et les prix)[38] ont été identifiés par les autorités communautaires et ont fait l'objet d'un examen et d'une évaluation approfondis. Aucun autre facteur négatif plausible ne leur a été signalé ou n'a autrement retenu leur attention. Aucun n'a été indiqué par l'Inde.

3. L'examen prescrit par l'article 3.4 – Tous les facteurs énumérés doivent-ils être évalués?

263. Indépendamment de leurs arguments concernant le caractère négatif des facteurs mentionnés à l'article 3.4, les CE rejettent aussi l'idée que tous ces facteurs doivent être formellement évalués dans chaque enquête.

264. Cette interprétation est également fondée sur le sens ordinaire des termes de ce paragraphe, dans leur contexte, à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping.

265. Premièrement, selon l'article 3.4, les facteurs et indices économiques ne doivent être évalués que s'ils sont "pertinents" et s'ils "influent sur la situation de cette branche [la branche de production nationale concernée]", ce qui sous-entend que les facteurs qui sont pertinents peuvent différer d'une enquête à l'autre. Cette conclusion, qui ne prête guère à controverse, est étayée par la dernière phrase du paragraphe selon laquelle la "liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante". En conséquence, parmi les facteurs énumérés à l'article 3.4, il peut s'en trouver certains qui, dans telle ou telle affaire, ne sont pas pertinents et n'ont donc pas à être évalués.

266. Vouloir à tout prix que les facteurs énumérés soient évalués dans tous les cas reviendrait à prescrire l'évaluation d'un facteur dont la non-pertinence a déjà été constatée, ce qui serait absurde.

267. Deuxièmement, l'idée que le terme "y compris" devrait être interprété comme signifiant "à tout le moins" cadre mal avec le caractère de la liste qui suit. Celle-ci est scindée en plusieurs parties par des points-virgules et le mot "ou" est employé pour indiquer qu'il n'est pas nécessaire d'examiner tous les facteurs. Si tous les facteurs et indices énumérés à l'article 3.4 devaient être évalués, les Membres auraient utilisé la conjonction "et", ce qu'ils n'ont pas hésité à faire dans bien d'autres contextes. (Par exemple dans les listes de l'Accord sur les sauvegardes et de l'ATV.)

268. Le fait qu'il n'est pas nécessaire d'examiner tous les facteurs énumérés dans la première phrase de l'article 3.4 ressort de façon parfaitement claire de la seconde phrase, qui se lit comme suit:

> Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

[38] Voir le considérant 40 du Règlement définitif. Comme indiqué plus haut, les "prix" pourraient être le seul facteur de la liste qui n'a pas une connotation négative.

269. L'emploi dans la seconde partie de cette phrase des mots "et un seul ... nécessairement" (c'est-à-dire "ne constitueront pas toujours mais peuvent constituer"), signifie que, parfois, un ou plusieurs des facteurs énumérés, et non, par conséquent, la totalité d'entre eux, constitueront "une base de jugement déterminante". Dès lors qu'un seul facteur peut ainsi constituer "une base de jugement déterminante", il est clair qu'en pareil cas, les autorités chargées de l'enquête ne sont pas tenues d'en examiner d'autres.

270. Troisièmement, de l'avis des CE, non seulement les facteurs énumérés à l'article 3.4 n'ont pas la même importance selon les affaires, mais il est possible d'en inférer que certains d'entre eux, de par leur nature même, ont des chances d'être plus importants que d'autres et que les constatations faites au sujet de tel ou tel facteur peuvent rendre superflues des constatations relatives à tel ou tel autre. Ainsi, comment le calcul du retour sur investissement peut-il être pertinent ou même significatif dans le cas d'une branche de production travaillant à perte? C'est une autre raison pour laquelle l'évaluation de tous les facteurs ne saurait être considérée comme obligatoire.

271. Quatrième point à prendre en considération dans ce contexte: l'obligation au titre de l'article 3.4 d'examiner les facteurs de dommage pertinents n'est pas une disposition isolée. Il faut en particulier tenir compte des paragraphes 13 et 14 de l'article 6:

> 6.13 Les autorités tiendront dûment compte des difficultés que pourraient avoir les parties intéressées, en particulier les petites entreprises, à communiquer les renseignements demandés, et elles leur accorderont toute l'aide possible.
>
> 6.14 Les procédures énoncées ci-dessus n'ont pas pour but d'empêcher les autorités d'un Membre d'agir avec diligence pour ce qui est d'ouvrir une enquête, d'établir des déterminations préliminaires ou finales, positives ou négatives, ou d'appliquer des mesures provisoires ou finales, conformément aux dispositions pertinentes du présent accord.

272. En ce qui concerne l'application de l'article 6.13 à l'enquête sur le linge de lit, les producteurs européens étaient incontestablement de petites entreprises.

273. L'obligation énoncée à l'article 6.13 impose des limites aux renseignements, etc., qui peuvent être exigés des entreprises en fonction du niveau de difficulté que soulèvent pour elles ces exigences. C'est un équilibre que les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer dans chaque cas. Comme l'indique l'expression "tiendront dûment compte", il s'agit là d'une question d'appréciation.

274. Les producteurs nationaux sont la meilleure et parfois la seule source de renseignements sur les facteurs à prendre en considération pour établir l'existence d'un dommage. Par conséquent, l'article 6.13 impose implicitement des limites à l'obligation énoncée à l'article 3.4 d'évaluer les divers facteurs de dommage qu'il énumère parce que cette évaluation est nécessairement restreinte par les limites éventuelles des renseignements dont disposent les autorités. En d'autres termes, des aspects de l'évaluation prescrite par l'article 3.4 peuvent devoir être limités dans l'intérêt des valeurs mentionnées à l'article 6.13. Encore une fois, la décision à prendre sur ces limites est une question d'appréciation qui doit être tranchée par les autorités chargées de l'enquête.

275. En théorie, elles pourraient la trancher en réduisant dans une même proportion la collecte de renseignements pertinents pour chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4. Il suffit de décrire cette démarche pour voir qu'elle est illogique, et ce pour deux raisons. En premier lieu, il est presque sûr que dans toute enquête donnée certains facteurs seront plus importants que d'autres.

276. En second lieu, les difficultés soulevées pour les entreprises varieront d'un facteur à l'autre suivant qu'elles tiennent ou non les dossiers voulus. Les personnes qui n'ont aucune expérience de ces questions pourraient croire qu'il suffit de poser une question à une société pour obtenir les renseignements commerciaux nécessaires. En fait, les entreprises savent très précisément quels facteurs sont importants pour elles. Ces facteurs varient d'une branche de production à l'autre, même si une typologie globale émerge. En ce qui concerne les autres facteurs, les petites entreprises, en particulier, n'ont parfois aucun dossier autre que ceux qui contiennent des données brutes qui ne seraient exploitables qu'à l'issue d'un long processus de traitement.

277. Ces deux explications sont donc liées. Certains facteurs sont plus importants que d'autres pour les enquêtes et les entreprises consignent mieux dans leurs dossiers les renseignements qui sont les plus essentiels pour leur prospérité. La plainte initiale présentée par les producteurs nationaux est un indicateur de premier ordre pour déterminer les facteurs qui sont les plus importants.

278. Indépendamment des limites découlant de l'article 6.13, l'ampleur de l'examen effectué au titre de l'article 3.4 peut être restreinte par l'objectif de diligence énoncé à l'article 6.14.

279. La conclusion qui découle de cet examen des paragraphes 13 et 14 de l'article 6 est que l'obligation énoncée à l'article 3.4 d'examiner les facteurs de dommage ne saurait en principe revêtir un caractère absolu. Cela vient encore accréditer le point de vue selon lequel l'évaluation de tous ces facteurs n'est pas obligatoire.

280. Face aux quatre considérations qui viennent d'être exposées, l'Inde fonde son argumentation sur certaines lectures simples du texte de l'article 3.4 et sur une série de soi-disant précédents.

281. En ce qui concerne les précédents, comme l'indique la communication de l'Inde, il y a eu un certain nombre de différends dans lesquels des organes du GATT (ou institués en vertu des codes) et de l'OMC se sont employés à interpréter des dispositions de ce type. Ils ont souligné que tous les facteurs énumérés devaient être examinés.

282. Les CE ne pensent pas que les précédents de l'ATV et de l'Accord sur les sauvegardes viennent étayer la position de l'Inde. Premièrement, les termes et le contexte des dispositions correspondantes de l'ATV et de l'Accord sur les sauvegardes sont entièrement différents. Les "facteurs de dommage" énumérés dans ces accords, en particulier, sont plus limités et ne sont pas reliés entre eux par le mot "ou".

283. Deuxièmement, le niveau des effets défavorables prescrit dans ces accords est plus élevé que le "dommage important" requis au titre de l'Accord antidumping. C'est dans le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures*[39] que cela a été dit le plus récemment:

> "L'application d'une mesure de sauvegarde n'est pas subordonnée à des mesures commerciales "déloyales" comme c'est le cas des mesures antidumping ou compensatoires. Ainsi, les restrictions à l'importation qui sont imposées à des produits de Membres exportateurs quand une mesure de sauvegarde est prise doivent être considérées, comme nous l'avons dit, comme exceptionnelles. Et, en interprétant les conditions préalables régissant l'adoption de telles mesures, il faut prendre en considération leur caractère exceptionnel."

284. L'Organe d'appel a ensuite souligné qu'un niveau élevé de dommage était prescrit par cet accord en disant:[40]

---

[39] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/AB/R, 14 décembre 1999, paragraphe 94.

> Nous notons à cet égard qu'il y a une définition du "dommage grave" à l'article 4.1 a) de l'*Accord sur les sauvegardes*, qui est la suivante:
>
> > L'expression "dommage grave" s'entend d'une *dégradation générale notable* de la situation d'une branche de production nationale. (pas d'italique dans l'original)
> >
> > Et nous notons que, dans son analyse juridique du "dommage grave" au titre de l'article 4.2 a), le Groupe spécial n'a absolument pas utilisé cette définition.

285. En outre, les CE font observer que le dommage causé par le dumping se distingue du dommage visé par l'ATV et l'Accord sur les sauvegardes en ce sens que le dumping est essentiellement une pratique fondée sur les prix et que l'analyse du dommage au titre de l'article 3.4 de l'Accord antidumping est effectuée dans des circonstances où l'autorité chargée de l'enquête aura déjà déterminé, conformément à l'article 3, paragraphes 1 et 2, que le dumping a eu un effet soit sur le volume des importations qui en font l'objet, soit sur les prix sur le marché intérieur.

286. Selon l'article 3.1:

> La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.

287. L'analyse prescrite par l'article 3.4 qui, selon la plainte de l'Inde, n'aurait pas été correctement faite, est l'*analyse supplémentaire* visée au point b) de l'article 3.1 qui a trait à l'incidence *résultant* pour la branche de production nationale de l'effet principal du dumping qui est l'effet sur les volumes d'importation ou sur les prix sur le marché intérieur.

288. Le seul précédent qui se rapporte à l'Accord antidumping de l'OMC est fourni par le Groupe spécial *Mexique – SHTF* qui a dit: "le texte de l'article 3.4 est contraignant".[41]

289. Toutefois, le Groupe spécial *Mexique – SHTF* n'a pas abordé plusieurs des arguments développés ici. Il n'a, en particulier, effectué aucune analyse du caractère négatif des facteurs mentionnés à l'article 3.4, de l'emploi du mot "ou", des différences entre les facteurs énumérés dans les divers Accords de l'OMC et de la portée des paragraphes 13 et 14 de l'article 6, mais s'est fondé de manière assez simpliste sur le mauvais précédent des affaires de sauvegarde.

---

[40] *Id.*, paragraphe 138.

[41] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, 28 janvier 2000, paragraphe 7.128:

> À notre avis, ce libellé indique clairement que les facteurs énumérés à l'article 3.4 doivent être examinés dans tous les cas. Il peut y avoir d'autres facteurs économiques pertinents dans un cas particulier, dont l'examen serait aussi requis. Dans le cas d'une menace de dommage, par exemple, l'Accord antidumping lui-même établit que l'examen des facteurs énoncés à l'article 3.7 est également requis. Mais l'examen des facteurs énumérés à l'article 3.4 est requis dans chaque cas, même si cet examen peut conduire l'autorité chargée de l'enquête à conclure qu'un facteur donné n'est pas probant en ce qui concerne une branche de production donnée, ou un cas donné, et par conséquent n'est pas pertinent pour la détermination proprement dite. De plus, l'examen de chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4 doit apparaître dans la détermination finale de l'autorité chargée de l'enquête.

4. Conclusion

290. On se rappellera que l'Inde allègue que "les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.4 en n'évaluant pas tous les facteurs et indices économiques pertinents mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping". Il ne s'agit donc pas d'une allégation générale selon laquelle les CE n'auraient pas bien appliqué l'article 3.4.

291. En réponse à l'allégation de l'Inde, les CE ont eu recours à trois moyens de défense, exposés dans les paragraphes précédents, qui peuvent jusqu'à un certain point se substituer les uns aux autres. Ils se récapitulent comme suit. Premièrement, dans une partie a), les CE ont fait valoir que les facteurs énumérés à l'article 3.4 ont été évalués au cours de l'enquête. Deuxièmement, dans une partie b), elles ont montré que les facteurs énumérés à l'article 3.4 sont des facteurs qui revêtent un caractère uniquement négatif et qu'ils ont, en tant que tels, été correctement évalués pendant l'enquête. Enfin, dans une partie c), elles ont donné diverses raisons de conclure que l'article 3.4 ne prescrit pas que chacun des facteurs énumérés doit être évalué dans chaque enquête.

292. Si les CE ont gain de cause avec un de ces moyens de défense, l'allégation de l'Inde sera sans fondement. Il n'est pas nécessaire que les CE établissent qu'elles ont, dans l'ensemble, déterminé de façon satisfaisante l'existence d'un dommage (bien que ce soit le cas).

293. Sur cette base, les CE concluent que les autorités communautaires n'ont pas manqué, de la manière alléguée par l'Inde, aux obligations énoncées à l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

E. ALLÉGATION 12: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1

294. Cette allégation est exposée aux paragraphes 4.77 à 4.83 de la communication de l'Inde. Il est allégué que, en ce qui concerne divers facteurs énumérés à l'article 3.4, les CE n'ont pas mentionné "les points de fait et de droit qui ont entraîné le rejet ..." dans "l'avis au public" imposant les mesures provisoires.

295. Comme les CE l'ont expliqué plus haut au paragraphe 22, les allégations concernant le Règlement provisoire ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial.

F. ALLÉGATION 13: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2

296. L'Inde allègue (paragraphes 4.84 à 4.86) que les CE n'ont pas donné les explications et les raisons prescrites par l'article 12.2.2.

297. L'article 12.2.2 prescrit que l'avis au public d'une mesure imposant des droits définitifs contiendra "tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales" et en particulier "les renseignements décrits à l'alinéa 2.1". Le point pertinent de l'alinéa 2.1 a trait aux "considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3".

298. Dans les considérants 40 et 41 du Règlement définitif, les CE ont donné des indications détaillées concernant les facteurs sur lesquels a porté leur examen, notamment ceux énumérés à l'article 3.4 qui étaient pertinents pour sa détermination. La réponse donnée plus haut par les CE à l'allégation 11 explique quels sont les facteurs pertinents.

299. L'article 12.2.2 prescrit aussi que l'avis au public donnera les "raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs".

300. L'Inde cite (paragraphe 4.45) le *Post-hearing Brief* (Mémoire après audition) (pièce n° 54 de l'Inde) présenté au nom des exportateurs aux autorités communautaires en février 1997, où la plainte

de la branche de production nationale était critiquée parce qu'on n'y trouvait pas des renseignements sur tous les facteurs énumérés à l'article 3.4. Toutefois, c'est la dernière fois que les exportateurs ont soulevé cette question. À la suite de la publication du Règlement provisoire (2 juin 1997), ils ont limité leurs observations aux facteurs expressément examinés dans ce règlement sans mentionner les autres facteurs énumérés à l'article 3.4.[42] Cette question n'a pas davantage été soulevée dans les communications ultérieures des exportateurs.[43] Donc, les préoccupations des exportateurs portaient sur la plainte initiale et, en tant que telles, n'étaient pas des arguments pertinents pour les décisions prises par les autorités communautaires. En conséquence, les CE n'étaient pas tenues au titre de l'article 12.2.2 de donner les raisons de leur acceptation ou rejet.

G. ALLÉGATION 14: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 6

301. Selon cette allégation de l'Inde (paragraphes 4.87 à 4.92) les CE auraient enfreint les paragraphes 2, 4 et 9 de l'article 6 de l'Accord antidumping.

302. Comme les CE l'ont expliqué dans la section II.A de la présente communication, cette allégation ne relève pas de la compétence du Groupe spécial.

H. ALLÉGATION 15: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 3.4

303. L'Inde allègue (aux paragraphes 4.93 à 4.157) que les CE ont enfreint l'article 3.4 de diverses manières en rapport avec le choix des données retenues pour établir l'existence d'un dommage.

304. Comme les CE l'ont expliqué plus haut au paragraphe 22, les allégations concernant le Règlement provisoire ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial. Le Règlement définitif fait siennes les explications du Règlement provisoire dans la mesure où cela est nécessaire pour la détermination, mais le premier de ces deux textes prévaut.

1. Prise en compte d'entreprises ne faisant pas partie de la "branche de production nationale"

305. L'Inde allègue d'abord que les CE, "pour constater l'existence d'un dommage … se sont fondées sur des entreprises ne faisant pas partie de la branche de production nationale".

306. Dans l'Accord antidumping, c'est le texte introductif de l'article 4.1 qui donne la définition de base de l'expression "branche de production nationale":

> Aux fins du présent accord, l'expression "branche de production nationale" s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits ...

307. L'introduction de l'Inde (paragraphes 4.115 à 4.120) à cette partie de son allégation est axée sur la définition de la branche de production nationale aux fins de l'Accord antidumping. Toutefois, elle porte essentiellement, sur le terme "producteurs" et sur l'expression "produits similaires", qui ne sont ni l'un ni l'autre pertinents pour son allégation. Il semble que l'Inde se préoccupe plutôt des

[42] Le *Second Post-hearing Brief* (deuxième Mémoire après audition), daté du 17 juillet 1997 (pièce n° 55 de l'Inde) a ainsi abordé la "production de l'industrie communautaire", les "ventes (valeur) de l'industrie communautaire", la "situation de l'emploi dans l'industrie communautaire", la "part de marché de l'industrie communautaire" et les "prix".

[43] Voir *Disclosure comments submitted on behalf of Texprocil* (Observations sur la notification présentées au nom de Texprocil), 13 octobre 1997 (pièce n° 60 de l'Inde).

mentions qui sont faites, dans le Règlement provisoire, de la production de producteurs ne figurant pas parmi ceux qui, aux fins de l'enquête, entraient dans la définition de la branche de production nationale.

308. Tout au long de cette enquête, les CE ont appliqué l'option de l'article 4.1 qui définit la branche de production nationale comme un groupe de producteurs dont les productions additionnées constituent une "proportion majeure de la production nationale totale" des produits en question.[44]

309. Cette approche fournit le fondement des arguments qui suivent. Toutefois, bien qu'elle soit permise par l'Accord antidumping, elle n'est pas prescrite, et les mesures prises par les autorités communautaires dans l'enquête sur le linge de lit peuvent également être justifiées par le fait qu'un Membre est libre d'utiliser les deux définitions de la branche de production nationale au cours d'une seule et même enquête.

310. Ce point de l'argumentation de l'Inde semble, comme d'autres, être le produit d'une confusion entre, d'une part, les éléments de preuve et, d'autre part, les conclusions qui en sont tirées. En ce qui concerne l'existence d'un dommage, les conclusions tirées des éléments de preuve doivent en fin de compte concerner la branche de production nationale telle qu'elle est définie dans l'enquête. En revanche, il n'y a aucune limite intrinsèque aux types d'éléments de preuve qui peuvent être utilisés pour parvenir à ces conclusions.

311. On ne peut certainement pas exclure *ab initio*, en particulier, que la situation des producteurs communautaires dans leur ensemble peut fournir des éléments de preuve sur celle des producteurs qui constituent la branche de production nationale.

312. Dans ses observations sur les données relatives à la production, l'Inde attaque (paragraphes 4.123 à 4.130) l'analyse faite dans le considérant 81 du Règlement provisoire. Toutefois, il vise simplement à faire observer que l'accroissement de la production des producteurs de la "branche de production nationale" entre 1992 et 1995/96 n'était pas un symptôme de bonne santé, mais tenait à la disparition d'un grand nombre de producteurs communautaires pendant cette période, comme cela est expliqué dans le considérant 41 du Règlement définitif.

313. L'Inde remarque (paragraphe 4.130) que les éléments de preuve exposés dans les règlements des CE indiquent que "les entreprises qui constituent l'industrie communautaire ont prospéré". Si des entreprises dont les bénéfices se chiffrent à 1,6 pour cent peuvent être décrites comme prospérant, on se demande quel mot l'Inde emploie pour qualifier les bénéficies réalisés par les entreprises qui vendent sur son propre marché.

314. L'Inde confond également éléments de preuve et conclusions dans ses observations sur les chiffres relatifs aux ventes (paragraphes 4.131 à 4.133). Dans l'industrie textile, les chiffres qui se rapportent aux ventes et à la production sont étroitement liés. Les producteurs ne laissent pas des stocks se constituer. En conséquence, ce qui est vrai pour la production est généralement vrai pour les ventes.

315. Dans son analyse sur la part de marché (paragraphes 4.134 à 4.136) l'Inde ne fait pour l'essentiel que répéter les arguments qu'elle a développés dans les paragraphes précédents sur la production et les ventes.

316. L'Inde revient sur ce même point en analysant les données relatives à l'emploi (aux paragraphes 4.137 et suivants), puis à nouveau en analysant les "entreprises prétendument disparues".[45]

[44] Voir considérants 52 à 57 du Règlement provisoire.

317. Toutes ces allégations selon lesquelles les autorités communautaires auraient fondé la constatation de l'existence d'un dommage sur la situation des producteurs communautaires dans leur ensemble sont expressément réfutées dans le considérant 40 du Règlement définitif où il est indiqué que:

> la conclusion relative au préjudice important se fonde essentiellement sur la baisse de la rentabilité et le blocage des prix de l'industrie communautaire observés pour les sociétés incluses dans l'échantillon.

318. Les arguments de l'Inde semblent reposer sur l'idée que tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 doivent indiquer l'existence d'un dommage. En réalité, la nature du dommage subi par la branche de production nationale dépendra dans une certaine mesure de la manière dont cette branche de production réagit à des importations dont le prix a été fixé de manière déloyale. Si elle maintient les prix en vigueur, les ventes risquent de diminuer. Si elle baisse les prix pour qu'ils correspondent à ceux des importations, elle maintiendra peut-être le volume des ventes et la part de marché mais sera moins rentable. Bien que la réalité se situe généralement quelque part entre ces deux scénarios, les faits de la cause mettent nettement la perte de bénéfices au premier plan.

2. Échantillonnage

319. Aux paragraphes 4.145 à 4.150, l'Inde soulève divers points concernant la méthode d'échantillonnage appliquée dans la présente enquête aux producteurs nationaux. Bien que diverses dispositions de l'Accord antidumping soient citées, il semble que ce que l'Inde allègue, c'est que les CE n'ont pas évalué de manière "impartiale et objective"[46] les facteurs et indices énumérés à l'article 3.4. Elle soutient que les CE ont de ce fait enfreint l'article 3.4.

320. L'Inde indique expressément au paragraphe 4.145 de sa première communication écrite qu'elle

> ... ne conteste pas que les CE avaient le droit de recourir à un échantillonnage de la branche de production nationale aux fins de la détermination de l'existence du préjudice.

321. Les CE, quant à elles, admettent qu'en évaluant l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale conformément à l'article 3.4, les autorités d'un Membre sont obligées d'évaluer les faits établis de manière impartiale et objective.

322. Toutefois, les allégations de l'Inde ne conduisent aucunement à soupçonner que les autorités communautaires n'ont pas respecté cette règle.

323. Premièrement, l'Inde laisse entendre (paragraphe 4.146) que l'enquête est en quelque sorte viciée par le fait qu'un échantillon de producteurs constituant la "branche de production nationale" (cet échantillon a en l'espèce été fondé sur le principe de la "proportion majeure" énoncé à l'article 4.1) risque de "fausser" le résultat par rapport à ce qu'on obtiendrait en prenant l'ensemble des producteurs nationaux. L'Inde n'explique ni en quoi le résultat serait ainsi faussé, ni comment cela enfreint l'article 3.4.

324. Deuxièmement, l'Inde estime (paragraphes 4.147 et 4.148) que l'échantillonnage de la branche de production nationale était d'une certaine façon plus favorable que celui des exportateurs indiens.

---

[45] En dépit de ce membre de phrase, il semble que l'Inde ne nie pas que des entreprises commerciales ont bel et bien disparu.

[46] Voir le paragraphe 4.150 où l'Inde mentionne l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping.

L'absence d'accord avec ces derniers est mentionnée, de même que (à nouveau) la question de l'examen de renseignements relatifs à tous les producteurs nationaux et non uniquement à ceux constituant la "branche de production nationale". L'application des données relatives à l'échantillon en ce qui concerne le dumping n'a aucune pertinence pour la méthode utilisée afin de déterminer l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping en vertu de l'article 3.4. La pertinence de cette disposition pour les diverses sociétés dont les données ont été prises en compte a déjà été examinée (paragraphes 310 et suivants).

325. L'Inde estime aussi que les données relatives à l'échantillon ont été appliquées de façon "rigoureuse et mécanique" aux exportateurs mais non à la branche de production nationale. L'Inde n'avance rien pour étayer cette allégation et, en particulier, n'explique ni de quelle manière les CE auraient pu prendre en compte des données concernant des exportateurs ne figurant pas dans l'échantillon mais ne l'ont pas fait, ni en quoi le résultat aurait été différent. En tout état de cause, il est clair que le calcul de la marge de dumping, en tant que calcul précis, doit être "rigoureusement et mécaniquement" limité aux sociétés figurant dans l'échantillon. Une évaluation de l'existence d'un dommage requiert un examen de renseignements plus divers: ce n'est pas un calcul mécanique.

326. Il est dit (paragraphes 4.149 et 4.150) que les CE auraient dû limiter leur demande de renseignements aux entreprises incluses dans l'échantillon. Un échantillon a été constitué pour donner une indication de la situation de la "branche de production nationale". Quand les autorités ont des renseignements concernant directement la situation de cette branche de production, on pourrait parler d'une possible violation de l'article 3.4 non pas s'ils étaient utilisés mais plutôt si on refusait de les utiliser.

327. En tout état de cause, pour les raisons qui ont déjà été exposées, notamment dans la section 1 ci-dessus, les CE étaient fondées en vertu de l'article 3.4 à se référer aux différents niveaux de la branche de production. Elles ne sauraient donc être accusées de ne pas avoir fait une évaluation impartiale et objective. L'Inde n'avance aucune autre raison pour laquelle l'évaluation par les CE pourrait être jugée partiale et non objective.

3. Explication du niveau pertinent

328. Le troisième fondement de l'allégation de l'Inde selon laquelle les CE ont enfreint l'article 3.4 de l'Accord antidumping est le suivant: Les CE "n'ont à aucun moment indiqué ou expliqué clairement pourquoi au juste elles s'étaient fondées sur tel ou tel niveau de l'industrie pour les différents facteurs susceptibles de causer un préjudice" (paragraphes 4.151 à 4.157).

329. L'Inde répète en formulant cette accusation les plaintes qui ont déjà été examinées au titre de cette allégation. La réponse des CE est également une répétition. Dans les considérants 40 et 41 du Règlement définitif, les CE ont récapitulé les caractéristiques particulières de cette enquête, notamment le fait que, pour certains critères on n'a pas constaté qu'il y avait eu dommage mais plutôt que la situation de la branche de production nationale semblait s'améliorer légèrement. Pour démontrer qu'en réalité, cette amélioration occultait un blocage des prix et une forte dégradation de la rentabilité, il a fallu se tourner vers le tableau plus général et, en particulier, prendre en compte la réduction notable du nombre total de producteurs nationaux entre 1992 et 1996. On pourrait donc dire que le dommage subi par les producteurs constituant la "branche de production nationale", qui a été révélé par le blocage des prix et la baisse de la rentabilité, n'a pas été compensé par un accroissement des ventes, de la part de marché, etc. parce que ces accroissements résultaient de la réduction du nombre total de producteurs des CE.

330. Le tableau récapitulatif des données fournies dans le Règlement provisoire, qui figure au paragraphe 4.151 de la première communication de l'Inde, a une caractéristique notable: en ce qui concerne chaque facteur de dommage, il y a un chiffre pour l'"échantillon" et/ou pour la "branche de production nationale". Le considérant 58 du Règlement provisoire explique qu'il a été décidé de

procéder par échantillonnage "compte tenu du nombre de sociétés composant l'industrie communautaire". Toutefois, ce que donne un échantillon, c'est toujours une approximation du véritable chiffre relatif à la branche de production nationale, de sorte que la présentation de données relatives à cette branche de production lorsqu'elles sont disponibles ne saurait soulever aucune objection.

4. Conclusion

331. En conclusion, on peut faire observer qu'aucun des trois motifs avancés par l'Inde dans cette allégation n'établit une incompatibilité avec l'article 3.4 en ce qui concerne l'utilisation par les autorités communautaires de données provenant de différents niveaux de la branche de production de linge de lit.

332. Enfin, les CE répètent que, comme elles l'ont fait remarquer d'emblée, l'Accord antidumping n'interdit pas aux Membres d'utiliser les différentes définitions de la branche de production nationale données dans le texte introductif de l'article 4.1 au cours d'une seule et même enquête s'ils souhaitent le faire.

I. ALLÉGATION 16: INCOMPATIBILITÉ AVEC LES PARAGRAPHES 10 ET 11 DE L'ARTICLE 6

333. Dans cette allégation (paragraphes 4.158 à 4.161) l'Inde invoque les dispositions de l'article 6 de l'Accord antidumping.

334. Comme les CE l'ont expliqué dans la section II.A de la présente communication, cette allégation ne relève pas de la compétence du présent Groupe spécial.

J. ALLÉGATION 17: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1

335. L'Inde allègue (paragraphes 4.163 à 4.170) que le Règlement provisoire n'a pas satisfait aux prescriptions de l'article 12.2.1 en ce qui concerne l'avis au public.

336. Comme les CE l'ont expliqué plus haut au paragraphe 22, les allégations concernant le Règlement provisoire ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial.

K. ALLÉGATION 18: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2

337. L'Inde allègue ici (paragraphes 4.171 à 4.177) que le Règlement définitif n'a pas satisfait aux prescriptions de l'article 12.2.2 en ce qui concerne l'avis au public.

338. Les explications fournies par les CE pour satisfaire aux prescriptions de l'article 3 concernant l'existence d'un dommage ayant été données dans le Règlement définitif, soit directement, soit en renvoyant à des parties du Règlement provisoire, ces explications satisfont aussi aux prescriptions de l'article 12.2.2.

339. Concernant la réponse donnée dans le Règlement aux observations des exportateurs, l'allégation du paragraphe 4.177 de la communication est trop vague pour permettre aux CE de réagir.

L. ALLÉGATION 19: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 3.4

340. L'Inde affirme (paragraphe 4.194) que "la pratique communautaire consistant à considérer automatiquement que toutes les importations de linge de lit provenant d'Inde réalisées durant les années antérieures à la période d'enquête "*faisaient l'objet d'un dumping*" étaient incompatibles avec l'article 3.4". L'Inde vise manifestement la période allant de 1992 à 1996.

341. Comme les CE l'ont expliqué plus haut au paragraphe 22, les allégations concernant le Règlement provisoire ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial. Le Règlement définitif fait siennes les explications du Règlement provisoire dans la mesure où cela est nécessaire pour la détermination, mais le premier de ces deux textes prévaut.

342. En outre, comme les CE l'ont expliqué à la section II.A de la présente communication, cette allégation dans son ensemble ne relève pas de la compétence du Groupe spécial.

343. En tout état de cause, les CE rejettent l'affirmation de l'Inde. Aucun des deux Règlements ne contient une mention de cette pratique et les autorités n'ont fait aucune autre déclaration venant étayer cette opinion expressément ou de façon implicite.

344. De plus, les déclarations attribuées aux CE dans les paragraphes 4.189 et 4.190, même en partant de l'hypothèse qu'elles sont reproduites avec exactitude, n'étayent pas l'assertion selon laquelle les autorités communautaires, ayant déterminé l'existence d'un dumping au cours de la période d'enquête (en général un an), ont supposé que *toutes* les importations de la période précédente (en général trois ou quatre ans) qui ont été examinées pour obtenir certaines données sur l'existence d'un dommage ont également fait l'objet d'un dumping. Les importations des années précédentes ont été examinées pour mettre en évidence la situation pendant la période d'enquête. La période plus longue est appelée par les CE "période d'examen du préjudice ". Mais cette expression consacrée n'implique pas, contrairement à l'affirmation de l'Inde (paragraphe 4.192), un dumping au cours de cette période.

345. L'Inde semble ne pas bien saisir la notion d'"importations faisant l'objet d'un dumping", qui est examinée aux paragraphes 215 et suivants. Dans la mesure contestée, comme dans l'Accord antidumping, il s'agit d'une expression abrégée pour "importations de produits dont il a été constaté qu'ils font l'objet d'un dumping (au cours de la période d'enquête)".

346. La plupart des remarques faites par l'Inde au titre de cette allégation ont trait à l'utilisation faite par les autorités communautaires de données concernant des entreprises disparues.

347. Ainsi, l'Inde affirme (paragraphe 4.207) que les CE "insistent beaucoup à plusieurs reprises sur les entreprises européennes qui auraient disparu entre 1992 et la période d'enquête". Toutefois, l'Inde juge bon de ne pas mentionner la déclaration la plus explicite du Règlement concernant l'existence d'un dommage:

> la conclusion relative au préjudice important se fonde essentiellement sur la baisse de la rentabilité et le blocage des prix de l'industrie communautaire observés pour les sociétés incluses dans l'échantillon.[47]

348. En conséquence, tous les arguments de l'Inde selon lesquels les autorités communautaires se sont fondées sur le fait que de nombreuses entreprises communautaires ont cessé de produire au cours des années qui ont précédé immédiatement la période d'enquête sont hors de propos. Comme les CE l'ont souligné à maintes reprises dans la présente communication, les autorités communautaires ont été confrontées à une situation où, à en juger par certains indicateurs, la situation de la branche de production nationale semblait s'améliorer. Les exportateurs auraient manifesté leur désapprobation si ces faits avaient été ignorés et c'est uniquement sur des considérations de rentabilité et de prix que la conclusion se fondait. Les renseignements sur la réduction du nombre de producteurs indiquaient que ce qui aurait pu sinon apparaître comme une contradiction était en fait un scénario réaliste.

349. Aux paragraphes 4.208 à 4.212, l'Inde cite des extraits de plusieurs considérants des Règlements provisoire et définitif où figurent des déclarations selon lesquelles il convenait de tenir compte des entreprises disparues pour analyser le dommage. Aucune de ces déclarations ne contredit

[47] Règlement définitif, considérant 40.

le fait que, si les autorités communautaires ont constaté l'existence d'un dommage, c'est principalement en raison de la baisse de rentabilité et du blocage des prix dans la branche de production nationale, et que les données des entreprises disparues étaient pertinentes pour expliquer l'amélioration de la situation de la branche de production en ce qui concerne les ventes et la part de marché.

350. Il faut donc conclure que l'Inde n'a fourni aucun fondement pour son allégation selon laquelle les CE ont enfreint l'article 3.4.

M. ALLÉGATION 20: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 3.5

351. L'Inde allègue (paragraphes 4.217 à 4.220) que "les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.5 en considérant automatiquement que toutes les importations de linge de lit provenant d'Inde dans la période comprise entre 1992 et le 30 juin 1995 "*[faisaient] l'objet d'un dumping*"".

352. Les autorités communautaires n'ayant pas (comme les CE l'ont expliqué au titre de l'allégation précédente) considéré automatiquement que toutes ces importations faisaient l'objet d'un dumping, cette allégation est également sans fondement.

353. En tout état de cause, les autorités communautaires ont abordé la question du lien de causalité avec les importations faisant l'objet d'un dumping dans les considérants 95 à 99 du Règlement provisoire. Ces considérants ne révèlent aucune utilisation injustifiée de la notion d'importations faisant l'objet d'un dumping, qui est toujours appliquée aux importations pendant la période d'enquête. La question de l'inclusion dans les importations visées par cette expression d'importations qui ne sont pas effectuées à des prix de dumping est traitée plus haut aux paragraphes 215 et suivants. La relation entre volume et prix qui y est décrite est directement applicable à la question du lien de causalité visé au paragraphe 5 de l'article 3 du fait du renvoi au paragraphe 2 du même article, qui concerne ces deux facteurs.

354. Il est remarquable que, malgré toutes ses plaintes différentes au sujet des mesures prises par les autorités communautaires, la seule allégation que l'Inde puisse formuler est fondée sur une incompréhension de la pratique des CE.

N. ALLÉGATION 21: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1

355. L'Inde soutient (paragraphes 4.221 à 4.229) que les CE ne se sont pas conformées aux dispositions de l'article 12.2.1.

356. Comme les CE l'ont expliqué plus haut au paragraphe 22, les allégations concernant le Règlement provisoire ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial.

O. ALLÉGATION 22: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2

357. Cette allégation fait l'objet des paragraphes 4.230 et 4.234 de la communication de l'Inde.

358. Il est allégué, semble-t-il (paragraphe 4.232), que les CE n'ont pas répondu à l'allégation selon laquelle la reprise d'une société par une autre n'était pas un signe de dommage si la production globale s'accroissait. Les considérants 40 et 41 du Règlement définitif ont défini les principaux fondements de la constatation de l'existence d'un dommage (baisse de la rentabilité et blocage des prix) et ont expliqué comment l'accroissement de la production et des ventes de "l'industrie communautaire" n'infirmait pas cette conclusion. Ils indiquent donc implicitement que la question des reprises n'était pas pertinente pour la conclusion des autorités communautaires et que l'accroissement de la production ne déterminait pas la question de l'existence d'un dommage dans cette enquête. Les CE

ont, par conséquent, satisfait aux prescriptions de l'article 12.2.2 concernant les "renseignements pertinents" et les "raisons ... du rejet des arguments ... pertinents".

359. La remarque faite au paragraphe 4.233 au sujet de la restructuration s'avère, d'après la note de bas de page, concerner essentiellement l'emploi. Dans les considérants cités plus haut, le Règlement définitif indique clairement que l'emploi n'est pas un facteur sur lequel les CE se sont fondées pour conclure que la branche de production nationale subissait un dommage. En conséquence, l'"argument" des exportateurs sur ce point n'était pas "pertinent" et il n'était donc pas nécessaire que les CE l'abordent.

360. En ce qui concerne l'affirmation du paragraphe 4.234, les CE n'ayant pas considéré les importations antérieures à la période d'enquête comme constituant des "importations faisant l'objet d'un dumping", elles n'étaient pas tenues en vertu de l'article 12.2.2 de s'expliquer à ce sujet dans le Règlement définitif.

361. Par conséquent, les CE nient toute incompatibilité avec l'article 12.2.2 pour ce qui est de cette allégation.

VI. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE STATUT DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT DE L'INDE

A. ALLÉGATION 29: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 15

362. L'Inde soutient (paragraphes 6.1 à 6.53) que "les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 15 de l'Accord antidumping en n'explorant pas les possibilités de solutions constructives et en ne réagissant même pas aux arguments des exportateurs indiens relatifs à l'article 15" (paragraphe 6.1).

363. L'article 15 est libellé comme suit:

> Il est reconnu que les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord. Les possibilités de solutions constructives prévues par le présent accord seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres.

364. Dans la mesure où l'Inde allègue (paragraphe 6.51) que le Règlement provisoire était contraire aux prescriptions de l'article 15, les CE rappellent que, comme elles l'ont expliqué plus haut au paragraphe 22, les allégations concernant le Règlement provisoire ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial.

365. L'Inde reconnaît (paragraphe 6.22) que la première phrase de l'article 15 "ne semble … pas créer une obligation juridique impérative" et fonde son allégation sur la seconde phrase.

366. Les CE conviennent que la seconde phrase impose bel et bien aux Membres une obligation juridique.

367. Les CE ne contestent pas que la production de linge de lit est une composante de l'industrie textile, qu'il s'agit là d'un "intérêt essentiel" de l'Inde et que des droits antidumping "porteraient atteinte" à cet intérêt.

368. Lorsque des pays en développement sont concernés dans une enquête antidumping, la pratique des CE consiste à prendre spécialement en considération la possibilité d'accepter des

engagements de leurs exportateurs. Malheureusement, le problème de contrôle effectif que posent fréquemment les engagements peut aussi se rencontrer dans le cas de pays en développement.

369. Toutefois, dans cette enquête, contrairement à ce que l'Inde affirme au paragraphe 6.52, si aucun engagement n'a été accepté, c'est tout simplement parce qu'il n'en a été offert aucun par les exportateurs dans les délais fixés par le Règlement de base des CE.[48] Ces délais correspondent à ceux imposés par l'article 5.10 de l'Accord antidumping et à l'obligation générale de conduire les enquêtes avec diligence (article 6.14 de l'Accord antidumping).

B. ALLÉGATION 30: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.1

370. Cette allégation est formulée aux paragraphes 6.54 à 6.58 de la communication de l'Inde.

371. Comme les CE l'ont expliqué plus haut au paragraphe 22, les allégations concernant le Règlement provisoire ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial.

C. ALLÉGATION 31: INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.2.2

372. L'Inde allègue (paragraphes 6.59 et 6.60) que les CE n'ont pas bien expliqué leur raisonnement et n'ont pas réagi aux arguments des exportateurs.

373. La pratique des CE en ce qui concerne l'article 15, décrite au paragraphe 368, est bien connue des exportateurs et de leurs conseillers juridiques. Comme le reconnaît l'Inde (paragraphe 6.52), la question a été discutée avec les exportateurs. Les CE rejettent l'idée que l'enquête antidumping doit être décrite de façon exhaustive dans l'avis au public annonçant les déterminations. Les autorités doivent parvenir à un équilibre et dès lors que des explications détaillées ont été données aux parties intéressées au cours de l'enquête, il est moins nécessaire qu'elles figurent dans l'avis au public. C'est pourquoi les CE soutiennent qu'elles ont satisfait aux prescriptions de l'article 12.2.2 en ce qui concerne cette allégation.

VII. CONCLUSIONS ET DEMANDES

374. Les CE rappellent leurs demandes de décisions préliminaires formulées plus haut dans la section II.

375. Pour les autres points, les CE demandent au Groupe spécial de rejeter, pour les motifs exposés plus haut, les demandes de recommandations présentées par l'Inde.

[48] Voir la télécopie envoyée par les autorités communautaires aux ayants cause des exportateurs le 22 octobre 1997, reproduite dans la pièce n° 52 de l'Inde.

ANNEXE 2-2

RÉPONSE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AU SUJET DE LA DÉCISION PRÉLIMINAIRE DEMANDÉE PAR L'INDE

(5 mai 2000)

À la suite de la demande de décision préliminaire formulée par l'Inde, les Communautés européennes se félicitent d'avoir la possibilité de présenter leurs observations au Groupe spécial.

Les Communautés européennes estiment que la demande de décision préliminaire de l'Inde est irrecevable. Dans sa lettre du 11 avril 2000, l'Inde n'explique d'ailleurs pas quelle décision elle demande en fait au Groupe spécial de prendre et se borne à indiquer qu'elle ne comprend pas d'où vient le document produit comme pièce n° 4 des CE.

Le document en question, comme l'indique son titre, est un "récapitulatif", un tableau analytique des déclarations de soutien qui avaient été communiquées aux Communautés européennes par l'industrie communautaire avant qu'elles ouvrent l'enquête antidumping sur les importations de linge de lit en provenance d'Inde. En tant que telle, la pièce n° 4 des CE ne constitue pas un nouvel élément de preuve. Au contraire, elle ne fait que présenter systématiquement les éléments de preuve qui ont constitué le fondement de la détermination des Communautés européennes concernant la représentativité et qui, comme cela est indiqué dans la dernière colonne de ce document, ont toujours été sous une forme ou sous une autre à la disposition de l'Inde en tant qu'élément du dossier non confidentiel (à tel point que l'Inde a pu produire ces éléments de preuve en tant que pièce n° 59). Dans la présente procédure, ce document vise uniquement à aider le Groupe spécial à comprendre que les allégations de l'Inde sur la représentativité sont dénuées de fondement.

Cela dit, les Communautés européennes tiennent également à souligner que rien dans les Accords de l'OMC n'empêche les Communautés européennes de présenter au Groupe spécial, dans le cadre de la présente procédure, des éléments de preuve qui n'ont pas été fournis pendant une procédure antidumping.

Compte tenu de la nature des décisions préliminaires demandées tant par l'Inde que par les Communautés européennes, nous nous attendons à ce que le Groupe spécial se prononce à leur sujet lors de la première réunion de fond avec les parties.

ANNEXE 2-3

DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(10-11 mai 2000)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 482

II. DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES 483

1. Allégations non mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial 483

i) Allégation 16 – Paragraphes 10 et 11 de l'article 6 de l'Accord antidumping 484

ii) Allégation 14 – Article 6 de l'Accord antidumping 484

iii) Allégation 19 – Article 3.4 de l'Accord antidumping 484

2. Allégations relatives au Règlement provisoire 485

3. Procès-verbaux des consultations 485

4. Utilisation de documents confidentiels 486

III. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE 486

1. Examen des éléments de preuve figurant dans la plainte 486

2. Avis au public et explication des déterminations 487

3. Détermination de la représentativité 488

IV. ALLÉGATIONS CONCERNANT LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING 489

1. Incompatibilité alléguée avec l'article 2.2.2 489

2. Incompatibilité alléguée avec l'article 2.2 491

3. Incompatibilité alléguée avec l'article 2.4.2 492

V. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE 493

1. La signification de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" 493

2. Est-il nécessaire, en examinant l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, d'évaluer tous les facteurs éventuellement pertinents énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping? 495

i) Conclusion 498

3. Pour quelle partie de la branche de production nationale faut-il établir l'existence d'un dommage important (allégation 15) 499

i) Conclusion 501

VI. SOLUTIONS CONSTRUCTIVES EN FAVEUR DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT 502

VII. CONCLUSIONS 502

I. INTRODUCTION

1. La présente affaire est assez complexe et a donné lieu à un certain nombre d'allégations de l'Inde. Cependant, les Communautés européennes (ci-après dénommées "les CE") croient avoir mis nettement en évidence dans leur première communication écrite les motifs pour lesquels les allégations de l'Inde sont sans fondement et devraient être rejetées.

2. Aujourd'hui, donc, les CE limiteront leur intervention à une récapitulation des principaux aspects de la présente affaire. En particulier,

- je parlerai des questions préliminaires et de la phase d'ouverture de l'enquête antidumping des CE;

- M. Vidal Puig examinera la détermination de l'existence d'un dumping effectuée par les CE;

- et M. White traitera de la constatation par les CE de l'existence du dommage causé.

3. En passant en revue ces questions, les CE tiendront compte de la précieuse contribution apportée par les interventions des tierces parties.

4. Avant de passer aux questions de procédure, les CE tiennent à rappeler brièvement un point initial.

5. Les CE relèvent que l'Inde a persisté à laisser de côté un certain nombre d'allégations initialement mentionnées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Compte tenu des procédures de travail du Groupe spécial, les CE estiment que ces questions ne sont plus aujourd'hui de la compétence de celui-ci. Soit dit en passant, les CE tiennent à s'excuser pour les fautes de frappe que contient le paragraphe 5 de leur première communication écrite et indiquent les renvois corrects aux articles des accords de l'OMC dans une note de bas de page au texte écrit du présent exposé.[1]

---

[1] Le paragraphe 5 de la première communication écrite des Communautés européennes doit se lire comme suit:

"Tout d'abord, les CE notent qu'un certain nombre d'allégations mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial formulée par l'Inde ne figurent pas dans sa première communication écrite. En particulier, l'Inde n'allègue pas dans sa communication que:

- de façon incompatible avec l'article 12.1 de l'Accord antidumping, les CE n'ont pas répondu de manière adéquate aux questions posées par les exportateurs indiens sur les questions de représentativité (demande d'établissement d'un groupe spécial, point 1);
- de façon incompatible avec l'article 12.1 de l'Accord antidumping, les CE n'ont fourni aucun document concernant leur examen des allégations formulées dans la plainte et indiquant qu'elles ont pris en considération les renseignements attestant l'absence de dommage dont elles disposaient au moment où l'enquête a été ouverte (demande d'établissement d'un groupe spécial, point 2);
- de façon incompatible avec l'article 12.2 de l'Accord antidumping, les CE n'ont pas indiqué dans un avis au public les motifs pour lesquels des mesures provisoires ont été jugées nécessaires (demande d'établissement d'un groupe spécial, point 3);
- de façon incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping, les CE ont refusé d'accorder un ajustement concernant le niveau commercial (demande d'établissement d'un groupe spécial, point 8);
- de façon incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping, les CE ont comparé "des circuits de vente semblables pour déterminer si les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général sont semblables, tout en comparant des circuits de vente différents pour déterminer si les bénéfices concernant les marchandises de marque étaient plus élevés" (demande d'établissement d'un groupe spécial, point 9);

II. DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES

6. À propos des décisions préliminaires demandées, les CE se félicitent que le Groupe spécial les ait invitées à présenter leurs observations sur la réponse de l'Inde à leur demande de décisions préliminaires.

1. Allégations non mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial

7. En ce qui concerne leur première demande de décision préliminaire, qui tend à ce que le Groupe spécial rejette les allégations de l'Inde non mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les CE souhaitent formuler l'observation générale ci-après.

8. La disposition qui définit les règles applicables à la demande d'établissement d'un groupe spécial est l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. La partie pertinente de cette disposition prévoit que:

> "La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème."

9. Dans *Corée – Produits laitiers*[2], l'Organe d'appel a récemment précisé ses constatations antérieures sur les prescriptions exactes de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Dans *CE - Bananes*, en fait, il avait estimé qu'il suffisait que les plaignants "indiquent les dispositions des accords spécifiques dont il était allégué qu'ils avaient été violés sans présenter des arguments détaillés concernant la question de savoir quels aspects spécifiques des mesures en cause se rapportaient à quelles dispositions spécifiques de ces accords".[3] À cette occasion, l'Organe d'appel avait aussi spécifié que la demande d'établissement d'un groupe spécial doit être "suffisamment précise" pour deux raisons: premièrement parce qu'elle constitue la base du mandat du groupe spécial et, deuxièmement, parce qu'"elle informe la partie défenderesse et les tierces parties du fondement juridique de la plainte".[4] Revenant ultérieurement sur cette question, l'Organe d'appel a expliqué que l'identification des dispositions d'un traité dont il est allégué qu'elles ont été violées est "toujours nécessaire" et constitue une "condition minimale" pour énoncer le fondement juridique de la plainte. L'Organe d'appel a également indiqué que si cela pouvait, dans certains cas, suffire à satisfaire au critère énoncé à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, il y avait d'autres cas, par exemple lorsqu'un article énonce plus d'une obligation distincte, où la simple énumération des articles de l'accord risquait de ne pas suffire à informer la partie défenderesse et les tierces parties éventuelles du fondement juridique de la plainte.[5]

10. Dans la présente affaire, les CE ont demandé au Groupe spécial de rejeter les allégations de l'Inde qui ne sont pas mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. L'Inde a accepté de ne pas demander une décision sur l'article 3.6 de l'Accord antidumping.

- de façon incompatible avec l'article premier du GATT de 1994, les CE ont établi une discrimination entre les pays exportateurs en ce qui concerne le traitement des sociétés d'État (demande d'établissement d'un groupe spécial, point 10)."

[2] Rapport de l'Organe d'appel Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers, WT/DS98/AB/R, 14 décembre 1999.

[3] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, AB-1997-3, WT/DS27/AB/R, 9 septembre 1997, paragraphe 141.

[4] *Ibid.*, paragraphe 142.

[5] Rapport de l'Organe d'appel *Corée Produits laitiers*, cité plus haut, paragraphes 114 et suivants.

i) Allégation 16 – Paragraphes 10 et 11 de l'article 6 de l'Accord antidumping

11. En ce qui concerne les paragraphes 10 et 11 de l'article 6 de l'Accord antidumping, l'Inde fait valoir[6] qu'elle a démontré pendant les phases de consultation que ces dispositions la préoccupaient et indiqué que son allégation est liée aux allégations concernant la sélection dans le contexte de l'article 3.

12. Mais, comme nous venons de le voir, il ne suffit pas, pour porter une question devant un Groupe spécial de façon à ce qu'elle relève de sa compétence, de se borner à la soulever pendant la phase de consultation. Une mention "suffisamment précise" des dispositions conventionnelles dont la violation est alléguée est une "condition" qu'il est "toujours nécessaire" de remplir.

13. Il est très courant, en fait, que des membres plaignants soulèvent des questions au cours des consultations mais ne demandent pas que cet examen soit poursuivi devant un groupe spécial. Ainsi, dans la présente affaire, l'Inde avait invoqué dans sa demande de consultation (WT/DS141/1) l'article VI du GATT avec l'article 6 de l'Accord antidumping mais elle ne l'a pas fait dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial ou ailleurs.

14. En outre, les CE n'admettent pas que la sélection dans le contexte de l'article 3 puisse être utilisée pour porter un quelconque aspect de cette notion devant le Groupe spécial de façon à ce qu'il relève de sa compétence. L'article 6 traite expressément du concept de choix dans le contexte des exportateurs et des producteurs.

15. Si les deux points sont "liés", comme l'allègue l'Inde, c'est uniquement en ce sens qu'ils se rapportent au même concept général. L'Accord donne des indications précises sur ce concept dans le cas de l'enquête en matière de dumping. On pourrait faire valoir que certaines de ces indications devraient s'appliquer aux dispositions relatives à l'existence d'un dommage. Toutefois, cette possibilité n'est pas actuellement en cause. Ce qui est en cause, c'est l'objection soulevée par les CE parce que l'Inde n'a pas fait figurer la question de la sélection dans l'enquête visant à déterminer l'existence d'un dommage parmi ses allégations.

ii) Allégation 14 – Article 6 de l'Accord antidumping

16. En ce qui concerne la demande des CE que le Groupe spécial n'examine pas les allégations de l'Inde relatives à l'article 6 de l'Accord antidumping, les CE croient comprendre que l'Inde[7] considère l'allégation 14 comme un simple élément du contexte de l'allégation 13 qui ne fait qu'étayer cette allégation. Ces affirmations ne sont pas expliquées et leur sens n'est évident dans aucune des communications de l'Inde, sauf qu'il semble maintenant que l'Inde ne considère plus l'"allégation 14" comme une allégation distincte.

17. Il s'ensuit que l'Inde ne serait pas lésée par le rejet de cette allégation et ne s'y opposerait pas.

iii) Allégation 19 – Article 3.4 de l'Accord antidumping

18. Enfin, à propos de l'article 3.4 de l'Accord antidumping, l'Inde considère qu'un renvoi à l'article 3 qui n'appelle expressément l'attention que sur le paragraphe 5 suffit à porter des allégations concernant une partie quelconque de cet article devant le Groupe spécial de façon à ce qu'elle relève de sa compétence. En citant l'Organe d'appel dans l'affaire *Bananes III*, l'Inde choisit de ne pas tenir

[6] Voir le point 1.3.1 de la réponse de l'Inde aux décisions préliminaires demandées par les Communautés européennes.

[7] Voir le point 1.3.2 de la réponse de l'Inde aux décisions préliminaires demandées par les Communautés européennes.

compte des observations ultérieures de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, qui ont été mentionnées plus haut.

19. L'article 3 de l'Accord antidumping énonce diverses obligations couvrant la plupart des questions qui entrent sous la rubrique de l'existence d'un dommage. On imposerait une charge déraisonnable à un Membre défendeur en exigeant qu'il prépare des réponses pour toutes ces obligations afin d'être en mesure de traiter de tout aspect que le plaignant pourrait vouloir aborder dans sa communication. En outre, l'Inde a en l'espèce, au point 13 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, appelé l'attention non sur le paragraphe 4, mais sur une autre partie de l'article 3.

20. En conséquence, il a été porté atteinte aux droits des CE en tant que défendeur et l'objet de la procédure n'a pas été dûment notifié aux parties.[8]

21. Enfin, le simple fait qu'un Membre défendeur essaie de donner une réponse à une allégation qui est soulevée pour la première fois dans une communication ne justifie pas que l'on conclue que ses droits en tant que défendeur ont été respectés.

2. Allégations relatives au Règlement provisoire

22. La deuxième demande de décision préliminaire des CE concerne les allégations de l'Inde relatives au Règlement provisoire. L'Inde confirme au point 3 de sa réponse aux décisions préliminaires demandées par les CE que sa plainte ne porte que sur le Règlement définitif. C'est, comme l'Inde l'indique au paragraphe 2 de sa première communication écrite, la "mesure en cause".

23. Les CE conviennent, pour leur part, que l'Inde peut fonder des arguments à l'appui de ses allégations selon lesquelles le Règlement définitif est incompatible avec les obligations contractées par les CE dans le cadre de l'OMC sur des déclarations figurant dans le Règlement provisoire qui sont incorporées sans changement dans le Règlement définitif.

24. L'Inde a donc accepté de renoncer aux allégations 2, 5, 9 ,12, 17, 21, 24, 27 et 30. Pour les autres allégations mentionnées par les CE à cet égard, il suffit que le Groupe spécial note qu'elles portent exclusivement sur le Règlement définitif.

3. Procès-verbaux des consultations

25. Troisièmement, les CE demandent au Groupe spécial de constater que les procès-verbaux des consultations présentés comme éléments de preuve par l'Inde sont irrecevables et qu'il n'en sera pas tenu compte.

26. Sur ce point, et en réponse aux affirmations de l'Inde concernant la "fidélité absolue" de ce qu'elle appelle les "procès-verbaux", les CE ne peuvent que répéter qu'ils ne rendent pas exactement compte des opinions exprimées par les membres de leur délégation pendant les consultations. Ces procès-verbaux n'ont pas été communiqués à la délégation des CE et n'ont jamais été approuvés par un de leurs représentants officiels. Le désaccord entre les deux parties au sujet de l'exactitude des procès-verbaux est la meilleure preuve du fait qu'ils ne sauraient être considérés comme des éléments de preuve fiables. En substance, la position de l'Inde équivaut à dire qu'une partie devrait être autorisée à créer ses propres éléments de preuve, notion qui est aux antipodes des considérations les plus élémentaires d'équité de la procédure.

[8] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, AB-1996-4, WT/DS22/AB/R, 21 février 1997, section VI.

27. En outre, les CE rejettent les allégations non étayées de l'Inde sur le non-respect des objectifs fondamentaux du processus de consultation. En tout état de cause, l'Inde n'ayant présenté aucune allégation formelle concernant le manque de respect ainsi allégué, les CE ne comprennent pas en quoi cette question est pertinente pour la présente procédure.

4. Utilisation de documents confidentiels

28. Enfin, les CE ne sont pas en mesure de formuler des observations sur la réponse de l'Inde à leur demande préliminaire que les documents confidentiels ne soient pas considérés comme faisant partie de la présente procédure. En fait, les CE n'ont pas encore eu l'occasion de voir la pièce n° 81 de l'Inde, qui est censée contenir l'approbation écrite du producteur concerné, et par conséquent de vérifier son authenticité.

III. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

29. Passant aux questions relatives à l'ouverture par les CE de l'enquête antidumping, l'Inde a allégué que les CE avaient enfreint aussi bien le paragraphe 3 que le paragraphe 4 de l'article 5 de l'Accord antidumping.

1. Examen des éléments de preuve figurant dans la plainte

30. Pour ce qui est du paragraphe 3, l'Inde allègue que les CE l'ont violé parce qu'elles n'ont pas "examiné" les allégations de la plainte sur la situation de la branche de production nationale avant d'ouvrir l'enquête.

31. Les CE ont longuement expliqué dans leur première communication écrite pourquoi les allégations de l'Inde sont sans fondement en ce qui concerne aussi bien les faits de la cause que l'interprétation des prescriptions de ce paragraphe. Les CE se borneront donc aujourd'hui à résumer certains de leurs arguments.

32. Les CE tiennent en particulier à rappeler que le paragraphe 3 de l'article 5 dispose que:

> "Les autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête."

33. Il ressort du sens ordinaire de ce texte, lu conjointement avec le paragraphe 2 de l'article 5, qui constitue son contexte immédiat, que les éléments de preuve figurant dans une plainte doivent être considérés comme exacts et adéquats aux fins de l'ouverture d'une enquête antidumping s'ils couvrent les questions énumérées dans ce paragraphe 2 et sont suffisamment crédibles. Il n'y a aucune obligation pour les autorités chargées de l'enquête de réunir des éléments de preuve complétant ceux de la plainte. En d'autres termes, le niveau de preuve requis pour ouvrir une enquête antidumping représente davantage que de simples allégations ou conjectures mais est moindre que celui applicable à une détermination préliminaire ou finale de l'existence d'un dumping et d'un dommage.[9]

34. Dans la présente affaire, les autorités communautaires ont examiné les renseignements figurant dans la plainte à la lumière des prescriptions des paragraphes 3 et 2 de l'article 5. Comme c'est généralement le cas, certains des renseignements figurant dans la plainte sont tirés de sources accessibles au public et pouvaient donc être vérifiés alors que d'autres n'étaient connus que des plaignants. Les autorités communautaires ont déterminé que les éléments de preuve fournis étaient

[9] Rapport du Groupe spécial *Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose* (*SHTF*) en provenance des États-Unis, WT/DS132/R, 28 janvier 2000, paragraphes 7.94 et 7.97.

suffisants pour justifier l'engagement de la procédure. (Il convient de remarquer que, dans la présente affaire, les renseignements obtenus au cours d'une enquête précédente sur le linge de lit étaient à la disposition des autorités chargées de l'enquête lorsqu'elles ont examiné la question des "éléments de preuve suffisants" et que cela leur a permis de prendre leur décision plus facilement et en meilleure connaissance de cause.) Conformément à l'article 12.1 de l'Accord antidumping, la décision prise a été consignée dans l'avis d'ouverture d'enquête.[10] Le libellé pertinent figure au point n° 5 de l'avis d'ouverture de la procédure intitulé "Procédure de détermination du dumping et du préjudice":

> "Ayant conclu, après consultation du Comité consultatif, que la plainte a été déposée par l'industrie communautaire ou en son nom et qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une procédure, la Commission a entamé une enquête conformément à l'article 5 du Règlement (CE) n° 384/96."

35. Aucune autre mesure n'était requise des autorités communautaires à ce stade de la procédure. Il n'existe en particulier, contrairement à l'affirmation de l'Inde, aucune obligation en vertu l'article 5.3 de l'Accord antidumping de garder trace dans un dossier de l'examen des éléments de preuve ou de mettre un rapport distinct à la disposition des exportateurs indiens (exportateurs qui ne sont identifiés qu'un certain temps après la décision d'engager la procédure).

2. Avis au public et explication des déterminations

36. À cet égard, les CE jugent nécessaire de faire observer encore une fois, à l'intention de l'Inde, que les questions de l'avis au public et de l'explication des déterminations sont expressément traitées à un autre endroit de l'Accord antidumping: l'article 12. La structure de cet article est très simple. Les questions relatives à l'ouverture de l'enquête sont traitées au paragraphe 1, et le paragraphe 2 porte sur les mesures adoptées pendant l'enquête et par la suite, c'est-à-dire les mesures provisoires, les mesures définitives et les engagements.

37. Dans le présent différend, l'Inde a jugé bon de ne pas invoquer l'article 12.1. Elle ne peut pas maintenant éluder cette décision en essayant de trouver à l'article 5.3 une obligation parallèle de rendre public. Et s'il y avait jamais eu un doute à ce sujet, il est maintenant dissipé. Le Groupe spécial *Mexique – SHTF* a clairement dit que[11]:

> "L'article 5.3 ne peut pas être interprété comme obligeant l'autorité chargée de l'enquête à publier une explication de la façon dont elle a résolu toutes les questions de fait sous-jacentes au moment de l'ouverture de l'enquête. C'est une obligation qui intervient à un stade ultérieur de la procédure et est expressément énoncée à l'article 12.2."

38. De même, l'Inde ne saurait trouver des obligations parallèles à l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping. Cette disposition, en fait, ne prescrit au Membre concerné que de traiter, dans l'avis au public de clôture d'enquête, de tous les arguments ou allégations *pertinents*. Or, les allégations de l'Inde concernant l'ouverture de l'enquête ne sont pas pertinentes pour la mesure définitive. En effet, même si des renseignements obtenus au cours de l'enquête ont amené les autorités à conclure qu'elles s'étaient trompées en jugeant les éléments de preuve suffisants pour décider d'ouvrir une enquête, cela ne serait pas en soi un fondement pour clore celle-ci. L'article 5.8 de l'Accord antidumping, qui précise les cas où une enquête doit être close, le confirme.

---

[10] Avis d'ouverture d'une procédure antidumping concernant les importations de linge de lit en coton en provenance d'Égypte, d'Inde et du Pakistan, dans le JO n° C 266, du 13 septembre 1996, page 2 (pièce n° 7 de l'Inde).

[11] *Ibidem*, paragraphe 7.110.

3. Détermination de la représentativité

39. Passant à l'analyse du point soulevé au titre de l'article 5.4 de l'Accord antidumping, l'Inde allègue que les CE ont enfreint cette disposition en ne déterminant pas la représentativité de la branche de production nationale.

40. Contrairement à l'allégation de l'Inde et comme l'attestent aussi bien l'avis d'ouverture d'enquête que le dossier non confidentiel relatif à cette dernière, les autorités communautaires ont bel et bien vérifié la représentativité de la branche de production nationale. Plus précisément, les autorités communautaires se sont fondées au moment où la décision d'ouvrir l'enquête a été prise sur les éléments de preuve suivants:

- Formulaires émis par Eurocoton (l'association des producteurs européens) et remplis à titre individuel par des producteurs exprimant leur soutien à la plainte et indiquant la production en 1995;

- Télécopies adressées à une association nationale par des producteurs nationaux fournissant des données sur la production en 1995, en réponse à une demande de l'association visant à obtenir des renseignements susceptibles de soutenir la plainte;

- Diverses autres communications d'associations de producteurs indiquant la nature du soutien à la plainte et le degré de ce soutien.

41. Sur la base des niveaux de production, les autorités communautaires ont estimé que les producteurs des deux premières catégories ayant exprimé leur soutien représentaient à eux seuls au moins 34 pour cent du chiffre le plus élevé relatif à la production totale des CE. En conséquence, il est clair que le plaignant a atteint le seuil de 25 pour cent fixé à l'article 5.4.

42. Cela dit, les CE ne jugent pas nécessaire de débattre ici, aujourd'hui, de la validité du soutien exprimé par un groupement professionnel. Elles tiennent cependant à réaffirmer que l'examen dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping du membre de phrase "exprimé *par* les producteurs nationaux" figurant à l'article 5.4 montre de façon incontestable que ces mots peuvent s'appliquer à l'expression d'un soutien par un groupement professionnel. À cet égard, les CE estiment qu'elles ont clairement fait ressortir dans leur première communication écrite les raisons pour lesquelles l'interprétation de l'article 5.4 par l'Inde n'est pas seulement erronée, mais pénalise en outre les petites entreprises qui adhèrent à des groupements professionnels afin, justement, d'être à même d'aborder des questions aussi complexes que les mesures antidumping.

43. L'Inde tente également de trouver à l'article 12.2.2 des obligations relatives à la décision sur la représentativité. Comme les CE l'ont déjà expliqué, ce que prescrit l'article 12.2.2, c'est de répondre aux arguments *pertinents*. Les arguments des exportateurs sur le degré de soutien à la plainte initiale dans l'enquête sur le linge de lit n'étaient pas pertinents en l'espèce au moment où ils ont été avancés parce que les décisions d'imposer des mesures provisoires ou définitives ne constituent pas des appels de la décision d'ouvrir l'enquête.

44. C'est à l'article 12.1 que l'Accord antidumping traite de l'obligation de rendre publics des renseignements détaillés relatifs à la décision d'ouvrir l'enquête. Cette disposition ne prescrit pas de donner des renseignements détaillés sur le niveau de soutien. Et si ces indications détaillées ne sont pas exigées par l'article 12.1, les auteurs de l'Accord ne peuvent guère avoir voulu qu'elles soient fournies au titre de l'article 12.2.2.

IV. ALLÉGATIONS CONCERNANT LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING

45. L'Inde a formulé trois allégations principales concernant la détermination de l'existence d'un dumping par les autorités communautaires:

- premièrement, les autorités communautaires ont déterminé de façon incompatible avec l'article 2.2.2 le montant des frais ACG et des bénéfices compris dans les valeurs normales construites;

- deuxièmement, les autorités communautaires ont agi de façon incompatible avec l'article 2.2 en incluant un montant qui n'était pas "raisonnable" pour les frais ACG et les bénéfices dans les valeurs normales construites;

- troisièmement, les autorités communautaires ont agi de façon incompatible avec l'article 2.4.2 en "réduisant à zéro" la marge de dumping en ce qui concerne les types de produits pour lesquels cette marge était égale ou inférieure à zéro lorsqu'elles ont calculé la marge de dumping globale.

46. En outre, l'Inde a formulé un certain nombre d'allégations subsidiaires au titre de l'article 12.2 de l'Accord antidumping. Nous ne prétendons pas aborder ces allégations dans notre déclaration. Comme l'indique notre communication écrite, ces allégations sont sans fondement. De plus, celles qui reposent sur l'article 12.2.1 ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial.

1. Incompatibilité alléguée avec l'article 2.2.2

47. L'Inde a avancé trois arguments différents à l'appui de son allégation au titre de l'article 2.2.2.

48. En premier lieu, l'Inde a fait valoir que la méthode exposée à l'article 2.2.2 ii) ne permet pas d'utiliser des données relatives aux frais ACG et aux bénéfices provenant d'une seule société.

49. L'argument de l'Inde se fonde sur une interprétation purement littérale de différents mots de l'article 2.2.2 ii) tels que "moyenne" et "autres exportateurs ou producteurs". Cette approche ne correspond pas aux principes fondamentaux d'interprétation des traités énoncés à l'article 31 de la Convention de Vienne. Lorsque les termes invoqués par l'Inde sont lus dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping, il devient évident que l'article 2.2.2 ii) ne prescrit pas l'utilisation d'un nombre minimum de sociétés.

50. Une "moyenne" repose généralement sur plus d'un chiffre. Mais cela ne signifie pas que l'article 2.2.2 ii) devient inapplicable lorsque les circonstances du cas d'espèce sont telles que la série de données dont il faut calculer la moyenne ne contient qu'un seul élément.

51. De même, les exemples fournis par les CE et par les États-Unis montrent bien que l'expression "exportateurs ou producteurs" ne peut être interprétée comme excluant un exportateur ou producteur unique sans produire de résultats absurdes pour tous les aspects de l'Accord antidumping. L'Inde l'a d'ailleurs admis ce matin et fait maintenant valoir, de façon assez peu convaincante, que c'est la présence d'un "triple pluriel" qui requiert une interprétation différente en l'espèce.

52. L'Inde se rend compte que son approche littérale n'est pas convaincante. Aussi s'efforce-t-elle en vain de justifier logiquement son interprétation spécieuse de l'article 2.2.2 ii) en affirmant que l'utilisation de données provenant de deux sociétés est intrinsèquement plus "raisonnable" que celle de données provenant d'une seule société. Cette thèse est manifestement indéfendable. La question de savoir si les exportateurs sont représentatifs des conditions existant sur le marché intérieur pour le

produit considéré est plus importante que le nombre absolu d'exportateurs. Ainsi, une moyenne pondérée des marges bénéficiaires de deux exportateurs dont chacun a une part du marché intérieur de moins de 1 pour cent serait plutôt moins représentative, et donc moins "raisonnable", que la marge bénéficiaire d'une seule société qui, comme Bombay Dyeing, détient près de 80 pour cent du marché intérieur. (À titre de comparaison, Standard détenait 14 pour cent de ce marché. Standard n'a pas été inclus dans l'échantillon, ses exportations à destination des CE étant faibles.)

53. En deuxième lieu, l'Inde fait valoir que la méthode exposée à l'article 2.2.2 ii) ne permet pas d'exclure les ventes qui n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales pour le calcul du montant des frais ACG et des bénéfices.

54. L'argument de l'Inde se fonde dans une large mesure sur une simple déduction *a contrario*. Contrairement à la méthode exposée dans le texte introductif, l'article 2.2.2 ii) ne prescrit pas expressément que les ventes qui n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales ne doivent pas être prises en compte dans le calcul. Il s'ensuivrait selon l'Inde que ces ventes doivent être incluses. L'Inde attache aussi beaucoup d'importance au fait que l'article 2.2.2 ii) comporte l'expression "montants réels … engagés ou obtenus" au lieu de "données réelles".

55. Toutefois, aucun de ces deux arguments n'est convaincant. La vérité est tout simplement que le sens ordinaire de l'article 2.2.2 ii) n'exige ni l'inclusion ni l'exclusion des ventes qui n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales.

56. Outre qu'elle n'est pas dictée par le sens ordinaire de l'article 2.2.2 ii), l'interprétation de l'Inde ne cadre pas avec le fonctionnement global de l'article 2 et donnerait des résultats absurdes.

57. L'exclusion des ventes qui n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales est un élément de la définition de base du dumping figurant à l'article 2.1 de l'Accord antidumping.

58. Conformément à cette définition, l'article 2.2 prévoit la construction de valeurs normales lorsqu'il n'y a pas de ventes sur le marché intérieur au cours d'opérations commerciales normales. Son paragraphe 2 énonce ensuite des règles précises pour le calcul du montant des frais ACG et des bénéfices à inclure dans la valeur construite. Ces règles sont censées arriver à un résultat qui est aussi proche que possible de la valeur normale qui aurait été déterminée sur la base des prix intérieurs s'il y avait eu suffisamment de ventes au cours d'opérations commerciales normales. Il n'est donc que logique que ces règles excluent du calcul du montant des frais ACG et des bénéfices les ventes qui n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales.

59. L'interprétation de l'Inde aurait pour conséquence perverse que, bien que l'absence de ventes au cours d'opérations commerciales normales soit une des raisons de construire la valeur normale, la valeur normale construite pourrait être fondée sur des ventes qui n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales. En d'autres termes, l'interprétation de l'Inde conduirait au résultat même que l'article 2.2 cherche à éviter.

60. En outre, l'interprétation de l'Inde produirait un résultat bizarre: la marge bénéficiaire prise en compte dans la valeur normale pour un exportateur effectuant des ventes au cours d'opérations normales serait plus élevée que le montant des bénéfices compris dans la valeur construite pour les exportateurs qui n'effectuent pas de ventes au cours d'opérations commerciales normales.

61. L'exemple donné par l'Inde au paragraphe 49 de sa déclaration orale ne réfute pas cela. Il ne fait que démontrer la proposition évidente selon laquelle, si les CE avaient retenu une marge bénéficiaire plus faible, les marges de dumping auraient également été plus faibles.

62. L'interprétation de l'Inde implique que l'utilisation de ventes qui n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales n'est pas contestable tant que les données proviennent d'autres

producteurs ou exportateurs. Mais cette distinction n'a aucune base rationnelle: les ventes qui n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales sont tout aussi peu fiables lorsqu'elles sont effectuées par l'exportateur considéré que lorsqu'elles sont effectuées par un autre producteur ou exportateur. D'ailleurs, il est significatif que l'Inde n'ait même pas essayé d'expliquer rationnellement son interprétation de l'article 2.2.2 ii), à l'exception des arguments purement textuels qui ont été mentionnés plus haut.

63. En troisième lieu, l'Inde fait valoir qu'il faut chercher à mettre en œuvre les options définies aux alinéas i), ii) et iii) de l'article 2.2.2 dans cet ordre.

64. Cet argument n'est nullement étayé par le libellé de l'article 2.2.2. Les trois alinéas de cet article ne contiennent aucun élément donnant à entendre que l'un d'eux doit être appliqué de préférence aux autres. Par contre, l'article 2.2.2 établit expressément une hiérarchie entre le texte introductif et les trois options qui suivent.

65. L'Inde reconnaît implicitement que le texte n'étaye nullement cet argument en alléguant de façon nébuleuse que "cela est contraire à [l']esprit et à [la] structure" des paragraphes 2.2 et 2 de l'article 2 ou que l'existence d'une préférence ressort clairement "du contexte de l'article et de la notion même de dumping".

66. Plus précisément, l'Inde cherche à établir la priorité de l'alinéa i) en faisant valoir que le dumping est "avant tout un comportement individuel des producteurs". Toutefois, les déterminations de l'existence d'un dumping ne sont pas seulement liées à un producteur mais aussi à un produit. Des marges de dumping sont déterminées et des droits antidumping sont imposés en ce qui concerne les importations d'un produit similaire et non en ce qui concerne tout l'éventail de produits fabriqués par un producteur donné. Cela correspond au texte introductif de l'article 2.2.2, qui exprime une préférence pour l'utilisation de données réelles concernant les ventes du produit similaire par le producteur ou l'exportateur faisant l'objet de l'enquête.

67. Pour les raisons expliquées dans notre communication écrite, l'option de l'alinéa ii) serait d'ailleurs plus réaliste du point de vue économique puisque le montant du bénéfice réalisé sur un certain produit est déterminé dans une large mesure par les mécanismes du marché qui touchent également tous les producteurs et non par des facteurs propres à tel ou tel producteur.

2. Incompatibilité alléguée avec l'article 2.2

68. Permettez-moi de passer maintenant à la deuxième allégation de fond de l'Inde, selon laquelle les autorités communautaires ont agi de façon incompatible avec l'article 2.2 en incluant un montant qui "n'était pas raisonnable" pour les frais ACG et les bénéfices dans les valeurs normales construites.

69. Contrairement à ce que l'Inde fait valoir, l'article 2.2 ne définit pas un critère supplémentaire et différent de celui énoncé à l'article 2.2.2 en ce qui concerne le caractère "raisonnable".

70. L'article 2.2 énonce la prescription générale selon laquelle le montant des frais ACG et des bénéfices inclus dans la valeur normale construite doit être "raisonnable". Cette prescription est précisée à l'article 2.2.2, qui définit une série de formules concrètes pour arriver à ce montant raisonnable.

71. Les montants des frais ACG et des bénéfices établis conformément à la méthode exposée dans le texte introductif et dans les alinéas i) et ii) de l'article 2.2.2 sont toujours "raisonnables". Ce n'est pas une présomption réfragable mais bien plutôt une présomption *iuris et de iure*. Le libellé de l'alinéa iii) qui commence par les mots "de toute autre méthode raisonnable" le confirme. Ces mots impliquent nécessairement que les méthodes précédentes sont "raisonnables" en soi.

72. L'Inde soutient que l'article 2.2.2 est seulement censé réglementer les questions "de procédure" (mode d'établissement des frais ACG et des bénéfices) et non les questions "de fond" (caractère raisonnable ou non de ces montants). Mais cette interprétation est réfutée par la structure de l'article 2. L'article 2.2.2 est subordonné à l'article 2.2 (l'article 2.2.2 commence par les mots "aux fins du paragraphe 2 de l'article 2.2"). Il est donc clair que les obligations imposées par l'article 2.2.2 ne viennent pas s'ajouter à la prescription générale du caractère raisonnable énoncée à l'article 2.2. Au contraire, elles précisent cette prescription. En outre, quel pourrait être le but poursuivi en définissant pour le calcul du montant des frais ACG et des bénéfices des règles qui seraient purement "de procédure"?

73. L'Inde se trompe aussi complètement lorsqu'elle laisse entendre que la condition énoncée au troisième alinéa s'applique aussi aux deux autres. Une telle interprétation ne cadre absolument pas avec le sens ordinaire de l'article 2.2.2. Cette condition a été insérée dans le troisième alinéa parce que, contrairement au texte introductif et aux deux premiers alinéas, il ne donne pas une formule pour calculer le montant raisonnable. Le fait que les rédacteurs ont jugé nécessaire de ne faire figurer cette condition qu'au troisième alinéa vient encore confirmer le caractère intrinsèquement raisonnable des méthodes précédentes.

74. À supposer même aux fins de l'argumentation qu'il soit possible d'infirmer la présomption que la méthode exposée à l'alinéa ii) est raisonnable en soi, l'Inde n'a présenté à cet effet aucun élément de preuve pertinent.

75. Les marges bénéficiaires peuvent beaucoup varier d'un pays à l'autre ainsi qu'entre marchés de produits différents, en fonction des conditions de concurrence existantes. Par conséquent, il ne suffit pas qu'une marge bénéficiaire soit plus élevée que les marges obtenues sur d'autres marchés pour qu'elle "ne soit pas raisonnable".

76. Le "caractère raisonnable" du montant des bénéfices ne doit pas être examiné dans l'abstrait, mais bien plutôt à la lumière de l'objet et du but de l'article 2.2.2., qui, répétons-le, consistent à parvenir à une valeur construite aussi proche que possible de la valeur normale qui aurait été déterminée sur la base des prix intérieurs s'il y avait eu des ventes comparables au cours d'opérations commerciales normales.

77. Ce qui compte, par conséquent, c'est de savoir si le montant des bénéfices est représentatif des conditions existant sur le marché visé. Il est absolument incontestable que la marge bénéficiaire retenue par les autorités communautaires est représentative puisque 80 pour cent des ventes sur le marché intérieur ont été réalisées par Bombay Dyeing.

3. Incompatibilité alléguée avec l'article 2.4.2

78. Nous conclurons cette partie de notre déclaration en examinant l'allégation de l'Inde au titre de l'article 2.4.2, selon laquelle les autorités communautaires ont agi de façon incompatible avec cet article en "ramenant à zéro" la marge de dumping en ce qui concerne les types de produit pour lesquels cette marge était égale ou inférieure à zéro lorsqu'elles ont calculé la marge de dumping globale.

79. Cette allégation repose sur une incompréhension fondamentale de la portée des obligations imposées par l'article 2.4.2. On peut donner une réponse simple à l'allégation de l'Inde en disant que la pratique de la "réduction à zéro" qu'elle conteste n'est pas visée par l'article 2.4.2.

80. La première option offerte par l'article 2.4.2 ne prescrit pas de comparer la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée de <u>toutes</u> les ventes à l'exportation du produit visé par l'enquête. Ce qu'il prescrit, c'est une comparaison avec "une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation <u>comparables</u>". C'est justement ce que les autorités communautaires ont

fait en l'espèce: elles ont comparé la valeur normale moyenne pondérée pour chaque type de produit avec la moyenne pondérée des prix de toutes les ventes à l'exportation du même type de produit. La "réduction à zéro" n'est intervenue qu'au stade ultérieur de l'établissement d'une seule marge de dumping à partir des marges de dumping déterminées pour chaque type de produit conformément à l'article 2.4.2. Ce stade du calcul n'est, quant à lui, pas soumis à l'article 2.4.2.

81. L'interprétation de l'Inde fait abstraction du terme "comparable" figurant à l'article 2.4.2. En outre, cette interprétation de l'article 2.4.2 bouleverserait l'équilibre délicat du compromis auquel sont parvenus les négociateurs de l'Accord antidumping. Comme le confirme le rapport *Cassettes audio*[12] il n'y a rien qui soit intrinsèquement "inéquitable" dans la "réduction à zéro". Malgré cela, l'article 2.4.2 est censé donner partiellement satisfaction aux Membres qui, comme le Japon, s'étaient opposés à la méthode "moyenne à transaction" utilisée par certains autres Membres tels que les CE ou les États-Unis. On aurait tort, toutefois, de supposer que la méthode "moyenne à moyenne" doit être extrapolée au processus entier pour la seule raison que l'article 2.4.2 prévoit maintenant qu'elle sera utilisée dans la première phase du calcul de la marge de dumping.

82. Enfin, les CE voudraient faire observer que l'exemple donné par l'Inde ce matin sous forme d'annexe à sa déclaration orale dénature totalement la méthode appliquée par les CE en l'espèce. Contrairement à ce qui est dit fallacieusement dans l'exemple indien, les CE n'ont pas comparé la valeur normale moyenne pondérée au "prix à l'exportation transaction par transaction". Les CE ont comparé la valeur normale moyenne pondérée à la moyenne pondérée des prix à l'exportation de toutes les ventes du même type. En donnant au Groupe spécial un exemple dans lequel il n'y a qu'une transaction pour chaque modèle l'Inde cherche à occulter la différence entre ces deux méthodes.

V. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE

83. Nous passons maintenant aux allégations concernant l'existence d'un dommage (allégations 8 à 22). Elles ont été examinées de manière assez détaillée par les CE dans leur première communication écrite. Aux fins de la présente réunion, les CE se concentreront sur trois séries de questions:

- Premièrement l'emploi de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" à l'article 3 signifie-t-il qu'une autorité chargée de l'enquête doit essayer de déterminer si un dommage important est causé exclusivement par des *transactions* faisant l'objet d'un dumping ou s'il prescrit un examen de l'ensemble des importations du *produit considéré* dont il est constaté qu'il fait l'objet d'un dumping?

- Deuxièmement, est-il nécessaire, en examinant l'incidence du dumping sur la branche de production nationale, d'évaluer tous les facteurs éventuellement pertinents énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping?

- Et enfin, pour quelle partie de la branche de production nationale faut-il établir l'existence d'un dommage important?

1. La signification de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping"

84. Le premier point de désaccord entre les CE et l'Inde découle du fait que pour celle-ci, l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" à l'article 3 de l'*Accord antidumping* désigne les importations faisant l'objet d'un dumping de *marchandises déterminées*. En conséquence, elle allègue qu'une autorité chargée de l'enquête doit déterminer d'une manière ou d'une autre qu'un

[12] Rapport du Groupe spécial *CE – Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon*, ADP/136, distribué le 28 avril 1995, non adopté, paragraphes 346-366.

dommage important est causé par certaines *transactions*. En revanche, cette expression désigne pour les CE les importations faisant l'objet d'un dumping d'*un produit d'une certaine sorte* et elles pensent qu'il suffit, par conséquent, de montrer qu'un produit d'une certaine sorte fait l'objet d'un dumping et cause un dommage important.

85. Les CE ont présenté dans leur première communication écrite de nombreux arguments expliquant pourquoi leur interprétation est correcte. Je ne les répéterai pas et me bornerai à les illustrer par quelques remarques complémentaires.

86. Première observation à formuler, qui revêt un caractère assez systémique, une enquête antidumping telle qu'elle est envisagée dans l'*Accord antidumping* et menée par les CE est ouverte sur les importations d'un *produit d'une certaine sorte* en provenance d'un ou de plusieurs pays donnés pour lesquelles il y a des raisons de croire qu'elles s'effectuent dans des conditions de dumping. Ce produit importé est appelé "produit considéré" à l'article 2.6 de l'*Accord antidumping* mais est parfois, de façon assez inexacte, appelé "produit similaire" – expression qu'il est plus juste de réserver aux produits équivalents vendus sur le marché intérieur de l'exportateur ou produits par la branche de production nationale du pays importateur. En tout état de cause, l'enquête ne porte pas sur une seule marchandise ou même sur une série d'articles (transactions) mais sur ce "produit considéré", qui est un produit d'une certaine sorte. C'est seulement lui qui peut causer un dommage et requiert une détermination de l'existence d'un dumping, et *non* les marchandises ou transactions prises individuellement.

87. Les transactions prises individuellement font bien entendu l'objet d'une enquête ayant pour but d'établir et de mesurer ce dumping. Cette enquête vise à établir si l'on est en présence d'un dumping du produit considéré qui cause un dommage important à la branche de production nationale produisant le "produit similaire" et à déterminer un niveau approprié pour le droit destiné à neutraliser le dumping.

88. Comme les CE l'ont expliqué dans leur première communication écrite, cela ressort des termes utilisés à l'article 3 mais aussi du contexte. L'article 2.1 de l'*Accord antidumping* montre de façon tout à fait claire que l'*existence d'un dumping* doit être déterminée pour un pays au niveau du *produit* considéré. Ce produit doit être comparé au *produit similaire* destiné à la consommation dans le pays exportateur. Un produit similaire ne peut être qu'un produit d'une certaine sorte, non une marchandise prise individuellement.

89. Il a été objecté à cela qu'un *produit* considéré ou un "produit similaire" ne peut avoir un prix d'exportation et que l'article 2 doit donc viser le dumping de marchandises prises individuellement, si bien que le dumping doit être établi au moins pour chaque transaction. Mais un tel raisonnement méconnaît le contexte du reste de l'article 2 qui explique de manière assez détaillée comment faire cette comparaison pour toute la catégorie de produits considérée.

90. L'article 2 permet (ou peut même exiger) que le produit considéré (c'est-à-dire visé par l'enquête) en provenance d'un pays soit réparti par exportateur et type pour *calculer la marge* de dumping. Mais la détermination de l'existence d'un dumping n'en est pas moins effectuée pour le produit visé par l'enquête et pour le pays.

91. Les CE voudraient également faire ici une deuxième remarque relative à l'impossibilité absolue, en tout état de cause, de suivre la démarche préconisée par l'Inde.

92. Il est bien évident qu'une détermination de l'existence d'un dommage important causé par les importations faisant l'objet d'un dumping est nécessaire, conformément à l'article 3.1, pour le marché intérieur et les producteurs nationaux du *produit similaire*. Cela ne peut résulter que d'une évaluation globale. La situation du marché est conditionnée par l'incidence globale des importations.

93. L'article 5.7 de l'Accord antidumping prescrit par ailleurs que:

Les éléments de preuve relatifs au dumping ainsi qu'au dommage seront examinés simultanément.

Le fait qu'une enquête doit être menée pour déterminer l'existence d'un dommage avant que l'on établisse quelles transactions font l'objet d'un dumping vient encore confirmer que l'expression "produits ayant fait l'objet d'un dumping" employée dans le cadre des dispositions en matière de dommage de l'article 3 doit viser toutes les importations du produit considéré.

94. Pour en finir avec ce point, les CE soulignent que l'interprétation avancée par l'Inde maintenant n'a jamais, à leur connaissance, été appliquée par un Membre de l'OMC ou par une partie aux Codes. Il ne semble pas qu'elle ait jamais jusqu'à aujourd'hui été sérieusement proposée.

95. D'ailleurs, dans les affaires *Saumons* (qui ont donné lieu à des décisions prises au regard du Code antidumping ou du Code des subventions, où la même expression figure), les Groupes spéciaux ont employé le membre de phrase "importations visées par l'enquête" comme synonyme d'"importations faisant l'objet d'un dumping". Donc, en analysant la prescription (que l'on trouve maintenant à l'article 3.5 de l'Accord antidumping) relative à l'examen des causes autres que les "importations faisant l'objet d'un dumping" telles que "le volume et le prix des importations non vendues à des prix de dumping", ils ont opposé ces dernières aux "importations visées par l'enquête".[13] Les "importations faisant l'objet d'un dumping" ont par conséquent été considérées comme constituées par toutes les importations du produit visé par l'enquête en provenance du pays dont il a été constaté qu'il pratiquait le dumping. En outre, les Groupes spéciaux ont supposé que cette interprétation s'appliquait aux paragraphes précédents de l'article 3.[14]

96. Cette analyse montre que l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" employée à l'article 3 de l'Accord antidumping vise toutes les importations du produit en question en provenance du pays dont il a été constaté qu'il pratiquait le dumping. En conséquence, la CE n'a pas violé les dispositions de l'article 3, comme l'allègue l'Inde, bien qu'"aux fins de la détermination, [elles] ne soient pas limitées à examiner uniquement les importations faisant l'objet d'un dumping".

2. Est-il nécessaire, en examinant l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, d'évaluer tous les facteurs éventuellement pertinents énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping?

97. L'Inde allègue[15] que, "les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.4 de l'*Accord antidumping* en n'évaluant pas tous les facteurs et indices économiques mentionnés" dans cette disposition. Elle considère qu'il existe une obligation générale d'évaluer tous ces facteurs dans tous les cas. Elle ne fait pas valoir que c'est en raison des circonstances de ce cas d'espèce que les facteurs devraient être évalués.

98. Les CE ont expliqué, dans leur première communication écrite, que:

- premièrement, les facteurs énumérés à l'article 3.4 ont été évalués au cours de l'enquête;

[13] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Imposition de droits antidumping sur les importations de saumons, frais et réfrigérés, en provenance de Norvège*, ADP/87, 27 avril 1994, paragraphe 552; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur les importations de saumons, frais et réfrigérés, en provenance de Norvège*, SCM/153, adopté le 28 avril 1994, paragraphe 316.

[14] *Ibid.*, paragraphes 555 et 321.

[15] Paragraphes 4.56 à 476 de la première communication écrite de l'Inde.

- deuxièmement, les facteurs énumérés à l'article 3.4 revêtent un caractère négatif et, en tant que tels, ont été correctement évalués au cours de l'enquête.

- troisièmement, et à titre subsidiaire, l'article 3.4 ne prescrit pas que chacun des facteurs énumérés doit être évalué dans chaque enquête.

99. Les CE ne s'étendront pas dans leur déclaration orale sur le premier point – le fait que tous les facteurs ont été évalués. Le tableau 4 et le texte qui s'y rapporte figurant dans la première communication écrite des CE le montrent bien.[16]

100. Ce premier point suffit à régler la question de l'allégation de l'Inde. Mais les CE attachent aussi de l'importance aux deuxième et troisième points parce qu'ils aident à bien comprendre d'autres allégations et parce que les CE voudraient que l'interprétation incorrecte de l'article 3.4 qui a été avancée soit rejetée de manière décisive. L'article 3.4 doit être convenablement interprété suivant le sens ordinaire de ses termes dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping.

101. Il convient de faire remarquer, tout d'abord, que l'article 3.4 ne contient pas une liste de facteurs de dommage qui se présente comme celle de l'article 4.2 de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) auxquels il est souvent comparé. Les facteurs de dommage à examiner dans une enquête antidumping sont énumérés à l'article 3.1 de l'Accord. L'article 3.4 ne fait que fournir une orientation pour un élément de l'analyse du dommage. Cette analyse est l'*analyse supplémentaire* visée à l'alinéa b) de l'article 3.1, de l'*incidence* sur la branche de production nationale de l'effet principal du dumping qui est l'effet sur le volume ou les prix des importations sur le marché intérieur.

102. C'est pourquoi, les facteurs mentionnés à l'article 3.4 revêtent tous, comme les CE l'ont expliqué dans leur première communication écrite, un caractère négatif. L'examen des facteurs énumérés à l'article 3.4 n'est pas destiné à faire en sorte que le dommage causé par d'autres facteurs ne soit pas imputé au dumping (comme c'est le cas des dispositions mentionnées plus haut sur les sauvegardes).

103. Dans l'*Accord antidumping* cet examen est un processus distinct et ultérieur défini à l'article 3.5, qui dispose que:

> Celles-ci [les autorités] examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard comprennent, entre autres, le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping, la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, les pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et nationaux et la concurrence entre ces mêmes producteurs, l'évolution des techniques, ainsi que les résultats à l'exportation et la productivité de la branche de production nationale.

104. L'examen des "autres facteurs" est *ultérieur* parce que l'article 3.5 dit qu'il faut examiner s'ils ne causent pas aussi un dommage et distinct parce que l'article 3.5 contient sa propre liste de facteurs potentiels *distincte de* celle qui figure à l'article 3.4. Les CE relèvent que l'Inde n'a allégué nulle part que les CE n'ont pas procédé à une analyse des "autres facteurs" comme le prescrit l'article 3.5 de l'*Accord antidumping*.

[16] Paragraphes 250 à 255 de la première communication écrite des CE.

105. Ainsi que les CE l'ont expliqué dans leur première communication écrite, le but de l'examen visé à l'article 3.4 est de déterminer ce qui *ne va pas*, et non ce qui *va bien*, dans la branche de production nationale.

106. D'ailleurs, puisque l'article 3.4 vise à déterminer la mesure dans laquelle les *importations faisant l'objet d'un dumping* ont une incidence négative sur la branche de production nationale, même si l'Inde avait raison de dire dans sa plainte que les CE n'ont pas évalué tous les facteurs pertinents énumérés dans cet article, cela pourrait seulement signifier que les CE n'avaient pas examiné des éléments de preuve qui auraient encore confirmé leur constatation d'une incidence défavorable. Les CE ne voient pas comment cela servirait la cause de l'Inde.

107. Les CE rappellent que deux facteurs négatifs principaux (bénéfices et prix)[17] ont été identifiés par les autorités communautaires en l'espèce et ont fait l'objet d'un examen et d'une évaluation approfondis. Aucun autre facteur négatif plausible ne leur a été signalé ou n'a autrement retenu leur attention. Aucun n'a été indiqué par l'Inde.

108. Le fait que l'article 3.4 ne prescrit pas que tous les facteurs doivent être formellement évalués dans chaque enquête ressort clairement de son libellé.

109. Premièrement, selon l'article 3.4, les facteurs et indices économiques ne doivent être évalués que s'ils sont "pertinents" et "influent sur la situation de cette branche", ce qui sous-entend que les facteurs qui sont pertinents peuvent varier d'une enquête à l'autre. Cette conclusion, qui ne prête guère à controverse, est étayée par la dernière phrase du paragraphe selon laquelle la "liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante". En conséquence, parmi les facteurs énumérés à l'article 3.4, il peut s'en trouver certains qui, dans telle ou telle affaire, ne sont pas pertinents et n'ont donc pas à être évalués.

110. Vouloir à tout prix que les facteurs énumérés soient évalués dans tous les cas reviendrait à prescrire l'évaluation d'un facteur dont la non-pertinence a déjà été constatée, ce qui serait absurde.

111. Deuxièmement, l'idée que le terme "y compris" devrait être interprété comme signifiant "à tout le moins" cadre mal avec le caractère de la liste qui suit. Celle-ci est scindée en plusieurs parties par des points virgules et le mot "ou" est employé pour indiquer qu'il n'est pas nécessaire d'examiner tous les facteurs. Si tous les facteurs et indices énumérés à l'article 3.4 devaient être évalués, les Membres auraient utilisé la conjonction "et", ce qu'ils n'ont pas hésité à faire dans bien d'autres contextes. (Par exemple, dans les listes de l'Accord sur les sauvegardes et de l'ATV).

112. Le fait qu'il n'est pas nécessaire d'examiner tous les facteurs énumérés dans la première phrase de l'article 3.4 ressort de façon parfaitement claire de la deuxième phrase, qui se lit comme suit:

> Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

113. L'emploi dans la seconde partie de cette phrase des mots "et un seul … nécessairement" (c'est-à-dire "ne constitueront pas toujours mais peuvent constituer"), signifie que parfois, un ou plusieurs des facteurs énumérés, et non, par conséquent, la totalité d'entre eux, constitueront une "base de jugement déterminante". Dès lors qu'un seul facteur peut ainsi constituer une "base de jugement déterminante", il est clair qu'en pareil cas, les autorités chargées de l'enquête ne sont pas tenues d'en examiner d'autres.

[17] Voir le considérant 40 du Règlement définitif.

114. Troisièmement, non seulement les facteurs énumérés à l'article 3.4 n'ont pas la même importance selon les affaires, mais il est aussi possible d'en inférer que certains d'entre eux, de par leur nature même, ont des chances d'être plus importants que d'autres, et que les constatations faites au sujet de tel ou tel facteur peuvent rendre superflues des constatations relatives à tel ou tel autre. Ainsi, comment le calcul du retour sur investissement peut-il être pertinent ou même significatif dans le cas d'une branche de production travaillant à perte? C'est une autre raison pour laquelle l'évaluation de tous les facteurs ne saurait être considérée comme obligatoire.

115. L'argument de l'Inde qui est peut-être le plus séduisant superficiellement a trait à l'existence des "précédents" supposés qu'elle invoque. Cet argument est illusoire et les précédents ne sont pas convaincants.

116. Premièrement, nous l'avons vu, les termes et le contexte des dispositions correspondantes de l'ATV et de l'Accord sur les sauvegardes sont entièrement différents. Ils ont des contextes différents, ils poursuivent des buts différents et les "facteurs de dommage" énumérés dans ces accords sont plus limités et ne sont pas reliés entre eux par le mot "ou".

117. Deuxièmement, le niveau des effets défavorables prescrit dans ces accords est plus élevé que le "dommage important" requis au titre de l'Accord antidumping. L'Organe d'appel a toujours souligné dans ses décisions sur les sauvegardes l'importance du fait que l'application d'une mesure de sauvegarde n'est pas subordonnée à des mesures commerciales "déloyales" comme c'est le cas des mesures antidumping.[18] Dans *Argentine - Chaussures* l'Organe d'appel a critiqué un groupe spécial qui n'avait pas tenu compte du niveau élevé prescrit par la définition de "dommage grave" (*dégradation générale notable* de la situation d'une branche de production nationale).[19]

118. Le seul précédent qui se rapporte à l'Accord antidumping de l'OMC est fourni par le Groupe spécial *Mexique - Sirop de maïs à haute teneur en fructose* qui a dit "le texte de l'article 3.4 est contraignant".[20]

119. Toutefois, bon nombre des arguments développés ici aujourd'hui par les CE (ou des autres arguments figurant dans la première communication écrite des CE) n'ont pas été abordés par ce groupe spécial et il faut dire, avec tout le respect dû aux intéressés, qu'il y a eu tort sur ce point. Les CE rejettent fermement l'idée qu'elles devraient être liées par une position prise sans l'avoir suffisamment étudiée ou motivée par un précédent groupe spécial dans une affaire, qui, en outre, ne les concernait pas.

i) Conclusion

120. Pour ces motifs, et pour les autres raisons exposées dans la première communication écrite des CE, l'allégation de l'Inde selon laquelle les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 3.4 en n'évaluant pas tous les facteurs et indices économiques pertinents mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping est sans fondement et doit être rejetée.

---

[18] L'exemple le plus récent est celui d'*Argentine – Chaussures.* Rapport de l'Organe d'appel *Argentine - Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/AB/R, 14 décembre 1999, paragraphe 94.

[19] *Idem* paragraphe 138.

[20] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, 28 janvier 2000, paragraphe 7.128.

3. Pour quelle partie de la branche de production nationale faut-il établir l'existence d'un dommage important (allégation 15)

121. Les CE passent maintenant à un autre point important concernant l'existence d'un dommage: celui de savoir pour quelle "branche de production nationale" un dommage doit être constaté en vertu de l'*Accord antidumping* et a été constaté en l'espèce.

122. Les CE sont là dans une position confortable entre les deux positions opposées et contradictoires de l'Inde et des États-Unis. L'Inde se plaint de ce que les CE ont eu tort d'examiner certains des facteurs sans se limiter aux producteurs qui se sont plaints et ont coopéré et les États-Unis estiment que les CE ont eu tort de limiter une partie de leur enquête à ces producteurs.

123. Avant d'expliquer pourquoi ils ont tous les deux tort et les CE raison, permettez-moi d'en finir d'abord avec la question du Règlement antidumping de base des CE. L'Inde comme les États-Unis fondent leurs arguments sur ce que ce règlement, selon eux, dicte ou prescrit.

124. La thèse[21] sur laquelle semble reposer entièrement le raisonnement de l'Inde est la suivante:

> en droit communautaire, la "branche de production nationale" est définie par une détermination de la représentativité.

125. Les États-Unis allèguent aussi[22] que

> L'attitude des CE dans la présente affaire semble avoir été dictée par son Règlement antidumping aux termes duquel la branche de production nationale est constituée des producteurs qui sont à l'origine de la "plainte".

126. Toutefois, le texte anglais de l'article 4.1 du Règlement antidumping des CE est virtuellement identique à celui de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*. En dehors du fait sans importance que l'expression "domestic industry" (branche de production nationale) de l'Accord devient "community industry" (industrie communautaire) dans le Règlement, la seule différence est le renvoi de l'article 4.1 du Règlement aux prescriptions de l'article 5.4 en matière d'ouverture d'une enquête pour expliquer le sens qui est donné à l'expression "une proportion majeure".[23]

127. Le Règlement antidumping de base des CE ne dicte ni n'autorise en ce qui concerne la "branche de production nationale" rien qui ne soit dicté ou autorisé par l'*Accord antidumping*. Il ne saurait être question d'une incompatibilité entre le Règlement antidumping de base des CE et l'*Accord antidumping*. Même si on considérait que l'expression "une proportion majeure" de l'*Accord antidumping* n'a pas le sens qui lui est donné dans le Règlement communautaire (et telle n'est pas l'opinion des CE), les CE font observer que l'Inde ne conteste pas que 35 pour cent de tous les producteurs constituaient une "proportion majeure".

128. Les CE aborderont dans un moment les moyens de fond de l'Inde concernant la définition de la branche de production nationale. Mais il est utile, tout d'abord, de les mettre en perspective. Cette perspective est fournie par le considérant 40 du Règlement définitif où on lit que:

---

[21] Paragraphe 4.94 de la première communication écrite de l'Inde.

[22] Paragraphe 80 de la communication de tierce partie des États-Unis.

[23] Les États-Unis mentionnent dans une note de bas de page le paragraphe 34 du Règlement définitif concernant la présente affaire à l'appui de leur opinion sur ce que le droit communautaire "dicte". Toutefois, ce paragraphe ne fait que rappeler que la branche de production nationale peut être considérée comme constituée des producteurs qui ont coopéré et se sont plaints puisqu'ils constituent une proportion majeure de la branche de production dans son ensemble.

> la conclusion relative au préjudice important se fonde essentiellement sur la baisse de la rentabilité et le blocage des prix de l'industrie communautaire observés pour les sociétés incluses dans l'échantillon.

129. Cette baisse de la rentabilité et ce blocage des prix ont été établis exclusivement en se fondant sur l'industrie communautaire telle que définie par les CE et sur les données fournies par l'échantillon. Aucun des moyens de l'Inde concernant la branche de production nationale que nous examinerons et rejetterons plus loin ne touche à ces constatations essentielles de baisse de la rentabilité et de blocage des prix. Celles-ci sont, estiment les CE, suffisantes en elles-mêmes pour justifier une constatation de l'existence d'un dommage important.

130. D'ailleurs, il semble que les arguments de l'Inde reposent sur l'idée que tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 doivent indiquer un dommage et que ces arguments dépendent, par conséquent, du succès de son autre moyen fondé sur la nécessité d'évaluer tous les facteurs énumérés à l'article 3.4, que nous avons examiné un peu plus tôt.

131. Les CE vont maintenant évoquer les moyens de fond de l'Inde. Ils sont au nombre de deux. Le plus simple est de les citer tels que formulés par l'Inde[24], comme suit:

- Premièrement, pour constater l'existence d'un préjudice, [elles] (les CE) se sont fondées sur des entreprises ne faisant pas partie de la branche de production nationale.

- Deuxièmement, une fois qu'elles avaient constitué un échantillon à partir d'entreprises de la branche de production nationale, [elles] (les CE) n'avaient pas le droit d'utiliser des données provenant d'autres entreprises pour constater l'existence d'un préjudice.

132. Nous traiterons aussi de l'allégation contradictoire des États-Unis[25] selon laquelle

> Les CE ont agi de façon incompatible avec l'Accord antidumping en n'incluant pas tous les producteurs communautaires dans la branche de production nationale.

133. La disposition fondamentale de l'Accord antidumping sur laquelle ces allégations sont fondées est l'article 4.1, qui dispose que:

> Aux fins du présent accord, l'expression "branche de production nationale" s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits ...

134. Pour les CE, le sens de cette disposition est parfaitement clair. La "branche de production nationale" pour laquelle un dommage important doit être constaté se compose **soit** des producteurs nationaux dans leur ensemble, **soit** de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits. L'un ou l'autre suffit. Les raisons fondamentales qui l'expliquent sont également claires pour les CE. Elles sont de deux ordres. Premièrement, différentes parties d'une branche de production nationale peuvent être lésées de façon différente et à des degrés différents. Deuxièmement, il peut arriver qu'il ne soit pas possible d'obtenir de tous les producteurs les données nécessaires, l'autorité chargée de l'enquête n'ayant pas nécessairement les moyens de faire en sorte que les producteurs qui se désintéressent de la question fournissent les renseignements exacts qui sont indispensables. On estime, toutefois, que des mesures de protection contre le dumping sont justifiées si ce qu'on appelle "une proportion majeure" des producteurs subissent un dommage important.

---

[24] Au paragraphe 4.121 de la première communication écrite de l'Inde.
[25] Paragraphe 89 de la communication de tierce partie des États-Unis.

135. Les CE ne trouvent rien dans l'*Accord antidumping* qui vienne étayer la thèse de l'Inde selon laquelle une autorité chargée de l'enquête doit choisir de façon irrévocable au début de l'enquête (ou d'ailleurs à tout autre stade de celle-ci) de fonder ses constatations sur l'ensemble ou sur une proportion majeure des producteurs. Si l'autorité chargée de l'enquête a établi que soit l'ensemble, soit une proportion majeure des producteurs sont lésés, une protection contre les importations faisant l'objet d'un dumping est justifiée.

136. En l'espèce, les CE ont constaté qu'un dommage important était subi par "une proportion majeure" des producteurs. Il est vrai que dans le cas de certains facteurs de dommage, les CE ont examiné la branche de production dans son ensemble pour faire cette détermination et ont expliqué pourquoi elles ont jugé cela plus indiqué. Toutefois, lorsqu'il y a dommage important pour l'ensemble des producteurs, n'est ce pas sans aucun doute un élément de preuve convaincant de l'existence d'un dommage touchant aussi une proportion majeure des producteurs?

137. Même s'il était démontré que ce n'est pas vrai, les CE ne voient toujours pas comment les arguments de l'Inde peuvent être considérés comme mettant en question les mesures communautaires. La constatation d'un dommage important pour une proportion majeure des producteurs seulement est autorisée, mais n'est pas prescrite, par l'Accord antidumping. Les mesures prises par les autorités communautaires dans l'enquête sur le linge de lit peuvent également être justifiées par le fait qu'un Membre peut utiliser les deux définitions de la branche de production nationale au cours d'une seule et même enquête.

138. La seconde allégation de l'Inde (relative à l'échantillonnage) est encore plus mystérieuse. Selon cette allégation, les CE, une fois qu'elles avaient constitué un échantillon à partir d'entreprises de la branche de production nationale, n'avaient pas le droit d'utiliser des données provenant d'autres entreprises pour constater l'existence d'un dommage important. Les CE ne trouvent dans l'*Accord antidumping* rien qui vienne étayer cela. L'échantillonnage est justifié par le fait qu'il n'est pas possible ou qu'il serait bien difficile en pratique de faire porter l'enquête sur tous les producteurs. L'échantillon représente l'ensemble de la proportion majeure des producteurs qui constituaient l'industrie communautaire. Lorsque des données sont disponibles pour cet ensemble de producteurs, pourquoi ne pourraient-elles pas être utilisées? Il est sûrement préférable d'utiliser des données plus complètes lorsqu'elles sont disponibles, plutôt que celles provenant de l'échantillon.

139. Comme l'ont fait observer les CE dans leur première communication écrite, cet aspect et d'autres de l'argumentation de l'Inde semblent révélateurs d'une confusion entre, d'une part, les éléments de preuve et, d'autre part, les conclusions qui en sont tirées. En ce qui concerne l'existence d'un dommage, les conclusions tirées des éléments de preuve doivent concerner au bout du compte la branche de production nationale telle que définie dans l'enquête. Toutefois, il n'y a aucune limite intrinsèque aux types d'éléments de preuve qui peuvent être utilisés pour parvenir à ces conclusions.

140. On ne peut certainement pas exclure *ab initio*, en particulier, que la situation des producteurs communautaires dans leur ensemble peut fournir des éléments de preuve relatifs à la situation des producteurs qui constituent la branche de production nationale.

i) Conclusion

141. Pour ces motifs et les autres raisons exposées dans leur première communication écrite, les CE estiment que les allégations de l'Inde concernant leur évaluation des facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'*Accord antidumping* sont sans fondement.

VI. SOLUTIONS CONSTRUCTIVES EN FAVEUR DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

142. Enfin, mais ce n'est certes pas le point le moins important, les CE tiennent à rappeler au Groupe spécial leur position sur le traitement de l'Inde en tant que pays en développement.

143. Les CE prennent au sérieux l'obligation d'explorer des solutions constructives en ce qui concerne les pays en développement. Il est tout à fait contraire à la vérité de donner à entendre que les CE ont rejeté les ouvertures de l'Inde au sujet d'engagements. Elles étaient disposées à explorer cette question. Mais dans la présente enquête, contrairement à ce qu'affirme l'Inde au paragraphe 6.52, si aucun engagement n'a été accepté, c'est qu'il n'en avait été offert aucun par les exportateurs dans les délais fixés par le Règlement de base des CE.[26] Ces délais correspondent à ceux imposés par l'article 5.10 de l'Accord antidumping et à l'obligation générale de conduire les enquêtes avec diligence (article 6.14 de l'Accord antidumping).

VII. CONCLUSIONS

144. Si cela est nécessaire, les Communautés européennes présenteront des arguments plus détaillés durant la suite de la procédure et seront heureuses de s'employer à dissiper tout doute qui pourrait subsister dans l'esprit des Membres du Groupe spécial.

[26] Voir la télécopie envoyée par les autorités communautaires aux ayants cause des exportateurs le 22 octobre 1997, reproduite comme pièce n° 52 de l'Inde.

ANNEXE 2-4

QUESTIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À L'INDE,
À L'ÉGYPTE, AUX ÉTATS-UNIS

(15 mai 2000)

À l'Inde

1. OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

1) Selon l'Inde, quel est le type d'élément de preuve qu'il faut examiner pour déterminer s'il y a lieu ou non d'ouvrir une enquête antidumping au titre de l'article 5.3 de l'Accord antidumping? L'Inde pourrait-elle illustrer sa réponse avec des exemples tirés de sa propre pratique antidumping?

2) L'Inde pourrait-elle donner un exemple sur la manière de rédiger l'avis au public concernant l'examen des éléments de preuve avant l'ouverture d'une enquête? L'Inde considère-elle que les points relatifs aux éléments de preuve fournis dans la plainte de l'industrie communautaire et examinés aux fins de l'ouverture d'une enquête devraient être repris dans l'avis au public de clôture d'enquête? L'Inde pourrait-elle illustrer sa réponse par des exemples tirés de sa propre pratique antidumping?

3) Selon l'Inde, comment doit-on procéder pour vérifier la représentativité de la branche de production nationale avant d'ouvrir l'enquête? Quel est le niveau de preuve que l'Inde considère comme nécessaire au titre de l'article 5.4 de l'Accord antidumping? Dans sa pratique antidumping, l'Inde accepte-t-elle uniquement les plaintes qui ont été explicitement appuyées par les producteurs nationaux à titre individuel? Dans l'affirmative, l'Inde pourrait-elle fournir des exemples concrets de cette expression de soutien. Dans la négative, l'Inde pourrait-elle expliquer dans quels cas elle considère que les plaintes déposées au nom de la branche de production nationale sont acceptables?

4) L'Inde pourrait-elle expliquer comment les avis au public concernant l'ouverture de l'enquête devraient être formulés en ce qui concerne la détermination initiale de la représentativité, en donnant si possible des exemples concrets? L'Inde revient-elle sur les questions touchant à la détermination initiale de la représentativité dans l'avis de clôture d'une enquête?

2. DOMMAGE

5) Dans sa propre pratique antidumping l'Inde essaie-t-elle de déterminer qu'un dommage important est causé par les seules transactions qui font l'objet d'un dumping? Les CE renvoient l'Inde aux exemples suivants tirés de sa pratique:

> Catalyseur d'hydrosulfuration, catalyseur de désulfuration à l'oxyde de zinc, catalyseur de conversion haute température, catalyseur de conversion basse température, catalyseur de reformage secondaire, catalyseur de méthanation, originaire du Danemark – conclusions préliminaires. ADD/IW/39/95-96, Ministère du commerce, 7 mai 1997 (voir en particulier les paragraphes 18 et 23). (Confirmé dans les conclusions finales);
>
> Cyanure de sodium en provenance des États-Unis d'Amérique, de la République fédérale d'Allemagne, de la République tchèque, de la République populaire de Corée et du Territoire de l'Union européenne – Conclusions préliminaires n° 8/1/99 – DGAD, Ministère du commerce 20 octobre 1999. (Pages 19-21) (confirmé dans les conclusions finales).

6) Dans sa propre pratique antidumping l'Inde évalue-t-elle tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'*Accord antidumping* ou seulement ceux qui semblent pertinents? Lors de la réunion avec le Groupe spécial les CE ont renvoyé l'Inde au paragraphe 19 de ses récentes conclusions finales du 6 mai 2000 dans *l'enquête antidumping concernant des importations de cyanure de sodium en provenance des États-Unis, de l'Union européenne, de la République tchèque et de la République de Corée.* 8/1/99-DGAD.

7) Dans sa propre pratique antidumping l'Inde essaie-t-elle de déterminer si le dumping a eu lieu pendant toute la période d'enquête (concernant l'existence du dommage) ou suppose-t-elle qu'il y a eu ou n'y a pas eu dumping dans la période précédant immédiatement la période d'enquête (concernant la détermination du dumping)? Les CE voudraient renvoyer l'Inde aux exemples suivants tirés de sa propre pratique:

> Oxo alcools en provenance de Pologne, de Corée du Sud, d'Indonésie, d'Arabie saoudite, de Russie, d'Iran, des États-Unis et de l'Union européenne – Conclusions préliminaires n° 15/1/99-DGAD, Ministère du commerce, Direction générale des droits antidumping et apparentés, notification, 3 décembre 1999 (voir les pages 41, 66 et 70);
>
> Catalyseur d'hydrodésulfuration, catalyseur de désulfuration à l'oxyde de zinc, catalyseur de conversion haute température, catalyseur de conversion basse température, catalyseur de reformage secondaire, catalyseur de méthanation originaire du Danemark – conclusions préliminaires. ADD/IW/39/95-96, Ministère du commerce, 7 mai 1997 (voir en particulier les paragraphes 1-o, 18, 21-a, 23) (confirmé dans les conclusions finales).
>
> Cyanure de sodium en provenance des États-Unis d'Amérique, de République fédérale d'Allemagne, de République tchèque, de République populaire de Corée et du territoire de l'Union européenne – Conclusions préliminaires n° 8/1/99-DGAD, Ministère du commerce 20 octobre 1999 (pages 5, 21) (confirmé dans les conclusions finales).

3. PROCÉDURE

8) À la page 79 (paragraphe 3.135) de sa première communication écrite, l'Inde donne les marges bénéficiaires réalisées par des sociétés d'autres pays. Où l'Inde s'est-elle procuré ces renseignements hautement confidentiels?

9) Dans la pièce n° 16 de l'Inde, une lettre de l'organisme gouvernemental indien responsable de la délivrance des licences d'exportation pour les produits considérés révèle qu'il y 287 exportateurs indiens concernés. Au cours de l'enquête, on a dit aux CE qu'ils n'étaient que 84. Les volumes d'exportation mentionnés ne correspondent pas non plus à ceux qui ont été indiqués aux CE. L'Inde peut-elle expliquer ces divergences?

<u>Aux États-Unis</u>

1. OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

1) Selon les États-Unis, quel type d'éléments de preuve faut-il évaluer, en vertu de l'article 5.3 de l'Accord antidumping, pour déterminer si une enquête antidumping doit être ouverte ou non?

2) Quel est le niveau de preuve que les États-Unis estiment nécessaire, en vertu de l'article 5.3 de l'Accord antidumping, aux fins de l'ouverture d'une enquête antidumping?

3) Les États-Unis ont soutenu que l'article 5.4 de l'Accord antidumping permet aux associations de producteurs d'introduire une plainte au nom de la branche de production nationale. Les États-Unis pourraient-ils préciser quel type de renseignements ils jugent nécessaire que les autorités chargées de l'enquête demandent pour se convaincre que la plainte est effectivement introduite "au nom de" la branche de production nationale?

4) Les États-Unis estiment-ils qu'une autorité chargée de l'enquête doit clore une procédure antidumping qu'elle a ouverte si elle détermine au cours d'une enquête et sur la base de renseignements dont elle ne disposait pas avant l'ouverture de celle-ci que les producteurs nationaux soutenant expressément la demande ne représentent pas au moins 25 pour cent de la production nationale totale?

2. DOMMAGE

5) L'article 4.1 de l'*Accord antidumping* prévoit que l'expression "branche de production nationale" s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits.

Pourquoi les États-Unis considèrent-ils que

> Les CE ont agi de façon incompatible avec l'Accord antidumping en n'incluant pas tous les producteurs communautaires dans la branche de production nationale pour évaluer d'autres facteurs tels que le prix et l'incidence au titre des paragraphes 1, 2, 4, et 5 de l'article 3."[1]

6) Les États-Unis disent que l'Inde n'a pas allégué que les CE auraient dû définir l'industrie communautaire comme englobant tous les producteurs. Faut-il, par conséquent, que le Groupe spécial examine ces observations des États-Unis.

7) Comment les États-Unis interprètent-ils l'expression "une proportion majeure" de la branche de production?

8) Les États-Unis estiment-ils que les seuls cas où il est possible de considérer que la branche de production nationale n'est pas constituée par tous les producteurs sont ceux dont il est question aux alinéas i) et ii) de l'article 4.1? Dans l'affirmative, pourquoi l'article 4.1 ne le précise pas? Dans la négative, quels sont les critères, qui, selon les États-Unis, permettent de considérer que la branche de production nationale n'est pas constituée par tous les producteurs?

9) Les États-Unis estiment-ils que l'autorité chargée de l'enquête doit choisir irrévocablement au début de celle-ci sa définition de "branche de production nationale"?

10) Les États-Unis font valoir au paragraphe 93 que l'échantillon de producteurs nationaux doit être "valable d'un point de vue statistique". Dans ce contexte, "valable d'un point de vue statistique" a-t-il le même sens que "représentatif"? Les critiques formulées par les États-Unis au sujet de l'échantillon de producteurs nationaux des CE semblent découler exclusivement de leur point de vue selon lequel définir comme "l'industrie communautaire" les producteurs qui se sont plaints et ont coopéré était erroné. Est-ce exact?

[1] Paragraphe 89 de la communication de tierce partie des États-Unis.

11) Les États-Unis invoquent l'article 6 à l'appui de leur point de vue selon lequel les CE auraient dû prendre en compte toute l'industrie communautaire. Les CE ne nient pas qu'un producteur national exclu de l'échantillon est une "partie intéressée" au sens de l'article 6 et qu'il a le droit de défendre ses intérêts ou, autrement dit, de donner des renseignements à l'autorité chargée de l'enquête. Mais les États-Unis soutiennent-ils vraiment que cela signifie que l'enquête doit porter sur toutes les parties intéressées?

12) Au paragraphe 96 de leur communication, les États-Unis déclarent qu'ils estiment que "tous les facteurs énumérés [à l'article 3.4] doivent être évalués". Sur quelle base les États-Unis interprètent-ils une obligation d'évaluer tous les facteurs *pertinents* (termes employés à l'article 3.4) comme une obligation d'évaluer tous les facteurs, même s'il est d'emblée manifeste que certains facteurs ne sont pas pertinents? Les États-Unis cherchent à défendre l'analyse du Groupe spécial *SHTF* sur ce point. À quel endroit de son rapport le Groupe spécial constitué dans cette affaire a-t-il examiné les arguments avancés par les CE dans leur première communication écrite et dans leur déclaration orale (dont les États-Unis ont maintenant connaissance)? Les États-Unis mentionnent aussi le rapport *Corée – Polyacétals.*[2] À quel endroit de ce rapport trouve-t-on une déclaration selon laquelle tous les facteurs doivent être évalués, qu'ils soient pertinents ou non, ou un examen des arguments formulés par les CE dans la présente affaire?

À l'Égypte

1) Les CE remarquent que l'Égypte mentionne, aussi bien dans sa communication écrite que dans sa déclaration orale, un chiffre de 15 pour cent comme étant la part de la production totale de l'UE représentée par les producteurs soutenant passivement la plainte d'Eurocoton. L'Égypte pourrait-elle indiquer d'où elle tire cette donnée?

[2] Corée – Droits antidumping appliqués par la Corée aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis (Corée – Polyacétals, IBDD, S40/205, adopté le 27 avril 1993.

ANNEXE 2-5

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS FAISANT SUITE À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(19 mai 2000)

Questions du Groupe spécial aux CE

14. Dans quelles circonstances les CE passeraient-elles de l'option d'un calcul fondé sur l'article 2(6)(a) de leur Règlement de base à un calcul fondé sur l'article 2(6)(b)? Est-il arrivé une fois que les CE procèdent ainsi?

Les CE recourent à l'option prévue à l'article 2(6)(b) plutôt qu'à celle prévue à l'article 2(6)(a) quand cette dernière ne peut pas être utilisée. Cela arrive si peu souvent qu'il ne peut pas être décrit de pratique générale. On dispose d'un exemple avec la décision prise par la Commission, le 20 mars 1998, de clore la procédure antidumping concernant les importations d'oxyde tungstique et d'acide tungstique originaires de la République populaire de Chine (JO L 87, 21.3.98, page 24):

> 19) Le coût de fabrication a été obtenu en additionnant tous les coûts, tant fixes que variables, supportés pour les matériaux et la fabrication dans le pays d'origine. En l'absence de données spécifiques à l'oxyde/acide pour d'autres producteurs/exportateurs dans le pays d'origine, les frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux ont été calculés par rapport à ceux supportés par Metek sur les ventes de poudre de tungstène métal, c'est-à-dire la même catégorie générale de produits, sur son marché intérieur au cours de la période d'enquête, conformément à l'article 2, paragraphe 6, point b), du Règlement de base.

15. Les CE considéreraient-elles que les opérations commerciales normales n'incluraient pas les ventes entre des parties en relation? En d'autres termes, la décision selon laquelle les ventes ont lieu au cours d'opérations commerciales normales est-elle fondée sur la question de la rentabilité seulement, ou inclut-elle aussi, par exemple, la prise en considération du point de savoir si les ventes ont lieu entre des parties en relation?

La question des parties en relation se pose généralement quand les prix à l'exportation sont déterminés (article 2.3 de l'Accord antidumping), tandis que celle des ventes ayant lieu "au cours d'opérations commerciales normales" intervient lors de la détermination des ventes sur le marché intérieur qui peuvent à bon droit être utilisées pour faire une comparaison avec les prix à l'exportation. Toutefois, il peut arriver aussi que des ventes sur le marché intérieur aient lieu entre des parties en relation. Le traitement par les CE de ces ventes (pour arriver à la valeur normale) est régi par l'article 2(1) du Règlement de base:

> Les prix pratiqués entre des parties paraissant être associées ou avoir conclu entre elles un arrangement de compensation ne peuvent être considérés comme des prix pratiqués au cours d'opérations commerciales normales et être utilisés pour établir la valeur normale que s'il est établi que ces prix ne sont pas affectés par cette relation.

Les CE prennent donc bien en considération le point de savoir si les ventes ont lieu entre des parties en relation pour décider si les ventes sur le marché intérieur ont lieu "au cours d'opérations commerciales normales".

16. Les CE appliqueraient-elles le principe des "opérations commerciales normales" si elles appliquaient l'article 2(6)(b) du Règlement de base?

Oui. Ce principe est contenu dans le texte de cette clause.

17. Les CE considèrent-elles que les ventes n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales peuvent, à la discrétion de l'autorité chargée de l'enquête, soit être incluses dans la catégorie des ventes dont les données concernant les bénéfices sont tirées aux fins des alinéas de l'article 2.2.2, soit en être exclues?

Le critère des "opérations commerciales normales" fait partie de l'article 2.2.2 i) et ii), mais comme il a été montré dans la réponse à la question 15, quand il n'est pas satisfait, les Membres ont la permission, mais non l'obligation, d'exclure les données.

18. Les CE n'excluent-elles pas du volume, aux fins de leur analyse du dommage, les importations en provenance des sociétés, c'est-à-dire des producteurs ou des exportateurs étrangers soumis à l'enquête, dont il a été établi qu'elles ne font pas l'objet d'un dumping ou pour lesquelles la marge de dumping est *de minimis*?

Non. Les CE ont traité cette question dans leur première communication écrite (paragraphes 215 et suivants) et elles présenteront d'autres arguments dans leur communication à titre de réfutation en relation avec le sens à donner à la formule "importations faisant l'objet d'un dumping".

19. Les CE pourraient-elles expliquer comment elles prennent en compte, dans le cadre de l'analyse du dommage et du lien de causalité durant la "période d'enquête" (qui, d'après ce que croit comprendre le Groupe spécial, est la période considérée pour la détermination du dumping), l'analyse et les conclusions concernant la branche de production nationale durant la "période d'examen du préjudice"?

La situation de la branche de production nationale et la question du dommage sont examinées sur une plus longue période (la "période d'examen du préjudice") que celle correspondant à l'enquête sur le dumping (la "période d'enquête"). En procédant ainsi, l'idée est de mettre la situation de la branche de production nationale en perspective et de révéler les tendances à venir.

Les données recueillies durant la "période d'examen du préjudice" concernent les changements intervenus durant cette période à la fois dans la situation de la branche de production nationale (mesurés à l'aide de facteurs tels que les bénéfices et les prix) et dans le volume et les prix des importations, ce qui fournit la preuve d'un lien de causalité. Toutefois, les conclusions concernant le dommage et le lien de causalité se rapportent principalement à la période d'enquête - normalement la dernière année de la période d'examen du préjudice.

Ainsi, s'il est constaté que la situation de la branche de production nationale a empiré notablement durant la période d'enquête par rapport aux années précédentes, les autorités seront incitées à conclure qu'il lui était causé un dommage. Si le volume des importations faisant l'objet d'un dumping et/ou la sous-cotation de prix (ou la mesure dans laquelle la hausse des prix a été empêchée) ont été notablement plus importants durant la période d'enquête par rapport aux années précédentes, les autorités seront incitées à constater que les importations faisant l'objet d'un dumping causaient le dommage.

S'il s'avère qu'il était déjà causé un dommage à la branche de production nationale avant la période d'enquête, cela aidera éventuellement à confirmer que c'est le dumping qui cause le dommage. Cela impliquera éventuellement la présomption que le dumping constaté durant la période d'enquête existait également avant celle-ci.

Bien entendu, les autres causes potentielles du dommage devraient être considérées avant qu'il puisse être tiré une conclusion définitive concernant le lien de causalité.

20. Que signifie la formule "pas un facteur indépendant notable" utilisée par les CE dans le tableau 4 de leur première communication écrite en ce qui concerne certains des facteurs énumérés à l'article 3.4? Signifie-t-elle que le facteur en question a été considéré et qu'il a été établi qu'il n'était pas notable, ou bien que le facteur en question a été jugé pertinent, qu'il a été évalué et qu'il a été établi qu'il ne révélait pas l'existence d'un dommage?

L'interprétation à donner au membre de phrase "une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents" doit être suffisamment flexible pour tenir compte de la diversité considérable des circonstances dans les enquêtes sur le dommage et la causalité du dommage. La pertinence est une question de degré plutôt qu'une question à laquelle on répond par "oui ou non". Dans certains cas, il sera tout de suite évident, avant même l'ouverture d'une enquête, que certains facteurs ne sont pas pertinents, alors que dans d'autres cas cela n'apparaîtra que beaucoup plus tard, de sorte que le processus consistant à déterminer la pertinence d'un facteur peut ne pas être très différent de celui qui consiste à évaluer ce facteur.

Lorsqu'elles employaient les termes "notable" et "indépendant", les CE cherchaient à expliquer l'application de ces notions à la situation qui était révélée par l'enquête dans l'affaire du linge de lit.

Les enquêteurs ont été confrontés en l'espèce à une situation marquée par la disparition de nombreuses entreprises durant la période précédant la période d'enquête, ce qui avait réduit la concurrence sur le marché et par conséquent avait bénéficié aux producteurs restants (considérant 90 du Règlement provisoire). De ce fait, des facteurs dont on aurait pu attendre autrement qu'ils révèlent l'existence d'un dommage ont fait apparaître une branche de production apparemment en bonne santé (considérant 92 du Règlement provisoire; considérant 41 du Règlement définitif). On pouvait dire qu'ils avaient perdu leur pertinence, ou du moins leur pertinence directe, par rapport à la conclusion concernant le dommage. En revanche, selon deux facteurs – bénéfices et prix – il y avait tout lieu de conclure à un dommage (considérant 93 du Règlement provisoire; considérant 40 du Règlement définitif).

21. Les autorités communautaires considéraient-elles que la disparition d'entreprises de la branche de production démontrait le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping ou bien qu'elle révélait la situation de la branche de production?

Bien qu'il soit fait référence dans les règlements à l'idée que la disparition d'entreprises révélait le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping (considérant 41 du Règlement définitif), la pertinence essentielle de la disparition d'entreprises est qu'elle explique comment une détermination positive de l'existence d'un dommage pouvait être faite à bon droit alors que, selon tous les facteurs à l'exception de deux, la branche de production nationale était apparemment en bonne santé (considérants 81, 90 du Règlement provisoire; considérant 41 du Règlement définitif).

Sans ces renseignements concernant la disparition d'entreprises, les Règlements auraient donné une image trompeuse de l'évolution de la situation de la branche de production durant la "période d'examen du préjudice". En particulier, ces renseignements étayaient la constatation selon laquelle certains des facteurs énumérés à l'article 3.4 n'étaient pas pertinents (c'est-à-dire significatifs) en l'espèce (par exemple, l'emploi et la production) ou selon laquelle les renseignements pertinents risquaient de donner une image trompeuse de la situation de la branche de production (par exemple, le volume et la valeur des ventes, la capacité de production, l'utilisation des capacités et les stocks).

22. L'Inde donne à entendre qu'il existait de multiples "définitions" de la branche de production. Les CE pourraient-elles confirmer que l'industrie communautaire a été définie exclusivement comme comprenant les 35 plaignants qui ont coopéré? Les CE pourraient-elles clarifier sur quelle base certaines sociétés ont été apparemment exclues de l'industrie communautaire en tant que "non plaignantes"? Les CE conviennent-elles qu'une société (Luxorette) faisait partie de l'échantillon, mais pas de l'industrie communautaire? Dans la négative, les CE pourraient-elles expliquer la situation de cette société?

Oui. L'industrie communautaire a été définie comme constituée exclusivement des 35 plaignants ayant coopéré. Cela est indiqué au considérant 57 du Règlement provisoire et confirmé au considérant 34 du Règlement définitif.

APRÈS l'ouverture de l'enquête, onze sociétés ont été exclues de la liste des sociétés plaignantes (voir considérants 52 (sept sociétés), 54 (une société) et 56 (trois sociétés) du Règlement provisoire).

Ces sociétés ont été exclues parce que, pour certaines, elles importaient en quantités importantes du linge de lit, ne produisaient plus le produit visé, ne mettaient pas l'accent dans leur activité sur la production de linge de lit dans les CE (c'était le cas de Luxorette), ou encore pour défaut de coopération.

Luxorette ne faisait pas partie de l'industrie communautaire et ne faisait pas partie de l'échantillon définitif. En réalité, Luxorette devait en principe être incluse dans l'échantillon et, comme indiqué au considérant 8 du Règlement provisoire, il a été effectué une visite de vérification sur place dans les locaux de la société. Toutefois, comme indiqué au considérant 54 du Règlement provisoire, la société a été éliminée de la définition de l'industrie communautaire et, partant, de l'échantillon.

23. Les CE considèrent-elles que, compte tenu du libellé de l'article 12.1, une autorité n'est pas tenue par cette disposition de notifier ou d'expliquer les conclusions de sa détermination concernant la représentativité conformément à l'article 5.4?

Comme les CE l'ont fait observer dans leur première communication écrite (paragraphe 5, tel que corrigé dans la déclaration orale), bien que l'Inde ait invoqué l'article 12.1 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial (points 1 et 2), elle n'a pas développé d'allégation en vertu de cette disposition dans sa communication (hormis l'affirmation selon laquelle "L'ouverture par les CE d'une procédure visant le linge de lit en provenance d'Inde est incompatible avec l'article 12.1 de l'Accord antidumping", paragraphe 7.1.1). En outre, en ce qui concerne la question de la représentativité (point 1 de la demande d'établissement d'un groupe spécial), l'Inde alléguait que "ni durant l'enquête ni dans les règlements publiés, les CE n'ont répondu de façon satisfaisante aux questions détaillées des exportateurs indiens concernant ce point". Il n'a donc pas été formulé d'allégation en ce qui concerne la notification aux parties, au moment de l'ouverture de l'enquête, des détails de la détermination concernant la représentativité.

Aux termes de l'article 12.1, les autorités doivent donner avis au public de leur détermination selon laquelle elles "[sont] convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping". Les éléments inclus dans cet avis sont énumérés à l'article 12.1.1, mais la liste ne mentionne pas la détermination concernant la représentativité prévue à l'article 5.4.

Toutefois, les exportateurs ont droit à une notification pour information substantielle à cet égard. Conformément à l'article 6.1.3, ils reçoivent le texte de la plainte. Ce texte doit (en vertu de l'article 5.2) inclure des renseignements substantiels sur les producteurs au nom desquels la plainte a

été présentée. Au nom du droit à la confidentialité, certaines données sont exclues, notamment le volume de production des producteurs. Bien entendu, ces renseignements sont essentiels pour calculer si la demande bénéficie des niveaux de soutien prescrits par l'article 5.4, de sorte que la marge de manœuvre dont disposent les autorités pour développer la question de la représentativité est limitée.

Dans l'affaire du linge de lit, les CE se sont acquittées de toutes leurs obligations en matière de notification. Elles rejettent la thèse apparente de l'Inde suivant laquelle les autorités chargées de l'enquête seraient dans l'obligation de réfuter, durant tout le cours de l'enquête, les allégations répétées selon lesquelles elles ne se seraient pas acquittées des obligations en question.

24. Aux paragraphes 84, 86, 87 et 94, entre autres, de leur première déclaration orale, les CE se réfèrent à une détermination de l'existence d'un dumping à l'exportation par pays. Les CE pourraient-elles clarifier leur thèse selon laquelle, conformément à l'Accord antidumping, la détermination de l'existence d'un dumping est établie par pays, et non par producteur et/ou exportateur individuel?

Le fait que les déterminations en matière antidumping doivent être établies par pays ressort de plusieurs aspects de l'article VI du GATT et de *l'Accord antidumping*. L'article 12.1.1, en particulier, montre à l'évidence qu'il ne peut être ouvert des enquêtes que concernant des pays (l'avis d'ouverture de l'enquête doit indiquer le "nom du ou des pays exportateurs et [le] produit en cause"). Toutes les exportations du produit par le ou les pays nommés font l'objet d'une enquête afin de déterminer le dumping et le dommage. Bien que les droits antidumping soient, dans la mesure du possible, calculés individuellement pour les exportateurs (pour des raisons d'efficacité entre autres), normalement il y a toujours un droit général applicable à tous les exportateurs qui n'ont pas été nommés, par pays.

25. Les CE pourraient-elles expliquer leur thèse selon laquelle les "facteurs" énumérés à l'article 3.4 seraient de nature négative – en quoi la production, la productivité, les ventes, etc. sont-elles "négatives"? Les CE veulent-elles dire que lorsqu'elle évalue les facteurs énumérés à l'article 3.4 l'autorité chargée de l'enquête est seulement tenue de prendre en compte ceux qui font apparaître des fléchissements, c'est-à-dire qui sont "négatifs" pour la branche de production nationale, et que si les renseignements concernant tel ou tel facteur sont positifs pour la branche de production nationale, ils n'ont aucunement besoin d'être évalués et pris en compte? Les CE peuvent-elles justifier la contradiction apparente entre les vues exprimées aux paragraphes 257 et 261 de leur première communication écrite?

L'argument que les CE voudraient faire valoir ici n'est pas que les facteurs eux-mêmes sont négatifs. Comme le donne à entendre le Groupe spécial, intrinsèquement ceux-ci ne sont ni positifs ni négatifs. Toutefois, l'article 3.4 fait référence à des aspects particuliers de ces facteurs, et ce sont ces aspects qui sont négatifs. Par exemple, l'article 3.4 ne se réfère pas simplement aux "ventes", mais à la "diminution effective et potentielle des ventes" (même chose pour les bénéfices, etc.). Pareillement, il ne se réfère pas simplement au "flux de liquidités" ou même aux "effets sur le flux de liquidités", mais aux "effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités" (même chose pour les stocks, etc.).

Il a été soutenu par l'Inde et, malheureusement, par le Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs à haute teneur en fructose*, que les facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping constituent une liste récapitulative impérative. Ainsi, pour satisfaire aux prescriptions de l'*Accord antidumping*, les mesures nationales instituant des droits antidumping devraient être conformes à cette liste et reprendre chacune des rubriques qui y figurent. Comme les CE l'ont expliqué dans leur première communication écrite (paragraphes 263 à 289), elles considèrent que cette interprétation apparemment littérale de l'article 3.4 est incorrecte et que quand les termes sont lus dans leur contexte à la lumière de leur objet et de leur but, ils n'imposent pas de liste impérative. Au cas toutefois où leur

interprétation ne serait pas acceptée, les CE estiment que l'approche littérale doit être appliquée de façon cohérente et que, comme expliqué plus haut, dans presque tous les cas le texte fait référence exclusivement aux aspects négatifs des facteurs visés dans la disposition. Au paragraphe 262 de leur communication, les CE montrent comment dans leurs déterminations dans l'affaire du linge de lit, elles ont expressément examiné tous les aspects négatifs des facteurs énumérés à l'article 3.4 et, par conséquent, ont satisfait à cette prescription.

Enfin, les CE soulignent que comme il ressort des deux règlements, dans l'affaire du linge de lit, l'examen n'a pas été limité à ces aspects négatifs, mais qu'il a englobé une large gamme de facteurs tant positifs que négatifs.

26. Les CE pourraient-elles expliquer sur quelle base un facteur peut avoir été "déjà jugé non pertinent"? Comment cela est-il possible sans examiner ni évaluer ce facteur dans une certaine mesure? Les CE pourraient-elles encore expliquer comment un groupe spécial peut évaluer si une autorité chargée de l'enquête a agi en conformité avec ses obligations quand la non-pertinence d'un facteur doit être déduite de l'absence de tout examen de ce facteur?

Les CE ne veulent pas dire qu'un facteur peut être jugé non pertinent sans quelconque examen. Toutefois, dans certaines circonstances, l'absence de pertinence de catégories particulières de données par rapport à la question du dommage peut apparaître à un stade précoce de l'enquête voire, compte tenu de l'expérience des enquêteurs, être connue avant même l'ouverture de l'enquête.

Par exemple, dans le secteur de l'industrie textile examiné dans la présente procédure, l'utilisation des capacités est un facteur qui ne présente guère ou pas d'intérêt en relation avec la constatation d'un dommage parce que la capacité de production est particulièrement facile à ajuster du fait que des actifs sont régulièrement achetés, vendus et fermés. Vu d'ailleurs la large gamme des articles produits et la facilité avec laquelle la production peut être transférée d'un produit à l'autre, il n'y a pas de moyen valable de mesurer la capacité de production. Obliger les producteurs à répondre à des questions à ce sujet n'aurait donc pas de sens et contreviendrait aux obligations énoncées à l'article 6.13 et 6.14 de l'*Accord antidumping* (comme expliqué au paragraphe 271 de la première communication écrite des CE). De même, des arguments plaidant en faveur ou en défaveur de l'existence d'un dommage qui seraient fondés sur des données concernant l'utilisation des capacités seraient presque certainement fallacieux.

En ce qui concerne la question des déductions et de la pertinence, les CE ont essayé de montrer (en particulier dans les paragraphes 246 et suivants de leur communication, comme expliqué dans la réponse à la question précédente) que la prescription qui est faite dans l'article 3.4 d'évaluer tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production n'impose pas toujours de suivre une liste récapitulative pour les enquêtes.

Cette thèse est illustrée par les circonstances propres à la branche de production du linge de lit. Dans l'enquête correspondante, l'analyse de la branche de production montrait, premièrement, que les données négatives concernant certains facteurs (bénéfices et prix) justifiaient de conclure globalement à l'existence d'un dommage et deuxièmement, que (du fait des fermetures d'entreprises et de la consolidation) les données obtenues concernant d'autres facteurs pouvaient donner une image trompeuse de bonne santé. En de telles circonstances, il ne serait pas déraisonnable de conclure que ces derniers facteurs n'étaient pas pertinents, sans les examiner tous. (Un examen dans une certaine mesure serait probablement nécessaire afin de confirmer l'analyse globale.)

27. À supposer que les CE aient raison de considérer que l'un des facteurs énumérés à l'article 3 peut donner une base de jugement décisive pour l'examen effectué en vertu de cet article, comment un groupe spécial peut-il évaluer une telle détermination sans comprendre comment, c'est-à-dire de quelle manière, sur la base de quel raisonnement ou de quelle analyse, l'autorité chargée de l'enquête a conclu que ce facteur unique était décisif?

Un groupe spécial doit pour cela examiner la situation de la branche de production telle qu'elle est révélée dans la détermination et les arguments et explications avancés par les parties au différend. Les circonstances propres à l'affaire du linge de lit sont pertinentes par rapport à l'argument que les CE tiennent à faire valoir (le fait qu'il y ait eu deux facteurs décisifs plutôt qu'un n'est pas significatif). Comme expliqué dans la réponse à la question précédente, dans les circonstances particulières de l'espèce, des indications de l'existence d'un dommage étaient apparentes d'après deux seulement des facteurs énumérés à l'article 3.4; à d'autres égards, la branche de production était apparemment en bonne santé.

Dans les deux règlements, les CE ont présenté une explication détaillée des circonstances donnant lieu à cette situation inusuelle. Cette explication consistait non pas à procéder à un examen des autres facteurs économiques (bien que ces facteurs aient été examinés), mais à exposer comment les changements récents intervenus dans la branche de production (la disparition d'entreprises) faisaient de ces facteurs des indicateurs de l'existence d'un dommage non fiables. Bien entendu, les règlements expliquaient aussi comment les données correspondant aux deux facteurs décisifs établissaient l'existence d'un dommage.

Par là même, les règlements fournissent à un groupe spécial une base satisfaisante pour procéder à l'examen dont il est chargé.

28. Au paragraphe 132 [112] de leur première déclaration orale, les CE semblent donner à entendre que la possibilité que des données ne soient pas disponibles pour tous les producteurs justifie en quelque sorte le refus de considérer ces producteurs comme faisant partie de la branche de production nationale, sans même leur demander d'abord les données pertinentes et en dépit du fait qu'ils produisent le produit national similaire. Si l'interprétation du Groupe spécial est correcte, les CE peuvent-elles expliquer le bien-fondé juridique de cette thèse?

La seconde composante de la définition de la "branche de production nationale" donnée à l'article 4.1 permet aux Membres d'adopter une définition incluant les producteurs dont les productions constituent une "proportion majeure", etc. L'Accord ne pose pas de règle explicite concernant le choix entre les deux options présentées à l'article 4.1.

Les CE notent que l'Inde n'a pas contesté l'exercice de ce choix par les CE. De plus, même si l'Inde a contesté l'échantillonnage de la branche de production fait par les CE dans sa communication (allégation 16, dont le Groupe spécial a décidé qu'elle ne relevait pas de son mandat) et dans sa demande initiale d'établissement d'un groupe spécial (point 14, sans autre suite que dans le contexte de l'allégation 16), elle n'a jamais contesté l'application par les CE de la notion de "proportion majeure".

Dans la partie de leur déclaration orale à laquelle le Groupe spécial se réfère, les CE suggéraient simplement quelles pouvaient avoir été les motivations des rédacteurs de l'Accord lorsqu'ils avaient donné aux Membres un choix pour la définition de la branche de production nationale. Elles ne suggéraient pas que les Membres devaient justifier comment ils exerçaient ce choix.

29. Les CE peuvent-elles expliquer si le fait qu'elles "consentaient" à explorer des solutions constructives conformément à l'Accord antidumping a été communiqué à l'Inde et, dans l'affirmative, comment?

Les CE n'ont pas fait de communication spécifique à ce sujet à l'Inde. Dès le début de la procédure, les CE savaient que les exportateurs soumis à l'enquête appréciaient pleinement les droits

que leur conférait l'article 15. Par exemple, leurs représentants légaux ont soulevé cette question dans leur mémoire du 25 octobre 1996 (pièce n° 50 de l'Inde, section 7).

30. Sans préjudice de l'exception préliminaire des CE à l'examen d'éléments de preuve portant sur le fond des consultations, en ce qui concerne les affirmations de l'Inde sur ce que les CE lui ont représenté durant les consultations comme des mesures prises conformément à l'obligation énoncée à l'article 15, i) cela fait-il partie des aspects des rapports sur les consultations dont les CE contestent l'exactitude?; et ii) les CE soutiennent-elles, en réalité, qu'une quelconque des mesures en question a été prise conformément à leurs obligations en vertu de l'article 15? Si tel n'est pas le cas, pourquoi les CE ont-elles pris ces mesures (à supposer qu'elles l'aient fait)?

Les CE estiment que la façon la plus claire de répondre est d'expliquer avec leurs propres mots ce qui s'est passé. En réponse aux questions posées par l'Inde durant les consultations, il a été dit ceci:

> Nous faisons observer que, même si les règlements publiés n'énoncent pas de concessions particulières faites aux entreprises indiennes au motif qu'elles sont implantées dans un pays en développement, ces entreprises ont bénéficié d'un traitement spécial à plusieurs titres. L'établissement de questionnaires simplifiés pour les exportateurs, l'acceptation des réponses après le délai fixé et l'octroi ultérieur du statut d'entreprises coopérant à l'enquête, ainsi que le traitement individuel accordé aux nouveaux venus alors que les déterminations avaient été faites sur la base d'un échantillonnage sont autant d'exemples de prise en considération de cette situation particulière. (Suite donnée à la deuxième série de consultations, 29 juin 1999, pièce n° 14 de l'Inde, question 115.)

Ces mesures vont au-delà des prescriptions de l'article 15 parce qu'elles concernent des procédures plutôt que des "solutions constructives".

Les CE s'efforcent de tenir compte de la situation particulière des pays en développement en général, et pas seulement dans les limites de ce qui est prescrit par l'*Accord antidumping*. C'est pourquoi elles ont aussi fait les concessions procédurales mentionnées dans le texte cité.

Ayant indiqué à un stade précoce de la procédure qu'ils souhaitaient bénéficier du traitement spécial prévu dans le cas des pays en développement (mémoires du 25 octobre 1996, pièce n° 50 de l'Inde, et du 6 février 1997, pièce n° 54 de l'Inde), les exportateurs ne sont revenus sur cette question qu'après la notification pour information des parties. Dès lors, la raison immédiate pour laquelle aucun engagement n'a été accepté par les CE était que les exportateurs n'en ont jamais offert (échange de correspondance, pièce n° 72 de l'Inde).

31. Les CE pourraient-elles indiquer au Groupe spécial les dates des étapes suivantes de l'enquête concernant le linge de lit: a) notification définitive pour information des parties, b) offre de Texprocil concernant les engagements en matière de prix, c) lettre des CE indiquant que les offres d'engagements ne seraient plus prises en considération, d) date à laquelle les fonctionnaires de la Commission ont achevé leur tâche et transmis une recommandation ou autre document pertinent à l'autorité chargée de la décision et e) date de la détermination finale du Conseil. Dans la mesure du possible, les CE pourraient-elles fournir au Groupe spécial un calendrier "type" pour les étapes mentionnées?

a)	Notification définitive pour information des parties (calcul de la marge de dumping):	3.10.1997
b)	Offre de Texprocil:	13.10.1997

c)	Lettre des CE concernant les offres:	22.10.1997
d) i)	Proposition formelle présentée à la Commission:	4.11.1997
d) ii)	Recommandation transmise au Conseil:	l4.11.1997
e)	Détermination finale:	28.11.1997

Calendrier type:

Clôture de l'enquête:	0
Préparation du document formel:	+10 jours
Décision de la Commission:	+4 semaines
Adoption par le Conseil:	+1 mois

Questions du Groupe spécial aux deux parties

32. Le Groupe spécial croit comprendre, à la lumière des déclarations faites par les parties à la première réunion, que les autorités communautaires ont calculé les frais ACG sur la base de l'ensemble des ventes, et pas seulement des ventes réalisées au cours d'opérations commerciales normales, et que l'Inde n'a formulé aucune allégation concernant cette façon de faire. Les parties pourraient-elles confirmer que l'interprétation du Groupe spécial est correcte et que les parties reconnaissent que l'article 2.2.2 ii) permet de calculer les frais ACG sur la base de l'ensemble des transactions?

Comme dans l'enquête concernant le linge de lit, les frais ACG étaient les mêmes pour l'ensemble des ventes, la question de savoir si le calcul des frais ACG devait être limité aux ventes ayant lieu au cours d'opérations commerciales normales ne s'est pas posée.

33. Lorsqu'une enquête porte sur de multiples types de produits, les autorités chargées de l'enquête vont se retrouver avec des frais ACG différents pour chacun d'eux, tous les types de produits n'étant pas nécessairement vendus avec bénéfice. Il s'ensuit que, si l'autorité chargée de l'enquête ne prend pas en compte les ventes d'un ou plusieurs types de produits parce que ceux-ci ne sont pas vendus au cours d'opérations commerciales normales, elle va avoir des ensembles de données différents pour le calcul des frais ACG et pour le calcul des bénéfices. De l'avis des parties, cette méthode répond-elle au critère de la "comparaison équitable" requise par l'article 2.4?

Les CE notent que comme le Groupe spécial l'a fait observer dans la question précédente, l'Inde n'a formulé aucune allégation de violation en relation avec la méthode suivie par les CE pour le calcul des frais ACG. En outre, comme les CE l'ont dit dans leur réponse à cette question, comme les frais ACG étaient les mêmes pour l'ensemble des ventes, l'utilisation d'ensembles de données différents n'avait pas de conséquence sur le niveau des frais ACG qui a été déterminé.

34. Les parties pourraient-elles indiquer si, à leur avis, dans le cas où l'on dispose de données concernant plus d'un exportateur ou d'un producteur pour calculer le montant des bénéfices au titre de l'article 2.2.2 ii) (y compris lorsqu'il existe un échantillon convenablement établi qui comprend plus d'un exportateur ou d'un producteur), les autorités chargées de l'enquête peuvent néanmoins choisir de n'utiliser que les données relatives à l'un de ces exportateurs ou producteurs?

Les CE sont parties de l'hypothèse que l'article 2.2.2 ii), en faisant référence à la "moyenne pondérée", oblige les Membres à utiliser des données concernant l'ensemble des exportateurs ou des producteurs remplissant les conditions requises. Le critère des "opérations commerciales normales"

sera appliqué pour déterminer ceux qui remplissent les conditions requises. En outre, la sélection serait assujettie aux limites imposées par l'échantillonnage.

35. Si le Groupe spécial a bien compris, l'Inde considère que lorsqu'on effectue des comparaisons multiples entre la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix à l'exportation, l'article 2.4.2 interdit nommément la "réduction à zéro", mais que l'article 2.4.2 ne dit rien sur la "réduction à zéro" lorsqu'on "additionne" les résultats de multiples comparaisons entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Le Groupe spécial note que si un Membre réalise des comparaisons séparées entre la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix à l'exportation pour chaque trimestre de la période d'enquête concernant le dumping, le même problème d'addition des résultats se pose.

Les CE reconnaissent que l'article 2.4.2 ne traite pas la question de l'addition des résultats des comparaisons multiples transaction par transaction. Cela confirme l'idée avancée par les CE (au paragraphe 209 de leur première communication écrite) suivant laquelle l'article 2.4.2 ne fournit pas de base de jugement pour la deuxième étape du processus de calcul d'une marge de dumping unique pour un exportateur ou un producteur individuel.

Le Groupe spécial a raison de souligner que les ventes comparables ne sont pas définies seulement par des similarités physiques. En réalité, outre les différences notées par le Groupe spécial concernant les dates des ventes, il existe au moins une autre catégorie de différences qui peut empêcher la comparaison, celles dans les niveaux commerciaux. Ainsi, dans certaines enquêtes, il est nécessaire de distinguer la marge de dumping sur les ventes en gros de celle sur les ventes au détail. Bien entendu, les trois types de différences peuvent tous être présents dans une seule et même enquête, de sorte qu'il pourrait être nécessaire de calculer (en établissant des moyennes pondérées) les marges de dumping pour le "modèle A, 1er trimestre, ventes au détail", etc. Toutefois, dans la plupart des enquêtes, il n'y a pas de différences dans les dates ou les niveaux commerciaux à prendre en compte.

36. Le Groupe spécial croit comprendre que l'Inde considère que l'autorité chargée de l'enquête, lorsqu'elle a établi un échantillon pour examiner l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale, doit se cantonner à examiner les données relatives à cet échantillon et doit négliger les autres éléments d'information concernant la situation de la branche de production nationale, si ces éléments d'information se rapportent à des producteurs qui ne font pas partie de l'échantillon. Cela n'est-il pas en contradiction avec l'argument de l'Inde selon lequel les CE ont été obligées de tenir compte des données relatives à la Standard pour calculer la valeur normale en dépit du fait que cette société ne faisait pas partie de l'échantillon établi par les CE pour le calcul de la marge de dumping? Les CE peuvent-elles expliquer comment elles concilient le fait qu'elles ne se sont pas cantonnées aux données de l'échantillon pour examiner la question du dommage causé à la branche de production nationale et le fait qu'elles semblent dire qu'elles n'avaient pas la possibilité, ou du moins n'étaient pas tenues, de sortir de l'échantillon et de prendre en compte les données relatives à la Standard pour calculer la marge bénéficiaire au titre de l'article 2.2.2 ii)? Pourquoi les autorités communautaires ne se sont-elles pas cantonnées aux données concernant leur échantillon de producteurs communautaires et ont-elles utilisé des données se rapportant à tous les producteurs communautaires de linges de lit pour certains éléments de leur analyse au titre de l'article 3.4, et à quel endroit de la détermination finale en expliquent-elles les raisons?

Les CE font observer que dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, qui délimite la sphère de compétence de ce dernier, l'Inde n'a pas formulé d'allégations concernant la sélection des échantillons, tant en ce qui concerne les exportateurs ou les producteurs dans le cadre du calcul de la marge de dumping qu'en ce qui concerne les producteurs nationaux dans le cadre de l'enquête concernant le dommage. La seule allégation faite par l'Inde dans le contexte de l'échantillonnage était

que les CE n'avaient pas été cohérentes dans leur utilisation de l'échantillon choisi par rapport à l'article 3.4 (point 14).

En outre, l'Inde n'a pas soulevé de problème d'incohérences dans le choix des échantillons entre l'enquête concernant le dumping et celle concernant le dommage.

Dans sa première communication écrite, l'Inde a contesté le choix des exportateurs et des producteurs fait par les CE pour constituer l'échantillon aux fins de l'enquête concernant le dommage, qui était entièrement fondé sur l'article 6 de l'Accord antidumping. Le Groupe spécial a considéré que cette allégation ne relevait pas de son mandat.

Ces observations liminaires sont pertinentes par rapport à la question du Groupe spécial parce que dans tous les cas l'Inde a avancé ses arguments concernant Standard Industries en relation avec sa demande que la société soit incluse dans l'échantillon d'exportateurs et de producteurs choisi par les autorités communautaires pour déterminer la marge de dumping.

Les CE considèrent que cette question est tout à fait différente de celle qui consiste à savoir si, dans le cadre de l'examen du dommage, il est permis de considérer des données pour l'ensemble de la branche de production nationale en plus de celles qui se rapportent aux sociétés incluses dans l'échantillon seulement. Les CE ne parviennent pas à voir en quoi une interprétation des règles qui définissent comment un échantillon devrait être constitué aux fins d'une enquête concernant le dumping pourrait avoir une incidence sur l'application d'un échantillon utilisé aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage. En réalité, il n'est pas évident qu'il y aurait un quelconque lien même si les deux questions concernaient la marge de dommage. Dès lors, les prescriptions régissant le choix des sociétés aux fins de la détermination d'une marge de dommage n'ont pas de lien logique avec l'application de l'échantillon en question.

Une autre distinction peut être faite entre les deux concepts qui sont juxtaposés dans la question du Groupe spécial. Dans le cas de Standard Industries et de la marge de dumping, il s'agissait de savoir si une société particulière devait être ajoutée à l'échantillon. Dans le cas du dommage, il pouvait être considéré qu'il s'agissait de savoir si l'échantillon devait être élargi, à certaines fins, d'une sélection de sociétés à toute la catégorie. Un échantillon constitué de toute la catégorie est, statistiquement parlant, un échantillon parfait. Dans cette mesure, son utilisation répond à une logique intrinsèque. L'incorporation dans l'échantillon pour l'enquête concernant le dumping d'une société de plus ne répond pas à cette logique. Elle doit être justifiée par les faits de la cause.

Par conséquent, la réponse à l'avant-dernière question du Groupe spécial est que les situations présentées par le Groupe spécial ne sont pas comparables, de sorte que la question de l'incohérence n'a pas lieu d'être posée.

En ce qui concerne la dernière question du Groupe spécial, les CE notent que l'Accord antidumping ne contient pas de règles explicites pour l'échantillonnage de la branche de production nationale. Aux termes de l'article 3.1, les autorités communautaires sont tenues de faire une détermination de l'existence d'un dommage qui "se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif".

Dans leur décision concernant l'ouverture de l'enquête (pièce n° 7 de l'Inde), les CE ont dit ceci:

> La Commission a l'intention d'enquêter sur le préjudice causé à l'industrie communautaire, d'une part en examinant la fiabilité des sources des renseignements communiqués dans la plainte et, d'autre part, au moyen de questionnaires adressés à un échantillon de producteurs communautaires soutenant la plainte.

L'échantillon devait être fondé sur le "plus grand volume de production de l'industrie communautaire sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter compte tenu du temps disponible".

Les Communautés ont donc indiqué d'emblée qu'elles n'avaient pas l'intention de se cantonner aux renseignements obtenus dans le cadre de l'échantillon.

De toute manière, le bien-fondé d'utiliser des données pour l'ensemble de l'industrie communautaire, lorsqu'elles sont disponibles, est évident. Comme les CE l'ont noté au paragraphe 330 de leur première communication écrite, un échantillon peut tout au plus donner une approximation du chiffre réel. Si le chiffre réel est disponible, il devrait être utilisé. Ce panachage des sources de données n'enlève rien à la validité de l'enquête.

L'utilisation de données concernant l'ensemble des producteurs est justifiable dans la mesure où elle met en lumière la situation de la branche de production nationale. Rien dans les règlements n'indique que ces données aient été utilisées à une quelconque autre fin.

37. De l'avis des parties, l'expression "droits antidumping" à la deuxième phrase de l'article 15 couvre–t-elle également les mesures provisoires, ou s'applique-t-elle uniquement aux droits définitifs? Les parties pourraient-elles, dans leurs réponses, faire spécifiquement référence au texte des autres dispositions de l'Accord antidumping qui ont trait aux droits et/ou aux mesures provisoires ou définitif?

La règle d'interprétation applicable est celle du sens ordinaire à attribuer aux termes de l'Accord dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but. La question du Groupe spécial implique qu'un examen des termes de l'Accord sera particulièrement utile.

Dans l'Accord antidumping, il y a relativement peu de références à l'expression "droit [ou "droits"] antidumping" où il ne soit pas indiqué clairement aussi de quels types de droits il est question. L'Accord emploie souvent les formules explicites "droit [ou droits] antidumping définitif[s]", "droits définitifs" et "droit provisoire". En d'autres endroits, des constructions grammaticales différentes, mais tout aussi claires, sont utilisées pour préciser que le droit en question est soit provisoire soit définitif.

On pourrait faire valoir que dans les rares cas où le type de droit n'est pas précisé, l'intention de l'Accord est de couvrir les deux types de droits, parce que lorsque l'intention est de ne faire référence qu'à l'un d'entre eux, cela est indiqué clairement dans le texte.

Tel est probablement le cas pour l'article 4.2 (droits appliqués à une zone géographique seulement). Dans l'article 9, bon nombre des prescriptions régissant l'imposition et le recouvrement de droits antidumping semblent s'appliquer aux deux catégories de droits. Toutefois, il semble peu probable que pour certaines, ces dispositions soient applicables aux droits provisoires, par exemple les prescriptions relatives aux remboursements, à l'article 9.3.2, ou encore aux réexamens à titre de nouvel exportateur, à l'article 9.5.

L'article 8.1 contient l'expression "mesures provisoires ou […] droits antidumping", de sorte qu'il est clair que les droits antidumping en question ne sont pas des droits provisoires. Cependant, en raison de la juxtaposition des deux expressions, il est évident que la seconde se réfère aux mesures définitives seulement et qu'ajouter le mot "définitifs" aurait été superflu.

Ainsi, une analyse purement textuelle de l'Accord donne à penser que lorsque l'expression "droits antidumping" n'est pas précisée, elle se réfère aux deux types de droits, sauf le cas échéant lorsqu'il y a des raisons pratiques qui militent contre une telle interprétation.

Compte tenu de la règle fondamentale d'interprétation, cette construction de l'expression ne devrait pas être appliquée à la seconde phrase de l'article 15 sans prendre en compte le "contexte" et "l'objet et le but".

Le Groupe spécial *CE – Fils de coton en provenance du Brésil* a fait observer qu'on ne pouvait "répondre à la question de savoir" si la mesure porterait atteinte à des intérêts essentiels "qu'après avoir déterminé le montant du droit qui serait appliqué" (ADP/137, rapport adopté le 30 octobre 1995, paragraphe 585).

Dans le cadre de l'enquête, le niveau des droits à appliquer reste incertain jusqu'au stade des mesures définitives. En outre, dans les CE, les droits provisoires sont toujours appliqués sous la forme de dépôt de garantie plutôt que de paiement de droits. Les montants ainsi déposés peuvent être, et sont souvent, libérés au stade des mesures définitives. (Tel a été le cas dans l'enquête sur le linge de lit.) En revanche, un engagement en matière de prix accepté au stade des mesures provisoires ne peut pas être annulé rétroactivement de quelconque manière valable dès lors que l'exportateur en aura déjà respecté les modalités.

Ces raisons expliquent pourquoi les CE ne considéraient pas qu'il y avait une obligation d'explorer les possibilités de "solutions constructives" au stade des mesures provisoires de la procédure d'enquête.

38. De l'avis des parties, faut-il, pour s'acquitter des obligations imposées par l'article 15, aller au-delà de ce qui est prévu par l'article 8.3? En particulier, est-il nécessaire que le Membre qui ouvre une enquête prenne, par exemple, l'initiative de rechercher un engagement et, dans l'affirmative, quand et comment cela doit-il être fait? Une fois encore, si les obligations imposées par l'article 15 vont au-delà de ce qui est prévu par l'article 8.3, comment les autorités communautaires se sont-elles acquittées de ces obligations dans le contexte de l'enquête sur le linge de lit?

Il est généralement admis que la seconde phrase de l'article 15 impose une obligation aux Membres. Bien que la portée de cette obligation reste incertaine, les CE admettent qu'en principe elle va au-delà de ce qui est prévu par l'article 8.3. Par exemple, vis-à-vis des pays en développement qui sont peu familiarisés avec les mesures antidumping, les CE reconnaissent une obligation de veiller à ce qu'ils soient informés de la possibilité d'offrir des engagements. Mais dès lors que des pays en développement ont l'expérience de ces procédures, ou que leurs exportateurs sont représentés professionnellement, il n'est pas nécessaire de procéder ainsi. En réponse à la deuxième question du Groupe spécial, par conséquent, les CE considèrent que la portée de l'obligation dépendra de la mesure dans laquelle les exportateurs dans le pays en développement pourraient être empêchés, faute d'expérience, etc., de défendre effectivement leurs intérêts.

En l'espèce, il ressort des discussions concernant les engagements telles que rapportées dans la première communication écrite des CE (paragraphe 369) que les représentants des exportateurs (qui sont à l'évidence très bien familiarisés avec les procédures antidumping des CE) n'ont pas soulevé la possibilité d'offrir des engagements dans un délai qui permette de prendre cela en considération.

Vu ces circonstances, les CE maintiennent qu'elles se sont acquittées de leurs obligations au regard de l'article 15.

De toute façon, l'allégation de l'Inde (point 18 de la demande d'établissement d'un groupe spécial et paragraphe 6.32 de la première communication écrite) est que "De manière incompatible avec l'article 15 de l'Accord antidumping, les CE n'ont pas tenu compte du statut spécial de l'Inde en tant que pays en développement Membre avant d'imposer des droits antidumping provisoires".

Selon les CE, l'opportunité d'explorer les possibilités de solutions constructives avant l'imposition de mesures provisoires est très limitée. Bien que l'article 8 envisage l'acceptation d'engagements au stade des mesures provisoires, les CE ont constaté que cette option était "irréaliste" (comme envisagé à l'article 8.3) et elles ne la prévoient plus. L'une des principales caractéristiques de ces mesures est qu'elles sont prises sur la base de jugements partiellement formés sur les questions du dumping et du dommage. Si les CE devaient accepter des engagements de la part des exportateurs à ce stade, ces engagements devraient être limités à la période précédant l'imposition de mesures définitives en raison de la probabilité que d'autres enquêtes (permises par l'article 8.4) conduisent à une révision des conclusions des autorités. Les CE considèrent que ces arguments valent également pour les exportateurs dans les pays en développement. En outre, comme cela a déjà été dit, les engagements ne peuvent pas être abrogés rétrospectivement.

Par ailleurs, les CE ont fait valoir en l'espèce (paragraphes 22 et suivants de la première communication écrite) que les allégations de l'Inde contestant le Règlement provisoire des CE n'entrent pas dans la sphère de compétence du Groupe spécial. Même si l'allégation de l'Inde concernant l'article 15 ne vise pas le Règlement provisoire en tant que tel, elle se rapporte à un stade de la procédure qui débouche sur l'adoption de mesures provisoires. De plus, l'obligation que les CE sont accusées de violer – celle d'explorer les possibilités de solutions constructives – est explicitement liée à l'application de droits antidumping provisoires (voir la réponse par la question 37). En conséquence, c'est cette mesure qui est mise en cause si l'obligation prévue par l'article 15 n'est pas observée. Comme la question de la compatibilité de cette mesure par rapport à l'OMC n'entre pas dans la sphère de compétence du Groupe spécial, la question d'une violation de l'article 15 devient elle aussi sans objet.

Questions de l'Inde

Question 1

Les CE affirment au paragraphe 38 de leur première déclaration orale que "même si des renseignements obtenus au cours de l'enquête ont amené les autorités à conclure qu'elles s'étaient trompées en jugeant les éléments de preuve suffisants pour décider d'ouvrir une enquête, cela ne serait pas, en soi, un fondement pour clore celle-ci". À la lumière de cette déclaration, les CE pourraient-elles préciser si elles sont d'accord avec les conclusions des précédents groupes spéciaux (acier suédois; ciment mexicain) qui ont estimé que le fait de n'avoir pas déterminé la représentativité de manière appropriée constitue une erreur rédhibitoire qui ne peut pas être réparée rétroactivement?

Comme cela ne s'est pas passé ainsi en l'espèce, pour les CE la question est théorique.

Question 2

Au paragraphe 34 de leur première déclaration orale, les CE reconnaissent qu'elles se sont en fait appuyées sur des "renseignements obtenus au cours d'une enquête précédente sur le linge de lit". Les CE peuvent-elles fournir des détails sur ces renseignements?

Comme la référence faite au paragraphe 34 de la déclaration orale des CE est seulement fortuite, les CE ne considèrent pas que ces renseignements soient importants aux fins du présent différend. Compte tenu de l'état d'avancement de la procédure, les CE ne communiqueront des renseignements factuels de cette nature que si le Groupe spécial le juge nécessaire pour le règlement du différend.

Question 3

De même, les CE peuvent-elles fournir des détails sur le "nombre d'échanges" qui ont eu lieu au cours du processus de vérification de la représentativité mentionné dans la note de bas de page 1 de la pièce n° 4 des CE? Peuvent-elles aussi fournir des précisions sur d'autres "échanges" similaires pouvant avoir eu lieu entre elles-mêmes et des producteurs [ou Eurocoton et/ou des associations nationales] pendant la période comprise entre la clôture de l'enquête Linge de lit-I et l'ouverture de l'enquête Linge de lit-II?

Dans le cadre de l'analyse de la représentativité, les services de la Commission ont été en contact à la fois par écrit et verbalement avec les associations et les sociétés.

Question 4

Au paragraphe 41 de leur première déclaration orale, les CE reconnaissent implicitement s'être fondées sur le seuil de 25 pour cent pour déterminer la représentativité. Vu l'absence de tout commentaire concernant le seuil distinct de 50 pour cent et la pièce n° 79 de l'Inde, peut-on en conclure *de facto* que les CE n'ont pas pris en compte avant le 13 septembre 1996 les six sociétés espagnoles qui n'étaient pas opposées à l'engagement de la procédure?

Oui.

Question 5

Au paragraphe 43 de leur déclaration orale, les CE expliquent que les arguments concernant l'ouverture de l'enquête n'étaient "pas pertinents au moment où ils ont été avancés." Mais les CE ne sont-elles pas d'accord pour reconnaître que, dans le système antidumping communautaire, on ne sait pas quand une plainte est déposée ni, par conséquent, quand une procédure antidumping sera engagée? Les CE pourraient-elles indiquer à quel moment les arguments auraient dû être présentés pour être considérés comme pertinents? Les CE considèrent-elles que les exportateurs devraient "deviner" qu'une plainte a été déposée et qu'une procédure "pourrait être" engagée et que, pour qu'un commentaire soit jugé pertinent, il faut que l'on ait "deviné juste" et qu'il tombe au bon moment?

Le paragraphe 43 de la déclaration orale des CE est une réponse à la tentative faite par l'Inde pour trouver des obligations en relation avec la question de la représentativité également dans l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping, les déterminations d'imposer des mesures provisoires et définitives étant considérées alors comme des recours par rapport à la décision d'ouvrir l'enquête. Les CE rejettent cette interprétation de l'article 12.2.2 et maintiennent que, si l'Inde considérait que l'avis concernant l'ouverture de l'enquête ne contenait pas des renseignements suffisants sur la représentativité, elle aurait dû formuler une allégation au titre de l'article 12.1, ce qu'elle n'a pas fait. D'autres détails sur les vues des CE concernant la notification de l'information aux parties sur le soutien à l'ouverture de l'enquête et l'explication de son adéquation sont fournis dans leur réponse à la question 23 du Groupe spécial.

Question 6

Comme convenu durant la première réunion avec le Groupe spécial, les CE communiqueront l'original des télécopies des déclarations de soutien envoyées par les producteurs et les associations nationales afin que les dates de réception desdits documents par les CE puissent être vérifiées. En réponse à la question du Président du Groupe spécial qui avait demandé pourquoi les en-têtes des télécopies avaient été supprimés, les CE ont indiqué que ces en-têtes avaient été retirés pour ne pas divulguer le numéro de télécopie – apparemment confidentiel – des producteurs communautaires. Toutefois, ces renseignements (c'est-à-dire les

numéros de téléphone et de télécopie) doivent en réalité être fournis par la société exprimant son soutien. Les CE pourraient-elles indiquer dans ces conditions pourquoi les en-têtes des télécopies ont été supprimés?

Voir la réponse ci-après.

Question 7

De plus, en vertu du système communautaire de protection de la confidentialité des informations, il appartient à la partie qui communique des renseignements confidentiels de fournir simultanément une version non confidentielle de ces mêmes renseignements (article 19.2) du Règlement de base des CE) pouvant être versée au dossier non confidentiel. Si une partie ne s'acquitte pas de cette obligation, les CE utilisent les meilleures informations disponibles (article 19.3). Comment se fait-il donc que les CE, en violation de leur propre Règlement de base et contrairement à leur pratique habituelle, n'aient pas suivi cette pratique normale et aient décidé de leur propre chef de supprimer les en-têtes des télécopies?

La seule pratique normale des CE dans ce contexte est que la forme spécifique des versions non confidentielles des documents est indiquée par les demandeurs.

Question 8

Les CE reconnaissent-elles que dans d'autres procédures antidumping communautaires, les en-têtes de télécopies ne sont pas normalement supprimés? Reconnaissent-elles aussi que dans d'autres procédures antidumping communautaires, les déclarations de soutien sont normalement jointes en annexe à la plainte au lieu d'être obtenues séparément et versées à un dossier non confidentiel sur l'établissement de la représentativité?

Non. La pratique normale des CE est de préparer un dossier non confidentiel séparé sur l'établissement de la représentativité.

Question 9

La Commission européenne établit un registre chronologique où est consignée toute la correspondance reçue. Sur la base de ce registre, les CE pourraient-elles indiquer à quelles dates les déclarations de soutien des producteurs envoyées par télécopie ont été reçues par les CE?

Les CE considèrent avoir indiqué les dates auxquelles elles ont reçu les déclarations de soutien des producteurs un nombre suffisant de fois (photocopies des déclarations de soutien télécopiées des producteurs versées au dossier non confidentiel; pièce n° 4 des CE; réponses orales des CE aux questions du Groupe spécial à la première réunion de fond du Groupe spécial). Compte tenu de l'état d'avancement de la procédure, les CE ne donneront d'autres renseignements factuels sur ce point que si le Groupe spécial le juge nécessaire.

Question 10

Dans la pièce n° 4 des CE jointe à la première communication des CE, il est indiqué que les déclarations de soutien des huit producteurs français ont été communiquées. Toutefois, ces huit déclarations de soutien ne figuraient pas dans le dossier non confidentiel le 8 janvier 1997. Quand les CE ont-elles reçu les déclarations de soutien de ces huit producteurs français?

Voir la réponse à la question 9.

Pourquoi ces huit déclarations de soutien ne figuraient-elles pas dans le dossier non confidentiel?

Voir la réponse à la question 7.

Les CE se sont-elles à un moment quelconque appuyées sur ces déclarations de soutien pour déterminer la représentativité?

Oui. Le soutien des différents producteurs français était reflété dans le soutien exprimé par leur association, conformément aux informations détaillées ayant toujours figuré dans le dossier non confidentiel.

Les CE pourraient-elles communiquer les originaux des télécopies de ces huit déclarations de soutien?

Non. Compte tenu de l'état d'avancement de la procédure, les CE ne fourniront d'autres renseignements factuels de cette nature que si le Groupe spécial le juge nécessaire.

Question 11

Au paragraphe 3 des procédures de travail, il est indiqué que chacun doit respecter le caractère confidentiel des documents communiqués au Groupe spécial. Compte tenu de cette exigence de confidentialité, pourquoi les CE n'ont-elles pas fourni de ventilation détaillée par producteur des chiffres de production mentionnés dans la pièce n° 4 des CE? Les CE peuvent-elles fournir des chiffres ventilés par producteur? Ces chiffres, qui ne figurent pas dans la pièce n° 4 des CE, forment-ils la base pour le calcul des quantités à l'échelon des pays?

Les renseignements commerciaux confidentiels ne peuvent être divulgués sans l'accord de la branche de production concernée. Compte tenu des données agrégées fournies à l'échelon des pays, les CE ne considèrent pas que ces chiffres additionnels "ventilés par producteur" apporteraient quoi que ce soit dans le présent différend.

Question 12

Les CE peuvent-elles confirmer qu'au moment où elles ont engagé la procédure et établi l'échantillon, elles avaient en leur possession les données concernant la production figurant dans la pièce n° 4 des CE?

Oui.

Question 13

Il a été déclaré que les sociétés allemandes Irisette et Frankische Bettwarenfabrik étaient respectivement un négociant et un producteur produisant hors des CE. Les CE peuvent-elles fournir des éclaircissements à ce sujet?

Les CE ne comprennent pas où ni par qui cette déclaration a été faite.

Frankische Bettwarenfabrik (FB) et IRISETTE étaient incluses dans la plainte et ont soutenu celle-ci avant et après l'ouverture de l'enquête. Elles figuraient aussi sur la liste des 35 sociétés (constituant l'industrie communautaire) qui a été fournie à l'Inde lors des précédentes consultations.

La société IRISETTE a été absorbée en 1994 par le groupe BIERBAUM (le groupe BIERBAUM, qui était inclus dans la définition de l'industrie communautaire, est un acteur important sur le marché communautaire, avec une production de linge de lit de quelque 5 000 tonnes, soit environ 4 pour cent de la production communautaire totale). Quant à IRISETTE, elle avait une activité de production, notamment à travers des activités de sous-traitance avec des producteurs français.

L'enquête a montré que l'activité principale d'IRISETTE au sein du groupe BIERBAUM consistait dans le conditionnement, la manutention et l'expédition, mais que la société avait poursuivi son activité de production, notamment par l'intermédiaire de sous-traitants, durant la période d'enquête.

Les chiffres pour le groupe BIERBAUM étaient centralisés par celui-ci. Cela explique pourquoi même si IRISETTE n'avait pas déclaré de chiffres, elle continuait de figurer sur la liste des sociétés constituant l'industrie communautaire.

FB est une très petite société (production durant la période d'enquête = 468 tonnes, soit 0,3 pour cent de la production communautaire totale). À la différence des onze sociétés (dont Luxorette) (voir plus bas, question 40) qui ont été exclues de la définition de l'industrie communautaire pour défaut de coopération, cessation de la production, importation en quantités importantes de linge de lit en provenance des pays concernés ou activités ne mettant pas l'accent sur le produit visé, pour FB les éléments de preuve disponibles dans le cadre de l'enquête n'ont pas permis aux enquêteurs d'exclure la société de la définition de l'industrie communautaire.

Question 14

Pourquoi a-t-il fallu aux CE quatre mois après la date d'ouverture de l'enquête pour donner accès au dossier non confidentiel?

Parce que l'accès au dossier non confidentiel concernant la question de la représentativité n'a jamais été demandé.

Question 15

Les CE affirment que le dépôt d'une plainte antidumping par une association commerciale au nom des producteurs nationaux est conforme à l'article 5.4 de l'Accord antidumping. Les CE reconnaissent-elles que l'objectif de l'article 5.4 est de prévenir les plaintes abusives? Ne reconnaissent-elles pas que leur position dans cette affaire peut aller à l'encontre de cet objectif étant donné qu'il peut arriver qu'une association commerciale dépose une plainte qui ne soit pas ensuite soutenue par les membres de cette association?

Ce n'est pas ce qui s'est passé dans le présent différend. Toutefois, les CE considèrent au contraire, en particulier dans le cas d'une branche de production fragmentée avec quantité de petites et moyennes entreprises, que le fait que des associations commerciales portent plainte au nom de leurs membres contribue à prévenir les "plaintes abusives".

En fait, cela ne s'est-il déjà pas produit dans plusieurs procédures antidumping des CE?

Les autres procédures antidumping ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial et si l'Inde a un problème avec l'une quelconque d'entre elles, elle devrait faire ce qui convient. Quoi qu'il en soit, les CE considèrent que clore une enquête fait intrinsèquement partie de l'enquête elle-même et que cela n'est pas plus grave que de ne pas prêter foi à une plainte dont il s'avère par la suite qu'elle était soutenue par une proportion majeure de la branche de production. Des plaignants peuvent aussi engager une action pour défaut d'ouverture d'une enquête.

Question 16

À supposer que les CE aient effectivement "examiné", conformément à l'article 5.3, l'exactitude et l'adéquation des éléments fournis dans la plainte, les CE peuvent-elles confirmer qu'elles reconnaissent que cet examen devrait avoir lieu avant l'ouverture de l'enquête? Et peuvent-elles confirmer que dans la présente procédure concernant le linge de lit, cet examen a effectivement eu lieu avant l'ouverture de l'enquête?

Les CE confirment que l'examen de l'exactitude et de l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête doit avoir lieu avant l'ouverture de l'enquête.

Les CE confirment également que comme indiqué dans leur avis concernant l'ouverture de l'enquête, en l'espèce cet examen a eu lieu avant l'ouverture de l'enquête.

Question 17

Au paragraphe 97 de leur première communication écrite, les CE reconnaissent que les producteurs nationaux doivent exprimer leur soutien (ou leur opposition) à une demande. Les CE affirment ensuite que les expressions de soutien des producteurs nationaux ne doivent pas être forcément adressées directement aux autorités chargées de l'enquête, mais peuvent être adressées simplement à une association commerciale. L'Inde admet cet argument. Toutefois, aux fins de la détermination de la représentativité, il est prévu à l'article 5.4 que les autorités doivent examiner les déclarations de soutien des producteurs nationaux et qu'il n'est pas possible de se fonder uniquement sur les déclarations des associations commerciales. Les CE reconnaissent-elles que si les déclarations de soutien peuvent effectivement être adresses/exprimées à une association commerciale ou transmises par son intermédiaire, l'article 5.4 fait obligation aux autorités chargées de l'enquête d'examiner les déclarations des producteurs nationaux avant d'engager la procédure?

Non. Les CE considèrent que les associations sont capables d'exprimer le soutien au sens de l'article 5.4.

Question 18

Au paragraphe 99 de leur première communication écrite, les CE indiquent que "sur la base des renseignements qu'elles avaient reçus de diverses sources, les autorités ont estimé que la production totale des CE en 1995 se situait entre 123 917 et 130 128 tonnes". Les CE pourraient-elles indiquer au Groupe spécial de quelles sources ces chiffres sont tirés? À supposer que ces renseignements aient été communiqués par les plaignants, les CE ne considèrent-elles pas que ceux-ci peuvent avoir fourni des données propres à servir leurs intérêts? Dans l'affirmative, les CE pourraient-elles expliquer quelles mesures elles ont prises pour vérifier l'exactitude des données fournies sur la production communautaire totale?

Comme d'habitude, la Commission a vérifié les chiffres fournis à l'origine dans la plainte par rapport aux informations venant des associations commerciales, des ministères nationaux, des bureaux nationaux de statistique et d'Eurostat et tirées des précédentes affaires concernant le même produit et des diverses déclarations des sociétés et associations présentées dans le cadre de l'examen de la représentativité.

Question 19

Les CE ne considèrent-elles pas qu'en excluant les ventes effectuées à perte aux fins de l'application de l'article 2.2.2 ii), on aboutit par définition – lorsque toutes les ventes ne sont pas réalisées avec bénéfice – à gonfler artificiellement la marge de dumping?

La non-prise en compte des ventes n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales est un élément de la définition de base du dumping contenue dans l'article 2.1. Par conséquent, un calcul qui inclurait ces ventes ne serait pas une mesure exacte de la marge de dumping telle que définie dans cette disposition.

Question 20

Au paragraphe 57 de leur première déclaration orale, les CE indiquent que la notion d'"opérations commerciales normales est un élément de la définition de base du dumping figurant à l'article 2.1". Au paragraphe 69 de cette déclaration, elles notent que "l'article 2.2 prévoit que … le bénéfice pris en compte dans le calcul de la valeur normale construite doit être d'un "montant raisonnable"". Les CE pourraient-elles expliquer pourquoi, dans l'article 2.2.2 ii) qui ne contient ni les mots "opérations commerciales normales" ni le mot "raisonnable", seule la notion d'"opérations commerciales normales" devrait s'appliquer, mais pas la notion de "raisonnable" [en dehors du fait que cette approche aboutit obligatoirement à gonfler la marge de dumping]?

Les CE ne font pas valoir que la "notion de raisonnable" ne "s'applique" pas dans l'article 2.2.2 ii). Leur position est plutôt que le libellé de l'article 2.2.2 précise cette notion, avec la conséquence que les montants déterminés conformément à cet article sont intrinsèquement "raisonnables".

Question 21

Au paragraphe 73 de leur déclaration, les CE affirment dans le contexte de … que "l'Inde n'a présenté aucun élément de preuve pertinent à cet effet." L'Inde a expliqué un nombre incalculable de fois dans ses observations sur les informations notifiées aux parties qu'une marge bénéficiaire de 18 pour cent pour le linge de lit n'était pas raisonnable, et a apporté divers éléments de preuve confirmant *prima facie* cette thèse. Les CE pourraient-elles indiquer ce qu'elles entendent par "pertinent"? Les arguments n'étaient-ils pas pertinents parce qu'ils n'ont pas été avancés au bon moment [comme cela est sous-entendu au paragraphe 43 de la première déclaration orale des CE]? Ou bien n'était-ils pas pertinents parce qu'il ne s'agissait pas d'un "facteur indépendant notable" [comme expliqué au paragraphe 253 de la première communication écrite des CE]?

Les éléments de preuve présentés par l'Inde ne sont pas "pertinents" parce qu'ils ne permettent pas de démontrer que le montant correspondant aux bénéfices utilisé par les CE est "déraisonnable". Comme les CE l'ont déjà expliqué, les marges bénéficiaires peuvent varier considérablement d'un pays à un autre, ainsi que d'un marché de produit à un autre, en fonction des conditions de concurrence qui règnent sur chaque marché. Par conséquent, une marge bénéficiaire n'est pas "déraisonnable" simplement parce qu'elle est plus élevée que les marges obtenues sur d'autres marchés.

Question 22

Au paragraphe 76 de leur première déclaration orale, les CE laissent entendre que la marge bénéficiaire de Bombay Dyeing calculée au cours d'opérations commerciales normales était incontestablement représentative puisque cette société totalise près de 80 pour cent des ventes sur le marché intérieur. Les CE ne doivent-elles pas admettre qu'étant donné que près

de la moitié des ventes de Bombay Dyeing sont réalisées à perte, la marge bénéficiaire en question a été calculée en se fondant uniquement sur les ventes faites avec bénéfice?

Les ventes à perte de Bombay Dyeing n'ont pas été prises en considération dans le cadre de l'application des prescriptions de l'article 2.2.1. Les ventes restantes sont suffisamment représentatives des conditions en vigueur sur le marché indien.

Question 23

Au paragraphe 78 de leur première déclaration orale, les CE affirment que "la pratique de la réduction à zéro … n'est pas visée à l'article 2.4.2". Elles le répètent au paragraphe 79, où elles précisent que "la réduction à zéro n'est intervenue qu'au stade suivant des calculs lorsque les différentes marges de dumping déterminées pour chacun des types de produits conformément à l'article 2.4.2 ont été combinées pour obtenir une marge de dumping unique. Ce stade des calculs, toutefois, n'est pas couvert par l'article 2.4.2". Compte tenu de ces affirmations, les CE pourraient-elles indiquer, étant donné que l'article 2.4.2 n'est pas censé s'appliquer, quel est l'article de l'Accord antidumping qui couvre la pratique de la réduction à zéro et quel est l'article de l'Accord antidumping qui régit le "stade suivant des calculs" permettant de déterminer une "marge de dumping unique"?

Il n'appartient pas aux CE de formuler des allégations à ce propos à la place de l'Inde. Elles tiennent à rappeler, néanmoins, que la question soulevée par l'Inde a été traitée par le Groupe spécial *Bandes audio en cassettes*, qui a estimé que même à supposer aux fins de l'argumentation que l'article 2.1 et 2.6 (maintenant 2.4) s'appliquait à la pratique de la "réduction à zéro", cette pratique ne serait pas incompatible avec ces dispositions (rapport du Groupe spécial *CE – Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon*, ADP/136, 28 avril 1995, rapport non adopté, paragraphes 347-366).

Question 24

Aux paragraphes 144 à 148 de leur première communication écrite, les CE essaient de démontrer, à partir d'exemples théoriques, que la méthode préconisée par l'Inde aboutit à des résultats "absurdes" et "pervers". Mais les CE ne reconnaissent-elles pas que dans la situation réelle qui se présente en l'espèce, la seule raison pour laquelle elles ont pu faire apparaître des marges de dumping importantes pour tous les exportateurs indiens autres que Bombay Dyeing et Anglo-French est qu'elles ont utilisé une marge bénéficiaire de 18,64 pour cent, qui était elle-même en grande partie le résultat d'une surévaluation de la marge bénéficiaire réalisée par Bombay Dyeing du fait de la non-prise en compte de toutes les ventes réalisées à perte?

Les ventes réalisées sans bénéfice par Bombay Dyeing n'ont pas été prises en compte, conformément aux prescriptions de l'article 2.2.1. Les CE rejettent par conséquent toute insinuation selon laquelle le montant des bénéfices aurait été "gonflé".

Une méthode n'est pas "absurde" ou "perverse" simplement parce qu'elle aboutit à un résultat moins favorable pour les exportateurs que les méthodes proposées par ceux-ci.

En revanche, les exemples présentés par les CE montrent que la méthode de l'Inde est "absurde" et "perverse" parce qu'elle conduit à un résultat qui n'est conforme ni à la définition du dumping ni à la logique intrinsèque de l'article 2 et parce qu'elle introduit en outre une discrimination arbitraire et injustifiable à l'encontre des exportateurs dont les ventes réalisées au cours d'opérations commerciales normales sont suffisantes.

Question 25

Les CE, au paragraphe 156 de leur première communication écrite, essaient de faire croire que l'une des raisons pour lesquelles elles ont préféré s'appuyer sur l'article 2.2.2 ii) plutôt que sur l'article 2.2.2 i) est qu'elles voulaient tenir compte des difficultés rencontrées par les parties intéressées, en particulier les petites entreprises. Mais dans l'expérience de l'Inde, les exportateurs préfèrent utiliser leurs propres chiffres (méthode de l'article 2.2.2 i)) plutôt que ceux des autres producteurs, en particulier dans les procédures antidumping des CE car, en raison du système communautaire de protection de la confidentialité des informations, l'emploi de la méthode de l'article 2.2.2 ii) empêche totalement les entreprises de vérifier les calculs des marges de dumping effectués par les CE (le montant des frais ACG et des bénéfices des autres producteurs étant considéré comme un secret commercial). L'Inde apprécie la sollicitude apparente des CE à l'égard des petits exportateurs, mais elle n'en a jamais vu aucune manifestation concrète, ni dans la présente procédure antidumping ni dans aucune autre affaire de dumping traitée par les CE. Les CE pourraient-elles en donner des exemples concrets?

Dans l'expérience des CE, les exportateurs préfèrent toujours la méthode qui aboutit à la marge de dumping la plus faible dans chaque cas. Comme cette préférence ne peut pas être prise en compte, les autorités communautaires s'efforcent de faire leurs choix sur la base de critères objectifs qui soient tout aussi valables dans tous les cas.

L'une des raisons pour lesquelles les CE préfèrent la méthode de l'article 2.2.2 ii) est qu'elle limite la quantité des informations que les exportateurs doivent fournir. Les CE considèrent que cela est conforme au principe énoncé à l'article 6.13.

L'Inde n'a présenté aucune allégation en relation avec l'article 6.13. Par conséquent, les CE ne voient pas en quoi les éléments de preuve demandés par l'Inde seraient pertinents. Toutefois, elles sont prêtes à produire les éléments de preuve en question si le Groupe spécial le juge nécessaire.

Question 26

L'option de l'article 2.2.2 ii), notamment si l'on exclut les ventes effectuées à perte (comme le préconisent les CE), peut conduire à la détermination de marges bénéficiaires énormes. Or, la position des CE est que toute marge bénéficiaire ainsi calculée est par définition raisonnable. À supposer qu'une marge bénéficiaire calculée de cette manière atteigne 1 000 pour cent, ce chiffre serait-il encore considéré comme raisonnable?

Une marge bénéficiaire n'est pas déraisonnable simplement parce qu'elle est élevée.

Les CE doutent que "dans la situation réelle" à laquelle l'Inde fait référence dans d'autres questions, la marge bénéficiaire réalisée par un exportateur sur les ventes ayant lieu au cours d'opérations commerciales normales et en quantités suffisamment représentatives atteigne jamais ce niveau sur un quelconque marché.

De toute manière, pourquoi serait-il "raisonnable" d'utiliser une marge bénéficiaire de 1 000 pour cent si cette marge est fondée sur les ventes propres de l'exportateur, mais "déraisonnable" d'utiliser le même chiffre pour calculer la valeur normale construite pour les autres exportateurs ou producteurs? Ou bien faut-il comprendre que selon l'Inde, le critère des "opérations commerciales normales" prévu dans le texte introductif de l'article 2.2.2 devient inapplicable lorsqu'il conduit à un résultat "déraisonnablement élevé"?

Question 27

Au paragraphe 190 de la première communication écrite, les CE notent que le cas de figure dans lequel "… un producteur détient 80 pour cent de son marché intérieur et réalise des

bénéfices de plus de 18 pour cent alors que les nombreux autres producteurs délaissent ce marché pour se consacrer à l'exportation ne se rencontre peut-être pas souvent". Les CE conviennent-elles que Bombay Dyeing n'a pas en fait réalisé 18,64 pour cent de bénéfices sur ses ventes intérieures de linge de lit, mais que le bénéfice de 18,64 pour cent dont elles font état est celui qu'elles ont elles-mêmes calculé après avoir systématiquement exclu toutes les ventes intérieures effectuées à perte? Les CE reconnaissent-elles que le bénéfice global effectif réalisé par Bombay Dyeing sur les ventes intérieures de linge de lit n'est que de 12,09 pour cent et que la marge bénéficiaire totale correspondante n'est que de 4,66 pour cent?

Les ventes de produits visés par l'enquête réalisées sans bénéfice par Bombay Dyeing n'ont pas été prises en compte, conformément aux prescriptions de l'article 2.2.1.

Le "bénéfice global" réalisé par Bombay Dyeing sur toutes ses ventes de tous les produits n'est pas pertinent par rapport à l'article 2.2.2 ii).

Question 28

Les CE sont-elles d'accord sur le fait que l'article 2.4.2 prévoit une analyse en deux étapes et qu'il n'est possible de panacher différentes méthodes de calcul de la valeur normale et des prix à l'exportation que dans un second stade s'il apparaît que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement? Les CE reconnaissent-elles qu'au premier stade de calcul prévu par l'article 2.4.2, ce panachage n'est pas autorisé?

L'article 2.4.2 ne prévoit pas une analyse en deux étapes. Les deux phrases de l'article 2.4.2 s'appliquent alternativement, et non successivement.

Rien dans la première phrase de l'article 2.4.2 n'autorise ni n'interdit le "panachage" de méthodes lorsqu'il s'agit de combiner les marges de dumping établies conformément à cette disposition pour arriver à une marge de dumping globale pour le produit visé par l'enquête. Ce stade du calcul n'est tout simplement pas couvert par l'article 2.4.2.

Question 29

À supposer qu'un producteur s'avère n'avoir pas pratiqué le dumping, les CE tiendraient-elles compte de ses exportations aux fins de la détermination du dommage? Dans l'affirmative, cela ne reviendrait-il pas à rompre le lien de causalité existant entre le dumping et le dommage puisque celui-ci ne pourrait logiquement être causé par un producteur qui ne pratique pas le dumping?

Voir la réponse des CE à la question 18 du Groupe spécial.

Question 30

Si les CE persistent dans leur argumentation selon laquelle ce sont les pays qui pratiquent le dumping, pourquoi ont-elles à l'occasion engagé des procédures antidumping contre des producteurs à titre individuel (Orion et Funai) dans un pays déterminé (le Japon)? De même, pourquoi ont-elles à l'occasion exclu certains producteurs d'un pays qui pratiquaient le dumping aux fins de la détermination du dommage (BASF: 23,1 pour cent; Eastman Chemical: 9,9 pour cent et Celanese Fibres: 9,2 pour cent dans l'affaire Fibres synthétiques de polyester originaires des États-Unis)?

L'affaire des magnétoscopes à laquelle l'Inde fait référence était une affaire exceptionnelle antérieure à la création de l'OMC.

Les CE ne voient pas de contradiction entre leur position et le fait que certaines entreprises puissent être exclues de l'application des droits quand cela est justifié par les faits de la cause.

Un traitement individuel est accordé aux exportateurs en particulier afin d'améliorer l'efficacité des droits antidumping.

Question 31

Si les CE maintiennent leur argument selon lequel ce sont les pays qui pratiquent le dumping, pourquoi ont-elles en plusieurs occasions entrepris d'examiner la situation particulière de telle ou telle entreprise?

Voir la réponse à la question précédente.

Question 32

Comme elles l'avaient déjà fait dans leur première communication écrite [paragraphe 309], les CE soutiennent à nouveau [paragraphe 135 de leur première déclaration orale] qu'il est possible d'utiliser, au cours d'une seule et même enquête, les deux définitions de la branche de production nationale. À la lumière du paragraphe 308 de leur première communication écrite et des déclarations faites au cours de la première réunion avec le Groupe spécial, les CE peuvent-elles confirmer qu'elles n'ont utilisé qu'une seule des deux définitions possibles au cours de la procédure concernant le linge de lit?

Les CE n'ont pas utilisé deux définitions de la branche de production nationale.

Il a été fait référence à l'ensemble de la branche de production afin de clarifier la situation réelle sur le marché communautaire et, ainsi, de ne pas négliger les non-plaignants. Dans ce contexte, il convient encore de noter qu'il est fait référence aussi à un certain nombres de sociétés qui ont disparu durant la "période d'examen du préjudice" et également durant la période d'enquête (Règlement provisoire, considérant 81 - Règlement définitif, considérant 41).

Comme il est clairement indiqué dans le Règlement provisoire et dans le Règlement définitif, l'enquête a abouti à la conclusion qu'il avait été causé un dommage important à l'"industrie communautaire", (tel qu'indiqué au considérant 57 du Règlement provisoire et tel que confirmé au considérant 34 du Règlement définitif).

Question 33

Au paragraphe 221 de leur première communication écrite, les CE affirment que le sens ordinaire proposé par les CE est simple. Mais ne conviennent-elles pas que la lecture qu'elles font de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" tend à priver de sens le mot "dumping" et ce dans tout l'article 3?

Non. L'expression "faisant l'objet d'un dumping" est nécessaire pour indiquer que ce sont les importations du produit qui est visé par l'enquête et dont il a été constaté qu'il faisait l'objet d'un dumping qui sont pertinentes, et non toutes les importations de tous les produits en provenance du ou des pays en question.

Question 34

Les CE pourraient-elles confirmer que la thèse selon laquelle telles ou telles données "ne constituent pas un facteur indépendant notable" a été avancée pour la première fois dans la

première communication des CE au Groupe spécial? Autrement dit, les CE pourraient-elles confirmer que cette thèse n'a jamais auparavant été portée à la connaissance des exportateurs indiens, ni dans les règlements communautaires publiés ni dans d'autres communications qui leur auraient été adressées?

La présence du mot "pertinents" à l'article 3.4 peut être constatée par tous. Il est clair que le défaut de caractère notable ou d'indépendance des facteurs peut conduire à la conclusion que certains facteurs ne sont pas pertinents.

Il convient aussi de noter que comme indiqué ci-dessous (question 35), il existe des facteurs dont le caractère non pertinent est connu de la branche de production ainsi que tous les opérateurs intervenant dans l'activité commerciale. Cela inclut les importateurs et les producteurs qui exportent. Toutes les parties intéressées ont le droit de présenter des éléments de preuve (en relation avec les facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping, par exemple) s'ils considèrent que ceux-ci sont pertinents pour défendre leurs droits.

Question 35

Les CE pourraient-elles expliquer l'interdépendance (paragraphe 253 de la première communication écrite des CE) qui existe entre, d'une part, les sept facteurs qu'elle a évalués mais à différents niveaux (c'est-à-dire la diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production et de la part du marché, et les facteurs influant sur les prix intérieurs et l'emploi) et, d'autre part, les onze autres facteurs dont elles ne se sont occupées nulle part, à savoir la productivité, le retour sur investissement, l'utilisation des capacités, l'importance de la marge de dumping, les effets négatifs, effectifs ou potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement?

Les CE ont déjà indiqué clairement que l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la "branche de production nationale" conformément à l'article 3.4 impliquait un examen, d'une manière ou d'une autre, de tous les facteurs.

Il a été établi que bien entendu certains facteurs étaient soit non pertinents dans le cadre de la présente enquête, soit "interdépendants" d'autres facteurs qui ont été dûment examinés et évalués.

Comme cela a déjà été dit, des facteurs peuvent ne pas être pertinents pour des raisons qui sont même connues de l'ensemble de la branche de production ainsi que des opérateurs intervenant dans l'activité commerciale, par exemple:

2)-stocks: des dossiers détaillés ne sont pas tenus dans la plupart des petites et moyennes entreprises parce qu'il y a des milliers de types différents du produit similaire, outre les nombreux autres produits qu'elles fabriquent. De plus, même lorsque des données sont disponibles, leur format n'est pas compatible d'une PME à une autre. Aucune agrégation n'est possible au niveau de la branche de production nationale.

3)-capacité de production et 4)-utilisation des capacités: il est bien connu qu'une flexibilité importante de la capacité de production disponible empêche de procéder à une évaluation, en particulier quand des PME sont concernées. L'expérience a montré aussi que même quand les renseignements sont disponibles, ils ne sont ni homogènes ni uniformes d'une entreprise à une autre (problème de gamme de production, méthode de calcul …). Aucune agrégation n'est possible.

5)-salaires, 6)-croissance, 7)-capacité de se procurer des capitaux: le problème avec ces facteurs est le même, en particulier quand des PME sont concernées.

En ce qui concerne l'"interdépendance" de certains facteurs, les exemples suivants peuvent être donnés:

- les bénéfices sont interdépendants du 8)-flux de liquidités (et, par conséquent, également de la capacité de se procurer des capitaux) (le flux de liquidités est égal aux bénéfices plus amortissement);

- la production et l'emploi sont interdépendants de 9)-la productivité (= production / nombre de personnes employées);

- la production est interdépendante de la capacité de production et de l'utilisation des capacités.

Question 36

Les CE interprètent-elles le mot *pertinents* à l'article 3.4 comme laissant à l'autorité administrante toute discrétion pour déterminer unilatéralement quels sont les facteurs qu'elle considère comme pertinents et pour fonder ensuite sa détermination du dommage sur ces seuls facteurs?

L'*Accord antidumping* laisse à l'autorité administrante un certain pouvoir discrétionnaire pour évaluer la situation de la branche de production nationale, mais il est clair que cela comporte des limites. L'exercice de ce pouvoir discrétionnaire doit être justifiable compte tenu des circonstances.

Question 37

Les CE reconnaissent-elles que dans une affaire SMC (Brésil – Lait) elles avaient elles-mêmes soutenu que la disposition correspondante de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires devait être interprétée comme requérant une évaluation de tous les facteurs relatifs au dommage énumérés dans cette disposition?

Les CE n'interprètent pas l'affaire de la poudre de lait brésilienne de cette manière. Dans l'affaire en question, il semble que les chiffres de consommation étaient nécessaires pour pouvoir calculer la part de marché.

Question 38

Les CE reconnaissent-elles que la position qu'elles ont prise aux paragraphes 271 à 277 de leur première communication écrite risque d'encourager les producteurs nationaux à ne fournir des renseignements que sur les facteurs qui vont dans le sens de leurs intérêts, comme cela s'est apparemment produit dans l'affaire du linge de lit?

Non. Conformément à l'article 5.3 de l'*Accord antidumping*, l'autorité chargée de l'enquête examinera l'exactitude et l'adéquation des renseignements fournis dans la plainte.

Question 39

Les CE reconnaissent-elles que la société Luxorette faisait partie de l'échantillon? Mais reconnaissent-elles aussi que cette société ne figurait pas parmi les 35 sociétés dont on a déterminé qu'elles constituaient la branche de production nationale? Doit-on en conclure qu'en toute hypothèse les CE ont pris en compte au moins une société qui n'était pas incluse dans la branche de production nationale aux fins de la détermination du dommage?

Luxorette ne faisait pas partie de l'industrie communautaire et ne faisait pas partie de l'échantillon final.

En réalité, Luxorette devait en principe être incluse dans l'échantillon et, comme indiqué au considérant 8 du Règlement provisoire, il a été effectué une visite de vérification sur place dans les locaux de la société. Toutefois, comme indiqué au considérant 54 du règlement provisoire, la société a été éliminée de la définition de l'industrie communautaire et, partant, de l'échantillon.

Question 40

Les CE peuvent-elles préciser si l'échantillon a été constitué avant ou après la détermination de l'industrie communautaire [les 35 producteurs] ou si les deux choses ont coïncidé? Plus précisément, les CE peuvent-elles indiquer les dates respectives d'établissement de l'industrie communautaire et de l'échantillon (de 17 producteurs) des CE?

Il convient de noter qu'il y avait 46 sociétés qui soutenaient la plainte avant l'ouverture de l'enquête. Étant donné que les 35 sociétés constituant l'industrie communautaire représentaient environ 34 pour cent de la production communautaire totale, les conditions énoncées à l'article 5.4 de l'Accord antidumping ont été satisfaites avant et après l'ouverture de l'enquête.

En ce qui concerne la sélection de l'échantillon de l'industrie communautaire et des producteurs exportateurs, la méthode de sélection suivie est clairement décrite au point 5 de l'avis concernant l'ouverture de l'enquête. Par conséquent, les deux échantillons ont été définis après l'ouverture de l'enquête.

Pour établir l'échantillon de l'industrie communautaire, comme indiqué dans l'avis concernant l'ouverture de l'enquête, les CE ont demandé des renseignements directement à la partie plaignante (point 5 b), 2ème alinéa), si nécessaire en s'adressant aux différentes sociétés et/ou associations.

Certaines entreprises ont été éliminées de la liste des 46 sociétés durant le cours de l'enquête, c'est-à-dire après l'ouverture de celle-ci (voir plus haut, réponse à la question 13). En conséquence, la réponse à la question est que la définition de l'industrie communautaire (35 sociétés) et l'échantillon ont été déterminés parallèlement et en plusieurs étapes.

De fait, des sociétés ont été exclues durant le cours de l'enquête quand des éléments de preuve indiquant qu'elles devaient être exclues ont été examinés et qu'une décision a été prise par les enquêteurs. Des éléments de preuve conduisant à l'exclusion d'une société ont été obtenus à l'occasion d'une visite de vérification sur place (le cas de Luxorette).

L'échantillon final et l'industrie communautaire ont été déterminés selon les étapes ci-après:

- avant l'ouverture de l'enquête (avant le 13/09/96) 46 sociétés soutenaient la plainte;

- après l'ouverture de l'enquête (après le 13/09/96):
  - sept sociétés ont été éliminées de la définition de l'industrie communautaire,
  - 18 sociétés devaient en principe être incluses dans l'échantillon;

- après l'envoi des questionnaires (10/11/96), trois sociétés ont été éliminées (défaut de coopération, cessation de la production);

- durant les visites de vérification sur place, il a été constaté que l'activité d'une société (Luxorette) ne mettait pas l'accent sur le produit visé dans les CE;

- après l'évaluation des constatations des visites de vérification sur place (de 10/96 à 11/97).

Question 41

Les CE pourraient-elles fournir des éléments concrets à l'appui de leur affirmation, aux paragraphes 309 et 332, selon laquelle "un membre peut utiliser les deux définitions de la branche de production nationale au cours d'une seule enquête"?

Cette affirmation est étayée par le texte de la disposition.

Question 42

Les CE reconnaissent-elles qu'elles ne se sont référées aux tendances enregistrées par tous les producteurs communautaires ou par les producteurs plaignants (par opposition à ceux de l'échantillon) que lorsque cela étayait leur thèse sur l'existence d'un dommage? Cette approche sélective n'est-elle pas orientée?

Non. Les conclusions concernant le dommage important sont clairement fondées sur les constatations faites pour l'industrie communautaire (Règlement provisoire, considérants 92 à 94 - Règlement définitif, considérant 40).

Question 43

Au paragraphe 325 de leur première communication écrite, les CE soutiennent que "l'Inde n'explique ni de quelle manière les CE auraient pu tenir compte des données concernant les exportateurs ne figurant pas dans l'échantillon mais ne l'ont pas fait, ni en quoi le résultat aurait été différent". Les CE reconnaissent-elles que l'Inde a fourni des explications très détaillées à ce sujet à la section III.A.1, paragraphes 3.2 à 3.13, de sa première communication au Groupe spécial, et que cette affirmation est donc factuellement inexacte?

Les CE ne comprennent pas la question. La section III.A.1 présente le contexte factuel et n'explique pas de quelle manière les CE auraient pu tenir compte des renseignements ni en quoi le résultat aurait été différent.

Question 44

Les CE reconnaissent au paragraphe 349 de leur première communication écrite que le Règlement communautaire instituant des droits définitifs fait référence à plusieurs reprises à des sociétés ayant cessé leur production et/ou disparu durant les années précédant la période d'enquête. Étant donné que cela a joué un rôle dans la détermination du dommage, les CE ne doivent-elles pas reconnaître qu'elles sont, logiquement, parties du principe que les importations réalisées avant l'ouverture de l'enquête faisaient aussi l'objet d'un dumping car toute autre interprétation aurait abouti à rompre le lien de causalité existant entre le dumping et le dommage, ce qui fait que les références en question n'auraient eu aucun sens?

Pour les CE, la cessation d'activité de sociétés n'a pas "joué un rôle dans la détermination de l'existence d'un dumping". Bien qu'il soit fait référence dans les règlements à l'idée que la disparition de sociétés était un indicateur du dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping (Règlement définitif, considérant 41), la disparition de sociétés permet surtout d'expliquer comment une détermination affirmative de l'existence d'un dommage a pu être faite correctement alors que d'après tous les facteurs, à l'exception de deux, la branche de production nationale était apparemment en bonne santé (Règlement provisoire, considérants 81, 90; Règlement définitif, considérant 41).

Sans ces renseignements sur la cessation d'activité de sociétés, les règlements auraient donné une image trompeuse de l'évolution de la branche de production durant la "période d'enquête concernant le dommage". En particulier, ces renseignements étayaient la constatation selon laquelle certains des facteurs énumérés à l'article 3.4 n'étaient pas pertinents (c'est-à-dire significatifs) en l'espèce (par exemple, l'emploi et la production), ou selon laquelle les renseignements pertinents risquaient de donner une image déformée de la situation de la branche de production (par exemple, volume et valeur des ventes, capacité de production, utilisation des capacités et stocks).

Question 45

L'article 15 de l'Accord prévoit expressément que "les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord". Il est donc clair qu'il incombe aux pays développés Membres de rechercher des solutions constructives à cet égard. Les CE peuvent-elles expliquer comment elles se sont acquittées de cette obligation?

Voir la réponse des CE aux questions 30, 37 et 38 du Groupe spécial.

Question 46

Les CE déclarent au paragraphe 80 de leur première communication que l'obligation qui incombe au Membre concerné (au titre de l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping) est celle d'entendre les arguments et allégations pertinents. Les CE estiment-elles par conséquent qu'un Membre peut ne pas tenir compte des arguments et allégations présentés par les parties intéressées du seul fait qu'il juge unilatéralement que ces arguments ou ces allégations ne sont pas pertinents?

Non. Quand les autorités chargées de l'enquête concluent que l'argument n'est pas pertinent, elles doivent être en mesure de le justifier, en particulier dans le cadre d'une procédure de règlement d'un différend.

ANNEXE 2-6

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

(24 mai 2000)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 537

II. OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE 537

1. Adéquation des éléments de preuve – Article 5.3 537

2. Soutien suffisant pour ouvrir une enquête – Article 5.4 539

III. DUMPING 540

1. Exportateurs: choix de l'échantillon 540

2. Article 2.2.2 541

i) Caractère raisonnable 541
ii) Plus d'un exportateur ou producteur 543
iii) Application du critère des "opérations commerciales normales" 543

3. Réduction à zéro 544

IV. DOMMAGE 545

1. Échantillon des producteurs 545

2. Facteurs de l'incidence énoncés à l'article 3.4 545

3. Sources des données sur le dommage 547

4. Signification des "importations faisant l'objet d'un dumping" et supposition de l'existence d'un dumping avant la période d'enquête 547

V. TRAITEMENT DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT – ARTICLE 15 549

VI. AVIS AU PUBLIC – ARTICLE 12.2.2 551

VII. CONCLUSION 554

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes (ci-après dénommées "les CE") se félicitent d'avoir l'occasion de répondre aux divers arguments et questions qui ont été soulevés dans les déclarations orales et dans les réponses aux questions, et de réfuter les allégations de l'Inde concernant l'imposition par les CE de droits antidumping définitifs sur les importations de linge de lit en provenance d'Inde.

2. Leurs observations suivent l'ordre de leurs communications précédentes, sauf en ce qui concerne les questions relatives à l'avis au public relevant de l'article 12.2 qu'il est préférable de traiter sous une rubrique (section) distincte.

II. OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE

1. Adéquation des éléments de preuve – Article 5.3

3. L'Inde accuse les CE de ne pas avoir procédé à un examen adéquat des allégations contenues dans la plainte. Elle cherche à étayer sa thèse en étirant la notion d'examen, en particulier en déclarant que la plainte ne peut jamais constituer le seul élément d'un tel examen. Les critiques de l'Inde portent uniquement sur un seul aspect de la question que doivent examiner les autorités – le dommage causé à la branche de production nationale.

4. Il conviendrait tout d'abord de souligner deux points. Premièrement, les CE n'ont jamais admis que leur examen était limité à la plainte, et, comme elles l'ont indiqué dans leur déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial[1], elles ont en fait comparé les données fournies dans la plainte avec les autres renseignements dont elles disposaient. Deuxièmement, malgré diverses suppositions et hypothèses, l'Inde n'a jamais présenté d'éléments de preuve montrant que l'examen était aussi limité.

5. L'article 5.3 fournit peu d'indications directes sur la nature de l'examen qui est requis. Cependant, l'article 12.1.1, qui énumère les renseignements que doit renfermer l'avis au public concernant l'ouverture d'une enquête, et qui à ce titre fait partie du contexte de l'article 5.3, apporte une aide à cet égard. S'agissant de la question du dommage, les renseignements à publier sont "un résumé des facteurs sur lesquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dommage". La disposition relative au dumping est similaire. Les renseignements qui doivent être publiés sont "la base sur laquelle est fondée l'allégation de l'existence d'un dumping dans la demande".

6. Par conséquent, pour toutes les questions de fond pertinentes pour l'établissement (ou non, selon le cas) éventuel de l'existence d'un dumping dommageable, l'avis d'ouverture d'enquête ne doit porter que sur les allégations contenues dans la plainte. Si l'Accord envisageait le type d'enquête suggérée par l'Inde, on se serait attendu à ce que cette disposition sur le dommage renferme un énoncé du genre "un résumé des facteurs à partir desquels il a été décidé qu'il pourrait y avoir un dommage".

7. L'Inde s'est à plusieurs reprises appuyée sur les observations du Groupe spécial *Guatemala - Ciment*.[2] Les CE ont réfuté cet argument dans leur première communication écrite[3], où elles déclarent "ce Groupe spécial s'inscrivait en faux contre l'idée que les éléments de preuve qui satisfaisaient au critère des "renseignements qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant" énoncé à l'article 5.2 satisferaient nécessairement à celui des "éléments de preuve suffisants" énoncé à l'article 5.3. Il ne niait pas que, dans une affaire donnée, ils puissent satisfaire à ce critère". L'Inde n'a jamais cherché à répliquer à cet argument.

---

[1] Paragraphe 20.
[2] Par exemple, réponses de l'Inde aux questions 7.E et 8.A.
[3] Paragraphe 52.

8. L'Inde accepte explicitement[4] qu'il lui incombe de prouver que les CE ont manqué à leurs obligations mais elle le nie implicitement en soutenant que les CE n'ont pas montré qu'elles s'y étaient conformées dans leur avis d'ouverture d'enquête (en fait, l'avis stipule: "ayant conclu … qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une procédure …"). Autrement dit, l'Inde accuse les CE, non pas de ne pas avoir respecté l'article 5.3, mais de ne pas avoir prouvé qu'elles s'étaient conformées à l'article 5.3, tout en admettant en même temps qu'il lui incombe de le prouver. Et les prétendues preuves qu'elle avance ne sont rien d'autre que des affirmations.

9. Il semble également que l'Inde admet qu'il incombe à la partie plaignante de prouver que, dans une affaire donnée, les responsables de l'enquête étaient tenus de pousser leur examen au-delà de la plainte.[5]

10. Même si la charge de la preuve n'incombe pas à l'Inde, en l'absence d'une bande vidéo qui montrerait leurs fonctionnaires en train d'examiner les divers documents, les CE ne savent pas très bien quelle preuve l'Inde s'attend à trouver. Le document que celle-ci produit en tant que pièce n° 82 rend compte des premières étapes de l'enquête elle-même. Le fait que certaines questions ont été examinées plus en détail pendant l'enquête ne signifie pas qu'elles n'ont pas été examinées au moment de l'engagement de la procédure comme le stipule l'article 5.3. Les autorités communautaires avaient manifestement les moyens de se conformer aux obligations; et elles ont consigné par écrit le fait qu'elles s'y étaient conformées.[6] L'Inde affirme simplement le contraire. Elle ne donne aucune réponse pertinente[7] lorsque le Groupe spécial lui demande comment elle entend déterminer s'il y a eu une violation, quoiqu'elle soutienne par la suite[8] que le Groupe spécial doit s'en tenir à l'examen des documents publics.

11. En fait, malgré les diverses observations qu'elle a formulées sur le sujet dans sa déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial, et dans ses réponses aux questions du Groupe spécial et des CE, l'Inde n'a rien ajouté de substantiel à sa thèse. En particulier, elle n'a même pas répondu au moyen de défense invoqué par les CE, préférant plutôt l'ignorer ou l'interpréter de façon erronée et s'appuyer sur de pures affirmations.

12. Dans sa réponse à la question 7 du Groupe spécial, l'Inde affirme que les CE n'ont pas examiné l'exactitude des éléments de preuve fournis dans la plainte, et qu'elles n'avaient pas d'éléments de preuve suffisants pour ouvrir une enquête. Elle n'apporte aucune preuve à l'appui de cette affirmation. Dans sa déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial[9], elle invoque le fait que l'avis d'ouverture d'enquête renvoyait aux allégations contenues dans la plainte de la branche de production nationale. Cependant, conformément à l'article 12.1 de l'Accord, c'est justement "un résumé des facteurs sur lesquels est fondé l'allégation de l'existence d'un dommage" qui devrait figurer dans l'avis.

13. L'Inde a également profité de l'occasion[10] pour s'en prendre en fait au libellé de l'avis d'ouverture d'enquête des CE, question régie par l'article 12.1 de l'Accord. Si l'Inde conteste les termes ou le niveau de détail avec lesquels les CE ont rendu compte de leur examen des éléments de preuve dans l'avis d'ouverture d'enquête, elle aurait dû alléguer une violation de l'article 12.1. Or, elle

[4] Réponse de l'Inde à la question 7 du Groupe spécial.
[5] C'est ce que donne à penser la réponse de l'Inde à la question 8.B du Groupe spécial.
[6] Dans l'avis d'ouverture d'enquête, et dans le Règlement provisoire, considérant 2.
[7] Réponse à la question 7.D.
[8] Réponse à la question 7.E.
[9] Paragraphe 10.
[10] Réponse de l'Inde à la question 7.E du Groupe spécial.

a décidé de ne pas le faire et doit s'en tenir à sa décision.[11] Quoi qu'il en soit, l'avis des CE satisfaisait aux prescriptions de l'article 12.1.

14. Dans sa déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial[12], l'Inde déclare que les CE font des affirmations contradictoires au sujet de la question de savoir si l'enquête précédente a constaté l'existence d'un dommage. Elle ne fait visiblement pas la différence entre le fait de constater l'existence d'un dommage et le fait de ne pas constater l'absence de dommage.

15. Dans ses réponses à la question 8 du Groupe spécial, l'Inde emploie des expressions qui ne veulent rien dire pour appuyer ses arguments concernant les obligations des CE au titre de l'article 5.[13] Ainsi, le fait que l'obligation ait été "rendue encore plus forte" – signifie-t-il que l'obligation a été modifiée? Et lorsque l'Inde a cherché à "souligner le manquement [des CE] dans le contexte des enquêtes précédentes" – s'agissait-il d'un pur effet de style?

16. L'Inde admet[14] que la question de savoir si les autorités devraient considérer les éléments de preuve des enquêtes précédentes dépend des circonstances de l'espèce. Les CE rappellent qu'en vertu de l'article 17.6 i) de l'Accord, le rôle du Groupe spécial consiste à examiner les évaluations faites par les autorités nationale et non à y substituer ses propres vues. Elles relèvent que l'Inde est à présent tellement convaincue de ses affirmations selon lesquelles les autorités communautaires n'ont pas pris en compte les données issues des enquêtes qu'elles avaient menées précédemment qu'elle suppose maintenant qu'elles sont vraies.

2. Soutien suffisant pour ouvrir une enquête – Article 5.4

17. L'Inde continue de semer le doute sur la régularité de la conduite des CE au moment de l'ouverture de l'enquête.[15] À la lumière de ses remarques, les CE formulent les observations ci-après.

18. Premièrement, pour autant qu'elles le sachent, aucune partie intéressée qui l'avait spécifiquement demandé ne s'est vu refuser l'accès au dossier non confidentiel sur l'ouverture de l'enquête ni a dû attendre pour y accéder, au cours de la période ayant suivi l'ouverture de l'enquête. En octobre 1996, les représentants des exportateurs ont présenté un mémoire dans lequel ils déclaraient que "Texprocil s'attend que la Commission mettra à disposition les éléments de preuve dans le dossiers non confidentiel attestant …"[16]. Les CE sont sûres que, si cette attente avait été transformée en requête spécifique, l'accès au dossier aurait été rapidement accordé.

19. Deuxièmement, les en-têtes ont été supprimés des télécopies à la demande des producteurs pour protéger des renseignements qu'ils considéraient comme confidentiels. Nous communiquons maintenant les versions des télécopies où ont été conservés les en-têtes (pièce n° 5 des CE).[17]

20. Afin de faciliter l'examen du Groupe spécial, les CE fournissent, sous forme d'annexe à la présente communication, une liste des sociétés et des associations ayant exprimé leur soutien, ainsi que les dates auxquelles ces déclarations de soutien ont été reçues par les CE.

[11] Voir la déclaration orale des CE à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 14 et la réponse des CE à la question 23 du Groupe spécial.
[12] Paragraphe 15.
[13] Réponse de l'Inde à la question 8.A du Groupe spécial.
[14] Réponse de l'Inde à la question 8.B du Groupe spécial.
[15] Déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 18.
[16] Mémoire du 25 octobre 1996, point 1.2, pièce n° 50 de l'Inde.
[17] Les versions non confidentielles sont présentées dans la pièce n° 59 de l'Inde.

21. Le calcul du pourcentage minimal effectué par l'Inde[18], dans la supposition qu'il ne faudrait pas tenir compte du soutien des producteurs français, est erroné car il implique une double comptabilisation.

22. En ce qui concerne le degré de soutien exprimé par les associations de producteurs, les CE renvoient à leurs observations précédentes.[19] Elles ont en tout état de cause établi que des producteurs représentant plus de 34 pour cent de la production communautaire avaient expressément soutenu la plainte.

III. DUMPING

1. Exportateurs: choix de l'échantillon

23. Bien que l'Inde n'ait formulé aucune allégation qui traite de la question, et que par conséquent celle-ci n'entre pas dans le mandat du Groupe spécial, le choix de l'échantillon d'exportateurs continue de mobiliser l'attention.

24. L'Inde a donné une réponse contradictoire à la question du Groupe spécial[20] concernant l'exclusion de Standard Industries. L'exclusion de cette société de l'échantillon n'a apparemment suscité aucune objection parce que Standard était en réserve pour inclusion dans l'échantillon. Pourtant, la société aurait dû être prise en compte (autrement dit être incluse dans l'échantillon) aux fins du calcul des bénéfices.

25. L'Inde soutient également que Standard était plus représentative des vendeurs nationaux que Bombay Dyeing, parce qu'elle était "moins atypique". Les CE n'arrivent pas à comprendre comment une société qui détient 80 pour cent du marché peut être plus atypique qu'une société dont la part n'est que de 14 pour cent. Le seul argument avancé par les autorités indiennes à l'appui de cette conclusion est qu'elles en sont "sincèrement convaincues".

26. Il se trouve que la réponse de Standard au questionnaire des autorités communautaires indiquait que la société n'avait effectué aucune vente sur le marché intérieur au cours d'opérations commerciales normales pendant la période d'enquête. À supposer qu'une vérification ait permis de confirmer ce fait, les données concernant Standard n'auraient eu aucun effet sur la marge bénéficiaire.

27. Enfin, l'Inde estime que les sociétés ne devraient pas être exclues de l'échantillon avant que ne soient examinées les données les concernant. Si tel était le cas, ce ne serait pas la peine de constituer un échantillon, parce que les autorités auraient déjà examiné toutes les données.

28. L'Inde a également saisi d'autres occasions[21] pour revenir sur la question de l'exclusion de Standard Industries de l'échantillon, sans toutefois ne rien ajouter de substantiel. Afin d'établir une distinction entre ses arguments concernant l'exclusion de Standard et ceux relatifs à l'utilisation de producteurs de différents niveaux dans l'analyse du dommage, il lui a fallu adopter la position contradictoire selon laquelle le fait d'être en réserve pour inclusion dans l'échantillon signifiait que la société faisait effectivement partie de l'échantillon.[22] Peut-être soutiendrait-elle aussi que le fait d'être joueur de réserve de l'équipe indienne de cricket revient à jouer sur le terrain?

---

[18] Déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 21.

[19] Première communication écrite, paragraphe 82; déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 39.

[20] Numéro 5.

[21] Réponses de l'Inde aux questions 34 et 36 du Groupe spécial.

[22] Réponse de l'Inde à la question 36 du Groupe spécial.

29. Un échantillon est par définition moins grand que toute la population dont il est prélevé. L'Inde n'a pas critiqué les CE parce qu'elles ont recouru à un échantillon, mais simplement parce qu'une société particulière n'y était pas incluse.

2. Article 2.2.2

i) Caractère raisonnable

30. Les CE ont longuement expliqué[23] pourquoi l'article 2.2.2 ii) ne renferme aucune prescription implicite concernant le caractère raisonnable. Dans la présente section, elles examinent plus en détail les arguments de l'Inde concernant la manière dont s'appliquerait une telle prescription, au cas où son existence serait reconnue.

31. L'Inde admet[24] que, même si l'article 2.2.2 ii) prévoyait un critère du caractère raisonnable, il lui incomberait d'établir *prima facie* que ce critère n'avait pas été appliqué.

32. L'Inde utilise des expressions outrancières pour décrire l'application de la marge bénéficiaire de 18,65 pour cent calculée pour Bombay Dyeing à d'autres sociétés exportatrices (par exemple, "beaucoup plus élevée que tout ce qu'on peut considérer comme raisonnable dans l'industrie textile et de façon générale")[25], mais après les avoir examinés de près, ses arguments au sujet de ce qu'elle entend par raisonnable sont peu convaincants.

33. Premièrement, elle reprend les allégations formulées par les sociétés et leur rejet par les CE, sans préciser quelles allégations elle appuie.[26] Seules deux de ces allégations semblent être significatives. L'une concernait les différences alléguées entre les ventes de produits de marque et celles de produits sans marque. Les CE ont traité de cette question dans leur Règlement définitif:

> Il convient de noter que la marge bénéficiaire utilisée aux fins de la construction de la valeur normale correspondant au bénéfice moyen pondéré réalisé par la société indienne concernée sur ses ventes intérieures bénéficiaires de produits de marque ou non et que l'acceptation de cette demande serait allée à l'encontre des intérêts des producteurs, la marge bénéficiaire utilisée étant inférieure à la marge réalisée par la même société sur ses seules ventes de produits sans marque sur le marché intérieur.[27]

34. L'autre est l'allégation selon laquelle l'application de la marge bénéficiaire de 18,65 pour cent à Anglo French était inappropriée parce que les coûts de main-d'œuvre de la société étaient soi-disant élevés. Même si ces coûts étaient élevés, cela ne veut pas dire que le résultat n'est pas raisonnable. Des coûts de main-d'œuvre plus élevés exprimés en pourcentage du coût total de production (ainsi qu'il est allégué dans le cas de cette société) ne signifient pas nécessairement que les coûts unitaires de main-d'œuvre sont plus élevés, ni que les coûts de fabrication le sont aussi (par exemple, les coûts d'amortissement et frais financiers sont probablement moins élevés). Il y aura inévitablement des différences entre les diverses sociétés qui exercent leurs activités sur un marché. S'il fallait tenir compte de chacune d'entre elles, la méthode établie à l'article 2.2.2 ii) serait inapplicable et devrait être remplacée par la perception qu'ont les responsables de l'enquête de ce qui est raisonnable. Il est évident que ce n'est pas ce que prévoit l'Accord.

---

[23] Première communication écrite, paragraphe 175.
[24] Réponse de l'Inde à la question 1.B du Groupe spécial.
[25] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 3.139.
[26] *Ibid.*, paragraphe 3.5.
[27] Considérant 18.

35. Deuxièmement, l'Inde soutient[28] que le critère de la "même catégorie générale" énoncé à l'article 2.2.2 iii) s'applique, bien que le libellé de cette disposition indique clairement que ce critère sert de limite aux "méthodes raisonnables" dont il est question, et non de définition générale de ce qui est raisonnable.

36. Troisièmement, l'Inde considère que le chiffre de 18,65 pour cent n'est en soi pas raisonnable lorsqu'on le compare à trois autres chiffres concernant les bénéfices.

37. a) Celui du critère des ventes de la "même catégorie générale" de produits des producteurs indiens: la moyenne simple des bénéfices de trois producteurs est de 7 pour cent environ. Cependant, dans le secteur des textiles en particulier, une moyenne de ce type n'est quasiment pas pertinente, car les niveaux des bénéfices diffèrent grandement d'une ligne de produits à l'autre et entre les divers marchés où sont vendus les produits.

38. b) Les bénéfices moyens pour le produit similaire dans les autres pays exportateurs, qui (selon l'Inde) sont de 5,8 pour cent et 7,4 pour cent. À supposer même que ces chiffres soient exacts, les mêmes observations s'appliquent. Les marges bénéficiaires peuvent varier considérablement d'un marché géographique à un autre, compte tenu des conditions de concurrence en vigueur. Les CE souhaiteraient également appeler l'attention sur une caractéristique de l'enquête concernant les rapports d'interdépendance entre les bénéfices et les frais ACG. La question a été soulevée dans le cadre d'un échange de correspondance entre les CE et l'Ambassade de l'Inde à Bruxelles, en 1997 (pièce n° 6 des CE), où les Communautés déclarent

> … il conviendrait de signaler que le montant des frais ACG engagés par une société influe sur ses bénéfices et il s'est trouvé que la moyenne combinée des frais ACG et des bénéfices calculés pour chacun des pays exportateurs se situait à un niveau similaire.

39. c) Le bénéfice raisonnable (5 pour cent) imputé par les CE à l'industrie communautaire aux fins du calcul de la marge de préjudice.[29] Ce chiffre ne représente toutefois pas une estimation du niveau des bénéfices sur le marché communautaire, mais la "marge bénéficiaire minimale destinée à assurer la viabilité de l'industrie communautaire".[30]

40. Toujours est-il que pour faire les comparaisons proposées par l'Inde, il ne faudrait pas oublier que le chiffre de 18,65 pour cent est fondé uniquement sur les ventes réalisées avec bénéfice, conformément aux règles (contestées par l'Inde) de l'article 2.2.[31] Aussi l'Inde ne compare-t-elle pas des choses similaires.

41. L'Inde ne fournit non plus aucun renseignement utile sur le marché indien du linge de lit, qui permettrait peut-être d'expliquer la signification des chiffres. Elle affirme tout simplement que Bombay Dyeing "est une entreprise unique en Inde dont la position est établie sur le marché depuis plus d'une centaine d'années".[32]

42. Quatrièmement, l'Inde fait remarquer (peut-être au sujet du caractère raisonnable) que les ventes réalisées avec bénéfice sur lesquelles était fondé le chiffre de 18,65 pour cent ne représentaient que la moitié des ventes totales sur son marché intérieur.[33] Cependant, cette base de calcul des bénéfices est explicitement envisagée à l'article 2.2.1 et à la note de base de page 5 de l'Accord.

---

[28] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 3.131.
[29] *Ibid.*, paragraphes 3.134 et suivants.
[30] Règlement provisoire, considérant 130.
[31] Première communication écrite des CE, paragraphe 137.
[32] Déclaration orale de l'Inde à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 33.
[33] *Ibid.*, paragraphe 37.

43. L'Inde[34] invoque à l'appui de son argument une citation du rapport du Groupe spécial *Bandes audio en cassettes*. Cependant, la citation en question renvoie à l'article 2.4 du Code antidumping de 1979, qui renfermait une série de règles beaucoup plus simples pour calculer les prix. La formule alors en vigueur était la suivante:

> "le coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration, de commercialisation et autres, et pour les bénéfices. En règle générale, la majoration pour bénéfice n'excèdera pas le bénéfice normalement réalisé lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine".

44. L'observation formulée par le Groupe spécial que reprend l'Inde est donc sans intérêt pour le présent différend. Le Groupe spécial était sans nul doute conscient que s'il n'avait pas retenu cette interprétation il aurait rendu le terme "raisonnable" superflu.

45. Le renvoi au Code appelle l'attention sur l'effet qu'a eu l'Accord antidumping de 1994, en précisant beaucoup plus les règles, tant en général qu'en particulier en ce qui concerne la clause qui constitue maintenant l'article 2.2. Celui-ci peut être considéré comme l'un des "objets et buts " de l'Accord. Il serait sans effet si le critère du caractère raisonnable proposé par l'Inde était retenu, ce qui confèrerait aux autorités chargées des enquêtes un pouvoir discrétionnaire qui est contraire au libellé même de l'article.

46. La question de savoir s'il faut appliquer un critère du caractère raisonnable en plus du libellé de l'article 2.2.2 ii) est assez distincte de celle de savoir s'il englobe le critère des "opérations commerciales normales". Il est remarquable que l'Inde ne considère pas ce critère comme étant incompatible avec celui du caractère raisonnable énoncé dans le texte introductif de l'article 2.2.[35]

47. Enfin, il convient de signaler que l'Inde ne peut expliquer[36] en quoi le critère du caractère raisonnable de l'article 2.2.2 iii) s'étend aux alinéas i) et ii).

ii) Plus d'un exportateur ou producteur

48. L'Inde a fait valoir que l'emploi de termes au pluriel dans le libellé de l'article 2.2.2 ii) signifie que les données provenant d'une seule société ne peuvent pas être prises en compte. Elle n'a pas cherché à répondre à la réfutation des CE[37], mais elle a voulu consolider ses arguments en qualifiant cet article de disposition au "triple pluriel".[38] Il faut que chaque mot de la phrase puisse englober le pluriel au cas où il y aurait plus d'un exportateur et/ou producteur. Cela ne change toutefois rien au fait que la phrase peut tout autant s'appliquer à un seul exportateur ou producteur.

49. L'idée que les méthodes prévues à l'article 2.2.2 imposent des restrictions cumulatives[39] est incompatible avec le fait qu'elles présentent d'autres options, ce que n'a contesté aucune des parties au présent différend.

iii) Application du critère des "opérations commerciales normales"

50. L'Inde n'a pas réussi à nier les conséquences contradictoires de l'interprétation de l'article 2.2.2 ii) selon laquelle il pourrait inclure des données concernant les ventes qui n'ont pas eu

[34] *Ibid.*, paragraphe 40.
[35] Réponse de l'Inde à la question 2.A du Groupe spécial.
[36] Réponse de l'Inde à la question 4 du Groupe spécial.
[37] Première communication écrite des CE, paragraphe 108.
[38] Déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 43.
[39] Déclaration orale de l'Inde à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 44.

lieu au cours d'opérations commerciales normales.[40] Dans le premier des exemples des CE[41], au lieu, comme l'Inde le propose, d'accepter une marge nulle, les autorités auraient renoncé à appliquer l'article 2.2.2 ii) et auraient utilisé une autre méthode.[42]

51. En ce qui concerne le deuxième exemple, l'Inde ne tente pas de répondre, mais invoque de nouveau son principe du caractère raisonnable.

52. Il pourrait sembler à première vue que l'argument des CE selon lequel l'article 2.2.2 ii) renferme une règle implicite des "opérations commerciales normales" ne diffère pas de celui pour lequel elles critiquent l'Inde au sujet d'un critère du caractère raisonnable. Cependant, les arguments des CE diffèrent radicalement de ceux de l'Inde. Pour les CE, qui s'appuient sur les règles du droit international général, l'article 2.2.2 ii) ne devrait pas être interprété d'une manière qui donnerait lieu à des résultats contradictoires (ils seraient contradictoires s'ils contredisaient le principe énoncé à l'article 2.2 selon lequel les valeurs normales ne devraient pas être fondées sur des données concernant les ventes réalisées sans bénéfice). Par ailleurs, l'Inde tient à nuancer la règle énoncée à l'article 2.2.2 ii) en invoquant son vague critère du caractère raisonnable (voir ci-dessus). Les CE sont d'avis que l'article 2.2.2 ii) donne corps au principe du caractère raisonnable énoncé dans le texte introductif. Par contre, l'Inde ne peut expliquer comment le critère du "n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales" est compatible avec celui du caractère raisonnable énoncé dans le paragraphe introductif, mais non à l'article 2.2.2 ii).[43]

3. Réduction à zéro

53. En ce qui concerne la réduction à zéro, dans sa réponse au Groupe spécial, l'Inde reconnaît que la méthode correcte à appliquer pour la deuxième étape du calcul d'un dumping est une "question ouverte" dans le cas des comparaisons transaction par transaction.[44]

54. Elle le dément dans le cas des comparaisons moyenne pondérée à moyenne pondérée, mais sa justification – selon laquelle l'Accord stipule qu'il faut calculer une moyenne pondérée de "toutes les ventes à l'exportation comparables" – laisse manifestement à désirer. Cette partie de l'article 2.4.2 traite de la comparaison entre les ventes à l'exportation et les valeurs normales. Comme dans le cas des comparaisons transaction par transaction, l'Accord ne renferme aucune règle explicite pour la deuxième étape du processus, à savoir le regroupement des marges de dumping individuelles en une seule marge par société.

55. L'Inde cherche a étayer sa position en invoquant le fait que le terme "toutes" figure dans l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables".[45] Cet argument ne modifie cependant en rien le fait que l'expression traite des transactions *comparables*. La caractéristique distinctive de la deuxième étape du calcul d'une marge de dumping est que les marges individuelles qui sont prises en compte ne sont pas comparables.

[40] *Ibid.*, paragraphe 47.
[41] Première communication écrite des CE, paragraphe 145.
[42] Réponse des CE à la question 14 du Groupe spécial.
[43] Réponse de l'Inde à la question 2.A du Groupe spécial.
[44] Question 6.
[45] Déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 52.

IV. DOMMAGE

1. Échantillonnage des producteurs

56. Dans sa réponse à la question du Groupe spécial[46], l'Inde reconnaît finalement que l'article 6.10 ne s'applique pas à l'échantillonnage des producteurs nationaux dans les enquêtes sur le dommage. Elle soutient que l'échantillonnage devrait être valable d'un point de vue statistique selon un principe général dérivé en quelque sorte des dispositions individuelles sur l'échantillonnage. À supposer même qu'il existerait un tel principe, l'Inde ne remarque pas que l'article 6.10 prévoit comme alternative à l'échantillonnage l'utilisation du "plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter". C'est par analogie avec ce critère que l'article 17 1) du Règlement de base dispose que l'enquête peut se limiter au "plus grand volume de production … sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter compte tenu du temps disponible". Dans l'avis d'ouverture d'enquête, les CE ont annoncé leur intention de procéder sur cette base lors de l'examen de l'industrie communautaire.[47]

2. Facteurs de l'incidence énoncés à l'article 3.4

57. L'article 3.4 s'applique à "l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale". Il n'envisage donc pas un examen général de l'état de santé de la branche de production nationale, mais plutôt des conséquences du dumping.

58. Ainsi que l'ont expliqué les CE dans leur déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial[48], il convient de lire l'article 3.4 dans le contexte du reste de l'article 3. La structure de l'article 3 montre clairement que l'article 3.4 consiste en un examen de l'incidence sur la branche de production nationale des effets du dumping au niveau des prix et du volume dont il est question à l'article 3.1 (les véritables "facteurs relatifs au préjudice"). Cet examen n'est pas comparable à l'analyse du dommage et du lien de causalité effectuée dans une enquête en matière de sauvegardes, avec laquelle il a à tort été comparé.

59. Comme l'ont expliqué les CE dans leur première communication écrite[49], l'examen de l'industrie communautaire du linge de lit, qui figure dans les Règlements provisoire, définitif présente une explication cohérente de la situation de ce secteur qui justifiait la conclusion selon laquelle les importations de linge de lit faisant l'objet d'un dumping lui causaient un dommage.

60. Les circonstances des cas particuliers varient énormément. Les pratiques des autorités nationales doivent tenir compte de ce fait évident, ce que se doit de respecter le Groupe spécial dans l'examen de leurs mesures.

61. Dans certains cas, une constatation positive de l'existence d'un dommage sera fondée sur une multitude d'indications fournies par un large éventail de facteurs. Les circonstances propres à l'affaire du linge de lit étaient différentes. Les indications de l'existence d'un dommage provenaient presque entièrement de deux éléments: les bénéfices et les prix.

62. Les Règlements font état d'une industrie qui continue de fonctionner normalement sauf en ce qui concerne ces deux facteurs essentiels. La normalité des activités était surtout apparente au niveau du volume des ventes, et de la production, c'est-à-dire des facteurs sur lesquels a porté l'enquête des autorités communautaires et dont il a été rendu compte dans les Règlements.

---

[46] Question 10.
[47] Avis d'ouverture d'enquête, paragraphe 5 b).
[48] Déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 101 à 104
[49] Au paragraphe 256 en particulier.

63. Dans sa déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial, l'Inde a formulé plusieurs critiques à l'égard des arguments des CE, auxquelles il peut être brièvement répliqué.

64. L'Inde donne à entendre[50] que les CE avancent des arguments contradictoires. Outre le fait qu'une partie à un différend porté devant l'OMC a le droit de présenter d'autres arguments[51], les CE tiennent à rappeler au Groupe spécial qu'elles ont examiné tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4, ne serait-ce même que pour en écarter certains qui étaient considérés comme jugés non pertinents. L'Inde poursuit en réfutant l'affirmation selon laquelle tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4 doivent obligatoirement être évalués parce qu'elle estime que les autorités chargées des enquêtes et les groupes spéciaux commettent une erreur fondamentale en adoptant une "approche récapitulative" qu'elle juge simpliste pour appliquer les dispositions de l'Accord. Les CE ont en outre fait valoir que si l'article 3.4 prévoyait effectivement une "liste récapitulative", celle-ci ne porterait que sur les aspects négatifs des facteurs mentionnés.

65. Contrairement aux insinuations de l'Inde[52], les CE n'ont pas déclaré que leurs autorités n'avaient pas examiné les facteurs, mais plutôt qu'elles avaient expliqué pour quelle raison on pourrait conclure à l'existence d'un dommage sur la base de certains facteurs même si d'autres facteurs donnaient des indications positives, et qu'elles avaient clairement indiqué qu'elles ne voyaient pas d'inconvénient à ce que les parties intéressées proposent d'autres facteurs semblables.[53]

66. L'Inde souhaiterait tenir pour acquis que le Groupe spécial *Sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF)* avait pris en compte divers arguments parce qu'ils lui avaient été exposés[54], mais on ne saurait juger ce Groupe spécial, tout comme les autres organes juridiques, qu'en fonction des propos qu'il a tenus et non qu'il a entendus.[55]

67. L'Inde appelle l'attention sur le casse-tête que pose le libellé de l'article 3.4: comment les autorités peuvent se prononcer sur la pertinence d'une question avant de l'avoir évaluée?[56] Les CE ont cherché à y répondre tout récemment, dans leur réponse à la question du Groupe spécial où elles ont déclaré "La pertinence est une question de degré plutôt qu'une question à laquelle on répond par "oui ou non". Dans certains cas, il sera tout de suite évident, avant même l'ouverture d'une enquête, que certains facteurs ne sont pas pertinents et dans d'autres cas, il faudra peut-être attendre beaucoup plus longtemps pour s'en rendre compte, de sorte que le processus consistant à déterminer la pertinence d'un facteur peut ne pas être très différent de celui qui consiste à évaluer ce facteur."[57]

68. Quels que soient les doutes que peut avoir l'Inde sur cette question[58], il est certain que "les producteurs nationaux sont la meilleure et parfois la seule source de renseignements sur les facteurs à prendre en considération pour établir l'existence d'un dommage".[59] Il s'agit d'un point très pertinent dans la décision rendue dans l'enquête sur le *Linge de lit*, où les données concernant les bénéfices et les prix, qui n'étaient connues que des producteurs, étaient capitales.

---

[50] Déclaration orale de l'Inde à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 65.

[51] Première communication écrite des CE, paragraphes 246 et suivants. Dans son rapport sur l'affaire États-Unis – Restrictions à l'importation de thon, IBDD, S39/174 (1993), (non adopté), paragraphe 5.22, le Groupe spécial a explicitement reconnu ce point.

[52] Déclaration orale de l'Inde de la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 66 et 67.

[53] Première communication écrite des CE, paragraphes 246 à 262.

[54] Déclaration orale de l'Inde à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 69.

[55] Première communication écrite des CE, paragraphe 289.

[56] Déclaration orale de l'Inde à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 70.

[57] Question 20.

[58] Déclaration orale de l'Inde à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 70.

[59] Première communication écrite des CE, paragraphe 274.

3. Sources des données sur le dommage

69. Dans sa déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial[60], l'Inde reprend en grande partie les arguments présentés dans sa première communication sur la question des producteurs nationaux des divers niveaux mentionnés dans les Règlements des CE.

70. La position de Luxorette est expliquée dans la réponse des CE à la question du Groupe spécial.[61]

71. Les CE utilisent des renseignements provenant des divers niveaux afin de décrire la situation sur le marché intérieur et non pour privilégier une constatation particulière.[62] Dans leurs Règlements, les CE expliquent la particularité de l'affaire, à savoir le fait que plusieurs indicateurs montraient que la situation de la branche de production nationale était apparemment saine. Des données concernant la branche de production nationale ont été présentées dans la mesure du possible, sinon des données concernant l'échantillon ont été utilisées. Dans plusieurs cas, les deux types de données ont été présentés. Les données relatives à l'UE à 15 étayaient l'explication des conséquences de la disparition de plusieurs entreprises fournies par les CE.

4. Signification des "importations faisant l'objet d'un dumping" et supposition de l'existence d'un dumping avant la période d'enquête

72. L'Inde s'est opposée à l'inclusion de transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping dans tous les cas où l'article 3 faisait mention des "importations faisant l'objet d'un dumping", et elle accuse les CE d'avoir enfreint l'article 3.4 et 3.5 en particulier. Elle n'expose toutefois pas clairement la nature de cette infraction, et en fait il n'y en a pas eu.

73. L'allégation de l'Inde selon laquelle les constatations de l'existence d'un dommage sont établies pays par pays renferme une supposition implicite. Celle-ci transparaît en fait dans la pratique même de l'Inde.[63] Cette supposition est conforme au droit de l'OMC, et traduit le sentiment plus général que l'Accord traite du dumping entre les pays, même si ce sont des sociétés individuelles qui sont mises en cause. Le principe figure à l'article VI du GATT lui-même et à plusieurs reprises dans l'Accord, notamment à l'article 12.1.1 sur l'avis d'ouverture d'une enquête, et dans les règles sur l'évaluation cumulative à l'article 3.3. Quoi qu'il en soit, il semble n'y avoir aucun doute, en ce qui concerne le présent différend, que la question importante consiste à déterminer si les transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping devraient être incluses dans les exportations du produit considéré.

74. La question se rapporte uniquement à la cause du dommage. Elle n'est nullement pertinente pour déterminer si la branche de production nationale subit un dommage. Même si le volume des ventes des producteurs nationaux est pertinent, et qu'une augmentation des importations peut se faire au prix d'une diminution des ventes du produit national, c'est celle-ci et non celle-là qui est pertinente pour évaluer la situation de la branche de production nationale. L'accroissement des importations peut en être responsable, mais il s'agit bien entendu d'une question de causalité.

75. On pourrait aller plus loin et avancer à cet égard que la question se pose uniquement par rapport au prix et au volume des importations en question.

---

[60] Paragraphes 73 et suivants.

[61] Question 22.

[62] Cf. déclaration orale de l'Inde à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 79; et réponse à la question 36 du Groupe spécial.

[63] Voir, par exemple, l'enquête antidumping sur les importations de cyanure de sodium en provenance des États-Unis, de l'Union européenne, de la République tchèque et de la République de Corée. 8/1/99-DGAD.

76. En ce qui concerne le prix, l'inclusion de transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping dans l'ensemble des "importations faisant l'objet d'un dumping" sert seulement à réduire la probabilité que la cause du dumping puisse être établie, et par conséquent qu'un droit soit imposé aux exportateurs. Cela est dû au fait que l'on peut difficilement supposer que les prix des transactions qui ne font pas l'objet d'un dumping soient inférieurs à ceux des transactions qui ont fait l'objet d'un dumping. En fait, il est quasiment certain que c'est le contraire qui se produit, de sorte que, comme l'ont fait valoir les CE[64], l'inclusion de transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping a généralement pour effet de réduire la marge de sous-cotation. Toujours est-il que l'on pourrait rejeter en la qualifiant de spéculative l'idée que l'inclusion de telles transactions puisse gonfler la marge de sous-cotation.

77. En conséquence, on pourrait sans trop s'avancer conclure que dans l'enquête sur le linge de lit l'inclusion de transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping dans les "importations faisant l'objet d'un dumping" avait pour effet de réduire la marge de sous-cotation et partant, les indications de la cause du dommage. En conséquence, il ne peut y avoir eu de constatation injustifiée de la cause du dommage sur cette base.

78. Dans l'enquête sur le linge de lit, la sous-cotation a été examinée uniquement pendant la période d'enquête.[65] Les conclusions des CE sur la question constituaient essentiellement une image instantanée de la situation en vigueur, plutôt qu'un examen de l'évolution de la sous-cotation dans le temps. En conséquence, dans ces circonstances, la question de l'existence supposée d'un dumping les années précédentes n'est pas pertinente.

79. S'agissant de la question du volume, ce qui est remarquable au sujet de l'article 3 c'est que toutes les fois où le volume des importations faisant l'objet d'un dumping est mis en cause, il est question de *variations* du volume. Cela n'a rien d'étonnant. Une image instantanée du volume des importations (que des transactions individuelles faisant l'objet d'un dumping y soient ou non incluses) ne dit rien sur le dommage causé à la branche de production nationale. Cette dernière pourrait être prospère alors que les importations en provenance du pays concerné représentent 95 pour cent du marché, et ne pas l'être alors que les importations ne représentent que 5 pour cent du marché. Ce qui importe donc, c'est la variation du volume: en particulier, s'il y a eu une augmentation.

80. C'est pour déterminer l'existence de telles variations que la période de l'enquête sur le dommage porte sur un certain nombre d'années, habituellement trois ou quatre, et se termine par la période de l'enquête sur le dumping. Bien entendu, comme l'a relevé l'Inde, les autorités communautaires ne disposent d'aucune donnée sur le dumping pour les années antérieures à la période de l'enquête sur le dumping. Par conséquent, on ne peut pas comparer les volumes des transactions faisant l'objet d'un dumping au cours de cette période. La seule comparaison qui peut être faite porte sur le volume total du produit en question en provenance du pays concerné.

81. Il semble donc que les Membres soient devant un dilemme. L'Accord stipule qu'il faut disposer de renseignements sur les variations du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, mais les autorités d'aucun Membre (pas même celles de l'Inde) ne recueillent de données sur le dumping portant sur l'ensemble de la période au cours de laquelle les volumes des importations sont étudiés. Aucun Membre (pas même l'Inde) n'a donné à entendre que procéder à une telle enquête était une obligation. (L'Inde a affirmé que son droit et sa pratique - dont les CE ont donné un aperçu dans les questions qu'elles ont posées à l'Inde - sont conformes aux dispositions de l'Accord antidumping.)[66]

82. L'Accord prévoit donc que la seule base à partir de laquelle peuvent être déterminées les variations du volume est celle qui englobe toutes les importations du produit en provenance du pays

[64] Première communication écrite, paragraphe 237.
[65] Règlement provisoire, considérant 68.
[66] Réponses de l'Inde aux questions des CE, introduction et questions 5 et 7.

concerné. Par conséquent, on ne peut que reprocher aux CE d'avoir établi leurs déterminations sur cette base.

83. Cet argument suffirait à rejeter la plainte de l'Inde, mais un examen plus attentif des questions permet également de confirmer la légalité du comportement des CE.

84. L'enquête sur le linge de lit a révélé que les importations du produit en question avaient sensiblement augmenté en termes tant absolus que relatifs (part de marché) entre 1992 et le milieu de 1996.[67] Les éléments de preuve recueillis pendant la période de l'enquête sur le dumping ont révélé l'existence d'un dumping entre le milieu de 1995 et le milieu de 1996.[68] Même si cela est concevable, il semble peu probable que la pratique du dumping ait radicalement changé au milieu de 1995. Toujours est-il que les autorités chargées de l'enquête auraient été en droit de supposer, en l'absence d'éléments de preuve indiquant le contraire, que le dumping existait déjà depuis quelque temps. En fait il était pertinent de faire une telle supposition en l'espèce.

85. On pourrait dire que la seule supposition qu'ont effectivement faite les autorités chargées de l'enquête était que le volume des transactions faisant l'objet d'un dumping avait augmenté en même temps que le volume total des importations. Autrement dit, cela signifie que les exportateurs ne pratiquaient pas le dumping, ou qu'ils le pratiquaient sur de plus petits volumes les années précédentes. Il ne semble guère exceptionnel de faire une telle supposition. Quoi qu'il en soit, les exportateurs indiens sont libres de soutenir qu'ils pratiquaient effectivement le dumping sur de plus gros volumes les années précédentes. Compte tenu des arguments concernant le coût des enquêtes sur les marges de dumping, les autorités seraient mal placées pour obliger les exportateurs à se soumettre à une telle enquête. C'est ce que confirme la pratique des Membres qui préfèrent ne pas imposer de tels fardeaux.

86. S'agissant de la procédure en cours, la conclusion de la présente analyse doit être que les allégations de l'Inde ne tiennent pas. En ce qui concerne les accusations de l'Inde qui reproche aux CE d'avoir pris en compte des transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping pour évaluer les effets au niveau des prix, cette pratique n'a d'autre conséquence que de réduire la possibilité que des mesures antidumping soient imposées, de sorte que la question est sans intérêt pratique. En ce qui concerne le volume des importations, la seule supposition que les CE pourraient être accusées de faire n'est pas que les importations faisaient l'objet d'un dumping mais qu'elles ne faisaient pas l'objet d'un dumping.

V. TRAITEMENT DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT – ARTICLE 15

87. Les CE ont indiqué qu'elles avaient exploré les possibilités de solutions constructives comme le stipule l'article 15. Elles étaient disposées à envisager un engagement en l'occurrence, même de la part d'une association commerciale telle que Texprocil. Cependant, neuf jours après l'expiration du délai, aucune proposition n'était en vue.[69] Même si, dans le cas des mesures antidumping visant des pays en développement, l'article 15 atténue le pouvoir discrétionnaire de refuser des engagements qu'ont en vertu de l'article 8 les autorités chargées des enquêtes, celles-ci n'ont toutefois pas la possibilité d'imposer des engagements en matière de prix aux exportateurs qui ne veulent pas en offrir.

88. L'Inde fait fi des efforts déployés par les CE pour respecter la lettre et l'esprit de l'article 15. Mais les CE ne sont pas les seules à éprouver des difficultés en la matière. Interrogée par le Groupe spécial, l'Inde n'a pu proposer aucune autre solution aux engagements en matière de prix prévus à l'article 83[70], et au cours de la première audience du Groupe spécial, elle a fait savoir que ses

[67] Règlement provisoire, considérant 67.
[68] Règlement final, considérant 28.
[69] Réponse des CE à la question 31 du Groupe spécial.
[70] Réponse de l'Inde à la question 38 du Groupe spécial.

exportateurs n'étaient pas intéressés par l'offre d'engagements pendant l'enquête sur le linge de lit. Il semble donc plutôt cynique que l'Inde dise au Groupe spécial que les CE "devraient avoir proposé aux exportateurs indiens soit un engagement en matière de prix soit toute autre solution constructive".[71]

89. Une procédure antidumping a un caractère judiciaire, de sorte qu'il devient très délicat de faire preuve d'indulgence à l'égard de telle(s) ou telle(s) partie(s). Chaque enquête comporte au moins deux facettes. Ce qui constitue un avantage pour une partie est presque inévitablement un inconvénient pour l'autre. Au cours d'une enquête, il est particulièrement difficile d'avantager une partie sur le plan de la procédure sans porter atteinte au droit qu'a l'autre partie de défendre sa thèse.

90. Il est un principe général en vertu duquel les pays en développement doivent être favorisés dans les questions commerciales (comme en témoignent la Partie IV du GATT et le Système généralisé de préférences), mais celui-ci a été très difficile de mettre en œuvre dans le secteur des textiles (à preuve, les critiques concernant la mise en œuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements).

91. Par ailleurs, les CE, qui ont une expérience considérable de l'exécution des engagements, ont constaté qu'il est quasiment impossible de les mettre en œuvre dans le secteur des textiles. Il est fait état des problèmes d'ordre pratique dans un document joint à la première communication écrite de l'Inde (pièce n° 16 de l'Inde) où le nombre de négociants participant aux expéditions avoisine les 300.

92. En outre, ce document témoigne également des problèmes qui se posent même lorsque l'on traite avec des associations de producteurs. Bien qu'il soit inclus dans la pièce en question, le relevé C de ce document n'a jamais été communiqué à la Commission. Il renferme des données commerciales concernant les exportateurs qui contredisent celles du relevé A qui, lui, a été transmis. L'Inde a cherché à expliquer tant bien que mal ces contradictions[72], mais beaucoup subsistent. (Par exemple, la liste figurant dans le relevé A contient les noms de sociétés qui étaient des négociants, les uns et les autres ayant reconnu qu'une nette distinction n'était pas possible.)

93. Le fait que le linge de lit n'est pas un produit de base mais un produit fabriqué à la demande de l'acheteur est par ailleurs significatif. Dans ces circonstances, il est très difficile de fixer des niveaux de prix minimums, si ce n'est à des conditions (telles que le prix minimum selon le poids) que les exportateurs ne risquent guère de juger acceptables. Il est significatif que pendant la première audience du Groupe spécial l'Inde ait admis que ses exportateurs étaient peu intéressés par l'offre d'engagements.

94. La dernière fois où il avait été possible d'accepter un engagement dans ce domaine avait été dans le cas des tissus en soie pure pour rubans de machines à écrire originaires de Chine, en 1991[73], que l'on peut difficilement considérer comme un produit textile courant. Il n'empêche que les CE continuent de déployer des efforts en ce sens.

95. On est également en droit de se demander comment il se faisait que les exportateurs, qui étaient représentés par des juristes connaissant parfaitement la procédure antidumping communautaire, avaient évoqué la possibilité d'offrir des engagements à la dernière minute seulement, et qu'ils n'avaient fait aucun autre effort à cette fin.

96. En réalité, les mesures prises par les CE ne sont toutefois pas aussi inquiétantes que ne veut le laisser croire l'Inde. Ainsi, le compte rendu[74] que celle-ci fait du retrait des produits de l'artisanat du champ d'application de la mesure définitive n'est pas complet. Ce sont les exportateurs qui ont

[71] Réponse de l'Inde à la question 13 du Groupe spécial.
[72] Voir la réponse de l'Inde à la question 9 des CE.
[73] Journal officiel n° L 174/27, 1990, page 27.
[74] Première communication écrite, paragraphe 6.42.

invoqué l'article 15 pour demander que ces produits fassent l'objet d'un traitement spécial.[75] Les CE ne pouvaient prendre de mesures sur la base de l'article 15 à cause des conséquences que cela aurait eu sur ses relations avec les autres pays, mais elles avaient pu redéfinir le champ d'application de la mesure pour prendre en compte les intérêts des exportateurs. Le traitement spécial des produits de l'artisanat est une particularité de la politique commerciale des CE qui concerne exclusivement ses relations avec les pays en développement.[76]

97. Enfin, bien qu'elles se soient engagées à observer tant la lettre que l'esprit de l'article 15, pour défendre leurs intérêts en l'espèce, les CE sont obligées de faire remarquer que l'allégation de l'Inde[77] est que "de manière incompatible avec l'article 15, la CE n'a pas tenu compte de la situation spéciale de l'Inde en tant que pays en développement Membre avant d'imposer des droits antidumping provisoires". C'est la question sur laquelle doit se pencher le Groupe spécial. Les prétendus manquements des CE après l'étape des mesures provisoires n'entrent pas dans le mandat du Groupe spécial.

98. Quoi qu'il en soit, compte tenu des difficultés que pose l'exploration de solutions constructives avant de procéder à une évaluation finale du dumping et du dommage, les CE ne sont pas d'avis qu'elles ont une quelconque obligation de le faire en vertu de l'article 15 au stade de l'application des mesures provisoires.[78]

VI. AVIS AU PUBLIC – ARTICLE 12.2.2

99. Dans sa première déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial[79], l'Inde a regroupé ses diverses allégations au titre de l'article 12.2.2. Les CE estiment qu'il s'agit d'une approche utile. Dans leur première communication, elles ont soulevé des points spécifiques au sujet de l'interprétation de l'article 12 relativement à chacune des allégations de l'Inde, mais dans le présent document elles tiennent à aborder certaines questions d'importance générale.

100. Cependant, elles se doivent auparavant de répliquer à certains arguments récents de l'Inde.

101. Selon l'Inde, les seuls arguments ou allégations qui n'ont pas à être inclus dans l'avis mentionné à l'article 12.2.2 parce qu'ils ne sont pas "pertinents" sont des arguments ou allégations qui sont dénués de sens, et malgré cela, l'Inde soutient qu'il faudrait donner les raisons de leur exclusion.[80] En conséquence, on ne peut même pas exclure les arguments dénués de sens puisqu'il faudra les mentionner, et expliquer qu'ils sont dénués de sens, avant de les écarter.

102. L'argument de l'Inde retire donc, au terme "pertinents" toute signification, puisque toutes les allégations et tous les arguments sont en fait pertinents.

103. Après avoir altéré ce critère, l'Inde en introduit un autre, caractérisé par le terme "important". Les allégations sont importantes soit parce qu'elles pourraient influer sur l'issue de l'affaire, soit parce qu'elles sont considérées comme des questions de principe pour les pays en développement. Aucune explication n'est fournie sur la signification de ce critère. Il est évident toutefois que l'Inde estime que les allégations ou arguments dont il est reconnu qu'ils ne sont pas importants, et qui ne pourraient pas

[75] Deuxième mémoire après audition, pièce n° 55 de l'Inde, point 8.
[76] Règlement final, considérant 7 et article 2; lettre de Vermulst & Waer du 11 août 1997, pièce n° 7 des CE.
[77] Point 18 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, et paragraphe 6.32 de la première communication écrite.
[78] Voir la réponse de la CE à la question 37 du Groupe spécial.
[79] Paragraphe 92.
[80] Réponse de l'Inde à la question 11 du Groupe spécial.

influer sur le résultat de l'enquête, sont pertinents et qu'il faut donc les mentionner dans l'avis au public de la détermination finale.

104. Dans ses diverses déclarations, y compris dans la liste qu'elle a présentée lors de sa déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial[81], l'Inde confond les "allégations" qui, dit-elle, ont été avancées par les exportateurs au cours de la procédure (dont il est fait mention à l'article 12.2), avec les "allégations" formulées dans le présent différend. (Une autre confusion est créée parce que l'Inde a présenté des "allégations" dans sa première communication écrite qui, du fait qu'elles n'ont pas été incluses dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, n'entrent pas dans le mandat du présent groupe spécial. De la même manière, certaines allégations formulées dans sa demande n'ont pas été abordées devant le Groupe spécial.) La réponse de l'Inde à la question 11 du Groupe spécial ajoute encore à la confusion.

105. Les CE estiment que l'approche la plus directe consiste à examiner les plaintes concernant la publication des allégations au titre de l'article 12.2 pour autant que celles-ci aient été mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et examinées devant le présent Groupe spécial. Il s'agit des plaintes suivantes:

	Décisions dont il est dit qu'elles n'ont pas été notifiées/expliquées comme il se devait, malgré les arguments des exportateurs, etc.	**Allégations mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial**	**Allégations mentionnées dans la première communication**
A	Décision inappropriée au sujet de la représentativité	1	28
B	Non-examen des éléments de preuve autres que ceux présentés dans la plainte	2	25
C	Application de l'article 2.2.2 ii) de l'Accord avant l'article 2.2.2 i)	4	3 (3.120)
D	Recours à une option – article 2.2.2 ii) – dont les prescriptions n'ont pas été satisfaites parce qu'elle était fondée sur une seule société seulement	5	
E	Recours à une option – article 2.2.2 ii) – dont les prescriptions n'ont pas été satisfaites parce que le niveau des bénéfices utilisé n'était pas raisonnable	6	3 (3.119) 6 (3.144)
F	Recours à une option – article 2.2.2 ii) – dont les prescriptions n'ont pas été satisfaites parce que les données réelles n'ont pas été utilisées	7	3 (3.118)
G	Utilisation de la méthode de la réduction à zéro - article 2.4.2	11	
H	Supposition que toutes les importations effectuées pendant la période d'enquête faisaient l'objet d'un dumping	12, 13	10 (4.41)
I	Emploi non systématique de l'échantillon	14	18
J	Des facteurs mentionnés à l'article 3.4 n'ont pas été pris en compte	15	13
K	Des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping n'ont pas été examinés: restructuration		22 (4.233)
L	Des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping n'ont pas examinés: supposition que les importations des années antérieures à la période d'enquête faisaient l'objet d'un dumping		22 (4.234)

[81] Paragraphe 94.

M	Examen de la part de marché	16	
N	Prise en compte du statut de pays en développement	18	31

106. On constatera que deux allégations (K et L) présentées dans la première communication ne figuraient pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Puisque celle-ci constitue le mandat du Groupe spécial, ces allégations n'entrent pas dans les attributions dudit groupe.

107. Bon nombre des autres allégations sont erronées. Les CE ont mentionné ce point à plusieurs reprises dans leur première communication écrite. Dans ses allégations, l'Inde s'oppose à des décisions qui ont été prises en application du droit et de la pratique d'un Membre en faisant valoir qu'elles sont contraires aux règles de l'OMC. C'est au Groupe spécial qu'il appartiendra de le déterminer dans le contexte des allégations appropriées. Cependant, en ce qui concerne l'article 12.2, la seule explication requise est que les Règlements des CE doivent indiquer clairement que la décision est prise en application de ce droit ou de cette pratique.

108. On ne peut s'attendre que les autorités chargées de l'enquête, qui, le cas échéant, auront presque certainement un pouvoir judiciaire très limité, soient habilitées à ne pas tenir compte du droit et de la pratique nationale sous prétexte qu'ils sont contraires aux règles de l'OMC. Elles ne seront pas non plus autorisées à justifier ce droit et cette pratique en regard de ces règles. Par conséquent, les arguments selon lesquels le droit et la pratique sont contraires aux règles de l'OMC ne sont pas pertinents dans la mesure où ils sont adressés aux autorités chargées de l'enquête.

109. Cela ne signifie pas que les exportateurs sont sans recours. Ils peuvent contester les interprétations du droit communautaire faites par les autorités devant les tribunaux européens (qui ont cherché à interpréter le droit communautaire conformément aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC), ou le Membre exportateur pourrait, comme en l'espèce, porter la question devant l'OMC.

110. (Si le Groupe spécial devait décider que tel ou tel élément du droit et de la pratique communautaires n'est pas compatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping, il est possible qu'il en déduirait qu'il y a eu des infractions à l'article 12.2, parce que les CE n'auraient pas donné une explication appropriée de l'application correcte du droit de l'OMC.)

111. Presque toutes les plaintes figurant dans le tableau relèvent de cette catégorie, soit en totalité (celles des lignes B, C, D, E, F, G, H, I, J et M), soit en partie (celles des lignes A, K et L). Autrement dit, dans chacun de ces cas, des CE appliquaient leur droit et leur pratique habituels et c'était contre cela que l'Inde s'élevait. Dans chaque cas, du simple fait qu'elles faisaient état de ce droit ou cette pratique, les autorités communautaires se conformaient aux obligations de l'article 12.2.

112. Prenons à titre d'illustration la ligne C du tableau. L'Inde se plaint de ce que les CE ont recouru aux options offertes à l'article 2.2.2 dans le mauvais ordre.[82] L'allégation au titre de l'article 12.2.2 consiste essentiellement à dire que les CE n'ont pas justifié leur décision ni répondu aux plaintes des exportateurs concernant la compatibilité de cette décision avec les règles de l'OMC. En fait, comme elles l'ont clairement indiqué dans les Règlements, les autorités communautaires appliquaient simplement le droit et la pratique communautaires. L'article 12.2 ne prévoyait pas d'autres explications en pareil cas. Les exportateurs gaspillaient leur argent et le temps des autorités en continuant de demander des explications à ce sujet au cours des enquêtes. Leurs arguments n'étaient pas pertinents dans le contexte de l'enquête.

[82] Allégation 1 de la première communication écrite.

113. Le tableau accompagnant la déclaration orale de l'Inde à la première réunion du Groupe spécial semble supposer que l'article 12 impose une obligation uniquement lorsque la question de l'avis à donner concerne un comportement des autorités qui contrevient à l'Accord. Ce n'est pas le cas. Les autorités pourraient se conformer aux prescriptions de l'Accord pour ce qui est des règles qu'elles appliquent (par exemple, tenir compte des éléments appropriés au moment de comparer les ventes), et pourtant ne pas donner un avis approprié de cette décision et contrevenir ainsi à l'article 12.

114. À cause de la supposition de l'Inde, il est très difficile de déterminer les cas où les allégations de l'Inde renferment des éléments du second type. Il est possible qu'ils soient présents dans l'allégation de la ligne A. Cependant, en ce qui concerne l'allégation de la ligne A (et de la ligne B) la disposition applicable est l'article 12.1 de l'Accord, que l'Inde n'a pas invoqué. Les CE ont avancé d'autres arguments dans leur première communication[83] et dans leur déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial.[84]

115. La seule allégation au titre de l'article 12.2 à l'égard de laquelle il ne semble pas y avoir de désaccord au sujet du droit fondamental (article 15) est celle de la ligne N. Les CE traitent de la question dans leur première communication écrite.[85]

VII. CONCLUSION

116. Les CE demandent au Groupe spécial d'examiner les faits de la cause, en particulier les explications données dans les Règlements qu'elles ont adoptés, et de conclure qu'ils restent dans les limites fixées par l'Accord en ce qui concerne les actions des Membres. À ce propos, les CE rappellent qu'à la lumière des dispositions de l'article 17.6 i) et compte tenu du pouvoir discrétionnaire que les dispositions de l'Accord confèrent aux Membres, il n'est pas demandé au Groupe spécial d'approuver chaque mesure prise par les CE pendant l'enquête, mais seulement de déterminer s'il y a une quelconque incompatibilité avec les prescriptions impératives de l'Accord qui a influé sur le résultat de l'enquête.

[83] Paragraphes 77 et 103.
[84] Paragraphe 36.
[85] Paragraphe 372.

PIÈCES

N° 5 des CE	Expressions de soutien en faveur de l'ouverture d'une enquête
N° 6 des CE	Échange de correspondance entre la Commission et l'Ambassade de l'Inde, 1997
N° 7 des CE	Lettre de Vermulst & Waer concernant les produits de l'artisanat, 11 août 1997

Annexe

Dates de réception des déclarations de soutien pour l'ouverture de l'enquête

Association française. Sociétés:	29 juillet 1996
- Fremaux	29 juillet 1996
- Hacot Colomb	29 juillet 1996
- Hacot	29 juillet 1996
- Vanderschooten	29 juillet 1996
- Claude	29 juillet 1996
- Mulliez	29 juillet 1996
- Jalla	29 juillet 1996
- Bera	29 juillet 1996
Association espagnole. Sociétés:	29 juillet 1996
- Estebanell	29 juillet 1996
- Puignero	29 juillet 1996
- Cano	29 juillet 1996
Association autrichienne. Sociétés:	29 juillet 1996
- Fussenegger	29 juillet 1996
- Getzner	29 juillet 1996
- Hämmerle	29 juillet 1996
Bierbaum	30 juillet 1996
Meckelholt	30 juillet 1996
Kettelhack	30 juillet 1996
Erbelle	30 juillet 1996
Luxorette	30 juillet 1996
Wülfing	30 juillet 1996
Bauer	30 juillet 1996
Estella	30 juillet 1996
Irisette	30 juillet 1996
Damino	30 juillet 1996
Dyckhoff	30 juillet 1996
Bossi	30 juillet 1996
Bassetti	30 juillet 1996
1Zucchi	30 juillet 1996
Gabel	30 juillet 1996
Valman	30 juillet 1996

Lameirinho	30 juillet 1996
Incotex	30 juillet 1996
Coelima	30 juillet 1996
Almeida	30 juillet 1996
Reikalevy	27 août 1996
Finlayson	28 août 1996
Marimekko	2 septembre 1996
Fremaux	4 septembre 1996
Hacot Colomb	4 septembre 1996
Hacot	4 septembre 1996
Vanderschooten	4 septembre 1996
Claude	4 septembre 1996
Mulliez	4 septembre 1996
Jalla	4 septembre 1996
Bera	4 septembre 1996
Foncar	5 septembre 1996

Date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête: 13 septembre 1996

ANNEXE 2-7

DÉCLARATION ORALE ET OBSERVATIONS FINALES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(6-7 juin 2000)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 559

II. OUVERTURE DE L'ENQUÊTE 559

1. Article 5.3 – Éléments de preuve 559

2. Article 5.4 – Représentativité 561

III. DUMPING 563

1. Article 2.2: Caractère raisonnable de la marge bénéficiaire 564

2. Article 2.2.2 ii) 565

i) Hiérarchie de options 565

ii) Utilisation de données d'une seule entreprise 565

iii) Opérations commerciales normales 566

3. Article 2.4.2: Réduction à zéro 567

IV. DOMMAGE 570

1. Entreprises incluses dans l'échantillon 570

2. Examen des importations faisant l'objet d'un dumping 570

3. Examen de tous les facteurs 571

4. Article 3.4 – Éléments de preuve correspondant à différents niveaux de producteurs 574

5. Article 6: Échantillonnage 576

6. Importations effectuées avant la période d'enquête 577

7. Article 3.5 – Dommage causé par autre chose que le dumping 577

V. TRAITEMENT DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT – ARTICLE 15 577

VI. AVIS AU PUBLIC – ARTICLE 12.2.2 580

VII. OUVERTURE DE L'ENQUÊTE 582

VIII. ARTICLE 3.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 582

IX. EXPLICATIONS *EX-POST FACTO* 582

X. RESTRICTIONS QUANTITATIVES 583

XI. INEXACTITUDES DANS LA PRÉSENTATION FAITE PAR L'INDE 583

I. INTRODUCTION

1. Les CE tiennent à remercier le Groupe spécial, qui s'emploie avec dévouement à régler le présent différend. Il a été fait référence à une multitude d'aspects à traiter qui, pour certains, sont pertinents par rapport aux questions sur lesquelles le Groupe spécial est appelé à se prononcer.

2. Dans cette déclaration, les CE souhaitent revenir sur plusieurs points de la communication présentée à titre de réfutation par l'Inde.[1]

3. Comme à la dernière réunion,

- je ferai des observations sur la phase de l'ouverture de l'enquête dans la procédure antidumping des CE;

- Monsieur Vidal Puig fera des observations sur la détermination de l'existence d'un dumping effectuée par les CE;

- et Monsieur White fera des observations sur la constatation des CE concernant le dommage causé et sur la question de la prise en considération de la situation particulière des pays en développement.

II. OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

1. Article 5.3 - Éléments de preuve

4. L'Inde se plaint que les autorités communautaires n'ont pas examiné "l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande" comme le prescrit l'article 5.3. Toutefois, leurs déclarations répétées à ce sujet n'ont jamais été autre chose que des affirmations.

5. Ce style d'argumentation est poursuivi dans la communication présentée à titre de réfutation. La déclaration suivante en est un exemple. "Il ressort clairement du texte même de l'avis d'ouverture

[1] Les CE souhaiteraient profiter de cette opportunité pour apporter des rectifications à leur propre communication à titre de réfutation.

a) au paragraphe 47, la dernière phrase du texte anglais devrait se lire: "extends to sub-paragraphs (i) and (ii)".

b) au paragraphe 84, la dernière phrase devrait se lire: "En fait, il n'était pas pertinent de faire une telle supposition en l'espèce."

c) au paragraphe 107, la deuxième phrase devrait se lire: "[...] à la décision qui a été prise [...] en faisant valoir qu'elle est contraire aux règles de l'OMC".

de l'enquête des CE, qu'il n'y a, en fait, pas eu d'examen du tout."[2] La teneur de l'avis concernant l'ouverture de l'enquête est conforme aux prescriptions de l'article 12.1 de l'Accord. En conséquence, selon l'Inde, en respectant l'Accord un Membre donne la preuve qu'il le viole.

6. Après avoir dit qu'il n'y a pas eu d'examen du tout, l'Inde affirme qu'il y a eu un examen, mais seulement des facteurs révélant l'existence d'un dommage.[3] Le seul fondement de cette affirmation semble être le fait que les autorités communautaires n'ont pas demandé à une association si l'un quelconque de ses membres pouvait être opposé à la plainte. L'Inde n'explique pas comment les autorités devaient procéder à cela sans contrevenir à l'obligation de non-publication prévue dans l'article 5.5, ni comment le fait qu'il y ait eu une opposition, à supposer que celle-ci ait été décelée, suffirait à indiquer que les éléments de preuve de l'existence d'un dommage étaient insuffisants.

7. L'Inde cite ensuite de façon déformée la première communication des CE afin de donner l'impression que selon l'argumentation des CE, "d'éventuels éléments de preuve tendant à démontrer qu'il n'y aurait pas eu de dommage ne sont pas pertinents".[4] En réalité, les CE ont dit que les éléments de preuve démontrant l'absence d'un dommage en 1993 (s'ils avaient existé) n'auraient pas été pertinents par rapport à l'existence d'un dommage en 1995/96.[5] (On peut imaginer quelle aurait été la réaction de l'Inde si les autorités communautaires avaient utilisé les éléments de preuve de l'existence d'un dommage en 1993 pour étayer une constatation similaire pour 1995/96).

8. L'argumentation de l'Inde à cet égard semble être que a) l'enquête précédente a conclu qu'il n'avait pas été causé de dommage à la branche de production (en 1993), et qu'en conséquence b) si les autorités communautaires ont considéré ce fait elles ne pouvaient pas avoir conclu qu'il avait été causé un dommage à la branche de production en 1995/96, indépendamment des éléments de preuve fournis dans la plainte. Il suffit de formuler l'argument pour que son illogisme devienne apparent. Qui plus est, la prémisse est fausse. L'enquête précédente n'a pas débouché sur une telle conclusion.

9. L'Inde laisse entendre qu'en l'espèce la question concernant l'article 5.3 est de savoir "si les autorités chargées de l'enquête peuvent négliger des éléments d'information qui sont de manière patente à leur disposition".[6] Or, en réalité, la question est de savoir si l'Inde s'est acquittée de son obligation de prouver que les autorités communautaires n'ont pas "[examiné] l'exactitude de l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande". Les CE font valoir que dans la mesure où la "preuve" la plus catégorique fournie par l'Inde n'est qu'une simple spéculation, le manquement de l'Inde à cet égard est évident.

10. Les CE ont noté d'emblée[7] les problèmes particuliers que posait l'examen de l'exactitude des éléments de preuve fournis dans la présente plainte (comme dans toute autre). Théoriquement, on peut concevoir différents niveaux de preuve impliquant une progression régulière, depuis la "simple allégation en conjecture", jusqu'à quelque chose de l'ordre de la "certitude absolue", en passant par les stades intermédiaires de la "probabilité" et de l'"intime conviction".[8] Dans ce monde abstrait, il suffit de choisir un point approprié pour sélectionner le critère qui convient pour l'ouverture de l'enquête et, plus tard, pour la constatation définitive).

11. Les problèmes surgissent quand l'on passe au monde réel et que l'on tente d'appliquer le critère choisi au cas d'espèce. Dans une enquête en matière de dumping, en particulier, il n'y a pas de progression aussi régulière entre les éléments de preuve disponibles. En ce qui concerne à la fois le

[2] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 8.
[3] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 10.
[4] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 11.
[5] Première communication écrite des CE, paragraphe 68.
[6] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 11.
[7] Première communication écrite des CE, paragraphe 55.
[8] L'idée est considérée dans la première communication écrite des CE, paragraphe 51.

dumping et le dommage, l'accès aux registres des sociétés constitue un très grand pas en avant du point de vue tant de la qualité que de la quantité des éléments de preuve.

12. Au stade de l'ouverture de l'enquête, les autorités n'ont pas accès à ces registres. Elles peuvent examiner la cohérence interne de la plainte, elles peuvent la considérer à la lumière de leur propre expérience (par exemple, en se reportant, en l'espèce, aux renseignements, de l'enquête précédente, même s'ils remontent à plusieurs années) et elles peuvent faire une comparaison avec les renseignements accessibles au public. Les autorités communautaires ont fait tout cela avant d'ouvrir l'enquête dans l'affaire du linge de lit. Dès lors, la tentative faite par l'Inde pour montrer que les autorités communautaires ont manqué à leurs obligations au regard de l'article 5.3 s'avère sans fondement.

2. Article 5.4 - Représentativité

13. Compte tenu des attaques répétées de l'Inde en ce qui concerne l'adéquation du soutien à la décision des CE d'ouvrir une enquête concernant le linge de lit, il convient de rappeler que c'est à l'Inde qu'il incombe d'apporter la preuve que les CE ont manqué aux prescriptions de l'article 5.4 de l'Accord. En réalité, l'Inde a cherché à se dégager de cette charge en formulant ce qui ne constitue guère plus que des affirmations, des insinuations et des présentations erronées.

14. Dans sa communication à titre de réfutation, l'Inde répète certaines de ses accusations antérieures et déforme les déclarations des CE afin de présenter une argumentation entièrement nouvelle. Les CE traiteront ces points dans les paragraphes qui suivent.

15. D'abord, l'Inde cite les rapports des Groupes spéciaux *Acier suédois* et *Ciment mexicain*[9] pour faire valoir que l'article 5.4 impose aux Membres de "vérifier activement" si une demande a été présentée au nom de la branche de production nationale" En fait, même s'ils font référence à la formulation assez différente des Codes de 1979, ces rapports confirment simplement la doctrine ordinaire qui veut que les enquêteurs s'assurent qu'un soutien suffisant (au sens de l'article 5.4) à l'enquête ait été exprimé avant que celle-ci soit ouverte. L'Inde n'a tout simplement pas été en mesure de produire des éléments de preuve permettant d'établir *prima facie* le bien-fondé de la plainte à cet égard. Les CE ont, quant à elles, fourni des documents qui montrent qu'elles ont respecté les prescriptions de l'Accord.

16. L'Inde dit que "[l]e principe essentiel posé par l'article 5.4 est qu'il faut vérifier l'allégation du plaignant selon laquelle il représente effectivement la branche de production. Si le nombre de producteurs concernés n'est pas trop élevé, cela peut être fait soit en prenant contact avec chacun d'eux soit en obtenant d'eux une déclaration à cet effet". l'Inde fonde cette thèse sur la disposition concernant l'échantillonnage figurant dans la note de bas de page relative à l'article 5.4. Elle donne à entendre que pour les CE, le simple fait de mentionner une association dans la plainte est une expression de soutien suffisante.[10]

17. Compte tenu du degré de soutien exprimé individuellement par les producteurs communautaires à l'ouverture de l'enquête en question, ces observations sont en grande mesure théoriques. Toutefois, les CE tiennent à réaffirmer que selon leur point de vue, une association peut exprimer un soutien au nom des ses membres.[11]

[9] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 14.

[10] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 14, note de bas de page.

[11] Première communication écrite des CE, paragraphes 92 et suivants. Il est significatif que selon son statut, Eurocoton prévoit qu'il a le droit "d'assurer la représentation de l'industrie cotonnière de la CEE auprès

18. Dans sa communication à titre de réfutation, l'Inde présente ses vues sur la question de la représentativité essentiellement à travers une argumentation élaborée, qui tourne entièrement autour d'une lecture erronée de la réponse des CE à l'une de ses questions.[12] La première chose à dire est que la question se rapportait à la composition de l'échantillon de la branche de production nationale. Elle concernait, par conséquent, la détermination de l'existence d'un dommage qui justifiait l'imposition de mesures antidumping, et non la question de la représentativité en relation avec l'ouverture de l'enquête. D'ailleurs, la question ne faisait pas mention de ce dernier aspect. Dans leur réponse, les CE ont indiqué le nombre de sociétés *énumérées dans la plainte* – à savoir 46.[13] Cela ne correspondait pas au nombre de sociétés pour lesquelles *des expressions de soutien* à la plainte ont été obtenues (aux fins de l'article 5.4), qui était de 38.[14] Dans leur réponse, les CE indiquaient aussi le nombre des sociétés qui étaient incluses dans la définition finale de la "branche de production nationale" (dite "industrie communautaire"), soit 35, et précisaient que leur production représentait "environ 34 pour cent de la production communautaire totale". Il était aussi souligné que cela satisfaisait aux prescriptions de l'article 5.4 et que les prescriptions en question avaient été satisfaites tant avant qu'après l'ouverture de l'enquête.

19. L'Inde cherche maintenant à utiliser ces renseignements pour contester la décision concernant l'ouverture de l'enquête. Toutefois, et malgré l'interprétation qu'en donne l'Inde[15], dans leur réponse les CE n'ont pas affirmé qu'il n'y avait que 35 sociétés qui avaient exprimé un soutien à l'ouverture de l'enquête au sens de l'article 5.4, ou que leur production représentait environ 34 pour cent de la production totale. En ce qui concerne l'ouverture de l'enquête et les prescriptions de l'article 5.4, les CE ont en réalité démontré que 38 sociétés ont exprimé un soutien à la plainte[16], et qu'elles représentaient "au moins 34 pour cent de l'estimation la plus élevée de la production totale des CE".[17] En outre, le chiffre de 45 952 tonnes représente, comme l'admet l'Inde, la production totale des 38 sociétés.[18]

20. Séparément, l'Inde se demandait comment les CE avaient pu faire des estimations de la production totale des CE au moment de l'ouverture de l'enquête alors qu'elles demandaient encore des renseignements sur les chiffres de production deux mois après.[19] La réponse est qu'au moment de l'ouverture de l'enquête, les CE avaient déjà des données sur la production totale des CE venant de plusieurs sources.[20] Même en prenant l'estimation la plus élevée de la production, elles ont calculé que le degré de soutien était largement supérieur au seuil prescrit dans l'article 5.4. Les demandes de renseignements auxquelles l'Inde s'est référée[21] concernent des sociétés représentant bien moins de 1 pour cent de la production totale. Ces demandes montrent que les autorités communautaires ont fait un effort louable pour poursuivre l'enquête qu'elles avaient ouverte quelques mois auparavant.

---

des autorités et des institutions publiques, en particulier des Communautés européennes". Article 4, alinéa b) (pièce n° 59 de l'Inde).

[12] Réponses des CE aux questions de l'Inde, question 40.

[13] Annexe 3 du texte de la version non confidentielle de la plainte, pièce n° 6 de l'Inde. Il est à noter que la mention concernant l'Autriche, à la page 10, couvre trois sociétés. Dans leur réponse, les CE ont dit en réalité qu'"il y avait 46 sociétés qui soutenaient la plainte avant l'ouverture de l'enquête".

[14] Voir, par exemple, les noms mentionnés dans l'annexe jointe à la deuxième communication écrite des CE. On notera qu'en raison d'une erreur matérielle, les sociétés françaises sont mentionnées deux fois sur cette liste.

[15] Il est évident que l'Inde comprenait ce que signifiait réellement la référence à 46 sociétés puisqu'elle savait qui étaient les huit autres sociétés, renseignement qui ne figure que dans la plainte.

[16] Annexe jointe à la deuxième communication écrite des CE; pièce n° 4 des CE; pièce n° 5 des CE.

[17] Première communication écrite des CE, paragraphe 99; première déclaration orale des CE, paragraphe 41; pièce n° 4 des CE.

[18] Ce chiffre représente la somme des chiffres de production donnés dans la pièce n° 4 des CE.

[19] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 25.

[20] Première communication écrite des CE, paragraphe 99.

[21] Pièce n° 82 de l'Inde.

21. Bien que l'Inde tente de compliquer la question, la réalité est simple. Avant d'ouvrir l'enquête, les autorités communautaires ont déterminé que les niveaux de soutien prescrits dans l'article 5.4 étaient atteints. La liste des producteurs qui ont exprimé ce soutien a été communiquée au Groupe spécial, avec les éléments de preuve indiquant quand ce soutien a été exprimé.[22]

22. Également dans sa communication à titre de réfutation, l'Inde revient sur la question de l'accès au dossier non confidentiel, bien qu'elle refuse d'expliquer la pertinence de cette question dans l'affaire portée devant le Groupe spécial, si ce n'est pour dire qu'il s'agit d'un fait qui "apparaî[t] distinctement".[23]

23. L'Inde maintient[24] qu'il est "démenti par les faits" de dire comme le font les CE qu'il "n'a jamais [été] demandé accès au dossier non confidentiel"[25], mais elle ne dit pas quand une telle demande avait été formulée et ne fournit encore moins un quelconque élément de preuve à cet effet. Pour autant que les CE le sachent, les représentants des exportateurs indiens, qui ont indiqué en octobre 1996 qu'ils souhaitaient consulter le dossier[26], n'ont pas insisté sur cet aspect. Les CE tiennent des dossiers non confidentiels séparés sur l'ouverture de l'enquête, sur le dumping et sur le dommage. Les informations disponibles montrent que les représentants ont vu le dossier non confidentiel concernant le dommage le 13 décembre 1996.[27] Nous n'avons pas de trace de l'origine de l'invitation d'inspecter le dossier concernant à l'ouverture de l'enquête faite le 7 janvier 1997.[28]

24. En ce qui concerne la suppression des en-têtes des télécopies, les CE ont déjà expliqué qu'elles avaient pour pratique de se conformer aux vœux des producteurs en ce qui concerne les renseignements versés au dossier non confidentiel. Des photocopies des originaux complets ont été communiqués maintenant en tant que pièce n° 5 des CE.

25. Les CE ont fourni de très amples renseignements sur cette question et ont plus que satisfait aux obligations prévues à cet égard dans le Mémorandum d'accord. Elles restent prêtes (suivant les termes de l'article 13.1 cité par l'Inde)[29] à "répondre dans les moindres délais de manière complète à toute demande de renseignements présentée par un groupe spécial qui jugerait ces renseignements nécessaires et appropriés". L'observation de l'Inde[30] suivant laquelle l'Organe d'appel a encouragé les groupes spéciaux à tirer des déductions du refus d'une partie de fournir les renseignements qui sont en sa possession n'est pas pertinente en l'espèce, puisque le Groupe spécial n'a pas présenté une telle demande, malgré la requête formulée par l'Inde.[31] L'invitation[32] faite par l'Inde au Groupe spécial de tirer de telles déductions en l'espèce est donc déplacée.

III. DUMPING

26. Dans cette partie de notre déclaration, je traiterai successivement chacune des trois allégations de fond soulevées par l'Inde en relation avec la détermination concernant le dumping, à savoir

1) l'allégation au titre de l'article 2.2 suivant laquelle le montant des bénéfices utilisé dans le calcul des valeurs normales construites est "déraisonnable";

---

[22] Pièces n° 4 et 5 des CE; annexe jointe à la deuxième communication écrite des CE.
[23] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 27.
[24] Paragraphe 27.
[25] Réponses des CE aux questions de l'Inde, question 14.
[26] Mémoire du 25 octobre 1996, point 1.2 (pièce n° 50 de l'Inde).
[27] Registre: inspection des dossiers non confidentiels (pièce n° 83 de l'Inde).
[28] Pièce n° 58 de l'Inde.
[29] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 32.
[30] *Ibid*.
[31] Première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 27.
[32] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 34.

2) l'allégation suivant laquelle l'option énoncée à l'article 2.2.2 ii) a été mal appliquée; et

3) l'allégation au titre de l'article 2.4.2 concernant la "réduction à zéro" dans les comparaisons inter-types.

1. Article 2.2: Caractère raisonnable de la marge bénéficiaire

27. La position des CE vis-à-vis de l'allégation de l'Inde au titre de l'article 2.2 est maintenant bien connue du Groupe spécial. L'article 2.2 n'établit pas un critère du "caractère raisonnable" supplémentaire et différent de celui énoncé à l'article 2.2.2. L'article 2.2 dispose en tant que prescription générale que le montant des bénéfices inclus dans la valeur normale construite doit être "raisonnable". Cette condition, toutefois, a été développée dans l'article 2.2.2, qui prévoit une série de formules spécifiques pour arriver à ce montant raisonnable. Le montant des bénéfices établi conformément à ces formules est présumé être "raisonnable" et, par conséquent, compatible avec la prescription énoncée dans l'article 2.2. Il ne s'agit pas là d'une présomption réfragable.

28. La thèse de l'Inde peut sembler séduisante à première vue. Mais, à y regarder de plus près, il devient évident que l'incertitude introduite par l'interprétation de l'Inde pourrait conduire à des résultats qui soient plus "déraisonnables" qu'avec l'application stricte d'un ensemble de règles bien définies convenues par tous les Membres.

29. L'intention des règles énoncées à l'article 2.2.2 est de limiter le pouvoir discrétionnaire des autorités chargées de l'enquête et, en même temps, de créer un "refuge" pour ces autorités. L'interprétation de l'Inde contrecarrerait ces deux objectifs. Les autorités chargées de l'enquête devraient vérifier les résultats obtenus en appliquant les formules prévues à l'article 2.2.2 par rapport à un large critère du "caractère raisonnable" qui n'est nulle part défini. L'interprétation de l'Inde pourrait aussi desservir les exportateurs, en ménageant aux autorités chargées de l'enquête un large pouvoir discrétionnaire. Elle les autoriserait, par exemple, à ne pas tenir compte de la méthode préférée prévue dans le texte introductif si elles considèrent que le résultat est "déraisonnablement" bas et à passer directement à "toute autre méthode raisonnable".

30. Même à supposer, aux fins de l'argumentation, que la présomption suivant laquelle la méthode prévue à l'alinéa ii) est raisonnable en soi puisse être infirmée, l'Inde n'a pas apporté d'élément de preuve pertinent à cet effet.

31. L'Inde semble considérer qu'il suffit d'affirmer que Bombay Dyeing est "dans une situation différente"[33]ou que "[sa] position est établie sur le marché depuis plus d'une centaine d'années"[34] pour prouver son affirmation catégorique selon laquelle la marge bénéficiaire de Bombay Dyeing est déraisonnable "pour [toute] autre société en Inde ou en dehors de l'Inde".[35] À l'évidence, les CE ne sont pas d'accord.

32. Le Groupe spécial a invité l'Inde à produire des éléments de preuve pour étayer son allégation. L'Inde n'en a produit aucun. À la place, l'Inde s'est référée aveuglément aux arguments non étayés invoqués par les exportateurs dans le cadre de la procédure administrative.[36] Ces arguments, qui concernaient essentiellement les différences alléguées entre les ventes de produits de marque et de produits sans marque, ont été considérés et rejetés dans le Règlement définitif. Les autorités communautaires ont en effet établi que si elles avaient été acceptées, ces allégations auraient

[33] Réponse de l'Inde à la question 2.A du Groupe spécial.
[34] Deuxième communication de l'Inde, paragraphe 38, et première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 33.
[35] Réponse de l'Inde à la question 3.A du Groupe spécial.
[36] Réponse de l'Inde à la question 1.B du Groupe spécial.

desservi les exportateurs indiens concernés, dans la mesure où les bénéfices réalisés par Bombay Dyeing sur les ventes de produits sans marque étaient supérieurs à ceux réalisés sur les ventes de produits de marque[37] L'Inde n'a pas contesté cette constatation de fait en l'espèce.

33. L'Inde répète également l'argument selon lequel le montant des bénéfices était "déraisonnable" parce qu'il était supérieur aux montants utilisés pour les exportateurs pakistanais et égyptiens.[38] Les CE rappellent encore une fois, cependant, que les marges bénéficiaires peuvent varier considérablement d'un marché d'un pays à un autre, en fonction des conditions de concurrence régnant dans chaque marché. Il est d'ailleurs significatif qu'aucune des méthodes prévues à l'article 2.2.2 n'envisage l'utilisation de données se rapportant à un pays d'exportation différent. Les CE rappellent aussi que le montant des bénéfices est lié au montant des frais ACG. En l'occurrence, les montants combinés correspondant aux bénéfices et aux frais ACG utilisés pour les exportateurs pakistanais et égyptiens étaient similaires à ceux utilisés pour les exportateurs indiens. L'Inde ne peut pas choisir sélectivement le chiffre le plus favorable pour chaque montant à partir d'ensembles de données différents.

34. Enfin, les comparaisons faites par l'Inde avec les montants des bénéfices obtenus par les exportateurs concernés pour leurs ventes des produits de la même catégorie[39] (définis par l'Inde comme des "textiles") sur le marché intérieur sont viciées parce qu'elles ne portent pas sur des choses comparables. Les données relatives aux ventes sans bénéfice sont exclues d'un côté, mais pas de l'autre. (D'ailleurs, il est à noter que d'après le tableau figurant au paragraphe 3.134 de la première communication de l'Inde, la marge bénéficiaire "globale" pour les ventes tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation est inférieure à la marge bénéficiaire pour les ventes des produits de la même catégorie sur le marché intérieur, ce qui laisse penser que les exportateurs concernés pratiquent le dumping même suivant le critère de l'Inde.)

2. Article 2.2.2 ii)

i) Hiérarchie des options

35. Les CE notent que l'Inde ne s'est nulle part référée, tant dans sa première déclaration orale que dans sa deuxième communication, à la réfutation par les CE de son argument suivant lequel les options énoncées aux alinéas i) et ii) doivent être essayées dans cet ordre.

ii) Utilisation de données d'une seule entreprise

36. En ce qui concerne l'argument de l'Inde suivant lequel l'article 2.2.2 ii) ne permet pas d'utiliser des données relatives aux bénéfices d'une seule entreprise, l'Inde admet maintenant le fait évident que "de façon générale"[40] des mots écrits au pluriel puissent désigner un singulier également. Dans sa première déclaration orale, l'Inde tente d'étayer son argument en disant que l'article 2.2.2 ii) contient un "triple pluriel"[41] ce qui en justifierait prétendument une exception à la règle générale. Avec une certaine sagesse, dans sa deuxième communication, l'Inde omet entièrement cet argument.

37. À la place, l'Inde insiste sur sa nouvelle allégation suivant laquelle les autorités communautaires auraient dû inclure Standard Industries dans le calcul du montant des bénéfices.[42] L'argumentation de l'Inde présente de manière erronée la position des CE. La Standard Industries n'a

[37] Considérant 18.
[38] Deuxième communication de l'Inde, paragraphe 40.
[39] Première communication de l'Inde, paragraphe 3.134.
[40] Première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 43.
[41] *Ibid*.
[42] Deuxième communication de l'Inde, paragraphe 43.

pas été exclue du calcul de la marge bénéficiaire parce qu'elle n'a pas été considérée comme "pertinente".[43] La Standard Industries a été exclue du calcul parce qu'elle n'avait pas été incluse auparavant dans l'échantillon. La raison, à son tour, pour laquelle Standard Industries n'a pas été incluse dans l'échantillon était que cette société n'exportait que des quantités minimes vers les CE.[44] L'Inde n'a pas contesté la sélection de l'échantillon conformément à la disposition pertinente de l'Accord antidumping. Elle ne peut donc pas alléguer maintenant que l'échantillon n'est pas suffisamment représentatif aux fins de l'article 2.2.2 ii).

38. L'allégation de l'Inde suivant laquelle Standard Industries n'aurait pas du être exclue du calcul de la marge bénéficiaire sans examiner d'abord les données concernant cette société n'a aucun sens.[45] Si l'Inde avait raison, il ne servirait à rien d'avoir un échantillon puisque les autorités chargées de l'enquête devraient de toute façon examiner toutes les données.

39. L'Inde soutient que Standard Industries était plus représentative des sociétés qui vendent sur le marché intérieur que Bombay Dyeing, parce qu'elle était "moins atypique et moins singulière".[46] Cependant, les CE ne voient pas comment une société détenant 80 pour cent du marché peut être plus "atypique et singulière" qu'une société qui n'en détient que 14 pour cent. La seule raison avancée par l'Inde est qu'elle est "sincèrement convaincue"[47] que Standard Industries est plus représentative.

40. Dans sa deuxième communication, l'Inde a donné à entendre que les ventes de Bombay Dyeing n'atteignent pas le seuil de 5 pour cent prévu dans la note de bas de page 2 de l'Accord.[48] Ce seuil, toutefois, vaut pour toutes les ventes du produit similaire sur le marché intérieur. En outre, il est appliqué par société plutôt que par pays. Les ventes du produit similaire sur le marché intérieur réalisées par Bombay Dyeing représentaient 70 pour cent de ses exportations vers les CE et 8,5 pour cent des exportations totales vers les CE des cinq sociétés incluses dans l'échantillon.

41. L'insistance de l'Inde quant au fait que Standard Industries aurait dû être incluse dans le calcul du montant des bénéfices est, de toute manière, injustifiée. La réponse de Standard Industries au questionnaire des autorités communautaires montre que cette société n'avait pas effectué de ventes sur le marché intérieur au cours d'opérations commerciales normales durant la période d'enquête. Les 104 types différents de linge de lit ont été vendus à perte. Ainsi, les données concernant Standard Industries auraient été sans effet sur la marge bénéficiaire. Pour être clair, et en réponse aux observations faites ce matin par l'Inde, les CE n'ont pas exclu Standard Industries parce que celle-ci ne réalisait pas de ventes avec bénéfice sur le marché intérieur, mais parce ce que - comme je viens de le dire - ses ventes à l'exportation étaient modestes. Qui plus est, au moment où elles ont choisi l'échantillon, les autorités communautaires ne pouvaient pas savoir que les ventes de Standard étaient réalisées sans bénéfice, puisque la réponse de la société au questionnaire n'avait pas encore été reçue. Les CE maintiennent tout simplement que la thèse de l'Inde, même si elle était admise, serait sans conséquence puisqu'elle n'affecterait pas le niveau de la marge de dumping.

iii) Opérations commerciales normales

42. Les CE ont montré que la thèse de l'Inde suivant laquelle l'article 2.2.2 ii) ne permet pas d'exclure les ventes n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales conduirait à des résultats manifestement absurdes.[49]

---

[43] *Ibid.*
[44] Voir pièce n° 22 de l'Inde.
[45] *Ibid.*
[46] Réponse de l'Inde à la question 5.A du Groupe spécial.
[47] *Ibid.*
[48] Deuxième communication de l'Inde, paragraphe 44.
[49] Première communication des CE, paragraphes 145 et suivants.

43. L'Inde a tenté de minimiser[50] les exemples illustrant les conséquences perverses de sa thèse qui ont été donnés. Ces tentatives ne sont par elles-mêmes guère convaincantes.[51] Mais surtout, elles ne traitent pas l'argument fondamental en cause, à savoir que selon l'interprétation de l'Inde les valeurs normales pouvaient être fondées sur des données correspondant à des ventes sans bénéfice ou non représentatives, mais seulement si ces données venaient d'autres producteurs ou exportateurs.

44. Au lieu de traiter l'argument des CE, l'Inde répète encore une fois les arguments de nature textuelle peu convaincants déjà avancés dans sa première communication.[52] Or, la vérité est que selon le sens ordinaire de l'article 2.2.2 ii), la prise en compte des ventes n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales n'est ni imposée ni prohibée.

45. Les réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial montrent que l'Inde ne peut pas expliquer pourquoi l'exclusion des ventes ayant lieu au cours d'opérations commerciales normales est "raisonnable" dans le texte introductif, mais pas dans l'article 2.2.2 ii).[53]

46. L'Inde est amenée à faire valoir que le critère du "caractère raisonnable" dans le texte introductif est différent de celui dans les alinéas.[54] Plus précisément, suivant l'Inde, "le critère du caractère raisonnable est peut-être plus facile à satisfaire [...] selon la méthode du texte introductif de l'article 2.2.2 que l'orsqu'on applique l'article 2.2.2 ii)".[55]

47. Les CE ne parviennent pas à comprendre pourquoi un exportateur qui ne réalise pas de ventes sur le marché intérieur au cours d'opérations commerciales normales devrait bénéficier d'un traitement plus "raisonnable" qu'un exportateur qui réalise des ventes sur le marché intérieur au cours d'opérations commerciales normales.[56] L'Inde n'a pas donné, et elle ne peut d'ailleurs pas le faire, de justification rationnelle de cette différence de traitement.

3. Article 2.4.2: Réduction à zéro

48. En réponse à une question du Groupe spécial, l'Inde a reconnu que l'article 2.4.2 ne dit pas comment les résultats des comparaisons de transaction à transaction devraient être "additionnés" afin d'arriver à une marge de dumping unique.[57] En outre, l'Inde reconnaît que "la question de savoir si la réduction à zéro serait autorisée dans la méthode fondée sur la comparaison de transaction à transaction reste ouverte".[58]

49. Les réponses de l'Inde amènent forcément à poser la question suivante: pourquoi l'article 2.4.2 devrait-il donc faire référence à l'"addition" dans le cas de la méthode de comparaison de moyenne à moyenne? Et pourquoi la "réduction à zéro" devrait-elle être autorisée dans la méthode fondée sur la comparaison de transaction à transaction, mais pas dans la méthode fondée sur la comparaison de moyenne à moyenne? Le Japon lui-même reconnaît que les deux méthodes devraient être interprétées uniformément en ce qui concerne la "réduction à zéro".[59]

---

[50] Première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 47 et suivants.

[51] L'objet de l'exemple donné au paragraphe 145 est de montrer que, selon l'interprétation de l'Inde, les données venant d'entreprises dont le bénéfice est nul ou négatif seraient prises en compte dans le calcul de la valeur normale pour les autres entreprises.

[52] Deuxième communication de l'Inde, paragraphes 45-48.

[53] Réponses de l'Inde aux questions 1, 2, 3.C et 4 du Groupe spécial.

[54] Réponse de l'Inde à la question 2.B du Groupe spécial.

[55] Réponse de l'Inde à la question 3.C du Groupe spécial.

[56] Réponse de l'Inde à la question 2.A du Groupe spécial.

[57] Réponse de l'Inde à la question 35.A du Groupe spécial.

[58] Réponse de l'Inde à la question 6 du Groupe spécial.

[59] Réponse du Japon à la question 1 du Groupe spécial, point III.

50. L'Inde ne tente même pas de donner une explication rationnelle de ces différences. À la place, elle s'en tient à une analyse purement textuelle du libellé de l'article 2.4.2. Spécifiquement, suivant l'Inde, "[d]ans la méthode fondée sur la comparaison de moyenne pondérée à moyenne pondérée, il est clairement dit que l'on doit utiliser la moyenne pondérée de toutes les transactions à l'exportation comparables, tandis que dans la méthode fondée sur la comparaison de transaction à transaction, le texte n'est pas aussi impératif".[60]

51. Mais encore une fois, l'Inde ne tient pas compte de ce que l'article 2.4.2 fait référence non pas à une moyenne pondérée de *toutes* les transactions, mais plutôt à une moyenne pondérée de *toutes* les transactions *comparables*. Il lui reste encore à expliquer la présence du terme "comparables" dans l'article 2.4.2. En vérité, le Japon lui-même admet que le libellé de l'article 2.4.2 ne démontre pas que la "réduction à zéro" est prohibée.[61]

52. Étant donné que son seul argument d'ordre textuel est vicié, on comprend mieux que l'Inde préfère invoquer ce qu'elle appelle l'"esprit"[62] de l'article 2.4.2. Selon l'Inde, l'article 2.4.2 "a été inclus dans l'Accord antidumping au cours du Cycle d'Uruguay pour répondre aux préoccupations spécifiques des victimes (*sic*) des mesures antidumping, afin d'éviter que les exportateurs soient placés dans des situations inéquitables par suite de l'utilisation de techniques de calcul biaisées, et de pouvoir effectuer des comparaisons vraiment équitables conformément à l'article 2.4".[63] Mais l'Inde ne cite ni élément de preuve ni justification qui étaye cette affirmation.

53. Comme l'Inde, le Japon met aussi l'accent sur la genèse de l'article 2.4.2.[64] Mais comme l'Inde, le Japon ne fournit pas d'élément étayant la relation qu'il donne de cette genèse. À la place, le Japon se fonde sur une remarque fortuite contenue dans le rapport sur l'affaire *Bandes audio en cassettes*, où il est dit que la question de la réduction à zéro "ne se poserait pas" dans les cas où des comparaisons de moyenne à moyenne sont utilisées.[65] Cette remarque, toutefois, s'applique à la question de la réduction à zéro dans le cadre de chaque moyenne. Elle ne vaut pas dans le cas de multiples moyennes. De toute manière, cette remarque ne peut pas avoir d'incidence sur l'interprétation à donner à l'article 2.4.2. Contrairement à ce qui est donné à entendre par le Japon[66], les négociateurs ne pouvaient pas en avoir tenu compte puisque le Cycle d'Uruguay a été conclu une année avant la publication du rapport.

54. La relation que font l'Inde et le Japon de la genèse de l'article 2.4.2 est incomplète et partiale. Chacun sait que l'article 2.4.2 a été introduit pour répondre aux préoccupations exprimées par certains Membres, dont le Japon, qui avaient contesté la méthode de comparaison de valeur moyenne à valeur transactionnelle. Cela ne signifie pas, cependant, que les négociateurs souscrivaient à toutes les exigences formulées par ces Membres. Le libellé de l'article 2.4.2 est le fruit d'un compromis soigneusement équilibré. Le terme "comparables" était un élément crucial de ce compromis. Les CE rappellent d'ailleurs, et le fait est significatif, que la seule différence entre le texte de l'article 2.4.2 du projet Dunkel et la version finale de l'article 2.4.2 est l'insertion du mot "comparables".

55. Sachant que ni la lettre ni l'"esprit" de l'article 2.4.2 n'étayent son interprétation, l'Inde tente encore une démonstration mathématique. Au paragraphe 55 de sa deuxième communication, l'Inde reprend l'exemple chiffré qui était joint en annexe à sa première déclaration orale. Cet exemple prétend montrer que la méthode des CE est "illogique".[67] En réalité, il montre seulement que

---

[60] Réponse de l'Inde à la question 6 du Groupe spécial.
[61] Réponse du Japon à la question 1 du Groupe spécial, point I.
[62] Deuxième communication de l'Inde, paragraphe 58.
[63] *Ibid.*
[64] Réponse du Japon à la question 1 du Groupe spécial.
[65] Rapport du Groupe spécial CE – Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon, ADP/136, rapport non adopté, paragraphe 349.
[66] Réponse du Japon à la question 1 du Groupe spécial, point II.
[67] Première communication de l'Inde, paragraphe 55.

différentes méthodes peuvent conduire à différents résultats. Une méthode n'est pas "illogique" simplement parce qu'elle donne un résultat qui est moins favorable pour les exportateurs qu'une autre méthode préconisée par ces derniers.

56. De plus, comme les CE l'ont déjà relevé, l'exemple donné par l'Inde est une représentation erronée de la méthode appliquée par les CE en l'espèce. Contrairement à ce qui est dit à tort dans l'exemple donné par l'Inde, les CE n'ont pas comparé la valeur normale moyenne pondérée au "prix à l'exportation transaction par transaction". Les CE ont comparé la valeur normale moyenne pondérée à la moyenne pondérée des prix de toutes les ventes à l'exportation du même type. Dans l'exemple qu'elle donne, l'Inde tente d'obscurcir la différence entre ces deux méthodes en présentant au Groupe spécial un cas de figure dans lequel il n'y a qu'une transaction pour chaque modèle.

57. Les arguments tirés par l'Inde de cet exemple, de même que les arguments qu'elle tire de l'exemple "réel" de Prakash[68], reposent sur un raisonnement purement circulaire. Ainsi, l'Inde se plaint par exemple, que la méthode des CE a pour conséquence que "[d]es entreprises sont convaincues de dumping alors que si l'on établissait correctement la moyenne pondérée de leurs transactions à l'exportation, on s'apercevrait qu'en fait elles ne pratiquent pas le dumping".[69] Cet argument suppose précisément ce qu'il entend démontrer, à savoir que la méthode de l'Inde est la méthode correcte pour calculer le montant du dumping. Si elles suivaient le même raisonnement, les CE pourraient se plaindre que la méthode de l'Inde conduit au résultat "illogique" et "inéquitable" qu'il ne peut pas être constaté de dumping, alors que si la méthode correcte est utilisée Parakash pratique en fait le dumping.

58. La vérité est qu'il n'y a rien d'intrinsèquement "illogique" ou "inéquitable" dans la réduction à zéro, comme cela a été confirmé dans le rapport de groupe spécial dans l'affaire *Bandes audio en cassettes*.[70] Bien que l'Inde ait cité ce rapport dans sa première communication[71], elle cherche maintenant à nier son caractère d'autorité. Pour cela, l'Inde "rappelle" que l'article 2.4.2 "a été incorporé dans l'Accord antidumping précisément pour annuler les conclusions du rapport du Groupe spécial du GATT sur les bandes audio en cassettes concernant la réduction à zéro et qu'elle considère par conséquent que la référence faite par les CE audit rapport sur ce sujet n'est absolument pas convaincante".[72] Le rapport *Bandes audio en cassettes* a été publié un an après la conclusion du Cycle d'Uruguay. On voit donc mal comment ses conclusions auraient pu être "annulées" par les négociateurs de l'Accord antidumping.

59. Dans sa deuxième communication, l'Inde se réfère à la deuxième phrase de l'article 2.4.2 pour éclairer le sens de la première. En principe cette approche est valable puisque les deux phrases se procurent mutuellement un contexte. Toutefois, il n'y a pas de leçon évidente à tirer de cet exercice. Il est dit dans cette deuxième phrase que d'après leur configuration les prix à l'exportation peuvent différer notablement entre acheteurs, régions et périodes, soit trois catégories de différences. À première vue, il pourrait sembler y avoir un chevauchement avec les trois catégories de différences qui empêchent la comparaison, à savoir caractéristiques physiques, moment et niveaux commerciaux.[73] Toutefois, même en ce qui concerne le moment, les concepts ne sont pas les mêmes. Ainsi, les CE considèreraient que les différences dans le moment des ventes empêchaient la comparaison si les circonstances externes affectant les ventes avaient changé notablement durant la période d'enquête. Dans le cadre de la deuxième phrase, en revanche, les différences entre périodes

[68] Deuxième communication de l'Inde, paragraphe 57.
[69] *Ibid*.
[70] Rapport du Groupe spécial CE – Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon, ADP/136, rapport non adopté, paragraphes 347-359.
[71] Première communication de l'Inde, paragraphes 170-171.
[72] Deuxième communication de l'Inde, paragraphe 59.
[73] Réponses des CE aux questions du Groupe spécial, question 35.

dépendent du vendeur plutôt que d'un quelconque facteur externe. De même, les différences dans les niveaux commerciaux (tels que ventes directes aux détaillants et ventes aux grossistes) qui rendent les ventes non comparables peuvent être reconnues objectivement. L'élément pris en compte dans la deuxième phrase, à savoir que des prix différents sont offerts à des acheteurs différents, dépend exclusivement de l'exportateur.

60. L'Inde reproche[74] aux CE de faire un amalgame entre les prescriptions énoncées dans la première et dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2. Toutefois, comme déjà expliqué, les distinctions faites en application des deux dispositions ne sont pas les mêmes, non plus que les effets résultant de l'application de la méthode des CE. Conformément à la première phrase, il n'y a jamais de réduction à zéro entre des transactions qui peuvent être comparées (compte tenu des différences dans les caractéristiques physiques, le moment ou les niveaux commerciaux). En revanche, quand l'utilisation de la deuxième phrase est justifiée, toutes les ventes réalisées avec des marges négatives peuvent être considérées comme des ventes réalisées avec une marge zéro. La marge de dumping qui en résulte sera presque inévitablement plus élevée.

61. Pour conclure, je souhaiterais me référer à un argument soulevé par le Japon en réponse à une question du Groupe spécial. Le Japon a appelé l'attention du Groupe spécial sur le risque allégué que l'article 2.4.2 puisse être invoqué de manière abusive pour créer des subdivisions artificielles.[75] Mais le Japon ne tient pas compte du fait que le pouvoir discrétionnaire des autorités chargées de l'enquête pour calculer les moyennes multiples est limité par le terme "comparables". Si deux transactions à l'exportation sont "comparables", elles doivent être incluses dans la même moyenne. À aucun moment l'Inde n'a fait valoir que les différents types de produits pour lesquels les autorités chargées de l'enquête ont calculé des moyennes séparées étaient "comparables" et auraient du être inclus dans la même moyenne.

IV. DOMMAGE

1. Entreprises incluses dans l'échantillon

62. Dans sa communication à titre de réfutation[76], l'Inde fait état de ses préoccupations concernant le mode d'établissement de l'échantillon des CE et de l'industrie communautaire. Elle ne fait mention d'aucune disposition de l'Accord que les CE auraient violée à cet égard, ni de la relation entre ces préoccupations et l'une quelconque des allégations portées devant le Groupe spécial. Les CE contestent donc formellement leur pertinence dans la présente procédure.

63. Il semblerait qu'au stade de la réfutation dans la procédure de groupe spécial, l'Inde cherche encore des éléments de preuve qui puissent lui permettre de formuler une allégation contre les CE. Sauf si le Groupe spécial souhaite que d'autres éléments de preuve soient fournis, les CE ne voient pas l'intérêt de consacrer davantage de temps à cette question. Elles considèrent que leur position est renforcée par le fait que durant la période d'enquête la production des deux sociétés mentionnées par l'Inde comme étant à l'origine de ses préoccupations a représenté 354 tonnes, c'est-à-dire moins de 2 pour cent de la production totale des entreprises incluses dans l'échantillon.

2. Examen des importations faisant l'objet d'un dumping

64. Dans sa communication à titre de réfutation[77], l'Inde revient sur son allégation suivant laquelle en incluant des transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping dans le champ d'application de

[74] Deuxième communication de l'Inde, paragraphe 52.
[75] Réponse du Japon à la question 1 du Groupe spécial.
[76] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphes 61 et suivants.
[77] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphes 64 et suivants.

l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping", les CE ont pris dans l'affaire du linge de lit une décision qui viole l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

65. Les CE tiennent d'abord à souligner le cynisme de cette allégation face à des éléments de preuve que l'Inde n'a pas pu nier et encore moins réfuter[78] et qui montrent qu'elle adopte exactement la même pratique dans ses propres décisions en matière antidumping.

66. En ce qui concerne le fond de l'allégation, les CE ont montrée que les arguments de l'Inde ne résistent pas à un examen approfondi. Premièrement, ils ne reconnaissent pas le fait que les enquêtes en matière de dumping concernent des pays conformément aux règles de l'OMC.[79] Deuxièmement, ils ne tiennent pas compte des modalités précises suivant lesquelles l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" est employée à l'article 3 de l'Accord antidumping.

67. Les CE souhaiteraient souligner qu'indépendamment du point de savoir si le prix ou le volume des "importations faisant l'objet d'un dumping" sont en cause, l'inclusion dans le calcul de transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping ne porte pas préjudice aux exportateurs. En ce qui concerne le prix, la conséquence presque inévitable sera de réduire la sous-cotation de prix apparente et, partant, de rendre moins probable une constatation de l'existence d'un dumping dommageable. En ce qui concerne le volume, la position des exportateurs pourrait être affectée de manière défavorable seulement s'ils avaient pratiqué le dumping sur des volumes *plus importants* au cours des années précédentes, et ils restent libres de présenter des éléments de preuve à cet effet et, ainsi, de faire valoir que le dommage était dû à une autre cause.

3. Examen de tous les facteurs

68. Les CE ont répondu plusieurs fois à l'accusation selon laquelle dans l'enquête visant le linge de lit les autorités n'avaient pas pris en considération tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 Certaines questions soulevées à ce propos à la lumière de la communication présentée à titre de réfutation par l'Inde sont traitées ci-après.

69. L'une des caractéristiques essentielles de l'affaire du linge de lit tenait à la nature particulière du dommage qui, selon les constatations des enquêteurs des CE, était causé à la branche de production nationale. En résumé, la question du dommage était centrée sur deux facteurs, les bénéfices et les prix, notamment du fait de la concentration intervenue parmi les producteurs.

70. Dans sa communication à titre de réfutation, l'Inde cite[80] un certain nombre d'arguments des CE, dans ce contexte, pour tenter de montrer que les autorités communautaires ont examiné seulement ces deux facteurs et ont ignoré tous les autres facteurs énumérés à l'article 3.4. Cela est tout à fait inexact.

71. En particulier, l'Inde cite[81] la déclaration des CE selon laquelle aucun facteur négatif plausible autre que les deux facteurs mentionnés n'a été suggéré aux autorités chargées de l'enquête ou n'a été autrement porté à leur attention. Elle déforme ensuite cette déclaration, en allant même jusqu'à en changer les termes[82], afin de conclure que les CE étaient fautives puisque l'article 3.4 lui-même suggère d'autres facteurs. La position des CE était évidente et elle reflète les conclusions du

[78] Réponses de l'Inde aux questions des CE, introduction.
[79] Première communication écrite des CE, paragraphes 215 et suivants.
[80] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 68.
[81] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 71.
[82] Ainsi il est donné à entendre, à tort, que suivant la déclaration des CE: "*aucun autre facteur [que les bénéfices et les prix] n'a retenu leur attention.*" (*ibid*.) Le mot "négatif" a été omis.

Règlement provisoire et du Règlement définitif.[83] Elle consistait à dire que les éléments de preuve de l'existence d'un dommage soumis à leurs autorités, ou autrement portés à leur attention, étaient centrés sur les deux facteurs en question.

72. La présentation que fait l'Inde de l'argumentation des CE dans sa communication à titre de réfutation est tellement déformée qu'il est plus facile de la traiter en reprenant simplement les arguments des CE.

73. Premièrement, les autorités communautaires ont cherché en l'espèce à effecteur une enquête exhaustive concernant le dommage. Cela ressort à l'évidence des questionnaires qu'elles ont envoyés aux producteurs nationaux.[84] Outre les questions spécifiques posées sur des points tels que les ventes, les prix, la production, les coûts, le chiffre d'affaires et l'emploi, les autorités ont demandé en général aux entreprises de "décrire les effets des importations considérées sur votre propre production des types de linge de lit visés par l'enquête, par exemple du point de vue de la part de marché, des ventes, des prix, de la production, de l'utilisation des capacités, des stocks, de l'emploi, de la rentabilité, de la capacité d'investissement, etc."

74. Autre indication de cette activité, la lettre produite par l'Inde (en tant que pièce n° 82 de l'Inde) montre que les autorités communautaires ont entrepris (dans les premiers mois de l'enquête) de rassembler des renseignements sur une large diversité de facteurs. La lettre a été envoyée à Eurocoton. Les points couverts étaient la production, les ventes (en volume et en valeur), l'emploi, la capacité de production et les stocks. Il est révélateur que la réponse d'Eurocoton à cette lettre (dont les CE présentent la version non confidentielle en tant que pièce n° 8 des CE) fasse déjà état des problèmes particuliers que posait la détermination du dommage causé à cette branche de production (Eurocoton mentionne la fermeture d'entreprises et la restructuration).

75. Comme les CE l'ont déjà fait observer dans leur première communication écrite[85], en ce qui concerne plusieurs des facteurs énumérés à l'article 3.4 des renseignements n'ont pas eu besoin d'être expressément demandés puisqu'ils étaient implicites dans d'autres données obtenues par les autorités communautaires. Par exemple, la rentabilité peut être calculée à partir des prix et des coûts.

76. L'Inde prétend[86] que, selon l'interprétation qu'elle fait de la communication des CE, celles-ci imposaient aux exportateurs la charge de suggérer les facteurs relatifs au dommage qui sont pertinents. Bien entendu, telle n'était pas l'intention des CE. En revanche, les autorités communautaires étaient prêtes à recevoir des éléments de preuve concernant tous les aspects du dommage. L'examen du dommage présenté dans le Règlement provisoire donnait aux exportateurs une base concrète à partir de laquelle ils pourraient soumettre ces éléments de preuve, de même que les deux déclarations de notification pour information des parties faites par les CE durant le cours de l'enquête.

77. Par exemple, dans le Règlement provisoire les CE ont achevé leur examen de la situation de la branche de production nationale en concluant, entre autres, que "les chiffres des ventes, de l'emploi et des bénéfices des sociétés qui ont disparu depuis ne sont pas inclus dans les données globales concernant l'industrie communautaire, ce qui améliore les tendances apparentes enregistrées pour celles qui ont survécu."[87] Le tableau de la branche de production qui était au cœur des conclusions des CE dans le Règlement définitif était déjà clairement manifesté dans le Règlement provisoire.

---

[83] Quand elles mentionnent ainsi le Règlement provisoire et le Règlement définitif, en réalité les CE se réfèrent seulement aux parties du Règlement provisoire qui ont été adoptées par référence dans le Règlement définitif. Voir la première communication écrite des CE, note 9.

[84] Pièce n° 2 des CE. Les réponses non confidentielles figurent dans la pièce n° 53 de l'Inde.

[85] Première communication écrite des CE, paragraphe 251.

[86] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 73.

[87] Règlement provisoire, considérant 92.

78. Les CE ont fait valoir que pour un certain nombre de raisons, les facteurs énumérés à l'article 3.4 ne sont pas conçus comme une liste récapitulative impérative.

79. Cette thèse est renforcée par les premiers mots du texte du paragraphe, qui précisent que celui-ci concerne l'"incidence" des importations faisant l'objet d'un dumping. Les observations de l'Inde sont centrées sur les facteurs énumérés comme s'ils avaient une existence indépendante. En réalité, la signification de tout le paragraphe, y compris la liste, est déterminée par sa clause liminaire.

80. La deuxième clause du paragraphe fait référence à "une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche". Il en découle qu'il peut y avoir des facteurs "qui influent sur la situation de [la] branche" qui soient néanmoins non "pertinents". Le critère essentiel en matière de pertinence qui ressort du paragraphe est celui énoncé dans la première clause - l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping.

81. Cette interprétation de l'article 3.4 est renforcée par une caractéristique particulière des facteurs énumérés dans la suite du paragraphe. Comme les CE l'ont déjà noté[88], cette liste vise non pas les "facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche", mais les aspects négatifs de ces facteurs.

82. En plus de ces arguments, les CE font observer que selon l'interprétation de l'Inde, la compatibilité par rapport à l'OMC des enquêtes antidumping au niveau national, impliquant éventuellement une enquête sur des dizaines d'entreprises et des milliers d'heures-homme de travail, serait mise en question dès lors que même les plus mineurs des facteurs énumérés à l'article 3.4 n'étaient pas expressément pris en considération.

83. Dans ce contexte, l'Inde a cité[89] l'explication de la notion de pertinence donnée par les CE au Groupe spécial d'une manière qui déforme les vues réelles des CE. Comme dit plus haut, les CE considèrent que le mot "pertinents" dans la formule "tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche" limite la nature de ces facteurs et indices en fonction de la notion d'"incidence" mentionnée dans la première clause.

84. Toutefois, les CE pensent qu'en général un examen correct de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping exigera une évaluation globale, sous une forme ou une autre, de la nature et de la situation de la branche de production nationale, afin de disposer d'un cadre pour l'étude spécifique de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping. La forme de cette évaluation globale dépendra des circonstances de l'espèce. L'évaluation portera sur des éléments qui pourraient être considérés comme les "facteurs" qui sont "pertinents" pour la branche de production en question, si ce n'est que ces termes sont utilisés dans l'article 3.4 d'une manière spécifique. Dans le cadre de l'enquête visant le linge de lit, les règlements communautaires font apparaître qu'il y a eu justement une évaluation globale de cet ordre, qui met en lumière, en particulier, la situation spéciale de la branche de production nationale suite à la contraction du nombre des producteurs.

85. L'Inde cite encore une fois un passage du rapport du Groupe spécial *Brésil - Droits compensateurs sur le lait* pour étayer son argumentation.[90] Or, loin d'étayer l'interprétation de l'Inde

---

[88] Première communication écrite des CE, paragraphes 256 et suivants; réponses des CE aux questions du Groupe spécial, question 25.

[89] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 75.

[90] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 78; première communication écrite de l'Inde, paragraphe 4.63.

Le Groupe spécial a noté que la liste d'éléments figurant à l'article 6:3 avait un caractère indicatif et que la dernière phrase montrait clairement que cette disposition ne préjugeait en rien l'importance accordée à tout élément particulier qui était mentionné. Dans le même temps, l'article 6:3 exigeait clairement des autorités chargées de l'enquête qu'elles effectuent dans chaque cas une analyse complète de "tous les éléments et indices

ce groupe spécial a estimé que dans cette affaire la liste de facteurs (figurant maintenant à l'article 3.4) avait "un caractère indicatif".[91]

86. L'Inde cite également encore une fois[92] le rapport du Groupe spécial *Corée - Polyacétals*. Toutefois, le passage cité fait référence à l'obligation des parties, au titre de l'article 3:1 du Code antidumping de 1979 et maintenant au titre de l'article 3.1 de l'Accord antidumping, d'effectuer un "examen objectif" du volume, etc., aspect que l'Inde n'a pas invoqué dans le présent différend.[93] Le point de savoir si, comme le soutient l'Inde, l'article 3.4 impose "une évaluation impartiale et objective des faits" en même temps que l'examen prescrit par l'article 3.1 est, aux fins du présent différend, de nature théorique. L'Inde n'indique en aucune manière en quoi l'examen concernant le dommage effectué par les CE est biaisé ou non objectif, sinon que d'après elle les CE n'auraient pas examiné correctement les facteurs énumérés dans l'article 3.4.[94]

87. L'Inde accuse[95] les CE d'utiliser le tableau présenté dans leur première communication[96] pour fournir *ex-post facto* des rationalisations des conclusions de leurs autorités dans l'enquête visant le linge de lit. Ce faisant, elle confond l'introduction de nouveaux éléments de preuve pour justifier les décisions instituant des mesures antidumping, ce que les CE n'ont pas tenté, et les explications de la compatibilité par rapport à l'OMC de ces décisions, telles qu'elles sont exposées dans le Règlement provisoire et le Règlement définitif. Les CE ont déjà eu[97] l'occasion de faire cette distinction.

88. Dans les arguments présentés dans leurs diverses déclarations au Groupe spécial, les CE estiment donc avoir montré comment l'analyse de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping qui est reflétée dans les règlements satisfait aux prescriptions de l'article 3.4 Cela a impliqué pour les CE de démontrer, par exemple, comment le terme "pertinents" s'applique aux divers facteurs énumérés dans cette disposition. Ainsi, lorsqu'elles classent certains facteurs dans la catégorie "Pas un facteur indépendant notable" dans leur tableau, les CE cherchent simplement à exprimer la conclusion qui est implicite dans leurs Règlements.

4. Article 3.4 – Éléments de preuve correspondant à différents niveaux de producteurs

89. Les CE voudraient d'abord régler la question de savoir si Luxorette faisait partie de la "branche de production nationale" (dite "industrie communautaire" dans les règlements des CE). L'Inde reprend, dans sa communication à titre de réfutation, exactement l'argument avancé dans sa

---

économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche [de production]". Le Groupe spécial a été d'avis que le fait de prendre en considération uniquement la stagnation de la production nationale pour analyser l'incidence des importations sur la branche de production nationale était incompatible avec le caractère complet que devait avoir l'examen requis au titre de l'article 6:3.

[91] L'Inde cite aussi (paragraphe 7) les arguments des CE devant ce groupe spécial afin de faire apparaître l'incohérence de la position des Communautés. Le point de savoir si cette incohérence existe est bien entendu non pertinent par rapport à l'issue d'un différend dont le Groupe spécial décidera sur la base de la valeur probante des arguments, plutôt que sur leur origine. Les parties sont de toutes manières libres de présenter des arguments autres, et par conséquent non pertinents, même dans le cadre d'un différend particulier.

[92] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 79; première communication écrite de l'Inde, paragraphe 4.64.

[93] Sinon en relation avec le sens de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping", comme examiné plus haut.

[94] Les CE ont traité cette question dans leur première communication écrite, paragraphes 319 et suivants. L'Inde cite également encore une fois (paragraphe 80) le rapport du Groupe spécial chargé de l'affaire *SHTF*. Les CE ont fait observer que quoi que les parties aient dit, le rapport ne fournissait guère de base de jugement permettant d'arriver à la conclusion qui en était tirée, hormis les précédents concernant les mesures de sauvegarde.

[95] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 82.

[96] Première communication écrite des CE, paragraphe 255.

[97] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 107 et suivants.

déclaration orale au Groupe spécial.[98] Pour plus de commodité, les CE citent ici une partie de leur réponse à la question[99] du Groupe spécial sur ce point.

> Luxorette ne faisait pas partie de l'industrie communautaire et ne faisait pas partie de l'échantillon définitif. En réalité, Luxorette devait en principe être incluse dans l'échantillon et, comme indiqué au considérant 8 du Règlement provisoire, il a été effectué une visite de vérifications sur place dans les locaux de la société. Toutefois, comme indiqué au considérant 54 du Règlement provisoire, la société a été éliminée de la définition de l'industrie communautaire et, partant, de l'échantillon.

90. Dans sa communication à titre de réfutation[100], l'Inde répète son allégation suivant laquelle les CE ont retenu la contraction intervenue parmi les producteurs communautaires avant la période d'enquête comme preuve du dommage. Les CE ont réfuté cette allégation dans leur première communication écrite.[101]

91. En ce qui concerne l'utilisation de données correspondant à différents niveaux de producteurs, l'Inde tente de justifier son argumentation en déformant celle des CE. Contrairement aux affirmations de l'Inde[102], les CE ne font pas valoir que des renseignements ne se rapportant pas à l'échantillon sont pertinents seulement s'ils font apparaître un dommage. Les CE ont juste expliqué leur conception de la notion de pertinence.[103]

92. L'Inde semble faire un amalgame[104] entre la définition de la branche de production nationale (pour laquelle l'article 4.1 laisse aux Membres un pouvoir discrétionnaire et en relation avec laquelle l'Inde n'a pas formulé d'allégation contre les CE) et l'utilisation d'éléments de preuve correspondant à différents niveaux de producteurs afin de déterminer si un dommage est causé à la branche de production en question.

93. Dans leur déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial[105], les CE ont développé leur autre argument suivant lequel "les mesures prises par les autorités communautaires dans l'enquête concernant le linge de lit peuvent également être justifiées par le fait qu'un Membre peut utiliser les deux définitions de la branche de production nationale au cours d'une seule enquête". Plutôt que d'essayer de réfuter cet argument, l'Inde préfère aggraver la confusion en ne reconnaissant pas que cela peut être un autre argument. En conséquence, quant à ses mérites l'argument reste sans réponse.

94. Pour renforcer son argumentation, l'Inde déforme les affirmations des CE et présente de manière trompeuse la constatation de l'existence d'un dommage figurant dans les règlements des CE. Ces règlements (en particulier les considérants 81 et suivants du Règlement provisoire) présentaient un tableau complet de la situation de la branche de production nationale (dite "industrie communautaire"). En plus des données concernant les producteurs inclus dans l'échantillon de l'"industrie communautaire", cette présentation prenait aussi en compte des données pour l'ensemble de l'"industrie communautaire", ainsi que pour tous les producteurs communautaires. Elle était

---

[98] Première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 75; communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 86.
[99] Réponses des CE aux questions du Groupe spécial, question 22.
[100] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 89.
[101] Première communication écrite des CE, paragraphes 348 et suivants.
[102] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphes 91 et 92.
[103] Voir plus haut, le paragraphe 80.
[104] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 92.
[105] Paragraphes 134 et suivants.

toutefois axée (comme l'indiquait le titre de la section pertinente) sur la "situation de l'industrie communautaire".[106]

95. L'Inde allègue[107] que les règlements choisissent sélectivement les niveaux qui permettent de trouver les éléments de preuve étayant la conclusion de l'existence d'un dommage. Toutefois, cette conclusion reposait sur des constatations de l'existence d'un dommage du point de vue de deux facteurs spécifiques, les prix et les bénéfices, qui ont été évalués au niveau de la branche de production nationale conformément à la définition établie dans le cadre de la procédure.

96. L'Inde donne à entendre que les règlements ignoraient la hausse de prix, parmi les producteurs inclus dans l'échantillon, de 3,2 pour cent intervenue entre 1992 et 1995/96. Une lecture de la section pertinente du Règlement provisoire[108] montre que cela est tout à fait infondé. Il y est en effet expliqué que, compte tenu de l'inflation, en réalité les prix ont baissé.

97. En ce qui concerne le second facteur, les bénéfices, l'Inde ne donne pas à entendre que les CE ont cité des données sélectivement. Le seul autre exemple qu'elle avance à cet égard est celui de la part de marché, facteur d'après lequel la branche de production était apparemment en bonne santé. Toutefois, les règlements expliquent comment la constatation de l'existence d'un dommage pouvait être compatible avec ces données.

98. En conclusion, on peut dire que bien que l'Inde accuse les CE de ne pas considérer les facteurs positifs, c'est l'inverse qui est vrai. C'est la présentation que fait l'Inde des décisions des CE qui est trompeuse, car elle consiste à avancer simplement un ensemble de chiffres sans expliquer le contexte donné dans les règlements.

5. Article 6: Échantillonnage

99. L'Inde a encore une fois invoqué l'article 6 de l'Accord antidumping[109], en dépit de la décision rendue par le Groupe spécial à ce sujet. Les CE réaffirment leurs objections à la prise en compte d'allégations au titre de cet article.[110]

100. Les CE ont fait des observations sur le sujet dans leur communication à titre de réfutation.[111] L'article 6.10 et 6.11 réglemente la détermination des marges de dumping pour les exportateurs et les producteurs. Il ne s'applique pas à la sélection de l'échantillon de producteurs nationaux par rapport à la branche de production nationale.

101. Contrairement à ce que suppose l'Inde[112], l'échantillon de producteurs nationaux retenu dans le cadre de l'enquête concernant le linge de lit n'a jamais été conçu comme un échantillon statistique. Il correspondait "au plus grand volume de production … sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter compte tenu du temps disponible". Ainsi, même si les principes énoncés dans l'article 6 étaient applicables, la notion de validité statistique serait inapplicable.

---

[106] L'argument a été avancé par les CE dans leur première communication écrite, paragraphe 329; première déclaration orale, paragraphe 138; communication présentée à titre de réfutation, paragraphe 71.
[107] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 93.
[108] Considérants 86 à 88.
[109] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 95.
[110] Première communication écrite, paragraphe 11.
[111] Paragraphe 56.
[112] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 96.

6. Importations effectuées avant la période d'enquête

102. Dans sa communication à titre de réfutation, l'Inde formule plusieurs accusations en relation avec l'attitude des CE vis-à-vis du dumping allégué antérieur à la période d'enquête concernant le dumping.

103. Dans ce contexte, la question que doit décider le Groupe spécial consiste à savoir si l'Inde a établi que les CE, dans leur Règlement provisoire et leur Règlement définitif, ont manqué à leur obligation de déterminer correctement les questions du dommage et du lien de causalité. L'Inde allègue, en particulier, que les CE ont violé l'article 3.4 parce que leur détermination dépendait de suppositions suivant lesquelles les importations effectuées avant la période d'enquête concernant le dumping faisaient elles aussi l'objet d'un dumping.

104. Comme les CE l'ont déjà souligné, l'analyse contenue dans les règlements révèle que la branche de production nationale avait subi une contraction considérable au cours des années précédant la période d'enquête concernant le dumping. Il est expliqué également comment un dommage était causé actuellement à la branche de production même si du fait de cette contraction celle-ci semblait en bonne santé d'après un certain nombre d'indicateurs. Il y a donc une distinction claire entre les raisons de cette contraction et les raisons du dommage actuellement causé à la branche de production. Ce sont ces dernières qui sont pertinentes par rapport à la constatation de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité dans le présent différend. Dans ce contexte, la cause de la contraction n'est pas pertinente. L'important est qu'elle a bien eu lieu, fait que l'Inde ne conteste pas. En conséquence, la supposition des CE suivant laquelle la contraction était due aux importations faisant l'objet d'un dumping n'était pas pertinente par rapport à la constatation de l'existence d'un dommage durant la période d'enquête concernant le dumping. Je tiens à répéter que les CE n'ont pas fondé leurs mesures sur une constatation de l'existence d'un dommage sous la forme d'une contraction de la branche de production.

105. Les CE ont déjà traité[113] la question du sens de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" telle qu'elle figure à l'article 3 et elles ont montré que suivant l'interprétation acceptée de cette expression, qui était reflétée dans la pratique des Membres (y compris celle de l'Inde), s'agissant du volume il est procédé à des comparaisons sur la base de l'ensemble des importations du produit en question.

7. Article 3.5 - Dommage causé par autre chose que le dumping

106. L'allégation de l'Inde[114] en relation avec l'article 3.5 dépend entièrement de ses arguments concernant le sens de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping". Les CE ont montré (ci-dessus) que l'Inde a tort de nier que cette expression couvre toutes les importations du produit en question en provenance du pays dont il est constaté qu'il pratique le dumping.

V. TRAITEMENT DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT - ARTICLE 15

107. Les CE ont traité les allégations de l'Inde concernant l'article 15 de l'Accord dans plusieurs parties de leurs déclarations.[115]

---

[113] S*upra*, deuxième communication écrite des CE, paragraphes 72 et suivants.

[114] Répétée dans la déclaration présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphes 101 et suivants.

[115] Première communication écrite des CE, paragraphes 362 et suivants; première déclaration orale, paragraphe 153; questions du Groupe spécial aux CE, questions 29 et 30; deuxième communication écrite des CE, paragraphes 87 et suivants.

108. Les CE regrettent d'avoir incorrectement informé le Groupe spécial que des engagements ne sont pas acceptés au stade des mesures provisoires.[116] Comme l'Inde l'a relevé[117], cela est effectivement arrivé dans un petit nombre de cas.[118]

109. Les CE ont mentionné diverses mesures à travers lesquelles elles accordaient des avantages en relation avec des aspects de la procédure antidumping. Toutefois, comme les CE l'ont admis, trois de ces mesures n'impliquent pas de "solutions" et ne cadrent donc pas précisément avec l'obligation énoncée à la deuxième phrase de l'article 15.

110. L'Inde se réfère à ces mesures dans sa communication à titre de réfutation[119], mais elle néglige la quatrième possibilité évoquée par les CE, à savoir l'exclusion des produits de l'artisanat du champ d'application de la mesure antidumping.

111. Bien que les discussions se rapportant à l'article 15 soient généralement centrées sur les engagements, il peut difficilement être nié que les mesures antidumping sont des "solutions […] prévues par le présent accord". En outre, dans ce contexte le mot "constructives" doit être interprété comme signifiant "utiles"[120], et restreindre le champ d'application d'un droit antidumping est incontestablement une mesure "constructive" du point de vue du pays exportateur.[121]

112. L'Inde a objecté que les produits de l'artisanat avaient été exclus au vertu de la notion de "produit similaire" plutôt qu'en vertu de l'article 15.[122] Toutefois, elle se méprend aussi sur l'obligation faite dans cette disposition, qui est d'"explorer" les possibilités de solutions constructives[123], non de mettre en œuvre ces solutions. Cette mise en œuvre est assurée par l'application des dispositions régissant les "solutions […] prévues par le présent accord". En l'espèce, c'est l'article 9. De même, quand un engagement est accepté, même avec des exportateurs dans un pays en développement, la disposition applicable n'est pas l'article 15, mais l'article 8.[124]

113. La seule question qui reste posée est de savoir si les CE ont "exploré" ces possibilités de solutions au sens de l'article 15.

---

[116] Réponses des CE aux questions du Groupe spécial, question 38.

[117] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 105.

[118] Il est regrettable que les représentants de l'Inde n'aient pas tiré parti de leur connaissance approfondie de la législation et de la pratique des CE pour exprimer leur intérêt pour une offre d'engagement quelque peu avant la dernière minute possible.

[119]Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 108.

[120] Le New Shorter Oxford Dictionary (1996) donne la définition suivante du mot anglais "constructive": "3. Tending to construct or build up something non-material; contributing helpfully, not destructive."

[121] L'idée que l'expression "solutions constructives" devrait être interprétée au sens large est également étayée par le fait que cette expression était presque sûrement reprise (dans les Codes de 1979) de l'article XXXVII:3 c) du GATT, où elle n'était pas limitée aux contextes dans lesquels il pouvait être recouru à des engagements:

> 3. Les parties contractantes développées devront:
>
> c) prendre spécialement en considération les intérêts commerciaux des parties contractantes peu développées quand elles envisageront d'appliquer d'autres mesures que le présent Accord autorise en vue de résoudre des problèmes particuliers, et explorer toutes les possibilités de redressement constructif avant d'appliquer de telles mesures, si ces dernières devaient porter atteinte aux intérêts essentiels de ces parties contractantes.

[122] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 6.43.

[123] La distinction est apparente au paragraphe 589 du rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Fils de coton en provenance du Brésil*, cité par l'Inde dans sa communication à titre de réfutation (paragraphe 111).

[124] Dans ce contexte, les CE tiennent à préciser que rien dans le paragraphe 96 de leur déclaration à titre de réfutation n'implique que les solutions constructives devraient être mises en œuvre conformément à l'article 15.

114. Le fait que les autorités communautaires aient procédé à cette exploration, et de manière conforme à l'article 15, est évident dès lors que les exportateurs ont invoqué explicitement l'article 15 quand ils ont demandé l'exclusion des produits de l'artisanat.[125] L'Inde est mal placée pour nier qu'en répondant à cette demande, en explorant la possibilité d'accorder cette exclusion, les autorités communautaires aient agi en conformité avec la disposition en question.

115. L'Inde a fait deux réponses à ce sujet. Premièrement, elle dit[126] que selon l'article 15 "le soin d'explorer des solutions constructives incombe clairement à l'autorité du pays importateur".[127] Cette idée ne tient pas.[128]

116. Fondamentalement, l'article 15 impose seulement à l'autorité chargée de l'enquête d'explorer les possibilités de solutions constructives "lorsque [les droits antidumping] porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement". Cela démontre que l'existence d'un effet sur les intérêts essentiels d'un pays en développement doit d'abord être invoquée par ce pays avant qu'il y ait l'obligation d'explorer les solutions constructives.

117. De toute manière, si, comme en l'espèce, les exportateurs font une proposition et que les autorités la considèrent avec eux, les deux parties "explorent" alors la question conformément au sens ordinaire du terme.[129]

118. Deuxièmement, l'allégation de l'Inde[130] se réfère à ce qui a été fait avant l'imposition des mesures provisoires (13 juin 1997) et l'exploration de la position des produits de l'artisanat n'a pas débuté, semble-t-il, avant la réception du mémoire des exportateurs (environ un mois après).

119. Les CE ont déjà montré qu'il n'y a pas d'obligation d'explorer les solutions constructives avant l'imposition de mesures provisoires.[131] En outre, dans la mesure où les violations alléguées de l'article 15 sont en relation avec ces mesures, ce n'est pas à bon droit qu'elles sont soumises au Groupe spécial.[132] Dans la mesure où ces violations alléguées sont en relation avec l'imposition de droits définitifs (en décembre 1997), les CE se sont acquittées de leurs obligations, notamment en procédant, entre juillet et décembre 1997, à l'exploration qui a conduit à l'exclusion des produits de l'artisanat.

120. Les arguments des CE en relation avec l'article 15 ne se limitent pas à leur traitement des produits de l'artisanat. Elles ont expliqué leur position en ce qui concerne la possibilité d'accepter des engagements des exportateurs.[133] L'Inde accuse les CE de rejeter l'offre d'un engagement faite par les exportateurs.[134] Les exportateurs n'ont pas fait de telle offre. À la dernière minute, leurs représentants ont indiqué leur "désir … d'offrir des engagements en matière de prix".[135] La différence est

[125] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 96. Voir le deuxième mémoire après audition des exportateurs (pièce n° 55 de l'Inde), point 8.

[126] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 110.

[127] Voir aussi la communication écrite de l'Égypte, paragraphe 38.

[128] Rien dans l'affaire *Fils de coton en provenance du Brésil* n'indique que l'initiative d'un engagement soit venue des CE.

[129] Il est évident qu'il y a eu un certain nombre de communications entre les parties au sujet de la mise en œuvre de la proposition. Voir la communication des représentants des exportateurs en date du 11 août 1997 (pièce n° 7 des CE).

[130] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde, WT/DS141/3 (pièce n° 1 des CE), paragraphe 18.

[131] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 98; réponses des CE aux questions du Groupe spécial, question 37.

[132] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 97, première communication écrite des CE, paragraphes 22 et suivants.

[133] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 87 et suivants.

[134] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 104.

[135] Télécopie du 13 octobre 1997. Pièce n° 72 de l'Inde.

importante. Si les autorités communautaires avaient disposé d'une offre écrite, elles auraient pu y répondre.

121. Durant les consultations tenues avec l'Inde avant l'établissement du Groupe spécial, en réponse à une question de l'Inde concernant l'article 15 les CE ont dit que "la possibilité d'un engagement a été évoquée et [que] cela doit être considéré comme une façon de s'acquitter des obligations, même si cela n'a pas débouché sur des mesures concrètes prenant la forme d'un engagement".[136] La réponse a été citée par l'Inde dans sa première communication[137], et elle n'a pas été contredite. Dans sa communication à titre de réfutation, l'Inde a dit que "[suite] à ses propositions répétées sur la question des engagements en octobre 1997, la réponse habituelle des CE a toujours été que le linge de lit était "*un produit trop compliqué pour des engagements*".[138] Une explication de cette réponse – à savoir les difficultés de conclure des engagements pour des articles textiles qui ne sont pas des produits de base – a déjà été donnée par les CE.[139] Ce qu'elle confirme, accessoirement, est que dans ce contexte aussi les CE ont dûment exploré les possibilités de solutions constructives durant l'enquête concernant le linge de lit.

122. Enfin, les CE tiennent à rappeler qu'elles ont également accordé un traitement spécial et différencié à l'Inde puisqu'elles étaient prêtes à considérer un engagement venant d'une association commerciales (Texprocil) plutôt que d'insister pour que des engagements soient offerts par les exportateurs.

123. À travers cette allégation, l'Inde a cherché à transformer la charge qui lui incombe de montrer que les CE ne se sont pas acquittées des obligations prévues à l'article 15 en une charge pour les CE de justifier leurs actions. En réalité, non seulement l'Inde n'est pas parvenue à établir *prima facie* le bien-fondé de sa thèse, mais de surcroît les CE ont démontré qu'en agissant comme elles l'avaient fait en ce qui concerne à la fois le traitement spécial accordé aux produits de l'artisanat et les engagements elles s'étaient pleinement acquittées de leurs obligations.

VI. AVIS AU PUBLIC – ARTICLE 12.2.2

124. Les CE ont longuement expliqué que la plupart des allégations de l'Inde au titre de l'article 12.2.2 sont infondées parce qu'elles exigent en fait des autorités communautaires qu'elles expliquent aux parties impliquées dans les enquêtes antidumping pourquoi leur législation et leur pratique sont conformes aux prescriptions de l'OMC.[140]

125. Dans sa communication à titre de réfutation, l'Inde avance que selon les allégations des CE, les contestations des vues des autorités chargées de l'enquête sont automatiquement non pertinentes.[141] Bien entendu, tel n'est pas le point de vue des CE.

126. L'Inde donne aussi à entendre que les vues des CE concernant l'article 12.1 et 12.2 sont incompréhensibles.[142] Comme le premier élément de l'article n'a pas été invoqué en l'espèce, les CE se concentreront sur le second. Les CE ont exprimé leur point de vue à ce propos dans leur réponse à une question du Groupe spécial.[143] Le fait que l'Accord laisse les exportateurs dans une position de faiblesse s'agissant des renseignements sur la question de la représentativité peut être jugé regrettable, mais ce n'est pas une raison pour modifier le texte même de l'Accord antidumping. Les parties

[136] Suite donnée à la deuxième série de consultations entre l'Inde et les CE (pièce n° 14 de l'Inde), question 115.
[137] Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 6.11.
[138] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 104.
[139] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 93.
[140] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 104 et suivants.
[141] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 115.
[142] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 116.
[143] Réponses des CE aux questions du Groupe spécial, question 23.

contractantes ont décidé que les plaintes en matière antidumping ne devraient pas être rendues publiques avant l'ouverture d'une enquête (article 5.5 de l'Accord antidumping).

127. En ce qui concerne la communication de renseignements durant le cours de la présente procédure, les CE réaffirment leur détermination de se conformer à toutes les demandes que le Groupe spécial, pourrait formuler. Toute suggestion de l'Inde en sens contraire est fallacieuse.[144] En outre, les CE ne donnent pas à entendre que les autorités chargées de l'enquête ont le pouvoir discrétionnaire de définir ce qui est "pertinent" au sens de l'article 12.[145] Bien entendu, ce sont elles qui décideront de ce qui figurera dans l'avis concernant l'ouverture de l'enquête et dans les instruments instituant des mesures provisoires et définitives. Mais si elles omettent des éléments qui auraient dû être inclus selon l'article 12, alors elles s'exposent à ce qu'un groupe spécial dans une procédure de règlement d'un différend détermine qu'elles ont fait erreur en agissant ainsi.

128. L'Inde a choisi une fois de plus de souligner la relation qu'elle voit entre les allégations de prétendus défauts dans les mesures antidumping prises par les CE (en particulier en ce qui concerne les constations de l'existence d'un dumping et d'un dommage) et les prescriptions en matière d'avis au public associées à ces mesures.[146] Comme les CE l'ont déjà expliqué[147], cette relation contribue à apporter la confusion, et non la clarté. Dans la plupart des cas ou l'Inde invoque l'article 12.2, il y a un différend entre l'Inde et les CE quant au point de savoir si la législation ou la pratique communautaires violent la règle de fond correspondante de l'Accord. La seule explication qui pourrait être donnée par les CE consiste à dire pourquoi leur législation ou leur pratique ne violent pas l'Accord. Cela n'est pas une explication que l'article 12.2 oblige les Membres à donner.

129. Dès lors qu'une enquête a été ouverte, les autorités compétentes sont chargées d'enquêter sur la question de l'existence d'un dumping ou d'un dommage et d'établir les déterminations correspondantes appropriées. Elles ne sont pas chargées de réexaminer la légitimité de leur propre conduite. En conséquence, les arguments se rapportant à cet aspect ne sont pas pertinents.

PIÈCES

Pièce n° 8	Réponse d'Eurocoton à la Commission européenne, 10 janvier 1997.

[144] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 117.
[145] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 119.
[146] Communication présentée à titre de réfutation par l'Inde, paragraphe 120.
[147] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 104 et suivants.

OBSERVATIONS FINALES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(6 juin 2000)

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial, je souhaiterais simplement faire quelques observations finales, pour conclure, sur certains des points traités aujourd'hui.

VII. OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

130. L'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la plainte intervient à un stade de la procédure n'impliquant pas les exportateurs et les importateurs puisque l'autorité chargée de l'enquête est tenue, aux termes de l'article 5.5 de l'Accord antidumping, de préserver la confidentialité de la plainte. La seule entité qui peut être informée est le gouvernement du pays exportateur. Ce gouvernement peut avoir l'opportunité d'adresser des représentations au sujet de la plainte conformément à l'article 17.2, mais tel n'est pas le cas pour les exportateurs et les importateurs.

131. L'Accord antidumping réglemente expressément, dans l'article 12.1, les renseignements concernant l'ouverture de l'enquête qui doivent figurer dans un avis au public. L'Inde n'a pas allégué de violation de cette disposition car elle sait parfaitement que les prescriptions de l'article 12.1 ont été satisfaites. À la place, elle tente de faire valoir que les CE avaient, d'une certaine manière, l'obligation au titre de l'article 5.3 ou de l'article 12.2 de justifier leur détermination suivant laquelle les éléments de preuve fournis dans la plainte étaient exacts et adéquats.

132. Cette obligation d'explication n'existe pas et si la détermination est contestée dans le cadre du règlement d'un différend, la règle générale est que le pays plaignant doit établir au moins *prima facie* qu'il y a eu violation. Comme nous l'avons vu, l'Inde n'y est manifestement pas parvenue.

133. L'une des raisons pour lesquelles l'Accord antidumping ne prévoit pas l'obligation de justifier l'ouverture de l'enquête aux exportateurs tient au fait que les mêmes éléments de preuve doivent être examinés dans le cadre de l'enquête et que les parties intéressées devraient concentrer leurs efforts sur cela plutôt que de soulever des questions qui ont déjà été décidées à titre préliminaire et aux fins de l'ouverture de l'enquête.

VIII. ARTICLE 3.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

134. Aujourd'hui nous avons déjà engagé le Groupe spécial à ne pas suivre une approche formaliste concernant l'article 3.4. Il ne sert à rien d'insister pour que l'autorité chargée de l'enquête examine et évalue des facteurs qui semblent non pertinents par rapport à la question de l'incidence des produits faisant l'objet d'un dumping en l'espèce, en particulier parce qu'ils ne sont pas importants dans la branche de production concernée ou parce qu'ils sont implicites dans d'autres facteurs. Il ne sert à rien non plus d'exiger de l'autorité qu'elle inclue dans sa détermination un paragraphe uniforme sur chacun des facteurs.

IX. EXPLICATIONS *EX-POST FACTO*

135. L'Inde accuse régulièrement les CE de présenter des explications et une justification *ex-post facto* des mesures. Les CE ont expliqué qu'elles ne tentaient pas d'introduire des éléments de preuve nouveaux qui n'étaient pas disponibles durant la procédure, comme l'Inde semble le donner à entendre, mais qu'elles se contentent d'expliquer ce qu'elles ont fait et pourquoi. S'il n'est pas possible de procéder ainsi dans le cadre du règlement d'un différend sur des mesures antidumping, alors un

Membre ne pourrait rien faire de plus pour défendre une mesure que de produire le texte de la détermination! Il est évident qu'il faut faire davantage. Quantité de choix sont faits durant le cours d'une procédure antidumping et chacun de ces choix ne peut pas être expliqué dans l'avis au public concernant la détermination – qui risquerait de compter, sinon, des milliers de pages. Ces choix peuvent être contestés dans le cadre de la procédure de règlement des différends, mais à condition qu'alors il soit possible de développer les raisons expliquant comment l'enquête a été menée.

X. RESTRICTIONS QUANTITATIVES

136. L'Inde vient de mentionner pour la première fois dans ses observations finales le fait que les produits en question sont assujettis à des restrictions quantitatives pour étayer ses allégations.

137. Je me bornerai à dire que cette question n'entre pas dans le mandat du Groupe spécial et que cet incident démontre pourquoi les CE préfèrent prendre la parole en seconde position lorsqu'elles se défendent devant un groupe spécial. C'est le seul moyen pour elles d'être sûres de pouvoir répondre aux allégations dirigées contre elles.

XI. INEXACTITUDES DANS LA PRÉSENTATION FAITE PAR L'INDE

138. L'Inde a encore une fois présentée de manière fausse la position des CE en affirmant, comme elle vient de le faire, que selon une déclaration antérieure des CE celles-ci disaient avoir déterminé la représentativité sur la base de 46 sociétés. Les CE s'abstiennent de répéter les déclarations qu'elles ont déjà faites et elles demandent simplement au Groupe spécial de vérifier la position qu'ont effectivement présentée les CE, plutôt que de s'en remettre aux déclarations de l'Inde.

139. Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial, il ne me reste qu'à vous remercier de votre patience durant la présente procédure et à vous souhaiter plein succès pour la suite de vos travaux.

ANNEXE 2-8

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS SA DEUXIÈME RÉUNION

(16 juin 2000)

Questions posées aux Communautés européennes

9. À supposer même que puisse être constatée l'existence d'un dommage sur la base de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur seulement deux des facteurs énumérés à l'article 3.4, les CE pourraient-elles expliquer pourquoi, selon elles, il serait purement "formaliste" et inutile d'évaluer, et d'expliquer l'évaluation, d'autres "facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche [de production]".

Dans les observations finales forcément brèves qu'elles ont présentées au Groupe spécial, les CE ne pouvaient espérer résumer les arguments complexes qu'elles avaient avancés au sujet de l'article 3.4, et elles n'ont pas tenté de le faire. Elles ont plutôt attiré l'attention du Groupe spécial sur certains aspects de ces arguments. Au regard de la question du Groupe spécial, les CE tiennent à préciser qu'elles ne fondent pas leur défense sur l'argument selon lequel l'examen de deux facteurs seulement justifiait une constatation de l'existence d'un dommage (qu'une telle conclusion puisse ou non être juridiquement justifiée). Elles n'allèguent pas non plus qu'un examen des autres facteurs n'aurait pas été pertinent.

Les CE réfutent en fait que l'article 3.4 stipule que dans tous les cas il faille procéder à l'**évaluation** point par point d'une liste récapitulative et spécifique de facteurs – ce qui pourrait être considéré comme une approche formaliste. Une telle approche avait été préconisée après une lecture cursive de l'article 3.4 (notamment de sa dernière partie, qui débute par les mots "y compris les suivants: diminution effective et potentielle, … ") et des renvois aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes et de l'ATV qui sont en apparence similaires.

Les CE ne reprendront pas ici les arguments qu'elles avaient présentés pour démontrer que le libellé de l'article 3.4 n'indique nullement qu'il faudrait procéder ainsi (voir la première communication écrite, paragraphes 249 et suivants).

Bien que le présent différend ait mis l'accent les facteurs énumérés à l'article 3.4, il ne faudrait pas oublier que ce dernier n'est pas censé constituer un cadre complet pour la détermination de "l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale" (il traite plutôt des éléments que "comportera" l'examen). L'Accord impose pour obligation fondamentale de déterminer si un dommage a été causé à la branche de production nationale. C'est de cette obligation que les CE ont cherché à s'acquitter dans leurs Règlements. Les faits présentés dans les Règlements comprennent essentiellement trois éléments:

1) une évaluation de la situation de la branche de production nationale, qui met l'accent sur les facteurs (volume et valeur des ventes, bénéfices, production, part de marché, prix et emploi) les plus significatifs;

2) la détermination de deux de ces facteurs (les prix et les bénéfices) pour lesquels les éléments de preuve indiquaient que "l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping" était dommageable; et

3) une explication des raisons pour lesquelles une constatation globale de l'existence d'un dommage était justifiée dans ces circonstances en dépit du fait que la branche de production semblait à tous autres égards saine.

Le premier de ces éléments se rapproche le plus de l'approche "récapitulative" ou "formaliste". L'évaluation avait toutefois pour objet de fournir des éléments de preuve des deuxième et troisième éléments. En fait, il fallait pour le troisième élément approfondir la question et examiner l'évolution récente de la branche de production.

Les CE sont d'avis que dans son ensemble la méthode utilisée était valable et fournissait une explication cohérente et exhaustive de la façon dont la branche de production subissait un dommage qui ne pouvait être contesté (en particulier à la lumière du critère d'examen énoncé à l'article 17.6).

Qui plus est, elle satisfaisait aux prescriptions mêmes de l'article 3.4. Elle présentait un examen de l'"incidence des importations faisant l'objet d'un dumping" et comportait une "évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche [de production]". Enfin, elle évaluait sans aucun doute la "diminution effective … des ventes [et] des bénéfices", les seuls facteurs où étaient présents de tels aspects négatifs.

10. Les CE ont affirmé qu'il pouvait sembler clair au début d'une enquête que certains facteurs n'étaient pas pertinents à une évaluation de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, que ce caractère non pertinent pourrait se manifester par la suite. À supposer que ce soit le cas, les CE pourraient-elles expliquer comment, dans le cadre de l'examen d'une détermination finale, un groupe spécial peut-il déterminer si l'autorité chargée de l'enquête a constaté qu'un facteur particulier n'était pas pertinent à une affaire donnée, que ce soit au début ou plus tard, s'il n'est aucunement fait mention de ce facteur, ni de la conclusion au sujet de son caractère non pertinent, dans la détermination elle-même? Un groupe spécial doit-il supposer que le fait qu'un facteur ne soit pas examiné signifie qu'il a été jugé non pertinent? Répondant à la question 27 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, qui traitait d'un point similaire, les CE ont répondu: "Un groupe spécial doit pour cela examiner la situation de la branche de production telle qu'elle est révélée dans la détermination, et les arguments et explications avancés par les parties au différend". Cela ressemble beaucoup à une invitation à effectuer un examen *de novo*, ce qui n'est pas permis en vertu de l'article 17.6 de l'Accord antidumping, ainsi que l'ont reconnu les parties. Les CE pourraient-elles préciser comment le Groupe spécial peut-il "examiner la situation" de la branche de production en ce qui concerne la pertinence d'un quelconque facteur particulier sans se prononcer sur la pertinence de ce facteur?

Dans ces questions, le Groupe spécial semble supposer que les facteurs sont "pertinents" s'ils influent sur la situation de la branche de production. Or une telle interprétation rendrait le terme "pertinent" superflu. Celui-ci doit se rapporter à la constatation de l'existence d'un dommage, laquelle doit être établie à partir de l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping. Il faut procéder à l'évaluation des facteurs pour autant que ceux-ci sont pertinents à cette constatation. (Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 80.)

Dans leurs Règlements, les CE avaient présenté une explication de la façon dont les importations faisant l'objet d'un dumping avaient causé un dommage à la branche de production nationale, et elles l'avaient notamment fait en évaluant les facteurs influant sur la situation de cette branche (voir la réponse à la question 9). Ces facteurs sont "pertinents" en ce sens qu'ils appuient la thèse présentée par les CE.

Il est évident que c'est la justification particulière avancée par le Membre dans sa détermination de l'existence d'un dommage qui déterminera la pertinence ou non des éléments. Il y

aura parfois des affaires où la justification consiste simplement à soupeser le pour et le contre des divers facteurs, la décision dépendant du côté vers lequel penche la balance. Dans ces affaires, il faudrait probablement s'attendre à ce qu'un large éventail de facteurs soient considérés.

Ainsi que l'établissent clairement les Règlements des CE, ce n'est pas le cas en l'espèce. Se fondant sur l'analyse présentée dans ces Règlements, les CE disent implicitement que des facteurs autres que ceux qu'elles ont évalués ne sont pas pertinents. Ce n'est pas parce qu'ils n'influent pas sur la situation de la branche de production qu'ils ne sont pas pertinents, mais parce qu'ils n'ont pas besoin d'être évalués pour établir les constatations des CE.

Une telle approche n'empêche pas le Groupe spécial de procéder à l'examen dont il est chargé. Au contraire, il peut examiner la détermination à la lumière du critère d'examen énoncé à l'article 17.6. Mais il ne peut le faire que si la partie plaignante a contesté ladite détermination.

Dans la présente affaire, l'Inde n'a pas contesté la cohérence de la constatation de l'existence d'un dommage établie par les CE. Elle s'est contentée de se plaindre du fait que certains facteurs mentionnés dans la dernière partie de l'article 3.4 n'étaient pas explicitement évalués. Les CE ont expliqué ailleurs comment elles avaient satisfait à cette partie de l'article 3.4. (première communication écrite des CE, paragraphes 246 et suivants).

À la lumière de ces observations, les CE répondent par l'affirmative à la deuxième question du Groupe spécial. Celui-ci peut déduire de l'absence d'une évaluation explicite d'un facteur que les CE ont constaté que celui-ci n'était pas pertinent, au sens indiqué ci-dessus, pour constater l'existence d'un dommage.

En outre, les CE ne sont pas d'avis qu'un Membre est tenu d'indiquer explicitement pour chacun des facteurs non évalués qu'il n'est pas pertinent pour constater l'existence d'un dommage. Car en tout premier lieu, la liste figurant dans la dernière partie de l'article 3.4 n'est visiblement pas exhaustive, de sorte que l'on ne saurait dire combien de fois il faudrait avancer une telle explication.

Cependant, s'ils ne traitent pas de chacun de ces facteurs non évalués, les Règlements des CE expliquent de façon générale pourquoi ces facteurs n'étaient pas "pertinents", même si ce terme n'y est pas employé. C'est ce que montre l'examen de la situation particulière de la branche de production du linge de lit qu'avait créée la réduction du nombre de producteurs. Les Règlements expliquent pourquoi, c'est-à-dire à cause de la réduction du nombre de producteurs, la branche de production semblait à de nombreux égards saine. En fait, c'était uniquement du côté des facteurs des ventes et des bénéfices que devaient être trouvées des indications de l'existence d'un dommage. Mis à part ces deux facteurs, il était supposé que les indices économiques montreraient que la branche de production était apparemment saine.

En ce qui concerne le dernier élément de la question du Groupe spécial, les CE sont loin de donner à entendre que le Groupe spécial devrait se lancer dans un examen *de novo* de la question du dommage. La thèse des CE repose sur la détermination contenue dans les deux Règlements. En mentionnant "les arguments et explications avancés par les parties au différend" les CE ne vont pas au-delà du type de raisonnement qu'elles y présentent. Elles n'ont pas cherché à produire des éléments de preuve additionnels pour justifier après coup la constatation de l'existence d'un dommage.

En réponse à la dernière question du Groupe spécial, les CE tiennent tout d'abord à préciser qu'il appartient audit Groupe d'examiner l'évaluation de la situation de la branche de production figurant dans les Règlements. (Le Groupe spécial ne chercherait à examiner lui-même la situation de la branche de production que dans la mesure ou l'Inde contesterait l'exactitude factuelle de chaque constatation présentée dans les Règlements, ce qui n'est pas le cas). Ainsi qu'il est mentionné dans la réponse à la question 9, les Règlements fournissent une explication cohérente et exhaustive de la façon dont la branche de production communautaire du linge de lit subissait un dommage, et cette

explication satisfait à la prescription de l'article 3.4, selon laquelle il faut évaluer les facteurs et les indices pertinents, etc. … La question de savoir quels facteurs sont "pertinents" dans une enquête donnée est une question factuelle, et il n'appartient donc pas au Groupe spécial d'établir sa propre détermination sur cette question, mais plutôt d'examiner les conclusions présentées dans les Règlements.

11. Les CE pourraient-elles indiquer sur quels éléments elles se fondent pour sembler croire que des faits concernant des sociétés n'appartenant pas à l'industrie communautaire en cause, à savoir la fermeture de certaines usines communautaires de production de linge de lit, peuvent être pertinents à l'analyse et à la constatation de l'existence d'un dommage causé à la branche de production communautaire?

Il conviendrait de rappeler que le terme "industrie communautaire" a la même signification que l'expression "branche de production nationale" employée dans l'Accord antidumping.

Les enquêtes effectuées par les autorités communautaires ont révélé une industrie où des éléments de preuve de l'existence d'un dommage important devaient être constatés à deux égards seulement – les prix et les bénéfices. La branche de production semblait saine sur les autres plans. Les autorités ont conclu que cette contradiction apparente était attribuable au fait que les aspects apparemment sains de la situation des producteurs constituant la branche de production étaient la conséquence des effets bénéfiques de la contraction qui avait eu lieu au cours des années précédant la "période d'enquête" et pendant celle-ci. Autrement dit, la disparition de plusieurs producteurs avait à certains égards facilité les choses pour ceux qui étaient restés. C'est ce qu'illustre le fait que certaines des sociétés qui ont disparu ont soit fusionnées avec celles qui ont survécu soit été acquises par celles-ci.

Les "faits concernant des sociétés n'appartenant pas à l'industrie communautaire en cause" ont donc permis d'expliquer la nature du dommage causé à celle-ci pendant la période d'enquête.

12. Les CE pourraient-elles apporter des précisions sur leur déclaration selon laquelle un Membre peut utiliser les "deux" définitions de la branche de production nationale au cours d'une seule enquête antidumping pour analyser le dommage causé à ladite branche? Cet énoncé semble indiquer que deux branches de production nationales sont en cause dans une seule affaire, alors que, dans leur réponse à la question 22 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, les CE ont confirmé que la seule branche de production nationale en cause dans l'enquête menée au sujet du présent différend était l'"industrie communautaire", qui était constituée des 35 producteurs de linge de lit ayant coopéré à l'enquête.

Les CE soutiennent qu'aucune disposition de l'Accord antidumping ne stipule que la décision concernant la définition d'une branche de production à adopter devrait être prise avant la fin de l'enquête, c'est-à-dire avant la détermination finale. Si, après avoir mené son enquête, une autorité constate qu'une partie de "l'ensemble des producteurs nationaux" a subi un dommage, mais non une autre partie, l'article 4.1 permet de fonder l'imposition des mesures antidumping sur la constatation de l'existence d'un dommage pour la partie de "l'ensemble des producteurs nationaux" lorsque celle-ci constitue une "proportion majeure" de la production nationale totale des produits. De la même manière, l'autorité chargée d'une enquête a le droit de fonder l'imposition des droits sur le dommage causé à "l'ensemble des producteurs nationaux" même lorsque les producteurs d'"une proportion majeure" de la production nationale totale des produits n'ont peut-être pas subi un dommage.

Les CE ne se sont fondées en l'espèce que sur le dommage causé aux producteurs d'"une proportion majeure" de la production nationale totale des produits - à savoir les 35 plaignants ayant coopéré, puisqu'ils constituaient la partie de la branche de production sur laquelle elles possédaient le plus de renseignements.

Les CE ont invoqué l'argument mentionné par le Groupe spécial pour expliquer que même si l'Inde avait raison et que les CE avaient constaté l'existence d'un dommage causé à "l'ensemble des producteurs nationaux", il n'en serait pas pour autant justifié de conclure que le Règlement était incompatible avec l'Accord antidumping.

13. Les CE pourraient-elles confirmer que la société présumée importer du linge de lit qui est mentionnée au considérant 54 du Règlement provisoire comme étant la seule à avoir été exclue de la branche de production nationale était Luxorette? Dans sa réponse à la question 22 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, les CE ont déclaré: "Ces sociétés ont été exclues parce que pour certaines [sociétés] elles importaient en quantités importantes du linge de lit, ne produisaient plus le produit visé, ne mettaient pas l'accent dans leur activité sur la production de linge de lit dans les CE (c'était le cas de Luxorette), ou encore pour défaut de coopération."

La réponse à la question est oui.

Il faudrait lire dans son contexte la citation que le Groupe spécial a tirée de la réponse des CE à la question 22. Au lieu d'exclure Luxorette de la branche de production nationale, il serait plus approprié de dire, suivant la logique du libellé du Règlement provisoire, que Luxorette n'a pas été incluse dans la branche de production nationale.

On peut expliquer comme suit le lien entre les divers chiffres.

- 46 sociétés ont appuyé la plainte - à savoir celles figurant sur "la liste des sociétés incluses dans la plainte" qui est mentionnée au considérant 52 du Règlement provisoire (Annexe 3 de la plainte, pièce n° 6 de l'Inde);
- sept sociétés ont été exclues (considérant 52 du Règlement provisoire);
- une société (qui avait aussi été incluse à l'origine dans l'échantillon - Luxorette) a été exclue (considérant 54 du Règlement provisoire);
- trois sociétés ont été exclues (considérant 56 du Règlement provisoire).

À l'issue de ce processus, il restait 35 sociétés qui constituaient l'industrie communautaire (considérant 57 du Règlement provisoire).

Les sociétés qui ont été exclues l'ont été pour l'une des quatre raisons suivantes:

- elles importaient en quantités importantes du linge de lit;
- elles ne produisaient plus le produit visé;
- elles ne mettaient pas l'accent dans leur activité sur la production de linge de lit dans les CE; et
- elles n'ont pas coopéré.

Luxorette faisait partie de la troisième catégorie, c'est-à-dire qu'elle importait du linge de lit en provenance du Pakistan et qu'elle ne mettait pas l'accent dans son activité sur la production de linge de lit.

14. Concernant le considérant 29 du Règlement définitif, le Groupe spécial relève qu'il a été constaté des marges de dumping *de minimis* dans le cas de quatre exportateurs pakistanais de linge de lit. Concernant l'article 1 du Règlement adopté par le Conseil des CE, le Groupe spécial relève que les exportations en provenance de ces quatre sociétés ont été assujetties à un taux de droit de "0,0 pour cent". Les CE ont effectué leur analyse du dommage sur la base des volumes cumulés des importations, et elles semblent avoir inclus dans cette analyse toutes les importations en provenance du Pakistan, y compris celles imputables à ces quatre sociétés. Les CE soutiennent-elles que ces exportations en provenance du Pakistan ont fait l'objet d'un dumping, malgré les constatations de l'existence de marges de dumping *de minimis*? Le cas échéant, les CE pourraient-elles donner des précisions sur le fondement juridique de leur position?

Les CE ne savent pas très bien dans quel contexte le Groupe spécial soulève cette question. Elles supposent, puisque le Groupe spécial n'a pas été saisi de la question, qu'il ne leur est pas demandé de formuler des observations sur les raisons pour lesquelles les importations en provenance des trois pays exportateurs ont été cumulées aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage.

Ceci étant, il semble que la question du Groupe spécial traite de l'interprétation du concept des "importations faisant l'objet d'un dumping" ainsi que l'a soulevé l'Inde dans la présente procédure. Les CE ont montré que ce terme est à juste titre interprété de manière à inclure toutes les importations du produit en question en provenance du pays dont il a été constaté que les exportateurs ont recouru au dumping (les exportations des quatre sociétés représentaient 20 pour cent des exportations pakistanaises de linge de lit à destination des CE). Cette conclusion vaut aussi bien lorsque les transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping sont réparties entre les ventes de diverses sociétés que lorsqu'elles sont regroupées dans les ventes de producteurs particuliers, ce qui ramène les marges globales de ces producteurs à zéro ou à des niveaux *de minimis*.

Questions posées aux deux parties

15. Dans plusieurs cas, l'Accord antidumping laisse aux Membres le libre choix de la méthode à suivre sur un point particulier. On peut citer par exemple le choix de déterminer la valeur normale sur la base d'une valeur construite ou bien du prix à l'exportation vers un pays tiers, conformément à l'article 2.2, ou encore le choix entre une comparaison d'une valeur normale moyenne pondérée à une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables ou bien une comparaison de la valeur normale aux prix à l'exportation transaction par transaction. Il semble évident que dans certains cas, en fonction des faits particuliers, le choix d'une méthode aboutirait à la détermination qu'il existe un dumping, alors que le choix d'une autre méthode aboutirait à la détermination qu'il n'existe pas de dumping. Les parties pourraient-elles expliquer si, selon elles, ceci est une interprétation raisonnable de l'Accord antidumping à cet égard? En outre, les parties pourraient-elles expliquer comment le choix de la méthode est ou peut être déterminé dans ces cas-là, sachant que les résultats de l'application de l'une ou l'autre méthode possible ne seront connus qu'*a posteriori*? La question du choix de la méthode peut-elle être résolue dans le cadre d'une politique générale? Un Membre est-il libre de choisir la méthode à utiliser dans un cas particulier sans raison quelconque?

Les CE conviennent avec le Groupe spécial que l'Accord antidumping permet d'utiliser différentes méthodes pour calculer les marges de dumping des exportateurs individuels, et que dans certaines circonstances une méthode pourrait entraîner une constatation de l'existence d'un dumping mais pas une autre. En particulier, outre le choix explicite entre la méthode des "moyennes pondérées comparables" et celle de la "transaction par transaction", il existe un choix implicite quant à la méthode à employer pour la deuxième étape de l'option des "moyennes pondérées comparables". (La

première étape consiste à calculer les marges de dumping des ventes comparables de l'exportateur; la deuxième, à regrouper ces marges en une seule marge pour l'exportateur).

Les CE hésitent à proposer des solutions à des problèmes qui ne se posent pas en l'espèce. Elles ont pour politique générale d'adopter une méthode particulière, qui (sous-réserve du recours à l'option mentionnée dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2) est systématiquement appliquée dans chaque enquête. (C'est ce dont témoigne le fait que les exportateurs n'ont pas dans la présente affaire contesté l'application de cette méthode, même s'ils ont soulevé de nombreuses questions au cours de l'enquête.) Par conséquent, pour répondre à la deuxième question du Groupe spécial, lorsqu'elles appliquent leur méthode courante, les autorités communautaires ne jugent pas pertinent de considérer le fait que des méthodes différentes risquent de produire des résultats différents.

Concernant la troisième question du Groupe spécial, le seul facteur que les autorités communautaires prennent en compte consiste à déterminer si les circonstances justifient l'application de la formule figurant dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2.

Ainsi que l'ont déjà mentionné les CE, la question du choix d'une méthode de base en est une de politique générale, ce qui signifie essentiellement que son application n'a pas à être subordonnée à l'existence de situations particulières. Les CE ne soutiennent pas qu'il ne pourrait jamais y avoir de circonstances où la politique générale ne serait pas appliquée, mais elles ne disposent pas d'une liste de ces circonstances. En outre, il évident que dans l'affaire du linge de lit, les responsables de l'enquête n'ont pas constaté l'existence de telles circonstances, et que les parties intéressées n'ont pas non plus suggéré qu'il existait de telles circonstances.

16. L'Inde a indiqué, au paragraphe 104 de la communication qu'elle a présentée à titre de réfutation, qu'elle avait fait "des propositions répétées en matière d'engagements en octobre 1997", mais que la réponse des CE a toujours été que le linge de lit était "un produit trop compliqué pour des engagements". Les parties pourraient-elles fournir des détails précis sur toutes communications relatives à des engagements entre l'Inde et les CE en octobre 1997, ou avant cette date? Les copies de toute correspondance pertinente devraient être produites, à cet égard, en tant que pièces. S'il a effectivement été procédé à de telles discussions, l'Inde pourrait-elle indiquer quels faits additionnels seraient requis pour amener le Groupe spécial à conclure que les "solutions constructives" ont été "explorées"?

Contrairement au cas des produits de l'artisanat, les CE n'ont pas consigné par écrit les contacts qu'elles avaient eus avec les exportateurs au sujet d'un éventuel engagement, si ce n'est ce qu'elles ont déjà mis à la disposition du Groupe spécial (pièce n° 72 de l'Inde).

Les fonctionnaires responsables ont souvenir de plusieurs entretiens téléphoniques ayant eu lieu sur la question, à compter du début octobre 1997. À ces occasions, les CE avaient fait valoir qu'il était difficile de formuler des engagements satisfaisants parce que le produit était fourni en lots conformément aux spécifications individuelles des acheteurs et faisaient intervenir des centaines de fournisseurs. Elles ont été invitées à examiner les possibilités avec l'association des exportateurs, Texprocil. Les CE n'ont pas pour pratique d'envisager qu'une association commerciale prenne des engagements.

17. Supposons qu'un Membre ait pour politique de ne pas accepter d'engagements dans le cadre d'une d'enquête antidumping visant un produit donné. Les parties pourraient-elles expliquer si l'application de cette politique dans le cas d'une enquête visant des importations de ce produit en provenance d'un pays en développement serait suffisante pour satisfaire aux prescriptions de l'article 15, ou si les circonstances particulières en question doivent être considérées? Les CE pourraient-elles indiquer si leur point de vue concernant la difficulté de conclure des engagements pour des articles textiles qui ne sont pas des produits de base reflète une politique générale? Dans l'affirmative, cette politique générale a-t-elle été appliquée en

l'espèce? Indépendamment du point de savoir si une politique générale a été appliquée tout compte fait en l'espèce, les possibilités d'engagements dans les circonstances particulières en l'espèce ont-elles été considérées indépendamment de la politique générale?

Les Ce hésitent à donner des interprétations autres que provisoires de l'Accord dans des situations hypothétiques. Si un Membre devait adopter la politique générale décrite dans la question, l'application de cette politique dans le contexte de l'article 15 dépendrait sans aucun doute des raisons pour lesquelles ladite politique a été adoptée.

La position des CE quant à la difficulté de conclure des engagements à l'égard d'articles textiles qui ne sont pas des produits de base n'est pas une question de politique, ni générale ni autre. La seule politique maintenue par les CE dans ce contexte est celle d'accepter des engagements uniquement lorsque la mise en œuvre de ceux-ci peut faire l'objet d'une surveillance appropriée. Les CE ont constaté, ainsi que le veut le bon sens, qu'il est beaucoup plus facile d'assurer une surveillance des engagements lorsque le produit en question est de nature fongible, comme les matières naturelles et les demi-produits, et se présente sous un petit nombre de formes seulement. Un autre facteur à prendre en considération est le nombre et la nature des négociants qui transigent le produit.

Plus le produit se présente sous des formes variées, plus il sera difficile de concevoir un système approprié de prix minimums. Il y aurait moyen de concevoir des systèmes fondés sur le poids qui pourraient être appliqués mais qui, du fait qu'ils ne tiendraient pas suffisamment compte des différences de qualité, ne seraient guère acceptables pour les exportateurs. Plus le nombre de négociants est élevé et leurs méthodes commerciales informelles, plus il sera difficile de vérifier que les engagements sont respectés.

Pour les autorités communautaires, la question n'était pas de décider si, dans les circonstances, il ne fallait pas appliquer une politique générale. La seule politique en l'occurrence consistait à s'assurer que les engagements puissent faire l'objet d'une surveillance, et les CE ne pouvaient renoncer à cette politique.

Tel que mentionné dans la réponse à la question 16, en octobre 1997, les autorités communautaires ont indiqué aux exportateurs indiens qu'il était difficile de convenir d'engagements acceptables dans le cas du linge de lit. Rien dans les circonstances particulières en l'espèce ne semblait indiquer aux autorités qu'il serait possible de surmonter ces difficultés, et les exportateurs ou leurs représentants légaux n'ont rien proposé non plus. Les autorités étaient toujours disposées à examiner des offres d'engagements, mais aucune proposition n'a été présentée à l'intérieur du délai fixé, si ce n'est une simple expression d'intérêt. En particulier, les exportateurs n'ont pas mentionné l'éventualité d'engagements dans les communications qu'ils ont chacun adressées aux CE à l'époque (pièces n° 34 à 38 de l'Inde). Les autorités communautaires étaient d'avis que les exportateurs n'étaient pas sérieusement intéressés à présenter des engagements. Par exemple, ils n'ont pas demandé de prolongation du délai fixé pour la présentation des offres, bien que des prorogations d'autres délais leur avaient été auparavant accordées. Les observations formulées par l'Inde à la première session orale ont confirmé que tel avait été le cas.

18. Les enquêtes en matière de dumping couvrent généralement une période d'enquête de six à 12 mois. Cela a notamment pour effet de lisser, dans une certaine mesure, les variations de prix mineures ou aberrantes durant cette période pour la détermination de l'existence d'un dumping. La réduction à zéro minimise cet effet de "lissage". Les parties pourraient-elles formuler leurs observations sur cette affirmation et sur l'intérêt qu'elle présente, le cas échéant, en relation avec l'interprétation de l'article 2.4.2 de l'Accord?

La réponse à cette question se fonde sur la méthode de calcul en deux étapes des marges de dumping qui est utilisée par les CE.

Dans la première étape (comparaison des moyennes pondérées des ventes comparables), plus la période au cours de laquelle les ventes sont considérées comme comparables est longue, moins des prix atypiques seront susceptibles d'affecter les marges résultantes. Plus la période est longue, plus elle est susceptible aussi de réduire les risques de résultats accidentels lorsque les prix sont atypiques. (Des variations de prix "mineures" sont susceptibles de produire la même marge, quelle que soit la période utilisée.)

Par conséquent, lorsque les prix sont atypiques ou irréguliers, si les marges sont calculées pour chacun des mois de la période d'enquête de 12 mois, elles sont susceptibles de couvrir un plus large éventail de prix que si elles avaient été calculées pour l'année dans son ensemble. (Il y aura bien entendu autant de marges, mais multipliées par 12.)

La probabilité que le prix à l'exportation soit supérieur à la valeur normale est donc plus élevée.

Par conséquent, lorsque (dans la deuxième étape du calcul de la marge d'un exportateur) ces marges sont regroupées pour former une seule marge, plus les marges sont nombreuses et plus elles sont susceptibles d'être réduites à zéro. (Dans les faits, cela dépendra des données compilées dans le cadre de l'enquête considérée.)

Dans le système communautaire, considérée isolément, la subdivision de la période d'enquête a donc pour effet, s'il en est, d'accroître la marge. Il n'est pas évident que l'on puisse avancer que cet effet entraîne un plus grand ou un moins grand "lissage" des variations de prix mineures ou irrégulières.

Cet examen ne tient cependant pas compte de la réalité de la pratique communautaire. Les CE ont fait valoir que la comparabilité des ventes peut prendre en compte trois types de différences - au niveau du modèle/type, du circuit de vente et du moment de la vente – mais dans la plupart des enquêtes (dont celle portant sur le linge de lit), seule la première de ces différences joue un rôle. Les CE ne subdivisent la période d'enquête que si les prix à différents moments de la période ne sont pas comparables. Par exemple, en cas de forte inflation, ou si les coûts des matières premières varient sensiblement au cours de la période, de sorte qu'un prix à l'exportation à la fin de la période n'est pas comparable à la valeur normale calculée au début de celle-ci. Dans ces cas, le fait de limiter les comparaisons aux ventes qui sont réellement comparables fera obstacle à toute hausse possible de la marge du type décrit ci-dessus. Il en résulte une réduction plutôt qu'une augmentation des marges de dumping.

C'est pourquoi les exportateurs eux-mêmes demandent presque toujours des comparaisons mensuelles ou trimestrielles.

ANNEXE 2-9

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES PAR L'INDE APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(16 juin 2000)

Questions annexées à la déclaration finale

1. Les CE pourraient-elles expliquer ce qu'elles ont voulu dire lorsqu'elles ont déclaré, dans leur réponse à la question 15 de l'Inde que: "… ***cela n'est pas plus grave que de ne pas prêter foi à une plainte dont il s'avère par la suite qu'elle était soutenue par une proportion majeure de la branche de production"?***

Les CE sont d'avis que l'article 5.4 permet aux associations commerciales d'"exprimer leur soutien" aux enquêtes antidumping au nom de leurs membres. Puisque tel est le cas, la question de l'Inde semble non pertinente.

2. Les CE pourraient-elles expliquer, en donnant des chiffres de production détaillés, la raison pour laquelle elles affirment, au paragraphe 21 de leur deuxième communication écrite, que le calcul par l'Inde du pourcentage minimal de 25 pour cent est erroné car il implique une "double comptabilisation"?

Les CE ont présenté suffisamment d'éléments de preuve pour établir que les pourcentages minimums mentionnés à l'article 5.4 ont facilement été dépassés (mais il incombe à l'Inde de prouver que tel n'était pas le cas). La double comptabilisation provient du fait qu'au paragraphe 21 de sa première déclaration orale l'Inde a fondé ses calculs sur un chiffre de 34 pour cent, dont elle a déduit la production de trois sociétés, alors que cette même production avait déjà été déduite par les CE pour obtenir le chiffre de 34 pour cent.

3. Les CE et plus particulièrement les Directions I.C et I.E ont pour pratique d'enregistrer les communications écrites reçues ou envoyées par date et numéro. Cela a également été le cas pour les documents concernant l'affaire du ***linge de lit,*** **à la seule exception des déclarations de soutien. Pourquoi les déclarations de soutien n'ont-elles jamais été enregistrées?**

Les déclarations de soutien ont été enregistrées dès leur réception, sauf dans le cas d'un seul producteur dont la production n'était que de 5 tonnes métriques.

4. Pourquoi a-t-on retiré les en-têtes et les mentions de bas de page dans les télécopies d'*Eurocoton* alors que le numéro de télécopie de cette association figure même sur la première page de la plainte?

Ainsi que l'ont indiqué les CE, ces mentions ont été supprimées à la demande des producteurs.

5. Les CE ont déclaré dans leur réponse à la question 40 de l'Inde qu'au moment de l'ouverture de l'enquête, 46 producteurs soutenaient la plainte; que sept avaient été éliminés après l'engagement de la procédure, trois autres après l'envoi des questionnaires (10-11/96) et un autre après vérification. Toutefois, la pièce n° 4 des CE qui, selon elles, rend compte exactement de la situation au moment de l'ouverture de l'enquête, et des déclarations de soutien reçues des producteurs individuels, ou des associations commerciales, ne fait état que de 38 producteurs. Les CE pourraient-elles fournir les déclarations de soutien des huit sociétés -

censées avoir été exclues par la suite - qui au moment de l'ouverture de l'enquête, auraient dû avoir envoyé leurs déclarations pour que la représentativité puisse être légalement établie.

Les CE ont donné des explications sur les chiffres pertinents dans leur deuxième déclaration orale au Groupe spécial (paragraphes 18 et suivants).

6. Comment les CE pouvaient-elles déjà savoir, au moment de l'ouverture de l'enquête, qu'elles allaient par la suite exclure les huit sociétés en question?

Voir la réponse à la question précédente.

7. Les CE pourraient-elles expliquer la situation de la société allemande Luxorette et de la société française Claude? Plus précisément, après que les CE sont passées de 19 à 17 producteurs (considérant 61 du Règlement provisoire), Luxorette faisait encore partie de cet échantillon de 17. Pour passer de 19 à 17, les CE ont invoqué la raison indiquée dans le considérant 54. La situation de Luxorette reste donc peu claire. De même, pourquoi Claude a-t-elle été exclue de l'échantillon de 19 mais non de l'industrie communautaire?

Voir la réponse des CE à la question 13 du Groupe spécial.

8. Au paragraphe 22 de leur deuxième communication écrite, les CE déclarent qu'elles ont "*… en tout état de cause établi que des producteurs représentant plus de 34 pour cent de la production communautaire avaient expressément soutenu la plainte*". Mais l'on n'arrive à ces 34 pour cent que si l'on accepte les déclarations de soutien des fédérations française, espagnole et autrichienne du textile car les CE n'ont pas jusqu'ici fourni les déclarations individuelles de soutien des producteurs français, espagnols et autrichiens. Est-ce exact?

Les déclarations individuelles de soutien des producteurs français n'ont pas été communiquées, car ceux-ci les avaient considérées comme confidentielles. Les autorités communautaires les ont reçues avant l'ouverture de l'enquête. Les producteurs espagnols et autrichiens ont exprimé leur soutien par l'intermédiaire de leurs associations.

9. Les CE reconnaissent-elles que dans le raisonnement qu'elles développent aux paragraphes 76 et 77 de leur deuxième communication écrite, elles ont commodément omis de mentionner premièrement que – du fait de l'inclusion des exportations n'ayant pas fait l'objet d'un dumping - le volume global des importations "faisant l'objet d'un dumping" allait être automatiquement gonflé dans tous les cas. Et deuxièmement, les CE reconnaissent-elles que l'effet modérateur sur la sous-cotation des prix n'intervient que si les prix des exportations ne faisant pas l'objet d'un dumping sont effectivement plus élevés que ceux des exportations faisant l'objet d'un dumping? Autrement dit, que lorsque le dumping ou l'absence de dumping résultent de configurations différentes au niveau de la valeur normale, l'effet modérateur ne se produit pas?

Comme le niveau des importations, contrairement à leurs variations, n'a rien à voir avec la cause du dommage, le premier point n'a aucune importance. En ce qui concerne le prix, la seule considération consisterait à déterminer si l'inclusion de transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping a accru la marge de sous-cotation. Il est sans intérêt de savoir qu'elle n'a pas réduit la marge.

10. Au paragraphe 84, les CE affirment que "*toujours est-il que les autorités chargées de l'enquête étaient en droit de supposer, en l'absence d'éléments de preuve indiquant le contraire, que le dumping existait déjà depuis quelque temps. En fait, il était pertinent de faire une telle supposition en l'espèce*". Les CE pourraient-elles citer une quelconque base légale dans l'Accord antidumping qui permettrait d'étayer une telle hypothèse. Les CE pourraient-elles aussi confirmer nommément qu'il découle de cette dernière phrase qu'elles ont effectivement

supposé que les importations réalisées avant l'ouverture de l'enquête faisaient l'objet d'un dumping, comme cela ressort du reste des Règlements publiés (mais a été nié par les CE au cours de la procédure du Groupe spécial).

Ainsi que l'ont relevé les CE dans leur deuxième communication orale, la phrase en question comportait une coquille. Elle aurait dû être libellée comme suit: "*En fait, il n'était pas pertinent de faire une telle hypothèse en l'espèce*." Les CE tiennent à souligner que la remarque a été faite en rapport avec la cause du dommage.

11. Pourquoi les exportateurs indiens auraient-ils soutenu: "qu'ils pratiquaient effectivement le dumping sur de plus gros volumes les années précédentes", alors qu'ils ne soupçonnaient même pas qu'ils étaient accusés de dumping puisqu'ils ne pouvaient pas imaginer que les CE appliqueraient une marge bénéficiaire de 18 pour cent à leurs ventes inexistantes sur le marché intérieur?

Ce n'était que si les exportateurs pratiquaient le dumping sur de plus gros volumes les années précédentes que l'inclusion des transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping dans les "importations faisant l'objet d'un dumping" pourrait avoir pour effet d'imputer à tort la responsabilité à ces exportateurs.

12. Aux paragraphes 104 à 115, les CE essaient de rejeter les allégations de l'Inde concernant le manque d'explications en établissant une distinction entre les obligations d'un Membre au titre de l'Accord antidumping et les obligations de ce même Membre au titre de son droit et de sa pratique internes, et en arguant que les allégations d'une partie intéressée au titre de l'Accord antidumping ne seraient pas pertinentes (et n'auraient donc pas besoin d'être prises en considération par l'autorité chargée de l'enquête) au regard du droit et de la pratique de cette autorité, si ceux-ci étaient différents. Le CE ne conviennent-elles pas qu'un tel raisonnement, toutes choses étant égales par ailleurs, profiterait principalement aux Membres qui s'écarteraient le plus de la lettre de l'Accord antidumping, puisque ces Membres seraient ceux qui auraient le moins d'explications à donner, résultat qui serait assurément bizarre et injustifiable?

Les CE n'en conviendraient pas parce que, par définition, du fait qu'il se serait écarté de la lettre de l'AAD, le Membre serait tenu responsable au niveau international d'avoir enfreint des dispositions de fond de l'Accord.

Questions posées le 7 juin 2000

1. Dans leur déclaration finale du 6 juin, les CE ont dit n'avoir "jamais" déclaré qu'elles s'étaient fondées sur 46 entreprises pour déterminer le soutien apporté à la demande. Toutefois, dans leur réponse écrite à la question 40 de l'Inde, les CE ont dit "qu'au moment de l'ouverture de l'enquête 46 producteurs soutenaient la plainte". Les CE pourraient-elles expliquer cette contradiction?

Voir l'explication donnée au paragraphe 18 de la deuxième déclaration orale des CE.

2. Dans leur déclaration finale du 6 juin, les CE ont dit aussi que leur réglementation interne laissait de larges "pouvoirs discrétionnaires" à l'autorité chargée de l'enquête:

a) Les CE pourraient-elles expliquer comment de tels "pouvoirs discrétionnaires" sont compatibles avec l'Accord antidumping qui vise en fait précisément à limiter cette latitude.

À certains égards, l'AAD confère aux Membres un grand pouvoir discrétionnaire et à d'autres égards il délimite avec précision leur marge de manœuvre.

b) Dans ce contexte, les CE pourraient-elles expliquer aussi comme elles usent de ces "pouvoirs discrétionnaires" pour choisir la méthode de calcul de la marge de dumping, notamment dans le cas où deux méthodes différentes aboutissent à des résultats différents.

Conformément à la première phrase de l'article 2.4.2, les CE appliquent une méthode, qu'ils ont exposée de façon exhaustive dans leurs communications au Groupe spécial, pour déterminer la marge de dumping des exportateurs. Elles ne dévient de cette méthode que s'il est justifié de le faire aux termes de la deuxième phrase de l'article 2.4.2.

3. Toujours dans leur déclaration de clôture, les CE ont affirmé qu'elles pouvaient, durant une procédure de groupe spécial, "justifier *ex post facto*" des mesures prises au cours de l'enquête. Les CE pourraient-elles expliquer comment cette "justification *ex post facto*" de leurs actions est compatible avec les articles 2, 3 et 5 de l'Accord antidumping, qui prescrivent explicitement les conditions à remplir et la procédure à suivre avant l'ouverture de l'enquête et aux fins de la détermination du dommage et de la marge de dumping.

Les CE estiment que leurs propos ont été mal rapportés dans cette question. Dans leur déclaration finale, elles ont employé l'expression "justification *ex post facto*" selon laquelle les déclarations de base justifiant la décision des CE au sujet du linge de lit sont celles figurant dans l'avis d'ouverture d'enquête et dans les Règlements provisoire et définitif. Dans le cadre de la présente procédure de règlement des différends, les CE ont répondu aux arguments de l'Inde en donnant des explications détaillées de leurs Règlements. Ces explications portaient sur des points de détail. Les CE n'ont pas cherché à présenter une justification *ex post facto* de leurs décisions. Elles ont simplement tenté d'exposer, pour le bénéfice du Groupe spécial, et de l'Inde, les justifications des mesures prévues dans les Règlements.

4. Les CE pourraient-elles indiquer combien d'entreprises des CE faisaient partie de l'échantillon établi à partir de l'industrie communautaire et fournir des détails sur la production individuelle de produits similaires de ces entreprises.

Comme les niveaux précis de production des sociétés sont confidentiels, les CE ne sont disposées à les communiquer que si le Groupe spécial le leur demande. Le tableau ci-dessous présente la ventilation de ces données par pays.

Sociétés incluses dans l'échantillon

PORTUGAL ET ALLEMAGNE - 5 sociétés	
BIERBAUM TEXTILWERKE	
IRISETTE (contrôlée par Bierbaum)	
GÜNTER MERCKELHOLT WEBEREI	
WILH WÜHLING	
LAMEIRINHO Industria textil	
Production du Portugal et de l'Allemagne = 13 260 tonnes	

FRANCE – 8 sociétés	
Ets. FREMAUX	
Ets. HACOT	
HACOT Joseph et Cie	
JALLA S.A. NIEPPE	
MULLIEZ FRERES au LONGERON	
VANDERSCHOOTEN	
Ets. CLAUDE	
Ets. BERA	
Production de la France = 8 533 tonnes	
ITALIE – 4 sociétés	
BASSETTI	
BOSSI	
GABEL INDUSTRIA TESSILE	
ZUCCHI	
Production de l'Italie = 4 210 tonnes	
Production totale des sociétés de l'échantillon = 26 003 tonnes	

ANNEXE 2-10

COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
AU PRÉSIDENT DU GROUPE SPÉCIAL

(22 juin 2000)

Les Communautés européennes notent que, dans ses réponses aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion, l'Inde réitère son allégation suivant laquelle les Communautés européennes auraient pu de certaine manière falsifier les télécopies contenant les déclarations de soutien des producteurs nationaux.

Les Communautés européennes trouvent ces allégations graves et choquantes. Contrairement à ce qu'allègue l'Inde, les Communautés européennes n'ont pas besoin de falsifier des documents et elles n'ont rien à cacher.

Au contraire, les Communautés européennes ont toujours dit qu'elles étaient prêtes à répondre dans les moindres délais et de manière complète à toute demande présentée par le Groupe spécial pour obtenir les renseignements que celui-ci jugeait nécessaires et appropriés, et la seule fois où le Groupe spécial a présenté une telle demande, elles y ont répondu dans les moindres délais.

Compte tenu du fait qu'il est difficile de photocopier et de transmettre par télécopie de façon exacte ces documents, les Communautés européennes seraient heureuses, si le Groupe spécial le juge utile, de montrer au Groupe spécial, en présence de l'Inde, l'original de ces documents afin de régler cette question une fois pour toutes.

Une copie de la présente lettre a aussi été envoyée à la Mission de l'Inde.

ANNEXE 2-11

OBSERVATIONS FORMULÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
SUR LA PARTIE DESCRIPTIVE DU RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL

(3 juillet 2000)

Les Communautés européennes formulent les observations ci-après sur la partie descriptive du rapport du Groupe spécial.

Paragraphes 2.2 à 2.11 en général

La description de la mesure communautaire porte essentiellement sur le Règlement provisoire (et renvoie donc à "la Commission"), qui ne fait pas l'objet du présent différend, plutôt que sur la mesure définitive, qui fait l'objet de la procédure, mais qui n'est pas une mesure adoptée par la Commission. Pour éviter une explication complexe et non nécessaire, les CE proposent que les renvois à la Commission soient tout au long des paragraphes concernés remplacés par des renvois aux CE. Toutes les mesures sont des mesures des CE.

La description des mesures semble plutôt inégale en ce sens que de nombreux détails sont fournis sur certains points alors que d'autres gagneraient à être précisés davantage. Les CE proposent ci-après certaines simplifications.

Paragraphe 2.5

Le résumé du critère de l'échantillonnage est inexact. En particulier, le document présenté à la pièce n° 22 de l'Inde fait état de "la nécessité d'englober… des sociétés de types différents (c'est-à-dire des exportateurs intégrés, semi-intégrés, marchands"). Les CE estiment que les détails fournis sont disproportionnés et elles proposent que la première phrase se termine après "échantillon d'exportateurs indiens" et que la deuxième phrase soit entièrement supprimée. La dernière phrase peut également être supprimée pour la même raison.

Quoi qu'il en soit, les CE sont d'avis que le libellé du paragraphe 2.5, dont il est dit à la note 7 qu'il provient de la pièce n° 22 de l'Inde, semble en fait provenir de la pièce n° 19 de l'Inde.

Paragraphe 2.6

La deuxième phrase du paragraphe 2.6 pourrait créer une certaine confusion au sujet de la méthode appliquée par la Commission pour calculer la valeur normale dans le cas de Bombay Dyeing (méthode décrite aux considérants 23, 24, 25 et 26 du Règlement provisoire).

Les CE seraient d'avis de supprimer entièrement les deuxième et troisième phrases qui donnent des détails non nécessaires. Si le Groupe spécial ne retient pas cette suggestion, il est proposé de reformuler la deuxième phrase comme suit:

> "Il a été constaté qu'une société , la Bombay Dyeing, avait effectué des ventes représentatives de linge de lit en coton sur son marché intérieur. Cependant, seulement cinq types de linge de lit comparables à ceux qui étaient exportés vers les CE avaient été vendus dans des quantités représentatives sur le marché intérieur. Toujours est-il qu'il a été constaté que ces cinq types n'avaient pas été vendus au cours d'opérations commerciales normales. Par conséquent, des valeurs construites ont dû être calculées pour tous les types vendus par Bombay Dyeing".

Paragraphe 2.7

Ce paragraphe mentionne deux fois le concept d'une "proportion majeure de l'industrie communautaire" et n'établit pas de distinction entre les deux étapes de la représentativité et de la détermination de l'industrie communautaire. Les CE ne croient pas qu'il soit nécessaire d'examiner cette question en détail dans la partie descriptive. Cependant, le texte serait plus clair pour le lecteur si les mots "représentait une proportion majeure de la production communautaire de linge de lit" de la première phrase du paragraphe 2.7 étaient remplacés par l'expression "satisfaisait aux dispositions de l'article 5.4 concernant la représentativité" (phrase qui figure également au considérant 52 du Règlement provisoire).

Paragraphe 2.8

Il n'est pas fait mention des prix dans la troisième phrase. Les bénéfices et les profits étaient tous deux mentionnés dans la section "Conclusion concernant le préjudice" du Règlement provisoire, dernière phrase du considérant 93. Il s'agit d'un point important car il concerne les conclusions globales concernant le préjudice (voir le paragraphe 40 du Règlement définitif). Les CE demandent que les mots "et à des prix déprimés" soient ajoutés après "une rentabilité décroissante et insuffisante" à la cinquième ligne.

Paragraphe 3.1, allégation 4

Les CE rappellent que l'Inde a confirmé que cette allégation ne s'étend pas au montant des frais ACG inclus dans les valeurs construites. En particulier, dans sa réponse à la question 32 posée par le Groupe spécial après la première réunion avec les parties, l'Inde a déclaré que

> "L'Inde n'a pas formulé d'allégation concernant le calcul des frais ACG car, d'après ce qu'elle a cru comprendre, les frais ACG exprimés en pourcentage [10,39 pour cent] étaient en l'occurrence les mêmes pour les ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales que pour l'ensemble des ventes […]."

Il est donc proposé de reformuler cette allégation comme suit:

> "Allégation 4: Incompatibilité avec l'article 2.2, du fait de l'application du montant des bénéfices déterminé pour Bombay Dyeing dans le calcul de la valeur construite pour les autres producteurs, même si ce montant n'était manifestement pas "raisonnable"."

Avant le paragraphe 3.7

Seules les demandes de décisions préliminaires des CE ont été décrites. Par souci d'exactitude, les CE demandent que:

1) le paragraphe suivant soit inséré avant le paragraphe 3.7:

   "Les CE demandent que le Groupe spécial rejette les demandes de recommandations formulées par l'Inde."

2) Le paragraphe suivant soit inséré après le paragraphe 3.7 (nouveau paragraphe 3.8):

   "Outre leur demande de décision préliminaire concernant le mandat du Groupe spécial, les CE ont également fait valoir que l'allégation 29 ne relevait absolument pas

du Groupe spécial parce que la demande d'établissement dudit groupe se référait au comportement des CE avant l'existence du Règlement provisoire."

(Voir la communication présentée à titre de réfutation par les CE, paragraphe 97.)

ANNEXE 2-12

OBSERVATIONS FORMULÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
SUR LE RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE DU RAPPORT
DU GROUPE SPÉCIAL

(3 juillet 2000)

Les Communautés européennes sont reconnaissantes au Groupe spécial d'avoir produit un rapport de bonne tenue, et elles le remercient ainsi que le Secrétariat pour les efforts qu'ils y ont consacrés. Les CE sont bien entendu déçues que le Groupe spécial ait constaté que certains éléments du Règlement ne sont pas tout à fait compatibles avec l'Accord antidumping et elles réservent leurs droits à cet égard.

Les Communautés européennes ne considèrent pas qu'il sera nécessaire d'organiser une réunion pour traiter du réexamen intérimaire, à moins que l'Inde ne demande que des modifications de fond soient apportées aux constatations du Groupe spécial et que ce dernier soit disposé à accepter lesdites modifications.

La seule demande que les Communautés européennes auraient à formuler au sujet du libellé du rapport final est d'y être désignées sous leur appellation officielle dans le cadre de l'OMC, à savoir "les Communautés européennes", plutôt que par l'abréviation, "les CE".

Copie de la présente est directement adressée à la Délégation de l'Inde.

ANNEXE 3-1

COMMUNICATION DE L'ÉGYPTE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(3 avril 2000)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 603

II ASPECTS FACTUELS 604

III. ASPECTS JURIDIQUES 604

1. Violation des règles de procédure de l'Accord antidumping 605

2. Infractions de fond à l'Accord antidumping 607

i) Dumping 607

ii) Dommage 608

1. Volume des importations faisant l'objet d'un dumping 608

2. Collecte des données 609

3. Dommage subi par l'industrie communautaire 610

4. Production 610

5. Volume des ventes 610

6. Valeur des ventes 610

7. Part de marché 611

8. Emploi 611

9. Évolution des prix et rentabilité 611

iii) Causalité 611

iv) Infraction à l'article 15 de l'Accord antidumping 612

I. INTRODUCTION

1. La présente communication du gouvernement égyptien en tant que tierce partie au Groupe spécial Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde (WT/DS141) est présentée en application de l'article 10:2 du Mémorandum

d'accord sur le règlement des différends. L'Égypte ne doute pas que le Groupe spécial prendra pleinement en compte cette communication, comme le prévoit l'article 10:1 dudit Mémorandum.

2. Étant un gros producteur/exportateur de coton et de produits en coton, notamment de linge de lit, l'Égypte a un intérêt substantiel dans les résultats de la présente procédure, surtout si l'on considère que les Communautés européennes (CE) absorbent une part importante des exportations égyptiennes de linge de lit en coton.

3. L'opinion mûrement réfléchie de l'Égypte est que l'engagement d'une procédure antidumping, l'imposition de droits provisoires et l'imposition de droits définitifs sur le linge de lit en coton égyptien par les CE sont injustifiés et contraires aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) applicables en la matière. À ce titre, l'Égypte demande au Groupe spécial de constater que les avantages résultant pour elle de l'Accord sur l'OMC ont été annulés et compromis.

4. Comme l'Égypte est une tierce partie dans la présente affaire, elle a décidé de ne pas présenter une communication détaillée traitant de toutes les questions pertinentes dont le Groupe spécial est saisi. Elle s'est bornée à mentionner les aspects factuels et juridiques de l'affaire dont l'examen peut, à son avis, contribuer à l'aboutissement de la présente procédure. Cela étant, elle souhaite indiquer qu'elle souscrit à tous les arguments avancés par l'Inde afin de démontrer que l'imposition de droits antidumping par les CE est illicite et ne saurait être justifiée au regard de l'Accord antidumping de l'OMC.

II. ASPECTS FACTUELS

5. Le présent différend résulte d'une plainte déposée auprès de la Commission européenne par Eurocoton en juillet 1996. Il était notamment allégué que le linge de lit en coton faisait, dans les CE, l'objet d'un dumping de la part de l'Égypte et d'autres pays en développement, à savoir l'Inde et le Pakistan. Sur la base de cette plainte, les CE ont engagé une procédure antidumping contre les importations de linge de lit en coton originaires d'Égypte, d'Inde et du Pakistan ou exporté par ces pays en publiant un avis d'ouverture d'une procédure en septembre 1996 (dans le Journal officiel des Communautés européennes C266/2 du 13 septembre 1996). À l'issue d'une enquête préliminaire, les CE ont institué des droits antidumping provisoires sur les exportations en provenance des trois pays susmentionnés par le Règlement (CE) n° 1069/97 de la Commission du 12 juin 1997. Des droits antidumping définitifs ont ensuite été imposés par le Règlement (CE) n° 2398/97 du Conseil du 28 novembre 1997.

6. Conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et à l'article 17 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994, le gouvernement indien a demandé l'ouverture de consultations avec les CE. Les consultations n'ayant pas permis de résoudre le problème, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial dans une communication au Président de l'Organe de règlement des différends (ORD) en date du 7 septembre 1999. L'Égypte a notifié à l'ORD, lors de sa réunion du 27 octobre 1999, son intention de participer aux travaux en tant que tierce partie en vertu de l'article 10 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

III. ASPECTS JURIDIQUES

7. Dans le cas de l'Égypte, trois entreprises publiques et une société privée ont été choisies par la Commission européenne pour constituer un échantillon représentatif des producteurs/exportateurs de linge de lit égyptien aux fins de l'enquête. Les CE ont reçu des entreprises non incluses dans l'échantillon l'assurance qu'elles coopéreraient à l'enquête mais elles ne leur ont pas envoyé de questionnaires et ne leur ont pas demandé de renseignements au cours de la procédure. La plainte de l'Égypte à cet égard porte sur la manière dont l'enquête a été menée et l'application des règles de fond

de l'Accord antidumping de l'OMC dont elle estime qu'elles ont contrevenu aux disciplines multilatérales établies.

1. Violations des règles de procédure de l'Accord antidumping

8. Avant qu'il ne dépose sa plainte auprès de la Commission européenne en juillet 1996, Eurocoton avait été impliqué dans un certain nombre d'affaires d'antidumping dont la clôture avait été prononcée essentiellement en raison de l'absence de coopération ou l'opposition d'une proportion notable des producteurs nationaux de produits similaires dans les CE.[1] Il avait été mis fin à une enquête antérieure sur le dumping dont aurait fait l'objet le linge de lit de la part de l'Inde, du Pakistan, de la Thaïlande et de la Turquie après qu'Eurocoton eut retiré sa plainte. Bien que les raisons ayant motivé ce retrait n'aient pas été données, il est de notoriété publique que les autres gros producteurs de linge de lit des CE n'avaient pas accordé leur soutien au Comité. N'étant appuyé que par une minorité de producteurs, ce dernier n'avait pas d'autre choix que demander le retrait de sa plainte.

9. Bien que les CE aient été informées à tous les moments déterminants du retrait de la plainte initiale (*JO-1996-L17/27*) d'Eurocoton au motif qu'elle n'était pas soutenue par une proportion notable des producteurs communautaires, elles ont décidé d'ouvrir une enquête après avoir reçu d'Eurocoton une autre plainte contre les exportations de linge de lit faisant l'objet d'un dumping. La prudence aurait voulu que les CE s'assurent que la nouvelle plainte avait été introduite par la branche de production nationale produisant un produit similaire ou en son nom, comme l'article 5.4 de l'Accord antidumping l'exige, avant de prendre de nouvelles mesures. Si elles s'étaient conformées scrupuleusement aux dispositions de l'Accord, elles se seraient rendu compte qu'Eurocoton n'avait pas qualité voulue par l'article 5.4 de l'Accord antidumping pour porter plainte.

10. L'assertion des CE selon laquelle la plainte a été déposée au nom de l'industrie communautaire n'est pas corroborée par les faits de la cause. L'enquête a révélé que les producteurs communautaires qui soutenaient la plainte étaient minoritaires. Et encore, plusieurs d'entre eux ont dû être éliminés pour différentes raisons. Non moins de sept sociétés dont la Commission avait "établi qu'elles ne [faisaient] pas partie des plaignants" avaient dû être éliminées. En outre, sur les producteurs restants, trois n'avaient pas coopéré avec la Commission au cours de l'enquête et un ne produisait plus de linge de lit. Enfin une autre société incluse dans l'échantillon avait dû être écartée parce qu'elle importait du Pakistan une proportion notable du produit visé par l'enquête. Le nombre des producteurs qui faisaient initialement partie des plaignants a ainsi été ramené de 46 à 34. Le degré de coopération des producteurs subsistants a été dans l'ensemble extrêmement médiocre. Beaucoup n'ont pas fourni – du moins sous une forme non confidentielle – les renseignements qui sont habituellement demandés au cours des enquêtes de ce genre.

11. Dans la présente affaire, la proportion de plaignants est très modeste (34 pour cent) mais la Commission et le Conseil allèguent que les seuils fixés dans le règlement de base des CE ont été respectés tout au long de la procédure (considérants 32 à 34 du Règlement instituant des mesures définitives). Le chiffre de 34 pour cent est suffisant au regard de l'Accord antidumping étant donné que les 66 pour cent restants ne se sont pas opposés à l'ouverture de l'enquête. Cet argument des CE ne semble pas être étayé par les éléments de preuve produits jusqu'ici dans la présente affaire. Ni les dossiers non confidentiels communiqués aux parties intéressées, ni les documents de notification ni le

[1] Voir *(*Cotton terry-towelling articles from Turkey, JO-1996-L17/22 – non-coopération de la part de l'industrie communautaire / Tissus de coton originaires de Chine, d'Inde, d'Indonésie, du Pakistan et de Turquie, JO-1996-L42/16 – retrait de la plainte pour des motifs non spécifiés / Tissus de fibres synthétiques discontinues originaires d'Inde, d'Indonésie, du Pakistan et de la Thaïlande, JO-1996-L42/18 – retrait de la plainte pour des raisons non spécifiées / Denim fabric from Turkey, Indonesia, Hong Kong and Macao, JO-1990-1222/50 – absence de dommage et/ Draps et taies d'oreiller en polyester/coton originaires des États-Unis d'Amérique, JO-1982-48/30 absence de dumping).

Règlement instituant des droits définitifs ne démontrent de façon concluante que les plaignants représentaient effectivement 34 pour cent de la branche de la production totale de l'UE. En outre, pour vérifier si les seuils susmentionnés étaient respectés, la Commission était présumée avoir procédé à une détermination préliminaire concernant les producteurs qui devaient être exclus de l'industrie communautaire parce qu'ils étaient eux-mêmes importateurs des produits qui faisaient prétendument l'objet d'un dumping. Il n'est fait mention d'une telle détermination dans aucun des dossiers pouvant être consultés.

12. Il ne suffit pas que la branche de production plaignante représente 25 pour cent de la production communautaire totale pour que le critère de la "représentativité" énoncé dans l'Accord antidumping soit rempli. Étant donné les faits susmentionnés, la Commission était présumée avoir examiné minutieusement si les producteurs communautaires restants qui coopéraient comptaient pour plus de 50 pour cent dans la production communautaire totale de linge de lit. La Commission ayant établi que ces producteurs représentaient seulement 34 pour cent et les autres producteurs communautaires dont Eurocoton alléguait qu'ils soutenaient la plainte seulement 15 pour cent de la production communautaire totale, on peut en conclure que l'ensemble des producteurs favorables à la plainte comptaient pour 49 pour cent dans la production communautaire totale.

13. Les difficultés éprouvées par Eurocoton pour obtenir l'appui des autres producteurs communautaires permettent d'induire qu'un groupe de producteurs représentant 51 pour cent de la production communautaire était opposé à la plainte. La situation réelle aurait pu être établie si la Commission avait ouvert une enquête approfondie pour s'assurer de l'importance des divers producteurs communautaires de linge de lit et avait vérifié si, comme Eurocoton l'alléguait, ils représentaient "une proportion majeure de l'industrie communautaire" au sens de l'Accord antidumping. N'ayant pas ouvert une telle enquête, la Commission a été contrainte de mettre fin immédiatement à la procédure.

14. L'interprétation de ce qui, selon les CE, serait le membre de phrase pertinent dans l'article 5.4, c'est-à-dire "les autorités ont déterminé" n'est pas étayée par le contexte, l'objet et le but de l'article. L'article 5.4 de l'Accord antidumping vise à sauvegarder les intérêts des exportateurs en exigeant des autorités chargées de l'enquête qu'elles ne prennent pas des mesures fantaisistes de nature à perturber les échanges. C'est pour cette raison qu'il les oblige à s'assurer du soutien accordé à une plainte avant de lancer une enquête. Les termes "ont déterminé" ne signifient pas qu'elles peuvent prendre la décision qu'elles veulent. Toute décision d'ouvrir une enquête doit reposer sur des faits et des preuves pertinents. L'acceptation de l'interprétation des CE rendrait l'article superflu puisque, dans aucune affaire, la détermination des autorités chargées de l'enquête ne pourrait être contestée. Si les rédacteurs de l'Accord avaient voulu conférer aux enquêteurs cet énorme pouvoir discrétionnaire, ils l'auraient expressément indiqué.

15. Contrairement aux termes exprès de l'article 5.3 de l'Accord antidumping, les CE n'ont pas examiné de façon approfondie les allégations contenues dans la plainte. Elles n'ont pas pris en compte les renseignements disponibles lors de l'engagement de la procédure, lesquels mettaient en évidence que les importations faisant l'objet d'un dumping n'avaient pas causé de dommage important. Même en admettant que les CE ont procédé à l'examen requis, elles se sont abstenues d'en informer les parties intéressées. À ce titre, elles ont agi en contravention avec les articles 12.1 et 12.2 de l'Accord antidumping. Il semble que l'argument des CE figurant au paragraphe 81 de leur première communication écrite sollicite le texte pertinent de l'article. La violation de telle ou telle disposition de l'Accord antidumping de l'OMC pourrait invalider la décision prise par un pays Membre. Les CE n'ont donc pas la latitude de minimiser ou de passer sous silence leurs atteintes à des dispositions expresses de l'Accord sur l'OMC.

2. Infractions de fond à l'Accord antidumping

16. Avant d'aborder les infractions de fond aux dispositions de l'Accord antidumping, il convient d'analyser l'argument des CE selon lequel les allégations de l'Inde concernant "des défauts allégués dans le Règlement provisoire ne relèvent pas du domaine de la compétence du Groupe spécial". Les CE avancent deux raisons à l'appui de cette allégation. Une mesure provisoire ne peut être portée devant l'ORD que lorsqu'elle "a [eu] une incidence notable et que le Membre qui a demandé des consultations estime que l'adoption de cette mesure est contraire aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 7". Il apparaît clairement que si l'Inde et les autres pays touchés par la mesure n'avaient pas estimé que celle-ci était imposée en contravention avec les dispositions de l'article 7.1 de l'Accord antidumping, ils n'auraient pas jugé nécessaire de participer à la présente procédure. De la première condition, il découle aussi que si la mesure n'avait eu aucune incidence notable, l'Inde et les autres pays touchés n'auraient pas porté plainte. Le fait même qu'ils ont coopéré à l'enquête et fourni des éléments de preuve pour réfuter les allégations signifie qu'ils étaient préoccupés par l'incidence notable que l'imposition de droits antidumping aurait sur leur industrie du linge de lit. En résumé, l'argument des CE selon lequel le Groupe spécial n'est pas habilité à traiter des allégations relatives au règlement provisoire est sans fondement et devrait être rejeté par le Groupe spécial.

i) Dumping

17. En déterminant la valeur normale du produit faisant prétendument l'objet d'un dumping, les CE n'ont pas tenu compte des dispositions de l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord antidumping, dont les passages pertinents précisent ce qui suit:

> "… les frais seront normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, … " (article 2.2.1.1); et
>
> "… les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles … " (article 2.2.2).

Les frais n'ont pas été calculés par la Commission sur la base des registres des exportateurs ou des producteurs faisant l'objet de l'enquête dans le cas de l'Égypte et les montants correspondant aux frais ACG n'ont pas été fondés sur des données réelles fournies par les parties en cause. Au lieu de cela, pour les frais ACG, des montants supérieurs aux dépenses supportées et dûment inscrites dans les registres du producteur ont été utilisés pour établir la valeur normale construite. La Commission, en majorant les frais ACG, a enfreint les dispositions précitées. Les valeurs normales ont donc été surestimées, ce qui a gonflé artificiellement les marges de dumping. Cette majoration résulte de méthodes de calcul mathématiquement erronées et contraires aux principes élémentaires de la comptabilité.

18. L'argument formulé par les CE au paragraphe 137 de leur première communication écrite selon lequel elles "ont eu raison de mettre certaines limites en ce qui concerne les catégories de données qu'elles prendraient en considération pour construire la valeur normale", est abusif. Si, dans certains cas, il peut être procédé à des ajustements, il s'agit avant tout de ne pas employer de méthode qui se traduise par des marges bénéficiaires excessives. En gonflant les chiffres, les CE ont nettement exagéré les bénéfices des quatre exportateurs égyptiens inclus dans l'échantillon, ce qui leur a permis d'obtenir une valeur normale supérieure et, partant, une marge de dumping artificielle.

19. En établissant la marge de dumping dans la présente affaire, les CE ont violé les dispositions de l'article 2.4.2:

> "… l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction". Néanmoins (ce qui est une exception à la règle) "… une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée pourra être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement si les autorités constatent que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes, et si une explication est donnée quant à la raison pour laquelle il n'est pas possible de prendre dûment en compte de telles différences en utilisant les méthodes de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction."

Le paragraphe 46 du Règlement des CE instituant des droits provisoires indique que la valeur normale construite moyenne pondérée "par type" a été comparée au prix à l'exportation moyen pondéré "par type" pour les exportateurs égyptiens. En quelque sorte, les CE ont choisi d'appliquer la première option prévue par l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. Cependant, leur manipulation comptable consistant à ramener à zéro les montants négatifs par type va au-delà de ce qui est licite dans les limites de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. Si la Commission s'était conformée rigoureusement à sa propre pratique établie, le résultat aurait été différent. En s'écartant de cette pratique, les CE ont montré clairement qu'elles étaient déterminées à obtenir des marges de dumping plus élevées.

20. En imposant des droits antidumping provisoires, les CE ont enfreint les dispositions de l'article 9.4 de l'Accord antidumping. Comme cela est précisé au paragraphe 7 de la présente communication, les règlements des CE instituant des droits provisoires et des droits définitifs ont établi une distinction entre les entreprises publiques et les sociétés privées et l'enquête a porté sur trois entreprises publiques et une société privée. Au paragraphe 48 du Règlement instituant des droits provisoires, il est néanmoins affirmé qu'une seule marge moyenne pondérée de dumping a été calculée pour les trois sociétés contrôlées par l'État et appliquée ensuite à toutes les sociétés contrôlées par l'État, qu'elles aient ou non proposé de coopérer avec les autorités des CE au cours de l'enquête. La marge ainsi obtenue a été de 13,5 pour cent. Une marge de dumping individuelle a été établie pour la société privée soumise à l'enquête. La marge de 9,1 pour cent n'a cependant pas été appliquée systématiquement à toutes les sociétés privées, dont les sociétés non incluses dans l'échantillon ayant proposé de coopérer avec les autorités des CE au cours de l'enquête. Au lieu de cela, les autorités des CE ont attribué à ces dernières sociétés la marge moyenne de dumping des quatre sociétés incluses dans l'échantillon, pondérée en fonction de leur chiffre d'affaires à l'exportation vers les CE, et sont arrivées à une marge de dumping de 13 pour cent applicable à l'ensemble du secteur privé. Il apparaît clairement que l'approche adoptée par les CE est injustifiée au regard de l'Accord antidumping. Les CE auraient dû agir de façon cohérente et non manipuler les chiffres pertinents pour pouvoir atteindre leur objectif.

ii) Dommage

1. Volume des importations faisant l'objet d'un dumping

21. La question qui se pose est celle de savoir si, lors de la détermination de l'existence d'un dommage, les CE ont eu raison de considérer toutes les importations en provenance des pays visés comme faisant l'objet d'un dumping pendant la période d'enquête? Il semblerait que la pratique courante des CE soit de considérer toutes les importations des produits visés comme faisant l'objet d'un dumping une fois que la marge moyenne pondérée de dumping a été établie. En d'autres termes, tous les produits pertinents originaires du pays soumis à l'enquête seraient considérés comme des produits ayant fait l'objet d'un dumping. Se conformant à cette pratique, la Commission a noté ce qui suit dans le Règlement instituant des droits provisoires:

> "(67) Les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance des trois pays concernés sont passées de 33 825 tonnes en 1992 à 46 656 tonnes au cours de la période d'enquête, ce qui représente une augmentation de 12 831 tonnes ou de 38 pour cent. Au cours de la même période, leur part de marché est passée de 16,9 pour cent à 25,1 pour cent."

L'examen des éléments de preuve a révélé une absence de distinction entre les exportations faisant l'objet d'un dumping et les exportations ne faisant pas l'objet d'un dumping. L'approche adoptée par les CE n'est étayée par aucune disposition de l'Accord antidumping. En fait, elle est contraire à l'article 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 3.6 de cet accord.

22. L'interprétation de l'article 3.1 de l'Accord antidumping par les CE n'est pas corroborée par les règles fondamentales énoncées à l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités telles qu'elles ont été précisées et appliquées dans un certain nombre d'affaires par l'Organe d'appel, à commencer par l'affaire États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules (document WT/DS2/AB/R adopté par l'ORD le 20 mai 1996). Les termes pertinents de l'article 3.1 de l'Accord antidumping sont "importations faisant l'objet d'un dumping". En conséquence, si certains produits ne font pas l'objet d'un dumping, ils ne peuvent être pris en compte aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage. Les CE ont interprété abusivement les dispositions de l'article 3.1 de l'Accord antidumping, et cela ne devrait pas être autorisé par le Groupe spécial.

2. Collecte des données

23. À cet égard il s'agit de savoir si le fait d'utiliser des données émanant de producteurs autres que ceux dont il a été estimé qu'ils étaient des producteurs communautaires aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage est une atteinte à l'Accord antidumping. Le paragraphe 57 du Règlement des CE instituant des droits antidumping provisoires spécifie expressément ce qui suit:

> "Les 35 autres sociétés, qui ont coopéré à l'enquête et qui sont établies en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Autriche et en Finlande, représentaient une proportion majeure de la production communautaire totale au cours de la période d'enquête. Elles ont donc été considérées comme constituant l'industrie communautaire au sens de l'article 4.1 du Règlement de base."

Malgré cette déclaration, la Commission a fait largement appel aux données émanant de sociétés ne soutenant pas la plainte déposée en vue de la détermination de l'existence d'un dommage. Aucune disposition de l'Accord antidumping ne peut étayer l'approche adoptée par les CE qui est incompatible avec l'article 3.1 (et avec l'article 3.3, 3.4, 3.5 et 3.6), lequel prévoit que la Commission détermine si l'industrie nationale a subi un dommage et ne prescrit pas une détermination de l'existence d'un dommage fondée sur des données se rapportant à des sociétés qui ne font pas partie des producteurs nationaux.

24. Une question annexe se pose: celle de savoir dans quelle mesure les CE sont liées par les données fournies par les sociétés incluses dans l'échantillon dans l'analyse du dommage. Autrement dit, la Commission a-t-elle le droit de faire abstraction des données recueillies sur les sociétés incluses dans l'échantillon et de fonder sa décision sur des données relatives à des sociétés qui n'ont pas été sélectionnées? La Commission en ne tenant aucun compte des résultats de l'enquête menée auprès de son propre échantillon de producteurs nationaux n'a pas procédé à une évaluation impartiale et objective des faits et a donc agi de façon contraire à l'article 6.10 envisagé en corrélation avec l'article 3.4, 3.5 et 3.6. En ne fournissant pas les données pertinentes pour la branche de production nationale facteur par facteur, la Commission a contrevenu à l'article 3.5 de l'Accord antidumping.

3. Dommage subi par l'industrie communautaire

25. Pour déterminer si l'industrie communautaire avait subi un dommage important, la Commission semble avoir pris en compte indifféremment l'industrie communautaire et la production communautaire totale. Elle est aussi parvenue à un certain nombre de conclusions concernant la situation de l'industrie communautaire en se fondant sur les renseignements statistiques relatifs à la production communautaire totale. Elle a donc utilisé des indices complètement différents qui devraient être traités comme tels, pour ne pas donner une image déformée de la situation. Les éléments de preuve disponibles dans la présente affaire montrent que l'industrie communautaire est en bonne santé et n'aurait pas pu être lésée par les importations de linge de lit en provenance des pays visés. Les faits suivants sont révélateurs:

4. Production

26. La production totale de linge de lit de l'industrie communautaire a augmenté de 8,7 pour cent entre 1992 et la période d'enquête. La baisse de production de certains producteurs communautaires est sans intérêt en l'occurrence étant donné que, en application de l'article 3 du Règlement de base, la Commission doit seulement examiner si un dommage important a été causé à l'industrie communautaire concernée. Il est extrêmement regrettable que la Commission veuille maintenant donner un sens différent à l'expression "industrie concernée". Selon elles, cette expression englobe les producteurs communautaires qui ont pu survivre malgré le dumping dont ils ont fait l'objet de la part des pays visés. L'allégation des CE selon laquelle la fermeture de certaines entreprises est imputable aux importations faisant prétendument l'objet d'un dumping et non à d'autres facteurs indépendants n'est fondée sur aucun élément de preuve. Poussé jusqu'à sa conclusion logique, l'argument des CE signifierait que les produits faisant l'objet d'un dumping pouvaient, de façon sélective, ne causer de dommage qu'aux producteurs n'ayant pas soutenu la plainte déposée par Eurocoton. Ce raisonnement est évidemment absurde. Une fois encore, il n'existe aucun texte qui étaye l'interprétation par les CE de l'article 3 de l'Accord antidumping. La diminution de la production des producteurs non communautaires concernés s'explique plus rationnellement par des facteurs autres que le dumping étant donné que des éléments de preuve suffisants montrent que la production communautaire totale s'est accrue pendant la période d'enquête.

5. Volume des ventes

27. La Commission allègue que les ventes de l'ensemble des producteurs communautaires ont reculé de 17 pour cent et que celles des producteurs inclus dans l'échantillon ont fléchi de 1,5 pour cent. Cela dit, pour des raisons qu'elle connaît mieux que personne, elle ne communique pas les chiffres qui sont véritablement importants, c'est-à-dire les chiffres montrant l'évolution des ventes en volume de l'industrie communautaire, bien qu'elle fournisse des données sur la tendance des ventes en valeur. Selon le document de notification, cependant, les ventes de l'industrie communautaire se sont en fait accrues pendant la période considérée. D'ailleurs, en opposant la relation entre la tendance des ventes en volume et la tendance des ventes en valeur des producteurs inclus dans l'échantillon à la tendance des ventes en valeur de l'industrie communautaire, on peut constater que le volume des ventes de l'industrie communautaire a augmenté d'environ 2,5 pour cent entre 1992 et la période d'enquête. Au vu de ce résultat, les chiffres de la Commission sont extrêmement discutables.

6. Valeur des ventes

28. Les éléments de preuve révèlent qu'entre 1992 et la période d'enquête, les ventes en valeur ont progressé de 4,2 pour cent pour l'industrie communautaire et de 1,7 pour cent pour les producteurs inclus dans l'échantillon. L'assertion des CE selon laquelle les produits faisant prétendument l'objet d'un dumping ont eu un effet sur la valeur des ventes intérieures n'est donc pas fondée.

7. Part de marché

29. En valeur, la part de marché de l'industrie communautaire a connu une augmentation appréciable de 11,8 pour cent entre 1992 et la période d'enquête. La part de marché des producteurs inclus dans l'échantillon s'est accrue de 9 pour cent entre 1992 et la période d'enquête et de non moins de 17,2 pour cent entre 1991 et la période d'enquête. En volume, la part de marché des producteurs inclus dans l'échantillon a augmenté de 5,6 pour cent entre 1992 et la période d'enquête. Aucune donnée n'a été fournie concernant l'industrie communautaire. Pourtant, même si l'on considère que le volume des ventes est resté stable, comme la Commission l'indique dans la lettre de notification, la part de marché de l'industrie communautaire doit avoir au moins progressé dans une proportion similaire.

8. Emploi

30. Les éléments de preuve révèlent une faible diminution du niveau de l'emploi en ce qui concerne l'industrie communautaire. Sur les 7 000 personnes travaillant dans le secteur, 375 seulement ont perdu leur poste. Il convient néanmoins de se rappeler que la production a progressé pendant la même période, si bien que la baisse du niveau de l'emploi est plutôt imputable à une efficience accrue qu'aux importations faisant prétendument l'objet d'un dumping.

9. Évolution des prix et rentabilité

31. Compte tenu du fléchissement de la consommation communautaire, les producteurs communautaires sont parvenus à maintenir des prix remarquablement stables; à vrai dire, ils ont réussi à majorer ces prix de plus de 3 pour cent pendant la période considérée et à rester rentables.

32. Cela étant, pratiquement tous les indicateurs sur lesquels la Commission s'est fondée pour démontrer l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale prouvent en réalité le contraire. En d'autres termes, ils confirment que l'industrie communautaire est en bonne santé et n'a été lésée par aucune exportation faisant l'objet d'un dumping. Ils donnent à entendre que les difficultés éprouvées par certains producteurs communautaires individuels sont dues à d'autres facteurs. Au vu de tous les éléments obtenus, les CE ne peuvent contester qu'entre 1992 et la période d'enquête l'industrie communautaire a enregistré une augmentation de sa production, de ses ventes, de sa part de marché et de ses prix et qu'elle est restée rentable malgré une baisse sensible de la consommation.

33. L'observation de la Commission selon laquelle, lors de l'examen des données relatives à l'industrie communautaire, il devrait être tenu compte des 29 producteurs non communautaires, qui ont arrêté ou réduit leur production de linge de lit dans la Communauté entre 1992 et la période d'enquête (page 18 de la lettre de notification), est hors de propos étant donné que l'existence d'un dommage doit être déterminée en fonction du règlement de base et non de la production communautaire.

iii) Causalité

34. Parmi les conditions (dumping, dommage, lien de causalité) qui doivent être réunies pour que des droits antidumping puissent être licitement imposés, la démonstration d'un lien de causalité est la seule prescription purement juridique. Il est satisfait à la prescription de causalité, aux termes de l'Accord antidumping, lorsqu'il est prouvé: premièrement que le dumping par ses effets a causé un dommage à la branche de production nationale produisant un produit similaire; deuxièmement que le dommage causé à la branche de production nationale n'est imputable à aucun autre facteur.

35. L'assertion de la Commission selon laquelle elle a répondu aux deux exigences n'est pas corroborée par les éléments de preuve. Aux paragraphes 95 à 99 du Règlement instituant des droits provisoires, la Commission a noté: "il peut être conclu qu'il existe un lien de causalité direct entre ces importations et le préjudice important établi". Ce qui est étrange, c'est que les CE ont attendu d'avoir fait cette constatation pour examiner si d'autres facteurs auraient pu causer le dommage. Leur approche est incompatible avec l'article 3.5 de l'Accord antidumping.

36. Rien ne prouve que, dans leur analyse, les CE ont tenu compte de ce que la consommation du produit similaire dans les CE a diminué au cours de la période considérée. Si cet élément avait été pris en considération, les CE ne seraient pas parvenues à la conclusion que les produits faisant prétendument l'objet d'un dumping étaient la cause d'un dommage pour l'industrie communautaire. En négligeant ce fait important, les CE ont manqué à l'obligation de procéder à une détermination équitable et objective conforme à l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

37. Si la Commission reconnaît que les importations faisant l'objet d'un dumping n'ont pas eu d'effet sur la part de marché de l'industrie communautaire, elle affirme qu'elles ont eu une incidence sur la rentabilité des producteurs inclus dans l'échantillon qui est tombée "de 3,6 pour cent à 1,6 pour cent". Il conviendrait de rappeler que la baisse de rentabilité alléguée est fondée sur les résultats d'un seul des producteurs inclus dans l'échantillon. Comme l'augmentation de la part de marché en valeur par rapport à la variation de la part de marché en volume a été proportionnellement plus rapide pour l'industrie communautaire que pour les producteurs inclus dans l'échantillon, on peut raisonnablement présumer que la rentabilité de l'industrie communautaire devrait avoir évolué différemment. En partant du principe que la variation des coûts de production de l'industrie communautaire est la même que celle des coûts de production des producteurs inclus dans l'échantillon, on peut affirmer que cette rentabilité communautaire devrait en fait s'être accrue pendant la période considérée.

iv) Infraction à l'article 15 de l'Accord antidumping

38. En vertu des dispositions de l'article 15 de l'Accord antidumping, les CE ont été contraintes d'explorer "les possibilités de solution constructives … préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres". Il apparaît clairement que les CE ont agi en contravention avec cette disposition car elles n'ont pas proposé aux exportateurs égyptiens, par exemple, de prendre des engagements en matière de prix. Il semble que, pour les CE, la proposition doit venir des exportateurs. Leur interprétation des dispositions de l'article 15 est erronée pour la simple raison que, puisqu'il s'agit d'une obligation juridique à laquelle les pays développés doivent se conformer chaque fois qu'ils envisagent d'imposer des droits antidumping, il appartient à ces pays de demander aux pays en développement en cause s'ils sont ou non intéressés par des engagements en matière de prix. En n'offrant pas aux exportateurs égyptiens la possibilité de prendre de tels engagements, les CE ont agi de façon contraire aux dispositions de l'article 15 de l'Accord antidumping.

ANNEXE 3-2

COMMUNICATION DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(3 avril 2000)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 613

II. ARTICLE 2.2.2 – "BÉNÉFICES" 613

III. ARTICLE 2.4.2 – "MOYENNE PONDÉRÉE" 614

IV. ARTICLE 3 – "IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING" 616

V. ARTICLE 3.4 – "TOUS LES FACTEURS ET INDICES ÉCONOMIQUES PERTINENTS" 616

I. INTRODUCTION

1. L'Accord sur l'OMC, en particulier l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 n'autorise l'application de mesures antidumping que dans les conditions précises qu'il définit car ces mesures sont des exceptions au principe de non-discrimination et à la règle prohibant les droits de douane supérieurs aux droits consolidés de l'OMC. Étant donné ce caractère d'exception, les autorités doivent se conformer rigoureusement aux règles de l'Accord antidumping lors de l'ouverture d'enquêtes antidumping. Nous avons constaté une augmentation notable du nombre de recours aux mesures antidumping et l'emploi abusif de ces mesures dans certains cas est pour nous un sujet de préoccupation croissant.

II. ARTICLE 2.2.2 – "BÉNÉFICES"

2. Le Japon estime que l'article 2.2.2 ii) ne permet pas d'écarter les ventes à un prix inférieur aux coûts de production avant de déterminer le montant du bénéfice. Cet article mentionne les "montants réels … engagés ou obtenus" et ne prévoit aucune restriction. Si elles choisissent cette option, les autorités doivent donc établir la moyenne pondérée des marges bénéficiaires réelles qui sont indiquées par les exportateurs ou les producteurs dans leurs archives comptables ou qui ressortent du prix et du coût des transactions en cause. L'article 2.2.2 ii) n'habilite pas les autorités à modifier ces marges bénéficiaires réelles.

3. Cette interprétation est conforme à la fois au sens littéral du texte et au contexte général de l'article 2.2.2. Il importe de ne pas introduire inconsidérément dans l'article 2.2.2 ii) la notion d'"opérations commerciales normales", car ce serait s'écarter à plusieurs égards des principes de l'interprétation des traités.

4. Tout d'abord, la première phrase de l'article 2.2.2 indique l'une des quatre options possibles pour déterminer les bénéfices. Il y est expressément question d'"opérations commerciales normales". Cette première phrase est cependant grammaticalement distincte de la deuxième qui sert de texte

introductif pour la suite de la disposition. La notion d'"opérations commerciales normales" n'est donc pas à proprement parler considérée comme faisant partie de cette suite.

5. Deuxièmement, les rédacteurs de l'article 2 ont pris grand soin de faire figurer la notion d'"opérations commerciales normales" précisément là où ils voulaient qu'elle s'applique. Il faut donc accorder de l'importance à la décision de ne pas mentionner cette notion à l'article 2.2.2 ii) lorsqu'on interprète le texte. Si les rédacteurs avaient voulu que la notion soit applicable dans ce cas, ils auraient rédigé l'article en conséquence.

6. Troisièmement, une telle approche ne prendrait pas en compte l'importante distinction entre le texte de l'option définie à l'article 2.2.2, qui est fondée sur "des données réelles" et celui de l'option de l'article 2.2.2 ii), qui est fondée sur "des montants réels … engagés ou obtenus". La première option prévoit l'utilisation d'une base de données propre à l'exportateur en cause et exclut donc les ventes qui ne sont pas effectuées au cours d'"opérations commerciales normales". La deuxième n'est pas centrée sur une base de données strictement définie mais fait appel à la notion plus large de "montants réels ... engagés ou obtenus". Aucune société au monde n'inscrit les bénéfices "obtenus" dans ses registres comptables selon le critère plutôt exceptionnel de la réglementation antidumping que constituent les "opérations commerciales normales".

7. Dans leur première communication, les CE cherchent à étayer leur interprétation fallacieuse en attaquant l'interprétation indienne dont elles estiment qu'elle conduit à des résultats déraisonnables (voir communication des CE, paragraphes 145 et 146). Le Japon juge cet argument peu convaincant pour plusieurs raisons.

8. Premièrement, l'interprétation des CE peut également donner des résultats déraisonnables. Supposons qu'une société effectue neuf ventes avec une perte de 1 pour cent dans chaque cas mais une dixième vente avec un bénéfice de 20 pour cent. Si les ventes étaient d'égale importance, le bénéfice total serait de 1,1 pour cent alors que, selon l'interprétation des CE, la marge bénéficiaire atteindrait 20 pour cent. Grande serait sans doute la perplexité de la société faisant un bénéfice moyen d'environ 1 pour cent devant la conclusion fondée sur le droit selon laquelle ses bénéfices atteignent en réalité 20 pour cent.

9. Deuxièmement, il ne devrait pas y avoir de résultats déraisonnables. On est en droit de supposer que si le résultat obtenu en application de l'article 2.2.2 ii) était déraisonnable, et donc incompatible avec l'article 2.2, les CE pourraient choisir une autre option, comme celle de l'article 2.2.2 i) ou celle de l'article 2.2.2 iii). Aucune de ces formules ne permettrait d'exclure arbitrairement les ventes considérées comme effectuées "en dehors d'opérations commerciales normales". Mais, si la notion étroite de "produit similaire", mentionnée à l'article 2.2.2 et à l'article 2.2.2 ii) était remplacée par la notion plus large de "même catégorie générale de produits", mentionnée à l'article 2.2.2 i) et à l'article 2.2.2 iii), les résultats que les CE ont jugés déraisonnables pourraient être évités.

10. Troisièmement, la prescription de l'article 2.2 selon laquelle toute majoration au titre des bénéfices doit être "raisonnable" est une dernière garantie contre des résultats déraisonnables. Si les CE estimaient vraiment que le bénéfice calculé sur la base de toutes les ventes, et non pas seulement des ventes effectuées au cours d'"opérations commerciales normales", était déraisonnable, après avoir évalué les montants des bénéfices conformément à l'article 2.2.2 ii), elles pouvaient le constater et décider de renoncer à cette option.

III. ARTICLE 2.4.2 – "MOYENNE PONDÉRÉE"

11. Le Japon est d'avis que la pratique des CE qui consiste à "ramener à zéro" les marges de dumping n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 2.4.2. Cette disposition exige expressément que l'existence de marges de dumping soit établie sur la base d'une comparaison entre une valeur

normale moyenne pondérée et "une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables". Pour calculer correctement une moyenne pondérée, on n'augmente pas arbitrairement certains des chiffres qu'elle comprend de façon à gonfler le résultat final.

12. Les CE pensent à tort que leur pratique peut être justifiée par l'emploi du terme "comparables" à l'article 2.4.2. Ce terme exprime seulement la nécessité d'une "comparaison" portant sur des éléments semblables. En d'autres termes, les autorités peuvent définir comme il convient toutes catégories raisonnables nécessaires pour assurer que la comparaison porte sur des produits destinés au marché intérieur et des produits d'exportation "comparables". Calculer un prix moyen global pour tous les produits destinés au marché intérieur et un autre prix moyen global pour tous les produits d'exportation n'aurait aucun sens – les différences de prix entre ces combinaisons de produits pouvant rendre l'opération déraisonnable. L'emploi du terme "comparables" vise à éviter des résultats déraisonnables mais il n'autorise nullement à fixer à zéro la valeur des catégories de produits ne faisant pas l'objet d'un dumping avant de calculer une marge de dumping moyenne pondérée globale.

13. Les CE semblent penser que si elles établissent une fois correctement une moyenne pondérée pour la catégorie de produits, elles n'ont pas à recommencer au stade suivant de leur agrégation pour les différentes catégories de produits. Cette interprétation fait cependant abstraction du sens littéral de l'article 2.4.2 qui exige la comparaison d'une moyenne pondérée pour l'établissement de l'existence de marges de dumping.

14. Le texte de l'article 2.4.2 prescrit l'établissement d'une moyenne pondérée sur la base de "toutes" les transactions à l'exportation comparables et non pas seulement sur la base des transactions dont il a été constaté qu'elles faisaient l'objet d'un dumping. Les CE sont apparemment d'avis qu'en incluant le volume des catégories de produits ne faisant pas l'objet d'un dumping dans la moyenne globale elles satisfont à cette prescription. Pourtant, de manière arbitraire, elles ne prennent en compte qu'une partie des transactions à l'exportation – l'élément volume et non l'élément prix. La première phrase de l'article 2.4.2 prévoit expressément une moyenne pondérée des "prix" des transactions à l'exportation. Toutefois, le fait de fixer à zéro la valeur de la catégorie de produits ne faisant pas l'objet d'un dumping revient essentiellement à refixer les "prix" des transactions à l'exportation en cause. Rien dans l'article 2.4.2 ne permet d'envisager une telle manipulation des prix à l'exportation avant de procéder au calcul d'une moyenne pondérée globale correcte.

15. Enfin, les CE ne peuvent s'abriter derrière l'argument selon lequel l'article 2.4.2 n'interdit pas la "réduction à zéro" et que, de ce fait, la pratique doit être autorisée. Le texte de l'article 2.4.2 fait expressément mention d'une moyenne pondérée des "prix" et non de certains prix réels et de certains prix arbitrairement ajustés. Le Japon estime que le texte de l'Accord antidumping et le sens premier de l'article 2.4.2 sont parfaitement clairs.

16. De plus, l'article 2.4 prévoit l'obligation générale de procéder à une "comparaison équitable" pour le calcul des marges de dumping. En effet, la première phrase de l'article 2.4.2 renvoie expressément à la nécessité d'une "comparaison équitable" énoncée à l'article 2.4. Le Japon est d'avis qu'il n'est pas "équitable" de fausser une moyenne pondérée correcte en ajustant pour l'essentiel certains prix.

17. Assurément le caractère inéquitable d'une telle approche est visible dans cette affaire. Une société qui, sur la base d'une comparaison valable entre des moyennes pondérées, ne s'était pas livrée à un dumping a été inopinément jugée coupable de dumping grâce à la méthode des CE. Les CE cherchent à détourner l'attention de cette société en insistant sur le calcul de "tous autres taux" pour différents scénarios (voir la communication des CE, paragraphes 212 et 213). La distinction entre les marges de dumping de 12 pour cent et de 15 pour cent pour des sociétés non soumises à l'enquête n'a pas d'intérêt pour la société intégralement soumise à cette enquête et pourtant passible de droits antidumping alors que normalement il n'aurait dû lui en être appliqué aucun.

IV. ARTICLE 3 – "IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING"

18. À diverses reprises, il est question dans l'article 3 des "importations faisant l'objet d'un dumping". Pour le Japon, cela signifie que la détermination de l'existence d'un dommage, définie à l'article 3, doit reposer sur l'évaluation par les autorités des "importations faisant l'objet d'un dumping" uniquement et non des importations dont il n'a pas été constaté qu'elles faisaient "l'objet d'un dumping".

19. Ce texte a un sens premier facilement perceptible. Si les autorités constatent que certaines importations font "l'objet d'un dumping" et que d'autres ne font pas "l'objet d'un dumping", elles doivent distinguer entre les deux catégories d'importation pour déterminer l'existence d'un dommage. Le fait que certaines importations en provenance d'une société peuvent faire "l'objet d'un dumping" ne permet pas aux autorités de supposer que toutes les importations en provenance de cette société devraient être considérées comme ayant fait "l'objet d'un dumping".

20. Les CE interprètent de façon erronée diverses dispositions de l'Accord antidumping en vue de défendre leur pratique. Elles se trompent en ce qui concerne l'article 2.1. Premièrement elles semblent poser en principe que "produit" signifie "produit similaire", bien que les deux notions soient totalement différentes et utilisées de façon mûrement réfléchie dans cet instrument. En second lieu, les CE ne tiennent pas compte du fait que l'article 2.1 fait mention du "prix à l'exportation [du] produit". Comme il n'y a pas de "prix" associés correspondant aux catégories de produits, mais seulement des transactions individuelles, cette définition doit viser les transactions. Si les CE pensent que "produit" a la même signification que "produit similaire" dans ce contexte (voir communication des CE, paragraphes 223-226), le Japon se demande comment elles pourraient même tenter de définir "le prix" (par opposition à la valeur globale) correspondant à une catégorie aussi vaste de produits divers.

21. Les CE ont en outre mal interprété l'article 3.3. La possibilité de procéder à une évaluation cumulative vaut pour toutes les "importations" puisque l'article 3.3 ne mentionne pas les "importations faisant l'objet d'un dumping". Cela dit, même s'il est procédé à une évaluation cumulative des importations, les autorités sont toujours tenues, pour déterminer l'existence d'un dommage, de se fonder seulement sur les importations soumises à une évaluation cumulative qui font "l'objet d'un dumping".

22. Le fait de laisser quelques importations "faisant l'objet d'un dumping" contaminer toutes les importations en provenance de cette société fausse dangereusement l'examen essentiel prescrit par l'article 3. Aux termes de l'article 3.1 et 3.2, cet examen requiert l'évaluation du volume et de l'effet sur les prix des "importations faisant l'objet d'un dumping". En considérant que les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping font "l'objet d'un dumping", on dénature inévitablement l'examen du "volume des importations faisant l'objet d'un dumping". Il est simplement impossible que des importations fassent et ne fassent pas à la fois "l'objet d'un dumping".

V. ARTICLE 3.4 – "TOUS LES FACTEURS ET INDICES ÉCONOMIQUES PERTINENTS"

23. Le Japon est d'avis que le libellé de l'article 3.4 exige que tous les facteurs énumérés soient examinés par les autorités, ces facteurs constituant une liste minimum. Leur importance respective peut varier de cas en cas mais tous doivent être pleinement pris en compte et évalués dans chaque cas. Les autorités ne peuvent en exclure certains au motif qu'ils les jugent sans intérêt.

24. Le Japon estime que cette interprétation de l'article 3.4 est en outre corroborée par l'évolution dans le temps du texte de cette disposition. Le remplacement de "tels que", qui figurait dans la disposition comparable du Code antidumping issu du Tokyo Round, par "y compris" dans l'Accord antidumping met en relief l'importance des termes "y compris" du point de vue de l'interprétation.

Comme "y compris" veut dire "parmi lesquels", les facteurs énumérés doivent être considérés comme un sous-ensemble d'un groupe potentiellement plus vaste de facteurs qui doit être évalué par les autorités. Si les rédacteurs avaient voulu que cette énumération ne soit qu'une liste de contrôle facultative dans laquelle les autorités pouvaient choisir, ils n'auraient pas remplacé "tels que" par "y compris". Ils auraient aussi employé des termes qui indiquent plus clairement que les autorités pouvaient prendre en compte autant ou aussi peu de facteurs qu'elles le souhaitaient.

ANNEXE 3-3

COMMUNICATION DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(3 avril 2000)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 619

A. RÈGLES D'EXAMEN 620

II. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES SOULEVÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 620

III. ALLÉGATIONS DE L'INDE AU TITRE DE L'ARTICLE 2.2.2 621

A. LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE ONT LE DROIT D'UTILISER LES MONTANTS CORRESPONDANT AUX BÉNÉFICES, AINSI QU'AUX FRAIS D'ADMINISTRATION ET DE COMMERCIALISATION ET AUX FRAIS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL (ACG) D'UN SEUL EXPORTATEUR OU PRODUCTEUR POUR LA CONSTRUCTION D'UNE VALEUR NORMALE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2.2.2 ii) (ALLÉGATION 1 DE L'INDE, ARGUMENT 1) 621

B. L'ARTICLE 2.2.2 ii) N'INTERDIT PAS UNE INTERPRÉTATION SELON LAQUELLE LES VENTES À DES PRIX INFÉRIEURS AUX COÛTS DE PRODUCTION PEUVENT ÊTRE EXCLUES DU CALCUL DES MONTANTS DES BÉNÉFICES ET DES FRAIS ACG (ALLÉGATION 1 DE L'INDE, ARGUMENT 2) 622

C. LE TEXTE DE L'ARTICLE 2.2.2 N'ÉTABLIT AUCUNE HIÉRARCHIE ENTRE LES DIFFÉRENTES MÉTHODES DE CALCUL DES MONTANTS DES BÉNÉFICES ET DES FRAIS ACG (ALLÉGATION 1 DE L'INDE, ARGUMENT 3) 624

D. LES OPTIONS POUR LE CALCUL DES BÉNÉFICES EN VALEUR CONSTRUITE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2.2 ET 2.2.2 SONT LIMITÉES MAIS NON DE LA MANIÈRE PRÉCONISÉE PAR L'INDE (ALLÉGATION 4 DE L'INDE) 625

E. L'ARTICLE 2.4 ET 2.4.2 N'INTERDIT PAS DE RAMENER À ZÉRO LES DIFFÉRENCES NÉGATIVES ENTRE LA VALEUR NORMALE ET LE PRIX À L'EXPORTATION (ALLÉGATION 7 DE L'INDE) 628

F. L'ARTICLE 5.3 N'OBLIGEAIT PAS LES CE À PRENDRE EN COMPTE UNE PREMIÈRE ENQUÊTE INCOMPLÈTE CLOSE ANTÉRIEUREMENT QUI VISAIT UN GROUPE DIFFÉRENT DE PAYS AVANT D'OUVRIR L'ENQUÊTE EN CAUSE (ALLÉGATION 23 DE L'INDE) 631

G. LA PRISE EN COMPTE DES RENSEIGNEMENTS SUR LE SOUTIEN DE LA BRANCHE DE PRODUCTION COMMUNIQUÉS PAR LES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS DE PRODUCTEURS NATIONAUX N'EST PAS INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 5.4 (ALLÉGATION 26 DE L'INDE) 632

H L'ARTICLE 15 DE L'ACCORD ANTIDUMPING N'EXIGE AUCUN RÉSULTAT DE FOND PARTICULIER NI AUCUN ARRANGEMENT SPÉCIFIQUE POUR TENIR COMPTE DE LA SITUATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT (ALLÉGATION 29 DE L'INDE) 634

IV. ALLÉGATIONS RELATIVES À LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE ET EXPLICATIONS PERTINENTES 637

A. DÉFINITION DE LA BRANCHE D'ACTIVITÉ NATIONALE AU TITRE DE L'ARTICLE 4.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 637

B. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ÉCHANTILLONNAGE 641

C. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'EXAMEN PAR LES CE DES FACTEURS À PRENDRE EN COMPTE POUR LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE AU TITRE DE L'ARTICLE 3.4 641

D. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE FAIT QUE TOUTES LES IMPORTATIONS EN CAUSE ONT ÉTÉ CONSIDÉRÉES COMME DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING 643

I. INTRODUCTION

1. Les États-Unis présentent cette communication en tant que tierce partie pour analyser certaines interprétations juridiques de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping"). Nombre des points abordés dans le cadre du présent différend semblent soulever des questions de fait et, dans plusieurs cas, les faits sont obscurs ou contestés. Dans certains cas, en outre, les allégations de l'Inde sont formulées de façon suffisamment imprécise pour qu'il soit difficile de formuler des observations. C'est pourquoi les États-Unis ont mis l'accent sur ce qu'ils estiment être l'interprétation juridique correcte de plusieurs dispositions de l'Accord antidumping sans se prononcer définitivement sur la question de savoir, si, dans l'ensemble, les faits de la cause démontrent clairement une violation de l'Accord antidumping.

2. La section II ci-après traite de l'une des questions soulevées par les Communautés européennes ("CE") dans leur demande de décisions préliminaires.

3. La section III est consacrée à un certain nombre des questions soulevées par les parties, concernant notamment: 1) le calcul des bénéfices en valeur construite; 2) la signification donnée au terme "raisonnable", figurant dans l'article 2.2 et 2.2.2; 3) la manière dont les ventes ne faisant pas l'objet d'un dumping sont incluses dans le calcul des marges de dumping; 4) l'importance d'une première enquête incomplète au regard de la décision d'ouvrir la présente enquête; 5) la nature des éléments de preuve qui doivent être examinés pour déterminer le degré de soutien de la branche de production aux fins de l'engagement de la procédure; 6) le moment d'intervention adéquat et la nature des arrangements découlant de l'article 15. En ce qui concerne la question 2) en particulier, les États-Unis préconisent au Groupe spécial de rejeter l'interprétation par l'Inde des dispositions de l'Accord antidumping relatives au calcul des bénéfices en valeur construite - article 2.2 et 2.2.2 - parce qu'elle impose le critère comparatif du caractère "raisonnable" et établit un plafond pour les montants des bénéfices en valeur construite alors qu'aucune disposition à cet effet ne figure dans l'Accord antidumping. De plus, s'agissant de la question 3), les États-Unis préconisent le rejet de l'interprétation par l'Inde de l'article 2.4.2 parce qu'elle exigerait de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle fausse le calcul d'une marge de dumping globale en compensant les ventes faisant l'objet d'un dumping par des ventes ne faisant pas l'objet d'un dumping, non comparables.

4. Enfin, la section IV se rapporte aux questions relatives à la détermination de l'existence d'un dommage. Les États-Unis notent que, dans la présente affaire, les CE semblent avoir défini la branche de production nationale de manière incompatible avec les obligations qui leur incombent en vertu des articles 3 et 4 de l'Accord antidumping. Par ailleurs, l'échantillon choisi aux fins de déterminer l'existence d'un dommage était vicié à la base et rien ne permet de conclure qu'il était valable d'un point de vue statistique. Les États-Unis donnent aussi leur avis sur les allégations de l'Inde concernant l'évaluation par les CE des critères énoncés dans l'article 3.2 et 3.4 et sur le fait que les CE considèrent toutes les importations en question comme des importations faisant l'objet d'un dumping.

A. RÈGLES D'EXAMEN

5. Les États-Unis font respectueusement observer que, conformément à l'article 17.6 i), il incombe au Groupe spécial chargé de l'affaire, lorsqu'il procède à l'évaluation des faits d'examiner si les éléments de preuve dont dispose l'autorité chargée de l'enquête sont tels que, si une autorité impartiale et objective les avait évalués, elle aurait pu à bon droit faire la même détermination.[1] Quant à l'examen des aspects juridiques, l'article 17.6 ii) prévoit que le Groupe spécial confirme une interprétation de l'Accord par une autorité chargée de l'enquête lorsque le libellé de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible et que l'interprétation contestée est admissible. Cela étant, les États-Unis estiment qu'il serait inopportun qu'un groupe spécial réévalue les éléments de preuve soumis à l'autorité chargée de l'enquête ou remplace la décision de cette autorité par la sienne propre. Les États-Unis estiment en outre qu'il serait mal avisé pour un groupe spécial d'annuler une interprétation admissible de l'Accord antidumping pour la simple raison qu'il a jugé une autre interprétation admissible ou même préférable. Nous prions respectueusement le Groupe spécial de garder présentes à l'esprit les prescriptions de l'article 17.6 lors de ses délibérations.

II. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES SOULEVÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

6. Les CE font valoir que le Groupe spécial ne devrait pas examiner l'annexe 49 de la première communication de l'Inde parce que le document en question parait être confidentiel et se rapporter à une enquête distincte et que l'Inde pourrait avoir diffusé de tels renseignements par erreur. L'annexe 49 est, semble-t-il, un extrait d'un document de notification de la Commission européenne adressé à MM. Vermulst et Wang au sujet d'une procédure antidumping relative à des fermetures en acier inoxydable en provenance de la République populaire de Chine. La lettre indique qu'elle a pour objet de leur notifier au nom de leurs clients les faits et considérations essentiels dans l'enquête; elle contient en annexe une liste de ce qui paraît être des prix à l'exportation et des valeurs normales de produits déterminés. Il semble que les valeurs normales soient fondées sur des données communiquées par des sociétés de Taïwan et que les prix à l'exportation proviennent des ventes des clients chinois de MM. Vermulst et Wang. Il s'agit peut-être de renseignements commerciaux exclusifs de ces clients et rien n'indique dans la première communication de l'Inde que lesdits clients ont donné l'autorisation de les faire connaître au gouvernement indien ou au présent groupe spécial. Si, effectivement, MM. Vermulst et Wang ont manqué à l'obligation de confidentialité qu'ils avaient envers leurs clients en fournissant ces chiffres au gouvernement indien, un tel acte est regrettable et ne devrait pas être encouragé par le présent groupe spécial.[2]

---

[1] Voir: Groupe spécial Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis, WT/DS132/R, rapport du Groupe spécial (28 janvier 2000), paragraphes 7.94-7.95.

[2] Nous notons qu'il est impossible de savoir si le document plaide en faveur de l'assertion à l'appui de laquelle il est cité. L'Inde déclare "que les tableaux montrent […]" que les CE ne se conforment pas toujours à leur pratique consistant à ramener à zéro les différences négatives entre la valeur normale et le prix à l'exportation. Première communication de l'Inde, paragraphe 3.160 (non souligné dans l'original). Ayant

III. ALLÉGATIONS DE L'INDE AU TITRE DE L'ARTICLE 2.2.2[3]

A. LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE ONT LE DROIT D'UTILISER LES MONTANTS CORRESPONDANT AUX BÉNÉFICES, AINSI QU'AUX FRAIS D'ADMINISTRATION ET DE COMMERCIALISATION ET AUX FRAIS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL (ACG) D'UN SEUL EXPORTATEUR OU PRODUCTEUR POUR LA CONSTRUCTION D'UNE VALEUR NORMALE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2.2.2 ii) (ALLÉGATION 1 DE L'INDE, ARGUMENT 1)

7. L'Inde fait valoir que l'utilisation par les CE des montants des frais ACG et des bénéfices d'une seule société pour calculer la valeur construite d'autres sociétés ne vendant pas sur le marché intérieur est incompatible avec l'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping. Plus précisément, l'Inde avance que les CE n'avaient pas le droit d'utiliser la méthode de calcul prévue par l'article 2.2.2 ii) parce que les termes pertinents de cet article sont au pluriel et ne peuvent donc se rapporter qu'à une "moyenne pondérée" des montants des frais ACG et des bénéfices établie pour plus d'une société. L'Inde fait valoir que les termes "moyenne pondérée" "montants" et "autres exportateurs ou producteurs" s'appliquent manifestement à un calcul fondé sur les montants des bénéfices et des frais ACG de plus d'une autre société.[4]

8. Les CE soutiennent qu'elles avaient le droit d'utiliser les montants des bénéfices et des frais ACG d'un seul producteur pour calculer la valeur normale. Dans son règlement définitif, elles déclarent ce qui suit:

> 18) … [L]a référence à l'article 2 paragraphe 6 point a) du Règlement de base [c'est-à-dire la disposition de la réglementation antidumping des CE correspondant à l'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping] à la moyenne pondérée des bénéfices établie pour les autres exportateurs ou producteurs n'exclut pas que ce montant puisse être déterminé en effectuant la moyenne pondérée des transactions et/ou types de produits d'un seul exportateur ou producteur.

Pour les CE, l'emploi du pluriel n'exige pas la prise en compte de plus d'une société pour le calcul des montants des bénéfices et des frais ACG.

9. De l'avis des États-Unis, l'article 2.2.2 ii) ne prescrit pas la prise en compte d'un nombre minimum de sociétés pour calculer les montants des bénéfices et des frais ACG; il n'interdit pas à une autorité chargée de l'enquête de se fonder sur une seule société aux fins de ce calcul et ne l'oblige pas non plus à utiliser comme base plus d'une société. L'emploi du pluriel dans cette disposition, sans autre précision, n'est pas déterminant en la matière.

10. L'article 2.2.2 ii) de l'Accord prévoit que les montants des frais ACG et des bénéfices peuvent être calculés sur la base:

> de la moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus pour ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine.

---

examiné le document en question, les États-Unis sont d'avis qu'il ne démontre pas forcément un manque de logique de la part des CE.

[3] L'argument des États-Unis concernant la question des bénéfices fondés en valeur construite ne devrait pas être interprété comme l'expression de leur accord ou de leur désaccord concernant le calcul réel par les CE du montant des bénéfices dans cette affaire étant donné que les États-Unis n'ont pas accès aux données factuelles examinées par les CE.

[4] Première communication de l'Inde, paragraphes 3.54-3.77.

11. L'emploi de l'expression "moyenne pondérée" n'est pas déterminant en l'occurrence. Bien qu'une moyenne soit normalement fondée sur plus d'un chiffre, il est possible de calculer les montants moyens pondérés des frais ACG et des bénéfices pour une seule société. En pareil cas, la pondération est de 100 pour cent et le résultat représente les montants des frais ACG et des bénéfices de cette société. L'expression "moyenne pondérée" précise simplement la méthode à appliquer quand il y a deux autres sociétés au moins dont les montants des frais ACG et des bénéfices seront pris en considération.

12. L'emploi du terme "montants" n'est pas non plus déterminant. Comme l'Inde le relève à juste titre[5] le terme "montants" tel qu'il figure dans l'article 2.2.2 ii) renvoie au libellé du *texte introductif* où il est fait mention des "montants correspondants aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices". Dans ce contexte, "montants" recouvre deux éléments: le montant des frais ACG et le montant des bénéfices. Son emploi ne peut honnêtement être interprété comme visant à préciser si les montants des frais ACG et des bénéfices doivent provenir d'une seule ou de plusieurs sociétés.

13. L'utilisation des termes "autres exportateurs ou producteurs" ne peut être considérée comme excluant la prise en compte d'un seul exportateur ou producteur sans que cette interprétation ait des conséquences absurdes pour tout le texte de l'Accord antidumping. Ainsi, si la forme plurielle exclut nécessairement le singulier, une branche de production nationale constituée d'un seul producteur ne peut jamais obtenir de mesures antidumping[6]; s'il existait seulement un exportateur ou un producteur, il n'aurait pas droit à certaines des garanties procédurales contenues dans l'article 6 de l'Accord[7]; et le bénéfice réalisé par un seul autre exportateur ou producteur ne pourrait jamais être la base du plafonnement prévu dans l'article 2.2.2 iii).[8] Les interprétations de l'Accord antidumping qui conduisent à des résultats aussi absurdes devraient être évitées.[9]

B. L'ARTICLE 2.2.2 ii) N'INTERDIT PAS UNE INTERPRÉTATION SELON LAQUELLE LES VENTES À DES PRIX INFÉRIEURS AUX COÛTS DE PRODUCTION PEUVENT ÊTRE EXCLUES DU CALCUL DES MONTANTS DES BÉNÉFICES ET DES FRAIS ACG (ALLÉGATION 1 DE L'INDE, ARGUMENT 2)

14. L'Inde fait valoir que les CE se sont fondées sur une interprétation inadmissible de l'article 2.2.2 ii) lorsqu'elles ont écarté les montants des bénéfices et des frais ACG obtenus ou engagés en ce qui concerne les ventes à des prix inférieurs aux coûts de production de la détermination des montants des bénéfices et des frais ACG en application de cette disposition. L'Inde soutient que les termes les "montants réels que les autres exportateurs ou producteurs ... ont engagés ou obtenus", dans l'article 2.2.2 ii), ne peuvent être interprétés comme autorisant l'exclusion des montants des bénéfices résultant de ces ventes à des prix inférieurs aux coûts de production même si

[5] Première communication de l'Inde, paragraphes 3.61-3.62.

[6] L'article 3.1 spécifie que la détermination de l'existence d'un dommage comportera notamment un examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les **producteurs nationaux** des produits similaires et l'article 4.1 définit la branche de production nationale comme "l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires …" (pas de caractères gras dans l'original).

[7] Par exemple, l'article 6.1.1 prévoit qu'un délai d'au moins 30 jours sera ménagé "aux exportateurs ou aux producteurs étrangers" pour répondre aux questionnaires et l'article 6.1.3 prescrit aux autorités chargées de l'enquête de communiquer le texte de la demande d'imposition de droits antidumping "aux exportateurs connus".

[8] L'article 2.2.2 iii) dispose que lorsque le montant des bénéfices est déterminé par toute autre méthode raisonnable, il n'excède pas "le bénéfice normalement réalisé par **d'autres exportateurs ou producteurs** …" (pas de caractères gras dans l'original).

[9] *Voir Convention de Vienne sur le droit des traités* (*"la Convention de Vienne"*), articles 31 et 32, Vienne, 23 mai 1969, 1155 U.N.T.S. 221; 8 International Legal Materials 697 (1969) (un traité doit être interprété de bonne foi et il peut être fait appel à des moyens complémentaires d'interprétation lorsque l'interprétation donnée conformément à l'article 31 conduit à un résultat absurde ou déraisonnable).

de telles ventes ont été effectuées sur une longue période, en quantités substantielles et à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable.[10]

15. Les États-Unis ne souscrivent pas à cet aspect de l'interprétation par l'Inde de l'article 2.2.2 ii). Il est à leur avis admissible aux termes de cet article de limiter la prise en compte des "montants réels … engagés ou obtenus" aux montants correspondants aux ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales. Une telle application de l'article 2.2.2 ii) n'est pas interdite par l'Accord antidumping et, en fait, serait une interprétation plus raisonnable.

16. Premièrement, il est indéniable que l'article 2.2.2 ii) ne fait aucune mention des ventes qui ne sont pas effectuées au cours d'opérations commerciales normales. Autrement dit, l'article ne prescrit pas expressément que ces ventes doivent ou ne doivent pas être comprises dans le calcul des montants des bénéfices et des frais ACG servant à établir la valeur construite pour les autres producteurs ou exportateurs.

17. En second lieu, l'article 2.1 contient la définition générale des circonstances dans lesquelles un produit fait l'objet d'un dumping. Plus précisément, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping "si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur" (non souligné dans l'original). Cette définition énonce donc la notion d'opérations commerciales normales.

18. Concordant avec l'article 2.1, l'article 2.2 prévoit l'utilisation d'une valeur normale construite, lorsque le volume des ventes sur le marché intérieur est si faible qu'il ne permet pas une comparaison valable ou "lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur ...". Il est en outre précisé dans l'article 2.2.1 que les ventes pourront être considérées comme n'ayant pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales en raison de leur prix et "pourront être écartées de la détermination de la valeur normale" si elles sont effectuées sur une longue période en quantités substantielles et à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable. Ainsi, c'est dans le cas où toutes les ventes sur le marché intérieur d'un producteur ou d'un exportateur ont été effectuées à des prix inférieurs aux coûts de production que les autorités chargées de l'enquête peuvent devoir recourir à une valeur normale construite.

19. La valeur normale construite envisagée à l'article 2.2 comprend le coût de la production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable correspondant aux frais ACG et aux bénéfices. L'article 2.2.2 propose plusieurs méthodes pour déterminer les montants correspondants aux frais ACG et aux bénéfices. Dans la présente affaire, le calcul a été fait sur la base indiquée à l'article 2.2.2 ii):

> la moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine.

Bien que l'article 2.2.2 ii) n'écarte pas expressément les ventes effectuées à des prix inférieurs aux coûts de production, comme cela est indiqué ci-dessus, l'article 2.2.1 précise que si des ventes à des prix inférieurs aux coûts de production ont été effectuées, les autorités chargées de l'enquête ne sont pas tenues de les prendre en compte dans la détermination de la valeur normale pour autant que certaines conditions soient réunies.

[10] Première communication de l'Inde, paragraphes 3.78-3.96.

20. De surcroît, la non-inclusion des montants des bénéfices et des frais ACG obtenus ou engagés pour des ventes non effectuées au cours d'opérations commerciales normales dans les chiffres utilisés conformément à l'article 2.2.2 ii) correspond à l'application générale de l'article 2. Elle signifie simplement que, dans une enquête portant sur deux producteurs (A et B), si le producteur A n'effectue pas de ventes sur le marché intérieur au cours d'opérations commerciales normales et que le producteur B effectue 50 pour cent de ses ventes sur le marché intérieur au cours d'opérations commerciales normales, il sera attribué au producteur A le même taux de profit qu'au producteur B au lieu d'un taux plus favorable.[11]

C. LE TEXTE DE L'ARTICLE 2.2.2 N'ÉTABLIT AUCUNE HIÉRARCHIE ENTRE LES DIFFÉRENTES MÉTHODES DE CALCUL DES MONTANTS DES BÉNÉFICES ET DES FRAIS ACG (ALLÉGATION 1 DE L'INDE, ARGUMENT 3)

21. L'Inde fait valoir que l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping établit une hiérarchie entre les diverses méthodes à utiliser pour calculer les montants des bénéfices et des frais ACG, lors de l'établissement de la valeur normale conformément à l'article 2.2. L'Inde soutient que le Règlement de base des CE intervertit l'ordre des options figurant dans les sous-alinéas i) et ii) de l'article 2.2.2 donnant ainsi la préférence à la moyenne pondérée des montants correspondant aux ventes sur le marché intérieur du produit similaire par les autres exportateurs ou producteurs par rapport aux montants correspondant aux ventes sur le marché intérieur de la même catégorie générale de produits par l'exportateur ou le producteur en question. L'Inde soutient que l'utilisation par les CE des montants des bénéfices et des frais ACG en application de l'article 2.2.2 ii) alors qu'elles auraient pu déterminer ces montants conformément à l'article 2.2.2 i) est incompatible avec l'Accord antidumping.[12] À cette fin, l'Inde soutient ce qui suit:

> Le dumping étant avant tout un comportement individuel des producteurs [note de bas de page omise], il faut autant que possible l'établir sur la base des données propres au producteur dont on examine le comportement. À cet égard, l'ordre de succession des dispositions de l'Accord est logique, puisqu'il donne la préférence à l'utilisation de ces données.[13]

22. Les États-Unis marquent respectueusement leur désaccord avec l'Inde qui allègue que l'article 2.2.2 introduit nettement une hiérarchie. Nous reconnaissons que, en fait, il est expressément établi une hiérarchie entre le *texte introductif* de l'article 2.2.2, d'une part, et les trois autres méthodes énoncées dans les sous-alinéas i) à iii) de l'article 2.2.2, d'autre part, mais nous ne pensons pas que l'ordre dans lequel ces trois méthodes sont mentionnées exprime une hiérarchie ou une préférence. La détermination de l'existence d'un dumping se fait à la fois par producteur et par produit; partant, le *texte introductif* de l'article 2.2.2 donne clairement la préférence aux données réelles concernant le producteur ou l'exportateur faisant l'objet de l'enquête, pour les ventes du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales. Lorsque la méthode indiquée dans ce texte ne peut être appliquée, l'une ou l'autre des trois solutions qui suivent peuvent être utilisées à sa place.

23. Il est intéressant de noter que l'Accord antidumping établit expressément une hiérarchie entre la méthode indiquée à l'article 2.2.2, d'une part, et les trois méthodes mentionnées ensuite, d'autre part. À cette fin, l'article 2.2.2 prévoit l'application des autres méthodes "[l]orsque ces montants [les montants correspondant aux bénéfices et aux frais ACG] ne pourront pas être … déterminés" par la

[11] Si le taux de profit du producteur B pour les ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales s'élevait à 15 pour cent mais à 4 pour cent seulement pour l'ensemble des ventes effectuées sur le marché intérieur (y compris les ventes à des prix inférieurs aux coûts de production), il serait illogique d'interpréter l'Accord antidumping comme prescrivant l'utilisation du taux de 15 pour cent pour le producteur B mais l'utilisation du taux plus favorable de 4 pour cent pour le producteur A (la société ayant effectué toutes ses ventes sur le marché intérieur en dehors d'opérations commerciales normales).

[12] Première communication de l'Inde, paragraphes 3.97-3.107.

[13] Première communication de l'Inde, paragraphe 3.98.

méthode indiquée dans le *texte introductif*. Il n'est cependant pas établi de rapport hiérarchique entre les trois autres méthodes. Tant l'existence d'un ordre hiérarchique explicite entre le *texte introductif* et les trois solutions de rechange que l'absence d'un tel ordre entre ces trois solutions permettent de conclure que les rédacteurs de l'Accord antidumping n'avaient pas l'intention de hiérarchiser les sous-alinéas i), ii) et iii) de l'article 2.2.2.[14] L'interprétation contraire serait incompatible avec l'article 31 1) de la *Convention de Vienne* qui prévoit notamment qu'un traité doit être interprété de bonne foi et à la lumière de son objet et de son but.

24. Les sous-alinéas i) et ii) de l'article 2.2.2 préconisent de déterminer les montants des bénéfices et des frais ACG sur la base des renseignements communiqués par i) l'exportateur ou l'importateur en question, mais en ce qui concerne la production et les ventes, sur le marché intérieur, de la même catégorie générale de produits ou ii) par les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête sur les ventes du produit similaire sur le marché intérieur. Dans la mesure où l'Accord antidumping indique clairement que l'existence d'un dumping doit être déterminée de préférence par exportateur ou par producteur et pour le produit similaire, rien ne permet de dire que les comparaisons par exportateur ou producteur doivent être préférées aux comparaisons relatives au produit similaire c'est-à-dire que l'article 2.2.2 i) doit prévaloir sur l'article 2.2.2 ii). Il n'est prévu ou impliqué aucune hiérarchie entre les sous-alinéas i) à iii) de l'article 2.2.2.

25. Pour toutes les raisons susmentionnées, les États-Unis sont convaincus que les allégations juridiques de l'Inde devraient être rejetées et que la méthode employée par les CE pour calculer les montants des frais ACG et des bénéfices entrant dans la valeur normale construite est une interprétation admissible de l'article 2.2.2.

D. LES OPTIONS POUR LE CALCUL DES BÉNÉFICES EN VALEUR CONSTRUITE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2.2 ET 2.2.2 SONT LIMITÉES MAIS NON DE LA MANIÈRE PRÉCONISÉE PAR L'INDE (ALLÉGATION 4 DE L'INDE)

26. L'article 2.2 et 2.2.2 de l'Accord antidumping établit les prescriptions à observer pour le calcul des bénéfices lorsque la valeur normale est fondée sur la valeur construite et non sur les prix. L'article 2.2 prévoit la possibilité de majorer le coût de production d'un montant raisonnable notamment pour les bénéfices. L'article 2.2.2 énonce ensuite expressément plusieurs options pour déterminer un bénéfice raisonnable.

27. L'Inde fait valoir que, de façon inadmissible, les CE ont utilisé un montant "déraisonnable" pour établir le bénéfice en valeur construite. Selon elle, l'article 2.2 considéré conjointement avec l'article 2.2.2 iii) impose le critère comparatif du "caractère raisonnable" qui limite le montant du bénéfice utilisable pour calculer la valeur construite. L'Inde soutient que l'article 2.2 institue ce critère en ce qui concerne à la fois la méthode permettant de déterminer les bénéfices et le résultat de fond.[15] De plus, l'Inde allègue que l'article 2.2.2 iii) contient une définition implicite de ce qui est "raisonnable" aux termes de l'article 2.2: à savoir que, quelle que soit la méthode appliquée, le montant des bénéfices ainsi obtenu ne devrait pas excéder celui des bénéfices normalement réalisés par d'autres exportateurs ou producteurs.[16] L'Inde introduit la notion de "caractère raisonnable" dans les autres dispositions de l'article 2.2.2, c'est-à-dire le *texte introductif*, l'article 2.2.2 i) et l'article 2.2.2 ii).[17] Sur la base de ce critère, elle compare le montant des bénéfices calculé par les CE

[14] On trouve à l'article 6.10 un exemple similaire de relation hiérarchique explicite entre la méthode à privilégier et d'autres méthodes d'égale importance indiquées à la suite, d'où il ressort aussi clairement que l'une ou l'autre des solutions de remplacement peut également être utilisée si l'option première est irréalisable. De nouveau, dans ce cas, les rédacteurs de l'Accord antidumping ont précisé que la hiérarchie était établie entre la première méthode et les autres et non entre les diverses autres méthodes.

[15] Première communication de l'Inde, paragraphe 3.128.

[16] *Id*., paragraphes 3.129-3.131.

[17] *Id*., paragraphe 3.132.

au chiffre des bénéfices réalisés par les autres producteurs du textile indien soumis à l'enquête[18], et en conclut que ce montant est inadmissible au regard de l'Accord antidumping car il "est totalement anormal" et "ne tient nullement compte des bénéfices effectivement réalisés par les producteurs de linge de lit en Inde et dans d'autres pays".[19]

28. Les États-Unis ne souscrivent pas à l'interprétation par l'Inde de l'article 2.2 et 2.2.2 qui limite le montant du bénéfice en valeur construite alors qu'il n'existe pas de limitation de ce genre dans l'Accord antidumping. La prescription générale de l'article 2.2 qui prévoit la majoration du coût de production d'un montant "raisonnable" pour les bénéfices ne limite pas en soi de façon absolue le montant des bénéfices car l'article 2.2 n'énonce aucun critère particulier ou explicite auquel se référer. Les seules limitations expresses concernant la détermination du bénéfice en valeur construite qui figurent dans l'Accord antidumping sont celles de l'article 2.2.2. À une exception près, qui est examinée ci-après, les méthodes exposées dans l'article 2.2.2 limitent la *manière* dont l'administration compétente peut déterminer le montant des bénéfices, et *non le montant des bénéfices* lui-même. Par conséquent, si le montant d'un bénéfice est déterminé au moyen de l'une des méthodes prévues dans l'article 2.2.2, il est "raisonnable", au sens de l'article 2.2.

29. Le *texte introductif* de l'article 2.2.2 spécifie que l'option privilégiée pour l'établissement du bénéfice en valeur construite est un calcul fondé sur "des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête". Si, néanmoins le montant correspondant aux bénéfices ne peut être ainsi déterminé, il pourra l'être sur l'une des trois bases suivantes:

1. les montants réels que l'exportateur ou le producteur en question a engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes, sur le marché intérieur du pays d'origine, de la même catégorie générale de produits;

2. la moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine;

3. toute autre méthode raisonnable, à condition que le montant correspondant aux bénéfices ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine.

Le *texte introductif* de l'article 2.2.2 et ses sous-alinéas i) et ii) limitent donc seulement la source des données utilisées pour calculer le montant d'un bénéfice (c'est-à-dire le lieu des ventes et les types de produits) et non le montant du bénéfice. Par contre le sous-alinéa iii) limite effectivement le montant du bénéfice. Plus précisément, il fixe un plafond pour le montant du bénéfice en valeur construite lorsqu'il est recouru à toute méthode raisonnable autre que celle de l'article 2.2.2 en exigeant que le montant du bénéfice n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur.

30. "Le plafond" prévu par le sous-alinéa iii) est donc la seule limitation expresse applicable au choix du montant du bénéfice en valeur construite – et elle vise exclusivement les montants déterminés en vertu du sous-alinéa iii). Le plafond est nécessaire dans ce cas pour imposer certaines limites aux "autre[s]" méthodes "raisonnable[s]" qui ne sont pas explicitement énoncées dans l'Accord antidumping. Il est intéressant de noter que le sous-alinéa iii) *n'institue* expressément ou

[18] L'Inde compare aussi le montant des bénéfices déterminé par les CE au montant des bénéfices réalisés par d'autres pays soumis à l'enquête, l'Égypte et le Pakistan, et au montant raisonnable attribué aux producteurs communautaires.

[19] Première communication de l'Inde, paragraphe 3.138. *Voir aussi* les paragraphes 3.134-3.139.

implicitement de limitation analogue ni pour la méthode privilégiée du *texte introductif* ni pour les autres méthodes prévues par les sous-alinéas i) ou ii). Une telle limitation n'est pas nécessaire en l'occurrence car chacune des dispositions définit une méthode "raisonnable" spécifique. En fait, le libellé du début du sous-alinéa iii) "toute autre méthode raisonnable" reconnaît expressément les méthodes précédemment exposées dans l'article 2.2.2 comme étant "raisonnables".

31. L'article 31 1) de la *Convention de Vienne*[20] dispose que ce qui suit: "un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but". En outre, "celui qui interprète un traité a le devoir de lire toutes les dispositions applicables du traité de façon à donner un sens à toutes, harmonieusement".[21] Dans son interprétation, l'Inde associe les diverses dispositions relatives au bénéfice en valeur construite de façon à impliquer l'existence d'une limitation là où il n'y en a pas. Une telle interprétation est contraire à la lettre de l'article 2.2.2 qui contient la seule limitation expresse applicable à la méthode permettant de calculer le bénéfice en valeur normale construite. De surcroît, elle est de nature à rendre superflues l'option privilégiée énoncée dans le texte introductif de l'article 2.2.2 ainsi que les options figurant dans les sous-alinéas i) et ii) de l'article 2.2.2.

32. Enfin, l'histoire des négociations relatives à l'Accord antidumping[22] montre comment ces travaux ont abouti au fragile équilibre qui ressort de l'article 2.2.2.[23] Le Code de 1979 prévoit que la valeur construite comprend un montant "raisonnable" pour les bénéfices. Il ne définit toutefois pas le terme "raisonnable" et n'énonce pas non plus expressément de méthodes de calcul. Au cours des négociations du Cycle d'Uruguay, un certain nombre de délégations ont préconisé que le montant des bénéfices soit établi sur la base des données réelles concernant une société et ont proposé d'autres méthodes pour déterminer ce montant dans les cas où des données réelles n'étaient pas disponibles.[24] Les dispositions de l'article 2.2.2 de l'Accord qui en découlent sont l'expression d'une structure similaire, c'est-à-dire une option privilégiée et trois méthodes de remplacement. L'interprétation de l'Inde n'est conforme ni aux intentions des négociateurs ni au sens de l'article 2.2 et 2.2.2.

33. C'est pourquoi les États-Unis estiment que l'interprétation par les CE des dispositions relatives au montant des bénéfices qui figurent dans l'article 2.2 et 2.2.2 est correcte. Il est clair qu'elle représente au minimum une interprétation admissible aux termes de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping. En outre, si, en application de l'article 17.6 i), le Groupe spécial déterminait que l'établissement des faits par les CE était correct, que les faits consignés justifiaient le choix de la méthode employée et que l'évaluation était impartiale et objective, il devrait considérer le calcul par les CE du bénéfice en valeur normale construite comme compatible avec l'article 2.2.2.

---

[20] Convention de Vienne sur le droit des traités, voir, *supra*, la note 9.

[21] *Voir Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, rapport de l'Organe d'appel, AB 1999-8 (adopté le 14 décembre 1999), paragraphe 81.

[22] En vertu de l'article 32 de la Convention de Vienne, une telle source d'information peut être considérée comme confirmant le sens d'une disposition.

[23] *Voir, d'une façon générale*, Terence P. Stewart, *et al*., The GATT Uruguay Round: A Negotiating History (1986-1992), 171-190 (1993) (qui traite notamment des négociations relatives au bénéfice en valeur construite).

[24] *Voir*, *supra*, Stewart n. 23, 175-77, n. 1012-1024, et les documents du GATT qui y sont mentionnés.

E. L'ARTICLE 2.4 ET 2.4.2 N'INTERDIT PAS DE RAMENER À ZÉRO LES DIFFÉRENCES NÉGATIVES ENTRE LA VALEUR NORMALE ET LE PRIX À L'EXPORTATION (ALLÉGATION 7DE L'INDE)[25]

34. L'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord contient les dispositions qui régissent l'établissement d'une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. L'article 2.4 énonce la prescription générale et préconise une comparaison faite dans la mesure du possible au même niveau commercial, pour des ventes effectuées à des dates voisines et compte dûment tenu des différences affectant la comparabilité des prix. L'article 2.4.2 dispose, que dans la phase d'enquête, la comparaison sera normalement effectuée moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction à moins que certaines conditions ne soient remplies.

35. L'Inde fait valoir que les CE ont agi de façon incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping lorsqu'elles ont calculé les marges globales de dumping au cours de l'enquête considérée. Elles ont en effet ramené à zéro les différences négatives entre la valeur normale et le prix à l'exportation par produit avant de calculer une marge globale de dumping pour chaque producteur indien.[26] L'Inde allègue que cette pratique n'est pas conforme à l'article 2.4.2 qui exige que l'existence d'une marge de dumping soit établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables.

36. Les États-Unis ne souscrivent pas à l'interprétation donnée par l'Inde de l'article 2.4.2, laquelle, si elle était poussée jusqu'à sa conclusion logique, fausserait nombre des dispositions de l'article 2.4 prescrivant de procéder à une comparaison équitable et de tenir dûment compte des différences affectant la comparabilité des prix.

37. La comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale fait l'objet de l'article 2.4, 2.4.1[27] et 2.4.2. L'article 2.4 dispose ce qui suit: "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale". Il précise ensuite que cette comparaison sera effectuée:

> au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris les différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix […].

Cette mention des dates, des conditions de vente, des quantités, en particulier, démontre que l'article 2.4 prévoit explicitement que les comparaisons doivent normalement être effectuées sur la base du niveau commercial, pour des produits déterminés (pour tenir compte des différences de caractéristiques physiques) et compte tenu de certaines dates. En conséquence, bien que les termes "le prix d'exportation et la valeur normale", dans la première phrase de l'article 2.4, soient au singulier, l'obligation de procéder à une comparaison équitable suppose que plusieurs milliers de prix à l'exportation et de valeurs normales seront comparés, au cours d'une enquête, pour une société interrogée, en fonction, notamment, de la diversité des produits, des niveaux commerciaux et des conditions de vente en cause. Cette multitude de comparaisons peut se traduire par le calcul de marges de dumping variables, positives ou négatives.

---

[25] Rien dans ce que les États-Unis ont déclaré au sujet de cette réduction à zéro ne devrait être interprété comme exprimant leur accord ou leur désaccord concernant le calcul de la marge de dumping effectué par les CE dans la présente affaire, étant donné que les États-Unis n'ont pas accès aux données factuelles prises en compte par les CE.

[26] Première communication de l'Inde, paragraphes 3.152-3.171.

[27] L'article 2.4.1 contient des dispositions relatives à la conversion de monnaies qui sont sans intérêt dans la présente affaire.

38. L'Accord antidumping spécifie de plus dans l'article 2.4.2:

> Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction [...].

39. L'article 2.4.2 exige seulement que, lorsque le prix à l'exportation et la valeur normale du produit similaire sont comparés au cours d'une enquête, chaque comparaison soit faite moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction. Cette prescription est expressément subordonnée aux prescriptions de l'article 2.4. Par conséquent, il est clair que, normalement, le calcul d'une moyenne pondérée ne doit pas englober des transactions distinctes pour ce qui est des caractéristiques physiques des produits, des conditions de vente et des autres différences affectant la comparabilité des prix.

40. Il est utile de considérer que l'article 2.4.2 a été introduit lors du Cycle d'Uruguay en vue de tenir compte de la préoccupation particulière de certains Membres concernant le déroulement des enquêtes. Auparavant, certains Membres, dont les CE et les États-Unis, avaient pour pratique de comparer les prix de transactions à l'exportation individuelles à des valeurs normales établies sur la base d'une moyenne pondérée. L'article 2.4.2 a été inclus dans l'Accord antidumping pour assurer que, sauf en cas de dumping sélectif, le calcul des marges au cours d'une enquête serait effectué systématiquement, c'est-à-dire moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction.[28] Il s'agissait donc d'éliminer les comparaisons entre les prix de transactions et les valeurs moyennes dans les enquêtes et non de modifier la façon dont les autorités calculaient les marges globales après avoir effectué toutes les comparaisons voulues.

41. Comme cela est exposé ci-dessus, l'article 2.4 et 2.4.2 prévoit une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale et dispose en outre qu'une telle comparaison devrait normalement être effectuée, au cours des enquêtes, moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction. La pratique de la "réduction à zéro" contre laquelle l'Inde s'élève n'est pas visée par l'article 2.4 et 2.4.2, car elle intervient à un stade postérieur à la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale, celui où les marges individuelles, par produit, sont combinées pour obtenir un taux moyen global de dumping.[29] Cela est confirmé par le fait que l'article 2.4.2 autorise expressément les comparaisons transaction par transaction sans indiquer de méthode pour combiner les marges ainsi calculées.

42. Une fois ce stade atteint, les différences individuelles, par produit, entre la valeur normale et le prix à l'exportation peuvent être positives ou négatives. Si elles sont positives, elles représentent le montant global des droits antidumping que le pays importateur a le droit de percevoir pour le produit ou pour l'ensemble de transactions considéré. Si elles sont négatives, elles représentent l'écart entre le prix à l'exportation et la valeur normale; l'Accord antidumping ne confère cependant pas au pays importateur l'obligation de payer l'importateur ou toute autre personne participant à la transaction pour

---

[28] *Voir, d'une façon générale*, Stewart, *et al.*, *supra* n. 23, 155-61 (sur les négociations relatives aux comparaisons de moyennes pondérées, notamment); voir aussi *CE – Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon,* ADP/136, rapport du Groupe spécial (28 avril 1995), paragraphe 348 (non adopté) (sur la pratique antérieure des CE consistant à comparer les prix à l'exportation pris individuellement aux valeurs normales moyennes pondérées).

[29] *Voir par exemple, CE – Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil,* ADP/137, rapport du Groupe spécial (4 juillet 1995), paragraphes 500-501 (constatation selon laquelle la pratique de la "réduction à zéro" n'est pas incompatible avec le Code antidumping).

éviter le dumping de la marchandise en question. La différence négative entre la valeur normale et le prix à l'exportation signifie simplement qu'il n'y a pas de dumping, c'est-à-dire que la marge de dumping pour ce produit ou cet ensemble de transactions est égale à zéro, auquel cas, le montant des droits antidumping que le pays importateur peut appliquer est aussi égal à zéro.

43. Autre point également important, lorsque l'autorité chargée de l'enquête calcule un taux moyen global de dumping, ni l'article 2.4.2 ni aucun autre article de l'Accord antidumping ne prescrit de prendre davantage en compte les marges de dumping négatives que lorsque les droits antidumping doivent être perçus sur la base d'un calcul par produit. Tel serait néanmoins le résultat si l'interprétation par l'Inde de l'article 2.4.2 était retenue. La situation peut être illustrée comme suit:

	Valeur globale sur le marché intérieur en unités monétaires	Valeur globale dans le pays importateur en unités monétaires	Montant global de dumping calculé en unités monétaires	Droits antidumping globaux pouvant être perçus en unités monétaires sur la base d'un calcul par produit
Produit 1	5 500	5 000	500	500
Produit 2	1 800	2 000	-200	0
Produit 3	3 300	3 000	300	300
Produit 4	4 500	5 000	-500	0
Produit 5	2 200	2 000	200	200
TOTAL	17 300	17 000	300	1 000

44. Sur la base des chiffres ci-dessus, le taux moyen global de dumping s'établit à 5,88 pour cent (1 000/17 000). De surcroît, l'application de cette marge de dumping à la valeur totale des importations (5,88 pour cent * 17 000) se traduirait par le recrutement de 1 000 unités monétaires en droits antidumping – un montant ni supérieur ni inférieur à celui que le pays importateur est autorisé à percevoir sur la base d'un calcul par produit.

45. Par contre, si ce calcul était fondé sur l'interprétation de l'Inde, le taux moyen global de dumping s'élèverait à 1,76 pour cent (300/17 000). Même sis on fait abstraction du fait qu'il s'agit d'une marge *de minimis*, l'application de cette marge à la valeur totale des importations (1,76 pour cent * 17 000) se traduirait par le recouvrement de 300 unités monétaires seulement en droits antidumping. Autrement dit, il resterait une marge de dumping additionnelle de 700 unités monétaires contre laquelle le pays importateur n'aurait pas le droit de prendre des mesures. En outre, étant donné que cette méthode, comme cela a déjà été indiqué, entraînerait le calcul d'une marge de dumping *de minimis*, le pays importateur ne pourrait en fait appliquer aucun droit antidumping aux produits considérés bien que la plupart (en valeur et en volume) aient fait l'objet d'un dumping d'un taux moyen de 10 pour cent (1 000/10 000).[30]

46. Les États-Unis sont aussi en désaccord avec l'interprétation par l'Inde de l'article 2.4.2 selon laquelle les marges positives doivent être compensées par des marges négatives car cette interprétation priverait de sens les prescriptions de l'article 2.4, lequel, comme cela a déjà été indiqué, prévoit que les comparaisons seront effectuées au moins par produit en vue de tenir compte des différences de caractéristiques physiques et autres différences affectant la comparabilité des prix. Le tableau ci-dessus qui montre une différence de 300 unités monétaires entre le total pour la valeur globale sur le marché intérieur et le total pour la valeur globale dans le pays importateur (17 300-17 000) aide à le comprendre. En d'autres termes, la méthode de l'Inde fausse nécessairement les résultats des comparaisons par produit et revient simplement à agréger des valeurs normales et des prix à l'exportation sans que la comparabilité des éléments soit prise en considération.

[30] Le dénominateur 10 000 représente la valeur globale des importations pour lesquelles les droits antidumping étaient positifs.

47. C'est pourquoi les États-Unis estiment que la réduction à zéro des marges de dumping négatives calculées par produit est une interprétation admissible de l'article 2.4 et 2.4.2.

F. L'ARTICLE 5.3 N'OBLIGEAIT PAS LES CE À PRENDRE EN COMPTE UNE PREMIÈRE ENQUÊTE INCOMPLÈTE CLOSE ANTÉRIEUREMENT QUI VISAIT UN GROUPE DIFFÉRENT DE PAYS AVANT D'OUVRIR L'ENQUÊTE EN CAUSE (ALLÉGATION 23 DE L'INDE)

48. L'Inde fait valoir que l'ouverture par les CE de l'enquête en cause est contraire à l'article 5.3 de l'Accord antidumping. L'Inde se fonde à cet égard pour partie sur son allégation selon laquelle ni pour la demande d'ouverture d'une enquête antidumping ni pour l'ouverture par les CE de l'enquête il n'a été tenu compte du fait que les CE avaient mis fin dernièrement à une enquête sur les mêmes produits en provenance d'un groupe différent de pays.[31]

49. Les États-Unis contestent l'allégation de l'Inde selon laquelle les CE ont eu tort d'ouvrir l'enquête en cause parce qu'elles n'ont pas tenu compte de la clôture de l'enquête antérieure. Plus précisément, les États-Unis, contrairement à l'Inde, ne pensent pas que la clôture de l'enquête antérieure a constitué une acceptation tacite par les producteurs communautaires du fait qu'ils n'ont pas subi de dommage pendant la période d'enquête et que cette acceptation tacite doit avoir qualité de preuve pour l'examen préliminaire à l'ouverture de l'enquête ultérieure, au titre des dispositions de l'article 5.3 de l'Accord.[32]

50. Premièrement, on notera que les prescriptions générales concernant la demande d'ouverture d'une enquête font l'objet de l'article 5.2 de l'Accord antidumping où il est indiqué ce qui suit:

> Une demande présentée au titre du paragraphe 1 comportera des éléments de preuve de l'existence a) d'un dumping, b) d'un dommage […] et c) d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage allégué. Une simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents ne pourra être jugée satisfaisante pour satisfaire aux prescriptions du présent paragraphe. La demande contiendra les renseignements qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant […].

Ainsi, la demande doit notamment contenir les éléments de preuve de l'existence d'un dommage qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant. Le requérant n'est pas tenu de fournir des éléments de preuve contraires, s'il en existe.

51. L'article 5.3 de l'Accord antidumping prévoit l'examen de la demande par les autorités chargées de l'enquête et est ainsi libellé:

> Les autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête.

Une fois encore, il importe de noter ce que l'article 5.3 prescrit spécifiquement. Les éléments de preuve que les autorités devront examiner sont "les éléments de preuve fournis dans la demande". De plus, les autorités n'ont pas l'obligation de contrebalancer ces éléments de preuve par des éléments de

[31] Première communication de l'Inde, paragraphes 5.28-5.31. Le premier aspect de l'argument de l'Inde porte sur la question de savoir si les CE ont procédé à un examen suffisant de l'exactitude et de l'adéquation des éléments fournis dans la demande de mesures correctives et, si tel est le cas, si elles ont notifié comme il convient cet examen. *Id*., paragraphes 5.23-527. Les États-Unis, ne disposant pas des renseignements détaillés requis pour évaluer les faits sur lesquels l'allégation s'appuie, ne se prononcent pas sur ce point.

[32] Voir première communication de l'Inde, paragraphes 5.29-5.30.

preuve contraires; elles sont simplement tenues de déterminer "s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête".

52. Chacun des aspects de l'article 5.2 et 5.3 repose sur le postulat que les renseignements visés sont "des éléments de preuve". Le *texte introductif* de l'article 5.2 précise ce qui suit: "Une simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents, ne pourra être jugée suffisante pour satisfaire aux prescriptions du présent paragraphe."

53. Dans la présente affaire, les États-Unis ne pensent pas que la première enquête doit être considérée comme un élément de preuve au sens de l'article 5.2 et 5.3. Premièrement, cette enquête a été déclarée close après que la demande de mesures correctives eut été retirée sans détermination finale de la part des autorités chargées de l'enquête.

54. Deuxièmement, la première enquête, même si elle a porté sur les mêmes produits, visait un groupe différent de pays, plus précisément l'Inde, le Pakistan, la Thaïlande et la Turquie alors que l'enquête en cause a concerné l'Inde, l'Égypte et le Pakistan.[33] Deux pays ayant fait l'objet de la première enquête n'ont pas été soumis à l'enquête en cause dans laquelle, par contre, un nouveau pays a été englobé. En conséquence, les États-Unis estiment que l'allégation de l'Inde selon laquelle la clôture de la première enquête constitue une preuve de l'absence de dommage est une pure conjecture ou, selon les termes de l'article 5.2, une "simple affirmation". Une conjecture sur l'importance de mesures antérieures ne peut, en soi, être érigée en preuve au niveau prévu par l'article 5.3 de l'Accord antidumping; en outre, comme l'Organe d'appel l'a déclaré dans sa décision concernant l'affaire *Chemises et chemisiers de laine:* "nous comprenons en fait difficilement comment un système de règlement judiciaire pourrait fonctionner s'il reprenait l'idée que la simple formulation d'une allégation pourrait équivaloir à une preuve".[34]

55. Enfin, chaque enquête sur le linge de lit a constitué une procédure distincte pour laquelle la Commission européenne a établi un dossier distinct. Même si les deux enquêtes avaient porté sur les mêmes pays et les mêmes dates, des différences notables entre les deux dossiers auraient été tout à fait possibles. Les CE étaient tenues, conformément à l'Accord antidumping, de fonder leur détermination sur leur évaluation des faits de la cause dont elles étaient saisies. Dans la mesure où elles l'ont fait et où leur décision a été fondée sur une évaluation impartiale et objective des faits, comme le veut la règle énoncée à l'article 17.6 i), cette décision ne devrait pas être annulée.

G. LA PRISE EN COMPTE DES RENSEIGNEMENTS SUR LE SOUTIEN DE LA BRANCHE DE PRODUCTION COMMUNIQUÉS PAR LES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS DE PRODUCTEURS NATIONAUX N'EST PAS INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 5.4 (ALLÉGATION 26 DE L'INDE)

56. L'article 5.4 de l'Accord antidumping spécifie qu'une enquête ne sera ouverte que si les autorités ont déterminé que la demande de mesures correctives a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom. L'article 5.4 prévoit en outre certains critères numériques permettant de déterminer si la demande a été déposée par la branche de production nationale ou en son nom.

57. L'Inde affirme que l'UE a enfreint l'article 5.4 en ouvrant l'enquête sur le linge de lit en provenance de l'Inde sur la base des déclarations de soutien formulées par certains groupements professionnels de fabricants nationaux de ce produit ou émanant de ces groupements. L'Inde allègue que l'article 5.4, en mentionnant le "degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé par les producteurs nationaux du produit similaire" (note de bas de page omise), exige que l'expression du

[33] Première communication de l'Inde, paragraphes 5.3 (sur la première enquête) et 2.2 (sur l'enquête en cause).

[34] Affaire États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses de laine, tissés en provenance d'Inde, DS33/AB/R, page 15.

soutien (ou, on doit le supposer, de l'opposition) à la demande doit venir directement du producteur national.[35]

58. Les États-Unis sont en désaccord avec l'Inde concernant son interprétation de l'article 5.4 de l'Accord antidumping. En particulier, les États-Unis estiment que l'accent mis par l'Inde sur l'article 5.4, à l'exclusion de l'article 6, a entraîné une évaluation incorrecte des prescriptions de l'article 5.4.

59. L'article 5.4 dispose ce qui suit:

> Une enquête ne sera ouverte conformément au paragraphe 1 que si les autorités ont déterminé, en se fondant sur un examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé[13] par les producteurs nationaux du produit similaire, que la demande a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom.[14] Il sera considéré que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" si elle est soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande. Toutefois, il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représenteront moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale.
>
> [13] Dans le cas de branches de production fragmentées comptant un nombre exceptionnellement élevé de producteurs, les autorités pourront déterminer dans quelle mesure il y a soutien ou opposition en utilisant des techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique.
>
> [14] Les Membres ont conscience du fait que, sur le territoire de certains Membres, les employés des producteurs nationaux du produit similaire ou les représentants de ces employés peuvent présenter ou soutenir une demande d'ouverture d'enquête au titre du paragraphe 1.

60. Les États-Unis ne contestent pas que l'article 5.4 confère certaines obligations positives aux autorités, lesquelles doivent évaluer les éléments de preuve qui leur sont soumis avant d'ouvrir une enquête antidumping, et qu'il établit des critères numériques dont les autorités doivent constater qu'ils ont été remplis avant d'ouvrir une enquête. Toutefois cet article ne précise pas de qui les autorités peuvent recevoir ces éléments de preuve.

61. Les éléments de preuve qui peuvent être examinés par les autorités aux fins de toute détermination et les parties habilitées à présenter ces éléments de preuve sont mentionnés à l'article 6 qui contient, dans sa partie pertinente, les dispositions suivantes:

> 6.2 Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts. […]
>
> 6.6 Sauf dans les circonstances prévues au paragraphe 8, les autorités s'assureront au cours de l'enquête de l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées sur lesquels leurs constatations sont fondées.
>
> 6.11 Aux fins du présent accord, "les parties intéressées" seront:

[35] Première communication de l'Inde, paragraphes 5.94-5.101.

> i) un exportateur ou un producteur étranger ou l'importateur d'un produit faisant l'objet d'une enquête ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent, exportent ou importent ce produit;
>
> ii) Le gouvernement du Membre exportateur; et
>
> iii) un producteur du produit similaire dans le Membre importateur **ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent le produit similaire sur le territoire du Membre importateur**.
>
> Cette liste n'empêchera pas les Membres de permettre aux parties nationales ou étrangères autres que celles qui sont mentionnées ci-dessus d'être considérées comme des parties intéressées.
>
> (pas de caractère gras dans l'original)

Comme l'article 6.11 iii) le précise, les groupements professionnels commerciaux ou industriels remplissent les conditions requises pour être des parties intéressées pour autant que la majorité de leurs membres produisent le produit similaire sur le territoire du Membre importateur.

62. L'article 6.2 prévoit que, en tant que parties intéressées, ces groupements professionnels commerciaux ou industriels auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts. Ces intérêts peuvent comprendre l'ouverture d'une enquête antidumping par les autorités. L'Accord antidumping n'interdit pas aux groupements professionnels commerciaux ou industriels de défendre ce genre d'intérêts.

63. En conséquence, dans la mesure ou un groupement remplit les conditions requises pour être une partie intéressée parce que la majorité de ses membres produit le produit similaire sur le territoire du Membre importateur, l'Accord antidumping n'empêche pas ce groupement d'exprimer les vues de ses sociétés membres. En fait, on pourrait plutôt faire valoir que cet accord protège explicitement le droit pour un tel groupement d'agir ainsi.

64. L'Accord antidumping prévoit néanmoins un certain contrepoids à la représentation de leurs membres par les groupements professionnels commerciaux ou industriels. L'article 6.6 prescrit que les autorités s'assureront de l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées sur lesquels leurs constatations sont fondées. Ainsi, une autorité chargée de l'enquête, dans la mesure où elle se prévaut des représentations formulées ou transmises par un groupement en faveur d'une demande de mesures antidumping, doit d'abord s'assurer de l'exactitude de ces représentations. Cela dit, si l'autorité a en fait confirmé l'exactitude des représentations, contrairement à ce que l'Inde affirme, l'Accord n'interdit pas de faire fond sur ces éléments.

65. Pour les raisons susmentionnées, les États-Unis soutiennent que l'interprétation par les CE de l'Accord antidumping était admissible aux termes de l'article 17.6 ii) et suggèrent que le Groupe spécial rejette l'interprétation préconisée par l'Inde. Les États-Unis ne se prononcent néanmoins pas sur la question de savoir si, dans les faits, la détermination des CE concernant le soutien de la branche de production était conforme aux règles énoncées dans les articles 5.4 et 6 de l'Accord antidumping.

H L'ARTICLE 15 DE L'ACCORD ANTIDUMPING N'EXIGE AUCUN RÉSULTAT DE FOND PARTICULIER NI AUCUN ARRANGEMENT SPÉCIFIQUE POUR TENIR COMPTE DE LA SITUATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT (ALLÉGATION 29 DE L'INDE)

66. L'Inde fait valoir que les CE ont agi de façon contraire à l'article 15 de l'Accord antidumping en n'examinant pas les possibilités de solutions constructives et en ne tenant pas compte des

arguments des exportateurs indiens selon lesquels l'industrie textile, y compris l'industrie du linge de lit, présente un intérêt essentiel pour l'économie indienne. L'Inde soutient en outre qu'un traitement spécial sous forme de changements apportés au questionnaire, de souplesse en matière de délais et d'autres concessions analogues n'est pas suffisant pour satisfaire aux prescriptions de l'article 15. De surcroît, l'Inde affirme que, en vertu de l'article 15, et notamment de sa deuxième phrase, une autorité chargée de l'enquête doit prendre particulièrement en considération la situation des pays en développement avant l'adoption de toutes mesures provisoires.[36]

67. Les CE soutiennent que, au cours de l'enquête antidumping, elles ont consenti un certain nombre de concessions particulières aux entreprises indiennes du fait de leur situation dans un pays en développement, comme l'établissement de questionnaires simplifiés pour les exportateurs, l'acceptation des réponses présentées après l'expiration des délais fixés et la prise en compte individuelle de nouveaux requérants bien que l'enquête eut été fondée sur un échantillon. En outre, les CE relèvent que des consultations sur des engagements en matière de prix ont effectivement eu lieu et font valoir que, même si ces consultations n'ont pas abouti entre l'Inde et les CE, le fait qu'elles aient eu lieu est suffisant pour que les prescriptions de l'article 15 aient été respectées.

68. Les États-Unis sont d'avis que l'article 15 de l'Accord antidumping offre des garanties procédurales importantes aux pays en développement lorsque leurs intérêts essentiels sont en jeu mais qu'il n'exige aucun résultat de fond particulier ni ne mentionne l'adoption d'aucun arrangement spécifique pour tenir compte de la situation des pays en développement.

69. L'article 15 dispose ce qui suit:

> Il est reconnu que les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord. Les possibilités de solutions constructives prévues par le présent accord seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres.

70. Les États-Unis souscrivent à l'interprétation de l'Inde selon laquelle la première phrase de l'article est l'expression d'un souhait et énonce plutôt une "recommandation"[37] qu'une obligation de fond. Les termes "[i]l est reconnu que" sont plus incitatifs que contraignants et l'article n'indique pas ce que recouvre l'expression "devront prendre spécialement en considération".

71. Les États-Unis expriment respectueusement leur désaccord avec l'Inde concernant la nature de la seconde phrase de l'article 15. Bien qu'elle ne débute par aucune expression du genre "il est reconnu", qui préciserait l'étendue de l'obligation en découlant, son libellé et sa structure n'instituent rien d'autre que l'obligation procédurale d'explorer "[l]es possibilités de solutions constructives prévues par le présent accord …". Les termes "seront explorées" ne peuvent honnêtement être considérés comme impliquant l'obligation d'obtenir un résultat de fond particulier; ils prévoient simplement l'examen de ces possibilités.

72. Dans son rapport, le Groupe spécial *Fils de coton en provenance du Brésil*[38], créé en vertu du Code antidumping issu du Tokyo Round, a interprété la seconde phrase de l'article 13 du Code

[36] Première communication de l'Inde, paragraphes 6.28-6.53.
[37] Première communication de l'Inde, paragraphe 6.22.
[38] CE – Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil, ADP/137, 4 juillet 1995.

antidumping - disposition fondamentalement identique à l'article 15 de l'Accord antidumping[39] - et a été constaté ce qui suit:

> [S]i l'application de mesures antidumping "por[tait] atteinte aux intérêts essentiels de pays en voie de développement", l'obligation qui était faite était d'explorer les "possibilités" de "solutions constructives". Il était clair, compte tenu de l'utilisation des mots "possibilités" et "explorer", que les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas tenues d'adopter des solutions constructives du simple fait que ce genre de solutions avait été proposé.[40]

Le groupe spécial a mis cette position en relief, notant que "… l'obligation ne consistait pas à accepter des solutions constructives, mais simplement à envisager la possibilité d'en accepter".[41] La question est donc de savoir si les CE ont exploré la possibilité d'accepter de telles solutions constructives. Il s'agit d'une détermination factuelle; les États-Unis n'ayant pas accès au dossier récapitulatif des faits dans la présente affaire, nous ne nous prononçons pas sur la question de savoir si les mesures prises par les CE ont été suffisantes aux termes de l'article 15.

73. S'agissant du moment où "les possibilités de solutions constructives … seront explorées", comme la seconde phrase de l'article 15 l'exige, l'Inde fait valoir en outre que, la disposition prévoyant que ces possibilités "seront" explorées "préalablement à l'application de droits antidumping", les CE étaient tenues de procéder à une telle exploration avant d'instituer des droits antidumping provisoires.

74. Les États-Unis expriment respectueusement leur désaccord. L'"application de droits antidumping" mentionnée dans l'article 15 désigne l'imposition effective et le recouvrement de droits antidumping conformément à l'article 9. Il n'a pas été appliqué de droit antidumping avant que les CE aient établi leur détermination finale de l'existence d'un dumping et d'un dommage. L'article 7 reconnaît la possibilité d'imposer des mesures provisoires, qui peuvent être des droits antidumping provisoires, pour autant que cette imposition représente une étape distincte et préliminaire différente de l'application des droits antidumping proprement dits.

75. En outre, si, comme l'Inde le suggère, les "possibilités" à explorer comprennent les engagements en matière de prix[42], il est clair que cette exploration doit avoir lieu <u>après</u> l'établissement de toute détermination provisoire par l'autorité chargée de l'enquête. L'article 8.2 prévoit que "[d]es engagements en matière de prix <u>ne seront</u> demandés aux exportateurs, ou acceptés de leur part, <u>que si</u> les autorités du Membre importateur ont établi une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping et d'un dommage causé par ce dumping" (non souligné dans l'original). Cette précision apportée par l'article 8.2, jointe à la reconnaissance par l'Accord antidumping de la distinction entre les droits provisoires et les droits antidumping, fait clairement ressortir qu'il n'est pas obligatoire d'explorer les possibilités de solutions constructives avant d'imposer des mesures provisoires.

76. En résumé, les États-Unis estiment que l'article 15 de l'Accord antidumping n'exige aucun résultat de fond particulier ni aucun arrangement spécifique pour tenir compte de la situation des pays en développement. S'agissant du moment d'intervention, l'autorité chargée de l'enquête n'est tenue ni de prendre spécialement en considération cette situation ni d'explorer les possibilités de solutions

---

[39] L'article 13 du Code antidumping est ainsi rédigé:

Il est reconnu que les pays développés doivent prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en voie de développement quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent code. Les possibilités de solutions constructives prévues par le présent code seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en voie de développement.

Id., paragraphe 582.

[40] Fils de coton en provenance du Brésil, paragraphe 584.

[41] Fils de coton en provenance du Brésil, paragraphe 589.

[42] Première communication de l'Inde, paragraphe 6.26.

constructives avant d'avoir fait ses constatations provisoires. En conséquence, les États-Unis sont d'avis que l'interprétation par les CE de l'article 15 était admissible et devrait être soutenue en conformité avec l'article 17.6 ii).

IV. ALLÉGATIONS RELATIVES À LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE ET EXPLICATIONS PERTINENTES

A. DÉFINITION DE LA BRANCHE D'ACTIVITÉ NATIONALE AU TITRE DE L'ARTICLE 4.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

77. Lorsqu'elles ont déterminé la portée de la branche d'activité nationale ("industrie communautaire") dans la présente affaire, les autorités des CE ont indiqué ce qui suit:

> La conclusion selon laquelle les 35 sociétés à l'origine de la plainte représentent une proportion majeure [34 pour cent] de la production communautaire totale au sens de l'article 5, paragraphe 4, du règlement de base et constituent à ce titre l'industrie communautaire au sens de l'article 4, paragraphe 1, du même règlement est confirmée.

Le Règlement antidumping des CE définit l'"industrie communautaire" comme étant "l'ensemble des producteurs communautaires de produits similaires ou ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure *au sens de l'article 5, paragraphe 4*, de la production communautaire totale de ces produits".[43] Au sens de l'article 5, paragraphe 4, du règlement, l'expression "proportion majeure" s'entend "des producteurs communautaires dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire par la partie de l'industrie communautaire exprimant son soutien ou son opposition à la plainte".

78. L'Inde n'a pas contesté la définition de la branche d'activité nationale des CE mais elle fait valoir que ces dernières n'auraient pas dû inclure d'autres producteurs communautaires dans leur évaluation du dommage.[44] Un point important lui a échappé. De l'avis des États-Unis, l'application par les CE de leur règlement a débouché sur une définition de la branche d'activité nationale, de l'enquête sur l'existence d'un dommage et de l'analyse du dommage contraires aux articles 3 et 4 de l'Accord antidumping parce qu'elles ont considéré que l'industrie communautaire était constituée exclusivement des producteurs qui se sont prononcés en faveur de la poursuite de l'enquête.

79. L'article 4.1 de l'Accord antidumping a la teneur suivante:

> l'expression "branche de production nationale" s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits

80. Dans le cadre de l'enquête sur l'affaire *Linge de lit*, les CE ont défini le produit similaire comme étant "le linge de lit en coton".[45] L'article 4.1 aurait donc voulu que les CE considèrent que la "branche d'activité nationale" était constituée des producteurs communautaires de linge de lit en coton. Au lieu de cela, les CE ont considéré que la branche d'activité nationale était constituée exclusivement des producteurs communautaires qui avaient introduit la demande d'ouverture d'une enquête. Cette définition est incompatible avec l'article 4.1. L'attitude des CE dans la présente affaire

[43] *Voir* première communication de l'Inde, paragraphe 4.94.
[44] Première communication de l'Inde, paragraphe 4.95.
[45] Règlement définitif, paragraphe 9.

semble avoir été dictée par son Règlement antidumping[46] aux termes duquel la branche de production nationale est constituée des producteurs qui sont à l'origine de la "plainte".[47] Si la définition de la branche de production adoptée dans la présente affaire est incompatible avec l'article 4.1 et que cette définition a effectivement été imposée par le règlement des CE, il s'ensuit que les CE enfreignent systématiquement et de façon répétée l'Accord antidumping.

81. Dans le règlement de base des CE, "la branche de production nationale" telle qu'elle est définie dans l'article 4.1 de l'Accord antidumping est assimilée à la partie de la branche de production nationale qui a exprimé un soutien suffisant pour permettre l'ouverture d'une enquête en vertu de l'article 5.4 de cet accord. Une telle assimilation est une mauvaise interprétation de l'interrelation des deux articles.

82. Si les CE étaient dans le vrai, l'article 4.1 de l'Accord antidumping aurait pu simplement considérer que la branche de production nationale était constituée des producteurs qui soutenaient expressément la demande, mais ce n'est pas le cas, pour des raisons qui devraient être évidentes. Sur la base d'une telle définition, l'enquête sur l'existence d'un dommage serait essentiellement une opération de pure forme au cours de laquelle les autorités se borneraient à vérifier si les sociétés requérantes ont véritablement subi un dommage important. L'article 5.4 ne contient aucun élément autorisant une telle auto-sélection. Il ne reprend ni ne prétend définir l'expression "une proportion majeure" telle qu'elle est utilisée dans l'article 4.1.

83. Le seul but de l'article 5.4 est d'établir une règle pour déterminer si une enquête devrait être ouverte. Ni à première vue ni tacitement cette disposition ne vise à modifier les prescriptions de fond auxquelles une autorité doit satisfaire lorsqu'elle mène une enquête ou à permettre à une autorité de limiter son enquête aux producteurs nationaux qui ont soutenu une demande. Pour déterminer si une demande répond aux prescriptions de l'article 5.4, il suffit de déterminer le degré de soutien de la demande. L'article 5.4 reconnaît que les producteurs requérants peuvent représenter seulement une partie de la "branche de production nationale" et distingue entre la production de "la partie de la branche de production nationale" exprimant son soutien à la demande et "la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale". En outre, l'article 5.1, par l'emploi des termes "en son nom", prévoit que les producteurs soutenant une demande dont la part dans la production nationale a été déterminée conformément à l'article 5.4 seront représentatifs d'une branche de production qui comprendra souvent d'autres membres et non, comme le règlement des CE l'implique, qu'ils constitueront normalement la totalité de la branche de production.

84. L'insuffisance de l'interprétation des articles 4.1 et 5.4 par les CE est démontrée par les glissements du raisonnement qui étaye la détermination communautaire en l'espèce. Tant dans leur règlement provisoire que dans leur règlement définitif, les CE ont défini la branche de production nationale en prenant comme point de départ seulement les sociétés plaignantes puis en éliminant certaines de ces sociétés.[48] Les CE n'ont jamais, semble-t-il, même envisagé de définir la branche de production nationale comme étant constituée de l'ensemble des producteurs communautaires du produit similaire. Elles ont préféré indiquer que "la conclusion selon laquelle les 35 sociétés à

[46] Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil (22 décembre 1995).

[47] Règlement définitif, paragraphe 34. Le terme "plainte" utilisé par les CE correspond au terme "demande" qui figure dans l'article 5.4 de l'Accord antidumping et au terme "pétition" (requête) inscrit dans la législation des États-Unis.

[48] Règlement provisoire, paragraphes 52-57, règlement définitif, paragraphes 32-34. Les CE ont éliminé sept sociétés dont il a été établi qu'elles ne faisaient pas partie des plaignants, une société dont l'intérêt principal n'était pas la production de linge de lit dans la communauté, une société qui ne produisait plus de linge de lit et deux sociétés qui n'avaient pas répondu aux demandes d'information. La suppression des producteurs plaignants qui n'ont pas répondu est une indication supplémentaire de l'écart entre l'approche des CE et les prescriptions de l'Accord antidumping. En vertu de l'article 6.8, les CE auraient dû se fonder sur les données de fait disponibles au lieu de redéfinir la branche de production nationale en excluant ceux qui n'avaient pas répondu.

l'origine de la plainte représentent une proportion majeure de la production communautaire totale au sens de l'article 5, paragraphe 4, du règlement de base et constituent à ce titre l'industrie communautaire au sens de l'article 4, paragraphe 1, du même règlement est confirmée".[49] En somme, il ressort de leurs déclarations d'alors que, au cours de leur enquête, elles ne se sont jamais demandé si elles devaient inclure dans la branche de production nationale des producteurs non requérants. L'application par les CE de leur règlement fait donc véritablement disparaître de l'Accord antidumping toute nécessité de considérer la branche de production nationale comme étant constituée de l'ensemble des producteurs nationaux du produit similaire. Reconnaissant apparemment après coup les insuffisances d'une telle pratique en matière d'interprétation de l'Accord antidumping, les CE, dans leur première communication, déclarent pour la première fois que, tout au long de l'enquête, elles ont appliqué "l'option" de l'article 4.1 de l'Accord antidumping "qui définit la branche de production nationale comme un groupe de producteurs dont les productions additionnées constituent une "proportion majeure de la production nationale totale" des produits en question".[50] Les CE font ensuite valoir qu'"un Membre est libre d'utiliser les deux définitions de la branche de production nationale au cours d'une seule et même enquête".[51]

85. Les CE donnent à entendre que l'article 4.1 offre aux Membres importateurs la possibilité de définir la branche de production nationale dans chaque cas comme étant soit l'ensemble des producteurs soit seulement les producteurs plaignants. Cette manière de voir n'est pas corroborée par l'Accord antidumping. Comme les déclarations faites par les CE au cours de leur enquête le mettent en évidence, elle escamote véritablement toute nécessité de prendre en compte l'ensemble de la branche de production. Si cette interprétation de l'Accord antidumping était correcte, il n'aurait pas été nécessaire de mentionner l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires dans l'article 4.1.

86. Une telle interprétation est contraire à la prescription de l'article 3.1 selon laquelle la détermination de l'existence d'un dommage comporte un examen "objectif" notamment de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur "les producteurs nationaux" de produits similaires. À première vue, cet article ne limite pas l'enquête aux seuls producteurs nationaux qui soutiennent une demande. De même, dans l'article 3.6, il est question d'évaluer l'effet des importations "par rapport à la production nationale du produit similaire". L'interprétation des CE permet à une autorité de décider à l'avance que son examen portera seulement sur une partie de la production nationale du produit similaire. Assurément, une enquête sur l'existence d'un dommage dont sont systématiquement exclus tous les producteurs autres que ceux qui ont porté plainte ne peut être qualifiée d'"objective". L'interprétation de l'article 4.1 par les CE encourage exactement le contraire d'un examen "objectif" car elle laisserait à un Membre importateur la possibilité de fausser une enquête sur l'existence d'un dommage en autorisant l'engagement d'une procédure sur la base d'une plainte introduite uniquement par les producteurs les plus lésés par certaines importations sans tenir aucun compte des sociétés de la même branche de production dont les affaires sont florissantes.

87. Ainsi, l'article 3.1 exprime la préférence accordée par l'article 4.1 à une détermination de l'existence d'un dommage fondée sur l'examen de la situation de l'ensemble des producteurs nationaux. Une telle interprétation est en outre étayée par les prescriptions très particulières de l'article 4.1 tendant à exclure les producteurs liés aux producteurs ou aux importateurs et à définir une branche de production comme désignant les producteurs de certaines zones seulement. Il aurait été anormal que les négociateurs de l'Accord antidumping formulent des conditions aussi précises pour exclure certains producteurs nationaux sans renvoyer à l'article 5.4 s'ils avaient voulu qu'une enquête sur l'existence d'un dommage puisse prendre uniquement la forme d'une enquête limitée aux producteurs soutenant une demande.

[49] Règlement définitif, paragraphe 34.
[50] Première communication des CE, paragraphe 308.
[51] Première communication des CE, paragraphe 309.

88. L'Accord ne justifie pas davantage la version révisée de la thèse communautaire figurant dans la communication initiale des CE au présent groupe spécial. L'article 3.4 et 3.5 prescrit précisément que l'analyse du dommage porte sur "la branche de production nationale". Il ne prévoit donc pas que, dans une détermination, une autorité pourra à sa guise utiliser une définition de la branche de production pour l'examen du dommage et une autre définition pour d'autres fins.

89. Bien qu'elle favorise indéniablement les producteurs plaignants, la définition de la branche de production par les CE peut, comme c'est le cas ici, avoir parfois l'effet anormal de porter préjudice aux producteurs à l'origine de la plainte. Dans la présente affaire, certains producteurs communautaires avaient cessé de produire pendant la période ayant précédé l'engagement de la procédure et n'ont donc pas pu être inclus dans "la branche de production nationale" telle qu'elle est définie dans le règlement de base des CE. Il semble que pour remédier à cet état de fait, les CE aient défini un groupe distinct de producteurs – la "Communauté dans son ensemble" ou la "CE à 15" afin d'évaluer l'évolution de la production, de la consommation et de la part de marché.[52] Il est intéressant de noter que l'évolution de ces facteurs pour le groupe de producteurs le plus vaste a davantage révélé l'existence d'un dommage que l'évolution des mêmes facteurs pour "l'industrie communautaire" restreinte définie par les CE. L'Inde a allégué que les CE avaient agi de façon inadmissible en prenant en compte de l'ensemble de la CE à 15 pour tous les aspects de l'évaluation du dommage. À l'inverse, les États-Unis estiment que les CE ont agi de façon incompatible avec l'Accord antidumping en n'incluant pas tous les producteurs communautaires dans la branche de production nationale pour évaluer d'autres facteurs tels que le prix et l'incidence au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5.[53]

90. De surcroît, en utilisant la règle permettant de vérifier si le degré de soutien est suffisant pour définir la branche de production devant faire l'objet de l'enquête, la réglementation des CE cadre mal avec l'article 6 concernant le déroulement des enquêtes. L'article 6.11 inclut dans la définition des "parties intéressées" tous les producteurs du produit similaire dans le Membre importateur. L'article 6.11 fait partie du contexte dans lequel l'article 3.4 doit être interprété. Les autorités chargées de l'enquête sont tenues, en vertu de l'article 6.1,d'aviser toutes les parties intéressées des renseignements que les autorités exigent et de leur ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question.[54] En outre, en vertu de l'article 6.21, toutes les parties intéressées, et, partant, tous les producteurs nationaux, ont toutes possibilités de défendre leurs intérêts. Le paragraphe 1 de l'Annexe II de l'Accord antidumping renforce cette disposition en précisant que "[d]ès que possible après l'ouverture de l'enquête, les autorités chargées de l'enquête devraient indiquer de manière détaillée les renseignements que doit fournir toute partie intéressée et la façon dont elle devrait structurer les renseignements dans sa réponse". En excluant *a priori* certains producteurs nationaux de la branche de production nationale, les CE outre qu'elles manquent à leur obligation de collecter des renseignements auprès de tous les producteurs nationaux semblent empêcher de façon inadmissible les producteurs intéressés non plaignants de participer et d'être pris en considération dans la même mesure que les producteurs intéressés plaignants.

91. En résumé, les CE ont fait une erreur non, comme l'Inde l'allègue, en englobant dans leur évaluation des renseignements communiqués par des producteurs non requérants mais en prenant en compte seulement certains renseignements fournis par ces producteurs et en excluant lesdits producteurs, en règle générale, de l'enquête.

---

[52] Règlement provisoire, paragraphe 62.

[53] Les États-Unis notent que, si les CE avaient adopté la définition correcte de la branche de production nationale, les nombreux producteurs communautaires dont les entreprises ont fermé pendant la période d'évaluation du dommage (1992-juillet 1995) auraient été inclus. Dans ces conditions, l'allégation de l'Inde selon laquelle les CE ont débordé le cadre de la branche de production nationale lorsqu'elles ont procédé à l'évaluation du dommage serait rejetée.

[54] Les données factuelles disponibles sur l'enquête Linge de lit ne démontrent pas clairement si les CE ont demandé des renseignements aux producteurs communautaires non plaignants.

B. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ÉCHANTILLONNAGE

92. Aux fins d'évaluer les prix et la rentabilité, les CE ont envoyé un questionnaire à un échantillon de 17 producteurs choisis dans le groupe de 35 producteurs défini par elles comme constituant l'industrie communautaire.[55] Dans le Règlement provisoire, les CE ont indiqué qu'elles avaient choisi les sociétés à inclure dans l'échantillon en consultation avec Eurocoton, le plaignant, et elles ont sélectionné les sociétés établies dans les quatre États Membres où les sociétés plaignantes produisent l'essentiel de leur production. L'échantillon représentait 20,7 pour cent de la production communautaire totale.[56]

93. Les États-Unis pensent comme les CE et l'Inde[57] que l'Accord permet à un Membre importateur d'utiliser un échantillon de producteurs nationaux pour évaluer les effets et l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping. Bien que l'Accord antidumping ne fasse pas expressément mention du recours à l'échantillonnage dans ce contexte, il spécifie que cette méthode est appropriée dans d'autres cas, par exemple en autorisant les autorités à utiliser "des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique" pour déterminer les marges de dumping,[58] et à utiliser "des techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique" pour déterminer le degré de soutien ou d'opposition à la demande dans le cas de branches de production fragmentées.[59] Les États-Unis notent que le critère essentiel est que l'échantillon doit être "valable d'un point de vue statistique".

94. Comme les États-Unis l'ont indiqué à propos de la définition de la branche de production nationale adoptée par les CE, les CE ont opté pour une définition trop stricte et, de ce fait, n'ont pas établi leur échantillon sur la base adéquate de l'ensemble des producteurs nationaux. Rien dans l'Accord antidumping n'obligeait les CE à préciser la méthode exacte qu'elles avaient utilisée pour choisir les sociétés incluses dans leur échantillon, mais le Groupe spécial doit pouvoir se rendre compte si l'échantillon est valable d'un point de vue statistique. En outre l'établissement de l'échantillon doit être, comme les CE le reconnaissent, conforme à l'obligation qui leur est faite de procéder à un examen "objectif" du dommage.[60] Le seul renseignement fourni par les CE est qu'elles ont choisi les sociétés dans un sous-ensemble (les sociétés établies dans quatre États membres) d'un autre sous-ensemble (les producteurs plaignants) de la branche de production nationale et que l'échantillon comprenait les principaux producteurs du premier sous-ensemble "ainsi que d'autres de plus petite taille".[61] Un échantillon valide d'un point de vue statistique doit représenter équitablement la totalité de la population sur la base de laquelle il a été établi. Dans la présente affaire, il s'agissait de la totalité de la branche de production nationale; pourtant, les CE ont procédé d'une manière qui excluait systématiquement une partie importante de cette population et qui, à l'évidence, semble devoir fausser les résultats. C'est pourquoi rien ne permet de conclure que l'échantillon était "valable d'un point de vue statistique"[62]

C. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'EXAMEN PAR LES CE DES FACTEURS À PRENDRE EN COMPTE POUR LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE AU TITRE DE L'ARTICLE 3.4

95. L'article 3.4 de l'Accord antidumping prévoit expressément que l'examen par les autorités chargées de l'enquête de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale

[55] Règlement provisoire, 58-59.
[56] Règlement provisoire, paragraphe 61.
[57] *Voir* première communication de l'Inde, paragraphes 4.145-4.146.
[58] Article 6.10.
[59] Article 5.4, note 13.
[60] *Voir* première communication des CE, paragraphe 226.
[61] Règlement provisoire, paragraphe 61.
[62] Les États-Unis ne se prononcent pas concernant la validité du point de vue statistique de la méthode effectivement utilisée par les CE pour choisir les sociétés au sein du groupe en question.

> comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement.

96. Comme l'Inde le souligne, les CE n'ont pas fait mention de constatations expresses concernant les différents facteurs mentionnés dans l'article 3.4.[63] Pour les États-Unis, cette allégation n'indique pas en soi une violation. L'Accord antidumping, en prescrivant une évaluation de tous les facteurs, n'exige pas des autorités chargées de l'enquête une constatation pour chacun de ces facteurs. Son article 12.2 prévoit seulement que les autorités exposeront "de façon suffisamment détaillée les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait ou de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête". Si tous les facteurs énumérés doivent être évalués, ils ne sont pas tous nécessairement importants dans chaque cas particulier.

97. Certes les États-Unis ne pensent pas que, étant donnée l'article 12.2, les autorités chargées de l'enquête doivent dans chaque cas établir une constatation particulière sur chacun des facteurs énumérés dans l'article 3.2 et 3.4, mais leur détermination devrait permettre de discerner si elles ont évalué chacun des facteurs indiqués. Pour qu'il en soit ainsi, leur détermination, en démontrant pourquoi elles se sont fondées sur des facteurs déterminés qu'elles ont jugés importants dans l'affaire doit révéler pourquoi elles ont accordé peu de poids à d'autres facteurs qui n'ont fait l'objet d'aucune constatation particulière. Dans la présente affaire, les États-Unis partagent certaines des préoccupations de l'Inde concernant l'adéquation des constatations des CE sur les facteurs qu'elles ont pris en considération car ces constatations n'élucident pas les raisons pour lesquelles les CE n'ont pas donné d'importance aux facteurs qu'elles n'ont pas analysés.[64]

98. Les États-Unis notent que, dans le différend *Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose* (*SHTF*) *en provenance des États-Unis*, le Groupe spécial a abordé la question de l'examen des facteurs énoncés dans l'article 3.4. Le Groupe spécial a déclaré que l'"examen" des facteurs est requis dans chaque cas même si cet examen peut conduire l'autorité chargée de l'enquête à conclure qu'un facteur donné n'est pas probant en ce qui concerne une branche de production donnée et par conséquent n'est pas pertinent pour la détermination proprement dite.[65] Les États-Unis désapprouvent les efforts déployés par les CE pour écarter l'analyse du Groupe spécial SHTF en la matière.[66] Contrairement à ce que les CE font valoir, ce groupe spécial n'a pas pris sa décision "en se fondant de manière assez simpliste sur le mauvais précédent des affaires de sauvegarde". Les parties au différend ont pleinement fait valoir leurs arguments au Groupe spécial,

---

[63] Première communication de l'Inde, paragraphe 4.47.

[64] La première communication des CE au Groupe spécial contient un tableau indiquant les facteurs à prendre en compte, signalant les sources de renseignements sur certains de ces facteurs et précisant que de certains facteurs – comme la productivité, le retour sur investissement, l'utilisation des capacités, les effets sur le flux de liquidités, les stocks, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement – il a été constaté qu'ils n'étaient pas des "facteur[s] indépendant[s] notable[s]". Première communication des CE, paragraphes 250-255 et tableau 4. Cette conclusion ne semble néanmoins avoir été incluse ni dans le Règlement provisoire ni dans le Règlement définitif des CE et l'examen par les CE des facteurs qu'elles ont effectivement jugés importants ne permet pas de savoir pourquoi les autres ne méritaient pas de retenir l'attention.

[65] SHTF, paragraphe 7.128.

[66] *Voir* première communication des CE, paragraphes 288-289.

citant des déterminations antidumping du GATT comme les déterminations concernant l'affaire *Corée - Polyacétals*.[67]

99. Les États-Unis ne pensent pas non plus que le présent groupe spécial devrait parvenir à une conclusion différente de celle des groupes spéciaux SHTF et Corée - Polyacétals en se fondant sur l'argument des CE selon lequel certains des facteurs mentionnés dans l'article 3.4 sont de caractère négatif. À cet égard, les CE font valoir que, comme l'énoncé de certains des facteurs est précédé des termes "*diminution*" ou "*effets négatifs*", il n'est pas nécessaire d'examiner ces facteurs s'ils sont positifs. À l'appui de leur argument connexe selon lequel le mot "incidence" a une connotation négative, les CE opposent l'utilisation de ce mot dans l'article 3.4 de l'Accord antidumping à la mention qui est faite de "l'effet des importations" dans l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Les CE font pourtant ainsi abstraction du fait que l'article 3.5 de l'Accord antidumping évoque "les *effets* du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4" de l'article 3. L'article 3.2 prévoit aussi l'examen de "l'effet" des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix et l'article 3.3 envisage une évaluation cumulative des "effets" des importations en question en provenance de plus d'un pays. La "pertinence" des facteurs énoncés dans l'article 3.4 est plus qu'un élément pouvant étayer la détermination de l'existence d'un dommage. L'article 3.4 dispose que "tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche" doivent être évalués. Par conséquent, même si un facteur n'est pas de nature à fonder une détermination positive de l'existence d'un dommage, l'autorité doit l'évaluer dans la mesure ou il apporte des éclaircissements sur la situation de la branche de production nationale. Par exemple, dans l'affaire *Corée - Polyacétals*, le Groupe spécial a estimé que l'autorité chargée de l'enquête ne pouvait pas mettre exclusivement l'accent sur les facteurs permettant de conclure que la branche de production nationale éprouverait probablement des difficultés et faire abstraction des autres facteurs.[68]

D. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE FAIT QUE TOUTES LES IMPORTATIONS EN CAUSE ONT ÉTÉ CONSIDÉRÉES COMME DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING

100. L'Inde fait valoir que les CE ont agi de manière incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 3.6 de l'Accord antidumping en ce sens qu'elles ne se sont pas bornées à examiner "uniquement les importations faisant l'objet d'un dumping" aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage.[69] L'Inde formule deux observations à ce propos. Premièrement, elle met en question le fait que les CE n'aient pas séparé les transactions dont il a été constaté qu'elles faisaient l'objet d'un dumping des transactions dont il a été constaté qu'elles ne faisaient pas l'objet d'un dumping aux fins d'évaluer le volume des importations faisant l'objet d'un dumping au cours de la période d'enquête.[70] S'agissant de ces allégations, les États-Unis souscrivent en règle générale aux vues exprimées dans les paragraphes 219-241 de la première communication des CE. Les États-Unis jugent la thèse des CE raisonnable étant donné que l'Accord antidumping prescrit que les autorités chargées de l'enquête prendront en compte des marges moyennes pondérées et que l'Accord antidumping met l'accent sur "le produit" faisant l'objet d'un dumping[71] et l'incidence des importations de ce produit sur les producteurs nationaux de produits similaires.[72]

101. L'Inde met aussi en question l'hypothèse sur laquelle les CE semblent se fonder, à savoir que toutes les importations en provenance de l'Inde faisaient l'objet d'un dumping pendant la période

---

[67] Voir SHTF, paragraphes 5.466, 7.135-7.142 et note 610 (citant le rapport du Groupe spécial des droits antidumping appliqués par la Corée aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis (Corée-Polyacétals), IBDD, S40/236, adopté le 27 avril 1993).

[68] Rapport du Groupe spécial Corée-Polyacétals, paragraphes 274-276, 287.

[69] Première communication de l'Inde, paragraphe 4.35.

[70] Première communication de l'Inde, paragraphes 4.12-4.35.

[71] Accord antidumping, article 2.

[72] Accord antidumping, article 3.

d'évaluation du dommage (1992-1996).[73] Les CE nient être parties d'une telle hypothèse dans la pratique ou particulièrement dans la présente affaire.[74] Si le Groupe spécial reconnaît que les CE ne se sont pas fondées sur une telle hypothèse, il ne sera pas nécessaire qu'il examine les allégations de l'Inde à cet égard.

102. Même si pendant la période d'évaluation du dommage les CE avaient effectivement considéré toutes les importations en cause comme des importations faisant l'objet d'un dumping, ce traitement aurait été conforme à l'Accord antidumping. Les arguments qui corroborent la thèse des CE, lesquelles affirment avoir agi en conformité avec l'Accord antidumping en considérant toutes les importations en cause comme des importations faisant l'objet d'un dumping au cours de la période d'enquête, sont également valables pour le traitement des importations en cause pendant la partie de la période d'évaluation du dommage antérieure à la période d'enquête sur le dumping.[75]

103. Pour déterminer si un dumping a lieu, le Membre importateur peut examiner la situation pendant une période déterminée. Comme la note 4 de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping le prévoit, cette période devrait être d'un an mais en aucun cas inférieure à six mois. La détermination de l'existence d'un dumping ne nécessite normalement pas l'examen de l'évolution à long terme. Par contre, les prescriptions de l'article 3.1 concernant la détermination de l'existence d'un dommage veulent que le Membre importateur collecte des renseignements portant sur plusieurs années pour évaluer l'évolution du volume et des prix. Pour examiner si le volume des importations faisant l'objet d'un dumping a augmenté de façon notable en chiffres absolus ou relatifs et si les importations faisant l'objet d'un dumping ont dans une mesure notable déprimé ou contenu les prix du produit similaire sur le marché intérieur, un Membre importateur doit prendre en compte une période appropriée, qui sera presque toujours plus longue que la période d'enquête nécessaire pour calculer le montant d'un dumping. Le fait est qu'il faut souvent plus d'un an pour que les effets de l'augmentation du volume des importations ou de la sous-cotation des prix atteignent un niveau pouvant être considéré comme notable et il se peut qu'il faille encore plus longtemps pour que l'incidence des importations en question sur la situation de la branche de production nationale soit visible. En outre, comme l'exécution des ventes dans certaines branches de production peut exiger jusqu'à une année et que, dans certains secteurs, les ventes découlent de contrats annuels, il est d'autant plus nécessaire que les enquêtes sur l'existence d'un dommage portent sur une période de plusieurs années. L'écart entre la période d'enquête courante de 12 mois requise pour calculer le montant d'un dumping et la période d'enquête beaucoup plus longue correspondant à la détermination de l'existence d'un dommage existait bien avant le Cycle d'Uruguay. Les négociateurs étaient donc parfaitement conscients de ce que la période nécessaire pour calculer le montant d'un dumping serait plus courte que la période requise pour évaluer un dommage. C'est pourquoi elles ont réaffirmé que les autorités chargées de l'enquête, pour déterminer l'existence d'un dommage, se fonderaient sur un examen du volume des importations, de l'effet des importations sur les prix et de l'incidence des importations sur la branche de production nationale concernée, examen qui, de par sa nature, porterait sur plus d'une année.

104. Comme une période d'un an seulement ne serait guère probante pour procéder à l'évaluation prescrite par l'article 3.1, 3.2 et 3.4, le seul moyen d'assurer que le volume des importations, leurs effets sur les prix et leur incidence sur la branche de production nationale seront examinés pendant la même période que la période considérée aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping serait de prolonger de plusieurs années la période d'enquête aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping et de prescrire la communication et l'examen de données sur les prix (et les coûts le cas échéant) relatives à plusieurs années. Cette "solution" au problème qui préoccupe l'Inde serait inutilement pesante tant pour les autorités que pour les exportateurs et les producteurs étrangers, en particulier pour ceux des pays en développement et, en ce sens, serait contraire à l'esprit de l'article 6.10 et 6.13 et de l'article 15.

[73] Première communication de l'Inde, paragraphes 4.198-4.216.
[74] Première communication des CE, paragraphes 340-345 et 351-353.
[75] *Voir* première communication des CE, paragraphes 219-241.

105. Les États-Unis rappellent les décisions du Groupe spécial établi dans le cadre du GATT dans les affaires *Saumons*.[76] Lorsqu'ils avaient examiné l'importance du volume et l'importance de l'augmentation du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, les États-Unis avaient considéré toutes les importations de saumons en provenance de Norvège pendant les trois ans de la période d'enquête sur l'existence d'un dommage comme des importations "faisant l'objet d'un dumping" ou "en cause". S'agissant de la question de savoir si les États-Unis avaient dûment examiné s'il y avait eu augmentation importante du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, les groupes spéciaux avaient constaté que les États-Unis s'étaient conformés aux prescriptions de l'article 3:1 et 3:2 du Code antidumping et du Code des subventions et n'avaient pas manqué à leurs obligations découlant de ces instruments.[77] L'évaluation par les CE du volume des importations en cause dans l'enquête sur le linge de lit concordait avec les conclusions du Groupe spécial dans les affaires *Saumons*. Comme les CE le font observer, les rédacteurs de l'Accord antidumping ont choisi de reprendre le texte utilisé dans les Codes issus du Tokyo Round et interprété par les groupes spéciaux dans les affaires *Saumons*.

[76] Imposition de droits antidumping sur les importations de saumons frais et réfrigérés en provenance de Norvège ("Droits antidumping sur les importations de saumons"), ADP/87, adopté le 27 avril 1994, IBDD, S41/254; Imposition de droits compensateurs sur les importations de saumons frais et réfrigérés en provenance de Norvège ("Droits compensateurs sur les importations de saumons) SCM/153, adopté le 28 avril 1994, IBDD, S41/662.

[77] *Droits antidumping sur les importations de saumons*, paragraphes 498-501; *Droits compensateurs sur les importations de saumons*, paragraphes 264-267.

ANNEXE 3-4

DÉCLARATION ORALE DE L'ÉGYPTE

PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(11 mai 2000)

1. Le gouvernement de la République arabe d'Égypte a décidé de réserver ses droits de tierce partie dans la présente affaire en raison des incidences systémiques touchant cet aspect du droit de l'OMC. L'Égypte est un gros producteur et exportateur de coton et de produits en coton, notamment de linge de lit, et en tant que tel, a un intérêt substantiel dans les résultats de la présente procédure, surtout si l'on considère que les Communautés européennes (CE) absorbent une part importante des exportations égyptiennes de linge de lit en coton. Il convient de souligner que l'Égypte participe pour la première fois à l'examen d'une affaire portée devant l'OMC en tant que tierce partie.

2. L'opinion mûrement réfléchie de l'Égypte est que l'engagement d'une procédure antidumping, l'imposition de droits provisoires et l'imposition de droits définitifs sur le linge de lit en coton égyptien par les CE sont injustifiées et contraires aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) applicables en la matière. Cela étant, l'Égypte souscrit à tous les arguments avancés par l'Inde dans la présente affaire.

3. L'Égypte est d'avis que les CE ont agi de façon incompatible avec les règles de procédures de l'Accord antidumping de l'OMC en ouvrant une enquête à la demande d'Eurocoton, association qui n'était pas soutenue par une proportion notable des producteurs communautaires des produits en cause. La Commission européenne ("Commission") avait antérieurement mis fin à une enquête ouverte à la demande d'Eurocoton après qu'il fut apparu que la demande n'était pas soutenue par les autres gros producteurs de linge de lit dans les Communautés européennes.

4. La prudence aurait voulu que la Commission s'assure que la nouvelle plainte d'Eurocoton avait été introduite par la branche de production nationale produisant un produit similaire ou en son nom, comme l'article 5.4 de l'Accord antidumping l'exige, avant de prendre toute autre mesure. Si elle s'était conformée scrupuleusement aux dispositions de l'Accord antidumping, elle se serait rendu compte qu'Eurocoton n'avait pas la qualité voulue par l'article 5.4 de l'Accord antidumping pour porter plainte. L'assertion des CE selon laquelle la plainte a été déposée au nom de l'industrie communautaire n'est pas corroborée par les faits de la cause. L'enquête a révélé que les producteurs communautaires qui soutenaient la plainte étaient minoritaires. Et encore, plusieurs d'entre eux avaient dû être exclus pour diverses raisons. Non moins de sept sociétés dont il avait été "établi qu'elles ne [faisaient] pas partie des plaignants" avaient dû être éliminées. De plus, sur les producteurs restants, trois n'avaient pas coopéré avec la Commission au cours de l'enquête et un ne produisait plus de linge de lit. Enfin, une autre société, incluse dans l'échantillon, avait dû être écartée parce qu'elle importait du Pakistan une proportion notable du produit visé par l'enquête. Le niveau de coopération des producteurs communautaires a été dans l'ensemble extrêmement faible. Beaucoup n'ont pas fourni – du moins sous une forme non confidentielle – les renseignements qui sont habituellement demandés au cours des enquêtes de ce genre.

5. Dans la présente affaire, la proportion de plaignant est très modeste (34 pour cent), mais la Commission et le Conseil allèguent que les seuils fixés dans le règlement de base des CE ont été respectés tout au long de la procédure (considérants 32 à 34 du règlement instituant des mesures définitives) et que le chiffre de 34 pour cent est suffisant aux termes de l'Accord antidumping étant donné que les 66 pour cent restants ne se sont pas opposés à l'ouverture de l'enquête. Cet argument des CE ne semble pas être étayé par les éléments de preuve produits jusqu'ici dans la présente affaire. Ni les dossiers non confidentiels communiqués aux parties intéressées ni les documents de

notification ou le règlement instituant des droits définitifs ne démontrent de façon concluante que les plaignants représentaient effectivement 34 pour cent de la production totale de l'UE. En outre, pour vérifier si les seuils susmentionnés étaient respectés, la Commission était présumée avoir procédé à une détermination préliminaire concernant les producteurs qui devaient être exclus de l'industrie communautaire parce qu'ils étaient eux-mêmes importateurs des produits faisant prétendument l'objet d'un dumping. Il n'est fait mention de cette détermination dans aucun des dossiers pouvant être consultés.

6. L'Égypte estime qu'il ne suffit pas que la branche de production plaignante représente 25 pour cent de la production communautaire totale pour que le critère de la "représentativité" énoncé dans l'Accord antidumping soit rempli. Étant donné les faits susmentionnés, la Commission était présumée avoir examiné minutieusement si les producteurs communautaires restants qui coopéraient comptaient pour plus de 50 pour cent dans la production communautaire totale de linge de lit. La Commission ayant établi que ces producteurs représentaient seulement 34 pour cent et les autres producteurs communautaires dont Eurocoton alléguait qu'ils soutenaient la plainte seulement 15 pour cent de la production communautaire totale, on peut en conclure que l'ensemble des producteurs favorables à la plainte comptait pour 49 pour cent dans la production communautaire totale.

7. Les difficultés éprouvées par Eurocoton pour obtenir l'appui des autres producteurs communautaires permettent d'induire qu'un groupe de producteurs représentant 51 pour cent de la production communautaire était opposé à la plainte. La situation réelle aurait pu être établie si la Commission avait ouvert une enquête approfondie pour s'assurer de l'importance des divers producteurs communautaires de linge de lit et avait vérifié si, comme Eurocoton l'alléguait, ils représentaient une "proportion majeure de l'industrie communautaire" au sens de l'Accord antidumping. N'ayant pas ouvert une telle enquête, la Commission a été contrainte de mettre fin immédiatement à la procédure. L'interprétation de ce qui, selon les CE, serait le membre de phrase pertinent dans l'article 5.4, c'est-à-dire "les autorités ont déterminé" n'est pas étayée par le contexte, l'objet et le but de l'article. L'article 5.4 de l'Accord antidumping vise à sauvegarder les intérêts des exportateurs en exigeant des autorités chargées de l'enquête qu'elles ne prennent pas des mesures fantaisistes de nature à perturber les échanges. Si les rédacteurs de l'Accord antidumping avaient voulu conférer un large pouvoir discrétionnaire aux autorités chargées de l'enquête, ils l'auraient expressément indiqué.

8. Contrairement aux termes exprès de l'article 5.3 de l'Accord antidumping, les CE n'ont pas examiné de façon approfondie les allégations contenues dans la plainte. Elles n'ont pas pris en compte les renseignements disponibles lors de l'engagement de la procédure, lesquels mettaient en évidence que les importations faisant l'objet d'un dumping n'avaient pas causé de dommage. Même en admettant que les CE ont procédé à l'examen requis, elles se sont abstenues d'en informer les parties intéressées. À ce titre, elles ont agi en contravention avec les articles 12.1 et 12.2 de l'Accord antidumping. Il semble que l'argument des CE figurant au paragraphe 81 de leur première communication écrite sollicite le texte pertinent de l'article. La violation de telle ou telle disposition de l'Accord antidumping de l'OMC pourrait invalider la décision prise par un pays Membre. Les CE n'ont donc pas la latitude de minimiser ou de passer sous silence leurs atteintes à des dispositions expresses de l'Accord sur l'OMC.

9. L'Égypte soutient qu'en déterminant la valeur normale du produit faisant prétendument l'objet d'un dumping, les Communautés européennes n'ont pas tenu compte des dispositions de l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord antidumping. Les frais n'ont pas été calculés par la Commission sur la base des registres des exportateurs ou des producteurs faisant l'objet de l'enquête dans le cas de l'Égypte et les montants correspondants aux frais ACG n'ont pas été fondés sur des données réelles fournies par les parties en cause. Au lieu de cela, pour les frais ACG, des montants supérieurs aux dépenses supportées et dûment inscrites dans les registres du producteur ont été utilisés pour établir la valeur normale construite. La Commission, en majorant les frais ACG, a enfreint les dispositions

précitées. Les valeurs normales ont donc été surestimées, ce qui a gonflé artificiellement les marges de dumping.

10. L'argument formulé par les CE au paragraphe 137 de leur première communication écrite selon lequel, elles "ont eu raison de mettre certaines limites en ce qui concerne les catégories de données qu'elles prendraient en considération pour construire la valeur normale" est abusif. Si, dans certains cas, il peut être procédé à des ajustements, il s'agit avant tout de ne pas employer de méthode qui se traduise par des marges bénéficiaires excessives. En gonflant les chiffres, les CE ont nettement exagéré les bénéfices des quatre exportateurs égyptiens inclus dans l'échantillon, ce qui leur a permis d'obtenir une valeur normale supérieure et, partant, une marge de dumping artificielle.

11. En établissant la marge de dumping dans la présente affaire, les CE ont violé les dispositions de l'article 2.4.2. Le paragraphe 46 du Règlement des CE instituant des droits provisoires indique que la valeur normale construite moyenne pondérée "par type" a été comparée au prix à l'exportation moyen pondéré "par type" pour les exportateurs égyptiens. En quelque sorte, les CE ont choisi d'appliquer la première option prévue par l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. Cependant, leur manipulation comptable consistant à ramener à zéro les montants de dumping négatifs par type va au-delà de ce qui est licite dans les limites de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. Si la Commission s'était conformée rigoureusement à sa propre pratique établie, le résultat aurait été différent. En s'écartant de cette pratique, les CE ont montré clairement qu'elles étaient déterminées à obtenir des marges de dumping plus élevées.

12. En imposant des droits antidumping provisoires, les CE ont enfreint les dispositions de l'article 9.4 de l'Accord antidumping. Les règlements des CE instituant des droits provisoires et des droits définitifs ont établi une distinction entre les entreprises publiques et les sociétés privées, et l'enquête a porté sur trois entreprises publiques et une société privée. Une seule marge moyenne pondérée de dumping a néanmoins été calculée pour les trois sociétés contrôlées par l'État et appliquée ensuite à toutes les sociétés contrôlées par l'État, qu'elles aient ou non proposé de coopérer avec les autorités des CE au cours de l'enquête. La marge ainsi obtenue a été de 13,5 pour cent. Une marge de dumping individuelle de 9,1 pour cent a été établie pour la société privée soumise à l'enquête. La marge de 9,1 pour cent n'a cependant pas été appliquée systématiquement à toutes les sociétés privées, dont les sociétés non incluses dans l'échantillon ayant proposé de coopérer avec les autorités des CE au cours de l'enquête. Au lieu de cela, les autorités des CE ont attribué à ces dernières sociétés la marge moyenne de dumping des quatre sociétés incluses dans l'échantillon, pondérée en fonction de leur chiffre d'affaires à l'exportation vers les CE, et sont arrivées à une marge de dumping de 13 pour cent applicable à l'ensemble du secteur privé. Il apparaît clairement que l'approche adoptée par les CE est injustifiée au regard de l'Accord antidumping. Les CE auraient dû agir de façon cohérente et non manipuler les chiffres pertinents pour pouvoir atteindre leur objectif.

13. Il semblerait que la pratique courante des CE en matière de détermination de l'existence d'un dommage soit de considérer toutes les importations des produits visés comme faisant l'objet d'un dumping une fois que la marge moyenne pondérée de dumping a été établie. En d'autres termes, tous les produits pertinents originaires des pays soumis à l'enquête seraient considérés comme ayant fait l'objet d'un dumping. Se conformant à cette pratique, la Commission a noté ce qui suit dans le Règlement instituant des droits provisoires:

> "67) Les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance des trois pays concernés sont passées de 33 825 tonnes en 1992 à 46 656 tonnes au cours de la période d'enquête, ce qui représente une augmentation de 12 831 tonnes ou de 38 pour cent. Au cours de la même période, leur part de marché est passée de 16,9 pour cent à 25,1 pour cent."

L'examen des éléments de preuve a révélé une absence de distinction entre les exportations faisant l'objet d'un dumping et les exportations ne faisant pas l'objet d'un dumping. L'approche adoptée par

les CE n'est étayée par aucune disposition de l'Accord antidumping. En fait, elle est contraire à l'article 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 3.6 de cet accord.

14. L'interprétation de l'article 3.1 de l'Accord antidumping par les CE n'est pas corroborée par les règles fondamentales énoncées à l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités telles qu'elles ont été précisées et appliquées dans un certain nombre d'affaires par l'Organe d'appel, à commencer par l'affaire États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules (document WT/DS2/AB/R, adopté par l'ORD le 20 mai 1996). Les termes pertinents de l'article 3.1 de l'Accord antidumping sont "importations faisant l'objet d'un dumping". En conséquence, si certains produits ne font pas l'objet d'un dumping, ils ne peuvent être pris en compte aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage. Les CE ont interprété abusivement les dispositions de l'article 3.1 de l'Accord antidumping et cela ne devrait pas être autorisé par le Groupe spécial.

15. L'Égypte estime qu'en prenant en compte les données émanant de sociétés ne soutenant pas la plainte déposée en vue de la détermination de l'existence d'un dommage, les Communautés européennes ont agi de façon incompatible avec l'article 3.1 (et avec l'article 3.3, 3.4, 3.5 et 3.6). En faisant abstraction des données recueillies sur les sociétés incluses dans l'échantillon dans l'analyse du dommage, la Commission n'a pas procédé à une évaluation impartiale et objective des faits et a donc agi de façon contraire à l'article 6.10 envisagé en corrélation avec l'article 3.4, 3.5 et 3.6. De même, en ne tenant pas compte des données pertinentes pour la branche de production nationale facteur par facteur, la Commission a contrevenu à l'article 3.5 de l'Accord antidumping.

16. Pour déterminer si l'industrie communautaire avait subi un dommage important, la Commission semble avoir pris en considération indifféremment l'industrie communautaire et la production communautaire totale. Elle est aussi parvenue à un certain nombre de conclusions concernant la situation de l'industrie communautaire en se fondant sur les renseignements statistiques relatifs à la production communautaire totale. Elle a donc utilisé des indices complètement différents qui devraient être traités comme tels pour ne pas donner une image déformée de la situation. Les éléments de preuve disponibles dans la présente affaire montrent que l'industrie communautaire est en bonne santé et n'aurait pas pu être lésée par les importations de linge de lit en provenance des pays visés. Les faits suivants sont révélateurs:

a) La production totale de linge de lit de l'industrie communautaire a augmenté de 8,7 pour cent entre 1992 et la période d'enquête. La baisse de production de certains producteurs communautaires est sans intérêt en l'occurrence étant donné que, en application de l'article 3 du règlement de base, la Commission doit seulement examiner si un préjudice important a été causé à l'industrie communautaire concernée. L'allégation des CE selon laquelle la fermeture de certaines entreprises est imputable aux importations faisant prétendument l'objet d'un dumping et non à d'autres facteurs indépendants n'est fondée sur aucun élément de preuve. Poussé jusqu'à sa conclusion logique, l'argument des CE signifierait que les produits faisant l'objet d'un dumping pouvaient, de façon sélective, ne causer de dommage qu'aux producteurs n'ayant pas soutenu la plainte déposée par Eurocoton. Il n'existe aucun texte qui étaye l'interprétation par les CE de l'article 3 de l'Accord antidumping. La diminution de la production des producteurs non communautaires concernés s'explique plus rationnellement par des facteurs autres que le dumping, étant donné que des éléments de preuve suffisants montrent que la production communautaire totale s'est accrue pendant la période d'enquête.

b) La Commission allègue que les ventes de l'ensemble des producteurs communautaires ont reculé de 17 pour cent et que celles des producteurs inclus dans l'échantillon ont fléchi de 1,5 pour cent. Cela dit, pour des raisons qu'elle connaît mieux que personne, elle ne communique pas les chiffres qui sont véritablement importants, c'est-à-dire les chiffres montrant l'évolution des ventes en volume de l'industrie communautaire, bien qu'elle fournisse des données sur la tendance des ventes en valeur. Selon le document de

notification, cependant, les ventes de l'industrie communautaire ont en fait augmenté pendant la période considérée. Le fait est que, en opposant la relation entre la tendance des ventes en volume et la tendance des ventes en valeur des producteurs inclus dans l'échantillon à la tendance des ventes en valeur de l'industrie communautaire, on peut constater que le volume des ventes de l'industrie communautaire a augmenté d'environ 2,5 pour cent entre 1992 et la période d'enquête. Au vu de ce résultat, les chiffres de la Commission sont extrêmement discutables.

c) Les éléments de preuve révèlent qu'entre 1992 et la période d'enquête, les ventes en valeur ont progressé de 4,2 pour cent pour l'industrie communautaire et de 1,7 pour cent pour les producteurs inclus dans l'échantillon. L'assertion des CE selon laquelle les produits faisant prétendument l'objet d'un dumping ont eu un effet sur la valeur des ventes intérieures n'est donc pas fondée.

d) En valeur, la part de marché de l'industrie communautaire a connu une augmentation appréciable de 11,8 pour cent entre 1992 et la période d'enquête. La part de marché des producteurs inclus dans l'échantillon s'est accrue de 9 pour cent entre 1992 et la période d'enquête et de non moins de 17,2 pour cent entre 1991 et la période d'enquête. En volume, la part de marché des producteurs inclus dans l'échantillon a augmenté de 5,6 pour cent entre 1992 et la période d'enquête. Aucune donnée n'a été fournie concernant l'industrie communautaire. Pourtant, même si l'on considère que le volume des ventes est resté stable, comme la Commission l'a indiqué, la part de marché de l'industrie communautaire doit avoir au moins progressé dans une proportion similaire.

e) Les éléments de preuve révèlent une faible diminution du niveau de l'emploi en ce qui concerne l'industrie communautaire. Sur les 7 000 personnes travaillant dans le secteur, 375 seulement ont perdu leur poste. Il convient néanmoins de se rappeler que la production a progressé pendant la même période, si bien que la baisse du niveau de l'emploi est plutôt imputable à une efficience accrue qu'aux importations faisant prétendument l'objet d'un dumping.

f) Compte tenu du fléchissement de la consommation communautaire, les producteurs communautaires sont parvenus à maintenir des prix remarquablement stables; à vrai dire, ils ont réussi à majorer ces prix de plus de 3 pour cent pendant la période considérée et à rester rentables.

17. Cela étant, pratiquement tous les indicateurs sur lesquels la Commission s'est fondée pour démontrer l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale prouvent en réalité le contraire. En d'autres termes, ils confirment que l'industrie communautaire est en bonne santé et n'a été lésée par aucune exportation faisant l'objet d'un dumping. Au vu de tous les éléments de preuve obtenus, les CE ne peuvent contester qu'entre 1992 et la période d'enquête l'industrie communautaire a enregistré une augmentation de sa production, de ses ventes, de sa part de marché et de ses prix et qu'elle est restée rentable malgré une baisse sensible de la consommation.

18. L'observation de la Commission selon laquelle, lors de l'examen des données relatives à l'industrie communautaire, il devrait être tenu compte des 29 producteurs non communautaires qui ont arrêté ou réduit leur production de linge de lit dans la Communauté entre 1992 et la période d'enquête (page 18 de la lettre de la notification) est hors de propos étant donné que l'existence d'un dommage doit être déterminée en fonction du règlement de base et non de la production communautaire.

19. Parmi les conditions (dumping, dommage, lien de causalité) qui doivent être réunies pour que des droits antidumping puissent être licitement imposés, la démonstration d'un lien de causalité est la seule prescription purement juridique. Il est satisfait à la prescription de causalité, aux termes de l'Accord antidumping, lorsqu'il est prouvé: premièrement que le dumping, par ses effets, a causé un

dommage à la branche de production nationale produisant un produit similaire; deuxièmement, que le dommage causé à la branche de production nationale n'est imputable à aucun autre facteur.

20. L'assertion de la Commission selon laquelle elle a répondu aux deux exigences n'est pas corroborée par les éléments de preuve. Aux paragraphes 95 à 99 du Règlement instituant les droits provisoires, la Commission a noté: "il peut être conclu qu'il existe un lien de causalité direct entre ces importations et le préjudice important établi". Ce qui est étrange, c'est que les CE ont attendu d'avoir fait cette constatation pour examiner si d'autres facteurs auraient pu causer le dommage. Leur approche est incompatible avec l'article 3.5 de l'Accord antidumping.

21. Rien ne prouve que, dans leur analyse, les CE ont tenu compte de ce que la consommation du produit similaire dans les CE a diminué au cours de la période considérée. Si cet élément avait été pris en considération, les CE ne seraient pas parvenues à la conclusion que les produits faisant prétendument l'objet d'un dumping étaient la cause d'un dommage pour l'industrie communautaire. En négligeant ce fait important, les CE ont manqué à l'obligation de procéder à une détermination équitable et objective conforme à l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

22. Enfin et surtout, les CE ont agi en contravention avec l'article 15 de l'Accord antidumping dans la mesure où elles n'ont pas exploré les possibilités de solutions constructives avant d'imposer des droits antidumping à l'Égypte et aux autres pays en développement. À aucun moment, les CE n'ont proposé aux exportateurs égyptiens, par exemple, de prendre des engagements en matière de prix. Il semble que pour les CE, la proposition doit venir des exportateurs. Leur interprétation des dispositions de l'article 15 est erronée pour la simple raison que, puisqu'il s'agit d'une obligation juridique à laquelle les pays développés doivent se conformer chaque fois qu'ils envisagent d'imposer des droits antidumping, elles auraient dû demander aux pays en développement en cause s'ils étaient ou non intéressés par des engagements en matière de prix. En n'offrant pas aux exportateurs égyptiens la possibilité de prendre de tels engagements, les CE ont agi de façon contraire aux dispositions de l'article 15 de l'Accord antidumping.

ANNEXE 3-5

DÉCLARATION ORALE DU JAPON

PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(11 mai 2000)

Le gouvernement japonais sait gré au Groupe spécial de lui donner cette occasion de présenter ses vues sur les questions importantes soulevées au cours de la présente procédure. Notre exposé sera centré sur les quatre points traités dans notre communication écrite et nous souhaiterions en outre répondre à plusieurs des arguments formulés par les États-Unis dans leur communication.

I. ARTICLE 2.4.2 – RÉDUCTION À ZÉRO

Dans une optique systémique, la "réduction à zéro" est l'une des plus importantes questions dont le Groupe spécial soit saisi dans la présente affaire. Nous demandons instamment au Groupe spécial d'accorder la plus grande attention à la manière dont il devrait procéder à cet égard.

Pour les raisons exposées dans notre communication écrite, le Japon est d'avis que la pratique des CE qui consiste à utiliser la "réduction à zéro" des marges de dumping n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 2.4.2. Cette disposition prévoit expressément que "l'existence de marges de dumping" sera établie sur la base d'une comparaison entre des moyennes pondérées. Pour calculer une moyenne pondérée correcte, on n'augmente pas arbitrairement certains des chiffres de la moyenne dans le seul but d'accroître le résultat final.

Les CE semblent penser que si elles établissent une seule fois correctement une moyenne pondérée pour la catégorie de produits elles n'ont pas besoin de calculer des moyennes pondérées correctes au stade suivant de leur agrégation pour les diverses catégories de produits. Les États-Unis sont du même avis. Cet argument fait cependant abstraction du sens littéral de la disposition en question.

Le texte de l'article 2.4.2 prescrit l'établissement d'une moyenne pondérée sur la base de "toutes" les transactions à l'exportation comparables, et non pas seulement sur la base des transactions dont il a été constaté qu'elles faisaient l'objet d'un dumping. La première phrase de l'article 2.4.2 préconise expressément le calcul d'une moyenne pondérée des "prix" des transactions à l'exportation. Cela étant, fixer à zéro la valeur de la catégorie de produits ne faisant pas l'objet d'un dumping revient essentiellement à refixer les "prix" des transactions à l'exportation en cause. Rien dans l'article 2.4.2 ne permet d'envisager une telle manipulation des prix à l'exportation avant de procéder au calcul d'une moyenne pondérée globale correcte.

L'article 2.4.2 n'indique pas non plus qu'il faille subdiviser l'examen et n'utiliser la méthode de la moyenne pondérée que pour une partie de cet examen. Une telle approche fait abstraction de certains termes figurant dans la disposition et, par contre, cherche à y introduire d'autres notions.

La communication des États-Unis reprend dans une large mesure le raisonnement utilisé par ce pays au cours du Cycle d'Uruguay pour justifier sa pratique d'alors qui consistait à prendre en compte les prix des transactions individuelles. Au cours des négociations du Cycle d'Uruguay, les États-Unis avaient fait valoir qu'il n'était pas justifié de diminuer la responsabilité en matière de dumping en déduisant le montant de l'écart entre certains prix de produits entrant dans le pays importateur et ceux, moins élevés, des produits du marché intérieur. Toutefois, étant donné l'opposition des autres pays, l'article 2.4.2 prévoyant l'établissement de moyennes avait été adopté.

L'article 2.4.2 devrait donc être considéré comme représentant un nouvel ensemble d'obligations pour les Membres de l'OMC.[1]

La communication des États-Unis elle-même met en évidence l'importante logique sur laquelle repose l'article 2.4.2. Dans l'exemple qu'ils donnent, les États-Unis font valoir que, s'il avait été établi une moyenne, il n'aurait pas été constaté de la société en question qu'elle se livrait à un dumping. Là est précisément la question. L'article 2.4.2 traduit le principe de base selon lequel une société ne devrait pas se voir appliquer des mesures antidumping si elle a effectué autant de ventes à des prix qui ne sont pas des prix de dumping et si, partant, une marge moyenne pondérée complète et équitable ne révèle qu'un dumping *de minimis*.

Assurément, le caractère inéquitable de l'approche américaine est visible dans la présente affaire. Une société qui sur la base d'une comparaison valable entre des moyennes pondérées ne s'était pas livrée à un dumping a été inopinément jugée coupable de dumping grâce à la méthode des CE. Le sens littéral de l'article 2.4.2 n'autorise pas l'utilisation d'une méthode de ce genre.

II. ARTICLE 2.2.2 – "BÉNÉFICES"

Le Japon estime que l'article 2.2.2 ii) ne permet pas d'écarter les ventes à un prix inférieur aux coûts de production avant de déterminer le montant du bénéfice. Si elles choisissent cette option, les autorités doivent établir la moyenne pondérée des marges bénéficiaires réelles qui sont indiquées par les exportateurs ou les producteurs dans leurs archives comptables ou qui ressortent du prix et du coût des transactions en cause. Les autorités ne peuvent modifier ces marges bénéficiaires réelles.

Cette interprétation est conforme à la fois au sens littéral du texte et au contexte général de l'article 2.2.2 ii) d'où la notion d'"opérations commerciales normales" est absente. L'interprétation des CE et des États-Unis, qui introduit cette notion dans l'article 2.2.2 ii), s'écarte à plusieurs égards des principes de l'interprétation des traités, comme nous l'avons indiqué dans notre communication écrite, et ne peut simplement pas être considérée comme une interprétation admissible de cette disposition.

La communication des États-Unis confond deux notions distinctes. L'article 2.2.1 permet d'exclure les prix d'un exportateur déterminé qui sont inférieurs au coût de production du calcul de la valeur normale. Cette solution consistant à écarter les ventes sur le marché intérieur en question de la détermination de la valeur normale, qui est prévu par l'article 2.2.1, est cependant très différente de la méthode préconisée à l'article 2.2.2 ii) pour déterminer les montants correspondants aux bénéfices ainsi qu'aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général (ACG) aux fins d'établir la valeur construite. L'article 2.2.2 (i-iii)) donne des indications sur la manière dont les autorités, sur un plan plus général, peuvent retenir pour représenter la valeur construite un montant de remplacement pour les frais ACG et les bénéfices. Dans la vie économique réelle, même les sociétés parfaitement rentables font rarement du bénéfice sur toutes leurs ventes.

Le Groupe spécial doit se conformer rigoureusement au libellé de l'article. Le Japon est d'avis que l'énoncé de la disposition, replacé dans son contexte, ne permet simplement pas aux autorités d'exclure les ventes à un prix inférieur aux coûts de production.

III. ARTICLE 3 – "IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING"

À diverses reprises, il est question dans l'article 3 des "importations faisant l'objet d'un dumping". Pour le Japon, cela signifie que la détermination de l'existence d'un dommage, définie à

[1] *Voir, d'une façon générale*, Terence P. Stewart, *et al.*, The GATT Uruguay Round: A Negotiating History (1986-1992) (1993) pages 1537-1543, sur les négociations relatives à l'utilisation de moyennes pondérées dans le calcul des prix à l'exportation et des valeurs normales.

l'article 3, doit reposer sur l'évaluation par les autorités des "importations faisant l'objet d'un dumping" uniquement et non des importations dont il n'a pas été constaté qu'elles faisaient "l'objet d'un dumping".

Ce texte a un sens premier facilement perceptible. Si les autorités constatent que certaines importations font "l'objet d'un dumping" et que d'autres ne font pas "l'objet d'un dumping", elles doivent distinguer entre les deux catégories d'importations pour déterminer l'existence d'un dommage. Le fait que certaines importations en provenance d'une société peuvent faire "l'objet d'un dumping" ne permet pas aux autorités de supposer que toutes les importations en provenance de cette société devraient être considérées comme ayant fait "l'objet d'un dumping".

Notre communication écrite traite des problèmes posés par les divers arguments des CE à cet égard. La communication des États-Unis souligne que les autorités doivent prendre en compte des périodes plus longues aux fins de déterminer l'existence d'un dommage et qu'on ne peut compter que leur examen portera sur toute cette période. C'est peut-être vrai, mais les États-Unis n'expliquent jamais pourquoi ces ventes sont présumées avoir fait l'objet d'un dumping alors que les ventes pertinentes n'ont pas encore fait l'objet d'une enquête.

Plus important encore, les États-Unis ne précisent jamais pourquoi une partie des ventes dont il a été constaté par une détermination positive qu'elle n'avait pas fait l'objet d'un dumping devrait être considérée comme ayant fait l'objet d'un dumping. Le fait de laisser certaines importations "faisant l'objet d'un dumping" contaminer toutes les importations en provenance de la société en cause dénature gravement l'examen essentiel prescrit par l'article 3. Aux termes de l'article 3.1 et 3.2, cet examen requiert l'évaluation du volume et de l'effet sur les prix des "importations faisant l'objet d'un dumping". Selon les interprétations des CE et des États-Unis, le volume des importations faisant réellement "l'objet d'un dumping" pourrait être inférieur au volume présumé avoir fait l'objet d'un dumping même si les autorités ne se rendaient jamais compte de cet écart parce qu'elles ne seraient jamais obligées ni n'essaieraient jamais de distinguer les importations faisant l'objet d'un dumping des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping.

IV. ARTICLE 3.4 – "TOUS LES FACTEURS ET INDICES ÉCONOMIQUES PERTINENTS"

Le Japon est d'avis que le libellé de l'article 3.4 exige que tous les facteurs énumérés soient examinés. Ces facteurs constituent la liste minimum que les autorités doivent évaluer. Leur importance respective peut varier de cas en cas mais tous doivent être pleinement pris en compte et évalués dans chaque cas. En d'autres termes, les autorités ne peuvent en exclure certains au motif qu'elles les jugent sans intérêt.

Il convient de noter que nous ne proposons pas un mécanisme automatique mais il doit être possible de discerner dans la décision des autorités elles-mêmes la manière dont chaque facteur a été pris en considération et pourquoi un facteur n'a pas été jugé important dans un cas particulier.

Nous vous remercions.

ANNEXE 3-6

DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS

PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(11 mai 2000)

I. INTRODUCTION

23. Je vous remercie, Monsieur le Président et Messieurs les membres du Groupe spécial. Mon nom est Bruce Hirsh et je fais partie du bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales à Genève. Je suis accompagné aujourd'hui de Mark Barnett et Peter Kirchgraber du Département du commerce de Washington. C'est un plaisir pour nous de venir ici vous présenter les vues des États-Unis concernant la présente procédure. Notre déclaration orale vise à mettre en lumière certains aspects de notre communication écrite en tenant compte des questions soulevées par les autres tierces parties et d'analyser les points nouveaux évoqués dans les communications de ces tierces parties. Mon collègue, M. Barnett, prendra la parole en premier pour examiner ce qui se rapporte au dumping. Je terminerai l'exposé en traitant du dommage ainsi que d'un autre problème.

II. LE BÉNÉFICE EN VALEUR CONSTRUITE

24. S'agissant du bénéfice en valeur construite, comme notre communication écrite l'indique, les États-Unis ne souscrivent pas à l'interprétation par l'Inde de l'article 2.2.2 ii) car elle limiterait artificiellement l'éventail admissible des données sur la base desquelles le bénéfice en valeur construite peut être calculé alors qu'aucune limite de ce genre n'est prévue dans l'Accord. Les États-Unis souhaiteraient insister sur les points suivants.

25. L'Inde fait valoir que l'article 2.2.2 ii) – plus particulièrement les termes "moyenne pondérée" et les formes plurielles "montants" et "exportateurs ou producteurs" – exclut expressément l'utilisation des données relatives aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général (ACG) et ainsi qu'aux bénéfices émanant d'une seule société. Cet argument n'est pas fondé.

26. Pour ce qui est des formes plurielles telles que "montants" et "exportateurs et producteurs", dans la pratique courante de même que dans le contexte particulier de l'Accord antidumping, elles sont présumées englober le singulier et le pluriel. Si le pluriel était automatiquement interprété comme excluant le singulier, par exemple, une branche d'activité nationale constituée d'un seul producteur ne pourrait jamais obtenir de mesures antidumping. Les rédacteurs de l'Accord antidumping ne pourraient avoir souhaité un tel résultat.

27. Les États-Unis pensent comme les CE que l'article 2.2.2 ii) ne prescrit pas la prise en compte d'un nombre minimum de sociétés pour calculer les montants des bénéfices et des frais ACG. Il n'interdit pas à une autorité chargée de l'enquête de se fonder sur une seule société aux fins de ce calcul et ne l'oblige pas non plus à utiliser comme base plus d'une société.

28. Les États-Unis partagent de même l'opinion des CE lorsqu'elles affirment que l'article 2.2.2 ii) - en particulier le membre de phrase "les montants réels que les autres exportateurs ou producteurs … ont engagés ou obtenus" – n'empêche pas une autorité chargée de l'enquête d'exclure les ventes à des prix inférieurs aux coûts de production du calcul des bénéfices en valeur construite.

29. L'article 2.2.2 ii) n'indique pas expressément que les ventes n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales devraient entrer ou ne devraient pas entrer dans ce calcul. La notion d'opération commerciale normale fait cependant partie intégrante de la définition générale du dumping. L'article 2.1 contient la définition générale du dumping, à savoir qu'un produit fait l'objet d'un dumping "si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué **au cours d'opérations commerciales normales** pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur".

30. En conformité avec cette définition, lorsque le volume des ventes sur le marché intérieur est si faible qu'il ne permet pas une comparaison valable ou lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales dans le pays exportateur, l'article 2.2 prévoit l'utilisation d'une valeur normale construite. Lorsque des ventes à des prix inférieurs aux coûts de production ont été effectuées, l'article 2.2.1 précise que les autorités chargées de l'enquête ne sont pas tenues de les prendre en compte dans la détermination de la valeur normale pour autant que certaines conditions soient réunies. Ainsi, une autorité chargée de l'enquête peut devoir recourir à la valeur normale construite par exemple lorsque l'ensemble des ventes sur le marché intérieur d'un producteur ou d'un exportateur a eu lieu à des prix inférieurs aux coûts de production.

31. De surcroît, il est logique, au regard de l'application générale de l'article 2, d'écarter les bénéfices sur les ventes n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales des chiffres utilisés en vertu de l'article 2.2.2 ii). En effet, l'exclusion des ventes à des prix inférieurs aux coûts de production évite les effets stimulants pervers qui, sinon, favoriseraient les exportateurs et les producteurs comptant le plus de ventes effectuées en dehors d'opérations commerciales normales. Un résultat aussi inéquitable ne pourrait avoir été souhaité.

32. Les États-Unis marquent aussi respectueusement leur désaccord avec l'Inde lorsqu'elle allègue que l'article 2.2.2 introduit nettement une hiérarchie. Certes, il est expressément établi une hiérarchie entre le texte introductif de l'article 2.2.2, d'une part, et les trois autres méthodes énoncées à l'article 2.2.2 i) à iii), mais nous ne pensons pas que l'ordre dans lequel ces trois méthodes sont mentionnées exprime une hiérarchie ou une préférence. L'existence d'un ordre hiérarchique explicite entre le texte introductif et les trois solutions de rechange exposées ensuite et l'absence d'un tel ordre entre ces trois solutions donnent à penser que les rédacteurs de l'Accord antidumping n'avaient pas l'intention de hiérarchiser les sous-alinéas i), ii) et iii) de l'article 2.2.2. Une telle interprétation est conforme à l'article 31(1) de la *Convention de Vienne* qui prévoit notamment qu'un traité doit être interprété de bonne foi et à la lumière de son objet et de son but.

33. Il convient aussi de noter, en réponse à l'argument de l'Inde, que la détermination de l'existence d'un dumping se fait à la fois par producteur et par produit; partant, le texte introductif de l'article 2.2.2 donne clairement la préférence aux données réelles concernant le producteur ou l'exportateur faisant l'objet de l'enquête, pour les ventes du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales. Lorsque la méthode indiquée dans ce texte ne peut être appliquée, il est clair que l'une ou l'autre des trois solutions qui suivent peut être utilisée à sa place, qu'elle soit fondée sur le producteur, comme le prévoit l'article 2.2.2 i), sur le produit, comme le prévoit l'article 2.2.2 ii), ou sur toute autre méthode raisonnable, comme le prévoit l'article 2.2.2 iii). Aucune hiérarchie n'est envisagée ou impliquée entre les sous-alinéas i) à iii) de l'article 2.2.2.

34. C'est pourquoi les États-Unis estiment que l'interprétation par l'Inde des dispositions de l'article 2.2.2 ii) relatives aux bénéfices en valeur normale construite devraient être rejetées.

III. LA RÉDUCTION À ZÉRO DES DIFFÉRENCES NÉGATIVES ENTRE LA VALEUR NORMALE ET LE PRIX À L'EXPORTATION

35. Quant à la réduction à zéro des différences négatives entre la valeur normale et le prix à l'exportation, comme les États-Unis l'ont indiqué, l'Accord antidumping n'interdit pas aux CE de

ramener à zéro les différences négatives. Dans notre communication écrite, nous examinons la question de façon assez approfondie. Plutôt que de reprendre cette analyse détaillée, nous mettrons l'accent sur son aspect le plus important: la réduction à zéro des différences négatives entre la valeur normale et le prix à l'exportation, critiquée par l'Inde, a lieu après la phase du calcul des marges de dumping visée par l'article 2.4 et 2.4.2.

36. L'article 2.4 prescrit une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale. En particulier, il prévoit que les comparaisons seront normalement faites au niveau commercial, par produit et à des dates déterminées. En conséquence, bien que l'article 2.4 contienne des termes au singulier comme "prix à l'exportation" et "valeur normale", au titre de cette prescription, suivant le produit faisant l'objet de l'enquête, il peut être procédé à plusieurs milliers de comparaisons – chaque comparaison portant, par exemple, sur les caractéristiques particulières d'un produit vendu à un niveau commercial particulier.

37. L'article 2.4.2 exige que, lorsque le prix à l'exportation et la valeur normale du produit sont comparés, chaque comparaison soit faite moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction. En d'autres termes, dans le cadre d'une enquête déterminée, si on est en présence de multiples transactions au prix à l'exportation et en valeur normale portant sur un produit ayant des caractéristiques particulières à un niveau commercial particulier, il faut effectuer la comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction et non comparer les prix de transactions à l'exportation prises individuellement à des valeurs normales établies sur la base d'une moyenne pondérée, comme certaines administrations avaient coutume de le faire.

38. L'article 2.4 et 2.4.2 ne va pas cependant au-delà. Il établit qu'un pays importateur est autorisé à recouvrer des droits antidumping équivalant aux différences positives entre le prix à l'exportation et la valeur normale pour un produit donné et un niveau commercial donné. Il n'indique pas, et l'Accord antidumping non plus, comment l'administration compétente doit faire pour combiner ces divers degrés de dumping par produit et par niveau commercial pour obtenir un taux de droit antidumping global. Comme nous l'avons démontré dans notre communication écrite, l'opération mathématique consistant à ramener à zéro les marges négatives est simplement un moyen, pour un pays importateur, de percevoir à coup sûr des droits antidumping équivalant à l'ensemble des différences positives entre le prix à l'exportation et la valeur normale. L'Accord antidumping n'exige pas que le pays importateur paye l'importateur pour éviter le dumping. Une interprétation opposée neutraliserait les prescriptions expresses de l'article 2.4 en matière de comparaison équitable.

IV. LA CLÔTURE D'UNE PREMIÈRE ENQUÊTE

39. En ce qui concerne l'argument de l'Inde concernant une première enquête à laquelle il a été mis fin, les États-Unis ne souscrivent pas à l'allégation selon laquelle les CE étaient tenues de prendre en compte la clôture de l'enquête antérieure sur le linge de lit avant d'ouvrir l'enquête dont traite le Groupe spécial. L'article 5.2 et 5.3 de l'Accord antidumping énonce les prescriptions générales concernant la demande d'ouverture d'une enquête et l'évaluation de cette demande par les autorités chargées de l'enquête. L'Accord n'exige pas que la demande contienne des éléments de preuve contraires ni n'oblige les autorités chargées de l'enquête à contrebalancer les éléments de preuve fournis dans la demande par des éléments de preuve contraires. Dans cette optique, le fait qu'une enquête antérieure visant un ensemble différent de pays ait été close après que les producteurs européens eurent retiré leur plainte ne semble pas devoir influer sur l'exactitude ou l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande d'ouverture de la présente enquête.

V. SOUTIEN DES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS

40. Par ailleurs, comme nous l'avons précisé dans notre communication écrite, les États-Unis contestent l'interprétation de l'Inde selon laquelle l'article 5.4 empêche une autorité chargée de

l'enquête de prendre en compte le soutien accordé à une demande de mesures correctives par un groupement professionnel de producteurs nationaux. L'article 6.11 prévoit expressément qu'"un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent le produit similaire sur le territoire du Membre importateur" remplit les conditions requises pour être une partie intéressée au sens de l'Accord antidumping. Cette reconnaissance est importante, notamment dans la mesure où elle ménage à des branches de production très fragmentées, comme celles qui produisent divers produits agricoles, la possibilité d'exercer leur droit de demander des mesures correctives en application de l'Accord antidumping. En outre, l'article 6.2 dispose que les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts dans une enquête antidumping. Sans se prononcer sur la question de savoir si, dans les faits, la détermination des CE était conforme à l'Accord, les États-Unis soutiennent que la prise en compte par les CE de la position des groupements professionnels de producteurs communautaires lors de la détermination du degré de soutien accordé par la branche de production était admissible aux termes de l'Accord antidumping.

VI. LES ALLÉGATIONS RELATIVES AU TRAITEMENT PRÉVU PAR L'ARTICLE 15

41. Sur un autre point, les États-Unis sont d'avis que l'article 15 offre des garanties procédurales importantes aux pays en développement lorsque leurs intérêts essentiels sont en jeu mais qu'il n'exige aucun résultat de fond particulier ni ne mentionne l'adoption d'aucun arrangement spécifique pour tenir compte de la situation des pays en développement.

42. En particulier, les États-Unis expriment respectueusement leur désaccord avec l'Inde concernant la nature de la seconde phrase de l'article 15. Selon eux, cette phrase impose l'obligation procédurale d'explorer les "possibilités de solutions constructives prévues par le présent accord …". Les termes "seront explorées" ne peuvent honnêtement être considérés comme impliquant l'obligation d'obtenir un résultat de fond particulier; ils prévoient simplement l'examen de ces possibilités. Interprétant une disposition presque identique du Code antidumping issu du Tokyo Round, le Groupe spécial *Fils de coton en provenance du Brésil* est parvenu à la même conclusion.

43. Les États-Unis ne pensent pas non plus que la seconde phrase de l'article 15 exigeait que les CE explorent les possibilités de solutions constructives avant d'imposer des droits antidumping provisoires. Nous rejetons aussi l'argument de l'Inde concernant le moment où les possibilités d'engagement en matière de prix doivent être explorées. L'article 8.2 prévoit expressément que des engagements en matière de prix ne seront demandés ou acceptés que si l'autorité chargée de l'enquête a établi une détermination préliminaire de l'existence d'un dumping et d'un dommage causé par ce dumping. Cette précision apportée par l'article 8.2, jointe à la reconnaissance par l'Accord antidumping de la distinction entre les droits provisoires et les droits antidumping, fait clairement ressortir qu'il n'est pas obligatoire d'explorer les possibilités de solutions constructives avant d'imposer des mesures provisoires.

44. En résumé, les États-Unis estiment que l'interprétation par les CE de l'article 15 était admissible et devrait être acceptée.

VII. LES QUESTIONS RELATIVES AU DOMMAGE

45. Nous appellerons maintenant l'attention sur certaines observations formulées par les États-Unis au sujet du dommage important. L'article 6.10 de l'Accord antidumping permet aux autorités chargées de l'enquête, dans certaines circonstances, aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping et de calcul des marges de dumping, de limiter leur examen des producteurs ou exportateurs étrangers et des produits en procédant à un échantillonnage ou en prenant en considération le plus grand pourcentage du volume des exportations sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter. L'Inde, l'Égypte et le Japon estiment que, lorsque les autorités chargées de l'enquête recourent à l'une ou l'autre de ces méthodes pour évaluer le dumping, elles doivent aussi évaluer les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale

en tenant compte seulement des importations dont il a été constaté qu'elles avaient fait l'objet d'un dumping. Les États-Unis ne partagent pas cette opinion.

46. Une telle prescription irait à l'encontre du but de l'examen limité de l'article 6.10, à savoir permettre aux autorités d'appliquer les résultats obtenus aux producteurs ou exportateurs étrangers ou aux produits non soumis à l'examen. En outre, l'article 2.4 de l'Accord autorise les autorités chargées de l'enquête à calculer les marges de dumping en procédant à des comparaisons moyenne pondérée à moyenne pondérée. L'approche de l'Inde aurait un effet dirimant sur cette disposition; le Membre importateur devrait quand même procéder à une comparaison transaction par transaction pour savoir si les diverses importations ont fait l'objet d'un dumping.

47. L'utilisation par les CE de *toutes* les importations en provenance des pays en cause pour son analyse du dommage dans la présente enquête était conforme à l'article 3 de l'Accord antidumping. Si l'interprétation de l'Inde était correcte, un Membre importateur n'aurait pas le droit de tenir compte aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage du volume et de l'effet sur les prix de toutes importations effectuées en dehors de la période de 12 mois couramment retenue par la plupart des autorités compétentes comme période d'enquête aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping. La semaine dernière, précisément le 5 mai 2000, le Comité des pratiques antidumping de l'OMC a adopté le projet de recommandation concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping, lequel prévoit que la période de collecte des données aux fins des enquêtes devrait normalement être de 12 mois en matière de dumping et d'au mois trois ans en matière de dommage. Toutes les parties ici présentes, y compris l'Inde et le Japon, ont activement participé au processus de recherche d'un consensus qui a conduit à l'adoption du projet de recommandation. Dans leur communication écrite, les États-Unis ont expliqué pourquoi il est habituellement nécessaire de se fonder sur une période d'au moins trois ans pour déterminer l'existence d'un dommage. En particulier, nous avons noté que l'article 3 prévoit une évolution comparative du volume des importations et des prix des importations faisant l'objet d'un dumping dans le temps et des facteurs pertinents influant sur la branche de production énoncés dans l'article 3.4. Ainsi, l'article 3.2 prescrit expressément à l'autorité chargée de l'enquête d'examiner s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping en quantité absolue ou en part de marché et s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix ou si ces importations ont eu pour effet de déprimer ou de contenir les prix dans une mesure notable. Pour déterminer s'il y a eu une augmentation notable du volume des importations ou un effet notable sur les prix, les autorités chargées de l'enquête doivent examiner les volumes et les prix tant pour les importations que pour le produit similaire national sur une période de plusieurs années.

48. L'enquête sur le dommage, contrairement à l'enquête sur le dumping ne peut donc porter sur une période relativement courte. Pour examiner s'il y a eu une augmentation notable du volume ou un effet sur les prix, il sera normalement nécessaire de comparer les volumes et les prix des produits importés et toutes variations des volumes ou des prix de ces importations aux volumes et aux prix du produit national et à toutes variations des volumes et des prix de ce produit. En outre, en vertu de l'article 3.4 et 3.5, une évaluation de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale exige nécessairement que l'autorité chargée de l'enquête procède à une analyse comparative année par année des facteurs influant sur la situation de la branche d'industrie. Le libellé de l'article 3.4 est explicite en la matière sur au moins un point, le fait que les facteurs à examiner comprennent la "diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités".

49. L'Inde, l'Égypte et le Japon n'expliquent pas comment leur interprétation s'appliquerait à la détermination concluant à une menace prévue par l'article 3.7. Cet article autorise une détermination positive quand la totalité des facteurs amène à conclure que "d'autres exportations faisant l'objet d'un dumping sont imminentes". Au nombre de ces facteurs figurent la capacité disponible de l'exportateur

et l'augmentation imminente de sa capacité qui dénotent "la probabilité d'une augmentation substantielle des exportations faisant l'objet d'un dumping". Si l'autorité chargée de l'enquête doit séparer les importations faisant l'objet d'un dumping et les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping en provenance du même exportateur, comment devinera-t-elle s'il est plus probable que l'exportateur consacrera sa capacité disponible ou sa capacité accrue à des exportations faisant l'objet d'un dumping ou à des exportations ne faisant pas l'objet d'un dumping?

50. L'approche proposée par l'Inde, l'Égypte et le Japon obligerait le Membre importateur à procéder à une analyse du dommage distincte pour chaque importation en provenance de chaque société dont il a été constaté qu'elle se livrait à un dumping. Premièrement, le Membre importateur devrait remonter pour chaque produit importé au stade de la production et de l'exportation et suivre ensuite ce produit jusqu'à son entrée et sa vente sur le territoire du Membre importateur pour évaluer son volume et son effet sur les prix ainsi que son incidence sur la branche de production nationale. La méthode serait impraticable à bien des égards. Par exemple, l'acheteur ne saurait probablement pas si le produit importé considéré faisait ou non l'objet d'un dumping. Sans cette information, l'autorité chargée de l'enquête ne pourrait pas comparer les prix d'achat pour les importations faisant l'objet d'un dumping par rapport aux prix d'achat pour les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping aux prix d'achat pour le produit national, et serait, de ce fait, moins à même de déterminer l'effet sur les prix des importations faisant l'objet d'un dumping.

51. De plus, l'interprétation de l'Inde, de l'Égypte et du Japon est incompatible avec l'article 3.3. Cet article dispose que pour autant que certaines conditions soient réunies, "dans les cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes antidumping, les autorités chargées des enquêtes … pourront procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations". Cette disposition précise que toutes les importations en provenance des pays en cause peuvent être prises en compte pour la détermination de l'existence d'un dommage. Le Japon fait valoir que la possibilité de procéder à une évaluation cumulative vaut pour toutes les importations en provenance des pays en cause, mais les autorités chargées de l'enquête doivent fonder leur détermination de l'existence d'un dommage sur des données cumulatives qui se rapportent seulement aux transactions faisant l'objet d'un dumping. Ce n'est pourtant pas ce que l'article 3.3 spécifie. L'article 3.3 dispose expressément que l'autorité chargée de l'enquête peut procéder à une évaluation cumulative des effets de "ces" (c'est-à-dire de toutes les) importations en provenance des pays en cause.

52. Si l'interprétation préconisée par l'Inde, l'Égypte et le Japon était correcte, cela signifierait que les rédacteurs de l'article 3 ont intentionnellement prévu une possibilité aberrante: dans les enquêtes visant plusieurs pays, les autorités chargées de l'enquête pourraient évaluer les effets de toutes les importations en provenance du pays en cause, alors que, dans les enquêtes visant un seul pays, elles devraient procéder à une détermination de l'existence d'un dumping importation par importation et pourraient ensuite examiner uniquement les effets des importations dont il aurait été constaté qu'elles avaient fait l'objet d'un dumping.

53. Contrairement à ce que l'Égypte indique dans le paragraphe 22 de sa communication, l'application des règles d'interprétation énoncées dans l'article 31 de la Convention de Vienne corrobore l'interprétation par les CE de l'article 3 de l'Accord antidumping. L'interprétation des CE donne un sens à tous les termes de l'article dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de cet accord.

54. Toujours en ce qui concerne l'article 3, les États-Unis souhaitent évoquer un autre argument succinctement exposé par l'Égypte. Dans le paragraphe 34 de sa communication écrite, l'Égypte indique qu'il peut être satisfait à la prescription de causalité, aux termes de l'Accord antidumping, lorsqu'il est prouvé: "premièrement que le dumping par ses effets a causé un dommage à la branche de production nationale produisant un produit similaire"; "deuxièmement que le dommage causé à la branche de production national n'est imputable à aucun autre facteur". Les États-Unis souscrivent à la

première condition mais non à la seconde. L'article 3.5 de l'Accord antidumping dispose que les autorités chargées de l'enquête "examineront … tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping". L'Accord antidumping interdit donc aux autorités chargées de l'enquête d'imputer aux importations faisant l'objet d'un dumping les dommages causés par les facteurs autres que les importations. Il est néanmoins clair qu'il n'exige pas de constatation établissant que le dommage causé à la branche de production nationale n'est imputable à aucun autre facteur. Une telle prescription signifierait que les importations faisant l'objet d'un dumping peuvent être la seule cause d'un dommage causé à la branche de production nationale – et elle ne figure manifestement pas dans cet accord. Assurément, le fait que le dumping n'est pas nécessairement la cause exclusive d'un dommage est un postulat fondamental de l'Accord antidumping.

55. Dans le paragraphe 35 de sa communication, l'Égypte s'élève contre le fait que les CE n'ont examiné les autres facteurs qu'après avoir déterminé qu'il existait un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le préjudice important établi. De l'avis des États-Unis, les autorités chargées de l'enquête peuvent procéder aux examens prévus par l'Accord dans l'ordre qu'elles veulent, pour autant qu'elles établissent les constatations et les conclusions prescrites par l'article 12.2 de façon suffisamment détaillée et précise pour confirmer leur raisonnement.

56. S'agissant de l'article 3.5 de l'Accord antidumping, les États-Unis, dans leur communication écrite, ont exposé longuement leur position concernant la définition par les CE de la branche de production nationale. En résumé, les États-Unis estiment que les CE ont agi de façon incompatible avec les articles 3, 4, 5 et 6 de cet accord en limitant la branche de production nationale aux producteurs ayant soutenu la demande d'enquête. L'Accord antidumping n'indique en aucune façon que le groupe de producteurs suffisamment représentatif au regard de l'article 5.4 constitue la "branche de production nationale" définie dans l'article 4.1 comme étant l'ensemble des producteurs de produits similaires. La pratique des CE telle qu'elle ressort de la présente affaire faussera nécessairement les données en faveur de la branche de production nationale dans la plupart des cas. Pourtant, le fait que les CE aient enfreint l'Accord antidumping ne signifie pas forcément qu'elles n'auraient pas pu constater l'existence d'un dommage important par des moyens licites. Si les CE avaient correctement défini la branche d'industrie dans la présente affaire, elles auraient inclus dans la définition les producteurs dont les entreprises ont fermé juste avant l'ouverture de l'enquête et sur les chiffres desquels elles se sont fondées en réalité pour étayer leur constatation positive de l'existence d'un dommage.

VIII. LES MESURES ANTIDUMPING NE SONT PAS UNE EXCEPTION (COMMUNICATION DU JAPON)

57. Enfin, les États-Unis expriment leur désaccord avec le Japon qui, dans leur communication, font des mesures antidumping une exception aux principes du libre-échange de l'OMC. Bien au contraire, le droit d'imposer des mesures antidumping, conféré par l'article VI et l'Accord antidumping, fait partie de l'équilibre soigneusement établi entre les droits et les obligations découlant de l'Accord sur l'OMC.

58. L'Accord antidumping énonce des règles positives qui font partie de l'équilibre des droits et obligations de l'OMC. Ces règles ne sont pas des exceptions qui exigent des preuves ou sont assujetties à un examen particulier. Des arguments similaires ont été reconnus par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel de l'OMC. Ainsi, dans l'affaire Chemises, chemisiers et blouses de laine en provenance d'Inde (WT/DS33/AB/R), l'Organe d'appel a reconnu (page 18) que l'équilibre de droits et d'obligations que reflète le mécanisme de sauvegarde transitoire défini par l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements doit être respecté. Il a rejeté l'argument selon lequel les obligations positives découlant du mécanisme de sauvegarde transitoire étaient des "exceptions"

imposant la charge de la preuve à la partie qui s'en prévalait. Ce faisant, l'Organe d'appel a établi une distinction entre les moyens de défense affirmatifs, c'est-à-dire les exceptions limitées au obligations découlant de certaines autres dispositions du GATT de 1994, et, les règles positives qui établissent des obligations en soi.

59. En résumé, les dispositions relatives aux mesures antidumping sont assujetties aux mêmes règles d'interprétation que n'importe quelle autre disposition des Accords de l'OMC. Le Groupe spécial devrait donc refuser d'approuver l'assertion du Japon selon laquelle les mesures antidumping constituent une exception aux principes du libre-échange ou, par voie de conséquence nécessitent un examen plus minutieux.

IX. CONCLUSION

60. Je vous remercie de nous avoir donné la possibilité de présenter nos vues. Nous répondrons volontiers à toutes questions que le Groupe spécial ou les parties souhaiteraient poser.

ANNEXE 3-7

RÉPONSES DE L'ÉGYPTE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL
ET DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. RÉPONSES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL 663

II. RÉPONSE À LA QUESTION DES CE 667

I. RÉPONSES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL (22 mai 2000)

Q.1. L'argument de l'Inde contre la réduction à zéro s'appuie sur le libellé de l'article 2.4.2 concernant la moyenne pondérée des prix. En supposant, pour les besoins de l'argumentation, que l'on effectue une comparaison de transaction à transaction: il n'y a pas dans ce cas de moyenne pondérée des prix. La réduction à zéro serait-elle encore interdite? Et si oui, pourquoi? Dans le cas contraire, comment calculerait-on la marge globale de dumping à partir des marges pour chaque transaction prise individuellement? En quoi cela est-il différent du calcul d'une marge globale à partir de marges individuelles types?

Réponse

S'agissant de la "réduction à zéro" dans le cas où la marge de dumping est établie par la méthode de comparaison transaction par transaction, nous souhaiterions préciser que l'approche de la moyenne pondérée peut conduire à une marge de dumping artificiellement gonflée et qu'elle peut aussi entraîner l'application de mesures correctives sans que, en réalité, il y ait dumping. Cette approche ne permet pas de déterminer le volume des importations faisant l'objet d'un dumping. Elle risque fort de déboucher sur une évaluation incorrecte du dumping ou sur l'obtention d'un résultat démontrant une absence de dumping alors qu'il y a effectivement dumping. Si la méthode de comparaison "transaction par transaction" est utilisée, la marge globale de dumping établie sans "réduction à zéro" sera calculée en additionnant les montants des marges de dumping pour chaque transaction, que les transactions fassent ou non l'objet d'un dumping. La méthode de comparaison transaction par transaction fournit les renseignements qui mettent en évidence le dumping et le volume des marchandises faisant l'objet d'un dumping, et elle traduit aussi toutes variations des prix à l'exportation et de la valeur normale au cours de la période d'enquête.

Q.2. Les parties pourraient-elles indiquer si, à leur avis, dans le cas où l'on dispose de données concernant plus d'un exportateur ou d'un producteur pour calculer le montant des bénéfices au titre de l'article 2.2.2 ii) (y compris lorsqu'il existe un échantillon convenablement établi qui comprend plus d'un exportateur ou d'un producteur), les autorités chargées de l'enquête peuvent néanmoins choisir de n'utiliser que les données relatives à l'un de ces exportateurs ou producteurs?

Réponse

L'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping de l'OMC prévoit que les montants des frais ACG et des bénéfices peuvent être déterminés sur la base de la moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus, alors que

l'article 2.2.2 iii) de ce même accord spécifie que ces montants peuvent être déterminés sur la base de toute autre méthode raisonnable.

Selon la première méthode, les autorités chargées de l'enquête ne pourraient pas se fonder sur les données relatives à un seul exportateur ou producteur pour calculer les montants des bénéfices mais devraient recourir à "la moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs … ont engagés ou obtenus". Il s'agit en l'occurrence de savoir si ces données sont ou non disponibles et si l'autorité chargée de l'enquête pourrait utiliser, comme méthode raisonnable, les données concernant un seul exportateur dans le cas où les autres données ne peuvent être obtenues. Pour répondre à cette question, nous noterons que, dans le contexte du présent différend, des données relatives à tous les exportateurs coopérants de l'échantillon ont été communiquées à l'autorité chargée de l'enquête, ce qui signifie que les montants des bénéfices devaient être déterminés par la première méthode et qu'il n'y avait aucune raison d'appliquer la seconde méthode étant donné qu'on disposait de tous les renseignements voulus pour procéder à cette détermination au titre de l'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping de l'OMC. À notre avis, le seul facteur qui puisse justifier un recours aux données relatives à un seul exportateur est l'absence d'information concernant les autres exportateurs, ce qui n'était pas le cas dans la présente affaire.

Q.3. Lorsqu'une enquête porte sur de multiples types de produits, les autorités chargées de l'enquête vont se retrouver avec des frais ACG différents pour chacun d'eux, tous les types de produits n'étant pas nécessairement vendus avec bénéfice. Il s'ensuit que, si l'autorité chargée de l'enquête ne prend pas en compte les ventes d'un ou plusieurs types de produits parce que ceux-ci ne sont pas vendus au cours d'opérations commerciales normales, elle va avoir des ensembles de données différents pour le calcul des frais ACG et pour le calcul des bénéfices. De l'avis des parties, cette méthode répond-elle au critère de la "comparaison équitable" requise par l'article 2.4?

Réponse

Il convient de noter que l'Accord antidumping ne contient aucune règle applicable aux cas où l'autorité chargée de l'enquête dispose pour calculer les frais ACG d'ensembles de données différents de ceux qui lui ont été communiqués pour le calcul des bénéfices. La seule règle concernant le calcul des frais ACG et des bénéfices est que leur montant devrait être "raisonnable" (article 2.2). En conséquence, si les frais ACG et les bénéfices sont calculés conformément à la prescription de l'article 2.2, cette méthode répondra au critère de la "comparaison équitable" requise par l'article 2.4.

Q.4. Si le Groupe spécial a bien compris, l'Inde considère que, lorsqu'on effectue des comparaisons multiples entre la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix à l'exportation, l'article 2.4.2 interdit nommément "la réduction à zéro", mais que l'article 2.4.2 ne dit rien sur la "réduction à zéro" lorsqu'on "additionne" les résultats de multiples comparaisons entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Le Groupe spécial note que, si un Membre réalise des comparaisons séparées entre la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix à l'exportation pour chaque trimestre de la période d'enquête, le même problème d'"addition des résultats" se pose. Les tierces parties pourraient-elles expliquer, en se référant spécifiquement au texte de la disposition, si et comment l'article 2.4.2 règle le problème de "l'addition des résultats" en pareil cas?

Réponse

L'article 2.4.2 dispose que "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction".

Cet article ne fait aucune mention de ce qui est appelé "réduction à zéro" dans le calcul des marges de dumping par la méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou par la méthode de comparaison transaction par transaction et il n'indique pas non plus comment "l'addition des résultats" doit être effectuée.

Si la méthode de la comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée est appliquée, la "réduction à zéro" est superflue car on compare directement la valeur normale moyenne pondérée calculée pour la période et la moyenne pondérée des prix à l'exportation qui a été déterminée sans comparer les unes aux autres les transactions prises individuellement.

Comme la "réduction à zéro" augmente la marge globale de dumping de l'exportateur en excluant du calcul de la marge de dumping les ventes effectuées à des prix ne faisant pas l'objet d'un dumping, il semblerait qu'elle soit contraire aux prescriptions de l'Accord antidumping de l'OMC en matière d'"équité".

Q.5. Les tierces parties pourraient-elles indiquer si, à leur avis, les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'écarter de leur examen du volume des importations et de l'effet des importations sur les prix les importations imputables à des sociétés pour lesquelles une détermination négative de l'existence d'un dumping a été établie sur la base de la détermination d'une marge de dumping nulle ou *de minimis*?

Réponse

En règle générale, un droit antidumping est recouvré sur les importations d'un produit dont il est constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un dommage à la branche de production nationale du Membre importateur.

L'article 3.1 de l'Accord antidumping de l'OMC prévoit que la détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.

La lecture de cet article montre qu'il impose une obligation assortie de deux conditions: premièrement, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer l'existence d'un dommage en se fondant sur le volume des importations faisant l'objet d'un dumping et leur effet sur les prix intérieurs; deuxièmement, l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux des produits similaires doit être examinée. Le texte est très clair et précise qu'il s'agit des "importations faisant l'objet d'un dumping" et non de toutes les importations en provenance des Membres exportateurs. Cela signifie que l'autorité chargée de l'enquête devrait fonder sa détermination de l'existence d'un dommage uniquement sur les importations faisant l'objet d'un dumping et que, par conséquent, elle devrait écarter les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping.

En outre, l'article 3.2 de l'Accord antidumping dispose que les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation du Membre importateur … etc. Cet article n'appelle pas d'explications particulières et prescrit clairement aux autorités chargées de l'enquête de limiter leur examen aux importations faisant l'objet d'un dumping et non de prendre en compte toutes les importations en provenance du Membre exportateur.

Dans tous les cas, l'article 3 de l'Accord antidumping établit l'obligation pour les autorités chargées de l'enquête d'examiner uniquement les effets des importations faisant l'objet d'un dumping.

Q.6. De l'avis des tierces parties, faut-il pour s'acquitter des obligations imposées par l'article 15 aller au-delà de ce qui est prévu par l'article 8.3? Si tel est le cas, qu'est-ce que cela implique? En particulier, est-il nécessaire que le Membre qui ouvre une enquête prenne, par exemple, l'initiative de rechercher un accord et, dans l'affirmative, quand et comment cela doit-il être fait?

Réponse

Oui, pour s'acquitter des obligations imposées par l'article 15, il faut aller au-delà de ce qui est prévu par l'article 8.3.

À notre avis, l'article 15 de l'Accord antidumping impose deux obligations: premièrement, prendre spécialement en considération la situation des pays en développement Membres lorsque l'application de mesures antidumping conformément à l'Accord antidumping est envisagée; deuxièmement, explorer les possibilités de solutions constructives.

L'expression "prendre spécialement en considération" exige que les autorités chargées de l'enquête examinent les renseignements fournis par les exportateurs des pays en développement Membres, accusent réception de leurs communications, y répondent, les étudient et en prennent note dans l'exposé officiel des motifs.

Le terme "spécialement" précise que le résultat du traitement accordé aux pays en développement Membres sera "spécial" dans tous les sens du terme.

La seconde obligation découlant de l'article 15 est l'exploration des possibilités de solutions constructives préalablement à l'application de droits antidumping. Le membre de phrase "les possibilités de solutions constructives prévues par le présent Accord seront explorées" impose d'explorer des options autres que l'institution de droits antidumping. L'emploi des termes "prévues par le présent accord" ne tend pas à désigner exclusivement les engagements en matière de prix. Les engagements en matière de prix ne sont que l'une des formes de solutions constructives prévues par l'Accord antidumping. S'ils étaient seuls visés, la disposition renverrait à l'article 8.

Une solution constructive appropriée aurait été l'octroi d'ajustements ou de réduction liés à la valeur normale et au prix à l'exportation, demandé par les exportateurs au cours de l'enquête, l'exclusion des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping, l'application du droit calculé pour la société privée soumise à l'enquête à toutes les sociétés privées coopérantes non incluses dans l'échantillon et non l'utilisation de la marge moyenne pondérée attribuée à toutes les entreprises publiques coopérantes non incluses dans l'échantillon (comme dans le cas de l'Égypte) ou toute autre formule adaptée à la situation considérée.

Le membre de phrase "quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping" ne signifie pas que l'obligation découlant de l'article 15 n'incombe aux pays développés qu'immédiatement avant l'imposition d'un droit antidumping définitif. En cas d'institution d'un droit antidumping provisoire, il devrait être interprété comme désignant tous les stades de l'enquête.

Il convient de noter que l'article 15 de l'Accord antidumping a été adopté dans le cadre des dispositions relatives à l'octroi d'un traitement spécial et différencié aux pays en développement. Les Accords de l'OMC (y compris l'Accord antidumping) contiennent en effet des dispositions relatives à un tel traitement. Au titre de ces dispositions, les pays en développement Membres bénéficient d'un traitement "plus favorable" que les pays développés Membres. L'article 15 de l'Accord antidumping est l'une de ces dispositions qui exigent l'application de mesures en vue de faciliter les échanges des

pays en développement Membres. En conséquence, le Membre qui procède à une enquête, est tenu de prendre l'initiative de rechercher un accord à tous les stades de cette enquête, par exemple en invitant les exportateurs à proposer des engagements ou toute autre solution tenant compte de la situation et des circonstances propres à l'affaire, étant entendu que cette invitation n'est pas contraire à l'article 8 de l'Accord antidumping, dans la mesure où, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, l'article 15 prévoit un traitement spécial pour les pays en développement Membres et où les pays développés Membres doivent montrer qu'ils ont bien l'intention d'appliquer cet article considéré comme partie intégrante de l'obligation découlant des Accords de l'OMC.

L'article 8.3 de l'Accord antidumping traite uniquement de l'éventualité où les autorités chargées de l'enquête du Membre importateur jugent l'acceptation des engagements irréaliste parce que "le nombre d'exportateurs effectifs et potentiels est trop élevé". En outre, cet article vise la situation normale au cours d'une enquête et non les circonstances particulières auxquelles les pays en développement Membres pourraient devoir faire face.

II. RÉPONSE À LA QUESTION DES CE (19 mai 2000)

Q.1. Les CE remarquent que l'Égypte mentionne, aussi bien dans sa communication écrite que dans sa déclaration orale, un chiffre de 15 pour cent comme étant la part de la production totale de l'UE représentée par les producteurs soutenant passivement la plainte d'Eurocoton. L'Égypte pourrait-elle indiquer d'où elle tire cette donnée?

Réponse

L'Égypte souhaiterait tout d'abord remercier les CE de lui avoir posé cette question

En réponse, nous faisons observer qu'au cours de l'enquête les exportateurs égyptiens ont présenté une lettre à la Commission par l'intermédiaire de leur représentant légal, le 27 juin 1997.

Cette lettre contenait les observations des exportateurs égyptiens concernant la notification du calcul de la marge de dumping provisoire, reçue le 2 juin 1997.

Nous nous référons au paragraphe 5 de la lettre du 27 juin 1997 où le chiffre de 15 pour cent est mentionné.

Dans cette lettre, nous avons demandé à la Commission de vérifier plusieurs données, notamment celles qui avaient trait à la représentativité de l'industrie communautaire.

Mais, comme nous n'avons reçu de la Commission aucune réponse confirmant ou réfutant ces données, nous avons mentionné le chiffre dans notre communication écrite et dans notre déclaration orale dans l'espoir que les CE ou d'autres parties seraient en mesure de le vérifier et de formuler les observations sur ce point particulier.

ANNEXE 3-8

RÉPONSES DU JAPON AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

(24 mai 2000)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. LE LIBELLÉ DE L'ARTICLE 2.4.2 À PREMIÈRE VUE 669

II. GENÈSE DE LA NOTION DE "RÉDUCTION À ZÉRO"..... 669

III. LE LIBELLÉ DE L'ARTICLE 2.4.2 DANS SON CONTEXTE HISTORIQUE 670

Q.1. L'argument de l'Inde contre la réduction à zéro s'appuie sur le libellé de l'article 2.4.2 concernant la moyenne pondérée des prix. En supposant, pour les besoins de l'argumentation, que l'en effectue une comparaison de transaction à transaction: il n'y a pas dans ce cas de moyenne pondérée des prix. La réduction à zéro serait-elle encore interdite? Et si oui, pourquoi? Dans le cas contraire, comment calculerait-on la marge globale de dumping à partir des marges pour chaque transaction prise individuellement? En quoi cela est-il différent du calcul d'une marge globale à partir de marges individuelles types?

Réponse

Le Japon estime que la réduction à zéro n'est pas autorisée par l'article 2.4.2 lorsqu'on utilise la méthode de comparaison transaction par transaction ou la méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée indiquées dans la première phrase de cet article. Dans son interprétation de l'article 2.4.2, le Groupe spécial devrait d'abord tenir compte du sens ordinaire de l'article 2.4.2.[1] Comme le libellé de l'article 2.4.2 n'est pas clair à ce sujet, le Groupe spécial devrait prendre en compte les négociations du Cycle d'Uruguay qui ont entraîné l'adoption de cette disposition.[2] Ce contexte est important car il démontre qu'il a toujours été recouru à la réduction à zéro au stade de l'"addition des résultats" quelle que soit la méthode de comparaison employée.[3] Étant donné cette réduction à zéro au stade de l'addition des résultats, l'article 2.4.2 a prévu deux méthodes de comparaison à privilégier (c'est-à-dire moyenne pondérée à moyenne pondérée et transaction par transaction) et une méthode de comparaison exceptionnelle. La première phrase de l'article 2.4.2 a supprimé la réduction à zéro pour les deux méthodes de comparaison à "privilégier". La structure de

[1] Article 31 1) de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

[2] L'article 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités permet de faire appel à des moyens complémentaires d'interprétation lorsque l'interprétation donnée conformément à l'article 31 laisse le sens ambigu ou obscur. L'Organe d'appel a noté que autant dans l'article 31 que l'article 32 la Convention était devenue une règle du droit international coutumier ou général. Voir *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 1er novembre 1996, page 11.

[3] Il est procédé à une addition des résultats au moins dans les circonstances suivantes:

- lorsque les marges pour les ventes à l'exportation prises individuellement sont additionnées après une comparaison transaction par transaction ou une comparaison transaction à moyenne pondérée;
- lorsque les marges des diverses sous-catégories de produits sont additionnées après des comparaisons moyenne pondérée à moyenne pondérée; ou
- lorsque les marges des diverses sous-périodes sont additionnées après qu'une période d'enquête a été divisée en mois ou en d'autres périodes.

l'article 2.4.2 et les circonstances qui ont conduit à son adoption montrent que cet article ne permet la réduction à zéro que dans une situation: lorsque les autorités jugent nécessaire de calculer une marge fondée sur une comparaison entre les prix des transactions à l'exportation prises individuellement et une valeur normale moyenne pondérée en raison de certaines circonstances définies par la disposition.

I. LE LIBELLÉ DE L'ARTICLE 2.4.2 À PREMIÈRE VUE

Le Japon reconnaît que le libellé de l'article 2.4.2 ne semble pas démontrer à première vue que la réduction à zéro est interdite lorsqu'il est procédé à des comparaisons moyenne pondérée à moyenne pondérée et transaction par transaction. Le texte spécifie simplement que la comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou la comparaison transaction par transaction doit être préférée à la comparaison entre une moyenne pondérée des prix et les prix de transactions prises individuellement. Il n'indique pas expressément comment additionner les résultats de la comparaison transaction par transaction. Dans la présente affaire, pour répondre à la question posée par le Groupe spécial et pour les besoins de l'argumentation, il convient d'examiner la genèse de cette disposition.

II. GENÈSE DE LA NOTION DE "RÉDUCTION À ZÉRO"

Avant le Cycle d'Uruguay, la méthode la plus couramment pratiquée par les principaux utilisateurs des mesures antidumping était celle de la comparaison entre les prix de transactions à l'exportation prises individuellement et la valeur normale moyenne pondérée. Une fois qu'elles avaient procédé à ce genre de comparaison, les autorités chargées de l'enquête ramenaient les marges à zéro pour toute vente à l'exportation dont il avait été établi qu'elle avait été effectuée avec une marge négative (c'est-à-dire lorsque le prix à l'exportation excédait la valeur normale). Après quoi, les marges positives étaient additionnées en vue de calculer une marge globale pour le produit en cause.

L'admissibilité de cette méthode de comparaison a été examinée par un groupe spécial du GATT dans l'affaire CE – Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon (rapport non adopté). Ce groupe spécial a noté que la réduction à zéro se produisait après qu'il eut été procédé aux comparaisons (c'est-à-dire au stade de l'addition des résultats suivant la comparaison des différents prix à l'exportation avec une valeur normale moyenne pondérée) (paragraphe 349). Surtout, il a relevé que la question de la réduction à zéro ne se poserait pas dans les cas où la comparaison était effectuée entre des moyennes pondérées des prix à l'exportation et des valeurs normales moyennes pondérées (*Id.*). Il a déterminé que, en conformité avec le Code antidumping, la réduction à zéro était autorisée.

La meilleure façon de comprendre le problème est de reprendre l'hypothèse, examinée par ce groupe spécial, de l'exportateur vendant le même produit, au début de chaque mois, sur son marché intérieur, à un prix identique au prix de vente à l'exportation.

Exportation		**Marché intérieur**				**Marge**	
Date	Prix	Quantité	Prix	Prix moyen pondéré	Quantité	Comparaison transaction par transaction	Comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale moyenne pondérée
Vente #1 1er janvier	120	1	120	100	1	0	-20
Vente #2 1er février	100	1	100	100	1	0	0
Vente #3 1er mars	80	1	80	100	1	0	20
						0	**20** (Total après "réduction à zéro")

Dans cet exemple, une comparaison transaction par transaction démontre qu'il n'y a jamais eu de dumping car les prix suivaient toujours la même trajectoire dans le temps. Cependant, une comparaison entre les prix de transactions à l'exportation prises individuellement et une moyenne pondérée conduirait toujours à une détermination de l'existence d'un dumping si, au stade de l'addition des résultats, les marges négatives étaient réduites à zéro.[4] Dans l'exemple ci-dessus, la marge négative relative à la vente du 1er janvier est ramenée à zéro quand les marges pour toutes les ventes sont additionnées. On remarquera qu'une comparaison de moyenne pondérée à moyenne pondérée donnerait le même résultat que la comparaison transaction par transaction (c'est-à-dire une absence de dumping).[5] C'est pourquoi, le groupe spécial *Bandes audio en cassettes* fait observer que la question de la réduction à zéro "ne se pose pas" dans le cas où une comparaison de moyenne pondérée à moyenne pondérée est utilisée.

Face à cette pratique, différents Membres ont insisté pour introduire dans l'Accord antidumping une disposition qui élimine cette réduction à zéro et garantisse un calcul des marges de dumping prenant correctement en compte les marges négatives.[6] Des Membres comme les États-Unis se sont opposés à cette proposition, faisant valoir que toute méthode permettant aux exportateurs d'obtenir un "crédit" pour des marges négatives serait inadmissible.[7]

Les Membres ont finalement adopté l'article 2.4.2 qui privilégie les méthodes de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée et transaction par transaction. En conformité avec l'observation formulée par le Groupe spécial du GATT *Bandes audio sur cassettes*, selon laquelle la question de la réduction à zéro ne se posait pas lorsque les comparaisons étaient fondées sur les moyennes pondérées, l'article 2.4.2 a supprimé la réduction à zéro dans le cas où les méthodes de comparaison à privilégier sont appliquées.

Pour favoriser le recours à ces méthodes de comparaison, néanmoins, la dernière phrase de l'article 2.4.2 préserve le droit pour les Membres de fonder le calcul des marges de dumping sur des comparaisons entre les prix de transactions à l'exportation prises individuellement et une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée dans certaines circonstances qu'il définit. L'emploi de cette dernière méthode, couramment appliquée par les Membres avant le Cycle d'Uruguay, autorise la réduction à zéro.

III. LE LIBELLÉ DE L'ARTICLE 2.4.2 DANS SON CONTEXTE HISTORIQUE

Replacé dans ce contexte, le libellé de l'article 2.4.2 démontre que la réduction à zéro n'est autorisée pour aucune des méthodes de comparaison énoncées dans la première phrase de cette disposition.

Concordance entre les méthodes à privilégier – Tout d'abord, l'article 2.4.2 classe dans la même catégorie (méthode de comparaison à privilégier) la méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée et la méthode de comparaison transaction par transaction. Cela étant, et pour assurer la concordance entre les deux éléments, la réduction à zéro est interdite dans les deux cas.

---

[4] Dans l'exemple cité, le pourcentage global de dumping s'établirait à 6,67 pour cent (c'est-à-dire 20/300).

[5] Dans l'exemple cité, une comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée porterait sur un prix à l'exportation moyen de 100 et une valeur normale moyenne de 100.

[6] Voir, d'une façon générale, Terence P. Stewart, *et al.*, The GATT Uruguay Round: A Negotiating History (1986-1992) (1993): pages 1537-1543 (sur les négociations relatives à l'utilisation des moyennes pondérées pour le calcul des prix à l'exportation et des valeurs normales).

[7] *Id.*, 1540.

L'adoption de la méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée a supprimé la réduction à zéro par transaction. Comme le Groupe spécial *Bandes audio en cassettes* l'a fait observer, la question de la réduction à zéro "ne se pose pas" lorsqu'il est recouru à une comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée. Même les États-Unis et les CE ne contestent pas que l'une des caractéristiques de la comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée est qu'elle supprime la réduction à zéro des marges négatives par transaction (voir la communication des États-Unis, paragraphes 34 à 47 et la communication des CE, paragraphes 201-214). La question de la réduction à zéro ne se pose pas dans le cas d'une comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée correcte parce qu'il n'est pas nécessaire d'additionner les marges par transaction.

Comme la comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée supprime d'un point de vue mathématique le stade de la réduction à zéro des marges correspondant aux transactions à l'exportation prises individuellement (stade où, autrement, les marges individuelles seraient additionnées), il serait illogique d'interpréter la première phrase de l'article 2.4.2 comme autorisant la réduction à zéro lorsque les marges pour les différentes transactions sont additionnées au titre de la méthode transaction par transaction, l'autre méthode de comparaison à privilégier. Il est plus normal de considérer que cette phrase supprime la réduction à zéro des marges pour les différentes transactions au titre de la comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée et parallèlement écarte aussi la réduction à zéro des marges pour les différentes transactions au titre de la comparaison transaction par transaction.

Concordance entre les différents stades du calcul des marges de dumping – Outre le défaut de concordance entre les deux méthodes à privilégier de l'article 2.4.2, le Groupe spécial devrait aussi éviter toute interprétation se traduisant par le même phénomène aux différents niveaux de calcul des marges de dumping. Dès lors qu'il est reconnu que les comparaisons moyenne pondérée à moyenne pondérée suppriment la réduction à zéro au niveau de la transaction, il serait illogique de considérer que l'article 2.4.2 autorise la réduction à zéro à un stage ultérieur du calcul des marges de dumping (c'est-à-dire au stage de l'addition des résultats). Rien dans l'article 2.4.2 ne permet de conclure que cette disposition visait à supprimer la réduction à zéro à un niveau tout en l'autorisant à un autre niveau. Cela vaut pour la réduction à zéro au stade de l'addition des marges pour les sous-catégories de produit (dans le cas d'une comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée) et au stade de l'addition des marges pour les différentes transactions (dans le cas d'un comparaison transaction par transaction). De nouveau, suggérer une interprétation différente, c'est introduire dans la première phrase de l'article 2.4.2 une contradiction artificielle et déraisonnable concernant la réduction à zéro.

Le Groupe spécial devrait veiller à ce que son interprétation de l'article 2.4.2 ne débouche pas sur cette contradiction interne. Il devrait donc se fonder sur les circonstances ayant conduit à inclure cet article dans l'Accord antidumping pour éviter de donner à la première phrase un sens qui se traduise par un illogisme conceptuel en matière de réduction à zéro.

Résultats déraisonnables - Le Groupe spécial devrait également s'abstenir de toute interprétation de l'article 2.4.2 entraînant des résultats déraisonnables. S'il devait constater que la réduction à zéro est autorisée au stade de l'addition en cas d'utilisation de l'une ou l'autre des méthodes à privilégier, il encouragerait nettement les Membres ouvrant une enquête à subdiviser le calcul des marges de dumping de façon à permettre des comparaisons moyenne pondérée à moyenne pondérée aussi réduites que possible. Les comparaisons pourraient se faire, par exemple, au niveau de sous-catégories de produit, le produit soumis à l'enquête étant alors subdivisé en centaines de sous-catégories. D'un point de vue mathématique, cela aurait pour effet de séparer tous les produits à marge négative des produits à marge positive. Les autorités pourraient alors réduire à zéro toutes marges négatives au stade de l'addition des résultats, et contourner véritablement la moyenne mathématique qui serait normalement établie s'il était procédé à une comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée plus large.

Cette subdivision artificielle pourrait aussi être appliquée à l'ensemble de la période d'enquête qui pourrait comprendre deux ou de multiples sous-périodes. Cela permettrait de séparer les ventes effectuées avec des marges positives des ventes effectuées avec des marges négatives. Puis, au stade de l'addition des résultats, les marges négatives seraient réduites à zéro, et seules subsisteraient les marges positives pour le calcul de la marge globale.

Le problème de la réduction à zéro dans ce cas est identique au problème de la réduction à zéro avant le Cycle d'Uruguay lorsque les marges correspondant aux différentes transactions étaient additionnées après comparaison entre les prix de transactions à l'exportation prises individuellement et une valeur normale moyenne pondérée.

Exportation			**Marché intérieur**		**Marge**	
Date	Prix moyen pour le mois	Quantité	Prix moyen pour le mois	Quantité	Mensuelle	Comparaison entre moyennes pour la période
Janvier	120	10	80	10		
Février	100	10	100	10	0	
Mars	80	10	120	10	40	
	100 (moyenne pour la période)		100 (moyenne pour la période)		**40** (après réduction à zéro)	0

Comme l'exemple le démontre, si la réduction à zéro est autorisée au stade de l'addition des résultats, la création de sous-périodes multiples est encouragée, c'est-à-dire que cette possibilité dissuade de calculer les marges sur la base d'une comparaison entre des moyennes pour la période. Comme l'article 2.4.2 exige une comparaison moyenne à moyenne des prix de "toutes" les transactions à l'exportation comparables, il serait anormal de considérer que l'article 2.4.2 incite à subdiviser les comparaisons aux fins de l'établissement des marges de dumping en des comparaisons aussi restreintes que possible. Une telle interprétation pourrait encourager systématiquement à minimiser l'étendue des comparaisons effectuées dans le cadre de chaque comparaison entre moyennes et à maximiser le processus d'addition des résultats. Étant donné l'histoire des négociations relatives à l'article 2.4.2, le sens donné à la disposition ne devrait pas avoir cet effet pervers. La genèse de l'article démontre au contraire que l'intention était d'obtenir le résultat inverse: supprimer la réduction à zéro dans tous les cas sauf lorsqu'un Membre pourrait justifier les comparaisons effectuées au titre de la seconde phrase.

Q.2. Les tierces parties pourraient-elles indiquer si, à leur avis, dans le cas où l'on dispose de données concernant plus d'un exportateur ou d'un producteur pour calculer le montant des bénéfices au titre de l'article 2.2.2 ii) (y compris lorsqu'il existe un échantillon convenablement établi qui comprend plus d'un exportateur ou d'un producteur), les autorités chargées de l'enquête peuvent néanmoins choisir de n'utiliser que les données relatives à l'un de ces exportateurs ou producteurs?

Réponse

Le Japon estime que l'article 2.2.2 ii) ne permet pas aux autorités d'effectuer un choix parmi les sociétés qui ont fourni des données aux fins du calcul des bénéfices dans le cadre d'une enquête donnée.

Premièrement le libellé de l'article 2.2.2 ii) est clair à première vue. Il prévoit l'établissement d'une "moyenne pondérée" des données des "autres exportateurs ou producteurs" faisant l'objet de

l'enquête et ne mentionne en aucune façon la possibilité de choisir les données particulières d'un exportateur ou producteur. L'UE et les États-Unis ont fait valoir que l'emploi du pluriel dans ce cas ("exportateurs ou producteurs") ne signifie rien quant au fond. Pour le Japon, l'utilisation de l'expression "moyenne pondérée" jointe à celle du pluriel dans cette disposition signifie que toutes les données disponibles doivent être prises en compte. Il aurait été facile pour les rédacteurs de l'Accord antidumping de laisser aux autorités la latitude de choisir les données provenant de "l'un ou l'autre des autres exportateurs ou producteurs", mais ces termes ne figurent pas dans ledit accord. L'article 2.2.2 ii) n'énonce pas non plus de conditions telles que les "opérations commerciales normales" contrairement à d'autres dispositions (par exemple l'article 2.2 et le texte introductif de l'article 2.2.2). Le sens littéral de la disposition ne prête pas à équivoque et le texte doit être respecté.

En second lieu, l'interprétation des CE et des États-Unis (voir la communication des CE, paragraphes 115-134 et la communication des États-Unis, paragraphes 7 à 13) se prête facilement à des utilisations abusives. Si les autorités ont une possibilité de choix discrétionnaire, l'article 2.2.2 ii) n'assure aucune discipline. Ces autorités peuvent fausser le résultat de l'enquête en sélectionnant les montants des bénéfices à prendre en compte. L'article 2.2.2 ii) qui prescrit de se fonder sur une moyenne pondérée de toutes les données disponibles énonce une règle claire, transparente et prévisible.

Troisièmement, la règle de l'article 2.2.2 ii) réduit au minimum le risque d'être injustement pénalisée ou favorisée auquel une société soumise à l'enquête est exposée lorsque le calcul est anormalement fondé sur les bénéfices d'une seule société et non sur une moyenne des bénéfices de l'ensemble des sociétés. Il y a beaucoup plus de chances que la moyenne pondérée soit plus déterminante et représentative que les résultats d'une seule société.

Q.3. Lorsqu'une enquête porte sur de multiples types de produits, les autorités chargées de l'enquête vont se retrouver avec des frais ACG différents pour chacun d'eux, tous les types de produits n'étant pas nécessairement vendus avec bénéfice. Il s'ensuit que, si l'autorité chargée de l'enquête ne prend pas en compte les ventes d'un ou plusieurs types de produits parce que ceux-ci ne sont pas vendus au cours d'opérations commerciales normales, elle a avoir des ensembles de données différents pour le calcul des frais ACG et pour le calcul des bénéfices. De l'avis des tierces parties, cette méthode répond-elle au critère de la "comparaison équitable" requise par l'article 2.4?

Réponse

Le Japon est d'avis que, dans la situation évoquée, le critère de la "comparaison équitable" ne serait pas respecté.

L'interprétation par les CE et les États-Unis de l'article 2.2.2 (voir la communication des CE, paragraphes 135-152 et la communication des États-Unis, paragraphes 14 à 20) donne un sens trop strict à l'expression "opérations commerciales normales" qui ne désigne pas seulement les ventes effectuées à des prix inférieurs aux coûts de production. L'article 2.2.1 précise que les ventes à des prix inférieurs aux coûts de production peuvent être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'"opérations commerciales normales" dans certaines conditions particulières mais ne considère pas toutes ces ventes comme ayant lieu "en dehors d'opérations commerciales normales". Il n'est donc pas justifié d'écarter les ventes d'un ou de plusieurs types de produits pour la simple raison que ces produits ne sont pas vendus avec bénéfice.

Cette interprétation élude aussi le problème mis en évidence par la question du groupe spécial. Si les ventes ont lieu à des prix inférieurs aux coûts de production, mais ne sont pas effectuées en dehors d'opérations commerciales normales, elles devraient être utilisées à la fois pour calculer les taux de profit et les frais ACG. Si les ventes ont lieu à des prix inférieurs aux coûts de

production et sont considérées comme effectuées en dehors d'opérations commerciales normales, elles devraient être exclues des deux catégories de calcul. On n'a donc pas à prendre en compte des ensembles de données différents pour évaluer les taux de profit et les frais ACG.

Q.4. Si le Groupe spécial a bien compris, l'Inde considère que, lorsqu'on effectue des comparaisons multiples entre la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix à l'exportation, l'article 2.4.2 interdit nommément la "réduction à zéro", mais que l'article 2.4.2 ne dit rien sur la "réduction à zéro" lorsqu'on "additionne" les résultats des multiples comparaisons entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Le Groupe spécial note que, si un Membre réalise des comparaisons séparées entre la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix à l'exportation pour chaque trimestre de la période d'enquête, le même problème d'"addition des résultats" se pose. Les parties pourraient-elles expliquer, en se référant spécifiquement au texte de la disposition, si et comment l'article 2.4.2 règle le problème de l'"addition des résultats" en pareil cas?

Réponse

Comme sa réponse à la question 1 l'indique, le Japon estime que le texte de l'article 2.4.2 règle le problème de la réduction à zéro en raison de la hiérarchie établie entre les méthodes de comparaison par le texte et la structure de l'article. En désignant, dans la première phrase, la comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée comme la méthode de comparaison à privilégier, la structure de l'article oriente expressément les Membres vers une méthode dont la principale caractéristique est d'éliminer la réduction à zéro.[8] La méthode de comparaison transaction par transaction est aussi une méthode à privilégier. La réponse à la question 1 montre néanmoins qu'il est raisonnable de supposer que la réduction à zéro est interdite aussi en cas d'application de cette méthode pour assurer la concordance entre les deux options.

En revanche, en ravalant la méthode de comparaison "entre le prix à l'exportation et la valeur normale moyenne pondérée" au rang de méthode secondaire à n'utiliser que dans des circonstances exceptionnelles, le texte de l'article 2.4.2 fait expressément passer à l'arrière-plan la seule formule qui historiquement autorisait la réduction à zéro au stade de l'addition des résultats. Ainsi, la hiérarchie établie par le texte entre la première et la deuxième phrase et la mention de la méthode de comparaison entre moyennes dans la première phrase démontre que l'article 2.4.2 tend à écarter les méthodes de comparaison permettant la réduction à zéro. En ce sens, cet article régit et interdit le recours à la réduction à zéro au stade de l'addition des résultats pour les méthodes de comparaison à privilégier.

Q.5. Les tierces parties pourraient-elles indiquer si, à leur avis, les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'écarter de leur examen du volume des importations et de l'effet des importations sur les prix les importations imputables à des sociétés pour lesquelles une détermination négative de l'existence d'un dumping a été établie sur la base de la détermination d'une marge de dumping nulle ou *de minimis*?

[8] Comme cela est exposé dans la réponse du Japon à la question 1, le principal intérêt des comparaisons entre moyennes est qu'elles suppriment l'opération mathématique de "l'addition" des marges par vente, et écartent ainsi la possibilité de réduction à zéro.

Réponse

Comme nous l'avons indiqué dans notre communication, le Japon estime que l'article 3 exige sans équivoque que les autorités prennent en compte seulement l'incidence des "importations faisant l'objet d'un dumping" et non celle de toutes les importations qu'elles fassent ou non l'objet d'un dumping. S'il a été établi qu'il n'y a pas de dumping, les importations en provenance de la société en cause doivent être écartées de l'examen du volume des importations et de leur effet sur les prix.

Q.6. De l'avis des tierces parties, faut-il pour s'acquitter des obligations imposées par l'article 15 aller au-delà de ce qui est prévu par l'article 8.3? Dans l'affirmative, qu'est-ce que cela implique? En particulier, est-il nécessaire que le Membre qui ouvre une enquête prenne, par exemple, l'initiative de rechercher un accord et, dans l'affirmative, quand et comment cela doit-il être fait?

Réponse

Non, les "solutions constructives" prévues par l'article 15 comprendraient un éventuel engagement en matière de prix au titre de l'article 8. L'article 15 n'impose aucune obligation particulière aux pays développés Membres.

ANNEXE 3-9

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL,
DE L'INDE ET DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

(24 mai 2000)

Questions du Groupe spécial aux tierces parties

Q.1. L'argument de l'Inde contre la réduction à zéro s'appuie sur le libellé de l'article 2.4.2 concernant la moyenne pondérée des prix. En supposant, pour les besoins de l'argumentation, que l'on effectue une comparaison de transaction à transaction: il n'y a pas, dans ce cas, de moyenne pondérée des prix. La réduction à zéro serait-elle encore interdite? Et si oui, pourquoi? Dans le cas contraire, comment calculerait-on la marge globale de dumping à partir des marges pour chaque transaction prise individuellement? En quoi cela est-il différent du calcul d'une marge globale à partir de marges individuelles types?

1. Les États-Unis sont d'avis que la "réduction à zéro" n'est pas interdite dans le calcul de la marge globale de dumping, que les comparaisons entre la valeur normale et le prix à l'exportation soient faites de moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction. L'Accord antidumping n'interdit de ramener à zéro ni les différences négatives entre la valeur normale et le prix à l'exportation établies par la méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ni celles qui ont été établies par la méthode de comparaison transaction par transaction. Dans les deux cas, l'opération mathématique de réduction à zéro de ces montants négatifs permettrait simplement aux pays importateurs de recouvrer des droits antidumping équivalents à l'ensemble des différences positives entre le prix à l'exportation et la valeur normale.

Q.2. Les tierces parties pourraient-elles indiquer si, à leur avis, dans le cas où l'on dispose de données concernant plus d'un exportateur ou d'un producteur pour calculer le montant des bénéfices au titre de l'article 2.2.2 ii) (y compris lorsqu'il existe un échantillon convenablement établi qui comprend plus d'un exportateur ou d'un producteur), les autorités chargées de l'enquête peuvent néanmoins choisir de n'utiliser que les données relatives à l'un des exportateurs ou producteurs?

2. Les États-Unis ne souhaitent pas pour l'instant déborder le cadre de la présente affaire et répondre à cette question dont le Groupe spécial n'est pas saisi.

Q.3. Lorsqu'une enquête porte sur de multiples types de produits, les autorités chargées de l'enquête vont se retrouver avec des frais ACG différents pour chacun d'eux, tous les types de produit n'étant pas nécessairement vendus avec bénéfice. Il s'ensuit que, si l'autorité chargée de l'enquête ne prend pas en compte les ventes d'un ou de plusieurs types de produits parce que ceux-ci ne sont pas vendus au cours d'opérations commerciales normales, elle va avoir des ensembles de données différents pour le calcul des frais ACG et pour le calcul des bénéfices. De l'avis des tierces parties, cette méthode répond-elle au critère de la "comparaison équitable" requise par l'article 2.4?

3. La "comparaison équitable" voulue par l'article 2.4 se rapporte à la manière dont le prix à l'exportation et la valeur normale seront comparés. Si les États-Unis comprennent bien, la question ne porte pas sur cette comparaison essentielle aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping et l'expression "comparaison équitable" de l'article 2.4 n'est donc pas précisément applicable en l'occurrence.

Q.4. Si le Groupe spécial a bien compris, l'Inde considère que, lorsqu'on effectue des comparaisons multiples entre la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix à l'exportation, l'article 2.4.2 interdit nommément la "réduction à zéro", mais que l'article 2.4.2 ne dit rien sur la "réduction à zéro" lorsqu'on "additionne" les résultats de multiples comparaisons entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Le Groupe spécial note que, si un Membre réalise des comparaisons séparées entre la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix à l'exportation pour chaque trimestre de la période d'enquête, le même problème d'"addition des résultats" se pose. Les parties pourraient-elles expliquer, en se référant spécifiquement au texte de la disposition, si et comment l'article 2.4.2 règle le problème de "l'addition des résultats" en pareil cas?

4. Comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur communication (paragraphe 39 à 41), l'article 2.4.2 exige que, lorsque le prix à l'exportation et la valeur normale du produit sont comparés au cours d'une enquête, chaque comparaison soit faite moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction. Ni l'article 2.4.2 ni l'article 2.4 ne traitent du stade suivant qui consiste à "additionner" les résultats de ces comparaisons pour obtenir une marge globale de dumping unique.

Q5. Les tierces parties pourraient-elles indiquer si, à leur avis, les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'écarter de leur examen du volume des importations et de l'effet des importations sur les prix les importations imputables à des sociétés pour lesquelles une détermination négative de l'existence d'un dumping a été établie sur la base de la détermination d'une marge de dumping nulle ou *de minimis*?

5. Les États-Unis ont pour pratique d'écarter de l'évaluation d'un dommage les sociétés pour lesquelles une détermination négative de l'existence d'un dumping a été établie sur la base de la détermination d'une marge nulle ou *de minimis*. Les États-Unis estiment que l'Accord antidumping autorise une telle pratique mais ne soutiennent pas qu'il la préconise.

Q6. De l'avis des tierces parties, faut-il, pour s'acquitter des obligations imposées par l'article 15 aller au-delà de ce qui prévu par l'article 8.3? Dans l'affirmative, qu'est-ce que cela implique? En particulier, était-il nécessaire que le Membre qui ouvre une enquête prenne, par exemple, l'initiative de rechercher un accord et, dans l'affirmative, quand et comment cela doit-il être fait?

6a. Les États-Unis sont d'avis que l'article 8.3 et l'article 15 sont des dispositions complémentaires et que l'article 15 n'impose aucune obligation incompatible avec ce qui est préconisé par l'article 8.3 ou allant au-delà. L'article 8.3 spécifie les conditions dans lesquelles une autorité chargée de l'enquête peut décider de rejeter une offre d'engagement et, en cas de rejet, invite les autorités chargées de l'enquête, lorsque cela sera réalisable, à communiquer à l'exportateur les raisons qui les ont conduites à rejeter l'offre et à lui ménager la possibilité de formuler des observations à ce sujet. Le caractère indicatif du libellé[1] montre bien que l'article ne prévoit pas d'obligation stricte.

6b. L'article 15, dont le libellé revêt de même un caractère indicatif, demande aux pays développés Membres de "prendre spécialement en considération" la situation particulière des pays en développement Membres quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping et préconisent l'exploration des possibilités de solutions constructives préalablement à l'application de droits antidumping lorsque cette application porterait atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres.

[1] Par exemple: "ne seront pas nécessairement acceptés", "des raisons de politique générale", "lorsque cela sera réalisable" et "dans la mesure du possible".

6c. La logique interne de l'article 15 donne à entendre, cependant, qu'un pays en développement devrait prendre l'initiative de se faire connaître du pays développé lorsque l'application par ce dernier de droits antidumping peut porter atteinte à ses intérêts essentiels car le pays en développement serait le mieux placé pour savoir quels sont ces intérêts essentiels et quand il peut leur être porté atteinte. L'obligation d'explorer les possibilités de solutions constructives n'incombe au pays développé qu'à partir du moment où il sait que les mesures envisagées porteraient atteinte aux intérêts essentiels du pays en développement.

6d. Par ailleurs, en ce qui concerne le moment d'intervention, l'article 15 traite de l'opportunité d'explorer les solutions constructives préalablement à l'application de droits antidumping, lorsque ces solutions n'ont pas encore été explorées, alors que l'article 8.3 porte sur le cas où il a été procédé à une telle exploration et où un engagement a déjà été offert. Dans la mesure où les deux dispositions prévoient un enchaînement voulu d'actions, l'article 15 ne semble pas indiquer une succession dans le temps incompatible avec l'article 8.3. Comme nous l'avons noté antérieurement, l'article 15 vise à protéger les pays en développement lorsque l'application de droits antidumping porterait atteinte à leurs intérêts essentiels mais il n'exige aucun résultat de fond particulier et ne crée pas non plus d'obligation de fond.

Questions des CE aux États-Unis

1. Questions sur l'ouverture de l'enquête

1) Selon les États-Unis, quel type d'éléments de preuve faut-il évaluer, en vertu de l'article 5.3 de l'Accord antidumping, pour déterminer si une enquête antidumping doit être ouverte ou non?

1. Les "éléments de preuve [à] évaluer, en vertu de l'article 5.3 de l'Accord antidumping, pour déterminer si une enquête antidumping doit être ouverte ou non" sont, comme l'article 5.3 l'indique, les "éléments de preuve fournis dans la demande". Toutefois, comme le Groupe spécial l'a noté dans l'affaire *Guatemala – Ciment*, "rien dans l'accord n'empêche une autorité chargée de l'enquête de rechercher elle-même des éléments de preuve et des renseignements qui permettraient de combler certaines lacunes dans les éléments de preuve fournis dans la demande".[2] Que les renseignements aient figuré dans la demande ou aient été obtenus par l'autorité chargée de l'enquête elle-même, l'article 5.3 exige que l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve soient examinées.

2) Quel est le niveau de preuve que les États-Unis estiment nécessaire, en vertu de l'article 5.3 de l'Accord antidumping, aux fins de l'ouverture d'une enquête antidumping?

2. L'article 5.2 dispose qu'une demande d'enquête antidumping doit comporter des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage allégué. La demande doit contenir des éléments de preuve pertinents et non une simple affirmation et l'autorité chargée de l'enquête, comme nous l'avons indiqué en réponse à la question 1 des CE, doit examiner l'exactitude et l'adéquation de ces éléments de preuve. Cela dit, l'Accord antidumping ne définit pas de "niveau de preuve" aux fins de l'ouverture d'une enquête; plus exactement, il prévoit que la preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité entre le dumping et le dommage sera établie au cours de l'enquête.[3]

3) Les États-Unis ont soutenu que l'article 5.4 de l'Accord antidumping permet aux associations de producteurs d'introduire une plainte au nom de la branche de production nationale. Les États-Unis pourraient-ils préciser quel type de renseignements ils jugent

[2] Rapport du Groupe spécial sur l'affaire *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique ("Guatemala – Ciment")*, WT/DS60/R (19 juin 1998), paragraphe 7.53.

[3] Voir l'examen de cette question dans le rapport *Guatemala – Ciment*, paragraphes 7.54-7.57.

nécessaire que les autorités chargées de l'enquête demandent pour se convaincre que la plainte est effectivement introduite "au nom de" la branche de production nationale?

3. Le type de renseignements nécessaire pour déterminer si une demande d'enquête antidumping a été introduite au nom d'une branche de production nationale ne varie pas selon que la demande émane de producteurs nationaux individuels ou d'un groupement professionnel remplissant les conditions requises pour être une partie intéressée aux termes de l'article 6.11 iii) de l'Accord antidumping. Les renseignements requis doivent satisfaire aux critères de 25 et de 50 pour cent de la production totale énoncés dans l'article 5.4 de l'Accord antidumping.

4) Les États-Unis estiment-ils qu'une autorité chargée de l'enquête doit clore une procédure antidumping qu'elle a ouverte si elle détermine au cours d'une enquête et sur la base de renseignements dont elle ne disposait pas avant l'ouverture de celle-ci que les producteurs nationaux soutenant expressément la demande ne représentent pas au moins 25 pour cent de la production nationale totale?

4. L'article 5.8 prévoit qu'une enquête sera close dès que les autorités seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure. Il ne prévoit pas la clôture d'une enquête sur la base de renseignements nouveaux, fournis après l'ouverture de l'enquête, indiquant que le degré de soutien de la branche de production n'est pas suffisant.

2. Questions sur le dommage

5) L'article 4.1 de l'Accord antidumping prévoit que l'expression "branche de production nationale" s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits.

> **Pourquoi les États-Unis considèrent-ils que**
>
> **"Les CE ont agi de façon incompatible avec l'Accord antidumping en n'incluant pas tous les producteurs communautaires dans la branche de production nationale pour évaluer d'autres facteurs tels que le prix et l'incidence au titre des paragraphes 1, 2, 4 et 5 de l'article 3?"**[4]

5. Replacée dans son contexte, la déclaration citée répond à l'allégation de l'Inde selon laquelle les CE ont agi de façon inadmissible en prenant en compte l'ensemble de la Communauté à 15 pour tous les aspects de l'évaluation du dommage. L'Inde semble faire valoir que les CE auraient dû limiter leur examen des facteurs aux producteurs plaignants et n'auraient pas dû rechercher ou utiliser des données relatives à d'autres producteurs. De l'avis des États-Unis, l'Accord antidumping exigeait que les CE demandent des renseignements à tous les producteurs communautaires ("Communauté à 15") du produit similaire (ou, dans les circonstances particulières mentionnées dans la réponse à la question 10, aux producteurs représentant l'ensemble des producteurs communautaires). Ainsi, les CE auraient dû envoyer des questionnaires à tous les producteurs communautaires et non uniquement aux producteurs plaignants. Dans la mesure où les CE ont choisi au départ de ne demander des données qu'aux plaignants pour tous les facteurs examinés, elles ont agi de façon contraire à l'Accord antidumping. Nous ne contestons pas que les CE aient demandé comme il convient des renseignements provenant ou concernant des producteurs autres que les plaignants mais nous estimons qu'elles auraient dû agir ainsi pour tous les facteurs.

[4] Communication des États-Unis, paragraphe 89.

6) Les États-Unis disent que l'Inde n'a pas allégué que les CE auraient dû définir l'industrie communautaire comme englobant tous les producteurs. Faut-il, par conséquent, que le Groupe spécial examine ces observations des États-Unis?

6a. Les vues des États-Unis sur la définition de la branche de production nationale qui ont été portées à la connaissance du Groupe spécial constituent le fondement d'une réponse aux arguments formulés par la partie plaignante, l'Inde. En mettant en cause l'étendue des données et autres renseignements utilisés par les CE, l'Inde part du principe que les CE ont à bon droit limité la composition de la branche de production nationale aux producteurs plaignants mais estime que les CE ont agi de façon inadmissible en tenant compte des données relatives à la production, à la consommation et à la part de marché de l'ensemble de la Communauté et en considérant la fermeture des entreprises de nombreux fabricants nationaux de linge de lit au cours de la période de deux ans ayant précédé l'ouverture de l'enquête comme un élément de preuve concernant la situation financière de la branche de production. Les États-Unis estiment que les CE ont agi correctement en examinant à la fois les données communautaires et les éléments de preuve relatifs aux fermetures récentes d'entreprises nationales. Les États-Unis pensent cependant que les CE ont eu raison d'inclure ces renseignements, mais pour des raisons autres que les leurs. En effet, les États-Unis sont d'avis que cette inclusion était exigée par l'Accord antidumping car les renseignements en question ont trait aux producteurs qui font dûment partie de la branche de production nationale.

6b. Le Groupe spécial peut prendre en considération les observations formulées par les États-Unis en qualité de tierce partie au sujet de la définition de la branche de production nationale pour éviter que le règlement de la présente affaire ne soit fondé sur une interprétation incorrecte de l'Accord antidumping. Les États-Unis souscrivent à ce que la question des CE sous-entend, à savoir que le Groupe spécial ne peut aller au-delà de son mandat et que les arguments présentés seulement par une tierce partie ne permettent pas de s'acquitter de la charge de la preuve concernant une allégation. Si le Groupe spécial ne traite pas de la question de la définition de la branche de production nationale, les États-Unis l'engagent vivement à le déclarer expressément. De la sorte, ni les parties à la présente enquête ni d'autres Membres ne pourront attribuer au Groupe spécial une conclusion à laquelle il ne sera pas parvenu ou inférer qu'il a approuvé une pratique des CE qui semble devoir être immédiatement battue en brèche dans d'autres circonstances.

7) Comment les États-Unis interprètent-ils l'expression "une proportion majeure" de la branche de production?

7a. L'article 4.1 de l'Accord antidumping dispose que

> l'expression "branche de production nationale" s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits; toutefois
>
> i) lorsque des producteurs sont liés aux exportateurs ou aux importateurs, ou sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping, l'expression "branche de production nationale" pourra être interprétée comme désignant le reste des producteurs;
>
> ii) dans des circonstances exceptionnelles, le territoire d'un Membre pourra, en ce qui concerne la production en question, être divisé en deux marchés compétitifs ou plus et les producteurs à l'intérieur de chaque marché pourront être considérés comme constituant une branche de production distincte si [certaines conditions sont remplies].

7b. Le texte introductif de l'article ne contient qu'une définition de la branche de production nationale: "l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits". L'emploi du terme "ou" ne signifie pas, contrairement à ce que les CE semblent donner à entendre[5], que dans une enquête donnée il y a deux définitions possibles de la "branche de production nationale", entre lesquelles l'autorité chargée de l'enquête peut choisir. Plus exactement, la définition reconnaît la réalité de nombreuses enquêtes antidumping: à savoir qu'on ne sera pas toujours en mesure de recueillir les renseignements demandés auprès de tous les producteurs nationaux du produit similaire. L'article 4.1 indique bien qu'une détermination de l'existence d'un dommage est valable même si une autorité chargée de l'enquête ne parvient pas à obtenir des renseignements de tous les producteurs.

7c. Au titre de l'article 3.1, il incombe donc d'une façon générale à l'autorité chargée de l'enquête de procéder à un examen objectif du volume des importations, de leur effet sur les prix et de leur incidence sur les "producteurs nationaux" de produits similaires, et non sur une "proportion majeure" des producteurs nationaux. Les dispositions plus précises de l'article 3.4 traitent des facteurs pertinents sur lesquels des renseignements sont nécessaires pour évaluer l'incidence des importations sur la "branche de production nationale", expression définie aux fins de l'Accord antidumping dans l'article 4.1. Considérées ensemble, ces dispositions indiquent clairement les obligations d'une autorité chargée de l'enquête en ce qui concerne l'évaluation du dommage causé aux producteurs nationaux – cette autorité devant s'employer de façon objective (c'est-à-dire impartiale) à obtenir des données de tous les producteurs du produit similaire ("l'ensemble des producteurs").[6] Cependant, lorsque certains producteurs ne répondent pas, l'examen auquel l'autorité chargée de l'enquête doit procéder en vertu de l'article 3 peut porter sur les producteurs dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale du produit similaire. L'expression "proportion majeure" telle qu'elle est utilisée dans l'article 4.1 désigne donc tous les producteurs qui ont répondu à la demande de renseignements envoyée à l'ensemble des producteurs.

7d. Aucun repère numérique ne précise la "proportion majeure" qui variera d'une enquête à l'autre. En fait, dans le cadre d'une seule et même enquête l'analyse du dommage peut être fondée sur des renseignements dont la source correspond à l'une ou l'autre conception de la branche de production nationale. Ainsi, sur certains facteurs, une autorité peut obtenir des données publiques ou officielles relatives à tous les producteurs mais, sur d'autres facteurs, nécessitant l'envoi de questionnaires, elle peut ne recevoir de réponse que de certains producteurs. En pareil cas l'article 4.1 l'autorise à soumettre les deux ensembles de données à l'"examen objectif" prescrit par l'article 3.1. L'expression "proportion majeure" ne s'applique pas non plus automatiquement, comme le règlement et la pratique antidumping des CE le supposent, au groupe de producteurs qui a déposé la demande. Si l'hypothèse des CE était correcte, les producteurs à l'origine de la plainte constitueraient toujours la "branche de production nationale" et les termes "*ou en son nom*" figurant dans l'article 5.4 seraient superflus.

7e. De plus, l'expression "proportion majeure", pour être compatible avec les termes de l'article 3.1 prescrivant un "examen objectif", ne peut s'entendre de la branche de production nationale définie comme un groupe particulier de producteurs résultant d'une auto-sélection et ne comprenant pas tous les producteurs du produit similaire. Elle ne saurait non plus s'appliquer à aucun autre sous-groupe présélectionné de l'ensemble des producteurs qui pourrait favoriser l'établissement d'une

[5] Voir déclaration orale des CE, paragraphe 132.

[6] Comme cela est indiqué plus loin, en réponse à la question 10 des CE, l'autorité chargée de l'enquête peut au départ déterminer que la nature de la branche de production rend nécessaire l'envoi de questionnaires à un échantillon représentatif de cette branche de production plutôt qu'à chacun des producteurs qui la constituent. Même dans ce cas, la définition de la branche de production serait la même que celle qui est mentionnée ci-dessus bien que le groupe neutre auquel les questionnaires seraient adressés soit plus restreint.

constatation positive de l'existence d'un dommage dans la plupart des enquêtes, ou comme le règlement et la pratique des CE le font en règle générale.

8) Les États-Unis estiment-ils que les seuls cas où il est possible de considérer que la branche de production nationale n'est pas constituée par tous les producteurs sont ceux dont il est question aux alinéas i) et ii) de l'article 4.1? Dans l'affirmative, pourquoi l'article 4.1 ne le précise-t-il pas? Dans la négative, quels sont les critères, qui, selon les États-Unis, permettent de considérer que la branche de production nationale n'est pas constituée par tous les producteurs?

8. Comme nous l'avons indiqué dans notre réponse à la question précédente, la définition de la "branche de production nationale" figurant dans le texte introductif de l'article 4.1 comprend tous les producteurs nationaux dont l'autorité chargée de l'enquête est à même de recevoir des renseignements. Les alinéas i) et ii) de cet article spécifient les seuls cas où l'autorité chargée de l'enquête peut délibérément exclure certains producteurs nationaux de la branche de production nationale. Ils permettent d'écarter certains producteurs, que la branche de production soit finalement constituée de l'ensemble des producteurs ou de ceux représentant une proportion majeure de la production qui répondent aux demandes de renseignements de l'autorité chargée de l'enquête. La mention dans l'Accord antidumping de ces exclusions particulières renforce la thèse selon laquelle la référence aux producteurs représentant une "proportion majeure" de la production ne signifie pas que l'on considère que certains producteurs ne font pas partie de la branche de production nationale. Plus exactement, cette référence est l'expression d'une considération pratique à savoir que les réponses aux demandes adressées à l'ensemble des producteurs peuvent ne pas fournir des renseignements complets.

9) Les États-Unis estiment-ils que l'autorité chargée de l'enquête doit choisir irrévocablement au début de celle-ci sa définition de "branche de production nationale"?

9. Non, l'autorité chargée de l'enquête ne peut choisir irrévocablement sa définition de l'expression "branche de production nationale" au début de l'enquête. Elle peut adopter une définition minimale pour décider si une enquête doit être ouverte au titre de l'article 5.4. Les définitions finales du produit similaire national et de la branche de production nationale pour la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3 doivent cependant être fondées sur les renseignements obtenus au cours de l'enquête.

10) Les États-Unis font valoir au paragraphe 93 que l'échantillon de producteurs nationaux doit être "valable d'un point de vue statistique". Dans ce contexte, "valable d'un point de vue statistique" a-t-il là le même sens que "représentatif"? Les critiques formulées par les États-Unis au sujet de l'échantillon de producteurs nationaux des CE semblent découler exclusivement de leur point de vue selon lequel définir comme "l'industrie communautaire" les producteurs qui se sont plaints et ont coopéré était erroné. Est-ce exact?

10a. Rien dans les articles 3 et 4 n'interdit l'échantillonnage et les États-Unis pensent, comme les CE et l'Inde, que les autorités chargées de l'enquête peuvent utiliser un échantillon des producteurs nationaux pour évaluer les effets et l'incidence des importations en cause. Dans leur communication écrite, les États-Unis ont noté que d'autres articles de l'Accord antidumping font expressément mention des techniques d'échantillonnage "valables d'un point de vue statistique".[7] Nous préciserons ici les idées que nous avons exprimées antérieurement concernant le recours à l'échantillonnage aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage. Les États-Unis estiment comme les CE que, lors de la détermination de l'existence d'un dommage, pour juger de la conformité de l'échantillon

[7] L'article 6.10 prévoit que les marges de dumping peuvent être déterminées "en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique" et la note 13 de l'article 5.4 permet l'utilisation de "techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique" pour déterminer le degré de soutien et d'opposition à une demande dans le cas de branches de production fragmentées.

avec l'Accord antidumping, on doit savoir si cet échantillon est représentatif de la branche de production nationale et non s'il est valable d'un point de vue statistique. Toutefois, il faudra d'abord dûment définir la branche de production nationale comme étant constituée de tous les producteurs pour que l'établissement d'un échantillon représentatif des producteurs assure la réalisation par l'autorité chargée de l'enquête de "l'examen objectif" de la branche de production requis au titre de l'article 3.1.

10b. La principale critique des États-Unis concernant l'échantillon de producteurs nationaux des CE porte sur la définition incorrecte par ces dernières de la branche de production nationale que cet échantillon représente.[8] Comme la base utilisée par les CE pour l'échantillonnage était probablement orientée en faveur des producteurs qui s'estimaient lésés, tout échantillon établi à partir de cette base semblait de même devoir être biaisé. Les États-Unis n'ont pas encore examiné la totalité du dossier relatif à cette enquête et ne se prononcent pas sur la question de savoir si la méthode d'échantillonnage adoptée par les CE dans cette enquête aurait été objective si elle avait été appliquée à l'ensemble du groupe des producteurs communautaires de linge de lit.

11) Les États-Unis invoquent l'article 6 à l'appui de leur point de vue selon lequel les CE auraient dû prendre en compte toute l'industrie communautaire. Les CE ne nient pas qu'un producteur national exclu de l'échantillon est une "partie intéressée" au sens de l'article 6 et qu'il a le droit de défendre ses intérêts ou, autrement dit, de donner des renseignements à l'autorité chargée de l'enquête. Mais les États-Unis soutiennent-ils vraiment que cela signifie que l'enquête doit porter sur toutes les parties intéressées?

11. Oui, les autorités chargées de l'enquête doivent s'employer activement à interroger toutes les parties intéressées ou un échantillon non biaisé de ces parties intéressées. Dans le cas considéré, les CE n'ont pas même interrogé tous les producteurs nationaux dont elles avaient connaissance.

12) Au paragraphe 96 de leur communication, les États-Unis déclarent qu'ils estiment que "tous les facteurs énumérés [à l'article 3.4] doivent être évalués". Sur quelle base les États-Unis interprètent-ils une obligation d'évaluer tous les facteurs pertinents (termes employés à l'article 3.4) comme une obligation d'évaluer tous les facteurs, même s'il est d'emblée manifeste que certains facteurs ne sont pas pertinents? Les États-Unis cherchent à défendre l'analyse du Groupe spécial SHTF sur ce point. À quel endroit de son rapport le Groupe spécial constitué dans cette affaire a-t-il examiné les arguments avancés par les CE dans leur première communication écrite et dans leur déclaration orale (dont les États-Unis ont maintenant connaissance)? Les États-Unis mentionnent aussi le rapport Corée – Polyacétals.[9] À quel endroit de ce rapport trouve-t-on une déclaration selon laquelle tous les facteurs doivent être évalués, qu'ils soient pertinents ou non, ou un examen des arguments formulés par les CE dans la présente affaire?

12a. Les CE citent l'observation formulée par les États-Unis en dehors de son contexte. La phrase complète d'où la citation est tirée a la teneur suivante: "[s]i tous les facteurs énumérés doivent être évalués, ils ne sont pas tous nécessairement importants dans chaque cas particulier".[10] Dans leur communication, les États-Unis poursuivent en précisant qu'ils ne pensent pas que les autorités

[8] Les États-Unis marquent leur désaccord avec les CE qui incluent les producteurs "coopérants" dans le groupe dont elles considèrent qu'il constitue "l'industrie communautaire". On peut à tort en déduire que certains producteurs ont coopéré et d'autres pas. S'il est incontestable que les producteurs plaignants ont coopéré en répondant au questionnaire qu'ils ont reçu, cela ne veut pas dire que les producteurs communautaires non plaignants auxquels il n'a pas été envoyé de questionnaire n'ont pas coopéré.

[9] Rapport du Groupe spécial *Corée – Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétals en provenance des États-Unis* (*Corée - Polyacétals*), IBDD, S40/236, adopté le 27 avril 1993.

[10] Communication des États-Unis, paragraphe 90.

chargées de l'enquête doivent dans chaque cas établir une constatation particulière sur chacun des facteurs énumérés dans l'article 3.2 et 3.4. Les États-Unis établissent donc une distinction entre ce qui doit être évalué et ce qui doit figurer dans l'avis au public ou le rapport prévu par l'article 12.2. L'article 3.4 met en évidence certains facteurs pertinents qui doivent être évalués. L'article 12.2 exige qu'un avis au public ou un rapport contienne des constatations établies uniquement sur les points jugés "importants". Si, après évaluation, une autorité détermine qu'un facteur particulier n'est pas important pour l'enquête, elle n'est pas tenue d'examiner ce facteur dans son avis au public ou son rapport. Pour démontrer qu'elle a bien procédé à l'évaluation voulue par l'article 3, toutefois, sa détermination devrait permettre de se rendre compte qu'elle a évalué chacun des facteurs énumérés. Ce but est atteint lorsque la détermination explique pourquoi l'autorité s'est fondée sur les facteurs qu'elle a jugés importants dans l'affaire, et, ce faisant, révèle pourquoi elle a estimé que d'autres facteurs n'ayant fait l'objet d'aucune constatation particulière avaient peu de poids ou n'étaient pas pertinents.

12b. Les États-Unis estiment que la décision prise dans l'affaire SHTF offre une analyse raisonnée des prescriptions de l'Accord antidumping concernant la capacité de déduire du rapport d'une autorité chargée de l'enquête que cette autorité s'est acquittée de l'obligation d'examiner les facteurs énumérés dans l'article 3.4. Dans cette affaire, le Groupe spécial a déclaré que l'"examen" des facteurs est requis dans chaque cas même si cet examen peut conduire l'autorité chargée de l'enquête à conclure qu'un facteur donné n'est pas probant en ce qui concerne une branche de production donnée et par conséquent n'est pas pertinent pour la détermination proprement dite.[11] Les États-Unis n'ont pas soutenu que le Groupe spécial SHTF a examiné tous les contre-arguments que les CE opposent maintenant aux conclusions du Groupe spécial en la matière. Les États-Unis ne souscrivent cependant pas aux assertions des CE selon lesquelles le Groupe spécial SHTF a pris sa décision "en se fondant de manière assez simpliste sur le mauvais précédent des affaires de sauvegarde". Comme le démontre l'Appendice 1[12], les parties au différend ont soumis au Groupe spécial SHTF une analyse et un examen approfondis ainsi que la jurisprudence à prendre en compte à cet égard.

12c. S'agissant du choix des facteurs à examiner, les CE ont fait valoir que l'article 3.4 exige seulement une évaluation des facteurs négatifs. Comme ils l'ont indiqué dans leur communication initiale, les États-Unis ne partagent pas cette opinion. L''examen objectif" prescrit par l'article 3.1 porte aussi bien sur les facteurs de nature à étayer une constatation de l'existence d'un dommage que sur les facteurs ayant l'effet contraire. Pour démontrer que le raisonnement des CE était faux, les États-Unis ont cité la décision prise dans l'affaire *Corée – Polyacétals* par laquelle le Groupe spécial a estimé que l'autorité chargée de l'enquête ne pouvait pas mettre exclusivement l'accent sur les facteurs permettant de conclure que la branche de production nationale éprouverait probablement des difficultés et faire abstraction des autres facteurs.[13]

Questions de l'Inde aux États-Unis

1. Au paragraphe 19 de leur déclaration orale faite le 11 mai, les États-Unis ont indiqué que l'article 15 de l'Accord antidumping "offre des garanties procédurales importantes aux pays en développement". Les États-Unis pourraient-ils expliquer et préciser, sur la base de leur propre expérience de l'application de l'article 15, quelles sont ces garanties importantes?

1. Les États-Unis sont d'avis que l'article 15 offre deux garanties qui sont de caractère procédural et non de fond. La première phrase invite les pays développés membres à "prendre spécialement en considération" la situation particulière d'un pays en développement quand ils

[11] Rapport du Groupe spécial *Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose* (*SHTF*) *en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, paragraphe 7.128.

[12] La pièce n° 1 des États-Unis, jointe au présent document, contient des extraits de la deuxième communication des États-Unis (paragraphes 118-125) au Groupe spécial SHTF.

[13] Communication des États-Unis, paragraphe 99, où est cité le rapport du Groupe spécial *Corée - Polyacétals*, paragraphes 274-76, 287.

envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément à l'Accord antidumping, alors que la seconde prescrit que les possibilités de solutions constructives "seront explorées" préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement membres. L'article 15 ne définit pas ce qui faut entendre par "prendre spécialement en considération" et n'indique pas non plus à quelle "exploration" il faut procéder. Il n'exige aucun résultat de fond particulier. En l'absence de prescription plus précise, la signification exacte des expressions "prendre spécialement en considération" et "seront explorées" dépend de l'interprétation de bonne foi de la disposition, en conformité avec l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Dans la mesure où l'article 15 préconise une exploration de bonne foi des possibilités de solutions constructives préalablement à l'application de droits antidumping, il offre une garantie procédurale, par opposition à une garantie de fond, visant à protéger les pays en développement lorsque l'application de droits antidumping porterait atteinte à leur intérêts essentiels.

2. Au paragraphe 25 de leur déclaration orale, les États-Unis ont fait référence au projet de recommandation du Comité des pratiques antidumping de l'OMC concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping. Les États-Unis conviennent-ils que ces principes directeurs n'ont été émis que sous forme de recommandation?

2a. Les États-Unis reconnaissent que ces principes directeurs revêtent la forme d'une recommandation. Ils n'ont pas voulu laisser entendre qu'il s'agissait de prescriptions. Ils ont fait référence à cette recommandation pour montrer que les Membres de l'OMC ont, par consensus, approuvé la pratique consistant à collecter des données sur une période d'un an aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping et de trois ans au moins aux fins de l'évaluation du dommage. Selon cette pratique, par définition, il n'y aura pas de données relatives aux importations faisant l'objet d'un dumping pour au moins deux des trois ans de la période d'enquête sur le dommage. Les Membres de l'OMC n'auraient pas approuvé cette pratique très répandue si sa compatibilité avec l'Accord antidumping avait été mise en question.

2b. En faisant référence à la recommandation, les États-Unis soulignent aussi que l'Inde elle-même a participé au processus de recherche d'un consensus qui a conduit à l'adoption des principes directeurs alors que, par ailleurs, elle conteste la pratique des CE, laquelle semble être conforme auxdits principes. On est en droit de supposer que l'Inde n'aurait pas approuvé ce genre de pratique en consentant à l'adoption par le Comité des principes directeurs si elle avait douté de sa compatibilité avec l'Accord antidumping. Étant donné que l'Inde a souscrit à la recommandation, il n'est pas logique de sa part d'estimer que les CE ont violé l'Accord antidumping en suivant une pratique que la recommandation entérine.